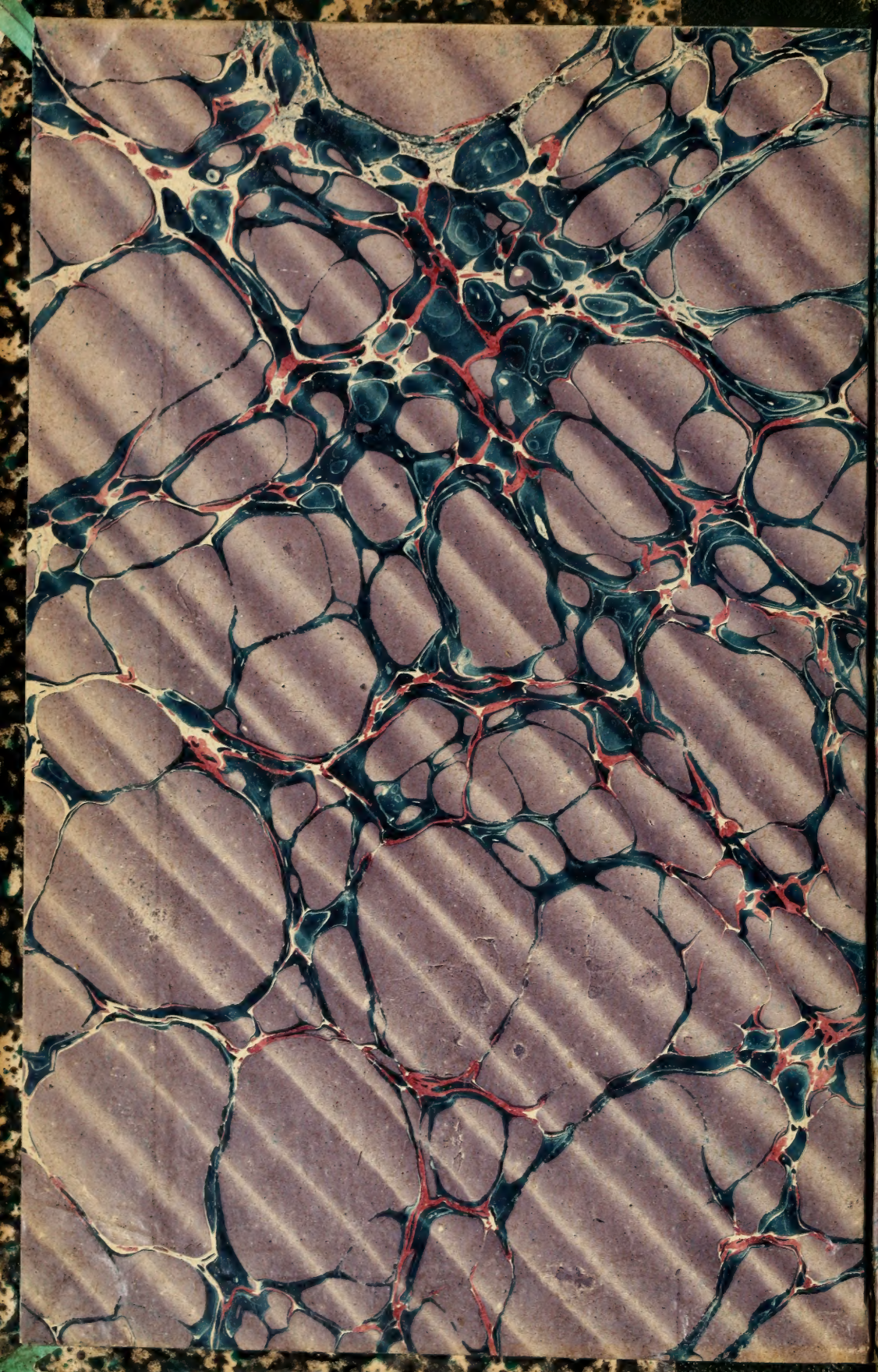

Digitized by the Internet Archive
in 2008 with funding from
Microsoft Corporation

http://www.archive.org/details/revuedesdeuxmo5701pariuoft

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXVIIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME VII. — 1er JANVIER 1857.

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE
RUE SAINT-BENOIT, 7.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXVIIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME SEPTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOIT, 20

1857

17162
c.
AP
20
R5
pér. 2
t. 7

SOULÈVEMENT

DE L'ALLEMAGNE

APRÈS LA GUERRE DE RUSSIE

YORK ET STEIN. — LE CABINET DE BERLIN ET LE CABINET DE VIENNE.

I.

Lorsque le 5 décembre 1812 l'empereur Napoléon était parti de Smorgoni pour retourner en France, la grande armée, malgré ses pertes, qui étaient immenses, présentait encore dans ses débris une masse imposante. Il avait expressément ordonné au roi de Naples, auquel il avait laissé le commandement, de s'arrêter quelques jours à Wilna, où il avait réuni des approvisionnemens considérables, d'y rallier les hommes isolés et valides, et de leur donner des vêtemens et des armes; puis le roi devait repasser le Niémen, s'établir sur la ligne de la Prégel, y attendre le 10e corps, lier ses mouvemens à ceux de Regnier, de Poniatowski et de Schwarzenberg, et s'entendre avec eux pour couvrir efficacement la Vieille-Prusse et le grand-duché de Varsovie. Malheureusement les circonstances douloureuses qui pesaient sur l'armée n'avaient point permis que ces sages instructions fussent exécutées, et, à peine de retour à Paris, l'empereur avait reçu les nouvelles les plus affreuses. Tant qu'il était resté à la tête de ses troupes, sa présence, sa résignation, sa fermeté, avaient soutenu tous les courages. Lorsqu'on sut qu'il avait quitté l'armée, il y eut un affaissement universel. Par une fatalité cruelle, les élémens conspirèrent avec son départ pour hâter la dissolution commencée. Le

froid s'éleva tout à coup jusqu'à 30 degrés, et la division Loyson, envoyée pour recueillir les débris de l'armée, n'apparut que pour devenir elle-même la proie du fléau; en quelques jours, elle fut moissonnée presque tout entière. La garde, qui jusque-là était restée un corps organisé, fut emportée à son tour; tous les liens de la discipline se rompirent; bientôt ce que l'on appelait encore la grande armée ne fut plus qu'une masse confuse de malades, d'éclopés et de traînards, qui, sur une ligne de plusieurs lieues, se précipitèrent sur Wilna, et de là regagnèrent Kowno et le Niémen.

Le 15 décembre au soir, le roi de Naples et les maréchaux arrivèrent à Virballen, s'y arrêtèrent toute la journée du 16, et firent le dénombrement de leur petite troupe. Il ne leur restait plus que 2,500 hommes, 5 ou 600 chevaux et neuf pièces de canon; les hommes étaient dans l'état le plus déplorable; la plupart avaient les phalanges des pieds et des mains gelées; ils étaient hors d'état de rendre aucun service. On alla coucher le 17 à Gumbinen, et les chefs s'occupèrent aussitôt de rallier les débris de leurs corps. Le nombre des éclopés, des malades, des isolés, qui avaient repassé le Niémen, était incalculable; c'était en quelque sorte une armée tout entière qui semblait rompue plutôt qu'anéantie, et qu'il s'agissait de retrouver. Combien de toute cette foule en restait-il qui fussent encore en état de servir? Il était impossible de le dire; il s'agissait pour le moment de rallier ces hommes, de grouper ceux qui étaient valides encore, de les reformer en bataillons, et, ce qui était plus difficile, de leur rendre l'énergie guerrière et le sentiment de la discipline. L'instinct de leur conservation les avait poussés tous dans les places de la Vieille-Prusse. Les maréchaux et les généraux de division reçurent l'ordre de s'y rendre, d'envoyer partout à la recherche de leurs soldats, et de préparer dans ces places les magasins, approvisionnemens de toute espèce et ambulances nécessaires pour assurer la réorganisation de leurs corps respectifs.

Le désastre était accompli: la grande armée, cette armée qui avait été la gloire de la France et la terreur du monde, n'existait plus. Un climat meurtrier, bien plus que le fer de l'ennemi, venait de moissonner du même coup toute une génération de guerriers; c'était un malheur incomparable. La plupart de ces hommes que pleurait la France n'étaient pas seulement des soldats intrépides : vieillis dans les camps, ils avaient acquis en cent combats le sentiment et l'intelligence de la guerre. Tout le génie de Napoléon, tout le patriotisme des citoyens étaient impuissans à réparer de telles pertes. Il n'était pas possible de nous le dissimuler, notre puissance militaire était atteinte et ébranlée dans ses bases. Le prestige de nos armées, jusque-là invincibles, était détruit.

Cependant notre situation, à ne la juger qu'au point de vue exclusivement militaire, était loin d'être désespérée. Le froid n'avait pas plus épargné les Russes que les Français; l'armée de Kutusof, abîmée, n'était plus elle-même qu'un insignifiant débris, et, pendant quelque temps du moins, la guerre active resterait suspendue. Pour contenir Kutusof, nous avions le 10e corps, qui était de 24,000 hommes, le corps auxiliaire autrichien, qui en comptait 27,000, les Polonais de Poniatowski et les Saxons de Regnier, au nombre de 15,000, les 15,000 hommes du général Heudelet, déjà réunis en partie à Kœnigsberg, enfin une très belle division que le général Grenier amenait d'Italie, et dont l'effectif n'était pas de moins de 21,000 hommes. Toutes ces forces, jointes aux débris de la grande armée, s'élevaient dans leur ensemble à 120,000 hommes environ; c'était plus qu'il n'en fallait, si elles restaient toutes fidèles, pour couvrir la Prusse et le grand-duché de Varsovie, et laisser à l'empereur Napoléon le temps de créer une nouvelle armée. La question capitale en ce moment n'était point militaire; elle était toute politique. Il s'agissait de savoir quelle attitude, en présence du grand désastre qui venait de frapper nos armes, allaient prendre nos alliés, la Prusse et l'Autriche. Soudainement émancipées par l'affaiblissement de notre puissance, l'une et l'autre ne seraient-elles pas tentées de rompre des liens qui n'avaient eu d'autre ciment que leurs défaites et nos victoires? Là étaient le nœud de la situation et nos vrais dangers. Aussi l'attention de l'empereur Napoléon était-elle incessamment fixée sur Vienne et sur Berlin. Il était obligé de reconnaître que ces cours, qu'il avait si profondément humiliées, allaient se trouver par la force des choses les arbitres de l'Europe. Attentif à leurs moindres mouvemens, il s'efforçait de démêler dans les actes de leurs souverains, dans l'attitude et les paroles de leurs ministres, les indices de leurs secrètes pensées et de leur conduite future.

Les premières nouvelles de nos désastres se répandirent dans les états prussiens au commencement de novembre. D'abord elles n'y trouvèrent aucune créance : les populations ne purent croire que cette armée, qu'elles avaient vue naguère passer au milieu d'elles si nombreuse et si magnifique, fût presque entièrement anéantie. Bientôt cependant les habitans des provinces prussiennes du nord virent s'acheminer successivement la longue file de nos blessés et de nos malades; alors il ne resta plus de doutes à personne, et ce spectacle, déchirant pour des yeux français, fit tressaillir de joie et d'espérance les peuples ulcérés de la Prusse.

Au milieu des manifestations peu déguisées du sentiment public, le roi demeura impassible. Pas un mot, pas un geste, pas un seul mouvement de sa physionomie ne trahirent ses secrètes pensées. Il continua de se montrer calme, confiant dans la fortune de son allié

et dévoué à sa politique. Napoléon mit tout aussitôt sa fidélité à l'épreuve. La Prusse avait plusieurs belles divisions disponibles. Napoléon écrivit directement de Wilna (4 novembre) au roi, pour lui demander de remplacer deux régimens de cavalerie du corps d'York, qu'avaient perdu une partie de leur effectif, par deux régimens frais; il émit en outre le vœu que la force du contingent pût être augmentée de 1,000 cavaliers et de 6,000 hommes d'infanterie. Frédéric-Guillaume accorda les deux régimens de cavalerie, mais refusa les 1,000 cavaliers et les 6,000 hommes d'infanterie. Il allégua l'impossibilité dans laquelle il était de faire de nouveaux sacrifices. « Toutes nos ressources sont épuisées, dit M. de Hardenberg au comte de Saint-Marsan, et nous ne pouvons plus concourir par aucun effort extraordinaire à la cause commune. » Les misères de la Prusse étaient effectivement à leur comble; elles avaient atteint ce degré suprême qui ne laisse plus intacte ni debout aucune fortune, et où les souffrances privées viennent se confondre avec celles de l'état. La grande armée, dans son passage à travers le Brandebourg et la Vieille-Prusse, avait dévoré les dernières ressources de ces contrées sablonneuses et pauvres. La ruine était partout, dans les châteaux comme dans les chaumières, et le trésor public n'avait plus les moyens de subvenir aux dépenses les plus indispensables. Toutefois cette détresse financière n'était point un obstacle à la réalisation du désir de l'empereur. Les 7,000 hommes demandés étaient armés, équipés et rassemblés, et il ne s'agissait que de les diriger sur le Niémen; aussi Napoléon insista. Le 14 décembre, il écrivit de Dresde au roi que, dans les circonstances présentes, il importait absolument que le contingent prussien constituât à lui seul un corps d'armée et pût être porté à un effectif de 30,000 hommes. « En demandant à votre majesté d'augmenter ses troupes, disait l'empereur, je vous prouve combien j'ai de confiance dans le système qu'elle a embrassé. » La lettre se terminait par des témoignages expressifs de félicitations pour le courage et la discipline qu'avaient montrés les troupes prussiennes pendant toute la campagne.

Cette lettre, remise au roi le 16 décembre, modifia ses premières décisions. Le lendemain 17, il reçut M. de Saint-Marsan et lui dit que la lettre de l'empereur l'avait extrêmement touché, qu'il était très sensible aux témoignages de confiance pour sa personne et de haute estime pour ses troupes dont elle était remplie, et il promit de faire ce que désirait l'empereur, autant toutefois, ajouta-t-il, que le lui permettrait la situation gênée de ses finances. Il insinua timidement que la France, ayant des garnisons nombreuses dans les places de l'Oder, devrait les en retirer, et que la Prusse se chargerait de les remplacer, ce qu'elle pourrait faire sans de trop grandes dépenses; mais l'intention était trop claire pour n'être pas devinée, et d'une

portée trop dangereuse pour être accueillie : elle ne fut pas même relevée, et nous continuâmes à occuper les forteresses de l'Oder. Du reste, le roi tint parole, et, par ses ordres, 5 ou 6,000 hommes d'infanterie furent réunis à Graudentz, sous les ordres du général Bulow, pour être de là dirigés sur le Niémen et rejoindre le corps du général York.

Le soin de convaincre l'empereur que les sentimens du roi n'étaient point changés fut laissé à M. de Hardenberg, qui s'en acquitta avec une vivacité de langage pleine de sympathie. « L'alliance française, disait-il, n'était pas seulement une garantie de sécurité et d'existence pour la monarchie; elle seule pouvait l'aider à recouvrer dans les affaires du monde une position que ses malheurs et ses fautes lui avaient fait perdre. Qu'il nous soit permis d'espérer qu'à la paix générale l'empereur Napoléon donnera à la Prusse une grande existence politique. » Un jour, plus chaleureux encore que de coutume, il dit à notre envoyé : « Dans le cas où l'empereur Napoléon reconnaîtrait l'impossibilité de reconstruire en état indépendant l'ancienne Pologne, il pourrait peut-être concevoir le dessein de faire le roi de Prusse roi de Pologne. Les côtes et les territoires de la Prusse et de la Pologne présenteraient ainsi une masse compacte qui deviendrait une barrière formidable contre les envahissemens de la puissance russe. »

Ainsi, du côté de la Prusse, Napoléon avait lieu d'être satisfait, et il devait être complétement rassuré; la parole de Frédéric-Guillaume lui répondait de la fidélité de ce prince à l'alliance qui l'unissait à notre politique.

La nouvelle de nos désastres produisit sur les peuples de l'Autriche la même impression que sur ceux de la Prusse. Pour les uns comme pour les autres, l'empereur Napoléon n'était pas un allié, mais un maître; tous se réjouirent de ses malheurs, parce qu'ils y virent le prélude du prochain affranchissement de l'Allemagne. Le premier mouvement de l'opinion à Vienne fut de briser une alliance abhorrée. Les plus hauts personnages de la cour représentèrent à l'empereur François que l'occasion était belle pour recouvrer les provinces perdues dans les dernières guerres, que les Russes s'avançaient non en ennemis, mais en libérateurs, que la France, lasse elle-même de sacrifier ses trésors et son sang aux fantaisies d'un conquérant ambitieux, ne demandait qu'à rentrer sous les lois de ses maîtres légitimes, qu'il fallait donc, sans perdre un moment, mettre les troupes sur le pied de guerre, appeler aux armes tous les peuples allemands et marcher sur le Rhin.

Lord Walpole parut bientôt à Vienne, se concerta avec les chefs du parti russe, et fit savoir à l'empereur que, s'il consentait à séparer sa cause de celle de la France, l'Angleterre lui garantirait la

restitution des provinces illyriennes, de la Vénétie, de la Lombardie et du Tyrol. L'impératrice fut des plus ardentes à pousser l'empereur dans ces voies extrêmes. C'était une princesse d'un esprit exalté, mais peu judicieux, et qui avait la vanité de jouer à Vienne le rôle que la belle reine Louise de Prusse avait rempli autrefois à Berlin. Elle avait les passions politiques de cette princesse, sans avoir la grâce ni les charmes qui nous l'avaient rendue autrefois si dangereuse. Le mariage de l'archiduchesse Marie-Louise avec l'empereur des Français avait développé dans son cœur des sentimens d'envie qu'elle s'efforçait vainement de masquer sous les apparences d'une tendre pitié pour le sort de la jeune impératrice, et son salon était devenu le rendez-vous de tout ce que la cour, l'armée et la haute noblesse comptaient d'adversaires passionnés de la France. Elle ne pouvait pardonner à M. de Metternich d'avoir fait le mariage et l'alliance, et elle s'en vengeait par des sarcasmes. Heureusement elle n'exerçait aucun crédit sur l'esprit de l'empereur François, qu'elle troublait et fatiguait, et qui sut résister à ses téméraires conseils aussi bien qu'aux séductions de lord Walpole. Ce souverain et M. de Metternich connaissaient les ressources infinies de la France, le génie de son chef, et ils ne croyaient pas qu'il fût aussi facile de les abattre que se plaisaient à le dire les courtisans. Sans doute la France avait perdu une armée admirable, mais ce n'était point le fer de ses ennemis qui l'avait détruite; c'étaient les rigueurs d'un climat terrible, et le fléau n'avait épargné personne. Des deux côtés il y avait égalité de misères et de ruines, une même fermeté d'âme en présence d'aussi grands maux, une même activité pour les réparer. Avant peu de mois, de nouvelles armées allaient se retrouver en présence et se disputer encore une fois la suprématie du continent. Les malheurs de la France avaient pris d'ailleurs l'Autriche au dépourvu. Comme elle n'avait point fait entrer une telle catastrophe dans ses prévisions, elle ne s'était point mise en mesure d'en tirer parti, et, dans l'hypothèse d'une rupture avec nous, il lui fallait plusieurs mois pour s'y préparer. Elle avait donc toute sorte de raisons pour nous ménager en ce moment. Toutefois elle avait un intérêt trop évident à notre affaiblissement pour n'avoir pas ressenti du désastre qui venait de nous frapper une secrète joie. Avant l'expédition de Russie, la main de Napoléon pesait sur l'Autriche comme sur toute l'Allemagne. Aujourd'hui le cabinet de Vienne entrevoyait le moment où, avec le sentiment de sa liberté, il retrouverait le pouvoir d'en user. Il est vraisemblable que, sur deux points au moins, sa résolution était arrêtée irrévocablement. Le premier était de se soustraire insensiblement aux obligations de l'alliance contractée en 1812 et de proposer aux puissances belligérantes son intervention officieuse et amicale pour les rapprocher et les pacifier,

sauf plus tard, lorsqu'elle aurait porté ses armées à l'effectif de guerre, à intervenir hautement comme médiatrice armée. Le second point était de profiter de l'occasion pour se faire restituer d'une manière ou d'une autre, par la France, les province perdues en 1809.

L'empereur Napoléon nourrissait de tout autres pensées. Il désirait élargir le cadre de l'alliance contractée avec l'Autriche en 1812, substituer à l'alliance restreinte une entente intime et cordiale, et la consacrer en obtenant qu'elle coopérât aux efforts de la campagne prochaine, non plus seulement avec 30,000 hommes prêtés et se battant à regret ou ne se battant pas du tout, mais avec 60,000 résolus et dévoués. Il ne pouvait se dissimuler qu'il n'obtiendrait une coopération aussi précieuse qu'au prix de grands sacrifices : il était tout disposé à les faire; mais la prudence comme la dignité lui commandaient d'attendre, pour préciser la nature et l'étendue de ces sacrifices, que la cour de Vienne lui eût fait connaître si elle était décidée à resserrer les nœuds de son alliance avec lui. Procéder autrement, c'eût été lui livrer prématurément un secret dont elle n'eût pas manqué d'abuser plus tard pour nous rançonner davantage. Avec un cabinet aussi froid et aussi calculé que celui de Vienne, il fallait une réserve extrême et ne nous découvrir qu'au dernier moment.

A son passage à Dresde, le 15 novembre, Napoléon avait adressé à l'empereur d'Autriche une lettre autographe pour lui annoncer son retour en France, et lui demander que le contingent autrichien pût être porté de 30,000 à 60,000 hommes. Il l'avait prié également de lui envoyer un négociateur en l'absence du prince de Schwarzenberg, retenu à l'armée. De retour à Paris, il renouvela ses instances sous les formes les plus pressantes (1). L'Autriche refusa de nous suivre dans la voie où nous nous efforcions de l'attirer; elle répondit en nous offrant son intervention officieuse pour nous réconcilier avec nos ennemis. Jamais la parole de M. de Metternich n'avait été plus douce, plus pénétrante. Il protesta du désintéressement de sa cour. «Son unique préoccupation, dit-il au comte Otto, notre ambassadeur, était d'utiliser au profit de la paix sa fidélité à la politique française. La France devait être impatiente d'arriver à la paix, et l'Autriche était la seule puissance qui fût en mesure de lui en assurer le bienfait. L'empereur Napoléon pouvait-il espérer de trouver un défenseur plus dévoué, plus chaleureux de ses intérêts que l'empereur François? Si la Russie et l'Angleterre étaient assez aveugles pour repousser ses propositions, alors l'Autriche n'hésiterait pas, et elle embrasserait hautement la cause de la France.»

Le 3 janvier 1813, M. de Metternich fut plus pressant encore. « Parlez-nous franchement, dit-il; faites-nous connaître ce que vous

(1) Dépêches des 8, 12 et 16 décembre 1812 au comte Otto.

voulez faire, et mettez-nous en mesure d'agir avec vous comme un bon allié, et envers les autres comme une puissance indépendante. Croyez que nous sommes pénétrés du sens de l'alliance et que nous pouvons vous rendre des services essentiels. » Puis il témoigne les plus vives alarmes des projets conçus par la Russie sur le grand-duché de Varsovie. Il confie à M. Otto que le tsar médite de réunir sous son sceptre toutes les parties de l'ancienne Pologne et d'en faire un royaume distinct dont il serait le roi. Désespérant en effet de relever leur patrie, la plupart des grandes familles polonaises, les Ojinski, les Sapieha, les Lubomirski, poussaient de toutes leurs forces au succès de ce hardi dessein. « Les Polonais, disait M. de Metternich, se laissent prendre à cette amorce; ils sourient à la perspective du rétablissement de leur ancienne patrie sous les lois de l'empereur Alexandre. La Galicie n'a rien à redouter des Polonais seuls, ni même des Polonais soutenus par les Français; mais il n'en serait pas de même s'ils l'étaient par la Russie. »

Le ministre autrichien ne parlait du chef illustre de la France qu'avec respect et attendrissement; il s'alarmait des périls qui menaçaient incessamment une vie si précieuse. « S'il entrait dans les convenances de la France, disait-il, de rester pendant un an sur la Vistule, jamais les Russes ne pourraient franchir cette barrière; mais c'est l'Allemagne, c'est la Prusse, c'est l'Autriche surtout qui souffrent cruellement d'un tel état de choses. Je ne doute pas que vous ne recommenciez la campagne prochaine d'une manière brillante; mais en définitive à quel résultat vous mènera-t-elle? Le peuple russe deviendra plus fanatique encore, plus remuant et plus opiniâtre; il apprendra de vous à faire la guerre, et il profitera de vos leçons pour tomber tôt ou tard sur l'Europe et l'asservir. » Afin de nous amener à ce qu'il désirait, M. de Metternich n'employait pas seulement des paroles caressantes; parfois il lui échappait des mots qui étaient presque des menaces. Il se complaisait à énumérer les forces militaires de l'Autriche; il montrait tous les peuples germaniques soumis encore à l'autorité de la maison de Hapsbourg. « Le jour, disait-il, où l'Autriche serait forcée de lever son drapeau contre la France, cinquante millions d'hommes se rangeraient de son côté. »

Afin de remplacer provisoirement le prince de Schwarzenberg, l'empereur François envoya à Paris le comte de Bubna; mais il lui donna pour instructions de ne prendre aucun engagement, de se borner à prêcher la paix et de tâcher de démêler à quelles conditions l'empereur Napoléon serait disposé à la conclure. Ce n'était point la médiation, c'était la coopération militaire de l'Autriche, sa coopération active et loyale, que Napoléon désirait obtenir. Le refus de cette puissance lui causa un très vif dépit, mais il sut le dissimuler. Elle se montrait du reste si confiante dans notre force, si alarmée des

desseins de la Russie, si désintéressée elle-même, il y avait tant de danger à lui montrer de la défiance, et, pour peu qu'elle voulût bien y mettre de la bonne foi, elle pouvait, à la faveur de son intervention officieuse, nous rendre de si grands services, qu'il n'hésita pas à accueillir ses offres. Le duc de Bassano écrivit le 7 janvier au comte Otto : « Préalablement il doit être bien entendu que, dans le cas où les dispositions de l'empereur Alexandre rendraient cette démarche inutile, l'Autriche prend dès aujourd'hui l'engagement d'agir avec vigueur et de porter la force du corps auxiliaire de 30,000 à 60,000 hommes. Sa majesté fournirait les sommes nécessaires pour la couvrir de l'augmentation de dépenses qui en résulterait pour elle. » Le duc de Bassano pose ensuite deux hypothèses. La première est celle où la Russie aurait contracté avec le cabinet anglais des engagemens qui ne lui permettraient pas de traiter de la paix séparément. « Dans ce cas, dit-il, voici nos conditions. Il y a un point duquel la France ne se départira pas et qui doit être tenu pour invariable, c'est qu'aucun des territoires réunis par des sénatus-consultes ne saurait être séparé de l'empire. Une telle séparation serait considérée comme une dissolution de l'empire même : il faudrait, pour l'obtenir, que 500,000 hommes environnassent la capitale et fussent campés sur les hauteurs de Montmartre. Hambourg, Munster, Oldenbourg, Rome, sont unis à l'empire par des liens constitutionnels, ils y sont unis à jamais; mais les provinces illyriennes, la Dalmatie, Corfou, non plus qu'une partie de l'Espagne, ne sont point réunis constitutionnellement à l'empire. Sa majesté pourrait donc considérer les provinces illyriennes comme des objets de compensation pour des restitutions que ferait le gouvernement anglais. »

Ainsi la restitution des provinces illyriennes était promise à l'Autriche comme le prix de ses loyaux efforts pour rétablir la paix générale. Restait la seconde hypothèse, celle où la Russie, ayant conservé sa liberté d'action, se prêterait à la négociation d'une paix séparée. Le ministre français déclare que, comme cette puissance a eu des succès dus, non à elle, mais à la rigueur du climat, l'empereur, ne consultant que son amour pour la paix, consentira à affranchir la Russie des obligations du traité de Tilsitt, et lui laissera l'intégrité de ses possessions polonaises; « mais, ajoute le duc de Bassano, si ces conditions ne lui suffisaient pas, si elle voulait faire des conquêtes, s'agrandir aux dépens, soit de l'Autriche, soit de la Prusse, soit du duché de Varsovie ou de la Turquie, l'Autriche serait la première intéressée à ce que cela n'arrivât pas. La France ne le saurait souffrir. La paix serait impossible. » Du reste, l'empereur n'entendait aucunement figurer dans la négociation qui allait s'ouvrir; c'était la cour de Vienne qui en avait pris l'initiative : c'était à elle de la diriger et de la conduire à bien.

M. de Metternich parut très satisfait des conditions préliminaires proposées par la France; il n'hésita pas à les qualifier de très généreuses. Il annonça que le comte de Lebzeltern et le baron de Wessenberg allaient se rendre prochainement, le premier à Wilna, le second à Londres, afin d'offrir à l'empereur Alexandre et au gouvernement anglais l'intervention officieuse de l'Autriche. M. de Wessenberg signifierait au cabinet britannique que, s'il refusait de prendre part aux négociations, les intérêts anglais seraient considérés comme séparés de ceux du continent, et que l'Autriche ne songerait plus qu'à négocier une paix continentale.

Dans le moment où ces communications d'un caractère si pacifique s'échangeaient à Vienne, un envoyé russe, M. de Stackelberg, s'y présentait au nom de l'empereur Alexandre, et il avait déjà eu plusieurs entretiens avec M. de Metternich. Selon ce ministre, l'envoyé russe aurait, dans la première conférence, tenu un langage si fier, il aurait fait une peinture tellement exagérée des succès militaires du tsar, annoncé d'un air si superbe la résolution de son maître de travailler à délivrer l'Allemagne de l'oppression commune, que M. de Metternich avait été obligé de l'arrêter en lui déclarant qu'il s'abusait beaucoup s'il prêtait au cabinet impérial d'autres vues que celle de rétablir la paix, que l'empereur son maître était invariablement décidé à rester l'allié de la France, et que le recouvrement de ses anciennes provinces serait à ses yeux trop chèrement acheté au prix d'une seule campagne. « Nous ne nous plaignons pas, aurait déclaré M. de Metternich, et nous ne reconnaissons à aucun cabinet le droit de ressentir nos malheurs plus que nous-mêmes. » Il aurait ajouté que la France avait fait des propositions qui avaient reçu l'approbation de sa cour. Cette déclaration aurait vivement impressionné M. de Stackelberg, qui se serait empressé de répondre que l'intention de la Russie était bien de négocier, mais que vraisemblablement elle n'arrêterait aucune détermination avant de s'être entendue avec son alliée la Grande-Bretagne. « La démarche que vient de faire la Russie est un grand pas, dit M. de Metternich au comte Otto; comptez sur nous : nous ne lâcherons rien, absolument rien, car nous y sommes pour le moins aussi intéressés que vous. »

Ce langage ouvert et sympathique avait complétement fasciné M. Otto. Déjà, avant ces dernières ouvertures, le 28 décembre, il écrivait : « Au milieu de l'effervescence générale des esprits contre la France, l'empereur est inébranlable. Il répugne à sa loyauté et à son cœur paternel de prêter l'oreille aux suggestions de nos ennemis. Il est mal entouré; on aiguillonne son orgueil de prince autrichien. Au fond, l'empereur ne cherche que le repos; il est disposé à tout faire pour l'obtenir. Après les intérêts de ses propres états, il n'a rien tant à cœur que de voir se consolider le gouvernement fran-

çais et sa nouvelle dynastie. Il craint que des distractions constantes et des guerres toujours incessantes ne laissent pas à l'empereur le temps d'achever son ouvrage. Il craint pour sa fille, pour son petit-fils, qu'il affectionne beaucoup; ses inquiétudes ont altéré sa santé. » Le 21 janvier, notre ambassadeur écrivait encore : « J'ai trouvé parfaitement franche et conséquente la politique du cabinet de Vienne. Il a proposé son entremise au moment où il a appris que sa majesté quittait Moscou. Les grands désastres survenus depuis n'ont point changé ses dispositions. Il nous a tenu constamment le même langage. » L'empereur d'Autriche se trouvant un jour chez la comtesse Dubouqquoi, cette dame parla de la possibilité de recouvrer les provinces perdues. L'empereur l'interrompit par ces mots : « Mon règne a été très agité, mes peuples sont fatigués de même que moi; je ne cherche que le repos et les moyens de consolider la monarchie. Je désire avant tout que mes peuples soient heureux, et que je puisse mourir en paix. »

Il est incontestable que tout dans l'attitude de l'Autriche, ses actes, son langage et jusqu'à la physionomie de son principal ministre, attestait l'intention de rester en paix avec la France. Elle brûlait certainement de recouvrer les provinces perdues en 1809, en attendant qu'elle pût recouvrer celles perdues en 1806; mais son désir très sincère était d'arriver à ce grand but par la pacification générale ou continentale, lorsque la défection du général York changea toute la face des choses, déchaîna à Vienne comme partout les haines de nos ennemis, et poussa violemment cette cour hors des voies où elle eût désiré s'engager.

La défection du général York n'a été ni soudaine, ni imprévue. Elle a été, au contraire, le résultat de tout un ensemble de circonstances qu'il est indispensable de connaître, si l'on veut en apprécier sainement le véritable caractère.

York appartenait à cette noblesse de province pauvre, mais fière et vouée par tradition à la profession des armes. L'éducation n'avait fait que développer chez lui l'aptitude naturelle. C'était un militaire d'une grande distinction. Après la bataille d'Iéna, il commandait l'arrière-garde de l'armée royale qui se replia sur Lübeck, et, dans cette périlleuse retraite, il déploya un sang-froid et une fermeté qui le signalèrent à l'estime du roi. Après la paix, Frédéric-Guillaume le nomma général-major, et le chargea de réorganiser les débris de ses corps rassemblés autour de Memel. A l'occasion de ces nouvelles fonctions, il l'appela souvent près de sa personne, et peu après l'admit fort avant dans sa confiance et dans celle de la reine. York, touché de leur bonté et de leur infortune, sentit redoubler dans son cœur l'attachement qu'il leur portait. Jusqu'en 1812, il ne cessa d'exercer des commandemens militaires d'une grande importance

sur les frontières du nord, et, dans cette période d'angoisses qui précéda la grande expédition, il fut initié aux secrets les plus intimes de la politique du roi, investi des pouvoirs les plus étendus, autorisé en certains cas, dont il restait seul juge, à prendre des résolutions qui tranchaient la question de la paix et de la guerre avec la France.

Lorsque le roi eut signé le traité du 24 février 1812, il informa le général York que son corps allait devenir une division auxiliaire du 10e corps de la grande armée, commandé par le duc de Tarente, et qu'il était placé sous les ordres immédiats du général de Grawert, vieux militaire plein de courage et d'honneur qui avait subi le prestige du génie de Napoléon, et qui avait dû à ses opinions, dont il ne faisait point mystère, d'être désigné par le cabinet français au choix du gouvernement prussien. Le général York n'allait plus avoir qu'un rang subalterne au milieu de ces troupes qu'il avait exercées et disciplinées depuis plusieurs années avec une sorte d'amour, dans l'intention certainement d'en faire les instrumens futurs de la délivrance de son pays. Le roi, en lui commandant la soumission, lui avait fait comprendre qu'il attendait de lui cette nouvelle preuve de dévouement. York se résigna, mais il ne resta pas longtemps au second rang dans ce corps d'armée qui était le sien en quelque sorte. Le général de Grawert fut atteint d'une maladie si grave, qu'il fut obligé, le 28 juillet, de remettre provisoirement son commandement entre les mains du général York, et le roi s'empressa de sanctionner un changement qui était selon ses vœux. York ne possédait pas seulement sa confiance; il avait l'habitude des situations violentes qui exigent de l'initiative, assez de pénétration pour deviner ce qui ne pouvait s'écrire, assez de hardiesse pour oser ce qui ne pouvait se commander, et toutefois beaucoup de prudence, de circonspection, et un dévouement à toute épreuve. Il n'était pas jusqu'aux aspérités de son caractère, à son humeur hautaine, à la sécheresse de ses manières, qui dans les circonstances actuelles ne dussent concourir au succès de la mission dont il était chargé.

Après un combat livré le 19 juillet, sur les rives de l'Aa, et dans lequel les Prussiens avaient montré un élan remarquable, le duc de Tarente avait autorisé le général de Grawert à discuter et à régler avec le général Essen, gouverneur de Riga, les conditions d'un échange de prisonniers. York, sans y attacher aucune arrière-pensée, crut pouvoir continuer ces négociations, et il eut, à cet effet, une entrevue avec le général Essen, qui profita de l'occasion pour lui faire de secrètes ouvertures de la nature la plus compromettante. C'est à cette même époque qu'un Français, qui avait suivi la fortune de Moreau, et qui venait de prendre du service en Russie, le colonel Rapatel, évoquait l'amitié qui unissait autrefois Macdonald et le général exilé, et tentait d'ébranler la fidélité du premier.

Le général York avait repoussé avec indignation les offres d'Essen, rompu toutes négociations avec lui, et en avait aussitôt informé le roi. Ce souverain était en ce moment aux eaux de Tœplitz. Il répondit, le 12 septembre, au général qu'il partageait sa manière de voir quant à la nature compromettante des ouvertures qui lui avaient été faites, mais que néanmoins il lui paraissait désirable qu'il renouât la négociation commencée. Le chancelier d'état baron de Hardenberg écrivit le lendemain 15 au général : « L'exécution de l'ordre du roi exige la plus grande prudence. Pour éviter toute fausse interprétation, votre excellence trouvera sans doute dans son expérience éprouvée les meilleurs moyens à choisir. »

Ces lettres, où les secrètes et timides tendances du roi se trahissaient à peine sous les voiles d'une phraséologie énigmatique, eussent été pour tout autre inexplicables; mais habitué à lire dans les replis de l'âme troublée et irrésolue de son souverain, York y démêla les nouveaux indices de cette mobilité qui poussait incessamment ce prince à ménager tous les intérêts, à caresser toutes les chances, à épier, sauf à n'avoir point le courage d'en profiter, toutes les occasions de sortir de la douloureuse situation où l'avaient placé ses fautes et ses malheurs. Il devina qu'on attendait de son dévouement d'autres preuves que de seconder vigoureusement les entreprises du duc de Tarente, et que sa mission commençait à devenir plus politique que militaire.

La garnison de Riga ayant reçu de puissans renforts, le général Essen entreprit, du 27 septembre au 1er octobre, une série d'opérations qui furent toutes malheureuses, et dans lesquelles il perdit environ 10,000 hommes, dont 6,000 tués et blessés et 4,000 prisonniers. Les Prussiens, conduits par York en personne, montrèrent dans ces diverses affaires autant d'intrépidité que d'intelligence. Macdonald, empressé à saisir toutes les occasions de gagner la confiance du général York, rendit un éclatant hommage à sa belle conduite et à celle de ses troupes; mais York, indifférent à ces flatteuses avances, n'y répondait qu'avec une politesse froide et dédaigneuse. En vain Macdonald s'efforçait-il de l'attirer dans son cercle intime; le taciturne général s'en tenait obstinément écarté et ne semblait occupé qu'à empêcher tout contact étranger d'altérer dans son unité nationale le corps placé sous ses ordres.

Cependant l'hiver approchait. L'on reçut à Riga, au commencement de novembre, les premières nouvelles de notre retraite de Moscou. Le 4, le gouverneur de Riga en donna secrètement connaissance au général York et les fit répandre dans le camp prussien; il écrivit au général : « Arrêtez Macdonald, donnez à vos compatriotes l'exemple d'une résolution courageuse. Vous avez tout à gagner, rien

à perdre; montrez cette lettre au roi. » York transmit immédiatement ces faits à Potsdam par l'intermédiaire d'un jeune officier que sa naissance rattachait à la famille royale, le comte de Brandebourg.

Le gouvernement russe était mécontent des échecs militaires qu'avait essuyés le général Essen, plus mécontent encore du peu de tact qu'il avait montré dans la négociation secrète avec York : il le remplaça par un Italien doué d'une certaine dextérité et surtout de beaucoup de faconde, le marquis de Paulucci. La mission confiée au nouveau général, comme à Essen, était de combattre le duc de Tarente à la fois par les armes et par les manœuvres déloyales de l'embauchage et de la défection. Le 14 novembre, quatre jours après son arrivée à Riga, Paulucci écrivit à York pour l'exciter à jouer le rôle de La Romana : « Les bulletins ci-joints, lui disait-il, vous montreront la situation désespérée dans laquelle se trouve l'ennemi implacable de votre pays, le second Attila qui a renouvelé de nos jours toutes les horreurs du temps des Huns et des Vandales. Les circonstances mettent la Prusse en état de devenir le juge suprême du sort de l'Europe, et elles vous appellent vous-même à être le libérateur de votre patrie. »

L'honneur militaire commandait au général York de laisser sans réponse un pareil message; il répondit cependant : « Je prie votre excellence d'être bien convaincue que je ne connais et ne connaîtrai jamais d'autre intérêt que celui de mon roi et de ma patrie; mais permettez-moi de vous faire remarquer qu'un homme mûri par l'expérience ne voudra jamais compromettre ces intérêts sacrés par une *action émancipée ou prématurée*. L'exemple de La Romana ne m'est point applicable. »

Le général comte de Wittgenstein vint joindre ses efforts à ceux de Paulucci. Il écrivit à York : « Je vous offre la coopération de mon corps d'armée pour aider à l'anéantissement de ces forces oppressives qui ont réduit la Prusse à prendre part aux entreprises insensées de Napoléon. J'ai avec moi 50,000 hommes de braves troupes qui la plupart ont déjà combattu pour la cause de la Prusse sur les champs de bataille de Pulstuck, d'Eylau, d'Eilsberg et de Friedland. »

En même temps que les généraux russes ourdissaient cette trame, le général Steigel recevait l'ordre de prendre, de concert avec Wittgenstein et Paulucci, une offensive hardie, de se jeter sur les cantonnemens disséminés du 10e corps et de le refouler sur Tilsitt. Cette attitude menaçante de l'ennemi et la nouvelle de l'arrivée de la grande armée sur Smolensk déterminèrent Macdonald à se concentrer autour de Stalgen. En conséquence, il rappela la division Grandjean, qu'il avait dirigée vers Plosk afin de dégager Gouvion Saint-Cyr, et attendit de pied ferme dans ses cantonnemens les atta-

ques des Russes. De son côté, le marquis de Paulucci rassembla ses forces et sortit de Riga. N'éprouvant qu'une faible résistance, il devint plus entreprenant. L'intention du maréchal Macdonald était de l'attirer loin de la place, de l'engager insensiblement, puis de fondre sur lui, de le couper de Riga et de l'écraser. L'ennemi tomba dans le piége, perdit six de ses bataillons, tandis que de notre côté les pertes furent insignifiantes. Dans cette série de combats qui ne durèrent pas moins de six jours et par un froid très rigoureux, toutes les troupes qui faisaient partie du contingent rivalisèrent de valeur et d'intelligence. Ce fut la dernière fois que Prussiens et Français mêlèrent sur le même champ de bataille leur sang et leurs trophées.

Enflammée par les récits de nos désastres et les excitations des généraux russes, la haine profonde que nous portait York commençait à se manifester en toutes occasions. Irascible et insoumis, il contrariait tous les plans de Macdonald. Sur les champs de bataille, il n'était plus le même homme : on eût dit qu'il s'appliquait à refroidir l'ardeur de ses troupes en refusant la victoire lorsqu'elle s'offrait à lui. Sa correspondance avec le maréchal ne tarissait point en récriminations. Un jour il se plaignait des positions périlleuses assignées à ses troupes; un autre, qu'elles manquaient de tout, que ses chevaux mouraient de faim, et il demandait, dans une forme impérieuse, de nouveaux cantonnemens. Pendant longtemps, le duc de Tarente avait supporté avec une patience inaltérable les torts de son subordonné, aimant mieux les imputer à son humeur acrimonieuse qu'à un plan de conduite prémédité; mais enfin, poussé à bout, il écrivit, le 29 novembre, au général York : « Toute votre conduite est une suite d'infractions à l'obéissance que vous me devez comme à votre commandant en chef. Jusqu'ici, j'ai opposé la douceur et la condescendance à la haine peu dissimulée que vous portez à tout ce qui est Français. » Puis il lui prouva, par les rapports des intendans généraux de Courlande, que sa sollicitude n'avait jamais failli un seul jour, et il ajouta : « Je suis trop sincère pour vous cacher que j'instruirai l'empereur de vos dispositions, afin qu'il puisse s'en entendre avec le roi votre maître. Avant de finir, je veux vous dire, en me servant des propres termes de votre excellence, que si vos chevaux crèvent, ce ne sera pas de faim, mais d'embonpoint (1). »

Le 30 novembre, les Russes firent une nouvelle sortie et attaquèrent nos cantonnemens. Cette fois encore ils furent repoussés, et ils eussent été complétement défaits, si, à dix heures du matin, au plus fort de l'action et à la grande surprise de l'armée, le général York n'eût fait tout à coup cesser le combat et la poursuite. A cette nouvelle, Macdonald éclate indigné, et le 2 décembre il écrit de Stalgen

(1) Dépôt des archives des affaires étrangères.

au major-général : « Le général York n'a pas su, ou plutôt n'a pas voulu profiter des avantages que la fortune lui a offerts le 30 novembre; il a suspendu le combat et la poursuite, fait écharper le lendemain quatre de ses bataillons, et les jours suivans laissé insulter ses avant-postes. »

Ce même jour, 30 novembre, York chargea un de ses aides de camp, le capitaine Schack, de porter à Potsdam les lettres de Paulucci et de Wittgenstein, ses propres réponses, et le récit de ses derniers démêlés avec le duc de Tarente. Il voyait s'approcher, avec une émotion qu'il ne pouvait plus contenir, le moment où son pays pourrait reprendre dans les affaires du monde la haute situation que lui avaient fait perdre ses malheurs; mais il fallait, sans plus tarder, saisir l'occasion. Le 5 décembre, le général écrivit au roi qu'en faisant la paix avec l'empereur Alexandre aux dépens de la Prusse, comme il l'avait faite à Tilsitt, Napoléon écarterait les dangers que venaient d'attirer sur son trône les désastres de la grande armée; qu'il ne manquerait pas de saisir cette chance de salut, si on lui en laissait le temps; qu'il s'agissait de prévenir à tout prix une telle calamité, et qu'on le pouvait de deux manières, soit en s'arrangeant directement avec la France et en lui arrachant d'autres conditions que celles de l'alliance de 1812, soit en traitant avec les Russes et en anéantissant les derniers débris de l'armée française. Il ajoutait, dans des termes respectueux, mais fermes, que l'honneur comme le salut de la maison de Hohenzollern commandaient une résolution prompte et hardie. Il terminait en suppliant son souverain, dans le cas où sa conduite lui semblerait en quelque point répréhensible, de vouloir bien accepter sa démission et lui désigner un successeur. Celui de ses aides de camp qui était le plus avant dans sa confiance, le major Seidlitz de Müllen, fut chargé de porter à Potsdam cet important message.

De son côté, Paulucci pressait de ses plus vives instances le général York de séparer son drapeau de celui de Macdonald. Il lui envoya le récit du désastreux passage de la Bérésina, et le supplia de lui accorder au moins une entrevue. York lui répondit le 8 décembre : « Une démarche imprudente de ma part pourrait forcer le roi à s'éloigner de ses états et tout perdre. Une entrevue avec votre excellence me semble, quoique je la désire, impossible; je suis trop surveillé. » A Potsdam, l'on était livré à toutes les angoisses de l'irrésolution et de la peur. Ne sachant que répondre aux instances du général York, n'osant point l'exciter à la défection, ne voulant pas non plus le décourager, bien moins encore le rappeler, dominé par la crainte d'exposer ses états, sa royale maison, sa personne peut-être, aux ressentimens légitimes d'un allié trahi, le roi retenait tous les officiers qui lui avaient été successivement expédiés. Aussi le major Seid-

litz de Müllen avait-il emporté de Mittau des instructions qui lui enjoignaient d'insister absolument auprès du roi pour qu'il le renvoyât avec une solution et des ordres. Après beaucoup d'irrésolutions, il fut enfin décidé que cet officier repartirait le 21 décembre. Le matin de ce jour, le major vint prendre congé du roi, et le supplia de vouloir bien lui dire comment devait agir son général. A cette prière, le roi tressaillit : « L'empereur Napoléon, dit-il, est un grand génie, il sait toujours trouver des moyens de salut. » Alors le major Seidlitz crut devoir poser la question en ces termes précis : « Dans le cas où la ruine des troupes françaises serait aussi complète qu'on doit maintenant le supposer, le roi veut-il que nous restions strictement fidèles à l'alliance ? » Pour toute réponse, le roi dit ces simples mots : *Selon les circonstances;* puis il leva immédiatement l'audience et congédia le major.

Cependant les événemens se précipitaient. Le 9 décembre, le prince Berthier écrivit de Wilna, par ordre du roi de Naples, au duc de Tarente, que l'empereur avait quitté l'armée, que tous les corps se retiraient sur le Niémen, et il l'invita à diriger celui qu'il commandait sur Tilsitt. Cette lettre, au lieu d'être expédiée par triplicata et à toute vitesse, fut confiée à un étranger, à un Prussien, le major Schrinck, qui employa neuf jours à faire un trajet qu'il aurait pu faire en trois, et qui ne la remit au maréchal que dans la journée du 18. Une seconde lettre, beaucoup plus explicite que la première et datée du 14, informa le duc de Tarente de la véritable situation des choses. Elle lui apprit la détresse de l'armée, l'impossibilité qu'elle tînt pied nulle part, son mouvement de retraite sur les places de la Vistule, et l'intention toutefois du roi de Naples d'attendre à Gumbinen l'arrivée du 10e corps. Il était prescrit à Macdonald, conformément aux instructions laissées par l'empereur, de se diriger sur Wehlhau et de prendre position sur la ligne de la Pregel. Ces nouvelles navrèrent de tristesse le duc de Tarente. Déjà les sinistres rumeurs qui circulaient dans le camp ne l'y avaient que trop préparé. Il déplora amèrement le retard qu'on avait mis à lui envoyer des ordres. Il écrivit le 20 au major-général : « Je suis accablé de douleur en pensant que le 10e corps, averti à temps, aurait pu servir de noyau à la grande armée et la flanquer avant l'évacuation de Kowno. » Il ne cacha pas au prince que les dispositions dont était animé le contingent prussien lui causaient de vives inquiétudes, et il le supplia de ne pas l'abandonner dans cette situation critique. Sa lettre se terminait par ces mâles paroles : « Pour sauver le 10e corps, je ferai tout ce que l'honneur commande, tout ce que le devoir prescrit : je ferai plus que l'impossible. » Murat envoya au-devant de lui, pour le recueillir et le soutenir, le maréchal Ney avec douze bataillons de la division du général Heudelet.

Quelque diligence qu'il y apportât, il fut impossible au maréchal Macdonald de lever ses camps avant le 20 décembre; il divisa son corps en deux colonnes : la première, forte de 11,000 hommes, composée des divisions Bachelu, Grandjean et Massenbach, dont il prit lui-même la direction; l'autre, plus faible, destinée à former l'arrière-garde sous les ordres du général York; puis, ouvrant la marche, il se porta vivement sur Tilsitt. Malheureusement les Russes l'avaient partout prévenu. Wittgenstein avait inondé le pays de partisans et fait occuper par de fortes colonnes d'infanterie et plusieurs batteries d'artillerie les défilés par lesquels il devait passer. De leur côté, les Cosaques de Benkendorf, de Tettenborn et du jeune Kutusof, au nombre de 2,000, avaient fait irruption dans Tilsitt et en avaient chassé les 300 hommes qui en formaient la garnison sous les ordres du commandant Terrier, en sorte que Macdonald se trouva un instant coupé des places de la Vistule, des débris de la grande armée et du général York. Au moment où il débouchait sur Pictupohnen, il trouva devant lui une masse de cavalerie et d'infanterie russe; une autre colonne, conduite par le général Diebitch, opérait sur son flanc droit. Macdonald, admirablement secondé par les hussards noirs et les dragons de Massenbach, fondit sur les Russes, leur tua et blessa 1,500 hommes, leur en prit 600, et poursuivit sa marche. Ses dangers cependant renaissaient à chaque pas. Enfin, après huit jours de marches pénibles par un froid de 25 degrés, grâce à l'admirable discipline qu'il sut maintenir dans son corps, à l'habileté avec laquelle il sut déjouer les projets de l'ennemi, en tournant les obstacles et en changeant de route, il parvint à gagner Tilsitt, qu'à son approche les Cosaques de Tettenborn et du général Kutusof s'étaient hâtés d'évacuer. Il y arriva le 28, en informa aussitôt le major-général, et lui annonça que la seconde colonne le rejoindrait certainement le soir même, ou au plus tard le lendemain. Le 29, le général Bachelu s'avança sur Regnist, où s'étaient retirés les escadrons du jeune Kutusof et de Benkendorf, et les força de s'éloigner. Toute cette journée se passa sans qu'on eût aucune nouvelle des généraux York et Kleist. Macdonald ne dissimulait point son anxiété, que semblaient alors partager le général Massenbach et son état-major. Même silence dans la journée du 30; mais le soir de ce jour on remarqua un changement soudain dans la physionomie des officiers prussiens. De soucieuse et agitée qu'elle était la veille, elle était redevenue calme, elle trahissait même une joie contenue, et l'on sut que le matin un message secret leur était parvenu. Enfin la fatale nouvelle arriva.

A peine le général York avait-il ébranlé ses troupes, qui se composaient de 7,500 hommes d'infanterie, de 300 hussards et de 31 pièces de canon, que les généraux Lewis et Diebitch se lancèrent

à sa poursuite, le débordèrent et interceptèrent ses communications avec le duc de Tarente. Le 25 décembre, au moment où les Prussiens allaient déboucher de Taurogen, le général Diebitch envoya un parlementaire à York pour solliciter de lui une entrevue. La situation des Prussiens était critique; ils traînaient après eux une quantité de fourgons et d'ambulances et un matériel d'artillerie considérable qui embarrassaient leur marche; mais les Russes n'étaient en mesure de leur opposer que de faibles détachemens. La plus forte de leurs colonnes avait été à peu près détruite par Macdonald à Pictupohnen, et York avait plusieurs marches d'avance sur Wittgenstein. Pour des gens de cœur décidés à s'ouvrir la route l'épée à la main, il y avait certitude de rejoindre Macdonald. York néanmoins accepta l'entrevue et dès-lors se livra moralement. Diebitch s'attacha à le convaincre que s'il persistait à se retirer sur Tilsitt, il perdrait infailliblement ses convois et son artillerie. L'entretien se termina sans qu'il eût été pris aucun arrangement.

Le 27, York écrivit à son souverain : « Depuis deux jours, je suis coupé du maréchal Macdonald; je ne crois pas que je réussisse à me réunir de nouveau à lui, et je serai forcé, dans le cas où je serais enveloppé par un corps russe, de songer à sauver, avant tout, l'armée du roi. Je suis du reste sans instructions : ni le comte de Brandebourg, ni le capitaine Schack, ni le major Seidlitz ne sont encore revenus de Potsdam. Je suis donc, avec la meilleure volonté du monde, exposé à me tromper. Si je fais mal, je mettrai sans murmurer ma vieille tête grise aux pieds de votre majesté : la crainte de lui déplaire me préoccupe. »

L'on touchait au moment décisif, et c'était pour ce moment que l'astucieux Paulucci avait tenu en réserve un dernier et suprême moyen. Le 26 décembre, le comte de Dohna se présente de sa part devant le général York, et lui remet une lettre de l'empereur Alexandre, datée du 6 décembre et adressée au gouverneur de Riga. L'empereur l'autorisait à déclarer au général York qu'il était prêt à conclure avec la Prusse un traité par lequel il s'engagerait à ne mettre bas les armes qu'après avoir obtenu pour la Prusse une extension de territoire assez considérable pour lui rendre, parmi les grandes puissances européennes, la position qu'elle avait avant la guerre de 1806. A la lettre de l'empereur Alexandre en était jointe une autre du marquis de Paulucci, dans laquelle ce général recourait tour à tour aux plus pressantes sollicitations, à la flatterie, à l'imposture même, présentant l'armée russe comme étant dans la position la plus florissante, et enfin à la menace, si le général prussien refusait de signer la convention. La passion qui remplissait depuis longtemps le cœur d'York ne le portait que trop à en finir et à se démasquer. La lettre de l'empereur Alexandre le décida, et le 28 dans la soirée il remit

au comte de Clausewitz, officier prussien qui était passé au service des Russes et que lui avait envoyé le général Diebitch, la déclaration suivante : « Je resterai aujourd'hui 29 à Taurogen, et demain 30 je pousserai mes colonnes, sans être inquiété, dans la direction de Tilsitt. Alors, si d'une part je trouve la route de Tilsitt occupée, si de l'autre un corps ennemi me ferme le chemin de Neustadt, si enfin je ne puis reculer, je conclurai la convention suivante :

« Le corps placé sous mon commandement conservera les positions de Tilsitt et de Memel, et tout le pays situé entre ces deux points. Sur ce terrain neutre, le corps restera inactif jusqu'à ce qu'il ait reçu du roi mon maître une nouvelle destination. Dans le cas où le roi ne m'approuverait pas, je resterai libre de me diriger vers le point que m'indiquera sa majesté. »

Le 29, Seidlitz arriva de Berlin, et ce même jour le général reçut par le capitaine de dragons Wentsdorf un message verbal du maréchal Macdonald qui l'informait de la défaite des Russes à Pictupohnen et lui prescrivait de hâter la marche de sa colonne. A la lecture de cette lettre, York crut qu'il était le jouet des impostures de Paulucci et de Diebitch, il dit à Clausewitz : « Je ne veux plus avoir rien à démêler avec vous; je ne conserve plus aucun doute : vos troupes ne paraissent pas; vous êtes trop faibles; je vais marcher en avant et m'abstenir désormais de négociations qui pourraient me coûter la tête. » Pour toute réponse, Clausewitz lui remit une dépêche adressée par le général d'Auvray, aide-de-camp du comte de Wittgenstein, au général Diebitch, qui lui faisait connaître les positions que les divisions russes devaient occuper dans la journée du 31. York lut cette lettre attentivement, puis, tendant la main à Clausewitz, il lui dit : « Je suis tout à vous. Rapportez au général Diebitch que je me trouverai demain matin aux avant-postes russes. » Il renvoya immédiatement Wentsdorf non à Macdonald, mais à Massenbach pour l'instruire de tout; puis il réunit autour de lui ses généraux et officiers et leur dit : « L'armée française a été anéantie, foudroyée par les décrets de la Providence. Le moment est venu de recouvrer notre indépendance en nous alliant aux Russes. Quiconque voudra, comme moi, risquer sa vie pour sa liberté et sa patrie n'a qu'à suivre mon exemple. Quelle que soit l'issue de l'entreprise que je tente aujourd'hui, je garderai, en tout cas, mon estime à ceux qui, ne partageant pas ma manière de voir, ne voudront pas s'associer à mes résolutions. Si je réussis, le roi notre maître daignera peut-être me pardonner; si j'échoue, ma tête est perdue. » Pas une voix ne s'éleva pour protester contre la résolution du général.

Le 31 décembre, la convention fut conclue et signée à Taurogen dans les termes précis qu'avait rédigés le général York. A la lecture de l'ordre du jour qui leur annonçait la conclusion de la convention,

les troupes témoignèrent une joie délirante, prélude des sentimens qui bientôt allaient faire explosion dans la nation prussienne tout entière. York informa immédiatement de sa conduite le roi et Macdonald. Il écrivit au roi : «..... Si je me suis trompé, je mourrai fusillé, avec calme et sérénité, ayant la conscience d'être toujours resté fidèle sujet et bon Prussien. Le moment est arrivé, pour votre majesté, de se soustraire aux désastreuses exigences d'un allié dont les vues sur la Prusse, si la fortune lui était restée fidèle, sont encore enveloppées d'un voile impénétrable. Ce sont ces considérations qui m'ont décidé. Puissent-elles aider, avec la volonté de Dieu, au salut de ma patrie! »

La défection du général York fut suivie immédiatement de celle de Massenbach. Il avait sous son commandement direct deux batteries d'artillerie, six bataillons d'infanterie et dix beaux escadrons de cavalerie. Ayant été averti de se tenir prêt à combattre, il leur avait fait prendre les armes, et toutes ces troupes semblaient attendre sur la rive gauche du Niémen l'ordre de marcher, lorsqu'à un signal donné elles se dirigèrent au pas de course vers le nord, passèrent le fleuve sur la glace, et livrèrent perfidement Macdonald, qui n'avait plus ni cavalerie, ni canon, ni subsistances, aux coups des escadrons de Tettenborn, de Benkendorf et de Kutusof. « Le général York, écrivait Macdonald au major-général le 1er janvier 1813, a justifié pleinement les présomptions que j'avais contre lui; j'avais lu dans son âme qu'il était notre ennemi le plus implacable, mais jamais je ne l'aurais cru capable d'une trahison aussi noire! Du moins je me flattais que le corps prussien ne la partageait pas. J'ai eu constamment pour ces troupes les procédés les plus délicats, et j'avais une confiance entière dans leurs sentimens d'honneur. »

Les sympathies personnelles de Frédéric-Guillaume, non moins que les passions de son peuple, le poussaient irrésistiblement vers nos ennemis. La trame ourdie avec les généraux russes préparait la rupture des liens qui l'unissaient à la France. D'un mot, il aurait pu tout arrêter; ce mot, il ne l'avait pas dit, et, par son silence, il s'était rendu solidaire de la défection du général York. Toutefois il ne pouvait se dissimuler que cet acte, consommé dans la vue de hâter sa délivrance, pouvait également le perdre. A la nouvelle que le général York avait traité avec les Russes, l'empereur Napoléon ne se persuaderait-il pas qu'il n'avait agi que par l'ordre exprès de son souverain? La vengeance ne suivrait-elle pas immédiatement la trahison? Les Français étaient maîtres de Berlin et des places fortes. Ils tenaient tout le pays, la personne du roi était en quelque sorte entre leurs mains. Qui pouvait prévoir à quelles extrémités la colère, une politique inexorable, la nécessité de s'assurer un otage ne les pousseraient pas? D'ailleurs la défection d'York saisissait le roi

dans le moment où précisément l'empereur Napoléon s'efforçait de resserrer ses liens avec lui, et il n'avait encore, par aucune mesure, préparé la transition de l'alliance française à l'alliance russe. Enfin il avait une conscience timorée, et il était incapable de cette duplicité froide et soutenue qu'eût exigée, dans les circonstances terribles où il était placé, le rôle d'allié parjure. Lorsqu'il apprit que le coup était fait, qu'York avait traité avec les Russes, il s'écria : « Il y a de quoi être frappé d'apoplexie. Que faut-il faire? Arrêter York, et, si on ne peut l'arrêter, le faire juger par contumace! Mon contingent appartient à l'empereur; c'est par conséquent au général en chef de l'armée française à décider de son sort. »

D'abord les actes répondent aux paroles. Un aide de camp du roi, le colonel Natzmer, ira porter à Murat et à York le désaveu formel de la convention de Taurogen. Le commandement du contingent est donné au général Kleist. Ce général fera arrêter York, le dirigera sur Berlin, et se mettra, lui et son corps, à la disposition du généralissime français. Le roi ne sait qu'imaginer pour convaincre Napoléon qu'il n'a point trempé dans la trahison de son lieutenant. Le prince de Hatzfeld est envoyé à Paris; il annoncera à l'empereur que si le corps d'York est perdu pour l'alliance, 20,000 autres soldats vont être mis à notre disposition. Frédéric-Guillaume donne lui-même ses instructions au prince. « Assurez bien l'empereur, lui dit-il, que rien n'est capable d'ébranler ma fidélité. Mes sujets sont indisposés contre les Français : ces sentimens ne s'expliquent que trop par la nature des choses; mais, à moins qu'ils n'y soient poussés par des exigences intolérables, ils ne remueront pas..... Je suis l'allié naturel de la France; si je changeais de système, je serais toujours sacrifié par les Russes et ensuite de nouveau par la France, qui me traiterait en ennemi, et avec raison..... Dites à l'empereur que des sacrifices pécuniaires, je ne puis plus en faire, mais que, s'il me donne de l'argent, je puis encore lever et armer pour son service de 50 à 60,000 hommes. »

A tous ces témoignages, ce malheureux prince en ajoute un dernier; ainsi que le descendant des Hapsbourg, le chef des Hohenzollern sollicite l'honneur d'unir son sang à celui du vainqueur d'Iéna. « S'il est nécessaire, dit le roi, de consacrer mon alliance politique avec la France par un mariage entre le prince royal et une princesse de la famille impériale, et si le résultat d'une telle union doit être de placer ma monarchie dans une situation plus élevée et plus solide que celle où elle est actuellement, je n'hésiterai pas. »

Aucune des mesures de rigueur ordonnées contre le général York ne fut suivie d'effet. Lorsque le colonel Natzmer se présenta aux avant-postes russes pour demander passage et aller remplir sa mission auprès du général, il fut conduit devant le comte de Wittgens-

tein, qui lui déclara qu'il ne lui appartenait pas de préjuger les dispositions de l'empereur Alexandre, que quant à lui personnellement, il ne pouvait ni autoriser le corps commandé par le général York à se remettre à la disposition du généralissime français, ni laisser le colonel se rendre auprès du général York.

La nouvelle de l'événement de Taurogen arriva aux Tuileries dans la nuit du 9 au 10 janvier; elle y causa plus que de l'indignation. L'empereur ne s'abusa ni sur le caractère ni sur la portée de ce terrible événement; il comprit que la trahison d'York n'était pas l'acte isolé d'un général mécontent ni d'un fanatique, mais le premier symptôme d'un ébranlement général, un appel fait à tous les cœurs ulcérés des Prussiens, un signal de soulèvement de tous les peuples germaniques contre son alliance et sa politique. Sans s'arrêter plus qu'il ne convenait aux protestations d'un souverain qui cédait toujours sous la pression des circonstances, il s'appliqua avec plus d'ardeur et d'activité que jamais à organiser les élémens d'une nouvelle armée, et, proportionnant la grandeur de ses mesures à la grandeur du péril, il résolut de demander à la France toute la plénitude de son concours, tous les sacrifices qu'après vingt ans d'épreuves il lui était possible de faire.

II.

Dans l'état de détresse où l'avait placé la destruction de son armée, l'œuvre la plus difficile que pût entreprendre Napoléon était d'en créer une nouvelle assez nombreuse et assez fortement organisée pour faire face à tous les dangers de la situation. Il s'agissait de refaire à neuf tous les services. Il fallait reporter à leur effectif de guerre cinq cents bataillons d'infanterie et deux cent cinquante-cinq escadrons, qui avaient tout perdu, hommes, armes, chevaux et matériel; réorganiser l'artillerie, les charrois, les ambulances et les approvisionnemens; équiper, armer et instruire ces milliers de jeunes soldats qui, de tous les points de l'empire, allaient être appelés sous les drapeaux. Il fallait demander ce suprême effort à une nation épuisée par vingt années de guerre, et, pour l'accomplir, Napoléon n'avait que trois mois. Soutenu par le sentiment des périls qui menaçaient son pays et par ce grand cœur qui animait toutes ses actions, il s'y appliqua, aussitôt après son retour de Russie, avec une ardeur passionnée, et jamais peut-être son génie administratif ne déploya une activité plus féconde et plus puissante.

Pour opérer la réorganisation de ses bataillons d'infanterie et les porter à l'effectif de 400,000 hommes, il prit d'abord les conscrits levés depuis plusieurs mois et déjà instruits de 1813, ainsi que les quatre-vingt-huit cohortes de la garde civique, créées par le sénatus-

consulte du 12 mars 1812. Il avait destiné celles-ci à la garde exclusive des places fortes et des frontières de l'empire; mais, en présence des dangers du pays, il n'hésita pas à les approprier aux exigences du service actif. Puis, il appela sous les drapeaux tous les jeunes gens des classes de 1810, 1811, 1812 et 1813 qui n'étaient point tombés au sort, leva par anticipation la conscription de 1814, réintégra dans les cadres de l'armée de terre les bataillons qu'il avait attachés à chacune de nos divisions navales, troupes excellentes, composées tout entières de vieux soldats, avec lesquels il reconstitua ses régimens de la vieille garde; il rappela d'Espagne tous ses bataillons d'élite.

Mais ce n'était pas assez d'avoir des hommes; il fallait en faire des soldats, les instruire, les discipliner, leur inculquer le goût et l'habitude des armes, et de tous ces élémens, si jeunes encore, composer un tout complet et solide qui pût se mouvoir avec autant de souplesse que de précision et de vigueur. Pour opérer cette transformation, et l'opérer avec la célérité que commandaient les circonstances, il fallait des cadres nombreux. Là résidait la grande difficulté de l'œuvre entreprise par l'empereur. Les cadres faisaient partout défaut. Napoléon ne cessait d'écrire au major-général : « Hommes, chevaux, voitures, artillerie, rien ne manque ici; des généraux, des officiers, des cadres, voilà ce qui nous manque; envoyez-nous des cadres. » Malheureusement les pertes de la grande armée avaient été si considérables, qu'à peine lui restait-il assez de cadres pour instruire et former une trentaine de bataillons. Il fallut bien, au risque d'affaiblir sensiblement nos armées d'Espagne, leur demander les ressources que nous refusait l'armée de Russie. En conséquence, l'empereur en tira un grand nombre de cadres et une multitude infinie d'officiers de tous grades; il amalgama ces vieux élémens avec les nouveaux, et réussit à donner, sinon à tous ses régimens, du moins à sa jeune et vieille garde et à quelques-uns de ses corps d'armée, de l'ensemble et de la solidité.

La réorganisation de la cavalerie rencontrait des obstacles plus grands encore; pour mettre en ligne la formidable cavalerie qui avait fait l'expédition de Russie, il avait fallu épuiser la majeure partie des ressources que possédaient la France et l'Allemagne. Cependant nous étions en présence des nécessités les plus impérieuses : il nous fallait absolument, et dans un délai très court, de 70 à 80,000 chevaux : 58,000 pour la remonte de nos escadrons, 22,000 pour nos batteries et nos équipages. L'empereur estimait (1) que la France possédait encore assez de chevaux pour lui en fournir cette année environ 50,000; il espérait trouver les 30,000 autres en Allemagne.

(1) Lettre de l'empereur à M. de Cessac. (Dépôt de la guerre.)

Marchés à conditions onéreuses, réquisitions forcées opérées dans tous les départemens, dons volontaires offerts par les corps de l'état, par les particuliers, par les cantons (trois cavaliers tout montés pour chaque canton), tous ces moyens furent mis simultanément en œuvre.

En Allemagne, le général Bourcier passa des marchés pour 10,000 chevaux de trait, 5,200 de grosse cavalerie, 2,400 de dragons et 14,000 de cavalerie légère, en tout pour 31,000 chevaux, qui devaient nous être livrés du 1er février au 15 juin 1813. On prit à la gendarmerie tous ses meilleurs officiers, sous-officiers, et on en composa des cadres pour les jeunes escadrons. Napoléon ne laissa en Espagne qu'autant de cadres qu'il s'y trouvait de fois 125 hommes montés, et il rappela tous les autres. Il fit également revenir une multitude de cadres de ses escadrons de dragons et de chasseurs, en outre des escadrons entiers et tout montés, tant de cavalerie que d'artillerie à cheval et des équipages; il prit tous les gardes forestiers à cheval, les postillons, les fils de maîtres de poste, et les enrôla dans ses nouveaux escadrons. Enfin il institua les quatre régimens de gardes d'honneur, brillant corps d'élite auquel furent attribués certains avantages, et dans lequel entrèrent des jeunes gens riches qui durent s'équiper à leurs frais.

En calculant toutes ces ressources, Napoléon s'était flatté qu'il pourrait ouvrir la campagne prochaine avec 255 escadrons, présentant un effectif d'environ 59,000 cavaliers montés, dont 20,600 de grosse cavalerie, et 38,400 de cavalerie légère; mais le département de la guerre s'était bercé d'illusions : il avait accepté comme des réalités acquises des offres et des espérances qui ne purent s'accomplir. En Allemagne, ce furent les Russes et les Prussiens qui se chargèrent de déchirer les contrats passés par le général Bourcier et qui s'approprièrent les chevaux qui nous étaient destinés. En France, les autorités, les cantons, les particuliers, les éleveurs surtout, les uns pour étaler leur zèle, les autres par entraînement, beaucoup par cupidité, avaient promis plus qu'ils ne pouvaient tenir, en sorte qu'au moment où s'ouvrit la première campagne de Saxe, à peine nous fut-il possible de mettre en ligne 10,000 chevaux de qualité plus que médiocre. Ce ne fut que beaucoup plus tard, dans le courant de l'été, que les éleveurs, les cantons et les départemens purent remplir les obligations qu'ils avaient contractées, ou que la loi leur avait imposées.

L'artillerie, le génie et les équipages du train furent reconstitués avec le même soin et la même activité que le furent l'infanterie et la cavalerie. L'artillerie de la grande armée fut réorganisée à l'aide des compagnies d'artillerie des cohortes, et elle le fut à raison de 400 bouches à feu. Bientôt la France ne fut plus qu'un vaste camp.

Ici l'on fondait des canons, là on forgeait des armes de toutes espèces; on confectionnait des cartouches et des équipemens; l'on construisait des chariots, des ambulances. L'empereur était l'âme de cette immense réorganisation; il présidait à tout, ne dédaignait point d'entrer dans les détails les plus minutieux et déployait, pour la formation de ses bataillons d'équipage, pour le confectionnement des habillemens des troupes, la même précision, la même vigilance que pour la réorganisation de ses régimens d'infanterie et de cavalerie. C'est en lisant les ordres admirables qu'il passait ses jours et ses nuits à dicter, qui embrassaient tant de choses et des choses si diverses, que l'on comprend les hautes raisons qui, à Smorgoni, l'obligèrent à se séparer de son armée. Lui seul était capable, par sa présence, par son énergie, de communiquer à tous cette activité féconde, ce zèle ardent, opiniâtre, sans lesquels il eût été impossible de créer en trois mois une nouvelle armée de 400,000 hommes. Aucun ministre n'eût su accomplir une telle œuvre. Le retour de l'empereur en France était pour le pays une condition absolue de salut, et s'il ne fût pas revenu, il n'y a aucun doute qu'au printemps l'Europe nous eût trouvés à peu près désarmés.

Tous nos alliés de la confédération du Rhin furent invités de la manière la plus pressante à reporter à leur effectif de guerre leurs contingens. Nous demandâmes au roi de Westphalie 12,000 hommes, à la Bavière 15 bataillons d'infanterie de 1,000 hommes chacun, plus 18 escadrons de cavalerie formant 3,600 chevaux, et 40 pièces de canon. Les rois de Saxe et de Wurtemberg, les grands-ducs de Bade, de Hesse-Darmstadt et de Nassau durent concourir à nos efforts dans la même proportion.

En organisant dans l'espace de trois mois une armée de 400,000 hommes, Napoléon avait accompli une tâche prodigieuse, et cependant, malgré ce suprême effort, il n'était parvenu qu'à faire une œuvre très incomplète. A ces forces nouvelles qu'il venait de créer comme par enchantement, il manquait les conditions essentielles qui constituent une armée vraiment solide et résistante. Elles étaient composées de soldats trop jeunes. Les conscrits, arrachés à leurs familles avant d'avoir achevé leur croissance, allaient affronter d'incalculables périls sans y avoir été préparés par ces épreuves successives, indispensables pour tremper le cœur et le corps d'un soldat; on ne leur avait pas laissé le temps de s'accoutumer à l'absence du foyer domestique, au joug de la discipline, aux intempéries, aux longues marches. A peine rendus dans leurs dépôts respectifs, on les avait acheminés sur l'Elbe; un grand nombre ne savaient pas même se servir de leurs armes; n'ayant aucune expérience de la vie des camps, ils n'avaient pu contracter ni le goût de la guerre, ni cette intrépidité froide, contenue, intelligente, qui sait également enlever la vic-

toire ou résister à l'action dissolvante d'un revers. Ces précieuses qualités ne s'improvisent pas, et il faut des années pour faire un bon soldat.

Pendant que ce suprême effort s'accomplissait en France, les conséquences de la défection du général York se développaient rapidement. La position du duc de Tarente était devenue extrêmement critique; les Prussiens l'avaient abandonné au milieu d'un mouvement de retraite opérée dans les conditions les plus périlleuses. Il ne lui restait plus que 5,000 hommes de la division Grandjean; il n'avait plus un seul escadron, plus de vivres, plus de munitions, tandis que les Russes avaient une cavalerie nombreuse et ne manquaient de rien. Néanmoins il put s'échapper de Tilsitt avec sa petite colonne, gagna rapidement Lapiau et Taplaken, où Ney s'était porté avec la division Heudelet pour le recueillir, et atteignit Kœnigsberg, serré de fort près par les bandes de Lestoc, de Pavis, de Diebitch et du jeune Kutusof. Wittgenstein avec son corps s'avançait également, mais distancé de plusieurs marches. Les Russes se portaient sur Elbing dans l'espoir de déborder Macdonald, d'empêcher sa jonction avec le roi de Naples et de l'enfermer dans les murs de Kœnigsberg. Leurs dispositions ne permirent pas au maréchal de s'arrêter dans cette place. Il l'évacua au plus vite avec les divisions Grandjean, Heudelet et Marchand, se dirigea d'abord sur Braumberg, puis sur Fraumbourg, et, apprenant que les Russes poursuivaient leur marche, dut accélérer son mouvement rétrograde.

Tandis que Wittgenstein poussait devant lui sur la Basse-Vistule les troupes de Macdonald, le vieux Kutusof, avec le gros de l'armée russe, se portait sur Schwarzenberg, dont le corps d'armée occupait le grand-duché de Varsovie, et qui s'en montrait très alarmé. Dans cet état de choses, Murat résolut de faire un suprême effort pour arrêter Wittgenstein. Il fit savoir à Macdonald qu'il était décidé à ne plus évacuer de terrain sans combattre, qu'il se rendait à Elbing, et qu'au premier avis il le rejoindrait pour livrer bataille. C'était là une résolution téméraire; on s'était abusé sur le nombre des soldats valides qui, après le désastre de la Bérésina, avaient jeté leurs armes et étaient venus se réfugier dans les places de la Vistule. On avait espéré en recueillir de 20 à 25,000. Les états de situation dressés par les chefs de corps donnaient des résultats lamentables; ils constataient que la plupart des soldats et des officiers avaient leurs extrémités gelées, et ne sortiraient des ambulances que morts ou mutilés. Le nombre de ceux qui survécurent sains de corps et d'esprit à ce grand désastre fut imperceptible. Des corps d'armée tout entiers se trouvèrent réduits chacun à un bataillon de 5 à 600 hommes. Murat n'avait donc d'autres forces pour le moment disponibles que la division Grandjean, celle du général Marchand, les dix-huit batail-

lons du général Heudelet, un certain nombre de bataillons de marche arrivés récemment de France, les escadrons du duc d'Istrie, du général Cavaignac et du colonel Farine, en tout environ 21,000 hommes d'infanterie, 1,500 chevaux et 55 pièces de canon.

La division Heudelet, ainsi que la brigade Cavaignac, supérieurement armées et équipées, avaient la plus belle apparence; mais elles n'étaient composées que de très jeunes conscrits. Les soldats de Marchand, débris de la division Loison, échappés comme par miracle aux calamités de la retraite, revenaient avec des cœurs pervertis par l'excès des souffrances. Indisciplinés, pillards, tenant les propos les plus dissolvans, ils avaient abjuré toute vertu militaire, et étaient devenus la honte de l'armée, le fléau des campagnes qu'ils traversaient (1). A leur approche, les paysans désertaient leurs chaumières, fuyaient avec leurs chevaux et leurs bestiaux dans les bois, et nous laissaient en proie aux plus cruelles privations. La seule partie saine, résistante, disciplinée, de l'armée, était la division du général Grandjean; mais, obligée depuis un mois à faire des marches forcées par un froid de 25 degrés, à combattre tous les jours, elle avait perdu plus du tiers de son effectif. Ses habillemens et sa chaussure étaient en lambeaux, et ses armes ne fonctionnaient plus. Wittgenstein n'avait guère, pour le moment, plus d'infanterie que Macdonald; seulement il avait une cavalerie beaucoup plus nombreuse et plus de canons. Chaque jour il recevait des renforts; ses troupes étaient endurcies par l'âpreté de leur climat, soutenues par le succès, encouragées par les sympathies des habitans, qu'elles savaient se concilier en observant une discipline sévère, en se montrant partout polies et pleines d'égards, et en payant tout comptant. Aussi vivaient-elles dans l'abondance.

Macdonald n'admettait pas que, dans un tel état de choses, il fût possible de livrer bataille. Il écrivait le 9 au major-général qu'on n'arriverait à d'autre résultat que de retarder de quelques heures la marche de l'ennemi et qu'on perdrait inutilement des braves. Il jugeait que l'armée ne pouvait plus tenir la campagne, et il demandait qu'on lui assurât des lieux de refuge dans les places fortes. « Là seulement, écrivait-il, il sera possible de donner du repos aux troupes, de les réparer et de les ramener au sentiment de l'ordre et de la discipline. » Le 10 janvier, il écrivait encore de Fraumbourg : « Nous sommes sans vivres, sans fourrage et sans moyens d'en envoyer chercher. Les chevaux, soit de la cavalerie, soit de l'artillerie, sont exténués de fatigue et de faim; il faut s'attendre qu'au moindre échec nous perdrons artillerie et bagages. »

Ces lettres étaient navrantes; elles étaient l'œuvre d'un esprit

(1) Dépêche du duc de Tarente, 8 janvier. (Dépôt de la guerre.)

attristé et trop fortement saisi par le spectacle des souffrances qu'il avait sous les yeux pour apprécier sainement la situation générale. C'était au roi de Naples à dominer les impressions isolées des chefs de corps et à subordonner leurs avis aux vues de l'ensemble. Il y avait en ce moment un intérêt supérieur qui devait dominer tous les autres : c'était de conserver le plus longtemps possible la ligne de la Vistule. De tous côtés, on nous signalait la haine du peuple prussien contre notre drapeau, les mauvaises dispositions des autorités et les symptômes précurseurs d'un soulèvement général. Dans une situation aussi critique, quel intérêt n'y avait-il pas à nous maintenir en forces sur la Vistule en appuyant Schwarzenberg, ne fût-ce qu'afin de lui enlever tout prétexte pour évacuer le grand-duché? Macdonald poussait Murat dans une voie détestable, lorsque, peignant à cet esprit mobile et faible les douleurs de l'armée, il l'excitait à enfermer toutes les troupes dans les places fortes. La raison commandait au contraire de n'y laisser que les bataillons démoralisés ou trop fatigués, et de conserver pour tenir la campagne tout ce qui était sain, jeune et vigoureux. Au lieu d'envisager de sang-froid sa situation, périlleuse sans doute, non pourtant désespérée, le roi de Naples passa tout à coup de l'extrême audace à l'extrême découragement : il jeta pêle-mêle dans les murs de Dantzig toutes les troupes de Macdonald, les bataillons d'élite de Grandjean et les jeunes soldats de Heudelet, aussi bien que les bandes indisciplinées de Marchand. Il annihila ainsi les seules forces capables de tenir la campagne, et, abandonnant à l'ennemi tout le pays jusqu'à la Basse-Vistule, il transporta son quartier-général à Posen, ordonna au vice-roi, aux ducs d'Istrie, de Trévise et de Bellune de venir l'y rejoindre avec tout leur monde, aux princes de la Moskowa et d'Eckmühl de se rendre à Custrin. Prendre de telles mesures en face d'un ennemi très entreprenant, bien que très fatigué, et d'un auxiliaire douteux peut-être, mais en tout cas timoré, c'était tout compromettre à la fois et notre situation militaire et nos alliances. Cet homme, d'un héroïsme antique, toujours prêt à braver la mort pour mériter la gloire, irrésistible lorsqu'à la tête de ses escadrons il enfonçait les carrés ennemis, était étranger aux détails d'une grande administration militaire. Ce fut une faute de lui avoir laissé un fardeau qu'il ne pouvait porter. Humilié de voir ses ordres enfreints un jour par Macdonald, un autre par Davoust ou par Schwarzenberg, manquant de l'autorité nécessaire pour dominer toutes ces volontés divergentes et jugeant la situation perdue, cédant peut-être aussi à une préoccupation secrète, celle de sauver sa couronne dans ce naufrage général, Murat, arrivé à Posen, signifia le 15 au prince Berthier, sous prétexte de maladie, sa résolution de déposer le commandement et

de le remettre entre les mains du prince vice-roi. Le major-général, en l'entendant, fut consterné. Il lui représenta l'effet désastreux que sa détermination allait produire sur l'armée, la juste douleur qu'en ressentirait l'empereur, et le conjura de revenir sur sa funeste détermination. Le roi répondit que sa décision était prise et qu'il allait partir. « Mais, sire, répondit Berthier, le prince vice-roi n'est pas encore ici, et l'armée ne peut rester un seul moment sans chef (1). »

Le prince arriva le soir même, et il y eut entre lui et le roi de Naples une scène extrêmement vive. Eugène parla avec l'éloquence d'une âme indignée. Il dit au roi qu'abandonner l'armée dans l'état de détresse où elle était, en face d'un ennemi audacieux, sous les yeux de l'Allemagne frémissante et déjà presque hostile, c'était trahir les intérêts de l'empereur, leur bienfaiteur à tous; que, quant à lui, il refusait le commandement, parce qu'il ne se croyait pas plus le droit de l'accepter des mains du roi qu'il ne reconnaissait au roi celui de le lui offrir. Murat fut inflexible, ses voitures étaient prêtes; dès-lors, il ne resta plus aux maréchaux qu'à vaincre les scrupules du vice-roi et à le presser, sous leur responsabilité, de prendre le commandement. Il s'y résigna enfin, mais il entendit ne l'accepter que des mains des maréchaux.

Cet acte d'abandon de la part d'un homme qu'il aimait et qui méritait d'être aimé pour sa bonté naturelle et sa bouillante valeur, auquel il avait donné la main de sa sœur Caroline et un trône, remplit d'amertume le cœur de Napoléon. Quel exemple pour tous ses lieutenans, pour cette foule de princes dont la fidélité chancelait déjà! Plus calme dans sa douleur qu'on n'aurait pu l'attendre d'une âme aussi véhémente, il se contenta d'écrire au roi de Naples : « J'espère que vous n'êtes pas de ceux qui pensent que le lion est mort; si vous faisiez ce calcul, il serait faux. Vous m'avez fait tout le mal que vous pouviez me faire depuis mon départ de Wilna. Lorsque vous n'êtes pas devant l'ennemi, vous êtes plus faible qu'une femme. Le titre de roi vous a tourné la tête. »

L'empereur confirma l'élévation du prince Eugène au poste de commandant de l'armée. Le premier acte du nouveau généralissime fut de se mettre en mesure d'appuyer Schwarzenberg, Regnier et les places de la Vistule. Il venait de recevoir des renforts. Il réunit en une seule masse tout ce qu'il avait d'hommes disponibles, environ 12 ou 15,000 hommes, dont 1,500 de cavalerie; il y joignit 25 pièces de canon, et les employa à couvrir ses communications avec Varsovie. Cependant d'épaisses colonnes russes débouchaient de tous côtés, et ce n'était pas avec une si petite armée qu'il pouvait espérer de les contenir.

(1) Lettre du major-général à l'empereur, 16 janvier. (Dépôt de la guerre.)

Au moment où le roi de Naples et les maréchaux avaient repassé le Niémen, Kutusof et Wittgenstein ne traînaient plus après eux que des débris, ce qui nous avait fait croire qu'avant plusieurs mois les Russes seraient hors d'état de rien entreprendre. C'était là une grande erreur. L'empereur Alexandre, non moins prévoyant et actif que son adversaire, n'avait pas attendu la fin de la campagne pour se créer de formidables réserves. Il s'était adressé à toutes les passions généreuses de ses peuples. Souverain et pontife tout ensemble, parlant au nom des intérêts les plus chers, l'indépendance nationale et la religion, il avait ému et entraîné toutes les âmes. Il n'y avait pas une province, si reculée qu'elle fût, pas une peuplade, pas une tribu, dans le sein desquelles la voix des prêtres, appelant les sujets de l'empereur à la guerre sainte, ne se fût fait entendre, pas une qui n'eût répondu à cet appel patriotique. Pendant toute l'année 1812, d'immenses levées d'hommes et de chevaux n'avaient pas cessé d'être opérées dans tout l'empire. Aussitôt enrôlés, les nouveaux soldats avaient été habillés, armés, instruits, organisés, et, sans tenir compte de l'inclémence de la saison, subordonnant toutes considérations, même celle de l'humanité, à un intérêt supérieur, celui d'anéantir les derniers débris de l'armée envahissante, on les avait successivement acheminés sur les frontières occidentales. Ces corps, dans leur long trajet par un froid de 25 degrés, avaient perdu une partie considérable de leur effectif. Néanmoins ils formaient dans leur ensemble une masse imposante. Ils s'avançaient par échelons très espacés, et ils étaient composés de troupes régulières et irrégulières. Ces dernières constituaient à elles seules une cavalerie pour ainsi dire innombrable; on y voyait mêlés les contingens (1) des peuplades et tribus d'Europe et d'Asie, des Cosaques de toute race, des Bashkirs, des Tartares sédentaires et nomades. Ces hommes étaient montés sur des chevaux de petite taille, mais infatigables; ils portaient le costume national et venaient combattre l'Europe civilisée avec leurs armes héréditaires; ils accouraient à la voix de leur empereur, enflammés, comme autrefois leurs aïeux, par l'amour du butin et du soleil.

Dans les derniers jours de janvier 1813, tous les corps russes s'ébranlèrent à la fois et se portèrent, leur aile droite commandée par Wittgenstein, sur Newstettin, leur centre composé des troupes de Wintzingerode de Landskoï, de Doctorof et de Miloradovitch, présentant un effectif d'environ 40,000 hommes, sur Plock, Bromberg et Thorn, et leur aile gauche d'environ 20,000 hommes, conduite par les généraux Sacken et Essen, sur la Haute-Vistule, dans la direction de Pulstuck et d'Ostrolenka. Une de leurs colonnes eut l'ordre

(1) Dépêche du général Regnier. (Dépôt de la guerre.)

de descendre le Bog, de manière à se trouver en mesure, dans le cas où les Autrichiens manœuvreraient pour se rapprocher du vice-roi, d'intercepter ses communications avec la Galicie. Enfin l'empereur Alexandre était à quelques marches en arrière avec le corps de Tormasov et ses gardes, réunissant ensemble 25,000 hommes. Ainsi l'effectif total des forces russes qui, à la fin de janvier, débouchèrent sur la Vistule était d'environ 120,000 hommes, y compris la cavalerie irrégulière. Le prince de Schwarzenberg écrivait le 21 janvier au vice-roi : « Les corps de Wintzingerode de Landskoï et de Miloradovitch manœuvrent dans mon flanc gauche; Sacken et Essen paraissent suivre ce mouvement. Déjà notre avant-garde à Ostrolenka est enveloppée par une nuée de Cosaques qui marque la direction des troupes ennemies. Si cette manœuvre prend un caractère décisif, je me verrai forcé d'abandonner mes cantonnemens pour m'installer sur la rive gauche entre Modlin et Varsovie. Mes troupes, après une telle campagne, sont bien fatiguées. » Ce même jour 21, le prince informe le vice-roi qu'il vient d'envoyer le colonel comte de Latour à Ostrolenka *avec toute latitude pour parlementer*, « ne fût-ce, écrit-il, que pour gagner du temps et pouvoir opérer mon mouvement derrière la Vistule en ordre et sans trop fatiguer les troupes. » L'on ne tarda pas à savoir que l'avant-garde du corps de Miloradovitch, arrivée à Lomza, s'était complaisamment arrêtée, et que le commandant, le général Vasilikof, était entré en pourparlers avec le colonel de Latour. Tout aussitôt après cet échange de communications, le prince de Schwarzenberg et le général Regnier levèrent leurs cantonnemens et concentrèrent leurs troupes entre Modlin et Varsovie. Les Russes, de leur côté, passèrent le fleuve, qui était gelé, entre Varsovie et Thorn, s'étendirent sur le flanc gauche du corps autrichien et l'enveloppèrent insensiblement. Davoust eut à peine le temps de s'échapper de Thorn et de gagner Custrin. Schwarzenberg disposait de 27,000 hommes; Regnier et Poniatowski en avaient 13,000; le vice-roi, à qui le maréchal Augereau venait d'envoyer 4,000 hommes, 18,000 : c'était en tout 60,000 hommes. Essen, Miloradovitch et Doctorof n'en avaient pas autant réunis en masse. Le vice-roi fit valoir cette considération auprès de Schwarzenberg et mit en œuvre tous les moyens imaginables de persuasion pour le décider à combattre. Il lui annonça l'arrivée prochaine du corps du général Grenier, qui était de 21,000 hommes, et il lui promit qu'aussitôt que paraîtrait la tête de cette colonne, il la dirigerait sur la gauche du corps auxiliaire. La lettre qui contenait ces informations fut confiée au commandant de Labédoyère, jeune officier audacieux, brillant et rempli de dextérité. Le commandant remit d'abord la lettre au prince de Schwarzenberg, puis il se fit présenter au corps des officiers autrichiens, passa deux jours avec eux, leur commu-

niqua sa gaieté et son entrain, joua gros jeu, perdit noblement, et, au milieu de l'abandon des causeries familières, sut démêler les intentions des chefs. De retour à Posen, il raconta au vice-roi tout ce qu'il avait vu, entendu, deviné. « Le prince de Schwarzenberg, lui dit-il, ne songe qu'à se retirer le plus vite possible sur la Galicie; il ne brûlera pas une amorce; il est de connivence avec les Russes. » En effet, malgré les vives instances du prince Eugène, le commandant du corps auxiliaire évacua, dans la journée du 5 février, Varsovie, que les Russes occupèrent immédiatement.

De son côté, le général Bulow, qui formait notre aile gauche à Graudentz avec 10,000 Prussiens, avait dû, pour n'être point débordé par les Russes, quitter cette position avancée et se retirer avec son corps sur Newstettin, de manière à rester en ligne avec le vice-roi. C'en était fait de la ligne de la Vistule; elle fut occupée tout entière par les Russes.

La perte de Varsovie et du grand-duché nous enlevait le concours d'une population guerrière et dévouée, et mettait à la disposition de nos ennemis d'immenses ressources en hommes, en chevaux, en fourrages et en subsistances; elle entraînait d'autres conséquences plus graves encore. L'empereur Alexandre poursuivait un but plus grand que celui de nous déposséder de la ligne de la Vistule; il voulait se porter directement sur la frontière de la Silésie, montrer ses soldats aux Prussiens, qui les attendaient comme des libérateurs, provoquer un soulèvement en masse, et de gré ou de force entraîner le roi. Il était pour nous de la plus haute importance de déjouer ce hardi dessein, et nous ne le pouvions qu'en conservant et en défendant opiniâtrément la ligne de l'Oder; mais pour nous trouver partout en forces sur cette ligne, il nous fallait absolument la coopération du corps auxiliaire, des Polonais de Poniatowski et des Saxons de Regnier. Il s'agissait d'obtenir que ces trois corps d'armée, qui présentaient une masse de 40,000 hommes, consentissent à lier leurs mouvemens avec les nôtres, et effectuassent leur retraite, non sur Cracovie, qui les mènerait en Galicie, mais sur Kalish, où leur gauche viendrait appuyer la droite du vice-roi.

Écartant les sinistres présages apportés par le jeune commandant de Labédoyère, le vice-roi écrivit, le 31 janvier et le 3 février (1), au prince de Schwarzenberg deux lettres très pressantes, dans lesquelles il le supplia de concerter ses mouvemens avec les siens et de se replier sur Kalish et Posen. Il lui assura que, dans dix jours, il aurait 40,000 baïonnettes, et qu'ils seraient ainsi en mesure l'un et l'autre d'en opposer 80,000 aux Russes, qui certainement n'en auraient pas autant sur le même point. La ligne de la Vistule étant

(1) Dépôt de la guerre.

perdue, l'on aurait du moins celle de l'Oder, qui s'appuyait sur de nombreuses et solides forteresses. La chaîne qui liait ensemble tous les corps de la grande armée ne serait point rompue et couvrirait efficacement Dresde, Breslau et Berlin. Mais le prince de Schwarzenberg avait reçu de sa cour des instructions diamétralement contraires à celles que lui adressait le vice-roi. Il fit l'opposé de ce que nous lui demandions. Au lieu de se retirer, comme le commandait la raison stratégique, sur Kalisch et Posen, il prit sa direction vers Cracovie, découvrit ainsi le flanc gauche du vice-roi et lui rendit impossible la conservation de la ligne de l'Oder. Pour se justifier, il allégua (1) l'extrême fatigue de ses troupes, la nécessité de les faire reposer, une lettre de son souverain qu'il communiqua au général Regnier, et qui lui enjoignait de mettre son corps d'armée en état d'entreprendre avec succès la campagne prochaine, *de conclure même, s'il le voulait, quelque arrangement pour assurer la tranquillité de ses cantonnemens.* Dans un langage doux et captieux, le prince ajoutait : « Tout ce que tenteraient les armées alliées pour arrêter un ennemi supérieur en nombre et lui disputer des pays ouverts les épuiserait inutilement; il valait mieux qu'elles s'appliquassent à se réorganiser. Le printemps revenu, elles regagneraient facilement tout le pays où les armées russes seraient venues se répandre et se consumer loin de leurs réserves et de leurs ressources (2). » L'on sut plus tard que dans les derniers jours de janvier il y eut entre le prince de Schwarzenberg et M. d'Anstett une entrevue mystérieuse, dans laquelle furent arrêtées et signées les conditions d'un armistice secret. Il fut convenu que le corps auxiliaire se retirerait dans la direction de Cracovie, et que, lorsqu'on voudrait recommencer les hostilités, on se préviendrait de part et d'autre plusieurs jours d'avance. A dater de ce moment, les mouvemens des corps d'armée russes et autrichiens ne furent plus que les résultats d'un jeu combiné, d'après lequel les uns s'avancèrent et les autres reculèrent avec méthode et une parfaite entente. C'est ainsi que les Autrichiens se retirèrent successivement de Lomza sur Ostrolenka, Pulstuck, Sieroch, Varsovie, et enfin sur Cracovie. La comédie fut complète, et l'acteur principal, le prince de Schwarzenberg, joua son rôle avec un art consommé.

La retraite excentrique du corps auxiliaire sur Cracovie était un événement désastreux, aggravé encore par la situation nouvelle de la Prusse. Partout dans ce royaume éclataient les signes d'un soulèvement prochain et général contre nos armes et notre domination. Déjà toute la Prusse orientale était en feu, et les autorités comme le peuple y avaient arboré hautement les couleurs ennemies. De toutes

(1) Dépêche de Regnier au major-général, 6 février. (Dépôt de la guerre.)
(2) Lettre du prince de Schwarzenberg au vice-roi. (Dépôt de la guerre.)

les provinces prussiennes, c'était celle qui avait le plus cruellement souffert. A toutes les amertumes de l'orgueil national outragé étaient venues se joindre pour elle des charges inconnues aux autres parties de la monarchie. Depuis 1807, elle n'avait pas cessé de servir de champ de bataille, de passage ou de séjour, à de nombreuses armées qui l'avaient épuisée. La grande armée, en la traversant, avait achevé de la ruiner; elle lui avait pris tous ses blés, tous ses fourrages et tous ses chevaux. La misère y était si profonde, que la population y avait rapidement diminué d'un cinquième. Aussi la haine de notre puissance y avait-elle atteint un degré d'intensité extrême. Aussitôt que nous eûmes quitté le pays, la population tout entière se leva et demanda à marcher contre nous. Le général York était à Tilsitt; il y était triste, découragé, fort inquiet de la désapprobation publique dont l'avait frappé le roi et du sort qui lui était réservé. Les autorités de Kœnigsberg députèrent vers lui pour le presser de venir prendre le commandement militaire de la province et régulariser le soulèvement de la population. York hésitait à accepter une telle mission; il ne fallut rien moins que les vives instances des présidens de Kœnigsberg et de Gumbinen, Auerswald et Schœn, pour le décider. Il quitta donc Tilsitt et se rendit à Kœnigsberg, qui le reçut avec enthousiasme; mais il n'était pas au bout de ses tribulations.

Dans le moment même où les autorités de la Prusse orientale lui remettaient la plénitude des pouvoirs militaires, l'empereur Alexandre, par une décision du 18 janvier, nommait le baron de Stein son commissaire dans cette même province, et l'investissait des attributions les plus étendues. Stein était cet ancien ministre que la politique de Napoléon avait, en 1808, violemment écarté des conseils du roi et frappé d'exil, qui s'était retiré d'abord à Prague, plus tard en Russie, où il n'avait pas tardé à prendre sur l'esprit de l'empereur Alexandre un grand ascendant. Il rentrait aujourd'hui en Prusse avec la double autorité des services rendus autrefois à son pays et d'un commissaire du tsar. Ce fut pour ce souverain un bonheur singulier d'être secondé, dans l'exécution de ses vastes desseins, par les talens et les passions d'un tel homme. Stein réunissait les aptitudes les plus diverses : une science profonde de l'administration financière et l'intelligence philosophique des grandes réformes commandées par les progrès du siècle, la fierté d'un descendant de ces anciens barons du Rhin, feudataires des empereurs d'Allemagne, et un art incomparable pour manier et entraîner les masses; homme du reste trempé pour la lutte, plus fait pour vivre au milieu des orages d'un pays libre que sous la pression et la règle d'un gouvernement absolu. Impétueux et plein de ressources, il avait l'initiative, la fécondité et l'audace d'un esprit militant; il en avait aussi la véhémence, et son énergie dégénérait trop souvent en dureté.

Depuis les malheurs qui avaient accablé la Prusse, son esprit ardent et inventif n'avait cessé de combiner les moyens de la retirer de l'abîme où l'avaient précipitée ses fautes. L'emploi des procédés réguliers lui paraissant insuffisant, il avait jugé que c'était dans le sentiment moral des masses graduellement excité qu'il fallait chercher le levier destiné à relever la puissance prussienne. Dans son exil, il fut constamment l'âme de cette opposition contenue, mystérieuse, mais ardente et générale, qui, à dater de 1808, se forma dans ce pays contre notre domination. Jamais il ne déploya plus d'activité et de ressources que dans les années qu'il passa à Prague et à Saint-Pétersbourg, et, proscrit, il nous a peut-être fait plus de mal que s'il eût continué de siéger dans les conseils du roi. Les lettres qu'il adressait à ses amis, les frères du roi, le prince Antoine Radzivill, Scharnhorst, Blücher, Gneisenau, Pfuhl, Munster, étaient de véritables programmes de soulèvement. « Organisons militairement et sans retard toute la nation, écrivait-il; soutenons l'esprit public en l'élevant, tant au nom des principes moraux et religieux que par des combinaisons politiques qui développent dans toute leur activité les forces nationales. » Puis il proposait pour modèle les Vendéens, la convention, si grande dans sa résistance contre l'Europe, les montagnards du Tyrol et les bandes fanatisées des *guerrillas*.

Frédéric-Guillaume connaissait les menées ténébreuses de son ancien ministre. Il lui eût été facile de les lui interdire; il ne le voulut pas, parce qu'il entrait dans ses calculs de ménager, pour le temps des grandes épreuves, ce puissant moteur de la passion nationale.

Dans les premiers temps de son séjour à Saint-Pétersbourg, Stein avait su démêler les vues ambitieuses que nourrissait le gouvernement russe sur le grand-duché de Varsovie. Il en avait été vivement alarmé, et il n'avait pas hésité à signaler le danger à tous ses amis. Le 7 novembre 1812, il écrivait au comte de Munster, qui se trouvait alors à Londres : « Empêchons à tout prix la formation d'un royaume de Pologne, en tout cas inutile, et peut-être menaçant pour l'Allemagne. Que l'Angleterre et l'Autriche se réunissent pour s'opposer à ces désirs sauvages ! » Lorsque le baron de Stein écrivait ces mots si judicieux, l'homme d'état maîtrisait encore chez lui la véhémence du chef de parti et les ressentimens de l'exilé. Bientôt malheureusement cette sagesse l'abandonna : dominé par la crainte que le tsar ne fît sa paix directement avec Napoléon aux dépens de la Prusse, préoccupé avant tout de lier étroitement les intérêts russes aux intérêts allemands, il se donna sans réserve à l'empereur Alexandre, et en acceptant les pouvoirs de commissaire impérial dans la Prusse orientale, il tomba à la condition d'un fonctionnaire russe. Emporté par l'ardeur de la lutte, il crut que tout serait sauvé, si les Français étaient chassés de l'Allemagne. Il ne vit pas qu'arracher la

Prusse aux étreintes de Napoléon pour la jeter aux pieds du tsar, ce n'était point détruire le mal, mais simplement le déplacer, et qu'une médiation officieuse et pacifique, exercée simultanément par l'Autriche et par la Prusse, eût mieux valu pour l'Allemagne que l'intervention violente et armée de la Russie.

Stein et York, serviteurs dévoués de la même cause, mais la servant d'une manière très différente, présentaient le plus étrange contraste. Stein ne voyait de salut pour son pays que dans la régénération sociale et dans l'excitation patriotique des classes moyennes et inférieures; York au contraire, esprit méthodique et contenu par le respect de la règle et de la discipline, considérait comme un danger l'appel aux passions de la multitude; il ne plaçait la force de son pays et du trône que dans le dévouement de l'armée et le perfectionnement des institutions militaires. Stein n'avait pas cru faillir à ses devoirs en mettant sa personne, son génie, ses passions, au service du tsar. York, même en séparant, sans y avoir été autorisé, son drapeau de celui de l'allié de son souverain, n'avait pas cessé de rester le sujet le plus respectueux et le plus soumis. Il n'admettait pas que personne, le baron de Stein moins qu'aucun autre, se crût le droit de faire, dans une province prussienne, au nom d'un souverain étranger, ce souverain fût-il le tsar, des actes, attributs essentiels de l'autorité royale.

Du contact de ces deux hommes si dissemblables devaient nécessairement surgir les conflits d'autorité les plus violens. Stein, par ses actes d'omnipotence, blessa les susceptibilités les plus légitimes. York lui fit des remontrances et les lui fit avec l'amertume naturelle de son humeur. Le fougueux Stein ne s'en montra que plus impérieux. Il leva, dans les ports de la province, le blocus continental, fit un emprunt de 500,000 thalers, et décréta le cours forcé du papier-monnaie russe. A l'occasion de ces mesures, Stein et York éclatèrent. Un jour Stein s'emporta au point de s'écrier qu'il ne restait plus aux Russes qu'à recourir aux armes. « Eh bien! soit, lui répliqua York avec une froide énergie, je ne demande pas mieux, j'accepte le défi; je laisserai sonner la charge, et vous verrez ce que je ferai de vos Russes. » Puis il s'éloigna en proie à la plus douloureuse émotion. Sa situation était affreuse. Compromis par la convention de Taurogen, désavoué par le roi, trahi par les Russes, qui, au mépris du texte et de l'esprit de cette convention, refusaient d'évacuer et de lui rendre Memel, qui était une possession du roi, en lutte ouverte avec le commissaire du tsar, dont les armées couvraient le pays, il n'imaginait plus d'autre voie de salut honorable pour lui que de se jeter dans un navire et de chercher un refuge en Angleterre. Le président Schœn dut intervenir. Il montra au général des lettres de Berlin qui le rassurèrent sur les secrètes intentions du roi;

puis il alla trouver Stein, lui peignit l'effet désastreux causé par le scandale de ses débats avec le général York, et le décida à faire cesser une telle anarchie en s'éloignant de Kœnigsberg.

Les présidens de la province avaient convoqué une diète. Elle se réunit dans cette ville, témoigna le plus profond respect pour la prérogative royale, se déclara résolue à repousser toute influence étrangère, et sanctionna avec acclamation tout ce qu'avait fait le général York; elle arrêta ensuite un plan de défense générale, leva et équipa aux frais de la province 12,000 hommes d'infanterie et 7,000 de cavalerie.

Ainsi, quelques divergences de vues qui se manifestassent quant au choix des mesures à prendre pour combattre la France, tous, dans cette partie de la monarchie, chefs militaires et civils, comme la population, étaient d'accord sur le but, unanimes pour y sacrifier leur vie et leurs dernières ressources. Dans les provinces situées entre l'Oder et l'Elbe, et qu'occupaient nos troupes, la passion publique était comprimée, mais non moins ardente que dans les provinces du nord. La situation du roi à Potsdam n'était plus tenable. Deux forces se le disputaient matériellement en quelque sorte; d'une part, les plus ardens parmi ses serviteurs voulaient l'arracher de son palais, gagner la Prusse orientale, et de là le conduire dans le camp de l'empereur Alexandre. De l'autre, M. de Saint-Marsan et le maréchal Augereau, le traité d'alliance à la main, exigeaient l'exécution du pacte juré. Dans un tel état de choses, la crainte, la défiance, le soupçon étaient partout. La cour à Potsdam, la garnison française à Berlin, ne se croyaient plus en sûreté; dans l'attente de soudaines éventualités, chaque parti cherchait à s'assurer des garanties contre les embûches du parti contraire.

Le roi résolut de sortir à tout prix d'une situation qui ne lui permettait ni la dignité dans le malheur, ni la sécurité dans la résignation. En conséquence, le 18 janvier il quitta Potsdam, accompagné de toute sa cour, de M. de Saint-Marsan, du ministre d'Autriche, du chancelier Hardenberg, et transporta sa résidence à Breslau. Là du moins il échapperait à notre surveillance; il serait plus libre et plus près de l'empereur Alexandre. A sa vue, la population de la Silésie n'attendit point la présence des Russes pour éclater. L'explosion fut soudaine, et le cri aux armes retentit dans toutes les familles. Le roi se vit bientôt entouré par les ennemis les plus dangereux de la France. Entre tous se distinguaient l'ancien ministre de la guerre, le général Scharnhorst, patriote ardent, qui, sous l'apparence d'une disgrâce, n'avait pas cessé de rester le conseiller secret du roi; Blücher, le personnage le plus considérable de l'armée, qui, dans un corps déjà vieux, avait conservé la plus virile ardeur, opiniâtre, impétueux, que les échecs enflammaient au lieu

de l'abattre, qui n'était jamais plus audacieux que le lendemain d'une défaite, mais dont les lumières étaient obscurcies par la haine insensée qui l'animait contre la personne de Napoléon, et, sous ce rapport, vrai type des passions populaires de l'Allemagne à cette époque; Gneisenau, doué de talens éminens, mais également aveuglé par son animosité contre l'empereur. Ces hommes et bien d'autres encore avaient une grande autorité morale. Ils représentèrent à Frédéric-Guillaume que, sans préjuger le parti qu'il adopterait, il importait absolument que, sans plus tarder, il dominât, en le régularisant, le soulèvement de son peuple. Le roi suivit l'avis de ses généraux; il envoya partout des ordres secrets pour presser une levée générale. Sous prétexte de remplacer le contingent perdu, il rappela tous les anciens soldats, les amalgama avec les nouveaux, et organisa immédiatement deux corps d'armée, chacun de 20,000 hommes, l'un à Newstettin, sous les ordres du général Bulow, et l'autre en Silésie. Puis il rendit plusieurs édits qui constituaient dans leur ensemble une véritable levée en masse. Le premier, daté du 3 février, invitait tous les jeunes gens non obligés au service militaire à s'organiser en bataillons de chasseurs et à s'équiper à leurs frais. Un second édit, rendu le 9, appelait formellement sous les drapeaux tous les jeunes gens de dix-huit à vingt-quatre ans. Enfin un troisième, publié le 10, s'adressait aux hommes âgés de plus de trente et un ans, et les excitait à s'enrôler par tous les stimulans de l'honneur et du patriotisme.

Telle était, au commencement de février, la situation générale : elle était infiniment critique. La retraite du corps auxiliaire sur Cracovie livrait passage au torrent de l'invasion russe. N'étant plus contenu par aucune digue, il avait pris son cours vers l'Oder. Wintzingerode marchait sur la Silésie par la route de Kalish et de Posen, Wittgenstein sur Newstettin, pour de là inonder les Marches et s'ouvrir une issue sur Berlin et le Bas-Elbe. Dans cet état de choses, il ne nous était plus possible de conserver la position de Posen. Déjà des milliers de Cosaques voltigeaient sur notre flanc droit et l'inquiétaient. Le 10 février, une première colonne ennemie régulière, avec du canon, assaillit les avant-postes du prince Eugène à Rogasse, et bientôt l'alarme fut donnée à tout le camp. Cette attaque, dont le prince s'exagéra l'importance, le décida à lever ses cantonnemens et à aller au-devant de ses renforts; il quitta Posen le 13, et porta son quartier-général à Meseritz, dans la direction de Francfort-sur-l'Oder. Le 3 février, le vice-roi avait prescrit formellement à Regnier et au prince Poniatowski de se porter à marches forcées sur Kalish, tout en restant, s'il était possible, en communication avec le corps autrichien; mais les instructions données à Wintzingerode étaient précisément de marcher rapidement sur Kalish, afin d'y pré-

venir l'arrivée du 7e corps et des Polonais, et de les couper du vice-roi. Regnier avait pris ses mesures pour arriver en temps opportun à Kalish; il dut ralentir sa marche pour attendre la division polonaise. Il avait beau écrire à Poniatowski que les forces russes s'accroissaient tous les jours, qu'elles ne s'arrêteraient point sur la Vistule, qu'elles feraient certainement une campagne d'hiver : le prince ne l'avait pas cru, et, au lieu de manœuvrer avec précision, de serrer ses cantonnemens et ses étapes, il avait opéré avec une lenteur et un décousu qui mirent en grand péril le 7e corps. Regnier ne put arriver que le 13 à Kalish, et avec une partie seulement de son corps, distancé par une demi-marche de sa cavalerie, de son artillerie à cheval et de plusieurs régimens d'infanterie, qui opéraient en flanqueurs sous les ordres du général saxon Gablew, et par trois marches de la division polonaise. Wintzingerode était déjà rendu sur le terrain. Vers les trois heures de l'après-midi, les Russes firent irruption entre les deux parties disjointes du 7e corps, foudroyèrent les troupes de Regnier, le rejetèrent affaibli de plus de 3,000 hommes sur Kalish et contraignirent le général Gablew à se replier d'abord sur Poniatowski, puis, avec la division polonaise, sur le corps autrichien. Le 7e corps, réduit à 4,000 hommes, 2,000 de la division Durutte et 2,000 Saxons épuisés par des marches forcées, arriva le 18 à Glogau dans un état déplorable.

Au moment de se retirer sur l'Oder, le vice-roi avait ordonné au général Bulow, qui occupait Newstettin avec 20,000 hommes, de venir, sans plus tarder, se réunir à lui. Ce général répondit, le 10 février (1), que ses communications avec l'armée française étaient en ce moment coupées par les Cosaques de Czernichef et de Tettenborn, que d'ailleurs son corps ne faisait point partie du contingent, et qu'il formait un corps de réserve distinct qui était exclusivement à la disposition de son souverain. La réponse du général Bulow était un refus formel de concours et faisait pressentir une nouvelle et prochaine défection.

Dans le moment où l'Autriche abaissait la barrière qui contenait les Russes sur la Haute-Vistule et leur ouvrait le cœur de l'Allemagne, elle continuait de nous accabler de ses protestations d'amitié. « Votre alliance avec la Russie, disait M. de Metternich le 15 février au comte Otto, était monstrueuse. Elle n'avait qu'un seul point d'appui très précaire, celui de l'exclusion du commerce anglais; c'était une alliance de guerre commandée par le vainqueur, elle devait se dissoudre. La nôtre, au contraire, est fondée sur les rapports et les intérêts les plus naturels, les plus permanens, les plus essentiellement salutaires; elle doit être éternelle comme les besoins qui

(1) Dépôt de la guerre.

l'ont fait naître. C'est nous qui l'avons recherchée, et nous avons bien réfléchi avant de la conclure; si nous avions à la refaire, nous ne voudrions pas la stipuler autrement qu'elle ne l'a été; elle nous mènera à la paix générale et servira plus tard à la consolider. »

Deux jours plus tard, il disait encore : « Pendant que vous acquériez des succès dans le Midi, la Russie faisait des pas de géant dans le Nord, et arrivait à son but par les formes les plus insinuantes. Elle a acquis infiniment plus de territoires que la France, et elle a su si bien déguiser son ambition, que les peuples, loin de la haïr, ont l'air de lui savoir gré de ses empiétemens; de là notre alliance avec vous. Certes la France nous a fait bien du mal, mais il est de notre intérêt d'oublier le passé; nous voulons lui être utiles en ce moment, parce que, dans un autre temps, elle pourra nous rendre le même service. Pesez donc ce fait, et considérez comme une vérité incontestable que nous ne cherchons que votre bien, que nous ne redoutons plus la France, mais la Russie, dont vous-mêmes, par vos concessions successives, avez étendu la puissance. »

Cependant, au milieu de ces témoignages si vifs de confiance cordiale, M. de Metternich n'était plus précisément le même homme qu'avant la défection du général York. Il commençait à écarter les voiles dont il avait jusqu'alors enveloppé ses pensées; son argumentation était plus ferme, sa parole plus incisive, ses conclusions plus tranchées. Il était visible qu'il se sentait enhardi par ce qui se passait dans le nord de l'Allemagne. Pour la première fois, il osait attaquer les bases mêmes sur lesquelles reposait toute notre politique extérieure; il énonçait des idées aussi neuves que hardies qui semblaient n'être encore que des vœux, mais qui étaient bien près de devenir des exigences. « Il est impossible, disait-il au comte Otto (1), que le grand-duché de Varsovie continue de subsister. Objet des espérances les plus folles et des craintes les plus réelles, c'est un pays qui ne se soutient que par le sentiment qui le porte à s'épuiser pour fomenter l'insurrection parmi les sujets des puissances voisines. » Il ajoutait que la paix avec la Russie serait impossible aussi longtemps que nous persisterions à maintenir l'existence du grand-duché. « Il n'est pas admissible, disait-il, que vous vouliez faire de trop grands sacrifices pour élever une barrière qui n'en sera pas une aussi longtemps que nous ne nous en mêlerons pas. Pourquoi voulez-vous prendre un rôle qui appartient plutôt à la Prusse et à l'Autriche qu'à vous? Si la Russie devient trop formidable, l'Autriche et la Prusse se trouveront les premières en ligne, et alors vous viendrez à notre secours. »

« De toutes les combinaisons, ajoutait le ministre autrichien, la

(1) Dépôt du ministère des affaires étrangères.

plus désirable, c'est que le grand-duché de Varsovie soit donné à la Prusse. La Prusse ne peut pas rester dans ses conditions actuelles, et c'est une vaine prétention de votre part d'imaginer que ce royaume et le grand-duché, constitués comme ils le sont, seront des barrières efficaces contre les entreprises de la Russie, tandis que la Prusse, agrandie de tout le territoire du grand-duché, serait assez forte pour opposer, de concert avec l'Autriche, un obstacle infranchissable aux envahissemens du Nord. »

Il n'était que trop vrai, le rétablissement de la Pologne sur ses anciennes bases était une entreprise colossale que toute la puissance de Napoléon n'était plus en état d'accomplir. C'en était fait du grand-duché de Varsovie : il allait disparaître sous les ruines de l'expédition de Russie; déjà, dans la pensée de Napoléon, le sacrifice était consommé. La question n'était plus que de savoir la destination qui serait donnée à ce territoire. L'important pour l'Allemagne était d'empêcher qu'il ne tombât sous la domination russe. L'appréhension à cet égard était très vive à Vienne. La guerre allait recommencer, plus terrible que jamais; quelle en serait l'issue? Que ce fût la France ou la Russie, l'Autriche craignait de trouver dans le vainqueur un maître; toute sa peur était de n'échapper à l'action de Napoléon que pour tomber sous celle du tsar, ce qui arriverait infailliblement, si la Russie poussait ses limites jusqu'à la Saxe. M. de Metternich était donc sincère lorsqu'il manifestait ses anxiétés. Malheureusement l'Autriche n'avait pas su mettre ses actes d'accord avec ses pensées, ni montrer autant de courage que de bon sens. Elle n'avait qu'une seule manière de prendre sur l'esprit de Napoléon un ascendant réel, c'était de gagner sa confiance en méritant son estime. Quelle autorité n'aurait-elle pas acquise sur cette âme véhémente, mais grande, si, en même temps qu'elle demandait que le territoire du duché de Varsovie fût réuni à la Prusse, elle avait hardiment arrêté les colonnes du tsar sur la Vistule! Elle voit le danger, elle nous le signale épouvantée : elle a un moyen certain de le tenir à distance, c'est de marcher résolûment sur lui et de le combattre; mais elle n'ose, et, par cette défaillance, elle livre la Prusse, l'Allemagne elle-même à la merci de la puissance russe.

Au moment où cette puissance donnait passage aux Russes, elle entreprenait chez elle des armemens considérables; ses arsenaux étaient jour et nuit en travail. Non contente d'appeler sous les armes toutes ses réserves, elle envoyait partout des recruteurs pour stimuler l'ardeur guerrière des jeunes gens, et, comme les engagemens volontaires ne suffisaient pas, elle y suppléait par une véritable presse : on enlevait les hommes la nuit, on les traquait jusque dans leur lit, et on les incorporait de force dans les cadres. Un décret récent de l'empereur François venait de mobiliser 100,000 hommes.

Tous les chevaux propres au service de guerre étaient mis en réquisition, et ces grandes dépenses étaient ordonnées au milieu d'une véritable détresse financière. Il n'y avait aucun doute que l'Autriche se préparait à faire une grande guerre; la question était de savoir contre qui elle armait.

Napoléon avait en haute estime les vertus privées de l'empereur François. Il lui répugnait de penser qu'un père si tendre méditât de tourner ses armes contre l'homme à qui il avait confié le bonheur de sa fille, surtout dans un moment où cet homme lui témoignait une si grande confiance; mais d'une part la retraite du corps auxiliaire sur Cracovie, de l'autre les vastes armemens entrepris par l'Autriche, lui donnèrent fort à penser. Pour la première fois, il eut des soupçons. Il ne pouvait lui convenir de laisser plus longtemps à Vienne un agent fasciné qui n'avait point deviné le secret des variations de cette cour; il rappela donc M. Otto, et nomma à sa place son aide de camp, le général comte de Narbonne. M. de Narbonne avait un esprit fin, plein de ressources, de dextérité et de grâce; malheureusement, par son éducation et ses antécédens, il était complétement étranger aux délicates affaires de la diplomatie. C'est un préjugé trop répandu que, dans cette épineuse carrière, l'esprit et le tact naturel peuvent remplacer l'expérience. Dans des circonstances aussi graves, sur un terrain aussi difficile que celui de Vienne, c'était certainement une faute d'envoyer un général au lieu d'un diplomate.

Cependant les Russes faisaient chaque jour de nouveaux progrès. Partout les populations les recevaient comme des libérateurs et laissaient éclater les ressentimens longtemps contenus qu'elles nourrissaient contre nous. Partout où ne se trouvaient point nos troupes, les édits des 3, 9 et 11 février, qui appelaient aux armes toute la population, avaient reçu immédiatement leur exécution. Ces édits, accueillis comme un signal de guerre, embrasèrent tous les cœurs et armèrent tous les bras. Bientôt la Prusse n'est plus qu'un vaste camp. Tout ce qui est jeune, tout ce qui est en état de manier un fusil ou un sabre, se précipite sous les drapeaux; les comptoirs, les administrations, les tribunaux eux-mêmes, tout se vide; les affaires privées sont suspendues; il n'y a plus dans toutes les âmes qu'une passion, c'est de s'armer pour combattre la France et affranchir l'Allemagne. Les premières familles donnent l'exemple des sacrifices : de jeunes seigneurs encore adolescens, conduits par leurs précepteurs, abandonnent leurs châteaux, leurs familles, et s'enrôlent comme simples soldats. Les professeurs donnent à leurs élèves l'exemple du patriotisme; ils se mettent à leur tête, délaissent leurs chaires et volent dans les camps. Le trésor public épuisé ne peut subvenir aux frais d'équipement de tous ces jeunes soldats : le dévouement des citoyens lui vient en aide; les riches se chargent d'équiper et d'armer ceux

qui ne peuvent le faire à leurs frais. Le vice-roi veut comprimer ce grand mouvement, qui de tous côtés se propage et l'enveloppe : vains efforts! à Berlin, sous les yeux du maréchal Augereau, toute la jeunesse virile se lève. Aucun sacrifice ne coûte à cette capitale; hommes, chevaux, équipemens, approvisionnemens, argent, elle donne tout ce qu'elle peut donner; chaque jour, une foule d'habitans partent électrisés au milieu des acclamations et des cris de guerre de la ville entière.

Sachons juger avec la haute impartialité de l'histoire les implacables ennemis de nos pères. C'est un grand spectacle que celui de ce peuple froid, contenu, raisonneur, si fier de la gloire que lui avait donnée Frédéric II, tombé si bas après Iéna, se relevant tout entier aujourd'hui sous l'aiguillon de la vengeance, et prodiguant à son roi son sang et ses dernières ressources. Puisse cet exemple servir de leçon aux nations sceptiques et frivoles, et leur apprendre qu'elles sont solidaires de leur gouvernement, même de ses fautes, lorsque ces fautes n'ont eu d'autre mobile que l'amour et la grandeur du pays, et qu'il y a des outrages qu'elles ne doivent jamais oublier!

C'est par l'action incessante des sociétés secrètes que les chefs du mouvement prussien étaient parvenus à passionner graduellement les masses. Ces sociétés poursuivaient toutes un but commun, l'expulsion des Français de l'Allemagne; mais la plupart d'entre elles aspiraient à réaliser encore d'autres espérances : elles voulaient compléter l'œuvre civilisatrice commencée en 1808 par le baron de Stein, introduire ces grands principes d'égalité civile et de liberté politique au nom desquels s'était accomplie la révolution française. Toutes ces affiliations, enfantées au milieu des misères de la défaite et de l'occupation étrangère, couvraient de leurs nombreux réseaux la Prusse entière; leur organisation était aussi souple que vigoureuse. Elles comptaient des adeptes dans toutes les classes et dans toutes les familles; elles avaient des consolations pour toutes les souffrances, des excitations pour toutes les vengeances, des encouragemens pour toutes les théories. Elles s'adressaient à tous les penchans, aux plus déréglés comme aux plus nobles; il n'y avait pas une fibre, bonne ou mauvaise, qu'elles n'eussent trouvé le secret de toucher et de faire vibrer. Le mouvement qui soulevait le peuple prussien avait donc un double caractère : il était tout à la fois guerrier et révolutionnaire. C'est par le concours simultané de ces deux forces que les chefs des sociétés secrètes étaient parvenus à passionner toutes les âmes. Ces sociétés ne se bornaient pas à appeler la haine publique sur l'homme qui avait abaissé le front couronné du descendant des Hohenzollern : elles couvraient encore d'anathèmes le destructeur des libertés de son pays.

Voilà ce qui explique la violence et l'unanimité de l'explosion du

patriotisme prussien en 1813 et les prodiges qu'il enfanta. Au moment où le général York donna le signal du soulèvement, tous les cœurs et tous les bras étaient prêts. Le gouvernement prussien avait estimé que la levée en masse régularisée par les dernières ordonnances porterait l'armée à 100,000 hommes; mais ce chiffre fut bientôt dépassé, et le roi eut plus de soldats qu'il n'en pouvait armer et habiller. A la vue des populations se levant et courant aux combats au nom de l'honneur allemand, tous les peuples germaniques tressaillirent d'enthousiasme. Dans les pays compris entre la Vistule et le Rhin, il n'y eut pas une ville, pas un hameau qui ne fussent disposés à prendre les armes pour concourir à la délivrance de la commune patrie. Les gouvernemens fidèles encore à l'alliance de la France furent dénoncés par leurs propres sujets comme traîtres à la cause de l'Allemagne; le vide se fit tout à coup autour d'eux, et les émissaires du tsar, partout répandus, ne surent que trop bien exploiter cette impopularité du moment. M. de Metternich, qui voyait l'exaltation populaire déchirer une à une toutes les mailles de la trame qu'il avait tissée avec un art si laborieux, manifestait un véritable désespoir. Le 19 février, il disait au comte Otto avec une émotion qui avait toutes les apparences de la sincérité : « La Silésie est en proie à la plus terrible agitation; il en est de même de la Bohême; si la Silésie s'insurge contre son souverain, c'en est fait, 100,000 hommes viendront se joindre aux Russes. La Westphalie s'agite; dans le Tyrol, dans les anciennes provinces prussiennes de Baireuth et d'Anspach, sur la rive droite du Rhin, on signale une sourde fermentation; partout l'incendie allumé par es Russes étend ses ravages. Je ne m'aveugle point sur les conséquences de ces mouvemens populaires : provoqués au nom de l'honneur et de l'indépendance de l'Allemagne, ils ne tarderont pas à briser tous les liens politiques et sociaux, et j'y vois les tristes présages des plus grands malheurs et de la ruine des trônes. Croyez que dans peu de temps l'insurrection de la Prusse s'étendra jusqu'au Rhin. »

Cependant Wittgenstein s'avançait lentement, mais sûrement, par toutes les routes qui conduisent de la Basse-Vistule sur l'Oder, et se présentait devant Newstettin, où Bulow avait établi son quartier-général. Les habitans de la ville allèrent à la rencontre des Russes, et les fêtèrent comme des amis impatiemment attendus. Quant au général prussien, il ne daigna même pas déguiser sa défection. Ses soldats et ses officiers ne joignirent les Russes que pour fraterniser avec eux, et dans de joyeuses libations célébrèrent leur rapprochement et l'union prochaine de leurs souverains. Les rapports personnels des généraux en chef prirent également, bien qu'avec plus de réserve, le caractère d'une parfaite entente.

La défection de Bulow, en livrant la ligne de l'Oder, découvrait Berlin et les Marches. Czernichef, à la tête de 3,000 Cosaques, s'élança au-delà du fleuve; ne trouvant partout que sympathie et encouragemens, il courut sur Berlin. A son approche, la ville s'émut d'une joie convulsive : toute la population sortit des maisons dans l'attente et l'espérance d'une collision. La passion se peignait sur tous les visages; une insurrection était imminente. Augereau n'avait sous la main que quelques milliers d'hommes; mais sa ferme contenance, la précision et la vigueur de ses mesures, imposèrent à la multitude. Il fit avancer ses canons, marcha sur la bande de Czernichef, la dispersa, et rétablit l'ordre matériel dans les rues. Malheureusement c'était un calme trompeur, le trouble et la passion étaient au fond de toutes les âmes. Le moindre incident pouvait déterminer un soulèvement et compromettre la retraite du vice-roi.

Sur notre droite, le corps autrichien s'enfonçait de plus en plus dans une direction excentrique. Le général Frimont, qui venait de remplacer le prince de Schwarzenberg, rappelé à Vienne, écrivait le 21 février que son flanc gauche était tellement découvert et son flanc droit si menacé par les généraux Moskin, Puskin et Rott, qu'il allait quitter ses cantonnemens derrière la Pilica, se reporter derrière les forêts et les gorges de Kolla, appuyer sa droite aux frontières de la Galicie, et sa gauche au corps de Poniatowski, placé entre Czersechau et Cracovie. Ainsi le vice-roi se trouvait découvert et menacé de tous côtés, — sur son flanc droit, par la retraite du corps auxiliaire, — sur son front, par l'échec que Regnier venait d'essuyer à Kalish, — sur sa gauche, par la défection de Bulow, — sur ses derrières enfin, par les édits du roi qui armaient toute sa population. Il fallait non plus songer à défendre la ligne de l'Oder, mais se porter sur le point décisif, qui était Berlin, et y prévenir à tout prix une insurrection. En conséquence le vice-roi évacua Francfort-sur-l'Oder, rallia successivement toutes les forces éparses entre ce fleuve et l'Elbe, les divisions Grenier et Gérard, réunies en un seul corps, le 11e, sous les ordres du maréchal Gouvion Saint-Cyr, et formant ensemble 36,000 hommes, les débris du 7e corps et un certain nombre de bataillons de marche; puis il prit possession le 21 de la capitale, et le 23 il transporta son quartier-général à Kœpnick, placé à une petite distance de la ville.

La situation personnelle du roi de Prusse n'était pas moins critique que celle du vice-roi. Quelque empressement que missent ses sujets à répondre à l'appel qu'il leur avait fait, il n'était pas encore en mesure d'entrer en guerre avec la France. Il avait une immense quantité de recrues, mais point d'armée organisée. Il lui fallait absolument deux mois au moins pour se trouver dans des conditions qui lui permissent d'ouvrir la campagne. De leur côté, les Russes

étaient trop loin encore pour engager la lutte avec le vice-roi. Ces deux considérations, à défaut d'autres, eussent suffi pour imposer à Frédéric-Guillaume une grande circonspection : il en était d'autres non moins graves qui lui conseillaient d'ajourner sa déclaration.

Avant de se précipiter dans une guerre à outrance qui allait mettre en question l'existence même de sa couronne, le roi de Prusse voulait savoir d'abord s'il pouvait compter sans réserve sur le concours des forces de la Russie, puis comment cette puissance entendait compenser, en faveur de la Prusse, les agrandissemens considérables de territoire qui allaient lui échoir par l'effet de la conquête du grand-duché de Varsovie. Le roi ne pouvait se dissimuler que, si la Russie s'avançait jusqu'à l'Oder ou même jusqu'à la Wartha, elle ne serait plus qu'à quelques marches de sa capitale découverte. Quel serait désormais le sort de ses possessions, qui s'allongeaient démesurément le long de la Baltique entre la Vistule et le Niémen? Devenues de véritables enclaves de l'empire moscovite, elles ne seraient plus pour elle une force, moins encore un boulevard, mais une sorte de gage permanent de sa vassalité vis-à-vis de la couronne des tsars.

Le roi était décidé à ne rompre avec Napoléon qu'après s'être assuré, du côté de la Russie, toutes les garanties désirables, après avoir discuté et arrêté avec elle toutes les conditions de sa nouvelle alliance. Les informations qu'il recevait du camp de l'empereur Alexandre étaient de nature à l'affermir dans cette politique prudente et réservée. Les opinions y étaient très divisées. Les uns, qui constituaient une sorte de parti allemand dont le baron de Stein était le chef et l'organe éloquent, s'attachaient principalement à développer cette idée, que la suprématie de Napoléon reposait sur l'organisation qu'il avait donnée à l'Allemagne, que la plupart des gouvernemens germaniques, fatigués du joug, n'attendaient que l'assistance de la Russie pour s'en délivrer, et que leurs peuples étaient plus impatiens encore de se soustraire à la commune oppression. « C'était donc en Allemagne qu'il fallait frapper la puissance de Napoléon et la frapper sans retard. L'Allemagne, morcelée comme elle l'était et divisée d'intérêts, était hors d'état de se délivrer toute seule; l'occasion pour la Russie n'avait jamais été plus belle : si elle la laissait échapper, peut-être ne la retrouverait-elle plus. Il n'y avait pas à compter sur l'Autriche; si la sécurité était pour elle à ce prix, elle s'humilierait plus bas que tous les autres. Maître absolu de l'Allemagne, Napoléon serait de nouveau un danger flagrant et incessant pour la puissance russe; tôt ou tard il finirait par lui arracher les possessions polonaises. En embrassant au contraire généreusement la cause de l'Allemagne, en devenant le libérateur des peuples asservis, le vengeur de tous les ressentimens légitimes, le

soutien de tous les intérêts compromis ou menacés, le tsar assurerait non-seulement pour jamais le repos de son empire, mais acquerrait sur les races germaniques et sur leurs gouvernemens un ascendant qui le rendrait l'arbitre de l'Europe. » Ces argumens flattaient trop directement les penchans ambitieux et mystiques de l'empereur Alexandre pour ne l'avoir pas séduit, et il était, autant que pouvait l'être un esprit aussi mobile que le sien, le défenseur ardent des doctrines du parti allemand. Ce système ne rencontrait autour de lui que très peu d'adhérens, et parmi les généraux en renom, un seul, le comte de Wittgenstein, s'en était fait le champion. Tous les autres professaient une opinion ouvertement contraire. Les chefs réputés les plus habiles et les plus sages, Kutusof, Barclay de Tolly, Miloradovitch, montraient la plus vive répugnance à se jeter, pour des intérêts étrangers à leur pays, dans les hasards d'une guerre lointaine et continue avec l'empire français. « La Russie, disaient-ils, combattant chez elle, au milieu de ses foyers, était invincible; toutes les fois au contraire qu'elle avait envoyé ses armées opérer loin de ses frontières, elle avait défié la fortune et s'était attiré ses rigueurs. Aujourd'hui elle avait une grandeur de situation incomparable : elle n'avait pas seulement vaincu, repoussé l'invasion; elle avait conquis toute la Pologne. Elle était l'arbitre suprême du grand-duché de Varsovie, la dispensatrice de ses dépouilles. C'était là un résultat immense; elle l'avait acheté au prix des plus glorieux, mais des plus cruels sacrifices; il y aurait témérité à le compromettre en se précipitant dans des expéditions aventureuses, en allant chercher son ennemi au milieu de ses ressources, de ses places de guerre, sur des champs de bataille de son choix, et où il avait remporté autrefois ses plus beaux triomphes. Un grand revers, comme celui d'Austerlitz, remettrait tout en question, même les conquêtes aujourd'hui les mieux assurées. La Russie avait donné à tous les peuples l'exemple du courage et de l'abnégation; c'était à eux de le suivre. Devait-elle donc se sacrifier pour cette Allemagne qui, il y a quelques mois, avait jugé utile à ses intérêts de s'unir à la France pour l'envahir et l'asservir? »

En présence d'un si complet désaccord entre le tsar et ses généraux sur le but et la conduite de la guerre, il était naturel que Frédéric-Guillaume voulût attendre, avant de prendre un parti, que la situation fût nettement éclaircie. En conséquence il fut décidé qu'un officier qui avait toute la confiance du roi et qui avait aussi celle de l'empereur Alexandre, le colonel Knesebeck, serait envoyé immédiatement auprès de ce souverain et chargé de deux missions : l'une, toute confidentielle, qui avait pour objet d'éclaircir et de régler tous les points relatifs à l'alliance; l'autre, ostensible et officielle, destinée à justifier aux yeux de Napoléon l'envoi du colonel,

et à laquelle pourtant, si les circonstances le commandaient, M. de Knesebeck était autorisé à donner un caractère sérieux. L'empereur Alexandre serait invité à ouvrir des négociations pour arrêter les bases de la pacification générale ou continentale, et conclure immédiatement un armistice.

M. de Hardenberg fit connaître, le 19 février, à M. de Saint-Marsan l'objet officiel de la mission du colonel Knesebeck. « Les troupes françaises, lui dit-il, se retireraient derrière l'Elbe, les troupes russes derrière la Vistule; tout le pays intermédiaire serait neutralisé, et des négociations pour la paix générale seraient ouvertes. » La France fut invitée à déclarer si elle consentirait à entrer dans un pareil arrangement et à remettre la garde des forteresses de l'Oder, de Pillau et de Dantzig à des troupes mi-partie saxonnes et prussiennes. M. de Hardenberg ajouta que la sûreté et l'honneur du roi exigeaient que l'on sauvât un coin de terre où l'on pût agir en liberté; il affirma que le système fondé par l'alliance avec la France était encore intact, que sa cour n'avait fait aucune avance à l'empereur Alexandre, et que le désespoir causé par les refus réitérés de l'empereur Napoléon de secourir les misères de la Prusse pourrait seul la déterminer à se jeter dans les bras de la Russie. M. de Hardenberg, en prononçant ces derniers mots, était en proie à la plus vive émotion.

Comme il était facile de le prévoir, l'empereur Alexandre refusa de consentir à ce que le territoire de la Silésie fût neutralisé; mais il promit de n'occuper cette province que du consentement du roi, puis, afin de dissiper toute incertitude dans l'esprit de ce prince, il lui envoya en toute hâte le baron de Stein et M. d'Anstett.

Le roi avait toujours eu peu de goût pour la personne de son ancien ministre. Son esprit, timide et attaché aux traditions, se sentait troublé à côté du génie ardent et novateur du baron de Stein, et il ne lui avait jamais accordé sa confiance qu'avec de secrètes réserves. Aujourd'hui Stein représentait dans sa personne les deux grandes forces conjurées contre Napoléon, la coalition avouée ou cachée des rois et le soulèvement du peuple prussien. Il était ainsi devenu un personnage redoutable qui s'imposait à tous, aux souverains tremblans sur leurs trônes comme aux masses fanatisées. Le roi le craignait trop pour le revoir avec plaisir; mais il ne pouvait ni le désavouer, ni l'écarter : il le reçut donc. Stein fut tour à tour pressant, pathétique et véhément. Il traça un tableau saisissant de la situation; il dit que l'empereur Alexandre était prêt à donner au roi les garanties les plus efficaces, à contracter avec lui les engagemens les plus étendus, mais qu'il attendait du roi en retour une confiance sans bornes, que le temps pressait, qu'il ne fallait pas compliquer la grande affaire de l'alliance par d'autres questions qui pouvaient être ajournées,

qu'avant de délibérer sur la destination à donner au grand-duché de Varsovie, il fallait avoir le droit d'en disposer, ce qui ne pouvait se faire qu'en terrassant Napoléon. Il rappela les fautes passées qui devaient servir de leçons pour l'avenir, et parla de l'excitation des masses en homme qui l'avait préparée de longue main. Il ajouta que le tsar était décidé, dans le cas où la Prusse refuserait de se détacher de la France, à incorporer à la Russie tout le pays compris entre la Vistule et le Niémen, puis à ravager les territoires situés entre la Vistule et l'Elbe. Il termina en déclarant que si le roi voulait comprimer l'élan généreux des peuples, il aurait la douleur de voir sa volonté méconnue, qu'il ne lui restait donc qu'à se mettre à leur tête et à marcher sur le Rhin.

Ces vives représentations émurent profondément Frédéric-Guillaume. De son côté, M. d'Anstett lui fit les déclarations les plus rassurantes. Il affirma que son souverain n'était entré en Prusse que pour délivrer ce royaume et le rétablir dans des conditions de force identiques à celles où il se trouvait avant la guerre de 1806. Il offrit toutes garanties contre le danger auquel une extension de la puissance russe pourrait exposer les provinces septentrionales du royaume. Malgré ces promesses, le roi semblait hésiter encore : il appela Scharnhorst et lui demanda son avis. Le général joignit ses plus instantes prières à celles du baron de Stein et conjura son souverain de se prononcer sans retard. Frédéric-Guillaume céda enfin et consacra sa défection par un traité d'alliance qui fut conclu, le 28 février, à Kalish, entre la Russie et la Prusse. La Russie prit l'engagement de concourir à la guerre active avec 150,000 hommes et la Prusse avec 80,000 (art. 3). Les deux puissances convinrent d'employer tous leurs efforts pour obtenir l'adhésion de l'Autriche (art. 7). Par les articles secrets, l'empereur de Russie promit de ne poser les armes que lorsque la Prusse aurait été replacée dans les mêmes conditions de force où elle était avant 1806, et garantit formellement au roi la possession de la Vieille-Prusse, à laquelle serait joint un territoire qui, sous tous les rapports, tant militaires que géographiques, relierait cette province à la Silésie. Le 19 mars, il fut arrêté à Breslau, entre les deux souverains, qu'ils déclareraient ne s'être proposé d'autre but que de soustraire l'Allemagne à l'influence et à la domination de la France. Tout prince allemand qui ne répondrait pas à cet appel dans un délai fixé serait menacé de la perte de ses états.

Le roi dissimula pendant trois semaines l'alliance qu'il venait de contracter avec la Russie; mais le jour même où son plénipotentiaire signait le traité de Kalish, le 28 février, un fait significatif se passait à Berlin. Un piquet de Cosaques entrait à toute bride dans la ville, cernait l'hôtel de M. de Saint-Marsan, et, sous les yeux des au-

torités, au mépris du droit des gens et de tous les usages pratiqués entre nations policées, enlevait la personne du premier secrétaire de la légation de France, M. Édouard Lefebvre, s'emparait de tous ses papiers et le faisait conduire en Russie, où il fut détenu prisonnier jusqu'à la paix.

La Prusse signifia officiellement sa déclaration de guerre à M. de Saint-Marsan le 17 mars, et le 27 au duc de Bassano.

Dans la nuit du 2 mars, le vice-roi dut évacuer Koepnick, se replier sur Wittenberg et repasser la rive gauche de l'Elbe. De puissans renforts lui arrivaient de tous côtés : c'étaient d'abord les 16 seconds bataillons du 1er corps et les 16 seconds bataillons du 2e corps, qui venaient de se réorganiser à Erfurt, et qui présentaient ensemble un total de 26,000 combattans, puis la division du général Lagrange, destinée à faire partie du 2e corps, et enfin tout le 5e corps, déjà réuni à Magdebourg, sous les ordres du général Lauriston.

York, Stein et Wittgenstein en insurgeant la Vieille-Prusse, les chefs des sociétés secrètes par l'activité de leur propagande, le gouvernement par ses édits de février, avaient mis sous les armes toute la jeunesse virile du royaume. C'était un résultat immense; mais l'empereur de Russie voulait plus encore : il voulait faire violence à tous les gouvernemens allemands, et, en dépit des obligations qui les liaient vis-à-vis de la France, les entraîner en soulevant leurs peuples. Pour réussir, le tsar et le roi de Prusse ne reculèrent devant aucune extrémité; avec une témérité sans exemple, ils n'hésitèrent point à faire appel à des passions toujours promptes à s'éveiller dans le cœur des hommes. Abolition des distinctions féodales, égalité civile, liberté politique, ils promirent tout aux peuples allemands. Une force nouvelle, souvent désordonnée et aveugle, toujours terrible dans l'explosion de ses premiers accès, la passion populaire, apparaît alors et altère sensiblement l'action froide et contenue des cabinets. Ici c'est Blücher qui parle aux Saxons un langage inspiré : « Nous portons nos pas dans les lieux que nous montre le doigt de la Providence. Vaillans Saxons, l'heure de la délivrance est venue. Aux armes! levez l'étendard contre vos oppresseurs, soyez libres! » — « Dieu est à nos côtés, s'écrie un autre général; nous affrontons l'enfer et ses alliés; toute distinction de naissance, de rang, de pays est bannie de nos légions; nous sommes tous des hommes libres. » Mais ces appels à de nobles passions ne suffisent pas encore aux alliés; leurs généraux, dans des proclamations qui sont des ordres, affectent la sauvage énergie des Espagnols. « La levée en masse, disent-ils, doit combattre à outrance, harceler l'ennemi, lui couper les vivres; elle ne doit pas craindre d'anéantir les soldats marchant isolément. Elle s'arme indifféremment de fusils, de faulx, de sabres et de fourches. A l'approche des Français, les habitans doivent évacuer

les villages et se retirer dans les bois, emporter les farines, faire couler les tonneaux, brûler les moulins et les bateaux, combler les sources et couper les ponts. Les bals, les fêtes, les mariages même sont interdits dans les villes qui sont occupées par les Français. »

Conçues dans le délire de la haine contre Napoléon, accueillies par tous avec frénésie, ces terribles ordonnances annonçaient que les temps étaient changés, que ce n'étaient plus des armées régulières que nous allions avoir à combattre, mais des peuples tout entiers. La défection et le soulèvement de la Prusse étaient pour nous bien autre chose que la perte d'un corps auxiliaire de 24,000 hommes : c'était le cri de guerre poussé par les Allemands du nord, auquel allaient bientôt répondre les Allemands de l'ouest et du midi. Partout déjà se manifestait une fermentation inexprimable. Comme la mer battue par la tempête, l'Allemagne entière se remuait dans ses profondeurs.

La France présentait un spectacle bien différent. Le fanatisme révolutionnaire, qui autrefois avait levé et armé 1,400,000 hommes, était depuis longtemps éteint. En se disciplinant sous la main du chef puissant qui s'était emparé de toutes ses forces vives, la nation avait perdu cet élan impétueux, irrésistible, contre lequel étaient venues se briser les armées et les haines de l'Europe. Éblouie par une gloire incomparable, d'humeur naturellement guerrière et aventureuse, plus ardente que ferme, aussi prompte à se décourager qu'à s'enflammer, elle avait suivi aveuglément son chef dans toutes ses entreprises, même les plus téméraires. A peine si elle s'était rendu compte du but où on la conduisait, et à son insu elle avait obéi plus encore à son imagination qu'à sa raison. Elle était heureuse alors, parce qu'elle se sentait la première puissance du monde. La gloire et l'ambition la consolaient de la perte d'une liberté qui ne lui rappelait encore que des désordres ou des crimes. Enfin l'abus des succès avait appelé sur elle de soudains et cruels revers. Comme elle n'y avait point été préparée, elle en avait été plus accablée. Aux récits lamentables des désastres de la retraite de Russie, elle était sortie comme d'un rêve; elle avait été navrée de douleur; elle avait eu là, rassemblées dans un même tableau, toutes les désolations qui peuvent affliger un grand peuple. Quelle famille n'avait pas eu à pleurer un père, un frère, un ami! La France, qui pendant si longtemps avait disposé des couronnes et des états, se voyait aujourd'hui menacée dans sa sécurité et son indépendance. Elle était toujours valeureuse; mais son courage commençait à n'être plus que celui de la résignation. Ainsi, tandis que l'Allemagne, pleine de foi, d'espérance et de passion, était prête à se lever tout entière pour s'affranchir de la domination de la France, la France, silencieuse, attristée et refroidie, commençait à douter de son chef, de l'avenir et d'elle-même.

III.

Napoléon n'avait que trop le sentiment des difficultés de sa situation. A la vue du grand mouvement que soulevait contre lui le nord de l'Allemagne, il ressentit un trouble profond. Évidemment il ne s'était pas attendu à un tel déchaînement de passions hostiles. Comment conjurer ces dangers qui se dressaient de toutes parts contre lui? Où trouver une digue assez forte pour contenir ces flots d'ennemis arrachés de leur lit et prêts à déborder sur ses frontières?

Le prince de Schwarzenberg était venu reprendre possession de son poste d'ambassadeur à Paris. Le langage qu'il tenait était, comme celui de M. de Metternich, doux, empressé et amical. Il prêchait la modération et la paix; il proposait la médiation de sa cour, sans oser la qualifier encore de médiation armée. En même temps il pressait le duc de Bassano de lui faire connaître les conditions précises sur lesquelles Napoléon entendait traiter; il demandait si l'intention de l'empereur serait de restituer les villes anséatiques, de rétablir l'indépendance de la Hollande, de renoncer à la création du grand-duché de Varsovie? L'empereur était peu disposé à traiter en ce moment. Son orgueil répugnait à négocier sous le coup des désastres qui avaient terni l'éclat de ses armes. Il fallait que d'abord il reparût puissant sur les champs de bataille, et effaçât par de nouvelles victoires l'impression produite par de récens revers. Puis il se défiait des intentions de l'Autriche; dans son langage, cette puissance restait toujours une alliée dévouée, quand déjà depuis longtemps elle ne l'était plus dans ses actes. La retraite du corps auxiliaire sur Cracovie et les armemens considérables qu'elle entreprenait chez elle avaient éveillé à Paris de légitimes soupçons, et Napoléon ne croyait pas devoir livrer à une puissance qui présentait dans sa conduite tant de contradictions le secret des sacrifices qu'il ferait plus tard pour obtenir la paix. D'ailleurs ces sacrifices dépendraient des circonstances et du caractère qu'aurait la pacification. Serait-elle générale? serait-elle simplement continentale? C'étaient là des hypothèses qui comportaient des solutions très différentes. Les sacrifices que l'empereur serait disposé à faire à la paix générale, il ne les ferait certainement pas à une simple paix continentale. En tout cas, le moment des explications décisives n'était point venu : il s'agissait aujourd'hui, non de négocier, mais de combattre. S'il était vrai que l'Autriche fût aussi sincèrement dévouée à nos intérêts qu'elle persistait à nous le dire, l'occasion allait se présenter pour elle de nous le témoigner. La campagne ne pouvait tarder à s'ouvrir; qu'elle resserrât les nœuds qui l'unissaient à nous, que l'Autriche consentît à nous garantir la coopération loyale et énergique de ses armées, et Napoléon lui assure-

rait de son côté les plus grands avantages. Déjà une première fois, après son retour de Smorgoni, il l'avait vivement sollicitée de s'unir étroitement à sa cause. Cette tentative n'avait point réussi. Pouvait-il espérer que de nouvelles ouvertures seraient mieux accueillies aujourd'hui? Dût une seconde démarche être également infructueuse, il résolut de la tenter.

Le 27 mars, son ministre des affaires étrangères écrit sous sa dictée au comte de Narbonne les instructions suivantes. — Il reconnaît que l'état des choses est changé par la défection de la Prusse. Il déplore que la Russie, au lieu de recourir à cette puissance comme à un intermédiaire pour négocier la paix, ait mieux aimé s'en servir comme d'un moyen de guerre. « Il l'a poussée, dit-il, à la défection pour faire avec elle une campagne, réaliser, en cas de succès, ses vues sur la Pologne, et en cas de revers sacrifier la Prusse, comme elle l'a fait à Tilsitt. Si elle triomphe, elle prendra toute la rive gauche de la Vistule et donnera à la Prusse un équivalent en Allemagne. Puisque l'Autriche veut la paix, il faut qu'elle agisse vivement, qu'elle s'adresse à la Russie et lui demande d'ouvrir immédiatement des négociations. L'empereur Alexandre y consentira. On conviendrait d'un armistice pendant lequel on négocierait. Les plénipotentaires se réuniraient entre Breslau et Dresde. Si les Anglais voulaient en envoyer un, il serait reçu. L'armistice une fois admis, le langage et les forces de l'Autriche amèneraient promptement la conclusion de la paix. L'empereur Alexandre et Frédéric-Guillaume étant à Breslau, l'empereur François pourrait être à Prague et l'empereur Napoléon à Dresde. La négociation serait courte. Si l'empereur Alexandre refuse de négocier, voilà ce que nous proposons : l'Autriche ne peut, dans ce cas, manquer de prévoir la perte de la Prusse. La population de la monarchie prussienne est de 5 millions d'âmes. On en formerait trois lots. Un million serait laissé à la Prusse sur la rive droite de la Vistule; deux millions seraient réunis à l'Autriche, et les deux autres millions à la Saxe et à la Westphalie. La plus belle part serait celle qui reviendrait à l'Autriche. La Silésie, qui se lie à la Bohême, et qui forme la meilleure et la plus belle partie des possessions de la Prusse, a une bien autre valeur que n'en ont les territoires qui seraient cédés aux alliés de sa majesté.

« Les jours sont comptés : dans les premiers jours de mai, l'empereur Napoléon sera sur l'Elbe, l'Autriche en mesure d'agir vigoureusement, et nous battrons de concert les Russes et les Prussiens. L'armée de Bohême et de Cracovie, présentant un effectif de 60,000 hommes, serait prête à agir; le total des forces autrichiennes qui entreraient en campagne devrait s'élever à 100,000 hommes, 30 à 40,000 hommes formeraient l'armée de Silésie; 30 à 35,000, celle du prince de Schwarzenberg. Le reste serait à la disposition de la France

dans la Bukovine et dans la Galicie. L'empereur Napoléon manœuvrerait de manière à couper la Silésie de toutes communications avec la Russie et à faciliter à l'armée autrichienne la conquête de cette province. »

Là ne se bornèrent point les offres de la France, et on laissa espérer au prince de Schwarzenberg que, si l'Autriche consentait à resserrer ses nœuds avec nous, on lui restituerait les provinces illyriennes. M. de Narbonne communiqua le 10 avril à M. de Metternich la substance de nos dernières propositions. Treize jours s'étaient écoulés depuis celui où elles avaient été expédiées. Dans cet intervalle, la situation s'était bien aggravée. Un événement considérable s'était accompli : la Prusse avait officiellement déclaré la guerre à la France, et cette nouvelle avait jeté la capitale et les populations allemandes de l'Autriche dans un véritable délire. L'impatience de nous combattre et d'anéantir notre suprématie avait envahi toutes les classes, et Vienne présentait le même spectacle que Berlin en 1806, avant la bataille d'Iéna. Des écrits pleins de fiel circulaient dans toutes les familles et les poussaient à la guerre sainte. La haute noblesse et l'armée, honteuses de leur inaction, enviaient aux Prussiens l'honneur de délivrer l'Allemagne. Elles disaient que l'Autriche ne pouvait laisser le premier rôle à sa rivale, et qu'à moins de renoncer pour jamais à sa suprématie séculaire, elle devait sans retard et d'une main ferme prendre la haute direction des intérêts allemands. L'alliance de famille n'arrêtait point la véhémence des discours. M. de Narbonne écrivait le 1er avril : « Les journaux et écrits périodiques qui appellent les peuples aux armes et leur promettent une constitution portent le désespoir dans le cœur de M. de Metternich. Il n'hésite pas à comparer à des comités de salut public les conseils de l'empereur de Russie et du roi de Prusse. Partout ici, dans les cafés, sur les murs, dans les cris du peuple, éclate l'horreur du nom français. Tous les malheurs qui affligent ce pays, la cherté des vivres, la disette de l'argent, c'est à la France qu'on les attribue. La haine des salons contre nous tient du délire. » Il était visible qu'à mesure que s'élevait la passion publique, le gouvernement mollissait; il ployait sous la tempête déchaînée. L'impulsion était si violente, les esprits tellement emportés, que si quelque grand événement ne venait changer le cours des idées, M. de Metternich serait inévitablement forcé, ou de se prononcer contre la France, ou de se retirer.

L'accueil fait à nos dernières propositions se ressentit d'un tel état de choses. Moins que jamais l'Autriche était disposée à former avec nous une alliance intime. Elle n'avait qu'une ambition, c'était de profiter des avantages de la situation pour imposer aux puissances belligérantes sa médiation, non plus simplement amicale,

officieuse et toute pacifique, mais armée. M. de Metternich, naguère si expansif, affecta, pendant la lecture que lui fit M. de Narbonne de la dépêche du 27 mars, une contenance pleine de froideur, et se borna à demander si la France ne renoncerait pas aux territoires dont elle s'était emparée dans les dernières années, notamment aux villes anséatiques et à la Hollande. « Il est impossible, dit-il encore, que les provinces illyriennes ne nous reviennent pas. *L'empereur Napoléon a pris à peu près l'engagement de nous les restituer.* »

M. de Metternich fit attendre sa réponse pendant cinq jours; elle était compassée, pleine de réticences et de subtilités, doucereuse dans la forme, très dure au fond, presque comminatoire. M. de Metternich, qui était tourmenté du désir de rompre l'alliance de 1812, déclara que, pour atteindre le grand but de la paix, il n'existait qu'une forme diplomatique, celle de la *médiation armée.* « L'empereur mon auguste maître, dit-il, se prête en conséquence à prendre cette attitude. » M. de Metternich, qui connaissait le prix du temps et les dispositions peu pacifiques de l'Angleterre, représenta qu'avant d'ouvrir les négociations, il était convenable d'attendre la réponse de cette puissance aux ouvertures qui lui avaient été faites.

Napoléon avait demandé à l'Autriche de concourir aux efforts de la campagne prochaine dans la proportion de 100,000 hommes. M. de Metternich répond et prononce le mot fatal : « Le rôle de l'Autriche ne peut plus être celui d'un simple auxiliaire, et, dans le cas où la médiation n'aurait point le succès qu'elle espère, il ne lui resterait d'autre alternative que de se retirer derrière ses frontières ou de s'engager dans la guerre comme partie principale. *Les stipulations de secours limités de notre traité d'alliance ne sont plus applicables aux circonstances actuelles.* »

La campagne allait s'ouvrir. La France et la Russie avaient un égal intérêt à ne point forcer l'Autriche à se prononcer plus tôt qu'elle ne le voulait; mais il était impossible qu'elles ne l'obligeassent pas à s'expliquer sur la destination du corps auxiliaire. En effet, comme si la France et la Russie s'étaient donné le mot, le 11 avril le général russe Sacken dénonçait l'armistice conclu à la fin de janvier, et ce même jour le duc de Bassano écrivait au comte de Narbonne : « L'empereur a communiqué au prince de Schwarzenberg son plan d'opérations. Sa majesté sera probablement le 20 à Mayence. Elle enverra immédiatement au général Frimont l'ordre de dénoncer l'armistice. Prévenez M. de Metternich, afin que le général Frimont n'ait pas le plus léger prétexte pour refuser d'agir. » Le prince de Schwarzenberg avait formellement déclaré que, sans aucun doute, le général Frimont obéirait aux injonctions de l'empereur.

Le 18, aussitôt après avoir reçu les ordres de sa cour, le comte

de Narbonne se rendit chez M. de Metternich, et il lui dit : « L'empereur s'explique nettement au sujet du corps auxiliaire. Il considère ce corps comme faisant partie de son armée; il lui assigne son poste et vous annonce d'avance les mouvemens qu'il va lui prescrire. »

A ces mots, M. de Metternich ne peut maîtriser son trouble. Sa figure pâlit et rougit tour à tour; sa voix elle-même est altérée. Il objecte que le corps auxiliaire est bien faible, qu'il est le seul boulevard qui couvre la Galicie, et que l'exposer dans une lutte inégale, ce serait compromettre le cœur de l'empire. « Mais, répond M. de Narbonne, considérez que le contingent est un corps de la grande armée qui lie ses opérations à celles des autres. Les mesures que l'Autriche croira devoir prendre pour faire respecter la Galicie ne sauraient influer sur la destination du contingent, dont elle ne doit pas disposer. Encore une fois, faites que ce corps demeure dans sa position actuelle. S'il se retire, c'est vous qui serez responsable des complications qui en résulteront. » Pensif, silencieux, M. de Metternich semblait abîmé dans ses réflexions. M. de Narbonne reprit avec l'accent de la persuasion : « Quel avantage trouvez-vous à gagner du temps, et qu'attendez-vous pour vous décider? Les événemens de la guerre vous ôteront nécessairement une partie de cette prépondérance que nul ne vous conteste aujourd'hui. » M. de Metternich rompit enfin le silence : « Nous ne voulons que la paix, dit-il; mais sur quelle base l'établir? Savez-vous vous-même ce que veut la France? L'empereur ne prétend céder sur rien. Les villes anséatiques par exemple, il s'obstine à les détenir. »

Le ministre promit d'adresser le soir même la réponse de l'empereur son maître. Tout ce jour et le lendemain s'écoulèrent sans que la réponse promise fût envoyée. Le 20, l'ambassadeur de France se transporta de nouveau chez M. de Metternich, qu'il trouva malade et agité. Le ministre lui dit avec un embarras inexprimable que l'empereur d'Autriche venait d'apprendre que le général Frimont était en pleine retraite. A cet aveu, M. de Narbonne témoigne plus que de la surprise. M. de Metternich cherche à justifier la résolution de sa cour. « Le corps du général Sacken, dit-il, comptait plus de 30,000 hommes; conséquemment le corps auxiliaire n'avait pu faire autrement que de se replier sur la Galicie. » M. de Narbonne répliqua que les corps combinés du général Frimont et du prince Poniatowski étaient, de l'aveu même du ministre, plus nombreux que ceux de l'ennemi. « Ainsi, s'écria-t-il avec l'accent d'une âme indignée, vous prétendez que le contingent ne doit pas se battre, malgré le traité qui l'y oblige, malgré les assurances que vous-même vous m'avez données! »

Confus, interdit, M. de Metternich ne trouvait plus d'argumens pour se justifier. « Ne serait-il pas absurde, disait-il, que les Autrichiens se battissent pour les Polonais? Jamais on ne déterminera les troupes du général Frimont à se battre pour leur conserver Cracovie. » Alors M. de Narbonne reprit avec une dignité solennelle : « Considérez bien de quelle immense responsabilité vous vous chargez. Si votre parti est pris contre la France, je n'ai plus rien à dire; mais si vous balancez encore, quelle conclusion pensez-vous que nous puissions tirer de la retraite du général Frimont? » M. de Metternich, poussé à bout, répliqua que l'empereur des Français, en exigeant la coopération du corps auxiliaire, n'avait voulu qu'une chose, c'était de mettre l'Autriche à l'épreuve. « Et quand cela serait, dit vivement M. de Narbonne, vous conviendrez qu'il aurait eu quelque raison, puisque la première démarche que vous faites est de violer le traité qui subsiste encore. Je ne puis différer de m'expliquer avec vous : l'empereur mon maître a désiré et désire encore la bonne intelligence entre la France et l'Autriche. Il a désiré voir les forces de cette dernière puissance consacrées à la pacification générale. Dans cette pensée, il a fermé les yeux sur plusieurs démarches, et particulièrement sur l'armistice conclu en janvier, sans son aveu, par un corps d'armée soumis à ses ordres. En vain m'objecterez-vous l'utilité prétendue de cet armistice. Le mal que le corps auxiliaire aurait pu faire aux Russes était incalculable. Son commandant n'avait pas le droit de conclure un tel armistice. La France ne s'est pas plainte pourtant : elle n'a point provoqué de nouvelles résolutions de votre part; elle vous a laissé le temps de les peser et s'en est tenue religieusement au traité de Paris. »

Après ce second entretien, M. de Narbonne, aussi ému qu'attristé, rentra chez lui, rédigea une note qui constatait la violation du traité de Paris, et l'envoya à M. de Metternich. Le 23, il demanda et obtint la faveur d'être reçu par l'empereur d'Autriche. Ce souverain ouvrit l'entretien en annonçant que le général Frimont avait déjà reçu l'ordre de se retirer, que la cause déterminante de ce mouvement était qu'en conservant ses positions avancées, il s'exposerait inutilement. L'empereur ajouta : « Je ne veux pas que mes troupes soient morcelées. Les Polonais feront ce qu'ils voudront, mais je conseille à votre maître de ne point se fier à eux. » M. de Narbonne allégua les stipulations précises du traité de Paris. L'empereur reprit : « Mais c'est votre maître qui l'a annulé en me pressant de proposer la médiation armée. » Alors M. de Narbonne conjura son auguste interlocuteur de vouloir bien confondre les deux rôles, celui d'allié et celui de médiateur. « C'est ma conviction, reprit ce prince, que je ne puis pas être à la fois en guerre et médiateur. Cette confusion de rôles détruirait

toute la confiance que je puis inspirer. — Mais enfin, dit M. de Narbonne, votre majesté veut donc considérer comme non avenu le traité de Paris? — C'est votre maître qui le veut, puisqu'il exige que je réunisse toutes mes forces et que je rassemble 200,000 hommes. » M. de Narbonne objecta que son souverain n'en avait demandé que la moitié. « Enfin, dit l'empereur avec une sorte d'impatience, c'est ma conviction; je veux que toutes mes troupes soient réunies pour agir d'accord avec les vôtres. — Elles seront donc destinées toutes à agir pour nous? demanda M. de Narbonne. — Oui, dit l'empereur, dans le cas où, comme je l'espère, votre maître accédera à des propositions raisonnables. — Mais, reprit l'ambassadeur, qui jugera le véritable caractère de ces propositions? Et dans le cas contraire aux prévisions de votre majesté qu'adviendrait-il? » La question était pressante, trop pressante certainement. L'empereur François garda un instant le silence; puis, comme un homme qui répond à ses pensées intérieures, il dit : « Il faudrait être fou pour vouloir aller par-delà le Rhin et ne pas laisser un peu de puissance de ce côté-ci, absurde de vouloir rien tenter du côté de l'Italie. Je dois compte à mes sujets de tout le sang que je leur fais verser. » S'adressant plus directement à la personne de notre ambassadeur, il ajouta : « Prenez garde, monsieur le comte; j'ai des raisons de croire que l'on ne sera pas content à Paris que vous ayez donné votre dernière note, à laquelle je ferai réponse aujourd'hui. »

L'entretien durait déjà depuis longtemps; avant de se retirer, M. de Narbonne supplia encore l'empereur de ne pas séparer sa cause de celle de son gendre. L'empereur d'Autriche lui répondit avec fermeté : « Non, je ne changerai rien à ma résolution; en la prenant, j'ai obéi à mes convictions; c'est ma conscience qui le veut et qui me le commande. Si j'agissais autrement, je serais responsable devant Dieu. » Ces mots furent les derniers de ce grave entretien.

Le 1er mai, M. de Metternich envoya la réponse de son souverain. « L'empereur d'Autriche, disait M. de Metternich, s'est placé vis-à-vis de l'Europe dans l'attitude la plus belle qui puisse être réservée au souverain d'un grand état, celle de *médiateur*. Dès que sa majesté veut la chose, elle doit en vouloir les moyens. Ces moyens existent dans les formes de la plus complète impartialité et dans le déploiement de grandes forces. Nous avons adopté les premières; les secondes sont toutes prêtes. L'empereur veut la paix et ne veut que la paix. Ce n'est pas avec de faibles moyens que l'empereur François soutiendra ses paroles de paix et qu'il sera prêt à combattre les ennemis des intérêts de la France, qu'il ne séparera jamais de ceux de son propre empire. »

C'en était fait, le voile était déchiré, la situation mise à nu. L'Autriche rompait l'alliance signée le 14 mars 1812, et elle choisissait pour la rompre le moment où la France, assaillie par des ennemis redoutables, lui demandait, avec autant de loyauté que de confiance, de négocier la paix, si la paix était possible, et, si elle ne l'était pas, d'unir ses efforts aux siens pour la conquérir. Ce n'est pas sans ressentir un grand trouble que l'empereur d'Autriche et M. de Metternich avaient pris une résolution aussi hardie. Elle venait trop tôt pour le succès de leurs combinaisons. Forcés dans leurs derniers retranchemens par les sollicitations de M. de Narbonne, ils n'avaient pu échapper au danger d'une explication. Le coup était porté maintenant; ils craignaient qu'à cette nouvelle Napoléon ne fît explosion. Les événemens pouvaient tourner au profit de sa gloire et à la confusion de tous ses ennemis. Aussi, dans le moment même où M. de Metternich brise les liens formés en 1812, il s'applique avec tout l'art dont il est capable à nous persuader que sa cour n'a pas changé de système. Le 1er mai, il écrit confidentiellement à M. de Narbonne : « J'espère que l'empereur Napoléon voue quelque confiance à l'homme qui, en grande partie, a fondé les rapports qui existent entre l'Autriche et la France. Serait-il dans la nature des choses que cet homme pût contribuer au renversement d'une œuvre de plusieurs années dans ce moment où un résultat entièrement favorable à l'empereur votre maître ne lui présente aucun doute? »

M. de Narbonne avait un esprit trop délié pour se laisser abuser par ces doucereuses paroles. Ses convictions étaient formées. D'une main trop brusque, il venait d'arracher le voile dont M. de Metternich enveloppait sa pensée. Il le tenait pour un ministre cauteleux, plus faible encore que perfide, entraîné malgré lui, mais à coup sûr déjà en voie de défection, et qui ne voulait intervenir en médiateur armé que pour nous dicter des lois. Il ne laissa pas un instant à ce ministre la satisfaction de croire qu'il l'avait trompé. Il lui déclara qu'acceptant toutes les conséquences de la nouvelle position que venait de prendre l'Autriche, l'empereur Napoléon allait lever immédiatement deux cent mille hommes.

ARMAND LEFEBVRE.

MARTHE

I.

Qui a pu aimer une femme belle et artiste sans maudire dans certains momens son talent et sa beauté? Qui n'a pas vu dans les regards admiratifs attachés sur elle une profanation de sa personne? Qui ne s'est pas irrité des émotions que sa voix faisait naître, comme d'une sorte de prostitution de son âme? Comment se résigner à voir la femme qu'on aime parler au public la langue par excellence de la passion? Et le chant est si bien cette langue, que dans le langage ordinaire lui-même, les mots n'expriment tout au plus que les idées; c'est l'intonation qui est chargée de traduire toutes les nuances du sentiment. Une femme dit : « Je l'adore! » en parlant de son épagneul, et quand elle murmure les mêmes paroles à l'oreille de son amant, les trois syllabes dont ce verbe est composé ne changent pas. Quel abîme pourtant entre les deux phrases!

Manuel pensait aussi, avec tous les amoureux, qu'il y a une atroce et impudente coquetterie, de la part d'une femme, à répandre sa vie en brûlans accens devant un homme dont elle se sent aimée, à se montrer à lui le sein palpitant, l'œil humide de tendresse, comme pour lui dire : « Voyez comme ma voix sait trembler, voyez comme mon cœur sait battre, voyez comme je comprends l'amour! Mais malheur à vous si vous oubliez que ce n'est qu'un jeu, car quand je vous aurai enivré, troublé jusqu'au délire, je redeviendrai calme, froide, impassible, et je n'aurai pour vos souffrances qu'un sourire de dédain. »

Toutes ces impressions, il les avait déjà ressenties en entendant

chanter Marthe, mais jamais avec le degré de violence qu'elles atteignirent au moment où commence cette histoire, car la jalousie venait de changer en certitude un vague soupçon qu'il nourrissait depuis longtemps. Dans le jeune homme qui chantait un duo avec elle, il voyait un rival.

Quoique sa tête fût inclinée sur sa main, personne dans le salon n'apercevait aussi distinctement que lui le front lumineux de Marthe, les ondulations de ses admirables cheveux noirs et les lignes harmonieuses de son corsage. Quand toute la vie de la jeune fille et du jeune homme passait dans les sons qu'exhalaient leurs deux poitrines soulevées en même temps par un même rhythme, et que ces sons, en s'unissant, semblaient confondre leurs deux âmes, quand leurs regards se cherchaient et se pénétraient, il les eût volontiers poignardés.

« C'est donc vrai, se disait-il, il l'aime! Comment ai-je pu en douter si longtemps? Pouvait-il la voir chaque jour et ne pas l'aimer? Et elle? Pourquoi pas?... George n'est-il pas beau, distingué? Dans quel aveuglement ai-je donc vécu jusqu'ici! Ces longues soirées que j'employais à approfondir le sens de ses moindres paroles, à inventer une interprétation de ses plus imperceptibles gestes, il les passait, lui, à lui parler une langue divine, une langue qui amenait sans cesse sur ses lèvres le mot d'amour, ce mot que je n'osais prononcer devant elle dans la crainte de rompre le charme qui la retenait près de moi. Mais qu'est-ce qu'un mot? N'a-t-elle pas mille fois compris ce qui se passait en moi? Ne l'ai-je pas vue émue, profondément émue en m'écoutant? Ses regards mentaient donc? Qui sait pourtant? Je ne ressemblais pas à tous les hommes qu'elle avait connus jusqu'alors? J'éveillais sa curiosité, j'étonnais parfois son imagination, j'avais enfin près d'elle le succès d'un orateur ou d'un poète; cela ne lui ôtait pas le droit de donner son cœur à un autre. Oh! elle ne saura jamais combien je l'ai aimée, combien je l'aime! Jamais!...

A l'instant où Manuel se répétait à lui-même ce serment, les applaudissemens éclataient de toutes parts, et un gros homme, aux allures tant soit peu vulgaires, qui n'en était pas moins maître Servet, l'avocat le plus renommé du département du Finistère, se retournait vers lui dans un état de complet épanouissement en s'écriant : — Voilà des artistes! qu'en dites-vous, don Manuel?

— Mais c'est très beau, répondit Manuel d'un ton si froid et si distrait, que maître Servet quitta la place qu'il occupait près du jeune étranger pour aller chercher ailleurs des auditeurs plus enthousiastes.

On ne s'étonnera pas de son zèle musical, quand on saura que le jeune homme blond, gracieux et frêle, qui venait de dire un duo de la *Norma* avec une ampleur toute magistrale, était son fils, un fils unique, auquel il avait régulièrement envoyé, sans récrimination

aucune, cinq mille francs chaque année à Paris, pendant tout le temps qu'il y avait passé à étudier Mozart et Beethoven au lieu de suivre les cours de droit.

Le Cicéron bas-breton recueillit des félicitations plus bienveillantes qu'éclairées. Parmi les personnes qui remplissaient le grand salon du château de Cernan, bien peu étaient capables d'apprécier le chef-d'œuvre du célèbre compositeur italien et la merveilleuse intelligence musicale de ceux qui l'avaient interprété.

A l'extrémité du salon était assise la maîtresse de la maison, Mme la baronne de Cernan. C'était une femme de soixante ans environ, veuve d'un ancien ministre de Charles X. Sa physionomie échappait par sa nullité même à toute observation. A première vue, il était impossible d'en rien dire, si ce n'est qu'elle portait noblement ses dentelles d'Alençon et sa robe de velours noir.

Près de la baronne s'étalait une autre femme, d'une dizaine d'années plus jeune qu'elle, qui, à en juger par l'échancrure exagérée de son corsage et les artifices de sa coiffure, conservait encore quelques prétentions. Amie d'enfance de Mme de Cernan, la marquise de Rosbac se trouvait depuis huit jours au château, et la soirée se donnait en son honneur. Il était évident qu'elle avait été fort belle, et sa figure eût pu sembler encore assez attrayante, si je ne sais quel mélange de froideur, d'inflexibilité et de ruse, n'avait percé par intervalles derrière le sourire doucereux stéréotypé sur ses lèvres; mais il aurait fallu un œil bien exercé en ce moment pour apprécier cette révélation du caractère vrai de la marquise, tant elle mettait d'entraînement et de chaleur à féliciter Mme de Cernan sur la beauté, la grâce et les talens de la jeune fille qui se trouvait au piano. Cette jeune fille n'était autre que Mlle Marthe de Montbrun, nièce et héritière présomptive de la baronne.

Une blonde pensionnaire de quinze ans, fille de la marquise, jouait avec son éventail à côté des deux amies, et jetait à la dérobée des regards pleins d'une satisfaction naïve sur les nœuds de ruban et les bracelets dont elle se voyait parée pour la première fois de sa vie.

A quelques pas de là, une demi-douzaine de jeunes gens étaient groupés autour de la vicomtesse Julia de Cernan, veuve peu désolée d'un époux septuagénaire. Encore vêtue de crêpes funèbres qui faisaient admirablement ressortir l'éblouissante blancheur de ses bras et de ses épaules, la très jolie et très coquette vicomtesse paraissait n'accorder qu'une médiocre attention à la musique, et adressait de temps en temps un sourire ou un mot à ses adorateurs, comme pour les empêcher d'oublier qu'elle était dans le salon la seule femme dont il leur fût permis de s'occuper.

Le reste de l'auditoire pouvait se comprendre dans deux grandes divisions. D'un côté du salon était rassemblée l'aristocratie féodale du département; de l'autre, l'élite de la bourgeoisie de B... Le château de Cernan était un terrain neutre où l'on pouvait se rencontrer sans se compromettre; si la noblesse et la roture ne s'y donnaient pas la main, elles s'y contemplaient du moins face à face. La baronne aurait peut-être assez volontiers ouvert exclusivement ses portes aux châtelains des manoirs environnans; mais le baron de Cernan avait eu, comme bien d'autres, des velléités de députation, et tout en déplorant la triste nécessité où le réduisait le malheur du temps, il n'en avait pas moins prodigué ses visites, ses pâtés truffés et ses poignées de main aux fonctionnaires et aux petits propriétaires de B... Cette condescendance intéressée avait créé entre le château et les habitans de la petite ville des relations que Mme de Cernan, devenue veuve, ne s'était pas donné la peine de briser. D'ailleurs les jeunes hôtes des castels d'alentour auraient suffi difficilement à défrayer une soirée dansante, et si les majestueuses épouses des hobereaux bretons se récriaient tout haut contre ce flagrant mépris des convenances et cet encouragement évident donné aux principes révolutionnaires, leurs maris et leurs filles acceptaient d'assez bonne grâce une dérogation aux us et coutumes de la noblesse bas-bretonne, compensée par un notable renfort de frais visages et de polkeurs intrépides.

En définitive, l'avantage ne restait pas à l'aristocratie. Si la tournure et la toilette des beautés de B... sentaient fort la province, il faut bien avouer que les jeunes filles élevées à l'ombre des tourelles héréditaires étaient pour la plupart de lourdes villageoises, encore bien moins initiées que les premières aux raffinemens de la civilisation. Les gentilshommes campagnards en jugeaient bien ainsi, et on en avait vu plus d'un, à la suite de ces réunions, mettre son cœur et ses quartiers de noblesse aux pieds de quelque Circé plébéienne, au grand scandale de la province et au désespoir plus grand encore des mères de famille riches d'une collection trop variée de filles d'un sang illustre, mais déplorablement majeures.

Ces énormités creusaient des abîmes d'inimitié entre les deux camps féminins. Hostiles sur tous les points, ils ne s'accordaient que dans une jalousie sans bornes pour la fortune, la distinction et les ravissans colifichets parisiens de Mlle de Montbrun. Cette jalousie se traduisait par d'amères critiques de ses goûts et de son caractère, critiques qui s'appuyaient sans scrupule sur de fantastiques exagérations et de très gratuites calomnies. On la déclarait fière, dédaigneuse, pédante, enfin *excentrique*, adjectif qui résume en province les plus accablantes accusations. Il était généralement

admis qu'elle faisait des armes comme le chevalier de Saint-George, écrivait un traité d'astronomie et fumait vingt cigarettes par jour. Quand de pauvres vieilles femmes, soignées et consolées par elle, exaltaient sa bonté devant quelque rigide douairière et la nommaient la providence des paysans, la bonne dame haussait les épaules et murmurait tout bas le mot de *socialisme*. Les hommes eux-mêmes, d'ordinaire portés à l'indulgence envers les femmes aussi belles que Marthe, faisaient volontiers leur partie dans ce concert d'absurdes commérages. Les lions de B..., — à savoir trois officiers de cavalerie en garnison dans cette ville, un professeur de rhétorique, deux premiers clercs de notaire et un poète incompris, — se regardaient comme justement offensés de son indifférence pour leurs madrigaux en prose et en vers, de sa persistance à ne jamais assister aux bals de la sous-préfecture, aux concerts d'amateurs et aux parties de campagne, dont la vicomtesse Julia ne dédaignait pas de faire le plus bel ornement. Les gentilshommes des environs avaient encore de bien plus sérieux griefs. Bon nombre d'entre eux, auxquels les terres de la baronne auraient été d'un grand secours pour relever l'éclat d'une maison jadis florissante, avaient vu leurs prétentions à la main de Marthe absolument repoussées, après s'être résignés pendant des mois entiers à des dépenses exorbitantes de gants jaunes, de cravates multicolores et de complimens mythologiques.

Quand Manuel vit Mlle de Montbrun quitter le piano, il se leva et suivit d'un regard anxieux tous ses mouvemens. Bientôt il se rassit avec colère : elle s'apprêtait à chanter un second duo avec George Servet. Il lui fallut faire un immense effort sur lui-même pour supporter ce nouveau supplice sans que ses regards révélassent ses tortures. Il ouvrit une *Revue*, et affecta de la lire attentivement; mais il ne voyait qu'une seule phrase sur toutes les pages : « Quand donc pourrai-je lui parler? » Dès que le chant eut cessé, il releva la tête, et vit Mlle de Montbrun traverser un salon où on jouait au whist et au boston, entrer dans un boudoir qui touchait à l'appartement de la baronne et en refermer la porte sur elle. Il éprouva un soulagement énorme : personne ne pouvait plus ni la voir, ni l'entendre, ni lui parler. Pendant cinq minutes, il promena autour de lui le regard joyeux d'un homme qui vient d'être délivré d'un cauchemar; il s'aperçut alors que George n'était plus dans le salon.

Une pensée horrible, une de ces pensées qui se traduisent immédiatement par une souffrance physique et étreignent le cœur comme une main de fer, lui vint aussitôt. Il fit quelques pas, puis s'arrêta. De quel droit pouvait-il ouvrir la porte que Mlle de Montbrun avait fermée? Une idée lumineuse traversa en cet instant son cerveau. Un vaste balcon régnait sur toute la façade du château; il pouvait arriver par là jusqu'au boudoir et voir ce qui s'y passait. C'était de l'es-

pionnage s'il en fut; mais la passion arrivée à un certain degré d'exaltation n'est jamais scrupuleuse. Il fut bientôt sur le balcon et arriva quelques secondes après devant la croisée du boudoir.

A peine y eut-il jeté un regard, qu'il respira librement : Mlle de Montbrun était seule. A travers la mousseline transparente des rideaux, il l'aperçut à moitié couchée sur un sopha. Ce n'était plus l'éblouissante créature que cent personnes contemplaient tout à l'heure avec admiration ou envie; son front était pâle, son regard était voilé; il y avait un indicible découragement dans sa pose.

— Cette femme aime, se dit Manuel; est-ce George, est-ce moi? Il faut que je le sache.

Il poussa la croisée, qui céda sans difficulté, entr'ouvrit les rideaux, et se trouva à trois pas de Mlle de Montbrun.

Au bruit qu'il fit en exécutant ce mouvement, Marthe écarta sa main de son front, et, sans témoigner ni surprise ni frayeur, elle attacha sur lui un regard triste et profond. Manuel se crut aimé. Il allait se jeter à ses pieds quand la porte s'ouvrit brusquement. La ritournelle d'une valse et la blonde pensionnaire dont nous avons déjà parlé firent en même temps irruption dans le boudoir.

— Je savais bien que je la trouverais, moi, s'écria la jeune fille avec une gaieté enfantine. Mon frère vous cherche partout depuis cinq minutes. Viens donc, Gaston, continua-t-elle en se retournant vers la porte.

Un jeune homme frisé et ganté à ravir se précipita dans le boudoir, et rappela à Mlle de Montbrun qu'elle devait danser avec lui. Marthe prit son bras; subitement transformée, elle passa devant Manuel vive, gracieuse, légère, et lui jeta ces mots en souriant :

— Vous ne dansez donc jamais, monsieur Belmar?

L'indignation empêcha Manuel de répondre.

En sortant, la blonde pensionnaire, restée en arrière, se retourna pour lui lancer un regard sympathique. Elle se croyait sur la voie d'une histoire d'amour, et se jurait à elle-même de remplir dignement l'emploi de confidente. Manuel la trouva horrible. Rien n'était pourtant plus frais et plus délicieusement mutin que cette jeune fille.

Une fois seul, il se jeta sur le sofa, précisément à la place que Mlle de Montbrun venait de quitter, posa sa tête sur le coussin où elle s'était appuyée, et aspira lentement le vague parfum qu'elle y avait laissé; mais bientôt, cédant à un sentiment involontaire, il rentra dans le salon, se mêla à un groupe de causeurs, et regarda Marthe valser avec un mélange de ravissement et de fureur. L'inévitable maître Servet l'attendait encore là.

— Voyez donc le joli couple! dit l'avocat en désignant de la main Marthe et son danseur.

Le jeune homme avec lequel Mlle de Montbrun valsait était la

copie exacte de la gravure de modes du mois précédent : coupe des cheveux et de la barbe, forme du gilet, pose apprêtée, rien n'y manquait. Tout cela constituait aux yeux de M. Servet le type suprême de l'élégance et du bon goût.

— Comme elle écrase toutes les autres femmes! poursuivit-il en regardant Marthe. Et lui, *quel joli cavalier!* Entre nous, je crois qu'il pourrait bien songer à devenir pour elle quelque chose de plus qu'un valseur. Je ne donne pas beaucoup dans l'amitié de jeunesse qui a amené cette vieille marquise de Rosbac de l'autre bout de la France ici, pour présenter à la baronne son fils et sa fille. Je jurerais qu'il y a là-dessous quelque arrière-pensée matrimoniale; je me défie d'elle malgré tous ses grands airs. Je ne serais pas étonné qu'il y eût quelque brèche à sa fortune. J'y veillerai. Je l'attends au contrat, et quelque fine qu'elle soit, elle ne parviendra pas à me tromper.

Manuel était à bout de patience, quand la fin de la valse amena la dispersion du groupe dont il faisait partie. Il se sépara de l'avocat sans aucune cérémonie et essaya de se rapprocher de Marthe. Malheureusement pour Manuel, le danseur de Marthe s'appuya sur le dos du fauteuil où elle était assise, et ayant rencontré une pose qui faisait ressortir les grâces de sa personne, il sembla décidé à lui débiter le plus longtemps possible de délicieuses fadeurs, qu'il supposait irrésistibles, à en juger par le sourire de satisfaction répandu sur son visage.

Ne sachant que faire de lui-même, Manuel se mêla aux admirateurs empressés que la vicomtesse Julia savait retenir autour d'elle. Un nouveau supplice l'attendait là.

La vicomtesse n'avait rien épargné pour captiver Manuel; mais avec le tact que possèdent toutes les femmes coquettes pour apprécier le degré précis d'admiration qu'on accorde à leurs charmes, elle avait depuis longtemps reconnu qu'elle prodiguait inutilement ses plus séduisans sourires et ses toilettes les plus inimitables. Le dépit qu'elle en ressentit augmenta sensiblement, quand elle crut découvrir que Manuel aimait Marthe. Julia détestait Marthe, elle la détestait pour sa beauté, pour ses talens, quoiqu'elle affectât de les dédaigner, et plus encore peut-être pour la position qu'elle occupait au château, comme fille adoptive de la baronne. Devinant ce qui se passait dans l'âme de Manuel, elle voulut se donner le plaisir de la vengeance. Elle l'accabla de plaisanteries moqueuses et d'ironiques complimens sur son dédain des vains amusemens du monde et sur son zèle immodéré pour la science. Manuel, dont le cœur était plein de tristesse et d'amertume, eut d'abord moins d'esprit qu'il n'en aurait fallu pour repousser victorieusement d'aussi terribles attaques: puis, s'irritant de se sentir presque ridicule devant les élégans de B...,

qu'il méprisait cordialement, il finit par n'avoir plus d'esprit du tout, et fut très heureux qu'une mazurka vînt mettre un terme à ce tournoi de paroles.

Marthe dansait cette fois avec George. C'en était trop. Manuel entra dans le salon où l'on jouait, et frappa sur le bras d'un jeune homme qui suivait avec un recueillement parfait les vicissitudes d'un *piccolo*. — Juan, si nous partions? dit-il.

Le regard de Juan quitta un dix de trèfle pour se fixer sur son ami avec une expression de stupéfaction telle que Manuel jugea une explication nécessaire. — J'ai une migraine affreuse; cette chaleur me tue.

— Comme tu voudras, dit Juan en se levant.

Quelques minutes après, les deux amis roulaient sur la route de B...

— Toutes les femmes se ressemblent, s'écria tout à coup Manuel ne jetant un cigare qu'il venait d'allumer avec le plus grand soin; toutes sont froides, artificieuses, coquettes...

— Je croyais que tu aimais Mlle de Montbrun, dit Juan du ton le plus calme.

— Moi! aimer cette femme de marbre, cette sirène sans cœur!

— Et ces traits de bienfaisance et de sensibilité dont tu m'as entretenu si souvent?

— Bah! — dit Manuel, enchanté de trouver une opposition qui lui permettait de parler de Marthe et d'épancher sa colère, — vertus d'apparat, sensibilité d'héroïne de roman! Ces femmes-là pleurent sur des orphelines d'opéra-comique; puis, quand elles ont des enfans, elles les abandonnent à des mercenaires pour aller faire de la philanthropie à travers champs. On accuse les Espagnoles d'être ignorantes, sensuelles, que sais-je? Eh! parbleu, j'aime mieux cela, on sait au moins à quoi s'en tenir! Mais ces Protées en robe de gaze qui passent d'une théorie sentimentale à une dissertation philosophique, et du lit d'un malade aux enivremens de la valse, qu'en penser? Oui, je leur préfère mille fois une femme qui a franchement dix amans.

Notez que si quelque imprudent bavard eût avancé devant Manuel que Marthe avait bien pu éprouver dans sa vie quelques sentimens d'amour pour un autre que lui, il n'aurait pas hésité à lui lancer à travers la figure le fouet avec lequel il frappait impitoyablement un pauvre cheval de louage qui trottait pourtant de son mieux.

Juan, pour toute réponse, lâcha la fumée de son cigare, et s'étendit au fond de la voiture en homme qui sait parfaitement à quoi s'en tenir, et qui trouve peu digne de lui de prodiguer ses paroles dans une discussion inutile.

II.

Juan et Manuel étaient depuis deux mois en Bretagne. Tous les deux étaient Espagnols, tous les deux venaient d'être proscrits à la suite d'une de ces révolutions, si fréquentes dans la Péninsule, qui, à défaut d'un plus sérieux résultat, ont du moins l'avantage de faire étudier forcément les mœurs des nations voisines à ceux qui se mêlent de travailler dans un sens ou dans un autre au bonheur de leur pays. Unis par des principes politiques communs, ces deux jeunes gens n'avaient du reste aucun rapport ni dans les goûts, ni dans le caractère.

Juan de Villa était un Castillan pur sang, grave, silencieux et indolent. pprendre les nouvelles politiques à la *Puerta del Sol*, absorber deux ou trois tasses de chocolat, dormir la sieste et fumer quelques cigares au Prado, en admirant les grâces coquettes des beautés madrilègnes, constituait une somme de bien-être et de distraction suffisante pour remplir ses journées depuis le 1er janvier jusqu'au 31 décembre, sans qu'il ressentît jamais la plus légère attaque d'ennui. Les idées modernes avaient cependant trouvé moyen de s'infiltrer sous la monotonie habituelle de cette existence. Juan avait mordu au fruit défendu; il ne disait plus « Dieu et mon roi! » mais « mon pays et la liberté! » et se jetait volontiers dans les insurrections bizarres dont l'Espagne possède la spécialité à peu près exclusive. De plus, il était riche, généreux, dévoué à ses amis; il avait enfin assez de cœur pour qu'on ne songeât pas trop à s'inquiéter de son esprit. Nous ajouterons, pour nos lectrices, que Juan avait vingt-huit ans, de fort beaux yeux noirs et une tournure très distinguée.

Don Manuel Belmar était un homme d'une tout autre trempe. Il était beau, non pas de cette beauté purement matérielle qui séduit les douairières et fait rêver les femmes de chambre, mais beau par la mobilité expressive de ses traits, l'énergie passionnée de son regard et la fierté audacieuse qui rayonnait sur son front vaste et brun. Il unissait l'imagination enthousiaste et la vivacité d'impression de l'Andaloux aux tendances méditatives et à l'insatiable ambition intellectuelle des races septentrionales. Depuis deux ou trois ans, il était compté parmi les écrivains politiques les plus distingués de Madrid. Fougueux dans ses opinions et fort intolérant pour ceux qui n'adoraient pas ses idoles, il avait de zélés admirateurs et des détracteurs opiniâtres. Son éducation, commencée par des prêtres fanatiques, s'était achevée à Paris, à une époque où les idées nouvelles faisaient explosion de toutes parts. C'est ce qui expliquait son caractère. A son excessif amour

pour toutes les libertés, à son horreur pour toutes les entraves, pour tous les priviléges, on reconnaissait le nouveau converti et l'esclave qui vient de briser ses chaînes. Manuel, tel que nous le dépeignons, se fût trouvé en France d'une vingtaine d'années en retard sur ses contemporains. Nous sommes en fait de politique si désillusionnés sur les messies modernes et sur leurs nouveaux dogmes, si blasés par des changemens à vue sans cesse répétés, en fait de religion si accoutumés à voir le siècle et l'église suivre paisiblement deux lignes diamétralement opposées, qu'aux yeux de notre sénile expérience les croyances ardentes et les haines juvéniles de nos voisins sont bien près de ressembler à un anachronisme ou à une naïveté; mais Manuel était Espagnol, ce qui suffirait à l'excuser. Il avait d'ailleurs assez d'esprit pour se faire pardonner, même par un Français, de croire encore à quelque chose.

Les ombres ne manquaient pourtant pas au portrait que nous venons d'esquisser. Il y avait plus d'audace d'imagination que de force réelle dans ce que Manuel appelait l'indomptable énergie de son caractère, assez d'égoïsme dans le peu de compte qu'il tenait des obstacles que pouvait lui opposer la volonté d'autrui, un mélange très notable de puérile vanité dans les hautes aspirations de son orgueil, enfin un germe d'ambition personnelle en bonne voie de développement sous la générosité de ses doctrines et le noble désintéressement de ses paroles. Manuel, il est vrai, n'avait pas assez vécu pour que les côtés faibles de sa nature eussent pu encore se produire au grand jour, et il aurait repoussé de très bonne foi, comme des accusations mensongères, ce que nous donnons ici pour des vérités constatées.

Les deux proscrits étaient venus en Bretagne sans trop savoir pourquoi. Ils s'arrêtèrent à B... parce que la situation très pittoresque de cette petite ville leur plut, et y restèrent, l'un parce que la pêche lui parut un divertissement fort agréable, l'autre parce qu'il devint amoureux de Mlle de Montbrun.

Nous n'entreprendrons pas de décider lequel des deux fut le plus sage ou le plus heureux dans son inclination. Ce serait recommencer une fois de plus l'éternelle et inutile querelle entre les caractères calmes et les caractères passionnés, entre la végétation et la vie. Le fait est que Juan et Manuel jouissaient depuis deux mois de presque toute la somme de félicité qu'ils étaient capables de connaître, bien que leurs deux existences différassent profondément. Juan passait toutes ses journées en mer, très joyeux quand le vent était bon et que les poissons daignaient mordre à sa ligne, prenant philosophiquement son parti quand un *grain* le mouillait jusqu'aux os, ou que les habitans de l'Océan se montraient d'une défiance obstinée à l'en-

droit de l'hameçon. De retour à B..., il dévorait le produit de sa pêche avec cet appétit féroce que les marins et les chasseurs connaissent seuls, et ne manquait pas de trouver à ses saumons et à ses rougets une saveur toute particulière. Puis il fumait deux ou trois cigares et s'endormait avec la tranquillité d'une bonne conscience et l'espoir d'une brise favorable pour le lendemain.

Le temps que Juan consacrait à ces divertissemens aquatiques. Manuel le passait en grande partie au château de Cernan, où George Servet l'avait présenté dès les premiers jours de son arrivée en Bretagne. Il n'avait pas tardé à gagner les bonnes grâces du vieil abbé qui remplissait les fonctions d'aumônier chez la baronne. Sous prétexte d'entomologie et de botanique, il était admis dans la bibliothèque, où se trouvait presque toujours Mlle de Montbrun, et s'associait aux longues promenades, moitié charitables, moitié scientifiques, que le savant ecclésiastique et son élève faisaient dans les environs du château. N'osant pas retourner deux fois dans la même journée chez Mme de Cernan, et préférant, bien entendu, les conversations intimes du matin aux visites officielles du soir, il employait le reste de ses heures en courses solitaires qui se prolongeaient parfois bien avant dans la nuit, ou en causeries avec maître Servet, qui avait à ses yeux le charme immense d'être l'homme d'affaires et le conseiller intime de la tante de Mlle de Montbrun.

En apparence, la vie de Manuel était aussi monotone, aussi paisible que celle de Juan, en réalité c'était une perpétuelle alternative de joie folle et de désespoir, un orage sans fin. Il y avait certains jours où, quand il traversait à cheval les bois de sapins, les landes et les étroits sentiers qui séparaient le château de la petite ville, il se fût aisément persuadé que les arbres n'étendaient leurs rameaux au-dessus de sa tête que pour l'abriter, que les oiseaux chantaient pour saluer son passage, que les genêts en fleurs répandaient pour lui seul leurs suaves parfums. Ces jours-là, la Bretagne lui semblait un coin privilégié de la création, un véritable paradis terrestre. Ses côtes granitiques éternellement battues par la mer, ses collines revêtues de bruyères roses, ses plaines de blé auxquelles le vent communique les ondulations de la vague, sa ceinture de roches grises que d'innombrables goëlands couronnent d'une frange vivante, ses landes sans bornes où l'œil se perd comme la pensée dans la contemplation de l'infini, composaient, selon lui, le spectacle le plus grandiose, le plus émouvant, le plus profondément poétique qu'il eût jamais admiré. Maître Servet pouvait aussi ces jours-là, sans crainte d'être interrompu, dresser le bilan de toutes les fortunes du département, remonter jusqu'aux racines les plus problématiques des arbres généalogiques de tous les hobereaux de la province et faire l'historique de tous les procès fameux plaidés depuis trente ans

dans le ressort. Il n'est pas bien prouvé que Manuel l'écoutât toujours, mais il est certain qu'il l'écoutait souvent sans ennui, car rien de ce qui se passait dans le pays habité par Marthe ne pouvait lui sembler tout à fait dénué d'intérêt. Pourquoi donc tout cela? Marthe l'avait regardé d'une certaine manière, lui avait fait une réponse insignifiante avec une certaine intonation, avait pris en l'écoutant une certaine pose; en un mot, il se croyait aimé.

Le lendemain de ces jours heureux, il partait pour le château le cœur gonflé de joie, convaincu que le premier regard de Marthe allait confirmer ses espérances, fixer à jamais sa destinée; mais soit fatalité, soit dessein préconçu, les choses prenaient toujours alors une tournure inusitée. Tantôt il trouvait Marthe écoutant avec une si imperturbable attention les doctes dissertations de l'abbé, qu'il était absolument impossible d'obtenir d'elle une phrase ou un regard; tantôt elle se montrait d'une gaieté folle, d'une insouciance d'enfant, le plaisantait, taquinait l'abbé, et leur faisait faire des courses immenses à travers champs, à la recherche de quelque introuvable fleurette. Tant qu'il était près d'elle, il ne savait trop lui-même s'il était plus furieux que charmé; mais, une fois seul, le mécontentement et la colère dominaient tous les autres sentimens. Il accusait Marthe de manquer de cœur, de se jouer de lui, et se jurait à lui-même de ne pas la revoir sans lui parler de son amour en termes si clairs qu'elle ne pourrait plus se croire le droit d'oublier le lendemain ce qu'elle avait fait ou dit la veille. Il allait quelquefois jusqu'à décider qu'il ne reviendrait plus au château. Cette seconde résolution, si toutefois c'en était une, ne résistait jamais au premier rayon du soleil. Quant à la première, il parvenait à l'entretenir dans toute sa force jusqu'à la porte de la bibliothèque; mais si Marthe l'accueillait avec un affectueux sourire, si elle rapprochait sa chaise de la sienne avec un chaste abandon, si elle se penchait pour lire dans le même livre que lui avec une intimité fraternelle, il se sentait heureux, si heureux qu'il oubliait tout, et restait devant son bonheur comme l'enfant qui retient son souffle devant la bulle de savon qu'il craint de voir s'évanouir dans l'air.

Tant qu'il voyait Marthe, Manuel n'était donc pas tout à fait à plaindre; mais il avait à subir de plus rudes épreuves. Il arrivait parfois, — et cela précisément alors qu'il se croyait le plus près d'atteindre à la félicité, — que Marthe passait un jour, deux jours, trois jours même sans paraître dans la bibliothèque. Ces jours-là, Manuel était à peine de retour à B..., qu'il reprenait au galop la route de Cernan. Il errait pendant toute la soirée dans les environs du château, et, la nuit venue, gagnait le coin d'un champ, d'où l'on apercevait les fenêtres de la chambre de Marthe.

Arrêtons-nous ici; nous craindrions que ces continuelles hésita-

tions et ces embuscades dans les chemins creux ne donnassen une très fausse idée du caractère de Manuel. C'était un garçon d'imagination, partant un peu romanesque, mais nullement timide, beaucoup plus passionné que sentimental, comme tous les méridionaux. Il s'étonnait lui-même de tout ce qu'il sentait et faisait depuis deux mois, car si quelques succès de salon obtenus d'après des règles stratégiques savamment appliquées ne l'avaient pas rendu fat, ils lui avaient du moins inspiré une idée exagérée de sa force contre les entraînemens du cœur. Enfin il aimait, il aimait pour la première fois, et l'amour fait et fera toujours faire bien des niaiseries et bien des extravagances aux hommes de tous les caractères et de tous les pays.

Nous avons laissé Manuel au coin d'un champ. Il y passait souvent de longues heures, attendant que l'appartement de Marthe s'éclairât. Dans cette fiévreuse attente, sa tête s'exaltait jusqu'à la folie; il se livrait à des suppositions aussi ridicules qu'absurdes, et formait mille projets absolument inexécutables. L'ombre de Marthe, plutôt supposée qu'aperçue derrière les rideaux, suffisait pour changer sa disposition d'esprit. Nous n'entreprendrons pas d'expliquer comment un fait aussi simple et aussi prévu que la présence de Mlle de Montbrun dans sa chambre pouvait avoir tant d'importance aux yeux de Manuel : certes il ne se l'expliquait pas à lui-même; mais dès qu'il l'avait entrevue, il découvrait mille causes fort naturelles à ce qui lui avait semblé jusque-là phénoménal, inoui, et retournait à B... presque joyeux.

Son espionnage nocturne n'avait malheureusement pas toujours un résultat aussi satisfaisant. Parfois les mains soigneuses d'une femme de chambre fermaient si hermétiquement les persiennes et les volets, que le plus mince filet de lumière ne trouvait pas moyen d'arriver jusqu'à lui. Il regagnait alors dans un état de fureur sans nom l'appartement qu'il partageait avec Juan, et, s'irritant de voir ce dernier dormir d'un profond sommeil tandis qu'il était torturé par l'insomnie, il l'éveillait impitoyablement pour lui faire subir le supplice prolongé d'une très maussade conversation. Après la soirée que nous venons de raconter, le repos du pauvre Juan aurait donc couru des dangers sérieux, si Manuel, recherchant l'espace et la fraîcheur comme tous les êtres brûlés par la fièvre, n'avait pas quitté sa chambre quelques minutes après y être entré pour descendre dans le jardin.

C'était une de ces nuits d'été où la nature, transfigurée par le clair de lune, présente des aspects tellement magiques, qu'on trouverait tout naturel de voir des sylphes se promener sur la pointe des herbes et danser de folles rondes sur les pétales des marguerites. Pas une feuille ne tremblait, tant l'air était calme. Deux rossignols cachés dans les jasmins se livraient une de ces luttes acharnées qu'on a vu

plus d'une fois se terminer par la mort du vainqueur, et le bruit lointain d'une chute d'eau formait une basse continue à leurs cadences sans fin; mais ce n'était ni pour le clair de lune, ni pour le rossignol, ni pour la cascade, que Manuel avait quitté sa chambre; aussi n'y faisait-il aucune attention. Il marchait à grands pas entre deux plates-bandes d'œillets, repassant dans sa mémoire tous les crimes commis par Marthe depuis le jour où il l'avait vue pour la première fois, et faisant des frais extraordinaires d'imagination pour découvrir des abîmes de machiavélisme et de perversité dans la conduite qu'elle avait tenue pendant la dernière soirée. Il lui écrivait en pensée des billets d'un laconisme terrifiant, dont les moindres paroles, profondément méditées, devaient écraser et confondre la coupable.

Après deux heures de cet exercice, il remonta dans sa chambre un peu soulagé par ces débauches de vengeance mentale, et écrivit tout simplement la lettre suivante :

« Marthe, je vous aime, vous le savez depuis longtemps. Je vous aime, et pourtant je ne sais que penser de vous. Vous étiez à mes yeux, non pas une créature plus belle et plus parfaite que toutes les autres, mais une révélation de Dieu, et je me demande aujourd'hui si vous n'êtes pas la plus vulgaire des femmes.

« Pardonnez-moi de vous parler ainsi, pardonnez-moi, j'ai trop souffert ce soir, j'ai trop souffert depuis deux mois que je vous aime. Depuis deux mois!... ne vous ai-je pas aimée toujours? N'est-ce pas vous qui avez enchanté mes premiers rêves? N'est-ce pas vous qui m'avez rendu dur et cruel envers les femmes que j'ai essayé d'aimer? J'étais avide d'amour, j'en rencontrais à peine le fantôme, et je brisais mes idoles. J'avais fini par croire que j'épuisais mes forces à la poursuite d'une chimère. Je m'en prenais à Dieu, je l'accusais de m'avoir fait entrevoir un type irréalisable ici-bas.

« Enfin je vous ai connue, et j'ai cru le bonheur possible sur la terre. Me serais-je encore trompé? Oh! je le sens, je ne pourrais supporter une déception. Sachez-le bien, si je perdais ma foi en vous, tout serait fini pour moi.

« Mais pourquoi vous parler ainsi? Peut-être suis-je seul coupable, peut-être me jugez-vous indigne de votre amour. Pourtant, j'en suis certain, si vous m'aviez aimé, j'aurais été bon, j'aurais été grand. Si par vanité, pour m'élever au-dessus de la foule, pour des applaudissemens qu'au fond je méprisais, j'ai su m'imposer de rudes labeurs, que ne ferais-je pas si j'avais l'espoir que vous, vous, Marthe, vous me disiez un jour : « Je suis heureuse, je suis fière de vous! »

« Que vous importe cependant? dois-je vous le dire? Oui, je veux tout vous dire aujourd'hui. Hier, quand votre regard s'est arrêté sur le mien, j'ai osé croire un instant que vous m'aimiez. Ne vous irritez

pas, l'illusion a été courte, et vous avez pris soin d'en effacer jusqu'à la moindre trace. Je le sais, Marthe, une femme ne parle pas à l'homme qu'elle aime avec ces yeux sourians et cette inflexion de voix moqueuse.

« Mais où donc espérez-vous trouver le bonheur, si vous dédaignez l'amour? Croyez-vous que l'étude et la contemplation de la nature puissent satisfaire tous les besoins du cœur de l'homme? N'auriez-vous pas encore compris que les livres mentent, que la nature est muette, que ce n'est qu'à travers l'amour, à travers l'amour seul, que nous pouvons entrevoir Dieu?... Peut-être savez-vous cela aussi bien que moi, peut-être un autre.... Oh! je vous en prie, dites-moi la vérité. Je sais que certaines femmes brisent un cœur sans scrupule et croiraient commettre un crime si elles manquaient à la plus niaise des prescriptions du monde; mais vous, si grande en tout, vous ne pouvez pas agir comme ces tristes esclaves des convenances. Dites-moi la vérité, je vous la demande à genoux! »

III.

Qu'on ne s'étonne pas si Manuel, sceptique comme nous avons laissé entrevoir qu'il l'était, parlait de Dieu à tous propos dans sa lettre : c'est une des plus inévitables conséquences de l'amour. Nous connaissons une femme qui arrêtait ses adorateurs au milieu de leurs plus brûlantes tirades et leur disait en riant : « Non, vous ne m'aimez pas, car vous ne m'avez jamais parlé de Dieu! » — Cette femme-là, qu'elle en eût conscience ou non, avait parfaitement raison. Toute émotion qui remue l'homme jusqu'au fond des entrailles excite en lui la soif de l'absolu. Le sentiment borné, purement individuel, qui n'aboutit qu'à fondre deux âmes dans la volupté, n'est pas de l'amour. Pour que le cœur de l'homme soit comblé, il lui faut quelque chose de plus que ce que la terre seule peut donner. Tous le sentent instinctivement, et voilà pourquoi croyans et incrédules, quand ils sont profondément ébranlés, ont sans cesse sur les lèvres et sous la plume le nom dans lequel se personnifie l'infini, quelle que soit du reste la définition dogmatique ou philosophique qu'ils se donnent à eux-mêmes du mot Dieu.

Après avoir cacheté son épître avec les soins minutieux (nous dirions puérils, si rien de ce qu'inspire un grand sentiment pouvait l'être) que tout homme se souviendra d'avoir pris pour la première lettre d'amour écrite à la première femme sérieusement aimée, Manuel se demanda comment il la ferait parvenir à Marthe.

Quelques minutes à peine après s'être posé cette question, il montait à cheval, et au bout d'une heure il s'arrêtait devant une chaumière isolée sur une vaste grève. Quoiqu'il ne fût que cinq heures

du matin, une femme était assise sur le seuil de cette pauvre demeure et raccommodait des filets, tandis que deux enfans à demi nus et beaux malgré leur aspect un peu sauvage se roulaient dans le sable à ses pieds. Manuel fut reçu comme une vieille connaissance par la mère et par les enfans.

— Comment va le père Joseph, Catherine? dit-il.

— Assez bien, mon bon monsieur, si ce n'est que depuis sa dernière attaque il n'entend guère plus qu'il ne voit.

Le père Joseph sembla vouloir prouver qu'il n'était pas aussi sourd qu'on le disait, car une voix cria de l'intérieur de la cabane :

— Avec qui causez-vous si matin, Catherine?

— Avec l'ami de M. l'abbé et de Mlle Marthe, répondit la paysanne.

— Que Dieu leur rende tout le bien qu'ils nous ont fait! dit le vieillard.

Joseph était un vieux marin pour lequel la terre n'avait été dès son enfance qu'un accessoire très insignifiant de l'Océan. Quand la vieillesse vint l'obliger à quitter son navire, il se rappela qu'une femme qu'il avait trouvé le temps d'épouser entre deux campagnes lui avait laissé une fille, et s'établit dans la cabane qu'elle habitait avec son mari, intrépide pêcheur dont le bateau était la seule fortune. La pauvre famille vécut pendant deux ou trois ans sans trop de misère, et le père Joseph commençait à trouver assez doux de dormir dans un lit, quand une nuit de tempête engloutit le pêcheur et sa chaloupe.

A son retour en Bretagne, le printemps suivant, Marthe trouva Catherine pâle et décharnée; ses enfans se mouraient de faim et de maladie, et le vieillard grelottait sous des haillons dans une chaumière en ruines. Elle usa de son influence sur sa tante en faveur de ces malheureux. Mme de Cernan fit au père Joseph une pension viagère, et la jeune femme eut un nouveau bateau avec lequel elle put gagner son pain et celui de ses enfans en transportant de la terre ferme aux îles voisines les habitans de la côte et les étrangers.

Dans les classes cultivées de la société, les dettes de cœur s'acquittent généralement en phrases sonores; ces pauvres gens ne savaient pas en faire, mais leur dévouement pour Marthe était sans bornes, absolu. Si elle avait ordonné à Catherine de se jeter dans un gouffre comme Curtius, ou d'étendre sa main sur des charbons ardens comme Mucius Scœvola, Catherine n'aurait cru faire que son devoir en lui obéissant. Manuel le savait, aussi n'hésita-t-il pas à confier son message à cette bonne paysanne.

Catherine n'avait aucune idée de nos préjugés arbitraires, qui font aux jeunes filles bien élevées un crime presque irrémissible de la réception de toute lettre non écrite par un parent au troisième degré

au plus. Elle avait souvent vu Manuel causer avec Marthe, et ne songea nullement à s'étonner qu'il lui écrivît, puisqu'il savait écrire. L'expresse recommandation de ne remettre la lettre à Mlle de Montbrun qu'en l'absence de tout témoin n'éveilla même pas l'ombre d'un scrupule dans sa conscience villageoise.

Manuel distribua quelques petites pièces de monnaie aux enfans de Catherine, et la quitta après lui avoir plusieurs fois recommandé de lui apporter avec toute la célérité possible la réponse qu'il espérait.

N'avez-vous pas éprouvé quelquefois l'envie de briser la boîte aux lettres pour en retirer la missive que vous trouviez d'une éloquence sublime tant qu'elle touchait le bout de vos doigts, et qui vous semblait subitement vulgaire ou ridicule, dès qu'en disparaissant dans l'étroite ouverture, elle était devenue la propriété de l'administration des postes? Manuel ressentit quelque chose d'analogue quand il eut fait une demi-lieue sur la route de B...; mais ce qui ne fut d'abord qu'une velléité prit des proportions démesurées à l'heure où il supposa que sa lettre pouvait être entre les mains de Mlle de Montbrun. En conséquence, il reprit au galop le chemin de la chaumière de Catherine, espérant arriver à temps pour empêcher sa lettre de tomber sous les yeux de Marthe, mais n'espérant peut-être pas moins qu'elle y aurait déjà répondu, sans s'inquiéter de mettre d'accord ces deux idées contradictoires.

Il trouva la paysanne, ses deux enfans et son vieux père assis en dehors de la cabane autour d'un énorme bassin de cuivre. Tous les quatre plongeaient successivement une grossière cuillère de bois dans une pâte noirâtre, mélange peu appétissant de blé noir et de millet cuits dans l'eau. Cette scène domestique, éclairée par les rayons dorés d'un beau soleil couchant et encadrée par la mer, ne manquait pas d'une certaine poésie rustique et patriarcale; elle n'inspira pourtant à Manuel qu'une violente indignation.

— Quelle brute est-ce donc que cette femme pour se repaître ainsi tranquillement quand elle a dans sa poche ma lettre ou celle de Marthe? se dit-il en descendant de cheval. Et s'approchant de Catherine, il l'interrogea brusquement. Sa réponse lui prouva que l'appétit de cette pauvre femme était moins coupable qu'il ne l'avait supposé d'abord. Elle lui raconta, avec la prolixité habituelle aux gens du peuple, son entrevue avec Mlle de Montbrun. Ce n'était que vers quatre heures du soir qu'elle avait pu la rencontrer seule dans la grande allée de châtaigniers. Elle lui avait remis le message dont elle était chargée, en lui disant que c'était de la part de M. Belmar. Mlle de Montbrun avait mis la lettre dans sa poche sans répondre un seul mot, puis elle était rentrée dans le jardin en la congédiant.

Manuel se fit répéter cinq ou six fois ces détails, et partit convaincu qu'il aurait une lettre de Marthe le lendemain. Le lendemain à midi, il n'avait rien reçu, et il se rendit chez Catherine, espérant y apprendre quelque chose. La paysanne était en mer avec ses deux enfans. Manuel revint le soir, il revint le lendemain matin, puis le soir encore. Catherine n'avait pas entendu parler de Marthe, et, ne comprenant rien à l'agitation de Manuel et à ses questions incohérentes, elle commençait à le regarder avec de grands yeux étonnés qui disaient assez clairement : — Est-ce que ce pauvre monsieur devient fou?

Nos orages de tête et de cœur seront toujours des folies pour les êtres simples qui vivent dans une continuelle communication avec la nature. On croit rendre raison de ce phénomène moral en disant que les sentimens et les idées ne peuvent guère se développer chez des créatures condamnées à épuiser leurs forces dans des travaux matériels pour gagner leur vie de chaque jour, ou bien encore en admettant que nos passions excessives sont un produit maladif de notre éducation, que les sciences, les arts, les lettres dépravent l'homme, comme l'a dit un philosophe célèbre. La preuve que cette explication est insuffisante, c'est que les ouvriers des villes, placés dans les mêmes conditions de travail et d'ignorance que les campagnards, sont bien loin de la résignation et de la quiétude de ces derniers. Il faut donc chercher une autre cause à la placidité d'âme des paysans. Dans les autres classes de la société, les hommes luttent contre des hommes, et le succès dépend d'une supériorité de volonté, de talent ou de savoir faire. La partie pouvant toujours se gagner, l'homme s'enfièvre et s'acharne au combat; mais que faire contre la gelée qui dessèche en une nuit les fleurs roses du pommier? contre la grêle qui hache les épis presque mûrs? contre la rivière qui déborde et ravage le potager? contre le vent qui brise et couche à terre le brin de trèfle et les grands arbres? Écrasé par l'inexorable puissance de la nature, l'homme des champs perd jusqu'à la notion de la résistance. Devant le fléau qui ruine ses espérances, il ne peut que croiser les bras et courber la tête. Inévitablement il devient fataliste en tout ce qui concerne ses intérêts, et porte dans les autres actes de sa vie ses habitudes de soumission à la destinée.

Manuel paya cher, au mois de juillet 1840, l'honneur d'être un représentant distingué des classes civilisées de la société. Pendant quatre fois vingt-quatre heures, il vécut dans un inexprimable état d'angoisse et de fureur. Dans la nuit du quatrième au cinquième jour, il écrivit à Marthe une seconde lettre mille fois plus passionnée que la première; à cinq heures du matin, il était devant la chaumière de Catherine. Il causait depuis quelques instans avec la paysanne, quand il distingua dans le lointain une forme blanche et légère qui

s'avançait rapidement sur le sable dans la direction de la cabane. Quelques secondes après, il reconnut Mlle de Montbrun. Elle arriva près d'eux pâle, émue, tremblante.

— Viens vite, Catherine; venez vite, monsieur; votre ami se meurt.

— Quel ami? dit Manuel.

— George, George, répéta-t-elle.

Puis, sans se reposer, sans répondre à aucune question, elle reprit précipitamment le chemin du château.

Elle ne s'arrêta que dans un petit bois de hêtres où Manuel aperçut George gisant évanoui à quelques pas des murs du jardin; sa tête avait porté contre une grosse pierre, et le sang ruisselait avec abondance de sa blessure. Le chapeau de Manuel servit à puiser de l'eau dans une fontaine voisine, Marthe lava la plaie et la banda avec son mouchoir. George entr'ouvrit alors un instant les yeux, puis les referma aussitôt sans prononcer une seule parole.

— Je vais aller chercher du secours, dit Manuel, que l'étonnement avait rendu muet jusque-là, et qui venait de reconnaître que George avait une jambe cassée.

— Non, dit Marthe, d'un ton absolu, il faut auparavant le transporter au fond du ravin, près du rocher qu'on nomme *le Saut du Cerf*. Aidé de Catherine, cela vous sera facile. Catherine, continua-t-elle, jette de la terre et des feuilles sur ces traces de sang.

Catherine obéit; puis elle unit ses forces à celles de Manuel, et en prenant des précautions infinies pour éviter à George des secousses douloureuses, ils descendirent, chargés de leur fardeau, une pente rapide qui conduisait à l'endroit indiqué par Marthe.

— Maintenant, monsieur, dit Mlle de Montbrun, dès que George fut déposé à terre, je vous confie M. Servet. Dites à son père et à tout le monde qu'en s'efforçant d'atteindre des plantes pariétaires que l'abbé désirait pour son herbier son pied a glissé sur la mousse humide du rocher, et qu'il a roulé jusqu'au fond du ravin. Cet accident n'est pas sans exemple dans le pays. Ayez soin de répéter cette fable devant lui, dès qu'il aura repris connaissance. Tu entends, Catherine.

Aussitôt elle disparut derrière les massifs de houx qui bordaient le sentier et laissa Manuel stupéfait.

Des bûcherons travaillaient dans le voisinage, la paysanne les appela. Ils firent un brancard avec quelques branches d'arbres et portèrent George dans la chaumière de Catherine. On l'étendit sur un lit, et un paysan à qui Manuel prêta son cheval fut chargé d'aller à la ville et d'en ramener en toute hâte un médecin.

Manuel s'assit près de George. De poignantes réflexions commencèrent à se faire jour au milieu de l'horrible confusion qui régnait dans son esprit. Il croyait faire un mauvais rêve et luttait de toutes

ses forces contre les convictions que lui apportait l'examen attentif de la réalité. Il imaginait des circonstances impossibles, des complications d'événemens inouis pour s'expliquer, sans accuser Marthe, les faits dont il venait d'être témoin; mais cet échafaudage de justifications élevé à grand'peine s'écroulait en un instant. Comment douter de l'amour de Marthe pour George? Mais pourquoi donc alors avait-elle reçu sa lettre? Ce qui le confondait plus que tout le reste, c'était l'inaltérable présence d'esprit de Marthe, ce mensonge si lestement inventé, ces adroites précautions pour détourner tout soupçon. Comment une jeune fille avait-elle pu déployer tant de sang-froid, d'habileté, d'audace dans un semblable moment? Pendant les trois heures qu'il passa seul près du blessé, Manuel versa plusieurs fois des larmes de désespoir. Sa tête se perdait, et il serrait convulsivement son front entre ses mains. L'entrée du médecin et de M. Servet dans la chaumière vint enfin l'obliger à contenir cette agitation délirante.

Après avoir examiné attentivement la jambe de George, le médecin déclara qu'il ne voyait là qu'une fracture simple très facile à réduire. Quant à la blessure au front, ce n'était qu'une écorchure sans importance. Pendant qu'il posait un premier appareil, Manuel raconta à M. Servet l'accident arrivé à son fils conformément aux instructions de Marthe, et cette explication sembla parfaitement plausible à l'avocat. On coucha George sur les coussins de la voiture qui avait amené son père et le médecin, et tous trois reprirent la route de B...

Manuel, resté seul avec la paysanne, lui demanda la lettre qu'il lui avait remise le matin; puis, déchirant une page de son porfeuille, il écrivit rapidement au crayon les mots suivans :

« Depuis quatre jours que vous avez reçu ma lettre, mademoiselle, comment n'avez-vous pas trouvé le courage de m'avouer que vous aimiez George? En perdant tout espoir de bonheur en ce monde, j'aurais pu du moins conserver des illusions que vous venez d'anéantir à jamais. A qui pourrai-je croire désormais, puisqu'il faut douter de vous? »

Il remit ce billet à Catherine en lui ordonnant de le porter immédiatement à Mlle de Montbrun et passa le reste de la journée à errer dans la campagne.

Les réverbères projetaient déjà leurs modestes lueurs sur les pavés déserts quand il rentra dans B... Il ne trouva pas Juan dans sa chambre et en fut contrarié. Il éprouvait ce besoin de se replonger dans le courant des vulgarités de la vie qui est assez ordinaire après les grands désastres, quand la douleur est mélangée d'irritation. Agir comme tout le monde, c'est une protestation contre la souffrance qui nous a été infligée. Cette disposition d'esprit conduisit Manuel dans l'un des deux cafés que la petite ville se glorifiait de posséder.

Dès qu'il se montra sur la porte du café de Paris, la dame du comptoir fit un geste aux nombreux adorateurs qui l'entouraient pour leur imposer silence. Des regards significatifs s'échangèrent entre les habitués attablés devant leurs dominos, et des phrases commencées à voix haute s'achevèrent sur un ton infiniment plus discret.

La vérité est que le cordon bleu d'un château voisin, allant chercher ses provisions à la ville, avait aperçu, sous les murs du parc de Cernan, George étendu par terre et baigné dans son sang, et près de lui Mlle de Montbrun. Elle n'avait pas jugé nécessaire de quitter le bât rustique sur lequel elle se prélassait entre deux paniers pour porter secours au blessé; mais elle avait mis un louable empressement à raconter ce qu'elle venait de voir à la première domestique qu'elle avait rencontrée, et celle-ci s'était hâtée de redire à ses maîtres la tragique histoire. Au bout d'un quart d'heure, le récit de la cuisinière avait fait le tour du marché; au bout d'une heure, le tour de la ville. Après avoir subi un nombre illimité de variantes et s'être embelli en route des commentaires les plus dramatiques, il avait reçu enfin une forme définitive et consacrée par l'opinion. On ne s'arrêta pas à des invraisemblances de détail, et il fut admis que Manuel, dont les visites journalières à Cernan préoccupaient beaucoup la petite ville, ayant surpris son rival au moment où il enjambait le mur du château, l'avait frappé de plusieurs coups de poignard. A part le vulgaire plaisir du scandale, les membres de la belle société de B... trouvaient une jouissance toute particulière à s'entretenir d'une anecdote qui perdait de réputation l'objet de leurs jalousies ou de leurs rancunes. Aussi l'explication parfaitement innocente que donna la mère du malade aux innombrables curieux qui vinrent s'informer de l'état de George ne rencontra-t-elle que des incrédules. Les affirmations mêmes du médecin persuadèrent à bien peu de gens qu'un tibia rompu et une égratignure au front ne sont pas des coups de poignard. Dans les groupes de fumeurs, comme dans les conciliabules des coquettes émérites, on s'en tint à la première version.

Manuel s'aperçut bientôt de l'attention dont il était l'objet, et quoiqu'il n'en démêlât pas clairement le motif, la sourde colère qui grondait en lui augmenta sensiblement. Il s'assit devant une tasse de café, et parut absorbé dans la lecture d'un journal. Quelques jeunes officiers, placés près de lui, se bornèrent pendant quelques instans à des chuchotemens moqueurs et à des rires contenus; mais l'un d'entre eux, dont la taille était plus prodigieusement étranglée dans son corset et la moustache plus crânement retroussée que celle de ses camarades, reprit bientôt la suite des plaisanteries auxquelles il se livrait avant l'arrivée de Manuel, sans baisser le moins du monde le diapason ordinaire de sa voix. Manuel comprit alors à peu près de quoi il

s'agissait et se contint à grand'peine. Une phrase dans laquelle le bel esprit du régiment, donnant carrière à sa fertile imagination, comparait Mlle de Montbrun, qu'il lui plaisait de faire apparaître à sa fenêtre pendant la lutte des deux rivaux, à Hélène contemplant du haut des remparts de Troie le combat singulier de Pâris et de Ménélas, vint enfin le mettre hors de lui.

— Et de quel droit, monsieur, s'écria-t-il, parlez-vous ainsi d'une femme que vous ne connaissez probablement pas?

— Je pourrais vous demander, monsieur, de quel droit vous prenez sa défense? répondit l'officier en se redressant fièrement.

— Du droit qu'a tout homme bien élevé de donner une leçon à un insolent, répliqua Manuel exaspéré.

L'insulte était flagrante, les cartes des deux adversaires furent échangées, et la rencontre fixée au lendemain matin.

Le jour de l'accident de George, les hôtes et les habitans de Cernan étaient partis, dès huit heures du matin, pour aller visiter un vieux parent de la baronne qui habitait dans les environs, et n'étaient rentrés au château qu'à une heure très avancée de la soirée. Catherine ne put donc remettre à Marthe le billet de Manuel que le lendemain. Dès qu'elle y eut jeté les yeux, son visage pâlit, et des larmes roulèrent lentement sur ses joues. Elle les essuya aussitôt et écrivit quelques mots. — Va sans retard à la ville, dit-elle à la paysanne, et remets toi-même ce billet à M. Belmar. A quelque heure que tu reviennes, monte dans ma chambre et fais-moi prévenir par Jenny. Emprunte un cheval au fermier pour aller plus vite.

Quand Catherine arriva devant la maison habitée par Manuel, toutes les commères du quartier étaient réunies devant la porte et se livraient à de bruyantes exclamations. Obéissant ponctuellement aux recommandations de Marthe, la paysanne demanda à l'épicière retirée, propriétaire de la maison, qui jouait le principal rôle dans cet attroupement féminin, si M. Belmar était chez lui.

— S'il est chez lui! Et où voulez-vous qu'il soit, le pauvre monsieur? Croyez-vous qu'on se promène avec un coup d'épée dans la poitrine? Jésus, mon Dieu! comment ne meurent-elles pas de honte sous leurs dentelles, ces grandes dames qui s'amusent à faire égorger les gens pour leurs beaux yeux?

— Et comment ce malheur est-il arrivé? dit la paysanne.

— Comment? Demandez-le à cette belle demoiselle que vous promenez quelquefois dans votre bateau. Une jolie histoire! continua l'épicière en commentant à sa façon les événemens. Elle avait trois amoureux, M. George, un officier, et notre pauvre *monsieur*, et leur faisait croire à tous les trois qu'elle les aimait; mais un beau jour ils en sont venus à s'expliquer, et l'officier a dit aux deux autres qu'ils mentaient, que la demoiselle n'était amoureuse que de lui. Les deux

autres ont voulu se battre tout de suite, et l'officier, dont c'est le métier de tuer les gens, a blessé M. George et mis notre pauvre *monsieur* à toute extrémité.

— S'il n'est pas mort, on peut le voir? Je suis chargée d'une commission pour lui, dit Catherine.

— Montez si cela vous plaît; mais que voulez-vous qu'il fasse de votre commission dans l'état où il est? dit l'épicière. Vous feriez aussi bien de la reporter à la personne qui vous l'a donnée.

Sans tenir compte de ce conseil, Catherine s'élança sur l'escalier qui conduisait à la chambre de Manuel, et fut bientôt devant la porte. Juan vint lui ouvrir.

— J'ai une lettre à remettre à M. Belmar, dit la paysanne.

— Une lettre de qui?

— De Mlle de Montbrun.

Juan n'était pas très au courant des circonstances qui avaient amené le duel de Manuel, mais il en savait assez pour être convaincu que les coquetteries de Marthe étaient la seule cause d'un événement qui allait peut-être lui enlever un ami qu'il chérissait tendrement. Il nourrissait donc contre elle un profond ressentiment.

— Reportez son billet à Mlle de Montbrun, dit-il avec amertume, et dites-lui que M. Belmar sera probablement mort demain.

Vers trois heures de l'après-midi, Marthe était au piano, et jouait un morceau à quatre mains avec la fille de la marquise, quand sa femme de chambre vint lui dire quelques mots à l'oreille. Un tremblement involontaire agita ses mains; mais elle n'en arriva pas moins assez heureusement jusqu'à l'accord final. Elle quitta alors le salon et monta précipitamment dans sa chambre.

L'air consterné de la paysanne la frappa tout d'abord. — Qu'as-tu donc? que s'est-il passé? lui dit-elle. — Catherine lui remit son billet et lui raconta tout ce qu'elle venait d'apprendre. Les alternatives de pâleur livide et de rougeur éclatante par lesquelles passa le visage de Marthe trahirent seules ses angoisses pendant ce récit.

— Attends-moi ce soir à dix heures et demie, dit-elle à la paysanne aussitôt que celle-ci eut cessé de parler; nous irons ensemble à la ville.

Catherine la regarda avec stupéfaction; mais l'idée de faire la moindre objection à une volonté exprimée par Mlle de Montbrun ne pouvait pas naître dans son esprit.

— Faudra-t-il préparer mon bateau? dit-elle.

— Non, le vent peut être mauvais, tu ne pourrais pas ramer seule, et personne ne doit savoir que je suis allée à B...

— Je demanderai alors son cheval au fermier.

— Je te le défends; j'irai à pied.

— Mais il y a deux bonnes lieues d'ici à B....

— Qu'importe? Attends-moi et prépare ton costume du dimanche, j'en aurai besoin.

Vers onze heures, Marthe était chez Catherine. La paysanne avait soigneusement fermé la porte qui séparait la première pièce de la chaumière de celle où dormaient son vieux père et ses enfans. Son unique jupe de drap noir, son corset brodé sur toutes les coutures et sa grande coiffe des dimanches étaient étalés sur son lit. Marthe laissa tomber le manteau qui l'enveloppait et revêtit ces habits grossiers; mais quand elle se regarda dans la petite glace entourée de bois rouge dont la cheminée de Catherine était ornée, elle éprouva un moment de découragement. Au lieu de dissimuler sa beauté, le léger échafaudage de mousseline blanche dont se compose la coiffure des femmes du Finistère ne faisait que mieux ressortir la rare pureté de ses traits et la fraîcheur délicate de son teint.

— Je ne puis me montrer ainsi, murmura-t-elle. — Catherine, ajouta-t-elle après un moment de réflexion, ta mère était du Morbihan; tu dois avoir conservé les grands capuchons qu'elle portait habituellement.

Catherine tira d'un vieux bahut un capuchon d'étamine brune.

— Voilà ce qu'il me faut, dit Marthe. Et, ôtant la coiffe brodée, elle jeta la lourde étoffe sur sa magnifique chevelure et l'abaissa sur ses yeux. — Maintenant, partons, dit-elle.

Il était une heure quand les deux voyageuses entrèrent dans B.... Marthe songea alors qu'il faudrait nécessairement expliquer cette visite nocturne à la personne qui les introduirait près de Manuel; mais le souvenir des bavardages que lui avait rapportés Catherine vint lui fournir un moyen facile de sortir d'embarras.

— Catherine, dit-elle, tu diras à la femme qui nous ouvrira la porte que tu as été envoyée par M. l'abbé pour demander si sa présence près de M. Belmar ne pourrait pas être utile, et tu me feras passer pour une de tes cousines que tu as amenée avec toi pour ne pas courir seule les champs la nuit.

Juan veillait près de son ami quand Catherine frappa à la porte du malade. Il vint ouvrir au bout de quelques instans et fronça le sourcil en reconnaissant la paysanne. Marthe s'avança alors et rejeta brusquement en arrière le capuchon qui voilait ses traits; Juan s'inclina respectueusement devant ce visage pâle et triste.

— M. Belmar pourra-t-il me reconnaître et m'entendre? dit-elle d'une voix tremblante en fermant la porte qui séparait la chambre du palier sur lequel était restée Catherine.

— Je l'espère, répondit Juan. Et il la conduisit près du lit du blessé.

— Manuel, dit Marthe, Manuel, m'entendez-vous?

Manuel ouvrit languissamment les yeux, puis les referma aussitôt, comme ébloui par une apparition inattendue.

— C'est un rêve, murmura-t-il. Marthe! non, c'est impossible.

— Oui, c'est bien moi, dit Marthe, c'est moi. Je suis venue pour vous dire que je n'ai jamais aimé George, que je n'ai jamais aimé personne, ajouta-t-elle plus bas.

Manuel saisit sa main et y appuya ardemment ses lèvres.

— Oh! maintenant je puis mourir, je mourrai heureux, dit-il d'une voix étouffée, et, épuisé par la souffrance et par une émotion au-dessus de ses forces, il retomba à demi évanoui sur son lit.

Marthe retira doucement sa main, qu'il tenait encore dans la sienne.

— Non, vous ne mourrez pas, dit-elle. Pensez à moi et guérissez-vous.

Puis, abaissant son capuchon, elle sortit de l'appartement.

— Ah! Juan, quel bonheur! Elle m'aime! dit Manuel avec une sorte de délire dès qu'il fut revenu à lui.

Rien n'était plus vrai : Marthe aimait Manuel.

IV.

Quelques détails sur la vie et sur le caractère de Mlle de Montbrun sont ici nécessaires.

Sa première enfance s'était écoulée dans un somptueux hôtel où de nombreux domestiques prévenaient tous ses caprices; mais sa mère, qu'elle adorait, était toujours pâle et triste, et ne posait jamais ses lèvres sur le front de sa fille sans le mouiller de ses larmes. Plus tard, Mme de Montbrun avait quitté Paris, n'emmenant avec elle que Marthe et une vieille femme de chambre, pour aller habiter au fond de la Touraine une humble maisonnette cachée dans les bois. Pendant le cours de quatre années, nul visiteur ne vint troubler la solitude des trois recluses, si ce n'est une cousine de Mme de Montbrun, mariée à l'unique notaire d'une petite ville des environs, qui, dans la belle saison, apparaissait souvent chez sa parente, suivie de six filles d'une remarquable laideur. Sans comprendre la cause d'un aussi complet changement d'existence, Marthe en jouit avec délices. Le grand air, la liberté, les soins de la campagne fortifièrent sa santé et lui causèrent mille ravissemens, jusque-là inconnus. La bienfaisante influence de cette paisible existence et de cette familiarité avec la nature semblait s'étendre jusque sur Mme de Montbrun. De légères couleurs commençaient à animer ses joues, jadis si blêmes : elle redevenait jeune et active pour partager les occupations champêtres de sa fille, et presque gaie pour sourire à ses jeux; mais ce bonheur ne devait pas durer.

Un jour que Marthe s'était laissé entraîner par un papillon assez loin de la maison maternelle, une chaise de poste passa près de la

prairie dans laquelle elle pourchassait de buisson en buisson l'insaisissable lépidoptère. Le postillon s'arrêta devant elle et lui demanda quelle direction il devait suivre pour arriver à l'habitation de Mme de Montbrun. Marthe se rapprocha du bord de la route pour lui répondre. Dès qu'elle eut prononcé quelques mots, la personne qui se trouvait dans la voiture mit la tête à la portière, et la jeune fille reconnut son père, qu'elle n'avait pas vu depuis son départ de Paris. Bien que le sentiment qu'elle avait de tout temps éprouvé pour M. de Montbrun tînt plus de la crainte que de l'affection, son premier mouvement fut de s'avancer vers lui pour se jeter dans ses bras; mais un regard froidement scrutateur la cloua à sa place. Le postillon, suffisamment renseigné, fouetta ses chevaux, et Marthe, toujours immobile, regarda la chaise de poste s'éloigner avec un vague pressentiment de malheur.

A son retour au logis, elle trouva la vieille servante bouleversée. Comme cette excellente créature ne brillait pas par la discrétion, elle confia à Marthe les bizarres commentaires que son imagination lui suggérait sur la visite de M. le comte, et finit par lui avouer qu'ayant écouté un instant à la porte de l'appartement dans lequel M. de Montbrun s'était renfermé avec sa femme, elle avait entendu cette dernière s'écrier : « Vous voulez donc ma mort, je n'y survivrai jamais ! »

Quand Mme de Montbrun parut dans la chambre de sa fille, elle la trouva baignée de pleurs. Trop émue elle-même pour songer à s'informer de la cause de son chagrin, elle la prit sur ses genoux, et, après l'avoir serrée longtemps contre son cœur, elle lui annonça entre deux baisers que son père devait l'emmener le soir même à Paris pour la présenter à une de ses tantes qui désirait vivement la connaître. L'existence de Marthe s'était tellement identifiée avec celle de sa mère, que l'idée qu'elle pouvait en être séparée un seul jour ne s'était jamais présentée à son esprit. Elle crut d'abord que Mme de Montbrun l'accompagnerait, et accueillit ce projet de voyage avec une joie enfantine; mais quand sa mère lui eut expliqué qu'elle devait partir seule, un profond désespoir s'empara d'elle. Elle se suspendit au cou de la comtesse, la couvrit de baisers et la supplia de la garder près d'elle. Par un effort sublime, Mme de Montbrun parvint à dominer sa propre douleur pour calmer celle de sa fille. Elle l'assura que leur séparation serait de courte durée, l'entretint longuement des joies du retour, et réussit si bien à endormir les inquiétudes de cette âme naïve, que Marthe monta sans trop pleurer dans la chaise de poste qui avait amené le comte. Le lendemain vers dix heures du soir, M. de Montbrun entrait avec sa fille dans le salon de sa sœur, Mme la baronne de Cernan.

Mme de Cernan était une ex-beauté, qui avait eu sur beaucoup de

ses rivales le rare avantage d'être incontestablement jolie. La nature l'avait du reste aussi bien douée que possible pour le rôle de femme à la mode; pas l'ombre d'esprit, de cœur, ou d'imagination; à part une très positive vanité, tout était négatif chez elle. Aussi fit-elle son métier en conscience. Pendant plus de vingt ans, il n'y eut pour elle que deux choses sérieuses dans la vie, les complimens et les chiffons; on l'admira, et elle fut heureuse. L'heure fatale de la retraite sonna pourtant enfin; mais le baron de Cernan ayant eu l'aimable attention de mourir précisément le jour où la comtesse fut forcée de s'avouer que ses dents jaunissaient, que son corset devenait trop étroit pour sa taille épaissie, et que les fils argentés envahissaient sans pitié l'ébène de ses bandeaux, cette coïncidence adoucit singulièrement les angoisses de ce moment suprême. Mme de Cernan eut ainsi un excellent motif pour quitter sans humiliation un monde qui la quittait, et s'enterra dans une de ses terres sous le spécieux prétexte d'y pleurer son mari, après avoir annoncé bien haut l'intention de n'en sortir jamais. Cependant, comme rien n'est moins divertissant qu'un éternel tête-à-tête avec l'ombre d'un époux qu'on n'a jamais aimé de son vivant, l'ennui vint bientôt renverser cette héroïque résolution. Au bout de dix-huit mois, Mme de Cernan était de retour à Paris, ne sachant trop à quel saint se vouer pour tuer le temps. Elle n'aimait bien entendu ni les arts, ni l'étude; restaient donc les *kings-charles*, le jeu et la dévotion. Elle en essaya. Le jeu la fatigua sans l'amuser, la profession de dame de charité la charma encore moins; elle fut plus heureuse du côté des quadrupèdes, et s'engoua fort d'une gracieuse petite levrette; mais cette distraction intime laissa encore bien du vide dans l'existence de Mme de Cernan. Ne pouvant supporter la solitude, elle finit par retourner dans le monde. Ce qu'elle y souffrit ne peut pas se décrire. Une actrice longtemps adorée du public et forcée tout à coup de rentrer dans l'humble troupeau des figurantes pourrait seule s'en former une juste idée. Un soir qu'elle était assise à l'extrémité d'une bruyante salle de bal, plus mécontente encore que de coutume d'elle-même et des autres, l'isolement et la tristesse développèrent chez elle des facultés d'observation qui ne s'étaient pas révélées jusque-là. Elle remarqua que plusieurs de ses amies, mères de fraîches jeunes filles de dix-sept à dix-huit ans, étaient aussi fêtées, aussi entourées, aussi gaies, que dans leurs plus beaux jours. Ce fut pour elle un trait de lumière. L'idée qu'il pouvait y avoir autre chose que de l'assujettissement et de l'ennui dans la maternité surgit pour la première fois dans son esprit, et dès le lendemain elle écrivait à son frère, le comte de Montbrun, avec lequel elle n'avait depuis longtemps que d'assez froides relations, pour lui témoigner son désir de connaître sa fille, lui laissant entrevoir qu'elle pourrait bien se charger de son

éducation et en faire son héritière, si la jeune Marthe lui plaisait.

Le comte s'était mis par de folles prodigalités dans une situation pécuniaire telle que rien ne lui paraissait plus incertain et plus sombre que l'avenir de sa fille, quand par hasard il y pensait. Il accueillit donc avec empressement les ouvertures de sa sœur, et n'hésita pas à user de l'autorité que la loi lui conférait pour enlever Marthe à Mme de Montbrun.

Le premier regard jeté par la baronne sur sa nièce décida de la destinée de la jeune fille. Marthe était aussi belle qu'on peut l'être à douze ans. Tranquille sur ce point, Mme de Cernan déclara immédiatement à son frère que Marthe serait traitée par elle comme si elle était sa propre fille.

L'enfant était très occupée à nouer des relations intimes avec la levrette pendant que se tranchait cette question si grave pour elle. Elle n'entendit rien, et s'endormit paisiblement une heure après, en rêvant au bonheur de revoir bientôt sa mère. Il se passa huit jours avant que son père, tourmenté par elle, lui apprît la vérité. Son désespoir fut horrible, et aurait pu nuire sérieusement à sa santé, si une lettre de Mme de Montbrun, la lettre la plus héroïque qu'une femme ait jamais écrite, ne fût venue lui faire un devoir de la résignation, et la bercer d'espérances que la pauvre mère était bien loin de concevoir.

Du reste, la baronne fit bien les choses. Marthe fut installée dans un délicieux appartement, on lui donna les meilleurs professeurs de Paris, ses robes et ses chapeaux vinrent de chez les meilleures faiseuses; Mlle Rosalie, première femme de chambre de la baronne, fut chargée de la partie morale de son éducation et du soin de sa garde-robe, et Mme de Cernan ne manquait guère d'emmener sa nièce avec elle toutes les fois qu'elle sortait à pied ou en voiture, car Marthe pouvait à la rigueur passer pour sa fille, ce qui au premier coup d'œil rajeunissait la baronne de quinze ou vingt ans.

Si on avait dit à Mme de Cernan que sa nièce n'était pas heureuse, elle eût haussé les épaules. Marthe mourait pourtant d'ennui et de tristesse au milieu de ce bien-être et de ce luxe. Elle n'avait pas tardé à reconnaître que sa tante l'aimait au fond un peu moins que son chien. Quant à Mlle Rosalie, c'était une vieille fille acariâtre, qui, comme toutes ses pareilles, avait les enfans en horreur. Très contrariée de la présence de Marthe chez la baronne, elle abusait singulièrement du pouvoir qu'on lui avait confié. L'idéal de la perfection consistait pour elle à se tenir droite, à ne pas faire de bruit et à ne jamais tacher ses robes. Pour une jeune fille habituée aux caresses d'une mère adorée et à l'entière liberté de la campagne, cette existence fut un enfer. Marthe était naturellement gaie, expansive, confiante; elle devint rêveuse et sauvage. Les premières inquié-

tudes de l'adolescence ne firent qu'augmenter cette disposition. Elle passait souvent des journées entières cachée au fond du jardin de l'hôtel, absorbée dans des pensées de révolte et combinant des projets de fuite. Dans l'amertume de ses rêveries, elle accusait souvent jusqu'à sa mère elle-même, car la mort de M. de Montbrun avait laissé la comtesse parfaitement libre de disposer de sa fille, et Marthe ne pouvait comprendre pourquoi, malgré ses supplications réitérées, elle ne la rappelait pas en Touraine.

Cette irritation sourde altérait sa santé et menaçait de fausser à jamais les belles qualités de son esprit et de son cœur. Heureusement pour elle, l'introduction d'un aumônier dans la maison de Mme de Cernan vint modifier son existence à l'époque où elle atteignait sa quinzième année.

Voici ce qui avait motivé cette innovation domestique. Dans le bourg le plus voisin du château habité l'été par la baronne, il n'y avait que deux prêtres, le curé et son vicaire. On n'y disait par conséquent que deux messes chaque dimanche, la messe basse à six heures du matin, et la grand'messe à dix heures, laquelle grand'messe était inévitablement accompagnée d'un sermon breton et suivie des vêpres. La baronne, revenue depuis quelques années aux pratiques du catholicisme, désirait cependant monter au ciel par la route la plus douce. Il lui déplaisait fort d'être obligée de se lever à quatre heures du matin, ou condamnée à passer trois heures au milieu de très sales laboureurs de la Bretagne, pour obéir aux prescriptions de l'église. Elle eut donc l'idée de faire restaurer une petite chapelle située à un quart de lieue du château et de prendre un aumônier. L'autorisation nécessaire lui fut aisément accordée par l'évêque du Finistère, qui lui désigna un vieux prêtre, rendu impropre aux rudes fonctions de curé de village par la faiblesse de sa santé. Il se trouva que cet ecclésiastique était à la fois un saint et un savant. La baronne ne s'en aperçut guère; mais comme son aumônier lui parut gai, spirituel et de première force au boston et au piquet, elle se félicita de son acquisition. Quant à Marthe, elle ne tarda pas à se sentir attirée vers lui par une irrésistible sympathie. Une affinité secrète ne pouvait manquer d'exister entre un vieillard dont l'âme avait conservé, grâce à l'austère pureté de ses mœurs, toute l'activité et toute la fraîcheur de la jeunesse, et une jeune fille en proie à l'agitation sans but et à la mysticité vague qui précèdent le développement des passions chez les organisations d'élite.

Au milieu des raffinemens égoïstes de la baronne et des absurdes tracasseries de Mlle Rosalie, Marthe étouffait. Son cœur se consumait lui-même faute d'aliment; son intelligence manquait d'air. Les conversations de l'abbé l'initièrent à une existence supérieure à laquelle elle aspirait sans s'en douter. Dans la bouche de ses professeurs, la

science n'était qu'une lettre morte, qu'une stérile nomenclature qui ne s'adressait qu'à sa mémoire. Dans celle du bon prêtre, ce fut une parole de vie. Les gens vulgaires parmi lesquels il avait vécu jusque-là étaient incapables de le comprendre; ce fut donc un bonheur pour lui que de rencontrer une élève telle que Marthe. Il trouva un extrême plaisir à éclairer son âme avide de lumière, à ouvrir des horizons nouveaux à son esprit, et entreprit de lui enseigner à peu près tout ce qu'il savait lui-même. Les premiers enivremens de la vie intellectuelle firent bientôt oublier à la jeune fille ses rébellions et ses ennuis. Elle cessa de se trouver malheureuse chez sa tante, et atteignit paisiblement sa dix-septième année, époque fixée pour sa présentation dans le monde.

La baronne avait depuis longtemps annoncé qu'elle donnerait un grand bal à cette occasion. C'était pour elle un événement de la plus haute importance. Elle connaissait l'influence d'une première impression et rêvait pour sa nièce un éblouissant triomphe. Aussi prodigua-t-elle des soins minutieux aux préparatifs de sa toilette. Elle médita profondément sur les différentes formes du corsage, fit torturer par sa femme de chambre la magnifique chevelure de Marthe pour décider quel système de coiffure il conviendrait d'adopter et lui essaya une douzaine de guirlandes. Elle se trouvait là dans son élément et s'y plongeait avec délices.

Ces préoccupations étaient cependant superflues. La jeunesse avait réalisé les promesses de l'enfance; Marthe était devenue une ravissante jeune fille, plus ravissante même qu'on ne l'est ordinairement à dix-sept ans, car le développement moral et intellectuel qu'elle devait à l'abbé ajoutait chez elle à la perfection de la forme le rayonnement de la pensée, qui est à la beauté physique ce qu'est le soleil dans un paysage.

Le jour solennel arrivé, Marthe entra toute parée vers huit heures du soir dans la chambre où sa tante achevait sa toilette.

— Vous êtes délicieuse ainsi, lui dit la baronne, en l'embrassant sur le front après l'avoir examinée avec une sérieuse attention.

Marthe s'assit près de la cheminée, tandis que Mme de Cernan mettait ses bagues et ses bracelets, en jetant de temps en temps un coup d'œil de satisfaction sur sa nièce. Elle se parait en imagination de la fraîche beauté de Marthe, et savourait d'avance les flatteries et les hommages, dont la mère adoptive d'une aussi charmante créature ne pouvait manquer d'être entourée.

A ce moment, un domestique remit à Mme de Cernan une lettre sur laquelle on lisait en gros caractères *très pressée*, preuve touchante de la naïveté de certains provinciaux qui s'imaginent sans doute que l'administration des postes fera chauffer un convoi spécial, ou ordonnera une distribution supplémentaire pour accélérer

l'envoi de leur missive. La baronne brisa le cachet et lut ces quelques mots :

« Madame la baronne,

« Votre belle-sœur la comtesse de Montbrun est dans un état désespéré. Le médecin m'a prévenue ce matin qu'elle n'avait peut-être pas vingt-quatre heures à vivre. Ma cousine connaît sa situation et désire vivement embrasser sa fille avant de mourir. Je vous supplie donc, madame, de faire partir Marthe immédiatement après la réception de cette lettre, car les minutes sont comptées.

« J'ai l'honneur, etc. « LOUISE SAUVAL. »

Rien ne pouvait plus contrarier la baronne qu'une semblable nouvelle. Comme tous les gens dont l'existence est complétement vide de sentimens, elle attachait une importance immense à ses distractions et à ses plaisirs. Elle jeta la lettre sur sa toilette, bien décidée à n'en parler à Marthe que le lendemain.

Marthe n'avait fait aucune attention à cet incident. Une altercation entre la baronne et sa camériste à propos de la pose d'un nœud de ruban l'arracha enfin à son repos. Elle s'approcha de la toilette pour donner son avis, et ses yeux s'arrêtèrent par hasard sur l'enveloppe de la lettre, tombée au milieu d'un amas de chiffons. Elle reconnut immédiatement le timbre de L... et l'écriture de sa cousine.

— Une lettre de Mme Sauval, et vous ne m'en avez rien dit! Ma mère est malade! s'écria-t-elle avec une horrible angoisse en regardant la baronne.

— Indisposée, répondit Mme de Cernan en rougissant de contrariété, ne te tourmente pas. Nous causerons de tout cela demain matin.

Mais Marthe, sans attendre l'autorisation de sa tante, avait saisi la lettre et la lisait en fondant en larmes.

— Adieu, ma tante; je pars, s'écria-t-elle en s'élançant vers la porte.

— Mais où vas-tu? tu es folle! dit la baronne en l'arrêtant. Nous verrons plus tard; il faut attendre.

— Attendre que ma mère soit morte! dit Marthe d'une voix brisée. Je veux partir tout de suite, poursuivit-elle en jetant les roses blanches de sa coiffure sur le tapis.

La baronne vit qu'il n'y avait rien à faire et sonna Mlle Rosalie.

La soubrette émérite arriva bientôt dans une parure ébouriffante. Quand Mme de Cernan lui ordonna de faire la malle de Mlle de Montbrun, et de se rendre immédiatement avec elle à la gare du chemin de fer d'Orléans, Mlle Rosalie pâlit de fureur.

— Mais madame n'y pense pas, s'écria-t-elle avec l'insolence

dont toutes les femmes de chambre finissent par contracter l'habitude près des maîtresses nulles et oisives, qui pour se distraire causent toujours plus ou moins avec elles. — Me faire partir à une pareille heure, quand toute la maison est bouleversée !

— Faites ce que je vous ai dit, répondit la baronne d'un ton qui n'admettait pas de réplique.

Forcée d'obéir, Mlle Rosalie s'en vengea en distribuant d'énormes coups de poing aux vêtemens qu'elle entassait dans la malle, et en se répandant en invectives sur la dureté et l'ingratitude des maîtres, sans aucun égard pour la douleur de Marthe, qui pleurait silencieusement en changeant son costume de bal pour une robe de voyage.

V.

On venait d'administrer les derniers sacremens à Mme de Montbrun quand Marthe arriva près d'elle. Les cierges brûlaient encore, et Mme Sauval, entourée de ses six filles, priait agenouillée auprès du lit.

La comtesse fit un faible geste de la main. Les personnes qui l'entouraient comprirent qu'elle voulait être seule avec sa fille et se retirèrent dans une pièce voisine. L'agonisante prit la main de Marthe, et, lui indiquant des yeux une petite clé posée près d'une cassette en laque, elle murmura d'une voix éteinte : « Prends-la, c'est pour toi seule. » Elle fit ensuite des efforts pour parler; mais ses forces la trahirent, et bientôt un cri déchirant de Marthe annonça que tout était fini.

Le lendemain, après l'enterrement de sa mère, Marthe ouvrit la cassette; elle y trouva un manuscrit assez considérable, et lut ce qui suit.

« Ma bien-aimée Marthe, j'ai peut-être tort d'ébranler ta jeune imagination par le récit de mon existence; mais je sais que les personnes au milieu desquelles tu vis ne te parleront jamais de ta mère, ou t'en parleront pour la calomnier, et je ne puis me résigner à quitter un monde au milieu duquel j'ai vécu si isolée, sans laisser même un souvenir dans le cœur de ma fille. D'ailleurs tu seras bientôt une femme, bientôt tu seras exposée à souffrir comme j'ai souffert, et mon expérience pourra te servir. Écoute donc mon histoire.

« En 1819, j'avais ton âge et j'étais la plus heureuse jeune fille de l'univers. J'habitais Florence; mon père, dont je ne t'ai jamais parlé, car tu étais trop enfant pour me comprendre, et j'évitais pour moi-même de remuer les souvenirs de mes jeunes années, mon père était un musicien passionné pour son art. Dans sa jeunesse il avait eu de grands succès au théâtre de la Scala; mais sa voix s'était fatiguée

vite, et il s'était adonné tout entier à la composition. On applaudissait ses œuvres sur toutes les scènes de l'Italie. Doué au suprême degré des qualités du cœur et de la faculté d'enthousiasme qui font les grands artistes, il avait pour les détails de la vie ordinaire une inaptitude et une antipathie dont ma mère profitait pour le gouverner despotiquement. C'était une femme d'un esprit net, d'un caractère ferme et persévérant, d'une habileté sans égale, dans les choses pratiques. On aurait pu vanter la finesse et la rectitude de son jugement, si elle ne s'était pas laissé égarer par une passion pour les distinctions sociales et les titres nobiliaires qui touchait presque à la démence. Cette passion devait sembler inexplicable chez la femme d'un artiste à ceux qui ne connaissaient pas son origine. Ma mère était Française, ses parens, porteurs d'un grand nom et possesseurs d'une immense fortune, auraient certainement été les premières victimes de la révolution, s'ils n'avaient pas prévenu leur destinée en émigrant; mais comme ils n'avaient ni force d'âme, ni industrie, ils moururent dans la misère au bout de quelques années, laissant leur fille dans un horrible abandon. Ce fut à cette époque que mon père la rencontra, et que, touché de ses malheurs, il en fit sa femme. Pendant la fin de la période révolutionnaire et les bouleversemens de l'empire, ma mère se préoccupa assez peu de la France. En 1814 seulement, quand elle lut dans les journaux le nom d'un frère, qu'elle avait complétement perdu de vue, parmi ceux des gentilshommes qui accompagnaient le roi Louis XVIII, quand elle apprit plus tard que ce même frère avait reçu des indemnités considérables et se trouvait à la tête d'une magnifique fortune, son ambition, longtemps contenue par les circonstances, s'éveilla tout à coup. Elle tenta de nouer des relations avec son frère; mais ce frère était trop absorbé par la politique et les plaisirs pour se souvenir beaucoup d'une sœur qu'il n'avait jamais connue, et après une réponse aussi laconique que polie, la correspondance en resta là.

« Mes parens avaient eu plusieurs enfans; j'étais le seul qu'ils eussent conservé, et ils faisaient de moi leur idole. De mon côté je les aimais tendrement, mais j'aimais plus encore peut-être un de mes cousins nommé Luigi. Luigi était fils d'une sœur de mon père, qui était morte en le mettant au monde. Depuis son enfance, il faisait partie de notre famille. Les joies, les peines, les jeux et les études, tout était commun entre nous. Mon cousin et moi, nous nous aimâmes longtemps comme des frères; mais les années transformèrent la paisible affection que me portait Luigi en une passion ardente et profonde que je ne tardai pas à partager. Mon père connaissait notre amour et s'en réjouissait; ma mère elle-même l'approuvait, car, bien que cette union fût loin de satisfaire son orgueil, elle avait

trop de bon sens pour ne pas comprendre que la fille d'un artiste pauvre ne pouvait pas avoir de grandes prétentions, et que Luigi, destiné, de l'avis des connaisseurs, à une grande célébrité musicale, était, après tout, un fort bon parti pour moi.

« On n'attendait que ses débuts pour fixer le jour de notre mariage : la volonté de mon père les retarda. Il désirait ne rien négliger pour assurer un brillant succès à son élève : il exigea donc que Luigi allât à Venise pour prendre les leçons d'un professeur qui jouissait à cette époque d'une renommée européenne. Luigi résista longtemps, car il était plus amoureux qu'ambitieux, et la pensée de me quitter lui brisait le cœur. La veille de son départ, nous étions tous les deux dans le cabinet de mon père, occupés à trier dans un amas prodigieux de cahiers de musique ceux que Luigi devait emporter. Dans ce travail, nos mains se rencontrèrent, et nous fondîmes en larmes. Au bruit de nos sanglots, mon père se retourna.

« — Que diable, Luigi! s'écria-t-il, on est un homme et on a du courage. Comment veux-tu que nous consolions cette petite quand tu seras parti, si tu lui donnes toi-même l'exemple de la faiblesse? Pourquoi vous désespérer? Quoi qu'il arrive, je vous promets que dans huit mois vous serez mariés; mais qu'on ne pleure plus, ajouta-t-il en faisant un visible effort sur lui-même pour retrouver sa sérénité.

« Six jours après, nous recevions de Venise une lettre de Luigi dans laquelle il nous donnait les plus minutieux détails sur son installation et sa présentation à l'illustre professeur. Il nous mettait au courant de ses moindres démarches; on sentait qu'il aurait voulu nous envoyer son âme. Toutes les lettres qui suivirent ressemblaient à celle-là. Il nous avait quittés depuis deux mois, quand ma mère apprit qu'elle venait d'hériter de deux millions. Son frère avait été frappé d'une apoplexie foudroyante, et comme on n'avait pas trouvé de testament, sa succession revenait de droit à sa famille. Ma mère faillit devenir folle de joie; mon père ne pensa certes pas cinq minutes à ce changement de fortune. Quant à moi, j'étais si ignorante des choses de la vie, que je ne compris dans tout cela que le bonheur d'acheter une collection très rare des œuvres des vieux maîtres que Luigi désirait depuis longtemps.

« Nous étions riches depuis un mois à peine, quand ma mère reçut la visite d'un Français qui se disait ami intime du frère qu'elle venait de perdre : c'était le comte de Montbrun. Le comte avait trente-cinq ans, des traits d'une élégance tout aristocratique, et beaucoup de distinction dans les manières. Il vint d'abord rarement chez nous, puis plus souvent, puis tous les jours. Il parlait sans cesse de la cour de Louis XVIII, du grand rôle qu'y jouaient des familles

alliées à celle de ma mère, et affectait de vénérer en elle la descendante d'une race illustre. Rien ne pouvait lui plaire davantage; aussi raffola-t-elle bientôt du comte. Pour moi, je ne pouvais nier qu'il ne fût, sous bien des rapports, supérieur à la plupart des hommes que j'avais connus jusque-là; mais j'avais remarqué que, depuis son entrée dans la maison, on y parlait beaucoup moins de Luigi : je lui en voulais intérieurement, et je ne répondais aux attentions dont il m'accablait que par une excessive froideur. Ma mère m'en fit un jour des reproches. — Le comte me déplaît, lui répondis-je; d'ailleurs, puisque je dois être bientôt la femme de Luigi, il me semble qu'il serait mal, surtout en son absence, d'être aimable avec un autre.

« — Votre antipathie pour le comte n'est qu'un enfantillage, répliqua sévèrement ma mère; il est impossible que vous méconnaissiez longtemps ses hautes qualités. Quant à Luigi, vous feriez beaucoup mieux de n'y plus penser. Qui sait s'il songe à vous? Ses lettres deviennent bien rares. Quand vous aurez épousé le comte de Montbrun, vous remercierez le ciel d'avoir échappé aux souffrances que l'inconstance des artistes cause à leurs femmes.

« Les paroles de ma mère furent pour moi un coup de foudre. Le désespoir de l'abandon et les tortures de la jalousie me mordirent au cœur à la fois. J'entendis, sans le comprendre, ce qu'elle disait du comte. Il n'y avait pas place pour deux idées dans ma pauvre tête. Sans répondre un seul mot, je me précipitai dans le cabinet de mon père en sanglotant.

« — Ma mère dit que Luigi ne m'aime plus, m'écriai-je en me jetant dans ses bras.

« — Quelle folie me contes-tu-là? Luigi t'adore, répondit mon père en me regardant avec stupéfaction.

« Il y avait tant de conviction dans son accent, que je me sentis un peu rassurée. J'avais tant besoin de croire.

« — Ma mère dit aussi, ajoutai-je en pleurant, que je dois épouser M. de Montbrun.

« — Je la reconnais bien là! s'écria mon père avec colère, en assénant sur sa table de travail un coup de poing si formidable, que les feuilles de musique qui la couvraient voltigèrent dans toute la chambre. Toujours les mêmes billevesées! Cette femme-là anéantirait tout Pergolèse et tout Palestrina pour posséder un parchemin rongé des vers; mais, par Dieu! je suis ton père, moi, et n'en déplaise à son comte, tu n'épouseras que Luigi.

« Ma mère entra en ce moment dans l'appartement. Elle avait tout entendu. — Vous êtes parfaitement libre de refuser votre consentement au mariage que je projetais pour votre fille, dit-elle avec le

plus grand calme; mais moi, je ne consentirai jamais à ce qu'elle devienne la femme de votre neveu.

« La présence et les paroles de ma mère firent tomber subitement la fureur de mon père.

« — Et pourquoi ne voulez-vous plus qu'elle épouse Luigi? dit-il d'une voix haute, mais dont l'intonation était presque soumise.

« — Parce que j'ai la certitude qu'il la rendrait malheureuse. Ne déplorez-vous pas chaque jour les fatales tendances auxquelles cèdent aujourd'hui tous les jeunes artistes? Croyez-vous que Luigi soit une exception? Vous vous tromperiez étrangement.

« — Qu'en savez-vous? dit mon père tout interdit.

« — J'en ai des preuves, dit ma mère avec une réserve mystérieuse qui lui était familière et qui imposait beaucoup à mon père. D'ailleurs une discussion était pour lui un supplice qu'il n'avait jamais le courage d'accepter.

« — Chère petite, me dit-il en m'embrassant, tu as entendu ce que vient de dire ta mère. Nous éclaircirons cela. Je suis convaincu qu'elle se trompe et que Luigi est digne de toi. Ne te chagrine donc pas; tu sais bien que nous ne voulons que ton bonheur.

« Entre l'inflexibilité de ma mère et la faiblesse de mon père, je compris qu'il n'y avait rien à faire, et je résolus de demander conseil à une jeune fille de mes amies, nommée la Rosina.

« La Rosina était la meilleure élève de mon père. Elle avait à peine deux années de plus que moi, mais c'était une fille du peuple. La nécessité de se diriger elle-même avait développé son caractère. Sa franchise, sa fermeté, son inflexible droiture, m'inspiraient une admiration mêlée de respect. Quand j'entrai dans sa chambre, elle chantait en repassant la robe blanche qu'elle devait mettre le lendemain, jour de la Fête-Dieu. En apercevant mon visage bouleversé, elle interrompit ses roulades et jeta son fer pour courir vers moi. — Qu'as-tu donc, chère Stella? dit-elle.

« — Croirais-tu que ma mère ne veut plus que j'épouse Luigi? lui répondis-je en pleurant.

« — J'ai eu la certitude que cela arriverait dès le jour où vous êtes devenus riches.

« — Jamais cette idée ne me serait venue; mais ce n'est pas tout, elle veut me marier au comte de Montbrun.

« — Comment ne l'as-tu pas soupçonné depuis longtemps? Avec le caractère de ta mère, cela ne pouvait pas être autrement. Eh bien! que vas-tu faire?

« — Je ne sais; conseille-moi. J'ai parlé à mon père, mais...

« — Tu sais, comme moi, qu'il faut compter ton père pour rien dans cette affaire, dit la Rosina en m'interrompant. Il voudra tout ce que

ta mère voudra, et elle ne cèdera jamais. Je ne vois qu'un parti à prendre; mais dis-moi, aimes-tu sérieusement Luigi?

« — De toute mon âme.

« — Alors écoute-moi. Je ne suis qu'une pauvre fille, je ne connais rien du monde; seulement j'ai, sans trop savoir pourquoi, la conviction que les gentilshommes, comme ils s'appellent, doivent avoir une générosité et une délicatesse de sentimens qu'on ne trouve pas toujours chez les gens de notre espèce. Dis franchement au comte que tu aimes Luigi, et sois sûre qu'il ne songera plus à t'épouser.

« — Dire cela au comte? Je n'oserai jamais.

« — Tu prétends aimer, et tu n'as pas de courage! dit la Rosina avec dédain.

« Piquée par ces paroles, je résolus de déclarer au comte mon amour pour Luigi la première fois que nous serions seuls ensemble. L'occasion ne se fit pas attendre. Depuis la scène qui avait eu lieu dans le cabinet de mon père, ma mère traitait ouvertement M. de Montbrun comme son futur gendre. C'était sa manière habituelle d'agir. Elle annonçait brusquement ses intentions, et n'avait jamais l'air d'admettre qu'elles pussent rencontrer d'obstacles.

« Un soir que dans le salon il n'y avait que ma mère, le comte et moi, ma mère sortit, sous prétexte de donner un ordre. Dès que nous fûmes seuls, le comte se mit à m'entretenir des charmes de la vie parisienne. Il me parla des bals, des théâtres, de la société française, du bonheur qu'il trouverait à m'initier à une existence si nouvelle pour moi. J'étais trop préoccupée pour l'écouter longtemps.

« — Monsieur le comte, dis-je en l'interrompant tout à coup, j'ai à vous parler sérieusement.

« Le comte me regarda de l'air le plus gracieux du monde. Je sentis tout mon sang me sauter au visage.

« — Monsieur le comte, vous devez savoir que mon mariage avec mon cousin est arrangé depuis longtemps? dis-je avec effort.

« — Je crois avoir entendu parler de cela chez des amis de votre famille, dit M. de Montbrun avec une urbanité parfaite.

« J'eus des éblouissemens et des bourdonnemens dans les oreilles; cependant je trouvai la force d'articuler le mot terrible : Monsieur le comte, j'aime Luigi!

« Il me sembla que la terre allait s'abîmer sous mes pieds. Le comte s'inclina légèrement pour caresser un petit épagneul qui jouait près de nous, et me répliqua avec le plus grand sang-froid : — Mais c'est très naturel, cela. Vous avez été élevés ensemble, et votre cousin est, m'a-t-on dit, un charmant jeune homme.

« J'étais stupide d'étonnement. Ma mère rentra en ce moment, et je m'enfuis dans ma chambre où je m'enfermai pour pleurer. Je ne sais

ce qui se passa entre elle et M. de Montbrun; mais, à ma grande surprise, elle ne me gronda pas le lendemain.

« Dès que cela me fut possible, je me rendis chez la Rosina, et je lui racontai tout.

« — Tu n'a pas dit cela comme il le fallait, et il t'a traitée comme une enfant, me répondit-elle.

« — Mais que faire?

« — Je n'en sais trop rien.

« — Que ferais-tu à ma place?

« — Oh! moi, c'est différent, dit la Rosina avec une naïve fierté, moi j'ai du courage, et j'épouserais Luigi. Quant à toi, tu as au fond le même caractère que ton père : tu épouseras le comte et tu seras bien malheureuse.

« La Rosina n'avait que trop raison. Deux mois après cette conversation, j'étais la femme de M. de Montbrun. Cela n'arriva pas sans luttes, sans pleurs, sans désespoir. Pendant six semaines, notre maison fut un enfer. Des scènes continuelles succédèrent à la parfaite entente qui régnait auparavant entre nous. Mon père, placé entre sa tendresse pour moi et ses habitudes de soumission conjugale, perdait tout à fait la tête; mais le premier besoin de son organisation, c'était le calme, le repos à tout prix. Lui aussi m'engagea bientôt à épouser le comte. Ce dernier l'avait séduit en parlant de l'art et des artistes avec le tact exquis et le goût éclairé de l'homme du monde. Accoutumé à voir ses travaux dédaignés et ses inclinations froissées par ma mère, il prit pour une vive sympathie ce qui n'était de la part de M. de Montbrun qu'une preuve de bonne éducation, et lui en sut un gré infini.

« Quant à Luigi, je n'en entendais plus parler. Après un silence de trois semaines, je me décidai à lui écrire une longue lettre dans laquelle je versais toute ma douleur et je l'engageais à revenir en toute hâte à Florence, s'il m'aimait encore. Je lui recommandais de m'adresser sa réponse chez la Rosina. Pas un mot n'arriva. Un matin, pendant le déjeuner, ma mère dit, du ton dont elle aurait rapporté le plus insignifiant bavardage de la ville : — J'ai appris hier que Luigi a quitté Venise pour suivre à Rome une danseuse française. — Je fus prise d'une suffocation, et je restai au lit pendant plusieurs jours. Dès que je me trouvai en convalescence, ma mère fit apporter ma robe de noces. Je l'essayai sans résistance, tout m'était indifférent puisque Luigi ne m'aimait plus.

« Un mois après, j'étais à Paris. Ma mère, transportant en moi les sentimens de vanité et d'orgueil qu'elle ne pouvait pas satisfaire directement, m'avait donné en dot plus de la moitié de l'héritage de son frère, soixante mille francs de rente. C'était toute notre fortune,

car j'appris bientôt que les biens personnels de M. de Montbrun étaient hypothéqués pour le double de leur valeur, et que les revenus suffisaient à peine à payer les intérêts des sommes que le comte avait empruntées et dissipées depuis longtemps.

« Ne t'étonne pas si j'entre dans de semblables détails; ils ont malheureusement dans la vie mille fois plus d'importance que tu ne l'imagines sans doute, et que je ne l'imaginais moi-même avant d'avoir quitté ma famille.

« Je compris bientôt que si on ne m'avait pas donné un million de dot, ou si ses terres n'avaient pas été hypothéquées, jamais le comte de Montbrun n'aurait songé à m'épouser. Surtout, ma chère enfant, ne crois pas que ce que je viens de te dire te donne le droit d'accuser ton père. En agissant ainsi, il ne faisait que suivre les traditions et les usages du monde où il vivait. Dans la classe aristocratique à laquelle il appartenait, peut-être même dans toutes les classes de la société, le mariage n'est guère qu'un échange des biens extérieurs que le hasard nous donne. Si j'étais riche, ton père était patricien. En faisant une comtesse de la fille d'un humble musicien, il compensait, et au-delà, aux yeux de bien des gens, les avantages qu'il pouvait trouver dans notre union.

« Pour moi, j'étais insensible à ces satisfactions de vanité, et, te l'avouerai-je? malgré la joie que me causa ta naissance, je sentais un vide horrible dans ma vie; je me trouvais profondément malheureuse. Bien des jeunes femmes m'enviaient pourtant, car la plupart des maris, tout en menant la vie la plus dissipée, font peser sur leurs femmes une lourde tyrannie. Ils leur imposent dans leur intérieur un rôle qui n'est guère supérieur à celui d'une gouvernante ou d'une bonne d'enfant, et leur interdisent sévèrement de chercher des distractions ou des amitiés au dehors. M. de Montbrun au contraire me laissait une indépendance égale à celle qu'il prenait lui-même. Il m'engageait souvent, dans les premiers temps de notre mariage, à me faire des amis, à recevoir, à aller dans le monde. Je lui savais gré de cette manière d'agir, mais j'usais fort peu de ma liberté. Avant mon mariage, il n'y avait eu que deux choses dans ma vie, les douces affections de la famille, et de sérieuses études musicales, qui, dirigées par mon père et faites en commun avec Luigi, avaient pour moi un charme extrême. L'agitation sans but des salons, des plaisirs où l'amour-propre seul est en jeu, ne me causait que de l'ennui. J'essayai de me lier avec quelques jeunes femmes dont les goûts simples et modestes me parurent avoir quelque analogie avec les miens; mais pas une seule d'entre elles n'avait la moindre idée du monde de sentimens et de poésie que j'avais un instant entrevu et que je regrettais sans cesse. Leur ima-

gination était si froide, leur esprit si borné, que je me lassai bientôt de les voir. J'excitai, du reste, moi-même peu de sympathies. Les femmes, absorbées par les soins de la maternité et les détails de la vie matérielle, me trouvèrent romanesque et sans énergie; elles m'accusaient enfin de ne pas posséder leurs vertus. Les femmes du monde me pardonnaient encore bien moins de ne pas partager leurs faiblesses. Je me trouvai ainsi dans un complet isolement.

« D'autres chagrins vinrent m'assaillir. Mon père et ma mère moururent à quelques mois de distance. Je les pleurai amèrement. En les perdant, je crus perdre une seconde fois mon bonheur et mes illusions de jeune fille. Tout lien était brisé entre moi et l'Italie, cette patrie de mon cœur, vers laquelle je tournais involontairement mes regards dans mes heures de tristesse. Mes parens morts, je me sentis murée à jamais dans ma morne et froide existence. Je connus aussi à cette époque les préoccupations d'argent auxquelles j'étais restée étrangère jusque-là. M. de Montbrun m'avait souvent présenté des papiers à signer, en me disant qu'il était indispensable de vendre telle partie de nos terres, ou quelqu'une des maisons que nous possédions à Paris. J'avais longtemps apposé ma signature au bas de ces actes sans me préoccuper du contenu. Peu à peu cependant une vague inquiétude s'éleva à ce sujet dans mon esprit. Le comte était joueur et joueur malheureux. Je savais de plus qu'il était lié avec des hommes beaucoup plus riches que lui, uniquement occupés de chevaux, de paris et d'autres fantaisies ruineuses. Je frémis en entrevoyant que ton avenir pouvait se trouver compromis. Mon amour pour toi m'inspira une prévoyance et un courage que je n'aurais jamais eus pour moi seule. Je me rendis chez notre notaire, et je lui demandai des conseils. Il ne me dissimula pas que notre fortune était dans un déplorable état par suite des dépenses inconsidérées de M. de Montbrun, et m'engagea à me refuser absolument à la vente de nos propriétés. Je mis bientôt cet avis en pratique. Il en résulta une discussion violente, la première qui se fût élevée entre le comte et moi. M. de Montbrun ne parvint pas à me faire fléchir, et à partir de ce moment une irritation sourde, une aigreur mal dissimulée remplacèrent les égards qu'il me témoignait auparavant. Sans toi, je serais, je crois, morte de chagrin. La musique, que j'aimais toujours avec passion, était encore pour moi une consolation. Le soir, après t'avoir endormie, je passais de longues heures à chanter les partitions que j'avais étudiées dans mon enfance, et la seule distraction que je prisse était d'aller de temps en temps au Théâtre-Italien.

« Au commencement de l'hiver de 1827, une sérieuse indisposition me priva de ce plaisir pendant plusieurs mois. Je le regrettai d'autant plus que le premier artiste de la troupe attirait cette année-là

tout Paris. Le merveilleux talent du ténor Tebaldi n'était pas la cause unique de l'intérêt qu'il excitait. D'étranges et romanesques histoires couraient sur son compte : elles contribuaient puissamment aux succès de Tebaldi près des femmes, et toutes celles que je voyais ne m'entretenaient que de lui. Bien que son talent seul m'intéressât, je me rendis aux Italiens avec Mme de Cernan dès qu'il me fut possible de quitter ma chambre. Nous étions placées dans une loge d'avant-scène d'où nous pouvions voir de très près les acteurs. Aussitôt que Tebaldi entra en scène, je poussai un cri et je tombai sans connaissance. Un regard m'avait suffi pour reconnaître Luigi. Quand mes yeux se rouvrirent au bout de quelques instans, il me sembla qu'une confusion inexplicable régnait dans la salle; mais j'étais trop troublée pour me rendre compte de ce qui se passait autour de moi. On me porta jusqu'à ma voiture, et je n'appris que le lendemain les suites de mon évanouissement. Luigi, dont l'attention avait été appelée sur notre loge par mon cri, éprouva un tel saisissement en m'apercevant demi-morte à quelques pas de lui, qu'il ne put achever la phrase qu'il avait commencée. Il chancela, fut obligé de s'asseoir, et la représentation demeura suspendue pendant plusieurs minutes, au grand scandale de l'auditoire.

« Ces détails me furent donnés par le comte de Montbrun lui-même au milieu d'une scène si triste, que je voudrais pouvoir te la taire absolument. Cette scène serait encore une énigme pour moi, si je ne savais à quels excès d'injustice et de dureté certaines situations pécuniaires peuvent pousser les hommes. Sans s'en douter peut-être, le comte profita de cette occasion pour se venger de mon opposition à ses volontés. Abusant de la confidence que je lui avais faite dans ma naïveté de jeune fille, il m'accabla d'outrages, m'accusa de déshonorer son nom, quoique les circonstances qui avaient donné lieu à sa colère fussent la preuve la plus évidente de mon innocence; il me menaça d'une séparation judiciaire, qui devait, disait-il, t'éloigner de moi. Je n'avais aucune connaissance des lois; la pensée que tu pouvais m'être arrachée me fit perdre tout à fait la tête. Je me jetai aux pieds du comte, et, devinant instinctivement le meilleur moyen de l'apaiser, je le suppliai d'accepter l'abandon absolu de ma fortune et de me permettre de me retirer avec toi dans une petite propriété que nous possédions en Touraine. Le comte se calma subitement. Dans la disposition d'esprit où je me trouvais, je lui fus très reconnaissante de ce prompt acquiescement à mes désirs.

« Deux jours après, j'étais installée dans la maisonnette où je t'écris aujourd'hui.

« Dans les premiers momens, je me félicitai de ma résolution; mais j'ai compris depuis que cette fois, comme toujours, la faiblesse

de mon caractère m'avait fait prendre le plus fatal de tous les partis. Le monde, si indulgent pour les coupables heureux qui savent le braver en face, est toujours impitoyable pour les êtres souffrans et timides qui semblent proclamer leur défaite en abandonnant le champ de bataille. Il les condamne alors sur les plus légères apparences. Je n'échappai pas à la loi générale. On inventa tout un drame sur mes relations supposées avec Luigi, et j'appris bientôt que j'étais si complétement perdue de réputation, qu'aucune voix n'osait s'élever pour me défendre.

« J'étais encore dans la première amertume de ma douleur, quand un matin la porte de ma chambre s'ouvrit, et je vis entrer Luigi. Comment avait-il découvert ma retraite? comment savait-il ce qui s'était passé entre moi et M. de Montbrun? Aujourd'hui même je l'ignore, car je ne songeai pas plus à le lui demander que lui à me l'apprendre dans notre courte et orageuse entrevue. Tout ce que je compris alors, c'est qu'il m'aimait plus que jamais, et n'avait pas cessé un seul instant de m'aimer. Les artifices employés par ma mère pour nous séparer me furent dévoilés par lui. Il s'efforça de me persuader qu'une union conclue dans de telles circonstances ne pouvait pas engager ma vie entière, que les procédés de M. de Montbrun envers moi suffisaient d'ailleurs pour me rendre ma liberté. Il me supplia à genoux de le suivre. Dois-je te l'avouer? je me laissai un instant ébranler par les sophismes que lui inspirait la passion. Cependant je sentais au fond du cœur que nos devoirs sont indépendans de toute question de bonheur et de malheur, et que les fautes des autres ne peuvent jamais servir de justification aux nôtres. Dieu me donna la force de résister aux larmes de Luigi. Il me quitta désespéré, et m'écrivit plusieurs lettres auxquelles je ne voulus pas répondre, dans la crainte d'entretenir en moi un sentiment qui me semblait coupable.

« Il me fallut longtemps pour me remettre de ces émotions violentes. Mes souffrances commençaient à peine à s'assoupir quand tu me fus enlevée. Après t'avoir perdue, je crus un instant que mon malheur ne pouvait plus augmenter. Cette triste conviction était encore une illusion. Le comte de Montbrun mourut, laissant des dettes énormes. Ses créanciers dédaignèrent de faire vendre la petite propriété que j'habitais, et dont le revenu, s'élevant à peine à douze cents francs par an, était la seule ressource qui me restât.

« Dans une telle situation, convaincue en outre que j'avais peu d'années à vivre, pouvais-je t'aliéner ta tante en te rappelant près de moi? Mais tu étais une enfant, tu ne pouvais comprendre de pareils calculs, et quand mon cœur se brisait dans la lutte que je me livrais à moi-même pour dominer le côté égoïste de l'amour mater-

nel, il me fallait subir tes reproches, et me laisser accuser par toi de ne pas t'aimer!

« J'eus encore d'autres combats à soutenir. Je t'en ai déjà trop dit pour te rien dissimuler. Après la mort du comte, je sentis se réveiller avec plus de force des sentimens que rien n'avait pu éteindre, et je songeai à faire savoir à Luigi que j'étais libre. De pénibles réflexions m'arrêtèrent. Plusieurs années s'étaient écoulées depuis ma dernière entrevue avec Luigi. Ma beauté s'était flétrie dans la souffrance et dans les larmes. Lui écrire, n'était-ce pas réclamer un amour devenu peut-être impossible? Non, je ne regretterai jamais d'avoir cédé aux scrupules généreux qui me retinrent alors, quelles qu'en aient pu être les conséquences. Tu sauras tout, ma chère enfant.

« Il y a quinze jours, j'ai reçu une lettre de Luigi, une lettre écrite à son lit de mort, dans laquelle il me répétait mille fois que j'avais les derniers battemens de son cœur, comme j'en avais eu les premiers, une lettre où le vide de la gloire et le dégoût d'une existence sans affection se lisaient si bien à toutes les pages, que je sentis que c'était moi qui l'avais tué. Si j'avais eu le courage de lui offrir mon amour, il vivrait encore!

« Je l'ai tué, mais j'irai bientôt le rejoindre. Sa lettre est sur mon cœur, et elle le brûle... »

Les phrases suivantes étaient absolument illisibles, et le manuscrit s'arrêtait là.

VI.

Certes il en coûte de blâmer le cri suprême d'une femme dont la vie n'a été qu'un perpétuel sacrifice au devoir et qu'une perpétuelle souffrance. On ne comprend que trop ce besoin de ne pas mourir tout entière par lequel fut inspirée la confession qu'on vient de lire. Il est dur de quitter ce monde sans laisser dans un autre cœur une empreinte du sien, ou en n'y laissant qu'une empreinte effacée et ternie. Les âmes héroïques seules trouvent la force d'emporter dans la tombe le secret de leur vie, car cette force suppose une foi sans bornes, ou ce complet mépris de l'humanité, auquel le vulgaire ne saurait atteindre. Cependant, si Mme de Montbrun fut excusable comme femme, comme mère elle fut bien coupable en laissant pour testament une pareille histoire à sa fille. Il faut avoir beaucoup vécu pour savoir que les œuvres des romanciers ne sont qu'un très pâle reflet de leurs impressions. Les drames de la vie réelle sont mille fois plus saisissans, plus hideux ou plus sublimes que ceux qui remplissent leurs livres. Dans la première jeunesse, on croit aisément

que les situations terribles, les péripéties inattendues dont vivent les romans, ne sont que des fictions poétiques, et c'est ce qui diminue le danger de ces lectures, car, dès que l'homme est convaincu de la possibilité d'une émotion, il est bien rare qu'il ne la recherche pas avec fureur. Ceci explique comment, quoi qu'en ait dit Rousseau lui-même, le moindre billet écrit par un amant authentiquement vivant et montré par une jeune fille à son amie produit plus de ravages dans une tête ardente que n'en pourraient produire toutes les épîtres de *la Nouvelle Héloïse*, fussent-elles aussi passionnées qu'elles sont froides et emphatiques.

Marthe n'échappa point à la règle commune. En arrivant en Touraine, ce n'était encore qu'une jeune fille insouciante : elle en repartit femme, analysant la société, agitée et rêveuse. Grâce à l'imprudence de sa mère, elle réfléchit donc avant de vivre, et rêva l'amour longtemps avant de le ressentir. Ce fut un grand malheur pour elle. Il est bon, sinon au point de vue moral, du moins au point de vue social, qu'une jeune fille soit jetée dans le mariage avec le double bandeau de l'ignorance et de l'innocence sur les yeux. S'il en résulte quelques éclatans scandales, il est cependant vrai que, la maternité aidant, la plupart des femmes arrivent, après quelques luttes secrètes, à un état de douce résignation et de bonheur négatif qui est peut-être ce qu'elles ont de mieux à attendre ici-bas; mais toute jeune fille qui aborde la vie le cœur gonflé de désirs et la tête remplie de rêves est sur la route des abîmes. Ou le mariage sera pour elle une déception amère, bientôt suivie de révoltes désespérées, ou elle fera quelque choix tout à fait en contradiction avec les convenances de position et de famille, qui ne pourra la conduire qu'au malheur. La puissance qui l'entraînera tient aux plus intimes, aux plus tristes mystères de notre nature : c'est l'irrésistible attraction de l'obstacle pour les organisations orageuses. Rien n'est au fond plus logique, puisque l'obstacle est l'élément le plus indispensable de la passion. Une conséquence tout aussi logique de cette dernière vérité, c'est l'amour *conscient*, si l'on peut s'exprimer ainsi, que les âmes raffinées et corrompues finissent par concevoir pour l'obstacle, dont les âmes ardentes et simples subissent l'influence sans la désirer et sans la comprendre. Demandez à toute femme qui a été dépravée par la science des livres et de la vie avant que son cœur parlât, si le jour où, se sentant envahie par l'amour et ayant la certitude d'être aimée, elle a entrevu qu'elle allait enfin connaître les angoisses mortelles, les frémissemens, les folles joies et les enfantillages divins de la passion; si ce jour-là elle aurait désiré qu'un notaire vînt lui présenter un contrat de mariage à signer. Si cette femme est franche, elle répondra : non ! Demandez

à l'homme blasé et en même temps avide d'émotions, ce qui ne s'exclut pas, quelle supériorité possède à ses yeux la courtisane insolente ou la grande dame dédaigneuse, pour qui il prodigue inutilement sa vie et sa fortune, sur la noble et pure jeune fille qu'il pourrait, s'il le voulait, conduire le lendemain à l'autel? Il ne l'ignore pas, la difficulté. Proposez au joueur de lui donner à six heures du soir, à la condition de ne pas toucher les cartes, une somme double de celle qu'il se désespérera à minuit d'avoir perdue; il refusera. Le cœur humain est ainsi fait, et les hommes s'étonnent d'être si rarement heureux!

Marthe subit toutes les fatales conséquences de sa précoce initiation aux passions et aux douleurs de la femme, et ne tarda pas à se trouver excessivement malheureuse. Le mal dont elle souffrait, et qu'elle nommait, après bien d'autres, dégoût de la vie, n'était en réalité qu'un immense besoin de vivre, mêlé d'un doute amer sur la possibilité du bonheur tel qu'elle le rêvait. Aucun de ceux qui admiraient dans le salon de Mme de Cernan l'exquise délicatesse de ses traits, l'éclat vif et doux de son regard, la blancheur nacrée de son teint, la grâce parfaite d'une taille qui laissait deviner la force sous la souplesse, ne pouvait avoir le moindre soupçon des pensées qui s'agitaient dans la tête de cette jeune fille belle et charmante.

« Voilà donc l'existence à laquelle je suis condamnée! se disait-elle en regardant les jeunes femmes auxquelles elle venait de serrer la main. Tandis que leurs maris sont au club ou à l'Opéra, elles dansent ce soir ici en toilette blanche, elles danseront demain à l'ambassade anglaise en toilette bleue, après-demain elles iront aux Italiens en toilette rose, et elles s'endormiront chaque jour en appréciant la quantité et la qualité des complimens que leur auront rapportés les différentes nuances de leur parure. Cela continuera ainsi jusqu'à la première ride, et elles seront ensuite oisives et ennuyées comme ma tante, ou médisantes et hargneuses comme Mme de S... Plutôt que de mener une semblable vie, j'aimerais mille fois mieux pleurer nuit et jour près du berceau de mon enfant, comme l'a fait ma pauvre mère. Peut-être ai-je eu tort de refuser ce jeune comte breton, qui désirait tant m'épouser l'été dernier. J'aurais plus de chances de ne pas m'abaisser à mes propres yeux, et d'être utile aux autres en vivant à la campagne. »

Et au milieu d'un salon étincelant de bougies et de diamans, au bruit des polkas et des conversations frivoles, Marthe se composait à elle-même une idylle, à laquelle rien ne manquait, ni les beaux enfants se roulant sur la pelouse, ni les bénédictions des pauvres accueillis comme des frères dans le vieux manoir, ni les cloches du village sonnant la prière, ni les aboiemens lointains des chiens de

garde apportés par le vent du soir; mais quand au printemps suivant elle se retrouvait en Bretagne, et voyait de près ce qu'elle avait réussi à poétiser de loin, ses illusions s'envolaient à tire d'aile. Le châtelain bas-breton est d'ordinaire illettré, grossier dans ses paroles, assez rustre dans ses manières. Accoutumé à vivre au milieu de ses domestiques et de ses fermiers, lesquels persistent bénévolement à se croire ses vassaux, et qu'il traite en conséquence, il contracte des habitudes d'absolutisme dont on ne s'aperçoit que trop dans son intérieur. Il touche au paysan par deux points, l'amour de la terre et le mépris de la femme. Dans certaines paroisses de la Bretagne les femmes servent encore à table leurs maris et leurs fils en bas-âge, sans avoir le droit de s'asseoir près d'eux; partout dans les églises elles s'agenouillent humblement au bas de la nef, tandis que les hommes entourent l'autel. Les femmes des seigneurs, c'est-à-dire des deux ou trois grands propriétaires de la commune, ont bien, il est vrai, leur banc à l'église tout près de la balustrade du chœur: mais dans leur ménage elles sont généralement traitées en Bretonnes. Si leur mari est riche, il se croira très généreux en leur octroyant trois ou quatre cents francs par an pour leur toilette; s'il est pauvre, elles deviendront ses premières servantes, et le hobereau laissera très bien sa femme et ses filles manger de la bouillie de blé noir et du laitage, tandis que lui et l'héritier présomptif de son nom seront attablés devant quelque succulente pièce de viande. Sans doute il aime sa femme, mais un peu comme il aime ses bœufs et ses chevaux, pour les services qu'elle lui rend. La plus appréciée des épouses est celle qui sait réaliser les plus belles économies sur ses gages et sur la nourriture de ses domestiques, faire tisser au meilleur marché possible les plus solides pièces de toile, ou confectionner avec le plus de talent les lourdes pâtisseries et les ratafias qui surchargent une table bretonne dans les grands jours. Ces grands jours reviennent assez souvent, car le Breton est hospitalier et associe volontiers ses amis aux interminables repas qui sont son unique distraction et sa plus vive jouissance. Nous devons ajouter qu'un vrai gentilhomme bas-breton compte pour rien le reste du monde, que l'univers finit pour lui à la limite de son domaine, et qu'on perdrait son temps, si on s'engageait dans quelque discussion ayant pour but de lui démontrer la grandeur et l'utilité de certaines idées nouvelles, car il est d'avance parfaitement décidé à les considérer comme non avenues.

Tous les hommes du monde et tous les gentilshommes campagnards qui aspirèrent à la main de Marthe furent donc également éconduits par elle, et cependant, quand elle chantait, elle s'arrêtait souvent suffoquée par les larmes. Si elle lisait une histoire d'amour, le cœur lui battait si fort, qu'elle jetait le livre loin d'elle, sans

pouvoir achever la page commencée, et parfois, en ôtant le soir devant sa glace les fleurs ou les rubans de sa coiffure, elle se disait avec tristesse : « Je n'aimerai donc pas ; je ne serai donc jamais aimée ! »

Ce n'est pas qu'elle fût arrivée jusqu'à sa vingtième année sans avoir entendu quelques déclarations passionnées; mais ceux qui les lui avaient adressées n'étaient inspirés près d'elle que par ce judicieux calcul : le cœur est la route la plus directe pour arriver à la dot d'une jeune fille. Or, quoi qu'on en dise, rien ne se joue aussi mal que l'amour, et Marthe n'avait fait que rire de leurs phrases et de leurs soupirs. Cependant, comme toutes les femmes belles et distinguées, elle avait été aimée aussi avec enthousiasme, avec idolâtrie par des hommes auxquels elle aurait peut-être donné sa vie, s'ils avaient eu le courage de lui dire un mot, ou de chercher son regard; mais ceux-là étaient pauvres et fiers : l'idée qu'on pourrait les accuser de vouloir capter une héritière faisait mourir les paroles sur leurs lèvres. Ils restaient assis dans quelque coin du salon, s'enivrant de sa beauté, buvant avec amour l'air qu'elle respirait, heureux quand les plis de sa robe les effleuraient par hasard. Ceux-là ne prenaient pas devant elle des poses à la Manfred, et ne lui récitaient pas des élégies à la Werther; mais, en rentrant chez eux, ils versaient leurs adorations et leurs souffrances dans des pages, souvent sublimes, qu'ils osaient à peine relire le lendemain matin. Combien d'œuvres que nous admirons ont été inspirées par des femmes qui n'en auraient pas reconnu l'auteur, si elles l'avaient rencontré dans la rue !

Ils eussent été bien étonnés, ces timides amoureux, s'ils avaient pu lire dans le cœur de leur divinité, de cette femme qu'ils croyaient si heureuse (on croit toujours heureuse la personne qui peut nous donner un immense bonheur !), s'ils avaient pu la voir, pendant les tièdes nuits de juin, penchée à son balcon, pâle et les yeux humides, se demandant pourquoi, quand les étoiles gravitaient amoureusement l'une vers l'autre, quand les oiseaux se répondaient du chèvrefeuille à l'églantier, quand les insectes s'appelaient sous l'herbe, quand les fleurs s'envoyaient leur âme dans un parfum, elle seule était isolée, elle seule souffrait dans la nature.

Marthe souffrait beaucoup en effet, et personne autour d'elle ne soupçonnait ses souffrances. A qui en eût-elle parlé ? L'abbé, qui seul lui était sympathique, n'était pas un de ces prêtres qu'une longue pratique de leur ministère a initiés à toutes les maladies du cœur humain, à tous les mystères de la vie sociale. Son existence n'avait été qu'une continuelle aspiration vers Dieu, qu'une continuelle étude de ses œuvres. Il était doux comme l'Évangile et calme comme la

science; mais il ne connaissait guère ni l'homme, ni la société. D'ailleurs, quand Marthe eût eu près d'elle une âme pouvant comprendre la sienne, lui aurait-elle confié ce qu'elle éprouvait? Non. L'âme a sa pudeur, et cette pudeur se développe toujours en raison de nos agitations et de nos désirs. Si vous entendez une femme exalter sa sensibilité et faire parade de la profondeur et de la violence de ses impressions, soyez convaincu que cette femme-là n'a ni cœur ni passions.

Marthe, du reste, ne s'abandonnait pas sans lutte aux vagues inquiétudes qui la dévoraient. L'hiver elle cherchait un refuge dans l'étude et dans les arts, l'été elle demandait l'oubli d'elle-même et la fatigue physique à de longues courses à cheval; mais, nous l'avons dit, la musique, les livres, tout lui parlait d'amour. Quand elle avait parcouru au galop les landes immenses brûlées par le soleil, respiré à pleins poumons les brises fortifiantes de la mer, au lieu de calme elle ressentait une sorte d'enivrement, et au retour de ces promenades, ne sachant où répandre la vie qui l'inondait, il lui arrivait souvent de descendre de cheval pour embrasser les enfans du village qu'elle rencontrait sur son chemin.

Expliquerons-nous pourquoi et comment elle aima Manuel? Qui n'a pas essayé de s'expliquer pourquoi et comment il a aimé, et qui n'a pas échoué dans cette entreprise? Nous essaierons aussi, mais nous savons d'avance que le résumé le plus exact de tout ce que nous pourrons dire serait encore cette énorme naïveté : elle l'aima parce qu'elle l'aima.

Avant tout cependant, Manuel possédait les deux plus grandes séductions qui soient au monde, celle de l'inconnu et celle de l'impossible, ou à peu près, car l'impossibilité absolue empêche le désir de naître. L'amour d'un étranger, n'est-ce pas, à tous les points de vue, l'inconnu? La femme ne sait rien du passé de celui qu'elle aime, rien de ces prosaïques détails de la vie de chaque jour qui nuisent infailliblement au prestige du plus charmant des hommes. Elle peut créer à son gré l'auréole de son dieu, et l'imagination d'une femme est toujours en ce cas bien poétique et bien féconde! Elle-même se sent entraînée vers des régions inexplorées jusque-là, plus que toute autre elle peut se faire la douce illusion de croire que sa vie n'a commencé qu'avec le réveil de son cœur, et c'est avec délices qu'elle oublie tout ce qu'elle a connu auparavant pour contempler, à travers son amour, de nouveaux cieux et une terre nouvelle.

Quant à l'impossible, il n'était que trop évident pour Marthe que la baronne ne consentirait jamais à son union avec un proscrit, un plébéien, un homme sans fortune et sans position assurée. Manuel

avait en outre une certaine grandeur dans l'imagination, et comme il prenait de la meilleure foi du monde son imagination pour son caractère, il était impossible de ne pas partager une illusion dont il était la première dupe. On admirait donc en lui la plus généreuse et la plus énergique de toutes les natures, tant que la nécessité de traduire sa parole en actes n'était pas venue révéler sa faiblesse réelle. Dans la conversation, il savait faire vibrer toutes les nobles cordes de l'âme, et, sous l'influence de l'amour, il en tirait des sons magiques. L'incertitude de son avenir, l'immense disproportion qui existait entre ses désirs et sa situation actuelle, le servirent aussi beaucoup près de Marthe. Une gloire définie, classée, numérotée pour ainsi dire, une position déterminée, inamovible, ne peuvent, si grandes et belles soient-elles, exciter beaucoup d'enthousiasme : où la borne apparaît, le dégoût commence; mais quand on prend la mesure de sa stature sur celle de ses aspirations, quand on bâtit sa demeure dans les domaines illimités du rêve, rien n'empêche de s'élever jusqu'à des hauteurs inaccessibles, de remplir l'infini de sa personnalité, et comme une femme croit tout possible à l'homme qu'elle aime, elle s'envole pleine de confiance sur les ailes de l'amour pour prendre avec lui possession de l'univers. La nécessité d'abandonner tout, lieux, choses, personnes, l'ignorance complète de ce qui l'attendait ailleurs, tout fut un charme pour Marthe; sa pensée ne pouvant se prendre à rien de ce qui n'était pas l'amour, elle ne vit devant elle que l'identification absolue de deux existences, les voyages à deux, le travail à deux, le bonheur à deux, et surtout la souffrance à deux, la plus puissante de toutes les attractions pour le cœur d'une femme.

Dès les premières visites de Manuel au château, Marthe se sentit transformée. Quand il la quittait le soir, elle passait de longues heures accoudée à sa fenêtre; mais l'hymne de bonheur que la terre chante à Dieu pendant les belles nuits n'éveillait plus en elle ni colère, ni souffrance. Elle aurait voulu que les mondes marchassent plus rapidement l'un vers l'autre dans l'espace, que les oiseaux chantassent plus fort, que le cri des insectes fût plus aigu, le parfum des fleurs plus pénétrant, car elle aussi vivait, elle aussi vibrait de tout son être, elle aussi se baignait avec transport dans les effluves de vie qui sortaient de tous les pores de la création : elle n'était plus seule.

Elle s'oubliait jusqu'au matin dans les muets entretiens qui suivent les entrevues des amans, entretiens souvent plus délicieux dans leur vague infini que ceux qui les ont précédés, et dans lesquels on écoute et on répond, on s'irrite et on s'apaise, on attire et on repousse, car il y a bien deux vies dans un cœur qui aime, et celle qui semble sa vie propre n'est pas celle qu'il sent le plus fortement.

Cette ivresse avait pourtant son réveil. Marthe se reprochait alors son amour comme une faute et comme une folie. Quoiqu'elle eût pénétré depuis longtemps tous les replis de l'égoïsme mesquin de la baronne, elle ne pouvait oublier ce qu'elle lui devait. D'ailleurs un lien mille fois plus fort pour les âmes élevées que celui de la reconnaissance l'attachait à elle : elle sentait qu'elle lui était indispensable. Marthe était la joie, le charme, l'âme enfin de la maison de Mme de Cernan. Pouvait-elle abandonner sa tante au moment où la vieillesse allait l'atteindre, où elle aurait plus que jamais besoin de soins, de distraction, de tendresse? Cette pensée l'épouvantait comme celle d'un crime. Elle se jurait à elle-même de vaincre son cœur, de ne plus revoir Manuel, et réussissait parfois à se tenir parole pendant trois interminables jours. Qu'on ne s'y trompe pas : c'était héroïque, et l'homme le plus fort, aimant comme elle aimait, eût été probablement incapable d'en faire autant. Les femmes puisent dans leurs instincts de résignation et dans la pureté immaculée de leur âme des forces que les hommes ne connaissent pas.

Sans l'accident de George et le duel de Manuel, le combat que Marthe se livrait à elle-même eût sans doute duré longtemps encore; mais après l'aveu de son amour, car elle ne s'abusa pas un instant sur les conséquences de la démarche que lui avait conseillée le désespoir, elle retrouva un peu de calme. Les compositions de conscience, les réticences hypocrites, n'étaient pas faites pour une âme comme la sienne. Elle eut bientôt à le prouver.

MAX VALREY.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

ÉTUDES

SUR

L'INDE ANCIENNE ET MODERNE

III.

LES HÉROS PIEUX. — RAMA.

I.

Après les rois maudits (1), qui avaient essayé de lutter contre le brahmanisme, apparaissent les héros pieux, célébrés par tous les poètes de l'Inde ancienne, et dont la mémoire vit encore dans le souvenir des peuples hindous. Cédant aux instincts de la vie sauvage, les rois maudits entraînaient la race âryenne hors des voies de la civilisation; doit-on s'étonner que la tradition les ait flétris? Les héros pieux au contraire, fidèles aux inspirations religieuses qu'ils recevaient des brahmanes, devenus les précepteurs spirituels de la nation hindoue, s'appliquèrent de toutes leurs forces au maintien de la justice et à la pratique des vertus. Ils se montrèrent les protecteurs du culte brahmanique, les défenseurs des faibles contre les forts, et contribuèrent à étendre au loin l'influence des idées indiennes : de là l'auréole de gloire qui rayonne autour de leur front, de là l'empressement des peuples à chanter leurs louanges et à se raconter d'âge en âge, dans des poèmes immenses, leurs exploits plus ou moins fabuleux. Que la légende ait transformé en actions surhumaines et merveilleuses les faits et gestes les plus ordinaires de ces

(1) Voyez sur les *rois maudits* la livraison du 1er juillet 1856; voyez aussi le premier article de cette série dans la livraison du 1er mai 1856.

héros, qu'elle leur rapporte sans discernement tout ce que l'esprit humain peut concevoir de plus héroïque et l'imagination de plus extravagant, qu'elle nous les montre en communication constante avec les dieux dont ils exécutent les volontés sur la terre, — il n'y a rien là qui doive surprendre. Les grands noms qui ont dominé les époques lointaines ne ressemblent-ils pas aux sommets des hautes montagnes, rendus inaccessibles à nos regards, tantôt par les brumes épaisses qui en voilent les contours, tantôt par l'éclat trop éblouissant du soleil qui les fait paraître comme enflammés? Cependant la fable païenne n'a jamais inventé complétement les héros auxquels l'antiquité avait élevé des temples ou dressé des statues. Aux illustres personnages qu'ils ont considérés comme des incarnations de leurs dieux les poètes hindous n'ont fait que donner des proportions surhumaines. A la manière des grands artistes de toutes les époques, les écrivains de l'Inde ont idéalisé, agrandi leurs modèles; ils se sont appliqués à ennoblir tous les traits de ceux qu'ils voulaient proposer en exemple aux générations futures. Les demi-dieux de l'Inde, Râma, les fils de Pândou et Krichna, ont donc réellement existé, quoique l'on ignore l'époque précise de leur apparition sur la terre, et c'est à ce titre de héros réels, exprimant à des degrés divers le type de la perfection selon l'idée indienne, qu'ils méritent de fixer notre attention.

Pour apprécier à leur juste valeur les exploits des demi-dieux hindous, il importe de connaître les ennemis qu'ils avaient à vaincre et quels services ils rendaient à l'humanité par leurs victoires. Les tribus âryennes, on le sait déjà, ne s'établirent pas sur le territoire de l'Inde sans avoir de grands combats à soutenir contre les peuplades barbares qui occupaient le pays. A mesure que ces barbares dépossédés et vaincus se retiraient devant le flot envahissant de la race conquérante, celle-ci bâtissait des villes et fondait des royaumes. Autour des cités naissantes, la culture s'étendait peu à peu, mais assez lentement d'abord, et par-delà les hameaux semés dans la plaine, par-delà les habitations temporaires des bergers, les brahmanes voués à la méditation s'enfonçaient à travers les forêts inconnues, attirés et comme éblouis par la majesté de ces solitudes toutes remplies d'ombre et de mystère. Dans les bois, devenus la retraite des sauvages ennemis de la race âryenne, l'imagination effrayée des Hindous plaçait un grand nombre d'êtres malfaisans, supérieurs à l'homme en force, en énergie morale et en perversité, connus sous le nom de *rakchasas* ou ogres, *yakchas* ou gnômes, *piçatchas* ou vampires, etc. Établis dans de frais ermitages au bord d'un lac ou auprès d'une source, les sages avaient beau élever leur esprit au-dessus des choses humaines par l'étude du *Véda* et la mé-

ditation des perfections de Brahme (1), ils ne parvenaient point à bannir de leur cœur cette crainte superstitieuse et involontaire qui trouble l'homme dans les ténèbres, et lui fait sentir si tristement sa faiblesse. Il arrivait souvent que quelque barbare de la forêt, attiré par la curiosité ou poussé par la faim, s'approchait furtivement du solitaire, épiait l'heure du sacrifice et dérobait l'offrande destinée aux dieux. Dans son effroi, le solitaire criait : « Au *rakchasa!* » L'intervention du guerrier ou *kchattrya* devenait alors nécessaire. Lui seul pouvait défendre l'ermite désarmé contre les attaques de l'ogre. La tradition d'ailleurs s'accorde à représenter le *rakchasa* comme un géant à la face hideuse, changeant de forme à volonté, qui se faisait un jeu de troubler les sacrifices pour contrarier les dieux, enlevait volontiers les femmes des Aryens et dévorait les petits enfans. La peau blanche des Aryens paraissait avoir un attrait tout particulier pour le monstre cannibale.

Délivrer le pays de ces êtres redoutables, c'était d'abord protéger les brahmanes et leur culte, favoriser l'expansion de la loi védique, prendre en main la cause des dieux, dont les sacrifices étaient souvent interrompus : c'était accomplir le premier devoir du *kchattrya*. Aussi, quand les castes furent constituées dans l'Inde, dès qu'il y eut une classe d'hommes d'élite vouée à la profession des armes et tout à fait distincte de celle qui se consacrait à l'exercice du culte, vit-on commencer la lutte des guerriers contre la race des ogres et des démons. Tous les héros que la tradition considère comme des fils ou des incarnations de la Divinité ont débuté par des exploits de ce genre. Tout dieu qu'il est, Krichna enfant triomphera des démons qui, sous la forme d'un héron, d'une corneille, d'un taureau, d'une ogresse et même d'un tourbillon de vent, menacent son berceau, comme les serpens menaçaient celui d'Hercule. Les héros du *Mahâbhârata*, les cinq fils de Pândou, et le pieux Râma consacrent leur jeunesse et une partie de leur âge mûr à la destruction des géans et des titans. Ils sont des explorateurs aventureux et des princes triomphans de la famille des Jason, des Thésée et des Persée, des bienfaiteurs de l'humanité, comme le vainqueur du lion de Némée; ils sont enfin des chevaliers errans à leur manière, ayant pour amis et pour ennemis des enchanteurs, et destinés à vaincre toujours, quoiqu'à travers mille périls et mille aventures.

(1) Il ne faut pas confondre Brahme avec Brahma. Le premier est le dieu impersonnel de qui émane toute création; le second est la première des trois divinités qui composent la triade indienne, le créateur, le grand père des êtres. Brahme, qui est du genre neutre en sanskrit, peut être défini : la cause divine, l'essence du monde, le grand tout d'où sont sorties les créatures, et qui les absorbera de nouveau à la fin des temps.

Pour montrer sous ce triple point de vue les grands guerriers de l'Inde, il nous suffira de choisir quelques épisodes des épopées les plus célèbres, le *Râmâyana* et le *Mahâbhârata*, et de dessiner nettement, si cela est possible, la physionomie de ces personnages un peu étranges qui rappellent à la fois les héros qu'Homère a chantés et ceux qu'a raillés Michel Cervantes. Commençons par Râma, le plus divin, le plus accompli de tous.

II.

A l'aurore du second âge du monde naquit Râma. Son père, le prince Daçaratha, régnait à Ayodhya (Oude), ville célèbre dans le monde, dit le grand poète Vâlmiki, auteur du *Râmâyana*.

« Ville aux portes bien espacées, aux grandes voies bien étendues, embellie par une rue royale où la poussière est tempérée par l'eau qu'on y répand, garnie de marchands de toute sorte..... — ornée de grands édifices, difficile à prendre, décorée de parcs et de bosquets, défendue par un fossé difficile à franchir et profond, munie de toute sorte d'armes, avec des parapets au-dessus des portes, et garnie d'archers en tout temps. — Le roi Daçaratha gouvernait cette ville... aux grandes rues fermées par des portes solides, aux marchés spacieux, munie de machines de guerre et d'armes diverses..... — sur les portes de laquelle flottent des bannières déployées, remplie d'éléphans, de chevaux, de chars, troublée par le bruit de toute sorte de véhicules, etc (1). »

Vâlmiki ne consacre pas moins de vingt distiques à la description de la cité royale, marchande et guerrière, où doit naître son héros. Il y a dans cette peinture un peu chargée, où les épithètes abondent, où les lignes se mêlent et se confondent, comme un reflet du désordre pittoresque qui surprend le voyageur à son entrée dans une ville asiatique. Toutefois une pareille capitale, si bien ornée et si bien défendue, donne l'idée d'une civilisation déjà fort avancée. Ayodhya fut, en effet, la première ville de l'Inde à une époque fort reculée. Au moment choisi par le poète, elle compte un grand nombre de pieux et savans brahmanes, de sages conseillers, de guerriers pareils aux dieux, et c'est au milieu de cette cour choisie que se montre le roi Daçaratha, prince puissant, victorieux de ses ennemis, habile à gouverner selon la justice et à réprimer ses sens. Partout, dans le royaume de ce grand monarque, régnait la paix et florissaient les vertus.

(1) Chant de l'*Adikanda*, chap. v. Dans ce passage et dans ceux qui sont traduits plus bas, je suis l'excellent texte publié par M. G. Gorresio, de l'académie de Turin, sous les auspices du roi Charles-Albert.

Cependant Brahma, le dieu créateur, n'avait point accordé d'enfans à Daçaratha malgré sa piété, et ce fut pour obtenir une postérité que ce prince, conseillé par les sages brahmanes de sa cour, offrit le plus solennel des sacrifices, le sacrifice du cheval. L'offrande de Daçaratha a été agréable au dieu suprême, créateur des trois mondes; ses vœux seront exaucés. Brahma décide que de ce roi voué à la pratique des vertus naîtront quatre fils; mais l'un d'eux, Râma, appelé à de hautes destinées, viendra au monde dans des circonstances toutes particulières. Brahma a fait connaître son décret au ciel avant de l'annoncer à la terre, et tout aussitôt les *dévas* ou divinités secondaires, montant vers le dieu suprême, entourent son trône. Alors se passe au plus haut des cieux une scène grandiose que Vâlmiki décrit de la manière suivante :

« Portant les mains à leur front en signe de respect, les *dévas* dirent tous à Brahma, celui par excellence qui accorde les dons : O Brahma! l'être qui a reçu de toi le plus de puissance est un rakchasa du nom de Râvana. — Dans son orgueil, il nous tourmente tous, ainsi que les grands solitaires appliqués à la pratique des austérités, car, ô bienheureux! tu lui as accordé autrefois un don, étant satisfait de lui.— Les dévas, les démons, les yakchas ne pourront te tuer tant que tu le voudras, lui as-tu dit, et nous, par respect pour ta parole, nous supportons tout de lui; — et il fait périr les trois mondes, ce destructeur, roi des rakchasas, ainsi que les dévas, les solitaires, les yakchas, les musiciens célestes et la race humaine. — Contre toute justice et fier du don suprême qu'il tient de toi, il tourmente la création; là où il est, le soleil ne chauffe pas, le vent n'ose souffler. — Le feu n'a plus de flamme non plus là où se tient Râvana, et dès qu'il le voit, l'Océan lui-même, avec sa ceinture de grandes vagues, se prend à trembler..... Donc protége-nous, ô bienheureux! contre ce Râvana qui afflige les mondes. — Tu dois créer un moyen de le mettre à mort, ô toi qui accordes les dons (1)! »

Dans les vers qui précèdent se résume l'idée du poème tout entier; on y voit s'épanouir le sentiment religieux qui le domine d'un bout à l'autre. Le maître des dieux, les divinités secondaires, les êtres supérieurs à l'homme et malfaisans par nature, l'homme enfin, entrent en scène. Il s'agit de régler les destinées des trois mondes, le ciel, la terre et l'empire des démons, et cette grande œuvre amènera la réhabilitation de la race humaine, créée pour régner sur la terre qu'elle habite. Râvana, le roi des ogres, a pris les proportions d'un géant des saintes écritures, d'un titan de la fable. Il apparaît comme le dernier survivant d'une création antérieure qui doit périr, comme un être surhumain, doué d'une puissance exagérée, et dont le poids fatigue la terre, trop faible désormais pour le porter. Tant qu'il vivra, tant qu'il opprimera le monde, les autres enfans du

(1) Même chant, chap. XIV.

Créateur, destinés à posséder le ciel et la terre, les dévas et les hommes, ne pourront accomplir les volontés divines, et la création demeurera pour Brahma lui-même une œuvre stérile. S'il ne fait disparaître le géant auquel il a jadis accordé sa protection, le dieu suprême restera en contradiction avec lui-même; s'il le détruit, il aura violé sa promesse. Après avoir médité quelques instans, Brahma, perçant l'avenir de son regard divin, laisse tomber ces paroles prophétiques :

« Il est trouvé, celui qui le tuera, celui dont je me servirai pour la destruction de ce pervers! Il m'avait dit, ce rakchasa : Que je ne puisse être tué ni par les dévas, ni par les grands solitaires, ni par les musiciens célestes, ni par les yakchas, ni par les rakchasas, ni par les serpens! — Et je lui avais répondu : Qu'il en soit ainsi! Or, dans son mépris pour les hommes, ce rakchasa ne les avait pas même mentionnés. — Ainsi donc, par la main d'un homme il peut périr, sans que la parole donnée par moi soit violée. »

C'est dans ces termes que Brahma annonce aux *dévas* la réhabilitation de la race humaine, qui va s'opérer au moyen de l'alliance du dieu créateur avec l'homme. Le rakchasa trop puissant qui abuse de sa force, et que le dieu se repent d'avoir doué de si magnifiques attributs, périra par la main d'un être faible, inférieur à lui, mais auquel la nature divine donnera la force qui lui manque. Voilà donc l'homme élevé tout à coup au-dessus des *dévas*, des grands solitaires, des titans, des démons, de tous les êtres, bons et mauvais, supérieurs aux lois de la nature, — ceux-ci rebelles à ces mêmes lois qu'ils refusent de subir, ceux-là prédestinés au bonheur éternel. L'orgueil a perdu la race des géans antérieure à la race humaine; l'homme les détruira, mais il ne devra sa victoire sur de si puissans ennemis qu'à son obéissance aux volontés divines. Qu'il soit pieux, qu'il sache mériter le secours d'en haut qui lui est promis, et il pourra tout accomplir. L'harmonie, longtemps troublée, va se rétablir entre le ciel et la terre; mais comment se réalisera cette promesse de Brahma? Personne ne le sait encore, même dans le monde des dieux, où se développe cette scène solennelle, et voici comment l'explique le poète Vâlmiki :

« Ayant entendu cette parole favorable prononcée par Brahma, les dieux, Indra à leur tête, furent tous remplis de joie, et là, dans l'intervalle, Vichnou, qui est le bienheureux, arrive en personne. — Brahma n'avait fait que décréter en son esprit et par l'effet de la méditation la naissance d'un héros à l'éclat incommensurable qui devait détruire le rakchasa, et il dit alors à Vichnou, qui se trouvait avec tous les dieux secondaires : « Pour les mondes affligés, tu es celui qui détruit la douleur, ô Vichnou! Dans notre affliction, nous t'implorons donc comme notre refuge, ô impérissable! »

Vichnou, on le sait, est la seconde personne de la triade indienne, le dieu qui s'incarne pour sauver le monde en péril. Égal en puissance à Brahma, dont il conserve et soutient la création, il arrive au moment où la pensée de celui-ci décrète la naissance d'un héros destiné à détruire le rakchasa; il paraît sans que les *dévas* l'appellent et de son plein gré, comme s'il n'était que la pensée suprême et féconde prenant tout à coup une personnalité pour agir. A sa vue, les *dévas* sont remplis de joie, et lui, tournant vers eux son regard bienveillant, prononce ces simples paroles : « Que dois-je faire? » Les *dévas* lui racontent comment Daçaratha, roi d'Ayodhya, après avoir pratiqué de grandes austérités, a offert le sacrifice du cheval à l'effet d'obtenir une postérité. « Ce roi, ajoutent-ils, connaît à fond la justice; il est renommé pour ses vertus, véridique, attaché à ses devoirs. En t'associant à lui, ô Vichnou! acquiers la qualité d'être l'un de ses fils. » Un peu surpris de leur demande, Vichnou interroge tour à tour les *dévas;* il veut savoir quel être redoutable leur cause tant de frayeur, et les habitans du ciel, répétant avec plus de verve encore le récit des méfaits de Râvana, représentent le monstre ennemi de la création comme perpétuellement occupé à interrompre le sacrifice, à détruire les sages anachorètes, les hommes, les rois avec leurs chars, leurs éléphans, etc. Touché de ces plaintes un peu prolixes, le dieu compatissant répond : « Oui, je le ferai! »

Dans cet exposé du poème de Vâlmiki, la grandeur de la pensée l'emporte encore sur la beauté du style et sur la richesse de l'expression. Je ne connais pas dans l'antiquité païenne une conception aussi haute que celle-ci, et si j'osais comparer le profane au sacré, la fable païenne aux données bibliques, je mettrais presque la scène de Vâlmiki dont je viens de donner une courte analyse en regard d'un passage de Milton si justement admiré. Qu'eût dit l'auteur du *Paradis perdu*, s'il lui eût été donné de lire ces premiers chapitres du *Râmâyana* où la croyance de tous les peuples à la régénération de l'homme par le secours et avec l'aide de Dieu se peint d'une manière si éclatante? Mais restons dans l'Inde avec le poète Vâlmiki, et n'oublions pas que nous sommes, selon le calcul des Hindous, à l'aurore du second des quatre âges, celui de la *préservation*. C'est la septième fois, d'après les traditions rétrospectives des poèmes cosmiques et religieux, que Vichnou descend sur la terre. Il avait pris déjà la forme d'un poisson, celle d'une tortue, d'un sanglier, d'un lion à face humaine; il avait emprunté deux fois le corps d'un brahmane (1). Le tour des *kchattryas* ou guerriers est enfin venu. Le

(1) Il avait été d'abord le nain Vamana, qui enleva par surprise la possession des

guerrier des temps héroïques, le héros demi-dieu va paraître au moment où la société indienne se développe avec le plus d'éclat, et avec lui naîtra la poésie épique.

III.

Le jeune prince en qui s'est incarné Vichnou, le pieux Râma, ne sera point un réformateur comme plus tard le divin Krichna et Çâkya-Mouni, le fondateur du bouddhisme. Il restera un guerrier, mais un guerrier vertueux, docile à l'enseignement des brahmanes, soumis aux volontés de son père, qui l'exile injustement et pour donner le trône à un autre de ses fils, un personnage purement humain, éprouvé par la douleur, et dont les dieux se servent pour purger la terre des titans qui l'oppriment. L'épopée qui a débuté d'une façon si élevée, en nous faisant assister aux conseils de la divinité suprême, ne se soutient pas longtemps dans les hautes régions. Une fois que Vichnou a consenti à s'incarner, nous retombons sur la terre, où doit se passer l'action. Râma, forcé de quitter la capitale de son père, s'éloigne tristement, escorté par tous les habitans qui pleurent et se lamentent. Il ignore la terrible et glorieuse destinée qui l'attend, il s'avance vers le sud, allant ainsi à son insu au-devant du géant Râvana, roi de Ceylan (1), qui doit lui enlever son épouse chérie et qu'il mettra à mort pour venger celle-ci. Tout le poème de Vâlmiki roule sur les combats que Râma livre aux rakchasas, combats féeriques, mêlés d'enchantemens et de sortiléges, à travers lesquels retentit toujours le cri du cœur et l'accent de la fidélité conjugale. Il s'y mêle aussi des légendes cosmiques, des dialogues philosophiques et religieux entre Râma et les solitaires : c'est le propre de la poésie indienne de revenir sans cesse sur les grandes questions qui intéressent le plus vivement le passé et l'avenir de l'humanité.

Notre intention n'est pas d'analyser ici cette longue histoire, mais seulement de montrer le héros tel que l'entendent les poètes indiens, le chevalier sans peur et sans reproche, admiré des hommes et aimé des dieux. Nous détacherons donc de l'immense épopée un petit épisode tout à fait propre à éclairer la physionomie du guerrier des premiers âges, — celui qui montre Râma débutant dans la carrière des aventures.

A peine le jeune prince est-il en état de porter les armes, qu'il se

trois mondes au puissant roi Bali, puis Paraçoû-Râma, dont nous parlerons plus loin. Le héros du *Râmâyana* est désigné plus spécialement par le nom de *Râma-Tchandra*.

(1) Quelques savans ont vu dans le nom de Taprobane, donné par les anciens à l'île de Ceylan, une altération du mot hindoustani *Tâpou-Râvana*, île de Râvana.

met vaillamment au service des solitaires troublés dans leurs retraites par les ogres et les démons. Suivons-le sur les bords du Gange, dans l'ermitage de Viçvâmitra, ce vieux guerrier dont nous avons parlé déjà (1), qui, sur la fin de sa vie, obtint de passer de la caste des kchattryas dans celle des brahmanes. Viçvâmitra a pratiqué durant bien des années les plus rudes austérités, et, devenu ermite, il offre des sacrifices, comme les brahmanes parmi lesquels il a pris rang. Malheureusement les rakchasas le tourmentent, lui aussi, et il s'en va trouver le roi d'Ayodhya pour lui demander aide et protection : c'est Râma qu'il lui faut, il le réclame avec instance. Le jeune prince part sans plus attendre et va trouver, en compagnie de Lakchmana, son frère et son inséparable ami, le vieux kchattrya, qui s'est voué à la vie contemplative. Celui-ci accueille dans sa cabane les deux fils de roi absolument comme un ermite du moyen âge aurait reçu deux paladins allant en Terre-Sainte. Tout guerriers qu'ils sont, ils ne doivent point oublier que la prière est une arme aussi.

« Or, comme le jour allait paraître, Viçvâmitra, le grand solitaire, interpella Râma, qui dormait sur un amas de feuillage.— O toi qui as pour mère Kaôçalyâ, lève-toi; que le crépuscule du matin reçoive tes hommages, car le temps d'accomplir la cérémonie religieuse de la première heure du jour est arrivé, ô seigneur (2) ! »

Fatigués par une longue marche, les jeunes princes dorment encore, et déjà les étoiles pâlissent à l'horizon.

« Et ayant entendu la parole noble et franche du solitaire, les deux frères Râma et Lakchmana, les deux héros, après s'être baignés, firent la cérémonie de l'eau, et récitèrent à demi-voix la prière que l'on doit prononcer au matin. — Puis, les cérémonies du matin une fois accomplies, tous les deux ensemble, pour témoigner leur respect à Viçvâmitra, riche en mortifications, ils se tinrent là debout devant lui. — Ensuite tous les deux aussi ils allèrent voir la divine rivière au triple cours, la Gangâ... — Sur la rive du fleuve, ils aperçurent le gracieux et pur ermitage des solitaires aux œuvres pieuses qui pratiquent des austérités saintes et excellentes, — et alors, après avoir vu cet ermitage, les deux princes dont la curiosité s'était éveillée, Râma et Lakchmana, dirent au solitaire, etc... »

Quelle sereine matinée, commencée dès l'aurore par la prière, au milieu des paisibles solitudes où les sages appliquent leur pensée à la méditation ! Comme ils sont calmes et doux, ces héros antiques dont la renommée remplira le monde ! On les prendrait pour deux héros grecs égarés dans les forêts de la Germanie. Entrevus ainsi dans le crépuscule du matin, ils rappellent encore ces guerriers

(1) Voyez la *Revue des Deux Mondes*, livraison du 1er juillet 1856.
(2) Chant de l'*Adikânda*, chap. XXVI.

adolescens si finement peints sur les vases étrusques, qui marchent d'un pas grave en se donnant la main. Le silence règne sur les bords du grand fleuve, et pourtant c'est bien là le Gange qui entendra retentir les pas d'Alexandre, qui reflétera dans ses eaux sacrées les murailles de tant de villes célèbres, que troublera le cri des Mogols victorieux, et sur lequel les nations européennes feront un jour naviguer leurs vaisseaux mus par une puissance irrésistible et merveilleuse. Vâlmiki, le poète inspiré qui a dérobé les secrets de la naissance de Râma, n'avait rien entrevu de cette réalité lointaine. A l'époque où Râma parcourt les forêts qui bordent le Gange et ses affluens, à peine y voit-on rayonner les premières lueurs de la civilisation brahmanique. Elle s'y manifeste cependant sous la forme du solitaire brahmane et du kchattrya fils de roi, double symbole de la loi divine et de la justice humaine, refoulant devant eux la barbarie. On assiste aux premiers établissemens de ces brahmanes austères, vivant de fruits et de racines, cultivant la pensée et honorant les dieux de tout leur cœur. Autour d'eux règne la paix; les bois d'alentour semblent participer à la quiétude de leur esprit. Quelle différence avec cette autre forêt sauvage, séjour des rakchasas, que le poète décrit un peu plus loin!

« Là, devant leurs pas, les deux héros, fils de Daçaratha, ayant aperçu une autre forêt terrible, demandèrent avec insistance au solitaire : — A qui cette forêt qui apparaît sombre comme la nuée menaçante, difficile à traverser, remplie de troupes d'oiseaux, où retentissent les cris d'une foule d'insectes; — forêt troublée par le bruit de diverses bêtes fauves redoutables qui poussent des rugissemens, asile des lions, des tigres, des sangliers, des ours, des rhinocéros, des éléphans? »

Cette forêt ténébreuse et remplie de bêtes fauves, située sur le bord opposé de la rivière qui coule auprès de l'habitation des solitaires, c'est la forêt enchantée que l'ermite a montrée du doigt aux hardis chevaliers, et il les y conduira lui-même dans une nacelle. Là habite un démon femelle, une *yakchî* (1) redoutable, dont le fils, maudit par un saint des anciens âges, est tombé à l'état de rakchasa. Ce démon femelle, qui met obstacle aux sacrifices et empêche les brahmanes de s'avancer vers le Gange, il faut que Râma la mette à mort. Le jeune prince s'avance, calme et résolu :

« Râma ajuste la corde de son arc et le dresse, puis il en fait vibrer la corde avec un bruit si perçant, que l'espace est rempli de cette vibration. —

(1) Féminin de yakcha, gnôme, esprit qui hante les bois. Le yakcha est beaucoup moins puissant et surtout moins pervers que le rakchasa. Les bouddhistes en ont fait une espèce de lutin qui se cache dans les arbres pour narguer les voyageurs et se livre au clair de lune à des danses joyeuses.

Par ce bruit furent épouvantées les bêtes fauves qui hantent cette forêt, et Tâdakâ (la yakchî), toute troublée, fut comme réveillée par le bruit de la corde de l'arc. — Elle hurle, dans la colère qui la transporte, la yakchî difforme au hideux visage; entendant ce bruit, elle courut vite là d'où venait le bruit strident de l'arc. — Voyant cet être au corps épouvantable, difforme, au visage hideux, aux proportions colossales, qui arrivait sur lui, Râma dit à son frère Lakchmana : — Vois, ô Lakchmana, la face difforme et effroyable de cette rakchasî en fureur, sa face gigantesque, capable d'inspirer une grande frayeur. — Vois-la, ô héros, frappée au cœur par ma flèche, mortellement atteinte, tomber sur le sol, toute baignée dans son sang. Cette rakchasî terrible, aux œuvres grandement perverses, consumée par le feu de ma flèche, va être purifiée de ses péchés ! — Comme il parlait ainsi, Tâdakâ, aveuglée par la colère, lève ses bras en rugissant et s'élance d'un bond avec rapidité; — et comme elle se précipitait avec la rapidité de la foudre qui s'échappe des mains d'Indra, cette Tâdakâ difforme, avide de tuer, terrible à voir, — pareille à une grosse masse de nuages, les deux bras levés et tendus, il lui perça le sein avec une flèche armée d'un croissant. — Et celle-ci, mortellement percée de cette flèche pareille à la foudre, vomit des flots de sang, tomba sur la terre et expira. »

Tout aussitôt les habitans des sphères célestes se montrent dans l'espace et applaudissent au triomphe du jeune Râma : singulier triomphe cependant ! Il a percé de sa flèche une femme sauvage, maladroite comme le cyclope de la fable grecque, qui n'a d'autres armes que sa difformité, sa taille gigantesque et ses deux bras inertes qu'elle jette en avant! Le véritable mérite du jeune prince en cette occurrence, ce qui constitue son héroïsme, c'est que, fort de sa foi et comptant sur le secours des dieux, il a affronté sans crainte le monstre redouté des solitaires. La forêt maudite est devenue, grâce à lui, habitable pour les pieux ermites, qui sont comme les pionniers de la civilisation brahmanique, les enfans perdus de la société âryenne. Aussi Viçvâmitra s'écrie avec joie :

« Je suis satisfait, ô Râma! Bonheur à toi, à cause de l'œuvre que tu viens d'accomplir; par affection, je vais te faire un présent, te donner toutes les armes sans exception, toutes celles que je connais, ô Râma, car tu es à mon sens digne de les recevoir! Cette arme de Brahma, qui est la première (la science du Véda), arme suprême et divine, ô Râma! je te la donne, — et aussi celle qui enlève la crainte du milieu des trois mondes ensemble, le châtiment, arme qui retient les créatures dans le devoir. — Je te donne, ô Râma, celle qui te rendra invincible, inattaquable au milieu de tes ennemis, l'arme de la loi, de la justice, aussi puissante que la mort et si précieuse; je te la donne, ô Râma!... »

Ne dirait-on pas d'abord que Viçvâmitra, le vieux guerrier devenu ermite, va armer chevalier le jeune Râma sur le lieu même de son triomphe? Mais il ne s'agit point ici de conquêtes purement humaines, ni de ces grands coups de lance qui ont élevé si haut la re-

nommée des héros de l'Occident. La gloire des armes n'a jamais été pour les Hindous le dernier mot de l'ambition terrestre. En lui conférant les dons qu'il a énumérés avec une certaine emphase, Viçvâmitra consacre dans la personne de Râma les droits des guerriers à la puissance temporelle. Il revêt Râma des attributs de la royauté, telle que l'entendait le législateur Manou. L'arme de Brahma, c'est l'initiation aux textes sacrés, le droit de lire les saintes écritures et d'offrir des sacrifices avec le secours des prêtres officians; il la lui accorde comme à un Aryen de pure race qui sait combattre et se dévouer pour les intérêts de sa nation. Il lui donne encore le *châtiment*, qui est le sceptre des rois, la justice, qui en règle l'usage, et enfin le droit de vie et de mort, qui en est l'application suprême.

IV.

Le solitaire qui a conféré à Râma les attributs de la royauté, le vieux Viçvâmitra, est un brahmane; il a renoncé au métier des armes et remplit désormais les fonctions de prêtre sacrificateur. Dans la pensée du poète comme dans celle des législateurs, toute autorité, toute puissance procède donc du brahmane, qui la tient lui-même de Brahma; le guerrier reste toujours soumis, au moins moralement, à la suprématie de la caste sacerdotale, et comme associé à son œuvre civilisatrice. Aussi les héros de l'antiquité indienne, exempts d'orgueil et de jactance, ne célèbrent-ils jamais eux-mêmes leur gloire ni leurs exploits. C'est au brahmane qui leur a donné l'investiture, c'est au poète inspiré qui retrace leur histoire, de déclarer s'ils ont bien mérité de la postérité. Il y a d'ailleurs pour le guerrier plus d'un genre d'initiation, et l'habileté dans la pratique des armes ne suffit pas au plus brave d'entre les kchattryas pour atteindre la renommée : il lui faut encore le *don de la science*, tel qu'il fut accordé à Râma par ce même solitaire. Ce que le poète Vâlmiki appelle la science ressemble beaucoup à un talisman, comme on en peut juger par les lignes suivantes :

« Mon fils Râma (c'est Viçvâmitra qui parle), il faut que, selon la loi, tu touches l'eau avec la main, et je t'enseignerai le souverain bien. Que l'occasion soit donc mise à profit!—Reçois les deux sciences que voici, *la forte* et *la très forte;* il n'y aura pour toi ni fatigue ni vieillesse dans ton corps, ni altération non plus dans tes membres. —Ni pendant ton sommeil, ni dans un moment où ton esprit serait troublé, l'ennemi ne pourra t'opprimer, et un autre qui t'égale en force, ô Râma, n'existera pas! — Ni parmi les dévas, les hommes et les serpens, ni dans les mondes ici-bas, ni parmi les hommes et les femmes, soit en félicité, soit en adresse, soit en sagesse, en connaissance des saintes écritures ou en héroïsme, — il n'y aura personne qui t'égale, ni non plus quand il s'agira de répondre. Après que tu auras obtenu

cette double science, tu acquerras une gloire impérissable. — Quand tu posséderas les deux sciences qui sont les mères de la science divine et de la science profane, la faim et la soif ne te tourmenteront plus guère, ô Râma! Victorieux à travers les défilés, les passages difficiles et les pays lointains, comme aussi à travers les forêts, tu atteindras, dans les trois mondes, au suprême héroïsme, ô Râma! — car elles sont filles de Brahma, ces deux sciences; elles soutiennent la vigueur durant toute la vie. Tu es digne, ô Râma, de les recevoir toutes les deux..... — Et alors Râma, ayant touché l'eau, les mains jointes sur le front, incliné et debout, reçut ces deux sciences de Viçvâmitra, riche en mortifications (1). »

Dans ces vers, que le poète Vâlmiki semble avoir rendus obscurs à dessein, on entrevoit une cérémonie religieuse pendant laquelle le néophyte touche avec sa main une eau consacrée, tandis que le brahmane lui confère une sorte de sacrement. Achille, trempé dans les eaux du Styx, était resté vulnérable au talon : pour avoir seulement touché l'eau sainte, Râma, destiné à vaincre tous ses ennemis, sera à l'abri de leurs coups, et bravera les maléfices des esprits pervers. Il y a dans cette donnée un côté qui semble puéril : si Viçvâmitra remettait une fiole entre les mains de son jeune héros, on penserait involontairement au baume de Fier-à-Bras; mais que l'on dégage la pensée morale et religieuse qui se cache sous le voile des mots, et l'on verra que l'une de ces deux sciences est appelée *divine*. Or cette science divine, qu'est-elle, sinon la connaissance des destinées humaines? L'homme vient de Dieu et doit retourner à Dieu; que lui importent les traverses et les périls, les coups et les blessures? Le guerrier qui est initié à ces mystères dont la connaissance était le privilége du brahmane, le guerrier qui a la foi triomphera des ogres et des démons; il sera au moins l'égal des dieux secondaires qui ne peuvent atteindre jusqu'à Brahma, et le poète a raison de dire qu'il n'aura guère à souffrir de la faim et de la soif. En un mot, Viçvâmitra a révélé à Râma cette grande vérité, que les brahmanes ne dévoilaient pas aux ignorans : — il y a en nous un principe immortel que la vieillesse n'atteint pas, que les maladies ne peuvent altérer, et qui ne meurt jamais. — La connaissance de cette vérité solennellement annoncée au guerrier qui l'avait seulement entrevue, ou qui n'y songeait guère, ne suffisait-elle pas pour l'élever tout à coup au-dessus des autres hommes, pour le grandir à ses propres yeux et lui faire voir comme à ses pieds toutes les choses de ce monde?

N'oublions pas que cette scène mystérieuse et solennelle de l'initiation se passe dans l'ermitage de Viçvâmitra. C'est surtout dans le silence des forêts, en face de la nature, que l'idée brahmanique s'épanouit dans toute sa force. Aux kchattryas appartiennent les palais et les citadelles; la ville proprement dite, avec ses rues encom-

(1) Chant de l'*Adikânda*, chap. xxv.

brées d'éléphans, de chevaux et de chariots, où retentit le bruit de l'enclume, est le séjour des *vaïcyas* ou marchands; la caste servile des *çoûdras* habite les champs et fait paître les troupeaux; les sages, voués à la contemplation, se plaisent à vivre seuls avec eux-mêmes, entourés d'un petit nombre de disciples. Tout en méditant beaucoup, il est vrai, souvent même à force de penser, les pieux ermites tombaient dans une vague rêverie, et le philosophe se transformait alors en visionnaire. On peut donc admettre que si la sagesse indienne arrivait dans les villes du fond des bois, c'était du fond des bois aussi que sortaient les contes fabuleux et les merveilleuses histoires. La foule accueillait la fable au moins avec autant d'empressement que la vérité; la poésie elle-même puisait à cette double source, et il en est résulté ce mélange de grandes pensées et de puériles inventions, de haute philosophie et de fantastiques histoires qui s'enchevêtrent dans les épopées indiennes. D'ailleurs les ermites pieux, ce sont encore les poètes qui nous l'apprennent, n'aimaient rien tant qu'à s'entretenir, le soir, après la chaleur d'un jour brûlant, de tout ce qui se disait et se racontait dans les ermitages voisins, bien loin à la ronde, et il s'établissait ainsi, en plein désert, dans les solitudes à peu près inhabitées, un courant de traditions et de légendes qui se répandait dans toutes les contrées de l'Inde. Un peuple voyageur et marchand eût fait de ces récits des contes comme les *Mille-et-une-Nuits*. Dans une société guerrière et galante, ces traditions eussent pris la forme de chroniques rimées, de fabliaux ou de poèmes chevaleresques. Dans l'Inde, où la littérature restait exclusivement entre les mains de la caste sacerdotale, ennemie des lointains voyages, du bruit des armes et de la galanterie, l'imagination, si prompte à s'éveiller, ne l'emporta cependant jamais sur l'enseignement dogmatique et moral; l'épopée garda son caractère religieux.

Suit-il de là que les grands poèmes indiens, et le *Râmâyana* en particulier, soient toujours amusans dans le sens que nous attachons à ce mot? Non, certes; mais du moins offrent-ils toujours de l'intérêt aux esprits sérieux et réfléchis. Ils nous apprennent, non l'histoire des faits, pour laquelle les sages de l'Inde ont professé trop d'indifférence, mais celle de l'esprit humain cherchant sa voie à travers le panthéisme. Si les poètes, quand il s'agit de décrire une chaîne de montagnes, un fleuve, une forêt, entassent comme au hasard une foule d'épithètes emphatiques trop souvent répétées, s'ils sortent à chaque instant du réel et du possible pour se jeter dans le fantastique et le merveilleux, au moins savent-ils marquer avec précision, en traits énergiques et saillans, tout ce qui peut rehausser la nature humaine, et rappeler à l'homme, à la femme même, le sentiment de ses devoirs. Les faiblesses du cœur et les égaremens de l'esprit ne sont jamais glorifiés dans leurs vers; tout au contraire,

c'est la vertu avec les sacrifices qu'elle impose, c'est l'abnégation et l'abandon de soi-même qu'ils célèbrent à chaque pas, au milieu des épisodes les plus dénués de vraisemblance. Ainsi la fidèle Sitâ, femme de Râma, qui a suivi le héros dans son exil, heureuse de partager ses périls et ses souffrances, obtiendra, elle aussi, un talisman merveilleux. Après une longue marche, elle arrive un soir, accompagnée de son époux, dans l'ermitage d'Atri. Cet Atri était un sage des premiers temps, un des aïeux de la race âryenne, qui a dû exister bien des siècles avant Râma; n'importe, il faut que le héros rencontre ces patriarches toujours vivans dans le souvenir des Hindous, et qu'il leur adresse ses respectueux hommages. Sitâ, de son côté, va saluer la femme du solitaire, la vieille brahmanie Anasoûyâ (celle qui est sans envie); c'est Atri lui-même qui l'y invite. Elle est bien cassée, la vieille brahmanie! Depuis dix mille ans, elle pratique dans la solitude de rudes austérités : ses cheveux sont blanchis par l'âge, elle peut à peine se soutenir; mais dans ce corps brisé vit une âme illuminée, épurée par la méditation. Dès que Sitâ s'est nommée en la saluant, Anasoûyâ lui répond avec dignité :

« Abandonnant ta famille, ô Sitâ! le repos et les honneurs, ô femme, par affection, voilà que tu suis Râma dans la forêt; ah! que cela est bien! — Que l'époux soit dans la paix ou dans les afflictions, qu'il soit criminel ou bien exempt de fautes, les femmes qui savent l'aimer ont en partage les mondes de la béatitude éternelle. — Qu'il ait une conduite mauvaise, qu'il vive dans les désordres ou même qu'il ne pratique en rien les devoirs de la justice, la divinité suprême, pour les femmes qui se respectent, c'est encore leur époux. Non, je ne vois pas de lien de parenté plus excellent pour une femme bien née; l'époux, c'est la famille, le maître, l'unique soutien, le dieu, et même aussi le précepteur spirituel! — Elles ne comprennent pas cela, par l'effet de leur conduite vicieuse, les femmes mauvaises qui, cédant aux caprices blâmables de leurs passions, agissent mal à l'égard de leur mari. — Elles trouvent la honte, ces pécheresses, et la chute hors de la voie du devoir, elles deviennent la proie du mal certainement, les femmes qui sont ainsi; — mais celles qui sont comme toi, douées de qualités, c'est au ciel qu'elles habiteront, ô bienheureuse! comme les saints (1)! »

Voilà l'enseignement brahmanique nettement formulé en ce qui concerne les femmes; l'obéissance passive et absolue de l'épouse envers son mari en est le dernier mot; le précepte est répété partout et sur tous les tons (2). Sitâ ne l'ignore pas non plus; aussi répond-elle naïvement : « Il n'y a rien de merveilleux, ô femme respecta-

(1) Chant de l'*Aranyakânda*, ch. IIe.

(2) Deux épisodes du *Mahâbhârata* souvent traduits, l'histoire de Nala et celle de Sâvitri, ont développé de la façon la plus dramatique et la plus touchante cette théorie de la fidélité que la femme doit à son maître.

ble, dans ce que tu me dis; je savais bien aussi que pour les femmes l'époux est la *voie suprême!* » Et elle ajoute que les grandes qualités de son époux lui rendent plus facile qu'à aucune autre l'accomplissement de ces devoirs sacrés. Sous les paroles de Sitâ se cache sans nul doute un avertissement discret pour les maris; le poète semble leur dire : Soyez sages, vertueux, pieux comme Râma, et vous serez plus assurés encore d'avoir des épouses fidèles comme Sitâ!

Nous sommes donc en pleine morale. On dirait que le poète a oublié la forêt dans laquelle son héros s'avance à la manière d'un *caballero andante;* mais voici que le fantastique reparaît après le sérieux discours de la vieille brahmanie, et cette femme austère, qui parlait comme un précepteur spirituel, prend tout à coup les traits d'une bohémienne habile dans l'art de préparer les philtres. Au moment du départ, elle donne en présent à Sitâ un onguent, — je cherche vainement un mot plus poétique, — un onguent qui éternisera la beauté de la jeune femme, et la rendra chaque jour plus gracieuse et plus agréable à son époux. Sitâ accepte avec reconnaissance la précieuse recette; Râma n'a-t-il pas reçu de son côté le don de l'éternelle jeunesse et de l'inaltérable énergie? Entre la vieille brahmanie et la belle Sitâ s'établit aussitôt une grande intimité. Elles causent beaucoup, restant femmes par ce côté, précisément au moment où le poète cherchait à les élever au-dessus de la nature humaine. Depuis longtemps, Sitâ ne trouvait à qui parler dans la solitude des bois; aussi se dédommage-t-elle en racontant à Anasoûyâ sa naissance extraordinaire (1), les circonstances de son mariage et ses premiers pas sur le chemin de l'exil. Peu à peu on se sent descendre des hautes régions de la fiction dans un milieu plus réel, plus riant aussi, où se meuvent, à travers une douce obscurité, les solitaires pieux, surpris dans l'exercice de leurs pratiques habituelles. Sitâ a fini de raconter; la vieille brahmanie l'embrasse en lui jetant ses deux bras autour du cou :

« Tu me fais là, ô ma fille, un récit bien agréable, excellent; j'ai plaisir à t'écouter raconter, un grand plaisir, ô toi qui parles avec douceur! — Mais voilà que le soleil s'en va vers le couchant, et déjà commence la nuit, qui repose, avec son cortége de planètes et de constellations, et toute transparente..... — Des oiseaux dispersés pendant le jour, et qui s'assemblent aux lieux choisis pour prendre leur nourriture, on entend le bruit. — Les solitaires qui étaient partis vers l'étang pour y faire leurs ablutions, la cruche à la main, ont fini de se baigner, ils reviennent avec leurs vêtemens

(1) Sitâ est considérée comme la fille de Djanaka, roi du Mithila, — aujourd'hui le Tirhut, — au nord-est du Bengale. Un jour que Djanaka traçait avec la charrue le lieu destiné au sacrifice, la jeune fille sortit de terre, tenant ses deux mains levées. Râma l'avait obtenue pour épouse en rompant un arc merveilleux qu'aucun prince n'avait pu tendre.

d'écorce tout baignés par l'eau. — Du milieu des feux où se consume l'offrande des solitaires selon le rite prescrit s'élève une fumée brune comme le cou de la tourterelle qui se montre à travers le ciel sans nuages. — Les arbres qui n'ont presque plus de couleur se confondent dans des masses obscures; dans le pays environnant, gracieux et calme, ils forment des groupes pareils à des montagnes. — Les êtres qui marchent durant la nuit errent de toutes parts, et les gazelles, hôtes de cette forêt où les solitaires pratiquent leurs austérités, sont venues se coucher au milieu des autels (1).— Elle s'étend et règne, ô Sitâ, la nuit qu'entoure un cercle de constellations et de planètes, et la lune revêtue de sa douce clarté paraît déjà haute à travers le ciel. — Je te le permets, va auprès de ton époux Râma, etc. (2)... »

Avant de renvoyer Sitâ vers son époux, la vieille brahmanie l'invite à faire sa toilette; malgré son grand âge, — et le poète indique finement ce détail sans y insister, — elle se plaît à voir une jeune belle femme revêtir tous ses ornemens. Râma retrouve son épouse plus gracieuse encore qu'avant sa courte absence : le charme de la recette merveilleuse opère déjà; mais la beauté de Sitâ pâlit, à notre avis, devant la splendeur de la nuit qui commence. Sereine clarté au ciel, ombres profondes sur la terre, calme partout et silence à peine troublé par la marche des vieillards qui sortent tout trempés de l'eau pure des étangs et par le léger bruit des oiseaux qui se rapprochent des ermitages, tout cela compose un tableau plein de douceur et d'harmonie. Il y a dans ces vers un sentiment intime de la nature tropicale, et je ne sais quelle rêverie mélancolique dont les poètes de l'antiquité classique offrent peu d'exemples, Virgile excepté. Le poète de Mantoue, je me hâte de le reconnaître, a dans ses paysages plus de suavité, il parle au cœur. Vâlmiki vise plus haut; il s'adresse directement à l'âme. Le premier a des accens que nos sociétés troublées comprennent à merveille, et comme il chante au lendemain des révolutions, il se plaît à peindre les troupeaux qui paissent, les bœufs qui labourent sur un sol ravagé, à peine rendu à l'agriculture. Le second, venu avant les révolutions, décrit une terre vierge qui n'a point souffert encore, et son regard, indifférent aux riches moissons et au bien-être matériel des populations auxquelles l'espace ne manque pas, cherche à travers les solitudes une seule chose : la pensée indienne, la sagesse de sa nation, qui brille au milieu des ténèbres comme un feu sacré.

V.

En insistant quelque peu sur un passage du *Râmâyana*, en apparence tout poétique, nous ne nous sommes point écarté du sujet

(1) C'est-à-dire dans les espaces creusés au-dessous du niveau du sol et destinés à recevoir l'offrande.

(2) Chant de l'*Aranyakânda*, chap. v.

qui nous occupe. Le poète Vâlmiki nous y ramène lui-même, en signalant dans ces forêts mystérieuses la marche des êtres malfaisans qui errent pendant la nuit. Ces mots, qui semblent jetés au hasard, rappellent au lecteur la marche aventureuse de Râma, et au héros lui-même la mission qu'il doit accomplir. Râma, on l'a vu déjà, a reçu d'abord les armes symboliques par lesquelles les législateurs caractérisent la puissance royale. Plus tard, le don de la *double science* lui a été accordé : il ne peut vieillir, ni être vaincu, ni ressentir les effets d'aucun maléfice. Au moment où il va quitter l'ermitage d'Atri pour pénétrer dans la forêt Dandakâ, — laquelle n'est autre que la presqu'île de l'Inde, alors inhabitée, — marchant ainsi vers Ceylan, où il rencontrera le géant Râvana, le vieux solitaire lui parle d'un autre sage des temps anciens, nommé Agastya. Celui-là non plus ne pouvait être d'aucune manière le contemporain de Râma; mais les poètes hindous procèdent ainsi : au lieu de conduire leurs héros dans les champs élyséens ou de les y transporter en rêve, pour leur montrer les grands hommes de leur race, ils placent ces mêmes personnages sur leur route et les mettent en scène dans le récit.

Prenons donc Agastya tel qu'il est dans le *Râmâyana*, pieux anachorète, paisible habitant de la *Forêt-Noire*, et guéri des grands accès de colère auxquels il était jadis trop sujet. La légende en effet lui reproche d'avoir, dans une circonstance mémorable, avalé l'Océan tout d'un trait, et dans une autre, non moins célèbre, abaissé d'un mot les monts Vindhyas, qui séparent l'Hindoustan de la presqu'île indienne, châtiant ainsi la mer et les montagnes, qui avaient osé lui désobéir! Guidé par les indications que lui a données Atri, le jeune héros, suivi de sa femme et de son frère, va chercher la demeure d'Agastya. Voyez-les passer tous les trois : Râma ouvre la marche, la belle Sitâ vient ensuite, et à l'arrière-garde paraît Lakchmana, qui porte l'arc et les flèches. Autour des trois voyageurs se déroule un immense paysage coupé de lacs et de rivières, et que de hautes montagnes encadrent à l'horizon. Sur les arbres et à travers les broussailles épaisses voltigent en gazouillant et rugissent dans l'ombre toutes sortes d'oiseaux et de gros quadrupèdes : on dirait un tableau de Breughel de Velours. Les gracieux volatiles et les bêtes féroces reviennent souvent dans les poèmes indiens, parce que les animaux qui errent librement dans les bois rappellent les époques primitives où l'homme n'avait pas encore pris possession de la terre. Placés dans ce milieu sauvage, Râma, Sitâ et Lakchmana, qui voyagent à pied et se suivent à la file, ressemblent un peu à trois Indiens de l'Amérique descendant des hautes vallées des Cordillères vers les rives de l'Orénoque; mais le poète a su mettre l'auréole au front de ces faibles mortels. Râma a pour mission de porter jusqu'à Ceylan la

civilisation brahmanique, dont il est le représentant le plus accompli. Dans la démarche silencieuse et presque furtive du héros, respecté par les lions et les tigres, salué par tous les saints anachorètes, qui s'avance vers la pointe extrême de la presqu'île, on reconnaît l'incarnation d'un dieu : *patuit deus!*

Un disciple d'Agastya a rencontré les trois voyageurs, qui l'ont chargé d'avertir leur maître. Au nom de Râma, le solitaire a tressailli; il attendait, lui aussi, la venue du jeune prince, incarnation de Vichnou, qui devait assurer aux Aryens la possession paisible de toute la terre. Il lui remettra donc avec empressement les armes merveilleuses que les dieux lui ont confiées. Après avoir honoré de son mieux le héros prosterné devant ses pieds et qu'il appelle « la voie et le sauveur du monde, » il lui offre respectueusement des racines, des fleurs et de l'eau, puis il lui adresse ces paroles :

« Cet arc excellent et divin, enrichi de diamans et d'or, cet arc de Vichnou, ô prince des hommes! il a été fabriqué par Viçvakarman (1), — et ces flèches qui ne manquent pas le but, ces flèches brûlantes données jadis par Brahma, je les ai reçues du grand Indra, ainsi que ces deux carquois aux traits indestructibles, — tout remplis de flèches acérées pareilles à des serpens enflammés, et aussi ce grand glaive enfermé dans un grand fourreau et qui brille comme l'or. — Avec cet arc, ô Râma, ayant tué dans les combats les grands démons, Vichnou a conquis jadis la félicité radieuse des habitans du ciel. — Cet arc avec les deux carquois, ce glaive que je te présente, accepte-les pour la victoire..., — car jadis Indra m'a dit : Lorsque Râma viendra ici, donne-lui cet arc; — et toi, qui es ce Râma, enfin te voilà venu à notre ermitage; prends-le, cet arc divin, excellent et sans égal. — Avec cet arc, ô Râma! tu dompteras le monde tout entier, ô héros victorieux (2)! »

Après lui avoir remis ces armes surnaturelles, cet arc qui « doit assurer la paix des trois mondes, » le sage Agastya donna encore à Râma une tunique merveilleuse et une paire de pendans d'oreilles qu'il tenait d'Indra. Voilà donc Râma revêtu d'armes plus terribles, quoique moins riches et moins brillantes, que celles d'Achille. Incarnation vivante d'un dieu, il n'a ni bouclier, ni cuirasse, ni casque, mais il tient à la main l'arc à la longue portée avec des flèches enflammées pareilles aux rayons du soleil des tropiques, l'arc dont la corde, en vibrant, fait tressaillir la nature entière, comme la foudre qui éclate dans les airs. Toutes ses armes sont offensives, parce qu'il sera le héros divin destiné à purger la terre des monstres qui l'oppriment, et non le guerrier emporté par la colère qui se jette au milieu de la mêlée, bravant la mort et la portant lui-même dans les rangs ennemis. Il n'aura point affaire à des hommes, mais à des *puis-*

(1) Le Vulcain de la mythologie indienne.
(2) Chant de l'*Aranyakânda*, chap. XVIII.

sances; ses alliés eux-mêmes seront des êtres pris en dehors de la race humaine (1).

L'ère des grands combats et des aventures commence pour Râma dès qu'il a pris congé d'Agastya. Il a reçu toutes les initiations, tous les dons qui le rendent invincible. Notre intention n'est point de le suivre dans ses entreprises, ni de raconter le dénoûment de ce long drame. Les personnages surnaturels avec lesquels Râma entre en relations avant et pendant la conquête de Ceylan appartiennent à la mythologie; ce n'est pas la fable, mais la physionomie du héros que nous voulons étudier jusqu'au bout, son caractère à la fois humain et divin. Comme dieu, il lui sera donné de triompher de tous ses ennemis; comme homme, il devra lutter et souffrir. Il lui a été prédit que, grâce au don de la science, la faim et la soif ne le tourmenteront plus, que la fatigue n'aura pas de prise sur son corps; mais la douleur morale ne lui sera pas épargnée : il se verra séparé de son épouse chérie, de la fidèle Sitâ, qui a tout quitté pour le suivre dans l'exil. Enlevée par le géant Râvana, qui la transporte à Ceylan à travers les airs, Sitâ a trouvé le moyen de laisser tomber quelques-uns de ses ornemens, espérant ainsi apprendre à son époux la route qu'elle a suivie et le mettre sur sa trace. A ce moment, la nature s'émeut d'épouvante et de pitié; un frémissement inaccoutumé parcourt la forêt, les bêtes fauves poussent des hurlemens plaintifs, le soleil se voile, et la mer qui baigne Ceylan de ses vagues écumantes se soulève indignée. Râma, ne retrouvant plus sa femme là où il l'avait laissée, la redemande à Lakchmana, son frère. Où est-elle? en quel lieu est-elle allée? a-t-elle été tuée? a-t-elle été dévorée par quelque ennemi invisible? Puis, voyant ses alliés qui pleurent sans répondre, il se met à se lamenter et s'écrie en se tordant les bras :

« Si tu te caches derrière un arbre pour te jouer de moi, ô Sitâ! cesse ce jeu, car ton absence me fait trop souffrir (2). — Les jeunes faons apprivoisés avec lesquels jouait Sitâ, ne trouvant pas leur maîtresse aux longs yeux, se montrent ici, ô Lakchmana! — Ces joyaux étincelans qui appartiennent à Sitâ, ces gouttes d'or tombées en désordre sur la terre avec la guirlande, — vois-les, ô mon frère! qui jonchent le sol de toutes parts, mêlées à des gouttes de sang pareilles à de l'or fondu et qui me font peur! — Oh! oui, par des rakchasas changeant de forme à volonté, qui l'ont déchirée et mise en pièces, elle a été lacérée et dévorée, la pieuse Sitâ!... — Quand je serai mort du grand chagrin que me cause l'enlèvement de Sitâ, dans l'autre monde le grand roi mon père me dira : « Comment, après m'avoir promis de rester

(1) Le roi des vautours, qui semble avoir appartenu, comme Râvana, à une création antérieure, et les grands singes, conduits par Hanouman, leur chef.

(2) On retrouve la même pensée dans l'épisode de Nala; mais c'est Damayanti qui adresse ces paroles à son époux, qui l'a lâchement abandonnée : « Tu es là, tu es là, on te voit bien; oh! prince, je te vois; caché là derrière des broussailles, pourquoi ne me réponds-tu pas?... » *Mahâbhârata,* chant du *Vanaparva,* épisode de Nala, lecture 63e.

en exil dans la forêt, parais-tu ici, en ma présence, sans avoir accompli le temps convenu? — Malheur à toi, qui agis selon ton caprice, homme méprisable qui fausses ta promesse et méconnais tes devoirs! » Ainsi, sans aucun doute, me parlera mon père dans l'autre monde... — Par toute la forêt, j'ai fait des recherches, et dans les étangs, où abondent les lotus, et dans les montagnes aux reflets étincelans, remplies de cavernes et de torrens.— Et je ne vois point Sitâ, qui m'est plus chère que la vie, bien que je l'aie cherchée à travers les montagnes et dans la forêt, de toutes parts, de tous côtés... — O maître suprême des trois mondes, Indra, toi qui es un dieu, fais-moi connaître si c'est pour longtemps que mon épouse vertueuse m'a abandonné? — Le temps où l'homme jeune, ayant obtenu une épouse, sent redoubler sa joie, ce temps était arrivé pour moi, et voici que cette épouse chérie m'abandonne!... — Pour moi, qui suis séparé de ma famille et qui ne vois plus la fille du roi, je le sens, les nuits seront longues, car je les passerai dans les veilles (1). »

Aux prises avec l'adversité, le divin héros se lamente comme un simple mortel : ainsi, privé de sa chère Eurydice, Orphée la redemandait aux échos de la Thrace; mais le poète grec avait perdu sa femme par la volonté des dieux, elle était pour toujours dans les enfers : il ne lui restait donc qu'à pleurer. Le guerrier indien sait que la sienne lui a été enlevée par un ennemi de la race humaine, par un géant qu'il peut combattre, et après un moment de faiblesse il retrouve, sous l'inspiration de la colère, toute son audace, toute sa fierté. Il s'indigne à la pensée que le rakchasa, étranger à tout sentiment de pitié, le méprise parce qu'il contient sa fureur. S'il a pénétré dans la forêt Dandakâ, c'était pour obéir à son père; le devoir, la fidélité à sa parole, l'ont conduit à s'exiler; il est donc en règle avec la justice, et le bon droit est de son côté. Sitâ lui a été enlevée, il faut qu'il la retrouve ou qu'il venge sa mort; les mondes n'auront pas de repos que cet acte de réparation n'ait été accompli. Râma, qui semblait avoir perdu la tête, comprend tout à coup qu'il s'agit d'un combat tel qu'il n'y en a pas eu depuis celui que les titans soutinrent contre les dieux.

« Si elle est vivante, la *vaïdéhi* (2), tant mieux pour les mondes, ô Lakchmana! si elle a péri, tu verras périr toute la création! — Parmi les immortels, je jetterai le trouble avec mes flèches aux pointes enflammées, et cela à cause de Sitâ, moi qui ne suis qu'un mortel! — Et si les dieux ne me rendent pas la vertueuse Sitâ, tout à l'heure, ô Lakchmana, ils verront ce que je puis faire. »

Pour un héros pieux ce sont là des paroles un peu vives et qui ressemblent presque à des blasphèmes; mais les dieux auxquels s'adressent ces menaces sont des dieux peccables, comme les *dii*

(1) Chant de l'*Aranyakânda*, chap. LXVII et LXVIII.
(2) L'un des noms de Sitâ, littéralement l'*étrangère*.

minores de l'antiquité grecque et latine, des divinités secondaires soumises au créateur, comme l'homme lui-même, et souvent moins agréables à leur maître que le mortel vertueux. Il ne faut donc point voir dans les paroles qui expriment la colère de Râma ce sentiment d'impiété qui animait Ajax, fils d'Oïlée, après son naufrage : elles sont, comme l'éclair avant la tempête, le prélude des combats terribles qui vont épouvanter la terre et le ciel. L'enlèvement de Sitâ aura provoqué une guerre dont les générations futures garderont le souvenir, et qui retentira dans toute l'Inde, comme dans la Grèce celle de Troie. Seulement ici les Grecs sont représentés par Râma, par Lakchmana, son frère, et par les singes devenus ses auxiliaires; les Troyens sont les géans, les esprits pervers qui reconnaissent Râvana pour leur chef. Au lieu d'un fait historique embelli par la poésie, on découvre dans le *Râmâyana* une allégorie qui exprime le triomphe de la race âryenne sur les barbares ennemis des dieux. Râma, qui a percé de ses longues flèches les géans établis dans l'île de Ceylan, ressemble, au moment de son triomphe, à Apollon vainqueur des cyclopes qui habitaient la Sicile. Le héros du *Râmâyana* ne disparaît point toutefois de la scène du monde dans un nuage de gloire. Après avoir reconquis son épouse Sitâ, il reprend avec elle la route de sa capitale, où ses sujets l'accueillent avec des cris de joie.

VI.

Le cadre de cette longue épopée renferme en réalité quelque chose comme une odyssée terminée par une iliade. Cependant le sujet du *Râmâyana* est peu compliqué. Il s'agit des pérégrinations d'un jeune prince, fils du roi d'Oude, exilé par son père, et contraint d'aller passer dans la forêt un certain nombre d'années. Un sauvage lui enlève sa femme, et il résulte de cette agression une guerre à outrance qui se termine par la mort du barbare et la destruction de sa tribu. De cette donnée fort simple, la tradition religieuse et poétique a fait une œuvre complexe. On peut voir dans Râma un mythe, la personnification de la race âryenne, ou simplement le nom collectif d'une dynastie qui sut, en restant fidèle aux traditions religieuses, se concilier l'affection et même le respect de la caste sacerdotale : ce sont là des questions que chacun peut traiter comme il lui plaît. Ce qu'il y a de certain, c'est que le *Râmâyana* marque une ère nouvelle dans la croyance et dans la littérature de l'Inde. La nouveauté, au point de vue de la doctrine religieuse, consiste dans l'importance qu'a prise Vichnou comme divinité protectrice des hommes et dans le rôle qui lui est attribué comme seconde personne de la triade; au point de vue littéraire, elle se trahit dans le fait même d'une épopée immense dont un guerrier est le héros. L'autorité royale, contre la-

quelle l'esprit brahmanique avait protesté dans des légendes sans nombre après lui avoir longtemps résisté, la puissance temporelle, personnifiée dans le souverain choisi parmi les guerriers, s'affermissait à mesure que la société âryenne prenait plus de développement. Chargé de gouverner les hommes, ou, comme le disent les législateurs hindous, de les maintenir dans le devoir par la crainte du châtiment, le roi devint la personnification du dieu qui conserve le monde et l'empêche de périr. Comment cette divinité protectrice se sépara du créateur, grand père des êtres, en qui elle semblait d'abord contenue, comment elle prit une forme particulière, les brahmanes n'en ont rien dit. Toujours est-il qu'on la voit s'incarner dans Râma, guerrier, fils de roi, à la demande des dieux inférieurs épouvantés de l'audace des géans et des démons, et du consentement de Brahma lui-même. Ce que Brahma accepte, les brahmanes l'accepteront aussi. Ils remettront donc aux mains du guerrier devenu roi la *double science*, les armes merveilleuses dont ils prétendaient avoir conservé le dépôt, et la puissance temporelle s'accroîtra d'autant. Ils auront livré de bonne grâce la part de pouvoir qui leur échappait; dès-lors tout sujet de querelle entre les castes aura cessé, et la paix régnera dans le monde.

Jamais cependant on ne sent mieux le prix de la paix qu'après une longue guerre, une guerre intestine surtout. L'Inde, si l'on en croit les légendes, avait traversé une de ces crises terribles, dont on retrouve les traces dans l'histoire un peu confuse d'un Paraçoû-Râma (Râma à la hache), considéré, lui aussi, comme une incarnation de Vichnou. Voici en quelques mots cette histoire, qui se lie indirectement au sujet du *Râmâyana*. Jadis une querelle s'éleva entre le brahmane Djamadagni, père de Paraçoû-Râma, et un roi voisin, à propos de la *vache d'abondance*, — symbole de la terre, ou si l'on veut de la puissance temporelle, — dont les deux castes rivales se disputaient la possession. Djamadagni périt dans la lutte, et son fils pour le venger jura d'exterminer les guerriers. Il les battit dans vingt et une rencontres et les détruisit tous, à l'exception de la dynastie dite *solaire*, qui régnait à Oude, d'où sortit le Râma chanté par Vâlmiki. Son arme était cette hache terrible qui lui valut son nom; il l'avait reçue de Civa, troisième personne de la triade, emblème de la destruction. Sur la fin de sa vie, ayant entendu dire que l'autre Râma, fils du roi d'Oude, avait brisé l'*arc de Civa*, il voulut l'attaquer aussi, mais il sentit bientôt que la force du jeune héros surpassait la sienne. Il se retira donc dans la forêt pour y terminer ses jours. De ces faits il résulte clairement que des brahmanes appartenant à la secte des adorateurs exclusifs de Civa se soulevèrent contre les rois sous la conduite de Paraçoû-Râma, et tentèrent de leur enlever l'autorité temporelle. Cette insurrection paraît s'être calmée lorsque la vieillesse

diminua les forces de celui qui l'avait suscitée. Une réaction eut lieu en faveur des guerriers; les brahmanes établis sur le territoire d'Oude, et qui, selon toute apparence, avaient adopté la croyance plus pacifique d'un dieu clément et compatissant représenté par Vichnou, s'abritèrent sous la protection des rois de ce pays pour faire prévaloir leur doctrine. Le fils du roi Daçaratha, le destructeur des barbares habitans de Ceylan, devint pour eux l'incarnation véritable de cette divinité tutélaire, activement occupée du salut des hommes. Pour bien comprendre le héros du *Râmâyana* et le sens véritable de cette épopée, il faut donc placer le Râma à la hache en regard du Râma vainqueur des géans (1). Le second, venu bien peu de temps après le premier, marque déjà d'autres tendances; l'esprit brahmanique s'est adouci. La fatalité ne pèse plus sur les destinées de l'humanité, on voit paraître enfin un homme né hors de la caste privilégiée, qui saura mériter par ses vertus et par ses efforts persévérans cet amour des dieux et cette puissance irrésistible que les anciens sages se croyaient seuls dignes d'obtenir.

Dans l'ordre des temps, Râma est le premier homme, le premier héros dont le souvenir se soit gravé dans l'esprit des peuples de l'Inde. Les *Pourânas*, poèmes cosmiques et religieux, sont lus par des savans qui les comprennent tant bien que mal; des listes généalogiques entremêlées de légendes fabuleuses ne peuvent intéresser bien vivement les populations. Une épopée, au contraire, dans laquelle sont racontés les exploits merveilleux d'un héros divin par la naissance, mais humain par ses traverses et ses douleurs, une pareille épopée ne pouvait manquer de rendre populaire le nom et la personne de Râma. On ne saurait d'ailleurs refuser au pieux guerrier des qualités et des vertus propres à être offertes en exemple. Si Didon ne se fût rencontrée sur sa route, le pieux Énée se rapprocherait beaucoup de Râma par ses grands côtés. Seulement l'austère Vâlmiki, que la tradition représente faisant ses méditations sur un nid de grosses fourmis dont il ne sent pas même les piqûres, n'aurait point passé à son héros de ces gracieuses faiblesses si facilement excusées par l'antiquité classique.

En abordant l'épopée, la poésie indienne n'a rien perdu encore de son austérité. Elle enseigne toujours; seulement elle joint l'exemple au précepte, qui se fait mieux écouter. Résignation à la volonté paternelle, même quand cette volonté est contraire à la justice, piété envers les dieux, fidélité conjugale, dévouement à la

(1) Il est difficile de s'expliquer comment ces deux personnages, si différens dans leurs actions, peuvent être des incarnations d'un même dieu. Paraçoû-Râma n'est au fond qu'un brahmane *civaïte*, emporté, vindicatif et implacable comme le dieu qui lui a mis en main son arme vengeresse. Il descendait du terrible Bhrigou, sage des anciens âges dont nous avons déjà parlé. Voyez la livraison du 1er juillet 1856.

cause des opprimés, affabilité envers les vieillards, respect pour les sages vivant dans la pauvreté, telles sont les vertus que le *Râmâyana* proclame. En les faisant briller dans la personne d'un prince, Vâlmiki a créé le type le plus accompli du héros sans peur et sans reproche, et j'ajouterais du héros doué de raison, car toutes ses actions tendent au même but : l'extinction de la race ennemie de l'humanité. Mais quelle est la part qui revient à Vâlmiki dans la composition du *Râmânaya?* Celle qui revient à Homère dans la composition de l'Iliade. Il a recueilli et coordonné les récits qui avaient cours de son temps et leur a donné l'unité, c'est-à-dire la vie et le mouvement. De plus, il a mis en lumière et en corps de doctrine la croyance en une divinité protectrice, en une providence active, toujours prête à intervenir dans les affaires humaines, et qui se nomme Vichnou, — croyance qui appartient au second âge de la race âryenne, et semble avoir pris naissance après l'époque des législateurs, lorsqu'il y avait déjà dans l'Inde des dynasties puissantes. Il a fait sortir des légendes où elle restait dans l'ombre cette physionomie vraiment admirable du héros pieux, du héros selon les dieux, qui devait être le modèle des rois et consacrer plus définitivement que par le passé la puissance et la grandeur de l'autorité royale, en la colorant d'un reflet divin. Dans son œuvre si longue et remplie de beautés de l'ordre le plus élevé, l'esprit indien se manifeste pleinement avec ses tendances mystiques, ses aspirations vers la Divinité, et son admiration pour les vertus qui font les grandes âmes. Père de la poésie épique, Vâlmiki passe parmi les Hindous pour un poète inspiré, ou, si l'on veut, pour une incarnation de la déesse de la parole. Contemporain de Râma, selon la tradition, il habitait une montagne du Bundelkand, au lieu même qui marqua la première étape du héros dans son exil. C'est là que la postérité aime à le représenter, assis au pied d'un arbre, vieilli par l'âge, amaigri par les jeûnes et couvert de fourmis. Cette fourmilière est devenue le trône du vieux poète, qui ne l'eût pas changé pour celui d'un roi. Quant au héros immortalisé par lui, il a eu de plus hautes destinées. Le fils de Daçaratha est resté dans la croyance des populations de l'Inde ce que Vâlmiki l'avait fait, un dieu, l'une des manifestations de Vichnou. Son nom était le cri de guerre des vaillantes tribus du Radjasthan durant les luttes héroïques qu'elles soutinrent contre les Mogols. De nos jours encore, de pieux pèlerins suivent sa trace à travers la presqu'île jusqu'à la fameuse digue bâtie par les singes pour joindre Ceylan au continent, et les sectaires qui ont voué à Vichnou un culte particulier sont assurés d'aller droit au ciel, s'ils prononcent en mourant cette invocation sacrée : « Ram ! Ram ! »

TH. PAVIE.

SIR ROBERT PEEL

ET

M. GUIZOT

La vie de sir Robert Peel écrite par M. Guizot, voilà un titre significatif (1) : il réunit deux des plus grands noms contemporains de deux monarchies constitutionnelles. La belle figure de sir Robert Peel, le tableau entier du développement anglais de son temps n'avaient encore été retracés nulle part, même en Angleterre, avec ce degré de précision et de grandeur. Aussitôt traduit en anglais que publié en français, ce beau livre a déjà passé le détroit; il va entretenir et fortifier la cordiale entente entre les honnêtes gens et les esprits sérieux des deux pays. M. Guizot continue, comme écrivain, les traditions de sa diplomatie; il ne pouvait donner une preuve plus éclatante de sa sympathie pour la grande nation libre et de sa parfaite connaissance de tout ce qui la touche. De leur côté, tous les hommes de quelque valeur en Angleterre accueilleront, je n'en doute pas, avec respect et reconnaissance, cet éloquent hommage, et les nuages qu'un malentendu passager avait élevés achèveront de disparaître.

Pour nous, Français, cette publication contient un enseignement de plus, en ce qu'elle suscite une comparaison entre le sujet et l'historien, sir Robert Peel et M. Guizot, ou pour mieux dire entre les deux nations qu'ils ont servies avec des destinées bien différentes.

A quelque parti qu'on appartienne, on n'aura pas lu, sans un profond sentiment de tristesse, une page comme celle-ci : « Sage

(1) L'étude sur sir Robert Peel, publiée par M. Guizot dans la *Revue* du 15 mai, 1er juillet, 1er août et 1er septembre 1856, vient d'être réunie en un volume in-8°, chez Didier.

et glorieux conseiller d'un peuple libre, ainsi, le lendemain de sa mort, on qualifiait sir Robert Peel dans son pays. J'ajouterai : aussi heureux que glorieux, heureux dans ses derniers jours comme dans le cours de sa vie, malgré l'accident lamentable qui l'a si fatalement terminée. Pendant quarante ans, il a été debout dans l'arène politique, toujours combattant et le plus souvent vainqueur. La veille de sa mort, il était encore debout, mais en paix, *à sa place dans le parlement*, répandant sans combat sur la politique de son pays les lumières de sa sagesse, *et jouissant avec sérénité de son ascendant accepté de tous.* » Pas un mot de plus; ce n'était pas nécessaire. Le contraste est assez frappant et parle assez haut. Heureux en effet sir Robert Peel! heureux tous les hommes publics de cette calme et libre Angleterre! heureuse surtout la nation elle-même qui sait conserver et honorer jusqu'au bout ses serviteurs éprouvés!

Voyez comment se forme un premier ministre dans ce pays-là. Un manufacturier du comté de Lancastre fait une fortune de soixante millions; il a un fils qui annonce d'heureuses dispositions, il se promet de bonne heure d'en faire un homme d'état. Rien n'est épargné pour l'éducation du futur ministre, soit au collége, soit à l'université, soit dans le monde. Dès son enfance, il entend traiter autour de lui toutes les questions qui touchent à la grandeur et à la prospérité nationale. A vingt et un ans, il entre dans la chambre des communes; il s'y distingue par des qualités plus solides que brillantes, un esprit réfléchi, une grande aptitude au travail, une réserve digne, mais froide; à vingt-quatre ans, il occupe un grand poste dans le gouvernement. Dès ce moment, il entre au pouvoir et en sort tour à tour, selon les vicissitudes de l'opinion, qui tantôt se rapproche de lui et tantôt s'éloigne, mais toujours conservant son siége au parlement, traitant de près les grandes affaires, exprimant librement son jugement de tous les jours, étudiant, discutant sans cesse, et gagnant pas à pas une influence prépondérante. Trente-deux ans après son entrée dans la chambre des communes, il devient le chef du gouvernement; cette autorité qu'il a conquise en trente-deux ans, il ne la perd pas un jour; il s'en sert pour imposer à son propre parti deux ou trois grandes mesures qui lui répugnent profondément, mais qui n'en sont pas moins nécessaires. Renversé du pouvoir par les ressentimens qu'il a provoqués, il attend paisiblement que les faits lui donnent raison, il assiste avec un légitime orgueil au développement de prospérité qui est son ouvrage, voit peu à peu les hommages revenir vers lui de toutes parts, et quand il meurt, l'Angleterre entière prend spontanément le deuil; la reconnaissance universelle écrit sur son tombeau ces mots qui sont le plus beau couronnement d'une vie humaine : *sage et glorieux conseiller d'un peuple libre!*

A côté de cette existence radieuse et sereine, plaçons celle d'un premier ministre français. Né protestant dans un pays catholique, un enfant n'ouvre les yeux que pour apprendre qu'il appartient à un culte persécuté; à sept ans, il voit monter son père sur l'échafaud révolutionnaire; il fuit, et va faire ses premières études hors de France, à Genève, dans les tristesses et les souffrances de l'exil. Dès que l'ordre se rétablit un peu dans sa patrie bouleversée, il y rentre, mais sans fortune, sans amis, sans secours, forcé de travailler pour vivre. Dix ans lui suffisent pour sortir de cette obscurité et se faire un nom malgré les obstacles de tout genre qu'un gouvernement sans publicité met à toute renommée qui n'est pas militaire. L'empire tombé, il ne peut prendre part que de loin aux affaires publiques; la législation lui interdit l'entrée des chambres avant l'âge de quarante ans : il remplit cet intervalle en occupant avec éclat une chaire d'histoire, on la lui ferme. Il devient enfin député, c'est pour assister à une révolution qu'il aurait voulu prévenir. Loin de perdre courage, il s'attache au nouveau gouvernement, travaille sans relâche pendant dix-huit ans à fonder l'alliance de l'ordre et de la liberté, de la démocratie et de la loi, et déploie dans ce pénible labeur des qualités incomparables, une intégrité de caractère, une hauteur d'éloquence, une fermeté de vues, généralement reconnues et admirées. Un beau matin, tout s'écroule sous ses pieds, il est forcé de reprendre le chemin de l'exil, et n'en revient que pour passer ses derniers jours à l'écart délaissé par son pays, qui lui doit ses plus belles années, et témoin douloureux et impuissant de révolutions nouvelles.

Cette histoire n'est pas seulement celle de M. Guizot. J'en pourrais citer bien d'autres. Comparez par exemple la fin du duc de Wellington et celle du maréchal Soult : l'un respecté, écouté comme un oracle, déifié en quelque sorte de son vivant; l'autre insulté impunément par l'émeute victorieuse et allant mourir dans l'oubli.

Je sais bien que, pour s'excuser, l'ingratitude publique jette la faute sur nos hommes éminens, qui n'auraient pas su mériter la popularité, mais il me paraît bien difficile d'admettre que tous les personnages politiques de la nation anglaise aient raison et que tous les nôtres aient tort. Je ne vois pas que les uns soient plus exempts que les autres des faiblesses humaines. Sir Robert Peel a passé sa vie entière à se démentir, à appuyer le lendemain ce qu'il avait vivement combattu la veille. Je ne veux en faire aucun reproche à sa mémoire; il a eu raison de changer, quand il a vu qu'il se trompait. Je dis seulement qu'une pareille conduite eût été impossible en France et lui eût bien vite attiré la déconsidération universelle. Est-ce par la valeur de ses services qu'on voudra expliquer son succès? Je ne vois pas en quoi ils dépassent ceux que nous a rendus dans le

même temps notre gouvernement. Ceux-ci ne sont pas de la même nature, mais à des besoins différens il faut des satisfactions différentes. Chacun des deux peuples a sa marche et son génie à part; le cadran ne marque jamais la même heure des deux côtés du détroit, et nous ne pouvons nous avancer parallèlement vers le même but qu'en nous arrêtant à d'autres étapes.

Toutes les nations modernes ont une cause commune, le progrès matériel et moral du plus grand nombre, le triomphe définitif de la liberté et de l'égalité parmi les hommes. Sir Robert Peel a puissamment servi cette grande cause en Angleterre : c'est là sa gloire, et d'autant plus belle qu'il était né dans d'autres rangs; mais a-t-il plus fait pour la démocratie anglaise que M. Guizot pour la démocratie française? J'en doute fort. S'il y a un reproche à faire au gouvernement de 1830, c'est plutôt d'avoir été trop vite en fait de liberté démocratique, et de n'avoir pas proportionné les institutions à l'éducation politique de la nation. Quel est en définitive celui des deux pays qui a encore le plus de priviléges? Sir Robert Peel aurait-il pu jamais, dans ses momens de plus grande audace, concevoir seulement la pensée de toucher à la pairie héréditaire? La réforme qui a supprimé les *bourgs pourris* ne l'a-t-elle pas eu pour constant adversaire? N'était-il pas lui-même, par son immense fortune, par son titre de baronet, par ses alliances, par ses amitiés, par toutes les distinctions de sa vie, un personnage aristocratique malgré son origine plébéienne, tandis que M. Guizot le protestant, le professeur, le journaliste, le bourgeois, c'était la démocratie vivante? Prenez le plus démocrate des Anglais et le plus aristocrate des Français, il y a gros à parier que le premier aura plus de préjugés aristocratiques que le second.

Il en est des peuples comme des rois : ce n'est pas en les flattant qu'on les sert le mieux. M. Guizot a eu souvent maille à partir avec les idées démocratiques; il n'en est pas moins le représentant de ces idées dans ce qu'elles ont de plus noble et conséquemment de plus puissant. Toute sa vie, il a voulu donner à la démocratie française ce qui lui manque le plus, l'esprit de sagesse et de gouvernement. Si elle l'avait écouté, elle ne serait pas où elle en est. Au lieu de faire avancer les idées démocratiques dans le monde, la révolution de février les a fait reculer; elles reprendront leur cours sans aucun doute, mais elles portent pour le moment la peine de leurs excès et de leurs fautes. La monarchie de 1830 avait fait bien autrement leurs affaires. Au moment où cette monarchie est tombée, toute l'Europe, étonnée de voir un tel développement de liberté se concilier avec tant d'ordre, de richesse et de lumières, avec un tel respect des personnes et des propriétés, perdait rapidement ses craintes, et de toutes

parts les rois se montraient prêts à donner des constitutions à leurs peuples. On sait ce que la révolution a fait de cette tendance universelle, qui avait pour chef le plus haut représentant de l'autorité sur la terre, un pape réformateur.

Le premier grand acte politique de sir Robert Peel a été l'émancipation des catholiques irlandais : il n'y a sans doute rien de pareil dans les dix-huit ans de notre monarchie parlementaire; mais la raison en est fort simple, c'est qu'il n'y avait pas lieu. Depuis longtemps, Dieu merci, toutes les incapacités religieuses sont éteintes en France. Quand je cherche dans mes souvenirs ce qu'on peut le mieux comparer à cette tardive réparation d'une iniquité séculaire, je trouve la loi du 28 juin 1833 sur l'instruction primaire, conçue et proposée par M. Guizot. Si ce n'est pas tout à fait la même chose, c'est peut-être plus et mieux, car s'il s'agit d'un côté de six millions de catholiques à doter de droits politiques, il s'agissait de l'autre d'arracher vingt millions de Français aux ténèbres de l'ignorance.

La seconde grande mesure de sir Robert Peel est l'établissement de la taxe sur le revenu, ou *income-tax*. On ne peut encore rien signaler de semblable dans l'administration financière de la France à la même époque, et pour le même motif. Quand Peel a pris cette grave résolution, les finances anglaises avaient été mises par l'administration whig dans un état fâcheux et inquiétant. Pour combler le déficit, on pouvait difficilement accroître les impôts ordinaires ou la dette publique dans un pays qui avait épuisé toutes les inventions fiscales, et dont la dette est déjà si lourde; il fallait donc avoir recours à la ressource des temps de détresse, et ce qu'il y a de plus remarquable dans l'adoption de cette taxe exceptionnelle, c'est que, si le ministre n'a pas hésité à la proposer, les chambres n'ont fait aucune difficulté pour la voter, bien qu'elle portât uniquement sur les revenus supérieurs à 3,750 francs. En France, la même nécessité n'existait pas; il n'aurait pu être question d'une taxe sur le revenu que pour remplacer quelques-uns des impôts existans, et certes, si les circonstances eussent été les mêmes en Angleterre, sir Robert Peel n'y aurait jamais songé. Il a pu profiter de son *income-tax* pour faire des remaniemens d'impôts : ce n'était là qu'un détail partiel; la mesure en elle-même avait pour but non de transformer, mais d'accroître les recettes publiques, afin de rétablir dans le budget l'équilibre rompu. Ajoutons que la taxe sur le revenu, réduite aux classes aisées, rapporterait infiniment moins en France qu'en Angleterre, et aurait bien d'autres inconvéniens chez une nation tourmentée par l'esprit révolutionnaire que dans le pays de l'ordre légal.

Il faut être possédé de la rage de l'imitation pour regretter qu'on n'ait pas importé chez nous ce que nos voisins n'ont subi que par

force, ce qui a toujours soulevé et soulève en ce moment même parmi eux de violentes réclamations. Il peut arriver, si les dépenses publiques suivent la même progression, que la taxe sur le revenu soit quelque jour établie en France; ce sera un mal qu'il faudra savoir accepter pour en éviter un plus grand, ce ne sera jamais un bien. Rien n'est plus inutile et plus dangereux que les innovations financières, tant qu'elles ne sont pas indispensables. La véritable tendance, dans un pays bien ordonné, doit être beaucoup plus de réduire des impôts que d'en créer. Félicitons-nous d'avoir échappé jusqu'ici à la taxe sur le revenu, et ne l'acceptons que comme un exemple à suivre le plus tard possible. Quoi qu'il arrive dans l'avenir, le gouvernement de 1830 aura toujours la gloire d'avoir laissé les finances dans un état assez florissant pour que la république ait pu ajouter un milliard, et l'empire un milliard et demi à la dette nationale, sans que cette taxe soit devenue nécessaire.

La troisième loi qui a illustré la carrière politique de sir Robert Peel est son fameux acte de 1844 sur la banque. Cette matière est toute spéciale, délicate et difficile. Qu'il me suffise de dire que les jugemens, même en Angleterre, sont divergens. Les économistes radicaux n'approuvent pas l'acte de 1844, qu'on a été obligé de suspendre en 1847, et accusent sir Robert Peel d'avoir sacrifié en cette occasion le principe de liberté à la manie de réglementation; les hommes pratiques le louent au contraire d'avoir préféré la prudence à la théorie.

En France, l'organisation des banques a suivi dès l'origine des règles analogues. Ce qu'a fait sir Robert Peel n'était pas à faire. Je n'examine pas la question de savoir s'il aurait fallu faire autre chose : il en est peu de plus obscures. Somme toute, le système adopté a réussi, et c'est surtout en fait de crédit que le mieux peut devenir l'ennemi du bien. Puisqu'en Angleterre, où les banques fonctionnent depuis deux cents ans, où l'esprit de précision et de calcul est général, un économiste aussi éminent que sir Robert Peel a cru devoir en venir à des mesures restrictives, il serait peut-être téméraire de condamner l'excès de précaution dans un pays comme le nôtre, où les banques sont beaucoup plus jeunes et où l'exagération du crédit a fait autrefois tant de victimes. La banque de Law, les assignats, voilà des souvenirs peu encourageans; les idées de papier-monnaie avec émission illimitée, qui reparaissent de temps en temps et qui dénotent une si incroyable ignorance des faits les plus élémentaires, ne sont pas de nature à rassurer sur les conséquences possibles d'une plus grande liberté. Dans tous les cas, l'exemple de sir Robert Peel est beaucoup plus favorable que contraire au principe de réglementation et de centralisation. Ce principe

une fois admis, on peut encore signaler dans notre système quelques imperfections, mais que l'expérience a jusqu'à un certain point justifiées, et qui ne peuvent donner lieu qu'à des réformes secondaires, dont l'opportunité est la meilleure règle.

J'arrive à la dernière, à la plus importante des grandes mesures qui ont signalé l'administration de sir Robert Peel, l'abolition des droits sur les grains et sur les denrées alimentaires en général. Tout le monde sait que M. Guizot n'a pas fait de la science économique l'objet de ses études spéciales; assez illustre à d'autres égards pour ne pas prétendre à une aptitude encyclopédique, il a toujours laissé à d'autres, dans les cabinets qu'il a formés, le gouvernement des intérêts matériels, se réservant ce qui lui convenait le mieux, la conduite des intérêts moraux. Il n'en a pas moins tracé, dans sa biographie de sir Robert Peel, le récit le plus complet qui ait paru de ce qui a amené la réforme des douanes en Angleterre. Il est vrai que, dans ce grand mouvement d'opinion qui a fini par entraîner le premier ministre, tout n'est pas exclusivement économique; le triomphe d'une idée juste et féconde a été obtenu par une de ces crises majestueuses qui mettent en jeu toutes les forces vives des peuples libres, et dont M. Guizot excelle à peindre et à démêler les ressorts. C'est surtout le côté politique de la question qu'il s'est attaché à décrire, et avec raison; quiconque n'y voit que le côté économique ne la connaît qu'à moitié.

Au point de départ, quelque versé qu'il fût dans la science de l'économie politique, sir Robert Peel était fortement opposé à la réforme des *corn laws*. Il avait souvent rappelé, dans la chambre des communes, ces paroles de M. Huskisson, un des premiers et des plus illustres promoteurs des idées de liberté commerciale : « Je n'ai nul désir de mettre en vigueur des principes nouveaux quand les circonstances n'en provoquent pas l'application; une expérience déjà longue des affaires publiques m'a appris et chaque jour m'apprend encore qu'en présence des intérêts si vastes et si complexes de ce pays, les théories générales, *quelque incontestables qu'elles soient abstractivement*, ne doivent être appliquées qu'avec une extrême circonspection, en tenant compte de l'état actuel de la société, et avec de grands ménagemens pour tous les établissemens qui se sont formés dans son sein. » En rappelant ces sages idées d'un réformateur habile et heureux, sir Robert Peel expliquait sa propre conduite : il avait soin de mettre en pratique les principes économiques toutes les fois que les circonstances lui paraissaient favorables; mais dès qu'il s'agissait des lois sur les grains, il s'arrêtait. Représentant du parti agricole et tory, qui croyait son existence engagée dans le maintien de ces lois, il ne s'attribuait pas le droit de faire violence à des

intérêts considérables, qui lui étaient confiés, tant que la nécessité la plus manifeste ne l'y avait pas autorisé.

M. Guizot raconte à merveille comment cette nécessité a fini par se montrer. La grande association populaire connue sous le nom de *ligue contre les lois sur les grains* a commencé à Manchester en 1838; il ne lui a pas fallu moins de dix ans pour arriver à ses fins. Elle a eu pourtant, presque dès le premier jour, 25,000 adhérens, une souscription publique de 1,250,000 fr. et un de ces hommes qui font réussir les idées en les personnifiant, Richard Cobden. M. Guizot fait de ce grand agitateur un portrait excellent: il le montre aussi habile que résolu, aussi modéré qu'énergique, constamment appliqué à contenir la ligue dans ses limites et à en écarter toute passion étrangère qui aurait pu lui nuire en l'exagérant, tour à tour caressant et menaçant, patient et impérieux, n'ayant qu'un but et y marchant toujours, pas à pas ou en courant, suivant les circonstances, mais sachant s'y arrêter sans le dépasser, d'une éloquence vive, familière, pittoresque, naturelle, et cependant toujours appropriée avec art à l'auditoire et au moment, caractère et talent essentiellement anglais, qui n'ont malheureusement que très-peu d'analogues sur le continent. Malgré un pareil chef et les collaborateurs éminens qui se pressaient autour de lui, malgré ses immenses sacrifices pécuniaires, ses innombrables *meetings*, ses bruyantes clameurs, malgré la légitimité de sa cause et son infatigable activité, la ligue avait dans la grande propriété un adversaire si opiniâtre, si fortement retranché dans la constitution britannique, qu'elle eût probablement échoué ou du moins vu ajourner longtemps son succès sans la maladie des pommes de terre et la mauvaise récolte de 1845, qui lui apportèrent le formidable auxiliaire de la famine.

C'est cette lugubre perspective qui a pu seule décider sir Robert Peel. Encore fallut-il, pour lui arracher définitivement son adhésion, que le chef du parti whig, lord John Russell, qui avait jusqu'alors partagé son hésitation, eût fait dans une lettre publique une éclatante profession de foi en faveur de la libre importation. Dès ce moment, la victoire de la ligue n'était plus douteuse; l'aristocratie se divisait, toute la partie whig passait à l'ennemi; les tories, livrés à eux-mêmes, ne pouvaient plus tenir. On sait quelles crises précédèrent la décision suprême. Sir Robert Peel propose à ses collègues de céder; la plupart refusent, il donne sa démission. La reine appelle lord John Russell, celui-ci ne peut parvenir à former un cabinet. Peel rentre aux affaires après avoir bien constaté à tous les yeux la sincérité d'une conviction qui n'a pas reculé devant le sacrifice du pouvoir, propose le bill, et, malgré l'opposition désespérée des plus obstinés, le fait triompher par une majorité composée en grande

partie de ses anciens adversaires: 106 voix seulement le suivent parmi les tories, mais ces 106 voix, c'est l'appoint nécessaire. Le grand parti qui a dirigé si longtemps et si glorieusement les destinées du pays est dissous des propres mains de son chef, mais l'Angleterre est sauvée.

Cette conduite peut être sévèrement jugée dans les deux sens opposés. Les uns accusent sir Robert Peel d'avoir trop résisté, en présence de la famine imminente, par orgueil et égoïsme de caste; les autres le blâment d'avoir abandonné et trahi les siens, ceux qui l'avaient fait ce qu'il était, et d'avoir par-là changé les bases du gouvernement britannique. Le récit de M. Guizot rétablit la vérité; un grand combat s'est livré longtemps dans l'âme de Peel, il a lutté tant qu'il a pu, et ne s'est décidé que devant l'évidence. Dans les deux cas, il a fait son devoir; c'est son parti qui a eu tort de ne pas le suivre tout entier jusqu'au bout. Quand un tel homme prend une telle résolution, il a droit à être écouté. Ceux de ses anciens amis qui l'ont quitté en l'insultant se sont montrés d'autant plus aveugles que, comme le fait remarquer M. Guizot, ils auraient été hors d'état, si on les avait mis en possession du pouvoir, de refuser ce qu'il accordait. « C'est l'une des fautes les plus communes de l'opposition, dit-il non sans quelque retour sur d'autres que des Anglais, de réclamer avec passion ce qu'elle ne tenterait pas d'accomplir. » Les animosités des vieux tories saisirent avec avidité la première occasion de se satisfaire, et deux mois à peine après le succès du bill sur les *corn-laws*, Peel tombait abattu par eux. Qu'y ont-ils gagné?

Whigs et radicaux se sont montrés plus habiles. Bien qu'ils pussent revendiquer l'honneur de la réforme, ils se sont plu à en faire hommage à sir Robert, par esprit de calcul autant que par justice. Quand le premier ministre vint présenter le bill à la chambre des communes, au lieu des témoignages d'une joie insolente de la part des vainqueurs, il rencontra les marques d'une respectueuse déférence. « L'honorable baronet, dit un des chefs de la ligue, M. Bright, vient de prononcer *un des plus beaux discours qu'on ait entendus dans cette enceinte.* » — « La gloire de cette mesure, dit lord John Russell, *revient au ministre qui l'a proposée.* » Noble et sérieux langage, digne d'un peuple qui sait être libre! Je ne connais rien de plus frappant, sous ce rapport, que la fin de la ligue. En concédant la libre introduction, Peel avait cru devoir y mettre quelques restrictions temporaires qui avaient été acceptées. Votée en principe en avril 1846, la liberté ne devait être complète que le 31 janvier 1849. Tout le monde attendit patiemment jusque-là malgré la souffrance universelle causée par la disette. La veille au soir, deux mille personnes se réunirent en banquet à Manchester, berceau de la ligue, et

quand minuit sonna, le président annonça que « le bon temps était venu. » Puis cette grande assemblée, qui venait de vaincre, après dix ans d'efforts, l'aristocratie des propriétaires du sol, se sépara paisiblement, contente et fière de son succès, et n'en demandant pas d'autre.

Le « bon temps, » comme on disait, était-il en effet venu? Oui sans doute, si l'on s'arrête à ce qui est actuellement possible; non, si l'on se jette dans les rêves. Au moment où ces paroles solennelles étaient prononcées, un huitième de la population irlandaise mourait de faim, et en Angleterre la détresse sévissait dans plus d'un district populeux. Même aujourd'hui, après sept ans de *free trade,* tous les maux sont loin d'être guéris, le terrible problème de la misère n'est pas résolu : tant qu'il dure, on n'a pas le droit de se dire satisfait. Néanmoins un progrès immense a été obtenu, une grande injustice abolie; aucun monopole artificiel n'élèvera désormais le prix de la viande et du pain, et l'Angleterre achète tous les ans à l'étranger, afin de combler l'insuffisance de sa propre production, pour 500 millions de vivres, qu'elle paie en produits manufacturés, combinaison doublement féconde pour ses classes ouvrières. De plus, on sait, à n'en pas douter, que si quelque jour un moyen aussi sûr de venir en aide à ceux qui souffrent se découvre, on est en mesure de l'imposer par les mêmes voies, quelles que soient les oppositions. Cela suffit : on se garde bien de compromettre par des exigences chimériques ces résultats positifs. C'est donc avec un admirable bon sens que la ligue, en se séparant, a voté à son chef, M. Cobden, une récompense nationale de 75,000 livres sterling, ou 1,875,000 fr., et que plus tard, après la mort de Peel, une souscription à deux sous a été ouverte pour lui ériger un monument au nom des pauvres.

J'ai souvent entendu reprocher au gouvernement de 1830 de n'avoir fait aucune réforme économique analogue. L'aurait-il pu? A plusieurs reprises, notamment lorsqu'il a été question de l'union douanière avec la Belgique, il a été arrêté par une coalition d'intérêts contraires, et si cette grande mesure n'a pas été prise, ce n'est pas sa faute. D'immenses progrès matériels ont été accomplis par lui malgré une opposition acharnée qui défigurait ses actes, calomniait ses intentions, contrariait par tous les moyens l'effet de ses meilleures lois, et dont la plus grande victoire est d'avoir retardé pendant près de dix ans l'exécution des chemins de fer. Tout se discutait avec fureur dans ce temps-là et s'enlevait en quelque sorte pied à pied; chaque matin, il fallait recommencer le combat qu'on avait gagné la veille. Si les ministres s'étaient engagés plus avant pour la liberté commerciale, ils se seraient fait battre infailliblement. La haine de l'Angleterre, ce grand cheval de bataille de

l'opposition, s'en serait donné à cœur joie, et on aurait aisément persuadé à bon nombre de badauds que des ministres prévaricateurs avaient vendu leur pays à l'étranger. On brave ces accusations quand il le faut, c'est le devoir de tout homme public; mais quand ce n'est pas absolument nécessaire, quand on a mille autres affaires plus pressées sur les bras, quand on est sûr d'avance de succomber et de compromettre par une tentative inopportune de plus grands intérêts, on a raison de s'abstenir. Ce n'est pas là ce qui a fait tort à la monarchie; on peut même dire avec raison que si elle avait voulu ajouter ce progrès-là à tous les autres, elle aurait succombé plus tôt. La gloire de sir Robert Peel reste donc entière, sans qu'il en rejaillisse aucune défaveur sur les hommes d'état français ses contemporains. De part et d'autre, on a fait ce qu'on a pu, ce qu'il y avait de mieux à faire. Pour accomplir la réforme douanière, qui était alors le principal besoin du peuple anglais, sir Robert Peel a été forcé de négliger des améliorations secondaires; de même en France, pour mener à bien d'autres entreprises plus immédiatement utiles malgré la résistance des partis hostiles, on a dû ajourner ce qui n'aurait donné que des embarras sans résultat.

Allons plus loin, et supposons que, par un tour de force sans exemple dans les pays constitutionnels, le gouvernement eût enlevé cette réforme dont personne ne voulait : qu'y eût-il gagné? Croit-on qu'elle eût suffi pour satisfaire le peuple ou ceux qui parlaient en son nom? Certainement nous aurons quelque jour une liberté commerciale plus complète, nous avons déjà, grâce à la cherté, la libre introduction des céréales et des autres denrées alimentaires. Voit-on que les conséquences en aient été bien subites pour les classes populaires? Ce qui est fait n'a répondu ni aux craintes des uns ni aux espérances des autres; le bien produit, quoique réel, est peu sensible; ce qui reste à faire aura des effets analogues, du moins en commençant. Les mesures utiles ont rarement un caractère révolutionnaire. Il a fallu sept ans au *free trade* anglais pour porter toutes ses conséquences actuelles, et bien que l'Angleterre fût infiniment plus préparée que nous à en tirer parti, ces conséquences elles-mêmes, si grandes qu'elles soient, ne répondent pas aux exigences de nos utopistes. Il faut tout l'esprit pratique des Anglais pour s'en contenter.

L'amélioration de la condition matérielle et morale du plus grand nombre est une œuvre immense, conséquemment lente, progressive, qui ne doit jamais être interrompue, mais qu'on retarde en voulant trop la précipiter. Ce n'est pas ainsi que la conçoivent et surtout que la concevaient en 1847 de fanatiques espérances. Tout est froid et impuissant auprès de pareilles illusions. Il n'y a que l'expérience, avec ses terribles leçons, qui puisse ramener au vrai, elle ne suffit

même pas toujours. Après tous les avortemens de 1848, que de rêveurs croient encore à la possibilité d'une subversion sociale! A plus forte raison, quand l'épreuve n'était pas encore faite. Un peu plus ou un peu moins de travail, un peu plus ou un peu moins de bien-être, qu'était-ce qu'une pareille misère auprès des promesses indéfinies qui devaient avoir un si douloureux réveil?

Dira-t-on qu'à défaut de la liberté commerciale, le gouvernement devait faire autre chose pour le peuple? Je le veux bien, à la seule condition qu'on me dise quoi. Je souhaite de toute mon âme qu'on invente de plus rapides moyens de faire du bien au peuple; les formes de gouvernement n'ont de valeur qu'autant qu'elles permettent de mieux servir la plus sacrée des causes, celle de tous. Malheureusement je ne vois pas ce qu'on a trouvé de sérieux depuis. Le suffrage universel lui-même n'a pas eu jusqu'ici la puissance de résoudre le problème. Tout ce qui a été fait de quelque valeur dans ces dernières années, comme les caisses de retraite pour la vieillesse, avait été préparé et annoncé dans le discours du trône de décembre 1847; ce discours avait même indiqué une mesure qui n'a pas encore été prise, et qui pourrait avoir de grands effets pour la production agricole, et conséquemment pour l'alimentation publique, une loi sur les biens communaux. Les deux plus grands établissemens qui existent dans l'intérêt de la classe ouvrière, les caisses d'épargne et l'institution des prud'hommes, ont pris leur principal développement sous la monarchie constitutionnelle. Tout ce qui a été essayé de ce qu'elle avait refusé a tourné contre le but qu'on se proposait. Il n'en faut pas conclure sans doute qu'il en sera toujours ainsi : en pareille matière, on n'est jamais bien sûr d'être arrivé aux dernières limites du possible; tout ce qu'on peut affirmer, c'est que, jusqu'à présent, rien de nouveau n'apparaît à l'horizon.

Ce n'est pas que la science de l'économie politique soit impuissante. Elle seule propose, à mon sens, les moyens les plus sûrs; mais on n'en veut pas, on n'en a jamais voulu, et les plus intéressés à les faire prévaloir sont les premiers à les repousser. De tous les grands gouvernemens, le gouvernement anglais est le seul qui ait jusqu'ici fait passer les principes de l'économie politique dans la pratique des affaires; aussi est-il un des meilleurs. Le mérite en revient moins au pouvoir qu'à la nation tout entière. Quand un ministre anglais parle le langage de la science économique, il est sûr d'être compris par ceux qui l'écoutent. En France, c'est le contraire. L'économie politique est née en France, comme presque toutes les grandes découvertes modernes, mais elle y a été traitée dès sa naissance comme la vapeur ou l'application de la mécanique à l'industrie. Quand Turgot a voulu, sous Louis XVI, la faire entrer dans

l'administration, on sait comment il a été reçu. La république et l'empire ne l'ont pas moins honnie que l'ancien régime. La restauration est le premier de nos gouvernemens qui ne l'ait point regardée absolument comme une ennemie; elle a fondé la chaire de J.-B. Say, mais avec des précautions et des réserves, et plutôt comme hommage à la liberté des opinions que comme aveu de son importance. La monarchie de 1830 est la seule qui ait osé donner à l'économie politique son véritable nom, qui ait créé l'enseignement de son plus illustre représentant parmi nous, Rossi, et qui ait essayé de l'appliquer dans quelques détails. Cette tendance n'a été suivie ni par le public ni par les chambres. Après la révolution de février, l'antipathie s'est reproduite de plus belle; non-seulement le gouvernement provisoire a voulu supprimer toutes les chaires où elle s'enseignait, mais le plus grand succès oratoire dans l'assemblée nationale républicaine a été obtenu à ses dépens, et la seule loi que le corps législatif impérial ait jusqu'ici refusé de voter avec empressement est précisément la seule qu'elle ait inspirée.

Les vérités économiques font leur chemin par leur force propre; je ne suis nullement inquiet de leur avenir. Elles triompheront des folles théories des uns, des préoccupations égoïstes des autres, de l'irréflexion de tous. Il faut cependant avouer qu'elles ont peu d'attrait pour le génie français; nous serons probablement, nous sommes déjà le dernier peuple du monde à les reconnaître. Cette incapacité singulière s'explique par bien des causes; l'erreur de quelques économistes français, qui ont gâté par leurs écarts la cause qu'ils prétendaient défendre, y est pour quelque chose : ce n'est pas assez, il faut des motifs plus sérieux et plus profonds; je crois les trouver dans l'histoire nationale qui nous a donné l'habitude d'idées opposées, et surtout, car l'histoire elle-même a ses causes, dans notre goût pour l'extraordinaire, l'imaginaire, l'idéal, l'inconnu, qui nous a fait de tout temps délaisser la réalité pour courir après des ombres. Comment s'étonner alors que le gouvernement le plus éclairé n'ait pas été plus fidèle aux principes économiques? Il faut plutôt lui savoir gré de ce qu'il a pu faire, ayant l'opinion publique contre soi; il faut surtout le louer d'avoir essayé de préparer l'avenir en répandant la semence de la science. Au moment de la révolution de février, la chambre des pairs était saisie d'un projet de loi qui instituait dans chaque faculté de droit une chaire d'économie politique; que pouvait-on de plus?

Il y a dans notre organisation générale, au point de vue économique, un vice capital, l'excès de centralisation. La monarchie de 1830 n'en a pas été exempte, mais on ne peut raisonnablement lui attribuer la plus grande part de responsabilité. Elle a trouvé la centrali-

sation établie par tous les gouvernemens qui l'avaient précédée; l'ancien régime en a été le premier inventeur, ainsi que vient de le démontrer M. de Tocqueville; la révolution l'a fortifiée, l'empire l'a constituée, la restauration l'a continuée. Depuis la chute du gouvernement constitutionnel, le même fait a survécu en grandissant toujours; la seconde république a renchéri sur la monarchie, et le second empire, malgré une tentative apparente en sens contraire, sur la république. Voilà qui mérite réflexion. Il semble que notre constitution sociale et notre caractère national nous retiennent fatalement dans cette ornière. Le régime parlementaire, qui s'y est laissé tomber comme les autres, avait du moins suggéré un correctif, l'influence des électeurs sur les députés et des députés sur les ministres. On a prétendu que c'était le mal. Hélas! c'était un remède, un fort mauvais remède, j'en conviens, mais le seul qu'on ait imaginé jusqu'ici. Depuis que cette influence n'existe plus, les localités sont tout à fait sans défense contre l'arbitraire administratif; on en a fini avec ces importuns intérêts de clochers dont on s'est tant moqué, comme si la France n'était pas un composé de clochers, comme si tous ces clochers, si petits qu'ils soient, n'abritaient pas des intérêts respectables, des contribuables qui acquittent leur part des charges publiques, et qui ont bien le droit d'attendre quelque chose en échange. On leur oppose les intérêts généraux, c'est très bien, pourvu qu'ils soient véritablement généraux, et combien en est-il qui méritent ce titre?

Au surplus, si l'économie politique a une grande importance dans la direction des peuples modernes, elle n'est cependant pas tout : il y a des intérêts qui passent avant les siens. Je ne sais qui a dit : «La morale est la première des sciences, l'économie politique est la seconde.» Voilà la vérité. Avant tout, il faut s'attacher à faire passer dans les esprits les grands principes de morale universelle, le respect de tous les droits, la fidélité à tous les engagemens, l'esprit de sacrifice ou tout au moins de modération et de tempérance, le sentiment du devoir. Telle est l'harmonie établie par Dieu entre les divers besoins de l'homme, que, même au point de vue des intérêts matériels, la pratique de ces lois suprêmes est la condition première de toute prospérité; il n'y a pas d'aisance possible pour un peuple qui n'aime pas avant tout la paix et la justice, et qui s'abandonne sans aucun frein à ses grossiers appétits. Rien ne détruit le sentiment du juste et du bien comme l'esprit de révolution; c'est aussi à l'esprit de révolution que M. Guizot a fait la guerre, bien convaincu que tout nous serait donné par surcroît, si nous pouvions nous délivrer de cet ennemi, et l'expérience n'a que trop prouvé combien il avait raison. En Angleterre au contraire, où l'esprit de révolution

n'existe pas, les satisfactions économiques viennent au premier rang. Cette différence essentielle entre le ministre anglais et le ministre français se manifeste surtout par la nature de leur éloquence : la parole de Peel était claire, méthodique, compendieuse, nourrie de faits et de chiffres, celle de M. Guizot noble, dogmatique, nourrie d'idées générales et de sentimens élevés.

J'ai entendu faire un autre genre de reproche aux ministres français quand on les compare aux grands pouvoirs britanniques en général. « Voyez, dit-on, l'attitude de la chambre des lords, du ministère et de la couronne en présence d'un grand mouvement d'opinion qu'ils ne partagent pas; ils résistent tant qu'ils peuvent, mais ils savent céder à temps. C'est ce qu'a fait sir Robert Peel dans les occasions les plus solennelles; c'est ce que n'a pas su faire le ministère présidé par M. Guizot lors des banquets pour la réforme. S'il avait, lui aussi, cédé à propos, la révolution de février n'aurait pas eu lieu. » On me permettra de n'en rien croire; l'analogie n'a aucune exactitude. Le moment où en Angleterre la couronne et la chambre des lords ont l'habitude de céder était loin d'être arrivé; il faut, pour que cette heure suprême sonne, que des élections aient donné à la mesure discutée la majorité dans la chambre des communes; alors seulement les résistances fléchissent devant la volonté légalement manifestée du pays. Si nous avions été en Angleterre, les partisans de la réforme auraient borné leurs prétentions à conquérir la majorité dans la chambre des députés, et cette majorité une fois conquise, la réforme aurait passé, même contre l'avis du roi, du ministère et de la chambre des pairs.

Qui peut encore s'imaginer qu'il s'agît sérieusement, dans la fameuse campagne des banquets, de l'admission de ce que l'on appelait alors *les capacités* sur les listes électorales, et de l'exclusion de quelques catégories de fonctionnaires de la chambre élective? Le petit détachement de l'opposition constitutionnelle pouvait en être là, le gros de l'armée avait toute autre chose en vue; il y a bien paru au résultat final. En Angleterre, on obtient généralement ce qu'on veut; mais on ne veut que ce qu'on demande. En France, on ne s'est pas arrêté après le renversement du ministère, parce qu'on voulait davantage. Le ministère tombé, on a parlé d'abdication; l'abdication signée, on a proclamé la république. Rien de pareil ne s'est jamais vu et ne se verra probablement jamais chez nos voisins. Les ministres anglais cèdent toujours, dit-on; ce n'est pas exact. Sir Robert Peel n'a point cédé pour la réforme électorale de 1832; il l'a combattue avec acharnement jusqu'au bout, même après les élections de 1830, qui avaient amené une majorité réformiste, et il n'a point fallu *moins de dix-huit mois* au ministère whig et aux communes

pour vaincre la chambre des lords, appuyée sur une minorité éloquente et tenace dans l'autre chambre. Sans l'élan donné aux opinions démocratiques par notre révolution de juillet, le *reform bill*, si juste qu'il fût, ne l'aurait pas emporté.

A mon avis, le ministère français avait raison de refuser ce qu'on appelait ici la réforme, non à cause de la chose en elle-même, tout à fait insignifiante, mais à cause de ce qu'elle cachait. Admettons cependant qu'il ait eu tort, comme sir Robert Peel avait certainement tort en repoussant l'abolition des *bourgs pourris;* il était encore plus que sir Robert en droit de résister, puisqu'il avait avec lui le roi et la majorité des deux chambres, c'est-à-dire l'orthodoxie constitutionnelle. L'analogie tourne donc contre ceux qui l'invoquent. La vérité est qu'il ne faut pas comparer un pays véritablement constitutionnel, où tout se passe avec bonne foi, dans les limites de l'ordre établi, avec un pays révolutionnaire, où les institutions libres n'ont jamais été prises au sérieux, et où l'on n'invoque le nom de la loi qu'autant qu'on peut s'en faire une arme commode pour satisfaire ses passions ou ses fantaisies. S'il n'avait été question que de la réforme, on aurait bien pu attendre quelques mois. Il était évident pour tous que l'opposition gagnait du terrain dans la chambre des députés; quelques-uns de ces symptômes avant-coureurs de la dissolution des majorités s'étaient produits, des amendemens au projet d'adresse indiquant des intentions de séparation étaient sortis du parti conservateur, le ministère commençait à se diviser, une partie de la famille royale, à quoi bon le taire aujourd'hui? inclinait vers la réforme, M. Guizot lui-même l'avait en quelque sorte annoncée à la tribune, le roi vieux et fatigué n'opposait plus qu'une résistance facile à vaincre. Il ne fallait qu'un peu de patience, on n'en eut pas. Les dissensions de la majorité, l'affaiblissement du roi, les tiraillemens intérieurs du ministère, tout ce qui annonçait la victoire prochaine de l'opposition, au lieu de désarmer les agresseurs, n'eut d'autre effet que de les encourager à pousser leur sape plus avant, et ils n'eurent point de trève qu'ils n'eussent jeté la France dans le chaos.

Tout ceci n'est depuis longtemps que de l'histoire; j'en parle pour mon compte avec le désintéressement et le sang-froid de l'historien. Nous ne reverrons plus ce que nous avons vu, la roue tourne, le monde change, et, pour emprunter le beau langage de M. Guizot lui-même, « relancés de nouveau sur cet océan d'où l'on ne voit plus de terres, nul ne peut dire aujourd'hui, à l'abri de notre nouvelle relâche, vers quels abîmes ou vers quels ports nous poussera encore ce grand vent de 1789, tant de fois assoupi et jamais épuisé. » La monarchie constitutionnelle s'enfonce peu à peu dans l'oubli; l'âge arrive

pour les principaux acteurs de ce drame, la mort moissonne largement parmi eux; une nouvelle génération occupe la scène, qui ne comprend presque plus le langage du passé, et qui ne sera bientôt plus comprise elle-même. Il n'est bon de réveiller ces souvenirs, déjà vieux, que parce qu'ils ne sont pas sans quelques enseignemens pour l'avenir, quel qu'il soit. Ce n'est pas le bon gouvernement qui nous a manqué, ce n'est pas davantage l'élasticité des institutions, c'est l'habitude et le bon emploi de la liberté politique. Le 8 avril 1835, sir Robert Peel, venant expliquer devant la chambre des communes pourquoi le ministère avait cru devoir donner sa démission, ajouta : *Nous n'avons pris cette résolution, je n'hésite pas à le dire, qu'avec une extrême répugnance.* Supposez un pareil mot prononcé dans une assemblée française, et vous verrez quel immense éclat de rire fera retentir les voûtes, quelle pluie de quolibets tombera le lendemain sur le malencontreux orateur. Cette déclaration fut cependant reçue comme elle était faite, gravement et simplement, par la majorité qui avait rendu nécessaire la retraite ministérielle, et qui comprenait très bien que le ministère tînt à ses opinions, comme elle tenait aux siennes. Voilà la liberté.

Ceux qui croient qu'il n'y a d'autre moyen d'être libre que de tout jeter par les fenêtres seront fort surpris s'ils lisent (mais ils ne liront pas) les détails que donne M. Guizot sur les rapports de la couronne avec les ministres en Angleterre. On y voit comment le respect le plus profond, le *loyalisme* le plus absolu, peuvent se concilier avec la plus inébranlable fermeté et l'indépendance la plus fière. J'aime surtout le portrait piquant qu'il fait de George IV, ce grand comédien qui prend plaisir à cacher sous des démonstrations emphatiques son insouciance ou sa faiblesse, tandis que ses ministres, aussi peu émus de ses larmes que de ses colères et se fiant peu à ses paroles, lui imposent humblement ce qu'ils ont résolu; il y a là toute une scène d'un excellent comique en même temps que d'un intérêt sérieux et profond. Je n'ai pu la lire sans me souvenir d'une autre scène, d'un genre tout opposé, quoique identique quant au sens, dont j'ai été témoin. C'était au mois de février 1848, peu de jours avant la révolution. Un membre de l'opposition venait de prononcer à la chambre des députés des paroles injurieuses pour les princes fils du roi; M. Guizot lui répondit sur-le-champ, avec une verve et une hauteur de raison véritablement sans égales. Jamais peut-être pareille explosion d'éloquence n'avait éclaté à cette tribune que tant de talens ont illustrée, jamais la vraie doctrine constitutionnelle n'avait été exprimée avec cette vigueur; c'est, je crois, la dernière fois que M. Guizot a parlé à la tribune, il y a dignement fini, et son langage méritait d'autant plus l'admiration, que

la plupart de ces princes si noblement défendus lui étaient peu favorables.

Pour en revenir à la biographie de sir Robert Peel, M. Guizot y a traité avec un détail et un soin particuliers toute la partie relative à la politique extérieure du cabinet dirigé par cet illustre chef. Cette préférence se comprend aisément quand on songe qu'à la même époque M. Guizot était de son côté chargé de conduire les affaires extérieures de son propre pays, et qu'il a eu en cette qualité des rapports fréquens et considérables avec le gouvernement anglais. Outre la parfaite exactitude qu'un pareil narrateur peut seul porter dans l'exposé des faits, ce tableau d'une période diplomatique déjà loin de nous a aujourd'hui un intérêt présent, en ce que l'alliance anglaise, si souvent reprochée au roi Louis-Philippe comme un acte de trahison, est devenue plus étroite et plus active sous un autre gouvernement. Il est curieux de voir quels obstacles cette alliance, depuis si intime, a rencontrés dans d'autres temps, comment elle était comprise de ceux qui l'ont inaugurée, et pourquoi elle avait fini, en 1847, par une déplorable rupture, pour se renouer plus tard, au grand étonnement du monde, avec l'héritier de Napoléon.

M. Guizot a été pendant toute sa vie le représentant d'une politique essentiellement pacifique; que ce soit un tort ou un honneur, c'est un fait. « J'ai vécu, dit-il, sous l'éclat des plus grands spectacles de force et de guerre auxquels ait assisté le monde, j'en ai ressenti autant que nul autre spectateur le patriotique et orgueilleux plaisir; mais au milieu de nos triomphes et de l'enivrement national, le sacrifice de tant de vies, les douleurs de tant de familles, l'épuisement de la France, la perturbation continuelle de l'Europe, les droits des princes et les droits des peuples traités avec un égal dédain, la victoire ne servant qu'à étendre de plus en plus la guerre, point de stabilité au sein d'un ordre sans liberté, cet interminable enchaînement de violences et de chances terribles me choquait profondément. » Le roi Louis-Philippe aimait la paix encore plus que son ministre; lui aussi avait vécu au milieu de la guerre, les douleurs qu'elle inflige aux hommes *pour des motifs souvent si légers et des combinaisons si vaines* révoltaient son humanité et son bon sens. La paix était à ses yeux la vraie conquête de la civilisation, il mettait à la conserver son devoir d'homme et de roi.

Ces dispositions avaient trouvé dans le cabinet anglais une louable et sincère sympathie. Le ministre des affaires étrangères du cabinet de sir Robert Peel, lord Aberdeen, partageait sur les bienfaits de la paix les idées de son chef, avec une science plus complète de l'Europe et une plus spéciale habitude des questions extérieures. Ces deux hommes, lord Aberdeen et M. Guizot, chargés des intérêts

réciproques des deux plus puissantes nations du monde, se connaissaient et s'estimaient personnellement. De là cette *cordiale entente* dont on a tant parlé dans le temps, soit pour s'en féliciter, soit pour s'en plaindre, et qui a eu de si heureux effets pour la prospérité des deux peuples et de tous les peuples par l'influence de la paix et de la justice, arborées comme règles de la politique internationale, sur la civilisation universelle. Lord Palmerston, ministre des affaires étrangères du cabinet précédent, avait blessé la France en s'alliant avec la Russie, l'Autriche et la Prusse, pour étouffer en Orient la puissance naissante du pacha d'Égypte contre l'opinion hautement professée de notre gouvernement. Cet acte de mauvais voisinage avait réussi; la France, obligée d'abandonner le pacha ou de tirer l'épée pour le défendre contre toute l'Europe, n'avait pas cru devoir courir les chances d'une guerre générale pour un pareil motif, mais en avait conservé un amer ressentiment. Les nations ne sont pas obligées de distinguer entre les différens ministres des pays étrangers; c'est à l'Angleterre qu'on s'en prenait en France de l'acte de lord Palmerston; sir Robert Peel et lord Aberdeen le savaient, et, bien qu'ils n'eussent pris aucune part au traité du 15 juillet 1840, ils comprirent qu'il était de leur devoir d'en effacer autant que possible la pénible impression.

Par la nature de son gouvernement et encore plus par l'extrême liberté de discussion qu'elle peut supporter sans danger, l'Angleterre a ce privilége, qu'elle produit en même temps des représentans de toutes les opinions comme de toutes les conduites, et qu'elle peut passer de l'un à l'autre, suivant les circonstances. Le même pays renferme à la fois un Nelson qui brûle Copenhague par le plus odieux des attentats et un Wilberforce qui consacre sa vie entière à l'affranchissement des pauvres noirs. Une opposition analogue, quoique moins tranchée, peut être signalée entre lord Palmerston et lord Aberdeen : autant l'un avait été avec nous dédaigneux et agressif, autant l'autre s'est montré amical. Dans les diverses difficultés qui se sont élevées entre les deux pays, de 1841 à 1846, c'est toujours l'Angleterre qui a cédé, comme la plus sage, la plus libre dans son action, et surtout comme ayant quelque chose à nous faire oublier. Ce n'est pas ainsi que l'injuste passion du temps a jugé les faits, c'est ainsi que l'impartiale postérité les jugera. J'en choisis pour preuve la plus éclatante de ces affaires, celle qui a fait le plus de bruit et qu'on ne rougit pas de rappeler de temps en temps pour réveiller des haines posthumes, la fameuse affaire Pritchard.

Je suppose que, dans une île quelconque de l'Océan, à Taïti par exemple, des missionnaires français eussent importé notre religion, notre langue et nos mœurs, qu'ils eussent en partie civilisé des sau-

vages et gagné sur eux, par la seule influence de la prédication, une autorité incontestée; je suppose que le commerce français en eût profité pour faire de cette île une importante relâche dans des mers lointaines et dangereuses, qu'un consul français y eût été établi et y exerçât le gouvernement de fait, du libre consentement des naturels; je suppose qu'un beau jour, un amiral anglais s'y fût présenté avec des forces navales, qu'il eût, de son autorité privée et sous un prétexte insignifiant, proclamé la souveraineté de l'Angleterre, débarqué des troupes et pris possession du pays; je suppose enfin que le consul français eût protesté, qu'il eût essayé d'exciter les indigènes à la résistance, que le commandant anglais l'eût mis en prison et qu'on l'eût ensuite embarqué de force pour le ramener en France : quel accueil eût-on fait ici à cette violation de tous les droits, de tous les usages suivis par les nations civilisées, à cette insulte en pleine paix?

Telle est pourtant la relation exacte de ce qui s'est passé à Taïti, avec cette seule différence qu'il faut mettre l'un des deux pays à la place de l'autre et réciproquement. La foi religieuse, l'honneur national, s'émurent vivement en Angleterre à cette nouvelle; sir Robert Peel exprima, dans la chambre des communes, le juste sentiment du public en déclarant qu'un grossier outrage avait été commis sur le consul britannique, et qu'on en demanderait réparation. On sait cependant quelle issue a eue cette affaire. La France est restée maîtresse de Taïti, et le consul expulsé n'a reçu qu'une indemnité dérisoire, qui même, dit-on, n'a jamais été payée. Il n'existe peut-être pas de contestation internationale où les torts aient été plus complétement d'un côté et où la partie lésée se soit montrée plus accommodante. En présence du mouvement d'opinion que d'incroyables clameurs avaient suscité en France, sir Robert Peel et lord Aberdeen ont eu certainement raison de ne pas insister, de ne pas rompre l'alliance pour un si petit sujet, mais il faut se sentir bien sûr de son pays pour faire de pareilles concessions; à leur place, lord Palmerston eût couru aux armes, et cette fois il aurait eu le droit pour lui. Nous avons établi là un précédent que nous regretterons quelque jour.

M. Guizot rappelle en peu de mots les deux autres grandes questions où s'est également manifestée la bonne volonté du cabinet anglais. Le traité sur le droit de visite réciproque en pleine mer pour la recherche des nègres esclaves, ayant excité chez nous des susceptibilités, a été annulé et remplacé par un autre. L'empire du Maroc ayant un moment paru inquiéter nos possessions d'Afrique, une guerre heureuse lui a été faite sur mer et sur terre, malgré l'ombrageuse jalousie des Anglais de Gibraltar. Ni l'une ni l'autre de ces

deux affaires n'est comparable à celle de Taïti. Le droit de visite avait des inconvéniens réels, quoique fort exagérés par la mauvaise foi; l'intérêt bien entendu des deux peuples commandait de l'abolir, pour couper court aux collisions qui pouvaient en sortir à tout moment. Pour le Maroc, la France était dans son droit en repoussant une agression, et les Anglais n'avaient rien à y voir. Sir Robert Peel et lord Aberdeen n'ont fait, dans les deux cas, que reconnaître la vérité. A leur place encore, lord Palmerston se serait fâché, mais il aurait eu tort.

Sur un dernier point, l'affaire de Cracovie, M. Guizot trouve sir Robert Peel en défaut; il le dit, et même assez vertement. Sir Robert avait mal compris un passage de la protestation de la France lors de l'attentat commis sur cette petite république par les puissances voisines, il y avait vu ce qui n'y était pas; M. Guizot rétablit le texte, qui lui donne tout à fait raison, mais j'aurais autant aimé qu'il fût un peu moins vif dans les termes en redressant cette erreur. Peel ne s'occupait que rarement d'affaires étrangères, il était plus qu'un autre excusable de se tromper; l'intention était toujours bonne, honnête et sensée, c'est l'essentiel.

Cependant le libre jeu des institutions constitutionnelles avait amené en Angleterre un revirement ministériel. Sir Robert Peel avait quitté le pouvoir, lord Aberdeen l'avait suivi; le nouveau cabinet avait lord Palmerston pour ministre des affaires étrangères. C'était au mois de juillet 1846. Dès ce moment, l'alliance devient moins intime, elle se refroidit peu à peu et finit par se rompre. Lord Palmerston affecte dans plusieurs occasions, en Grèce, en Portugal, en Italie, en Suisse, un ton de hauteur et de prépotence qui choque le gouvernement français; quelques paroles aigres sont échangées. Une question délicate entre toutes, celle du mariage de la reine d'Espagne, amène enfin le choc que tout préparait. Tant que lord Aberdeen avait dirigé la politique anglaise, cette question avait été traitée en commun, avec une confiance et une sincérité parfaites; il avait été convenu qu'aucune des deux nations n'y chercherait un moyen d'établir en Espagne une influence prépondérante : l'Angleterre s'engageait à n'y point porter un prince de la maison de Cobourg, la France à n'y point porter un prince de la maison d'Orléans. A l'arrivée de lord Palmerston, tout change, une défiance réciproque succède aux épanchemens confidentiels; le gouvernement anglais entreprend un travail actif pour assurer la main de la reine d'Espagne au prince de Saxe-Cobourg; la France, justement blessée, répond par un travail en sens contraire, et un double mariage lui donne l'avantage.

Sans doute, quels que fussent les torts de lord Palmerston, il aurait été plus sage de n'en tenir nul compte et de lui donner un autre

genre de leçon, une leçon de réserve et de scrupule. Les mariages des princes n'ont pas de nos jours l'importance qu'ils avaient autrefois. Si le ministre anglais ne méritait aucun égard, la nation anglaise en méritait davantage; elle pouvait s'offenser, elle s'est en effet offensée de ce qu'elle a regardé comme un manque de foi. L'union d'un fils du roi avec l'héritière de la couronne d'Espagne risquait d'amener des embarras continuels et de devenir une cause permanente de division. Un gouvernement plus libre dans ses mouvemens aurait pu suivre cette politique prévoyante; le nôtre ne le pouvait pas. Le mariage de la reine Isabelle avec le candidat anglais aurait été pour nous un échec fatal. L'opposition, qui guettait l'événement pour le blâmer et le calomnier, quel qu'il fût, aurait eu trop beau jeu à parler de honte et de décadence. Le sentiment national, exalté jusqu'à la folie par de perfides déclamations, en eût été profondément froissé. Puisque la plus grande démonstration de puissance que la France eût donnée depuis longtemps n'a pu empêcher la catastrophe de février, la démonstration contraire l'eût précipitée, et le gouvernement royal aurait succombé sous l'humiliation d'une défaite, au lieu de tomber le lendemain d'un triomphe.

Je sais bien que l'opposition, qui n'aurait pas eu de pitié pour un échec, n'a pas eu plus de ménagement pour un succès : elle eût tonné dans un cas contre la France chassée d'Espagne, perdant à jamais le fruit d'une politique séculaire, contre l'Angleterre grandissant jusqu'aux nues, tandis que notre pays descendait jusqu'aux abîmes; elle a tonné dans l'autre contre la politique personnelle, contre le roi sacrifiant l'intérêt national à un intérêt de famille et la désastreuse ambition de Louis XIV ressuscitée. Tout était également faux dans les deux thèmes; mais puisqu'on a trouvé faveur pour le second, combien n'eût-on pas réussi avec le premier!

Une fois mis au pied du mur par lord Palmerston, notre gouvernement ne pouvait faire que ce qu'il a fait. Tout a contribué à l'y contraindre, le gouvernement espagnol le premier, qui voulait à toute force ce qu'il appelait « un grand mariage, » l'appui de la France ou de l'Angleterre. Nous sommes encore loin du temps où les peuples verront leur intérêt et leur honneur où ils sont véritablement. Un seul moment, la vraie politique a prévalu, quand lord Aberdeen et M. Guizot étaient ministres ensemble; mais que d'accusations ils ont soulevées l'un et l'autre des deux côtés du détroit! A la première occasion, le vieil antagonisme des deux peuples a reparu. Un journal anglais affirmait dernièrement que Louis-Philippe était tombé parce qu'il avait déplu à l'Angleterre; ce n'est pas tout à fait vrai, ce n'est pas non plus tout à fait faux. Lord Palmerston, battu en Espagne, a conspiré en France avec l'opposition révolutionnaire; pour-

quoi le nier, puisqu'il l'avoue? Tout le monde a pu voir, pendant la discussion de l'adresse en janvier 1848, l'ambassadeur d'Angleterre applaudir bruyamment, du haut de la tribune diplomatique, aux plus violentes attaques. Je ne crois pas seulement qu'il y ait beaucoup de quoi se vanter.

Le temps n'est pas venu d'apprécier en toute liberté le caractère actuel de l'alliance anglaise, la guerre et la paix qui en sont sorties. En attendant, M. Guizot a rendu un grand service au présent et à l'avenir non moins qu'au passé en saisissant l'occasion naturelle qui s'offrait à lui de rétablir la vérité sur une autre période de cette alliance, diversement méconnue par les deux parties.

Les dernières années de sir Robert Peel, de 1846 à 1850, n'offrent pas moins d'intérêt que sa carrière ministérielle. Bien qu'écarté du pouvoir par l'implacable rancune des tories, il ne cesse de prendre une part considérable aux affaires de son pays. La plupart des décisions prises par le cabinet whig sont inspirées et appuyées par lui. L'abolition du fameux acte de navigation, considéré depuis Cromwell comme le palladium de la marine anglaise, passe par son influence dans la chambre des communes, et finit par s'accomplir malgré la résistance des lords, appuyée sur le soulèvement de la population maritime, et il en est bientôt de la marine comme de la culture nationale; au lieu de périr, elle grandit. La liquidation générale de la propriété irlandaise par les procédés sommaires d'une cour spéciale, cette résolution hardie, d'abord repoussée avec fureur par l'Irlande et acceptée ensuite comme un bienfait, lui est due également. Si d'autres hommes d'état anglais ont jeté plus d'éclat par leur talent, il n'en est aucun qui ait attaché son nom à un plus grand nombre d'améliorations positives; mais ce qu'il faut lire surtout dans le récit de M. Guizot, c'est le tableau de l'émotion universelle causée par la mort de Peel. Je ne sais rien de plus douloureux et de plus touchant que cette attitude des médecins, qui, par un excès d'affection et de respect, n'osent pas le faire souffrir, même pour le sauver; je ne sais rien de plus beau que cette affluence de toutes les classes à la porte du malade, les princes du sang royal, les plus grands seigneurs mêlés à la foule, le peuple accourant de toutes parts, hommes, femmes, *enfans sur les bras de leurs mères,* et écoutant dans un morne silence la lecture à haute voix des bulletins. Quel spectacle! Le peuple anglais mérite ses destinées, car il sait être reconnaissant envers ceux qui le servent sans le flatter; le nôtre n'aime malheureusement que ceux qui le flattent sans le servir.

M. Guizot définit en terminant le gouvernement actuel de l'Angleterre une démocratie servie par une aristocratie, définition parfaitement juste. Dans cette grande division du travail qui distingue la

société anglaise, l'aristocratie est chargée du pouvoir, mais sous la surveillance et dans l'intérêt de la démocratie. La démocratie a autre chose à faire qu'à gouverner : elle se livre à l'agriculture, à l'industrie, au commerce, elle travaille et fait fortune; mais en se déchargeant des soucis du gouvernement sur ceux dont la fortune est faite, et qui ont ce qui lui manque, l'indépendance et le loisir, elle ne les perd pas de vue et se tient en mesure de leur imposer ses volontés, quand elle juge à propos d'en avoir. Cette organisation unique au monde, qui approche beaucoup plus de la perfection qu'aucune autre combinaison connue, ne s'est pas formée tout d'un coup, par une constitution écrite sous la dictée d'une théorie : c'est le fruit de l'action insensible du temps. Sir Robert Peel y a contribué, il n'en est pas le principal auteur; le plus grand pas, le pas décisif est la réforme parlementaire de 1832, le *free trade* n'est que le second. Le mouvement continu d'une nation libre et réglée y a eu plus de part que les hommes les plus influens. Pour un observateur superficiel, l'Angleterre change fort peu, les formes du gouvernement et de la société restent les mêmes, aucune révolution subite et radicale ne brise le fil des traditions. Pour quiconque regarde au fond des choses, il y a entre l'Angleterre de 1789 et celle d'aujourd'hui des différences non moins grandes, plus grandes peut-être et surtout plus utiles qu'entre la France de 1789 et la nôtre. Cette comparaison se fera quelque jour; elle sera curieuse et instructive.

Le dirai-je cependant? aux émotions pénibles que réveille ce grand et paisible tableau des progrès contemporains d'une nation voisine, quand nous nous tourmentons en agitations stériles, vient se mêler je ne sais quel sentiment de consolation amère. Si le succès est une consécration, l'adversité est une épreuve qui a bien aussi sa puissance. Le roi Louis-Philippe, odieusement calomnié quand il occupait le trône, n'aurait jamais été connu de la postérité, si l'émeute n'avait brisé la serrure de ses portefeuilles, publié ses papiers intimes et divulgué ses moindres secrets. De même, justice suffisante n'eût jamais été rendue à son gouvernement et à ses ministres sans la révolution qui a jeté sur eux et sur leurs adversaires sa sinistre lumière. Heureusement pour leur pays, cette épreuve manque aux ministres anglais; leur vie en est plus douce, elle n'est pas aussi virile. Qu'est-ce que ces injures des journaux tories qui blessaient profondément la susceptibilité nerveuse de sir Robert Peel auprès des bouleversemens qui ont tant de fois ébranlé sans la vaincre l'âme sereine de M. Guizot? Quand je vois, en 1849, le premier recevant dans son riche manoir de Drayton, au milieu des respects universels, la visite d'un roi, le second proscrit avec sa vieille mère et ses jeunes enfans et supportant sans se plaindre ce revers immérité, j'ad-

mire d'un côté les institutions et les mœurs; de l'autre, l'homme me paraît plus éprouvé. Quand je lis aujourd'hui cette biographie écrite d'une main toujours ferme, sans envie et sans amertume, avec une foi impérissable dans des idées maintenant vaincues, je me demande si Peel, également frappé par la fortune, en aurait fait autant, et si l'historien ne se montre pas ici supérieur à son modèle. Nous payons assez cher cette supériorité pour n'avoir aucune mauvaise grâce à la revendiquer.

Il faut être doué d'un grand calme d'esprit et d'une grande force de conviction pour exprimer, comme le fait M. Guizot, dans l'état actuel de l'Europe, sa confiance dans l'avenir de la démocratie universelle. Il est vrai qu'il ne l'exprime pas sans réserve. La démocratie ne peut, dit-il, aspirer définitivement à la domination qu'à la condition de porter aux traditions du passé plus de respect, de donner aux impressions du présent moins d'empire, et de tenir plus de compte des besoins et des chances de l'avenir. Plus de mémoire et plus de prévoyance, voilà à ses yeux toute la question; il espère qu'elle sera résolue *à l'honneur des gouvernemens libres et de l'humanité*. Comment ne pas partager cette noble espérance, quand elle émane d'un homme qui aurait, s'il le voulait, tant à se plaindre de la démocratie et de la liberté? La fatalité qui veut que les hommes et les idées les plus funestes au peuple soient chez nous les plus populaires ne durera pas toujours; les nations s'instruisent lentement, mais elles finissent par s'instruire, surtout quand l'expérience ne leur ménage pas ses leçons.

LÉONCE DE LAVERGNE.

WILLIAM THACKERAY

SON TALENT ET SES ŒUVRES

Dans cette foule de romanciers que le goût public, la tradition nationale et l'état de la société répandent aujourd'hui sur l'Angleterre, deux hommes ont paru, d'un talent supérieur, original et contraire, populaires au même titre, serviteurs de la même cause, moralistes dans la comédie et dans le drame, défenseurs des sentimens naturels contre les institutions sociales, et qui, par la précision de leurs peintures, par la profondeur de leurs observations, par la suite et l'âpreté de leurs attaques, ont ranimé, avec d'autres vues et un autre style, l'ancien esprit militant de Swift et de Fielding.

L'un, plus ardent, plus expansif, tout livré à la verve, peintre passionné de tableaux crus et éblouissans, prosateur lyrique, tout-puissant sur le rire et sur les larmes, a été lancé dans l'invention fantasque, dans la sensibilité douloureuse, dans la bouffonnerie violente, et par les témérités de son style, par l'excès de ses émotions, par la familiarité grotesque de ses caricatures, il a donné en spectacle toutes les forces et toutes les faiblesses d'un artiste, toutes les audaces, tous les succès et toutes les bizarreries de l'imagination. L'autre, plus contenu, plus instruit et plus fort, amateur de dissertations morales, conseiller du public, sorte de prédicateur laïque, moins occupé à défendre les pauvres, plus occupé à censurer l'homme, a mis au service de la satire un bon sens soutenu, une grande connaissance du cœur, une habileté consommée, un raisonnement puissant, un trésor de haine méditée, et il a persécuté le vice avec toutes les armes de la réflexion. Par ce contraste, l'un

complète l'autre, et l'on se fait une idée exacte du goût anglais en ajoutant le portrait de William Thackeray au portrait de Charles Dickens (1).

I. — LE SATIRIQUE.

Réfléchir sur les sentimens en Angleterre, c'est les juger; le penseur ne les mesure pas comme des forces actives, il les apprécie comme des qualités morales. Comme il est triste et que le monde est mauvais, ce qu'il aperçoit partout, c'est la sottise et le vice. Dès-lors son émotion est fixée, son but indiqué, son œuvre prévue. Il devient satirique, et d'autant plus certainement que la faculté de réfléchir est, chez lui, plus grande; elle domine en Thackeray. Vous voyez par quel mécanisme il a changé en satire le roman.

J'ouvre au hasard ses trois grands ouvrages : *Pendennis, la Foire aux vanités, les Newcomes.* Chaque scène met en relief une vérité morale; l'auteur veut qu'à chaque page nous portions un jugement sur le vice et sur la vertu; d'avance il a blâmé ou approuvé, et les dialogues, les portraits ne sont pour lui que des moyens par lesquels il ajoute notre approbation à son approbation, notre blâme à son blâme. Ce sont des leçons qu'il nous donne, et sous les sentimens qu'il décrit comme sous les événemens qu'il raconte, nous démêlons toujours des préceptes de conduite et des intentions de réformateur.

A la première page de *Pendennis*, vous lisez le portrait d'un vieux major, homme du monde, égoïste et vaniteux, comfortablement assis à son club, auprès du feu et de la fenêtre, envié par le chirurgien Glowry, que personne n'invite, cherchant dans les comptes-rendus des fêtes aristocratiques son nom glorieusement placé entre ceux d'illustres convives. Une lettre de famille arrive. Naturellement il l'écarte, et la lit négligemment la dernière. Il pousse un cri d'horreur : son neveu veut épouser une actrice. Il fait arrêter des places à la diligence, aux frais de la famille, et court sauver le petit sot. S'il y avait une mésalliance, que deviendraient ses invitations? Conclusion évidente : ne soyons ni égoïstes, ni vaniteux, ni gourmands comme le major.

Chapitre deux : Pendennis, père du jeune homme, était de son temps apothicaire, mais d'une bonne famille, et désolé d'être descendu jusqu'à ce métier. L'argent lui vient; il se donne pour médecin, épouse la parente d'un noble, essaie de s'insinuer dans les grandes familles. Il se vante toute sa vie d'avoir été une fois invité par lord Ribstone. Il achète un domaine, tâche d'enterrer l'apothi-

(1) Voyez l'étude sur Dickens dans la *Revue des Deux Mondes*, 1er février 1856.

caire, et s'étale dans sa gloire nouvelle de propriétaire terrien. Chacun de ces détails est un sarcasme dissimulé ou visible qui dit au lecteur : Mon bon ami, restez Gros-Jean comme vous l'êtes, et, pour l'amour de votre fils et de vous-même, gardez-vous de trancher du grand seigneur!

Le vieux Pendennis meurt. Son fils, noble héritier du domaine, « grand-duc de Pendennis, sultan de Fairoaks, » commence à régner sur sa mère, sur sa cousine et sur les domestiques. Il envoie des poésies lamentables aux journaux du comté, commence un poème épique, une tragédie où meurent seize personnes, une histoire foudroyante des jésuites, et défend en loyal tory l'église et le roi. Il soupire après l'idéal, appelle une inconnue, et tombe amoureux de l'actrice en question, femme de trente-deux ans, perroquet de théâtre, ignorante et bête à plaisir. Jeunes gens, mes chers amis, vous êtes tous affectés, prétentieux, dupes de vous-mêmes et des autres. Attendez pour juger le monde que vous ayez vu le monde, et ne vous croyez pas maîtres quand vous êtes écoliers.

L'instruction continue et dure autant que la vie d'Arthur. Comme Lesage dans *Gil-Blas*, l'auteur de *Pendennis* peint un jeune homme ayant quelque talent, doué de sentimens bons, même généreux, qui veut parvenir et qui s'accommode aux maximes du monde; mais Lesage n'a voulu que nous divertir, Thackeray d'un bout à l'autre travaille à nous corriger.

Cette intention devient plus visible encore, si l'on examine en détail l'un de ses dialogues et l'une de ses peintures. Vous n'y apercevez point la verve indifférente attachée à copier la nature, mais la réflexion attentive occupée à transformer en satire les objets, les paroles et les événemens. Tous les mots du personnage sont choisis et pesés pour être odieux ou ridicules. Il s'accuse lui-même, il prend soin d'étaler son vice, et sous sa voix on entend la voix de l'écrivain qui le juge, qui le démasque et qui le punit. Miss Crawley, vieille femme riche, tombe malade (1). Mistress Bute, sa parente, accourt pour la sauver et sauver l'héritage. Il s'agit de faire exclure du testament un neveu, le capitaine Rawdon, ancien favori, légataire présumé de la vieille fille. Ce Rawdon est un troupier stupide, pilier d'estaminet, joueur trop adroit, duelliste et coureur de filles. Jugez de la belle occasion pour mistress Bute, respectable mère de famille, digne épouse d'un ecclésiastique, habituée à composer les sermons de son mari! Par pure vertu, elle hait le capitaine Rawdon, et ne souffrira pas qu'un si bon argent tombe en de si mauvaises mains. D'ailleurs

(1) Voyez *Vanity Fair*. La *Revue* a donné une reproduction de ce roman dans ses livraisons du 15 février et du 1er mars 1849.

ne sommes-nous pas les répondans de nos familles? et n'est-ce pas à nous de publier les fautes de nos parens? C'est notre devoir strict, et mistress Bute s'acquitte du sien en conscience. Elle fait provision d'histoires édifiantes sur le neveu, et elle en édifie la tante. Il a ruiné celui-ci, il a mis à mal celle-là. Il a dupé ce marchand, il a tué ce mari. Et par-dessus tout, l'indigne, il s'est moqué de sa tante! Cette généreuse tante continuera-t-elle à réchauffer une pareille vipère? souffrira-t-elle que ses innombrables sacrifices soient payés par cette ingratitude et ces dérisions? — Vous imaginez d'ici l'éloquence ecclésiastique de mistress Bute. Assise au pied du lit, elle garde à vue la malade, la comble de potions, la réjouit de sermons terribles, et monte la garde à la porte contre l'invasion de l'héritier probable. Le siége était bien fait, l'héritage attaqué si obstinément devait se rendre; les dix doigts vertueux de la matrone entraient d'avance et en espérance dans la substantielle masse d'écus qu'elle voyait luire. Et cependant un spectateur difficile eût pu trouver quelques défauts dans sa manœuvre. Elle gouvernait trop. Elle oubliait qu'une femme persécutée de sermons, manœuvrée comme un ballot, réglée comme une horloge, pouvait prendre en aversion une autorité si harassante. Ce qui est pis, elle oubliait qu'une vieille femme peureuse, confinée chez elle, accablée de prédications, empoisonnée de pilules, pouvait mourir avant d'avoir changé son testament, et tout laisser, hélas! à son bandit de neveu. Exemple instructif et redoutable! Mistress Bute, l'honneur de son sexe, la consolatrice des malades, le conseil de sa famille, ayant ruiné sa santé pour soigner sa belle-sœur bien-aimée et préserver le précieux héritage, était justement sur le point, grâce à son dévouement exemplaire, de mettre sa belle-sœur dans la bière et l'héritage entre les mains de son neveu.

L'apothicaire Clump arrive; il tremble pour sa chère cliente. Elle lui vaut deux cents guinées par an; il est bien décidé à sauver, contre mistress Bute, cette vie si précieuse. Mistress Bute lui coupe la parole : « Je me suis sacrifiée, mon cher monsieur. Son neveu l'a tuée, et je viens la sauver. C'est lui qui l'a jetée sur ce lit de douleur, et c'est moi qui l'y veille. Je ne suis point égoïste, moi; je ne refuse jamais de m'immoler pour les autres, moi; je donnerais ma vie pour mon devoir, je la donnerais pour sauver une parente de mon mari. » L'apothicaire désintéressé revient héroïquement à la charge. Sur-le-champ elle repart de plus belle; l'éloquence coule de ses lèvres comme d'une cruche trop pleine. Mistress Bute crie du haut de sa tête : « Jamais, tant que la nature me soutiendra, je ne déserterai la place où mon devoir m'enchaîne. Mère de famille, femme d'un ecclésiastique anglais, j'ose affirmer que mes principes sont purs, et jusqu'au dernier soupir j'y serai fidèle. Quand mon petit James avait

la petite-vérole, ai-je permis à une mercenaire de le soigner? Non. » Le patient Clump se répand en complimens doucereux, et, poussant sa pointe à travers les interruptions, les protestations, les offres de sacrifices, les déclamations contre le neveu, finit par toucher terre. Il insinue délicatement qu'il faudrait mener la malade au grand air. « La vue de son horrible neveu rencontré dans le parc où l'on dit que le misérable se promène avec la complice endurcie de ses crimes, dit alors mistress Bute (laissant échapper le chat de l'égoïsme hors du sac de la dissimulation), lui causerait une telle secousse que nous aurions à la rapporter dans son lit. Elle ne doit pas sortir, monsieur Clump; elle ne sortira pas, aussi longtemps que je serai là pour veiller sur elle. Et quant à *ma* santé, qu'importe? je la sacrifie de bon cœur, monsieur; je l'immole sur l'autel de mon devoir. » Il est clair que l'auteur en veut à mistress Bute et aux captateurs d'héritages. Il lui prête des gestes ridicules, des phrases pompeuses, une hypocrisie transparente, grossière et bruyante. Le lecteur éprouve de la haine et du dégoût pour elle à mesure qu'elle parle. Il voudrait la démasquer; il est content de la voir pressée, acculée, prise par les manœuvres polies de son adversaire, et se réjouit avec l'auteur, qui lui arrache et lui souligne la confession honteuse de sa grimace et de son avidité.

Arrivée à cet endroit, la réflexion satirique quitte la forme littéraire. Pour mieux se déployer, elle s'étale seule. Thackeray vient en son propre nom attaquer le vice. Nul auteur n'est plus fécond en dissertations; il entre à chaque instant dans son récit pour nous tancer ou nous instruire, il ajoute la morale de théorie à la morale en action. On pourrait extraire de ses romans un ou deux volumes d'essais à la façon de La Bruyère ou d'Addison. Il y en a sur l'amour, sur la vanité, sur l'hypocrisie, sur la bassesse, sur toutes les vertus, sur tous les vices, et en tournant quelques pages, on en trouvera un sur les comédies d'héritages et sur les parens trop empressés.

« Quelle dignité donne à une vieille dame un compte ouvert chez son banquier! Avec quelle tristesse nous regardons ses imperfections si elle est notre parente (et puisse chaque lecteur avoir une vingtaine de telles parentes!). Qui de nous ne la juge une bonne et excellente vieille? Comme le nouvel associé de Hobs et Dobs sourit en la reconduisant à sa voiture blasonnée, garnie du gros cocher asthmatique! Comme nous savons, lorsqu'elle vient nous rendre visite, découvrir l'occasion d'apprendre à nos amis sa position dans le monde! Nous leur disons (et avec une parfaite sincérité) : Je voudrais avoir la signature de miss Mac-Whirter pour un bon de cinq mille guinées. — Elle ne serait pas à court, dit votre femme. — Elle est ma tante, dites-vous d'un air aisé, insouciant, quand votre ami vous demande si par hasard elle ne serait pas votre parente. — Votre femme lui envoie à chaque

instant de petits témoignages d'affection; vos petites filles font pour elle un nombre infini de paniers en tapisserie, de coussins, de tabourets. Quel bon feu dans la chambre lorsqu'elle vient vous rendre visite! Votre femme s'en passe quand elle lace son corset. La maison pendant tout le temps de cette visite prend un air propre, agréable, comfortable, joyeux, un air de fête qu'elle n'a point en d'autres saisons. Vous-même, mon cher monsieur, vous oubliez d'aller dormir après dîner, et vous vous trouvez tout d'un coup (quoique vous perdiez invariablement) très amoureux du whist. Quels bons dîners vous offrez! Du gibier tous les jours, du madère-malvoisie, et régulièrement du poisson de Londres. Les gens de cuisine eux-mêmes prennent part à la prospérité générale. Je ne sais pas comment la chose arrive, mais pendant le séjour du gros cocher de miss Mac-Whirter la bière est devenue beaucoup plus forte, et dans la chambre des enfans (où sa bonne prend ses repas) la consommation du thé et du sucre n'est plus surveillée du tout. Cela est-il vrai ou non? J'en appelle aux classes moyennes. Ah! pouvoirs célestes! que ne m'envoyez-vous une vieille tante, — une tante fille, — une tante avec une voiture blasonnée et un chapeau couleur café clair! — Comme mes enfans broderaient pour elle des sacs à ouvrage! comme ma Julia et moi nous serions aux petits soins pour elle! Douce, — douce vision! — O vain, trop vain rêve! »

Il n'y a pas à se méprendre. Le lecteur le plus décidé à ne pas être averti est averti. Quand nous aurons une tante à grosse succession, nous estimerons à leur juste valeur nos attentions et notre tendresse. L'auteur a pris la place de notre conscience, et le roman, transformé par la réflexion, devient une école de mœurs.

On fouette très fort dans cette école; c'est le goût anglais. Des goûts et des verges, il ne faut pas disputer; mais sans disputer on peut comprendre, et le plus sûr moyen de comprendre le goût anglais est de l'opposer au goût français.

Je vois chez nous, dans un salon de gens d'esprit ou dans un atelier d'artistes, vingt personnes vives : elles ont besoin de s'amuser, c'est là leur fond. Vous pouvez leur parler de la scélératesse humaine, mais c'est à la condition de les divertir. Si vous vous mettez en colère, elles seront choquées; si vous faites la leçon, elles bâilleront. Riez, c'est ici la règle, non pas cruellement et par inimitié visible, mais par belle humeur et par agilité d'esprit. Cet esprit si leste veut agir; pour lui, la rencontre d'une bonne sottise est la rencontre d'une bonne fortune. Comme une flamme légère, il glisse et gambade par subites échappées sur la surface effleurée des objets. Contentez-le en l'imitant, et pour plaire à des gens gais, soyez gai. — Soyez poli, c'est le second commandement, tout semblable à l'autre. Vous parlez à des gens sociables, délicats, vaniteux, qu'il faut ménager et flatter. Vous les blesseriez en essayant d'emporter leur conviction de force, à coups pressés d'argumens solides, par

un étalage d'éloquence et d'indignation. Faites-leur assez d'honneur pour supposer qu'ils vous entendent à demi-mot, qu'un sourire indiqué vaut pour eux un syllogisme établi, qu'une fine allusion entrevue au vol les touche mieux que la lourde invasion d'une grosse satire géométrique. — Songez enfin (ceci entre nous) qu'en politique comme en religion, depuis mille ans, ils sont très gouvernés, trop gouvernés, que lorsqu'on est gêné, on a envie de ne plus l'être, qu'un habit trop étroit craque aux coudes et ailleurs. Volontiers ils sont frondeurs, volontiers ils entendent insinuer les choses défendues, et souvent par abus de logique, par entraînement, par vivacité, par mauvaise humeur, ils frappent la société à travers le gouvernement, à travers la religion, la morale. Ce sont des écoliers tenus trop longtemps sous la férule; ils cassent les vitres en ouvrant les portes. Je n'ose pas vous exhorter à leur plaire; je remarque seulement que pour leur plaire un grain d'humeur séditieuse ne nuit pas.

Je franchis sept lieues de mer, et me voici dans une grande salle sévère, garnie de bancs multipliés, ornée de becs de gaz, balayée, régulière, club de controverses ou temple de sermons. Il y a là cinq cents longues figures, tristes, raides (1), et au premier coup d'œil il est clair qu'elles n'y sont point pour s'amuser. Dans ce pays, un tempérament plus grossier, surchargé d'une nourriture plus lourde et plus forte, a ôté aux impressions leur mobilité rapide, et la pensée, moins facile et moins prompte, a perdu avec sa vivacité sa gaieté. Si vous raillez devant eux, songez que vous parlez à des hommes attentifs, concentrés, capables de sensations durables et profondes, incapables d'émotions changeantes et soudaines. Ces visages immobiles et contractés veulent garder la même attitude : ils répugnent aux sourires fugitifs et demi-formés, ils ne savent se détendre, et leur rire est une convulsion aussi raide que leur gravité. N'effleurez pas, appuyez; ne glissez pas, enfoncez; ne jouez pas, frappez; comptez que vous devez remuer violemment des passions violentes, et qu'il faut des secousses pour mettre ces nerfs en action. — Comptez encore que vos gens sont des esprits pratiques, amateurs de l'utile, qu'ils viennent ici pour être instruits, que vous leur devez des vérités solides, que leur bon sens un peu étroit ne s'accommode point d'improvisations aventureuses, ni d'indications hasardées, qu'ils exigent des réfutations développées et des explications complètes, et qu'ils n'ont payé leur billet d'entrée que pour écouter des conseils applicables et de la satire prouvée. Leur tempérament vous

(1) « Their usual english expression of intense gloom, and subdued agony. » (Thackeray, *the Book of Snobs.*)

demande des émotions fortes; leur esprit vous demande des démonstrations précises. Pour plaire à leur tempérament, il ne faut point égratigner, mais supplicier le vice; pour plaire à leur esprit, il ne faut point railler par des saillies, mais par des raisonnemens. — Encore un mot : là-bas, au milieu de l'assemblée, regardez ce livre doré, magnifique, royalement posé sur un coussin de velours. C'est la Bible; il y a autour d'elle cinquante moralistes qui dernièrement se sont donné rendez-vous au théâtre, et ont chassé à coups de pommes un acteur coupable d'avoir pour maîtresse la femme d'un bourgeois. Si du bout du doigt, avec toutes les salutations et tous les déguisemens du monde, vous touchez un seul des feuillets sacrés ou la plus petite des convenances morales, à l'instant cinquante mains accrochées au collet de votre habit vous mettront à la porte. Devant des Anglais, il faut être Anglais; avec leur passion et leur bon sens, prenez leurs lisières. Ainsi enfermée dans les vérités reconnues, votre satire deviendra plus âpre, et ajoutera le poids de la croyance publique à la pression de la logique et à la force du ressentiment.

Nul écrivain ne fut mieux doué que Thackeray pour ce genre de satire; c'est que nulle faculté n'est plus propre à ce genre de satire que la réflexion. La réflexion, c'est l'attention concentrée, et l'attention concentrée centuple la force et la durée des émotions. Celui qui s'est enfoncé dans la contemplation du vice ressent de la haine pour le vice, et l'intensité de sa haine a pour mesure l'intensité de sa contemplation. Au premier instant, la colère est un vin généreux qui enivre et qui exalte; conservée et enfermée, elle devient une liqueur qui brûle tout ce qu'elle touche, et corrode jusqu'au vase qui la contient. De tous les satiriques, Thackeray, après Swift, est le plus triste. Ses compatriotes eux-mêmes (1) lui ont reproché de peindre le monde plus laid qu'il n'est. L'indignation, la douleur, le mépris, le dégoût, sont ses sentimens ordinaires. Lorsqu'il s'en écarte et imagine des âmes tendres, il exagère leur sensibilité pour rendre leur oppression plus odieuse; l'égoïsme qui les brise paraît horrible, et leur douceur résignée est une mortelle injure contre leurs tyrans; c'est la même haine qui a calculé la bonté des victimes et la dureté des persécuteurs (2). — Cette colère exaspérée par la réflexion est encore armée par la réflexion. On voit qu'il n'est pas emporté par une indignation ou par une pitié passagère. Il s'est maîtrisé avant de parler. Il a pesé plusieurs fois la coquinerie qu'il va décrire. Il en possède les motifs, l'espèce, les suites, comme un naturaliste ses

(1) Dans la *Revue d'Édimbourg*.

(2) Rôle d'Amelia dans *Vanity Fair*. — Rôle du colonel Newcome. *The Newcomes*.

classifications. Il est sûr de son jugement, et l'a mûri. Il punit en homme convaincu, qui tient sur sa table une liasse de preuves, qui n'avance rien sans un document ou un raisonnement, qui a prévu toutes les objections et réfuté toutes les excuses, qui ne pardonnera jamais, qui a raison d'être inflexible, qui a conscience de sa justice, et qui appuie sa sentence et sa vengeance de toutes les forces de la méditation et de l'équité. L'effet de cette haine justifiée et contenue est accablant. Lorsqu'on achève de lire les romans de Balzac, on éprouve le plaisir d'un naturaliste promené dans un hôpital à travers une belle collection de maladies. Lorsqu'on achève de lire Thackeray, on éprouve le saisissement d'un étranger amené devant le matelas de l'amphithéâtre le jour où l'on pose les moxas et où l'on fait les amputations.

En pareil cas, l'arme la plus naturelle est l'ironie sérieuse, car elle témoigne d'une haine réfléchie : celui qui l'emploie supprime son premier mouvement; il feint de parler contre lui-même, et se maîtrise jusqu'à prendre le parti de son adversaire. D'autre part, cette attitude pénible et voulue est le signe d'un mépris excessif; la protection apparente qu'on prête à son ennemi est la pire des insultes. Il semble qu'on lui dise : « J'ai honte de vous attaquer; vous êtes si faible, que même avec un appui vous tombez; vos raisons sont votre opprobre, et vos excuses sont votre condamnation. » Aussi, plus l'ironie est grave, plus elle est forte; plus on met de soin à défendre son ennemi, plus on l'avilit; plus on paraît l'aider, plus on l'écrase. C'est pourquoi le sarcasme sérieux de Swift est terrible; on croit qu'il salue, et il tue; son approbation est une flagellation. Entre ses élèves, Thackeray est le premier. Plusieurs chapitres dans *le Livre des Snobs* (1), par exemple celui des *snobs* littéraires, sont dignes de *Gulliver*. L'auteur vient de passer en revue tous les *snobs* d'Angleterre : que va-t-il dire de ses frères, les *snobs* littéraires? Osera-t-il en parler? Certainement. Mon cher et excellent lecteur, ne savez-vous pas que Brutus fit couper la tête à ses propres fils? En vérité, vous auriez bien mauvaise opinion de la littérature moderne et des modernes littérateurs, si vous doutiez qu'un seul d'entre nous hésitât à enfoncer un couteau dans le corps de son confrère en cas de besoin public.

« Mais le fait est que dans la profession de littérateur il n'y a point de *snobs*. Regardez de tous côtés dans toute l'assemblée des écrivains anglais, et je vous défie d'y montrer un seul exemple de vulgarité, ou d'envie, ou de présomption. — Hommes et femmes, tous, autant que j'en connais, sont

(1) *Snob*, mot d'argot intraduisible, désignant un homme « qui admire bassement des choses basses. »

modestes dans leur maintien, élégans dans leurs manières, irréprochables dans leur vie, et honorables dans leur conduite soit entre eux, soit à l'égard du monde. — Il n'est pas impossible peut-être que (par hasard) vous entendiez un littérateur dire du mal de son frère; mais pourquoi? Par malice? Point du tout. Par envie? En aucune façon. Simplement par amour de la vérité et par devoir public. Supposez par exemple que, tout bonnement, j'indique un défaut dans la personne de mon ami M. Punch, et que je dise que M. Punch est bossu, que son nez et son menton sont plus crochus que le nez et le menton de l'Apollon et de l'Antinoüs; ceci prouve-t-il que je veuille du mal à M. Punch? Pas le moins du monde. C'est le devoir du critique de montrer les défauts aussi bien que les mérites, et invariablement il accomplit son devoir avec la plus entière sincérité et la plus parfaite douceur. — Le sentiment de l'égalité et de la fraternité entre les auteurs m'a toujours frappé comme une des plus aimables qualités distinctives de cette classe. C'est parce que nous nous apprécions et nous nous respectons les uns les autres que le monde nous respecte si fort, que nous tenons un si bon rang dans la société et que nous nous y comportons d'une manière si irréprochable. La littérature est si fort en honneur en Angleterre, qu'il y a une somme d'environ douze cents guinées par an mise de côté pour pensionner les personnes de cette profession. C'est un grand honneur pour eux, et aussi une preuve que leur condition est généralement prospère et florissante. Ils sont ordinairement si riches et si économes, qu'il n'y a presque point besoin d'argent pour les aider..»

On est tenté de se méprendre, et pour entendre ce passage on a besoin de se rappeler que, dans une société aristocratique et marchande, sous le culte de l'argent et l'adoration du rang, le talent pauvre et roturier est traité comme l'exigent sa roture et sa pauvreté (1). Ce qui rend ces ironies encore plus fortes, c'est la durée: il y en a qui se prolongent pendant un roman entier, par exemple celui des *bottes fatales*. Un Français ne pourrait continuer aussi longtemps le sarcasme. Il s'échapperait à droite ou à gauche par des émotions différentes, il changerait de visage et ne soutiendrait pas une attitude si fixe, indice d'une animosité si décidée, si calculée et si amère. Il y a des caractères que Thackeray développe pendant trois volumes, Blanche Amory, Rebecca Sharp, et dont il ne parle jamais sans insulte; toutes deux sont des coquines, et jamais il ne les introduit sans les combler de tendresses : la chère Rebecca! la tendre Blanche! La tendre Blanche est une jeune fille sentimentale et littéraire, obligée de vivre avec des parens qui ne la comprennent pas. Elle souffre tant, qu'elle les ridiculise tout haut devant tout le monde; elle est si opprimée par la sottise de sa mère et de son beau-père, qu'elle ne perd pas une occasion de leur faire sentir leur stupidité. En bonne

(1) « L'esprit et le génie perdent vingt-cinq pour cent de leur valeur en abordant en Angleterre. » (Stendhal.)

conscience, peut-elle faire autrement? Ne serait-ce point de sa part un manque de sincérité que d'affecter une gaieté qu'elle n'a pas, ou un respect qu'elle ne peut ressentir? On comprend que la pauvre enfant ait besoin de sympathie; en quittant les poupées, ce cœur aimant s'est épris d'abord de Trenmor, de Sténio, du prince Djalma et autres héros des romanciers français. Hélas! le monde imaginaire ne suffit pas aux âmes blessées, et le désir de l'idéal, pour s'assouvir, se rabaisse enfin jusqu'aux êtres de la terre. A onze ans, Mlle Blanche eut une inclination pour un petit savoyard, joueur d'orgue à Paris, qu'elle crut un jeune prince enlevé; à douze ans, un vieux et hideux maître de dessin agita son cœur vierge; à treize ans, à l'institution de Mme de Caramel, elle eut une correspondance avec deux jeunes écoliers du collége Charlemagne. Chère âme délaissée, ses pieds délicats se sont déjà froissés aux sentiers de la vie; chaque jour ses illusions s'effeuillent, et c'est en vain qu'elle les consigne en vers, dans un petit livre relié de velours bleu avec un fermoir d'or, intitulé : *Mes Larmes*. Dans cet isolement, que faire? Elle s'enthousiasme pour les jeunes filles qu'elle rencontre, elle ressent à leur vue une attraction magnétique, elle devient leur sœur, sauf à les mettre de côté demain, comme une vieille robe : nous ne commandons pas à nos sentimens, et rien n'est plus beau que le naturel. Du reste, comme l'aimable miss a beaucoup de goût, l'imagination vive, une inclination poétique pour le changement, elle tient sa femme de chambre, Pincott, à l'ouvrage nuit et jour. En personne délicate, vraie *dilettante* et amateur du beau, elle la gronde pour ses yeux battus et son visage pâle. Là-dessus, pour l'encourager, elle lui dit avec ses ménagemens et sa franchise ordinaires : « Pincott, je vous renverrai, car vous êtes beaucoup trop faible, et vos yeux vous manquent, et vous êtes toujours à gémir, à pleurnicher, à demander le médecin; mais je sais que vos parens ont besoin de vos gages, et je vous garde pour l'amour d'eux! — Pincott, votre air misérable et vos façons serviles me donnent vraiment la migraine. Je crois que je vous ferai mettre du rouge. — Pincott, vos parens meurent de faim; mais si vous me tiraillez ainsi les cheveux, je vous prierai de leur écrire et de leur dire que je n'ai plus besoin de vos services. » Cette pécore de Pincott n'apprécie pas son bonheur. Peut-on être triste quand on sert un être aussi supérieur que miss Blanche? Quelle joie de lui fournir des sujets de style! car, il faut bien l'avouer, miss Blanche n'a pas dédaigné d'écrire une charmante pièce de vers sur la petite servante arrachée au foyer paternel, hôte attristé d'une terre étrangère. Hélas! le plus petit événement suffit pour blesser ce cœur trop sensible. A la moindre émotion, ses larmes coulent, ses sentimens frémissent, comme un papillon délicat qu'on écrase dès qu'on le touche. La voilà

qui passe, aérienne, les yeux au ciel, un faible sourire arrêté sur ses lèvres roses, touchante sylphide, si consolante pour tous ceux qui l'entourent que chacun la souhaite au fond d'un puits.

Un degré ajouté à l'ironie sérieuse produit la caricature sérieuse. Ici comme tout à l'heure, l'auteur plaide les raisons du prochain; la seule différence est qu'il les plaide avec trop de chaleur; c'est une insulte sur une insulte. A ce titre, elle abonde dans Thackeray. Quelques-uns de ses grotesques sont énormes, par exemple M. Alcide de Mirobolan, cuisinier français, artiste en sauces, qui déclare sa flamme à miss Blanche au moyen de tartes symboliques, et se croit un *gentleman;* Mme la majoresse O'Dowd, sorte de grenadier en bonnet, la plus pompeuse et la plus bavarde des Irlandaises, occupée à régenter le régiment et à marier bon gré mal gré les célibataires; miss Briggs, vieille dame de compagnie, née pour recevoir des affronts, faire des phrases et verser des larmes; le docteur qui prouve à ses élèves mauvais latinistes que l'habitude des barbarismes conduit à l'échafaud. Ces difformités calculées n'excitent qu'un rire triste. On aperçoit toujours derrière la grimace du personnage l'air sardonique du peintre, et l'on conclut à la bassesse et à la stupidité du genre humain. D'autres figures, moins grossies, ne sont point cependant plus naturelles. On voit que l'auteur les jette exprès dans des sottises palpables et dans des contradictions marquées. Telle est miss Crawley, vieille fille immorale et libre-penseuse, qui loue les mariages disproportionnés et tombe en convulsions quand à la page suivante son neveu en fait un, qui appelle Rebecca Sharp son égale, et au même instant lui dit d'apporter les pincettes, qui, apprenant le départ de sa favorite, s'écrie avec désespoir : « Bonté du ciel! qui est-ce qui maintenant va me faire mon chocolat? » Telle est mistress Hoggarty, excellente femme, qui, ayant ruiné son neveu, s'écrie de la meilleure foi du monde que le misérable a voulu ruiner sa tante, et se plaint au ciel et aux hommes d'avoir réchauffé une vipère dans son sein. Ce style fait rire, si l'on veut, mais d'un rire triste. On vient d'apprendre que l'homme est hypocrite, injuste, tyrannique, aveugle. Affligé, on se retourne vers l'auteur, et l'on ne voit sur ses lèvres que des sarcasmes, sur son front que du chagrin.

Cherchons bien; peut-être en des sujets moins graves trouverons-nous quelque occasion de franc rire. Considérons, non plus une coquinerie, mais une mésaventure : une coquinerie révolte, une mésaventure peut amuser. Il n'en est rien; jusque dans un amusement, la satire ici conserve sa force, parce que la réflexion conserve ici son intensité. Il y a dans la drôlerie anglaise un sérieux, un effort, une application étonnante, et leurs folies comiques sont composées avec autant de science que leurs sermons. La puissante attention décom-

pose son objet en toutes ses parties, et le reproduit avec une minutie, un relief qui font illusion. Swift décrit la contrée des chevaux parlans, la politique de Lilliput, les inventeurs de l'Ile-Volante, avec des détails aussi précis et aussi concordans qu'un voyageur expérimenté, explorateur exact des mœurs et du pays. Ainsi soutenus, le monstre impossible et le grotesque littéraire entrent dans la vie réelle, et le fantôme de l'imagination prend la consistance des objets que nous touchons. Thackeray porte dans la farce cette gravité imperturbable, cette solidité de conception et ce talent d'illusion. Regardez une de ses thèses morales : il veut prouver que dans le monde il faut se conformer aux usages reçus, et transforme ce lieu commun en une anecdote orientale. Comptez les détails de mœurs, de géographie, de chronologie, de cuisine, la désignation mathématique de chaque objet, de chaque personne et de chaque geste, la lucidité d'imagination, la profusion de vérités locales; vous comprendrez pourquoi sa moquerie vous frappe d'une impression si originale et si poignante, et vous y retrouverez le même degré d'étude et la même énergie d'attention que dans les ironies et dans les exagérations précédentes; son enjouement est aussi réfléchi et aussi fort que sa haine; il a changé d'attitude, il n'a point changé de faculté.

« J'ai une aversion naturelle pour l'*égotisme*, et je déteste infiniment l'habitude de se louer soi-même; mais je ne puis m'empêcher de raconter ici une anecdote qui éclaire le point en question, et où j'ai agi, je crois, avec une remarquable présence d'esprit.

« Étant à Constantinople il y a quelques années pour une mission délicate (les Russes jouaient un double jeu, et de notre côté il devint nécessaire d'envoyer un négociateur supplémentaire), Leckerbiff, pacha de Roumélie, alors premier *galéongi* de la Porte, donna un banquet diplomatique dans son palais d'été à Bukjédéré. J'étais à la gauche du galéongi, et l'agent russe, le comte de Diddlof, était à sa droite. Diddlof est un dandy qui mourrait de respirer une rose malade. Il avait essayé de me faire assassiner trois fois dans le cours de la négociation; mais naturellement nous étions amis en public, et nous échangions des saluts de la façon la plus cordiale et la plus charmante.

« Le galéongi est, ou plutôt était (car hélas! un lacet lui a serré le cou) un fidèle sectateur du parti turc. Nous dînâmes avec nos doigts, et nous eûmes des quartiers de pain pour vaisselle. La seule innovation qu'il admit était l'usage des liqueurs européennes, et il s'y livrait avec un grand goût. Il mangeait énormément. Parmi les plats il y en eut un très vaste qu'on plaça devant lui, un agneau apprêté dans sa laine, bourré d'ail, d'assa fœtida, de pimens et autres assaisonnemens, le plus abominable mélange que jamais mortel ait flairé ou goûté. Le galéongi en mangea énormément; suivant la coutume orientale, il insistait pour servir ses amis à droite et à gauche, et quand il arrivait à un morceau particulièrement épicé, il l'enfonçait de ses propres mains jusque dans le gosier de ses convives.

« Je n'oublierai jamais le regard du pauvre Diddlof, quand son excellence, ayant roulé en boule un gros paquet de cette mixture, et s'écriant *tuk, tuk* (c'est très bon), administra l'horrible pilule à Diddlof. Les yeux du Russe roulèrent effroyablement au moment où il la reçut. Il l'avala avec une grimace qui annonçait une convulsion imminente, et saisissant à côté de lui une bouteille qu'il croyait du sauterne, mais qui se trouva être de l'eau-de-vie française, il en but près d'une pinte avant de reconnaître son erreur. Ce coup l'acheva. Il fut emporté presque mort de la salle à manger et déposé au frais dans une maison d'été sur le Bosphore.

« Quand mon tour vint, j'avalai le condiment avec un sourire, je dis *Bismillah*, et je léchai mes lèvres avec un air de contentement aimable; puis, quand on servit le plat voisin, j'en fis moi-même une boule avec tant de dextérité et je la fourrai dans le gosier du vieux galéongi avec tant de grâce, que son cœur fut gagné. La Russie fut mise d'emblée hors de cause, et le *traité de Kabobanople fut signé*. Quant à Diddlof, tout était fini pour lui; il fut rappelé à Saint-Pétersbourg, et sir Roderick Murchison le vit, sous le n° 3,967, travaillant aux mines de l'Oural. »

L'anecdote évidemment est authentique, et quand Defoë racontait l'apparition de mistress Veal, il n'imitait pas mieux le style d'un procès-verbal.

Cette réflexion si attentive est une source de tristesse. Pour se divertir des passions humaines, il faut les considérer en curieux, comme des marionnettes changeantes, ou en savant, comme des rouages réglés, ou en artiste, comme des ressorts puissans. Si vous ne les observez que comme vertueuses ou vicieuses, vos illusions perdues vous enchaîneront dans des pensées noires, et vous ne trouverez en l'homme que faiblesse et que laideur. C'est pourquoi Thackeray déprécie notre nature tout entière. Il fait dans le roman ce que Hobbes fit en philosophie. Presque toujours, lorsqu'il décrit de beaux sentimens, il les dérive d'une vilaine source. La tendresse, la bonté, l'amour sont dans ses personnages un effet des nerfs, de l'instinct, ou d'une maladie morale. Amelia Sedley, sa favorite et l'un de ses chefs-d'œuvre, est une pauvre petite femme, pleurnicheuse, incapable de réflexion et de décision, aveugle, adoratrice exaltée d'un mari égoïste et grossier, toujours sacrifiée par sa volonté et par sa faute, dont l'amour se compose de sottise et de faiblesse, souvent injuste, habituée à voir faux, et plus digne de compassion que de respect. Lady Castlewood, si bonne et si tendre, se trouve éprise, comme Amelia, d'un rustre buveur et imbécile, et sa jalousie sauvage, exercée contre sa fille, implacable contre son mari, épanchée violemment en paroles cruelles, montre que son amour vient, non de la vertu, mais du tempérament. Hélène Pendennis, le modèle des mères, est une prude provinciale un peu niaise, d'éducation étroite, jalouse aussi et portant dans sa jalousie toute la dureté du puritanisme et de la passion.

Elle s'évanouit en apprenant que son fils a une maîtresse : c'est une action « odieuse, abominable, horrible; » elle voudrait que « son enfant fût mort avant d'avoir commis ce crime. » Toutes les fois qu'on lui parle de la petite Fanny, « son visage prend une expression cruelle et inexorable. » Rencontrant Fanny au chevet du jeune homme malade, elle la chasse comme une prostituée et comme une servante. L'amour maternel, chez elle comme chez toutes les autres, est un aveuglement incurable; son fils est son dieu; à force d'adoration, elle trouve le moyen de le rendre insupportable et malheureux. Quant à l'amour des hommes pour les femmes, si on le juge d'après les peintures de l'auteur, on ne peut éprouver pour lui que de la compassion, et voir en lui que du ridicule. A un certain âge (1), selon Thackeray, la nature parle; quelqu'un se rencontre; sot ou non, bon ou mauvais, on l'adore : c'est une fièvre. A six mois, les chiens ont leur maladie: l'homme a la sienne à vingt ans. Si l'on aime, ce n'est point que la personne soit aimable, c'est qu'on a besoin d'aimer. « Croyez-vous que vous boiriez, si vous n'aviez pas soif, ou que vous mangeriez, si vous n'aviez pas faim ? » Il raconte l'histoire de cette faim et de cette soif avec une verve amère. Il a l'air d'un homme dégrisé qui se moquerait de l'ivresse. Il explique tout au long, d'un ton demi-sarcastique, les sottises du major Dobbin pour Amelia, comment le major achète les mauvais vins du père d'Amelia, comment il presse les postillons, réveille les valets, persécute ses amis pour revoir Amelia plus vite, comment, après dix ans de sacrifices, de tendresse, de services, il se voit préférer le vieux portrait d'un mari infidèle, grossier, égoïste et défunt. Le plus triste de ces récits est celui du premier amour de Pendennis : miss Fotheringay, l'actrice qu'il aime, personne positive, bonne ménagère, a l'esprit et l'instruction d'une servante de cuisine. Elle parle au jeune homme du beau temps qu'il fait et du pudding qu'elle vient de préparer : Pendennis découvre dans ces deux phrases une profondeur d'intelligence étonnante et une majesté d'abnégation surhumaine. Il demande à miss Fotheringay, qui vient de jouer Ophélie, si Ophélie est amoureuse d'Hamlet. « Moi, amoureuse de ce petit cabotin rabougri, Bingley ! » Pen explique qu'il s'agit de l'Ophélie de Shakspeare. « Bien, il n'y a pas d'offense; mais pour Bingley, je n'en donnerais pas ce verre de punch. » Et elle avale le verre plein. — Pen la questionne sur Kotzebue : « Kotzebue! qui est-ce? — L'auteur de la pièce où vous avez joué si admirablement. — Je ne savais pas; le nom de l'homme au commencement du volume est Thompson. » Pen est ravi de cette simplicité adorable : « Pendennis, Pendennis! comme elle a dit ce nom!... Émilie, Émilie!

(1) *Pendennis*, t. III, page 111.

qu'elle est bonne, qu'elle est noble, qu'elle est belle, qu'elle est parfaite! » Le premier volume roule tout entier sur ce contraste; il semble que Thackeray dise à ses lecteurs : Mes chers confrères en humanité, nous sommes des coquins quarante-neuf jours sur cinquante; le cinquantième, si nous échappons à l'orgueil, à la vanité, à la méchanceté, à l'égoïsme, c'est que nous tombons en fièvre chaude; notre folie fait notre dévouement.

Pourtant, à moins d'être Swift, il faut bien aimer quelque chose; on ne peut pas toujours blesser et détruire, et le cœur, lassé de mépris et de haine, a besoin de se reposer dans l'éloge et l'attendrissement. D'un autre côté, blâmer un défaut, c'est louer la qualité contraire, et l'on ne peut immoler une victime sans bâtir un autel; ce sont les circonstances qui désignent l'une, ce sont les circonstances qui élèvent l'autre, et le moraliste qui combat le vice dominant de son pays et de son siècle prêche la vertu contraire au vice de son siècle et de son pays. Dans une société aristocratique et marchande, ce vice est l'égoïsme et l'orgueil; Thackeray exaltera donc la douceur et la tendresse. Que l'amour et la bonté soient aveugles, instinctifs, déraisonnables, ridicules, peu lui importe; tels qu'ils sont, il les adore, et il n'y a pas de plus singulier contraste que celui de ses héros et de son admiration. Il fait des sottes et s'agenouille devant elles; l'artiste en lui contredit le commentateur; le premier est ironique, le second est louangeur; le premier met en scène les niaiseries de l'amour, le second en fait le panégyrique; le haut de la page est une satire en action, le bas de la page est un dithyrambe en tirades. Les complimens qu'il prodigue à Amelia Sedley, à Hélène Pendennis, à Laura, sont infinis; jamais auteur n'a fait plus visiblement et plus obstinément la cour à ses femmes : il leur immole les hommes, non pas une fois, mais cent. « Très vraisemblablement les pélicans aiment à saigner sous le bec égoïste de leurs petits. Il est certain que c'est le goût des femmes. Il doit y avoir dans la douleur du sacrifice une sorte de plaisir que les hommes ne comprennent pas... Ne méprisons pas ces instincts parce que nous ne pouvons les sentir. Les femmes ont été faites pour notre bien-être et notre agrément, messieurs, — comme toute la troupe des animaux inférieurs. — Que ce soit un mari fainéant, un fils dissipateur, un bien-aimé garnement de frère, comme leurs cœurs sont prêts à répandre sur lui leurs trésors de tendresse! Et comme nous sommes prêts, de notre part, à leur fournir abondamment cette sorte de jouissance! A peine y a-t-il un de mes lecteurs qui n'ait administré du plaisir sous cette forme à ses femmes, et ne les ait régalées du contentement de lui pardonner! » Lorsqu'il entre dans la chambre d'une bonne mère ou d'une jeune fille honnête, il baisse les yeux comme à la porte d'un sanc-

tuaire. En présence de Laura résignée, pieuse, il s'arrête. « Comme elle faisait son devoir en silence, et que, pour obtenir la force de l'accomplir, elle priait toujours seule et loin de tous les regards, nous aussi nous devons nous taire sur des vertus qui s'offensent du grand jour, pareilles à des roses qui ne sauraient fleurir dans une salle de bal. » Comme Dickens, il a le culte de la famille, des sentimens tendres et simples, des contentemens tranquilles et purs qu'on goûte au coin du foyer domestique, entre un enfant et une femme. Lorsque ce misanthrope si réfléchi et si âpre rencontre un épanchement filial ou une douleur maternelle, il est blessé à l'endroit sensible, et, comme Dickens, il fait pleurer (1).

On a des ennemis parce qu'on a des amis, et des aversions parce qu'on a des préférences. Si l'on préfère la bonté dévouée et les affections tendres, on prend en aversion l'arrogance et la dureté; la cause de l'amour est aussi la cause de la haine, et le sarcasme, comme la sympathie, est la critique d'une forme sociale et d'un vice public. C'est pourquoi les romans de Thackeray sont une guerre contre l'aristocratie. Comme Rousseau, il a loué les mœurs simples et affectueuses; comme Rousseau, il hait la distinction des rangs.

Il a écrit là-dessus un livre entier, sorte de pamphlet moral et demi-politique, *le Livre des Snobs*. Nous n'avons pas le mot, parce que nous n'avons pas la chose. Enfant des sociétés aristocratiques, le *snob*, perché sur son barreau dans la grande échelle, respecte l'homme du barreau supérieur et méprise l'homme du barreau inférieur, sans s'informer de ce qu'ils valent, uniquement en raison de leur place; du fond du cœur, il trouve naturel de baiser les bottes du premier et de donner des coups de pied au second. Thackeray énumère tout au long les suites de cette habitude. Écoutez la conclusion :

« Je ne puis supporter cela plus longtemps. — Cette diabolique invention des mœurs nobiliaires, qui tue la bonté naturelle et l'amitié honnête! juste fierté, n'est-ce pas? rang et préséance? Bon Dieu! La table des rangs et des distinctions est un mensonge, et devrait être jetée dans le feu. Organiser les rangs et les préséances! cela était bon pour les maîtres de cérémonies des anciens âges. Vienne maintenant quelque grand-maréchal pour organiser l'*égalité!* »

Puis il ajoute avec un bon sens, une âpreté et une familiarité tout anglaises :

« Si jamais nos cousins les Smigmags m'invitaient en même temps que

(1) Voyez, par exemple, dans *The Great Hoggarty Diamond*, 121, la mort du petit enfant. — Dans *le Livre des Snobs*, voyez la dernière ligne : *Fun is good, truth is still better, and love best of all.*

lord Longues-Oreilles, je saisirais une occasion après dîner, et je lui dirais avec la plus grande bonhomie du monde : « Monsieur, la fortune vous a fait cadeau de plusieurs milliers de guinées de revenu. L'ineffable sagesse de nos ancêtres vous a placé au-dessus de moi comme chef et législateur héréditaire. Notre admirable constitution (l'orgueil des Anglais et l'envie des nations voisines) m'oblige à vous recevoir comme mon sénateur, mon supérieur et mon tuteur. Votre fils aîné, Fitz-Hi-Han, est sûr d'un siége au parlement. Vos plus jeunes fils, les De Bray, daigneront consentir à être capitaines-gouverneurs et lieutenans-colonels, à nous représenter dans les cours étrangères, à accepter de bons bénéfices, quand il s'en présentera de convenables. Ces avantages, notre admirable constitution (l'orgueil des Anglais et l'envie, etc.) déclare qu'ils vous sont dus, sans tenir compte de votre imbécillité, de vos vices, de votre égoïsme, ou de votre incapacité et de votre parfaite extravagance. Si imbécile que vous soyez (et nous avons le droit de supposer que milord est un âne aussi justement que de prendre pour accordé qu'il est un patriote éclairé), si imbécile que vous soyez (je me répète), personne ne vous accusera d'une folie assez monstrueuse pour croire que vous soyez indifférent à votre bonne fortune, ou que vous ayez la moindre envie de la partager. Non, et tout patriotes que nous sommes, Smith et moi, si nous étions ducs, je ne doute pas que nous ne soyons les partisans de notre caste; mais Smith et moi nous ne sommes pas encore comtes. Nous ne croyons pas utile à l'armée de Smith que le jeune De Bray soit colonel à vingt-cinq ans, — aux relations diplomatiques de Smith que lord Longues-Oreilles soit ambassadeur à Constantinople, — à notre politique, que Longues-Oreilles y fourre son pied héréditaire. — Nous ne pouvons nous empêcher de voir, Longues-Oreilles, que nous valons autant que vous. Nous épelons même mieux que vous; nous sommes capables de raisonner aussi juste; nous ne voulons point vous avoir pour maître, ni cirer plus longtemps vos souliers. »

Cette opinion du politique ne fait que résumer les remarques du moraliste. S'il hait l'aristocratie, c'est moins parce qu'elle opprime que parce qu'elle corrompt l'homme; en déformant la vie sociale, elle déforme la vie privée; en instituant des injustices, elle institue des vices. Après avoir accaparé l'état, elle empoisonne l'âme, et Thackeray retrouve sa trace dans la perversité et dans la sottise de toutes les classes et de tous les sentimens.

Le roi ouvre cette galerie de portraits vengeurs. C'est George IV, « le premier gentilhomme du monde. » Ce grand monarque, si justement regretté, sut tailler des patrons d'habits, mener une voiture aussi bien qu'un cocher de Brighton et jouer du violon. Dans la vigueur de la jeunesse et dans le premier feu de l'invention, il inventa le punch au marasquin, une boucle de soulier et un pavillon chinois, le plus hideux bâtiment du monde. « Nous l'avons vu au théâtre de Drury-Lane, nous l'avons vu, l'unique! *le roi!* oui, le roi. Il y était. Les mangeurs de bœuf se tenaient devant la loge au-

guste. Le marquis de Steyne (lord du cabinet à poudre) et plusieurs autres grands officiers de l'état étaient debout derrière le fauteuil où il était assis, — où il était assis, sa face rouge toute fleurie, sa riche chevelure frisée, son noble ventre tendu en avant. — Comme on criait! comme on applaudissait! comme on agitait les mouchoirs! Les dames pleuraient, les mères embrassaient leurs enfans. Quelques-unes s'évanouirent. Oui, nous l'avons vu. La fortune ne peut plus maintenant nous priver de cette joie. D'autres ont vu Napoléon. Que ce soit notre juste orgueil devant notre postérité d'avoir contemplé George le Bon, George le Magnifique, George le Grand. »

Cher prince! la vertu émanée de son trône héroïque se répandait dans le cœur de tous ses courtisans. Qui jamais offrit un plus bel exemple que le marquis de Steyne? Ce seigneur, roi chez lui, a voulu prouver qu'il l'était. Il force sa femme à s'asseoir à table à côté de filles perdues, ses maîtresses. En vrai prince, il a pour ennemi principal son fils aîné, héritier présomptif du marquisat, qu'il laisse jeûner et qu'il engage à faire des dettes. En ce moment, il courtise une charmante personne, mistress Rebecca Crawley, qu'il aime pour son hypocrisie, son sang-froid et son insensibilité sans égales. Le marquis, à force d'avilir et de tyranniser ceux qui l'entourent, a fini par haïr et mépriser l'homme, il n'a plus de goût que pour les scélérats parfaits. Celle-ci le réveille, un jour même elle le transporte d'enthousiasme. Elle jouait Clytemnestre dans une charade, et son mari jouait Agamemnon; elle court au lit les yeux enflammés, l'épée prête, d'un tel air que chacun frémit. « *Brava! brava!* crie le vieux Steyne d'une voix stridente. Par Dieu, elle le ferait! » On voit qu'il a le sentiment du devoir conjugal. Sa conversation est d'une franchise touchante. « Je ne peux pas renvoyer ma pauvre chère Briggs, lui dit Rebecca. — Vous lui devez ses gages? — Bien plus; je l'ai ruinée. — Ruinée! Alors pourquoi ne la chassez-vous pas? » Du reste, *gentleman* accompli et d'une douceur engageante, il traite ses femmes en pacha, et ses paroles valent des coups de verge. Je recommande au lecteur la scène domestique où il donne l'ordre d'inviter mistress Rebecca Crawley. Lady Gaunt, sa belle-fille, dit qu'elle n'assistera pas au dîner, et restera chez elle. « Très bien! vous y trouverez les recors; cela me dispensera de prêter à vos parens et de voir vos airs tragiques. Qui êtes-vous pour donner des ordres ici? Vous n'avez pas d'argent; vous n'avez pas de cervelle. Vous étiez ici pour avoir des enfans, et vous n'en avez pas. Gaunt est las de vous. Votre belle-sœur est la seule de la famille qui ne vous souhaite point morte, parce que Gaunt se remarierait si vous l'étiez. Vous, prude! De grâce, madame, vous raconterai-je quelques petites anecdotes sur mylady Bareacres, votre maman? » Le reste est du même

style. Ses belles-filles, poussées à bout, disent qu'elles voudraient être mortes. Cette déclaration le met en joie, et il conclut par ce principe : « Ce temple de la vertu m'appartient, et si j'y invite tout Newgate ou tout Bedlam, par Dieu! ils y seront bien reçus. » L'habitude du despotisme fait les despotes, et le meilleur moyen de mettre des tyrans dans les familles, c'est de garder des nobles dans l'état.

Reposons-nous à contempler le gentilhomme de campagne. L'innocence des champs, les respects héréditaires, les traditions de famille, la pratique de l'agriculture, l'exercice des magistratures locales ont dû produire là des hommes probes, sensés, pleins de bonté et d'honnêteté, protecteurs de leur comté et serviteurs de leur pays. Sir Pitt Crawley leur offre un modèle; il a 100,000 francs de rente, deux siéges au parlement. Il est vrai que les deux siéges sont donnés par des bourgs pourris, et qu'il vend le second moyennant 1,500 louis par année. Il est excellent économe, et tond de si près ses fermiers, qu'il ne trouve pour locataires que des faillis. Entrepreneur de diligences, fournisseur du gouvernement, concessionnaire de mines, il paie si mal ses agens et épargne si fort sur la dépense, que ses mines s'inondent, ses chevaux crèvent, ses fournitures lui sont renvoyées. Homme populaire, il préfère toujours la société d'un maquignon à la compagnie d'un *gentleman*. Il jure, boit, plaisante avec les filles d'auberge, vide un verre de vin à la table d'un fermier qu'il exproprie le lendemain, rit avec un braconnier qu'il envoie deux jours après *convict* en Australie. Il a l'accent d'un provincial, l'esprit d'un laquais, les façons d'un rustre. A table, servi par trois laquais et par un sommelier dans de l'argent massif, il demande compte des plats et des bêtes qui les ont fournis. « Qui était ce mouton, Horrock, et quand l'avez-vous tué? — Un des écossais à tête noire, sir Pitt. Nous l'avons tué jeudi. — Qui en a pris? — Steel de Mudbury a pris le dos et les deux cuisses, sir Pitt; mais il dit que le dernier était trop jeune et diablement laineux, sir Pitt. — Et les épaules? » Le dialogue continue sur le même ton : après le mouton d'Écosse, le cochon noir de Kent; ces bêtes semblent la famille de sir Pitt, tant il s'y intéresse. Pour ses filles, il les laisse vagabonder dans la loge du jardinier, où elles prendront l'éducation qui se trouvera. Pour sa femme, il la bat de temps à autre. Pour ses gens, il leur redemande les liards de sa monnaie. « Un liard par jour fait sept shillings par an; sept shillings par an sont l'intérêt de sept guinées. Ayez soin de vos liards, vieille Tinker, et les guinées vous viendront d'elles-mêmes. — Il n'a jamais donné un liard dans sa vie, dit la vieille en grommelant. — Jamais, et je n'en donnerai jamais un : c'est contre mon principe. » Il est impudent, brutal, grossier, ladre.

retors, extravagant. Du reste, courtisé par les ministres, grand shérif, honoré, puissant, il roule en carrosse doré et se trouve un des piliers de l'état.

Ceux-là sont riches; probablement l'argent les a corrompus. Cherchons un noble pauvre, exempt de tentations; sa grande âme, livrée à elle-même, laissera voir toute sa beauté native : sir Francis Clavering est dans ce cas. Il a joué, bu et soupé jusqu'à se mettre sur la paille. Il a escroqué de l'argent dans son régiment, « montré sa plume blanche (1), » et après avoir couru tous les billards de l'Europe, s'est vu déposer en prison par des créanciers discourtois. Pour en sortir, il a épousé une bonne veuve créole qui traite outrageusement l'orthographe, et dont l'argent n'est pas net. Il la ruine, se met à genoux devant elle pour obtenir des écus et son pardon, jure sur la Bible de ne plus faire de dettes, et court en sortant chez l'usurier. De tous les coquins que les romanciers ont mis en scène, il est le plus ignoble. Il n'a plus ni volonté, ni bon sens : c'est un homme dissous. Il avale les affronts comme l'eau, pleure, demande pardon, et recommence. Il s'humilie, se prosterne, et un instant après jure et tempête, pour retomber dans l'abattement de la plus extrême lâcheté. Il implore, menace, et dans le même quart d'heure prend l'homme menacé pour confident intime et ami de cœur. Sa conversation est un composé de jurons, de lamentations et de radotages; ce n'est plus un homme, mais le débris d'un homme; il ne subsiste en lui que des restes discordans de passions viles, pareilles aux tronçons d'un serpent écrasé, et qui, faute de pouvoir mordre, se froissent et se tordent dans la bave et dans la boue. L'aspect d'un billet de banque le fait courir les yeux fermés à travers un monceau de supplications et de mensonges. Pour lui l'avenir a disparu; il ne voit que le présent. Il signera une lettre de change de vingt louis à trois mois pour avoir vingt francs tout de suite. Son abrutissement est devenu de l'imbécillité; ses yeux sont bouchés; il ne voit pas que ses protestations excitent la défiance, que ses mensonges excitent le dégoût, qu'à force de bassesse il perd le fruit de ses bassesses, tellement qu'en le voyant entrer on éprouve la violente envie de prendre au cou le noble baronet, membre du parlement, auguste habitant d'un manoir historique, pour le jeter du haut en bas de l'escalier.

Il faut s'arrêter; un volume n'épuiserait pas la liste des perfections que Thackeray découvre dans l'aristocratie anglaise. C'est le marquis de Farintosh, vingt-cinquième du nom, illustre imbécile, bien portant et content de soi, que toutes les femmes lorgnent et

(1) Refusé un duel.

que tous les hommes saluent; c'est lady Kew, vieille femme du monde, tyrannique et corrompue, qui fait la guerre à sa fille et la chasse aux mariages; c'est sir Barnes Newcome, un des êtres les plus poltrons, les plus méchans, les plus menteurs, les mieux bafoués et les plus battus qui aient souri dans un salon et harangué dans un parlement. Je n'en vois qu'un seul estimable, personnage effacé. lord Kew, qui, après beaucoup de sottises et de débauches, est touché par sa vieille mère puritaine et se repent. Mais ces portraits sont doux auprès des dissertations; le commentateur est plus amer encore que l'artiste; il blesse mieux en parlant qu'en faisant parler. Il faut lire ses éloquentes diatribes contre les mariages de convenance et le sacrifice des filles, contre l'inégalité des héritages et l'envie des cadets, contre l'éducation des nobles et leurs traditions d'insolence, contre l'achat des grades à l'armée, contre l'isolement des classes, contre tous les attentats à la nature et à la famille inventés par la société et par la loi. Par derrière cette philosophie s'étend une seconde galerie de portraits aussi insultans que les premiers, car l'inégalité, ayant corrompu les grands qu'elle exalte, corrompt les petits qu'elle ravale, et le spectacle de l'envie ou de la bassesse dans les petits est aussi laid que le spectacle de l'insolence ou du despotisme dans les grands. Selon Thackeray, la société anglaise est un composé de flatteries et d'intrigues, chacun s'efforçant de se guinder d'un échelon et de repousser ceux qui montent. Être reçu à la cour, voir son nom dans les journaux sur une liste d'illustres convives, offrir chez soi une tasse de thé à quelque illustre pair hébété et bouffi, telle est la borne suprême de l'ambition et de la félicité humaine. Pour un maître, il y a toujours cent valets. Le major Pendennis, homme résolu, de sang-froid et habile, a contracté cette lèpre. Son bonheur aujourd'hui est de saluer un lord. Il ne se trouve bien que dans un salon ou dans un parc d'aristocratie. Il a besoin d'être traité avec cette bienveillance humiliante dont les grands assomment leurs inférieurs. Il embourse très bien les manques d'égards, et dîne gracieusement à une table illustre où on l'invite en trois ans deux fois pour boucher un trou. Il quitte un homme de génie ou une femme d'esprit pour causer avec une pécore titrée ou un lord ivrogne. Il aime mieux être toléré chez un marquis que respecté chez un bourgeois. Ayant érigé ces belles inclinations en principes, il les inculque à son neveu qu'il aime, et pour le pousser dans le monde lui offre en mariage une fortune escroquée et la fille d'un *convict*.

D'autres se glissent dans les salons augustes, non plus par mœurs de parasites, mais à beaux deniers comptans. Autrefois en France les seigneurs, avec des écus bourgeois, fumaient leurs terres; aujourd'hui en Angleterre les bourgeois, avec un mariage noble, ano-

blissent leur argent. Moyennant cent mille guinées données au père, Pump le marchand épouse lady Blanche Cou-Raide, laquelle reste lady, quoique sa femme. Naturellement il est méprisé par elle, comme bourgeois, et de plus détesté, comme l'ayant faite à demi bourgeoise. Il n'ose voir ses amis chez lui, ce sont gens trop bas pour sa femme. Il n'ose visiter les amis de sa femme chez eux, ce sont gens trop hauts pour lui. Il est le sommelier de sa femme, la risée de son beau-père, le domestique de son fils, et se console en espérant que ses petits-fils, devenus barons Pump, rougiront de lui et ne voudront jamais prononcer son nom. — Une troisième façon d'entrer dans la noblesse est de se ruiner et de ne voir personne. Ce moyen ingénieux est employé à la campagne par Mme la majoresse Punto. Elle a pour ses filles une gouvernante incomparable, qui croit que Dante s'appelait Alighieri parce qu'il était d'Alger, mais qui a fait l'éducation de deux marquis et d'une comtesse. « Cette solitude est triste, lui dit quelqu'un, vous pourriez recevoir l'homme de loi. — Une famille comme la nôtre, cher monsieur, est-ce possible? — Le docteur? — Lui peut-être; mais sa femme et ses enfans, fi donc! — Les gens de cette grande maison là-bas? — Là-bas? Le château calicot? un drapier retiré! Des gens comme nous sont obligés de se respecter eux-mêmes. — Le ministre? — Horreur! Il prêche en surplis, mon cher monsieur, c'est un puséyiste. » Cette famille sensée bâille toute seule six mois durant, et le reste de l'année jouit de la gloutonnerie des hobereaux qu'elle régale et des rebuffades des grands lords qu'elle visite. Le fils, officier de hussards, a besoin de luxe pour vivre de pair avec les seigneurs ses camarades, et son tailleur prend au père trois cents guinées par an sur neuf cents qui font tout le revenu de toute la famille. Je ne finirais pas si je comptais toutes les vilenies et toutes les misères que Thackeray attribue à l'esprit aristocratique : la division des familles, la hauteur de la sœur anoblie, la jalousie de la sœur roturière, l'abaissement des caractères dressés dès l'école à vénérer les petits lords, la dégradation des filles qui veulent accrocher des maris nobles, la rage des vanités refoulées, la lâcheté des complaisances offertes, le triomphe de la sottise, le mépris du talent, l'injustice consacrée, le cœur dénaturé, les mœurs perverties. Devant ce tableau, frappant de vérité et de génie, on a besoin de se rappeler que cette inégalité blessante est la cause d'une liberté salutaire, que l'iniquité sociale produit la prospérité politique, qu'une classe de grands héréditaires est une classe d'hommes d'état héréditaires, qu'en un siècle et demi l'Angleterre a eu cent cinquante ans de bon gouvernement, qu'en un siècle et demi la France a eu cent vingt ans de mauvais gouvernement, que tout se paie, et qu'on peut payer cher des chefs capables, une politique sui-

vie, des élections libres, et la surveillance du gouvernement par la nation. On a besoin aussi de se rappeler que ce talent, fondé sur la réflexion intense et concentré dans les préoccupations morales, a dû transformer la peinture des mœurs en satire systématique et militante, exaspérer la satire jusqu'à l'animosité calculée et implacable, noircir la nature humaine, et s'acharner, avec une haine choisie, redoublée et naturelle, contre le vice principal de son pays et de son temps.

II. — L'ARTISTE.

En littérature comme en politique, on ne peut tout avoir. Les talens comme les bonheurs s'excluent. Quelque constitution qu'il choisisse, un peuple est toujours à demi malheureux; quelque génie qu'il ait, un écrivain est toujours à demi impuissant. Nous ne pouvons garder à la fois qu'une attitude. Transformer le roman, c'est le déformer : celui qui donne au roman la satire pour objet cesse de lui donner l'art pour règle, et toutes les forces du satirique sont des faiblesses du romancier.

Qu'est-ce qu'un romancier? A notre avis, c'est un psychologue, et ce n'est rien d'autre, ni de plus. Il aime à se représenter des sentimens, à sentir leurs attaches, leurs précédens, leurs suites, et il se donne ce plaisir. A ses yeux, ce sont des forces ayant des directions et des grandeurs différentes. De leur justice ou de leur injustice, il s'inquiète peu. Il les assemble en caractères, conçoit la qualité dominante, aperçoit les traces qu'elle laisse sur les autres, note les influences contraires ou concordantes du tempérament, de l'éducation, du métier, et travaille à manifester le monde invisible des inclinations et des dispositions intérieures par le monde visible des paroles et des actions extérieures. A cela se réduit son œuvre. Quels que soient ces penchans, peu lui importe. Un vrai peintre regarde avec plaisir un bras bien attaché et des muscles vigoureux, quand même ils seraient employés à assommer un homme. Un vrai romancier jouit par contemplation de la grandeur d'un sentiment nuisible ou du mécanisme ordonné d'un caractère pernicieux. Pour talent il a la sympathie, car elle est la seule faculté qui copie exactement la nature; occupé à ressentir les émotions de ses personnages, il ne songe qu'à en marquer la vigueur, l'espèce et les contre-coups. Il nous les représente telles qu'elles sont, tout entières, sans les blâmer, sans les punir, sans les mutiler; il les transporte en nous intactes et seules, et nous laisse le droit d'en juger comme il nous convient. Tout son effort est de les rendre visibles, de dégager les types obscurcis et altérés par les accidens et les imperfections de la

vie réelle, de mettre en relief les larges passions humaines, d'être ébranlé par la grandeur des êtres qu'il ranime, de nous soulever hors de nous-mêmes par la force de ses créations. Nous reconnaissons l'art dans cette puissance créatrice, indifférente et universelle comme la nature, plus libre et plus puissante que la nature, reprenant l'œuvre ébauchée ou défigurée de sa rivale pour corriger ses fautes et effectuer ses conceptions.

Tout est changé par l'arrivée de la satire, et d'abord le rôle de l'auteur. Quand dans le roman pur il parle en son nom propre, c'était pour faire comprendre un sentiment ou marquer la cause d'une faculté; dans le roman satirique, c'est pour nous donner un conseil moral. On a vu combien de leçons Thackeray nous fait subir. Qu'elles soient bonnes, personne n'en dispute : à tout le moins elles prennent la place des explications utiles. Le tiers du volume, employé en avertissemens, est perdu pour l'art. Sommés de réfléchir sur nos fautes, nous connaissons moins bien le personnage. L'auteur laisse de parti pris cent nuances fines qu'il aurait pu découvrir et nous montrer. Le personnage moins complet est moins vivant, l'intérêt moins concentré est moins vif. Détournés de lui, au lieu d'être ramenés sur lui, nos yeux s'égarent et l'oublient: au lieu d'être absorbés, nous sommes distraits. Bien plus et bien pis, nous finissons par éprouver un peu d'ennui. Nous jugeons ces sermons vrais, mais rebattus. Il nous semble entendre des instructions de collége ou des manuels de séminaire. On trouve des choses pareilles dans les livres dorés, à couvertures historiées, qu'on donne pour étrennes aux enfans. Êtes-vous bien réjoui d'apprendre que les mariages de convenance ont leurs inconvéniens, qu'en l'absence de son ami on dit volontiers du mal de son ami, qu'un fils par ses désordres afflige souvent sa mère, que l'égoïsme est un vilain défaut? Tout cela est vrai; malheureusement tout cela est trop vrai. Nous venons écouter un homme pour entendre de lui des choses nouvelles. Ces vieilles moralités, quoique utiles et bien dites, sentent le pédant payé, si commun en Angleterre, l'ecclésiastique en cravate blanche planté comme un piquet au centre de sa table et débitant pour trois cents louis d'admonestations quotidiennes aux jeunes *gentlemen* que les parens ont mis en serre chaude dans sa maison.

Cette présence assidue d'une intention morale nuit au roman comme au romancier. Il faut bien l'avouer : tel volume de Thackeray a le cruel malheur de répéter les romans de miss Edgeworth ou les contes du chanoine Schmidt. Le voici qui nous montre Pendennis orgueilleux, dépensier, écervelé, paresseux, refusé aux examens avec honte, pendant que ses camarades, moins spirituels, mais travailleurs, sont reçus avec honneur. Cette opposition édifiante nous laisse

froids; nous n'avons pas envie de retourner à l'école, nous fermons le livre, et nous le conseillons comme pilule à notre petit cousin ou à notre petit neveu. D'autres puérilités moins choquantes finissent par lasser autant. On n'aime pas le contraste prolongé du bon colonel Newcome et de ses mauvais parens. Ce colonel donne de l'argent et des gâteaux à tous les enfans, de l'argent et des cachemires à toutes les cousines, de l'argent et de bonnes paroles à tous les domestiques, et ces gens ne lui répondent que par de la froideur et des grossièretés. Il est clair dès la première page que l'auteur veut nous persuader d'être affables, et nous regimbons contre cette invitation trop claire; nous n'aimons pas à être tancés dans un roman, nous sommes de mauvaise humeur contre cette invasion de pédagogie. Nous voulions aller au théâtre; nous avons été trompés par l'affiche, et nous grondons tout bas d'être au sermon.

Consolons-nous : les personnages souffrent autant que nous-mêmes; l'auteur les gâte en nous prêchant; ils sont sacrifiés, comme nous, à la satire. Ce ne sont point des êtres qu'il anime, ce sont des marionnettes qu'il fait jouer (1). Il ne combine leurs actions que pour leur donner du ridicule, de l'odieux ou des désappointemens. Au bout de quelques scènes, on connaît ce ressort, et dorénavant on prévoit sans cesse et sans erreur qu'il va partir. Cette prévision ôte au personnage une partie de sa vérité, et au lecteur une partie de son illusion. Les sottises parfaites, les mésaventures complètes, les méchancetés achevées sont choses rares. Les événemens et les sentimens de la vie réelle ne s'arrangent pas de manière à former des contrastes si calculés et des combinaisons si habiles. La nature n'invente point ces jeux de scène; l'on s'aperçoit vite qu'on est devant une rampe, en face d'acteurs fardés, dont les paroles sont écrites, et dont les gestes sont notés.

Pour se représenter exactement cette altération de la vérité et de l'art, il faut comparer pied à pied deux caractères. Il y a un personnage que l'on reconnaît unanimement comme le chef-d'œuvre de Thackeray, Rebecca Sharp, intrigante et courtisane, mais femme supérieure et de bonnes façons. Comparons-le à un personnage semblable de Balzac, dans *les Parens Pauvres*, Valérie Marneffe. La différence des deux œuvres marquera la différence des deux littératures. Autant les Anglais l'emportent comme moralistes et satiriques, autant les Français l'emportent comme artistes et romanciers.

L'auteur des *Parens Pauvres* aime sa Valérie; c'est pourquoi il l'explique et la grandit. Il ne travaille pas à la rendre odieuse, mais intelligible. Il lui donne une éducation de courtisane, un mari « dé-

(1) Ce sont ses propres paroles. (Préface de *Vanity Fair*.)

pravé comme un bagne, » l'habitude du luxe, l'insouciance, la prodigalité, des nerfs de femme, des dégoûts de jolie femme, une verve d'artiste. Ainsi née et élevée, sa corruption est naturelle. Elle a besoin d'élégance comme on a besoin d'air. Elle en prend n'importe où, sans remords, comme on boit de l'eau au premier fleuve. Elle n'est pas pire que son métier; elle en a toutes les excuses, innées, acquises, de tempérament, de tradition, de circonstance, de nécessité. Elle en a toutes les forces, l'abandon, la grâce, la gaieté folle, les alternatives de trivialité et d'élégance, l'audace improvisée, les inventions comiques, la magnificence et le succès. Elle est parfaite en son genre, pareille à un cheval dangereux et superbe qu'on admire en le redoutant. Le romancier se plaît à la peindre sans autre but que de la peindre. Il l'habille, il lui pose des mouches, il déploie ses robes, il frémit devant ses mouvemens de danseuse. Il détaille ses gestes avec autant de plaisir et de vérité que s'il eût été femme de chambre. Sa curiosité d'artiste trouve un aliment dans les moindres traits de caractère et de mœurs. Au bout d'une scène violente, il s'arrête sur un moment vide, et la montre, paresseuse, étendue sur des divans, comme une chatte qui bâille et se détire au soleil. En physiologiste, il sait que les nerfs de la bête de proie s'amollissent et qu'elle ne cesse de bondir que pour dormir; mais quels bonds! Elle éblouit, elle fascine; elle tient tête coup sur coup à trois accusations prouvées; elle réfute l'évidence; tour à tour elle s'humilie, elle se glorifie, elle raille, elle adore, elle démontre, changeant vingt fois de ton, d'idées, d'expédiens dans le même quart d'heure. Partout la fougue, la force, l'atrocité couvrent la laideur et la corruption. Surprise en flagrant délit par un de ses amans, Brésilien et capable de la tuer, elle fléchit un instant; redressée dans la même seconde, ses larmes sèchent. « Elle vint à lui et le regarda si fièrement que ses yeux étincelèrent comme des armes. » Le danger la relève et l'inspire, et ses nerfs tendus envoient à flots le génie et le courage dans son cerveau. Pour achever de peindre cette nature impétueuse, supérieure et mobile, le romancier français au dernier instant la fait repentante. Pour mesurer sa fortune à son vice, il la conduit triomphante à travers la ruine, la mort ou le désespoir de vingt personnes, et la brise au moment suprême d'une chute aussi horrible que son succès.

Devant cette passion et cette logique, qu'est-ce que Rebecca Sharp? Une intrigante raisonnable, d'un tempérament froid, pleine de bon sens, ancienne sous-maîtresse, ayant des habitudes de parcimonie, véritable homme d'affaires, toujours décente, toujours active, dénuée du caractère féminin, de la mollesse voluptueuse et de l'entrain diabolique qui peuvent donner de l'éclat à son caractère et de la grâce

à son métier. Ce n'est pas une courtisane, c'est un avocat en jupon et sans cœur. Rien de plus propre à inspirer l'aversion. L'auteur ne manque pas une occasion de lui témoigner la sienne; pendant trois volumes, il la poursuit de sarcasmes et de mésaventures; il ne lui prête que des paroles fausses, des actions perfides, des sentimens révoltans. Dès son entrée en scène, à dix-sept ans, accueillie avec la bonté la plus rare par une honnête famille, elle ment depuis le matin jusqu'au soir, et, par des provocations grossières, essaie d'y pêcher un mari. Pour mieux l'accabler, Thackeray fait ressortir lui-même toutes ces bassesses, tous ces mensonges et toutes ces indécences. Rebecca a serré tendrement la main du gros Joseph. « C'était une avance, et à ce titre, quelques dames d'une éducation et d'un ton parfait condamneront l'action comme immodeste; mais vous voyez, notre pauvre chère Rebecca était obligée de faire tout par elle-même. Quand une personne est trop pauvre pour avoir une servante, si élégante qu'elle soit, elle est bien forcée de balayer sa propre chambre. Si une chère jeune fille n'a pas de chère maman pour arranger l'affaire avec les jeunes gens, il faut bien qu'elle l'arrange elle-même. » — Gouvernante chez sir Pitt, elle gagne l'amitié de ses élèves en lisant avec elles Crébillon jeune et Voltaire. « La femme du recteur, écrit-elle, m'a fait une vingtaine de complimens sur les progrès de mes élèves, pensant sans doute toucher mon cœur; pauvre et simple campagnarde! Comme si je me souciais pour un fêtu de mes élèves! » Cette phrase est une imprudence peu naturelle dans une personne si réfléchie, et que l'auteur ajoute au rôle pour rendre le rôle odieux. Un peu plus loin, Rebecca est grossièrement flatteuse et vile avec la vieille miss Crawley, et ses tirades pompeuses, visiblement fausses, au lieu d'exciter l'admiration, soulèvent le dégoût. Elle est égoïste et menteuse avec son mari, et, le sachant sur le champ de bataille, ne s'occupe qu'à se faire une petite bourse. Thackeray insiste à dessein sur le contraste : le lourd officier a compté en partant tous ses effets, calculant la somme qu'ils pourront produire à sa femme; il endosse pour être tué économiquement son habit le plus vieux et le plus rapé. « Il y eut sur ses lèvres quelque chose de pareil à une prière pour celle qu'il quittait. Il la souleva de terre, la garda une minute serrée contre son cœur, qui battait fort. Son visage était pourpre et ses yeux mouillés, quand il la déposa à terre. Pour Rebecca, comme nous l'avons dit, elle avait pris la sage résolution de ne point céder à une sentimentalité inutile. — Je suis affreuse à voir, dit-elle en s'examinant dans la glace. Quelle figure vous donne cette toilette rose! — Là-dessus elle se débarrassa de sa toilette rose, posa son bouquet de bal dans un verre d'eau, se mit au lit et dormit très com-

fortablement. » Par ces exemples, jugez du reste; Thackeray n'est occupé qu'à dégrader Rebecca Sharp. Il la convainc de dureté envers son fils, de vol contre ses fournisseurs, d'imposture contre tout le monde. Pour l'achever, il fait d'elle une dupe; quoi qu'elle fasse, elle n'arrive à rien. Compromise par les avances qu'elle a prodiguées à l'imbécile Joseph, elle attend de minute en minute une demande en mariage; une lettre arrive, portant que Joseph est parti pour l'Écosse, et qu'il offre ses complimens à miss Rebecca. — Trois mois plus tard, elle a épousé secrètement le capitaine Rawdon, lourdaud pauvre. Sir Pitt, père de Rawdon, se jette à ses pieds, muni de cent mille livres de rentes, et s'offre pour mari. Consternée, elle pleure de désespoir. « Mariée, mariée, mariée déjà! » c'est là son cri, et il y a de quoi percer les âmes sensibles. — Plus tard elle essaie de gagner sa belle-sœur, en se donnant pour bonne mère. « Pourquoi m'embrassez-vous ici, maman? lui dit son fils; vous ne m'embrassez jamais à la maison. » Là-dessus, discrédit complet; cette fois encore elle est perdue. — Lord Steyne, son amant, la présente dans le monde, la comble de bijoux, de banknotes, et fait nommer son mari gouverneur de quelque île orientale. Le mari rentre maladroitement, soufflette lord Steyne, restitue les diamans et la chasse. — Vagabonde sur le continent, elle essaie cinq ou six fois de devenir riche et de paraître honnête. Toujours au moment de parvenir, le hasard la rejette à terre. Thackeray se joue d'elle, comme un enfant d'un hanneton, la laissant grimper péniblement au haut de l'échelle pour la tirer par le pied et la faire honteusement choir. Il finit par la traîner dans les tavernes et dans les coulisses, et de loin la montre du doigt, joueuse, ivrogne, sans plus vouloir la toucher. A la dernière page, il l'installe bourgeoisement dans une médiocre fortune escroquée par des manœuvres obscures, et la laisse, décriée, inutilement hypocrite, reléguée dans le demi-monde. Sous cette pluie d'ironies et de mécomptes, l'héroïne s'est rapetissée, l'illusion s'est affaiblie, l'intérêt a diminué, l'art s'est amoindri, la poésie a disparu, et le personnage, plus utile, est devenu moins vrai et moins beau.

Supposez qu'un heureux hasard écarte ces causes de faiblesse et ouvre ces sources de talent. Entre tous ces romans altérés paraîtra un roman véritable, élevé, touchant, simple, original, l'histoire de Henry Esmond. Thackeray n'en a pas fait de moins populaire ni de plus beau.

Ce livre comprend les mémoires fictifs du colonel Esmond, contemporain de la reine Anne, qui, après une vie agitée en Europe, se retira avec sa femme en Virginie, et y fut planteur. Esmond parle, et l'obligation d'approprier le ton au personnage supprime le style sa-

tirique, l'ironie répétée, le sarcasme sanglant, les scènes apprêtées pour railler la sottise, les événemens combinés pour écraser le vice. Dès lors on rentre dans le monde réel, on se laisse aller à l'illusion, on jouit d'un spectacle varié, aisément déroulé, sans prétention morale. Vous n'êtes plus persécuté de conseils personnels, vous restez à votre place, tranquille, en sûreté, sans que le doigt d'un acteur, levé vers votre figure, vous avertisse, au moment intéressant, que la pièce se joue à votre intention et pour opérer votre salut. En même temps, et sans y penser, vous vous trouvez à votre aise. Au sortir de la satire acharnée, la pure narration vous charme; vous vous reposez de haïr. Vous êtes comme un chirurgien d'armée qui, après une journée de combats et d'opérations, s'assiérait sur un tertre et contemplerait le mouvement du camp, le défilé des équipages, les horizons lointains adoucis par les teintes brunes du soir.

D'autre part, les longues réflexions, qui semblaient banales et déplacées sous la plume de l'écrivain, deviennent naturelles et attachantes dans la bouche du personnage. C'est un vieillard qui écrit pour ses enfans et leur commente son expérience. Il a le droit de juger la vie; ses maximes appartiennent à son âge; devenues des traits de mœurs, elles perdent leur air doctoral; on les écoute avec complaisance, et l'on aperçoit, en tournant la page, le sourire calme et triste qui les a dictées.

Avec les réflexions, on souffre les détails. Ailleurs les minutieuses descriptions paraissaient souvent puériles; nous blâmions l'auteur de s'arrêter, avec un scrupule de peintre anglais, sur des aventures d'école, des scènes de diligence, des accidens d'auberge; nous jugions que cette attention intense, faute de pouvoir se prendre aux grands sujets de l'art, se rabaissait enchaînée à des observations de microscope et à des détails de photographie. Ici tout change. Un auteur de mémoires a le droit de raconter ses impressions d'enfance. Ses souvenirs lointains, débris mutilés d'une vie oubliée, ont un charme extrême; on redevient enfant avec lui. Une leçon de latin, un passage de soldats, un voyage en croupe, deviennent des événemens importans que la distance embellit; on jouit de son plaisir si paisible et si intime, et l'on éprouve une douceur très grande à voir renaître avec tant d'aisance, et dans une lumière si pleine, les fantômes familiers du passé. Le détail minutieux ajoute à l'intérêt en ajoutant au naturel. Les récits de campagnes, les jugemens épars sur les livres et les événemens du temps, cent petites scènes, mille petits faits visiblement inutiles font par cela même illusion. On oublie l'auteur, on entend le vieux colonel, on se trouve transporté cent ans en arrière, et l'on a le contentement extrême et si rare de croire à ce qu'on lit.

En même temps que le sujet supprime les défauts, ou les tourne en qualités, il offre aux qualités la plus belle matière. Cette puissante réflexion a décomposé et reproduit les mœurs du temps avec une fidélité étonnante. Thackeray connaît Swift, Steele, Addison, Saint-John, Marlborough, aussi profondément que l'historien le plus attentif et le plus instruit. Il peint leurs habits, leur ménage, leur conversation, comme Walter Scott lui-même, et, ce que Walter Scott ne sait pas faire, il imite leur style, tellement qu'on s'y trompe, et que plusieurs de leurs phrases authentiques intercalées dans son texte ne s'en distinguent pas. Cette parfaite imitation ne se borne pas à quelques scènes choisies; elle embrasse tout le volume. Le colonel Esmond écrit comme en 1700. Le tour de force, j'allais dire le tour de génie, est aussi grand que l'effort et le succès de Courier retrouvant le style de l'antique Grèce. Celui d'Esmond a la mesure, la justesse, la simplicité, la solidité des classiques. Nos témérités modernes, nos images prodiguées, nos figures heurtées, notre usage de gesticuler, notre volonté de faire effet, toutes nos mauvaises habitudes littéraires ont disparu. Thackeray a dû remonter au sens primitif des mots, retrouver des tours oubliés, recomposer un état d'intelligence effacé et une espèce d'idées perdue pour rapprocher si fort la copie de l'original. L'imagination de Dickens elle-même eût manqué cette œuvre. Il a fallu, pour la tenter et l'accomplir, toute la sagacité, tout le calme et toute la force de la science et de la méditation.

Mais le chef-d'œuvre du livre est le caractère d'Esmond. Thackeray lui a donné cette bonté tendre, presque féminine, qu'il élève partout au-dessus des autres vertus humaines, et cet empire de soi qui est l'effet de la réflexion habituelle. Ce sont là toutes les plus belles qualités de son magasin psychologique; chacune d'elles, par son opposition, ajoute au prix de l'autre. Nous voyons un héros, mais original et nouveau, Anglais par sa volonté froide, moderne par la délicatesse et la sensibilité de son cœur.

Henri Esmond est un pauvre enfant, bâtard présumé d'un lord Castlewood et recueilli par les héritiers du nom. Dès la première scène, on est pénétré de l'émotion modérée et noble qu'on gardera jusqu'au bout du volume. Lady Castlewood, arrivant pour la première fois au château, vient à lui dans la grande bibliothèque; instruite par la femme de charge, elle rougit, s'éloigne; un instant après, touchée de remords, elle revient : « Avec un regard de compassion et de tendresse infinie, elle lui prit la main, lui posant son autre belle main sur la tête, et lui disant quelques mots si affectueux et d'une voix si douce, que l'enfant, qui jamais n'avait vu auparavant de créature si belle, sentit comme l'attouchement d'un être supérieur ou d'un ange qui le faisait fléchir jusqu'à terre, et baisa la

belle main protectrice en s'agenouillant sur un genou. Jusqu'à la dernière heure de sa vie, Esmond se rappellera les regards et la voix de la dame, les bagues de ses belles mains, jusqu'au parfum de sa robe, le rayonnement de ses yeux éclairés par la bonté et la surprise, un sourire épanoui sur ses lèvres, et le soleil faisant autour de ses cheveux une auréole d'or... Il semblait, dans la pensée de l'enfant, qu'il y eût dans chaque geste et dans chaque regard de cette belle créature une douceur angélique, une lumière de bonté. Au repos, en mouvement, elle était également gracieuse. L'accent de sa voix, si communes que fussent ses paroles, lui donnait un plaisir qui montait presque jusqu'à l'angoisse. On ne peut pas appeler amour ce qu'un enfant de douze ans, presque un domestique, ressentait pour une dame de si haut rang, sa maîtresse; c'était de l'adoration. » Ce sentiment si noble et si pur se déploie par une suite d'actions dévouées, racontées avec une simplicité extrême; dans les moindres paroles, dans un tour de phrase, dans un entretien indifférent, on aperçoit un grand cœur, passionné de gratitude, ne se lassant jamais d'inventer des bienfaits ou des services, consolateur, ami, conseiller, défenseur de l'honneur de la famille et de la fortune des enfans. Deux fois Esmond s'est interposé entre lord Castlewood et le duelliste lord Mohun; il n'a point tenu à lui que l'épée du meurtrier ne trouvât sa poitrine. Quand lord Castlewood mourant lui révèle qu'il n'est point bâtard, que le titre et la fortune lui appartiennent, il brûle sans rien dire la confession qui pourrait le tirer de la pauvreté et de l'humiliation où il a langui si longtemps. Outragé par sa maîtresse, malade d'une blessure qu'il a reçue aux côtés de son maître, accusé d'ingratitude et de lâcheté, sa justification dans sa main, il persiste à se taire. « Quand le combat fut fini dans son âme, un rayon de pure joie la remplit, et avec des larmes de reconnaissance, il remercia Dieu du parti qu'il lui avait donné la force d'embrasser. » Plus tard, amoureux d'une autre femme, certain de ne pouvoir l'épouser si sa naissance reste tachée aux yeux du monde, acquitté envers sa bienfaitrice dont il a sauvé le fils, supplié par elle de reprendre le nom qui lui appartient, il sourit doucement, et lui répond de sa voix grave :

« La chose a été réglée, il y a douze ans, auprès du lit de mon cher lord. Les enfans n'en doivent rien savoir. Frank et ses héritiers porteront notre nom. Il est à lui légitimement; je n'ai pas même la preuve du mariage de mon père et de ma mère (1), quoique mon pauvre cher lord, à son lit de mort, m'ait dit que le père Holt en avait apporté une à Castlewood. Je n'ai pas voulu la chercher quand j'étais sur le continent. Je suis allé regarder le tombeau

(1) Il l'a.

de ma pauvre mère dans son couvent; que lui importe maintenant? Aucun tribunal sur ma simple parole n'ôterait à mylord vicomte son titre pour me le donner. Je suis le chef de sa maison, chère lady; mais Frank reste vicomte de Castlewood, et plutôt que de le troubler je me ferais moine, ou je disparaîtrais en Amérique.

« Comme il parlait ainsi à sa chère maîtresse, pour laquelle il aurait consenti à donner sa vie ou à faire à tout instant tout sacrifice, la tendre créature se jeta à genoux devant lui et baisa ses deux mains dans un transport d'amour passionné et de gratitude tel que son cœur fondit et qu'il se sentit très fier et très reconnaissant que Dieu lui eût donné le pouvoir de montrer son amour pour elle et de le prouver par quelque petit sacrifice de sa part. Être capable de répandre des bienfaits et du bonheur sur ceux qu'on aime est la plus grande bénédiction accordée à un homme. — Et quelle richesse ou quel nom, quel contentement de vanité ou d'ambition eût pu se comparer au plaisir qu'éprouvait Esmond en ce moment, de pouvoir témoigner quelque affection à ses meilleurs et à ses plus chers amis?

« Chère sainte, dit-il, âme pure qui avez eu tant à souffrir, qui avez comblé le pauvre orphelin délaissé d'un si grand trésor de tendresse, c'est à moi de m'agenouiller, non à vous; c'est à moi d'être reconnaissant de ce que je puis vous rendre heureuse. Béni soit Dieu de ce que je puis vous servir! »

Ces tendresses si nobles paraissent encore plus touchantes par le contraste des actions qui les entourent. Esmond fait la guerre, sert un parti, vit au milieu des dangers et des affaires, jugeant de haut les révolutions et la politique, homme expérimenté, instruit, lettré, prévoyant, capable de grandes entreprises, muni de prudence et de courage, poursuivi de préoccupations et de chagrins, toujours triste et toujours fort. Il finit par mener en Angleterre le prétendant, frère de la reine Anne, et le tient déguisé à Castlewood, attendant l'instant où la reine mourante et gagnée va le déclarer héritier du trône. Ce jeune prince, vrai Stuart, fait la cour à la fille de lord Castlewood, Béatrix, aimée d'Esmond, et s'échappe de nuit pour la rejoindre. Esmond, qui l'attend, voit la couronne perdue et sa maison déshonorée. Son honneur insulté et son amour outragé éclatent d'un élan superbe et terrible. Pâle, les dents serrées, le cerveau fiévreux par quatre nuits de pensées et de veilles, il garde sa raison lucide, son ton contenu, explique au prince en style d'étiquette, avec la froideur respectueuse d'un rapporteur officiel, la sottise que le prince a faite et la lâcheté que le prince a voulu faire. Il faut lire la scène pour sentir ce que ce calme et cette amertume témoignent de supériorité et de passion.

« Le prince murmura le mot de guet-apens.

« — Le guet-apens, sire, n'est pas de nous. Ce n'est pas nous qui vous avons invité ici. Nous sommes venus pour venger, non pour achever le déshonneur de notre famille.

« — Déshonneur! dit le prince en devenant pourpre; morbleu, il n'y a point eu de déshonneur, seulement un peu de gaieté innocente...

« — Qui devait avoir une fin sérieuse.

« — Je jure, mylords, cria le prince impétueusement, sur l'honneur d'un gentilhomme...

« — Que nous sommes arrivés à temps. Il n'y a point eu de mal encore, Frank, dit le colonel Esmond en se tournant vers le jeune Castlewood. Regardez; voici un papier où sa majesté a daigné commencer quelques vers en l'honneur ou au déshonneur de Béatrix. Voici *madame* et *flamme*, *cruelle* et *rebelle*, *amour* et *jour*, avec l'écriture et l'orthographe royale. Si l'auguste amant eût été heureux, il n'eût point passé son temps à soupirer.

« — Monsieur, dit le prince enflammé de fureur, suis-je venu ici pour recevoir des insultes?

« — Pour en faire, sauf le bon plaisir de votre majesté, dit le colonel en s'inclinant très bas, et les gentilshommes de notre famille sont venus pour vous remercier.

« — Malédiction! dit le jeune homme, les larmes aux yeux de rage impuissante et de mortification. Que voulez-vous de moi, messieurs?

« — Si votre majesté veut bien entrer dans l'appartement voisin, dit Esmond du même ton grave, j'ai quelques papiers que je voudrais lui soumettre, et avec sa permission je vais l'y conduire. — Puis, prenant le flambeau, et reculant devant le prince avec grande cérémonie, M. Esmond passa dans la petite chambre du chapelain. « Frank, veuillez avancer un siége pour sa majesté, » dit le colonel, et ouvrant le secret au-dessus de la cheminée, il en tira les papiers qui y étaient demeurés si longtemps.

« — Plaise à votre majesté, dit-il, voici la patente de marquis envoyée de Saint-Germain par votre royal père au vicomte Castlewood mon père. Voici le certificat du mariage de mon père avec ma mère, de ma naissance et de mon baptême. J'ai été baptisé dans la religion dont votre père canonisé a donné pendant toute sa vie un si éclatant exemple. Voilà mes titres, cher Frank, et voici ce que j'en fais. Au feu baptême et mariage, et le marquisat, et l'auguste seing dont votre prédécesseur a daigné honorer notre famille! — Et comme Esmond parlait, il jeta les papiers dans le brasier; puis, continuant : — Vous voudrez bien, sire, vous rappeler que notre famille s'est ruinée par sa fidélité pour la vôtre, que mon grand-père a dépensé son domaine et donné son sang et le sang de son fils pour votre service, que le grand-père de mon cher lord (car vous êtes lord maintenant, Frank, par droit et par titre aussi) est mort pour la même cause, que ma pauvre parente, la seconde femme de mon père, après avoir sacrifié son honneur à votre race perverse et parjure, a envoyé toute sa fortune au roi et obtenu en retour ce précieux titre que voilà en cendres et cet inestimable bout de ruban bleu. Je le mets à vos pieds et je marche dessus; je tire cette épée, et je la brise, et je vous renie. Et si vous aviez achevé l'outrage que vous méditiez contre nous, par le ciel, je l'aurais passée dans votre cœur, et je ne vous aurais pas plus pardonné que votre père n'a pardonné à Monmouth. »

Deux pages après, il parle ainsi de son mariage avec lady Castle-

wood : « Ce bonheur ne peut être écrit avec des paroles. Il est de sa nature sacré et secret. On ne peut en parler, si pleine que soit la reconnaissance, excepté à Dieu, et à un seul cœur, — à la chère créature, à la plus fidèle, à la plus tendre, à la plus pure des femmes qui ait été accordée à un homme. Et quand je pense à l'immense félicité qui m'était réservée, à la profondeur et à l'intensité de cet amour qui m'a été prodigué pendant tant d'années, j'avoue que je ressens un transport d'étonnement et de gratitude pour une telle faveur. — Oui, et je suis reconnaissant d'avoir reçu un cœur capable de connaître et d'apprécier la beauté et la gloire immense du don que Dieu m'a fait. Sûrement l'amour *vincit omnia;* il est à cent mille lieues au-dessus de toute ambition, plus précieux que la richesse, plus noble que la gloire. Celui qui l'ignore ignore la vie; celui qui n'en a pas joui n'a pas senti la plus haute faculté de l'âme. En écrivant le nom de ma femme, j'écris l'achèvement de toute espérance et le comble de tout bonheur. Avoir possédé un tel amour est la bénédiction unique. Auprès d'elle toute joie terrestre est nulle. Penser à elle, c'est louer Dieu. »

Un caractère capable de tels contrastes est une grande œuvre; on se souvient que Thackeray n'en a point fait d'autre; on regrette que les intentions morales aient détourné du but ces belles facultés littéraires, et l'on déplore que la satire ait enlevé à l'art un pareil talent.

Qui est-il, et que vaut cette littérature dont il est un des princes? Au fond, comme toute littérature, elle est une définition de l'homme, et pour la juger il faut la comparer à l'homme. Nous le pouvons en ce moment; nous venons d'étudier un esprit, Thackeray lui-même; nous connaissons ses facultés, leur liaison, leurs suites, leur degré; nous avons sous les yeux un exemplaire de la nature humaine. Nous avons le droit de juger de la copie par l'exemplaire et de contrôler la définition que ses romans rédigent par la définition que son caractère fournit.

Les deux définitions sont contraires, et son portrait est la critique de son talent. On a vu que les mêmes facultés produisent chez lui le beau et le laid, la force et la faiblesse, le succès et la défaite; que la réflexion morale, après l'avoir muni de toutes les puissances satiriques, le rabaisse dans l'art; qu'après avoir répandu sur ses romans contemporains une teinte de vulgarité et de fausseté, elle relève son roman historique jusqu'au niveau des plus belles œuvres; que la même constitution d'esprit lui enseigne le style sarcastique et violent avec le style tempéré et simple, l'acharnement et l'âpreté de la haine avec les effusions et les délicatesses de l'amour. Le mal et le bien, le beau et le laid, le rebutant et l'agréable, ne sont donc en lui que des effets lointains, d'importance médiocre, nés par la rencontre de

circonstances changeantes, qualités dérivées et fortuites, non essentielles et primitives, formes diverses que des rives diverses peignent dans le même courant. Il en est ainsi pour les autres hommes. Ni leurs vices ni leurs vertus ne sont leur nature; ce n'est point les connaître que les louer ou les blâmer; ni l'approbation ni la désapprobation ne les définissent; les noms de bon et de mauvais ne nous disent rien de ce qu'ils sont. Mettez Cartouche dans une cour italienne du xve siècle; il sera un grand homme d'état. Transportez ce noble, ladre et d'esprit étroit, dans une boutique; ce sera un marchand exemplaire. Cet homme public, de probité inflexible, est dans son salon un vaniteux insupportable. Ce père de famille si humain est un politique imbécile. Changez une vertu de milieu, elle devient un vice; changez un vice de milieu, il devient une vertu. Regardez la même qualité par deux endroits; d'un côté elle est un défaut, de l'autre elle est un mérite. L'essence de l'homme se trouve cachée bien loin au-dessous de ces étiquettes morales : elles ne désignent que l'effet utile ou nuisible de notre constitution intérieure; elles ne révèlent pas notre constitution intérieure. Elles sont des lanternes de sûreté ou d'annonce appliquées sur notre nom pour engager le passant à s'écarter ou à s'approcher de nous; elles ne sont point la carte explicative de notre être. Notre véritable essence consiste dans les causes de nos qualités bonnes ou mauvaises, et ces causes se trouvent dans le tempérament, dans l'espèce et le degré d'imagination, dans la quantité et la vélocité de l'attention, dans la grandeur et la direction des passions primitives. Un caractère est une force comme la pesanteur ou la vapeur d'eau, capable par accident d'effets pernicieux ou profitables, mais dont la nature est indépendante de ces effets pernicieux ou profitables, et qu'on doit définir autrement que par la quantité des poids qu'il soulève ou par la valeur des dégâts qu'il cause. C'est donc méconnaître l'homme que de le réduire, comme fait Thackeray et comme fait la littérature anglaise, à un assemblage de vertus ou de vices; c'est n'apercevoir de lui que la surface extérieure et sociale; c'est négliger le fond intime et naturel. Vous trouverez le même défaut dans leur critique, toujours morale, jamais psychologique, occupée à mesurer exactement le degré d'honnêteté des hommes, n'apercevant point le mécanisme de nos sentimens et de nos facultés; vous trouverez le même défaut dans leur religion et dans leur philosophie, et si vous remontez à la source, selon la règle qui fait dériver les vices des vertus et les vertus des vices, vous verrez toutes ces faiblesses dériver de leur sévérité morale, de leur supériorité pratique et de leur génie social.

H. Taine.

DE L'AIMANT

ET DU

MAGNÉTISME TERRESTRE

Hunc homines lapidem mirantur.
« Cette pierre est merveilleuse. »
(LUCRÈCE, livre 6.)

Le titre de cette étude aurait dû être : « Du magnétisme en général et du magnétisme de la terre en particulier; » mais on a désigné aussi par le nom de magnétisme un ensemble de phénomènes physiologiques bien plus connus des gens du monde que le magnétisme proprement dit, qui est du ressort de la physique et de la météorologie. Or il ne s'agira ici que des propriétés physiques et de la théorie de l'aimant, enfin de la terre considérée elle-même comme un vaste aimant dirigeant l'aiguille d'acier de la boussole, aimantant le fer et permettant d'observer une foule de phénomènes intimement liés à la constitution de notre globe, à son origine et aux curieux changemens qui s'opèrent dans le cours des siècles tant à sa surface qu'à son intérieur. Je répète donc que je parlerai seulement des propriétés de l'aimantation ou du *magnétisme physique*, et pas du tout de ce qu'on a appelé à la fin du dernier siècle le *magnétisme organique* ou le *magnétisme animal*. J'aurais voulu aussi me dispenser de rappeler tout ce qui se rapporte à l'aimant, à son action sur le fer, aux aimans artificiels en acier, à ceux que produit le courant de la pile de Volta, et de même à toute la théorie moderne du magnétisme ramené à l'électricité. Cependant, quoique chacune de ces notions soit très simple et même familière à plusieurs personnes, l'ensemble en est

rarement possédé par un seul esprit, par une seule mémoire. Excepté la géographie, qui est à peu près sue communément, j'ai toujours éprouvé qu'avant de parler en météorologie de l'électricité, de la lumière, de la chaleur, des climats, enfin de tout le jeu des lois physiques dans la nature, il fallait commencer par préciser les notions générales que la physique a consacrées relativement à chacune des classes de phénomènes que l'on veut faire connaître et expliquer.

Plusieurs des auteurs qui ont eu ainsi à exposer des notions préliminaires ont fait de véritables traités sur chaque matière, ce qui revenait à peu près à forcer le lecteur à s'instruire à fond sur la science dont on voulait faire servir les théories pour l'explication des phénomènes de la nature. Il nous suffira ici de les rappeler sans démonstration, et en choisissant exclusivement les parties de la science qui ont des rapports avec les faits que nous observons, dont nous voulons savoir la cause et prédire la marche dans l'avenir.

Depuis les siècles anciens, où les métallurgistes de l'Asie-Mineure, suivant la fable et suivant la réalité, changeaient en fer, et par suite en or, la terre ocreuse qui sur tout le globe constitue la mine de fer, on sait qu'une pierre ferrugineuse, un véritable minerai de fer, a la propriété d'attirer et de retenir ce métal. Cette qualité, la plus occulte de toutes les propriétés physiques après celle qui produit la pesanteur, étant suivie d'âge en âge, nous offre le plus intéressant combat entre la science et l'ignorance, entre l'énigme proposée par la nature au génie de l'homme et la sagacité persévérante de celui-ci. Depuis quelques années seulement, le voile a été soulevé; on a vu que l'électricité agissait sur l'aimant, on a fait des aimans avec l'électricité, puis on a vu l'aimant agir, comme l'électricité, sur des métaux quelconques sans aimantation; puis enfin avec l'aimant on a fait de l'électricité et tous ses accessoires, le feu, la lumière, les actions physiques, les actions physiologiques, les actions chimiques, et jusqu'au télégraphe électrique lui-même. Dans une étude scientifique, je n'ose nommer Midas, qui était sans doute plus fort en métallurgie qu'en musique poétique; mais avec les progrès dus au présent siècle dans la science à laquelle la pierre de Magnésie, la pierre magnétique a donné son nom, ce serait être ingrat que de ne pas citer OErsted, Ampère, Arago et Faraday.

Ainsi, sans aborder la pénible tâche d'exposer, à l'occasion du magnétisme de la terre, toute la théorie de l'aimant et de l'électricité, nous n'en prendrons que ce qui sera relatif à l'aimantation électrique de notre globe, reconnue par toutes les analogies des faits observés avec les expériences de cabinet. En admettant les notions indispensables, nous élaguerons les autres, quelque curieuses qu'elles puissent être. Rien de moins que le nécessaire, mais rien de plus.

Il y a trois sortes de définitions : la définition étymologique, la définition par énumération, et la définition théorique. La première cherche dans le nom de la chose à définir des notions sur sa nature; la deuxième énumère les diverses parties dont se compose la science à définir; enfin il y a la définition théorique, qui, en attribuant les faits à une cause hypothétique, a la hardiesse de les expliquer comme des effets de cette cause supposée admise. Ici l'hypothèse fondamentale, suivant la belle idée d'Huygens, se légitime par les explications qu'elle fournit des faits connus, et par les découvertes qu'elle provoque dans ces vastes contrées inexplorées qu'on appelle l'inconnu, c'est-à-dire le domaine de l'ignorance.

Le mot de magnétisme, ou science de l'aimant, vient originairement de celui de Magnésie, nom d'une contrée métallifère de l'Asie-Mineure : « l'aimant, dit Lucrèce, que les Grecs nomment ainsi du lieu qui est sa patrie; »

Quem magneta vocant patrio de nomine Graii.

L'île d'Elbe, en Europe, pourrait au même titre réclamer l'avantage de donner son nom, *ilvaïsme*, à ces morceaux de minerai de fer noir ou gris qui sont d'excellens aimans. On en tire aussi des Pyrénées. La pierre de Magnésie ou pierre d'Hercule a été connue de toute l'antiquité. Sa propriété d'attirer et de retenir le fer a excité l'étonnement de Thalès comme celui des savans de notre siècle. La définition étymologique de l'aimant ne nous apprend donc rien, sinon que l'aimant naturel est un minerai de fer attirant ce métal. Il est même quelques minerais magnétiques qui contiennent une certaine quantité de charbon, et qui par suite, outre leur propriété magnétique, se fondent en acier naturel, sans aucun procédé de cémentation ou autre manipulation équivalente. En choisissant certains échantillons de cette *mine d'acier*, on aurait des aimans blancs.

Buffon a déjà remarqué combien il était merveilleux que, même du temps d'Homère, la langue grecque possédât une si prodigieuse richesse de mots pour exprimer tous les êtres physiques ou métaphysiques que peut connaître l'intelligence humaine. On est encore, de nos jours, forcé de recourir à ce bel idiome pour nommer directement ou indirectement une foule d'objets nouveaux. Toutefois, quant au magnétisme et aux propriétés de l'aimant autres que celle de *saisir le fer*, les Grecs n'ont rien dans leur langue qui puisse nous éclairer.

Les anciens n'ont point fait agir deux aimans l'un sur l'autre, et n'ont point vu que si ces deux aimans s'attirent fortement par deux bouts, ils se repoussent de même par les deux autres. L'orientation que donne le globe aux aimans flottans leur a également échappé.

Là comme ailleurs, ils ont fait de longues théories et de courtes expériences. Lucrèce convient que ces théories ont besoin de longs circuits :

Et nimiùm longis ambagibus est adeundum.

La définition par énumération a le grave inconvénient d'énoncer des choses provisoirement inconnues : nous éviterons cet écueil en substituant à cette énumération l'historique de la découverte de chaque propriété de l'aimant.

Outre la propriété d'attirer et de retenir le fer, reconnue par les Grecs, les Romains avaient vu que si un aimant enlève un anneau de fer, cet anneau lui-même en enlève un second, et ainsi de suite, en sorte, dit Lucrèce, qu'il se fait une chaîne d'anneaux suspendus l'un à la suite de l'autre. Il est fort douteux que ce peuple, très peu observateur, ait su qu'un aimant pouvait communiquer aux corps sur lesquels il agissait la vertu dont il était doué, soit que cette propriété acquise fût passagère, comme dans le fer doux, soit qu'elle devînt permanente, comme dans les barreaux d'acier et dans les aiguilles de boussole, qui sont l'un et l'autre de vrais aimans artificiels. Je ne puis préciser l'époque où l'on a su aimanter l'acier pour la première fois, et, par des assemblages de barreaux, produire des aimans bien supérieurs en force à ceux que nous donne la nature dans les minerais de fer.

S'il est curieux de voir, sans cause apparente, un aimant naturel mettre en mouvement et soutenir contre son poids une masse considérable de fer, il est encore bien plus merveilleux de voir un barreau suspendu par son milieu à un fil, une aiguille mobile sur un pivot, tourner d'eux-mêmes leurs extrémités vers les régions polaires de la terre. C'est indubitablement aux Chinois que nous devons cette admirable découverte. Au moment où la puissance de la race tartare, pesant du nord sur le sud, tant dans l'Europe que dans l'Asie, écrasait à la fois les chrétiens d'Orient, les musulmans d'Asie, les bouddhistes et les Chinois, les envoyés des souverains d'Europe, et notamment ceux de France et d'Allemagne, se rencontrèrent à la cour du grand-khan avec ceux du Céleste-Empire, et l'Europe connut à cette époque, et par ces communications, la boussole, l'imprimerie et la poudre de guerre (1). Je supprime de curieux détails sur ces puissans dominateurs de l'Asie centrale, qui, dans l'orgueil de leur empire, avaient l'insolence de faire offrir au roi de France la charge de grand-fauconnier, et ne lui écrivaient que des lettres longues au plus de un ou deux pieds, tandis que, quand leur empire se

(1) Voyez là-dessus les mémoires de la Société Asiatique.

fut affaibli en se divisant, ils recherchèrent l'alliance des souverains d'Europe pour faire diversion à des ennemis plus voisins, et envoyèrent plus courtoisement à nos rois des lettres qui avaient plusieurs mètres de long. Si ma mémoire est fidèle, ceci se passait au temps des Valois.

La boussole existe encore en Chine avec la même forme qu'au temps où elle a été importée en Europe. Je ne sais pas à quelle époque on a mis dans la boussole un barreau d'acier aimanté ou une aiguille légère à la place d'un lourd et faible aimant consistant en mine de fer magnétique. Peut-être est-ce là le perfectionnement qui fut mis en pratique à Amalfi, ville qui se vante de l'invention de la boussole, et qui sans doute n'est pas étrangère à l'adoption et à l'*utilisation* de cet instrument, pas plus que Faust et le moine Schwartz ne l'ont été à l'imprimerie et à l'emploi de la poudre de guerre. Notez que les Chinois n'ont point connu les armes à feu portatives, et ne les ont reçues que des Européens sous le nom d'*armes franques*. Il faut en dire autant de l'imprimerie avec des caractères isolés et non point en planche sculptée. Ces faits assurent les droits de ce peuple à ces trois grandes découvertes.

Quelques documens nous indiquent que les anciens avaient fait flotter des aimans sur des bassins pleins d'eau, à peu près comme maintenant, pour amuser les enfans, on fait flotter de petits poissons ou des oiseaux aquatiques dont le corps renferme un petit barreau aimanté. Ces animaux flottans viennent à l'appât d'un aimant grossièrement façonné en hameçon, et qu'on leur présente à distance. Les anciens auraient dû alors reconnaître la direction que l'aimant reçoit de l'action du globe; mais rien n'indique même qu'ils en aient distingué les deux pôles, tandis qu'il n'est point d'enfant qui, après avoir attiré son poisson flottant, ne sache retourner bout pour bout l'hameçon aimanté qu'il tient à la main pour faire reculer et fuir le poisson que l'autre bout appelait.

Avant de passer à cette propriété curieuse, remarquons que souvent on joint dans le langage scientifique les attractions magnétiques aux attractions électriques. Frottez un bâton de cire à cacheter sur la manche d'un habit sec, en allant toujours dans le même sens : il l'électrise fortement, et si on le présente à une petite balle de moelle de sureau pendue à un fil de soie, il attire vivement cette petite balle; mais sitôt que celle-ci a touché la cire électrisée, elle est à l'instant repoussée, tandis que si avec un aimant on attire un petit globe de fer suspendu de la même manière, le petit globe reste adhérent à l'aimant qui l'a appelé à lui, et même son adhérence augmente un peu avec le temps. L'explication de ce fait est du ressort de la théorie, mais il établit par soi-même une grande différence entre l'attraction magnétique et l'attraction électrique. L'une et l'autre

d'ailleurs étaient connues des anciens; seulement, au lieu de notre cire à cacheter, qu'ils ne connaissaient pas, ils employaient l'ambre jaune appelé *électron*. C'est de là, comme chacun sait, qu'est venu le nom d'électricité. Pour prévenir quelques méprises, je dirai que ce mot *électron*, dans Homère, désigne un métal précieux, alliage naturel d'or et d'argent, car les anciens, qui connaissaient fort bien l'affinage de l'or et de l'argent par le plomb et la coupellation, ne savaient pas séparer l'or de l'argent, opération comparativement récente, et qui a suivi la découverte chimique des acides.

Quant à la polarité de l'aimant, elle consiste en ce que la vertu magnétique n'est jamais distribuée également dans tous les points de la pierre naturelle ou du barreau aimanté artificiel. On reconnaît qu'elle est toujours résidente vers deux points opposés de l'aimant, et qui, si l'aimant est taillé en boule ou sphère parfaite, correspondent, pour le petit globe aimanté, aux deux pôles du globe terrestre. Ce vaste globe ayant été reconnu par son action sur l'aiguille aimantée posséder dans les régions polaires une vertu magnétique analogue à celle que possèdent les deux points opposés des aimans, le nom de pôles magnétiques passa naturellement à ces points. D'après cette assimilation, l'aimant naturel taillé en boule fut souvent appelé *terrella*, c'est-à-dire « petite terre. »

L'attraction mystérieuse des corps aimantés et électrisés une fois reconnue, il était naturel de supposer une attraction de nature spéciale pour expliquer les mouvemens célestes. Aristote avait admis que le mouvement circulaire était naturel. Pour lui, il n'y avait rien d'étonnant à voir la lune tourner autour de la terre, ainsi que le soleil et les planètes, d'après la théorie admise alors. Depuis la renaissance, quand les lois du mouvement furent mieux connues, on comprit que jamais sans cause extérieure un corps mobile ne dévie de la ligne droite et ne change sa vitesse. On admit donc vaguement, mais très rationnellement, qu'une certaine attraction du genre de l'action magnétique retenait la lune, par exemple, à une distance constante de la terre, et forçait notre satellite à décrire un cercle autour de nous. C'est ainsi qu'un cheval retenu par une longe décrit autour du palefrenier un cercle dont celui-ci occupe le centre. Borelli, Varignon et bien d'autres avaient proposé cette explication de la cause régulatrice des mouvemens célestes. La pesanteur terrestre avait aussi été attribuée à une attraction pareille opérée par la terre sur les corps pesans. Cependant c'étaient là de sourdes rumeurs scientifiques qui ne s'entendaient pas au milieu de l'immense retentissement des fameux tourbillons de Descartes. Plus de la moitié du XVIIe siècle s'écoula ainsi.

Enfin Newton découvrit la loi de cette attraction, vaguement indiquée. Il vit qu'elle diminue avec la distance, et même plus rapide-

ment que la distance n'augmente. Ainsi la lune, qui est soixante fois plus éloignée du centre de la terre que ne l'est de ce même centre un corps pesant situé à la surface de la terre, fut reconnue par lui être attirée non pas soixante fois moins que les corps pesans ordinaires, mais bien soixante fois soixante fois moins, c'est-à-dire trois mille six cents fois moins. Dans le même temps où la lune se rapproche de la terre de *un* mètre, un corps tombant à l'ordinaire parcourrait 3,600 mètres. C'est ce qu'on appelle la loi du carré. J'en citerai un exemple familier dans le prix du diamant. Si un diamant d'un certain poids vaut par exemple 100 fr., un diamant de même qualité, mais d'un poids double, vaudra non pas deux fois plus, mais bien *deux fois deux fois* plus, ou quatre fois plus, c'est-à-dire 400 fr. Si ce second diamant pèse trois fois plus que le premier, il faudra dire trois fois trois, ce qui fait neuf, et le prix sera de 900 fr. Enfin, si le poids est décuple, comme dix fois dix font cent, le prix du diamant dix fois plus pesant sera cent fois 100 fr. ou 10,000 fr.

Une fois en possession du secret de la nature dans la loi régulatrice des mouvemens célestes, ce grand homme révéla aux savans étonnés le système du monde tout entier. Tout fut expliqué, pesé, mesuré, prévu. Le passé, le présent, l'avenir du monde matériel furent livrés au génie de l'homme. Les perturbations célestes, la précession des équinoxes, les mouvemens inextricables de la lune, la cause des marées, la forme des planètes, le balancement de l'axe de la terre, enfin mille connaissances transcendantes jugées inaccessibles à jamais à l'intelligence humaine furent apportées en tribut à l'humanité reconnaissante et ennoblie par des conquêtes si inespérées.

Dieu dit : Que Newton soit! et tout fut éclairci.

J'ai souvent pensé aux jouissances que les esprits d'élite, poètes, artistes, penseurs, savans, trouvaient dans la création de leurs chefs-d'œuvre, quand ils pouvaient, comme le créateur de la nature, contemplant ce qu'ils venaient d'appeler à l'existence, *voir que cela était bon! Vidit Deus quod esset bonum!* Or, si jamais mortel a pu sentir les joies d'un légitime orgueil, c'est sans nul doute le révélateur de la grande loi de l'univers, la loi de la pesanteur universelle rapportée à une attraction spéciale.

Voilà, dira-t-on, du style un peu trop grandiose. Mais peut-il y avoir de l'excès en ce genre quand il est question de Newton, de ce Newton que l'on rabaisse quand on dit le grand Newton?

Eh bien! baissons d'un ton...,

suivant l'expression de La Fontaine, sans quitter le même sujet. Je visite un jour un de mes savans confrères, à qui je trouve un air triste et mortifié. « Hélas! me dit-il, je travaillais depuis plusieurs

mois à un sujet qui me promettait une grande découverte; elle m'échappe aujourd'hui! — Consolez-vous, lui dis-je,

Écoutez ce récit avant que je réponde.

— Ah! me dit mon sérieux et très lettré confrère, vous allez me réciter une fable, *le Meunier, son fils et l'âne*. — Pas du tout, il s'agit d'une histoire de pêcheur persévérant comme on admet qu'ils le sont tous. — Voyons!

« J'étais en 1829 à Slough, en vue des tours normandes du vaste château royal de Windsor, chez le fils du grand Herschel, qui n'a point dégénéré de l'illustration de son père. La vénérable veuve de William Herschel présidait encore à la soirée, et tandis que son fils et moi nous dessinions sur un papier, en discutant vivement toutes les complications de mouvement que doit éprouver une molécule matérielle pour donner naissance dans l'éther à toutes les sortes de lumière et de chaleur, des éclats de rire s'élevèrent du sein de la famille, occupée moins sérieusement que nous à la lecture du *Court-Journal*. Voici l'anecdote. Un amateur de pêche arrive dans un canton où se trouve une magnifique pièce d'eau, un vrai lac, qu'il juge très poissonneux. Il est confirmé dans son opinion par la présence d'un pêcheur qui y reste depuis l'aube jusqu'au coucher du soleil. Cependant le nouvel arrivant perd son temps et son art d'amorcer pendant toute la journée. La même chose se renouvelle le jour suivant, et il convoite la place choisie par le pêcheur de la veille, qui ce jour-là n'avait pas été moins assidu à son poste qu'à l'ordinaire. Il lui faut cette place à tout prix. Le lendemain donc il arrive avant le jour, l'autre y est déjà. Notre homme, comme les jours précédens, jette sa ligne sans succès. Piqué au vif, il prend une résolution héroïque. Il fait des provisions convenables en tout genre, et sitôt que son rival a quitté l'endroit privilégié, il s'y installe et y passe la nuit. Le matin arrive, et l'autre pêcheur aussi; mais la place étant occupée, celui-ci va pêcher plus loin. Cependant l'usurpateur n'en est pas plus heureux pour cela. Le soir venu, en quittant sa position enviée, il va trouver l'autre et lui dit humblement : Je conviens que je me suis rendu coupable d'un mauvais procédé à votre égard; mais vous me le pardonnerez sans doute quand vous saurez que, malgré toute l'expérience que je crois posséder dans notre partie et surtout pour amorcer, non-seulement je n'ai rien pris aujourd'hui, mais je n'ai pas même vu un seul poisson! — Cela ne me surprend nullement, lui répond gravement son interlocuteur, car voilà trois mois que je viens ici, moi, tous les jours, et je n'ai pas encore vu mordre une seule fois! — Permettez-moi, dis-je à mon confrère, de faire, comme dans *les Mille et une Nuits*, l'application de mon conte. Vous vous plaignez d'avoir perdu quelques mois dans une recherche

qui a trompé vos espérances, et moi, voilà près d'un demi-siècle que j'amorce une grande découverte sans avoir encore rien vu mordre à mon hameçon. Continuez de chercher, et vous trouverez... peut-être! »

Longtemps après Newton, Coulomb démontra que la loi des deux attractions autres que celle qui fait la pesanteur était la même que la loi de la pesanteur universelle, savoir l'inverse du carré des distances. Depuis Thalès, on avait déjà étudié de toutes les manières possibles l'action occulte des corps aimantés, on avait fabriqué de puissans aimans artificiels, mais rien n'avait pu donner à espérer que la force magnétique laissât pénétrer son mystère. Comme pour la source du Nil dont parle Lucain, la nature triomphait à rester cachée :

Sed vincit adhùc natura latendi.

Tous ceux qui ont écrit sur la physique et tous les recueils académiques tiennent le même langage jusqu'en 1820. La théorie de l'aimant, ce grand progrès de la science, était réservée à notre époque.

Jusqu'au XIXe siècle, la mine de fer dite aimant naturel et les barreaux d'acier aimantés avaient été, avec le globe terrestre, les seuls corps magnétiques connus. Dans les premières années de ce siècle, on trouva que deux métaux autres que le fer, savoir le nickel et le cobalt, partageaient avec celui-ci la vertu magnétique; mais on avait cru que c'était peut-être parce qu'ils contenaient une certaine quantité de fer. On doit nommer notre célèbre chimiste Thénard, avec Sage, parmi ceux qui ont les premiers expérimenté le magnétisme du nickel. Plus tard, Laugier ayant réussi, par une habile analyse, à isoler parfaitement le cobalt du nickel, le magnétisme de ces deux métaux, à l'état de pureté absolue, fut constaté sans indécision, et l'on eut trois métaux magnétiques, le fer, le nickel et le cobalt. C'était un fait curieux, mais qui n'apprenait encore rien sur la nature du magnétisme.

En 1820, le monde savant possédait déjà depuis un quart de siècle la pile électrique due à Volta, et on avait fait avec ce prodigieux instrument une infinité de recherches mécaniques, physiques, chimiques et physiologiques, lorsqu'un savant danois, OErsted, découvrit qu'un fil métallique transmettant le courant électrique de la pile agit fortement sur l'aiguille aimantée, et la dirige en travers de sa propre direction. Ainsi le fil métallique conducteur du courant de la pile de Volta, tendu de l'est à l'ouest, place l'aiguille aimantée, quand elle est libre, dans la direction du nord au sud. Si le courant va lui-même du nord au sud, l'aiguille pointe de l'est à l'ouest. Enfin dans tous les cas elle affecte une direction transversale à celle du fil électrique qui agit sur elle.

Œrsted, par cette grande découverte, avait tiré l'action magnétique de son isolement. L'électricité avait aussi une action magnétique. Œrsted avait été le Christophe Colomb du magnétisme; Ampère en fut le Pizarre et le Fernand Cortès. Ce grand physicien se distingua par un trait de génie : il admit et prouva que l'électricité seule était la cause des propriétés de l'aimant. L'aimant n'est, suivant lui, qu'un assemblage spécial de courans électriques, et en effet, en disposant de pareils courans, il obtint de véritables aimans par la seule électricité transmise le long des contours d'un fil métallique enroulé en spirale ou en hélice. Ces appareils ingénieux ont des pôles et sont dirigés par le globe du nord au sud. De plus, on voit que, pour expliquer l'action mystérieuse sur l'aiguille aimantée, il suffit d'admettre dans le globe des courans électriques dirigés de l'est à l'ouest, et d'après ce qui a été dit plus haut ces courans disposeront l'aiguille aimantée nord et sud exactement comme le donne l'expérience de la boussole. La loi des actions des appareils électriques fonctionnant comme des aimans fut trouvée la même par l'expérience que celle des aimans précédemment connus, c'est-à-dire l'inverse du carré des distances. Enfin, au moyen de l'action de l'électricité sur le fer doux, on fit des aimans capables de porter non point seulement quelques kilogrammes, mais bien le poids de *plusieurs* pièces de canon. Dans un livre publié en 1822 par Ampère et par moi, on trouvera l'idée de transmettre des signaux par le courant de la pile agissant sur l'aiguille aimantée. Le chapitre porte ce titre : *Télégraphe électro-magnétique*. Ainsi Ampère est le véritable inventeur du télégraphe actuel, et je pense que personne maintenant ne lui dispute cette grande gloire utilitaire.

Arago avait trouvé qu'un aimant placé dans le voisinage d'une plaque métallique qui n'agit pas sur lui devient sensible à l'action de la plaque quand on met celle-ci en mouvement. En tournant, elle entraîne le barreau aimanté, quoique celui-ci soit renfermé dans une boîte et complétement à l'abri de l'influence de l'air mis en mouvement par la plaque tournante. C'était un fait inexplicable dans une partie de la physique déjà éminemment obscure. On enregistra le fait et on attendit, tout en l'étudiant sous toutes ses faces. M. Herschel, dont nous avons parlé tout à l'heure, aussi bon physicien que grand astronome, renversa l'expérience d'Arago, et en faisant tourner l'aimant sous la plaque et non pas la plaque sous l'aimant, il vit la plaque suivre le mouvement du barreau aimanté mis en mouvement rotatoire.

On avait donc, indépendamment de l'expérience d'Arago, constaté qu'avec de l'électricité on pouvait faire de l'aimant; mais comment avec des aimans faire de l'électricité? Si, suivant Ampère, un

aimant est un ensemble, un système de courans électriques, comment retirer cette électricité de l'intérieur du corps magnétique, où elle est sans doute disposée en courans circulant tout à l'entour des particules minimes, des atomes qui constituent les corps solides, liquides ou gazeux? Comment saisir ces courans infiniment petits pour les forcer à se manifester par les actions ordinaires qu'exercent les agens électriques connus?

C'est ce résultat qu'a obtenu M. Faraday, qui, interprétant l'expérience d'Arago comme l'effet de courans que l'aimant ferait naître dans la plaque mobile, eut l'heureuse idée d'essayer de recueillir ces courans, comme cela se pratique pour le courant de la pile de Volta. L'aimant devint entre ses mains une puissante machine électrique avec laquelle il reproduisit tous les phénomènes. Tout fut obtenu, attractions, répulsions, étincelles, actions chimiques, chaleur, lumière, commotions nerveuses, action sur l'aiguille aimantée, direction par le globe. Un caractère tout à fait nouveau dans les forces de la nature signale celles dont on doit la découverte à M. Faraday, c'est qu'elles cessent d'agir au moment où le mouvement cesse, à peu près comme ferait une flèche qui percerait tant qu'elle serait en mouvement progressif, mais dont la blessure disparaîtrait au moment même où la flèche cesserait d'avancer.

Si on veut bien, dans le résumé historique que je viens de tracer, prendre à part les diverses propriétés du magnétisme qui y sont exposées, on aura par énumération la définition et le tableau du magnétisme physique; mais cette énumération serait loin d'être complète. Ainsi elle ne comprend ni les nombreux phénomènes connus sous le nom de *diamagnétisme* et de *paramagnétisme*, ni le magnétisme des gaz eux-mêmes, car l'oxigène, ce roi de la nature, a été reconnu avoir les propriétés de l'aimant, même quand il conserve son état de fluide aériforme.

Je ne puis omettre une dernière découverte de M. Faraday, relative à l'action de l'aimant sur la lumière. La physique possède les moyens de distinguer dans un rayon de lumière ses différens côtés, comme, pour une flèche, on peut distinguer les divers côtés par la position du fer aplati dont elle est armée, et qui suit le mouvement de la flèche quand celle-ci tourne sur elle-même. Eh bien! M. Faraday, par une aimantation électrique, a fait tourner sur lui-même un rayon de lumière. C'est sans doute là le germe de futurs progrès pour la science de la lumière et pour la connexion qui sans doute existe entre ce principe et l'électricité, comme aussi entre l'électricité et la chaleur. C'est une contrée entrevue pendant une course rapide sur une voie ferrée avec les ailes de la vapeur, et qui promet de riches trésors à une exploration tranquille et sérieuse. C'est une perspective ouverte à de nouveaux progrès dans la connais-

sance des agens essentiels de la nature, comme l'expérience d'Œrsted fut le point d'où partit Ampère pour établir que tous les phénomènes de l'aimant ne sont que des effets électriques.

Avant ce puissant génie, les physiciens étaient forcés d'admettre deux agens spéciaux, l'un pour le magnétisme, l'autre pour l'électricité. Ampère, en ramenant le magnétisme à l'électricité, simplifia la nature et rehaussa, comme Newton, l'intelligence humaine en agrandissant son domaine. Sa gloire, comme celle de tous les savans qui, suivant l'expression de Fresnel, n'ont point *courtisé la renommée*, grandit d'année en année depuis sa mort, et grandira indubitablement encore dans la postérité.

La belle théorie d'Ampère, qui malheureusement n'est pas susceptible d'une exposition élémentaire, peut être donnée comme une définition théorique du magnétisme, qui sera dans ce sens regardé comme étant le résultat de l'action de courans électriques convenablement disposés autour des particules de l'aimant. Le magnétisme du globe terrestre dans la même théorie sera dû à des courans électriques allant de l'est à l'ouest, courans dont l'existence ne peut être révoquée en doute. Quand on songe du reste que tout l'organisme vital des plantes et des animaux fonctionne par l'électricité, on ne peut assez s'étonner que l'agent dont Thalès notait seulement dans l'*électron* les attractions à distance soit devenu, pour ainsi dire, dans la nature inanimée comme dans la nature vivante, le principe fondamental de la constitution des êtres. L'électricité, c'est tout.

Oserons-nous faire un pas de plus et regarder l'électricité elle-même comme un des effets de ce fluide subtil, universel, dont la lumière et la chaleur démontrent presque mathématiquement l'existence, et dont le nom emprunté à Aristote, l'éther, nous représente aujourd'hui un milieu qui est pour la lumière et la chaleur ce que l'air est pour le son et pour le bruit? Métaphysiquement, et pour les esprits ambitieux que le doute et l'ignorance irritent et humilient, les spéculations sur le possible ou même sur l'*inconnaissable* peuvent avoir leur charme. Les bons esprits savent ignorer et attendent pour savoir. Dans les sciences d'observation, on fait peu de cas des théories qui ne se traduisent pas en découvertes de fait. Un de nos vieux proverbes dit : « Tant vaut le métier, tant vaut l'homme. » Disons que dans les sciences positives tant valent les applications, tant vaut la théorie.

Beaucoup de personnes sensées, en apprenant que le magnétisme a été expliqué par l'électricité, se figurent qu'on a pénétré le secret de ses attractions et répulsions. Rien de pareil. Seulement on a fait dépendre celles-ci des attractions et des répulsions des courans électriques, qui restent d'ailleurs elles-mêmes complétement inconnues dans leur nature. Au lieu de deux agens hypothétiques, on n'en a

plus qu'un seul. C'est beaucoup gagner en simplicité, mais enfin ce n'est pas le dernier mot de l'énigme, que sans doute nous ne saurons jamais.

Il ne faudrait pas conclure de mes paroles que je ne fais aucun cas des spéculations métaphysiques. Il n'y a rien à négliger ou à *sous-évaluer* (qu'on me passe ce mot anglais) dans le domaine de l'intelligence. Seulement il ne faut pas vouloir faire de la physique avec des spéculations purement philosophiques. Descartes et les profonds penseurs qui l'ont précédé ont montré l'impuissance de l'esprit humain quand il s'agit de *deviner* la nature. Trop heureux encore celui qui sait modestement la comprendre en l'étudiant avec de grands efforts, en suivant la méthode baconienne de l'induction et de la vérification expérimentale des prévisions théoriques! Cette marche d'aveugle qui avance en tâtonnant des pieds et des mains, qui ne fait un pas nouveau qu'après s'être assuré dans le pas précédent, semble au premier abord être peu noble. C'est l'antagonisme de l'école d'Aristote contre celle de Platon, ou bien celui de Newton contre Descartes. A en juger par les succès obtenus, la victoire est au camp des expérimentateurs.

La métaphysique et la philosophie ont assez à faire dans leur propre domaine sans qu'on les appelle sur un terrain qui n'est pas le leur. Et d'ailleurs ce n'est pas leur donner une fâcheuse exclusion que d'adopter la méthode d'induction, qui est au fond tout aussi philosophique que la méthode que j'appellerai divinatoire. Je finirai par ces belles paroles d'Aristote : « La philosophie, prenant l'intelligence pour guide, a contemplé les objets célestes les plus distans de nous, et a osé y aller chercher la vérité. » C'est cette recherche de la vérité que Pythagore, qui inventa et prit le nom de philosophe (alors titre de modestie), déclarait être celle de toutes les tendances de l'esprit humain qui le rapproche le plus de la Divinité. Pour parler plus simplement encore, rappelons cet apologue oriental : « Quand Dieu eut privé l'esprit humain de la science infuse qu'avait indubitablement possédée notre premier père Adam, l'ignorance s'applaudit et espéra régner sans obstacle; mais son triomphe ne fut pas absolu, car Dieu, en retirant la science à l'homme, lui laissa la curiosité. »

Il reste à exposer les résultats des actions électriques et magnétiques quand elles se déploient dans le vaste champ de la météorologie, pour laquelle le globe entier n'est qu'un immense laboratoire ou cabinet de physique, et dont tous les phénomènes sont les *expériences de physique* de la nature. Ce sera l'objet d'une prochaine étude.

BABINET, de l'Institut.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 décembre 1856.

Le monde marche au milieu d'un ensemble d'événemens qui passent, se succèdent et deviennent à chaque instant de l'histoire. Il échappe aux épreuves de la veille pour tomber dans les épreuves du lendemain, s'avançant toujours à pas pressés, et lorsqu'il s'arrête un moment pour se reconnaître, il a franchi une étape de plus, tout a changé de face, une année s'est écoulée, — une année de plus, qui disparaît avec l'heure expirante, comme un rêve plein de visions, qui a eu un jour pour le monde tous les prestiges de l'inconnu, et qui n'a plus rien à révéler maintenant. Tout ce qu'elle cachait s'est dévoilé heure par heure, et elle nous laisse encore une fois en présence de cet inconnu qui recommence à tous les instans. Que reste-t-il de cette période du temps à peine achevée? Des souvenirs de lutte, une grande transaction devenue un grand objet de controverse, des conflits mal apaisés, des espérances déçues, des problèmes nouveaux. Qu'apporte à son tour cette année qui commence? Voilà la question. C'était là aussi la question lorsque l'année qui finit s'ouvrait avec une solennité presque terrible, au bruit des armes et au milieu de l'incertitude universelle. Plus que jamais on croyait à la continuation d'une lutte redoutable; les alliances se formaient ou se resserraient, on cherchait du regard le point vulnérable de l'ennemi, il ne restait plus qu'à savoir de quel côté se tournerait la guerre et quelle extension elle prendrait. Au lieu de la guerre, c'est la paix qui est venue, une paix prompte, rapide, et qui n'a eu qu'un malheur, celui de ne régler que la question d'Orient, lorsque bien d'autres questions avaient eu le temps de naître et de prendre rang en quelque sorte dans le conflit, lorsque la situation même du continent avait eu le temps de changer radicalement.

Il s'est trouvé en effet que cette paix, tombant au milieu d'une situation européenne complétement transformée, n'a point tardé à être le principe de difficultés nouvelles. Il a été moins facile d'interpréter le traité de Paris que de le conclure, et c'est alors qu'on a vu éclater dans un jour singulier le trouble de toutes les relations, les changemens profonds qui sont survenus

dans le système général de l'Europe. Alors se sont révélés les dissentimens et les divergences, comme pour laisser apparaître les véritables tendances de toutes les politiques. L'interprétation du traité de Paris, prétexte facile de ces dissentimens, est donc devenue le fait principal de cette dernière partie de l'année, et pendant que les cabinets en étaient à savoir à qui appartiendrait Bolgrad, si l'Autriche et l'Angleterre se décideraient enfin à battre en retraite en rappelant leurs forces de la Turquie, c'est-à-dire, en un mot, si la paix serait une vérité, d'autres incidens, d'autres complications se succédaient. La question italienne amenait une rupture diplomatique de la France et de l'Angleterre avec Naples. Un différend moins prévu, celui de Neuchâtel, mettait en présence la Prusse et la Suisse. L'Angleterre se préparait à continuer en Perse la guerre contre la Russie. C'est ainsi que l'Europe s'est trouvée conduite au point où elle est aujourd'hui et où il ne reste plus qu'à se demander comment finiront tous ces incidens divers, quelle sera l'issue de tous ces conflits, dont quelques-uns échappent déjà aux mains de la diplomatie. C'est le secret de l'année qui commence.

Pour le moment, et c'est là le don de joyeux avénement de l'année nouvelle, toutes les difficultés relatives à l'interprétation du traité de Paris semblent résolues. La conférence qui s'est ouverte aujourd'hui ne paraît pas même devoir se livrer à de grandes délibérations; elle n'aurait qu'à adopter un protocole convenu d'avance. C'est bien assez des délibérations engagées entre les cabinets depuis six mois. Ces longues et pénibles négociations ont eu du moins un résultat heureux, puisqu'elles ont abouti à un arrangement que la conférence n'aura qu'à sanctionner, et qui fait disparaître toute mésintelligence. La Russie n'insiste plus décidément pour la possession de Bolgrad, et d'un autre côté elle reçoit une portion du territoire de la Moldavie qui ne lui était pas d'abord assignée. Que ces concessions mutuelles prennent le nom de compensation, ou qu'elles soient faites à tout autre titre, elles ont le souverain mérite de mettre un terme à des difficultés secondaires restées jusqu'ici l'écueil de la paix. L'acceptation du cabinet de Pétersbourg paraît être arrivée récemment, et si la conférence ne s'est point immédiatement réunie, c'est que le plénipotentiaire anglais, lord Cowley, attendait lui-même les pouvoirs qui lui étaient nécessaires. Maintenant on peut conclure sans doute de la solution de ces difficultés que l'Autriche quittera les principautés danubiennes, et que l'Angleterre rappellera ses vaisseaux de la Mer-Noire. Tout indique donc que l'exécution du traité de Paris est arrivée au terme de ses épreuves, et que la paix générale, si chèrement conquise va cesser d'être à la merci d'incidens secondaires. Quant aux affaires d'Italie, qui ont été une des préoccupations de l'année, elles semblent s'effacer un peu depuis quelque temps; l'intervention diplomatique de la France et de l'Angleterre à Naples a jusqu'à ce moment assez peu réussi pour que ces deux puissances éprouvent quelque hésitation et mesurent leurs démarches. Mais si sur quelques points les complications tendent à perdre de leur intensité, où sont donc les nuages menaçans? L'affaire de Neuchâtel est devenue depuis quelques jours un de ces nuages noirs qui troublent et inquiètent. En peu de temps, elle s'est singulièrement aggravée, et, si on ne consulte que l'apparence, tout marcherait à un conflit.

Que voit-on, en effet? Depuis que la Suisse a refusé l'élargissement immé-

diat et sans conditions des prisonniers neuchâtelois, la Prusse a rompu avec le gouvernement de Berne; elle se considère comme déliée des engagemens qu'elle avait pris avec les puissances signataires du protocole de Londres, et qui consistaient à ne point recourir à la coërcition. Elle fait plus, elle arme, elle lève ses contingens, mobilise la landwehr, et prend toutes les dispositions qui précèdent une opération militaire. De son côté, la Suisse reste ferme et est loin de se laisser intimider. Aux préparatifs militaires de la Prusse elle répond par des préparatifs semblables; elle se met en état de défense, lève des troupes, forme ses divisions, fait des emprunts et attend les événemens. Le conseil fédéral, qui exerce le pouvoir exécutif, vient de convoquer l'assemblée fédérale, composée du conseil des états et du conseil national, pour lui exposer la situation des choses après les négociations infructueuses qui ont eu lieu, et lui proposer les mesures nécessitées par les circonstances. On peut ajouter qu'en ce moment en Suisse, à travers toutes les différences d'opinions, il y a un sentiment patriotique prononcé qui est la première force défensive du pays.

Le fait clair, patent, c'est donc cette situation respective de deux adversaires prêts à en venir aux mains. Faut-il croire cependant à un conflit inévitable? N'est-ce point le moment d'une décisive et efficace intervention des puissances intéressées à la paix, alliées de la Prusse, amies de la Suisse? On sait quel a été l'écueil permanent des négociations activement poursuivies, depuis trois mois. La Prusse réclamait la mise en liberté immédiate et sans conditions des insurgés royalistes de Neuchâtel avant de se prêter à un arrangement sur la situation définitive de la principauté. La Suisse à son tour ne consentait à élargir ses prisonniers que si la Prusse reconnaissait l'indépendance de Neuchâtel. N'y a-t-il donc aucun moyen de se frayer un chemin à travers ces prétentions opposées pour arriver à une solution sérieuse et équitable? La Suisse aurait pu sans doute avoir plus d'égards pour ce que le roi Frédéric-Guillaume considérait comme une question de dignité, et elle aurait dû mettre plus de bon vouloir à désintéresser cette dignité lorsqu'elle devait avoir le bénéfice principal d'un arrangement définitif. Il eût été peut-être d'une plus habile politique de moins décourager les intentions conciliatrices de la France, et de ne point réclamer tant de sûretés, parce que le seul fait de l'intervention de la France devenait une garantie suffisante, quoique non explicitement formulée, contre toute revendication armée sur Neuchâtel. La France se liait par la médiation, comme elle l'est déjà par tous ses intérêts politiques, par ses rapports traditionnels avec la Suisse. Mais enfin sur quel motif sérieux et irrésistible se fonderait la Prusse pour aller entreprendre une guerre qui pourrait créer de nouveaux périls en Europe? Nous le disions récemment, il y a pour la Prusse un droit consacré par les traités de Vienne. Il faut bien s'entendre cependant, c'est un droit assez abstrait, nominal en quelque sorte, et qui ne détruit pas le caractère de canton suisse attribué à Neuchâtel par les mêmes traités. Que le roi Frédéric-Guillaume, mû par une juste susceptibilité, tienne à abdiquer convenablement, et sans paraître céder à la pression d'un fait accompli, des prérogatives de souveraineté plus honorifiques que réelles, on le conçoit; mais il ne peut y avoir rien de plus. La Prusse, on n'en peut disconvenir, a fait preuve d'une exemplaire modération et d'inclinations toutes pacifiques pendant la der-

nière lutte européenne. Elle ne s'est point portée à des extrémités belliqueuses, elle a soigneusement décliné tous les engagemens qui auraient pu la conduire à prendre les armes. Comment aurait-elle sérieusement la pensée aujourd'hui d'aller entreprendre une guerre contre la Suisse et pour reconquérir Neuchâtel? Elle trouverait d'ailleurs plus d'une difficulté, et il lui reste encore à obtenir pour ses troupes le passage sur les territoires allemands qui ne lui appartiennent pas. Accorder ce passage, ce serait de la part de la confédération germanique se poser en ennemie déclarée de la Suisse. Or la diète de Francfort a bien pu reconnaître les droits de la Prusse sur Neuchâtel, mais elle ressemble en cela aux autres puissances qui ont admis théoriquement le droit du roi Frédéric-Guillaume, et qui ne donneraient point raison à ses armes. Tout se réunit donc pour imposer à l'Europe l'obligation de tenter un effort nouveau de conciliation. Déjà divers projets ont été proposés. Les ministres étrangers qui résident à Berne avaient pris l'initiative d'une combinaison qui eût consisté à élargir les prisonniers royalistes, en les éloignant de Neuchâtel jusqu'au règlement définitif de la question. L'envoyé suisse à Paris, le colonel Barman, qui vient de se rendre à Berne, paraît avoir été chargé de propositions nouvelles du gouvernement français. L'Autriche elle-même a, dit-on, ses plans de pacification. Le fait essentiel, c'est cet effort universel pour empêcher un conflit dont l'impossibilité éclate à mesure que le terrain se resserre entre les combattans, et qu'on étudie de plus près cette question.

Chose étrange! il semble que la lutte soit la condition permanente et invariable du monde. La guerre a cessé en Europe, elle ne naîtra point sans doute de l'affaire de Neuchâtel : elle va éclater en ce moment aux extrémités de l'Orient, dans ces vagues contrées où l'Angleterre et la Russie s'observent de loin et se mesurent parfois, l'une souveraine et dominatrice des Indes, l'autre maîtresse de la Mer-Caspienne, pesant sur la Perse et serrant déjà de près les principautés tributaires de la puissance anglaise. La Perse joue un certain rôle dans ces luttes obscures, où il y a bien aussi pour l'Europe des intérêts de civilisation et d'avenir, et c'est ce qui explique l'importance de la guerre qui est imminente, qui est même déclarée entre l'Angleterre et l'empire persan. C'est une sorte de guerre d'Orient continuée et transportée en Asie, aux confins de l'Afghanistan et dans le Golfe-Persique. On a pu voir pendant quelque temps tous les journaux européens se livrer à toute sorte de commentaires et de contradictions sur un événement singulier dont l'Asie était le théâtre : cet événement était le siége d'Hérat. Hérat était-il pris? le siége avait-il été levé? L'armée persane a fini par prendre Hérat, et c'est là un des griefs de l'Angleterre, c'est un des motifs de la déclaration de guerre publiée à Calcutta par le gouverneur-général de l'Inde. Ce n'est point qu'Hérat soit une ville importante par elle-même; c'est la petite capitale d'une petite principauté perdue dans les déserts qui s'étendent entre l'Afghanistan et la Perse; mais sa situation fait son importance. Hérat est placé dans une vallée qui est en quelque sorte le lieu de passage vers l'Inde, la porte par où l'on pénètre jusque dans le fond de l'Asie. Hérat, disons-nous, est la capitale d'une principauté indépendante; cependant la Perse revendique toujours certains droits de souveraineté sur le pays. De plus, les Afghans de ces contrées menacent incessamment les frontières persanes et

ravagent les provinces contiguës. C'est ce qui explique comment la Perse a fait bien des fois déjà le siége d'Hérat et comment elle vient de le reprendre encore. De son côté, l'Angleterre tient essentiellement à l'indépendance de cette position, qu'elle consentirait bien à occuper sans doute, mais qu'elle ne veut point laisser à la domination persane. De là une des raisons principales de la guerre récemment déclarée. La proclamation du gouverneur-général de l'Inde se fonde sur la violation d'un traité resté secret jusqu'ici et qui remonte à 1853, traité par lequel la Perse s'engageait à abdiquer ses prétentions sur Hérat, à respecter l'indépendance de cette ville et à ne point chercher à l'occuper, à moins qu'elle ne fût menacée par d'autres envahisseurs. Or c'est de cette dernière réserve que s'arme justement la Perse. Elle soutient qu'elle n'a marché sur Hérat que parce que l'émir de l'Afghanistan, Dost-Mohamed, allait l'envahir. L'Angleterre n'a point trouvé la raison suffisante, et le gouverneur de l'Inde a fait partir une expédition pour le Golfe-Persique. Cette expédition se combinera-t-elle avec quelque autre opération par l'intérieur asiatique? On ne peut le savoir. Dans tous les cas, ce n'est pas seulement la Perse que combat l'Angleterre, c'est la Russie. Voilà les deux ennemies! Ce n'est pas que la Russie et l'Angleterre en soient tout à fait à se rencontrer en Asie : elles sont séparées encore par d'énormes distances; seulement elles sentent qu'elles se rencontreront. Elles avaient essayé pendant nombre d'années de s'entendre, de mettre entre elles une sorte d'intervalle, en faisant de la Perse un état intermédiaire. Aujourd'hui la lutte recommence. La question est de savoir si elle est destinée à dépasser prochainement les limites d'une lutte d'influence, comme elle l'a été jusqu'ici.

Il y a dans l'Europe actuelle des malaises de plus d'une sorte; il y a ces malaises qui tiennent au vice de certaines situations, à des antagonismes puissans, à tous les rapports des gouvernemens, et il y a des malaises d'une autre nature, qui naissent de ce travail intérieur où les institutions des peuples sont en cause. Depuis quelque temps déjà, la Hollande est livrée à une de ces crises intérieures. Le cabinet et le parlement sont en présence, l'un et l'autre soutiennent la lutte vigoureusement, sans céder de terrain, mais aussi sans se laisser entraîner par les passions extrêmes. Dès l'ouverture de la session, nous l'avons dit récemment, ce conflit s'était engagé, et il se dénouait momentanément par le vote d'une adresse significative dans la seconde chambre des états-généraux. Le grand champ de bataille était la question de l'enseignement primaire qui avait été la première cause de l'avénement du ministère actuel. Au fond, le cabinet de La Haye se proposait, non plus de soumettre aux chambres un projet spécial sur l'instruction primaire, mais de présenter une organisation générale de toutes les branches de l'enseignement. Or, dans ce projet si vaste, et trop étendu pour être d'une réalisation pratique bien aisée, l'opposition, devenue défiante, croyait voir l'arrière-pensée de ne rien présenter du tout, ou du moins d'ajourner indéfiniment toute discussion sur la loi réglant l'enseignement primaire. En outre, si la Hollande est un pays essentiellement pratique, elle n'est pas moins sensible aux choses de l'intelligence, et en voyant depuis quelques mois le ministère s'occuper avant tout de nommer des commissions pour l'examen d'affaires matérielles, telles que le percement de l'isthme de Suez, les chemins de fer, le régime de la santé publique, on craignait qu'il n'y eût là une certaine préméditation

tendant à endormir l'opinion et à la détourner de la question de l'enseignement, qui est devenue l'unique et ardente préoccupation. On en était là au lendemain du vote de l'adresse. Il était évident que la lutte n'était point finie, le moindre incident suffirait pour la ranimer. L'occasion seule manquait, et elle s'est présentée naturellement dans la discussion du budget. Cette discussion a duré un mois entier, et elle a été pleine de péripéties, d'incidens presque orageux, qui ont permis à toutes les opinions de se produire, à toutes les situations de se dessiner. Encore une fois toutes les questions politiques ont été agitées. Comment s'est formé le ministère actuel? N'arrive-t-il pas au pouvoir avec une pensée réactionnaire, avec la résolution persistante de porter atteinte à la loi fondamentale? Quelles sont ses vues sur l'enseignement primaire? Les antécédens mêmes des ministres ont été sévèrement scrutés. Le cabinet, représenté principalement par le ministre de l'intérieur, M. Simons, et le ministre de la justice, M. van der Brugghen, s'est défendu non sans talent, en restant souvent dans des généralités, il est vrai, mais aussi en donnant certains gages de modération.

Ce n'était là du reste que la discussion générale, et il fallait bien finir par entrer dans les détails du budget. Or c'est ici que commencent les péripéties. Chaque chapitre devenait l'occasion d'une discussion nouvelle, chaque vote était vigoureusement disputé. Le chapitre de la maison du roi était d'abord adopté à l'unanimité; mais la lutte devenait sérieuse à propos des dépenses du ministère de la justice, et elle prenait un caractère particulièrement grave quand on venait au budget du ministère de l'intérieur, l'un des plus importans. Ici la chambre se scindait en deux parties égales; 32 voix se prononçaient pour l'adoption, 32 voix pour le rejet du chapitre. Le lendemain, une nouvelle épreuve avait le même résultat. Le ministre de l'intérieur, M. Simons, offrait immédiatement sa démission, que le roi n'acceptait pas. Une maladie subite du ministre de l'intérieur est venue tempérer cette crise, et M. Simons a été remplacé temporairement par le ministre des cultes réformés, M. van Rappard. De plus, la chambre a adopté une loi de crédit pour six mois, afin de ne point laisser souffrir les services publics. Le budget de la guerre a provoqué des débats plus orageux encore. Le ministre, M. Forstner de Dambenoy, a défendu si chaleureusement son chapitre, qu'il a fini par se faire admonester par le président de la chambre, et le scrutin présentait encore le fatal partage de 31 voix négatives contre 31 voix affirmatives. Le lendemain, une nouvelle épreuve ne donnait qu'une voix de majorité au budget de la guerre. Partout a éclaté cette scission, qui n'était point de nature à rapprocher les esprits, à ranimer la confiance et à donner de la force au cabinet. L'opposition avait une dernière bataille à livrer, et elle l'a livrée à l'occasion d'un chapitre particulier du budget, celui des dépenses imprévues, qui est à peu près ce qu'étaient autrefois les fonds secrets en France. MM. van Bosse et Thorbecke ont soutenu cette lutte nouvelle au nom de l'opposition, et s'ils n'ont point gagné leur bataille, le chapitre des dépenses imprévues n'a du moins obtenu que deux voix de majorité.

On voit ce qu'il y a eu de vivacité et d'animation dans cette lutte parlementaire, après laquelle les séances de la seconde chambre ont été suspendues jusqu'au mois de février. Il serait facile, ce nous semble, de dégager de ces discussions certains faits propres à caractériser les conditions politiques dans

lesquelles se trouve actuellement la Hollande. Il est bien clair d'abord qu'une telle situation, où le gouvernement et le parlement sont en ouverte hostilité, ne peut se prolonger. De toute façon, il faudra ou que le ministère se retire, ou que la chambre soit dissoute. C'est là le résultat le plus clair des dernières discussions du budget. On ne peut nier cependant que, dans ces débats mêmes, le cabinet n'ait fait quelques concessions. Ainsi M. van der Brugghen a récemment déclaré que le gouvernement renonçait à l'idée d'élaborer un plan d'organisation de toutes les branches d'enseignement, et qu'un projet sur l'instruction primaire serait incessamment présenté; mais en paraissant donner quelque satisfaction aux plaintes de la chambre, le cabinet a encouru la disgrâce du parti anti-révolutionnaire, qui l'appuyait, et il est loin d'avoir désarmé ses adversaires, de sorte que la situation reste la même, si ce n'est que le cabinet de La Haye risque d'exciter les défiances de tous les partis.

Les affaires de la Hollande sont d'autant plus compliquées aujourd'hui qu'il vient s'y mêler une autre question délicate, blessante pour la fierté libérale du pays, et qui a eu du retentissement à La Haye comme en Allemagne, celle des conditions politiques du Luxembourg, où la constitution vient d'être brusquement réformée malgré la résistance du parlement. C'est une question qui, par la confusion des souverainetés, rappelle un peu celle de Neuchâtel, qui a surtout de l'analogie avec ce qui se passe dans le duché de Holstein en Danemark. Le grand-duché de Luxembourg, on ne l'ignore pas, a été annexé en 1815 aux Pays-Bas sans cesser d'appartenir à la confédération germanique. Mêlé à la révolution belge de 1830, scindé plus tard en deux parties, dont l'une passait à la Belgique tandis que l'autre restait à la Hollande, le Luxembourg, dans sa partie néerlandaise, a eu toujours une existence distincte tenant à sa double nature d'état allemand relevant de la couronne de la maison d'Orange. Cette existence spéciale était consacrée dès 1841 par une constitution qu'octroyait le roi Guillaume II peu après son avénement. Puis venait la constitution de 1848, que le roi actuel Guillaume III sanctionnait en envoyant son frère, le prince Henri des Pays-Bas, comme son lieutenant au Luxembourg. La constitution de 1848 se ressentait du temps qui l'avait vu naître, cela n'est point douteux; elle était d'un esprit extrêmement libéral. En définitive pourtant, elle n'était la source d'aucun désordre, et même bien des améliorations administratives se sont accomplies sous son empire.

Quoi qu'il en soit, la pensée d'une réforme est née moins d'un besoin intime, irrésistible du pays que de la pression exercée par la confédération germanique. Ici comme dans le Holstein, la diète de Francfort mettait une opiniâtreté singulière à poursuivre l'exécution de la décision du 23 août 1851, c'est-à-dire à ramener toutes les constitutions particulières aux principes fondamentaux de la confédération. Cette situation se dessinait nettement dès le commencement de la dernière session. Le lieutenant du roi grand-duc, dans son discours d'ouverture, annonçait la révision prochaine de la constitution, et le lendemain survenait un projet qui restreignait la liberté de la presse, élevait le cens électoral, limitait la durée de la session de la chambre à quarante jours, et diminuait la compétence du pouvoir législatif. Une majorité considérable se prononçait immédiatement contre ce projet de révision, et l'adresse était votée dans cet esprit, malgré quelques efforts de conciliation tentés par le parti ministériel. De là naissait une lutte des

plus animées. Le prince-lieutenant répondait à l'adresse de l'opposition par des paroles sévères; il maintenait malgré tout son cabinet et dissolvait la chambre. Les députés protestaient à leur tour, et enfin le 2 décembre paraissait une proclamation du roi grand-duc, qui déclarait que la constitution de 1848 avait fait son temps. Une constitution nouvelle a été promulguée. Ces faits, tombant au milieu des vives discussions qui s'agitaient dans le parlement de La Haye, ne laissaient point de produire une sensation singulière. On ne pouvait rien cependant, car le Luxembourg est entièrement distinct et indépendant de la Néerlande; il a son organisation propre, sa législation, et il n'est uni à ce royaume que par le lien dynastique, parce que le roi Guillaume III porte à la fois la couronne des Pays-Bas et la couronne grand-ducale. Le sentiment public a trouvé toutefois à se manifester dans la presse comme dans la chambre elle-même. Un député hollandais, M. Sloet, a exprimé le désir que le cabinet ne cherchât point à profiter des circonstances actuelles pour faire valoir certaines prétentions financières que la Néerlande conserve toujours vis-à-vis du grand-duché. De tels événemens ont sans doute un caractère tout intérieur. N'est-on pas frappé toutefois de cette étrange persistance de la confédération germanique à étendre partout la main pour paralyser les manifestations les plus pacifiques de l'esprit de liberté? En Hollande et en Danemark, dans le Luxembourg comme dans le Holstein, il en est de même. Voilà à quoi s'emploie l'esprit allemand, — représenté, il est vrai, par la diète de Francfort.

Cette lutte entre les idées libérales qui résistent et les tentatives d'absolutisme qui se manifestent de temps à autre par des réformes de constitutions est aujourd'hui l'histoire de bien des pays. Sauf la pression de l'influence étrangère, c'est l'histoire de l'Espagne, et si cette lutte ne s'agite point dans un parlement au-delà des Pyrénées, elle n'est pas moins active et ardente; elle explique toute la situation de la Péninsule, une situation qui se prolonge depuis quelques mois déjà, et où rien ne semble assuré. Le ministère présidé par le général Narvaez est-il menacé dans son existence? A-t-il une politique bien décidée, où l'on sente quelque vigoureuse initiative? Cette question même est une des premières singularités des affaires actuelles de l'Espagne. C'est qu'en effet rien n'est plus singulier que l'état présent de la Péninsule. Un ministère s'est formé, il y a trois mois, en vue de la restauration d'un régime régulier, il a pour chef un homme dont la supériorité individuelle est universellement reconnue, et qui a l'avantage d'avoir une notoriété européenne. Aucune résistance extérieure ne lui fait obstacle, et cependant rien ne prend un caractère régulier, tout est précaire, et le gouvernement lui-même, au milieu de la soumission apparente des partis, semble frappé d'une secrète impuissance. Cela est si vrai, que dans les rangs du parti modéré on s'amusait récemment à dire : « Ce n'est pas notre Narvaez qui est au pouvoir, c'est Espartero qui a pris le masque et l'habit du duc de Valence. Notre Narvaez est encore à Paris; quand il arrivera, les affaires prendront une autre allure. » Sous une forme plaisante, c'était indiquer le rôle prééminent toujours attribué au président du conseil et en même temps donner une idée des incertitudes de la situation de l'Espagne.

Ces incertitudes tiennent à diverses causes, dont la première est cette sorte

de déplacement de pouvoir qui s'est opéré par suite des derniers événemens. Si on cherche en effet où est aujourd'hui l'autorité, il est bien clair qu'elle n'est point dans le cabinet, elle est surtout au palais, et au palais s'agitent toujours bien des influences qui ne conspirent pas précisément pour le triomphe des idées libérales. Est-ce à dire que la reine elle-même nourrisse l'arrière-pensée d'être autre chose qu'une souveraine constitutionnelle, ou qu'elle autorise ces projets de fusion dynastique dont le premier résultat serait de la déposséder? Non sans doute; la reine a retrouvé son ascendant, et elle en use, maintenant au pouvoir le général Narvaez sans décourager des absolutistes plus fervens, comme aussi sans retirer sa bienveillance au général O'Donnell, et se réservant en fin de compte de choisir. Bien d'autres personnes d'ailleurs se servent de cet ascendant de la royauté pour des fins plus compromettantes. En un mot, c'est une sorte d'interrègne politique durant lequel tout s'agite et rien ne marche. Le président du conseil le sent bien, il sent aussi que s'il serrait de trop près cette situation, le sol manquerait sous ses pieds, et il s'abstient, sans doute pour ne point livrer les questions les plus sérieuses aux chances d'une crise nouvelle. Ce n'est pas tout encore; le général Narvaez n'est point seul dans le cabinet, et on peut se demander si quelques-uns de ses collègues sont une force pour lui. Le ministre de l'intérieur, M. Nocedal, le ministre des finances, M. Barzanallana, le général Lersundi savent où est le pouvoir, et ils vont là où ils croient trouver le plus de faveur; ils n'ignorent pas qu'il y a des influences puissantes au palais, et ils les subissent. Ils ménagent l'avenir, et en attendant ils s'emploient moins peut-être à restaurer l'administration espagnole qu'à placer leurs créatures ou leurs amis. Il est tel journal satirique de Madrid dont tous les rédacteurs ont été jetés dans les fonctions publiques. Il suffit d'être l'allié de tel personnage pour avoir droit aussitôt aux plus hautes positions.

Il est enfin une troisième et essentielle cause de faiblesse pour le ministère, c'est l'éparpillement complet de toutes les opinions modérées. Le parti conservateur espagnol reste malheureusement plus divisé que jamais. Toutes ces nuances qui se sont développées depuis quelques années subsistent encore, même après l'épreuve d'une disgrâce commune. La plus considérable, la plus sérieuse par le talent est celle de M. Bravo Murillo; à côté est la fraction du général Roncali, de M. Llorente. Le comte de San-Luis, qui vient d'arriver à Madrid, a lui-même ses partisans, peu nombreux il est vrai, mais remuans et actifs. Tous ces hommes ne sont point absolument en opposition avec le général Narvaez; seulement ils ne l'appuient pas, ils se gardent de le défendre, ils critiquent même, non sans raison, plus d'un acte du gouvernement; ils observent les signes de décomposition du cabinet, et, sans laisser éclater leur hostilité, ils refusent de voir en M. Nocedal et M. Barzanallana la représentation la plus exacte du parti conservateur. D'un autre côté, le général Narvaez peut-il se tourner vers les libéraux modérés qui comptent dans leurs rangs O'Donnell, M. Rios-Rosas? Les ministres ont pris soin d'exclure les vicalvaristes de toutes les positions; ils ont affecté de se proclamer les uniques restaurateurs du trône. Les libéraux modérés à leur tour rendent guerre pour guerre, de telle sorte que le général Narvaez se trouve arrêté à chaque pas, obligé de compter avec toutes les velléités du

palais, desservi par quelques-uns de ses collègues et ne pouvant s'appuyer sur la masse des forces conservatrices pour faire prévaloir une politique nette et sensée.

Il en résulte une situation parfaitement fausse dont le vice éclate dans tous les actes. Les cortès constituantes ont voté une loi qui organise les milices provinciales et en fait une sorte de réserve ou de landwehr espagnole. Un décret récent a ordonné l'incorporation de ces milices dans l'armée active. Pour exécuter ce décret, il faut aujourd'hui employer tous les moyens, jusqu'à la séquestration des mères, femmes ou enfans des miliciens qui résistent. Il y a peu de jours, à Valladolid, ces nouveaux soldats ont été appelés à prêter serment; deux d'entre eux ont déclaré qu'ils juraient comme miliciens, non comme soldats actifs. Ces malheureux ont été pris, jugés par un conseil de guerre et condamnés à mort. Heureusement l'anniversaire de la naissance de la princesse des Asturies est venu dans l'intervalle, et la reine a fait grâce. Il n'est pas moins vrai que les condamnés étaient dans la loi et que le gouvernement n'y était pas. Autre exemple : le cabinet vient de rétablir la contribution des *consumos;* mais la constitution de 1845, qui a été remise en vigueur, interdit l'établissement de tout impôt sans le consentement des cortès. Qu'arrivera-t-il, s'il y a quelque résistance à Saragosse ou dans quelque autre ville? Il en est de même de l'emprunt qui vient d'être fait, et qui reste en définitive au premier soumissionnaire. La loi de l'assemblée constituante qui autorisait le gouvernement à émettre deux milliards de titres de la dette pour se procurer de l'argent, stipulait en même temps que le produit de la vente des biens de main-morte serait affecté au remboursement de cette somme. Le cabinet, en suspendant la loi de désamortissement, a abrogé la garantie, et aujourd'hui il se sert de l'autorisation d'émission. Cet emprunt vient d'être adjugé au taux de 42, 56; mais pour établir le rapport exact entre ce que l'état doit recevoir et la somme de titres qu'il doit donner, il faut tenir en compte un droit de commission de 3 0/0, les bénéfices du change et le reste. Au demeurant, la dette extérieure de l'Espagne, après cette opération, reste grevée d'un capital de 700 millions de réaux de plus et d'un intérêt annuel de plus de 20 millions.

Toutes ces mesures ont un caractère essentiel : c'est le décousu, l'inefficacité, l'indécision, et cette indécision elle-même tient à la situation politique du ministère, qui jusqu'ici n'agit que par voie d'expédiens, sans pouvoir arriver à une mesure décisive telle que serait la convocation des cortès. La difficulté, dit-on, est de s'entendre sur quelques changemens qui seraient reconnus nécessaires dans les règlemens intérieurs des chambres, et sur la manière dont ces changemens devraient s'accomplir. Le général Narvaez voudrait, à ce qu'on assure, laisser aux chambres le soin de modifier elles-mêmes leurs règlemens intérieurs; d'autres tiennent à ce que cette mesure soit l'objet d'un décret royal. Toujours est-il que jusqu'ici rien ne s'affermit au-delà des Pyrénées; tout est provisoire, et tout restera provisoire jusqu'à ce qu'il y ait des chambres où le pays puisse trouver une garantie, où un ministère puisse trouver une force, et dont la réunion soit le signe visible d'une situation désormais régulière.

Cette année, qui s'en va, laisse donc à son tour la marque de son passage dans toutes les sphères. Elle a vu surgir des événemens nouveaux, des luttes

diplomatiques, des crises constitutionnelles, des séditions et des réactions. Que laisse-t-elle dans les lettres et dans les arts? Elle ne laisse point de monument sans doute, elle n'a point vu d'étoile lumineuse monter à l'horizon. Des œuvres et puis des œuvres, des livres et puis des livres! A travers tout, c'est plutôt un mouvement suivi et permanent d'activité un peu confuse, dont le mérite est de montrer que si la vie littéraire a ses épreuves, elle ne s'arrête pas, que s'il y a bien des efforts perdus, il peut y en avoir aussi parfois de plus heureux. De tous ces livres qui se succèdent, les uns s'inspirent d'un intérêt du moment, ou racontent quelque épisode contemporain; d'autres sont des révélations ou des documens pour l'histoire. Il en est qui dans une étude ou dans un portrait remettent en lumière quelque fragment du passé, et à son tour l'imagination, revendiquant sa place dans la marche commune, s'efforce de se donner une originalité et une nouveauté qu'elle trouverait mieux, si elle les cherchait dans la contemplation de l'idéal, si, par un élan vigoureux, elle se relevait au-dessus des malsaines influences. Rien ne serait plus difficile assurément que de coordonner des œuvres écloses sous des inspirations si diverses : elles viennent au monde et ne demandent pas mieux que de vivre au-delà de cette année qui les voit naître. Combien peu cependant secoueront la poussière que l'année en fuyant jette sur elles!

Un écrivain, M. Édouard Gourdon, s'emparant de faits à peine accomplis, raconte l'*Histoire du Congrès de Paris*. Sans s'élever absolument à la hauteur d'une histoire politique et définitive des récentes luttes de l'Europe, le livre de M. Gourdon n'a pas moins un mérite appréciable, celui de rassembler les grands actes diplomatiques de la dernière paix, de mêler au récit des choses connues les détails anecdotiques sur l'existence intime du congrès, de remettre enfin en un jour assez exact le mouvement de la presse, l'attitude diverse des gouvernemens, et tous ces efforts de la diplomatie, sans cesse occupée à renouer des fils mille fois rompus entre ses mains. C'est le mémorandum des derniers événemens. Dans cet ensemble de travaux du congrès de Paris, un autre écrivain, M. d'Hervey-Saint-Denys, ne prend qu'un épisode, celui des affaires de Naples, et comme pour arriver par une voie naturelle et logique aux conditions présentes, il retrace l'*Histoire de la révolution dans les Deux-Siciles*. Le cadre est vaste, il va de 1793 à la récente intervention diplomatique de la France et de l'Angleterre. C'est bien là l'histoire en effet, c'est du moins la suite des événemens, ce sont les faits; seulement à cette œuvre il manque la vie, la couleur, l'art de reproduire dans ce qu'elle a d'exceptionnel, de compliqué et de confus, la destinée du royaume napolitain en Italie. Le livre de M. d'Hervey-Saint-Denys est moins une étude profonde et lumineuse qu'un résumé superficiel et rapide, qui serait plus concluant, si l'auteur ne semblait pas si persuadé qu'une apologie à peu près complète du roi Ferdinand peut être de l'histoire. Le royaume de la Basse-Italie est un des pays les moins connus, quoique la beauté de ses golfes et de son climat soit l'éternel attrait des voyageurs. Les rapports véritables de la Sicile et de Naples, le travail intérieur des classes, les luttes obscures et violentes des partis, l'inefficacité d'une législation bonne en elle-même et souvent altérée en passant par des mains infidèles, l'état des mœurs publiques, les caractères individuels qui se détachent dans cet enchaînement des choses, c'est là ce qu'il serait utile d'étudier pour savoir ce qui est possible

et ce qui ne l'est pas, ce qui est bon et ce qui n'est que chimérique, et c'est ce que l'auteur de l'*Histoire de la révolution dans les Deux-Siciles* ne montre que par aperçus, sous un jour un peu trop officiel. Voici maintenant M. Barthélemy Saint-Hilaire qui, dans une série de *Lettres sur l'Égypte*, recueillies avec soin, touche à une de ces affaires, à un de ces projets que notre siècle, dans sa prodigieuse activité, ajoute à toutes les questions qui l'occupent : c'est le percement de l'isthme de Suez, œuvre destinée à rapprocher l'extrême Orient et l'Occident. M. Barthélemy Saint-Hilaire n'est pas seulement l'historiographe des travaux préliminaires de la commission internationale pour le percement de l'isthme; il voyage en observateur judicieux, décrivant l'Égypte dans sa situation morale et matérielle.

Est-ce à dire que tout se résume dans ces études affairées sur quelques-uns des problèmes contemporains? Bien loin du présent et de la politique, un magistrat de distinction, M. Oscar de Vallée, est allé chercher une sorte de délassement généreux en écrivant un livre sur *l'Éloquence judiciaire au dix-septième siècle*. Nous ne sommes plus ici dans notre temps, nous ne vivons plus au milieu des projets industriels, des révolutions et des conflits diplomatiques de tous les jours; Louis XIV règne, une société majestueuse vit dans l'ordre et le silence. Dans un coin de cette société, un jeune avocat de la famille des Arnauld, Antoine Lemaistre, est une des lumières du barreau, et cet avocat, après avoir brillé par l'éloquence, deviendra bientôt un des hôtes de Port-Royal. C'est cette vie commencée au bruit du palais, terminée dans la solitude du cloître, que M. Oscar de Vallée raconte, et il ne se contente pas de peindre le grand avocat transformé tout à coup en grand solitaire; il peint aussi l'époque en exhumant quelques-unes de ces causes où se révéla l'éloquence de Lemaistre, et qui aident à pénétrer jusque dans la vie intime du XVIIe siècle. Après tout, notre temps n'est pas le seul qui ait eu ses scandales judiciaires, ses affaires de séduction et de séparation; il en fait un peu plus de bruit, voilà tout. Un des grands charmes de ce livre, c'est que M. Oscar de Vallée aime son héros; il lui a voué une studieuse tendresse; sa science est mêlée d'esprit et d'agrément, et si on objecte que Lemaistre eut plus d'une fois dans sa vie l'occasion de soutenir des avis opposés, de plaider un jour contre son opinion de la veille, l'auteur peut défendre encore son héros avec avantage, car tout s'est perfectionné depuis que Lemaistre vivait, et il y a eu des temps où tous les changemens d'opinions, même de la part des avocats, ne conduisaient pas aux austérités et aux renoncemens de Port-Royal.

De tous ces livres nouveaux et si divers qui promènent l'esprit à travers toutes les régions, les *Mémoires* du maréchal Marmont, duc de Raguse, sont sans nul doute un des plus curieux aujourd'hui. Ils ne sont pas de la plus rare impartialité, ces *Mémoires;* mais s'ils avaient cette mesure impartiale, seraient-ils des mémoires? Le caractère de ces sortes de livres n'est-il point au contraire d'offrir un témoignage sincère, spontané, passionné même, et où disparaissent toutes les réticences? L'intérêt s'y joint lorsque l'homme qui laisse ces confidences posthumes a été mêlé aux affaires de son siècle, a connu ses contemporains et a pu avoir, lui aussi, le secret de l'empire. Le maréchal Marmont réunissait ces conditions. Il ne modifie pas par ses récits le

point de vue général des choses; il ajoute son témoignage à tant d'autres témoignages, et il se peint tout entier tel qu'il fut. C'était évidemment un homme d'une trempe vigoureuse, mobile et ardent, passionné pour la guerre comme pour le plaisir, doué de plus d'esprit que de jugement, et à travers tout, aussi content de lui-même que sévère pour les autres. Dans la partie de ses *Mémoires* publiée jusqu'ici, le duc de Raguse n'est point arrivé encore aux heures critiques de sa vie; il s'arrête à la fin de son commandement en Espagne, après la bataille des Arapiles, et à l'expédition de Russie. Ses premiers récits commencent au siége de Toulon, et surtout à la campagne d'Italie. Merveilleuse époque, où tous les hommes s'élançaient dans la carrière! La jeunesse était partout, et partout était l'émulation. De tous ces officiers, dont la plupart n'avaient pas trente ans, l'un allait être empereur, les autres allaient devenir princes et maréchaux. Tant qu'on vit dans cette atmosphère de la jeunesse, on marche ensemble, on ne se porte point envie mutuellement et on ne se déchire pas encore. Bientôt viendront les dignités et les grandeurs, et alors naîtront les rivalités, les froissemens d'amour-propre, les inimitiés violentes. De là ces jugemens acerbes et sommaires que le maréchal Marmont porte sur plus d'un de ses compagnons d'armes.

A un certain moment, dans les *Mémoires* du duc de Raguse, il y a un fait singulier à remarquer comme un indice de la marche des choses sous l'empire. On est au lendemain de Wagram, depuis neuf ans déjà Napoléon règne sur la France; tout est gloire et éblouissement au dehors, rien ne semble chanceler. Quelle est cependant l'impression de Marmont à cet instant, lorsqu'il revient de la grande armée à Paris? Il trouve partout une sorte de fatigue morale. On voudrait plus de liberté et moins de batailles. Les amis du duc de Raguse sont froids sur les questions politiques, et l'un d'eux, le ministre de la marine, le duc Decrès, va même jusqu'à lui dire : « Tout cela finira par une épouvantable catastrophe. » Cette boutade sombre et pourtant significative rappelle une anecdote semblable où figurait, dit-on, le même M. Decrès avec un autre personnage officiel de l'empire. L'un et l'autre se promenaient ensemble quelques années après Wagram, vers 1812; ils s'entretenaient des affaires de l'état, et ils étaient d'accord sur les excès du règne, sur l'imminence d'une catastrophe, lorsque l'un des interlocuteurs, s'arrêtant tout à coup, dit à l'autre : « Savez-vous, monsieur le duc, que je devrais vous faire arrêter? » C'est ainsi que ce qui ne se disait point tout haut se disait tout bas. Le silence universel cachait à l'empereur le véritable état de l'opinion, et l'empire présentait ce phénomène extraordinaire d'un gouvernement servi par des fonctionnaires qui étaient les premiers à sentir ses faiblesses et à ne point croire à sa durée. Chose curieuse! pendant plus de trente ans, les poètes, les philosophes, les écrivains de tout genre se sont occupés à créer une sorte de légende de l'empire, où tout prenait un caractère fabuleux. Depuis quelque temps, il semble que cette époque apparaisse sous un jour plus vrai. Elle ne se montre point assurément dépouillée de ses grandeurs, mais elle est par degrés ramenée à des proportions plus réelles, plus humaines. On commence à la voir telle qu'elle était, et rien n'est plus propre à rectifier l'opinion que tous ces témoignages qui affluent depuis quelques années, les lettres de Napoléon lui-même,

dans sa correspondance avec son frère Joseph, comme aussi les mémoires de ses lieutenans et les souvenirs de tous ceux qui ont été les acteurs de cette surprenante époque. CH. DE MAZADE.

De l'Assistance sociale, par le Dr Hubert Valleroux (1). — L'auteur de ce livre est un médecin connu dans le monde scientifique par plusieurs travaux estimés sur les maladies de l'ouïe et de la vue. Des rapports assidus avec les sourds-muets et les aveugles l'ont mis à même d'étudier cette classe d'êtres exceptionnels, non-seulement au point de vue médical, mais encore au point de vue religieux, moral et économique. La profession du médecin se trouve d'ailleurs tous les jours en contact avec le système de la charité publique et avec les souffrances diverses de la société. « A ceux qui nous demanderaient nos titres, dit le docteur Hubert, nous répondrions que depuis plus de vingt ans nous étudions, soit comme élève, soit comme docteur en médecine, les institutions décrites dans cet ouvrage. » L'auteur se propose de dire ce que l'assistance sociale a été, ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être. Dans la partie historique de son livre, M. Hubert nous montre le sentiment de la bienfaisance se développant avec le sentiment religieux, avec les lumières, avec le progrès des institutions politiques. Dans la partie descriptive, il trace un tableau fidèle de l'état actuel des hôpitaux, des hospices, des établissemens publics destinés à secourir et à instruire les enfans trouvés, les sourds-muets, les aveugles, les idiots. La critique s'exerce, mais toujours avec mesure et gravité, sur certaines branches de l'administration, sur certains services publics, sur certaines formes de l'assistance. Cette critique, appuyée sur des faits, sur des observations personnelles, sur les rapports mêmes des inspecteurs, conduit naturellement le docteur Hubert à rechercher les améliorations qu'on pourrait introduire dans l'organisation actuelle des secours. On ne saurait méconnaître que les réformes proposées par l'auteur, quoique souvent fort discutables, n'offrent plusieurs côtés pratiques. Le point de vue expérimental auquel il s'est placé, sa profession de médecin, une connaissance scrupuleuse des besoins propres aux infirmes et aux malades de la classe pauvre, le défendent heureusement contre les utopies et les chimères. Une des questions les plus importantes, le plus à l'ordre du jour, et que le docteur Hubert traite avec des lumières spéciales, est celle du remplacement de l'assistance pratiquée dans les hôpitaux et les hospices par des secours à domicile ou par une pension viagère. L'auteur examine avec soin les vices et les avantages des deux systèmes. Entre ceux qui veulent maintenir les hôpitaux et ceux qui proposent de les détruire en les remplaçant par une distribution de secours aux malades ou aux infirmes, M. Hubert trouve place pour un troisième régime, qui serait celui de la liberté. Le choix serait laissé aux pupilles de la charité publique, et de récentes expériences semblent indiquer que dans le plus grand nombre de cas ceux-ci opteraient pour le domicile. L'auteur voit à cela plusieurs avantages moraux et économiques. Au point de vue de l'économie, on pourrait secourir à moins de frais un plus grand nombre de malades, d'infirmes et de vieillards. Des chiffres irrécusables prouvent en effet que les hôpitaux et les hospices coûtent propor-

(1) Un vol. in-8°, chez Guillaumin.

tionnellement très cher à l'état. La morale est également intéressée à ce que le lien conjugal, les liens de famille se trouvent maintenus. Enfin, les hôpitaux et les hospices étant par cette mesure exonérés du superflu des malades et des vieillards qui les encombrent sous le régime actuel, il serait plus aisé de pourvoir à tous les besoins et de réaliser certaines améliorations dans les services. Il suffit d'indiquer ces vues, qui donnent à l'ouvrage du docteur Hubert un intérêt de nouveauté. C'est un médecin qui plaide la cause des souffrances humaines, qui les a observées de près, et qui dans ses études courageuses ne sépare pas le point de vue scientifique des devoirs du moraliste.

V. DE MARS.

ESSAIS ET NOTICES.

LA CRÉATION

ET LES QUATRE GRANDS PRINCIPES DE LA NATURE.

Esse, vivere, sentire, intelligere.
La matière, la vie, l'instinct, l'âme.
(Ignace de Loyola, *Exercices spirituels.*)

J'ai dit et j'ai répété dans la *Revue des Deux Mondes* et ailleurs, dans des écrits et dans des discours publics, que la nature nous offre quatre ordres de principes d'une essence distincte : l'être simple ou la matière douée de propriétés mécaniques, physiques et chimiques; la vie ou l'organisation dans les végétaux, les animaux et les races humaines; l'instinct et la volonté dans l'animal et dans l'homme; enfin l'âme ou le principe pensant et intelligent dans l'homme seul. En suivant les règles de la méthode expérimentale, qui admet les êtres comme distincts lorsque l'observation nous fait reconnaître en eux des différences fondamentales, j'ai insisté pour faire établir dans la nature quatre règnes, savoir : le règne minéral ou inorganique, le règne végétal possédant la matière et la vie, le règne animal qui joint à ces deux principes celui de l'instinct, et enfin le règne humain ou intellectuel qui, avec les trois principes constitutifs du règne animal, offre encore le principe de l'intelligence ou l'âme, définie expérimentalement ce que possède la race humaine à l'exclusion des animaux. Bien des personnes ont contesté cette classification et ces quatre règnes. D'autres, en les admettant, les ont fait remonter à la forte dialectique des écoles théologiques anciennes. Peu m'importe, pourvu qu'on les admette. Un docte théologien qui a bien voulu m'adresser des renseignemens sur cette importante matière me cite cet axiôme de l'école : *Esse cum mineralibus, vivere cum plantis, sentire cum animalibus, intelligere cum homine* (avoir l'existence pure et simple comme les minéraux, la vie comme les plantes, le sentiment comme les animaux, l'intelligence comme l'homme). J'avais retrouvé ces distinctions sur l'essence des êtres que nous présente la nature bien établies dans les ouvrages

du père Pardies, de la compagnie de Jésus, qui vivait sous Louis XIV. Tout récemment on m'a communiqué les paroles du fondateur de l'ordre lui-même, d'Ignace de Loyola, paroles que j'ai mises en épigraphe. Elles sont précédées dans le texte de quelques phrases encore plus favorables à l'établissement de quatre règnes distincts. Pour ne pas trop faire de latin, je n'en mettrai que la traduction littérale : « Dieu donne aux élémens uniquement d'être, aux plantes, que de plus par la végétation elles vivent, aux animaux, en surplus, qu'ils aient le sentiment, aux hommes enfin, qu'avec tout cela ils possèdent l'intelligence. » Pour ne point empiéter sur le domaine de la métaphysique, je rappellerai aussi que je n'ai prétendu établir que d'après l'observation seule cette distinction entre les quatre principes que nous trouvons dans la nature, et que j'appellerai provisoirement ou définitivement la matière, la vie, l'instinct et l'âme.

Toute théorie étant susceptible d'être exposée par tous les moyens que le génie de l'homme a trouvés pour incarner la pensée, j'ai dû songer naturellement à donner à ma thèse favorite la forme épique d'un mythe en action, comme nos vieilles légendes et celles de l'Inde nous en offrent tant d'exemples. Tout le monde a lu dans la Bible le mythe sacré de nos premiers parens quittant le bonheur pour la science, et dans les brillantes conceptions du génie grec l'âme ou Psyché qui veut porter le flambeau de l'analyse dans la mystérieuse nature de l'Amour, et qui par-là même le fait évanouir. La narration de forme biblique qu'on va lire sera-t-elle ou non à la convenance du lecteur? Ce que j'ai voulu surtout, c'est présenter sous un nouveau jour quelques vues scientifiques, et ce but, si j'en juge par des entretiens de salon, j'espère l'avoir atteint.

Après le combat si fameux des mauvais anges contre les bons, lorsque le principe du bien eut obtenu la victoire sur le principe opposé, Dieu félicita les anges fidèles de leur vaillance et de leur succès, mais il entrevit en eux un sentiment d'orgueil qui leur faisait presque penser que sa toute-puissance avait eu besoin de leur aide pour prévaloir contre le génie du mal. Tout en leur pardonnant ce sentiment de vanité, il se promit de les en corriger sans retard et leur dit : « Pour vous récompenser de votre belle conduite, je vous délègue la puissance créatrice, l'un des attributs exclusifs de la Divinité. Jouissez de l'honneur du suprême pouvoir. »

Les Anges, enchantés d'user d'une telle prérogative, se mirent aussitôt à l'œuvre et donnèrent carrière à leur imagination; mais ils ne parvinrent qu'à reproduire les types déjà créés. C'étaient toujours des intelligences immatérielles qui éclosaient à leur commandement : le monde des esprits purs, de la pensée avec une personnalisation, s'accroissait de plus en plus; mais aucun principe d'une nature distincte ne surgissait. Enfin, lassés d'essayer de faire du nouveau, ils cessèrent des efforts infructueux; mais ils pensèrent tacitement que s'ils n'avaient pas été heureux à inventer des existences nouvelles, cela tenait non pas à leur propre insuffisance, mais bien à l'im-

possibilité de la chose en elle-même. Leur pensée n'échappa pas au souverain maître qui leur dit : « Regardez ! »

Alors Dieu créa d'une seule conception tout le monde matériel. La matière, l'espace et le temps, les trois fondemens de notre monde physique, furent établis. Chaque soleil lança ses feux et sa lumière sur les planètes de son domaine et envoya ses rayons visiter les autres soleils à des distances incommensurables. La voie lactée se forma de soleils sans nombre que la puissance créatrice pourrait seule compter, et dans les profondeurs du ciel d'autres voies lactées s'échelonnèrent comme des nuages de soleils, en aussi grand nombre dans l'espace que les soleils individuels l'étaient eux-mêmes dans chaque voie lactée prise isolément. Les légères comètes voyagèrent au travers des soleils massifs, et sur chaque planète, accompagnée ou non de lunes et d'anneaux, la chaleur et la lumière furent distribuées pour faire les saisons et les climats. Les atmosphères dispensèrent la pluie et les diverses sortes d'arrosement, tandis que dans ces mêmes atmosphères les météores de la foudre, des orages, des vents, offraient un tableau perpétuellement variable. Les masses continentales elles-mêmes, par leurs secousses violentes et par l'éruption des feux souterrains, semblèrent protester contre la solidité inerte qu'on aurait été tenté de leur attribuer : toutes les planètes d'ailleurs étaient encore désertes; la matière seule, le monde inorganique seul existait, n'obéissant encore qu'aux lois de la physique, de la chimie et de la mécanique.

Quant à la stupeur des témoins de cette grande création, on peut se la figurer. C'était, à l'envie près, quelque chose de semblable à ce que nous dit Milton de l'étonnement de Satan contemplant le soleil pour la première fois. Au point de vue des esprits immatériels, une existence nouvelle et tout à fait distincte de l'intelligence était inconcevable. Elle était cependant. La réalité attestait le possible.

Une seconde fois il leur fut donné de créer; mais ils ne produisirent encore que des soleils, des planètes, des amas d'étoiles, des mondes matériels semblables aux premiers. Les limites de l'univers furent prodigieusement étendues par cette espèce de contrefaçon de la création primitive. Tandis qu'ils étaient encore dans la stupéfaction de leur impuissance, le Tout-Puissant donna naissance à une nouvelle existence. C'était le principe de la vie. Il peupla les planètes de végétaux ayant une vie isolée et individuelle, et cette faculté de développement et de reproduction si justement indiquée comme fondamentale dans les livres saints. Cette union de deux principes essentiellement nouveaux l'un et l'autre, et l'individualité des êtres qui en résultaient, le peuple végétal des planètes qui les enveloppa de vie, tout était imprévu pour des esprits sans matière et sans organisation. Je n'ai pas besoin de dire qu'ayant essayé de faire un dernier et vain effort pour créer eux-mêmes des vitalités essentiellement différentes de celles qu'ils contemplaient, ils renoncèrent à l'exercice du pouvoir créateur.

En faisant une pause dans ce récit, j'ai toujours remarqué que l'auditoire

attribuait à la création des esprits imitateurs les plantes de simple agrément. Le rosier était mis dans un rang bien inférieur au blé. Les fruits venaient après les céréales, et les fleurs après les fruits. Puis on mentionnait les espèces analogues dans leur utilité, comme la poire à côté de la pomme, l'abricot près de la pêche, la cerise avec la prune, l'ananas avec la fraise, puis les légumes, à chacun desquels les diverses imaginations assignaient diverses origines, suivant le caractère présumé du sous-créateur. Il est évident que l'auteur de la rose était taxé de coquetterie malgré la pureté de son goût. C'était pis que cela pour l'inventeur de la vigne, et quant aux plantes malfaisantes, on aurait voulu, malgré l'harmonie *nécessaire* de Leibnitz, en laisser la production aux mauvais anges.

La puissance suprême, continuant d'agir, créa les animaux en joignant à la matière et à l'organisme vital la volonté et l'instinct. C'était déjà se rapprocher des êtres d'intelligence pure que de faire éclore des êtres doués de passions et susceptibles de vouloir et d'exécuter leur désir. A la vérité, cet instinct, ces passions étaient des sentimens non intelligens, mais ce n'étaient pas moins de l'orgueil, de la colère, de l'envie, de la jalousie, des affections et de la haine de première qualité, sentimens d'autant plus irrésistibles qu'ils étaient plus aveugles. Ici les témoins de la création n'eurent pas même l'idée de tenter une rivalité impossible. L'immense variété des formes au moyen desquelles le principe de l'instinct avait été attaché à l'organisation et à la matière avait en effet de quoi confondre. Que l'on pense à toutes les tribus d'animaux parcourant la terre, à toutes les espèces d'oiseaux naviguant dans l'air, à toutes les sortes de poissons et de coquillages habitant les eaux, sans compter les amphibies et les êtres qui vivent au sein de la terre, tant d'organisations diverses qui défient le génie classificateur de l'homme, et l'on ne s'étonnera pas que la légion céleste ait été plus occupée à considérer et à admirer qu'à élever des prétentions rivales.

«Ce n'est pas tout, leur dit le Créateur, je vais attacher l'intelligence dont vous êtes fiers à juste titre à un être matériel, vivant et déjà doué d'instinct.» Ayant donc fait l'âme, il l'unit à l'instinct, à l'organisme vital et à la matière, et produisit l'homme. Le principe de la pensée se trouva ainsi soudé à la matière par l'intermède de l'instinct et de la vie organique. De nouveaux êtres intelligens venaient de prendre place dans l'univers. A la création de cette quatrième essence, les anges, devenus tout à fait humbles, demandèrent grâce. Ils craignaient de voir apparaître une existence d'une espèce supérieure à la leur, et ils furent à jamais guéris de tout sentiment de présomption.

La conclusion de ce mythe, c'est qu'on doit reconnaître quatre règnes dans la nature : les minéraux, les végétaux, les animaux et les hommes; qu'il y a dans ce monde quatre principes distincts, dévoilés, reconnus et constatés par l'observation, sans l'aide de la métaphysique, de la philosophie et de la théologie, et d'après les règles les plus simples de l'induction baconienne, qui prescrit, ainsi que la saine logique, de n'identifier deux exis-

tences que quand on a pu faire évanouir toutes les différences qu'on reconnaissait d'abord entre elles. Ainsi jamais avec des substances inorganiques on n'a pu faire des êtres vivans, jamais on n'a vu une plante prendre de la volonté et agir par choix de telle ou telle manière, hors de l'intervention des agens physiques. Jamais un singe ou un éléphant n'a acquis la pensée humaine. Notez bien qu'il peut y avoir dans notre espèce tel être abruti, malade ou mal organisé, qui soit au-dessous de la brute, car avec le plus on peut faire le moins, tandis que le contraire est impossible. Je ne me lasserai jamais de répandre cette théorie, qui me semble jeter du jour sur bien des questions contestées. Ainsi les passions que l'homme partage avec les animaux doivent être classées hors de l'âme et dans l'instinct, ce qui simplifie bien des complications et permet d'étudier les sensations dans leur nature propre, et hors de l'influence du principe de l'intelligence. Un animal, à sa volonté, met en mouvement un de ses membres. Nous suivons le fluide électrique qui, partant de telle ou telle partie de son cerveau, va parcourir les nerfs, contracter les muscles, et, par un système de leviers, faire obéir chaque organe à l'agent de la volonté. Mais qui a déterminé le premier mouvement de l'électricité? Ce principe, quelle en est la nature? Ici se place toute la théorie du magnétisme animal, et il est aussi difficile de la rejeter tout à fait que de l'admettre entièrement. Que croire? Provisoirement il faut savoir ignorer; c'est le plus sûr. Ce principe distinct qui constitue l'instinct n'en reste pas moins établi par l'impossibilité de concevoir une cause non spéciale.

J'aurais voulu m'arrêter ici, après avoir exposé dans ce mythe la création successive des quatre grands principes ou essences de la nature, mais on me demande de reprendre la plume pour le chapitre accessoire intitulé : *Comme quoi les intelligences célestes ne furent pas plus heureuses à organiser le monde qu'elles ne l'avaient été à le créer.* Cette continuation, qui a trait à la puissance qui gouverne l'univers métaphysique, n'a point de rapport direct avec les sciences d'observation, quoique composée à l'occasion de la thèse que Leibnitz soutint avantageusement contre Newton, savoir : que la puissance qui avait produit l'univers devait avoir su l'organiser d'une manière stable, et que le système du monde, contre l'assertion du grand mathématicien anglais, *n'aurait jamais besoin d'une main réparatrice.* Je continue donc notre mythe.

Les hommes ayant été créés, comme il vient d'être dit, Dieu s'adresse à son cortége céleste : « Puisque vous n'avez pas su créer le monde, tâchez au moins de l'organiser. Voici sur une petite planète toute la race humaine avec ses divers âges, ses diverses organisations, ses passions nombreuses, toutes les occupations de la vie individuelle et de la vie sociale; voilà bien des ingrédiens pour composer une vie dont je limite la durée à cent ans au plus. Allez, et traitez vos gens de manière qu'ils ne soient pas trop à plaindre. »

Aussitôt voilà les intelligences célestes qui se partagent l'humanité entière

et qui lui prodiguent des soins empressés et des dons qui n'attendaient pas le désir. Les ambitieux furent d'emblée placés sur des trônes, les avares eurent le choix de l'or ou des pierreries, à moins qu'ils ne convoitassent à la fois l'un et l'autre. Le coquet ou, si l'on veut, la coquette fut installée en face d'un miroir avec des parures sans fin à essayer. L'orgueilleux eut de l'encens à foison, et le poète fut dès sa première pièce de vers de l'Académie française; bref, voilà tous nos gens contens !..... Pas du tout :

> Car, comme notre cœur, jusqu'au dernier soupir,
> Toujours vers quelque but pousse quelque désir,

les humains n'ayant rien à désirer se mirent d'abord à bâiller, puis à murmurer, puis à crier contre cette vie sans épines, mais sans émotions nouvelles, si bien que le suicide décimait rapidement les multitudes, dont le seul malheur était de ne point en avoir. Force fut d'avoir recours au maître suprême, et de lui demander d'arranger l'affaire. « Rien de plus simple, leur dit-il. Vous avez pris pour base de votre organisation la possession et la jouissance, il fallait prendre l'espérance. L'homme occupé à courir après l'objet de ses désirs, et le négligeant après l'avoir atteint pour courir à de nouvelles émotions, trouvera la vie trop courte. » Ce changement, ayant été opéré, produisit l'organisation actuelle de la vie, qui pourrait s'appeler proprement une chasse aux espérances. Les Orientaux, qui ont tout mis en apologues, font par rapport au même sujet le petit conte que voici : « Trois pèlerins montés sur des ânes avaient à faire une longue traite dans le désert. Le premier, très négligent, ne pansa pas sa monture, qui s'arrêta au milieu du jour. Il en fut de même pour le second, qui avait trop bien nourri la sienne, laquelle par suite fut prise d'un coup de sang. Le troisième, plus prudent, pansa modérément son âne, et de plus il réserva une petite botte de foin qu'au moyen de son bâton il tenait en avant de la tête de l'animal. Celui-ci, aiguillonné par l'espoir d'atteindre la pâture, fournit sans trop de fatigue le trajet de la journée. »

Je reviens, en finissant, à l'idée qui me préoccupait en commençant, savoir jusqu'à quel point les vérités et les théories scientifiques sont susceptibles d'être revêtues de formes étrangères à leur simplicité et à leur rigueur naturelles. Tout est bon pour un interlocuteur curieux qui questionne celui qu'il croit en possession de secrets surnaturels et qui ne sont pas accessibles à la foule. Le narrateur est libre de choisir ses convenances de temps, de conversation, d'intérêt excité, enfin même de ce besoin d'émotion qu'éprouve toute réunion où l'entretien vient à languir. Pour un lecteur de sang-froid qui ouvre un livre, les conditions sont bien moins favorables à l'auteur d'un écrit quelconque. Rien n'est périlleux comme l'obligation d'être du goût de tous les esprits. Avec la variété infinie qui les distingue, ce serait admettre l'impossible. Je suis donc consolé d'avance de toute critique portant sur la forme donnée ici à l'exposition des principes que je voulais reproduire, et je répondrai à toute juste observation par cet axiôme malheureusement con-

firmé par l'expérience : Il n'y a que les muets qui ne disent jamais de sottises.

BABINET, de l'Institut.

PUBLICATIONS ALLEMANDES SUR LA FRANCE.

On sait avec quel soin l'Allemagne suit le développement littéraire et politique des divers pays qui représentent les destinées du monde. C'est là peut-être la meilleure part de son originalité. Dans ce travail d'exploration, qui tend à associer tous les peuples civilisés ou plutôt à les rendre de moins en moins étrangers les uns aux autres, les écrivains de l'Allemagne ont marqué leur place au premier rang. Goethe avait assigné ce but à la littérature de sa patrie; elle devait être, disait-il, la littérature centrale, *die Weltliteratur*, et ouvrir un asile commun à toutes les œuvres du Midi et du Nord. Qui pouvait mieux qu'elle servir d'intermédiaire entre les peuples slaves et les nations romanes? Les habitudes studieuses des Allemands, leur esprit cosmopolite, la souplesse de leur idiome, qui sait si bien, grâce aux inversions et à la libre formation des mots, se modeler sur les langues étrangères, tout les désignait pour cette tâche. Le vœu de Goethe a été en partie réalisé; les lettres allemandes, depuis un demi-siècle, se sont empressées d'accueillir toutes les productions de l'esprit humain et de les classer avec une impartialité intelligente. Un seul pays n'avait pu obtenir justice à ce tribunal, et ce pays est la France. Tandis que, des Hindous aux Anglo-Saxons de l'Amérique, tous les peuples trouvaient à Berlin, à Vienne, à Munich, à Dresde, à Leipzig, à Goettingue, à Heidelberg, des juges sans prévention, le génie et les œuvres de la France y étaient l'objet d'une hostilité de parti pris. Il est inutile de rappeler ici les causes de cette malveillance; je suis heureux, au contraire, d'avoir à signaler certains symptômes qui prouvent qu'elle disparaît de jour en jour.

Il y a quelques mois, un critique dont l'autorité va croissant, M. Julien Schmidt, dans son *Histoire de la Littérature allemande au dix-neuvième siècle*, rendait un éclatant hommage aux deux grands siècles littéraires de la France. — Sans Boileau et Voltaire, disait M. Schmidt, qui sait si nous aurions Goethe? — Ces mots sont d'autant plus significatifs, que M. Schmidt, dans le premier de ses écrits, avait jugé Corneille et Racine, Molière et Boileau, Voltaire et Montesquieu, au nom de ce teutonisme altier qui manifestait alors tant de dédain pour les littératures romanes. M. Julien Schmidt est un esprit vigoureux qui a traversé, sans en garder l'empreinte, cette mauvaise école du teutonisme; il habite aujourd'hui des régions plus sereines, il s'est débarrassé des systèmes exclusifs, et n'a plus d'autre passion que celle du vrai et du beau. L'influence des principes de M. Schmidt se fait déjà sentir; on étudie notre histoire littéraire sans prévention aucune, et les époques les plus décriées naguère par Wilhelm Schlegel et ses amis sont interrogées avec respect. Félicitons-nous : les écrivains allemands commencent à lire Corneille et Molière avec une sympathie aussi cordiale que s'il s'agissait des drames indiens de Kalidasa ou des proclamations du monarque égyptien Amasis.

Mais ce n'est pas seulement du XVIIe siècle qu'il est question. Voici des ouvrages consacrés à des époques très distinctes de notre histoire littéraire, et qui attestent également le progrès dont je viens de parler. Ces ouvrages sont de valeur très inégale; je les rassemble ici parce qu'ils nous montrent, à propos du moyen âge, du XVIIe siècle et du siècle de Voltaire, le même sentiment d'impartialité envers la France. Le premier est une étude sur Chrestien de Troyes, par M. W.-L. Holland, professeur de philologie germanique et romane à l'université de Tubingue (1). Si un érudit de Tubingue, il y a vingt-cinq ans, eût écrit un livre sur Chrestien de Troyes, c'eût été pour sacrifier le poète français à Wolfram d'Eschenbach et pour tirer de là des conclusions qu'on devine sans peine. La pauvreté de la poésie française, la supériorité de l'inspiration allemande, voilà le thème, et la dissertation du bibliophile se serait transformée en une déclamation patriotique. Que Wolfram d'Eschenbach, en traitant les mêmes sujets que Chrestien de Troyes, se soit élevé au-dessus de son modèle, que le Perceval allemand, par la force des idées et la conception des caractères, offre bien autrement d'intérêt que le gracieux babil du Perceval champenois, je n'ai nulle envie de le contester; quant aux conclusions que le teutonisme aurait vues dans ce rapprochement, elles sont absolument fausses. La grande littérature au moyen âge, celle qui alimente et inspire toutes les autres, c'est la littérature de la France. Par les troubadours au midi et les trouvères au nord, la France, du XIIe siècle au XVe, a régné sur tous les poètes et les conteurs de l'Europe. M. Holland reconnaît cette originalité créatrice; il signale en particulier l'influence de Chrestien de Troyes sur la poésie allemande, anglaise et flamande du moyen âge. Cette opinion, fondée sur les recherches les plus patientes, mérite d'être consignée; c'est la partie irréprochable de son œuvre. Pourquoi ne puis-je louer également la composition du livre? M. Holland est trop savant, je veux dire qu'il l'est trop à la manière des anciens érudits de l'Allemagne; toutes les lectures qu'il a faites, toutes les notes qu'il a prises doivent prendre place bon gré mal gré dans sa dissertation; il lui coûterait d'en sacrifier une seule. M. Holland appartient à cette école d'érudits qui veut que les échafaudages d'un bâtiment fassent partie du bâtiment lui-même. N'enlevez pas ces poutres, ces planches, ces échelles; il faut que chacun sache comment le maçon est monté jusqu'au toit. Il y a peut-être derrière les échafaudages de M. Holland une construction élégante et commode; malheureusement le seuil est obstrué, et si je parviens à entrer en dépit des obstacles, je ne trouve qu'une lumière douteuse obscurcie par l'appareil extérieur. On devine quel est le désordre produit par le système de M. Holland. A quoi bon connaître si bien toutes les questions relatives à la biographie et aux œuvres de Chrestien de Troyes? à quoi bon demander des renseignemens à la France, à l'Angleterre, à l'Italie, à la Hollande, fouiller toutes les bibliothèques, interroger les manuscrits, comparer les variantes, si tant d'efforts n'aboutissent qu'à laisser dans l'esprit du lecteur une impression confuse? Un de ces écrivains du XVIe siècle qui prenaient plaisir à mettre en prose les longs romans du moyen âge, et sur-

(1) *Crestien von Troies. Eine literaturgeschichtliche Untersuchung*, von dr. W. L. Holland; 1 vol., Tubingue 1854; Paris, Glaeser, rue Jacob, 9.

tout ceux de Chrestien de Troyes, le traducteur de *Perceval le Gallois*, cité par M. Holland, termine ainsi le *prologue* de son récit : « Parquoy à tous auditeurs et lecteurs qui ce traictié liront et orront prie et requiers retenir et réserver le grain et mettre au vent la paille. » M. Holland aurait dû prendre ce conseil pour lui : s'il avait mis au vent la paille et réservé le grain, on n'aurait que des éloges à donner à son livre.

Tandis que le professeur de Tubingue écrivait cette longue et indigeste monographie sur un de nos trouvères du XIIe siècle, un jeune écrivain français publiait une étude sur le poète allemand qui a transformé les œuvres de ce trouvère. *Le Parcival de Wolfram d'Eschenbach et la Légende du Saint-Graal*, tel est le titre de cet ouvrage. L'auteur, M. Heinrich, chargé du cours de littérature étrangère à la faculté des lettres de Lyon, a mieux servi la littérature allemande que M. Holland n'a servi la nôtre. On ne connaît guère l'esprit et le rôle de Chrestien de Troyes quand on a lu jusqu'au bout les dissertations de l'écrivain allemand, avec ces notes bibliographiques sans fin qui ressemblent aux catalogues de la foire de Leipzig; M. Heinrich est aussi net que savant, il néglige les choses inutiles et va droit à son but. Lorsqu'on ferme son livre, on sait exactement ce qu'était Wolfram d'Eschenbach, en quoi consiste l'originalité de son esprit, ce qu'il a fait des légendes du Saint-Graal, quels sont ses rapports avec Chrestien de Troyes, comment le *Parcival* surpasse les *Niebelungen* et reste bien au-dessous de *la Divine Comédie*. Il y aurait sans doute des objections à faire à certaines conjectures de M. Heinrich : on est sûr au moins du terrain où l'on marche, et la discussion est profitable avec un écrivain qui dit nettement ce qu'il veut dire; mais je regretterais de blesser M. Holland par cette comparaison empruntée à la France. Qu'il cherche des modèles en Allemagne, il en trouvera sans peine. L'érudition allemande, depuis quelques années, se préoccupe avant tout de la précision et de la clarté. Une école s'est formée qui ne s'amuse plus comme autrefois aux solennelles frivolités du pédantisme. On écrit pour être lu, on veut être lu pour exercer une action. Les sujets les plus ardus, des sujets réservés naguère aux érudits de profession, l'histoire de l'Orient primitif, celle de l'antiquité grecque et romaine, ont été renouvelés avec un profond savoir et une netteté lumineuse; MM. Max Duncker, Mommsen, Droysen, Schœnmann, Preller, ont voulu que les dernières découvertes de l'archéologie fussent rendues accessibles à la foule. Les écrivains qui s'occupent du moyen âge doivent entrer dans la même voie; sinon, toute leur science sera vaine et mourra dans l'oubli.

M. Adolphe Ebert appartient à l'école où je voudrais voir M. Holland; son érudition est au service d'une pensée, et cette pensée est exprimée avec franchise. Au lieu de rassembler minutieusement ce que des centaines d'écrivains, autorisés ou non, ont écrit sur le sujet qu'il traite, il s'applique à penser par lui-même. Quand il cite, il choisit; ce n'est pas une érudition qui s'étale, c'est une science qui se possède. La question même qu'il s'est posée atteste un chercheur original : quel a été le développement de la poésie dramatique en France au XVIe siècle (1)? Entre les mystères du moyen

(1) *Entwicklungs-Geschichte der Französischen Tragödie, vornehmlich im XVI Jahrhundert*, von Adolf Ebert; 1 vol. Gotha 1856; Paris, Glaeser.

âge et les tragédies du temps de Louis XIII et de Louis XIV, n'y a-t-il pas eu une crise qui explique la différence absolue de ces deux théâtres? Le drame romantique et la tragédie classique ne se sont-ils pas disputé la scène? quels ont été les incidens de la lutte? quand, comment, par qui a été remportée la victoire? Voilà un problème bien formulé; pour le résoudre, l'auteur parcourt rapidement le moyen âge et la renaissance, et arrive à cette seconde moitié du XVIe siècle où commence la vraie littérature moderne. Les mystères du moyen âge, peu à peu transformés, avaient laissé des traces dans la littérature; d'un autre côté, l'esprit de la renaissance, avec la *Cléopâtre* de Jodelle, annonçait un art nouveau. Ces deux traditions, qui se perpétuent confusément après les poètes de la pléiade, semblent bientôt se confondre. L'élément romantique transmis par le naïf théâtre du XIIIe siècle, l'élément classique importé par la renaissance apparaissent simultanément chez les mêmes écrivains. On voit des poètes composer des tragédies à l'imitation de Sénèque, et à côté de cela des tragédies inspirées de la Bible, espèce de transformation savante des vieux mystères. La tradition non classique se révèle plus manifestement encore dans les tragi-comédies empruntées presque toutes aux romans italiens ou aux pastorales espagnoles. Quelquefois même le théâtre ose s'attaquer à des sujets contemporains, comme dans ce drame intitulé *la Sultane*, qui représentait le Philippe II de la Turquie, le conquérant de Belgrade et de Rhodes, le vainqueur de Mohacz, Soliman II, faisant périr par jalousie son fils Moustapha. Cette catastrophe avait eu lieu en 1553; sept années après, du vivant même du sultan Soliman, et malgré l'alliance de la France et de la Turquie, le poète Bounin faisait jouer son œuvre devant Catherine de Médicis, donnant ainsi à l'histoire ottomane une sorte de droit de cité sur la scène et frayant la route au *Bajazet* de Racine. M. Ebert suit avec beaucoup de précision et de finesse ces vicissitudes de l'esprit littéraire; il les explique par les événemens de l'époque, par les transformations de la société, par mille incidens curieux qu'il a su rassembler et choisir. C'est surtout le poète Garnier qui représente pour lui cette courte période où les deux élémens opposés, celui du moyen âge et celui de la renaissance, coexistent sans se combattre; l'auteur d'*Hippolyte*, des *Juives*, de *Bradamante*, passe tout naturellement de Sénèque à la Bible, et de la Bible aux romans italiens. Seulement Garnier n'est pas un poète assez autorisé pour établir à jamais cette liberté du théâtre. Après lui, la confusion recommence, et du sein de cette confusion entretenue par Alexandre Hardy, continuée par Théophile, la lutte va s'engager enfin entre le drame du moyen âge et la tragédie à la Sénèque. Quand Corneille paraît, la question est posée. L'insouciance de Garnier est devenue impossible, il faut choisir son drapeau.

M. Ebert a réussi à dire des choses nouvelles et justes sur cette première période de Corneille, aujourd'hui si complétement élucidée. Il montre fort bien ce qu'était alors le romantisme de ce poète, qui disait hardiment dans la dédicace de *la Suivante* (1635) : « Puisque nous faisons des poèmes pour être représentés, notre premier but doit être de plaire à la cour et au peuple, et d'attirer un grand monde à leurs représentations. Il faut, s'il se peut, y ajouter des règles, afin de ne déplaire pas aux savans et de recevoir un applaudissement universel; mais surtout gagnons la voix publique!... » Plaire au peuple, et, s'il se peut, ne pas déplaire aux savans, chercher l'action,

l'intérêt, la vie, et *y ajouter des règles*, telle était la poétique de Corneille à l'heure où il préparait *le Cid*. Cependant, au moment où il parlait ainsi, le parti des règles devenait chaque jour tout-puissant. Le génie dominateur de Richelieu, la création de l'Académie, une réaction instinctive du goût public contre les désordres d'Alexandre Hardy et de son école, la mode enfin, dont il faut bien tenir compte chez une nation ardente et mobile, mille causes assuraient la victoire à la tragédie régulière. C'est précisément en 1635 que cette victoire fut remportée, non pas sur la scène par quelque grand chef-d'œuvre, mais sur le terrain de la théorie et dans le champ-clos de l'opinion. Les comédiens, attentifs à suivre le goût dominant, ne voulaient plus jouer que des pièces parfaitement conformes aux lois de l'unité. Un certain La Piralière, dans une brochure satirique intitulée *le Parnasse*, nous montre tous les jeunes poètes, tous les *dilettanti* de l'époque, abandonnant les épîtres et les sonnets pour fabriquer des tragédies; ils assiégent les portes du théâtre, arrêtent les acteurs au passage, offrent leurs manuscrits, et pour se recommander aux princes et aux princesses de la scène, ils affirment qu'ils ont observé toutes les règles d'Aristote, — peut-être même quelques autres auxquelles Aristote n'avait pas songé. Cette curieuse satire est de 1635; or en 1538 un adversaire des trois unités, le dramaturge d'Urval, dans un *discours* qui précède sa tragédie de *Panthée*, dit expressément que les partisans des règles sont depuis trois ans les maîtres de la scène et de l'opinion. On comprend mieux, grâce à ces détails, quelle émotion dut produire *le Cid*. M. Ebert raconte cet épisode avec intérêt; seulement il a tort de croire que Corneille, après sa victoire, contraint par l'Académie, soumis par Richelieu, et obéissant décidément aux transformations du goût français, ait renoncé à ses brillantes témérités pour consacrer à jamais la tragédie classique dans *Horace* et *Cinna*. Le romantisme cornélien éclate à travers toute la carrière du poète; il ne serait pas difficile d'en indiquer les traces dans la libre composition d'*Horace*, de *Cinna*, de *Polyeucte*, mais surtout il suffit de citer *Don Sanche* et *Nicomède* pour rappeler à M. Ebert ce qu'il n'eût pas dû oublier. En général, pour tout ce qui précède l'apparition de Corneille, le travail de M. Ebert est excellent; son jugement sur l'auteur du *Cid*, c'est-à-dire la conclusion même, renferme de graves erreurs. Je n'hésite pourtant pas à signaler ce livre comme l'un des meilleurs que l'histoire littéraire ait produits en Allemagne dans ces dernières années.

Avec M. Jürgen Bona Meyer, nous passons des questions littéraires du XVIIe siècle aux problèmes philosophiques et sociaux du XVIIIe. M. Bona Meyer a pensé que ce serait une œuvre utile et neuve de prononcer enfin un jugement impartial sur Voltaire et Rousseau (1); il lui a paru qu'aujourd'hui encore, en France comme en Allemagne, les deux chefs du mouvement intellectuel du dernier siècle n'avaient que des admirateurs de parti pris ou des détracteurs aveugles. Il a interrogé la plupart des travaux récemment consacrés à l'auteur de *Candide*, à l'auteur du *Contrat social*, et dans les meilleures de ces études il a cru retrouver les traces des passions

(1) *Voltaire und Rousseau in ihrer socialen Bedeutung dargestellt*, von Jürgen Bona Meyer; 1 vol. Berlin 1856; Paris, Glaeser, rue Jacob, 9.

d'autrefois. Mettre Voltaire et Rousseau en face de leur époque, expliquer leurs écrits par les circonstances qui les virent naître, les juger d'après les services qu'ils ont pu rendre et non au point de vue de nos idées, si différentes des leurs, tel est le programme que M. Bona Meyer s'est proposé de remplir. Dirai-je qu'il a réussi? C'est assez de louer ici l'intention; si le livre que j'ai sous les yeux répondait complétement à la pensée qui l'a dicté, l'auteur eût écrit un chef-d'œuvre, un chef-d'œuvre de sagacité et de justice que l'Europe attend encore et attendra longtemps. Il y a de bonnes parties dans le travail de M. Bona Meyer, mais que de lacunes sur des points importans! A propos de Voltaire par exemple, M. Meyer néglige de marquer avec précision les différentes phases de son rôle; il se contente de généralités, c'est-à-dire d'à-peu-près, qui donnent à ses conclusions un caractère banal. Il est parfaitement exact de dire que l'amour de la tolérance a été, avec la haine du fanatisme, la principale inspiration de Voltaire, il est tout à fait hors de doute que la foi de Voltaire était le déisme, la religion naturelle, et qu'il a maintes fois bafoué les matérialistes et les athées de son temps; mais comment expliquer les contradictions sans nombre de son esprit? Comment expliquer qu'un homme si prompt à ressentir comme une injure personnelle toutes les atteintes à la liberté de la conscience ait si souvent et d'une façon si cruelle manqué de respect au genre humain? Comment concilier son déisme, son amour de l'humanité, avec ce désolant pessimisme qui outrage à la fois Dieu et l'homme? M. Meyer a fait, comme certains savans de son pays, qui, à l'aide de quelques formules, ont la prétention de rendre compte de tout; il avoue trop humblement que ces contradictions sont pour lui d'insolubles énigmes. Je crois qu'avec une étude plus attentive, il serait parvenu à les expliquer; mais ce sujet ne l'attirait pas, il aimait mieux mettre en lumière tout ce qu'il y a eu de généreux et de sensé dans l'œuvre du grand agitateur. M. Meyer a beau parler d'impartialité, il se préoccupe involontairement de faire la leçon à son pays, il veut redresser les jugemens de l'Allemagne sur Voltaire et Rousseau.

En Allemagne, depuis près d'un siècle, Voltaire a toujours été sacrifié à Rousseau; M. Bona Meyer a relevé Voltaire aux yeux de l'Allemagne, et, sans sacrifier absolument Rousseau, il a montré qu'on admire chez lui des principes qui ne sont pas les siens. Un homme qui a eu aussi ardemment et plus constamment que Voltaire le sentiment de l'humanité et du progrès, Lessing, disait de l'auteur de l'*Essai sur les Mœurs* : « Ce qu'il a fait de bon n'est pas neuf, ce qu'il a fait de neuf n'est pas bon. » Cette sentence, plus spirituelle que juste, devrait être rectifiée; il fallait prouver que l'originalité de Voltaire n'est pas dans telle ou telle idée qu'il a émise, mais dans l'ardeur de son prosélytisme. Voilà ce que M. Meyer a compris, et c'est pour cela qu'il a insisté avant tout sur cette prédication de tolérance et d'humanité qui demeurera en définitive, malgré tant de contradictions fâcheuses, le titre le plus sérieux de Voltaire. L'étude de M. Meyer, très insuffisante pour nous, est donc utilement conçue pour l'Allemagne. M. Meyer voudra sans doute compléter un jour son travail; il aura soin alors de suivre Voltaire d'année en année, il signalera les périodes diverses de son rôle, il recherchera ce qu'était la société française à l'heure où débuta le jeune poète, quelle éducation pernicieuse il avait reçue de son parrain l'abbé de Château-

neuf, et plus tard quels exemples, quelles excitations il avait puisés auprès de l'abbé de Chaulieu et du prieur de Vendôme. Ce vif et mobile esprit, qu'on a rendu trop responsable de la corruption de son siècle, avait été corrompu lui-même dès la première heure par les débauches de la régence, et du sein de cette corruption il s'était élevé à des principes d'humanité, à une foi philosophique et déiste, très incomplète, il est vrai, mais bien supérieure aux doctrines de ce misérable temps. Ces deux inspirations, l'une sensuelle et impie, l'autre élevée, humaine, généreuse, éclatent pour la première fois dans cette étrange et douloureuse pièce, *le Pour et le Contre*, dédiée à Mme de Rupelmonde. Ce *pour* et ce *contre*, c'est-à-dire ces deux esprits absolument opposés, on les verra lutter sans cesse dans la longue carrière de Voltaire. Tantôt c'est l'impiété qui l'emporte, tantôt le sentiment de la dignité humaine. Pourquoi ces alternatives? D'où vient que Voltaire a composé *Candide?* d'où vient qu'il écrit le 8 février 1768 : « Pour moi, qui ai trop vécu et qui suis près de finir une vie toujours persécutée, je me jette entre les bras de Dieu, et je mourrai également opposé à l'impiété et au fanatisme? » La biographie de Voltaire mise en regard de son temps peut seule répondre à ces questions. Telles sont les recherches que doit s'imposer M. Bona Meyer s'il veut combler les lacunes de son œuvre.

L'étude sur Jean-Jacques Rousseau est aussi composée en vue du public germanique beaucoup plus qu'au nom de la vérité définitive. Rousseau, qui a eu tant de disciples au XVIIIe siècle parmi les philosophes et les moralistes prédécesseurs de Kant, passe encore en Allemagne pour l'instituteur de la démocratie; M. Meyer a voulu montrer ce qu'était la démocratie de Jean-Jacques, et il n'a pas eu de peine à prouver, *le Contrat social* en main, que Rousseau, après avoir déclaré la démocratie impossible, applique cependant à sa cité imaginaire l'inévitable conséquence de la démocratie, le despotisme de l'état. Comment l'auteur de la *Profession de foi du Vicaire savoyard* en vient-il à détruire toute liberté de conscience? M. Meyer, en expliquant ces contradictions, s'est rencontré plus d'une fois avec M. Saint-Marc Girardin, bien qu'il ne connût pas encore les pages récentes insérées ici même par cet ingénieux publiciste. M. Meyer a donc rectifié sur plusieurs points l'idée qu'on se faisait au-delà du Rhin de l'auteur de *l'Émile* et du *Contrat social;* quant au Rousseau complet, au tribun du spiritualisme, à l'homme dont les paradoxes enflammés réveillèrent la France du XVIIIe siècle, ne le cherchez pas dans le livre de M. Meyer. M. Meyer (et il n'est pas le seul qui ait commis cette faute) ne paraît pas se souvenir que Rousseau a osé parler de Dieu à un siècle impie, de liberté et de vertus sociales à des gentilshommes désœuvrés, comme il a parlé des enchantemens de la nature aux salons dédaigneux et frivoles. Pauvre grand homme! il est facile aujourd'hui de flétrir les hontes de sa vie, de réfuter les erreurs de ses livres; n'oublions pas cependant qu'il a relevé le spiritualisme et ranimé une société mourante. M. Meyer ne songe pas assez à tout cela, c'est le principal reproche que je lui adresse. Ce livre n'en est pas moins une œuvre fort estimable, et bien que l'auteur l'ait écrit trop spécialement pour l'Allemagne, il a droit aussi aux remerciemens de la France. SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

V. DE MARS.

MARTHE

DEUXIÈME PARTIE.[1]

VII.

La joie et la confiance inspirées à Manuel par la visite de Marthe n'avaient pas été de longue durée. Elle avait à peine quitté sa chambre depuis quelques instans, que le doute le torturait de nouveau. L'excitation cérébrale qui en résulta vint compliquer très gravement son état. Une fièvre ardente se déclara. Les événemens des jours précédens, transfigurés par le délire, se combinaient de mille façons dans sa tête malade. Quelquefois il causait avec Marthe comme si elle eût été présente; d'autres fois il se dressait sur son lit, et fixant sur Juan un œil hagard, il lui disait d'une voix creuse et terrible : — Sais-tu qu'elle est allée voir George? — Ou bien il saisissait sa main et lui répétait plusieurs fois de suite avec l'accent de la démence : — Crois-tu qu'elle m'aime? crois-tu qu'elle m'aime? — ce à quoi le pauvre Juan ne savait que répondre.

Le médecin, qui, le premier jour, avait exagéré le danger de la blessure de Manuel pour se procurer la gloire d'une cure merveilleuse, mais qui savait très bien au fond qu'elle n'avait aucune gravité, ne comprenait rien à ce qu'éprouvait son patient, et après lui avoir vainement administré toutes les potions calmantes et toutes les pilules soporifiques en usage à B..., il finit par avouer franchement son embarras. Juan, désolé, ne vit plus qu'une chance de sauver son ami, et cinq jours après la visite de Marthe il partit un soir pour

(1) Voyez la livraison du 1er janvier.

Cernan, bien décidé à avoir avec Mlle de Montbrun une explication catégorique.

La détermination de Juan était moins étrange de la part d'un Espagnol qu'elle ne l'eût été de la part d'un Français. Les affaires de cœur se traitent en Espagne, quand il s'agit d'une jeune fille, avec une franchise dont nous n'avons pas l'idée. La plupart des jeunes Espagnoles ont un adorateur en titre qu'elles décorent, souvent assez gratuitement, du titre de *novio*, fiancé. Leur amour n'est un secret pour personne; elles en entretiennent sans cesse leurs amies, l'affichent publiquement, et écrivent même à leurs amans sans trop s'en cacher. Comme c'est l'usage en France d'attendre qu'une femme soit mariée pour lui faire la cour, bien des gens trouveront cela très immoral: nous nous permettrons cependant, d'avancer qu'il y aurait d'assez bonnes raisons à donner en faveur du système de nos voisins.

Juan n'avait aucune des qualités du diplomate. Il aurait donc très probablement échoué dans la mission qu'il s'était confiée à lui-même, s'il n'avait pas eu le cœur de Marthe pour complice. Elle eut l'adresse de se ménager un tête-à-tête avec lui, au milieu d'un salon où plus de douze personnes se trouvaient réunies; ce fut elle aussi qui lui adressa la première question sur Manuel. Juan ne s'en aperçut pas et se crut très habile, ce qui l'enhardit. Il rencontra des mots éloquens pour peindre les angoisses de son ami. Marthe se troubla. Avec l'audace qu'ont parfois les gens timides, quand une grande émotion les fait sortir de leur caractère, il osa enfin lui dire : — Puis-je affirmer à Manuel que vous l'aimez? — Elle répondit très distinctement : Oui. Il fut ensuite convenu entre eux que Juan viendrait de temps en temps au château pour donner à Marthe des nouvelles de Manuel. Le bon *hidalgo* repartit quelques instans après cette conversation, enchanté de lui-même et encore plus de Marthe, à laquelle il trouvait une âme vraiment espagnole, ce qui était pour lui l'idéal de la perfection.

Comme Juan l'avait admirablement pressenti, le traitement moral auquel il soumit Manuel, dès qu'il eut la certitude de l'amour de Marthe, fut mille fois plus efficace que les recettes pharmaceutiques du docteur. Au bout de quelques jours, le malade était tout à fait hors de danger. Bientôt il put écrire à Mlle de Montbrun : Juan fut chargé de faire parvenir les lettres au château et d'en rapporter les réponses de Marthe, car Marthe n'hésita pas à répondre. Les visites de Juan à Cernan devinrent presque journalières. Il n'y alla d'abord que par dévouement à son ami; mais un motif tout personnel, dont nous parlerons en temps et lieu, se mêla bientôt à ce premier sentiment.

Manuel, entré en pleine convalescence et sûr d'être aimé, jouit de

ce bonheur à peu près complet que l'homme ne connaît que dans les rares instans où une impossibilité absolue d'avancer dans la vie s'associe à un état moral heureux; dès qu'on marche, on se blesse inévitablement aux pierres dont la route est semée. Il ne pouvait voir Marthe, mais il savait qu'il la verrait bientôt et qu'elle attendait ce moment avec impatience. C'était assez pour vivre au ciel. Une lettre d'elle vint le consterner. Par une fatalité inconcevable, l'abbé, qui depuis cinq années ne s'était pas absenté un seul jour, projetait, lui écrivait-elle, de partir très prochainement pour Paris, où son ami intime, zélé missionnaire que les Japonais avaient cruellement maltraité, venait se faire soigner. Manuel crut tout perdu. Plus de ces longues séances dans la bibliothèque, pendant lesquelles il s'était vu si souvent par la pensée assis près de Marthe, tous deux lisant dans le même livre, et par une communication mystérieuse s'arrêtant à la même phrase, se cherchant des yeux au même mot. Plus de ces promenades où le bras de Marthe devait s'appuyer sur le sien, leurs pieds fouler la même touffe d'herbe, leurs regards se fixer sur le même nuage, sur la même fleur. Il avait senti et aperçu tout cela en imagination; fallait-il renoncer à la réalité? Serait-il condamné à ne plus la voir que dans un salon comme tout le monde, à lui adresser de banales paroles, aujourd'hui qu'il pouvait lui dire qu'il l'aimait? Combien il regrettait les heures qu'il avait perdues autrefois près d'elle! Les plus ravissantes heures de la vie, celles où l'on s'aime sans se le dire, dans son aveugle douleur, il les appelait des heures perdues!..

Il se passe quelquefois en nous un phénomène analogue à celui que tout le monde a mille fois observé dans le ciel. Un nuage dont les contours semblaient précis, arrêtés, présente au bout de quelques minutes un aspect absolument différent, sans que nos yeux attachés sur lui aient pu rien saisir des phases diverses de cette transformation. Manuel croyait encore pleurer la ruine de ses projets et de ses rêves, quand déjà de nouveaux projets et de nouveaux rêves les avaient remplacés dans son esprit. Au lieu de se voir près de Marthe dans la bibliothèque, et de parcourir avec elle la fraîche vallée dont la flore était le sujet habituel des études de l'abbé, il voyait Mlle de Montbrun entrer dans la chaumière de Catherine, et s'asseyait avec elle sur quelque rocher battu par la mer. Il ne doutait pas qu'il n'eût le pouvoir de déterminer Marthe à ces entrevues; mais il y pressentait néanmoins de grands obstacles, quand il analysait les habitudes des habitans de Cernan avec la minutieuse prévoyance qu'on apporte, en certains cas, dans les plus petites choses. Les plus petites choses! Saurait-il exister relativement à l'homme de grandes et de petites choses, quand il est constant qu'il ne peut y avoir pour lui

dans les choses, que ce qu'il a su y mettre de ses sentimens et de ses idées?

La distance qui séparait le château de la petite ville effrayait par-dessus tout Manuel; moins d'un quart d'heure après la réception de la lettre fatale, il était irrévocablement arrêté dans sa tête que, dès qu'il pourrait quitter sa chambre, il s'établirait dans les environs de Cernan. Où irait-il? — Il n'en savait rien; mais dût-il habiter le tronc creux d'un vieil arbre, la fente d'un rocher, il était résolu à se rapprocher de Marthe.

Le hasard semble mettre quelquefois une invraisemblable bonne volonté à arranger nos affaires. Au moment où Manuel se torturait l'imagination pour découvrir la probabilité d'un abri dans les environs de Cernan, un vieux pêcheur, compagnon habituel de Juan dans ses expéditions nautiques, entra dans l'appartement où se trouvaient les deux amis. Il venait annoncer à Juan qu'il partait le lendemain pour Concarneau. C'est un usage traditionnel parmi les pêcheurs du Finistère de se louer, hommes et bateaux, à quelque propriétaire de *presse* (on appelle ainsi les établissemens dans lesquels on prépare les sardines) pendant tout le temps que le petit poisson qu'on pourrait appeler justement la manne de la Bretagne séjourne sur les côtes de cette province. Concarneau est renommé pour ses *presses*.

Dès la première phrase du pêcheur, Manuel releva vivement la tête. Cet homme habitait seul une chaumière bâtie à deux cents pas de celle de Catherine. Jamais la colonnade du Louvre ne se promena dans les rêves d'un prétendant au trône de France dorée de reflets aussi fantastiques que ceux dont la misérable cahute du marin s'illumina en cet instant pour Manuel. A peine osa-t-il espérer qu'il consentirait à la lui louer, et ce fut en tremblant qu'il hasarda cette proposition. Le bonhomme crut tirer très habilement parti des circonstances en demandant trois francs par mois de son immeuble. Manuel lui donna immédiatement une pièce de vingt francs que le pêcheur fut tenté de croire fausse, tant cette générosité lui sembla exorbitante. Le lendemain, Manuel se faisait dire le matin par son médecin que les bains de mer lui seraient très salutaires dans une quinzaine de jours, et le soir il donnait des ordres à Catherine pour son installation future.

Si le goût de la paysanne avait seul présidé à la décoration de la chaumière, il est plus que probable que Manuel en aurait trouvé l'aspect peu séduisant; mais, dès que Marthe eut connaissance de ce projet, elle prit la direction de tous les changemens à opérer pour faire d'une chaumière bretonne un lieu habitable : entreprise difficile, dans laquelle elle réussit complétement.

Elle commença par faire reléguer au grenier le mobilier du pêcheur; puis on couvrit les murs, jadis blanchis à la chaux, d'un badigeon gris perle, dont les tons doux se mariaient parfaitement avec les stores de perse rose qu'on suspendit aux fenêtres, heureusement plus grandes que ces ouvertures ne le sont d'ordinaire en Bretagne. Une natte fut posée sur la terre battue qui tenait auparavant lieu de parquet. La chaumière se divisait en deux pièces. Dans la première, destinée à servir de salon, Marthe fit remplir d'arbustes en fleurs une cheminée beaucoup plus vaste que la plupart des chambres à coucher parisiennes, qui se trouva ainsi transformée en serre. Un divan et quelques fauteuils, recouverts aussi en perse rose, complétèrent l'ameublement. Marthe glissa dans les tiroirs d'une table à écrire le porte-plume et les crayons dont elle se servait habituellement, et fit accrocher aux murs quelques remarquables études faites par elle d'après nature. Avec quel plaisir elle rangea sur de rustiques étagères les livres qu'elle aimait elle-même et ceux que Manuel aimait! Quelle coquetterie elle mit à grouper ses fleurs, de manière à en faire ressortir toutes les nuances, la veille du jour où il vint prendre possession de son nouveau domicile!

Marthe avait recommandé un silence absolu à Juan et à Catherine. Tous deux lui avaient scrupuleusement obéi. Rien ne trahissant au dehors le luxe de la chaumière, Manuel, au moment d'y entrer, croyait retrouver le gîte obscur qu'il avait entrevu autrefois. Au premier coup d'œil qu'il y jeta, il se retourna vers Juan et vers la paysanne qui l'accompagnaient avec un visage si stupéfait, que Juan, qui ne riait pas souvent, en vrai Castillan qu'il était, laissa échapper un franc éclat de rire.

— Qui donc a installé cela? dit Manuel en hésitant un peu, car il avait très bien compris que ce ne pouvait être que Marthe.

— Ah! vous savez bien qui, dit la paysanne d'un air fin; est-ce qu'une autre aurait eu la patience d'arranger toutes ces niaiseries-là?

Resté seul, Manuel fut plusieurs fois tenté d'embrasser tous les objets contenus dans la chambre, et les murs eux-mêmes, tant ce qui l'entourait lui semblait imprégné de Marthe!

VIII.

Ce fut un beau jour pour Marthe et pour Manuel que celui où ils se revirent pour la première fois devant la chaumière de Catherine. On croit peut-être qu'en s'abordant ils se parlèrent de leur amour : non, ils s'entretinrent de la beauté du temps, du bleu foncé du ciel, du calme parfait de la mer qui s'étendait à l'infini devant eux; mais

c'était d'une voix tremblante qu'ils s'adressaient les phrases banales que répètent chaque matin les habitués des bains de mer. En les prononçant, Manuel était d'une pâleur effrayante; Marthe était rouge et avait les yeux pleins de larmes. Ils s'assirent sur un banc de bois et jouèrent avec les enfans de Catherine, que Marthe garda bien plus longtemps près d'elle qu'elle ne l'eût fait en toute autre circonstance. Ils s'étaient pourtant mille fois écrit qu'ils s'aimaient, ils se l'étaient écrit dans les termes les plus passionnés; mais l'homme est ainsi : toute situation nouvelle l'étonne, et le moindre changement dans la forme semble pour lui emporter le fond, d'où l'incommensurable puissance des usages établis et des symboles, quels qu'ils soient.

Peu à peu cependant leur conversation devint plus intime; Manuel remercia Marthe des soins qu'elle avait pris pour embellir sa demeure, et lui dit avec effusion le bonheur qu'il éprouvait à lire des pages déjà lues par elle, à écrire avec la plume dont il l'avait vue se servir tant de fois. Une larme qui brillait depuis longtemps entre les cils de Marthe roula sur sa joue; Manuel prit sa main et la serra. A partir de ce moment, toute contrainte cessa entre eux. La fleur qui s'entr'ouvre est trahie par son parfum; les pleurs trahissent chez l'homme l'ouverture du cœur.

De quoi parlèrent-ils? de quoi ne parlèrent-ils pas! Ils se racontèrent longuement les ennuis de leur existence passée; ils étaient si malheureux alors, ils ne s'aimaient pas. Ils revinrent sur les circonstances de leurs premières entrevues. Une interminable discussion s'engagea entre eux pour savoir lequel des deux avait aimé le premier. Manuel avait déjà tranché la question en sa faveur en écrivant à Marthe qu'il l'avait aimée toujours. Il prétendit ensuite se rappeler, à une épingle près, la toilette que Marthe portait la première fois qu'il l'avait aperçue. Il fit assez heureusement la description de la robe et de la coiffure, mais il se trompa sur la nuance d'un ruban. Il fut ainsi prouvé qu'il ne savait pas distinguer le bleu du lilas, et Marthe lui donna immédiatement une leçon sur les couleurs à l'aide d'un de ces charmans petits œillets, si parfumés, qui poussent dans le sable, et d'une fleur de bourrache cueillie dans le jardinet de Catherine. Des couleurs ils passèrent à la botanique, de la botanique à Dieu, qu'on peut oublier dans une chambre, mais qui parle si haut par les voix multiples de la nature, que l'homme, vibrant au souffle de la vie commune, sent involontairement le grand nom monter de sa poitrine gonflée à ses lèvres, dès qu'il se trouve en face d'elle. Puis Manuel confia à Marthe ses vastes projets pour la régénération de la société espagnole, projets dont les conséquences devaient s'étendre à l'Europe entière. Elle écoutait tout et croyait tout. Elle interrompit cependant Manuel pour lui raconter que sa

tante lui avait dit le matin même qu'elle désirait vivement la voir épouser le fils de son amie, le marquis de Rosbac. Elle l'avait oublié jusque-là. Elle en parla en riant; elle pensait que cette fois, comme tant d'autres, sa tante la laisserait parfaitement libre. D'ailleurs, quand Manuel se sentait une force à bouleverser le monde, quand elle voyait déjà la grandeur et la gloire de celui qu'elle aimait éclipser toutes les autres gloires et toutes les autres grandeurs, quelle importance pouvait-elle attacher à la volonté de deux vieilles femmes et à l'élégant danseur qu'on appelait le marquis de Rosbac? Que pouvait être en ce moment pour elle la société avec ses calculs et ses entraves? Elle était seule avec Manuel, assise près de lui, pouvant mettre pour la première fois toute son âme dans un mot, toute sa vie dans un regard, heureuse de lui parler, heureuse de l'entendre, heureuse de le voir, et plus heureuse encore dans les instans où, les paupières baissées et les lèvres muettes, elle oubliait l'univers et l'oubliait lui-même, pour contempler l'infini dans son cœur. L'infini ne semblait-il pas encore se laisser entrevoir partout autour d'elle? Aussi loin que l'œil pouvait s'étendre, rien qu'une plage blanche et sans limite; au-dessus de sa tête, un ciel d'un azur uniforme, et devant elle la mer immense, dont les vagues, arrondissant mollement leur cime, venaient mourir à ses pieds en murmurant, comme pour lui dire : « Si on vous persécute ici, si cette terre vous est impitoyable, confiez-vous à nous! Nous nous jouons des lois et des barrières des hommes, et nous vous porterons vers des régions où l'on peut aimer. »

Il fallut enfin se séparer. Manuel voulut accompagner Marthe aussi loin que cela se pouvait sans trop d'imprudence. Il était deux heures du soir, et on était à la fin de juillet. Pour trouver un peu d'ombre, ils entrèrent dans une prairie entourée d'arbres comme toutes les prairies bretonnes, où erraient un grand nombre de vaches et quelques taureaux; l'un d'entre eux leur barrant le passage, Marthe, au lieu de faire un circuit, l'écarta doucement avec son ombrelle. — Je ne vous permettrai pas de faire cela en Espagne, dit Manuel; chez nous, ces animaux sont terribles.

Cette simple phrase, la dernière que Manuel prononça avant de la quitter, résonna délicieusement aux oreilles de Marthe. Il lui sembla que Manuel venait de prendre possession de sa vie. Elle n'aurait plus désormais ni le droit de se diriger elle-même, ni la préoccupation de se défendre du danger; c'était lui qui lui donnerait des ordres, lui qui la protégerait, en France, en Espagne, partout.

Des entrevues semblables à celles que nous venons de raconter se renouvelèrent presque chaque jour. Tous les matins, Catherine allait à Cernan pour apprendre de Marthe à quelle heure elle pourrait se

rendre dans sa chaumière, et Manuel en était immédiatement informé. C'était d'ordinaire vers le milieu de la journée que Mlle de Montbrun trouvait moyen de quitter le château. De tout temps elle s'était réservé quelques heures pour l'étude, et on s'inquiétait peu de savoir si elle les passait dans sa chambre, dans la bibliothèque, ou dans un pavillon rustique dont elle s'était attribué la jouissance exclusive.

La chaumière de Catherine était sombre, et, il faut l'avouer, assez sale. Le sable de la grève, chauffé depuis le matin par le soleil, brûlait les pieds et aveuglait par ses blanches réverbérations. Marthe et Manuel furent forcés de demander un abri aux rochers du rivage. Après bien des recherches, ils découvrirent une sorte d'enfoncement qui leur parut former un charmant salon naturel. Des plantes saxifrages, entremêlées de bruyères rouges, en tapissaient les parois. Au fond, un bloc de granit brisé pouvait servir de banc, et les pieds s'enfonçaient dans un sable d'une extrême finesse, semé de coquillages et de paillettes de mica qui brillaient comme des diamans. De bizarres entassemens de roches grises dérobaient aux regards ce gracieux repli du rivage, que quelque mouette fatiguée d'un long voyage ou quelque goëland curieux visitait seul de temps en temps.

Ce fut là que Marthe prit ses premières leçons d'espagnol dans les œuvres de Zorrilla et d'Espronceda. Ces poètes parlent magnifiquement de l'amour. Elle les lut avec enthousiasme. Jamais aucun poète français n'avait produit sur elle une telle impression. Des mots nouveaux à notre oreille, vierges de toutes les acceptions banales ou ridicules du langage vulgaire, prêtent toujours un charme immense aux idées et aux sentimens, quels qu'ils soient; mais quand le sentiment exprimé est pour nous aussi nouveau que les mots qui l'expriment, et que ce sentiment est l'amour, alors plus que jamais la poésie nous apparaît comme une révélation d'un monde supérieur, comme une note de la grande harmonie, comme un accord de l'hosanna éternel que les archanges chantent devant le trône de Dieu.

Après l'étude venaient des rêves sans fin d'avenir et d'amour; des rêves, pas de projets, leur position ne leur permettait pas d'en faire. Il était cependant arrivé à Marthe ce qui nous arrive à tous, quand nous sommes sous l'empire d'une préoccupation unique. Depuis qu'elle avait décidé dans son cœur que sa vie était indissolublement liée à celle de Manuel, elle avait oublié les obstacles qui lui semblaient auparavant invincibles. Quand, comment obtiendrait-elle de sa tante la permission de l'épouser? Elle n'en savait rien, mais elle ne doutait pas de la possibilité de l'obtenir. Pour parler de Manuel à la baronne, elle attendait le départ de la marquise de Rosbac, le rappel de Manuel en Espagne, ou toute autre circons-

tance favorable. Que lui importait d'attendre? Sa vie actuelle était si heureuse, que peut-être, au fond de l'âme, craignait-elle plus qu'elle ne le désirait tout ce qui devait y apporter un changement quelconque.

Les entrevues du bord de la mer ne furent pas longtemps les seules. Manuel, ne pouvant se résigner à passer toutes ses soirées à la fois si près et si loin de Marthe, se décida à reparaître dans le salon de la baronne. Ce ne fut pas sans de longues hésitations et sans une secrète inquiétude qu'il accomplit cette résolution; mais, chose étrange, il fut reçu à Cernan comme s'il y était allé la veille. On lui demanda vaguement de ses nouvelles, et personne ne parut avoir connaissance de ce qui lui était arrivé. Il remarqua aussi avec étonnement qu'on ne prononçait jamais devant lui le nom de George. Ces visites au château étaient délicieuses pour Manuel; sûr d'être aimé, il éprouvait un singulier plaisir à voir Marthe entourée d'hommages. Il est si enivrant pour l'amour-propre de se dire que la femme que tous encensent comme une divinité, qui reste fière et dédaigneuse pour tous, était quelques instans auparavant tendre, craintive et prosternée devant vous. Il y a de telles jouissances pour le cœur dans un mot d'amour murmuré bien bas entre deux phrases officielles, dans un regard si rapide que nul ne peut le surprendre, et qui contient pour vous le plus éloquent des poèmes. La réserve et la froideur apparentes qu'impose le monde ont de plus un incalculable avantage, c'est qu'en retrouvant le lendemain la femme qu'on aime si différente de ce qu'elle a été forcément la veille, on croit faire chaque jour une conquête nouvelle et apprendre pour la première fois qu'on est aimé.

Pendant quelques semaines, Manuel, comme Marthe, vécut donc d'une existence qui tenait plus du rêve que de la réalité; mais la réalité ne se laisse pas longtemps oublier. Elle apparut un matin à Manuel sous la forme de son ancienne propriétaire, l'épicière qui lui avait voué un très vif attachement, et venait juger par elle-même de l'effet des bains de mer sur sa santé. Ses souffrances, surtout son bonheur, avaient fait complétement oublier à Manuel les bavardages de la petite ville; à peine se rappelait-il la cause de son duel. Tout cela était si loin de lui! L'épicière vint cruellement en aide à sa mémoire. Elle crut lui être très agréable en lui parlant de Marthe avec indignation, et lui apprit une foule de commentaires qu'il ignorait sur son duel et sur l'accident de George. — Après tout, ajouta-t-elle en finissant, comme le disait très bien hier Mme la *mairesse* à Mlle Lormeau, qui me l'a raconté, toutes ces femmes qui montent à cheval comme des officiers de housards, qui passent leur vie le nez fourré dans les livres, sont des *pas grand'chose,* et il faudrait qu'un homme eût perdu la tête pour songer à les épouser.

Si Manuel croyait dédaigner quelque chose au monde, c'était certainement l'opinion de Mme la *mairesse* et celle de Mlle Lormeau; il affichait même une souveraine indifférence pour l'opinion d'autrui en général, ce qui ne l'empêcha pas de se sentir très blessé par les propos que lui rapportait l'épicière, et d'éprouver une sorte d'irritation contre Marthe, bien qu'il approuvât fort pour son compte ses goûts et ses occupations. C'est le fait de tous ceux dont l'amour est surtout dans la tête d'avoir sans cesse besoin que l'admiration des autres vienne confirmer leur propre admiration.

Marthe avait fait prévenir Manuel par Catherine qu'elle ne pourrait pas le voir ce jour-là. Il passa donc une très triste journée, tantôt essayant de lire sans qu'aucun livre pût fixer son attention, tantôt se promenant à grands pas sur ce rivage, dont toute la poésie s'était évanouie pour lui. Le soir venu, il se dirigea vers le château. Les habitans de Cernan y arrivèrent en même temps que lui, les deux douairières en calèche découverte, le marquis, sa sœur, Marthe et Julia à cheval. Pendant le dîner, auquel Manuel assista, la conversation fut très animée, et roula principalement sur la hardiesse avec laquelle Mlle de Montbrun avait fait franchir à son cheval une haie qui barrait la route, tandis que la vicomtesse rebroussait chemin en poussant des cris de terreur. Le marquis de Rosbac ne tarissait pas en phrases élogieuses, et Marthe, qui n'attachait qu'une médiocre importance à son exploit, mais que le grand air et l'exercice avaient excitée, riait et causait avec une grande gaieté.

Dans toute autre circonstance, Manuel eût été ravi et fier du courage de Marthe, car il aimait avec passion tout ce qui avait une apparence de force et d'étrangeté; mais après la conversation du matin, et surtout quand les louanges venaient du marquis et se rapportaient à des événemens dans lesquels il n'était pour rien, il éprouva contre elle une sourde colère, qui se traduisit en attaques acerbes contre les femmes à grands talens et à prétentions viriles, en un panégyrique pompeux des créatures faibles, ignorantes et timides, qui, à l'entendre, avaient seules du charme, étaient seules sympathiques à l'homme. En parlant ainsi, il semblait adresser un compliment à Julia, qui, éclipsée un moment par Marthe, ressentit une vive joie en voyant rabaisser par Manuel lui-même la supériorité d'une femme qu'elle détestait, et engagea avec lui une conversation dans laquelle elle se montra pleine d'esprit et de séduction. Pendant plus d'une heure, Manuel parut s'occuper uniquement de Julia, quoiqu'il remarquât très bien la profonde tristesse qui avait succédé à l'animation de Marthe. Il avait souffert à cause d'elle, et quelque innocente qu'elle fût, il s'en vengeait en la faisant souffrir à son tour, par une injustice du cœur malheureusement trop commune.

Vers la fin de la soirée, elle trouva moyen de se rapprocher de lui.

— Qu'avez-vous donc ce soir? dit-elle timidement.

— Vous savez que vos éternelles cavalcades me déplaisent, et vous n'en tenez aucun compte, répondit Manuel d'un ton presque dur.

— Suis-je libre d'agir autrement?

— Une femme fait toujours ce qu'elle veut; mais comment se priver de l'admiration d'un marquis de Rosbac?

— Oh! Manuel! dit Marthe avec des larmes dans les yeux et dans la voix.

Manuel eut des remords en voyant pleurer Marthe.

— Oubliez ce que je viens de vous dire, reprit-il. J'ai été cruel; mais vous ne pouvez pas deviner ce qu'il y a de susceptibilité dans le cœur d'un homme qui aime.

Un sourire plein de reconnaissance brilla dans les yeux de Marthe. Jamais elle n'avait autant aimé Manuel qu'en ce moment. Ce qui fait le succès de certains hommes, c'est que les femmes, presque sans exception, voient des marques d'amour dans les preuves d'égoïsme. Peut-être aussi l'égoïsme en lui-même ne leur déplaît-il pas, peut-être trouvent-elles une secrète jouissance à se dire : « Cet homme est incapable de sacrifices, de ménagemens, de pitié; si je ne lui plaisais plus, il me briserait, il m'abandonnerait sans hésitation. S'il veut mon amour, c'est que je lui suis indispensable, c'est que moi seule peux lui donner du bonheur, c'est qu'il m'adore! »

Marthe ne s'était jamais formulé à elle-même ce raisonnement fatal qui a perdu tant de femmes passionnées; mais nous n'oserions pas affirmer que sans s'en douter elle n'en subît l'influence, quand le soir en question elle recueillit avec des tressaillemens de joie inaccoutumés le dernier regard que Manuel lui lança en quittant le salon. Pour lui, il partit d'assez mauvaise humeur, convaincu que Marthe l'aimait, mais ne pouvant parvenir à oublier qu'il y avait des gens pour lesquels elle n'était pas la première des femmes. Du reste, ne s'apercevant pas lui-même qu'il y avait plus de vanité que d'amour dans son mécontentement, il faisait honneur à son cœur de ce qu'il éprouvait.

IX.

Le besoin de mouvement physique qui accompagne presque toujours l'agitation morale poussa Manuel à errer longtemps autour du château, au lieu de retourner directement à la chaumière. Il faisait un magnifique clair de lune. En passant dans un étroit sentier qui bordait une prairie basse, il aperçut un cheval qui dévorait paisiblement les hautes herbes dans lesquelles il nageait jusqu'au poitrail, et reconnut avec étonnement le cheval de George. Une robe originale, partout d'une blancheur de neige à l'exception d'une large

tache noire sur le flanc gauche, le faisait aisément distinguer de tous les autres chevaux du pays.

Depuis son accident, George n'avait pas reparu au château, et Manuel avait appris le matin même, par l'épicière, qu'il ne sortait pas encore. Comment donc son cheval pouvait-il se trouver à une pareille heure près de Cernan? Manuel se posa mille fois cette question sans y trouver aucune réponse satisfaisante. Il examina le cheval sous tous les aspects, comme si cette inspection avait pu lui révéler le mystère de sa présence dans la prairie, et ce ne fut qu'après une demi-heure de méditations et de recherches infructueuses qu'il se décida à quitter ce lieu.

Il s'enfonça dans un bois taillis, le cœur dévoré d'une jalousie qu'il ne savait trop sur quoi fonder. Quelques secondes après y être entré, il se dit qu'il avait eu tort de s'écarter de la prairie, que George viendrait inévitablement reprendre son cheval, et qu'il aurait ainsi quelque chance d'éclaircir cette histoire. En même temps il formait le projet d'escalader les murs du jardin, et de pénétrer, n'importe comment, dans l'appartement de Marthe. Au moment où ces idées se heurtaient dans sa tête, il crut entendre un bruissement de feuilles, et s'arrêta pour écouter. Il eut bientôt la certitude qu'il y avait quelqu'un près de lui, et, ne doutant pas que ce ne fût George, il s'avança avec précaution dans la direction du bruit. Le feuillage était si épais dans cette partie du bois, qu'il marcha longtemps sans pouvoir reconnaître la personne qu'il poursuivait, quoiqu'il ne fût qu'à quelques pas d'elle. Enfin cette personne s'arrêta, et frotta contre un arbre une allumette chimique. Manuel vit alors qu'il ne s'était pas trompé, et que c'était bien George Servet. George avait tiré sa montre de sa poche; il en regarda longtemps les aiguilles avec la plus grande attention, après quoi il se remit en marche. Manuel fut tenté de s'élancer vers lui et de lui donner un soufflet; il se contint cependant et continua de le suivre. George avait pris une direction que Manuel connaissait parfaitement, la direction du pavillon de Marthe.

Ce pavillon, situé au milieu d'une sorte de rond-point, était tapissé de rosiers, de clématites et d'autres plantes grimpantes; une allée sablée l'entourait. Manuel savait que Marthe en gardait toujours la clé. Il l'avait bien des fois suppliée de l'y recevoir; mais soit crainte de quelque surprise, soit qu'un sentiment instinctif l'avertît que des entrevues dans le pavillon pourraient avoir plus de dangers que celles du rivage, elle n'y avait jamais consenti.

Arrivé sur la lisière du bois, Manuel s'arrêta derrière un massif de noisetiers, et vit George s'approcher du pavillon, casser une branche de roses blanches et la déposer sur la première marche de la porte. Il n'y avait pas à en douter, c'était un signal. Pourrons-nous expliquer ce qui se passa en cet instant dans l'âme de Manuel? Ce

qu'il éprouvait, c'était plus que de la colère, c'était de la démence; Marthe l'avait donc trompé, trompé de la manière la plus infâme! Cette femme aux sentimens si nobles, si purs, si élevés, cette femme, qui semblait ignorer jusqu'au nom de la dissimulation et de la perfidie, menait adroitement deux intrigues de front depuis près de trois mois : à Manuel le jour, à George la nuit!

— Honneur aux gens vulgaires! se disait Manuel avec une rage froide. Tandis que nous autres, profonds penseurs, amoureux de l'idéal, nous nous laissons prendre à de grands mots et à d'habiles manéges, eux savent très bien percer les voiles poétiques dont s'enveloppent les prétendues créatures d'élite qui cachent leurs vices sous la prétention de s'élever au-dessus de leur sexe. J'étais aux genoux de cette sublime jeune fille qui occupe si bien son temps sur la terre; Mme la *mairesse* et Mlle Lormeau la méprisaient : ce sont des femmes de bon sens.

Après avoir placé les roses au lieu convenu, George avait disparu dans la partie du bois qui faisait face à celle où Manuel était caché. Manuel ne songeait plus à le suivre. Pour rien au monde, il n'aurait voulu empêcher son rendez-vous avec Marthe; il voulait la voir à ses pieds confondue, humiliée, l'accabler de son mépris, la tuer peut-être! Pour cela, il fallait qu'il fût lui-même dans le pavillon. La surprendre au moment où elle y entrerait, ce n'était pas assez; les femmes capables d'agir comme elle le faisait ont toujours à leur disposition un arsenal complet de ruses et de mensonges auxquels les plus forts sont souvent pris.

En essayant d'entrer par la porte du pavillon, Manuel courait le risque d'être aperçu par George; mais une fenêtre s'ouvrait du côté opposé. Six pieds à peu près la séparaient du sol; il put donc aisément y atteindre en s'aidant des nombreux arbustes dont le pavillon était entouré. Les pieds appuyés sur un tronc de vigne sauvage, il souleva un store des Indes qui pendait extérieurement, bien décidé à briser un carreau s'il le fallait; mais il n'eut pas besoin de recourir à cette extrémité : aux premiers efforts qu'il fit, la fenêtre céda, et d'un bond il sauta dans le pavillon.

Mille fois ses regards avaient essayé d'y pénétrer, mille fois il y était entré en imagination. Arrivé à ce point d'indignation qui glace l'âme et donne à nos actions l'apparence du calme, il releva à demi le store, et, à la lueur indécise de la lune, il se mit à examiner attentivement tout ce qui l'environnait. Rien n'était plus chaste, plus sérieux même que l'intérieur de ce pavillon : tout y respirait l'amour de l'art, la passion du travail; mais les inclinations studieuses de celle qui l'habitait ne se révélaient qu'à travers cette suave émanation de poésie qu'une femme jeune et belle répand toujours autour d'elle. Au milieu d'une table couverte de minéraux et de plantes des-

séchées se trouvait une corbeille en porcelaine de Saxe contenant un buisson de cactus pourprés et de blancs azaléas; une autre corbeille, suspendue au plafond et remplie d'héliotropes et de violettes, versait des flots de parfums chaque fois que le vent la faisait osciller: des étagères couvertes de livres, un piano, un chevalet garnissaient le pavillon.

Manuel vit un volume ouvert sur un divan et parvint à en déchiffrer le titre : c'était une traduction du *Prométhée* d'Eschyle. — C'est bien cela, se dit-il : une femme ordinaire lirait des poésies amoureuses; mais les natures supérieures adorent les contrastes, et rien ne doit être plus piquant que d'approfondir les mythes antiques en attendant son amant.

Des partitions étaient éparses sur le piano. Il y lut les noms de Beethoven, de Mozart et d'Haydn. — Toujours le même système, pensa-t-il; ces grands maîtres devaient seuls avoir droit d'entrée dans ce sanctuaire.

Une toile verte recouvrait le chevalet. Il la souleva et reconnut son portrait. — J'ai sans doute remplacé George ici, se dit-il. — Et d'un coup de poing il creva la toile.

Son plan était arrêté; il ne voulait se montrer à Marthe que quand George serait près d'elle, quand il n'y aurait plus aucune excuse possible. Il transporta une chaise basse derrière le piano, et s'assura qu'il y serait parfaitement à l'abri des regards. Il baissa ensuite le store, pour que rien ne pût trahir sa présence. Il venait d'achever cette opération quand une clé grinça dans la serrure. Manuel eut à peine la force de se jeter derrière le piano. Il n'était pas encore assis, qu'une femme enveloppée dans une mante de soie noire entrait dans le pavillon. Quelques rayons de lune formant des bandes lumineuses devant les fenêtres ne servaient qu'à rendre plus complète l'obscurité des parties reculées de l'appartement. Manuel put donc avancer un peu la tête en dehors du piano sans crainte d'être découvert. Il vit Marthe se jeter sur le divan et s'y installer comme une personne plus fatiguée qu'émue.

— Il est clair qu'elle a l'habitude de ces expéditions nocturnes, se dit Manuel; moi qui lui étais si reconnaissant de sa visite à B...!

Ce qu'il fallut de force à Manuel pour rester immobile pendant les quelques secondes qui s'écoulèrent avant l'arrivée de George, il est impossible de le calculer.

George entra comme un fou dans le pavillon, et, sans en refermer la porte, il lança vers le divan une masse de lettres qui s'éparpillèrent sur le plancher.

— Tenez, les voilà toutes! C'était bien tout ce que vous vouliez de moi, n'est-ce pas? cria-t-il avec l'accent de la colère.

Et il s'arrêta à quelques pas du divan, les bras croisés sur sa poitrine.

— George, calmez-vous, je vous en conjure, dit une voix langoureuse, qui fit tressaillir Manuel d'étonnement. Cette voix n'était pas celle de Marthe, c'était celle de Julia.

Une joie si vive inonda le cœur de Manuel, qu'il se passa quelque temps avant qu'il pût comprendre que la position dans laquelle il se trouvait était aussi ridicule que désagréable, car il était évident que la scène à laquelle il assistait ne le regardait en rien. Il le comprit enfin, et cependant il resta, il resta par les motifs mêmes qui auraient dû le faire partir. Le rôle d'espion a quelque chose de si bas, qu'il aima mieux le jouer jusqu'au bout sans qu'on s'en doutât que d'être obligé d'avouer qu'il l'avait joué involontairement pendant quelques instans. Bien des sottises et bien des fautes ont été inspirées par un raisonnement semblable à celui qui cloua Manuel derrière le piano. — Je n'ai plus rien à apprendre, se dit-il pour rassurer sa conscience, et une scène de rupture n'exige pas impérieusement le tête-à-tête.

Ce combat intérieur, qui occupe près d'une demi-page dans notre récit, n'avait certes pas duré plus de deux secondes. George était encore immobile devant le divan sur lequel la vicomtesse s'était couchée dans l'attitude d'une femme brisée par la souffrance.

— George, y pensez-vous? la porte est restée ouverte, dit-elle enfin.

A cette observation prudente, mais faite avec une intonation désolée, George éclata.

— Et que m'importe, madame, que cette porte soit ouverte? Vous êtes bien timide aujourd'hui, vous l'étiez moins quand vous me tendiez la main pour m'aider à escalader le balcon de votre chambre; mais il y a un mois de cela, et vous l'avez sans doute oublié.

Manuel vit la vicomtesse porter la main à son front avec un geste de désespoir.

— Dites-moi franchement que vous ne m'aimez plus, dites-moi que vous ne m'avez jamais aimé, continua George exaspéré. J'aime mieux savoir tout de suite la vérité.

Un profond soupir fut la seule réponse de la vicomtesse.

— C'est donc vrai! dit George, vous ne le niez pas.

Sa colère se calma subitement. Il tomba sur une chaise et se mit à pleurer comme un enfant. La vicomtesse se leva pour aller vers lui, et dans le trajet du divan à la chaise de George, elle ferma la porte. Manuel ne distingua plus rien, mais il l'entendit dire d'une voix mourante : — George, je vous en supplie, ne pleurez pas. Vous ne saurez jamais ce que je souffre moi-même. Si vous m'aimez, ayez du courage.

— Mais pourquoi cette lettre d'hier? dit George. Pourquoi ne plus nous voir?

— Puis-je vous recevoir comme autrefois après ce qui s'est passé, quand tous les yeux sont ouverts sur nous?

— Votre nom n'a jamais été prononcé dans cette affaire, on n'a parlé que de Marthe. Pauvre Marthe! si noble, si dévouée, savoir qu'on l'accuse et ne pouvoir la défendre! dit George avec entraînement.

Julia ne répondit rien. L'éloge de Marthe ne pouvait pas lui être agréable; en outre George avait commis une maladresse que n'évitent pas toujours les amans les plus épris. Ce dont on accusait Marthe, Julia l'avait fait : elle vit presque une insulte dans ce qu'il venait de dire. Les femmes devraient cependant savoir que l'homme dont elles sont sincèrement aimées les place dans sa pensée si au-dessus de l'humanité, que les règles qui s'appliquent aux autres femmes ne les atteignent pas.

— Julia, vous ne m'aimez donc plus? reprit George, revenant à son unique préoccupation.

— Peut-être devrais-je vous le dire, répondit Julia d'une voix entrecoupée. Est-ce vous aimer que de vous exposer aux dangers que vous avez courus? est-ce vous aimer que de vous laisser sacrifier votre avenir, que de vous retenir en Bretagne quand vous devriez être à Paris, voyager? George, que de remords vous m'avez donnés! que de fois j'ai formé le projet de ne plus vous revoir!

— Tu m'aimes donc encore, dit George avec exaltation. Que m'importe l'avenir, que m'importe tout ce qui n'est pas toi? Mais si tu m'aimes, pourquoi m'as-tu fait tant souffrir? pourquoi m'as-tu demandé tes lettres?

— Mon Dieu, je ne sais! j'étais si troublée, si inquiète; je craignais qu'on ne vînt à découvrir la vérité, je craignais que votre mère ne conçût quelque soupçon et n'eût l'idée de fouiller vos papiers. Vous ne savez pas ce qu'il y a d'horrible pour une femme à sentir la honte suspendue sur sa tête.

— Qui oserait te blâmer? Peut-il se trouver des âmes assez stupides pour ne pas comprendre ce qu'il y a de grand et de sublime en toi? Ainsi tu m'aimes, ainsi tu me recevras comme par le passé?

— George, vous m'aimez, et vous tenez aussi peu à ma réputation! dit Julia d'un ton de reproche.

— Tout est fini. Vous voulez rompre avec moi, cria George avec désespoir.

— George, vous êtes un enfant. Qui vous parle de rupture? Vous ne m'aimez donc pas assez pour avoir le courage de prendre pendant quelques semaines des précautions indispensables! Jusqu'à l'instant où nous retournerons à Paris, nous ne nous verrons qu'en public : il le faut, dans l'intérêt même de notre amour; mais à Paris une femme dans ma position est complétement libre. Vous apprendrez alors si je vous aime.

— Vous passerez encore six semaines au moins en Bretagne, dit George tristement. Six semaines! y pensez-vous?

— Oui, j'y pense autant que vous, dit Julia; mais vous êtes forcé de convenir que j'ai raison : je suis si surveillée maintenant! Le marquis de Rosbac se doute, j'en suis certaine, de quelque chose. George, il faut nous séparer. Je tremble qu'on ne découvre que j'ai quitté le château cette nuit!

— Nous quitter déjà, dit George, et pour six semaines! Jurez-moi que vous m'aimez!

— Mais tu le sais aussi bien que moi, dit Julia. Si je ne t'aimais pas, t'aurais-je tout sacrifié? M'exposerais-je comme je le fais? Mais pars, je t'en prie. Je meurs de frayeur!

— Adieu! adieu! dit George; je t'obéirai en tout.

Manuel entendit le bruit d'un baiser, puis il vit George ouvrir la porte et disparaître dans le bois.

Dès que Julia fut seule, elle souleva légèrement le store et se mit à ramasser les lettres dispersées sur le divan et sur le plancher. Quand elle les eut toutes rassemblées, elle les mit dans son mouchoir et le noua avec autant de calme et de sang-froid qu'un commis en nouveautés peut en mettre à ficeler un paquet quelconque. Elle s'enveloppa ensuite de sa mante et sortit du pavillon, dont elle referma soigneusement la porte.

Manuel quitta immédiatement sa cachette et examina de nouveau le pavillon. Tout ce qui s'y trouvait renfermé avait changé pour lui de signification. Dans le moindre objet, il découvrait un motif d'aimer et d'admirer Marthe. Il n'y avait qu'elle qui pût avoir tant de goût, tant d'élégance et tant de simplicité à la fois. Pendant près d'une heure, il respira ses fleurs, ouvrit ses livres, admira ses statuettes, fit résonner les touches de son piano, s'enivra enfin de tout ce qui était resté d'elle dans les objets dont elle se servait habituellement. Il regarda plusieurs fois aussi avec tristesse la toile qu'il avait déchirée. Il ne comprenait plus comment il avait pu soupçonner Marthe. Elle lui apparaissait en cet instant si au-dessus de toute calomnie, de tout soupçon! Il lui vint une idée de jeune homme amoureux : il se dit qu'il serait délicieux de passer la nuit dans le pavillon de Marthe, de dormir sur son divan. En arrangeant les coussins, il fit tomber à terre un papier plié. Il ne douta pas que ce ne fût une des lettres de Julia, et, ne voulant pas que Marthe la trouvât le lendemain, il la mit dans sa poche. Quant au sommeil, il l'appela en vain; mais il arriva à cet état intermédiaire dans lequel il semble que la volonté dirige le rêve, état délicieux quand la joie remplit notre âme.

X.

Le lendemain de la scène du pavillon, aussitôt que la vicomtesse fut éveillée, elle se mit à compter les lettres que George lui avait rapportées la veille. Cet examen ne lui offrit pas de grandes difficultés, car en les écrivant elle avait pris soin de les numéroter. Celle que Manuel avait trouvée sur le divan manquait seule à la collection. Elle s'aperçut avec terreur de cette lacune. Cette lettre était peut-être la plus compromettante de toutes. Julia l'avait écrite quelques jours après s'être donnée à George, dans un moment où, par un phénomène assez ordinaire dans les correspondances d'amour, quelque inégale que soit l'affection des deux amans, elle se laissait souvent entraîner à lui répondre dans un style presque aussi brûlant que le sien. Une violente inquiétude s'empara de la vicomtesse. Elle eut un instant la pensée que George l'avait gardée comme un gage d'amour ou comme une arme contre elle; mais la loyauté bien connue de George rendait la seconde de ces suppositions inadmissible. Quant à la première, elle ne put s'y arrêter, car George lui avait dit qu'il lui rendait toutes ses lettres, et Julia savait qu'il ne mentait jamais. Elle arriva donc forcément à la conviction que son épître s'était égarée dans le pavillon. Rien ne pouvait la contrarier davantage, on le comprendra aisément quand on connaîtra le caractère et les desseins de Julia.

Sa vie avait été jusque-là celle de bien des femmes de cette époque. Fille d'un colonel de l'empire, élevée à Saint-Denis, elle avait quitté cet établissement vers 1829, à l'âge de seize ans. Son père était mort depuis plusieurs années, laissant sa famille dans un état voisin de la misère. Julia était une de ces femmes nées courtisanes, pour lesquelles il n'y a que deux mobiles dans la vie, l'intérêt et le plaisir. Ces femmes-là ne voient jamais entre le vice et la vertu d'autre différence que celle des bénéfices qu'elles en peuvent retirer, et le bonheur des circonstances les empêche seul de rouler jusqu'au dernier degré de l'échelle sociale; mais la sphère dans laquelle Julia vivait était si restreinte, que, malgré la détermination bien arrêtée de sortir à tout prix de la pauvreté, elle ne put pendant longtemps y réussir.

Elle avait dix-neuf ans, quand un vieux général, qui avait dû la vie au dévouement de son père dans l'une des plus désastreuses journées de la désastreuse campagne de Russie, vint visiter la veuve de son sauveur. Le vicomte de Cernan avait à cette époque bien près de soixante ans. Au dire de ses camarades, il avait été le plus *bel homme* de son temps; mais l'âge, les blessures et les fatigues de la

guerre ne lui avaient laissé aucune trace de son antique splendeur. C'était du reste un assez aimable vieillard, n'ayant d'autre travers que celui de rappeler un peu trop souvent dans la conversation ses hauts faits militaires et ses succès cosmopolites près du beau sexe. La nuit qui suivit cette visite, Julia ne dormit pas. A l'aide des notions sur l'homme et sur la vie qu'elle avait puisées dans les confidences de ses amies de pension et dans des romans dévorés en cachette, elle dressa contre le cœur sexagénaire du général un plan de campagne qui réussit sans trop de peine. Julia devint vicomtesse de Cernan.

Le général n'avait aucune fortune; mais grâce à son nom, à ses relations de famille, à sa position, Julia put jouer un certain rôle dans le monde et s'y lança avec ardeur. Elle eut bientôt des amans, quoique les passions fussent chez elle aussi absentes que le cœur. Elle était vicieuse par la tête, par l'imagination. Les femmes de cette espèce sont les plus corrompues de toutes et les seules inexcusables, car celles qu'entraîne leur tempérament fougueux sont encore plus à plaindre qu'à mépriser. Elles arrivent rarement à la perversité : dans leur avilissement, elles conservent souvent quelques vertus instinctives; si elles succombent, c'est par faiblesse. Quant aux femmes glacées de sens et d'âme, elles ne subissent pas seulement l'attraction du vice, elles le recherchent, elles l'aiment, elles s'y complaisent. Ce qu'elles veulent de l'amour, ce sont des satisfactions de vanité, les émotions du mystère et de l'intrigue, le plaisir, beaucoup plus grand qu'on ne le croit pour certaines natures, de se jouer des lois du monde, de le tromper, de le braver impunément. Julia eut donc des amans qu'elle n'aima pas, et qui ne l'aimèrent pas davantage, ce qu'elle trouva très mauvais. Elle eût désiré pouvoir se prendre au sérieux comme héroïne de roman; une grande passion est un piédestal sur lequel ces sortes de femmes aiment à poser devant elles-mêmes et devant les autres. C'est ce qui fit le succès de George près d'elle. Il l'aima aveuglément avec toute l'ardeur, tout l'enthousiasme, toute la crédulité de la jeunesse; Julia fut pour lui un ange, une sainte. Elle n'eut garde de le détromper. Avec un amant dépravé, elle se serait peut-être fait gloire de sa dépravation; avec ce candide jeune homme, elle trouva charmant de jouer la comédie de la vertu et s'admira dans son nouveau rôle. Quand elle fit la connaissance de George, elle était veuve depuis six mois, et venait achever son deuil chez sa belle-sœur, la baronne de Cernan, à laquelle elle avait su plaire par de constantes adulations. Où George vit une passion qui devait remplir son existence entière, elle vit une distraction suffisante pour supporter sans trop d'ennui quelques mois d'exil à la campagne.

Julia craignait d'ailleurs plus que toute chose d'être traitée en parvenue dans la société aristocratique dont elle faisait maintenant partie. Elle eût été désespérée que ses amies soupçonnassent qu'elle avait pu aimer le fils d'un avocat de petite ville, un simple étudiant, nommé M. Servet. Le sort du pauvre George était donc irrévocablement fixé d'avance, mais la chute qu'il fit en quittant l'appartement de Julia vint hâter son malheur. La vicomtesse ne tenait pas assez à lui pour s'exposer à un éclat qui pouvait ruiner sa réputation; de plus les fréquentes visites de Juan de Villa au château avaient fait éclore dans sa tête une nouvelle combinaison.

Le général n'ayant, nous l'avons dit, aucune fortune, sa mort avait laissé Julia dans une situation assez précaire. Sans argent, son titre de vicomtesse n'avait pas une grande valeur sociale, et elle ne pouvait pas se dissimuler que les chances de refaire sa fortune par un mariage avantageux n'étaient pas grandes pour elle à Paris. La légèreté, pour parler plus vrai, le dérèglement de sa conduite, était un de ces faits patens que nul n'articule à haute voix tant qu'une maladresse n'oblige pas les femmes les plus compromises d'une société à exécuter une complice sous peine de voir mettre en doute leur propre vertu, mais que chacun se répète à l'oreille. Pas un homme de l'entourage de Julia ne pouvait songer à l'épouser. Elle le savait; aussi jeta-t-elle ses vues sur Juan dès qu'elle eut la certitude qu'il était riche.

Une femme coquette devait être fatalement sympathique à ce dernier. Si les luttes et les difficultés sont indispensables pour faire naître l'amour chez les hommes passionnés, les hommes indolens et timides ont au contraire besoin qu'on leur aplanisse le chemin. Une fois amoureux, ils tombent plus complétement que les autres sous la domination des femmes, car l'habitude a une grande puissance sur les gens de ce caractère, et il leur est plus facile de supporter indéfiniment un joug qui les blesse que de trouver la force de le briser.

Julia avait donc parfaitement calculé en se disant qu'elle ferait aisément de l'ami de Manuel un adorateur dévoué et par suite un mari. Moins de quinze jours après, la conquête de Juan était un fait accompli. L'impossibilité où se trouvait George de venir au château avait laissé le champ libre à Julia; mais, une fois guéri, il pouvait devenir un embarras sérieux. Rompre brutalement avec lui, c'était impossible, puisqu'elle devait passer encore six semaines en Bretagne. Il fallait l'éloigner sans le désespérer, et surtout rentrer en possession d'une correspondance compromettante. Quelques lettres adroites et la scène jouée dans le pavillon avaient suffi à Julia pour obtenir ce qu'elle désirait. L'épître perdue pouvait rendre son succès nutile et ruiner à jamais son avenir. Elle n'avait pu se procurer la

clé du pavillon de Mlle de Montbrun qu'en séduisant sa femme de chambre; si on découvrait la vérité, non-seulement elle verrait s'évanouir ses espérances de mariage, mais elle serait forcée de quitter ignominieusement le château, et perdrait pour toujours la protection si utile de la baronne de Cernan.

Pendant le déjeuner, elle observa attentivement la physionomie de Marthe, et lui adressa plusieurs questions insidieuses pour savoir si elle était sortie le matin. Bientôt certaine qu'elle quittait sa chambre et ne savait rien, Julia feignit d'avoir besoin d'une partition que Marthe lui avait empruntée quelques jours auparavant, et dès que le déjeuner fut terminé, toutes les deux prirent la route du pavillon.

Rien n'y trahissait ce qui s'y était passé la veille. Avant d'en sortir vers six heures du matin, Manuel avait pris soin de tout remettre en ordre. Julia, avec une gaieté et un enfantillage affectés, dérangea tous les objets, fureta dans tous les coins, changea dix fois de place les coussins du divan, sans rien apercevoir qui ressemblât à une lettre. Un peu tranquillisée par cette perquisition infructueuse, elle se dit que George avait peut-être laissé tomber la malencontreuse épître dans le bois, quitta Marthe, et passa la journée à explorer tous les sentiers et tous les buissons du voisinage.

Pendant qu'elle se livrait à ces recherches, Manuel se demandait ce qu'il ferait de sa lettre. Il aurait cru manquer à la délicatesse s'il en avait lu une seule ligne, mais il se disait qu'une femme aussi corrompue que Julia ne devait pas jouir en paix du succès de ses ruses et de ses lâchetés. Qu'elle se moquât de George, cela lui importait assez peu; mais qu'elle eût fait calomnier Marthe, qu'elle l'eût fait soupçonner par lui, c'étaient à ses yeux d'impardonnables crimes. S'il ne pouvait la démasquer, il voulait du moins l'inquiéter, la troubler, lui faire savoir qu'une des personnes de sa société habituelle avait tenu sa lettre entre ses mains. Rien n'était encore arrêté sur ce point dans son esprit quand arriva l'heure de la visite de Marthe. L'unique résolution qu'il eût prise, c'était de ne rien dire à Mlle de Montbrun des événemens de la veille : le souvenir seul de ses soupçons lui faisait horreur; mais les circonstances en décidèrent autrement. En abordant Marthe, il lut immédiatement sur son visage une profonde tristesse.

— Qu'avez-vous? lui dit-il, très troublé lui-même.

Marthe hésita longtemps à lui répondre. L'anxiété de Manuel augmenta.

— Parlez, je vous en conjure, lui dit-il; votre silence me tue.

— Si on savait tout, si nous ne pouvions plus nous revoir! dit Marthe.

— Pourquoi? comment? Expliquez-vous, s'écria Manuel.

— Puis-je expliquer ce que je ne comprends pas. J'avais dans ma chambre la clé de mon pavillon, et on y est entré cette nuit, et on a déchiré une toile qui se trouvait sur mon chevalet.

— Mon portrait, dit Manuel; c'est moi qui ai fait cela.

— Vous! dit Marthe avec stupéfaction.

— Moi, dit Manuel, ne songeant plus à dissimuler. Pendant une demi-heure, je vous ai haïe, maudite.

— Me haïr, moi! Vous, Manuel! Pourquoi?

— Je vous en prie, ne m'obligez pas à vous le dire. Il y a des scélératesses que vous ne devez pas connaître; il y a des noms si infâmes, que je craindrais de souiller l'air que vous respirez en les prononçant devant vous.

— Julia! dit Marthe; vous pouvez parler, je sais tout.

— Tout, c'est impossible; vous ne vous seriez pas laissé calomnier.

— Je sais tout, dit Marthe; j'ai vu une nuit George sortir de sa chambre.

— Et vous avez gardé le silence?

— Je vous aimais déjà tant moi-même! Je croyais qu'elle aimait George; je la plaignais.

— Mais elle n'aime pas George; mais c'est une infâme créature, dit Manuel.

— Je l'ai appris depuis.

— Comment?

— La nuit où George s'est blessé, je ne dormais pas. J'ai entendu un cri dans la direction du pavillon, et j'ai quitté immédiatement ma chambre pour courir au secours, car je croyais avoir reconnu la voix de George. Il était cinq heures du matin. J'ai aperçu Julia derrière les rideaux de sa fenêtre. George s'était tué peut-être par amour pour elle, et elle le laissait mourir seul. J'ai bien senti qu'elle ne l'aimait pas, et depuis ce jour-là je la méprise.

— Et vous n'avez rien dit, quand d'un mot vous pouviez vous justifier et la perdre!

— Je me suis justifiée près de vous, dit Marthe. Quant aux autres, je n'y ai pas beaucoup pensé; mais, leur méchanceté m'eût-elle fait souffrir mille fois davantage, je n'aurais pas voulu acheter leur estime par une dénonciation.

— Et j'ai pu douter de vous! s'écria Manuel en rapprochant Marthe de son cœur par un mouvement plein d'exaltation. Ah! je ne me le pardonnerai de ma vie!

— Mais vous ne m'avez pas dit pourquoi vous m'avez haïe? reprit Marthe en se dégageant toute rouge de ses bras; vous ne m'avez pas dit pourquoi vous avez déchiré votre portrait? J'y avais tant travaillé! C'est bien mal à vous.

— Je vois bien que je puis tout vous dire, répondit Manuel. Vous êtes comme les anges, le mal est si loin de vous, que vous pouvez le contempler sans rien perdre de votre pureté.

Et il lui raconta tout ce qu'il avait fait, vu et entendu la nuit précédente.

Vers neuf heures du soir, Manuel se rendit au château avec la lettre de Julia dans sa poche, sans trop savoir quel usage il en ferait. Dès son entrée dans le salon, il se mit à observer la vicomtesse avec une attention qu'il ne lui avait pas accordée jusque-là. Elle était assise près d'une table sur laquelle se trouvait une lampe allumée, et travaillait à un ouvrage de tapisserie.

La beauté de Julia était incontestable. Sa taille était élégante, son teint doux et fin à l'œil comme un pétale de camélia, ses traits délicats, ses yeux bleus, ses cheveux blonds. Elle tirait admirablement parti du contraste qui existait entre cet extérieur presque céleste et un esprit qui n'était rien moins qu'angélique. Sa coquetterie y gagnait des effets piquans, et les gens austères, mais peu perspicaces, qui ne voient qu'avec leurs yeux, la croyaient douce, bonne, affectueuse, parce que tout dans sa personne était suave et gracieux. Si elle avait eu des cheveux noirs, une démarche décidée, un son de voix tant soit peu viril, elle eût peut-être été perdue de réputation depuis longtemps. Les observateurs sagaces pouvaient cependant discerner aisément la nuance de son âme sous celle de son corps. Dans les momens où elle ne s'observait pas, ils saisissaient parfois dans ses yeux couleur de myosotis des regards froids et tranchans comme la lame d'un rasoir bien affilé; mais le soir dont nous parlons, la vicomtesse s'observait si bien, que Manuel eut presque de la peine à se persuader que cette femme à l'aspect calme et candide était celle du pavillon.

— Je ne veux pas sortir d'ici sans avoir vu rougir ce front de marbre, se dit-il.

Cependant Julia se montra d'une vertu si obstinée, qu'il crut un instant qu'il ne trouverait aucune occasion de lui remettre sa lettre. Elle passa la soirée à apprendre un nouveau point de tapisserie à la fille de la marquise de Rosbac, et à soutenir une conversation aussi édifiante que soporifique avec un vieux curé des environs. A peine si elle adressa quelques mots distraits au pauvre Juan. La visible contrariété de ce dernier fit soupçonner pour la première fois à Manuel que son ami pouvait être attiré au château par un intérêt bien plus direct qu'il ne l'avait cru jusque-là.

La vicomtesse avait devant elle une corbeille remplie des laines et des soies de toute couleur dont elle se servait pour son travail. « Si elle daigne discontinuer ses homélies, je glisserai ma lettre dans cette corbeille, » s'était dit Manuel.

Enfin la vicomtesse se leva pour aider Marthe à servir le thé. Manuel s'assit à la place qu'elle venait de quitter, et tout en adressant quelques complimens à la jeune pensionnaire, qui baissait la tête sur sa tapisserie en rougissant de plaisir, il prit la corbeille, joua avec tous les pelotons qu'elle contenait, et finit par y déposer la fameuse lettre sans que personne le remarquât.

Le thé pris, la vicomtesse revint à sa place. Manuel lui adressa alors, sur son assiduité au travail, quelques plaisanteries qui avaient pour but de lui faire tirer son aiguille avec plus d'ardeur que jamais; puis il s'installa près de la table et engagea, moitié avec Julia, moitié avec la pensionnaire, dont la naïveté l'amusait, une de ces conversations de salon impossibles à résumer. Il attendait impatiemment la découverte de l'épître. La recherche d'un peloton de soie bouton d'or amena bientôt cet événement. Au moment où Julia l'aperçut, elle répondait à un compliment de Juan. Manuel avait mis la lettre sous une enveloppe à son adresse. Sans interrompre sa phrase, elle brisa le cachet aussi négligemment que s'il se fût agi d'une note de couturière oubliée là depuis le matin. Pas un des muscles de son visage ne frémit, pas une goutte de sang ne monta à ses joues, pas un regard, pas un geste ne trahit ce qu'elle éprouvait.

Elle replia lentement la lettre, la remit dans l'enveloppe et la posa sur la table en évidence; puis elle reprit la conversation sans empressement, sans cette vivacité jouée sous laquelle on cherche souvent à dissimuler une préoccupation ou un embarras.

— Une femme de cette force est un monstre, se dit Manuel : si je supposais Juan capable d'en devenir sérieusement amoureux, je crois que je lui dirais tout; mais il est trop paresseux pour prendre jamais cette peine-là.

Cependant en quittant le salon il dit à Juan : — *Cuidado, cuidado,* mon cher.

— Prendre garde à quoi? dit Juan aussi en espagnol.

— Mais aux beaux yeux de la vicomtesse.

— Et pourquoi? dit Juan avec plus de vivacité qu'il n'en montrait d'ordinaire.

— Parce que tu me parais les admirer un peu trop. Cette femme-là, vois-tu, c'est tout simplement ce que, par un raffinement de langage, on appelle en France une grande coquette. En Espagne, nous avons d'autres mots pour dire la chose. Fais-lui la cour, si cela t'amuse; mais, je te le dis en ami, sois sur tes gardes, et si jamais elle t'ensorcèle, viens me trouver, je te jure de rompre le charme.

Et Manuel, serrant la main de Juan, le quitta pour retourner à sa chaumière.

XI.

Un mois de calme apparent suivit l'incident du pavillon. Mme de Rosbac prenait chaque jour plus d'empire sur la baronne, qui commençait à en vouloir sérieusement à sa nièce de sa froideur envers le jeune marquis. Ce dernier faisait à Marthe une cour par ordre dont l'insuccès était si évident, qu'il se demandait parfois si la chance extrêmement improbable d'épouser six cent mille francs valait la peine de s'enterrer pendant tout un été au fond d'un désert. La seule distraction possible pour lui à Cernan, c'eût été d'être l'amant de Julia, qu'il connaissait de longue date. La vicomtesse était une conquête digne d'être enregistrée et racontée; mais la vertu étant en ce moment indispensable à ses projets, Julia se montra d'une intraitable pruderie. L'infortuné marquis fut donc bientôt réduit à promener solitairement, au milieu des rochers et des champs de blé noir, les délicieux négligés champêtres médités pour une plus glorieuse fin, et à nouer une très prosaïque intrigue avec la femme de chambre de Mlle de Montbrun.

Sa petite sœur ne s'amusait guère plus au château : elle s'était prise pour Marthe d'une de ces passions fanatiques que les petites filles éprouvent quelquefois pour les grandes demoiselles; mais malgré les complaisances de Mlle de Montbrun pour elle, elle était loin d'être satisfaite, car jamais Marthe ne lui avait fait l'ombre d'une confidence. Sylvia était pourtant certaine qu'elle aimait Manuel, et, chose bizarre, son instinct naissant de femme dominait complétement dans cette affaire ses affections de famille. Ce n'était pas aux projets de son frère qu'elle s'intéressait, c'était à l'amour de Manuel, quoique avec une naïveté digne de ses quatorze ans elle l'eût en même temps choisi pour le héros de la vague histoire d'amour qui flotte dans l'imagination de la plupart des jeunes filles.

Les affaires de la vicomtesse marchaient bien. George venait tous les soirs à Cernan et s'en retournait tantôt presque heureux, tantôt désespéré, mais toujours dominé par elle. Dans les momens où l'amoureux jeune homme était prêt à éclater, Julia n'avait qu'un mot à prononcer : « Paris! » pour le calmer subitement. Quant à Juan, il était de plus en plus épris, c'est-à-dire de plus en plus aveugle. Du reste, les difficultés de sa position imposaient à la vicomtesse des allures prudentes et réservées qui ne pouvaient manquer d'effacer entièrement de son esprit les paroles de Manuel.

De toutes ces choses, ni Marthe ni Manuel ne voyaient rien, absolument rien. Plus que jamais ils étaient dominés par le rêve. Aux heures accablantes de la journée, quand aucun bruit ne s'élève de

la nature épuisée, sous l'influence de la molle torpeur qui s'empare de tous les êtres, il leur arrivait souvent de passer de longs momens la main dans la main, le regard perdu à l'horizon, oubliant leurs livres épars à leurs pieds et se parlant tout bas, comme s'ils avaient craint de troubler l'immense repos de la création. Les phrases qui s'échappaient alors de leurs lèvres étaient vagues et brûlantes, comme tout ce qui les entourait. — Pourquoi la mer ne vient-elle pas nous prendre pour nous ensevelir dans ses abîmes? murmurait Marthe. Je voudrais mourir. Vous ne m'aimerez jamais autant qu'aujourd'hui.

— Est-ce qu'on aime plus ou moins? répondait Manuel. Depuis le commencement des temps, Dieu aime-t-il moins son œuvre? le soleil verse-t-il moins de rayons? la terre s'élance-t-elle vers lui avec moins d'ardeur? Aimer, c'est vivre de la vie infinie, absolue; celle-là ne peut pas s'user.

— Et ceux qui n'aiment pas?

— Les morts sous la terre sont plus heureux.

— Pourquoi avez-vous tant tardé à venir? Je vous ai si souvent appelé!

— Vous ne m'aimez pas comme je vous aime, répondait Manuel: vous n'avez pas souffert comme moi; vous n'avez pas trempé vos lèvres à toutes les sources; vous ne pouvez pas savoir que toutes les eaux de la terre sont amères et empoisonnées; vous ne vous êtes pas sentie seule quand une main brûlait la vôtre; vous n'avez pas mille fois répété : Je t'aime! en blasphémant; vous n'avez pas étreint des fantômes sur un cœur vide; vous n'avez pas été réveillée la nuit par une voix terrible qui criait à votre oreille : « Qu'as-tu fait de tout ce que Dieu et ta mère avaient mis dans ton âme? » et reconnu en frémissant qu'il n'y avait plus rien en vous, rien que le désir éternel et insatiable. Vous êtes grande et pure, vous ne pouvez pas m'aimer comme je vous aime, moi qui suis misérable et souillé. Je ne vis qu'en vous; sans vous, je n'aurais ni foi, ni vertu. Si vous m'abandonniez un jour!...

— Est-ce que je ne suis pas à vous?

— Si je te disais : « Suis-moi au bout du monde! » viendrais-tu?

— J'irais!

De pareils entretiens n'étaient pas sans dangers. A leurs longs épanchemens succédaient parfois de longs silences; leurs mains s'enlaçaient alors plus étroitement, un nuage passait sur leurs yeux; Manuel rapprochait involontairement Marthe de son cœur; ses lèvres touchaient ses cheveux sans qu'elle semblât s'en apercevoir. En ces instans, il eût été bien facile à Manuel d'abuser d'une émotion que Marthe était trop chaste pour redouter; mais il l'aimait sincèrement :

il voulait la respecter. Effrayé de sa propre faiblesse, il la repoussait brusquement, s'enfuyait jusqu'au bord de la mer, et s'y promenait à grands pas sans remarquer que les vagues mouillaient ses pieds. Quand il revenait vers Marthe, il la trouvait toujours en pleurs; ni l'un ni l'autre ne s'adressaient une seule parole. Marthe ramassait à terre quelque livre, et Manuel lui faisait lire de l'espagnol en corrigeant gravement et sévèrement ses fautes de prononciation.

Quand le temps était sombre, quand le vent d'ouest promenait dans le ciel de gros nuages gris, comme cela arrive fréquemment sur les côtes de Bretagne, Marthe et Manuel passaient souvent des heures entières à errer sur le rivage. Leur conversation prenait alors une tournure toute différente.

— J'ai souvent envié le sort des paysannes que je voyais dans les champs, disait Marthe en s'appuyant sur le bras de Manuel. Elles ne savent que couper de l'herbe et filer leur quenouille; mais quand elles rapportent le soir au logis la gerbe de luzerne qui doit nourrir leurs vaches, leur fuseau chargé de fil, elles ont le droit d'être satisfaites d'elles-mêmes : elles ont travaillé, elles ont été utiles. Que de fois j'ai rougi, avant de vous connaître, de l'inutilité de ma vie! J'avais des heures de découragement pendant lesquelles j'en voulais à l'abbé d'avoir développé mes facultés par ses conversations et par l'étude. A quoi bon? dans quelle pensée? me disais-je. La pervenche qui s'épanouit sous mes pieds a un but : elle contribue à rendre l'homme plus heureux et meilleur en lui révélant la beauté; mais mon âme, mon intelligence, qui s'en inquiète? Pourquoi m'inspirer l'horreur du mesquin et du vulgaire? Ce bon prêtre ne sait donc pas que ce qu'il veut mettre en moi ne sera qu'un embarras, une gêne, une cause de révolte et de douleur dans la vie que je dois vivre? Depuis que je vous connais, j'ai senti que j'avais tort; Dieu m'a fait souffrir pour que je pusse mieux vous aimer et mieux vous comprendre. Aucune femme ne vous aimerait et ne vous comprendrait comme moi, n'est-ce pas?

Manuel répondait par un serrement de main et par un regard, et Marthe continuait : — Je voudrais que nous fussions pauvres, bien pauvres, nous serions plus seuls; vous n'auriez pas d'autre distraction, pas d'autre pensée que moi. Vous ne connaissez pas tous mes défauts : je suis effroyablement jalouse. J'ai éprouvé l'autre jour un sentiment si mauvais, que je n'ai pas osé vous le dire. Je me suis réjouie de vous savoir enfin éclairé sur Julia, car vous aviez pris son parti contre moi la veille; j'en ai pleuré toute la nuit.

— Être jalouse de Julia, vous! c'est de la démence!

— Il se peut que je sois folle, dit Marthe; mais quand il s'agit de vous, tout m'inquiète. Si vous aimiez jamais une autre femme, que deviendrais-je?

Un matin, Manuel arriva au rendez-vous plus tard que de coutume; Marthe l'attendait depuis quelques instans. Il était pâle et tenait une lettre à la main.

— Mon rappel en Espagne, dit-il d'une voix sourde.

— Je t'en supplie, ne pars pas, j'en mourrais! dit Marthe en saisissant le bras de Manuel comme si elle eût voulu l'arrêter. Sa tête resta appuyée sur l'épaule de Manuel, qui couvrit de baisers son front et ses cheveux en lui disant :

— Comment as-tu pu imaginer que je songeais à te quitter? Tu m'as souvent répété que tu abandonnerais tout pour me suivre, et tu me crois capable de sacrifier à un intérêt quelconque le bonheur de vivre près de toi!... Que m'importent l'ambition et la gloire? N'es-tu donc pas heureuse, toi? Rêves-tu autre chose? Ne remercies-tu pas Dieu de t'avoir fait connaître l'amour?

Pendant plus d'une heure, Manuel berça Marthe des mêmes tendresses passionnées. Elle l'écoutait muette de bonheur; elle eût voulu passer ainsi l'éternité.

Ce jour-là, Marthe ne retourna pas au château par les champs: elle suivit, comme elle le faisait souvent, le bord du rivage. C'était doubler la longueur de la route; mais Manuel pouvait l'accompagner sans crainte d'être aperçu : d'énormes escarpemens de rochers formaient du côté de la terre une muraille continue. La mer était si haute, qu'excepté au fond des baies, le sable était partout recouvert par l'eau. Il fallait donc à chaque instant escalader des roches rendues glissantes par des goëmons. Marthe, redevenue joyeuse et confiante, sautait légèrement d'une pierre à l'autre, sans accepter le secours de Manuel, qui, moins familiarisé qu'elle avec cet exercice, avait assez à faire de se tirer lui-même des mauvais pas. Ils arrivèrent ainsi devant une flaque d'eau formée au milieu des rochers par les dernières grandes marées. Il leur était impossible de l'éviter: d'un côté le granit à pic, de l'autre la mer. L'eau avait à peine un demi-pied de profondeur. Marthe se préparait à la traverser; mais Manuel s'y opposa absolument : il y entra lui-même, et la prit dans ses bras. Pendant le trajet d'un bord à l'autre, trajet qui ne dura guère plus de deux secondes, Marthe, dont la tête était renversée sur l'épaule de Manuel, crut voir à cinquante pieds au-dessus d'elle, sur une pointe de rocher qui surplombait le rivage, un chasseur appuyé sur son fusil. Elle pensa aussitôt au marquis de Rosbac, qui se donnait quelquefois le plaisir de se promener en accoutrement de chasse, et trembla qu'il ne l'eût aperçue. Manuel, averti par elle, leva les yeux; ne découvrant rien, il s'efforça de la tranquilliser, et parvint presque à lui persuader qu'elle s'était trompée.

Le soir de ce même jour, le marquis de Rosbac, au lieu de prendre, comme à l'ordinaire, congé de sa mère après l'avoir reconduite jus-

qu'à la porte de sa chambre, entra chez elle en lui disant : J'ai à vous parler. — Ma chère mère, poursuivit-il en s'étendant dans un fauteuil, je pense que vous devez être satisfaite de moi, et que je joue assez convenablement depuis trois mois mon rôle de jeune homme à marier. Bien que la félicité conjugale ne fût pas précisément mon rêve, je n'ai rien négligé pour seconder vos desseins. J'ai été sentimental comme une ballade allemande, j'ai absorbé une quantité indéfinie de prose et de vers, j'ai même essayé de lire un traité de métaphysique; mais, vous avez très bien pu vous en apercevoir, Mlle de Montbrun a été insensible à mes tours de force. Il est maintenant prouvé pour moi que, malgré toutes les qualités physiques et morales qui me distinguent, je dois renoncer au bonheur d'émouvoir son cœur, et conséquemment à l'espérance d'être un jour possesseur de ce château. Or, comme vous ne m'avez pas amené, que je sache, sur les rivages de l'Armorique à autre fin que celle de me faire épouser par elle, j'espère que vous ne ferez aucune objection à mon dessein bien arrêté de les abandonner au plus vite.

Mme de Rosbac écouta la tirade de son fils sans l'interrompre. Il était évident que le jeune marquis était à la fois dominé et gâté par sa mère.

— Je suis bien loin de voir les choses comme vous, lui dit-elle dès qu'il eut cessé de parler. Je trouve au contraire que tout va pour le mieux. Vous plaisez beaucoup à la baronne; elle me répète chaque jour que vous êtes le mari qui lui convient pour sa nièce. Quant à Mlle Marthe, je ne suis pas aussi certaine que vous de son indifférence à votre égard. Les jeunes filles trouvent quelquefois charmant qu'on leur fasse longtemps la cour. Moi, qui vous parle, j'ai refusé trois fois votre père avant de me décider à l'épouser. Pour rien au monde je ne vous permettrai de quitter le château, je voulais au contraire vous recommander de vous montrer plus amoureux que jamais, car il serait bon que cette affaire fût arrangée avant le retour à Paris; ici vous n'avez pas de rival.

— Mais, ma mère, vous ne savez donc rien! vous ne voyez donc rien de ce que tout le monde voit et sait sur Mlle Marthe! dit le jeune homme contrarié de cette opposition.

— Quoi? dit la marquise; cette ridicule histoire de jambe cassée? Je vous ai déjà dit que Marthe avait passé près de sa tante la nuit où ce séducteur de village s'est blessé. Quant aux bavardages de la petite ville, je n'y vois pas grand mal; si Marthe est un peu compromise, cela la rendra moins difficile.

— Il ne s'agit pas du beau chanteur de romances appelé George Servet, mais bien de l'Espagnol qui vit en anachorète sur je ne sais

quel récif voisin; vous ne vous êtes donc pas aperçue que Mlle de Montbrun l'aime?

— Lui! Où êtes-vous allé chercher cette nouvelle? Marthe ne lui adresse presque jamais la parole.

— Dans le salon, c'est possible; mais sur les rochers elle laisse très bien M. Belmar la prendre dans ses bras.

— Comment le savez-vous?

— Je les ai vus.

— Ah! c'est ainsi, dit la marquise; eh bien! tant mieux: dès demain, la baronne saura à quoi s'en tenir sur sa nièce.

Le marquis était peu intelligent, ignorant et faible; mais il n'était pas assez corrompu pour que le froid cynisme avec lequel sa mère subordonnait tous les sentimens humains à l'intérêt ne soulevât pas quelquefois en lui des révoltes malheureusement passagères.

— Ma mère, je vous en supplie, s'écria-t-il, permettez-moi de partir, et laissez les amours de Mlle de Montbrun s'arranger comme ils pourront. Voilà assez longtemps que je joue un rôle ridicule, ne me faites pas jouer un rôle infâme.

— Six cent mille francs de dot valent bien quelques contrariétés et quelques ennuis, dit la marquise. Vous me paraissez oublier un peu trop votre position. Votre père ne vous a laissé que son nom et son titre, ce qui dans le siècle où nous vivons est un patrimoine assez léger. Ne croyez pas qu'il vous soit facile de rencontrer une femme riche qui consente à vous épouser pour le plaisir d'être marquise. Sans des circonstances particulières, je n'aurais pas osé songer à Mlle de Montbrun; mais je savais que ce qui vous eût nui ailleurs vous servirait ici. La baronne désire que vous épousiez sa nièce, parce qu'elle espère que, n'ayant ni profession ni fortune propre, vous dépendrez absolument d'elle, et que vous pourrez l'accompagner partout où il lui plaira d'aller. Ne comptez pas que je subvienne plus longtemps aux dépenses de la vie dissipée dont vous avez contracté l'habitude. Ma fortune personnelle est à peine suffisante pour que je puisse vivre et établir convenablement votre sœur. Si vous n'épousez pas Mlle de Montbrun, je ne vois pour vous que deux partis à prendre : vous faire soldat, ou entrer comme surnuméraire dans quelque administration.

Ce foudroyant dilemme mit fin aux objections du jeune marquis, qui rentra dans sa chambre de fort mauvaise humeur en se disant : — Pourquoi n'ai-je pas seulement vingt mille francs de rente? — Il y a une foule de gens qui paraissent convaincus que Dieu n'a le droit d'exiger de ses créatures la dignité et la vertu que quand il leur a donné de quoi satisfaire toutes leurs fantaisies.

Le lendemain, à l'heure où la baronne parcourait les journaux

qui lui arrivaient chaque matin de Paris, Mme de Rosbac entra dans le salon. Sa fille était au piano et déchiffrait une romance nouvelle.

— Sylvia, va dessiner dans le boudoir; ton tapotage me fatigue, j'ai mal à la tête, dit la marquise.

Sylvia obéit après avoir jeté sur sa mère un regard qui disait clairement qu'elle n'était pas la dupe de cette migraine improvisée.

La marquise s'assit en face de son amie, prit un journal et parut le lire attentivement. Au bout de quelques instans, elle le posa sur ses genoux en disant : — Je pense, chère Amélie, que vous avez connaissance du bruit qui préoccupe tout le voisinage?

— Quel bruit? dit la baronne d'un air distrait.

— Le bruit du mariage de votre nièce avec M. de Belmar.

— Qui a pu inventer une pareille sottise? dit tranquillement la baronne.

— Ce n'est donc pas vrai?

— Perdez-vous la tête?

— Cela m'eût étonnée, mais on s'appuyait sur des faits si étranges...

— Quels faits?

— Mon Dieu! chère amie, je ne sais si je dois vous le dire. On prétendait que vous permettiez à votre nièce de se promener seule avec ce monsieur.

— Qui a eu l'audace de débiter de semblables impertinences?

— Un peu tout le monde. — Ainsi vous me dites sincèrement qu'il n'y a rien de vrai? reprit la marquise après une pause.

— Comment pouvez-vous insister? Est-ce qu'on épouse ces gens-là? On les laisse venir souvent chez soi, justement parce qu'ils sont sans conséquence.

— Chère Amélie, dit la marquise en prenant les mains de la baronne d'un air tragiquement sentimental, l'amitié impose de grands devoirs. S'il s'agissait de ma fille et que vous n'eussiez pas le courage de faire ce que je fais aujourd'hui, je vous en voudrais mortellement. Ne me demandez pas d'explication, mais suivez mon conseil : ne recevez plus ce M. Belmar.

— Mais enfin que savez-vous? Qu'y a-t-il? dit la baronne.

— Il y a que M. Belmar joue la grande passion près de votre nièce. Dans quelles vues? Il est facile de le deviner.

— Tant pis pour ce monsieur, s'il se rend ridicule. Marthe est trop bien élevée, trop raisonnable, pour que cela m'inquiète.

— Chère Amélie, Marthe est sans doute la plus parfaite des jeunes filles; mais à son âge on est toujours un peu inconséquente, un peu légère. On ne peut pas savoir qu'il y a des gens qui font métier de se faire aimer des héritières. C'est un jeu sûr : ou on épouse, ou on se fait payer son silence.

— Mais quoi enfin? dit la baronne, quoi? Dites tout.

— Eh bien! votre nièce s'est laissée plus ou moins prendre aux grandes phrases de ce monsieur. On me l'avait dit depuis longtemps, mais j'hésitais encore à le croire, quand hier matin je les ai vus, à un quart de lieue du château, causer en tête-à-tête au bord de la mer.

— Mais ce M. Belmar est un misérable! s'écria la baronne au comble de la fureur. Comment ai-je pu l'admettre chez moi? S'il se présente encore ici, je le ferai jeter à la porte par mes gens. Et Marthe! quelle récompense pour tous les soins que j'ai pris d'elle! quel monstre d'ingratitude!

— Calmez-vous, ma chère; Marthe est peut-être au fond assez innocente. Le malheur, c'est que personne ne le croira. Il faut si peu de chose pour perdre à jamais une jeune fille dans l'opinion!

— Je vais la faire chercher; je veux lui parler à l'instant, dit la baronne.

— Ne mêlons pas les domestiques à tout cela, ils n'en savent probablement que trop. — Et la marquise, entr'ouvrant la porte du boudoir, appela : Sylvia! Sylvia!

Mais Sylvia ne répondit pas, par l'excellente raison qu'elle était en ce moment au fond du jardin. Convaincue que la conversation entre les deux vieilles amies serait intéressante, puisqu'on la renvoyait, elle avait écouté derrière la portière au lieu de dessiner, et à la première exclamation de la baronne contre Marthe, elle s'était empressée de sauter dans le parterre, où elle la voyait cueillir des fleurs. Enchantée d'être enfin mêlée à une véritable histoire d'amour, Sylvia redit mot pour mot à Marthe tout ce qu'elle venait d'entendre. Quand elle en vint à répéter les paroles outrageantes qui avaient été prononcées contre Manuel, Marthe rougit et pâlit à la fois, puis elle tomba sur un banc presque sans connaissance. Sylvia, effrayée du désespoir qu'elle venait de causer, prit ses mains dans les siennes et se mit à pleurer. Au bout de quelques minutes, Marthe revint à elle et dit à la jeune fille : — Laissez-moi, Sylvia; j'ai absolument besoin d'être seule.

Quelque désir qu'eût Sylvia de rester, elle n'osa pas résister à cet ordre; mais elle se cacha à quelque distance derrière une charmille, d'où elle put voir Marthe se promener à pas lents, la tête inclinée sur sa poitrine, les bras croisés, les joues en feu, le regard fixe. Un vieux domestique apparut bientôt à l'extrémité de l'allée où elle se trouvait et arriva à deux pas d'elle sans qu'elle l'aperçût.

— Mme la baronne désire parler tout de suite à mademoiselle, dit le valet de chambre.

— C'est bien, j'y vais, dit Marthe sans cesser de marcher et sans lever les yeux sur lui.

Puis elle s'arrêta tout à coup, et regardant le domestique en face :

— C'est vous, Pierre? dit-elle; que voulez-vous?

— J'ai déjà eu l'honneur de dire à mademoiselle que Mme la baronne désirait lui parler, et mademoiselle m'a répondu qu'elle allait venir.

— C'est bien, allez-vous-en; j'irai, dit brusquement Marthe. Puis elle se rassit et parut réfléchir profondément. — Il le faut, se dit-elle; je ne veux pas qu'on l'insulte. Je mourrai plutôt.

Quand elle entra dans le salon, où l'attendait la baronne, aucun signe intérieur ne révélait ce qu'elle éprouvait. La baronne était encore rouge et courroucée.

— Est-il vrai, mademoiselle, que vous ayez eu des tête-à-tête sur les rochers avec cet étranger qu'on appelle M. Belmar? dit-elle durement.

— Il est parfaitement vrai que cela m'est arrivé hier, dit Marthe en poussant un fauteuil près de celui de sa tante.

— Et vous osez l'avouer! S'amouracher d'un aventurier, d'un misérable! cria la baronne, qui comme tous les êtres faibles s'exaltait au-delà de toute mesure quand elle sortait de sa passivité habituelle.

— Je ne vous comprends pas du tout, ma tante, dit Marthe très froidement en s'asseyant. Hier, en quittant la chaumière de Catherine, j'ai rencontré M. de Belmar sur le rivage. Il venait de recevoir une lettre qui annonçait son rappel en Espagne et s'est approché de moi pour me faire part de cette nouvelle, ce qui n'a, je crois, rien de bien étrange entre personnes qui se voient presque chaque soir. Il m'a même chargée de vous dire qu'il viendrait aujourd'hui ou demain prendre congé de vous. J'avais oublié de vous parler de cela ce matin.

— Ah çà! que m'a donc raconté la marquise? dit la baronne, complétement dominée par le calme de sa nièce et pressée d'en finir avec une colère qui la fatiguait. Ce monsieur ne t'a pas dit qu'il t'aimait? Tu ne l'aimes pas?

— C'est Mme de Rosbac qui vous a dit cela? interrompit Marthe sans répondre à la question.

— Mais oui, c'est elle. Elle a passé une heure à me répéter que tu te compromettais, que tu te perdais de réputation.

— Vous ne voyez donc pas, ma chère tante, que la marquise veut me faire épouser son fils.

— Mais non, je t'assure, c'est uniquement par intérêt pour moi et pour toi. Elle t'aime beaucoup, Mme de Rosbac. Pourquoi ne veux-tu pas épouser Gaston? C'est un charmant jeune homme.

— Je vous en supplie, ma chère tante, ne parlons pas de cela.

Vous m'avez laissée libre jusqu'ici. Pourquoi seriez-vous moins bonne cette fois? M'aimez-vous moins?

— C'est justement parce que je t'aime que je désire ce mariage. Tu pourrais rester près de moi. Je ne consentirai jamais à un mariage qui nous séparerait.

Marthe embrassa sa tante et monta dans sa chambre, où elle tomba demi-morte sur un sofa.

— Eh bien? dit la marquise en rentrant dans le salon dès qu'elle eut vu Marthe en sortir.

— Eh bien! ma chère, il n'y a rien, dit la baronne, ennuyée d'une question qui lui rappelait des émotions désagréables. Quand vous les avez vus, M. Belmar lui annonçait tout simplement son départ pour l'Espagne.

— Je m'en doutais, dit la marquise, dont le but était pour le moment atteint. Pauvre petite! j'avais bien raison de la défendre contre vous.

XII.

MARTHE A MANUEL.

« On sait tout. Il m'est impossible d'aller vous voir. Comment vous raconter ce qui vient de se passer? Je n'avais que trop raison : le chasseur d'hier, c'était le marquis de Rosbac. La marquise nous a dénoncés à ma tante avec une méchanceté infernale. Je n'ose pas penser à cette horrible femme. Quand j'y songe, ma tête s'égare; j'éprouve des sentimens de haine et des désirs de vengeance que je n'avais pas compris jusqu'ici. Ma tante s'est emportée comme elle s'emporte quand elle sort de son indolence accoutumée. Sylvia avait écouté leur conversation et me l'a répétée avant qu'on m'eût fait chercher. Sans cela, je ne sais ce qui serait arrivé; on vous aurait accusé, insulté peut-être à cause de moi. Manuel, pardonne-moi. Je n'ai pas dit que je ne t'aimais pas, rien au monde ne pourrait me faire renier mon amour; mais j'ai annoncé à ma tante que tu partais dans deux jours. Que pouvais-je faire? Si tu savais comment elle menaçait de te traiter! La colère de ma tante s'est subitement calmée; c'est un vieil enfant, elle ne réfléchit jamais et ne cherche qu'à oublier ce qui peut la troubler. Je la connais, son irritation contre toi passera vite; la marquise, qui la domine complétement aujourd'hui, partira. Ma tante m'aime autant qu'elle peut aimer, elle a toujours été très faible avec moi; elle ne voudra pas me voir mourir de chagrin et finira par me permettre de t'épouser.

« A quoi servirait maintenant ta présence en Bretagne? Tu ne

pourrais plus venir au château, je ne pourrais plus aller te voir. Il vaut mieux que cela soit ainsi. Tôt ou tard on devait tout savoir.

« Tu m'aimeras toujours autant, n'est-ce pas ? Tu reviendras dans quelques mois. J'aurai du courage, je te le promets. Tu m'as vue faible ce matin, je n'étais encore qu'une enfant, je n'avais pas souffert; mais quand j'ai su qu'on t'outrageait, j'ai bien senti que j'avais un cœur digne de toi.

« Je ne sais comment t'envoyer cette lettre. Je n'ai pu aller moi-même chez Catherine; j'ai peur d'être suivie. »

Dans les âmes comme celle de Marthe, le premier mouvement est toujours plein de courage et de générosité. Leur grandeur native les pousse tout d'abord au renoncement et à l'abnégation. La faiblesse de la femme n'apparaît qu'à la seconde heure. La lettre ne put pas partir sur-le-champ, et elle y ajouta ces mots :

« — Je n'ai plus ni force ni courage. J'ai menti en écrivant ce qui précède. Je ne veux pas que tu partes. Reste, je t'en prie, reste. Je trouverai moyen de les tromper. Tout me sera possible, excepté de vivre sans toi. Je remets ma lettre au fils du fermier; tu peux lui confier ta réponse. »

MANUEL A MARTHE.

« J'approuve tout ce que tu as fait. Je partirai, et tu partiras avec moi. Je n'hésite pas à disposer de ton avenir. Je sais qu'une femme comme toi est capable de briser son cœur pour accomplir un devoir, mais que le jour où elle dit : J'aime! elle donne sa vie entière. S'il n'en était pas ainsi, je te mépriserais. Tes torts envers ta tante, ta conduite envers moi, seraient alors sans excuse. On ne peut violer sans crime et sans honte les conventions et les lois du monde que quand on obéit à une loi supérieure. En nous créant des âmes qui ne peuvent connaître le bonheur et s'élever jusqu'à lui que l'une par l'autre, Dieu a donné à notre union une sanction mille fois plus haute que celle que nous recevrons des hommes. L'amour serait la plus humiliante de toutes les folies, s'il n'était pas le plus respectable, le plus sacré de tous les liens. Tu es à moi, bien à moi, comme je suis à toi pour toujours.

« Être à moi, pauvre enfant! tu sais ce que cela veut dire. Ce n'est pas le bonheur que je t'offre. Je ne suis qu'un malheureux à consoler; voilà pourquoi tu me suivras. Que serais-tu dans la vie d'un des heureux de la terre? Une joie entre mille autres, une distraction, peut-être moins que cela, un objet de luxe auquel on ne tient que par vanité. Est-ce là de quoi satisfaire tes aspirations immenses? Pourrais-tu remplir près d'eux la sublime mission de la femme ici-bas?

« Dans l'existence où je t'entraîne, je n'entrevois que luttes, incertitude, orages; mais chaque jour j'aurai besoin de toi, chaque jour tu auras un sacrifice à faire, une larme à essuyer. Si je suis haï, persécuté, insulté par les hommes, tu me verras heureux par toi, par toi seule, et tu m'entendras remercier Dieu à tes pieds d'avoir fait descendre vers moi l'ange qui sauve du désespoir.

« Qui pourrait te retenir? Ta tante? Tu connais assez son étroit et implacable égoïsme; elle ne te comprend pas, et t'aura bien vite oubliée. Le monde? Il te calomnie et respecte Julia. Je vais tout préparer pour notre départ, car je ne doute pas de ta réponse. Une âme comme la tienne ne peut pas reculer devant le sacrifice. »

Dieu! — Sacrifice! Pourquoi ces mots sont-ils le fond de la langue de l'amour? Quel charme mystérieux possèdent-ils? où prennent-ils leur irrésistible puissance? Pourquoi toute âme un peu noble se révolte-t-elle contre la pensée de ne chercher dans une affection que du bonheur? L'homme est-il si grand que le comble de la félicité se trouve pour lui dans le dévouement? Sent-il instinctivement que nos amours de la terre ne sont qu'un reflet d'une flamme plus pure, qu'une participation anticipée à l'amour universel, infini, dans lequel tout égoïsme est absorbé? Peut-être cherche-t-il à s'abuser lui-même. Quand il s'abuserait, cette illusion serait encore une protestation contre son abaissement et sa misère.

MARTHE A MANUEL.

« Onze heures du soir.

« Ma vie t'appartient; fais-en ce que tu voudras. Où tu iras, j'irai. »

« Cinq heures du matin.

« J'ai passé toute la nuit agenouillée devant le portrait de ma mère, la suppliant de me conseiller, de me guider, et j'ai cru entendre sa voix : elle me rappelait ses longues souffrances, ses sacrifices au devoir, et me disait que le repos de l'âme est à ce prix. Je ne puis abandonner ma tante sans avoir tout tenté pour la fléchir, je ne le puis... Manuel, je t'en conjure, attends encore six mois. Alors, quoi qu'il arrive, rien ne m'arrêtera plus; car, tu l'as dit, je suis à toi et pour toujours.

« Je n'ose penser au moment de ton départ. Il faut pourtant que tu partes sans délai. Je me crains moi-même; si tu restais encore quelques jours, je faiblirais. Aide-moi à trouver du courage. Viens ce soir au château faire tes adieux à ma tante. Demain matin j'irai chez toi; je te l'avais refusé jusqu'ici, mais aujourd'hui c'est moi qui le veux. »

Le soir, Manuel était à Cernan et prenait congé de la baronne. Marthe chanta, causa et rit. Dieu envoie-t-il un de ses anges aux femmes pour les fortifier dans certaines circonstances? On serait tenté de le croire, tant leur puissance sur elles-mêmes est incompréhensible.

Un épais brouillard couvrait la terre, quand Marthe quitta le château, vers six heures du matin, pour se rendre près de Manuel. Rien n'est plus morne, plus désolé que l'aspect des bords de la mer par un temps sombre. L'homme le plus ferme se sent froid au cœur, quand il ne voit devant lui que des masses de granit dessinant sur un ciel gris leurs profils bizarres et des montagnes d'eau glacée qui roulent l'une sur l'autre en gémissant. Il semble que la chaleur et la lumière aient pour jamais abandonné le monde.

Marthe éprouva peut-être cette impression en parcourant le rivage, mais son âme était si troublée, qu'elle n'avait qu'une perception vague de ses propres sensations. En voyant les malles entassées dans un coin de la chaumière, les étagères dégarnies de livres, les vases remplis de fleurs desséchées, tout ce désordre matériel qui fait involontairement songer qu'on doit désirer quitter au plus vite un logis devenu inhabitable, elle comprit nettement pour la première fois que Manuel allait partir. Son courage l'abandonna. Sans prononcer une seule parole, elle se jeta dans ses bras en sanglotant. Manuel avait eu de la force pendant les heures de bonheur; il en manqua à celle du désespoir, et couvrit Marthe, qu'il pressait presque inanimée contre son cœur, de baisers et de caresses passionnées.

Tout à coup elle revint à elle, s'arracha de ses bras et s'enfuit à l'extrémité de la cabane, où elle demeura appuyée contre la muraille, pâle, frissonnante, les bras croisés sur la poitrine, les yeux fixés à terre. — C'est donc ainsi que tu m'aimes! s'écria Manuel en se jetant à genoux devant elle. Nous allons nous séparer, c'est toi qui l'as voulu, et tu me fuis! Nos vies ne sont-elles pas unies pour toujours? n'es-tu pas à moi? n'es-tu pas ma femme? Marthe, parle-moi, regarde-moi. Marthe, réponds-moi, m'aimes-tu?

Marthe l'écoutait, immobile et froide comme une statue. Un léger tremblement de ses lèvres indiquait seul qu'elle vivait. — Je comprends, reprit Manuel avec amertume en se relevant; vous voulez conserver le droit de m'oublier. Dans quelques mois, vous vous direz : « Je puis être à un autre, je ne lui ai donné que mon cœur. » Votre cœur! vous ne me l'avez même pas donné.

Et il se jeta sur le divan avec désespoir. Pendant près d'un quart d'heure, un profond silence régna dans la cabane. On n'y eût entendu que la respiration inégale de Marthe et les sanglots étouffés de Manuel. Marthe s'avança enfin vers lui, et, prenant la main qu'il ap-

puyait sur ses yeux, elle la pressa doucement. Manuel releva la tête et regarda Marthe, dont le visage était inondé de larmes.

— Tu m'aimes! s'écria-t-il en l'étreignant impétueusement entre ses bras.

Quelques heures plus tard, Marthe était seule dans la chaumière. Seule! elle ne le croyait pas encore. A chaque instant, elle tressaillait et prêtait l'oreille; elle s'imaginait entendre le pas de Manuel. Elle lui avait absolument défendu de revenir; mais elle espérait,... elle avait la certitude qu'il reviendrait. Quand le léger bruit qui l'avait remplie de joie s'éteignait sans que Manuel parût, elle retombait sur le divan et s'accusait de folie, puis elle se redressait frémissante, si le vent faisait crier les goëmons secs en les balayant sur le rivage, ou si quelque pêcheur marchait dans le lointain. La journée se passa ainsi. Les premiers momens d'une séparation ne sont peut-être pas les plus cruels : il reste dans les objets matériels, dans l'air autour de nous, quelque chose de ceux qu'on ne voit plus; mais bientôt, hélas! toute trace de leur présence s'efface. Alors on s'agite douloureusement dans le vide; la longueur des jours nous écrase; quand la personne aimée était là, les jours n'avaient que les heures que nous passions près d'elle. Rien ne conduit plus à douter de l'existence positive du temps que l'amour. Une seconde de bonheur peut être le foyer d'un rayonnement qui dévore et annule les vingt-quatre heures qui nous en séparent.

Sa correspondance avec Manuel devint toute la vie de Marthe. Presque chaque jour elle trouvait chez Catherine une lettre de lui et consacrait souvent des nuits entières à lui répondre. Les lettres sans fin seront toujours une des plus infaillibles preuves de la profondeur d'une affection. Dans le bonheur on peut s'abuser, mais quand le besoin de verser son âme dans une autre âme se fait incessamment sentir malgré l'absence, c'est qu'on est sérieusement atteint.

Mme de Cernan retourna à Paris trois semaines après le départ de Manuel. Ce fut un nouveau déchirement pour Marthe. Les lieux où l'on a aimé sont sacrés. L'arbre qui abritait d'heureuses causeries, le sentier qu'on parcourait ensemble, le paysage qui inspirait les mêmes rêves à deux êtres qui s'adoraient, ne seront jamais pour eux un arbre, un sentier, un paysage comme un autre. Jamais l'homme ne se résignera à croire que la nature n'est qu'un impassible témoin de ses émotions. Il a l'intuition vague d'une communication entre elle et lui, et cette intuition doit avoir raison contre le raisonnement qui la condamne.

XIII.

La baronne avait quitté la Bretagne le 15 octobre. Un soir du mois de février suivant, toutes les personnes que nous avons connues au château de Cernan se trouvaient réunies dans son hôtel à Paris. Cinq mois s'étaient écoulés depuis le départ de Manuel, et pendant ces cinq mois le drame intime dont nous avons raconté le prologue n'avait pas fait un pas vers son dénoûment. Mme de Rosbac persistait dans son système d'intrigue : dès qu'un prétendant sérieux à la main de Marthe perçait à l'horizon, elle s'efforçait de l'éloigner par de calomnieuses révélations sur le caractère de Mlle de Montbrun, espérant ainsi rendre son fils indispensable. Mme de Cernan éprouvait un secret mécontentement contre sa nièce; elle lui reprochait souvent sa tristesse, la physionomie ennuyée qu'elle portait dans le monde, et son obstination à refuser le marquis. Marthe essayait quelquefois de lui parler indirectement de Manuel; mais la seule idée d'un mariage qui lui enlèverait sa nièce excitait chez la baronne une telle irritation, qu'elle se taisait bientôt découragée.

Une rupture complète avec sa tante lui semblait donc inévitable. Renoncer à Manuel, c'eût été à ses yeux la dernière des infamies; d'ailleurs elle l'aimait plus qu'elle ne l'avait jamais aimé. En supprimant les froissemens de la réalité, l'absence augmente notre foi au bonheur dont elle nous prive : Marthe en connut toutes les illusions et toutes les tortures. Elle avait des instans d'indicible souffrance où elle oubliait les considérations qui l'avaient empêchée de suivre Manuel, et se désespérait d'avoir résisté à ses supplications.

Des anciens hôtes de Cernan, Julia seule était heureuse. Juan de Villa l'avait suivie à Paris, et venait enfin de lui demander officiellement sa main. Les circonstances l'avaient merveilleusement servie. Quelques jours avant son départ de Bretagne, maître Servet avait été frappé d'apoplexie à la suite d'un de ses plus chaleureux plaidoyers, et était mort au bout de trois mois de souffrance. Malgré sa passion pour la vicomtesse, George n'avait pu quitter son père malade, il lui avait été également impossible d'abandonner sa mère pendant les premiers instans de douleur; Julia se croyait donc à jamais débarrassée de lui.

Le soir dont nous parlions, la vicomtesse entra triomphante dans le salon de la baronne. Soit coquetterie, soit désir d'engager Juan en donnant toute la publicité possible au bruit de leur prochain mariage, elle s'était plu à faire une toilette soi-disant espagnole, et paraissait plus blanche, plus fraîche, plus délicate que jamais sous ses dentelles noires et ses nœuds de ruban rose. Elle s'attendait à d'enthousiastes félicitations de la part de Juan, qui l'avait quittée quel-

ques heures auparavant; mais, à sa grande surprise, il ne sembla pas remarquer sa parure, et lui adressa la parole d'un air triste et contraint qui la tourmenta singulièrement. Julia était une de ces femmes que leur passé tient dans un état de perpétuelle inquiétude. — Lui a-t-on dit quelque chose? que sait-il? se répétait-elle tout en souriant à Juan. Elle essaya en vain de le faire parler. Les insinuations les plus adroites le laissèrent soucieux et impénétrable.

Une sérieuse anxiété commençait à s'emparer de la vicomtesse quand la porte du salon s'ouvrit : un domestique annonça M. George Servet, et George parut en grand deuil, pâle, les traits bouleversés. Julia regarda Juan, qui se tenait à quelque distance d'elle, le dos appuyé contre la cheminée; au coup d'œil qu'il lança sur George, elle comprit que le danger venait de ce côté.

Après avoir adressé quelques phrases de politesse à Mme de Cernan, George s'approcha de la vicomtesse et lui dit d'une voix sourde : — Il faut absolument que je vous parle.

— Comment va madame votre mère? dit Julia assez haut pour être entendue de l'Espagnol, qui ne la quittait pas des yeux.

— Ma mère! répondit George à voix basse au grand déplaisir de la vicomtesse; je l'ai laissée désespérée, malade; ne réveillez pas mes remords.

— Êtes-vous depuis longtemps à Paris? dit négligemment Julia.

— Depuis un quart d'heure, murmura George. Il faut que je vous parle, ajouta-t-il avec une fureur concentrée.

— Venez demain me voir; j'aurai le plus grand plaisir à causer avec vous, dit Julia toujours à haute voix.

— Demain, c'est trop tard, dit George; je veux vous parler ce soir, à l'instant même.

— George, on nous entend; vous êtes fou. Ne me parlez plus, dit tout bas la vicomtesse effrayée des regards terribles de Juan, et elle fit un mouvement pour se lever.

— Après tout, ce que j'ai à vous dire n'est pas long, dit George exaspéré. Épousez-vous, oui ou non, M. de Villa? Oui ou non, répondez!

Julia ne répondit pas et se dirigea vers la cheminée. George resta sur sa chaise comme foudroyé. Il prit un livre sur une table placée près de lui, l'ouvrit, et lut indéfiniment la même page sans avoir conscience de ce qu'il faisait. Julia s'était posée près de Juan. Le coude coquettement appuyé sur le velours ponceau qui recouvrait la cheminée, elle jouait avec les rubans de sa coiffure. L'Espagnol était sombre et ne la regardait pas.

— Monsieur de Villa, dit-elle après s'être assurée qu'elle était plus jolie ce soir-là qu'elle ne l'avait jamais été, monsieur de Villa, j'ai bien envie de vous dire ce qui vous rend si maussade ce soir.

— Dites, madame, reprit Juan d'un ton froid en se retournant involontairement vers elle.

— Vous êtes jaloux de M. Servet.

— C'est vrai, dit Juan, qui était absolument incapable de dissimuler.

— Pourquoi? dit Julia en regardant Juan avec une délicieuse expression de naïveté.

— Mais, madame, il me semble que vos conversations à voix basse m'en donnent assez le droit.

— Ah! ce n'est pas tout, dit Julia avec une gentillesse enfantine. Vous étiez jaloux, vous étiez furieux en entrant dans le salon.

— Eh bien! oui, madame, dit Juan brusquement; j'étais jaloux, j'étais furieux, et j'avais grandement raison de l'être.

La physionomie de Julia changea tout à coup d'expression. — Monsieur de Villa, dit-elle, la situation dans laquelle nous nous trouvons me donne le droit d'exiger de vous une franchise absolue. Quelle accusation fait-on peser sur moi? Dites-moi tout. J'en appelle à votre loyauté.

Le ton noble et calme avec lequel Julia prononça ces paroles imposa singulièrement à Juan. D'ailleurs, en appeler à sa loyauté, c'était toucher chez lui la corde sensible. Il tira une lettre de sa poche et la remit tout ouverte à la vicomtesse.

— Lisez, lui dit-il.

Julia comprenait un peu l'espagnol et déchiffra sans trop de peine la lettre suivante :

« Mon cher Juan, dois-je croire ce qu'on m'écrit? Est-il vrai que tu songes à épouser la vicomtesse? Je t'en conjure, ne fais pas cette folie; Julia n'est pas digne de toi. Ne crois pas qu'il s'agisse ici de vagues soupçons; le hasard m'a fourni contre elle des preuves irrécusables. Au reste, il te sera facile de te convaincre par toi-même de la vérité. George est sans doute à Paris; ouvre les yeux sur ce qui se passe entre lui et Julia. Si tu l'aimes sérieusement, tu me pardonneras difficilement d'abord la ruine de tes illusions; mais tu me remercieras plus tard, j'en ai la certitude. »

— Monsieur de Villa, tout est fini entre nous, je vous rends votre parole, dit Julia avec une dignité superbe en remettant la lettre de Manuel à Juan. — Et elle resta un instant immobile, les yeux fixés sur les siens.

— Je dois être magnifique ainsi, se disait-elle; si nous étions seuls, il tomberait à mes pieds.

— Mais, madame, balbutia Juan fasciné, expliquez-moi seulement l'arrivée subite de M. Servet; expliquez-moi pourquoi il vous parlait à voix basse.

— Je ne m'abaisserai jamais jusqu'à me justifier, dit Julia, de

plus en plus glaciale à mesure qu'elle était plus certaine de l'émotion de Juan, et elle fit un mouvement pour s'éloigner.

— Je vous en conjure, écoutez-moi! dit le pauvre Juan désespéré.

Julia fit deux pas sans tourner la tête. Juan déchira la lettre et la jeta au feu.

— Je ne crois plus que vous, madame, dit-il en s'avançant vers Julia.

Julia l'enveloppa d'un regard plein d'amour et revint s'accouder sur la cheminée.

— Que je vous remercie de votre confiance! dit-elle en se penchant vers Juan. Maintenant je vous dois l'explication que je vous refusais tout à l'heure. M. Servet est amoureux de moi depuis longtemps, et son amour a donné lieu à mille bavardages dont j'ignorais l'importance avant de lire la lettre de votre ami. J'ai cru comprendre tout à l'heure qu'il n'était venu à Paris que pour savoir si je vous épousais. Voilà tout.

— L'avez-vous aimé? dit Juan d'un ton où perçait une profonde jalousie.

— Juan! dit la vicomtesse, et ses yeux ajoutaient à ce mot un commentaire qui signifiait : « Je n'ai jamais aimé que vous. »

— Je ne veux plus qu'il vous parle, dit Juan.

— Je ne vois qu'un moyen de l'en empêcher : c'est de lui apprendre la vérité.

— Pourquoi la lui avez-vous cachée?

— Notre mariage n'étant pas annoncé publiquement, j'aurais eu l'air de lui faire une confidence; mais si vous m'y autorisez...

— Certes! dit Juan.

La vicomtesse était intérieurement ravie. Son audace et son adresse avaient conjuré la tempête. Il ne s'agissait plus que de briser le cœur du pauvre George, chose tout à fait insignifiante à ses yeux. Pour anéantir à jamais les soupçons de Juan, elle résolut de se montrer d'une dureté éclatante envers son ancien amant. D'ailleurs elle possédait à un trop haut degré la science de la vie pour ne pas savoir qu'en fait de scélératesse la plus inouie est la plus habile, et qu'étonner c'est presque toujours dominer.

George était resté près de la table, ne voyant, n'entendant et surtout ne lisant rien. Julia, sans quitter sa place, l'appela par son nom. George tressaillit et s'avança vers elle. Par un mouvement de bonté instinctive, Juan se déroba à moitié au triomphe que lui préparait Julia, en s'asseyant dans un fauteuil au coin de la cheminée.

— Monsieur Servet, dit Julia de sa voix la plus caressante, vous êtes trop de mes amis pour que je ne tienne pas à vous annoncer moi-même mon prochain mariage avec M. de Villa. Comme je suppose que vous retournerez bientôt près de madame votre mère, je vous charge d'en faire part à mes connaissances de Bretagne.

C'est à tort qu'on s'étonne de l'impassibilité avec laquelle la plupart des condamnés entendent leur sentence de mort. Au moral comme au physique, les coups d'une excessive violence ont pour premier effet d'annuler la sensibilité. Tandis que les gens qui remplissent la salle voient se dresser devant eux les formidables images de la guillotine et de l'éternité, l'accusé saisit à peine le sens des paroles qui le retranchent du nombre des vivans.

Le discours de Julia sembla pétrifier George. Pendant plusieurs secondes, il resta devant elle, les yeux fixés sur une rose blanche enfouie au milieu des dentelles de son corsage; deux ou trois pétales s'en détachaient. — Cette fleur va tomber, se disait-il. Tout à coup il passa sa main sur son front et fit quelques pas indécis à droite et à gauche. Sans s'en douter, il cherchait son chapeau. L'habitude, comme l'instinct, fait quelquefois mouvoir le corps sans que la volonté s'en mêle. Le chapeau trouvé, il traversa le salon d'un pas ferme et sortit.

A trente ans, quelque épris qu'on soit, la trahison d'une maîtresse ne vous enlève qu'une femme. A vingt ans, c'est la foi à la femme qu'on perd le jour de la désillusion, et sans cette foi la vie est impossible à un âge où l'amour est tout.

De toutes les personnes qui se trouvaient dans le salon de la baronne, une seule devina se qui se passait dans le cœur de George, une seule lut sur son front le désespoir sans remède, une seule se dit en le voyant ouvrir la porte : — Il va se tuer! — Ce fut Marthe. Aussi le suivit-elle sans hésitation. Au moment où elle quittait le salon, Julia se retournait vers Juan et murmurait en souriant : — Pauvre garçon! il ne dormira certes pas de la nuit.

Une heure après cette scène, Marthe entrait avec l'abbé dans la chambre qu'occupait George dans un hôtel de la rue Jacob. George était assis devant son bureau et écrivait. Il se retourna et regarda ses anciens amis d'un air hébété, en posant la main sur un pistolet qui se trouvait devant lui.

— Mon cher George, qu'alliez-vous faire? s'écria l'abbé en s'élançant vers le jeune homme.

— Me tuer, dit George tranquillement.

La démence de la passion, comme les autres démences, coupe toute communication entre nos idées et celles des autres. George ne comprenait pas qu'on pût penser à l'empêcher de se tuer.

— Oubliez-vous Dieu? n'aimez-vous plus votre mère? s'écria l'abbé en faisant un mouvement pour s'emparer du pistolet.

George saisit le bras du vieillard et le poussa vers la porte en lui disant : — Allez-vous-en, je veux être seul; je n'aime rien.

Marthe était restée jusqu'à ce moment silencieuse dans un coin de

la chambre. Elle s'approcha de George et posa sa main sur son épaule.

— George, dit-elle, je croyais que vous m'aimiez comme une sœur.

Le jeune homme tressaillit en entendant cette douce voix de femme et regarda Marthe comme s'il ne l'avait jamais vue.

— Je n'aime rien; je n'ai pas de sœur, murmura-t-il en lâchant le bras de l'abbé.

— Mon cher abbé, laissez-moi lui parler, dit Marthe au vieux prêtre.

L'abbé savait que l'instinct de la consolation donné par Dieu à la femme la fait supérieure à l'homme dans les grandes crises de la vie morale. Il fit un signe d'assentiment et s'assit près de la porte. Marthe prit la main de George, qui se laissa conduire sans résistance vers un canapé placé au fond de l'appartement.

— Mon cher George, dit Marthe en tenant toujours sa main dans la sienne, vous l'aimiez donc bien!

George la regarda avec des yeux effarés.

— Vous aimiez donc bien Julia! reprit-elle.

— Ne prononcez pas ce nom, ne parlez pas d'amour, dit George en repoussant la main de Marthe. — Et il resta les bras pendans, la tête appuyée sur sa poitrine.

Marthe reprit sa main. George la regarda et vit qu'elle pleurait. — Pourquoi pleurez-vous? dit-il durement.

— Je pleure parce que vous souffrez, parce que je souffre moi-même.

— Vous! dit George avec ironie, vous souffrez, vous qui n'avez jamais aimé!

— George, dit la jeune fille d'une voix basse et pénétrante, George, j'ai aimé; j'aime autant que vous.

— Autant que moi! cria George en bondissant de fureur, autant que moi! vous osez dire cela! Des coquetteries, des niaiseries sentimentales; vous n'êtes pas capable d'autre chose, vous! Voilà ce que vous appelez aimer autant que moi! Mon cœur était si plein d'elle, que je n'ai pas trouvé de larmes pour pleurer mon père. Près de ma mère, je n'avais qu'une pensée : quand donc me laissera-t-elle partir pour que j'entende Julia me répéter qu'elle m'aime? L'infâme! elle disait à un autre les mots qu'elle m'avait dits à moi; mais elle ne l'aime pas, elle n'a jamais aimé personne : c'est un monstre, cette femme!... Oh! Julia, ma bien-aimée Julia! cria-t-il un instant après en étendant les bras devant lui avec délire, et, comme une corde trop tendue qui se brise après avoir rendu le son le plus aigu, il s'affaissa sur lui-même, et des larmes jaillirent de ses yeux.

Quand George releva la tête, il promena autour de lui un regard étonné.

— Marthe, dit-il d'une voix sans timbre, comment êtes-vous venue ici? Que vous êtes bonne! — Puis il retomba dans un morne abattement.

L'abbé appela Marthe d'un regard.

— Ma chère enfant, lui dit-il, je vais partir avec George pour l'Italie. S'il reste à Paris ou s'il retourne en Bretagne, le désespoir le saisira de nouveau, et nous ne serons pas toujours près de lui pour le sauver. Dans deux ou trois mois, je le reconduirai à sa mère. Je vous laisse ici. Tout sera bientôt prêt pour notre voyage.

George, dominé par le tout puissant magnétisme qu'exercent l'abnégation du prêtre et la douceur de la femme, monta sans résistance dans une chaise de poste, et Marthe lui serra une dernière fois la main avant de se faire reconduire à l'hôtel.

XIV.

Mme de Rosbac, son fils, sa fille, Juan et Julia dînaient le lendemain chez la baronne de Cernan.

— Où donc est l'abbé? dit Mme de Rosbac en remarquant qu'on n'avait pas mis le couvert du vieux prêtre.

— Il est parti pour Rome, dit Mme de Cernan.

— Et le naturel de B... qui est apparu un instant hier au soir dans le salon, qu'est-il devenu? dit le jeune marquis. Ne trouvez-vous pas, madame, qu'avec sa figure pâle et ses yeux égarés il ressemblait à s'y méprendre au spectre de Banquo?.. ajouta-t-il en se retournant vers Julia.— Jenny lui avait appris tous les détails de l'intrigue de la vicomtesse avec George, et en adorateur éconduit, le marquis ne laissait passer aucune occasion de la tourmenter.

— L'ombre de Banquo n'ayant jamais existé que dans l'imagination de Macbeth, je n'ai pas d'idée bien arrêtée sur son compte, répliqua Julia d'un ton dégagé.

— Je crois, madame, que vous devez connaître très intimement la Macbeth de M. Servet, dit le marquis effrontément, et qu'avec un peu de bonne volonté vous pourriez nous dire d'où venait le spectre d'hier et où il est allé.

Juan ne comprenait rien à ce dialogue : les Espagnols ayant lu Shakspeare sont des phénomènes qu'on pourrait compter; mais, voyant qu'il s'agissait de George, il écoutait de toutes ses oreilles et regardait de tous ses yeux.

La vicomtesse, ne voulant pas paraître embarrassée des attaques du marquis, répondit étourdiment :

— Il est probablement allé rejoindre les sorcières sur leur bruyère.

— Il est parti pour Rome avec l'abbé, dit Marthe, qui contenait à grand'peine son indignation.

Les deux femmes échangèrent un regard. Celui de Julia disait : « Je devine tout, et je te hais; » celui de Marthe : « Je sais tout, et je te méprise. » Se voir menacée dans ses projets par Manuel et méprisée par Marthe, c'était plus qu'il n'en fallait pour pousser la vicomtesse à la vengeance. — Il faut en finir, se dit-elle en sortant de table. Demain Marthe sera brouillée avec Manuel ou avec sa tante. Moi aussi j'ai des armes contre eux...

Non-seulement l'épître que Juan lui avait montrée la veille lui prouvait que Marthe écrivait toujours à Manuel; mais Jenny, qui n'avait guère de secrets pour la vicomtesse, lui avait confié que sa maîtresse recevait trois fois par semaine des lettres de Bretagne, soi-disant de Catherine, qu'elle renfermait dans un coffret. Julia avait trop d'expérience pour ne pas savoir qu'une correspondance aussi active, entretenue depuis cinq mois, devait impliquer quelque compromettant mystère. Révéler les secrets de Marthe à la baronne, c'eût été s'exposer elle-même. En habile stratégiste, elle eut immédiatement l'idée de faire servir les passions des autres à la satisfaction des siennes, et, prenant Mme de Rosbac à part aussitôt que le café fut enlevé, elle eut avec elle une longue et intime conférence.

Ceci se passait le mardi soir. Tous les mercredis, Marthe sortait à une heure pour aller prendre une leçon de chant chez un professeur célèbre. En descendant l'escalier, elle rencontra Mme de Rosbac, qui montait chez sa tante. La marquise accabla la jeune fille de ces mille câlineries qui feront toujours de la rencontre de deux femmes du monde un curieux et grotesque spectacle.

Une demi-heure après, les deux vieilles amies étaient dans la chambre de Marthe. Un grand coffret d'ébène venait d'être forcé par la marquise, et une foule de lettres s'en échappaient. La marquise en prit une au hasard, la déploya comme par distraction, et d'un coup d'œil lut ces deux lignes : « Ma bien-aimée, penses-tu à moi? Comprends-tu ce qu'est ma vie loin de toi? toi, mon unique pensée, ma maîtresse, ma sœur, ma femme... »

Elle savait tout ce qu'elle voulait savoir, et glissa adroitement ce papier sous les yeux de la baronne, qui le prit sans se douter que son amie l'avait lu.

— La malheureuse! l'infâme! cria Mme de Cernan. Moi qui comptais en faire mon héritière! Qu'elle s'en aille! Je ne veux plus en entendre parler.

— Ma chère amie, dit la marquise, on n'est pas infâme pour avoir écrit et reçu quelques lettres d'amour. Votre nièce est une femme

charmante, la vie de votre intérieur. Songez à l'isolement dans lequel vous retomberiez, si elle vous quittait.

Parler d'isolement, c'était évoquer le fantôme qui troublait les nuits de la baronne. — Je n'y pense que trop, dit-elle avec découragement; mais qu'en faire? Comment la marier maintenant?

— Nous sommes déjà sœurs par l'affection; que les torts de Marthe deviennent un secret de famille, dit la marquise. Mon fils l'aime, vous le savez. Une étourderie de jeune fille ne me paraît pas assez grave pour empêcher un mariage que je désire depuis longtemps.

La baronne fut presque complétement calmée par ces paroles. Comme toutes les femmes de son espèce, elle ne mesurait la gravité d'une faute que sur les inconvéniens sociaux qui pouvaient en résulter. Du moment que celle de Marthe devait être ignorée du monde et ne dérangeait pas ses projets, elle n'y attachait plus grande importance.

— Merci, chère amie, dit-elle. Je vous donne ma parole que Marthe épousera votre fils. Comme je vais lui parler! ajouta-t-elle en regardant la pendule.

— Prenez garde, dit la marquise, qui comprenait mille fois mieux que la baronne le caractère de Marthe. Votre nièce est fière et exaltée. Si vous la blessez, elle brisera avec vous plutôt que de céder. Il faudrait y mettre des ménagemens.

— Eh bien! restez près de moi, dit la baronne, enchantée qu'on lui évitât l'embarras d'une scène difficile.

Quand Marthe rentra dans sa chambre, elle poussa un cri en voyant sur une table son coffret brisé et les lettres de Manuel éparses. Elle aperçut au même instant la baronne et la marquise assises toutes les deux sur un canapé. Sans dire un seul mot, elle s'avança vers la table, rassembla les lettres et les remit dans le coffret. Son effrayante pâleur trahissait seule ce qu'elle souffrait.

— Eh bien! mademoiselle, qu'avez-vous à dire? s'écria la baronne, irritée de ce calme apparent.

— Rien que vous ne sachiez, ma tante, répondit Marthe. J'aime M. Belmar, et je vous supplie de me permettre de l'épouser.

— Vous permettre de l'épouser? jamais. Ah! vous avez cru que vos intrigues auraient pour résultat de me faire donner ma fortune à ce misérable. Je comprends votre sang-froid. Vous êtes trop heureuse que Mme de Rosbac veuille bien consentir à oublier vos torts. Sans cela, je vous renverrais en Touraine dans la famille de votre mère.

Avant que Marthe pût répondre, Mme de Rosbac prit la parole.

— Ma chère Marthe, dit-elle, je connais vos grandes qualités et je me réjouirais de vous avoir pour fille. Mon fils vous aime passionné-

ment et n'entendra jamais parler de cette histoire. Moi-même je ne sais rien. Je n'ai pas lu une seule ligne de ces lettres.

— Si vous les aviez lues, madame, vous auriez la conviction que je ne ne puis épouser que M. Belmar, répondit Marthe.

— Exagération de jeune fille, dit la marquise.

— Vous épouserez le marquis, ou je vous abandonnerai, dit la baronne.

— Je ne fais pas l'injure à M. de Rosbac de croire qu'il épouserait une femme qui est à un autre, dit Marthe.

— C'est bien la digne fille de sa mère, de cette malheureuse qui a déshonoré le nom de mon frère, cria la baronne furieuse. J'avais prévu ce qui arrive quand je l'ai vu s'allier à une famille de saltimbanques. — Oui ou non, épouserez-vous le marquis, mademoiselle?

Marthe prit le coffret et fit quelques pas vers la porte sans même regarder la baronne. La marquise s'élança et saisit le bras de la jeune fille.

— Chère enfant, dit-elle, ne faites pas de folie. Le sentiment auquel vous cédez en ce moment est honorable, mais l'exaltation de votre caractère et votre ignorance de la vie vous égarent. Ne croyez pas que votre faute soit sans exemple; c'est une histoire de tous les jours. Combien de jeunes filles, entraînées comme vous par l'amour, deviennent d'heureuses épouses et d'heureuses mères, et n'en sont ni moins honorées dans leur famille, ni moins chéries par leur mari!

— Pourvu qu'elles lui apportent six cent mille francs de dot, dit Marthe révoltée de tant de bassesse, en écartant avec dégoût les mains de la marquise.

— Qui sait si M. Belmar voudra de vous sans les six cent mille francs? dit Mme de Rosbac en lançant sur Marthe un regard chargé de haine.

Marthe ouvrit la porte.

— Marthe! Marthe! où allez-vous? Restez, dit la baronne.

— Je vais en Touraine. Je ne resterai pas une seconde de plus dans une maison où l'on insulte ma mère. Vous n'avez plus de droits sur moi, madame.

Marthe dit ces mots avec une détermination si froide, si arrêtée, que ni l'une ni l'autre des deux amies n'eut la pensée de la retenir.

Mlle de Montbrun ne s'arrêta que quelques heures en Touraine pour prier sur la tombe de sa mère. Rien ne l'empêchait plus de tenir la promesse qu'elle avait faite à Manuel six mois auparavant.

MAX VALREY.

(*La dernière partie au prochain n°.*)

L'ITALIE

SON AVENIR, SES PARTIS

ET LES PUBLICISTES ITALIENS

I — V. Gioberti. *Del Rinnovamento civile d'Italia*, 2 vol. in-8°. Parigi e Torino.
II. — F. Ranalli. *Le Istorie Italiane dal* 1846 *al* 1853, 4 vol. in-12. Firenze.

Lorsque l'on envisage l'état présent de l'Italie, lorsque l'on considère surtout le désespérant passé dont ce présent est l'œuvre, on éprouve un embarras qu'on ne saurait dissimuler à parler encore de l'avenir de la nationalité italienne. Il semble, rien qu'à ces mots, entendre tout homme éclairé redire ce qu'il y a trois siècles déjà Machiavel écrivait à Vettori : *l'unione degl' Italiani! voi mi fate ridere.* En effet l'histoire a si souvent prononcé sur ce sujet et d'une si accablante manière, qu'on ne peut guère entreprendre de contester encore ses arrêts sans amener invariablement sur les lèvres du lecteur le mélancolique sourire du secrétaire de Florence. « Encore un géomètre, disent les passans, qui cherche la quadrature du cercle! » Et chacun tourne le feuillet.

Il est cependant une classe d'écrivains dans le monde à qui ce douloureux sujet, semble-t-il, doit être éternellement permis, et qui lorsqu'ils en parlent avec cœur et talent, méritent toujours l'audience des plus incrédules et des plus blasés: ce sont les écrivains italiens. Ces écrivains en effet, depuis la fin du dernier siècle surtout, depuis Alfieri du moins, leur chef dans les temps modernes, donnent à l'Eu-

rope un noble spectacle. La fortune a beau briser toutes leurs espérances, confondre toutes leurs prophéties, se rire, de son rire le plus cruel, de toute leur constance et de tous leurs efforts : rien ne les trouble, rien ne les émeut, rien ne les abat. L'Italie dans leurs ouvrages, plus grande, comme l'homme de Pascal, que ce qui la tue, semble renouveler, dans ses malheurs et dans ses déceptions même, on ne sait quelle inépuisable source de fierté et de confiance. Ces lourds rochers de la domination étrangère et du despotisme domestique qui écrasent la péninsule ont beau, chaque fois qu'on les soulève, retomber plus durement sur elle; imperturbables, les publicistes italiens s'acharnent, à peine retombés, à les soulever encore : milice invincible, quoique toujours vaincue, car elle ne se rend jamais.

L'attitude de cette milice est surtout remarquable depuis les désastreux événemens qui ont suivi, il y a sept ans, la dernière levée de boucliers de la péninsule. On se rappelle en quelles circonstances vraiment uniques dans l'histoire, non-seulement de l'Italie, mais de l'Europe, cette levée de boucliers eut lieu. Depuis 1815, pas un jour en quelque sorte ne s'était écoulé où les efforts des partis et les fautes des gouvernemens n'eussent préparé la renaissance de la nationalité et de la liberté italiennes. L'avénement au saint-siége, en juin 1846, d'un pape qui à l'âme d'un saint parut d'abord aux populations joindre le génie d'un réformateur, avait semblé encore un acquiescement donné par le ciel même aux vœux des Italiens. Le mouvement libéral inauguré par Pie IX s'était en un moment communiqué au reste des états de la péninsule. Tous les gouvernemens de ces états, cédant à l'ascendant de l'exemple et à la pression de l'opinion, octroyaient successivement des chartes constitutionnelles à leurs sujets. Tout à coup, et au plus fort de l'enthousiasme de cette ère réformatrice, une révolution formidable éclate à Paris, et de Paris en moins d'un mois gagne l'Allemagne et l'Autriche. Tous les liens qui jusqu'alors avaient rattaché ensemble les vingt nations que réunit la monarchie autrichienne se rompent; la Bohême et la Hongrie se soulèvent; des insurrections nationales éclatent et triomphent à Milan et à Venise; la cour de Vienne, réduite à quitter sa capitale, trouve à peine un asile à Olmütz. Le roi de Sardaigne, saisissant une occasion qui avait été le rêve de toute sa vie, réunit son armée, passe le Tessin, et, aux acclamations de tout l'Occident, arrive presque sans coup férir sur le Mincio. Qui n'eût cru que l'Italie allait enfin sortir de là victorieuse, indépendante et libre? Tout le monde, y compris l'Autriche elle-même, un moment le pensa; mais on sait le reste, et comment, les vices séculaires de l'esprit et du caractère italien se réveillant et se mettant de la partie, ces magnifiques espé-

rances, bientôt confondues, firent place aux plus désolantes déceptions, comment une réaction terrible, succédant à d'impardonnables fautes, fit partout rentrer les choses dans un état plus violent encore que celui où elles se trouvaient avant l'explosion de ce mouvement si généreux à son début. Au lendemain de tels événemens, le découragement, au moins momentané, des publicistes italiens eût été naturel et dans une certaine mesure excusable. Chose remarquable, c'est le dernier sentiment qui paraisse dans leurs écrits. Au contraire il semble que cette nouvelle infortune de leur patrie n'ait fait que redoubler encore l'inébranlable foi qu'ils gardent en ses destinées. Tout est tombé, tout a été bouleversé, tout a été vaincu en Italie, excepté eux, excepté la confiance qu'ils avaient avant ces événemens, et qu'aujourd'hui même ils ont encore, dans la justice et dans l'avenir de leur cause. Assurément, nous le répétons, quelque opinion que l'on ait de la condition présente de la péninsule, cette invincible obstination de la classe pensante italienne à ne pas s'incliner devant les faits accomplis, tout désastreux qu'ils soient, donne à l'Europe un assez beau spectacle. Au milieu de tant d'autres et de bien tristes défauts, les Italiens n'ont pas du moins la triste vanité de tirer gloire de leurs défaites. Ils connaissent leur état, ils ont sondé leurs blessures, et s'ils sont impuissans à les guérir, du moins ils ne s'en glorifient pas. Ces sentimens forment le fond de leur âme publique; tout ce qui pense en Italie les éprouve, et tout ce qui parle ou écrit les exprime.

Parmi les écrivains assez nombreux qui depuis les derniers événemens ont servi d'organes à ce mouvement très accusé et très remarquable de l'esprit italien, deux surtout, à des titres divers, ont fixé dans la péninsule et à notre avis méritent d'obtenir dans le reste de l'Europe l'attention des intelligences élevées. L'un est l'abbé Gioberti par la publication du dernier ouvrage que la mort lui ait permis de composer, le traité *Del rinnovamento civile d'Italia;* l'autre est M. Ranalli, auteur d'un tableau des révolutions dont l'Italie a été le théâtre pendant les huit dernières années, et qui a paru récemment sous le titre de *Le Istorie italiane dal* 1846 *al* 1853.

L'abbé Gioberti est loin d'être un inconnu pour les lecteurs de la *Revue*. Pendant vingt ans environ que, soit comme philosophe, soit comme publiciste, soit enfin comme homme d'état, il a figuré sur la scène des affaires, on a eu trop souvent l'occasion de l'apprécier ici pour qu'il soit utile de rappeler quelles furent les phases diverses de sa carrière jusqu'à l'époque suprême pendant laquelle il écrivit l'ouvrage qui nous amène à nous occuper encore une fois de lui. C'est à Paris, on le sait, dans un exil volontaire où deux ans plus tard il devait mourir, qu'il composa ce *Rinnovamento civile d'Italia*, son testa-

ment littéraire et politique, et l'un des monumens les plus remarquables de l'obstination généreuse de l'esprit italien à ne jamais désespérer de la régénération de l'Italie.

Ce *Rinnovamento* cependant est-il donc un chef-d'œuvre? Il s'en faut; à tout prendre même, il n'est pas le chef-d'œuvre de l'auteur. La critique ensuite, si elle s'arrêtait à le juger à titre de production littéraire, aurait ample matière à relever ses défauts. Il y règne une diffusion extrême. Les deux gros volumes de huit cents pages chacun dont il se compose seraient non-seulement sans inconvénient, mais encore avec avantage pour le lecteur, l'auteur et le sujet, réduits des trois quarts. Ce sont à chaque instant des digressions interminables sur des matières qu'aucun lien ne rattache au reste de l'ouvrage, des récriminations sans fin contre les personnages qu'à tort ou à raison l'abbé Gioberti accuse d'être les auteurs de ses mésaventures personnelles, des dissertations à perdre haleine sur des lieux communs de philosophie ou de politique, qui interrompent, pendant des chapitres entiers, la marche du raisonnement. Ajoutez des jugemens sur les personnes et sur les choses, non-seulement du temps de l'abbé Gioberti, mais des époques les mieux connues de l'histoire, dont la bizarrerie, pour ne rien dire de plus, est telle que si on ne faisait largement la part de la passion qui emporte l'écrivain, on concevrait la plus médiocre idée de son bon sens; ajoutez enfin un style souvent prétentieux et obscur, puis, dans un sujet qui demandait avant tout du naturel et de la clarté, une recherche de l'abstraction et de l'effet qui irrite et qui rebute. Avec cela néanmoins, ce *Rinnovamento*, une fois commencé, se lit jusqu'au bout. Et pourquoi? C'est qu'au milieu du fatras des choses inutiles ou fatigantes qu'on y rencontre, un livre y est contenu, dont l'intérêt est tel qu'on ne peut s'en détacher. Le vrai titre de ce livre, que les mots obscurs et emphatiques de *Rinnovamento civile d'Italia* n'indiquent guère, serait : « Des souffrances de l'Italie, de leurs causes et de leurs remèdes. » Tel est le sujet en effet que l'abbé Gioberti a malheureusement noyé dans ses deux gros volumes, mais qu'il n'en a pas moins traité avec un pathétique de langage, avec une sûreté d'analyse et une hardiesse de conclusions qu'il est impossible de méconnaître. Il parle des malheurs de son pays avec un attendrissement sincère et mâle qui va à l'âme; il met à nu les causes jusqu'aux plus délicates de ces malheurs avec une vérité d'observation et une franchise de parole qui commandent la confiance; il expose enfin les moyens qu'il croit propres à mettre un terme à cette longue infortune avec une habileté de dialectique et une chaleur de démonstration qui, quelque opinion qu'on ait de leur valeur, gardent une apparence qui impose. A ce dernier égard surtout, le *Rinnovamento*

est digne d'attention. La politique préconisée par l'abbé Gioberti comme seule capable de procurer quelque jour la délivrance de l'Italie n'est pas restée enfouie dans son livre; loin de là : toute l'Italie l'y a trouvée et est venue l'y méditer, et s'il serait exagéré de dire que c'est d'elle seule aujourd'hui qu'à l'école du célèbre abbé les Italiens attendent leur salut, il faut cependant reconnaître non-seulement qu'elle a fait les plus grands progrès dans leurs esprits, mais même qu'elle a commencé d'inspirer déjà d'une manière visible la conduite du plus important des gouvernemens de la péninsule, je veux dire le gouvernement piémontais.

M. Ranalli n'a pas jusqu'à présent la notoriété de l'abbé Gioberti, et *le Istorie italiane* n'ont pas fait autant de bruit que le *Rinnovamento;* cela ne veut pas dire néanmoins que son œuvre ne mérite pas, hors de l'Italie surtout, autant d'attention que celle du publiciste célèbre dont nous voulons la rapprocher. M. Ranalli n'a jamais été ministre, comme l'a été l'abbé Gioberti : il n'a jamais eu non plus, comme lui, que nous sachions, les honneurs de la prison, ni de l'exil; mais son ouvrage révèle des qualités de jugement et d'esprit qui, ici du moins, ont droit d'être estimées ce qu'elles valent. M. Ranalli, si nous ne nous trompons, n'était connu en Italie, jusqu'à l'apparition de ses *Istorie*, que par la publication d'un cours de littérature (*Ammaestramenti di Letteratura*), qui, par la pureté des doctrines, avait fixé l'attention des gens de goût. C'est dans cette sphère paisible de la contemplation des lois du beau qu'un jour le patriotique désir l'a pris de venir, lui aussi, dire à ses concitoyens ce qu'il pensait des moyens, non plus de soutenir l'honneur de leurs lettres, mais de rétablir, s'il était possible, celui de leurs affaires. M. Ranalli a-t-il été heureux dans cette transformation toujours délicate du professeur en publiciste? L'accueil fait à son livre dans toute l'Italie, pour les Italiens du moins, a tranché la question en faveur de M. Ranalli, et, pour nous, nous croyons ainsi la question bien jugée. L'auteur des *Istorie* n'est pas un écrivain *di vena* comme était l'abbé Gioberti; il n'en a pas l'abondance, la facilité ni la verve, mais en somme, et à tout prendre, il écrit mieux que lui. Le style des *Istorie* est remarquable de pureté, de précision et d'élégance. M. Ranalli est, comme écrivain, de la grande école du XVIe siècle; c'est un classique dans le sens élevé du mot, et on voit aisément qu'il a appris à écrire dans l'admirable prose de l'*Histoire de Florence* et du *Discours sur Tite-Live*. On n'est pas un écrivain de ce solide mérite sans avoir l'esprit élevé et droit; aussi les *Istorie* de M. Ranalli, pour le fond comme pour la forme, sont-elles dignes de la rapide faveur qu'elles paraissent avoir obtenue. Le seul défaut qu'elles trahissent provient, comme cela était inévitable, de la nature du sujet. En écri-

vant l'histoire contemporaine de son pays, M. Ranalli a rencontré l'écueil qu'offrira toujours ce genre d'écrits; il n'a pas tout dit, parce qu'il n'a pas tout su et qu'il ne pouvait tout savoir. On peut lui reprocher aussi, à force de se renfermer dans son sujet, de ne l'avoir pas toujours envisagé d'une vue assez large, d'avoir écrit souvent cette histoire contemporaine des états italiens comme si ces états étaient seuls au monde, comme si leur destinée pouvait se séparer de celle des autres puissances de l'Europe. Ces restrictions faites, on ne peut, nous le répétons, qu'accorder des éloges au récit lumineux et sobre, indépendant et mesuré, que, sous ce nom d'*Istorie*, M. Ranalli a donné des événemens qui ont agité la péninsule de 1846 à 1853. Une chose surtout dont il convient de le louer, c'est l'idée très juste qu'il a eue, par opposition à l'abbé Gioberti, de demander plutôt à l'histoire qu'au raisonnement l'explication des malheurs de son pays. Il n'est nulle part de leçons plus éloquentes pour un peuple que celles que lui donne naturellement le tableau bien présenté de ses illusions et de ses fautes. Enfin on peut dire que, jointes au *Rinnovamento*, les *Istorie* représentent d'une manière complète l'état contemporain de l'esprit public en Italie. Le *Rinnovamento*, œuvre d'une imagination plus ardente que réglée, exprime les tendances vives de cet esprit; les *Istorie*, ouvrage d'un écrivain dont la qualité d'intelligence dominante est la mesure, en font bien connaître les aspirations modérées, et par-là peut-être les besoins les plus réels.

Nous avons pensé que ce serait une chose intéressante de rechercher, à l'aide des doctrines que ces deux ouvrages développent, quel est au juste l'état présent de l'opinion en Italie, d'exposer vers quelles voies cette opinion paraît tendre, de juger enfin du mérite actuel et du succès probable de ces tendances. Peut-être, quand on aura lu ces quelques pages, reconnaîtra-t-on que si la question italienne a cette triste renommée d'être inextricable, cela tient moins à ce qu'elle est insoluble, comme les pessimistes le disent, qu'à ce qu'elle est mal posée.

I.

Le premier sentiment que fasse éprouver le spectacle de la condition présente de l'Italie est l'étonnement de l'y voir réduite. Par quelle succession d'étranges vicissitudes a-t-il pu se faire qu'une contrée si naturellement prédestinée à devenir le siége de grands empires, et qu'une race à qui rien ne manque, ce semble, pour former une nation puissante, soient tombées dans l'état de morcellement et de dépendance où nous les voyons aujourd'hui? Plus on y réfléchit, et moins d'abord on se l'explique. L'Italie, quels que

soient les merveilleux avantages de son ciel et de son sol, n'aurait jamais été visitée par le génie de la civilisation, que son malheureux état n'étonnerait, après tout, que les statisticiens et les géographes; mais les choses, comme on sait, sont bien loin de s'être passées ainsi. Deux fois l'Italie a été le siége des plus grands empires que l'histoire ait jamais vus : l'empire romain, qui, durant sept siècles, réduisit à l'unité d'une obéissance commune le monde presque entier, et l'église, qui, aujourd'hui encore, après tant d'orages, ou gouverne ou domine la conscience religieuse du cinquième au moins du genre humain. Et c'est cette même contrée, deux fois la capitale de l'univers, qui ne peut parvenir à ne former qu'un seul état! Si l'on considère ensuite la position que la péninsule occupe sur la carte du globe, on ne sera que plus surpris encore du peu de parti que ses habitans actuels en tirent. Il est bien vrai que le bassin de la Méditerranée n'est plus ce qu'il était au moyen âge, au temps de la splendeur d'Amalfi, de Venise, de Florence et de Gênes : la découverte de l'Amérique et ensuite l'émancipation des États-Unis ont créé dans l'Océan une voie de communication nouvelle infiniment plus étendue et plus riche. Que de ressources encore pourtant offrirait à un peuple qui saurait l'exploiter la possession de la côte unique qui s'étend du golfe de Gênes au détroit de Messine! Est-ce donc que la race d'hommes qui habite cette contrée soit une race inférieure à celles qui peuplent le reste de l'Europe? C'est peut-être la mieux douée de toutes. Depuis la renaissance de la civilisation au XIIIe siècle, renaissance dont ce peuple a encore l'honneur d'avoir donné le signal, il n'est pas d'âge où il n'ait produit dans tous les genres quelqu'un de ces hommes extraordinaires qui demeurent pour l'histoire les types les plus accomplis de notre espèce. Est-ce d'ailleurs que, pris en moyenne, l'Italien soit un homme médiocre? Loin de là; il est propre à tout : matelot, soldat, marchand, administrateur, savant, lettré, artiste, homme d'état, il a en lui la ressource de toutes choses. Enfin considérez la péninsule dans la condition même où elle est aujourd'hui; vous y trouverez deux états qui, ce semble, devraient aisément l'un ou l'autre servir de centre d'action à tout le reste : l'un est Rome, « cette dernière grandeur vivante de l'Italie, » comme l'appelait éloquemment M. Rossi, et qui pourrait bien servir de capitale à un empire ne s'étendant que des Alpes à l'Etna, quand elle en sert encore à un royaume qui a des ministres et des sujets sous toutes les latitudes du globe; l'autre est le Piémont, nation médiocre en territoire, il est vrai, mais considérable à coup sûr quant au reste, puisqu'il n'est pas une seule des grandes affaires contemporaines, la guerre d'Orient vient d'en être la preuve, où son concours politique et militaire ne compte. Et voilà la race d'hommes qui ne peut pas par-

venir à faire ce qu'ont su faire les Kalmouks eux-mêmes : un corps de peuple! Et les descendans de Dante et de Colomb sont incapables de réaliser une unité nationale à laquelle sont arrivés d'eux-mêmes, séparés qu'ils étaient ou qu'ils sont encore par les plus profondes diversités de la religion et de la langue, les descendans des Tatars et des Huns! Il y a là un phénomène aussi triste que curieux dont, avant toutes choses, le bon sens dit qu'il faut commencer par chercher l'explication, car c'est de cette explication évidemment que dépend l'intelligence du reste.

Ce serait là, même sous la plume d'un écrivain étranger, un des thèmes les plus intéressans à étudier de la philosophie de l'histoire, si le *Rinnovamento* de l'abbé Gioberti et les *Istorie* de M. Ranalli n'offraient un moyen de rendre la discussion de ce thème plus instructive et plus piquante encore, en nous apprenant ce que les Italiens éclairés pensent et disent de ces causes, au premier abord si mystérieuses, de la faiblesse de leur pays. C'est une question en effet que nos deux publicistes, le premier par voie dogmatique et le second par la voie de l'histoire, ont traitée de façon à ne laisser aux étrangers qu'à glaner après eux. Le mieux donc évidemment, sur ce point préjudiciel et capital de la question que nous agitons ici, est de les entendre, sauf seulement à interpréter leurs dépositions ou à les compléter, s'il paraît nécessaire.

Avant tout cependant, nous devons faire, à l'honneur tant de ces deux écrivains que de leur patrie tout entière elle-même, l'éloge de la franchise des révélations que nous allons entendre, et cet éloge, on ne le trouvera vraisemblablement que juste. La dernière chose que les peuples, aussi bien que les individus, aiment à s'entendre dire et surtout à se dire à eux-mêmes, c'est la vérité. Voulez-vous leur plaire? Ne leur parlez que de leurs vertus. A Paris, dites que les Français sont le premier peuple du monde; à Berlin, dites que ce sont les Allemands, et tenez-vous pour assurés que vous serez crus sur parole. Les Italiens, eux aussi, non-seulement ont longtemps partagé ce travers, mais ils y ont abondé. Tout ouvrage qui n'était pas à la louange exclusive de leur supériorité (*del primato italiano*) n'avait presque aucune chance de succès auprès d'eux, et c'est à les entretenir d'abord avec une complaisance et une abondance merveilleuses de cette supériorité que l'abbé Gioberti notamment a conquis sa renommée d'écrivain. Publicistes et lecteurs, à ce qu'il paraît, ont depuis quelque temps, en Italie, fort heureusement changé à cet égard. Le *Rinnovamento*, nous l'avons déjà dit, est un des ouvrages qui, dans ces dernières années, ont été le plus répandus et le plus goûtés au-delà des monts, et cependant sa plus grande et sa meilleure partie est consacrée à dévoiler avec la plus rare franchise

aux Italiens eux-mêmes les défauts de la nature italienne. On peut en dire autant des endroits d'importance des *Istorie* de M. Ranalli. L'honnête et habile historien, loin de fuir ce thème délicat et douloureux de réflexions, le recherche au contraire, et souvent il le traite avec une force de langage qui s'élève à l'éloquence. Bien plus, les *Istorie* ne sont guère, d'un bout à l'autre, qu'un tableau accusateur des vices de l'Italie. Cette sincérité a-t-elle empêché le succès de l'ouvrage de M. Ranalli? Pas plus que celle de l'abbé Gioberti n'avait nui à la popularité du *Rinnovamento*. C'est là l'indice d'un retour des écrivains italiens et de leurs lecteurs à de plus viriles habitudes d'esprit, qu'il est équitable et intéressant d'apprécier tout ce qu'il vaut. En se parlant ou en souffrant qu'on leur parle le mâle langage que tout à l'heure l'abbé Gioberti et M. Ranalli vont nous faire entendre, les Italiens ne s'honorent pas seulement eux-mêmes : ils témoignent aux étrangers que leurs mœurs intellectuelles ne sont pas aussi désespérées qu'il plaît quelquefois à un pessimisme intéressé de le dire, et ils donnent lieu de penser en outre que les vices dont ils s'accusent, tout profonds qu'ils soient, ne sont pas incurables, puisqu'ils ne consentent plus à s'aveugler sur eux. Le peuple contemporain chez qui la prétention, commune à tous les peuples, d'être le premier de l'univers est assurément le mieux fondée, puisque ce peuple est le plus libre qu'ait vu l'histoire, le peuple anglais, pratique mieux qu'aucun autre ce système de vigoureuse franchise envers lui-même. Bien loin de se cacher ses vices et les dangers qu'ils lui font courir, il les dénonce lui-même au reste des nations. Quelque chose va-t-il mal dans le coin le plus inconnu de l'empire britannique, la presse le dénonce, l'opinion s'en émeut, et si l'affaire est d'importance, à l'instant une enquête est ouverte, qui traduit en quelque sorte à la barre du monde entier le désordre qui vient d'être découvert. On sait de reste quelle garantie les Anglais trouvent dans ces mœurs au soutien et à la continuation de leur puissance. En s'engageant dans une voie pareille, les écrivains italiens n'ont donc pas à craindre de diminuer en Europe la considération de leur pays; loin de là, ils la relèvent, et la confession publique qu'ils ont le bon esprit de faire de leurs défauts nationaux a l'excellent effet de provoquer partout une généreuse recherche des moyens de les corriger.

Mais quels sont enfin ces défauts, et à quelles causes les publicistes de ce monde qui sont assurément le mieux placés pour en connaître attribuent-ils la malheureuse condition d'une contrée si bien faite au premier abord pour former le territoire d'un empire prospère et puissant?

La principale de ces causes, celle qui, lorsqu'on l'étudie, paraît avoir engendré toutes les autres, au témoignage commun de l'abbé

Gioberti et de M. Ranalli, c'est un esprit inné de division que tout Italien, semble-t-il, apporte fatalement avec lui en naissant. Cet esprit singulier, que l'auteur du *Rinnovamento* et celui des *Istorie* décrivent, chacun à sa manière, avec une rare vérité de peinture, a pour effet d'inspirer aux Italiens comme une horreur invincible de s'entendre entre eux, qui fait le plus inattendu et le plus inexplicable des contrastes avec les vœux séculaires d'union dont ne cesse de retentir la péninsule. D'où vient cette maladie bizarre qui semble avoir passé dans le sang de l'Italie et lui être devenue en quelque façon congéniale? sous quelles formes se révèle-t-elle, et dans quel milieu vicié de préjugés et de passions trouve-t-elle l'aliment de chaque jour qui depuis si longtemps la perpétue? C'est ce qu'à l'aide des dépositions peu suspectes de l'abbé Gioberti et de M. Ranalli il convient d'examiner.

Ce n'est pas d'hier que ce funeste esprit de division travaille la péninsule et morcelle la race, pourtant si homogène, qui l'habite, non pas seulement en dix états, mais, ce qui est beaucoup plus grave, en vingt partis, tous hostiles les uns aux autres. L'abbé Gioberti fait remonter la première apparition historique de cet esprit à l'origine des fameuses factions des guelfes et des gibelins, dans les dernières années du XIe siècle. Si ancienne que soit déjà cette date, on peut, sans rien exagérer, la reculer plus haut encore : à quelque époque de l'histoire de l'Italie qu'on se reporte en effet à partir de la chute de l'empire romain, on la trouve toujours divisée, et même se complaisant dans la division. Les Barbares au Ve siècle commencent le morcellement, qui va croissant pendant les trois ou quatre cents ans que durent leurs invasions successives. Alors apparaissent les diverses républiques italiennes, sortant l'une après l'autre de ce chaos de barbarie, Amalfi, Gênes, Florence, Venise; mais ces républiques, toutes voisines qu'elles soient, et bien qu'unies par les liens les plus puissans de la race, de la religion, de la langue, du commerce, entrent, à peine nées, en hostilité continuelle les unes avec les autres. A la fin du XIe siècle, antiquité dont se contente très modestement, comme on voit, l'abbé Gioberti, éclate entre Henri IV et Grégoire VII la fameuse querelle du sacerdoce et de l'empire. Qu'arrive-t-il? Toute l'Italie va-t-elle se réunir soit sous l'un, soit sous l'autre de ces chefs, et constituer sa nationalité? Elle s'en garde bien. Travaillée par un esprit municipal qui semble chez elle comme la forme civilisée de l'esprit de clan des sauvages qui au Ve siècle l'avaient envahie et repeuplée, elle se divise, qui pour le pape, qui pour l'empereur. Alors paraissent les gibelins et les guelfes, factions très curieuses à étudier aujourd'hui même encore dans leur esprit, le même exactement que celui des partis qui, sous des noms nouveaux, morcellent et éner-

vent toujours l'Italie. Que voulaient en effet guelfes et gibelins? Eux aussi, l'unité de l'Italie; seulement ils la voulaient déjà par des moyens diamétralement opposés. Sacrifiant tout à leur haine de l'étranger, à leur goût ou plutôt à leur passion pour la vie municipale, les guelfes voulaient faire de la péninsule une confédération de villes libres présidée par le pape : ils voyaient dans ce système le salut des deux grandes conquêtes de leur siècle, les libertés communales et l'unité catholique. Les gibelins à l'opposé, pleins de la double idée de séparer à tout prix l'autorité du sacerdoce et celle de l'empire, ou, comme nous dirions aujourd'hui, les droits de l'état de ceux de l'église, et de faire également, coûte que coûte, de leur patrie une puissance homogène, — les gibelins voulaient en donner le sceptre à un seul prince, à un prince laïque, et comme ils n'en voyaient pas alors en Italie qui fût capable de porter une telle couronne, ils l'offrirent à l'empereur d'Allemagne. La guerre s'alluma; mais, le destin voulant que l'une des deux factions ne fût pas assez forte pour débarrasser l'Italie de l'autre, la malheureuse contrée retomba, par le fait même de la rivalité des partis, qui cependant l'un et l'autre ne rêvaient que son unité, dans une division pire peut-être que celle qui avait suivi les premières invasions des Barbares. C'est ainsi qu'au XIIIe siècle on vit, dans la seule Lombardie, Milan, Brescia et Mantoue se déclarer contre Frédéric Barberousse, tandis que Crémone et Bergame armaient en sa faveur. Deux cents ans plus tard enfin, il n'était plus question, il est vrai, de gibelins ni de guelfes; mais l'Italie, présentant le spectacle qu'elle n'a cessé d'offrir depuis, était livrée ici à la domination étrangère, là à quelque despotisme domestique, partout à une fureur de divisions intestines paraissant quelque chose de si indigène à cette contrée, qu'on ne sait en vérité aujourd'hui s'il faut se représenter les gibelins et les guelfes comme en ayant été les auteurs ou les victimes.

Quoi qu'il en soit, et pour en venir enfin à l'Italie contemporaine, guelfes et gibelins, il faut en convenir avec l'abbé Gioberti, y ont laissé une postérité de factions dont jadis les Buondelmonte et les Uberti eux-mêmes, quand ils se disputaient le plus violemment Florence, auraient, tout remuans qu'ils fussent, été émerveillés. L'abbé Gioberti n'évalue pas à moins de six les partis principaux qui, pendant que la domination étrangère et le despotisme indigène continuent à se partager à peu près le territoire, divisent toute la population, à savoir : les absolutistes, qui se distinguent en absolutistes laïques et en absolutistes ecclésiastiques, et les libéraux, qui se séparent en unitaires et en fédéralistes, puis en constitutionnels et radicaux, de manière que lorsqu'on rencontre aujourd'hui un patriote italien, on se trouve en présence d'un homme appartenant à l'un de ces

six partis, qui tous sans doute veulent la même chose, car quel homme ne désire le bonheur de son pays? mais qui le veulent de six manières, dont pas une ne saurait s'accorder avec l'autre. Anarchie effroyable d'entendement et de volonté devant laquelle toute espérance de voir ce beau pays se relever reste d'abord interdite! Ce n'est rien encore pourtant; il faut, avec l'auteur du *Rinnovamento* et avec celui des *Istorie*, descendre, si je puis ainsi dire, dans l'intérieur de ces partis pour concevoir l'obstination de leurs principes et l'acharnement de leur rivalité : cela passe toute croyance. Quelques traits empruntés aux récits des deux écrivains pourront donner une idée générale de ce chaos.

Les absolutistes, qui s'entendent à merveille sur la nature du gouvernement qui convient à la péninsule, puisque, comme leur nom l'indique, ils s'accordent à voir l'idéal de ce gouvernement dans le despotisme; — les absolutistes cependant, ainsi que déjà l'abbé Gioberti nous l'a enseigné, se divisent en partisans du laïcisme et en partisans de l'église. « Les absolutistes ecclésiastiques, dit l'abbé Gioberti, qu'il faut laisser les peindre, ont pour chefs les jésuites. Ils voudraient restaurer purement et simplement la théocratie pontificale du moyen âge et la rendre pire encore, étouffer toute lueur et détruire toute institution de liberté, réunir dans leurs mains la puissance séculière et ecclésiastique, inféoder pour ainsi dire le laïcat et le clergé, l'état et l'église, les princes et les peuples, Rome et l'Italie, l'Europe et le monde, à la société de Jésus. Cependant, comme un si beau projet n'est pas facile à mettre à exécution tant que fleurissent et avancent les connaissances humaines..., les révérends pères, qui d'ailleurs, pour la réussite de leurs nobles desseins, ne peuvent compter sur l'appui d'aucun partisan, quel qu'il soit, du laïcisme, travaillent tant qu'ils peuvent à ramener les esprits aux ténèbres du moyen âge. Ils ont pour partisans soit tous ceux qui, par ignorance et superstition, partagent leur zèle fanatique, soit tous ceux qui par amour du gain désirent leur patronage... » Quant aux absolutistes laïcs, l'auteur du *Rinnovamento* fait également leur portrait : « Il leur faut à eux aussi le gouvernement absolu, tempéré tout au plus par l'octroi de quelques petites franchises communales; mais ils sont les adversaires déclarés de la clérocratie, et ils veulent l'indépendance de l'état comme principe de toute civilisation. Leur tête et leur bras, c'est l'Autriche... » Ainsi, même sur ce triste terrain du despotisme, où pourtant l'adoption du principe semble exclure tout dissentiment, les Italiens trouvent encore moyen de renouveler au plein soleil du XIXe siècle la vieille et absurde querelle du sacerdoce et de l'empire : gibelins et guelfes d'une nouvelle et étrange espèce d'ailleurs, qui n'espèrent trouver la fin des maux de leur pa-

trie que dans l'extinction des derniers sentimens qui lui fassent encore battre le cœur!

On s'explique aisément que ceux des Italiens qui, à quelque titre que ce soit, passent pour appartenir à l'un ou à l'autre de ces partis soient pour le reste de leurs compatriotes un objet d'aversion; mais il faut lire le *Rinnovamento* pour se faire une idée de la violence des invectives que cette aversion des absolutistes inspire aux libéraux. Voici par exemple quelques fragmens des portraits que trace l'abbé Gioberti du roi de Naples et du cardinal Antonelli, qu'il représente, l'un comme le champion par excellence du despotisme laïque, et l'autre comme le représentant le plus obstiné de l'absolutisme ecclésiastique. En traduisant ces passages, on ne saurait évidemment prendre à aucun degré la responsabilité des jugemens qu'ils énoncent, ni s'associer en aucune façon à la virulence inouie du langage dans lequel ils sont exprimés. Nous n'avons d'autre dessein, en traduisant les étranges paroles qu'on va lire, que de mettre sous les yeux d'un public qui juge tout ce qu'il lit un monument curieux de la haine qui anime les partis contemporains de l'Italie les uns contre les autres. L'abbé Gioberti dit plusieurs fois dans son ouvrage que cette haine est extrême; il en donne lui-même ici la preuve. Voici quelques lignes du portrait qu'il trace du roi de Naples : « ..... Il ne saurait entrer aucune idée généreuse ni grande dans l'âme de ce Bourbon, qui rassemble en lui, en les empirant encore, tous les vices de sa race. Il est arrivé en lui à cette race ce qui arrive à certaines plantes malfaisantes, qui, lorsqu'on les acclimate sous un ciel brûlant, en deviennent plus vénéneuses. » Voici maintenant quelques passages du morceau relatif au cardinal Antonelli : « ..... Antonelli n'a rien de la loyauté ni de la fermeté de l'homme d'état; il se jette indifféremment dans le parti où il croit faire ses affaires. C'est ainsi qu'il a joué le libéral en 1848, et qu'aujourd'hui on le voit surpasser en violence les fureurs des *sanfédistes;* c'est un nouveau rôle où il produit plus d'effet, car il est tout entier dans sa nature, qui se révèle dans son visage teint de fiel, dans ses regards en coulisse, dans son froncement de sourcils faux et hautain. Sans véritable esprit, ignorant, étranger à toute pratique et à toute connaissance des affaires, mais consommé dans les intrigues et les ruses qui font souvent tout le génie des esprits médiocres, il a passé le temps de l'exil de Gaëte à s'emparer hypocritement de la confiance de Pie IX, à lui fermer les oreilles à la vérité et le cœur au bien, à se rendre maître de sa pensée et de sa volonté. Les diplomates d'alors, comme on le dit, ont-ils obligé le pauvre pape à s'engager formellement à abdiquer tout pouvoir politique entre les mains de ce cardinal? C'est ce que je ne saurais garantir tout à fait; mais, quoi

qu'il en soit, ce qu'il y a de certain, c'est qu'Antonelli depuis a été le vrai pape, et sinon le premier auteur, au moins l'exécuteur omnipotent d'une politique qui dispute aujourd'hui (1851) la palme à celle du roi de Naples..... » On peut juger par de tels discours de la fureur qui transporte les libéraux italiens quand ils parlent des partisans ou des ministres d'un gouvernement absolu. L'incroyable absence de décence et de mesure qui caractérise ces discours frappera surtout, si l'on réfléchit que l'abbé Gioberti n'a été rien moins qu'un révolutionnaire, si l'on se rappelle qu'il venait d'être ministre des affaires étrangères à Turin et ambassadeur de Sardaigne à Paris quand il s'exprimait de la sorte, enfin si l'on pense que, d'un bout de l'Italie à l'autre, le *Rinnovamento* a reçu une publicité patente ou occulte qui en a fait très certainement l'ouvrage le plus populaire de la péninsule.

Est-ce cependant entre les libéraux et les absolutistes seulement que cette guerre implacable est allumée en Italie? Il s'en faut de beaucoup. La division est aussi grande entre les diverses fractions du parti libéral qu'entre ce parti même et les absolutistes, et à l'occasion ces fractions ennemies ne se traitent guère entre elles avec plus de ménagement. Les libéraux se distinguent, comme l'abbé Gioberti déjà nous l'a appris, en royalistes et en démocrates, en unitaires et en fédéralistes; mais un fédéraliste aux yeux d'un unitaire, un royaliste aux yeux d'un démocrate, et réciproquement, ne sont pas moins odieux les uns aux autres que les absolutistes le sont aux libéraux, de telle sorte que la nation entière semble vouée, dans la personne de tous ses membres, aux divinités infernales de la division, de la défiance et de la haine. Il serait long et inutile de reproduire, même par extraits, les nombreux passages soit du *Rinnovamento*, soit des *Istorie*, qui pourraient textuellement confirmer ce que nous disons là. Chacun d'ailleurs sait malheureusement, dans le siècle où nous sommes, à quels excès est susceptible de s'emporter partout le langage des partis, et on se contentera aisément, pensons-nous, des passages que nous avons donnés concernant le roi de Naples et le cardinal Antonelli. Nous insisterons seulement un peu, pour achever cette triste peinture des partis italiens, sur l'esprit comparé des systèmes qui divisent les unitaires et les fédéralistes : on verra combien, sur cette question capitale de la forme politique qu'il conviendrait de donner à l'Italie rendue libre, les Italiens sont loin d'être d'accord.

Il semble, dans l'état où est la péninsule, que la seule préoccupation de ses habitans, Piémontais, Lombards, Toscans, Romagnols, Napolitains, devrait être de s'entendre pour former entre eux l'union la plus solide possible, sans s'arrêter à disputer de la forme de gouvernement à donner à cette union. La question aujourd'hui pour

les Italiens n'est pas de savoir s'ils seront gouvernés par un ou plusieurs rois, ou s'ils formeront une ou plusieurs républiques; la question est de savoir s'ils secoueront ou ne secoueront pas la domination étrangère. Ils auront toujours le temps, une fois cette domination renversée, de disputer à l'aise entre eux du plus beau des gouvernemens possibles. Cette idée si simple cependant est la dernière qui ait pénétré dans les têtes italiennes, et la chose capitale pour les partis italiens, ce n'est pas de savoir si l'Italie sera ou ne sera pas indépendante : c'est de savoir si elle sera fédéraliste ou unitaire! Et cela va si loin, qu'en vérité on ne sait pas, lisant les discours que tiennent les unitaires sur les fédéralistes, et réciproquement, si les uns ou les autres accepteraient l'indépendance de l'Italie à la condition de voir cette indépendance amener le triomphe du système de leurs adversaires. Ainsi autrefois les guelfes n'auraient pas voulu voir leur patrie libre, si elle avait dû l'être sous le sceptre d'un empereur d'Allemagne, ni les gibelins, s'il leur avait fallu remettre ce sceptre à un pape.

L'histoire des unitaires est toute moderne : non pas que l'idée de faire un seul état de toute l'Italie soit nouvelle, mais elle ne s'était jamais produite sous la forme que lui a donnée le nouveau parti qui la propage, et qui prétend la faire triompher un jour. La péninsule, dans les idées de ce parti, ne doit former, de Suse à Reggio, qu'une seule république gouvernée par une convention siégeant à Rome. L'étranger une fois chassé du sol de l'Italie, il n'y aura plus sur ce sol ni Génois, ni Piémontais, ni Milanais, ni Vénitiens, ni Modenois, ni Parmesans, ni Toscans, ni Romagnols, ni Napolitains; il n'y aura plus que des Italiens, comme il n'y a plus aujourd'hui en France ni Normands, ni Bretons, ni Basques, ni Angevins, ni Bourguignons, ni Picards, mais seulement des Français. Quant au choix de Rome comme capitale de cette république de seize millions d'hommes, il s'explique de lui-même par la situation géographique et par les admirables souvenirs de cette grande cité. Rome, il est vrai, cessera d'être alors la Rome des papes, mais elle sera la Rome du peuple, et cette majesté nouvelle lui tiendra aisément lieu de l'autre. Quant au pape, que font vivre encore les préjugés catholiques de quelques nations, de la France et de l'Autriche surtout, l'Italie, qui ne saurait plus en effet, dans ce système, lui servir de résidence, se délivrera très volontiers du fardeau et des embarras que cette résidence lui impose. Puisque les Français sont si grands partisans du pape, qu'ils le prennent chez eux : les papes ont résidé près d'un siècle à Avignon, et le catholicisme n'en est pas mort. Les Français ne veulent-ils pas donner une résidence à la papauté, que les Autrichiens s'en chargent et qu'ils l'établissent quelque part, à Prague ou à Inns-

bruck, où ils voudront, pourvu que la péninsule en soit délivrée. Autrichiens et Français ensemble ne peuvent-ils s'entendre sur ce sujet, il est un moyen simple de trancher le différend : c'est de transporter le pape et sa cour aux lieux qui ont servi de berceau au christianisme, à Jérusalem. Comment le successeur de Jésus-Christ pourrait-il refuser d'habiter les lieux sacrés qui ont vu vivre et mourir le Sauveur? — Ces idées, dont le radicalisme n'a rien d'équivoque, commencèrent d'être mises en avant, il y a environ vingt-cinq ans, par la société secrète devenue depuis si fameuse sous le nom de *la Jeune-Italie*. Un Génois, jeune alors, en fut l'auteur et en est resté le chef; on a nommé ce Joseph Mazzini à qui le crédule enthousiasme de ses partisans et plus encore la maladresse de ses adversaires ont fait depuis une telle célébrité. L'abbé Gioberti et M. Ranalli tracent dans leur livre des portraits de ce personnage qui méritent d'être lus; nous nous bornerons à dire que M. Mazzini nous y paraît peint au naturel, et que, d'accord avec le sentiment que partout la conduite du fameux agitateur n'a cessé d'inspirer aux gens sensés en Europe, l'auteur du *Rinnovamento* et celui des *Istorie* voient et dénoncent nettement en lui l'un des fléaux de l'Italie : jugement dont les motifs sont trop bien établis pour qu'il y ait ici aucun intérêt à les rappeler.

En opposition aux unitaires, voyons maintenant les fédéralistes. Ce nouveau parti est beaucoup plus nombreux que l'autre, car chacun de ses membres incarne en lui ce vieil esprit guelfe dont tout Italien ne peut se défaire sans un effort violent, l'esprit de municipalité. Les fédéralistes, eux aussi, veulent assurément l'union de l'Italie, ils le disent du moins; mais à l'opposé des unitaires, qui sacrifieraient à la réalisation de cette union jusqu'au saint-siége lui-même, ils entendent qu'elle ne s'opère qu'en respectant l'existence indépendante, nous ne disons pas de chacun des états actuels, mais même de chacune des villes de la péninsule. Qu'on ne leur parle pas d'un projet d'union qui ferait déchoir non pas seulement Turin, Milan, Florence ou Naples, mais même des villes qui ne sont plus la capitale d'aucun état, si petit qu'il soit, — Gênes, Venise ou Bologne par exemple, — au rang de ville de province. Plutôt que de sacrifier les traditions nationales de Menton même ou de Saint-Marin, ce nouveau parti renoncerait sans hésiter à toute constitution de nationalité italienne. Et qu'on ne croie pas que nous exagérons : nous ne faisons que résumer ici les dépositions que, la mort dans l'âme, l'abbé Gioberti et M. Ranalli font tous les deux sur ce sujet. Tout un chapitre, l'un des plus considérables en étendue et peut-être le meilleur par le fond et par le style du *Rinnovamento*, est consacré à la peinture de ces préjugés de l'esprit municipal des Italiens et des entraves qu'il n'a cessé d'apporter depuis cinq siècles à la formation

de leur unité nationale. L'abbé Gioberti dénonce l'existence et les méfaits de cet esprit dans tous les états italiens sans en excepter un seul, en Piémont, en Lombardie, en Toscane, dans la Romagne, dans les Deux-Siciles, et l'énergie seule du patriotisme qu'il met à le combattre suffirait à révéler quelle résistance invincible il oppose encore à la reconstitution, sous quelque forme que ce soit, de la nationalité italienne. M. Ranalli, dans plusieurs endroits de ses récits, n'est ni moins explicite, ni moins instructif que l'abbé Gioberti sur ce point; il confirme même par des détails tristement précieux les assertions générales de l'auteur du *Rinnovamento*. Parlant par exemple de la révolution qu'on vit éclater en 1848 dans les duchés de Parme et de Modène à la suite des événemens de Milan, il raconte que cette révolution ne fut pas plus tôt consommée, que Reggio refusa de reconnaître le gouvernement provisoire de Modène, et Plaisance celui de Parme. Il fallut plus d'un mois de négociations diplomatiques pour arriver non pas à les réunir, mais à les faire consentir à marcher de concert. Et que d'autres preuves grotesques, si elles n'étaient déplorables, de ce funeste esprit de morcellement l'Italie n'a-t-elle pas données à cette époque! Qui ne se souvient de la séparation momentanée de Gênes et de Turin, de l'effroi des propriétaires de Turin et de l'humeur du reste des Piémontais à l'idée que Charles-Albert, annexant la Lombardie à ses états, pourrait en transférer la capitale à Milan, de la rupture de la Sicile et de Naples, de la jalousie de Milan et de Venise?... Tout ce que le moyen âge avait vu en ce genre de plus déplorable fut alors égalé, sinon surpassé. L'Europe, qui, attentive à la marche des Piémontais sur l'Adige, s'attendait à voir de jour en jour leur armée grossie de tout ce qui dans le reste de la péninsule était en état de porter les armes, et qui cherchait avidement, dans chaque feuille ou dans chaque lettre arrivant d'Italie, des nouvelles du progrès de cette grande insurrection nationale,—l'Europe fut confondue de surprise : il n'était question dans ces feuilles ou dans ces lettres que des conférences tenues à Milan, à Florence ou à Rome sur la question de savoir si l'Italie indépendante formerait un seul état ou plusieurs, si son gouvernement serait républicain ou monarchique, si Turin cèderait le pas à Milan, ou Milan à Turin, si le royaume lombardo-vénitien, que Charles-Albert se donnait tant de peine à affranchir de l'étranger, formerait encore, le lendemain de sa victoire, un seul état du Tessin à l'Adriatique, ou s'il n'en formerait pas trois ou quatre; que dis-je? si le Piémont lui-même ne devrait pas, pour prix de sa vaillance, être démembré, et s'il ne conviendrait pas de rétablir aux dépens de son territoire l'antique république de Gênes! Lamentables souvenirs! Puissent du moins les Italiens, en les lisant aujourd'hui retracés par la plume des plus désintéressés et des moins

prévenus de leurs historiens, se pénétrer de la pensée qu'exprime quelque part l'abbé Gioberti, que si un tel esprit doit continuer à prévaloir chez eux, ils n'ont plus qu'à pleurer à chaudes larmes (*piangere a cald' occhi*) sur le sort de leur patrie, car alors elle est bien morte, et ce n'est qu'une illusion de songer à la faire revivre!

Il n'y aurait pas d'autre cause aux malheurs de l'Italie que cet étroit esprit municipal révélé par les accablantes confessions de l'abbé Gioberti et de M. Ranalli, qu'au jugement de tous les esprits sérieux ils seraient de reste expliqués. Et si notre dessein, en entreprenant cette triste recherche, avait été de montrer que le grand, j'allais dire le seul coupable en cette affaire est le peuple italien lui-même, nous pourrions nous arrêter ici : la lumière est faite. Cependant, si, envisageant les choses à ce point de vue, toute insistance est visiblement superflue, il n'est pas inutile à un autre égard de continuer quelques instans encore l'examen du *Rinnovamento* et des *Istorie*. L'impitoyable et patriotique analyse des deux historiens révèle encore une foule d'autres raisons du malheur de l'Italie. Sans prétendre les examiner toutes, nous en signalerons deux qui donneront au moins une idée du reste.

Il n'est question, d'un bout de la péninsule à l'autre, que de l'unanime désir de tous ses habitans de reconstituer coûte que coûte la nationalité italienne : à la bonne heure; mais sans revenir sur la censure trop facile de l'esprit, universel aussi, de désunion qui rend cette unanimité de désir la chose la plus vaine du monde, les Italiens font-ils même tout ce qu'ils peuvent pour conserver les quelques lambeaux qui survivent encore de leur originalité nationale? L'abbé Gioberti et M. Ranalli leur reprochent formellement au contraire de ne travailler qu'à détruire tous les débris subsistans de l'antique grandeur de leur patrie. L'abbé Gioberti surtout, très explicite et à notre avis très judicieux sur ce point, a consacré un des meilleurs chapitres de son livre à montrer que ses compatriotes vont abdiquant de plus en plus en toute chose toute originalité et toute initiative nationales. Il leur demande par exemple ce qu'ils font de leur ancienne originalité religieuse, ce que devient leur nationalité littéraire, où en est enfin depuis soixante ans l'autonomie de leurs aspirations politiques, et il n'a pas de peine à montrer que sur ces trois points si essentiels, le génie italien, sans y prendre garde, va déclinant de plus en plus.

«..... L'indépendance d'un peuple, dit-il, repose avant tout sur l'originalité et sur la propriété de son génie, et ce génie n'a pas seulement pour expression les lois et les institutions, mais encore l'état actuel de la culture générale, l'état par exemple des croyances religieuses et celui de la littérature. — Où en sont d'abord nos croyances religieuses? Nous méprisons la religion de nos pères, au lieu de tra-

vailler à la continuer en l'épurant, au lieu de chercher à mettre en œuvre les richesses dont elle est pleine, et nous oublions qu'elle est cependant le seul reste de cette antique prééminence et de cet antique cosmopolitisme que nous avons exercés dans le monde!..... »

Aveu bien remarquable et bien sincère assurément dans la bouche d'un prêtre aussi peu suspect de tendances rétrogrades que l'était l'auteur du *Jésuite moderne!* Il ne faut pas exagérer la portée, déjà bien assez grande par elle-même, de cet aveu, mais n'est-il pas singulier que ce soit dans le pays qui a encore l'honneur de servir de métropole à la religion catholique que cette religion soit le moins entourée du respect général? Y a-t-il des états quelque part qui vivent en médiocre intelligence avec le saint-siége? Ce sont des états italiens. Qu'il faille accuser de cette mésintelligence le saint-siége ou ces états, nous n'en voulons pas ici disputer; nous signalons le fait, et nous remarquons que, pour une raison ou pour une autre, bonne ou mauvaise, peu importe, le gouvernement français et le gouvernement autrichien n'ont avec Rome aucune des querelles que Rome a entretenues dans ces derniers temps non-seulement avec le Piémont, mais avec Naples. Quant au peuple, où en est chez lui la foi catholique? Dans un sujet aussi épineux, les affirmations sont pleines de périls, mais nous ne craignons pas de rien avancer d'excessif en disant, après l'abbé Gioberti, que cette foi est très ébranlée en Italie, et en ajoutant par exemple que le catholicisme aujourd'hui y a moins de racines qu'il n'en a même en France ou en Autriche. Sans entrer dans une discussion par trop délicate, il suffit de constater pour l'éclaircissement de notre pensée une seule chose, à savoir qu'à l'heure où nous écrivons, il serait vraisemblablement encore impossible de remettre avec une entière sécurité la garde de la cour de Rome à une armée exclusivement italienne. Ce fait, dont, croyons-nous, toutes les personnes bien informées de l'état de l'esprit italien tomberont d'accord avec nous, n'a pas besoin de commentaire. Nous n'en voulons tirer après l'abbé Gioberti d'autre conséquence que celle qu'il en tire lui-même, c'est qu'en perdant chaque jour de plus en plus la puissante originalité religieuse qui en a fait pendant tant de siècles la métropole d'une partie du genre humain, l'Italie marche plutôt vers l'entier effacement que vers une reconstitution quelconque de son individualité nationale.

La littérature en Italie est-elle en meilleur état que la religion? Non certainement. « Tandis que les grands peuples nos voisins commencent ou consolident leur unité nationale, en se formant ou en entretenant une littérature qui leur est propre, dit l'abbé Gioberti, nous laissons se dissiper et se perdre le double trésor que nous avons reçu de nos pères et de nos aïeux..... » Il est incontestable en effet

que, depuis soixante ans au moins, l'originalité de la littérature italienne, cette originalité dont, au siècle dernier, Alfieri essaya vainement de rallumer les derniers restes, a entièrement disparu. Quel est le grand poème, le grand récit historique, le grand ouvrage scientifique qui ait paru depuis lors en italien? La langue usuelle s'est elle-même singulièrement corrompue. Ouvrez un journal italien, il vous semblera lire quelque traduction d'un journal français. Au contact de notre langue, le vieil italien de Machiavel et de Guichardin s'est *déconstruit*, pour employer le célèbre et élégant barbarisme de M. le secrétaire perpétuel de l'Académie française. Bien plus, il n'est pas rare de trouver dans certains écrits de l'Italie des traces visibles de germanisme. L'abbé Gioberti lui-même, qui s'élève avec tant de raison contre ce *satellizio* littéraire, comme il l'appelle, n'en est pas exempt, et l'étude approfondie à laquelle il s'est livré de la philosophie de Hegel a donné à son style quelque chose de tourmenté et d'obscur qui rappelle quelque peu l'idiome germanique. M. Ranalli, juge bien compétent en telle matière, semble partager notre opinion à cet égard. « ... Gioberti se montra plus désireux, dit-il, d'écrire purement qu'il n'y parvint, et en recommandant l'étude des meilleurs auteurs, il ouvrit une voie dans laquelle il ne marcha pas : non que la langue chez lui soit impropre et manque d'élégance, mais ses alliances de mots sont bizarres, et il a la détestable habitude, évitée par les bons prosateurs, de concevoir les idées les plus communes sous des formes abstraites et indéterminées... » Défauts qui seraient peu de chose à coup sûr, s'ils étaient particuliers à l'auteur du *Rinnovamento*, mais qui sont devenus trop communs chez les écrivains italiens de notre temps pour que la critique n'y voie pas avec inquiétude les premiers signes de décomposition d'une littérature qui tombe et d'une langue qui s'étiole!

Enfin, si les Italiens soutiennent si mal dans l'ordre de la religion et dans celui des lettres leur originalité nationale, l'abbé Gioberti trouve encore, et avec non moins de raison selon nous, qu'ils ne la soutiennent guère mieux dans l'ordre politique. Il remarque ingénieusement qu'en prenant l'habitude de ne lire que les ouvrages des étrangers, et de n'apprendre à penser que dans ces ouvrages, les Italiens insensiblement se sont mis à la suite de ces étrangers dans le monde des faits comme dans celui des idées. Et qu'est-il arrivé? Que la péninsule s'est trouvée à la merci non plus seulement des armes, mais des opinions de ses voisins d'outre-monts. « C'est ainsi, ajoute-t-il, que la première révolution française a interrompu violemment les réformes commencées alors par les princes, et que celle de 1848 a fait échouer celles qu'avaient alors entreprises les peuples. » La parole de l'abbé Gioberti ne va-t-elle pas ici un peu plus loin que

sa pensée? On en jugera; mais sa remarque, quoi qu'il en soit, n'en est pas moins très judicieuse, et il est incontestable notamment que l'influence, toujours croissante depuis un siècle, de la littérature et de la philosophie françaises en Italie a mis cette nation dans une dépendance des moindres mouvemens d'opinion qui agitent la France funeste à la bonne conduite de sa politique nationale. Quelle nécessité par exemple y avait-il pour les Italiens, en l'année 1848, d'interrompre le beau et large mouvement de réformes qu'avait inauguré chez eux Pie IX deux ans plus tôt, pour se jeter, à la suite de la France, dans les aventures d'une révolution sociale? L'abbé Gioberti, en déplorant cette abdication du génie politique italien, en la signalant comme une des causes de la triste condition de son pays, n'avance certainement rien d'excessif, et il a raison de dire, en attestant l'histoire : « A mesure que le génie propre de l'Italie est allé s'effaçant, une docilité funeste à prendre aveuglément les étrangers pour modèles s'y est insensiblement substituée. C'est là ce qui a rivé et rendu perpétuelles les chaînes de notre servitude, car il n'y a rien de plus difficile que de relever un peuple qui a perdu le ressort même de sa vie nationale... » Ce qu'il y a de judicieux dans ces remarques de l'auteur du *Rinnovamento* frappera tout le monde, et on n'hésitera pas, après l'avoir lu, à ranger au nombre des causes les plus actives de la décadence de son pays la propension funeste du génie italien à chercher partout, excepté en lui-même, les ressources d'une régénération dont lui seul cependant peut être l'ouvrier.

On n'hésitera pas davantage avec l'auteur des *Istorie* à reconnaître, dans un autre défaut des peuples de l'Italie, une raison nouvelle, la dernière de celles qui devront ici nous arrêter, de la dépendance séculaire dont ils ne cessent de se plaindre. Ce défaut, pour employer les termes mêmes dont se sert quelque part M. Ranalli, est leur mollesse universelle,

Lorsqu'en mars 1848 Charles-Albert, à la tête de toutes les forces du Piémont, passa le Tessin, ce fut l'opinion ou, si l'on veut, l'espérance unanime de l'Occident que, saisissant cette occasion unique dans leur histoire, toutes les populations de la péninsule allaient se lever en masse, et que l'Italie allait trouver un soldat dans tout homme capable chez elle de porter un fusil. En France surtout, raisonnant d'après nos instincts militaires et d'après nos grands souvenirs historiques, nous voyions déjà Naples mettre en marche cent mille hommes, les États-Romains vingt mille, la Toscane et les duchés autant, la Lombardie, même après le recrutement autrichien, qui avait été loin de lui enlever toute sa population valide, cinquante ou soixante mille. Joint aux Piémontais, cela faisait, suivant les estimations les plus modérées, de deux cent à deux cent cinquante mille Italiens à

mettre en ligne contre l'armée du maréchal Radetzky, et déjà on voyait cette armée enveloppée partout, obligée de se renfermer dans ses camps retranchés de Vérone et de Mantoue, et bientôt d'y capituler. Ces suppositions certes n'avaient rien de déshonorant pour l'armée autrichienne, toute brave et bien commandée qu'elle fût, dans la situation où tout le monde naturellement se la représentait, assaillie de front par l'armée sarde, menacée sur ses flancs et sur ses derrières par les troupes des duchés, de la Toscane, de la Romagne et de Naples, coupée, comme elle pouvait l'être si aisément, de ses communications avec le Tyrol et l'Illyrie par le soulèvement des populations lombardes et vénitiennes, et tout cela dans un moment où tout croulait à Vienne. On sait de reste qu'il n'en fut rien, et que cette levée en masse ne se passa que dans nos imaginations françaises. A quoi cela tint-il? Au défaut de courage des peuples italiens? Qui l'oserait dire après Goïto, Santa-Lucia et les énergiques défenses de Brescia contre le général Haynau, et de Rome un peu plus tard contre nous-mêmes? Non, cette race, elle aussi, est brave, et qui en doute? mais, chose singulière, elle manque de cet esprit militaire qui à l'occasion partout ailleurs, en France surtout, fait si rapidement un soldat de tout homme portant un fusil, et de la réunion de ces hommes une armée. S'agirait-il de débattre en champ clos, comme autrefois les Horaces et les Curiaces, l'indépendance de l'Italie, à l'instant tous les Italiens s'inscriraient; mais si vous leur demandez de former des armées et de combattre sous les ordres d'un chef, c'est un langage qu'ils n'entendent plus. Ce défaut mortel du caractère des Italiens n'est pas nouveau dans leur histoire. Un plus grand peintre que M. Ranalli, Machiavel, dès le XVIe siècle déjà, l'avait observé et signalé dans ces lignes qui semblent l'explication écrite de leurs désastres d'hier : « Voyez dans les duels et les combats entre un petit nombre d'assaillans combien les Italiens sont supérieurs en force, en adresse, en intelligence; mais faut-il qu'ils combattent réunis en armée, toute leur valeur s'évanouit (1)... »

II.

Le premier souci d'un médecin, lorsqu'il arrive au lit d'un malade, est de porter sur la nature du mal dont les effets s'offrent à sa vue le diagnostic le plus sûr possible. Le bon sens même lui dicte cette conduite, car il est clair que tant qu'il demeurera dans l'ignorance des causes de la maladie de l'être souffrant qui l'invoque, il sera impuissant à lui porter secours. Les publicistes italiens que nous ve-

(1) *Le Prince,* épilogue à Laurent de Médicis.

nons d'entendre ont avec raison imité cette manière d'agir. Appelés par leur patriotisme au douloureux chevet de leur patrie, ils se sont attachés avant tout, eux aussi, à découvrir les vraies causes de la maladie qui la tue, et ils nous ont dit l'un et l'autre ce qu'ils en pensaient. Quels remèdes maintenant proposent-ils d'employer à combattre le mal qu'ils nous ont si bien décrit, et quel jugement convient-il à des assistans désintéressés comme nous sommes de porter sur l'efficacité probable de ces remèdes? Si nous répondons à ces questions, nous aurons amené le travail que nous avons entrepris à produire ses conclusions.

Le problème que se sont proposé de résoudre l'abbé Gioberti et M. Ranalli n'est rien moins que nouveau dans l'histoire de leur pays, et bien des hommes d'état, bien des publicistes, bien des patriotes, des plus sublimes aux plus misérables, se le sont posé avant eux depuis la fameuse querelle du sacerdoce et de l'empire. Que de systèmes se sont produits à ce sujet depuis tantôt huit cents ans! On en ferait un gros et triste volume. Il n'est pas de notre objet de reprendre les choses de si haut : pour donner une idée du trouble qui règne toujours à cet égard dans les têtes italiennes, nous remonterons seulement au commencement de ce siècle.

Depuis la révolution française à peu près jusque dans les premières années de la monarchie de juillet, on peut dire qu'un seul système régna dans l'opinion des Italiens sur la manière de régénérer leur pays : ce fut le système de cette vieille et inepte école révolutionnaire qui, partout où elle a prévalu, a commis ou fait commettre tant de sottises ou de forfaits. La société secrète dite des *unitaires*, qui se forma à Bologne vers 1795, et celle dite des *rayons*, qui s'y adjoignit peu après, furent jusqu'en 1815 l'âme et le bras de cette conspiration permanente, et aussi vaine que permanente, des patriotes italiens. A la chute de l'empire, ces sociétés disparurent pour faire place à celle des *carbonari*, dont les origines remontaient déjà aux dernières années du règne de Murat, mais qui, à partir de sa mort, prit, pour le garder jusqu'en 1830, le sceptre de l'opinion italienne. La révolution de juillet emporta le carbonarisme comme la chute de l'empire avait dissous les unitaires et les *rayons;* mais une secte nouvelle, qui dure encore, en prit la place, et a continué jusqu'à nos jours les folies de ses devancières : ce fut cette *Jeune-Italie* dont M. Mazzini en 1831 fut le fondateur, et dont il est encore le chef. On connaît l'esprit de cette triste école, et on sait aussi tout ce qu'elle a causé de maux à la péninsule. Conspirer fut toujours et est encore tout son génie, comme s'il était une société de conspirateurs un peu étendue et un peu remuante dans les rangs de laquelle la police des états que cette société menace n'ait le plus aisé-

ment du monde autant d'affidés qu'elle en veut! Ce fut naturellement le sort de la société des unitaires, de celle des rayons et du carbonarisme, et c'est encore très visiblement celui de la Jeune-Italie. Aussi, sans parler, chose fort inutile, de la parfaite absurdité et des plans et des vues de ces sectes successives, peut-on dire que la seule tâche qu'elles aient toujours complétement remplie, et qu'elles continuent à remplir encore, est de fournir aux gouvernemens contre lesquels se sont ourdis ou s'ourdissent leurs complots des agens d'information et des prétextes de réaction incomparables. Quant à l'histoire des mouvemens insurrectionnels organisés durant notre demi-siècle par cette savante école révolutionnaire, qui ne sait qu'elle a toujours été la même? Depuis la prise d'armes d'Ancône en 1800 jusqu'à celle de Calabre en 1844, quel est celui de ces mouvemens qui ait abouti à autre chose qu'à faire périr misérablement les pauvres dupes des prédications et des promesses des chefs de l'école? Quand on parcourt ce long et sanglant martyrologe qui s'ouvre à Ancône par le nom du général Lahoz et qui se termine à Cosenza par celui des frères Bandiera; quand on se rappelle les mouvemens insensés de 1821, 1831, 1833, 1837, 1841, 1844, on ne sait quel sentiment on doit exprimer le premier, de la pitié pour tant de malheureuses victimes, ou de l'indignation contre les misérables qui, se donnant bien de garde de partager de tels périls, les y ont lâchement poussées.

Il arriva cependant enfin un jour en Italie où la lumière se fit dans les consciences droites et dans les esprits sains sur le danger de laisser l'opinion s'égarer plus longtemps à la suite de la méprisable école des sociétés secrètes. Trois publicistes, tous les trois originaires du Piémont, l'abbé Gioberti, M. de Balbo et M. d'Azeglio, s'adressant dans un langage élevé et calme au bon sens de leurs compatriotes, les conjurèrent de laisser là des pratiques dont le moindre inconvénient était d'être absolument impuissantes, et de demander à d'autres moyens plus honnêtes et plus sûrs l'affranchissement et la régénération de leur pays. M. d'Azeglio surtout se distingua par la noble et persuasive simplicité avec laquelle il parla ce langage de l'honneur et de la raison. C'était au lendemain de l'insurrection de Rimini. « ..... Protester contre l'injustice ouvertement, publiquement, de toutes les manières et dans toutes les occasions possibles, dit M. d'Azeglio, tel est quant à présent le mode d'action, le seul utile et le seul puissant. Plus de protestation à main armée comme à Rimini. Pour protester ainsi, il nous faudrait deux cent mille hommes et deux cents canons à mettre en ligne; mais à ne réunir que quelques rares baïonnettes, nous nous attirons la risée de l'Europe... La force de nos protestations doit consister à nous interdire rigoureusement la

violence. Quand chez une nation tout le monde reconnaît la justice d'une chose et la veut, cette chose est faite. La régénération de l'Italie est une œuvre que nous pouvons conduire les mains dans nos poches... » Ces paroles et la brochure *Degli ultimi casi di Romagna*, qui les contenait, eurent le plus grand et le plus heureux retentissement dans la péninsule. Tous les patriotes que la cécité de l'esprit révolutionnaire n'avait pas complétement atteints se rallièrent au plan de conduite si nettement formulé par M. d'Azeglio, et bientôt parut le programme entier d'une école nouvelle, qui fut, de la nationalité de ses premiers auteurs, dite l'école piémontaise. L'abbé Gioberti et M. de Balbo, le premier dans son traité *del Primato* et le second dans ses *Speranze d'Italia*, furent surtout les rédacteurs de ce programme. M. Ranalli en donne un résumé d'une exactitude parfaite. « ... Les états italiens ne sont pas mûrs pour la république, dit l'école piémontaise; le régime constitutionnel même serait trop avancé pour eux et ne leur est pas nécessaire : ce qui leur convient, c'est une fédération de monarchies tempérées qui gouvernent conformément aux vœux de la nation, vœux exprimés à la fois par des assemblées consultatives composées des plus honnêtes gens des divers pays, et par une presse libre, sous le contrôle d'une censure bienveillante. Ce qui leur convient, c'est que cette fédération de princes, à qui on ne demande que d'être bien intentionnés et de bonne foi, se constitue sous la présidence du souverain pontife, et l'Italie reconquerra bientôt cette prééminence civile et morale dont la nature et la Providence l'ont à l'envi dotée... » Mais, dira-t-on, que devenait la domination autrichienne dans ce système? Aussi habiles que mesurés, les publicistes piémontais réservaient cette grave question. L'abbé Gioberti même ne faisait alors nulle difficulté de dire qu'il fallait admettre l'empereur d'Autriche dans la fédération italienne, comme il était admis à Francfort dans la confédération germanique. M. de Balbo, un peu plus tard, parlait bien, il est vrai, de la nécessité pour l'Italie de recouvrer son indépendance; mais c'était une œuvre dont il ne demandait l'achèvement qu'au temps et à l'action de la diplomatie européenne. S'inspirant sans doute du fameux mémoire que M. de Talleyrand, en 1805, remit par deux fois, et deux fois inutilement, hélas! à Napoléon, M. de Balbo se bornait à faire entrevoir une époque où, la dissolution de l'empire d'Orient amenant un remaniement inévitable dans la distribution des territoires, on pourrait offrir à l'Autriche, sur le Danube, en Valachie, en Moldavie, en Bessarabie même et en Bulgarie (M. de Talleyrand en 1805 allait jusque-là) des compensations assez grandes pour la décider à renoncer volontairement à ses possessions italiennes. Et ainsi, grâce à la nouvelle école, une ère d'espérance

s'ouvrit pour la péninsule, aussi raisonnable et aussi honnête que l'ère de complots qui avait précédé avait été misérable et folle. Dépossédés par trois hommes de cœur et de talent de ce gouvernement de l'opinion dont ils avaient, pour le malheur de leur pays, abusé si longtemps, les révolutionnaires étonnés se turent, et on put croire un moment, tant l'esprit public les abandonnait, que l'Italie enfin les avait à jamais jugés.

Le programme piémontais cependant ne resta pas, tant s'en faut, lettre morte. Il déplut violemment à la cour de Vienne, qui y vit poindre, pour le maintien du *statu quo* dans lequel elle se complaisait, des difficultés autrement graves que celles que pouvait lui susciter tel complot révolutionnaire que ce fût; mais cette cour exceptée, tous les autres gouvernemens de l'Italie ressentirent une influence des idées nouvelles, qui, Grégoire XVI étant mort et le cardinal Mastaï exalté à sa place, se traduisit bientôt dans une suite d'événemens aussi significatifs qu'imprévus. Alors en effet s'ouvrit cette ère réformatrice qu'en juillet 1846 le pape Pie IX inaugura par l'amnistie, dont le généreux enthousiasme, dans les dix-huit mois qui suivirent, gagna, de Palerme à Turin, tous les gouvernemens de l'Italie, et que, même quand tout semblait désespéré ailleurs, M. Rossi continua héroïquement à Rome jusqu'au jour néfaste où le poignard d'un misérable interrompit ses nobles desseins.

Cette époque pleine d'espérances, et qui avait paru d'abord appeler la péninsule à de grandes destinées, finit, comme on sait, brusquement avec la révolution sans nom qui força le saint-père à se réfugier à Gaëte. Depuis, le mouvement de réformes qui avait alors animé l'Italie, et qui l'honorera toujours, a fait place presque partout à la restauration pure et simple des anciens abus; mais l'ère réformatrice n'a pas passé complétement inutile cependant, et il en reste deux grandes choses : — la tribune de Turin et l'invincible mépris de l'Europe pour les menées d'une réaction qui prétendrait, ne tenant aucun compte des nobles souvenirs de 1846, ramener l'Italie aux carrières d'un régime justement abhorré.

Et qu'est devenue la sage et forte école à qui revient l'honneur entier du mouvement d'opinion d'où, à travers tant de hasards, sont sortis ces deux grands résultats? Elle existe toujours, et elle rallie encore, de l'autre côté des monts, tous ceux qui, comme l'abbé Gioberti, M. de Balbo et M. d'Azeglio le disaient avant 1848, n'ont pas cessé de penser que l'Italie, si elle a chance encore de se régénérer, ne saurait le faire que par les voies d'un libéralisme aussi patient que résolu. L'auteur des *Istorie*, M. Ranalli, appartenait à cette école dès 1846; il lui est resté fidèle, et il en est aujourd'hui l'organe le plus éloquent. L'histoire des dix dernières années de l'Ita-

lie, sur laquelle il a réfléchi autant, sinon plus qu'aucun autre Italien de son temps, paraît l'avoir amené à cette conviction, que tout son livre respire, que l'école piémontaise, qui gouverna l'opinion italienne de 1840 environ à 1848, a indiqué le vrai et unique remède qui puisse porter quelque soulagement aux maux de la péninsule, et préparer sa reconstitution nationale dans un temps donné. Les tristes événemens qui se sont succédé depuis 1848 n'ont pas ébranlé son opinion, il sait ce que ces événemens ont révélé dans l'esprit italien de défaillances morales de tout genre; mais le spectacle, quelque triste qu'il soit, de ces défaillances, ne l'a en rien troublé, et il croit que le langage du *Primato*, des *Speranze*, des *Ultimi casi di Romagna*, est toujours le langage qu'il faut tenir aux peuples et aux princes de l'Italie. La conclusion des *Istorie*, morceau plein de fermeté et de mesure, mérite d'être citée à cet égard comme la profession contemporaine de principes la plus digne d'attention et d'éloges que, depuis M. d'Azeglio, l'école piémontaise ait produite.

« ..... Avant de terminer cet ouvrage, dit M. Ranalli, il ne sera pas inutile de remarquer que le mépris des constitutions octroyées et jurées ne consolide pas les gouvernemens rétablis, mais porte seulement un grave et effrayant dommage à la religion et à la morale publique. C'est un préjugé de croire que la raison d'état puisse rendre honnêtes des actes que la morale privée condamne. Les exemples publics parlent plus haut encore que les actes privés, et s'il est vrai qu'un mauvais gouvernement soit l'effet ordinaire de la corruption d'un peuple, il n'est pas moins vrai non plus que la corruption des peuples ne fait qu'aller croissant sous les mauvais gouvernemens. Les masses reflètent comme des miroirs, dans de plus ou moins grandes proportions, les vices de leurs gouvernans. Quand elles les voient n'avoir cure ni souci de la foi jurée ni des sermens, se montrer iniques et vindicatifs, elles prennent les mêmes inclinations à la déloyauté, à la perfidie, à l'arrogance, à la colère, à la vengeance. Peu à peu alors les liens de la religion et de la morale, ces fondemens de toute société humaine, se dénouent ou se relâchent. On en fait de tardives et inutiles lamentations, et on en attribue la cause aux agitations révolutionnaires de la plèbe; mais c'est une erreur : ces agitations ont pour vraie cause la corruption existante, sans laquelle elles seraient sans effet, et sans laquelle aussi les révolutions ou n'arriveraient pas, ou se termineraient pacifiquement et à la satisfaction de tous. On peut donc, sans témérité, affirmer que si, à un nouveau changement dans les affaires publiques, la licence — que Dieu détourne ce présage! — triomphe plutôt encore que la liberté, il en faudra attribuer la principale raison à ces gouvernemens qui vont partout et de toute manière semant la corruption. Il est vrai que ceux-ci se disent que les révolutions dont on les menace, et qu'ils prennent soin d'attiser eux-mêmes en fomentant ainsi la division et la haine, se jetteront dans des excès qui rendront encore le retour de la tyrannie nécessaire; mais qu'ils prennent garde de rester ensevelis sous les ruines qu'ils

auront préparées, et de payer cher les espérances de restauration dont ils se leurrent. Nous ne disons pas cela pour porter malheur à personne, mais à titre d'avis bon à entendre par tout le monde. Tel est le devoir de l'historien qui ne se vend pas. Plus ses récits paraissent importuns, plus ils contiennent de cette essence de vie (*nutrimento vitale*) que le poète sacré de l'Italie se promettait de faire produire à la libre manifestation du vrai. »

C'est un noble langage, et l'école piémontaise, comme on voit, n'a pas déchu à propager ses enseignemens par la plume de M. Ranalli. La popularité de ces enseignemens néanmoins est-elle toujours la même? M. Ranalli s'adresse-t-il à un public toujours aussi disposé à entendre la voix de la raison que l'était le public qui accueillait, il y a dix ans, avec tant de confiance les avis de M. d'Azeglio? Il faut reconnaître et dire que non. L'école piémontaise n'a pas perdu toute influence en Italie, mais elle a certainement perdu la prééminence, et elle a cessé d'être le centre important de ralliement des libéraux italiens. Une école nouvelle s'est élevée qui lui a visiblement succédé dans la direction générale de l'opinion; cette école cherche dans d'autres voies et demande à d'autres moyens le salut présent et la régénération future de la péninsule. Pour avoir une idée complète des tendances diverses qui sur cette grave question se disputent aujourd'hui les esprits en Italie, il faut à son tour la faire comparaître et l'entendre.

L'organe de cette nouvelle école, entre les mains de laquelle, nous le répétons, le gouvernement contemporain de l'opinion modérée en Italie paraît pour le moment être venu, a été, dans les dernières années de sa vie, ce même abbé Gioberti, qui pourtant, lui aussi, fut un des pères de l'école piémontaise. Jusqu'en 1848, l'auteur du *Primato* avait professé les maximes que défend encore M. Ranalli; mais le spectacle des désastres auxquels il assista alors, les désillusions mortelles que ce spectacle lui donna, le jetèrent peu après dans un ordre différent d'idées qu'il a exposées dans son dernier ouvrage, et dans la foi desquelles il est mort. Les Italiens, avec cet esprit *corrente a pigliare le nuove fogge* que leur reprochait déjà avec raison un de leurs auteurs au xve siècle, ont goûté la nouvelle doctrine que l'abbé Gioberti leur a léguée de l'exil comme son testament politique; ils s'y sont jetés en foule, et le volume du *Rinnovamento* qui l'expose est devenu comme le catéchisme de tout le parti patriote et libéral contemporain de la péninsule. Il est donc d'un incontestable intérêt de bien faire connaître cette doctrine. La tâche au reste est facile. L'abbé Gioberti, avec sa diffusion ordinaire, a exposé sa pensée de manière au moins à n'y rien laisser d'équivoque ni d'obscur, et on peut, sous le fatras des répétitions et des digressions sans fin qui encombrent le *Rinnovamento*, retrouver et reproduire sans trop de

peine l'enchaînement des idées qui ont donné naissance au nouveau système, et l'ensemble des opinions dont il se compose.

L'école piémontaise et ses doctrines, suivant l'abbé Gioberti, ont définitivement fait leur temps. Cette école poursuivait la résurrection (*il risorgimento*) de l'Italie par des voies dont l'expérience a montré la vanité, et qu'il serait chimérique de suivre plus longtemps. Il n'est pas un seul des termes de son programme qui puisse être de quelque usage aujourd'hui. Le *risorgimento* se fondait à l'intérieur sur l'union patriotique des princes italiens entre eux, et il n'en est presque pas un qui n'ait renié l'Italie et formé alliance avec ses ennemis, — sur l'entente cordiale des princes et des peuples, et il n'est presque pas un des princes encore qui, par sa perfidie, son manque de foi et ses retours aux idées rétrogrades, n'ait rendu ridicule l'idée même d'avoir la moindre confiance en lui : le roi de Sardaigne, il est vrai, fait exception; mais que peut-il seul contre tous? — sur l'accord des diverses classes de la population entre elles; mais gouvernemens et factions à l'envi ont jeté ces classes dans une désunion et une haine les unes des autres plus grandes que jamais jusqu'ici : à l'exception d'un petit nombre de membres du bas clergé et d'un plus petit nombre encore de dignitaires de l'église, tous les ecclésiastiques contemporains sont redevenus des séides du jésuitisme, de l'absolutisme et du *statu quo*, et par là vivent avec le reste de la population laïque dans une hostilité flagrante et permanente. Quant à cette population laïque elle-même, l'esprit de secte l'a en quelque façon réduite en poussière. Les nobles envient les plébéiens et en sont enviés à leur tour; les conservateurs sont en guerre avec les démocrates; la plèbe, que les hautes classes ont trompée, les regarde de travers (*le guarda in cagnesco*), et les riches entrent en frayeur au seul nom de socialistes. Les fédéralistes tournent vers le Piémont leurs dernières et vaines espérances; les radicaux et les rétrogrades se livrent sur le sol de la pauvre Italie une guerre désespérée. Les provinces enfin ne sont pas moins divisées les unes des autres : la Lombardie et Gênes tiennent plus ou moins rancune au Piémont, la Sicile ne peut souffrir Naples, et Rome est devenue odieuse à tout le monde. — A l'extérieur, le *risorgimento* reposait sur un principe qui n'est pas moins détruit, à savoir l'accord des aspirations publiques de l'Italie avec celles de toute l'Europe : avant 1848, tous les peuples européens marchaient de concert, et l'Italie avec eux, à la conquête ou à l'affermissement de la liberté politique. Où en est ce mouvement aujourd'hui? La politique du *risorgimento*, quelque mérite qu'elle ait pu avoir en son temps, est donc une politique épuisée, et c'est à la remplacer par un système d'opinions et de conduite plus en harmonie avec les besoins des temps qu'il faut aviser.

Ce système nouveau est celui que l'abbé Gioberti a conçu, et qu'il

propose à ses compatriotes sous le nom de système de la rénovation (*rinnovamento*) civile de l'Italie. Le *rinnovamento* est la politique de l'avenir, comme le *risorgimento* a été la politique du passé. Deux caractères essentiels surtout les distinguent l'un de l'autre : le *risorgimento*, s'il avait continué, eût consisté dans une transformation de l'Italie graduellement opérée par une suite de réformes; le *rinnovamento* aura plutôt l'aspect et l'esprit d'une révolution (*avrà piuttosto aspetto e qualità di rivoluzione*). Le *risorgimento* ensuite était un mouvement originairement et purement italien, le *rinnovamento* au contraire sera essentiellement dans sa marche et dans ses résultats un mouvement européen; la régénération de l'Italie, qui un jour en sortira, ne sera qu'une scène d'un drame immense qui embrassera l'Occident tout entier.

Mais en quoi consistera alors le *rinnovamento* européen? Dans le triomphe de trois idées et la satisfaction de trois désirs que, depuis 1815, les traités de Vienne n'ont cessé partout d'étouffer : le rétablissement de l'intelligence dans sa suprématie naturelle (*maggioranza del pensiero*), la reconstitution des nationalités, et la rédemption des masses (*redenzione*, et ailleurs *riscatto della plebe*), rédemption qui consistera à rendre graduellement la transmission et la distribution de la propriété plus conformes au bien du grand nombre, à satisfaire mieux qu'il n'a été fait jusqu'à présent à l'imprescriptible droit de vivre moyennant son travail (*diritto di vivere mediante il lavoro*) qu'apporte avec elle toute créature humaine en naissant, à combattre enfin le fléau de l'ignorance populaire par l'éducation. Intellectuel, national, démocratique et économique, le *rinnovamento* européen sera en outre et ne pourra point ne pas être religieux, car comment cette rentrée de la politique universelle dans les principes de la nature et de la raison pourrait-elle s'effectuer même sans que la religion y eût part? Une palingénésie religieuse au contraire, qui consistera dans un retour du catholicisme aux règles divines des temps apostoliques, sera contemporaine de la révolution européenne dont l'avenir est gros, et agira sur elle dans tous les sens. Le christianisme en effet, entendu comme il doit l'être, c'est-à-dire comme il s'expose lui-même dans les livres saints, ne respire qu'idéalisme, indépendance humaine et amour du prochain, et c'est là tout l'esprit du *rinnovamento*. Enfin il est évident que cette rénovation universelle se produira sous une forme politique donnée, qui sera ou la monarchie ou la république. Laquelle des deux l'emportera? Celle qui satisfera le mieux aux conditions essentielles du grand changement que la société européenne attend; alors peu importe que ce soit l'une ou l'autre, et il est inutile à l'avance d'en discuter.

Le *rinnovamento* cependant ne se manifestera pas chez tous les

peuples de l'Europe de la même manière, et il n'amènera pas non plus chez eux tous exactement les mêmes changemens. Quels en seront les résultats pour l'Italie? Il est vraisemblable que ces résultats, suivant la loi de gradation, seront l'indépendance nationale, une confédération, la liberté constitutionnelle, la réforme des classes cultivées, enfin la rédemption des masses. Reste à dire quels en seront les instrumens et les pivots.

Ce serait folie que de convier à une telle œuvre non-seulement les absolutistes, cela va sans dire, mais les fédéralistes, que l'esprit de municipalité infecte, et les radicaux, que le démon de la révolution dévore. Les premiers se sont fait juger dans le *risorgimento*, qu'ils ont voulu conduire et qu'ils ont perdu; quant aux radicaux, ils paraîtraient au premier abord plus propres à employer, mais leurs défauts sont tels qu'à la réflexion on y renonce. Et ici l'abbé Gioberti trace des révolutionnaires italiens, dont il tient essentiellement à se séparer en toutes choses, un portrait qu'il est de notre probité de rapporteur de faire connaître au moins par extraits. « Leur orgueilleuse ignorance, leur défaut absolu d'expérience et de prévoyance, leur manque de jugement pratique, leur attachement fanatique à leurs opinions, leur intolérance pour celles des autres, l'égoïsme, l'esprit d'intrigue, l'ambition qui les dévore, enfin et surtout les doctrines immorales qu'ils professent sur le choix des moyens, tout cela n'est bon, en quelque temps ou quelque pays que ce soit, qu'à ruiner les meilleures entreprises politiques... Il faut en outre, dans toute entreprise de ce genre, jouir de la confiance universelle; mais les radicaux sont tellement décriés dans l'estime de tous les honnêtes gens, qu'ils déshonorent, au lieu de les servir, toutes les causes qu'ils embrassent... D'ailleurs enfin qui n'est pas bon à préparer ne vaut rien à diriger : or la première et principale préparation d'une réforme sociale consiste à répandre des idées et des lumières. Que font les radicaux à cet égard? Quelle science enseignent-ils? quels livres écrivent-ils? à quels travaux s'adonnent-ils pour traiter et résoudre les graves et difficiles problèmes de la civilisation moderne? Quelles nouvelles doctrines proposent-ils en place des anciennes? Stériles jusqu'à l'impuissance en fait d'idées et d'inventions, rabâcheurs éternels de deux ou trois généralités vulgaires, ils ont la prétention de renouveler le monde, non pas à l'aide de la pensée, mais par des clameurs et des complots... » Il n'y a donc que deux partis dans les rangs desquels on puisse trouver et on doive prendre les vrais ouvriers du *rinnovamento*, le parti conservateur et le parti démocratique, à une condition pourtant encore dont il faut que l'un et l'autre reconnaissent la nécessité, à la condition qu'au lieu de se diviser, comme ils l'ont fait jusqu'ici, ils se réuniront et travailleront ensemble, sans arrière-pensée ni rancune, à l'œuvre de la libération commune.

Après l'avoir pourvu de ses ouvriers, il faut établir le *rinnovamento* sur ses pivots (*i cardini*). Rome et le Piémont ont été ceux du *risorgimento;* le pourront-ils être également du *rinnovamento,* et à quelles conditions?

Rome telle qu'elle existe encore aujourd'hui, cette Rome ecclésiastique qui répugne à toute idée de reconstitution nationale et de progrès politique ou civil, ne saurait, suivant l'abbé Gioberti, être admise à l'honneur de servir de base au *rinnovamento.* L'abbé Gioberti ne se dissimule pas ce qu'il peut y avoir de grave aux yeux de ses lecteurs dans une proposition pareille; aussi se hâte-t-il de la justifier et de l'expliquer. Il la justifie d'abord à sa manière, en retraçant des vices du clergé romain, qu'il accuse d'ignorance, d'incapacité, de pharisaïsme, de simonie, de corruption et d'abrutissement, un tableau en comparaison duquel le fameux discours que Guichardin prête quelque part, sur le même sujet, à Pompeo Colonna est un chef-d'œuvre de modération. Cette Rome contemporaine ainsi exclue de toute participation au *rinnovamento,* est-ce à dire que l'abbé Gioberti renonce à l'espoir d'y faire concourir les ministres de la religion catholique? Pas le moins du monde; seulement c'est une Rome nouvelle et régénérée qu'il convie à cette œuvre, une Rome aussi peu semblable à la Rome actuelle qu'il la peut imaginer, et qu'aucun de ses lecteurs ne saurait se figurer avant de l'avoir entendu.

« ..... Née sous des rois, devenue italienne et ultramontaine avec la république et avec l'empire, chrétienne avec l'Évangile, cosmopolite avec la papauté, Rome deviendra la capitale religieuse et sociale des principes, mais des principes élargis par le progrès et consolidés par la durée. Le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel y fleuriront libéralement à côté l'un de l'autre, mais séparés, et s'accordant au lieu de se combattre. Le premier de ces deux pouvoirs ne sera plus un mélange de sacré et de profane, de cérémonies pacifiques et de bûchers sanguinaires, de croisades et d'indulgences, de bénédictions et de malédictions, de morale évangélique et de politique profane, de prêtres exemplaires et de prélats superbes, dissolus (*epuloni*) et intrigans. Les cardinaux, quittant le nom et le train de princes, seront de nouveau les curés de la cité sainte, et dans la majesté du souverain pontife resplendira la modestie de l'apôtre pêcheur. Le pouvoir temporel ne sera plus travaillé de la vieille ambition de dominer par les armes et par les conquêtes, au lieu de n'aspirer à le faire que par les exemples et l'influence de la vertu. La prééminence civile et morale de la nouvelle Italie succédera à la domination guerrière et politique de l'ancienne. La diète italienne, composée de laïques, siégera à côté de la diète religieuse, et la ville unique au monde, qui servira de résidence à ces deux assemblées, sera à la fois forum et sanctuaire, cité et oracle, lieu de paix, modèle de justice, source de vertu et foyer de civilisation... Et ne dites pas que tout cela est une utopie, car si on ne peut réaliser la perfection idéale, on peut en approcher, et on en ap-

proche quand on y est non-seulement aidé, mais poussé par l'invincible cours des choses... »

Le Piémont est en meilleur état que Rome, et, à moins de frais aussi que Rome, il peut devenir digne et capable de concourir, à titre d'auteur principal, au grand œuvre du *rinnovamento*. Sa libre constitution, la séparation définitive qu'a opérée chez lui, entre les droits de l'église et ceux de l'état, la législation Siccardi; le droit d'asile, que ce royaume a noblement et habilement exercé envers les exilés du reste de l'Italie; la renommée militaire enfin que, malgré ses défaites, il s'est justement acquise dans deux campagnes, tout cela le prépare à merveille à devenir le bras de la régénération dont Rome un jour est destinée à être le temple, — à deux conditions encore cependant. Il faut que les Piémontais continuent à marcher dans la voie de liberté politique, d'indépendance laïque et de vertu militaire où ils ont fait les premiers pas. Ils doivent ensuite, eux aussi, sacrifier sur l'autel de la patrie des préjugés qui leur sont chers, abdiquer l'esprit municipal que leur noblesse et leur innombrable barreau entretiennent chez eux, et commencer à comprendre, mieux qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent, qu'ils ne sont pas Piémontais, à vrai dire, mais Italiens. L'abbé Gioberti n'admet pas qu'il puisse y avoir une politique piémontaise, pas plus qu'une politique parmesane ou modenaise, et, dans un passage remarquable de la préface du *Rinnovamento*, où il explique à ses compatriotes les raisons qui l'ont déterminé à finir sa vie dans un exil volontaire, il place en tête de ces raisons le triomphe, qui l'a navré, d'une politique ayant pour but de retirer en quelque sorte son pays natal de la grande famille italienne (*di ritirarlo dall' italianità*), et de le réduire à n'être que piémontais. « J'aime le Piémont, dit-il, je l'adore, mais parce qu'il est une partie de l'Italie, et non pour aucune autre cause. Si cette province se sépare de la nation, je dirai avec Dante que je suis subalpin *natione, non moribus*, et que je préfère la vie de l'exil à tous les droits et à tous les biens que je pourrais trouver dans la vie de ma province. »

L'Italie cependant, en poursuivant, sous la conduite d'une Rome nouvelle et d'un Piémont plus italien, l'œuvre de sa régénération, devra-t-elle s'interdire toute alliance? L'abbé Gioberti l'en dissuade, et bien qu'en effet elle doive compter avant tout sur elle-même, il lui conseille de cultiver l'amitié et autant que possible de rechercher le concours actif des deux alliés les plus naturels qu'il lui voie en ce monde, — la Suisse et la France. Il ne prévoit qu'un cas où l'alliance française, malgré tout son prix, devrait être évitée par ses compatriotes : ce serait celui où au moment décisif la France serait livrée à la démagogie.

Sous quelle forme politique ensuite se produira le *rinnovamento?* Sous quelle forme, républicaine ou monarchique, est-il désirable qu'il se produise en Italie? De même qu'en traitant de l'avenir du *rinnovamento* dans toute l'Europe, l'abbé Gioberti a trouvé cette question oiseuse et inutile, de même, en l'examinant au point de vue spécial de l'Italie, il la trouve prématurée et secondaire. L'essentiel pour lui n'est pas là, et toutes les formes politiques lui sont bonnes, pourvu qu'il voie se réaliser enfin le rêve de toute sa vie, — l'indépendance et la liberté de son pays. « On me dit : Mais de toute manière êtes-vous royaliste ou républicain? C'est ce qu'il faut nous déclarer avant tout et tout de suite; autrement, et si votre profession de foi ne nous convient pas, nous laisserons là votre livre, et nous nous épargnerons la fatigue et l'ennui de le lire. Messieurs, avec toute la bonne volonté du monde, il m'est difficile de répondre catégoriquement à votre question, parce qu'à dire vrai, et à parler exactement, je ne suis ni l'un ni l'autre. Et qu'êtes-vous donc alors? — Je suis Italien. » Dans le cours de son ouvrage cependant, l'abbé Gioberti consent à entrer en plus longue conversation sur ce point, et il expose que, suivant lui, ce sera la monarchie vraisemblablement qui, si elle le veut bien, aura au moins pour un temps (*almeno per un certo tempo*) l'honneur de conduire les destinées du *rinnovamento.* Encore faudra-t-il pour cela que tout de suite la monarchie se montre à la hauteur de sa tâche, que la maison de Savoie surtout, si intéressée et si essentielle dans la question, montre clairement au reste de l'Italie qu'elle n'existe ni ne respire que pour la conduite et le triomphe de la cause commune. « Autrement, dit l'abbé Gioberti, tous les bons Italiens ne pourraient plus hésiter, et, comme le Corrège disait : Et moi aussi je suis peintre! — ainsi moi je dirais sans scrupule : Et moi alors je suis républicain!... »

Enfin, comme l'époque du triomphe de cette grande révolution est incertaine et que les principes sur lesquels elle se fonde ne se répandront pas tout seuls, il faut, conclut l'abbé Gioberti, employer le temps qu'on a devant soi à expliquer et à populariser ces principes. Il est surtout trois points sur lesquels l'école militante du *rinnovamento* ne doit pas se lasser d'insister : la séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel des papes, sans laquelle il faut faire comprendre non-seulement à la population laïque, mais à tout le clergé de l'Italie, que c'en est fait dans un temps donné de l'existence historique même de la papauté; la nécessité de renoncer partout, et surtout en Piémont, aux étroites idées de l'esprit municipal; enfin l'importance de l'union, aussi prompte et aussi sincère que possible, des conservateurs et des démocrates. Livres, brochures, nouvelles à la main, journaux, tout est bon à différens titres pour

démontrer ces principes, les exposer, les défendre, les vulgariser, — et les publicistes italiens, en se consacrant à cette tâche, n'accompliront pas seulement une œuvre préparatoire; ils mettront, eux aussi, la main à une partie essentielle de l'édifice même du *rinnovamento*, à savoir la renaissance en Italie d'une littérature et d'une vie littéraire nationales, sans lesquelles le *rinnovamento* serait incomplet, ou plutôt ne pourrait être.

Telle est, aussi fidèlement exposée que possible, la doctrine politique nouvelle que l'abbé Gioberti a proposée à ses compatriotes en échange de celle que, de 1840 à 1848, il avait tant contribué lui-même à leur faire adopter. Ces idées ont rapidement fait fortune en Italie, et, la mort prématurée de l'auteur leur donnant une sorte de sanction suprême et touchante, elles passent généralement aujourd'hui, aux yeux de la très grande majorité des patriotes et des libéraux, pour ce qu'elles sont au dire de l'abbé Gioberti lui-même, c'est-à-dire la panacée des maux de la péninsule. Ce n'est pas que toutes les propositions sans exception du *rinnovamento* n'aient trouvé, même parmi ses partisans, des contradicteurs, mais, à quelques dissentimens de détail près, tout l'esprit de cette théorie est devenu celui de l'opinion italienne. Les idées les plus hardies notamment du *rinnovamento*, telles que celles de la nécessité de ramener Rome à la simplicité de la vie de l'Évangile, d'y séparer le pouvoir temporel du pouvoir spirituel, d'entrer plus largement qu'on ne l'a fait jusqu'ici dans les voies démocratiques, d'attendre d'une révolution européenne universelle le signal de l'affranchissement de l'Italie, de compter infiniment plus pour le succès de cet affranchissement sur l'énergie des masses que sur la bonne volonté ou le concours des princes, toutes ces idées, disons-nous, ont remplacé visiblement dans les esprits italiens toutes les croyances et toutes les espérances qui formaient le symbole du *risorgimento*, et si l'ancienne théorie de M. de Balbo et de M. d'Azeglio a encore pour elle les sages du parti libéral, il est hors de doute que le *rinnovamento* en a conquis et en entraîne la foule.

Nous n'avons pas dessein, et il est médiocrement nécessaire ici d'engager avec l'abbé Gioberti une polémique en règle. Cela nous mènerait loin, et les raisons de tout genre que peuvent avoir les esprits modérés dans l'Europe entière, puisque c'est à l'Europe entière que le *rinnovamento* en veut, de différer profondément d'avis avec l'auteur d'un tel système, s'offrent d'elles-mêmes en foule à la pensée. De crainte cependant qu'un silence absolu à cet égard ne passe en Italie aux yeux de quelques personnes pour un acquiescement tacite ou déguisé, qu'on nous permette d'expliquer en peu de mots pourquoi la nouvelle doctrine de l'abbé Gioberti ne saurait avoir notre adhésion. Cette explication est fort simple, et nous sommes d'autant plus à l'aise pour la donner, qu'en concluant à la condamnation des

idées de l'auteur du *Rinnovamento*, elle n'atteint en rien la juste renommée de droites et bonnes intentions qu'il a laissée dans la mémoire de tous ceux qui l'ont connu.

L'abbé Gioberti débute, dans l'exposition de sa théorie nouvelle, par une renonciation explicite des principes de ce *risorgimento* dont jadis pourtant il fut l'un des plus ardens promoteurs; mais quelles raisons donne-t-il de ce changement? D'abord que l'union des princes italiens entre eux et que l'alliance de ces princes avec les peuples, qui étaient les premières conditions du succès des réformes que l'on poursuivait alors, sont rompues, et ne sauraient être renouées. Soit, et bien qu'il y eût encore, si l'on voulait bien, fort à dire sur ce premier point, passons condamnation. Mais les raisons autrement graves et parfaitement justes qu'il donne encore de l'échec du *risorgimento*, à savoir la division effroyable qui règne en Italie entre les classes de la population, entre les partis et entre les provinces, ces raisons-là, les vrais motifs après tout de la servitude séculaire de la péninsule, ne subsistent-elles pas dans toute hypothèse? Et si elles ont fait échouer la politique du *risorgimento*, n'est-il pas à craindre qu'elles fassent échouer aussi quelque autre plan de conduite que ce puisse être? Ne serait-il pas plus simple, plus raisonnable et plus logique en tout cas de conclure de l'examen des causes auxquelles l'échec du *risorgimento* est dû, non pas que la sage politique qu'il poursuivait doit être abandonnée, mais que les fautes qui l'ont empêché de produire tous ses fruits doivent à l'avenir être évitées?

Passons encore cependant. A l'ère désormais épuisée de la politique réformatrice du *risorgimento*, il conviendrait, à en croire l'abbé Gioberti, de faire succéder une ère nouvelle dans laquelle l'œuvre de la régénération de l'Italie ne serait qu'un effet et comme une scène d'une rénovation universelle qui s'étendrait à toute l'Europe.

D'abord pourquoi mêler ainsi les affaires de toute l'Europe avec celles de l'Italie? Ce sont des choses très distinctes, et même sous bien des rapports très différentes. L'école du *risorgimento* était infiniment plus sage, et quand en 1848 Charles-Albert, plein de l'esprit de cette école, prononça le mot fameux : *L'Italia fara da se*, il émit une maxime dont il vaudrait mieux méditer que mépriser la prudence. Il n'y a qu'un peuple au monde qui puisse régénérer l'Italie, c'est le peuple italien, et ce peuple n'a qu'une chose à faire pour cela, c'est de se régénérer lui-même.

Enfin qu'est-ce que cette rénovation universelle, territoriale, sociale, politique, économique, religieuse, dont on attend le salut de l'Italie? Toute l'Europe a-t-elle vraiment besoin et envie de renouveler ainsi de fond en comble toutes les assises de son existence? Il serait trop facile d'accabler l'auteur du *Rinnovamento* sur ce point, et, lui demandant un compte rigoureux de bien des tendances, de

bien des expressions au moins équivoques dont son livre est plein, de retrouver, à peu de chose près, dans sa théorie l'esprit des utopies les plus dangereuses de nos jours. Ses ennemis ont employé contre lui ce procédé violent de dialectique, nous ne voulons pas les imitor : nous savons faire la part des emportemens de langage où les mécomptes d'un patriotisme généreux et ulcéré ont pu entraîner l'abbé Gioberti, et ce n'est pas ici qu'on a jamais fait ni qu'on fera jamais des procès de tendance aux opinions d'écrivains évidemment bien intentionnés dans le fond, mais chez qui dans la chaleur du combat la parole peut aller plus loin que la pensée. Cependant, quand l'auteur du *Rinnovamento* sollicite une modification dans les lois qui régissent l'acquisition et la transmission de la propriété, la reconnaissance de je ne sais quel droit indéfini de vivre en travaillant qui ressemble fort au droit au travail, la séparation du pouvoir temporel des papes de leur pouvoir spirituel, le triomphe absolu et sans contre-poids de la démocratie aussi bien dans l'église que dans l'état, et qu'enfin, se demandant à lui-même si tout cela n'aboutit pas à quelque chose comme l'apostolat de la république universelle, loin de reculer contre l'énorme utopie, il l'accepte sans hésiter des mains de la logique; cependant, disons-nous, sur tous ces points l'abbé Gioberti ne côtoie-t-il pas, pour ne rien dire de plus, les doctrines de l'école révolutionnaire? Et son euphémisme de *rinnovamento* n'élève-t-il pas un médiocre mur de séparation entre sa théorie et celle de cette école? Que deviennent alors ses imprécations contre M. Mazzini et son système? M. Mazzini, lui aussi, ne demande pas autre chose que le bouleversement universel. Il est vrai que tout lui est bon pour assurer ce bouleversement, parce que, fidèle à la vieille maxime jacobine, il croit que la fin justifie les moyens, tandis que l'abbé Gioberti a horreur de toute autre conduite que celle que peuvent avouer l'honneur et le bon droit. A cela près, quelle différence de principes peut-on imaginer entre le système révolutionnaire pur et ce *rinnovamento* destiné à avoir *aspetto e qualità di rivoluzione?*

Arrêtons-nous là. En voilà assez du moins pour établir, et c'est le seul point qui nous intéresse, qu'en exposant les doctrines de la nouvelle école fondée par l'abbé Gioberti, la fidélité du rapporteur chez nous n'a rien eu de la complaisance d'un partisan. Aller plus loin dans la critique serait nous ranger parmi les adversaires, non pas seulement des erreurs, mais des idées généreuses que renferme aussi le *Rinnovamento,* et c'est un excès, on le comprendra, où nous ne voulons pas non plus tomber. L'abbé Gioberti d'ailleurs a vécu, il est mort dans la haine et dans le mépris du pouvoir absolu : il appartenait par là à la famille des bons esprits et des honnêtes gens. Ce souvenir, aujourd'hui qu'il n'est plus, parle trop haut en faveur de la pureté de ses intentions pour qu'il nous soit possible de l'oublier.

On connaît à présent l'esprit général des trois écoles qui se partagent la direction de l'opinion contemporaine en Italie, et on sait par quelle voie chacune de ces écoles entend marcher à la délivrance e à la régénération de la péninsule. Les chefs et partisans de la première sont des révolutionnaires, ceux de la seconde des réformateurs, ceux de la troisième, — comment dirai-je? car il est difficile, dans le désaccord qui règne entre leurs instincts et leurs principes, de trouver leur vrai nom, — des réformateurs encore, mais exaltés, et que cette exaltation mène, sans qu'ils s'en doutent, à parler couramment le pur langage de la révolution. Tous les esprits violens sont par nature de l'école de la *rivoluzione,* tous les sages de celle du *risorgimento;* mais entre ces deux minorités, la masse, honnête d'intention, quoiqu'impatiente de désirs, s'est jetée dans les voies du *rinnovamento.* Vers quels rivages ou quels écueils ce courant dominant entraîne-t-il l'Italie? C'est une question qu'il n'appartient peut-être pas à notre temps de résoudre; mais la sympathie invincible que fait toujours éprouver cette belle et triste cause de la régénération de l'Italie est telle qu'on ne peut, quoi qu'on en ait, s'interdire à cet égard toutes espérances et toutes réflexions, et on nous permettra, pour conclure, d'en exprimer quelques-unes.

III.

Le problème de la régénération du peuple italien, pour tous les esprits droits que n'aveugle ou n'entraîne aucune passion, se réduit à des termes d'une grande simplicité : — étant donné les causes du malheur de l'Italie, trouver le remède le plus efficace à les détruire. C'est dans ces termes qu'en commençant cette étude nous avons présenté la question aux deux publicistes que nous achevons d'entendre; mais, avant même que nous la signalions, on aura sans doute remarqué une chose : c'est que si l'auteur des *Istorie* et celui du *Rinnovamento* ont rempli avec la franchise la plus méritoire la tâche pénible de nous éclairer sur la première partie du sujet, ils ont été bien loin de nous satisfaire de même sur la seconde. Ils nous ont bien dit l'un et l'autre, mettant courageusement de côté toute vanité nationale, de quoi souffrait l'Italie, ils nous ont bien étalé un à un les séculaires ulcères qui la rongent, et qui, si elle n'y prend garde, finiront par la tuer; mais quand il s'est agi de nous faire connaître ce qu'ils pensaient du mode le plus pratique de guérir ces plaies profondes, il est impossible, nous le répétons, qu'on n'ait pas été frappé, je ne dirai pas de l'insuffisance, mais de l'absence même de leurs réponses. De quoi nous ont-ils entretenus en effet? Des moyens qui semblaient aux différens partis qui se disputent la péninsule les plus propres non pas à tarir la source de ses maux, non pas à

neutraliser le virus des passions qui l'épuisent, mais à lui rendre, abstraction faite de l'insurmontable obstacle que ces passions y opposent, la place qu'elle a si longtemps occupée dans le monde.

Le paralogisme est visible, mais ce qui, aux yeux de chacun, ne sera pas moins évident ici, c'est le danger en même temps que l'inutilité des controverses auxquelles cette première erreur entraîne les partis italiens, et avec eux les publicistes qui leur servent d'organes. Au lieu de chercher, comme le bon sens indique qu'ils le devraient faire, le remède aux causes du malheur de l'Italie dans la destruction de ces causes, et de rester ainsi sur un terrain tout national et respectable à tout le reste du monde d'étude et de combat, que font-ils? Ils s'en prennent à des questions dont la solution contemporaine au moins est impossible, qu'ils ne peuvent agiter sans attaquer l'ordre universel existant, — territorial, politique, social, religieux même, — non-seulement de l'Italie, mais de l'Europe entière; à des questions dont la controverse, à l'ardeur qu'ils y déploient, a pour effet de déconsidérer aux yeux de beaucoup de gens une cause dont la bonne renommée est encore la meilleure espérance, questions enfin qui à tous ces dangers joignent l'inconvénient capital de les détourner de la seule et unique préoccupation que de la Calabre au pied des Alpes tout Italien devrait avoir, la préoccupation de corriger les vices du caractère national, et de détruire en eux l'unique et détestable cause de la décadence et de la servitude de l'Italie.

Réformateurs, rénovateurs ou révolutionnaires, comme ils se nomment les uns les autres, de quoi les voit-on s'occuper et tâcher d'occuper avec eux l'Europe entière? De trois choses : la première, de délivrer l'Italie de la domination étrangère; la deuxième, de la doter d'un gouvernement libre; la dernière enfin, de changer plus ou moins radicalement les bases, les conditions et les formes d'existence de la papauté. Examiner rapidement le texte de ces questions, les projets auxquels la discussion de ce triple problème entraîne les publicistes italiens les plus écoutés, ce sera nous convaincre que ce qu'il peut y avoir de plus funeste pour la cause de l'Italie est de la voir compromise ainsi dans le développement de thèses pleines de périls, et dont pas une encore une fois n'est pour elle la thèse capitale.

Les publicistes italiens d'abord croient devoir avant tout entretenir leurs lecteurs de la grande, et il faut bien ajouter de l'éternelle question de l'indépendance nationale. A merveille! et nous ne sommes pas à coup sûr pour le leur reprocher. L'Italie ne mériterait plus de redevenir jamais une nation, si elle cessait un seul instant de vivre dans la pensée d'affranchir son territoire; mais de quelle manière les publicistes de ses différens partis agitent-ils ce redoutable problème? Les voit-on, comme la politique, cette fois assurément bien d'accord avec la logique, le leur conseillerait, les voit-on re-

monter aux causes premières qui, il y a maintenant plus de huit siècles, ont amené l'étranger en Italie, et n'ont cessé depuis, sous vingt formes diverses, d'y appeler ses ravages et d'y perpétuer sa domination? les voit-on ensuite faire de la dénonciation de ces causes le texte unique, incessant de leurs prédications de chaque jour? Non : *porro unum est necessarium*, disent-ils tous comme disait éloquemment M. de Balbo en 1844, rendre l'Italie indépendante. Seulement, au lieu d'ajouter : « Et cette indépendance que nos pères ont perdue par leurs vices, c'est aux vertus de leurs enfans à la racheter, » que font-ils? Ils imaginent de lier la cause de l'Italie à celle de toutes les convoitises territoriales de l'étranger. C'est l'Autriche aujourd'hui qui opprime la péninsule,

> *Puisque* ce n'est assez de toute l'Italie,
> Que l'Orient contre elle à l'Occident s'allie,

et une fois dans ce système, les voilà, le poussant à bout, qui demandent, tout autre intérêt commun d'un bout de l'Europe à l'autre mis de côté, une collision générale qui amène un remaniement complet des territoires. Ils ne réfléchissent pas, pour nous borner à une seule considération, que lors même, pour le malheur de l'Occident, qu'une conflagration universelle éclaterait dans son sein, l'Italie, dans l'état moral où elle est, livrée aux vices que deux de ses publicistes nous décrivaient tout à l'heure, et qui en 1848 encore l'ont perdue, serait impuissante à en profiter. Il n'a pas manqué, depuis les Normands, de guerres générales en Europe : l'Italie n'est sortie indépendante et unie d'aucune. Pourquoi cela? Ce ne sont pas les Autrichiens qui en sont la cause, pas plus que les Français et les Espagnols avant eux : ce sont les Italiens eux-mêmes. Avant d'appeler si ardemment une guerre nouvelle, que les apôtres de cette guerre commencent donc du moins par comprendre que l'Italie a le plus grand intérêt à se mettre avant tout en état de n'en pas devenir, comme cela s'est vu tant de fois, la victime, la proie et le prix.

Après l'indépendance nationale, le grand texte des publicistes italiens est la liberté politique. Rien encore, assurément, de plus permis et de plus noble à des écrivains que d'entretenir leur pays d'un tel sujet, et de lui montrer dans la conquête d'institutions libres un des buts auxquels il ne doit cesser de tendre. Cependant, s'il est un thème de publicité qui demande à être traité avec une intelligence toujours présente de la mesure dans laquelle le peuple devant qui on l'agite est capable d'en supporter le développement, c'est à coup sûr celui-là. C'est là ou nulle part que les lieux, les temps, le caractère et l'esprit de la nation, son passé, son présent, doivent être mûrement considérés: c'est là, avant de proposer quelque système et surtout quelque entreprise que ce soit, qu'il faut examiner de près, comme

disait le poète antique, *quid ferre recusent, quid valeant humeri.* Ici encore, ce semble, la voie à suivre par les publicistes italiens était clairement tracée. Si l'Italie n'est pas plus libre qu'elle n'est indépendante, à qui encore faut-il en rapporter la faute, sinon à elle-même? Les derniers événemens ont parlé à ce sujet un langage dont il est difficile de ne pas sentir la démonstrative éloquence. Si le beau mouvement de réformes administratives commencé en 1846 par Pie IX, mouvement qui, dirigé avec sagesse et plutôt contenu que précipité, eût infailliblement conduit un jour l'Italie à la vie constitutionnelle, si ce mouvement n'a porté de fruits qu'en Piémont, à quoi en définitive faut-il en reporter la cause, sinon au défaut d'esprit de conduite et aux vices de caractère du peuple italien? Si les publicistes de la péninsule entendaient à cet égard la vraie politique à suivre, ils feraient tous ce qu'au nom d'une minorité qui perd malheureusement chaque jour du terrain, seul ou presque seul, M. Ranalli vient de faire; ils borneraient toutes leurs prédications politiques à la démonstration incessante, éternelle, et par les faits, de ce seul point : — que si l'Italie n'est pas libre, ce n'est pas que la Providence lui ait refusé les plus belles occasions de le devenir; ce n'est pas non plus que ses princes, sans excepter le roi de Naples lui-même, contre lequel le grand parti des dupes n'a pas assez de foudres aujourd'hui, aient eu la volonté non plus que la puissance de l'empêcher; c'est, il faut bien dire le mot, qu'elle ne l'a pas voulu. — Mais que fait au contraire la foule des écrivains contemporains de l'Italie? D'abord elle se livre, et avec une intempérance de paroles inconcevable, à cette vieille et oiseuse controverse du meilleur des gouvernemens possible, qui n'a jamais eu d'autre résultat en aucun temps, en aucun lieu, que d'ennuyer tous les gens sensés et d'exalter toutes les têtes faibles. Cette controverse ensuite, qui nourrit ceux qui l'entretiennent de pures idéalités, va chaque jour leur faisant oublier, et le monde où ils vivent, et le peuple auquel ils parlent. Peu à peu ils s'accoutument à penser qu'il n'y a rien de plus simple que de faire passer dans les faits les déductions les plus extrêmes de la logique, et insensiblement, sans presque qu'ils s'en doutent eux-mêmes, cela les conduit à prêcher comme la chose la plus naturelle du monde le renversement de tout ce qui existe. C'est la pente qu'a descendue et que descend encore, sous la conduite de l'abbé Gioberti, l'école aujourd'hui dominante du *rinnovamento.* Enivrée par la contemplation de la forme idéale de gouvernement qu'elle s'est mise dans l'esprit, et ne la trouvant naturellement pas réalisée dans l'état politique actuel de la péninsule, la logique la conduit à penser, non pas comme le dirait le bon sens, qu'il faut s'attacher à combattre les causes coupables auxquelles cet état est dû, mais qu'il

faut travailler purement et simplement à le détruire. Alors s'allume une polémique qui s'en prend à tous les gouvernemens établis sans exception de la péninsule, non-seulement à ceux de Naples, de Florence ou des duchés, non-seulement à celui de Rome, mais à celui du Piémont lui-même, qui somme tous ces gouvernemens de changer de maximes, et qui les menace, s'ils n'obtempèrent à l'injonction, de se voir supplantés tous, — sans faire grâce à la maison de Savoie elle-même, — par quoi? par la république universelle! Et c'est ainsi qu'on prétend fermer les plaies de la malheureuse Italie!

Enfin un dernier sujet favori de la controverse des publicistes italiens, c'est la papauté. Qui penserait qu'il puisse entrer dans l'esprit d'aucun écrivain italien, à moins que ce ne soit un pur révolutionnaire, de proposer, à titre de remède aux maux de la péninsule, de porter quelque atteinte que ce soit à une institution pareille? C'est pourtant ce que l'école du *rinnovamento,* quelque horreur qu'elle professe pour les sectes révolutionnaires, fait encore le plus naïvement du monde. N'avons-nous pas entendu l'abbé Gioberti, tout en protestant de son désir de sauver la papauté, tout en accusant même dans les termes les plus vifs les radicaux, qui demandent sa mort, de vouloir détruire en elle la dernière grande chose qui subsiste en Italie, ne l'avons-nous pas entendu réclamer, lui, la séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel des papes, et on ne sait quel retour dérisoire aux temps de la primitive église, qui réduirait le souverain pontife, le chef spirituel de cent cinquante millions de catholiques, à la simple condition de curé d'une des paroisses de Rome! Une fois cette voie ouverte, les radicaux, contre lesquels on s'emporte tant, ont beau jeu assurément, et il est difficile de leur répondre quelque chose de sérieux, quand ils demandent qu'on ajoute au programme, ou le déchirement définitif de l'unité catholique, et l'institution en Italie, en France, en Espagne, en Autriche, en Allemagne, et partout où il se trouve encore des sujets du saint-siége, d'église séparées et purement nationales, ou la déportation du pape en Syrie. Et quel est le prétexte de ces belles théories? C'est que Pie IX, tout libéral et tout bon Italien qu'il était, n'a pas jugé convenable en 1848 de se mettre à la tête de l'armée romaine, — si armée romaine il y avait, — et d'aller sur l'Adige guerroyer contre l'Autriche! C'est qu'il a eu le grand sens de comprendre qu'à rêver au XIXe siècle le rôle d'un Alexandre VI ou d'un Jules II, le souverain pontife ne pouvait plus que compromettre et de la manière la plus grave l'intérêt essentiel du maintien de l'unité de l'église, sans espoir de servir en rien la cause de l'Italie! Et voilà sur quels fondemens on demande, sous le nom de réforme de la papauté, une révolution qui bouleverserait de fond en comble la constitution religieuse de plus des deux tiers de l'Eu-

rope! et voilà encore un des moyens que l'on célèbre comme la panacée des maux de la nation italienne!

Les publicistes italiens se tromperaient fort, s'ils persistaient à croire qu'en pensant et parlant ainsi, ils servent leur cause. Ils lui font le plus grand mal au contraire. Non-seulement en effet ils l'égarent sur le terrain national à la poursuite de desseins ou prématurés, ou chimériques, ou violens, mais hors de l'Italie, chose dont nous sommes témoins et sur laquelle ils peuvent nous en croire, ils la déconsidèrent comme à plaisir. Comment en serait-il autrement? Qu'ils en soient juges eux-mêmes : on ne les entend, à un très petit nombre d'exceptions près, que parler de guerre générale, de république universelle, que dis-je? de palingénésie religieuse. Est-il possible qu'un tel langage n'indispose pas violemment contre eux et partant contre leur cause l'immense parti de la conservation dans toute l'Europe? — Comment! se dit ce parti, sans le concours duquel, qu'on ne s'y trompe pas, moins que jamais aujourd'hui il n'y a rien de durable ni de possible, comment! l'Italie ne peut être sauvée que si l'Occident tout entier entre en guerre, si tous les gouvernemens établis sont non pas améliorés, mais renversés, si l'unité catholique enfin, cette unité, le dernier lien qui rattache entre eux tous les membres de la race latine et qui puisse encore en faire un tout à opposer à l'unité anglicane ou à l'unité slavo-grecque, se déchire! Il faut courir d'aussi effroyables aventures pour que les Italiens aient la satisfaction d'être les maîtres chez eux et d'arriver, après des dissensions civiles plus ou moins longues, à se mettre d'accord sur la forme de gouvernement qui leur plaira le mieux! Mais, si pour sauver un membre depuis si longtemps malade du corps politique européen, il faut ainsi risquer l'existence de ce corps lui-même, ce qu'on appelle la question italienne alors n'est plus qu'un horrible danger, et ce n'est pas à la résoudre qu'il faut travailler, c'est à s'en défaire. — Telle est la violente réaction que les publicistes italiens de l'école du *rinnovamento* provoquent, par leurs imprudentes paroles, dans l'immense majorité du parti conservateur en Europe. Qu'ils réfléchissent eux-mêmes au mal que peut faire à la cause de l'Italie la détestable et fausse renommée que, sans y prendre garde, ils lui font ainsi d'être inséparable de celle d'une révolution destinée à bouleverser toutes les croyances et tous les intérêts du reste de l'Occident.

On se demande pourquoi les esprits les plus distingués eux-mêmes de la péninsule se laissent aller à d'aussi funestes erremens, quand il leur serait si facile au contraire de rattacher à la défense de ses destins toutes les sympathies du monde civilisé. Le problème de la régénération du peuple italien se pose de lui-même, comme nous le disions tout à l'heure, en des termes bien simples : étant donné les

causes de la décadence de ce peuple, trouver le remède le plus propre à en conjurer, et, s'il se peut, à en éteindre l'action. Or, après avoir entendu M. Ranalli et l'abbé Gioberti nous exposer eux-mêmes, on a vu dans quels termes, les vrais motifs du misérable état de leur pays, il est impossible de ne pas reconnaître que la première et la plus intéressante partie de la question à résoudre est entièrement élucidée. Les causes criminelles de la perte de l'Italie ne sont plus un mystère pour personne en Italie même. Tout ce qui pense y sait, à n'en pas douter, quelles elles sont. Tout Italien d'intelligence et de cœur, avec l'auteur des *Istorie* et celui du *Rinnovamento*, accuse du malheur de son pays l'infernal instinct de division qui ne cesse depuis tant de siècles d'y opposer les princes et les peuples, les peuples entre eux, le clergé et les laïques, les paysans et les citadins, les riches et les pauvres; l'esprit non moins funeste d'abandon en toutes choses des traditions indigènes qui va minant et effaçant de plus en plus, en religion, en politique, en littérature même, toute originalité nationale; cette inertie fatale enfin des masses qui fait que les plus rares occasions d'affranchir et de relever l'Italie se présentent toujours en vain. Bien plus, tout le monde en 1848 a vu ces causes de destruction nationale en action, et tout le monde les a maudites. Comment donc tout le monde aujourd'hui, et les publicistes les premiers en tête, ne se retourne-t-il pas contre elles en disant : Voilà l'ennemi! Est-ce qu'il y a autre chose à faire aujourd'hui en Italie que de rassembler toutes les forces de l'esprit national contre cet ennemi-là? Est-ce que le seul, le grand, l'unique, le continuel texte des livres, discours ou journaux de la péninsule ne devrait pas être la nécessité éclatante de remporter d'abord sur cet ennemi intérieur, cent fois plus dangereux que la domination étrangère ou que le despotisme, une victoire décisive? C'est ce que crie, ce nous semble, à tous les Italiens la voix du patriotisme, de la politique et du bon sens. Cela est tellement vrai, ce cri sort si naturellement des entrailles de la situation, que l'abbé Gioberti lui-même, au milieu du fatras du généreux, mais faux système où il s'est perdu, n'a pu s'empêcher de l'entendre, et qu'à la fin de son livre, après avoir ressassé de toutes les manières toutes les façons imaginables de relever son pays, il conclut par un mot qui ne fait que confesser l'inutilité de toute autre entreprise que celle dont nous parlons là. Ce mot, qui avant l'abbé Gioberti a été celui de Dante, de Machiavel et d'Alfieri, que de siècle en siècle tous les amis de l'Italie n'ont cessé de lui répéter, qu'il faut, hélas! lui redire encore, et Dieu fasse à la fin qu'elle l'entende! ce mot ne donne aux Italiens qu'un avis, mais il est bien profond dans sa simplicité : — *Mutar costume*, changer de mœurs.

CHARLES GOURAUD.

L'HISTOIRE ROMAINE

A ROME

IV.

GALBA. — OTHON. — VITELLIUS. — VESPASIEN ET TITUS.

Galba, son caractère et ses portraits; lieu de sa mort et de sa sépulture. — Othon continue la Maison-Dorée et aspire à continuer Néron. — Vitellius, service que son buste a rendu à sa renommée. — La guerre civile à Rome, siége et incendie du Capitole. — Fin de Vitellius. — Vespasien, son caractère et sa physionomie. — Réaction contre la mémoire de Néron, le colosse de Néron transporté, le temple de Claude restauré, le Colisée remplaçant le lac de Néron. — Vespasien relève le temple de Jupiter Capitolin, motif politique. — Le temple de la Paix, la paix sous l'empire. — Titus, son arc de triomphe, les Juifs à Rome. — A-t-il mérité sa réputation? — Beauté de Titus. — Thermes de Titus construits sur la Maison-Dorée.

C'est par un singulier abus de langage qu'on a appelé les douze premiers maîtres absolus de Rome les douze Césars. César n'a pas fondé une dynastie, il n'a eu qu'un héritier. Tibère, successeur du petit-neveu de César, n'a plus rien de son sang. Caligula descend, il est vrai, par les femmes de Julie, fille d'Auguste; mais Claude est un neveu de Tibère. Avec lui, l'empire sortit une seconde fois de la famille de César; il rentra dans la ligne féminine de cette famille par Néron, arrière-petit-fils de Julie. On voit combien le principe de succession était incertain. Caligula régna, quoique Tibère eût laissé un fils et lui eût légué l'empire. Caligula, Claude et Néron sont déjà les élus de la soldatesque (1). Après Néron, la race des Césars fut entièrement éteinte. Dès ce moment, l'élection ou l'adoption transmit l'empire, où l'hérédité ne fut jamais permanente. Ce gouvernement, auquel, comme dit Dion Cassius, il n'était personne qui ne pût pré-

(1) Voyez les livraisons du 15 octobre, du 1er novembre et 15 décembre 1856.

tendre, n'offrait pas les avantages de la succession régulière des monarchies; révolutionnaire de sa nature, il ne connut que l'hérédité du despotisme.

Les descendans d'Auguste ont tous quelque chose de ce beau profil césarien que, par un jeu étonnant du sort, devait reproduire après tant de siècles le premier empereur des Français; mais avec Galba commence une nouvelle série de princes, empereurs d'aventure qui n'ont plus une goutte du sang d'Auguste ou de Livie, et dont les traits sont nouveaux comme l'origine. Bien que Galba prétendît descendre de Jupiter et de Pasiphaé, Vitellius de la déesse Vitellia et de l'ancien roi mythologique du Latium Faunus, ils ne durent leur grandeur qu'au choix des armées et à la docilité de la multitude; leur fabuleuse extraction n'y fut pour rien.

Aussi toute ressemblance extérieure avec Auguste ou Tibère a disparu de leurs images. Galba a ce nez crochu dont parle Suétone. C'est un vieillard chauve, il avait soixante-treize ans quand il monta sur le trône. Son visage, sombre et dur, est sans noblesse, mais ne manque pas d'énergie. En effet son caractère montra quelques traits de l'ancienne physionomie du général romain. Dans le mot adressé par lui au soldat qui se vantait d'avoir tué son rival Othon : « Qui te l'a ordonné? » on retrouve la tradition de la discipline antique. Galba dit aussi aux troupes qui réclamaient ses largesses : « J'enrôle les soldats et ne les achète point. » Malheureusement l'avarice, qui fut un de ses vices honteux, peut avoir dicté ces mots autant que la fermeté. Cette fermeté est le seul beau côté du caractère de Galba, et la haine qu'elle inspira aux prétoriens le seul trait qui honore sa mémoire. C'est sans doute ce qui l'a fait appeler un grand citoyen par Juvénal, hyperbolique cette fois dans la louange comme il l'est plus souvent dans la satire; mais il ne faut pas oublier que chez Galba la fermeté était accompagnée d'une cruauté que les haines qu'elle souleva purent alléguer pour se justifier. Quand les légions d'Espagne l'eurent proclamé, il marcha sur Rome précédé par cette double réputation de sévérité et de barbarie; on racontait que les commandans de places qui avaient hésité à le reconnaître avaient été égorgés avec leurs femmes et leurs enfans, et qu'il avait fait massacrer des milliers de soldats désarmés. Il s'était arrêté en chemin pour mettre à mort sans jugement plusieurs personnages considérables. Sa marche fut ralentie par ces meurtres, *tardum Galbæ iter et cruentum*. Pour son avarice, on en citait des exemples incroyables qui vont bien à la vulgarité de ses traits, comme cette route lente et sanguinaire dont parle Tacite s'explique par leur dureté. On ne peut se défendre d'une certaine émotion en voyant la triste fin de ce vieux soudard cruel et débauché, qui, s'il fut un faible empereur, dominé

par ceux qui l'entouraient et dont il toléra toutes les iniquités, montra au moins une certaine vigueur contre les indignes soldats qui commençaient à perdre les vertus militaires au moment où ils usurpaient le pouvoir politique. Déjà Corbulon s'était plaint que leur lâcheté lui était plus à craindre que le courage de l'ennemi : pourquoi eussent-ils aimé à braver les fatigues et les périls pour une patrie qui n'était plus, ou pour un empereur comme ceux qu'ils faisaient?

Plutarque, qui a daigné écrire la vie de Galba, la termine par ces mots : « Il ne laissa personne qui regrettât le gouvernement de son empire, mais bien plusieurs qui eurent pitié et compassion de sa mort. » Pour ma part, j'éprouvais cette pitié peu mêlée d'intérêt, quand, dans mes promenades au Palatin et au Forum, je suivais pour ainsi dire à la trace les incidens de sa chute misérable et de sa mort tragique. Je ressentais en même temps un profond dégoût pour ces soldats qui l'égorgèrent sept mois après l'avoir proclamé, parce qu'il marchandait avec eux sur le paiement de l'élection, et pour cette foule qui regarda pendant le meurtre et applaudit après. Tacite nous a laissé de la mort de Galba un récit détaillé dont l'exactitude topographique permet, quand on est sur les lieux, d'assister pour ainsi dire à l'événement.

Galba est sur le Palatin, il adresse des sacrifices et des prières à ces dieux qui, selon la forte expression de l'historien, ont déjà passé à un autre empereur. Galba n'ose affronter l'armée, il envoie vers elle Pison, cet intéressant jeune homme qu'il venait d'adopter, et qui allait périr cinq jours après son adoption. Pison harangue les cohortes de service du haut de l'escalier par où on descendait du palais dans le Forum. Des messagers sont envoyés vers un corps d'élite de l'armée d'Illyrie qui campait sous le portique Vipsanien, c'est-à-dire le portique d'Agrippa, là où est maintenant le palais Doria, par conséquent à une assez petite distance du Palatin; d'autres, au camp des prétoriens, dont nous connaissons l'emplacement, près de la porte Nomentane, aujourd'hui la *Porta Pia*. Les prétoriens menacent les envoyés de Galba et arrêtent l'un d'eux. Au portique d'Agrippa, ils sont reçus à coups de javelots. Les troupes de Germanie hésitent. On avait été les chercher dans le temple de la Liberté, ce lieu dont le nom figure si étrangement au milieu de ces luttes pour l'empire. Cependant la plèbe tout entière, à laquelle se mêlaient des esclaves, envahit le palais où Galba demeurait toujours, ignorant ce qui se passait au dehors. Le palais retentit de clameurs discordantes qui demandaient la mort d'Othon, le supplice des coupables, comme cette tourbe dans l'amphithéâtre aurait, par caprice, demandé la mort d'un gladiateur. Tout cela n'avait rien de sérieux, car, ajoute Tacite, « le même jour ils devaient demander le contraire avec un

égal emportement; mais c'était un usage reçu de flatter le prince, quel qu'il fût, par des acclamations désordonnées et un enthousiasme apparent. » Entouré de sa cour tumultueuse, Galba balance entre deux partis, sortir du palais ou y rester. Autour de lui, les avis sont partagés et s'expriment avec violence. Tout à coup le bruit se répand qu'Othon a été tué; c'était un piége tendu à Galba pour l'attirer hors du palais. Alors les applaudissemens et l'enthousiasme redoublent. « Des chevaliers et des sénateurs, téméraires depuis qu'ils ne tremblent plus, brisent les portes du palais et s'y précipitent pour se montrer à Galba; » on a reconnu Tacite. Galba se décide à sortir. Il prend sa cuirasse; mais comme au milieu de cette foule en désordre le vieillard ne peut se tenir sur ses jambes, on le place dans une litière et on l'emporte ainsi.

Pendant que ces choses se passaient au Palatin, dans la demeure impériale, Othon, sans que Galba s'en doutât, avait été proclamé empereur dans le Forum à deux pas de lui; présent au sacrifice qu'avait offert Galba, Othon s'était retiré, sous prétexte d'aller voir une maison qu'il voulait acheter. Appuyé sur le bras d'un affranchi, il traverse le palais de Tibère, sort par les derrières du Palatin, descend au Velabre, grâce à ce détour arrive au Forum, caché, selon quelques-uns, dans une litière de femme, et gagne le *Milliaire d'Or*, au-dessous du temple de Saturne. On a découvert, il y a peu d'années, la base de cette pierre milliaire, centre de toutes les voies de l'empire, et elle est placée en effet au-dessous du temple de Saturne, dont il reste plusieurs colonnes. A côté du *Milliaire d'Or* était l'ancienne tribune aux harangues, dont la base aussi a été retrouvée. C'est là qu'Othon fut salué empereur par vingt-trois soldats, qui, le prenant sur leurs épaules, l'emportent, fort inquiet du petit nombre de ses partisans, au camp des prétoriens. Pendant le trajet, qui ne put durer beaucoup plus d'un quart d'heure, une vingtaine de soldats, peu décidés, se joignent à son cortége. Arrivé au camp, les prétoriens, qui avaient besoin d'un chef pour renverser Galba, prennent celui qu'on leur apporte, le font monter sur la tribune militaire d'où ils viennent de renverser la statue de Galba, et rangent les drapeaux et les aigles autour de lui. « Othon étendait les mains vers les soldats, leur envoyait des baisers, se prosternait devant la foule, faisant tout ce qui est d'un esclave pour régner. » On vient dire alors à Othon que le peuple s'arme et veut défendre Galba. « Hâtons-nous, s'écrie-t-il, et prévenons ce danger. »

Pendant ce temps, Galba était descendu dans le Forum. « Les basiliques et les temples étaient remplis, l'aspect du Forum lugubre; chacun se taisait. Les visages étaient étonnés, les oreilles ouvertes à tous les bruits. Ce n'était ni le tumulte ni le calme, mais comme le

silence d'une grande crainte et d'une grande colère, » dit Tacite. Pison avait rejoint Galba et venait mourir avec lui. Les mauvaises nouvelles arrivaient de toutes parts. Les conseils les plus contraires se croisaient. Les uns, les poltrons, disaient qu'il fallait rentrer au palais, les autres monter au Capitole, le plus grand nombre s'établir dans les rostres; c'étaient les nouveaux rostres établis par César à l'extrémité méridionale du Forum. Les anciens rostres, placés à l'autre extrémité, au pied du Capitole, venaient de voir Othon salué empereur. Dans ceux-ci, Cicéron avait parlé contre Catilina, dans les autres contre Antoine. Maintenant Catilina s'appelait Othon et Antoine Galba, mais il n'y avait plus de Cicéron. Le fameux *il est trop tard*, qui est le mot de toutes les révolutions rapides, échappe ici à Tacite. « Comme il arrive, dit-il, dans les délibérations malheureuses, on jugeait le meilleur le parti qu'il n'était plus temps de prendre. »

Galba flottait entre les diverses déterminations qu'on lui proposait, tandis que dans sa litière il était poussé çà et là par les ondulations de la foule. Alors parurent les soldats qui venaient du camp avec Othon. « Ni l'aspect du Capitole, dit Tacite, ni celui des temples qui dominent le Forum (c'étaient le temple de la Concorde et le temple de Saturne, dont les ruines ou les restes le dominent encore), ne peuvent les arrêter. » Ils dispersent le peuple et s'élancent vers Galba, qui était à l'autre bout du Forum. Par suite du trouble de ceux qui le portaient, le vieil empereur est précipité; il roule à terre près du lieu où Curtius avait plongé dans le gouffre : un soldat lui coupe la gorge, d'autres déchirent ses bras et ses jambes, que ne protége pas sa cuirasse, ou frappent le cadavre, déjà décapité. L'infortuné Pison est arraché du temple de Vesta, situé tout près du Forum, là où est l'église de Saint-Théodore; on l'égorge, sa tête et celle de Galba sont portées sur des piques, à côté des aigles. Cette scène de l'empire romain est encore plus hideuse que les scènes de notre terreur, qu'elle rappelle, car si des têtes furent portées par des misérables dans les rues de nos villes, on ne les vit jamais à côté des drapeaux de nos armées.

Voici qui surpasse tout : ce peuple, ce sénat, qui voulaient défendre Galba, et que ses meurtriers ont chassés du Forum, se précipitent au camp pour leur rendre grâces de ce qu'ils ont fait, pour insulter Galba, pour baiser la main d'Othon; mais dans ce moment, comme pour punir ces lâches citoyens, on apprend que Vitellius a pris les armes. Ainsi tant de bassesse sera perdue. En se prosternant devant le vainqueur et en outrageant le vaincu, on n'a rien fait; voici un autre concurrent qui peut-être l'emportera. Alors viennent toutes les terreurs de la guerre civile, alors on regrette celles même de ces guerres qui ont laissé un souvenir funeste. L'empire s'est

maintenu, dit-on, sous Jules César, sous Auguste, la république se fût maintenue sous Pompée et Brutus; mais comment faire des vœux pour Vitellius ou pour Othon? Voilà où l'on en était venu, voilà la paix et la sécurité qu'avait amenées l'empire.

Du Forum encore ensanglanté, Othon fut porté, par-dessus les cadavres, d'abord au Capitole, puis au palais impérial, où le premier il arriva par un égorgement. Il permit de brûler les corps de Galba et de Pison, et de leur donner un tombeau. Un certain Argius, autrefois esclave de Galba, ramassa son corps, qui avait subi mille outrages, et alla lui creuser une humble sépulture dans les jardins de son ancien maître; mais il fallut retrouver la tête : elle avait été mutilée et promenée par les goujats de l'armée. Enfin Argius la trouva le lendemain, et la réunit au corps déjà brûlé.

Les jardins de Galba étaient sur le Janicule, près de la voie Aurélienne, et on croit que le lieu qui vit le dernier dénoûment de cette affreuse tragédie est celui qu'occupe aujourd'hui la plus charmante promenade de Rome, là où inclinent avec tant de grâce sur des pentes semées d'anémones et où dessinent si délicatement sur l'azur du ciel et des montagnes leurs parasols élégans les pins de la villa Pamphili.

J'ai peu à dire sur Othon, qui ne régna pas tout à fait trois mois, et dont la mort, l'événement le plus remarquable de son histoire, n'eut pas lieu à Rome. On sait que, sans être réduit aux dernières extrémités, entouré de soldats dévoués, dont un, pour lui prouver leur affection, se tua devant lui, il se décida tranquillement à mourir par dégoût, dit-il, de la guerre civile, et plutôt, je pense, par dégoût de la vie. Ce dernier sentiment peut s'expliquer chez un voluptueux blasé comme Othon. Ce qui est sûr, c'est que ce voluptueux, cet efféminé montra dans son suicide, précédé d'un paisible sommeil, cette résolution calme, cette préoccupation du sort des autres qui rendent si admirable la fin de l'austère Caton d'Utique. La fermeté qu'il devait déployer dans sa mort, Othon en avait fait preuve, ce qui est plus extraordinaire, dans plusieurs circonstances de sa vie. Parvenu à l'empire, il ne s'endormit pas au sein des délices, il montra de l'habileté et de l'énergie; mais rien ne fut changé dans son extérieur, ainsi que nous l'apprennent ses bustes. Il conserva pendant son règne rapide cet aspect *mulièbre* dû au soin qu'il prenait d'effacer sur son visage les signes de la virilité et à l'habitude de remplacer sa chevelure appauvrie par une chevelure artificielle, adaptée avec tant d'art qu'on y était trompé. Les rares portraits d'Othon le montrent en effet d'une beauté régulière et douce, sans barbe et avec un arrangement de cheveux qui le fait d'abord reconnaître. Et le même homme savait parfois marcher en avant des aigles, portant une cuirasse de fer, les vêtemens et la chevelure en

désordre, *horridus et incomptus*, bien différent de sa renommée, dit Tacite, et j'ajouterai de ses portraits. Il faut avouer que si Othon avait, comme l'assure Juvénal, un miroir dans son bagage de guerre, il ne s'en servait pas tous les jours.

Othon n'eut le temps d'élever aucun monument; mais la première signature qu'il donna, l'expression est de Suétone, fut pour consacrer une somme considérable à l'achèvement de la Maison-Dorée. On a peine à le comprendre, se donner comme le continuateur de Néron était un moyen de popularité. Le bas peuple, pour flatter Othon, l'appelait Néron, et lui-même joignit ce nom au sien dans ses premiers actes. Oui, il y avait une portion du peuple de Rome à qui la mémoire de Néron resta longtemps chère. Longtemps encore après le jour où il avait péri, il y eut des hommes fidèles à cette exécrable mémoire qui portèrent sur son tombeau les fleurs du printemps et de l'été. Comme je l'ai dit, la populace aimait cet empereur, qui chantait, dansait, déclamait devant elle, et courait dans le cirque pour l'amuser, qui haïssait le sénat, menaçait de le détruire et de livrer les armées et les provinces aux affranchis. L'alliance de la tyrannie et de la démocratie corrompue est naturelle. Du reste on peut croire que ces fleurs apportées au tombeau de Néron l'étaient par des esclaves et des affranchis aux cœurs d'esclaves, mais que le peuple véritable ne partageait point ces honteux regrets, car la mort de Néron fut une joie publique, et les plébéiens (*plebs*) coururent toute la ville coiffés du bonnet de la liberté.

Othon, tout dépravé qu'il était, montra quelques-unes des qualités d'un empereur, et mourut admirablement; mais Vitellius, qui lui succéda, fut la honte de l'empire. On avait eu des souverains cruels et insensés, on eut un souverain crapuleux, ce qui ne l'empêchait pas d'être cruel. Sur le champ de bataille de Bedriac, l'aspect des nombreux soldats morts dans la lutte, triste spectacle qui arrachait des larmes aux légionnaires, ne l'émut point. Il fut joyeux, dit Tacite, qu'indigne cette insensibilité, et Dion Cassius nous apprend « qu'il parcourut toute la plaine où gisaient les cadavres, rassasiant ses yeux de cette vue, comme si à ce moment il eût vaincu. » Il ne les fit point ensevelir, car, disait-il, devançant le mot attribué depuis à Charles IX, le corps d'un ennemi sent toujours bon. Il fut accusé de la mort de sa mère et de son fils. Son âme était aussi basse que sanguinaire. On ne peut dire ce que dans sa jeunesse il avait été pour Tibère à Caprée; le premier il reconnut et adora la divinité de Caligula; les statues des affranchis de Claude figuraient parmi ses dieux domestiques. Pour gagner la protection de Messaline, il lui avait demandé un jour la permission de la déchausser, portait un soulier de cette femme sous sa toge, et de temps en temps le baisait. Pour plaire

à Néron, il avait chanté sur le théâtre, esclave acheté par celui qui l'engraissait, *saginæ mancipatus emptusque*. Vitellius aurait une réputation plus exécrée, si le goût effréné des plaisirs de la table, qui l'a rendu célèbre, n'eût servi sa mémoire en mettant dans l'ombre ses autres vices et ses crimes, et cela est dû, je pense, en partie à un admirable buste de lui qui a été souvent reproduit, et dans lequel l'artiste a pris à tâche de montrer surtout l'homme gras et gourmand. On croit que ce buste pourrait bien ne pas être authentique, et on y voit une œuvre de la renaissance, qui a su si bien parfois contrefaire l'antiquité. Je connais, il est vrai, des artistes qui ne sont point de cet avis; mais quel que soit l'auteur de ce buste, qu'on peut voir au musée du Capitole et au musée de Paris, il est évident que le Vitellius qu'on a voulu représenter est le Vitellius sensuel et ami des bons repas, et non le Vitellius impitoyable et parricide. Il est vrai qu'il était grand mangeur, toujours ivre dès le milieu du jour et chargé d'embonpoint. Tel le montre en effet le buste que j'ai cité, mais il a l'air assez bon homme, tandis que sur les médailles et dans un de ses portraits qui se voit à la villa Albani, Vitellius est moins gras et a l'air très mauvais. Au fond celui-là est le plus historique, car il importait assez peu aux Romains d'avoir pour empereur un goinfre, mais il était pour eux beaucoup plus sérieux d'avoir pour maître un méchant homme.

Aussi bien qu'Othon, Vitellius se montra continuateur de Néron et zélateur intéressé de sa mémoire. Il voulait embellir encore la Maison-Dorée, qu'il trouvait indigne de lui, et fit célébrer des cérémonies funèbres en l'honneur de celui qui ne méritait que des malédictions. « Ces cérémonies eurent lieu, dit Suétone, au milieu du Champ-de-Mars (1). » Était-ce sur le Pincio, où se trouvait le tombeau de Néron? Peu importe où s'accomplit cet hommage à un souvenir infâme et infamant pour celui qui le rendait. Plutarque fait cette observation : « A tout le moins avaient les habitans de Rome, qui étaient ainsi opprimés, une consolation, c'était qu'il ne leur fallait point d'autre vengeance à l'endroit de ceux qui étaient cause de leur oppression, car ils les voyaient s'entretuer eux-mêmes. » En effet, Othon, qui avait fait tuer Galba, venait de disparaître, et Vitellius allait disparaître à son tour devant Vespasien.

Vitellius, voyant les progrès de l'armée qui a proclamé Vespasien, s'est résolu à déposer l'empire, espérant conserver la vie. Il vient le

(1) L'expression *au milieu* serait inexacte quant à la largeur du Champ de Mars, dont le Pincio désigne plutôt la limite du côté de l'orient; mais ces mots pourraient être entendus de la longueur du Champ-de-Mars, car celui-ci s'étendait au nord, bien au-delà de l'enceinte actuelle de Rome et de la Porte du Peuple, jusque vers le pont Milvius, aujourd'hui *Ponte-Molle*.

déclarer au milieu des clameurs de la foule et du silence des soldats. La foule, touchée de pitié, n'accepte point cette abdication pusillanime, lui rend un peu de courage et le décide à retourner au palais. Un seul chemin lui était ouvert, la voie Sacrée; il la suit et regagne le Palatin. Cependant ses soldats parcourent la ville et égorgent ceux qu'ils rencontrent. Sabinus, frère de Vespasien, était préfet de Rome; attaqué, il se réfugie avec quelques troupes dans le Capitole. Les soldats de Vitellius sans chef, entraînés par un mouvement furieux, traversent en courant le Forum. Arrivés au pied du Capitole, ils commencent à monter la pente qui regarde le Forum, dépassent les temples qui le dominaient, et dont, je l'ai dit, deux le dominent encore de leurs débris. Les vitelliens arrivent ainsi aux premières portes de l'enceinte fortifiée. Un portique s'élevait à leur droite; de là les gens de Sabinus jetaient aux assiégeans des pierres et des tuiles. Ceux-ci lancent des matières enflammées, comme c'était l'usage dans les siéges, sur une partie du portique qui faisait saillie. Ils suivaient le feu et allaient entrer par la porte embrasée du Capitole, si Sabinus n'avait improvisé un rempart avec des statues. Voilà la première mutilation des œuvres de l'art antique, et ce ne sont pas les Barbares qui en sont les auteurs. Les peuples civilisés ont été souvent bien funestes à l'antiquité; Fourmont s'amusait à faire sauter des ruines grecques; une bombe vénitienne a coupé en deux le Parthénon, et j'ai entendu autrefois le brave général Fabvier raconter comment, quand il défendait l'acropole d'Athènes contre les Turcs, il fabriquait des bombes très passables avec des tronçons de colonne. Il faut le dire, c'est dans le dernier siége de Rome par les Français que pour la première fois la guerre a respecté et ménagé les monumens de l'antiquité. Cette première attaque du Capitole se fit sur la droite de ceux qui encore aujourd'hui y montent du Forum par la rampe de gauche, au-dessus de l'ancienne voie triomphale. Les soldats de Vitellius, repoussés sur ce point et arrêtés par le mur de statues, tentèrent une autre attaque à gauche, là précisément où conduit la rampe dont je parlais tout à l'heure, vers le bois sacré de l'asile qui existait encore en mémoire de Romulus, — c'est aujourd'hui la place du Capitole, — et au pied des *cent marches* dont l'escalier par où l'on monte à la roche Tarpéienne représente une partie. De ce côté, l'abord de la citadelle était facilité par des maisons que l'on avait bâties pendant la paix jusqu'à la hauteur du Capitole, et sur les toits desquelles, plats comme l'étaient ceux de l'ancienne Rome et le sont souvent ceux de la Rome moderne, il était aisé de monter. Dans cet assaut, le feu prit au temple de Jupiter. Les aigles de bois qui soutenaient le faîte furent atteints par la flamme, et le Capitole brûla. Les assiégeans, maîtres de la place, saisirent Sabi-

nus, le conduisirent à travers le Forum à Vitellius, qui se tenait sur les marches du palais, et qui parut vouloir épargner le frère de Vespasien; mais la multitude demanda sa mort. Il fut percé de coups, déchiré; on lui coupa la tête, et l'on traîna son corps aux Gémonies, situées au-dessous du Capitole. Vitellius, qui du lieu où il était placé put voir cet affreux spectacle, devait dans peu y être traîné lui-même.

Bientôt l'armée, qui avait proclamé Vespasien, fut aux portes de Rome. On se battit dans les faubourgs, parmi des maisons, des jardins, des chemins tortueux. Les jardins y sont encore. Les maisons n'y sont plus si pressées à cause de la *malaria*. La populace de Rome prit les armes pour défendre Vitellius, et se rangea sur les collines que voient à leur gauche ceux qui viennent de Ponte-Molle. Les troupes du parti de Vespasien s'avancèrent en trois corps. L'un marchait au milieu par la voie Flaminienne, suivant la route que prennent maintenant les voyageurs qui arrivent de Florence; un second, à la droite de celui-ci, longeait le Tibre, qui fait un coude entre Ponte-Molle et Rome; l'autre avait pris à gauche par la plaine d'*Aqua acetosa*, et, tournant la hauteur qui domine cette plaine, était allé chercher la *via Salara* pour entrer par la porte Colline, vers les jardins de Salluste. Il y avait là de petits chemins étroits et glissans. La partie de l'armée qui s'y était engagée fut fort incommodée par les vitelliens, qui du haut des murs de ces jardins faisaient pleuvoir sur elle des pierres et des traits; mais vers le soir ceux-ci furent enveloppés par la cavalerie, qui avait forcé la porte Colline. On combattit aussi dans le Champ-de-Mars. C'était la première fois que la guerre civile se faisait si près de Rome. Enfin Rome même en fut le théâtre. Les soldats de Vespasien, après y avoir pénétré, étaient arrêtés par une foule compacte qui encombrait les rues étroites et écrasés par les tuiles qu'on lançait sur eux du sommet des maisons. Pour achever de rendre présens au lecteur ces combats, qu'il peut, grâce à la fidélité descriptive de Tacite, voir de ses yeux, je traduirai quelques lignes du grand historien.

« Les combattans avaient pour spectateurs le peuple, qui, comme s'il se fût agi d'un combat dans l'amphithéâtre, applaudissait ceux-ci ou ceux-là lorsque leurs adversaires avaient le dessous, demandant que les soldats qui se cachaient dans les boutiques ou se réfugiaient dans les maisons en fussent arrachés, puis égorgés, et s'emparait ainsi de la meilleure partie du butin, car tandis que le soldat était tout entier au carnage et au sang, les dépouilles tombaient aux mains de la populace. L'aspect de la ville était terrible et hideux. Ici des combats et des blessures, là des bains et des cabarets, du sang et des monceaux de morts, des prostituées et leurs pareils. Toutes les fureurs de la débauche dans une paix dis-

solue, toutes les horreurs d'une affreuse captivité étaient là, tous les crimes et toutes les joies. » Le camp des prétoriens fut attaqué et défendu avec rage, avec un acharnement désespéré. Beaucoup moururent sur le mur du camp. Lorsqu'on brisa les portes, on vit ceux qui restaient intrépides en présence de leurs vainqueurs rendre blessure pour blessure; les mourans avaient soin, en exhalant leur dernier soupir, de tourner la face à l'ennemi.

La mort de Vitellius est racontée par Tacite, par Suétone et par Dion Cassius avec autant de détails que celle de Galba, et nous pouvons de même contempler sa fin, aussi laide que sa vie. On éprouve quelque compassion pour Galba, bien qu'il fût avare et cruel, parce qu'il y avait du moins en lui quelque étincelle de l'ancienne énergie romaine; mais il est impossible de s'attendrir beaucoup sur ce glouton féroce et bas, qui montra dans le malheur la plus vile pusillanimité. Le lieu de la scène est à peu près le même. Vitellius est au palais; de ce palais quelques jours auparavant, il avait vu, en dînant, brûler le Capitole; il s'en échappe pour gagner, à travers le cirque, l'Aventin, où se trouvait la maison de sa femme, espérant de là se rendre à Terracine et y rejoindre son frère, qui y tenait avec quelques cohortes. Il n'avait auprès de lui qu'un boulanger et un cuisinier, deux personnages importans pour Vitellius, et dont il ne voulait pas se séparer. Puis, sur un bruit qu'il serait épargné, il se laisse reporter au palais, qu'il trouve vide. Ses deux compagnons de fuite l'abandonnent. Il met autour de son corps une ceinture remplie de pièces d'or, et va se réfugier où? Tacite se borne à dire dans une honteuse cachette; selon Suétone, dans la loge du portier. Il s'y barricada avec un matelas, après avoir attaché le chien devant la porte. Si l'on en croit Dion Cassius, Vitellius s'était caché dans un chenil, d'où on vint l'arracher vêtu d'une méchante saie et tout déchiré par les morsures des chiens. Nul ne le reconnaissait, et on lui demandait où était l'empereur; lui cherchait par ses réponses à prolonger l'erreur des soldats. Reconnu enfin, il demanda qu'on épargnât sa vie, qu'on le gardât prisonnier, disant qu'il avait à faire des révélations qui intéressaient le salut de Vespasien. Ses bourreaux ne l'écoutent pas, ils déchirent ses vêtemens, lui attachent les mains derrière le dos, lui mettent une corde au cou, le traînent le long de la voie Sacrée et à travers le Forum. Beaucoup l'insultent, et personne ne le plaint. L'abjection de sa mort étouffait la pitié, selon la dure parole de Tacite. Pour moi, la pitié, que je croyais ne pouvoir éprouver pour Vitellius, me prend quand je le vois devenir le jouet de cette lâche cruauté de la populace, qui s'acharne également sur sa proie, qu'elle soit innocente ou criminelle, cruauté dont quelques détails rappellent dans le supplice d'un monstre le

supplice du vertueux Bailly. On lui jette des ordures au visage, et quand il veut baisser la tête, on le force avec la pointe d'un glaive à la relever. Cette foule abrutie par le despotisme lui reproche même ses défauts corporels, sa taille démesurée, sa face enluminée, son gros ventre, la faiblesse d'une de ses jambes. Le malheureux trouva sous ces outrages un mot triste et noble. Un tribun l'insultait; Vitellius lui dit : « J'ai été ton empereur! » Enfin, quand il fut arrivé au bout de la voie Sacrée, devant l'escalier des Gémonies, on l'égorgea à petits coups, et on le traîna avec un croc dans le Tibre. En présence de ce long et barbare supplice, l'indignation et le mépris, si justement dus à la victime, se reportent sur les meurtriers. On détourne les yeux avec dégoût du lieu où ces abominations viennent de s'accomplir. Le regard alors rencontre le temple de Vespasien, dont les ruines sont tout près, Vespasien qui ne méritait pas un temple, mais qui méritait mieux le pouvoir que ses prédécesseurs, et dont le règne intelligent et vigoureux va nous reposer des misérables règnes que nous venons de traverser.

Ce règne meilleur, nous n'avons pu voir à Rome qu'une partie de ce qui l'a précédé et amené. Que de désordres, de calamités, d'horreurs! Voilà cette paix de l'empire que l'on avait payée du prix de la liberté. On voulait en finir avec les guerres civiles, et la guerre civile était dans les rues de Rome, et l'on se battait au Capitole; le Capitole brûlait, ce qui n'était jamais arrivé même dans l'incendie allumé par les Gaulois. Il périt cinquante mille hommes dans la ville et autour de la ville pendant les combats des partisans de Vitellius contre les partisans de Vespasien, et ce n'était pas seulement Rome qui était ainsi ravagée : la guerre civile avait fait le tour du monde romain; l'effroyable destruction de Crémone montre ce que coûtaient aux provinces les luttes des prétendans à l'empire. La guerre civile avait, comme dit Tacite, parcouru toutes les provinces et toutes les armées, et l'on avait pu regretter, selon lui, les luttes si sanglantes, mais moins désastreuses pour l'état, de César et de Pompée, d'Octave et d'Antoine.

Au moment d'aborder l'époque terrible d'où nous sortons, Tacite s'écrie de son ton le plus sombre : « L'histoire que je vais écrire abonde en désastres, en combats atroces, en discordes, la paix même y sera cruelle, quatre empereurs périssant par le glaive, trois guerres civiles, des guerres étrangères en plus grand nombre, et souvent en même temps la guerre étrangère et la guerre civile. » L'empire, déchiré au dedans, est menacé au dehors. Tacite continue: « Des succès en Orient, mais des revers en Occident. L'Illyrie se trouble, la Gaule chancelle, la Bretagne domptée est bien vite perdue, les Suèves et les Sarmates se soulèvent. » En effet, l'armée des

peuples barbares que la république avait contenue, dont César avait rejeté l'avant-garde au-delà du Rhin, qui avait épouvanté Auguste pour la sécurité de l'Italie, cette armée gronde au loin, de jour en jour plus menaçante. Le Batave Civilis put croire un moment qu'il allait régner sur la Germanie et sur la Gaule. La fortune de Rome, plus que la discipline et le courage de ses légions dégénérées, on le voit à chaque page dans Tacite, devait l'emporter encore. Plus tard quelques princes admirables et guerriers, comme Trajan et Marc-Aurèle, repousseront les Barbares au-delà du Danube, et les arrêteront pour un temps; mais quand tout dépend d'un coup de dé, on ne saurait gagner toujours, et c'était un coup de dé qui donnait les bons empereurs. Après eux, l'envahissement et le déchirement recommencèrent. Une société qui ne reposait point sur elle-même, mais sur les caprices d'un chef élu par le caprice d'une armée, s'affaissait inévitablement, et, sous le double poids des divisions intestines et des agressions extérieures, devait finir, en s'aplatissant toujours, par être écrasée tout à fait.

La famille des Flaviens donne le premier exemple d'une succession dynastique régulière pendant trois règnes; mais l'hérédité, passagèrement introduite dans l'empire romain, ne lui porta presque jamais bonheur. Marc-Aurèle fut père de Commode, Septime Sévère de Caracalla. De même Vespasien eut Domitien pour fils. Quant à Titus, dont le règne si court fut salué avec un enthousiasme qui était surtout de l'espérance, j'y reviendrai.

Vespasien est un personnage. Il a de l'activité, de l'énergie, de l'habileté, de la modération. Avec lui, le bon sens arrive au trône. Il eût été, dit Tacite, l'égal des anciens généraux de la république, sauf l'avarice. Son avarice en effet fut révoltante, et on peut le dire quand on songe aux impôts qu'il imagina. Un jour il prit le pot-de-vin donné à l'un de ses serviteurs pour un emploi qui devait être accordé à la recommandation de celui-ci; il en partagea un autre avec son cocher. La détresse des finances de l'état, par laquelle on a cherché à justifier l'avarice de Vespasien, n'était là pour rien. C'était une manie. La seule excuse de cet amour de l'argent, c'est que sa famille était une famille de finance; son grand-père avait été percepteur, son père receveur des contributions et usurier, car l'avénement des Flaviens à l'empire est l'avénement de ce que nous appellerions la bourgeoisie. Jusqu'à elle les empereurs étaient ou avaient au moins la prétention d'être de race illustre. Pour Vespasien, il était fort exempt de toute vanité de ce genre, et riait beaucoup de ceux qui voulaient le faire descendre d'un compagnon d'Hercule. Vespasien fut, si j'osais employer ce mot dans son acception moderne, un empereur bourgeois; il conserva toujours des goûts simples, se dé-

plaisait dans le palais impérial, et habitait de préférence les jardins de Salluste. Positif et railleur, il se moquait des présages. Une comète ayant paru dans le ciel, il affirma que cela regardait le roi des Parthes, qui avait une longue chevelure; lorsqu'il tomba malade, il dit : « M'est avis que je deviens dieu. »

Jamais portrait ne montra mieux l'homme. Son visage exprime la vigueur et la capacité, sans aucune élévation. C'est une tête ferme et carrée, comme était sa personne; *structurâ quadratâ firmisque membris*, dit Suétone, qui ajoute : « Il avait l'air d'un homme qui fait un effort. » Cette énergie constamment tendue lui inspira sa dernière parole : « Un empereur doit mourir debout. » On voit aussi dans ses petits yeux perçans, dans ses lèvres fines, l'expression sarcastique d'un esprit qui n'était dupe de rien. Vespasien a l'air d'un vieux général retors, bien fait, dans un temps comme le sien, pour monter de très bas à l'empire et pour s'y maintenir. Rien ne lui coûtait d'ailleurs. Il avait été très plat sous Caligula, s'était fait protéger par l'affranchi Narcisse sous Claude, avait escorté Néron dans son voyage en Grèce; mais, s'étant endormi pendant que l'empereur chantait, il avait perdu, par cette faute involontaire, tout crédit. Vespasien avait employé tous les moyens pour parvenir; au moins se montra-t-il digne d'être arrivé, mais il ne dépouilla jamais complétement l'abjection de sa première fortune, et sur sa toge impériale il y eut toujours un peu de la boue que Caligula s'était amusé un jour à lui faire jeter.

Il ne faut pas être trop difficile envers les empereurs romains. En voilà un du moins qui a quelques grandes qualités : d'abord les qualités guerrières. En Angleterre (1), Vespasien avait pris vingt villes et gagné trente batailles. Il savait se faire aimer des soldats sans les corrompre. Administrateur vigilant et réformateur sévère de la justice, il montra de l'humanité envers ses ennemis. La seule barbarie qu'on puisse lui reprocher, et elle étonne de sa part, c'est d'avoir fait mourir avec Sabinus sa femme Éponine, qui avait vécu près de lui neuf ans cachée dans un tombeau où elle était devenue mère de deux enfans, et qui, les montrant à Vespasien afin de l'attendrir en faveur de son mari, lui disait : « Je les ai mis au monde pour pouvoir te présenter plus de supplians. »

(1) Il semblerait que Vespasien, a laissé un fâcheux souvenir dans notre Normandie, qu'il traversa sans doute lors de son expédition dans la Grande-Bretagne et qu'il dut rançonner en passant, car encore aujourd'hui son nom y est prononcé comme une injure par les paysans. Dans certains villages de cette province, on a entendu des mères dire à leurs enfans, en manière de reproche : « Tu es un Vespasian. » Ces bonnes femmes n'avaient pas lu l'histoire, et le nom de l'empereur romain n'avait pu leur arriver que par la tradition populaire, à moins que ce ne fût un souvenir des romans du moyen âge, où figurait Vespasien, et des cruautés du siége de Jérusalem.

Le principal mérite de Vespasien fut de commencer une honnête réaction contre la mémoire de Néron, ce que personne n'avait osé faire avant lui. Cette juste réaction tentée par Vespasien se continua sous ses fils. Elle se manifeste à Rome d'une manière remarquable dans l'histoire des monumens. Vespasien fit transporter dans le temple de la Paix, qui était une sorte de musée, les chefs-d'œuvre de la Grèce que Néron avait entassés dans son palais. Si son colosse ne fut pas abattu, il fut ôté du moins de la place d'honneur qu'il occupait à l'entrée de la Maison-Dorée, et transporté dans la *via Sacra,* où il n'était plus qu'une décoration de la voie publique, on plaça des rayons autour de sa tête et on en fit un Apollon. Quant à la Maison-Dorée elle-même, cette œuvre gigantesque de Néron que voulaient continuer ceux qui, comme Othon, prétendaient aussi continuer son règne, Vespasien et son fils Titus, ainsi que nous le verrons plus en détail en parlant de celui-ci, prirent à tâche d'en faire disparaître les traces. Vespasien choisit le lieu où était le lac artificiel de Néron, un des principaux ornemens de la Maison-Dorée, pour y jeter les fondemens du Colisée. La même pensée fit relever par Vespasien le temple de Claude, que Néron, dans sa haine de son père adoptif, avait pris plaisir à détruire presque complétement pour faire place aux empiétemens de la Maison-Dorée. La réparation de ce temple était un reproche adressé par Vespasien à l'impiété de Néron.

Réparateur de l'état après plusieurs empereurs qui avaient travaillé à sa ruine, Vespasien voulut aussi réparer les ruines que les incendies, et surtout celui de Néron, y avaient faites. Dans cette intention, il permit d'occuper les terrains vacans et d'y construire, si les propriétaires n'en faisaient point usage. Le *Tabularium,* c'est-à-dire le dépôt des archives, avait souffert dans l'incendie du Capitole, auquel il était adossé. Le monument même n'avait point été consumé, car ses fortes arcades en péperin, du temps de la république, subsistent encore; mais trois mille tables de bronze, où étaient gravés les sénatus-consultes, les traités de paix, les priviléges accordés aux villes ou aux citoyens avaient été la proie des flammes. Vespasien fit faire de grandes recherches pour en retrouver des copies, et rétablit cette collection de documens, qui, si nous l'avions, serait sans prix.

Vespasien restaura le théâtre de Marcellus. Ce théâtre avait déjà brûlé souvent et devait brûler encore. Ce qui brûlait ainsi, c'étaient sans doute les siéges, les planches du théâtre, les décorations, mais non pas le monument lui-même, au moins le monument tout entier; car ce qui en reste, on peut l'affirmer d'après l'intégrité et la pureté de l'architecture, n'a été ni réparé ni touché depuis le règne d'Auguste. On attribue encore à Vespasien la restauration du temple de

l'Honneur et de la Vertu, dont il fit rafraîchir les peintures. C'était prendre bien de la peine pour un culte dont la mode était passée.

Vespasien, qui, dans sa vie privée, était d'une extrême parcimonie, n'épargnait rien quand il s'agissait des divertissemens ou des édifices publics. Il apporta un zèle extrême à rebâtir le Capitole. On le vit se mettre lui-même à l'ouvrage et placer des pierres sur son dos comme un simple manœuvre. Quelques débris de muraille cachés dans le couvent des franciscains d'*Ara-Cœli* sont tout ce qui reste de ce temple fameux. Vespasien avait ses raisons pour le reconstruire. D'abord c'étaient ses ennemis, les partisans de Vitellius, qui l'avaient incendié lorsqu'ils y attaquaient son frère Sabinus, si indignement égorgé par eux, et puis il était important pour lui de rendre aux Romains le temple de Jupiter Capitolin, temple dont on regardait l'existence comme liée aux destinées de Rome, à tel point que lorsqu'il fut la proie des flammes, quelques-uns craignirent que ces destinées ne touchassent à leur terme. Il était habile, en réparant le *palladium* romain, de paraître lui donner un nouveau commencement associé aux commencemens de la nouvelle famille appelée à l'empire. C'est ainsi qu'on s'explique l'empressement de Vespasien à prendre part aux travaux de reconstruction, comme l'aurait pu faire un prince plus dévot que lui. Vespasien ne se montrait religieux que parce qu'il était politique.

Comment un homme avant tout pratique comme il l'était eût-il négligé les travaux d'utilité publique? Aussi la Porte-Majeure nous montre-t-elle au-dessous de l'inscription de Claude une inscription de Vespasien. Elle nous apprend qu'il avait réparé à ses frais l'aqueduc de Claude. Loin de Rome, une autre inscription atteste que Vespasien, pour faire passer la voie Aurelienne, a taillé une montagne. L'inscription a bien la simplicité du caractère de son auteur et se termine par la formule ordinaire : *faciendum curavit,* comme s'il s'agissait de tout autre chemin.

Enfin Vespasien bâtit le temple de la Paix. Cet avare, qui autrefois avait tout osé jusqu'à extorquer à un jeune homme 40,000 fr. pour le faire nommer sénateur contre la volonté de son père, et qui, devenu empereur, vivait assez pauvrement, éleva un des plus magnifiques monumens de l'ancienne Rome, le temple de la Paix. Il y avait rassemblé un grand nombre d'objets précieux, et entre autres les vases d'or et le chandelier aux sept branches pris dans le temple de Jérusalem. La république, qui avait élevé des temples à tant de divinités et même à la Fièvre, n'en avait point consacré à la Paix, car la guerre était l'état permanent et nécessaire du peuple romain. Auguste ferma le temple de Janus, mais il fallut bientôt le rouvrir. J'ai montré plus haut ce qu'était la paix de l'empire romain quand

Vespasien monta sur le trône : par cela même, il devait attacher un grand prix à inaugurer l'ère pacifique qu'on attendait de chaque empereur avec un espoir toujours renaissant et toujours bientôt déçu.

Si le grand édifice, en partie conservé, qu'on appelle quelquefois le temple de la Paix devait garder ce nom, une des plus imposantes ruines de Rome se rattacherait à la mémoire de Vespasien; mais cette ruine majestueuse, formée de trois grands arceaux qu'on voit encore aujourd'hui près du Forum, ne peut être le temple de la Paix. D'abord nous savons que ce temple magnifique brûla sous Commode (1). En supposant qu'on l'ait reconstruit alors, ce que l'histoire ne dit point, l'architecture de l'édifice dont on voit encore les ruines ne peut être du temps des Antonins. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à comparer les ornemens du prétendu temple de la Paix avec ceux du beau temple d'Antonin et Faustine, qui est à côté. De plus, cet édifice n'a jamais été un temple : ce fut évidemment une basilique. Nous la retrouverons quand nous serons parvenus à l'époque de Constantin. La basilique fut construite à peu près dans l'endroit où Vespasien avait élevé le temple de la Paix, ce qui explique comment l'on a confondu ces deux monumens. Un beau fragment de mur qu'on découvre près de la basilique a probablement fait partie du temple de la Paix, œuvre de Vespasien, dont il est le seul reste.

Derrière le temple de la Paix était, ce semble, le quartier des libraires, du moins c'est là que Martial donne l'adresse du sien. « Si tu veux, dit-il, avoir mes légers ouvrages pour en faire les compagnons de ta longue route, achète-les dans leur petit format, car ils peuvent tous tenir dans la main; mais il faut que tu saches où l'on me vend. Pour t'éviter la peine de courir toute la ville, je vais te conduire de manière à ce que tu ne puisses t'égarer. Demande Secundus, l'affranchi du noble Lucens, derrière le temple de la Paix et le Forum-Palladien. » Les éditeurs de Rome faisaient comme les nôtres, ils affichaient à leur porte les titres des livres nouveaux. C'est ce que nous apprend ailleurs Martial en parlant d'un autre libraire qui demeurait non loin du premier, en face du Forum de César. « C'est là qu'il faut m'aller chercher. Demande-moi à Atrectus, c'est le nom que porte le maître du magasin; il te donnera un exemplaire de première ou de seconde qualité, satiné à la pierre ponce, orné de pourpre; tu peux avoir un Martial pour cinq deniers. » On voit que les livres se vendaient à Rome exactement comme chez nous. Cela étonne, on ne conçoit pas d'abord une vente régulière de livres là

(1) Galien parle de cet incendie, qui consuma ses livres dans sa boutique (ἀποθήκη), qui était près du temple de la Paix. L'incendie dut être bien violent, car Galien mentionne aussi la destruction de grandes bibliothèques sur le Palatin, probablement les deux bibliothèques construites par Auguste, près de sa maison et du temple d'Apollon.

où ils ne peuvent être multipliés par l'imprimerie; mais les copistes tenaient lieu d'imprimeurs. Pline le Jeune parle d'un livre *tiré à mille exemplaires*, et qui avait été expédié dans toute l'Italie et toutes les provinces. Le même auteur s'applaudit que ses ouvrages se vendent à Lyon. Je crois même que les anciens connaissaient les droits d'auteur. Sénèque se pose quelque part cette question : « Les œuvres de Cicéron appartiennent-elles à Cicéron, qui les a composées, ou à Dorus, qui les a *achetées?* » Plus on étudie la société romaine, plus on trouve que dans les petites choses comme dans les grandes elle ressemblait assez souvent à la nôtre.

Du reste, il était un peu téméraire aux auteurs de faire vendre leurs œuvres dans ce quartier, car près du temple de la Paix étaient les *magasins de poivre*, et ils devaient parfois frémir en se rappelant un certain vers d'Horace sur les méchans écrivains dont les œuvres pouvaient servir à envelopper du poivre :

Et piper et quidquid chartis amicitur ineptis.

Mais retournons au temple de la Paix, d'où nous a un peu écartés Martial en nous conduisant chez ses libraires. Si nous n'avons pu découvrir qu'un débris incertain du grand édifice bâti par Vespasien, à quelques pas de là, à l'endroit où la voie Sacrée était le plus élevée, *in summâ viâ*, sur un petit tertre, dernière trace, dit-on, de la Velia de Collatin, nous trouverons, mieux conservé que le temple de la Paix et restauré avec une scrupuleuse exactitude, le charmant arc de Titus, et nous passerons ainsi naturellement de Vespasien à son fils.

Cet arc-de-triomphe fut élevé en l'honneur de Titus à l'occasion de la prise sanglante de Jérusalem. On y voit encore des bas-reliefs d'un très beau travail. Dans l'un, qui représente le triomphe, on reconnaît, porté par les soldats, parmi les dépouilles du temple, le chandelier aux sept branches. On prétend que les Juifs encore aujourd'hui évitent de passer sous l'arc de Titus. Ils étaient déjà nombreux à Rome au temps de cet empereur, exerçant de petits métiers, échangeant par exemple des allumettes contre des verres cassés, et vivant sur la rive droite du Tibre. Le Transtevère était leur *ghetto*. C'est probablement parmi eux que d'abord se recruta surtout le christianisme à Rome. Aussi est-ce dans le quartier habité par les Juifs qu'apparaît la première assemblée publique des chrétiens, autorisée par Alexandre Sévère, au lieu où s'élève aujourd'hui la vieille et imposante basilique de *Santa-Maria in Trastevere*. On sait que les païens confondaient les premiers chrétiens avec les Juifs, et je crois possible que la pauvre Juive de Juvénal, qui, en mendiant, murmure en secret aux oreilles d'une dame romaine quelque chose sur la loi des Juifs, pourrait bien être une chrétienne, car rien n'était

plus loin des idées juives que de parler de la loi à des étrangers. Les Juifs sont traités avec un grand mépris par les satiriques romains. On voit cependant par le témoignage de ces poètes eux-mêmes que ce qu'ils appellent la superstition juive était très répandue dans la ville des césars. Le fâcheux d'Horace parle de sa dévotion au sabbat, et à la fin de la cinquième satire de Perse est une description curieuse de la célébration du sabbat dans les rues de Rome.

Malheureusement le récit qu'avait fait Tacite de la prise de Jérusalem, à laquelle se rapporte l'arc de Titus, est perdu; mais ce qu'il dit de cette singulière nation est remarquable. Si Tacite, en vrai Romain, veut tout rattacher aux traditions du polythéisme, l'émigration des Juifs, par exemple, à l'avénement de Jupiter, il sait le nom de Moïse, que connaît aussi Juvénal, le séjour des Hébreux en Égypte, leur fuite dans le désert, et même l'eau jaillissant miraculeusement du rocher. Parmi beaucoup d'erreurs et de calomnies, il a écrit sur les Juifs ceci : « Entre eux, une fidélité invincible, une charité toujours active; contre le reste du monde une haine indomptable. » L'histoire morale du peuple juif n'est-elle pas dans cette phrase de Tacite?

Une tradition dont je n'ai pu découvrir l'origine veut que le chandelier aux sept branches ait été jeté dans le Tibre par Maxence près de Ponte-Molle le jour de la mémorable bataille qui donna le monde au christianisme. Pour retrouver un tel trésor, il vaudrait la peine de fouiller le Tibre; mais je ne conçois pas pourquoi le païen Maxence aurait emporté de Rome avec lui cet objet sacré. De plus, Procope nous dit que les vases d'or du temple existaient encore au temps de Bélisaire, que Bélisaire les prit à Gélimer, qui les avait enlevés, et le chandelier aux sept branches était probablement avec les vases d'or. Je ne pense donc pas qu'il y ait espoir de le repêcher dans le Tibre.

Le règne de Titus fut marqué par de grandes calamités; elles lui fournirent l'occasion de montrer du zèle pour la chose publique et une préoccupation bienveillante du sort des citoyens. Alors eut lieu cette célèbre éruption du Vésuve qui engloutit Herculanum et Pompéi, et dont nous voyons encore aujourd'hui plus que les traces, on peut dire la présence, dans la cendre et la lave sous lesquelles gisent ces villes que le terrible événement a laissées comme elles étaient au moment où il les a frappées. Nulle part on n'observe mieux l'antiquité surprise et saisie pour ainsi dire toute vivante. Une visite à Pompéi est un complément nécessaire au voyage historique que nous faisons dans l'antiquité romaine. Stace disait : « La race future le croira-t-elle, quand elle verra ici d'autres moissons croître sur des villes et des populations enfouies? » Pour voir ce que Stace doutait qu'on pût croire, il suffit d'aller à Portici.

En même temps Rome brûlait de nouveau (1). Titus se chargea de tous les frais de réparation, et envoya dans les temples et les édifices publics les ornemens de son palais. Pendant ce règne si court, qui ne dura guère que deux ans, il trouva le temps de restaurer de nouveau l'aqueduc de l'eau Claudia, que son père avait déjà réparé. Tout cela est d'un prince qui connaît ses devoirs envers l'état, et qui mérite l'estime de l'histoire. A-t-il mérité d'être appelé l'amour et les délices du genre humain? C'est autre chose. Qu'est-ce qui resterait pour Trajan, pour Antonin, pour Marc-Aurèle? Tâchons d'apprécier au juste, sans dénigrement, mais sans exagération, ce qu'a été et ce qu'a fait Titus pour se rendre digne de la popularité dont il a joui de son vivant et dans l'histoire.

D'abord il est reconnu qu'il était loin d'être comme césar ce qu'il fut comme empereur. Avant d'arriver au trône, il passait pour vicieux, cruel et avide. Vicieux, je m'abstiendrai des détails. Cruel, il apostait dans les théâtres et dans les camps des gens qui demandaient la mort des personnages qui lui étaient suspects, et en fit périr ainsi plusieurs. Avide, il faisait des marchés avec ceux qui avaient à traiter avec son père et en tirait des sommes. Tout cela était si connu, qu'on s'attendait à voir en lui un autre Néron. Il fallait que Titus eût une bien mauvaise réputation à cette époque pour qu'on l'ait accusé, pendant qu'il était en Judée, de travailler pour son propre compte et de vouloir régner en Orient, au point d'inspirer des inquiétudes à Vespasien, et pour qu'on l'ait soupçonné sans fondement, je pense, d'avoir conspiré contre les jours de son père.

Monté sur le trône, on n'eut plus un seul reproche à lui adresser. Il ne fit tuer personne, ce que les historiens remarquent, car c'était un mérite pour un empereur romain. Il se conduisit bien dans les malheurs publics et s'efforça d'y remédier. Il montra de la libéralité, de la douceur, une constante envie de plaire, ce qui n'est point méprisable dans un souverain absolu. Il fut surtout aimable et gracieux. Empereur *coquette*, il avait pour maxime de ne renvoyer personne sans espérance. Tout cela est bien, mais est-ce assez? Je cherche des actions vraiment généreuses, des mesures vraiment utiles, des lois bienfaisantes, et je vois plus de paroles que d'actions : j'en trouve deux cependant. Il punit les délateurs, les fit battre de verges dans

(1) Cet incendie fut terrible. Il consuma ou du moins endommagea beaucoup les temples de Serapis, d'Isis, de Neptune, le temple de Jupiter Capitolin, qu'on venait de relever et dont Titus commença la reconstruction, les *Septa*, les thermes d'Agrippa, le Panthéon, le *Diribitorium*, le théâtre de Balbus et le théâtre de Pompée, la maison d'Auguste avec le temple d'Apollon et les bibliothèques. On voit que le fléau frappa surtout le Champ-de-Mars, le Capitole et le Palatin. Il semble ne s'être pas étendu aux autres collines de Rome, comme avait fait l'incendie de Néron.

le Forum, puis après les avoir exposés dans l'amphithéâtre, c'est-à-dire dans le Colisée, qu'il venait de dédier, et dont, avant les martyrs chrétiens, c'est le meilleur souvenir, il les condamnait à l'esclavage et à l'exil. Enfin il fit une chose que je préfère aux mots de lui les plus cités. Ayant découvert une conspiration, non-seulement il pardonna aux conspirateurs, mais, ce que j'admire bien plus, il envoya un messager rassurer la mère de l'un d'eux sur le sort de son fils. Ce trait, à mes yeux, vaut cent fois le fastueux pardon accordé par Auguste à Cinna.

J'ai dit de Titus tout le bien qu'en sait l'histoire, et je n'ai pas, je crois, cherché à l'atténuer; mais, je le demande de nouveau, y a-t-il là de quoi mériter d'être appelé les délices du genre humain? Il n'eut pas le temps d'en faire plus, dira-t-on; soit. Il ne faut pourtant pas trop insister sur la brièveté de son règne, car on pourrait se demander si ce règne, en se prolongeant, aurait tenu tout ce qu'il semblait promettre. Néron aussi avait bien commencé.

Ce qui me paraît distinguer surtout Titus, c'est la facilité, la bonne grâce, l'esprit. « J'ai perdu ma journée! » est un mot touchant, mais c'est surtout un mot spirituel. Titus avait une nature heureuse. Habile à tous les exercices, doué d'une mémoire extraordinaire, il réussissait aux vers, à la prose, à la musique, même il improvisait, art qui commençait à être à la mode, et dont la tradition s'est conservée en Italie jusqu'à nos jours. On craignait un Néron, on en fut quitte pour la peur, et on lui en tint compte. Il dompta ses mauvais penchans, il rassura, il séduisit ses contemporains, il a séduit la postérité.

Il ne négligeait pas de flatter les goûts favoris du peuple romain en donnant des jeux magnifiques, en prenant parti pour tel ou tel gladiateur, en faisant égorger cinq mille animaux en un jour. Il y en eut neuf mille de tués en tout à la dédicace du Colisée et des thermes de Titus, un certain nombre par des femmes. Titus fit combattre des grues pour amuser le peuple, ce qui était nouveau, et donna le spectacle d'un combat naval dans l'amphithéâtre, transformé en naumachie, ce qui était facile, puisqu'on avait à sa disposition les eaux qui alimentaient les viviers de Néron. De tels spectacles, et les billets de loterie distribués au peuple, que Titus n'eut garde d'oublier, purent bien lui compter pour quelques vertus. Les Romains lui surent beaucoup de gré de ne pas épouser Bérénice, qui était reine et Juive, deux noms odieux; Bérénice, l'incestueuse sœur d'Agrippa, moins intéressante dans Juvénal que dans Racine. Il mourut bientôt, il n'eut pas le temps de diminuer l'admiration et de lasser la faveur publique, et il fut remplacé par Domitien. Celui-ci avait tout ce qu'il fallait pour faire valoir son prédécesseur; aussi

Titus laissa-t-il une mémoire bénie, et l'on montrait au pied du Palatin, du côté qui regarde le Cœlius, la maison où il était né, comme on montre à Pau le berceau de Henri IV.

Je remarquais, à propos de Claude, que les historiens des bas temps ne savent presque plus rien de ce qu'il a fait de grand et de bon, et ne connaissent que ses ridicules; de même Aurélius Victor ne connaît que les vertus de Titus. L'histoire, en s'éloignant du temps qu'elle raconte, met toujours plus en évidence le bien ou le mal absolu, le côté dominant d'un caractère. Les nuances s'effacent par la distance des âges, comme les objets par la distance; les traits saillans se dessinent seuls, et s'isolent des autres traits qui complétaient le tableau. La version des derniers historiens de l'antiquité a souvent été celle qu'ont reçue les âges modernes, dont ils étaient plus près, et auxquels ils ont transmis le passé tel qu'il s'était altéré en arrivant jusqu'à eux. Pour moi, je pense que Titus était un homme d'esprit dont les passions n'étaient pas très fortes. Après avoir trop cédé, dans sa jeunesse, aux plaisirs, à la cruauté, à l'avidité, il y renonça noblement en montant sur le trône à quarante ans. Il eut un heureux penchant à être aimé, et sut très habilement faire et surtout dire ce qu'il fallait pour cela. Suétone, qui l'admire sans restriction comme empereur, dit : « Il fut l'amour et les délices du genre humain. Pour gagner tous les cœurs, soit le naturel, soit l'art, soit la fortune, le servirent. » Tous trois y concoururent, je pense, mais l'art y fut pour quelque chose.

Encore cette fois, ce sont les portraits qui m'ont mis sur la voie d'une appréciation que l'étude de l'histoire a confirmée. En voyant ceux de Titus, je fus frappé d'étonnement. Ce qui domine dans presque tous, c'est par excellence la finesse. Je trouvais à l'adorable Titus un air narquois qui me rappelait Vespasien. Cette expression est surtout marquée dans une statue du Vatican, empreinte d'un caractère d'individualité manifeste. Elle est moins sensible dans quelques bustes évidemment idéalisés. Ceux-ci ont une certaine douceur qu'on peut croire un peu étudiée, et jamais l'expression de la bonté vraie comme ceux d'Antonin le Pieux ou de Marc-Aurèle. Il en est qui donnent à Titus un air légèrement boudeur : c'est qu'apparemment il *avait perdu sa journée*, ce qui a bien pu lui arriver quelquefois.

En présence des images de Titus, je n'étais pas moins surpris des termes dans lesquels Tacite et Suétone vantent sa beauté, et même un certain air de majesté et d'autorité qui ne s'accorde guère avec ce qu'ajoute Suétone de sa petite taille et de son ventre un peu proéminent, restrictions que justifie pleinement la statue du Vatican dont je parlais tout à l'heure. La majesté lui manque tout à fait; la beauté même du visage n'est pas remarquable. Les bustes de Titus lui donnent en général une figure bouffie qui fait comprendre les inquié-

tudes des Romains quand il parvint à l'empire, car cette figure de Titus rappelle assez Néron, Néron jeune et en laid. Je ne puis m'empêcher de croire que l'exagération du mérite de Titus, exagération dont j'ai cherché à expliquer les causes, a produit sur ses historiens une illusion qui s'est étendue même à sa personne, et que dans l'enthousiasme excessif qu'il inspirait, on en est venu à le croire plus beau qu'il n'était parce qu'on le disait meilleur.

La réaction des Flaviens contre la mémoire de Néron a atteint sous Titus son apogée. Il est un monument à Rome qui montre aux yeux cette réaction trop peu remarquée par l'histoire, et la fait pour ainsi dire toucher au doigt : ce sont les thermes construits par Titus sur une partie de la Maison-Dorée de Néron. Rien n'est plus clair que la relation historique des deux monumens; on reconnaît parfaitement la disposition de l'un et de l'autre. On se promène dans plusieurs des salles du palais de Néron, qui ont été déblayées; on voit les autres encore encombrées, comme elles l'avaient toutes été pour porter les thermes de Titus, dont on découvre au-dessus les débris. Ces salles de la Maison-Dorée conservent les marques d'une grande magnificence. Les unes étaient tournées vers le midi pour l'hiver, les autres vers le nord pour l'été. Un grand corridor était décoré d'élégantes peintures, qui ne sont pas entièrement effacées. On reconnaît l'emplacement d'un petit jardin intérieur, et au milieu un bassin, au centre duquel était la gigantesque coupe de porphyre qui orne la salle ronde au Vatican. Cette coupe a plus de quarante pieds de circonférence et surpasse tout ce que l'antiquité nous a laissé de plus précieux en ce genre. Çà et là sont des niches préparées pour des statues dont les piédestaux sont debout. Le Laocoon, qui a été trouvé dans une vigne du voisinage, était un des ornemens de cette partie de la Maison-Dorée, de ce *casino* de l'immense et splendide villa de Néron.

L'intention qui a fait bâtir par Titus ses thermes au-dessus de ces appartemens magnifiques qu'il a comblés, comme Vespasien avait comblé le bassin de Néron pour y bâtir le Colisée, cette intention est évidente. Les Flaviens veulent étouffer enfin la popularité de Néron, encore caressée par Vitellius, le dernier des empereurs qui les ont précédés; ils veulent se débarrasser de la concurrence d'un souvenir et d'un fantôme, abolir ce souvenir autant que possible, enfouir sous les décombres ce fantôme qui hante le palais construit par Néron, en faisant servir ce palais de fondement à leurs propres édifices.

Suétone nous apprend que la construction des thermes de Titus fut très promptement achevée. On avait hâte d'en finir avec la mémoire de Néron, et l'empressement était si grand que l'on ne prit pas la peine et qu'on ne se donna pas le temps de retirer des salles que l'on allait

encombrer ni des statues admirables, ni cette merveilleuse coupe de porphyre qui n'a pas son égale. Tout cela fut enterré sous les thermes de Titus. Cette négligence à sauver de tels chefs-d'œuvre, négligence dont on ne s'étonne pas assez, suffirait à démontrer quel motif a décidé le fils de Vespasien à placer ses thermes en cet endroit, et sans ce motif elle serait inexplicable. Ainsi comprise, la superposition des deux monumens est une révélation de l'histoire : elle atteste et rend palpable une réaction que les historiens n'ont point assez signalée; mais, dans le silence des historiens, les pierres parlent.

Cette réaction peut se suivre dans les lettres comme à travers les ruines. Jusque-là, si quelque voix s'était élevée contre Néron, elle avait été étouffée sous ses successeurs, qui se portaient pour ses héritiers. En vain on avait écrit l'histoire de tous ceux que Néron avait exilés ou fait mourir. Cette histoire, qui pouvait être longue, ne nous est point parvenue : elle devançait le soulèvement de l'opinion, secondé par le pouvoir; mais quand vinrent les règnes humains de Vespasien et de Titus, et après Domitien les règnes heureux de Nerva et de Trajan, la littérature s'empressa de condamner une mémoire que les empereurs qui la proscrivaient permettaient de haïr. Ceci se remarque chez presque tous les écrivains de cette époque, chez Tacite d'abord, l'ennemi et le flétrisseur immortel de la tyrannie. Juvénal, âme honnête et vigoureuse, qui eut l'honneur d'être exilé par Domitien, a sur Néron un morceau terrible dans sa huitième satire, et il l'a caractérisé d'un mot en l'appelant un prince joueur de lyre, *citharœdo principe*. Sous Domitien lui-même, qui souffrait qu'on attaquât Néron pour faire croire qu'il ne lui ressemblait pas, on voit les poètes les plus serviles, Stace et Martial, lancer contre Néron des invectives que n'avaient pas le droit de se permettre des flatteurs de Domitien. Stace, en glorifiant les œuvres de celui-ci, pour les relever encore, les oppose à celles de Néron, à ses lacs artificiels, qu'il appelle de sales marécages. Martial s'attendrit sur le sort des pauvres gens dont la Maison-Dorée a envahi le petit champ; il fait des épigrammes sur Néron mort, pour plaire à Domitien vivant. Il devait en trouver aussi pour Domitien... sous Trajan. Lui et Stace célèbrent la mémoire de Lucain; Lucain, la victime de Néron, était à la mode sous les Flaviens. On achetait beaucoup sa *Pharsale*. Martial lui fait dire : « Il y a des gens qui prétendent que je ne suis pas poète, mais mon libraire croit que je le suis. »

Ainsi s'accomplissait dans la poésie comme dans l'opinion et le gouvernement une juste réaction contre un égarement passager de la foule qui avait admiré Néron; mais on ne gagna pas grand'chose à être délivré de cette tyrannie posthume de sa mémoire, quand on fut livré à la tyrannie vivante de Domitien.

J.-J. Ampère.

LES

ANGLAIS ET L'INDE

III.

LE COMMERCE, LES FINANCES ET LES TRAVAUX PUBLICS [1].

Culture de l'indigo, l'opium, le coton. — Scènes de mœurs. — Les *merchants-princes*. — Impôts, revenus. — L'agriculteur hindou. — Dettes du gouvernement de la compagnie. — Liste civile des familles anglaises dans l'Inde. — Le canal du Gange. — Routes et chemins de fer. — Rapports du gouvernement avec les religions natives. — Les pèlerins de Jaggernauth.

I.

Toutes les nations de l'univers prennent une part active dans le commerce de l'Inde. L'Europe, les États-Unis, la Chine, les îles de Maurice, de la Réunion, les Antilles, viennent lui demander ses produits précieux et variés, et l'excédant de sa population, que des flottes de splendides navires servent à transporter au-delà des mers. Le commerce de l'Inde est un des élémens principaux de la richesse du monde. On voit à combien de titres ce sujet multiple et difficile appelle notre attention : peut-être cependant, avant de l'aborder en détail, ne sera-t-il pas hors de propos d'établir en termes généraux les conditions économiques dans lesquelles sont placées ces immenses populations dont les labeurs servent à remplir les docks de Londres, de Bordeaux, de New-York et de Canton.

La population et la richesse sont inégalement réparties dans les quatre grandes divisions de l'empire indien; l'on peut toutefois ad-

(1) Voyez les livraisons du 15 novembre et du 15 décembre 1856.

mettre sans controverse que la vallée du Gange, comprise dans les présidences du Bengale et des provinces nord-ouest, est, au triple point de vue de la population, de la fertilité du sol, de la facilité des communications, le plus beau fleuron de la couronne de l'Angleterre dans l'est. Ainsi des renseignemens statistiques officiels constatent que la population du delta du Gange s'élève à plus de 60 millions d'individus, égalant ainsi presque celle de tout le reste de l'empire indien, quoique le territoire qu'elle occupe soit à peine le tiers du territoire total. Cette population d'ailleurs est distribuée en proportions variables. Le district de Hoogly, qui renferme la ville de Calcutta, compte 562 habitans par mille carré, proportion un peu inférieure à celle du district de Burdwan, qui s'élève à 568. En remontant le cours du fleuve vers le 25e degré de latitude, aux limites de la sous-présidence des provinces nord-ouest, la population diminue et ne dépasse plus environ 230 individus par mille carré, chiffre qu'on retrouve jusqu'au pied de la chaîne de l'Himalaya, si bien que l'on peut fixer pour moyenne approximative de la population dans la vallée du Gange 260 habitans par mille carré.

La moyenne de population, quoique moins élevée, n'est pas moins irrégulière dans les domaines de l'Angleterre qui s'étendent vers la ligne. Dans la présidence de Madras, par exemple, les documens statistiques officiels évaluent la population à 225 individus par mille carré pour la riche province de Tanjore, tandis qu'ils ne portent qu'à 60 celle des districts montagneux des environs du lac Chita. En somme, la moyenne approximative de la population pour la présidence de Madras peut être évaluée à 105 habitans par mille carré, moyenne qui est aussi environ celle de la présidence de Bombay.

Il suffit de comparer ces chiffres à ceux qui représentent la population moyenne de la France et de l'Angleterre pour arriver à cette conclusion, que la population est beaucoup plus clairsemée dans l'Inde que dans les états qui marchent en tête de la civilisation européenne. Si l'on examine les autres élémens de la fortune publique dans l'Inde, les forces physiques et l'énergie morale, l'esprit d'invention, le capital acquis, les systèmes de communication qui relient les grands centres entre eux, on n'aura pas besoin de se livrer à de longs commentaires pour expliquer les étroites limites dans lesquelles sont demeurées jusqu'à ce jour la production et la consommation de ces contrées, si bien douées par la nature.

Il n'est pas nécessaire d'avoir visité l'Inde anglaise pour avoir une idée du nombre fabuleux de serviteurs qui composent l'établissement européen le plus modeste. Cette prodigalité extravagante des forces humaines se rencontre partout dans l'Inde, qu'il s'agisse de vie domestique, d'agriculture ou d'industrie. Parlerons-nous en pre-

mière ligne du travail le plus simple et le plus brutal, celui du portefaix? L'on estime qu'il faut trois *coolies* pour faire l'ouvrage d'un portefaix européen. Pour remplacer un matelot anglais, un capitaine de navire ne prendra jamais moins de quatre *lascars*. Cette infériorité du travail natif comparé au travail européen devient bien plus sensible encore lorsque l'intelligence de l'ouvrier doit être tout aussi bien mise en jeu que ses forces physiques. On se rendra compte de l'inégalité intellectuelle qui existe entre les ouvriers européens et les ouvriers natifs de certaines professions par la différence des salaires qu'ils reçoivent à Calcutta. Nous prendrons pour exemple les menuisiers, les charpentiers, les ébénistes. A Calcutta, un ouvrier natif exerçant un de ces trois métiers gagne de 3 liv. st. 10 sh. à 6 liv. sterl. par an; le salaire d'un ouvrier chinois s'élève à 48 liv. st., et celui de l'Européen à environ 100 liv. st. Il ne faudrait pas sans doute prétendre tirer de ces chiffres des conclusions d'une rigueur absolue. Dans le salaire de l'Européen, il doit lui être non-seulement tenu compte de son habileté et de son énergie supérieures, mais encore des inconvéniens du climat, des ennuis de l'exil. Ce qui reste néanmoins hors de doute, et cela nous suffit, c'est que les forces productives de l'homme de l'Inde ne sauraient être comparées aux forces productives de l'homme de l'Europe. Dans toutes les données économiques qui servent à évaluer la richesse et la production d'un pays, on peut voir d'ailleurs le même contraste se reproduire. S'agit-il du revenu de la terre, l'impôt foncier, qui le représente dans l'Inde, est d'environ 14 millions sterl., tandis qu'en Angleterre, avec une population six fois inférieure, on peut l'évaluer à 40 millions sterl. Enfin, en commençant par établir que les taxes de l'Inde ont atteint à peu près leur maximum, que l'Indien paie au trésor public tout ce qu'il est raisonnablement en état de payer, on trouve que le total du budget des recettes de l'empire de l'Inde, 26 millions sterl., réparti sur plus de cent vingt millions de sujets, donne une moyenne par tête de moins de 5 shillings, tandis que chaque individu en Angleterre paie annuellement à l'état 36 shillings. Il serait hors de propos de pousser plus loin cette argumentation. Vouloir coordonner les données du problème en proportions mathématiques conduirait sans contredit à des erreurs grossières, et il suffira de résumer ces aperçus en disant que le domaine de l'Inde, avec son immense population, ses territoires si bien doués par la nature, son commerce gigantesque et cependant encore au berceau, l'Inde anglaise, que tout Européen se représente comme un monde de merveilles aux richesses inépuisables, la terre classique du *golden tree* (l'arbre aux roupies) en un mot, est un pays inférieur en richesse et en production aux pays les plus pauvres et les plus stériles de l'Europe.

En peut-il être autrement? Que l'on examine par exemple les conditions de travail du principal producteur agricole, le *ryot*. Une paire de bœufs, une charrue, quelques outils grossiers composent tout son matériel d'exploitation, que l'on peut évaluer au plus haut en moyenne à 150 francs. Ainsi des pertes minimes, la mort d'un bœuf, le bris d'un instrument aratoire, suffisent pour le plonger, vu l'intérêt usuraire de l'argent en ces contrées, dans un abîme de dettes d'où il ne peut jamais sortir. Ces circonstances accidentelles ne sont pas au reste nécessaires pour que le *ryot* soit remis pieds et poings liés entre les mains du prêteur d'argent. Le besoin de subvenir aux frais extraordinaires de la récolte ou des semailles, d'acquitter l'impôt, l'obligent le plus souvent à obtenir des avances du *zemindar* (grand propriétaire), ou à emprunter des capitalistes natifs à des taux toujours exorbitans. Aussi presque tous les *ryots* sont-ils endettés depuis plusieurs générations, sans parvenir, malgré leurs efforts et leur économie, à liquider un néfaste héritage légué par le malheur, l'imprévoyance ou l'inconduite. L'absence de capital, l'intérêt usuraire de l'argent, sont les plaies vives de l'Inde. La rapacité du prêteur y atteint les plus effrayantes proportions. Que l'on en juge : c'est jour de bazar; voici un *potdar*, changeur de monnaie et usurier de profession, qui suit à pied sur la route un âne, un bœuf, un cheval porteur d'un gros sac tout rempli de ces coquillages, *cowries*, qui forment le dernier échelon du système monétaire de l'Inde. Arrivé au bazar, il improvise un comptoir sous un arbre, au milieu de la rue, et là vend à la foule ses modestes espèces au prix moyen de 5,760 *cowries* pour une roupie d'argent. Le soir, les achats sont terminés; vendeurs et chalands veulent obtenir des espèces d'un transport plus facile, et tous reviennent trouver le banquier au petit pied qui reprend ses *cowries*, mais au prix de 5,920 *cowries* pour une roupie, et réalise ainsi un bénéfice de 3 pour 100 en quelques heures. Ce ne sont pas là d'ailleurs les seuls profits du *potdar*, qui confie ses capitaux aux *ryots*, aux domestiques, aux nécessiteux de tout genre, à des intérêts qui varient de 2 1/2 pour 100 par mois à 50 pour 100 par an, et même au-delà.

Ces usuriers de village ne sont au reste que les infiniment petits de la famille des hommes d'argent de l'Inde. Il existe dans tous les grands centres du domaine de la compagnie, à Calcutta, à Bombay, à Madras, à Bénarès, des banquiers dont la fortune et les transactions commerciales ne le cèdent point en importance à la fortune et aux transactions des sommités financières de l'Europe. Tel individu, humble de mise et de démarche, tout prêt à baiser avec respect la poussière des pieds du plus petit magistrat européen, a un coffre-fort aussi bien garni que celui de M. de Rothschild, et peut émettre

des traites de plusieurs millions sur les villes les plus éloignées de l'Inde. Seulement le banquier indigène ne reçoit pas de dépôts : ses transactions se bornent à échanger les monnaies, à escompter les effets, et à tirer ou accepter des lettres de change nommées *hoondees*, écrites dans une langue particulière. De là des difficultés insurmontables pour le placement des capitaux dans l'Inde. Et si l'on fait la part de tout ce qu'il y a d'incertain et de douteux dans les titres de propriété foncière même les mieux établis, des délais et des incertitudes que toute affaire litigieuse entraîne avec elle dans ce pays de la chicane, des faux documens et des faux témoignages, l'on ne doit pas s'étonner de l'immobilité des capitaux natifs. En dehors des grands centres, où l'on peut facilement aborder les valeurs du gouvernement, les capitaux, au lieu d'être employés utilement au développement de la richesse publique, s'accumulent incessamment en bracelets aux pieds et aux bras des femmes et des enfans, ou disparaissent plus inutilement encore dans les entrailles de la terre sous forme de trésor. De toute antiquité, ce mode barbare de disposer des économies et des labeurs du passé sans utilité pour le présent et pour l'avenir est passé dans les mœurs des souverains indiens et de leurs sujets. Longue serait la liste des trésors royaux que les baïonnettes anglaises ont déterrés sous les ruines des forteresses natives, de Seringapatnam à Burtpore. Quant aux trésors des particuliers, l'on comprend facilement qu'il soit impossible de donner des documens sérieux à ce sujet : ce n'est qu'avec la vie que l'avare livre le secret de son coffre-fort; mais tout donne lieu de croire que, même aujourd'hui, cette manie puérile est très répandue dans toutes les classes de la société indigène, et on s'explique facilement qu'elle ait résisté victorieusement aux efforts civilisateurs de la domination anglaise. L'absence de placemens sûrs, les lenteurs et les irrégularités de la justice ne sont pas les seules causes qui la perpétuent : il faut aussi tenir quelque compte des ravages que les *dacoïts*, ces bandits particuliers à l'Inde (1), exercent encore dans le pays. Qu'un homme ait acquis une réputation de richesse, ou vive avec les dehors de l'opulence, son trésor et sa vie sont incessamment menacés par les brigands. Aussi le favorisé de la fortune prend-il à tâche de dissimuler ses dons, et cumule en secret jusqu'au jour où, moitié superstition, moitié crainte des voleurs, il dépense sans utilité dans une fête religieuse le fruit de plusieurs années de travaux.

Les vices et les lacunes du système des voies de communication sont un autre obstacle qui, avec l'absence du capital et le taux usuraire de l'argent, concourt à entraver le développement des richesses

(1) Voyez sur les *dacoïts* la livraison du 15 décembre 1856.

agricoles de l'Inde. L'autorité étrangère a, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire bien des fois, présidé plus de soixante ans aux destinées de ce pays sans qu'une seule route y ait été ouverte. Depuis vingt ans, le gouvernement de la compagnie s'est imposé de lourds sacrifices pour remédier à ce honteux état de choses, mais sa tâche est loin d'être accomplie, et des centres importans de population, des districts producteurs d'une grande richesse, sont encore complétement dépourvus de routes et de canaux. Aujourd'hui, en dehors du *Great trunk Road*, tout le mouvement des marchandises dans le Bengale s'opère à travers des sentiers à peine frayés, ou sur des rivières dangereuses, navigables seulement à certaines saisons de l'année. Le haut prix du transport ferme ainsi aux produits d'une faible valeur intrinsèque les grands centres de transactions commerciales. Inutile d'ajouter que des voies de communication faciles et promptes, — des chemins de fer par exemple, — feront naître à chaque pas des ressources inattendues sur ce sol privilégié.

Les conditions économiques qui pèsent sur le travail des populations hindoues étant bien connues, il convient maintenant d'arriver aux résultats de ce travail, aux divers produits qui attirent le commerce européen dans l'Inde. En première ligne se présente l'indigo du Bengale, qui règne aujourd'hui sans rival sur les marchés de l'Europe et de l'Amérique.

L'indigo a de tout temps joué un grand rôle dans l'histoire commerciale de ces contrées : même avant la découverte du passage par le cap de Bonne-Espérance, la plante indigotière, qui croît naturellement sur le sol de l'Inde, alimentait de cette belle teinture le marché européen par la voie d'Alep. Les Hollandais introduisirent les premiers l'indigo par mer en Europe, et le succès de leurs expéditions appela sur ce produit indien l'attention des aventuriers de toutes les autres nations. Vers la fin du XVIIe siècle, la compagnie anglaise des Indes importait en moyenne annuelle 50,000 livres d'indigo. Cependant une rude concurrence à l'indigo de l'Inde se préparait dans les établissemens que l'Angleterre, la Hollande et surtout la France venaient de fonder dans les îles du Nouveau-Monde. Sous la triple influence de l'énergie, de la science et des capitaux européens, l'industrie de l'indigo, transportée sur le sol favorable des Antilles, donna des produits tellement supérieurs aux produits de l'Inde, que ces derniers disparurent presque complétement du marché européen. La belle colonie de Saint-Domingue, alors dans toute sa prospérité, conquit le monopole de l'industrie nouvelle, et des documens dignes de foi attestent que l'Angleterre, vers la fin du dernier siècle, prenait annuellement à l'établissement français pour un demi-million sterling d'indigo, somme qui, par une singulière analogie, re-

présente à peu de chose près les achats en indigo faits aujourd'hui, année moyenne, par le commerce français sur la place de Calcutta.

Cet état de choses éveilla l'attention des directeurs de l'honorable compagnie, et, bien pénétrés des ressources que leur nouveau domaine présentait à la culture de l'indigo, dès 1779 ils cherchèrent, par des avances et des contrats avantageux, à y introduire les procédés perfectionnés de manipulation qui avaient assuré la fortune de la culture de l'indigo dans les Antilles. Les premiers essais ne furent pas heureux, et il fallut plus de vingt ans d'efforts et de sacrifices pour que l'indigo du Bengale conquît sur le marché européen la première place, qu'il a conservée depuis. En 1795, la production du Bengale s'élevait à 24,000 *maunds* d'indigo, en 1815 à 89,722 *maunds* (1). Elle atteignit son maximum de 156,500 *maunds* pour la campagne de 1825-26. Depuis lors, la production est restée à peu près stationnaire, et l'on peut en moyenne annuelle lui fixer les limites de 100 à 120,000 *maunds*. Il n'est pas difficile d'expliquer cet état de *statu quo :* la consommation de l'indigo est loin d'être illimitée, et présente en effet ce singulier phénomène, que l'industrie européenne sait restreindre ses besoins en proportion des prix, et substitue, dans la préparation des étoffes communes, des teintures minérales à la teinture végétale, lorsque cette dernière augmente trop de valeur.

Les prix de l'indigo, depuis la régénération de cette industrie dans le Bengale, ont été soumis à de grandes variations. En 1795, au début, en moyenne de 120 roupies le *maund*, en 1815, de 130 roupies, ils atteignent leur maximum dans les années de grande production, de 1825 à 1826 : ils s'élèvent alors à 300 et 350 roupies, hauts prix factices qui amenèrent de nombreux désastres parmi les spéculateurs. Aujourd'hui le marché du Bengale, mieux connu et exploité d'ailleurs avec plus de prudence par le commerce européen, n'est plus agité par ces fluctuations ruineuses, et les prix, toujours variables suivant les saisons et les qualités, ne sortent pas des limites de 140 à 190 roupies. Les calculs de planteurs expérimentés, en prenant une moyenne de cinq années, donnent, sur des terrains favorables, les seuls qui puissent être cultivés avec avantage, le prix moyen de revient de 120 roupies le *maund*. Il y aurait donc pour le planteur un bénéfice certain d'environ 40 pour 100 : magnifique résultat qui semble faire de l'industrie de l'indigo une industrie unique au monde ! Il est loin d'en être ainsi, et l'on peut dire que de toutes les cultures l'indigo est la plus chanceuse, la plus fertile en mécomptes de toute sorte.

(1) Le *maund* vaut 40 *seers* ou 82 livres anglaises, environ 37 kilog.

La récolte, qualité et quantité, dépend exclusivement du caprice des élémens : quelques heures d'un vivifiant soleil, une pluie opportune, des inondations, des coups de vent, suffisent pour couronner ou pour détruire les plus légitimes espérances. Ainsi la production de plantations limitrophes offre souvent les plus singuliers contrastes. Ici tout a souri au planteur : son *fin violet*, acheté pour l'industrie française, atteindra le prix le plus élevé à l'encan de la saison, tandis que l'indigo lourd et cuivré de son voisin, en petite quantité d'ailleurs, propre seulement pour les marchés du Golfe-Arabique, couvrira à peine les frais de l'exploitation. Le hasard des élémens a prononcé entre eux. Mille influences étrangères, que la prudence humaine ne peut contrôler, ont d'ailleurs une action directe sur le prix de l'indigo : en première ligne, les affaires politiques de l'Europe et les révolutions dont depuis tant d'années le vieux monde se donne le luxe périodique. Une disette de grains en France ou en Angleterre suffit même pour amener une baisse dans les prix de la teinture. Enfin, pour présenter un résumé complet des écueils qui bordent de toutes parts cette industrie aux apparences si favorables, il faut dire quelques mots des conditions économiques dans lesquelles se trouvent la majorité des fabriques. Presque tous les Européens qui abordent l'industrie de l'indigo ne possèdent aucuns capitaux à leurs débuts. La majorité des factoreries marche à l'aide d'avances faites par des maisons de Calcutta partners de l'entreprise. Ces dernières fournissent les capitaux, souvent considérables : pour certaines factoreries, il ne s'agit pas moins d'un lac de roupies, moyennant un intérêt de 12 pour 100, plus une certaine commission sur les avances et le produit de la récolte, si bien que, parmi les frais de la factorerie à déduire des bénéfices, il faut compter une prime d'environ 20 pour 100 sur les avances nécessaires à l'exploitation.

Il faut encore, parmi les chances contraires de l'industrie de l'indigo, faire entrer les brusques mouvemens de hausse et de baisse qui se produisent dans la valeur des factoreries. La loi qui défend aux Européens de posséder dans l'Inde des propriétés foncières, et le partage des terres fait par lord Cornwallis à la fin du dernier siècle, ont beaucoup contribué à entretenir cet état de fluctuation. En achetant à beaux deniers comptans une factorerie, l'Européen n'achète en effet, outre les bâtimens de logement ou de service, que la bonne volonté des *ryots* environnans, accoutumés depuis nombre d'années à semer l'indigo sur des terrains plus ou moins favorables. Dans cette position pleine d'incertitude, en présence d'un *zemindar* jaloux du nouveau venu étranger et habitué d'ailleurs à soutenir par la violence ses droits et ses prétentions, au milieu d'une population de *ryots* pleine de mauvaise foi, habile à toutes les ruses

de la chicane, sans rivale heureusement au monde dans l'art du faux et du parjure; avec des questions sans cesse renaissantes de limites mal définies, les changemens bizarres amenés par l'inondation de chaque année dans la configuration des terrains; en l'absence de toute autorité supérieure administrative ou légale, doit-on s'étonner que l'industrie de l'indigo, à ses débuts dans le Bengale, soit pleine d'incidens étranges et romanesques qui semblent empruntés aux histoires du moyen âge ou des boucaniers? Véritable seigneur féodal, à la cotte de mailles et au casque près, le planteur des premiers jours s'entoure d'une bande de coupe-jarrets qu'il mène en personne, ou qu'il envoie, sous la conduite de quelque âme damnée, guerroyer contre ses voisins ou ses vassaux. Ensemencemens et récoltes faits par la violence, factoreries envahies et ruinées, rencontres sanglantes entre parties adverses, longue serait la liste des méfaits que la culture de l'indigo provoqua en ces contrées lointaines. Ces guerres intestines prirent de telles proportions, que le conseil de l'Inde pensa sérieusement à promulguer une loi draconienne, en vertu de laquelle quiconque aurait *profité* d'une expédition à main armée serait puni d'une amende et de six mois de prison. Une anecdote de l'authenticité la mieux établie donnera une idée assez exacte de ce singulier état de choses.

Un planteur d'indigo s'était installé dans un district éloigné, où son exploitation avait donné des résultats si favorables, qu'un autre planteur, attiré par le succès du premier occupant, vint élever dans le voisinage les bâtimens d'une usine rivale. Le premier planteur, gêné par cette concurrence, fit d'abord prier civilement son voisin de déguerpir; puis, comme celui-ci ne tenait aucun compte de ces avertissemens préliminaires, il essaya de le ruiner en faisant porter contre lui d'innombrables plaintes au magistrat. Ces machinations étant demeurées sans résultats, le premier planteur résolut tout simplement de ruiner de fond en comble la factorerie nouvelle. La police eut connaissance du complot, mais des présens ou des menaces prévinrent son intervention, et par une nuit sombre une bande de trois cents hommes munis de pelles, pioches et paniers s'avança vers l'établissement condamné. Le propriétaire et ses domestiques furent saisis et garrottés, puis on commença avec activité l'œuvre de destruction. La troupe des assaillans était divisée en trois corps : le premier rassemblait les objets combustibles et y mettait le feu; le deuxième, à la lumière de l'incendie, démolissait les bâtimens; le troisième enfin portait les matériaux dans un profond canal qui passait à quelque distance de l'établissement. Au jour, les bandits se retirèrent avec leurs prisonniers, qu'ils conduisirent chez le premier planteur, qui devait les garder en dépôt jusqu'à ce que le bruit de l'expédition fût apaisé. Cependant, à la faveur des ténèbres, un domestique de la vic-

time avait pu s'échapper et était allé porter tous les détails du crime à la connaissance du magistrat du district. Ce dernier donna immédiatement l'ordre au *darogah* de se rendre sur les lieux et de s'y livrer à une enquête sérieuse; mais l'officier subalterne, soudoyé par l'instigateur du crime, revint annoncer à son chef qu'il n'y avait pas un mot de vrai dans le récit du domestique, que le second planteur vivait chez son voisin comme hôte et ami, et non pas comme prisonnier. Peu satisfait du rapport de son agent, le magistrat somma les deux planteurs de comparaître au chef-lieu du district. Là, en présence de l'autorité supérieure, le deuxième planteur fit le récit des violences dont il avait été victime, tandis que son adversaire affirma qu'il n'y avait dans cette déposition qu'un conte fait à plaisir, que jamais on n'avait vu de bâtimens dans l'endroit désigné, et tous deux appuyèrent leurs dires d'un nombre de témoins si imposant, que le magistrat résolut de ne rendre son arrêt qu'après avoir lui-même visité les lieux. L'on était alors à la saison des pluies, le mauvais état des routes empêchait le magistrat d'entreprendre immédiatement son voyage; le premier planteur profita de ce temps de répit, et de retour à son habitation, se mit à l'œuvre avec activité. Les vestiges des bâtimens démolis dans la nuit du crime furent enlevés jusqu'au dernier, le terrain fut artistement recouvert de gazon, et grâce à l'activité d'une végétation tropicale, la place de la factorerie était devenue une jongle impénétrable lorsque le magistrat vint faire son enquête. Aussi reprit-il la route de la station pleinement convaincu qu'il n'y avait que calomnie et mensonge dans le crime dont on avait accusé le premier planteur.

Quoique les choses se soient bien modifiées pendant ces dernières années, la vie du planteur est loin d'être aujourd'hui une vie de calme et de *far niente*. La culture de l'indigo n'est point populaire parmi les *ryots*, et ce n'est que par des avances d'argent que l'on peut les engager à s'y livrer. Voici quelles sont à peu près les relations entre le planteur et le *ryot*. Celui-ci reçoit vers septembre, à l'époque des semailles, 2 roupies par *biggah* de terre qu'il s'engage à cultiver en indigo, et le planteur rentre dans ses débours à la récolte, en prenant l'indigo au taux de 4 bottes pour une roupie. Un *biggah* de terre produisant année commune 10 bottes, si l'on évalue la rente du terrain à 12 anas, le prix des semences nécessaires à 10, il reste comme bénéfice au *ryot*, par *biggah* de terre cultivé en indigo, environ 12 anas. De là mille chicanes auxquelles, une fois les avances reçues, le *ryot* se livre pour éluder les termes de son contrat, et contre lesquelles le système judiciaire si imparfait de ces contrées ne protége point le planteur. De plus, sa position le fait prendre pour arbitre de toute querelle parmi ses tenanciers, et ces travaux de juge de paix de circonstance ne sont ni les moins ardus, ni les moins

utiles de la vie laborieuse du planteur. En fouillant avec soin les annales du district de Mofussil pendant ces dernières années, on arriverait sans doute à ramasser un petit nombre de faits horribles ou bizarres, à l'aide desquels il serait très facile de construire une sorte d'*Uncle's Tom Cabin* indien qui ferait couler les larmes des femmes sensibles des cinq parties du monde. Fondé sur l'exception, ce conte fait à plaisir ne calomnierait pas moins les planteurs du Bengale que le récit américain n'a calomnié, à quelques égards, les planteurs de la Louisiane, car le voyageur qui a parcouru les plantations du Mofussil doit attester, pour rendre hommage à la vérité, que s'il a souvent trouvé près de la maison du planteur un hôpital et une école, ses regards ont toujours cherché en vain les oubliettes et la salle de tortures.

L'indigo arrive des plantations à Calcutta de novembre aux premiers jours de mars. Pendant ces cinq mois, plusieurs ventes publiques ont lieu chaque semaine aux deux *marts* (1) de la ville. L'aspect de ces ventes publiques ne manque pas d'originalité. Sous de vastes hangars, les caisses rangées avec ordre exposent aux yeux des chalands des milliers de petits pains bleus d'un aspect uniforme pour le vulgaire, mais où l'œil du connaisseur distingue bien vite les belles marques du Jessore des produits vulgaires du Tirhoot. Un public bigarré d'Anglais, de Français, d'Allemands, d'Américains, d'Arabes, de Chinois, anxieux comme des pontes autour d'une table de trente et quarante, suit, le crayon à la main, la parole de l'*encanteur* (commissaire préposé à l'encan). Les ventes publiques d'indigo de Calcutta sont sans doute de toutes les ventes publiques du monde celles où il se fait le plus d'affaires dans le plus court espace de temps, et il arrive souvent dans la saison qu'en une séance de deux heures, l'*encanteur* ait adjugé pour 2 et 300,000 livres sterling de marchandises.

La fabrication de l'indigo dans l'Inde est, on le voit, tout entière entre les mains des Européens, et quoique les natifs travaillent à beaucoup meilleur marché, leurs efforts pour soutenir la concurrence européenne dans cette branche d'industrie n'ont point été couronnés jusqu'ici de succès. En effet, l'indigo natif, toujours de qualité inférieure et emballé avec peu de soin, se vend à 20 pour 100 au-dessous environ des indigos moyens des factoreries européennes.

Lorsque, vers la fin du dernier siècle, la compagnie des Indes entreprit de régénérer dans ses domaines l'industrie de l'indigo, les ressources de l'industrie jumelle des sucres n'échappèrent point à l'attention de la cour des directeurs, et ils tentèrent, par des primes et des contrats avantageux, de favoriser l'introduction des procédés

(1) On désigne ainsi les établissemens consacrés aux ventes d'indigo.

perfectionnés de culture et de manipulation qui avaient porté à un haut degré la prospérité de l'industrie des sucres dans les Antilles. Ces tentatives avortèrent sans exception, et après dix ans d'efforts le gouvernement de la compagnie, refusant de continuer plus longtemps un système ruineux de subsides, retira tout patronage à l'industrie sucrière. Cette industrie demeura partagée, comme avant la conquête, entre le *ryot*, qui cultive quelques centaines de pieds carrés de terrain en cannes à sucre, et le fabricant indigène, dont l'établissement mesquin peut au plus travailler dans toute l'année la même quantité de sirop qu'une usine moyenne pourvue des procédés nouveaux raffinerait en deux jours. Depuis lors, l'industrie sucrière dans les domaines de la compagnie a été à plusieurs reprises, mais toujours sans succès, abordée par les spéculateurs européens. A l'époque de l'abolition de l'esclavage, lorsque le parlement, faisant droit à de justes réclamations, supprima le droit différentiel de 8 shillings par cent livres dont le sucre des Indes-Orientales avait été jusque-là surchargé, il sembla qu'une ère nouvelle allait s'ouvrir pour la culture de la canne dans l'Inde. Des expériences faites sur la canne d'Otahiti, récemment introduite, avaient donné de merveilleux résultats; l'abondance et le bon marché de la main-d'œuvre en ces contrées, le bas prix des terrains, la puissance des nouveaux procédés de fabrication, semblaient donner des gages certains de succès. Aussi les capitaux anglais, sans égards pour les leçons de l'expérience, se jetèrent avec emportement dans l'industrie sucrière. Des plantations de cannes furent faites dans les plus vastes proportions; l'on monta des usines où furent réunis les procédés les plus ingénieux de la science moderne; en un mot, rien ne fut épargné pour assurer la fortune des jeunes établissemens, et cependant la ruine fut prompte et radicale. Soit exagération du résultat d'expériences faites sur une petite échelle, soit mauvaise administration, luxe inutile des états-majors européens, hasard des coups de vent, ou ravages des fourmis blanches, plantations et usines tombèrent l'une après l'autre en déconfiture, et l'on peut donner une idée des désastres qui suivirent ces tentatives hasardeuses en disant que dans le seul district du Tirhoot un capital de plus d'un million sterling fut irrévocablement enfoui dans ces spéculations. Une expérience chèrement achetée semble démontrer aujourd'hui que dans l'Inde les grands établissemens sucriers ne peuvent supporter la concurrence des *ryots* et des raffineurs natifs. Dans une culture aussi compliquée et qui demande autant de vigilance que celle de la canne, l'on s'explique en effet aisément les immenses avantages du propriétaire qui cultive son champ de quelques centaines de pieds sur le planteur dont la surveillance doit embrasser de vastes espaces. De plus, le *ryot* n'a pas de main-d'œuvre à payer : dans la saison du travail, fa-

mille et voisins lui prêtent un concours qu'il leur rendra plus tard en temps opportun. Quant aux procédés de fabrication, quelque arriérés qu'ils soient encore, ils sont cependant on ne peut mieux adaptés au faible capital dont dispose le fabricant natif. Le raffinage toutefois est la seule partie de l'industrie sucrière que les Européens aient pu exploiter avec un certain succès en ces contrées. Encore faut-il remarquer que la majorité des usines qui donnent aujourd'hui de beaux résultats appartient à des industriels acquéreurs de seconde main et à bas prix, après la ruine des premiers propriétaires.

Le sucre de canne n'est pas le seul qui paraisse sur le marché indien, et il rencontre aujourd'hui la concurrence déjà redoutable du sucre de palmier, appelé peut-être un jour à tenir le premier rang dans les exportations du Bengale. Le *phenix sylvestris*, dont le jus est si riche en matière saccharine, croît dans les districts de Jessore, Furedpore, Baraset, etc., voisins de Calcutta, dans un espace d'environ 130 milles de l'est à l'ouest et de 80 milles du nord au sud. Des hommes compétens s'accordent à reconnaître que l'industrie du sucre de palmier est dans le Bengale beaucoup plus favorisée par les circonstances que celle du sucre de canne. La récolte du jus est en effet à l'abri des caprices des saisons et des ravages des insectes : les frais d'entretien des arbres sont de beaucoup inférieurs à ceux de l'entretien de la canne, le jus de palmier se manipule aussi aisément que le jus de la canne; en un mot, le sucre qu'il produit, qui ne le cède en rien au sucre de canne, coûte un tiers de moins que ce dernier. L'on s'explique toutefois facilement que la spéculation européenne ne se soit pas portée vers cette industrie nouvelle. C'est au bout de sept ans seulement que le palmier arrive au maximum de production, et sur cette terre que l'Européen n'habite qu'en oiseau de passage, ce long délai suffit pour éloigner les capitaux anglais d'entreprises réservées peut-être au plus bel avenir. Les plantations de palmiers à sucre sont toutes entre les mains de petits cultivateurs qui exploitent de 80 à 300 têtes d'arbres. Le produit de ces plantations figure déjà d'une manière intéressante sur le marché indien, et forme environ le cinquième des sucres exportés du port de Calcutta.

Quoique le capital européen n'ait trouvé que ruine et déception lorsqu'il a entrepris de régénérer l'industrie sucrière en ces contrées, il faut reconnaître que cette branche de la production de l'Inde a pris ces dernières années un grand développement (1). Nous devons ajouter, pour donner une juste mesure de l'élan imprimé à l'indus-

(1) En 1830-31, le port de Calcutta exportait en sucres une quantité totale de 267,173 *maunds;* en 1854-55, il en a exporté 1,212,077 *maunds*. L'exportation pour l'Angleterre était en 1830-31 de 217,371 *maunds;* en 1854-55 de 708,360 *maunds*.

trie sucrière de l'Inde, que, depuis l'acte passé en 1845 en faveur du sucre des colonies étrangères, l'on n'exporte plus de Calcutta à destination de la métropole que des sucres des bonnes qualités de Bénarès, ou des produits raffinés des usines européennes. En un mot, le prix moyen du *maund*, de 7 roupies 9 anas en 1830-1831, peut être évalué aujourd'hui de 9 roupies 8 anas à 10 roupies.

Au moment où le pouvoir de l'honorable compagnie prenait pied sur la terre de l'Inde, la belle découverte d'Arkwright promettait à l'industrie de la fabrication des cotons en Angleterre les hautes destinées qu'elle a réalisées depuis. La consommation des fabriques du royaume-uni augmentait dans de vastes proportions de jour en jour; on s'explique donc facilement qu'à ses débuts comme gouvernement, la cour des directeurs ait pris à tâche d'encourager et de perfectionner la culture du coton dans ses domaines d'outre-mer. L'arbuste cotonifère croît à l'état sauvage sur le vaste continent qui s'étend du cap Comorin au pied de l'Himalaya, mais les variétés nombreuses qu'il présente sont toutes différentes des arbrisseaux indigènes du sol de l'Amérique. Le coton indien, plus court de fibre que le coton américain, est moins propre au travail des fabriques; aussi n'atteint-il jamais dans les entrepôts européens le prix de son rival, mieux doué. Outre cette infériorité, inhérente au coton asiatique, d'autres circonstances concourent à le déprécier sur le marché de la métropole. Les meilleurs cotons de l'Inde ne sont pas cultivés pour l'exportation; les cultivateurs natifs, dépourvus de capital, endurcis d'ailleurs dans la routine de leurs travaux, ne peuvent ni ne veulent employer, pour nettoyer leurs cocons, les machines perfectionnées en usage dans les plantations des États-Unis. Enfin les voies de communication sont si imparfaites dans l'Inde, que le coton n'arrive au port d'embarquement qu'après avoir passé des mois entiers sur des rivières navigables seulement à certains mois de l'année, ou sur des sentiers à peine frayés, après avoir considérablement souffert de l'intempérie des saisons et des lenteurs du voyage.

Les cotons les plus estimés de l'Inde, connus sous le nom de *dezy*, croissent dans le Bengale, aux environs de Dacca, et servent à fabriquer ces admirables mousselines qui, pour la légèreté et la finesse du tissu, sont sans rivales au monde. Le Bengale d'ailleurs ne produit pas le coton nécessaire à sa consommation intérieure, et des documens dignes de foi attestent que la valeur des importations annuelles faites des districts producteurs dans le Bengale s'est élevée jusqu'à un *crore* de roupies (1 million sterling). Il est vrai de dire que ces chiffres se rapportent à des époques éloignées, où les cotons fabriqués de l'Inde paraissaient avec avantage sur le marché européen. La consommation de la fabrication indigène dans le Bengale,

quoique loin de ce chiffre, est encore considérable aujourd'hui, et l'on peut de plus affirmer que tous les cotons qui s'exportent de Calcutta ont été cultivés dans les districts de l'Inde centrale qui s'étendent entre les deux rivières Jumna et Nerbuddah. Ces districts produisent aussi en partie les cotons qui paraissent sur le marché de Bombay, approvisionné en outre par les cotons de la province de Guzerat, connus dans le commerce sous le nom de *brooch* et de *surat*, ces derniers représentant les deux tiers de l'exportation totale du port de Bombay. Le coton est aussi cultivé dans la présidence de Madras, mais il y est presque exclusivement employé pour la consommation intérieure.

Les premières mesures prises par l'honorable compagnie pour améliorer la culture du coton dans l'Inde remontent à plus de soixante ans. C'est en 1788 que des semences de cotons étrangers furent distribuées pour la première fois aux cultivateurs natifs. Depuis lors, le patronage du gouvernement a revêtu les formes les plus variées : contrats avantageux avec les planteurs, plantations-écoles, introduction de machines de nettoyage perfectionnées. En 1839, des planteurs américains furent amenés dans l'Inde par les soins du gouvernement, et les travaux de ces hommes spéciaux démontrèrent que les terrains propres à la culture du coton ne sont pas limités aux districts de Brooch et de Surate, mais s'étendent dans la province de Candeish et la partie sud du pays des Mahrattes. Ils établirent aussi que les procédés de culture des natifs ne diffèrent pas essentiellement des procédés de culture américains, et qu'enfin l'infériorité des cotons issus de semences importées ne doit être attribuée qu'au peu de soin avec lequel le coton est nettoyé, réuni en balles, et surtout aux épreuves du voyage de la plantation au port d'embarquement. Si, s'appuyant sur ces données, dont des hommes compétens à tous égards attestent l'exactitude, l'on tient compte du bon marché de la main d'œuvre en ces contrées (1), l'on peut dire que le coton ne tient pas dans le commerce extérieur de l'Inde la place qui lui appartient.

Il faut faire remarquer toutefois que, par suite de l'infériorité du sol, l'arbuste cotonifère produit beaucoup moins dans l'Inde anglaise, qu'aux États-Unis. Ainsi un acre de terre qui à la Louisiane produit 200 livres de coton, et plus, n'en produit que 100 dans les districts les plus favorisés de la présidence de Bombay. En outre l'état imparfait des voies de communication impose au spéculateur qui amène le coton de l'Inde centrale sur le marché de Bombay les plus lourds

(1) Ce bon marché est tel, que le coton sur la plantation peut être produit au prix moyen de 1 penny et 1/2 la livre, tandis que le prix de revient aux États-Unis varie de 2 pence 1/4 à 3 pence.

sacrifices. Ainsi il arrive souvent que les frais de transport du lieu de production au port d'embarquement dépassent le prix de revient de l'article. Malgré ces désavantages, les chiffres suivans attestent que la culture du coton a bénéficié, comme tous les autres produits de l'Inde, de l'abolition du monopole commercial de la compagnie. Dans les années 1825-26 et suivantes, les documens officiels portent en moyenne à 100 millions de livres la quantité des cotons exportée annuellement du domaine anglo-indien. On peut aujourd'hui estimer à 170 millions de livres la quantité de cotons exportée en moyenne annuelle de l'Inde. Des calculs assez fondés démontrent, il est vrai, que dans les conditions où se trouve présentement l'industrie cotonnière, cette quantité ne peut sensiblement augmenter. En effet, le produit moyen d'un acre de coton dans l'Inde n'est que de 100 livres, et le sol ne peut, sans s'épuiser promptement, supporter cette plante plus d'une fois en trois ans. Il suit de là qu'on doit estimer à 5 millions d'acres, ou 8,000 milles carrés, l'étendue des terrains cultivés en coton, chiffre considérable, qui représente, et au-delà, celui des territoires favorables à la culture du coton dans la province de Guzerat. Pour que la production cotonnière de l'Inde puisse sortir de ces limites, il faut que des voies faciles de communication relient au port de Bombay les districts situés dans le domaine du nizzam de Hyderabad, où la plante textile arrive à toute sa perfection. Aujourd'hui les produits des champs de coton du Bérar, — champs qui pourraient produire trois ou quatre fois la quantité des cotons nécessaires à la consommation du monde, — manquent de débouchés. Quoique au principal marché d'Oomrawuttee, éloigné à peine de Bombay de 400 milles, l'on puisse se procurer, à un prix variable de 1 penny 1/2 à 1 penny 7/9, des cotons qui ne le cèdent en rien aux plus beaux produits de l'Amérique, ce marché, telle est la difficulté des transports, n'est pas exploité par les spéculateurs européens (1).

Le monopole de l'opium dans l'Inde, malgré les attaques dont il a été l'objet dans la presse et dans le parlement, a conservé, sans changemens notables, sa forme des premiers jours. Notons en passant à propos de ces attaques (et c'est là un trait distinctif de ce patriotisme à outrance qui caractérise la race anglo-saxonne) que, si l'on a tou-

(1) Les chemins de fer en cours d'exécution dans l'Inde centrale doivent porter remède à cet état de choses, et peut-être n'exagérera-t-on pas l'influence qu'ils sont appelés à exercer sur la culture du coton en ces contrées en disant qu'ils affranchiront sans doute un jour la fabrication anglaise du tribut qu'elle paie à l'étranger pour cette matière de première nécessité. Pour avoir une idée approximative des hautes destinées qu'on peut prédire au coton indien, il suffit de rappeler que des calculs faits sur une moyenne de treize ans en 1846 fixent à 79 pour 100 la proportion des cotons d'origine américaine qui entrent dans la consommation de l'Angleterre, proportion qui n'est que de 12 3/4 pour 100 pour les cotons de l'Inde.

jours flétri le monopole de l'opium au nom de la liberté individuelle, jamais journaux ou orateurs n'ont mis en doute ce droit de conquête et de naissance de par lequel le commerce britannique empoisonne les Chinois malgré les prohibitions des autorités du Céleste-Empire. Quoi que l'on puisse penser de la moralité du commerce de l'opium, il faut reconnaître que le monopole du gouvernement revêt dans l'Inde des formes assez douces. La contrée propre dans le Bengale à la culture du pavot se développe, sur les deux rives du Gange, en un quadrilatère de 200 milles de long sur 600 milles de large, compris entre les quatre villes de Gorruckpore, Hazareebaugh, Dinagepore et Agra. Cette contrée est divisée en deux agences dont les chefs-lieux sont situés à Patna et à Gazeepour. La culture du pavot n'est point imposée aux *ryots;* ils s'engagent à cultiver en opium une certaine quantité de terrain, et à en livrer les produits aux agens du gouvernement à un prix rémunérateur déterminé, sur lequel ils prélèvent des avances à l'époque des semailles et à celle de la récolte. Dans l'année 1849-50, l'agence de Bénarès, dont le chef-lieu est à Gazeepour, comptait en culture de pavots 107,823 *biggahs* de terre, de 27,725 pieds carrés par *biggah*. L'on donnera une idée des travaux multiples des agens attachés au service de l'opium en disant qu'à cette époque le nombre des contrats s'élevait à 21,529, et qu'on pouvait évaluer à plus de cent mille le nombre des *ryots* voués dans ce district à la culture du *papaver somniferum album*, si l'on nous permet de donner le nom en *um* sinon en *us* de la plante somnifère cultivée dans le Bengale. Le monopole de l'opium est soumis à peu près aux mêmes règles dans la présidence de Bombay. Dans cette dernière toutefois, il a fallu prendre des mesures pour ruiner ou limiter tout au moins la concurrence de l'opium récolté dans la province de Malwa. L'opium de Malwa, pays gouverné par des princes indépendans, a pendant de longues années, malgré les difficultés du transport, disputé le marché de la Chine à l'opium de l'Inde. Après de longues hésitations, en 1827, le gouvernement de la compagnie se décida à accorder à ce produit de l'Inde centrale le transit à travers ses domaines moyennant un droit de 125 roupies par caisse. On prit pour base de ce droit les frais approximatifs de transport que l'opium de Malwa devait acquitter avant d'arriver du lieu de production, par la voie de Kurrachee, aux établissemens portugais de Diu et de Demaun, où il était embarqué pour la Chine. La conquête du Scinde, en faisant passer sous la loi anglaise la ville de Kurrachee et les territoires environnans, a fermé la route par laquelle l'opium de Malwa pouvait s'écouler le plus facilement, et augmenté les frais de transport dans de telles proportions, que le gouvernement de la compagnie a pu porter le droit de transit à 300 roupies par caisse en

1847, et à 400 roupies en 1848, chiffre qu'il conserve encore (1).

Une vente d'opium aux enchères publiques est faite à Calcutta tous les mois, par ordre du gouvernement, dans les salles de l'*Exchange*, sorte de bazar situé sur la place spacieuse de *Tank Square*, et le coup d'œil de la salle de vente est une des choses les plus curieuses que la capitale du Bengale offre au visiteur. Le natif y domine dans toute sa gloire : ce ne sont que traits cuivrés, flots de mousseline, turbans rouges, bleus, abricots, roses, aussi capricieux de forme que de couleur. A peine si l'habit noir de l'*encanteur*, du magistrat qui préside à la vente, de quelques rares négocians européens, témoigne que les jours d'Akbar et de Shah-Jehan sont passés, et que l'empire de l'Inde subit aujourd'hui le joug de la race anglo-saxonne. Il y a là des Chinois, des hommes de l'Arabie et de la Perse, des marchands de Damas, des Crésus de Boukhara, des princes de la finance de Samarcande. Et quel tumulte, quels cris! L'agitation du parquet de la bourse de Paris dans un jour de grandes nouvelles ne saurait se comparer aux émotions bruyantes, aux éclats tumultueux qui saluent chaque coup de marteau frappé par l'*encanteur*. C'est qu'en effet il ne s'agit pas seulement du lot qui vient d'être adjugé, mais de spéculations entreprises sur la plus vaste échelle, de combinaisons dont les ruses feraient honneur aux coulissiers les plus roués de Londres ou de Paris. En voici un exemple. Il s'engage entre les spéculateurs sur l'opium à Calcutta, — de même qu'en Europe entre les spéculateurs sur les valeurs publiques, — des marchés à terme qui se liquident en fin de mois par une différence dont le prix

(1) Ce tarif laisse au trésor public un bénéfice de 5 roupies 8 anas par livre sur l'opium de Malwa. Le bénéfice est plus élevé pour l'opium du Bengale. Le prix moyen de revient de l'opium est de 3 roupies 8 anas par *seer*, soit 280 roupies pour une caisse de 80 *seers* ou 164 livres, qui, aux enchères publiques de Calcutta, réalise toujours plus de 900 roupies, laissant ainsi un bénéfice d'au moins 7 shill. 6 pence par livre. Les chiffres suivans, extraits des documens officiels, donneront une idée exacte du grand rôle que le monopole de l'opium joue dans les finances de l'Inde.

REVENU NET DE L'OPIUM.

ANNÉES.	BENGALE.	BOMBAY.	TOTAL.
1845 46	22,079,262 r	5,956,243 r.	28,033,505 r.
1846-47	22,793,387	6,068,628	28,862,015
1847-48	12,915,296	3,712,549	16,627,845
1848-49	19,582,562	8,875,065	28,457,627
1849-50	28,007,968	7,294,835	35,302,803

Les chiffres des dernières années présentent des résultats moins favorables : soit que le succès des rebelles ou l'état de désordre où se trouve plongé le Céleste-Empire ait porté atteinte à la consommation de la drogue, le projet de budget de 1854-55 estime dans cette branche de revenu un déficit de 448,540 liv. st. comparé aux recettes de 1852-53, représentées par 2,687,818 liv. st.

moyen de l'opium au jour de la vente publique détermine les limites. En 1846, un spéculateur s'était engagé à livrer une quantité considérable d'opium à un prix assez bas; des nouvelles favorables de Chine arrivèrent sur ces entrefaites, et quelques jours avant la vente il ne put se dissimuler qu'il aurait à subir des pertes considérables. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, il imagina, pour sortir de ce mauvais pas, de mettre à profit le règlement de la vente en vertu duquel les enchères étaient limitées à 5 roupies, et l'adjudication close au coucher du soleil. Par son ordre, des courtiers poussèrent la première caisse d'opium de 5 en 5 roupies de manière à prolonger la vente jusqu'aux limites du temps réglementaire sans qu'une seule adjudication pût être faite. La première caisse mise en vente atteignit ainsi, au milieu de la stupéfaction universelle, la somme fabuleuse de 147,000 roupies. Le temps prescrit pour la clôture étant arrivé, et les enchérisseurs ne s'arrêtant pas dans leurs offres extravagantes, le magistrat qui présidait dut déclarer la vente remise au jour suivant sans qu'il eût été vendu une seule caisse d'opium. Le spéculateur échappa donc, par cette ruse hardie, aux désastres de son marché, car il ne fut pas possible de fixer un prix moyen de vente. Pour prévenir toutefois le renouvellement d'une pareille fourberie, le gouvernement indien s'empressa de compléter le règlement par une disposition qui prescrit d'adjuger l'opium au coucher du soleil au dernier enchérisseur.

Si l'on doit regretter l'état d'abandon où sont restés dans l'Inde, pendant cinquante ans, les grands travaux d'utilité publique, nous croyons avoir montré que dans les progrès des grandes cultures, l'indigo, le sucre, une large part doit être faite à l'initiative du gouvernement de la compagnie. Parmi les produits qui ont le plus bénéficié de cette initiative, il faut compter la soie brute (*rawsilk*). Vers la fin du dernier siècle, le grossier travail des soies filées du Bengale, toutes de cette qualité connue aujourd'hui dans le commerce sous le nom de *country wound* et éminemment impropre au travail des manufactures, avait fait disparaître ce produit de la liste des exportations de l'Inde. Ce fut en 1775, après plusieurs tentatives infructueuses, que la cour des directeurs fit partir pour son domaine asiatique des Italiens expérimentés dans l'industrie de la soie, qui furent chargés de monter des filatures avec tous les appareils perfectionnés en usage dans les fabriques européennes. Depuis cette époque jusqu'aux réformes introduites en 1834 dans la charte de l'Inde, les filatures du gouvernement produisirent, année moyenne, les quatre cinquièmes des soies exportées de l'Inde. La présidence du Bengale est la seule partie du domaine de la compagnie où l'on pratique la culture de la soie sur une grande échelle. Les districts producteurs

sont compris entre le 21e et le 25e degré de latitude nord. Le ver et le mûrier qui le nourrit sont tous deux d'une espèce particulière à l'Inde, et il faut voir là peut-être la cause de l'infériorité des soies de l'Inde comparées aux soies de la Chine et de l'Italie. Ces dernières en effet sont indistinctement produites par le *bombyx mori*, qui se nourrit sur le mûrier blanc, dont diffèrent le ver et le mûrier de l'Inde. Après le renouvellement de la charte de 1834, en exécution des modifications introduites dans la constitution de la compagnie, les filatures du gouvernement furent mises aux enchères, et cette industrie abandonnée aux efforts des particuliers. Les résultats n'ont pas tenu tout ce que les réformateurs faisaient espérer. Ainsi les documens officiels élèvent à 1 million de livres la quantité de soie exportée de Calcutta en moyenne annuelle, de 1827 à 1830. Ce chiffre est resté à peu près stationnaire, et, après être monté à 1,710,347 en 1851-1852, il est descendu à 1,238,458 en 1854-1855.

Nous ne pouvons terminer ces détails sur les divers produits de la terre indienne qui entrent dans le commerce européen sans dire quelques mots des riz, article d'exportation qui a pris un grand développement, autant par suite des récoltes insuffisantes de l'Europe pendant ces dernières années que par suite des grands et glorieux événemens dont l'Orient a été le théâtre. Trois espèces de riz sont cultivées dans le Bengale et les provinces nord-ouest, les riz blancs, les riz balam et mooghy. Ces derniers servent à approvisionner les îles de Maurice et de la Réunion, les détroits et la Chine; les riz blancs s'exportent presque exclusivement pour l'Europe. Ces derniers sont cultivés dans les districts de Midnapour, Berhampour, Hoogly, voisins de Calcutta; les semailles sont faites en juin, et les riz nouveaux paraissent sur le marché de Calcutta vers le milieu de décembre. Le riz balam, cultivé presque dans les mêmes districts que le riz blanc, est toujours en quantité considérable sur le marché de Calcutta. Il n'en est pas ainsi du riz mooghy, qui se tire des hauts pays, et qui ne peut quitter le lieu de production que quand la saison des pluies a rendu les rivières navigables (1).

Nous n'abuserons pas davantage de la patience du lecteur en pro-

(1) Le tableau suivant, emprunté aux documens officiels, donnera une idée de l'extension prise par le commerce des riz sur le marché du Bengale.

ANNÉES.	QUANTITÉ.	VALEUR.
1850-51	3,141,022 maunds.	8,549,845 roupies.
1851-52	3,091,562	3,538,136
1852-53	3,243,440	3,719,043
1853-54	4,380,903	5,183,840
1854-55	5,273,968	5,674,556

longeant outre mesure la liste des productions de l'Inde qui sont entrées depuis quelques années seulement dans la consommation européenne, et y tiennent déjà un rôle important : ainsi les *jutes*, sans emploi dans l'industrie il y a à peine dix ans, et qui figurent aux exportations de Calcutta pour 904,002 *maunds;* les salpètres, les graines oléagineuses, etc. Terminons en donnant quelques détails sur un article qui, pour être de chair et d'os, n'en est pas moins fort intéressant : nous voulons parler de l'émigration des *coolies*. Du jour où l'acte d'émancipation des noirs eut été voté par le parlement anglais, les hommes un peu prévoyans pensèrent à compenser le désastreux effet de cette mesure en introduisant dans les colonies des travailleurs libres pour suppléer à la main-d'œuvre jusque-là fournie par l'esclavage, qui, suivant toute apparence, allait disparaître. L'île Maurice, éloignée d'un mois de navigation au plus, dans la saison favorable, des populations surabondantes et pauvres de l'Inde anglaise, semblait réunir les conditions les plus satisfaisantes pour que l'immigration des *coolies* y fût tentée avec toute chance de succès. Il fallut plusieurs années toutefois pour qu'un système régulier d'immigration fût organisé dans les présidences du Bengale et de Madras. On s'explique facilement ce retard en faisant la part de l'ombrageuse susceptibilité avec laquelle la cour des directeurs a toujours accueilli de parti pris toutes mesures qui favorisaient l'ambition du ministère des colonies, si impatient de prendre pied dans le domaine de l'administration indienne. Ces défiances étaient au reste parfaitement justifiées par l'esprit de réforme à tout prix, l'enthousiasme politico-religieux qui dominait dans les bureaux du ministère des colonies, où la carte à payer de l'émancipation n'était point encore arrivée. Le gouvernement de la compagnie avait alors les plus justes motifs pour craindre qu'un personnage officiel placé sous les ordres de l'administration métropolitaine ne devînt dans le domaine indien un agent de désordre et de révolution; qu'abrités par son patronage, les envoyés d'Exeter-Hall ne vinssent démoraliser, sous prétexte d'éducation politique et de conversion religieuse, les populations simples et timides des trois présidences. L'administration indienne, pour justifier le mauvais vouloir dont elle se montrait animée, donnait de plus à entendre que l'on pourrait à juste titre flétrir l'immigration du nom de *traite indienne*, si l'on ne prenait pas des mesures pour assurer le retour des travailleurs dans leurs foyers à une époque fixe. Il était à craindre aussi qu'au contact de ce bizarre mélange de civilisation et de barbarie, les nègres émancipés, les émigrans, ne perdissent la douceur, la résignation, le respect de l'autorité, traits distinctifs de leur caractère, et ne revinssent dans leurs jongles natives pour y introduire les faux-cols et les bottes vernies, y prêcher les droits de l'homme et le culte de *Mamma-Jumbo*.

Pendant les retards que provoquèrent les résistances de la cour des directeurs, la mesure de l'émancipation avait porté ses fruits, et la ruine totale des colonies devenait imminente, si l'immigration n'était pas organisée sans délai sur une vaste échelle. Le 25 juin 1842 parut un ordre de la reine en son conseil, qui prescrivait au conseil suprême de l'Inde de prendre les mesures nécessaires pour autoriser et régulariser l'immigration, mesures qui furent définitivement promulguées par une ordonnance du conseil de l'Inde en date du 2 septembre de la même année. Les autorités de la compagnie prirent soin de définir dans les plus étroites limites les pouvoirs de l'officier chargé de surveiller à Calcutta les détails de l'immigration. Ce chef de service est nommé par le gouverneur de Maurice, et reçoit du budget de cette colonie un salaire fixe indépendant du nombre des émigrans expédiés dans l'année. Ses fonctions sont exclusivement celles d'un officier recruteur. Il s'assure du bon état de santé et de la validité du travailleur qui s'offre pour l'immigration; il lui donne des renseignemens sur le résultat probable de ses labeurs; il veille surtout à ce que l'émigrant ne soit lié par aucun engagement à l'époque de son débarquement. Tout contrat passé par le travailleur avant d'avoir séjourné quarante-huit heures dans la colonie est nul de fait. En un mot, l'agent de l'immigration exerce la plus stricte surveillance pour que le *coolie* ne soit lié qu'envers le gouvernement par un contrat dont les termes peuvent se définir ainsi : un passage gratuit d'aller et de retour, avec quelques objets d'habillement et de literie, est assuré au *coolie* qui s'engage à travailler cinq ans dans la colonie de Maurice. Il faut ajouter que, si une fois rendu à destination, le *coolie* trouve plus avantageux de se livrer à quelque petite industrie que de s'engager au service d'un planteur, il peut suivre son penchant à la condition d'acquitter une taxe légère et mensuelle pour rembourser le trésor colonial de ses frais de voyage. L'un des devoirs les plus importans du chef de l'immigration, c'est de tenir la main à ce que les capitaines de navire qui doivent embarquer des *coolies* se conforment aux règlemens pleins d'humanité et de sollicitude qui définissent le nombre des passagers, leur ration, etc., de la façon la plus minutieuse (1). D'une part, en effet,

(1) Le prix du passage de Calcutta à Maurice varie de 25 à 40 roupies; il est de 140 roupies environ pour Demerari et la Trinité. De mai 1850 à mai 1851, 23 navires chargés de 5,952 *coolies* sont partis pour Maurice; 1 navire avec 173 *coolies*, pour la Trinité; 2 navires avec 525 *coolies*, pour Demerari. Trois ans après, en 1854-55, 29 navires partaient de l'Inde pour Maurice avec 8,059 *coolies*; 8, avec 2,268 *coolies*, pour Demerari; 1, avec 286 *coolies*, pour la Trinité. Des statistiques antérieures portent à 49,000 le nombre des émigrans qui ont quitté le seul port de Calcutta pour les colonies anglaises, des premiers jours de l'immigration jusqu'en 1850. Pendant ces douze dernières années, une population de près de 100,000 Indiens du Bengale a tenté les chances de l'expatriation. L'immigration se fait aussi de Madras sur une échelle beaucoup

le gouvernement anglais, qui mettait la traite des noirs au ban des nations, ne pouvait entourer de trop de restrictions et de surveillance un commerce que des esprits frondeurs pouvaient sans trop d'exagération appeler la traite des Indiens; de l'autre, il était de la dernière importance, pour assurer le succès de l'immigration, que l'on respectât d'une manière absolue les préjugés religieux et sociaux des natifs. A ce prix seul, l'on pouvait espérer que la main-d'œuvre indienne tenterait les chances d'une expatriation temporaire. On ne saurait nier que l'immigration n'ait offert un débouché avantageux aux pauvres et nombreuses populations de l'Inde. Ainsi l'on peut estimer à 35 pour 100 le nombre des *coolies* qui de Maurice retournent à la terre natale après l'expiration de leur engagement, et les hommes d'ordre et d'économie rapportent souvent avec eux de 70 à 80 livres sterling.

Il est temps de dire quelques mots des importations faites par le commerce européen sur les diverses places de l'Inde. Parmi les produits multiples dont l'industrie perfectionnée de l'Europe approvisionne le marché des possessions anglaises de l'Inde, il faut citer en première ligne celui qui y joue le rôle le plus important: les cotons et filés. Que la fabrication européenne, secondée par les merveilleuses découvertes de la science, ait pu non-seulement chasser des marchés étrangers les produits d'une industrie classique sur le sol de l'Inde, et dont le monopole lui était acquis depuis des siècles, mais encore prendre la part du lion dans la consommation du pays même, c'est là sans contredit une grande conquête de l'industrie du XIXe siècle, sur laquelle le fait même nous autorise à nous étendre quelque peu. En 1814, la première année où la spéculation privée exerça son action sur le commerce de l'Inde, l'importation des cotons travaillés était presque nominale sur la place de Calcutta, et se réduisait à 817,000 yards de tissus et 8 livres de filés, d'une valeur à peine d'un lac de roupies, tandis que l'exportation des cotons de fabrication indienne s'élevait à plus de 120 lacs. Sous l'impulsion énergique des fabricans anglais, cette branche d'importation prit bientôt un

moindre, et atteint à peine le tiers de celle du Bengale. Il est à remarquer toutefois que les quatre cinquièmes au moins de ces travailleurs sont allés porter à Maurice leur naïve industrie, et sous l'influence de cette main-d'œuvre vivifiante, l'on ne doit pas s'étonner que la production sucrière de l'île ait de beaucoup dépassé ce qu'elle était aux jours les plus florissans de l'esclavage. Les résultats de l'immigration du Bengale, tous favorables en ce qui concerne la colonie de Maurice, le sont beaucoup moins pour Demerari et les Antilles. Les hauts frais et la longueur du voyage, les rigueurs du climat aux latitudes du Cap, enfin le peu de *coolies* revenus après l'expiration de leur engagement, 5 pour 100 au plus, sont des motifs qui expliquent que le courant de l'immigration se dirige exclusivement vers Maurice, et que les colonies de l'Amérique ne participent que faiblement au bénéfice du travail indien.

rapide essor, et pour le seul port de Calcutta, la valeur des importations en cotons et filés, en 1830-31, s'élevait déjà à 6,024,346 roupies. Aujourd'hui cet article, qui figurait à peine il y a quarante ans dans les transactions de la métropole et des domaines de la compagnie, y tient la première place, et la valeur moyenne des importations annuelles au port de Calcutta pendant les cinq dernières années atteint le chiffre magnifique de 25,473,300 roupies. La place de Bombay offre aussi un débouché considérable aux fabriques de Liverpool et de Manchester, et pendant l'année 1853-54 la valeur des cotons d'origine anglaise importés sur ce dernier marché s'élevait à 20,225,250 roupies. En tenant compte des importations au port de Madras, qui s'élèvent annuellement à plus d'un demi-million sterling, des marchés de Rangoon et d'Akyab, à peine connus hier et déjà intéressans, l'on peut évaluer à plus de 125 millions de francs le tribut que les possessions de la compagnie des Indes paient à la seule industrie des cotons et filés de la métropole.

La circulation et la consommation des métaux précieux dans l'univers sont des questions auxquelles les découvertes des gisemens d'or de la Californie et de l'Australie ont donné un trop grand intérêt d'opportunité pour que nous n'effleurions pas, au point de vue de l'Inde anglaise, un problème dont les économistes n'ont pu encore poser les conditions bien définies. Les métaux précieux ont de tout temps joué un rôle considérable dans le commerce de l'Inde, et, chose digne d'être notée, de tous les articles d'importation et de consommation, c'est peut-être celui qui a subi les réductions les plus sensibles. La moyenne en effet des importations annuelles en métaux précieux, déduction faite des exportations, s'élevait à Calcutta, pour les dix années 1813 à 1824, à 2 millions 1/2 sterling, tandis que celle des cinq dernières années est seulement de 13,071,486 roupies, moins d'un million 1/2 sterling. Que l'on explique cette diminution en disant qu'il y a trente ans les souverains indépendans de l'Inde étaient armés d'un pouvoir qu'ils n'ont plus aujourd'hui, et dont ils se servaient pour accumuler de fabuleux trésors, ou bien encore en faisant la part du développement que les importations de marchandises d'origine étrangère, anglaise surtout, ont pris sur les divers marchés de l'Inde : le fait de la diminution des importations en métaux précieux, inscrit sur les statistiques officielles, s'est révélé par une crise monétaire qui, pendant ces deux dernières années, a affligé les chefs-lieux commerciaux des trois présidences. Sans doute des mesures financières inhabiles et inopportunes, sinon déshonnêtes, ont jeté la défaveur sur les valeurs publiques de l'Inde, les besoins des nouveaux marchés du Pégu et d'Akyab ont absorbé une quantité importante de numéraire, enfin les bases étroites des institutions de crédit

du domaine indien peuvent avoir une part dans la crise à peine terminée aujourd'hui; mais d'un autre côté jamais les produits indiens n'ont été aussi en faveur en Europe, jamais la spéculation ne s'est portée avec tant d'empressement sur les riz, les salpêtres, sur des articles en dehors jusqu'ici des transactions européennes. Si donc à l'une des faces du tableau on trouve une réunion de circonstances presque combinées à souhait pour donner aux marchés de Calcutta et de Bombay une prospérité inouie, le revers présente une pénurie d'argent telle que l'on n'en retrouve pas de pareille dans les momens les plus critiques de l'histoire financière de l'Inde. Cet état de choses n'ajoute-t-il pas un argument puissant à ceux que des économistes distingués font valoir contre le projet de la démonétisation de l'or en France? C'est ce que nous prendrons la liberté d'examiner en peu de mots. Si en effet l'Angleterre et la France ont pu faire face à trois années de disette, aux plus grands armemens des temps modernes, grâce aux produits des mines de San-Francisco et de Melbourne, l'Inde, où ces produits n'arrivent pas, a vu les circonstances les plus favorables au développement de la richesse du pays provoquer une crise monétaire d'une violence sans exemple, et les hommes compétens ne voient d'autre remède pour prévenir le retour d'un pareil état de choses que l'introduction des espèces d'or dans le système monétaire du pays.

L'argent remplit seul la fonction monétaire dans les domaines de la compagnie, car les billets de banque ne sont reçus que sous un escompte désavantageux en dehors des grands centres. Le système monétaire a pour base la roupie d'une valeur de 2 shillings. Des coupures d'argent de moitié, un quart, un huitième, du billon de cuivre, enfin de petits coquillages, *cowries*, dont il entre plus de cinq mille dans la roupie, résument les instrumens qui servent d'intermédiaires aux transactions commerciales, du cap Comorin aux chaînes de l'Himalaya. Il existait autrefois des pièces d'or, nommées *goldmohurs*, d'une valeur de 16 roupies; mais cette monnaie a été frappée, il y a quelques années, d'une mesure de démonétisation dont il ne faut pas d'ailleurs exagérer les conséquences, car le *goldmohur* était d'une valeur trop élevée pour avoir jamais une circulation étendue parmi des populations aussi pauvres que celles de l'Inde. Si donc on ne peut sans exagération attribuer les difficultés présentes à la mesure de démonétisation de l'or dans les domaines de la compagnie, c'est avec une grande apparence de raison toutefois que des hommes compétens recommandent l'introduction de l'or, sous des coupures appropriées aux besoins des populations, comme le remède le plus propre à prévenir le retour de la crise monétaire qui a récemment affligé les trois présidences.

On a vu que la consommation annuelle moyenne de métaux précieux dans le Bengale pour les cinq dernières années était de 13,965,217 roupies. Cette moyenne pour la présidence de Bombay, dans les cinq années 1849-50 à 1853-54, est de 13,989,139 roupies. Le port de Madras reçoit annuellement un demi-million sterling de lingots d'or et d'argent. L'on peut donc dire que le marché des possessions anglaises de l'Inde consomme annuellement plus de 3 millions sterling en métaux précieux. Si, ce chiffre posé, l'on fait la part du prodigieux essor que les chemins de fer en cours d'exécution donneront au commerce de ces contrées, admirablement douées par la nature, et dont les produits sont aujourd'hui sans débouchés; si de plus, tenant compte de cette attraction mystérieuse que l'or bien plus que l'argent exerce sur l'espèce humaine, l'on imagine une monnaie d'or circulant parmi les 140 millions d'individus qui composent la population de l'Inde, et cela en coupures telles que le précieux métal puisse arriver jusqu'aux mains des plus pauvres, quelles limites pourra-t-on assigner à la consommation de l'or dans le seul domaine asiatique de l'honorable compagnie? En présence de ces faits, ne peut-on pas dire avec une grande apparence de vérité que la merveilleuse production de l'Australie et de la Californie trouvera parmi les populations multiples de l'Inde anglaise, pour de longues années encore, un débouché dont les économistes européens doivent tenir un grand compte avant de recommander la mesure suprême de la démonétisation de l'or?

Notre incompétence en ces matières difficiles nous est trop connue pour pousser plus loin cette argumentation, et, laissant cette tâche à de plus habiles, nous allons essayer d'apprécier, à l'aide des tableaux officiels, les exportations, les importations, le mouvement maritime des ports de Calcutta et de Bombay. La valeur moyenne annuelle des importations de ces cinq dernières années dans les deux capitales commerciales de l'Inde dépasse 163 millions de roupies, et celle des exportations, 201 millions. Quant au mouvement maritime de long cours, entrée et sortie réunies, il atteint le chiffre de 2,500 navires, jaugeant environ 1,400,000 tonneaux. Ce sont là sans doute des chiffres magnifiques et une belle justification des mesures parlementaires qui ont brisé le monopole commercial de l'honorable compagnie des Indes. L'on n'apprécierait toutefois qu'imparfaitement les résultats de la grande réforme économique qui a inauguré en Europe l'ère de la liberté du commerce, si comme point de comparaison, à côté du résultat des dernières années, l'on ne mettait les chiffres correspondans dans les années qui ont précédé la destruction du monopole. Dans la période 1830 à 1834, le mouvement maritime du port de Calcutta s'était élevé en chif-

fres ronds à 240,000 tonneaux; les importations atteignaient une valeur de 26 millions de roupies, et les exportations une valeur de 38 millions. La valeur des transactions entre le port de Bombay et la seule métropole, de moins de 4 millions de roupies en 1814-15, suit une période progressive continue; elle est représentée en 1853-54 par une valeur de plus de 57 millions de roupies! En présence de ces résultats, l'on peut affirmer en toute assurance que l'importance des belles conquêtes dont le génie de Clive et de Warren Hastings a doté l'Angleterre ne s'est révélée que le jour où des réformes habiles ont ouvert un champ libre à la spéculation privée dans les domaines de l'honorable compagnie. Cette dernière corporation, au reste, a largement bénéficié des réformes commencées en 1814 et terminées victorieusement en 1834. En effet, tant que le territoire des trois présidences fut enveloppé dans les restrictions du monopole, la compagnie n'emprunta qu'à des taux élevés. Avant 1810, le gouvernement de l'Inde ne put jamais effectuer d'emprunt au-dessous de 8 pour 100. Depuis les premières mesures qui en 1814 battirent en brèche la charte primitive, des emprunts publics furent placés à 6, 5, et même 4 pour 100. Il est donc permis de dire que si l'abolition du monopole n'avait pas fait affluer dans l'Inde les capitaux privés et porté le commerce du pays à un degré de prospérité inconnu jusque-là, la cour des directeurs n'aurait pu faire face aux dépenses énormes des guerres qu'elle a dû soutenir pendant ces quarante dernières années. Le gouvernement n'ayant plus d'ailleurs à se préoccuper d'intérêts commerciaux, la sollicitude de ses agens a pu s'étendre sur des intérêts dont ils s'étaient fort peu préoccupés jusqu'alors, tels que les ouvrages d'irrigation, de première importance en ces contrées brûlantes, et surtout les voies de communication, si négligées pendant les cinquante premières années de l'occupation anglaise, qu'en 1825 on ne possédait pas 20 milles continus de route carrossable dans tout le Bengale.

Ce n'est pas toutefois sans de rudes épreuves que l'on est parvenu à donner ce glorieux essor aux transactions entre l'Inde et la métropole. Avant d'arriver à ces résultats, les chefs-lieux commerciaux des trois présidences ont eu bien des crises à traverser. Sous l'influence de la législation primitive, des restrictions apportées à la résidence des Européens et des sujets anglais eux-mêmes dans les domaines de la compagnie, on vit se former des associations financières auxquelles le gouvernement concéda une sorte de sous-monopole du commerce du pays, et qui arrivèrent bientôt à un degré de prospérité qui leur valut le nom collectif de *merchants-princes*. Pendant près de cinquante ans, une sorte de patronage bienveillant s'établit entre le gouvernement et les directeurs de ces entreprises colossales.

En premier lieu, ils devinrent les agens de tous les officiers civils et militaires du service indien, qui eurent recours à leur entremise soit pour placer leurs économies, soit, plus souvent encore, pour trouver les fonds nécessaires au luxe de leur existence. Bientôt les immenses bénéfices recueillis par les premiers *partners* de ces associations, dont plusieurs se retirèrent, après une courte gestion, avec 200, 500,000 livres sterling et même 1 million, engagèrent des employés de la compagnie à courir les chances d'une fortune rapide dans la spéculation privée plutôt que de se contenter de la médiocrité des salaires publics. Des militaires, des magistrats, des médecins, abandonnèrent des positions acquises dans le service indien pour s'associer aux grandes maisons commerciales, et par là les relations d'affaires du premier jour entre les *merchants-princes* et les officiers de la compagnie devinrent bientôt des relations de camaraderie et d'amitié. Néanmoins ce fut là aussi un des écueils où vinrent échouer ces colossales entreprises. Si des hommes intelligens avaient suffi, quoique dépourvus de toute éducation commerciale, pour diriger les spéculations indiennes au temps du monopole, ils ne suffirent plus lorsqu'il fallut lutter contre la concurrence de négocians rompus à toutes les ressources, à tous les détails minutieux du commerce. En vain l'on voulut faire face à l'orage, en vain l'on voulut contrebalancer la perte des profits du monopole en élargissant le cercle des affaires, en s'élançant dans toutes les spéculations possibles et imaginables : cet aveuglement désespéré ne fit que hâter la catastrophe. La grande maison Palmer fut obligée de déposer son bilan en 1830, et son exemple fut bientôt suivi par les autres *merchants-princes*. En moins de trois ans, les royautés financières qui avaient conduit pendant cinquante ans les transactions entre l'Inde et l'Europe avaient succombé, laissant derrière elles un passif de plus de 15 millions sterling.

Ce terrible désastre n'est pas le seul à signaler. Quinze ans après la crise de 1830, la banqueroute de la maison Cockerell, les malversations de l'*Union-Bank*, ajoutèrent des pages aussi tristes que scandaleuses à l'histoire financière de l'Inde, et réduisirent à la misère et au désespoir des milliers de familles. Si donc des résultats magnifiques justifient aujourd'hui les réformes qui ont ouvert à la spéculation privée le champ fertile de l'Inde, il faut reconnaître que la transition a été fertile en tempêtes où ont péri bien des intérêts respectables. L'on peut dire même que l'abolition du monopole est loin d'avoir été favorable aux individus qui se résignent à l'expatriation dans l'espoir d'une fortune rapide, et qu'aujourd'hui l'Européen enrichi aux Grandes-Indes, cet excellent nabab pain-d'épice, si cher aux romans des premières années du siècle, est passé, comme les

oncles d'Amérique, à l'état de variété regrettable et perdue de l'espèce humaine, et n'existe plus que dans les souvenirs de quelques vieillards ou dans l'imagination des poètes. Les temps sont bien changés depuis le jour où il suffisait de venir secouer pendant quelques années le fameux *golden tree* pour s'en retourner ensuite avec une fortune princière en Europe. Tant malmené a-t-il été ce pauvre arbre aux roupies, que tout en est disparu, même les racines! Telle est sur les places de l'Inde la concurrence dans les professions libérales, telles sont les dépenses énormes que tout établissement européen entraîne avec lui, que, médecin, avocat, planteur ou négociant, bien heureux et bien habile est celui qui, débutant sans ressources personnelles étendues, parvient, au bout de vingt ans de travaux, à conquérir une modeste indépendance.

Il ne faut pas toutefois trop assombrir ce tableau et méconnaître l'importance des ressources que les domaines de l'Inde présentent, en dehors des services publics, aux classes moyennes de la Grande-Bretagne. Si, dans les possessions de l'honorable compagnie, il est difficile aujourd'hui de faire fortune, l'on y gagne sans trop de peine une existence comfortable. C'est à plusieurs milliers qu'il faudrait évaluer le nombre d'Anglais qui, labourant le champ industriel de l'Inde, y trouvent une récolte de trois repas par jour, vaste maison, équipage, nombreuse domesticité, toutes nécessités premières de la vie en ces contrées lointaines, que, comme le plus riche, le plus pauvre n'hésite pas à se procurer, au risque d'avoir plus d'une fois en sa vie recours au bénéfice de l'*insolvent act.* Qui a vu de près cette bizarre communauté anglo-indienne, où, du haut au bas de l'échelle sociale, tout membre parvient, Dieu sait comment, mais parvient enfin *to live like a gentleman;* qui a vu de près la communauté anglo-indienne, disons-nous, classera les professions industrielles et commerciales de l'Inde parmi les débouchés les plus importans que l'Angleterre, en mère prévoyante, ait su ouvrir à ses hommes d'éducation et d'énergie dépourvus de fortune comme de patronage, et réduits à ne devoir qu'à leurs travaux leur pain de chaque jour. Du cap Comorin aux chaînes de l'Himalaya, une noble arène s'ouvre à l'esprit d'entreprises. Là peuvent se dépenser, au profit de la grandeur et de la puissance de la métropole, quelquefois même avec des succès réels, des talens aventureux, d'ambitieux appétits, qui, dans des pays que la Providence n'a pas doués d'une soupape de sûreté pareille à l'Inde, se consument en stériles agitations, ou en révolutions plus stériles encore. Malheureusement, nous l'avons dit, peu d'élus à peau blanche parviennent à saisir au passage l'inconstante déesse, car la concurrence des hommes du pays devient de jour en jour plus redoutable pour l'Européen, et l'on peut avancer, sans exa-

génération aucune, que la part du lion dans les bénéfices du commerce de l'Inde s'accumule de plus en plus dans la communauté native.

La chose est facile à comprendre : vivant presque sans besoins, rompu dès l'enfance aux pratiques étranges de ces races bizarres, maître de toutes les finesses de ces langues orientales que l'enfant du Nord bégaie à peine, étranger d'ailleurs à tout sentiment d'honneur et de dignité personnelle, ne reculant devant aucune source de profit, quelque impure qu'elle puisse être, le natif réunit des avantages, quelques-uns peu désirables sans doute, mais qui, dans la lutte commerciale, doivent en fin de compte triompher de l'énergie et des connaissances supérieures de son concurrent européen. A plusieurs reprises déjà nous avons eu occasion de parler de cette muraille plus que chinoise qui protége la vie intime de la communauté native. Dans votre propre ménage, en vain cherchez-vous la lumière; des années entières d'une enquête persévérante ne finiront jamais par vous faire découvrir les prix des articles de première nécessité sur le marché, le nom réel et la demeure du doyen de votre domesticité. Ces ténèbres, qui enveloppent tous les détails du ménage, donnent une idée de tout ce qu'il y a de frauduleux, d'impénétrable, dans les transactions des bazars des diverses places de l'Inde. Nous ne parlerons pas du mensonge, du vol, de la mauvaise foi, également à l'ordre du jour, mais de ruses de commerce, sinon de guerre, d'un ordre plus élevé : signes cabalistiques, argot de convention, informations secrètes d'une rapidité presque électrique puisées aux meilleures sources. Quelques mots imprudens prononcés à portée des oreilles d'un idiot qui n'a jamais, pendant des années, obéi à un seul commandement fait en langue européenne, suffisent pour ruiner une spéculation commerciale. On raconte qu'un riche natif, mort il y a un an à Calcutta, et qui a laissé une fortune de plus d'un million 1/2 sterling, avait à sa solde les domestiques des principales maisons européennes de Calcutta, qui lui rapportaient fidèlement chaque jour tout ce qui se passait autour d'eux : système d'espionnage qui n'a pas peu contribué au succès de ses entreprises. Comment s'étonner qu'à l'aide de pareils moyens la communauté commerciale native de l'Inde ait vu s'amonceler entre ses mains toutes les richesses du pays? A Calcutta, à Bombay, à Bénarès, c'est par douzaines que l'on pourrait nommer des banquiers et marchands indigènes dont la fortune acquise et le crédit figureraient honorablement même auprès des royautés financières de Londres et de Paris. Quoique ce résultat ne soit peut-être pas exactement celui que l'on avait rêvé aux premiers jours de la conquête, l'observateur qui veut apprécier équitablement l'histoire de la domination anglaise en ces contrées lointaines doit en tenir un grand compte. Le conquérant

européen n'a pas sans doute réalisé au bénéfice de ses sujets asiatiques les réformes que les hommes du progrès ne cessent de réclamer: le suffrage universel, l'admission des citoyens à tous les emplois, le vote des impôts, toutes les panacées du formulaire progressif républicain; mais depuis plus de soixante ans la propriété privée a été chose sacrée dans l'Inde anglaise; des millionnaires ont étalé leurs richesses au soleil et n'ont pas senti leurs têtes trembler sur leurs épaules. C'est là un fait inoui dans l'histoire de ces contrées, le plus beau panégyrique que l'on nous semble pouvoir tracer de l'administration de l'honorable compagnie.

II.

Pour apprécier d'un point de vue impartial les jugemens si divers qui ont été portés sur l'histoire financière de l'Inde anglaise, il est nécessaire de tenir compte des deux influences contraires qui ont présidé aux destinées de la conquête : les actionnaires de la compagnie, représentés par la cour des directeurs, et le *Board of control*, fondé de pouvoirs du parlement et de la couronne. Après quatre-vingts ans d'épreuves, l'antagonisme de ces pouvoirs rivaux a sans doute donné pour splendide résultat la conquête du plus grand empire de la terre; mais le succès ne doit pas plus être exclusivement attribué à la sagesse des hommes d'état qu'à l'heureux mécanisme des institutions anglo-indiennes, et il faut faire encore la part de ce noble sentiment de patriotisme si puissant chez la race anglo-saxonne, sans oublier le bienveillant hasard qui a si merveilleusement servi la fortune de l'Angleterre dans l'est. En effet, si un faiseur de constitutions, rendu au loisir par le bon sens des peuples de l'Europe, voulait occuper son oisiveté en crayonnant l'esquisse de quelque chose d'éclopé, de boiteux, de mort-né, d'une constitution portant en son sein tous les élémens de dissolution possibles et probables, et destinée à procurer à l'heureuse nation qui l'adopterait le bénéfice d'une fin prématurée au milieu des agonies d'interminables révolutions, le Siéyès en retrait d'emploi, après avoir accordé toute l'attention qu'elle mérite à ce chef-d'œuvre de candeur républicaine dont les Lycurgues de 1848 avaient doté la France, n'hésiterait pas cependant à porter le choix de ses préférences sur les institutions politiques qui, en l'an de grâce où nous sommes, régissent encore l'Inde anglaise. Là, pas d'unité de pouvoirs, partout la rivalité, nous pourrions dire la lutte. Que voyons-nous au haut et au bas de l'échelle gouvernementale? L'armée divisée en deux camps rivaux, l'armée de la reine et l'armée de la compagnie, les officiers de cette

dernière presque systématiquement exclus des hautes positions militaires, des commandemens supérieurs, mais occupant en compensation et sans partage, dans les états-majors, le commissariat, la diplomatie, des fonctions grassement rétribuées qui doublent et au-delà leur paie régimentale; — près de l'armée native, le service civil magnifiquement rétribué, avec des priviléges de rang exorbitans, tels qu'un jeune homme presque au sortir du collége prend le pas sur un officier qui, après de longs services, a atteint, à la loi commune de l'ancienneté, le rang de capitaine; — au-dessous du service spécial, une armée de fonctionnaires mal payés, peu considérés, et qu'une loi exclusive enferme dans un cercle de positions hiérarchiques plus que médiocres; — aux chefs-lieux des présidences, le pouvoir indépendant de toute autorité locale, des juges des cours suprêmes nommés par la reine; — enfin, dans la métropole, les pouvoirs rivaux de la cour des directeurs et du *Board of control:* l'un, fidèle représentant d'une assemblée d'actionnaires, qui, comme tel, ne voit guère plus loin que le solde de balance des recettes et des dépenses, et fait passer bien avant les intérêts de la politique les intérêts du prochain dividende; l'autre, avec des instincts d'autant plus guerriers qu'il n'a jamais eu à payer la carte des conquêtes, se laissant aller quelquefois, dans des momens de vertige, à des entreprises insensées, la guerre de Caboul par exemple, nous devrions peut-être ajouter la guerre qui commence aujourd'hui contre la Perse!

Et cependant, admirable résultat du bon sens pratique, du véritable patriotisme de la nation anglaise, de ces rouages divergens, de ces élémens de discorde et de dissolution est sorti un des plus grands faits des temps modernes : une série de victoires et de conquêtes telle que, pour retrouver la pareille, il faut aller chercher à l'apogée de leur gloire dans la vie des Alexandre, des César et des Napoléon. L'histoire financière de la compagnie des Indes n'est sans doute pas aussi brillante que son histoire militaire : un déficit dans les finances publiques est souvent la conséquence des plus belles campagnes de son armée; mais qui peut aujourd'hui, en présence des faits acquis, soutenir avec quelque apparence de raison que les résultats n'ont pas répondu aux sacrifices? Quelques guerres funestes et inutiles, telles que la guerre contre les Birmans en 1825-26, la guerre de l'Afghanistan en 1839, l'annexion du Scinde à des jours plus récens, ont sans doute grevé d'une dette considérable le trésor de l'Inde. Néanmoins à ce revers de la médaille on peut opposer victorieusement le tableau d'entreprises militaires suivies d'un riche accroissement de revenu. Depuis les premières années du siècle, si à des jours d'épreuves un déficit inquiétant s'est présenté entre les recettes et les dépenses du gouvernement de l'Inde, le revenu public n'a pas cessé de suivre

en dernier ressort une progression ascendante bien marquée. Sous lord Cornwallis, en 1791-92, de 8 millions sterling, il atteint en 1804-05, sous l'impulsion vigoureuse du marquis de Wellesley, le chiffre de 14 millions sterling. Porté en 1813-14 à 17 millions, il s'élève à 21 millions en 1831-32; enfin il peut être estimé aujourd'hui à 26 millions, donnant après quinze ans de déficit pour la première fois, sous l'administration prudente et heureuse du marquis de Dalhousie, une année financière où les recettes dépassent les dépenses de plusieurs centaines de mille livres sterling. Quelques fautes qu'on ait commises, quelque insensées qu'aient été certaines entreprises, la situation de l'Angleterre dans l'est, telle qu'elle est aujourd'hui, a dépassé les projets les plus ambitieux, les plus folles espérances. Dans tout le continent indien, le conquérant étranger ne voit pas non-seulement de rival, mais même d'ennemi digne de ses craintes ou de ses colères; le budget, en état d'équilibre, se trouve grevé seulement d'une dette inférieure à trois années de revenu. Enfin, quant à l'avenir, que ne doit-on pas espérer de ces vastes et fertiles territoires, avec leur innombrable population, sous l'impulsion d'un gouvernement fort et éclairé qui dispose d'un budget d'environ 26 millions sterling, dont nous avons maintenant à indiquer les élémens?

Le domaine d'outre-mer de l'honorable compagnie des Indes, le plus immense assemblage de royaumes réunis sous une seule loi que le monde moderne ait jamais vu, occupe dans sa plus grande étendue un espace de 18,000 milles de long sur 13,000 milles de large, peuplé de plus de 140 millions d'individus, parlant quatorze langages différens, y compris les habitans des territoires nouvellement acquis, Punjab, Pegu, etc. Il se partage en quatre grandes divisions, savoir : la présidence du Bengale, dont le territoire, de 165,443 milles carrés, renferme une population de 40 millions d'individus; la sous-présidence des provinces nord-ouest, avec un territoire de 71,985 milles carrés et 23,200,000 habitans; la présidence de Madras, dont le territoire comprend 145,000 milles carrés, et la population 22 millions d'âmes; enfin la présidence de Bombay, 120,065 milles carrés et 11,109,067 habitans.

La race humaine répandue sur la surface de l'Inde ne le cède en diversité qu'à la nature, qui a réuni sur ce vaste continent ses pages les plus variées et les plus sublimes, les neiges éternelles de l'Himalaya, les déserts du Scinde, les riantes campagnes du Bengale, le plateau salubre des Neilgerrhies. La race martiale des Sicks et des Rajpoots, le timide Bengali, l'intelligent Parsi, l'industrieux Arménien, les tribus, à l'état primitif, des Khonds et des Todawurs offrent à l'œil de l'observateur les contrastes les plus frappans. Le sol fertile de l'Inde abonde en produits d'une richesse sans égale : le riz,

l'indigo, le coton, les graines oléagineuses poussent presque sans labeur sur ce sol privilégié, et pour certains produits travaillés, les châles du Cachemire, les mousselines de Dacca, l'industrie indienne est arrivée à une perfection que l'industrie européenne, avec sa science et ses puissans moyens, n'égale pas. L'intérieur des domaines de la compagnie renferme les villes d'ancienne origine de Dacca, Lucknow, Bénarès, Agra, Dehli, Lahore, qui prennent rang parmi les cités les plus peuplées du monde. Enfin, aux bords de la mer, aux lieux qui sont les points de contact entre l'Inde et l'Europe, se sont élevées comme par enchantement les capitales de Bombay, Madras et Calcutta, dont la fondation remonte à peine à un siècle, et qui, sous l'influence vivifiante des transactions commerciales, ont déjà acquis des proportions colossales et comptent, la première 230,000 âmes, la seconde 700,000, et la troisième 800,000.

La taxe foncière donne plus de la moitié du revenu de l'Inde, et en effet, même dans les divisions territoriales où il y a le plus de villes, dans les provinces nord-ouest par exemple, la population agricole est en grande majorité. Ainsi le recensement fait dans cette sous-présidence en 1848 donnait pour cette dernière le chiffre de 14,724,233 individus, tandis que la population réunie des villes s'élevait seulement à 8,475,435 âmes, proportion qui, dans toute autre partie de l'empire anglo-indien, serait encore plus favorable à la population des champs. La taxe foncière a toujours été dans l'Inde, même sous les rois indigènes, beaucoup plus pesante que dans les autres contrées asiatiques, la Turquie et la Perse par exemple, où l'impôt varie du dixième au cinquième du revenu de la terre. La loi hindoue fixe l'impôt territorial au sixième du revenu brut du sol, sans y comprendre la part affectée à l'établissement religieux, part qui, au temps de la toute-puissance des brahmes, devait être considérable, ainsi que diverses charges municipales. Quelque lourdes cependant que fussent ces dispositions de la loi écrite, les exactions pratiquées par tous les agens de l'autorité étaient bien plus lourdes encore. Aujourd'hui, dans le domaine indien de l'Angleterre, la taxe territoriale varie du huitième au quart du revenu brut.

Le mécanisme de l'impôt n'est point uniforme, et varie selon les diverses parties de l'empire. En effet, lorsque la compagnie des Indes, comme fondée de pouvoirs de la couronne, obtint, par droit de conquête et de cession, d'être substituée aux chefs natifs, elle disposa des territoires acquis, non pas conformément aux prescriptions d'une loi stable, mais suivant les circonstances et les besoins du moment. On peut classer en trois catégories, auxquelles les autres se rattachent, les divers systèmes de taxation qui ont été suivis : le système des *zemindars* ou grands propriétaires, appliqué dans le Ben-

gale proprement dit; celui des *ryots*, appliqué dans la présidence de Madras; enfin le système des provinces nord-ouest, qui participe des deux précédens.

Il faut remonter à la fin du dernier siècle pour arriver à l'origine du système des *zemindars* ou grands propriétaires. Le pays venait à peine d'échapper aux ravages de la guerre étrangère et des convulsions intérieures; les titres de propriété les plus authentiques n'avaient plus guère qu'une valeur nominale; le danger qui menaçait la société indigène menaçait doublement le trésor public, atteint dans sa branche la plus considérable de revenu, et le gouvernement anglais dut se résoudre à porter un remède énergique au mal. Pour atteindre ce but, en 1793, sous l'inspiration de lord Cornwallis, le sol entier du Bengale fut divisé, à tort ou à raison, entre certains propriétaires ou *zemindars*, et l'impôt foncier des divers lots fixé à perpétuité, quelque augmentation de revenu que le concessionnaire pût tirer de ses terres. Ce dernier obtint d'ailleurs les droits de propriété les plus complets, il put sous-louer ses terres en grands et en petits lots, disposer de ses domaines par testament ou par contrat. En un mot, le gouvernement ne se réserva que le privilége de garder sur la terre l'hypothèque de l'impôt, et par suite de la saisir en cas d'inexécution des termes de la concession. C'est en effet ce qui se pratique encore aujourd'hui. Lorsqu'au dernier jour de grâce un *zemindar* n'a pas versé le montant de ses taxes dans les caisses publiques, le domaine est saisi par le collecteur du district et mis en vente aux enchères, sans autre forme de procès, le mois suivant. Cette véritable loi agraire, au jour où elle fut appliquée, apporta sans doute un remède temporaire à un état ruineux; mais l'expérience a depuis révélé bien des vices inhérens à ce système, et qui avaient échappé aux hommes d'état qui l'organisèrent. Au temps de lord Cornwallis, le gouvernement anglais ne possédait que de vagues notions sur le magnifique domaine tout récemment passé sous son sceptre; les officiers civils de la compagnie connaissaient à peine les mœurs, le langage, les coutumes et les instincts de leurs administrés. Il résulta de cette ignorance que la division des terres fut faite exclusivement sous l'influence d'officiers natifs corrompus, qui non-seulement repoussèrent en bien des cas les droits des légitimes propriétaires, mais encore, séduits par des présens, fixèrent à un taux beaucoup au-dessous de sa valeur réelle l'impôt de certains domaines. De plus, à l'époque du partage une grande partie du pays était couverte de jongles qui depuis ont disparu sous la culture sans que le trésor public en ait aucunement bénéficié. Enfin l'intérêt de la chose publique a, en bien des cas, forcé le gouvernement de relever les *zemindars* de charges de police, d'entretien de routes, d'ouvrages d'irrigation, qui faisaient

partie intégrante du contrat primitif. Il suit de là que le revenu foncier tel qu'il fut fixé aux jours de lord Cornwallis, tel qu'il existe encore aujourd'hui dans le Bengale, est de beaucoup inférieur à ce qu'il devrait être, et malheureusement pour ses finances le gouvernement du Bengale ne saurait porter remède à cette situation vicieuse sans forfaire aux termes d'un engagement solennel.

Dans le système des *ryots*, qui fut appliqué en grand aux premières années du siècle dans la présidence de Madras, sous l'influence dirigeante de sir Thomas Munro, le gouvernement, propriétaire immédiat du sol, est en contact, sans agence intermédiaire, avec les cultivateurs, auxquels il cède la terre en baux annuels et variables sur rendement. Le gouvernement et le cultivateur conservent tous deux leur indépendance, celui-ci pouvant à son gré augmenter ou abaisser les fermages, celui-là rejeter ou accepter les conditions qui lui sont faites.

Enfin le système des provinces nord-ouest, combinaison mitigée des deux autres, moins irrévocable que le premier, moins mobile que le second, met le gouvernement en présence de diverses classes de fermiers, grands propriétaires, petits cultivateurs, communautés de village, parties contractantes de baux à longue échéance, de vingt-cinq et même trente ans.

Quelques chiffres empruntés aux documens officiels publiés sur le district de Cawnpore, l'un des plus fertiles et des mieux cultivés du domaine de la compagnie, donneront une idée approximative des profits que la communauté agricole de l'Inde retire de ses labeurs. Des travaux statistiques récens établissent que ce district compte 16,542 propriétaires, qui cultivent en moyenne une contenance de 78 acres. En supposant toutes ces terres en culture et en évaluant à 12 roupies le rendement de chaque acre, l'on obtient un total de 936 roupies, dont il faut défalquer l'impôt, ou le quart du produit brut, soit 234 roupies. Il reste donc net au propriétaire, pour faire face aux frais de l'exploitation et de l'entretien de sa famille, une somme de 702 roupies (environ 1,755 francs). Ce sont là les riches, les heureux de cette terre, et si l'on arrive à examiner les conditions d'existence des petits cultivateurs, on trouve qu'il en est dans le district 61,000 qui cultivent en moyenne 6 acres de terre, et 35,000 qui cultivent 4 acres seulement. Appliquons donc à ces deux classes les chiffres précédens, et nous trouverons pour résultat que la première, impôt payé, ne peut disposer annuellement, pour suffire aux frais agricoles et aux dépenses de la famille du *ryot*, que de 54 roupies (135 francs), la seconde, de 36 roupies (90 francs). Est-il rationnel et juste de prendre texte de ces chiffres pour s'apitoyer outre mesure sur le sort du cultivateur natif, et pour dénoncer à l'indigna-

tion publique, comme l'esprit de parti l'a fait tant de fois, le système de rapacité et d'oppression en vigueur dans les domaines de l'honorable compagnie? Nous ne le croyons pas. Comme on a déjà eu occasion de le faire remarquer, l'impôt foncier, tel qu'il existe aujourd'hui, est moins lourd que celui qui pesait sur la propriété aux jours des gouvernemens indigènes, alors que le *ryot* avait à satisfaire l'avarice des plus infimes suppôts du pouvoir. De plus, avant de formuler un verdict, le juge impartial doit faire la part des habitudes de simplicité et de parcimonie que le climat, la tradition religieuse, sa constitution physique même, ont faites à l'Indien. Une cabane de bambou, des nattes, quelques vases de cuivre, parfois un coffre à serrure, pour vêtement une pièce d'étoffe de coton, chaque jour un plat de riz et quelques bananes, le tout arrosé d'eau claire: pour l'Indien, la vie n'a pas d'autres nécessités, l'on peut presque dire d'autre luxe! Et le faible pécule qu'il retire de ses labeurs lui permet d'y satisfaire tout aussi amplement qu'un salaire plus considérable, mais acheté par des travaux bien autrement pénibles, permet à l'ouvrier européen de pourvoir aux besoins de son existence sous un climat rigoureux, avec son robuste appétit, entouré, comme il l'est de toutes parts, du spectacle du bien-être et de l'opulence. Si donc l'on examine avec impartialité sous toutes ses faces le problème de l'existence ouvrière dans les deux hémisphères, on sera assez fondé à conclure que le *ryot* a peu à envier le sort du petit cultivateur ou de l'ouvrier européen, qu'en un mot les conditions de son existence sont meilleures aujourd'hui qu'elles ne l'ont jamais été. Non pas qu'il faille s'appuyer de cette argumentation pour opposer une fin de non-recevoir à toute idée d'amélioration, de progrès; mais ce n'est pas en dégrevant le sol que l'on pourra arriver à créer une position plus favorable à la communauté agricole de l'Inde. Il s'agit, pour atteindre ce but, de percer des routes, de creuser des canaux, de relier par des voies de communication faciles les centres de commerce avec des pays sans débouchés jusqu'à ce jour. Là est la grande tâche que le gouvernement anglais doit accomplir pour se rendre digne de la haute mission civilisatrice que lui a confiée la Providence dans ces lointaines et barbares contrées.

L'impôt sur le sel, qui, après l'impôt foncier, forme la branche la plus considérable du revenu de l'Inde, donna lieu, dans les jours qui suivirent la conquête, à d'innombrables abus. Ce fut seulement en 1780 que Warren Hastings mit fin à un état de choses ruineux pour le trésor public, en déterminant les conditions de l'impôt du sel, conditions dans lesquelles il est à peu près demeuré depuis. Les pays producteurs furent partagés en cinq grandes divisions, administrées chacune par un agent spécial chargé de faire exécuter les

règlemens nouveaux, dont l'ingénieux mécanisme assurait au trésor public tous les bénéfices d'un monopole sans obliger ses agens à recourir à des mesures minutieuses de surveillance fiscale, toujours gênantes et le plus souvent odieuses aux populations. La fabrication du sel ne fut pas interdite aux particuliers, mais tout le sel fabriqué par eux dut être livré à l'agent du gouvernement à un prix rémunérateur fixé d'avance, et variant, suivant la qualité, de 7 à 12 anas le *maund* (82 livres anglaises). Le sel ainsi obtenu et le sel fabriqué dans les salines du gouvernement sont mis en vente chaque année en lots de cinquante tonneaux, dont le prix est fixé de manière à défrayer toutes les dépenses d'acquisition, de fabrication, de transport, de magasinage, et de plus à acquitter un droit fixe de 2 roupies 12 anas par *maund*. Le gouvernement de l'Inde n'eut qu'à s'applaudir des résultats de ce système, et le revenu du sel, qui en 1781-82 s'élevait seulement à 321,912 livres sterling, atteignit en moyenne, pendant les années 1809-10, 1810-11, 1811-12, la somme de 1,360,180 livres sterling. En parlant de l'impôt du sel, on ne peut omettre de dire quelques mots des nouveaux élémens que la destruction du monopole commercial de la compagnie a fait entrer dans cette branche intéressante du revenu de l'Inde. Jusqu'au quatrième renouvellement de la charte de l'Inde, les restrictions dans lesquelles le commerce du pays était placé empêchaient le sel étranger de paraître sur les marchés de l'est, qui se trouvaient exclusivement approvisionnés de cette denrée de première nécessité par la fabrication indigène, fabrication à la fois difficile et dispendieuse. En 1834, la nouvelle législation permit au sel étranger d'entrer dans la consommation indienne moyennant un droit calculé de manière à laisser au gouvernement le même profit que si le sel importé eût été fabriqué sur ses domaines. L'expérience a prouvé tout ce qu'il y avait de rationnel et d'opportun dans cette modification des anciens tarifs. En 1851, il a été introduit dans l'Inde 62,500 tonneaux de sel étranger, et sans que le revenu public éprouvât le plus minime déficit, le commerce anglais a trouvé un fret pour l'aller de 135 navires jaugeant en moyenne 500 tonneaux.

Les droits de douane, qui fournissent une part importante des revenus publics, peuvent se résumer ainsi : un droit de 5 pour 100 *ad valorem* sur les marchandises importées de production anglaise et de 10 pour 100 sur les produits étrangers, un droit de 2 roupies par douzaine sur les vins et spiritueux, le droit sur le sel dont on vient de parler, et enfin certains droits minimes et variables imposés aux produits du sol à l'exportation.

Il faut noter encore, parmi les ressources financières du budget de l'honorable compagnie, le monopole de l'opium et l'*akbarry*, ou droit

sur les liqueurs fermentées, que le gouvernement perçoit par l'entremise de fermiers qui acquièrent en adjudication publique le privilége de la vente des spiritueux dans certains districts, enfin certains droits locaux variables suivant les provinces, mais tous de peu d'importance.

Les divers impôts dont nous avons essayé d'expliquer le mécanisme assurent au gouvernement de l'honorable compagnie un revenu total de 26,000,000 de livres sterl. Défalquant de cette somme un million et demi de livres sterling applicable aux frais de fabrication et d'achat du sel et de l'opium, l'on obtient pour revenu net de l'Inde une somme d'environ 24 millions et demi de livres sterling, ou 620,000,000 de fr. (1). C'est avec cette somme que l'Inde doit faire face aux dépenses de l'administration des finances, de la justice, des douanes, de la marine, de l'armée, de la dette publique, des travaux publics, de l'éducation, des subsides aux princes natifs, de l'établissement civil et militaire d'Europe (2).

Pendant l'année 1854-1855, le projet de budget soumis au parlement présente un résultat moins favorable : diminution de revenu et augmentation des dépenses, qui laissent un déficit considérable. Il est à remarquer que ce résultat est dû surtout à la grande baisse du revenu de l'opium. On ne peut nier d'ailleurs que des sommes im-

(1) Voici le contingent qu'apportent les diverses branches du revenu public à la somme totale. L'impôt foncier produit pour le Bengale 35,625,000 roupies, pour les provinces nord-ouest 49,750,000 roupies, pour Madras 35,289,200 roupies, pour Bombay 22,165,480, en tout 142,829,680 roupies. — Les douanes produisent pour le Bengale 10,273,500 roup., pour les provinces nord-ouest 5,222,000 roup., pour Madras 1,136,460 roupies, pour Bombay 3,113,600, en tout 19,745,560 roupies. — Le produit de l'impôt du sel (compris les provinces nord-ouest, qui tirent du Bengale le sel nécessaire à leur consommation) est pour le Bengale de 10,289,300 roup., pour Madras de 4,676,120 roup., pour Bombay de 2,279,560 roup. Le total serait de 17,244,980 roupies sans les frais d'achat et de fabrication, qui, montant à 4,831,544 roupies, le réduisent à 12,413,831 r. — Le monopole de l'opium rapporte, pour le Bengale, 29,971,184 r., pour Bombay 7,270,600 r., total, 37,241,784 r., d'où il faut déduire les frais variables d'achat et de fabrication, qui s'élèvent environ au tiers du produit brut, laissant ainsi un bénéfice net de plus de 25 millions de roupies. — L'impôt sur les boissons (*sayer akbarry*) donne un revenu de 3,152,100 roup. pour le Bengale, de 2,950,000 roup. pour les provinces nord-ouest, de 3,344,430 r. pour Madras, de 1,023,310 r. pour Bombay, total, 10,469,840 roup. — Les impôts divers, timbre, poste, marine, subsides des princes indigènes, tabacs, monnaie de Calcutta, donnent le chiffre total de 15,710,983 roupies. — Les territoires récemment acquis (*non regulation provinces*) offrent un revenu de 13,000,000 roup., de 2,800,000 roup. pour le Scinde, de 1,300,000 roup. pour Arracan et Tenasserim, de 2,000,000 roup. pour le Pégu, ensemble 19,100,000 roupies. — Ces chiffres, il est bon de le remarquer, expriment plutôt la moyenne de plusieurs années que les revenus d'une année spéciale.

(2) Voici comment se décomposent ces dépenses : administration financière, 20,013,066 r.; — justice, 19,582,604 roup.; — douane, 2,027,739 roup.; — marine, 5,632,853 roup.; — armée, 100,695,604 roup.; — intérêts de la dette publique, 33,484,603 roup.; — travaux

portantes ne soient employées à des travaux de routes et de canalisation qui doivent multiplier les richesses du pays.

La dette dont le gouvernement de l'Inde sert annuellement les intérêts se divise en deux catégories distinctes. La première représente le fonds social de la compagnie, d'une valeur de 6,000,000 liv. sterl., qui servit à jeter les premiers fondemens de la puissance anglaise en ces contrées lointaines. Lorsque en 1833 le monopole du commerce fut retiré à la compagnie, le parlement anglais, en compensation, décida qu'un intérêt s'élevant à 10 et demi pour 100 du capital primitif serait payé aux propriétaires d'actions jusqu'en 1874, et qu'à cette époque ces actions seraient remboursées contre une somme double de leur valeur nominale, soit 12,000,000 de livres sterling. Ces intérêts figurent au budget de l'Inde pour une dépense fixe et annuelle de 650,000 livres sterling.

Quant à la dette publique de l'Inde, l'histoire en est aisée à retracer. Au milieu des difficultés d'un premier établissement, entouré d'ennemis, avec une administration ignorante des ressources et des besoins du pays, le gouvernement colonial, obligé de faire face à des guerres pleines de dangers, dut sans cesse demander des secours d'argent à la métropole. La cour des directeurs pourvut à ces dépenses par des emprunts successifs qui en 1786 atteignaient un total de 8,000,000 de liv. sterl. Cette dette demeura stationnaire pendant une période de dix ans; mais sous l'administration du marquis de Wel-

publics, éducation, subsides aux princes natifs, 44,852,088 roup.; — établissement civil et militaire d'Europe, 20,000,000 roup.; — total, 246,388,557 roupies. Afin de compléter ces détails sur les finances de l'Inde, nous croyons devoir reproduire ici le tableau officiel des revenus et dépenses pendant seize années, de 1835-36 à 1850-51. Nous nous bornerons à citer les chiffres du revenu net, bien que le document officiel donne pour quelques années les chiffres du revenu brut.

ANNÉES.	REVENU NET.	DÉPENSES.	DÉFICIT.	SURPLUS.
1835-36	16,391,000 l. st.	14,924,152 l. st.		1,466,848 l. st.
1836-37	16,215,000	14,966,776		1,248,224
1837-38	16,070,000	15,289,682		780,318
1838-39	16,320,000	16,701,000	381,000 l. st.	
1839-40	15,512,000	17,650,000	2,138,000	
1840-41	16,141,000	17,895,000	1,754,000	
1841-42	16,834,000	18,605,000	1,771,000	
1842-43	17,485,000	18,831,000	1,346,000	
1843-44	18,284,000	19,724,000	1,440,000	
1844-45	18,271,000	18,854,000	583,000	
1845-46	18,998,000	20,493,376	1,495,376	
1846-47	19,896,000	20,867,202	971,202	
1847-48	18,748,000	20,659,791	1,911,791	
1848-49	19,442,000	20,915,115	1,473,115	
1849-50	21,686,172	21,621,326		64,846
1850-51	20,250,530	19,834,664		415,866
1851-52	20,404,230	19,872,965		531,265
1852-53	20,947,425	20,523,168		424,257

lesley il fallut solder les dépenses de guerres contre le sultan Tippoo et les Marhattes, et le chiffre de la dette publique, successivement accrue, atteignit en 1805 25,626,631 livres sterl. Pendant un espace de quinze ans, un état d'équilibre s'était établi entre les recettes et les dépenses du gouvernement de l'Inde, quand en 1825 la guerre contre les Birmans vint de nouveau vider les coffres du trésor public et augmenter la dette de près de 10,000,000 de liv. sterl. L'administration pacifique et réformatrice de lord William Bentinck porta les finances indiennes à un haut degré de prospérité, que ne purent maintenir ses successeurs, engagés dans une série continue de travaux militaires de la plus haute importance. Les guerres de l'Afghanistan, de la Chine, puis les deux guerres du Punjab, creusèrent un déficit constant dans le trésor de la compagnie, et les emprunts successifs auxquels on eut recours pour les combler amenèrent en 1849 la dette publique de l'Inde au chiffre de 47,151,018 livres sterl. Depuis lors, un nouvel emprunt de 2 millions sterling, ouvert en mars 1855, a porté le total de la dette publique de l'Inde à 50 millions sterling. Cette opération financière a soulevé les critiques les plus sévères, soit dans la presse anglaise, soit dans le parlement. Ne doit-on pas, en effet, s'étonner que le même gouvernement qui en 1853 laissait ou faisait imprimer dans son journal semi-officiel, *the Friend of India*, qu'un surplus de revenu s'accumulait incessamment dans ses coffres, et s'appuyait de cette apparente prospérité pour justifier une conversion des rentes, soit réduit, deux ans plus tard, à l'expédient d'ouvrir un emprunt à des conditions onéreuses (5 pour 100 d'intérêt et quinze ans de garantie), et cela non pas, comme on l'a dit, pour faire face à des dépenses imprévues de travaux publics, mais bien pour remplir le vide de son trésor? Discuter plus au long ces transactions, ce serait sortir des limites de cette étude, et nous terminerons ces détails en regrettant que le gouvernement de la compagnie ait fait tort à son crédit par une double opération financière entachée d'imprudence, d'inhabileté, sinon de mauvaise foi.

En parlant de l'administration et de l'armée de l'honorable compagnie, nous avons eu occasion de dire quelques mots de l'admirable débouché que le service anglo-indien offre à la jeunesse anglaise. Il ne sera peut-être pas hors de propos d'entrer dans quelques nouveaux détails à ce sujet, et de donner approximativement la part de lion que les classes moyennes de l'Angleterre s'attribuent dans le budget de l'Inde. Avant d'aller plus loin, et pour bien expliquer le but et la portée de ces recherches, nous croyons devoir émettre quelques observations générales d'une véracité incontestable. Il est un sentiment commun qui perce dans toutes les appréciations que nos voisins d'outre-mer, même les plus intelligens, portent sur

les autres nations de l'Europe : c'est celui de l'étonnement mêlé de pitié que leur inspire la multiplicité des fonctions publiques dans les états continentaux. Pour ne parler que de la France, qui, discutant des hommes et des choses de notre pays avec un voyageur anglais, ne l'a pas vu dès l'exorde emprunter le langage d'un puritanisme austère pour flétrir le luxe des états-majors de notre administration, la monomanie des places qui fait rage dans tous les rangs de la société, plaie vive dont il fait d'ailleurs remonter l'origine à la loi du partage égal des héritages, qui, divisant toutes les fortunes, oblige les familles, même les plus opulentes, à avoir recours, pour se soutenir, au revenu des fonctions publiques? Après s'être étendu sur ce thème consacré, le touriste anglais n'aura pas manqué d'opposer à l'administration française, avec une innocente fierté patriotique, le spectacle de l'Angleterre, où quelques lords de comté et un petit nombre de magistrats sans salaire composent tous les rouages simplifiés de la machine administrative du pays. Avant toutefois de passer condamnation, d'admettre que les fonctionnaires publics qui vivent des sueurs du peuple, pour emprunter à la démocratie une de ses métaphores favorites, avant d'admettre, disons-nous, que les fonctionnaires publics, les *placemen*, ne forment qu'un élément différentiel de la société britannique, nous prendrons la liberté de rechercher approximativement le nombre de familles anglaises qui tirent tous leurs moyens d'existence des revenus publics de l'Inde. A Dieu ne plaise qu'avocat à idées étroites, nous venions déclamer ici contre les gros traitemens des officiers civils et militaires de l'honorable compagnie! Nous avons vu de près la monotonie, les labeurs, les tristesses de leur vie d'exil, et dorées comme elles le sont, leurs chaînes nous semblent peu dignes d'envie. Nous dirons plus : sans avoir une très grande expérience de l'Inde, nous connaissons assez le pays pour affirmer sans hésitation que si le rhéteur peut trouver un sujet à phrases ronflantes dans le fait de l'exploitation de plus de cent millions d'Hindous par une poignée d'Européens, l'homme pratique doit reconnaître que l'Inde possède aujourd'hui le gouvernement le plus honnête, le plus éclairé, le plus juste, le meilleur en un mot qu'elle ait jamais eu. Aussi, au double titre d'admirateur des grandes choses, d'ami sincère d'un progrès libéral et intelligent, si quelque danger menaçait aujourd'hui l'édifice de la domination anglaise dans l'Inde, si quelque Spartacus cuivré levait l'étendard de la révolte aux acclamations des populations natives, nos sympathies et nos vœux seraient acquis tout entiers au civilisé contre le barbare, à la peau blanche contre la peau noire. Ces réserves faites, examinons si nos voisins d'outre-mer, en parlant en termes sévères du mal de la *fonctionomanie* qui

dévore la société française, n'oublient pas un peu trop l'éternelle vérité de la parabole évangélique.

Les états-majors civils et militaires de la présidence du Bengale et de la sous-présidence des provinces nord-ouest, en y comprenant les territoires de Lahore, du Punjab et d'Aracan, se composent de 484 employés du service civil proprement dit, 920 officiers de l'armée de la reine, 2,892 officiers de l'armée du Bengale. Pour la présidence de Madras, on compte 183 employés civils, 260 officiers de l'armée de la reine, 2,503 officiers de l'armée de Madras. Enfin, dans la présidence de Bombay les fonctionnaires anglais sont au nombre de 125 officiers civils, 308 officiers de l'armée de la reine et 1,270 officiers de l'armée de Bombay : soit 792 employés appartenant au service civil, 1,488 officiers de l'armée de la reine, 6,605 officiers de la compagnie, formant un total de 8,945 sujets anglais qui trouvent dans les emplois civils et militaires de l'Inde une existence libérale et une carrière honorable.

Il est généralement admis (et nous ne croyons pas le chiffre exagéré) que la moyenne des traitemens du service civil indien est de 1,780 livres sterling, et la moyenne des traitemens militaires de 480 livres sterling. Le total des émolumens perçus par les officiers civils et militaires des trois présidences s'élève donc d'une part à 1,409,703 livres sterling, et de l'autre à 3,917,640 livres sterling, soit 5,327,400 livres sterling, plus de 130 millions de francs en chiffres ronds! Cette somme, quelque élevée qu'elle soit, est loin de représenter la liste civile que le domaine de l'Inde paie à la nation anglaise, car elle ne comprend pas les appointemens si considérables des gouverneurs des trois présidences, des juges des cours suprêmes, des commandans en chef. De plus, une statistique exacte devrait tenir compte des salaires de corps nombreux et bien payés qui ne figurent pas dans ce total : ainsi les chapelains de la compagnie, la marine indienne, les pilotes du Gange, le service civil européen auxiliaire, etc. Il faudrait en dernier lieu faire entrer en ligne de compte les sommes perçues par les officiers retraités civils ou militaires, les veuves, les orphelins, qui touchent des pensions sur le budget de l'Inde. Aussi croyons-nous rester au-dessous de la vérité en fixant à 12,000 le nombre de familles ou de sujets anglais qui vivent du revenu de l'Inde, et à 10 millions de livres sterling la somme qu'ils se partagent annuellement. Un état-major de plus de 12,000 fonctionnaires! une dotation de plus de 250 millions de francs! Après de pareils chiffres, ne peut-on pas dire avec toute apparence de vérité que la proportion des *placemen* dans la nation anglaise est tout aussi considérable qu'elle peut l'être dans la nation la plus infectée de *fonctionomanie,* et que la seule différence véritable qui

existe au point de vue des fonctions publiques entre l'organisation sociale de la Grande-Bretagne et la nôtre par exemple, c'est que les emplois du gouvernement, très largement rétribués chez l'une, l'ont été très mesquinement chez l'autre, jusqu'au jour où une main puissante y a relevé le principe de l'autorité à l'agonie? Qui veut donc dresser un bilan exact des élémens de prospérité et de force de la nation anglaise doit tenir un grand compte de ce budget de l'Inde, qui fournit à plus de 12,000 Anglais une existence honorable. On peut même, sans exagérer l'influence conservatrice de ce magnifique subside que l'Asie paie à l'Angleterre, avancer que, faute des revenus de l'Inde, la constitution britannique n'eût pas sans doute résisté victorieusement à la double épreuve de 1793 et de 1848. C'est là une grande dette de reconnaissance que l'Angleterre a contractée envers l'Inde, et qu'elle doit acquitter en pourvoyant d'une main libérale, avec un zèle intelligent, à l'amélioration du sort des populations natives.

Jusqu'à ces dernières années toutefois, si quelque événement imprévu et terrible avait mis fin à la domination anglaise dans l'Inde, elle eût laissé derrière elle bien peu d'empreintes sur le sol, et le voyageur des siècles futurs, qui eût rencontré à chaque pas les splendides ruines qui témoigneront longtemps encore de la puissance des empereurs mogols, eût à peine trouvé dans quelque fort démantelé un fusil à piston ou un canon Paixhans, souvenir de ces Européens auxquels le dieu des batailles avait octroyé l'empire de l'Inde. A vrai dire, des guerres continues, un déficit constant dans le trésor, justifiaient jusqu'à un certain point cette apathie. Nous constaterons avec empressement que l'expérience a ouvert les yeux au gouvernement de l'Inde sur ses véritables intérêts, et qu'il s'applique aujourd'hui avec un zèle louable non pas à l'érection de monumens stériles, comme les splendides palais et mausolées du nord de l'Inde, mais à des travaux d'irrigation, de routes, de chemins de fer, qui doivent préparer à ce pays un avenir de prospérité dont nul ne saurait fixer les limites.

Les travaux d'irrigation, par leur importance financière, par le bien-être qu'ils répandront autour d'eux, tiennent la première place dans cette série d'entreprises utiles qui signaleront glorieusement, quoi qu'il arrive, le passage de la race européenne dans l'Inde. En effet, dans cette partie du domaine indien qui s'étend au pied de l'Himalaya entre le 70e et le 78e degré de longitude, le 24e et le 34e degré de latitude, le sol sablonneux est dénué de moyens d'irrigation naturelle; chaque année, la récolte est mise en question, et avec elle le sort de milliers d'individus. Aussi ne faut-il pas fouiller bien en arrière dans les annales de ces contrées pour arriver à des années de désastreuse mémoire, telles que les années 1837-38, où

des populations entières disparurent sous les atteintes du fléau de la famine. Il serait aisé cependant de soustraire à ces redoutables extrémités la partie du sous-gouvernement des provinces nord-ouest dont il est ici question, et qui s'étend entre le Gange et la rivière Jumna. Les neiges de l'Himalaya offrent à des canaux irrigateurs des réservoirs inépuisables, dont les merveilleuses ressources n'avaient point échappé à la sagacité des empereurs de Dehli. Aux noms de Feroze-Shah et de Shah-Jehan se rattachent des travaux de canalisation qui ont perpétué leurs souvenirs parmi les populations reconnaissantes. Le canal de Feroze, ouvert dans le xve siècle sur la rive ouest de la rivière Jumna, sous le règne de l'empereur qui lui donna son nom, féconda, jusqu'au milieu du siècle dernier, les campagnes de Hissar et de Hurrianah. Le canal de Dehli, qui prend sa source sur la rive gauche de la même rivière, creusé sous la direction du célèbre Ali-Murdan-Khan, architecte de Shah-Jehan, apporta son flot vivifiant de 1626 à 1753 aux terres desséchées qui s'étendent des montagnes Sirwalie aux environs de Dehli. Malheureusement, à la fin du xviiie siècle, les travaux d'utilité publique qui avaient fertilisé le sol pendant de longues années disparurent dans la tempête où fut englouti le trône des empereurs mogols, et le sort des populations de ces vastes contrées fut de nouveau remis au hasard des pluies.

Ce fut en 1815 seulement, sur les instances énergiques et bienveillantes du marquis de Hastings, que la cour des directeurs entreprit de remettre en état de service les ouvrages de canalisation achevés sous les empereurs mogols, et dont les ruines inutiles jonchaient tristement le sol. Les premiers efforts se portèrent sur l'ancien canal de Feroze (*western Jumna canal*), qui, prenant sa source au pied de l'Himalaya, vient, après un parcours de 450 milles, arroser les campagnes de Dehli. L'eau reparut en 1821, après plus de quatre-vingts ans d'absence, dans cette artère fertilisante, et le gouvernement de l'Inde n'a eu qu'à s'applaudir depuis, même au point de vue financier, du résultat de cette entreprise. Quelque encourageans que fussent ces débuts, il fallut dix ans pour que le canal est de la Jumna fût mis en état de service, et dix années de plus encore pour que les plans d'un ingénieur éminent révélassent tout le parti que l'irrigation artificielle pourrait tirer des eaux du Gange, sans emploi jusqu'alors. Les désastres de la campagne de Caboul et les guerres du Punjab qui suivirent vinrent toutefois détourner l'attention du gouvernement de cette grande œuvre, entamée seulement en 1848, année où, sur les instances de lord Hardinge, la cour des directeurs vota un subside d'un million sterling pour les dépenses du canal du Gange. Ce magnifique ouvrage, presque achevé aujourd'hui, tiendra place parmi les travaux d'irrigation les plus considérables de l'univers, et

l'art de l'ingénieur y aura rencontré des difficultés dont la science moderne, avec ses merveilleuses ressources, a seule pu triompher. Presque à l'origine du canal, pour conduire les eaux à travers le lit de la rivière Solani, il a fallu bâtir un aqueduc aux proportions romaines, qui se compose de quinze arches ayant chacune 50 pieds d'ouverture, et laissant ainsi un espace de 750 pieds à l'écoulement des eaux. Les dépenses de cette gigantesque construction se sont élevées à 30 lacs de roupies. D'Hurdwar, son point d'origine, à sa jonction au lit du Gange à Cawnpore, en y comprenant les branches collatérales, le canal du Gange s'étend sur un parcours de 890 milles. L'on estime à 1 *crore* 1/2 de roupies (1 million sterl. 1/2) la dépense totale de ces magnifiques travaux qui préserveront à jamais des terribles extrémités de la famine une population de plus de huit millions d'individus. Quant aux résultats du canal au point de vue du trésor public, les hommes spéciaux établissent que ses recettes annuelles, primes d'irrigation (le pied cube d'eau rapportant 120 roupies), droits de navigation et autres, doivent s'élever à 14 lacs 1/2. En admettant une dépense annuelle de 4 lacs 1/2 pour les frais d'entretien, de personnel, de réparations, il resterait pour produit net 10 lacs 1/2 de roupies.

Si nous sommes entré dans quelques détails sur le canal du Gange, c'est que bien peu de travaux d'utilité publique ont été entrepris pendant les soixante premières années de la domination anglaise dans l'Inde. Sans revenir comme à plaisir sur ce dernier sujet, ne doit-on pas témoigner une profonde surprise en voyant que c'est en 1836 (année où fut commencé le *Great trunk Road*, qui doit relier Calcutta à Dehli, Lahore et Peshawer) que furent entrepris les premiers travaux sérieux destinés à faciliter les communications dans le domaine indien. Que le gouvernement de la compagnie, en état de guerre permanent avec ses voisins, n'eût pas eu le temps de tirer parti de toutes les ressources du pays, la chose est facile à comprendre; mais qu'il eût négligé d'ouvrir des voies de communication qui lui permissent au moins de mouvoir aisément ses forces militaires d'un bout à l'autre du territoire conquis, c'est là une incurie gouvernementale, un oubli de ses propres intérêts, qui légitiment et au-delà les changemens radicaux dont la charte de la compagnie a subi l'atteinte depuis le commencement du siècle. Le *Great trunk Road*, commencé, comme il a été dit, en 1836, est achevé aujourd'hui sur un parcours de 950 milles, et conduit le voyageur, par une voie macadamisée dans son entier, de Calcutta à Kurnaul. Le parcours complet de cette grande artère de l'Inde atteindra 1,450 milles, et, en estimant à 1,000 livres sterl. le prix moyen des travaux par mille, la ligne entière, lors de l'achèvement, représentera un capital

de 1 million sterl. et demi. Une route qui doit mettre en communication directe Calcutta et Bombay est aussi en cours d'exécution et terminée jusqu'à Ahmednuggur, sur un parcours de 150 milles. Enfin une route, macadamisée en partie, réunit Bombay à Agra, et les dépenses totales se sont élevées à 243,670 livres sterling pour un développement de 734 milles, soit une dépense moyenne au mille de 330 livres sterling. Cependant l'importance des voies de communication ordinaires, quelque grande qu'elle soit, disparaît devant celle des chemins de fer en cours d'exécution dans les trois présidences, et dont il faut dire quelques mots.

Depuis plus de dix ans, la question des chemins de fer de l'Inde est soumise à la discussion publique et a soulevé une polémique brûlante entre des partisans passionnés et des adversaires systématiques. Les spéculateurs atteints de la fièvre des *rail-ways* ne pouvaient en effet rencontrer des adversaires plus antipathiques d'instincts et d'habitudes que ces vieux serviteurs brahminisés de la compagnie, qui exercent un contrôle presque tout-puissant sur les affaires intérieures de ses domaines. La question des chemins de fer mettait en présence l'esprit d'innovation et d'entreprise, le génie du *go a head*, et l'esprit de tradition et de haine aux changemens dans son expression la mieux définie et la plus complète. La lutte devait être acharnée et le fut en effet. Si les uns enfantèrent des projets chimériques de chemins de fer que Wishnou et Brahma, au temps de leur toute-puissance, eussent seuls pu réaliser, les autres firent valoir avec une violence obstinée, en manière d'argumens péremptoires, les inondations périodiques des bas pays, les pluies torrentielles de la mousson de nord-est, la prompte détérioration des bois, l'ardeur du soleil et des vents chauds, l'exubérance de la végétation souterraine sous un climat tropical, tous argumens contraires qu'une enquête sérieuse d'hommes compétens devait réduire à néant, tout aussi bien que le bon sens public avait fait justice des projets insensés. En effet, il suffisait de mettre à profit les ressources de l'art dans un tracé savant pour garantir les ouvrages de la voie ferrée contre les inondations périodiques, mais partielles seulement, qui affligent le Bas-Bengale. Le bois de *teak*, si commun dans ces contrées, résiste victorieusement à la double épreuve de l'humidité et des insectes. Quant aux objections tirées de l'exubérance de la végétation souterraine, de l'élévation de la température, etc., les chemins de fer en activité dans les États-Unis du sud, à Cuba et à la Jamaïque prouvent assez que ce ne sont pas là des obstacles invincibles dont l'art moderne et des soins minutieux ne puissent triompher. Ces objections résolues victorieusement par des hommes compétens, l'on pouvait regarder la cause des chemins de fer de l'Inde

comme définitivement gagnée. Une fois en effet qu'il fut démontré que le sol et le climat n'opposaient aucun obstacle naturel et insurmontable à la construction et à l'entretien des *rail-ways*, les partisans de ces entreprises pouvaient faire valoir, avec une grande apparence de vérité, que les avantages que le pays tirerait de ces entreprises ne le céderaient en rien aux succès merveilleux obtenus dans les autres contrées où des chemins de fer ont été ouverts. Au double point de vue de l'administration intérieure et de la sûreté publique, les chemins de fer promettent dans l'Inde des résultats bien plus importans que ceux qu'ils ont donnés dans toute autre partie du globe. Dans l'Inde en effet, où l'administration est si clairsemée, qu'un magistrat ou un collecteur administre des contrées grandes comme de petits royaumes, c'est à bras d'hommes seulement, à travers mille fatigues et mille retards, que l'officier européen peut se transporter sur le théâtre d'une émeute, ou venir visiter la caisse d'un comptable infidèle. En mettant l'agent supérieur à même de se transporter presque sans délai d'un bout à l'autre de son district, les chemins de fer feront plus que doubler les moyens d'action et de surveillance du gouvernement. Bien mieux, ils doivent augmenter dans une forte proportion la puissance de l'établissement militaire de la compagnie. Aujourd'hui c'est seulement à certaines saisons de l'année, et avec une grande lenteur, que l'on peut mettre en mouvement des troupes dans le domaine indien. Il faut trois mois par exemple à un régiment pour se rendre de Calcutta à Dehli. A l'aide du *rail-way*, ce mouvement de troupes, avec des dépenses infiniment moindres, ne prendra plus que quelques jours. Ce sont là des avantages politiques qui défient l'examen le plus minutieux et le plus partial. Reste à savoir si le revenu des chemins de fer en couvrira largement les dépenses, si l'argent des capitalistes trouvera dans ces entreprises un placement avantageux.

Or il est certain que le mouvement des voyageurs européens de l'Inde sera dès le début acquis aux chemins de fer; mais les Européens ne forment qu'une fraction minime de la population du domaine indien, et qui connaît l'obstination des natifs à suivre les usages établis, leur haine invincible de toute innovation, leur ignorance absolue de la valeur du temps, peut, non sans apparence de raison, émettre l'opinion qu'il sera long et difficile de les amener à comprendre l'utilité des chemins de fer. Cependant on peut espérer que certaines classes de la société native habituées au contact des Européens sacrifieront bientôt leurs préjugés à leurs intérêts mieux compris : ainsi les marchands en si grand nombre qui entretiennent des relations d'affaires dans les villes de l'intérieur, de Calcutta à Caboul. On ne peut faire aussi bon marché des préjugés des voya-

geurs religieux qui viennent, par centaines de mille chaque année, visiter les villes sacrées de Bénarès, Pooree, Gya. On ne préjugera pas toutefois trop favorablement de l'intelligence de ces pèlerins en disant qu'ils finiront sans doute par comprendre qu'outre la rapidité et le *comfort* du voyage, on n'a pas dans un wagon à redouter la rencontre des *thugs*, des empoisonneurs, de tous ces malfaiteurs en un mot qui infestent les grandes routes de l'Inde. Il est à remarquer d'ailleurs que, partout où des sections ont été ouvertes, les natifs y sont accourus avec enthousiasme. Ainsi au mois d'août 1854, lorsque la circulation venait de s'établir sur la ligne de Calcutta à Hoogly, on voyait les Hindous se presser au débarcadère par centaines et monter à l'envi dans les wagons, non pas toutefois sans adresser à la locomotive fumante un salut timide et respectueux, comme s'ils eussent voulu gagner les bonnes grâces de quelque démon puissant et familier. Notons aussi cet avertissement plein de couleur locale affiché sur les murs de la gare d'Howrah : « Les personnes qui désirent prendre des places de premières ou de secondes doivent avoir une tenue décente; » tenue décente, — une chemise!

Si, pour apprécier le mouvement probable des voyageurs sur les chemins de fer de l'Inde, l'on est obligé d'entrer dans un champ d'hypothèses assez étendu, l'on peut parler avec plus de certitude des marchandises dont les voies ferrées, à peine ouvertes, auront à faire le transport. En 1854, le commerce du continent indien, qui est venu se concentrer dans les deux entrepôts de Bombay et de Calcutta, a dépassé la somme de 50 millions sterling. C'est là sans doute un chiffre considérable; on peut toutefois affirmer, sans crainte d'être démenti par l'événement, que le commerce de l'Inde est loin d'avoir acquis tout le développement qu'il atteindra infailliblement lorsque des moyens de transport sûrs et faciles auront été assurés aux marchandises. Comme on l'a déjà fait observer, le système des voies de communication de l'Inde est demeuré jusqu'à ces derniers temps à l'état de nature; aujourd'hui même, tout le mouvement commercial en dehors de l'artère du *Great trunk Road* s'opère à travers des sentiers à peine battus ou sur des rivières dangereuses, navigables seulement à certaines saisons de l'année. De là des frais énormes de transport et des lenteurs qui entravent d'une manière si déplorable les transactions commerciales, que l'on doit compter en première ligne parmi les sources de recettes des chemins de fer indiens le transport des marchandises. Ainsi, dans le Bas-Bengale, presqu'aux portes de Calcutta, les charbons des environs de Burdwan, les indigos du Tirhoot, les opiums de Bénarès et de Patna, fourniront dès le début aux *rail-ways* des élémens de revenu dont personne ne saurait contester l'importance.

Nous en avons dit assez pour montrer quel concours actif et puissant les voies de communication nouvelles doivent prêter à la production du pays et à l'action du gouvernement. Aussi, après une polémique de plusieurs années, la cour des directeurs, cédant enfin à ses intérêts mieux compris, se résolut à intervenir activement dans la question des chemins de fer indiens en garantissant aux capitalistes un intérêt déterminé, et en s'engageant à livrer sans frais le terrain aux compagnies concessionnaires. Cette intervention du pouvoir suprême est sans doute contraire au génie et aux habitudes de la race anglaise, mais dans l'Inde de puissans motifs obligeaient le gouvernement à accorder un patronage actif aux nouvelles entreprises. Auprès du capitaliste de Londres, la communauté indienne est loin de jouir d'une réputation de probité immaculée, et ce n'est qu'avec une excessive circonspection qu'il hasarde ses fonds dans une contrée éloignée dont l'histoire financière est remplie à chaque page de déplorables catastrophes. De plus, si des calculs statistiques établissent que les chemins de fer de l'Inde doivent largement couvrir leurs dépenses, il en est d'autres, non moins statistiques, qui établissent que ces entreprises ne pourront jamais être que de déplorables placemens d'argent. Ces difficultés, dont la cour des directeurs ne pouvait se dissimuler la portée, l'ont amenée à garantir aux capitaux divers taux d'intérêt, proportionnés à la fois aux sommes dépensées et aux avantages publics qui doivent résulter de l'établissement des lignes de fer. Outre ces garanties conservatrices des intérêts des actionnaires, il est un autre mode de concours que le gouvernement de l'Inde a adopté en s'engageant à leur fournir le terrain de parcours sans frais. L'état de la propriété dans l'Inde, qui rend ce mode de subvention facile au gouvernement, eût occasionné aux compagnies de grandes dépenses et d'interminables délais. L'on estime à 200 livres sterling par mille le prix moyen du terrain que le gouvernement doit délivrer à la compagnie concessionnaire du chemin de fer des provinces nord-ouest (1); c'est une subvention totale de 200,000 livres sterling, outre la garantie d'intérêt.

(1) La ligne des provinces nord-ouest, celle qui doit relier le chef-lieu politique et commercial de l'Inde aux grands centres de Dehli et Agra, doit tenir la première place, au point de vue commercial comme au point de vue stratégique, parmi les lignes projetées dans l'Inde. La configuration de la contrée n'oppose d'ailleurs que de faibles obstacles à la construction de cette voie ferrée, qui doit relier Calcutta à Dehli par Burdwan, Mirzapour, Allahabad et Agra. De Calcutta à Burdwan, la plus forte montée est de 1 sur 336 dans une longueur d'un quart de mille, et la plus forte descente de 1 sur 379 pour à peu près la même distance. De Burdwan à la rivière Barruckur, le terrain n'offre aucune difficulté sérieuse; mais après avoir traversé la vallée de cette rivière, l'on arrive à la plus forte montée de toute la ligne, dont le maximum ne dépasse pas 1 sur 100, et cela seulement dans une distance d'un tiers de mille. Cette montée est

Une dernière question économique se rattache au budget de l'Inde et a vivement préoccupé les esprits en Angleterre il y a quelques années : nous voulons parler des relations de patronage établies entre le gouvernement de la compagnie et les religions natives. Aux premiers jours de la conquête, le gouvernement de l'honorable compagnie, étonné, presque effrayé de l'immensité de ses succès, chercha par tous les moyens à capter la confiance de ses nouveaux sujets. Comprenant avec une rare sagacité combien les folles superstitions des croyances natives avaient gardé d'influence parmi les populations de l'Inde, les hommes d'état anglais qui présidèrent les premiers aux destinées de la conquête s'imposèrent la loi de ne léser en rien les préjugés religieux de leurs nouveaux sujets. Cette tolérance, sage sans doute au début, prit bientôt les proportions d'un patronage ouvert et bienveillant. Aux jours de solennités religieuses, des escortes de soldats accompagnèrent les processions des idoles; le canon fut tiré en leur honneur; le nom de *Sri Ganesha,* déesse de la sagesse, fut inscrit en manière de dédicace en tête des almanachs publics; les sermens dans les cours de justice furent prêtés sur le Coran ou au nom des idoles hindoues. Enfin, dans les administra-

suivie d'une descente de semblables proportions, inclinaison et longueur. Des inclinaisons de 1 sur 155 et 1 sur 186 conduisent de là au sommet de la passe *Dunwa,* le point culminant de la ligne, où la descente s'ouvre par deux plans inclinés de 1 sur 61 et un plan incliné de 1 sur 62, tous trois de moins d'un mille et demi de long, et séparés entre eux par des zones horizontales d'environ un huitième de mille chacune. Le terrain est ensuite dépourvu d'obstacles jusqu'à Chunar, et de Chunar à Mirzapour. De Mirzapour à Allahabad, la première partie du tracé offre un niveau presque parfait, et dans la seconde l'inclinaison la plus élevée est de 1 sur 337. De Allahabad à Cawnpore, le terrain s'élève graduellement, l'inclinaison maximum pour les montées étant de 1 sur 2,064, et pour les descentes de 1 sur 1,508. Enfin, de Cawnpore à Agra et Dehli, le chemin de fer ne réclamera presque aucuns travaux de terrassement. D'après cet aperçu topographique, emprunté presque littéralement aux documens officiels, on semblerait autorisé à conclure que dans aucune partie du monde une ligne de même étendue (1,000 milles environ) n'a rencontré de moindres difficultés de terrain. Malheureusement les obstacles sérieux, ceux qui réclament toute l'habileté de la science moderne, ce sont les torrens et les rivières que la voie ferrée rencontre à chaque instant sur son passage. Ainsi elle doit traverser le Gange deux fois, les rivières Ijelenghee, Bhagerrutti, Soane. Le pont qui sera jeté sur ce dernier obstacle, par ses dimensions colossales et par les difficultés vaincues, prendra rang parmi les plus grandes créations de l'art moderne. Il s'agit de franchir un lit de torrent de deux milles et demi de large sur un fonds de sable mouvant dont on n'a pu jusqu'ici sonder la profondeur. Les devis dressés aux premiers jours élevaient à 15,000 livres sterling le prix moyen par mille de la ligne des provinces nord-ouest. Il semblerait, en prenant pour base de calculs les travaux déjà exécutés, que cette moyenne pourrait être réduite de 9 à 10,000 livres sterl. Les taux d'intérêt garantis aux compagnies par les dernières décisions de l'autorité supérieure sont les suivans : dans la présidence du Bengale, 5 pour 100 pour le premier million sterling, 4 1/2 pour les autres; dans la présidence de Madras, 4 1/2 pour 100, et dans celle de Bombay, 5 pour 100.

tions du gouvernement, on toléra ouvertement ces adorations puériles qu'à certains jours consacrés l'Hindou adresse aux instrumens de son métier. Il y eut la fête du papier, celle de l'encre et de l'encrier, des plumes et du tabouret. Ces habitudes de tolérance protectrice une fois érigées en axiomes de salut public par les hommes d'état du service indien, le gouvernement se trouva bientôt amené à intervenir directement dans les affaires intérieures des établissemens religieux du pays.

Sous les gouvernemens antérieurs à la conquête anglaise, les diverses corporations religieuses possédaient des terres destinées par leurs fondateurs à défrayer les dépenses des divers membres de la communauté et les frais du culte. Or il arriva que, les revenus des terres ayant été dilapidés par une mauvaise administration, des corporations ne purent acquitter l'impôt foncier, et que le gouvernement, tant dans l'intérêt du trésor public que pour prévenir le retour de semblables abus, s'empara de l'administration des terres, s'engageant en compensation à payer un certain subside annuel à la communauté religieuse mise en curatelle. Ou bien encore, comme les gouvernemens natifs étaient dans l'habitude aux époques de solennités religieuses de faire des avances à certains établissemens privilégiés, avances dont ils se remboursaient par la perception de taxes locales, le gouvernement anglais fut sollicité de suivre les traditions de ses prédécesseurs.

Pour faire comprendre par un exemple assez original comment s'exerçait cette intervention de l'autorité séculière, il suffira de donner ici quelques détails sur les relations qui s'établirent entre l'autorité anglaise et les brahmes attachés au célèbre temple de Jaggernauth à Pooree. Ces brahmes ayant sollicité des avances du gouvernement de la compagnie, ce dernier ne crut pouvoir mieux faire que de suivre les exemples de ses prédécesseurs, d'accorder les sommes demandées, et d'en opérer le remboursement au moyen d'une taxe prélevée de temps immémorial sur les pèlerins qui venaient visiter le temple. La machine fiscale fut montée d'ailleurs avec tout le luxe de détails et de précautions qui caractérise un gouvernement économe des deniers publics. Une barrière fut élevée autour de la cité, et l'on ne put en franchir l'enceinte qu'en achetant argent comptant, du magistrat chargé de ce service, une passe dont nous traduisons mot à mot le curieux modèle : « A..., habitant du district de ..., est autorisé à faire les cérémonies d'usage, sous la conduite de ...., pendant ... jours, savoir, du ... au .... Libre accès lui sera donné au temple de Jaggernauth, et à l'expiration de la période, la présente passe sera renvoyée au gouvernement. » Quoique cette taxe fût modique, le nombre des pèlerins qui visitent chaque année le temple de Poo-

ree s'élevant à plus de cent mille, elle ne laissa pas de fournir un assez joli revenu, dont le gouvernement anglais au reste ne bénéficia qu'avec tout le respect pour la propriété qui le caractérise. De mesquines économies ne furent point faites dans les dépenses de la maison de l'idole, qui demeura montée sur un pied de représentation fort convenable. Comme par le passé, l'affreux morceau de statuaire enfoui immobile dans une niche continua à compter ses serviteurs à la douzaine : faiseur de lit et allumeur de lampe, gardien de nuit et domestique pour le réveiller, serviteur chargé de lui indiquer l'heure et serviteur pour lui offrir le bétel, cuisiniers et marmitons comme de raison, porteur d'éventail et porteur d'ombrelles. Jaggernauth eut même son corps de ballet, des bayadères que les brahmes du temple, par une pieuse attention, avaient soin, dit-on, de choisir aussi jolies que consommées dans l'art de la chorégraphie indienne, tous en un mot, domestiques et bayadères, fonctionnaires du gouvernement anglais, et émargeant très régulièrement comme tels au budget de la compagnie.

Un pareil état de choses ne pouvait manquer d'exciter l'indignation des sectes puritaines, si puissantes en Angleterre. Dès 1833, le patronage, qu'il semblait de bonne politique au gouvernement de la compagnie d'accorder aux rites idolâtres de ses sujets natifs, fut dénoncé avec véhémence à l'opinion publique. La cour des directeurs résista stoïquement à ces attaques jusqu'en 1838, mais à cette époque elle fut obligée de se rendre devant l'agitation et les colères des sociétés religieuses. Des ordres émanés de son sein prescrivirent de ne plus rendre les honneurs militaires aux idoles, de supprimer les taxes des pèlerins aux divers lieux consacrés par la tradition hindoue, de cesser d'écrire les noms des dieux de l'olympe de Brahma en tête des documens publics, et enfin de ne plus exiger les sermens sur le Coran ou les idoles que l'on faisait prêter aux témoins dans les cours de justice. L'expérience a justifié toutes ces réformes, sauf la dernière, qui a détruit la faible barrière que les superstitions religieuses opposaient au parjure, cette plaie vive de l'Inde, et provoque encore aujourdhui les réclamations de tous les hommes éclairés de la magistrature anglo-indienne.

Mgr Fridolin.

LES

GRANDS SERMONNAIRES

FRANÇAIS

On peut dire de l'oraison funèbre qu'elle commence et finit avec Bossuet. Il n'a eu comme orateur, en ce genre d'éloquence inouie jusqu'à lui, ni devanciers, ni émules, ni successeurs. Il n'en est pas de même du sermon. Non-seulement Bossuet n'en a pas pris toute la gloire; mais, selon certains juges, il n'y serait même pas le premier. L'histoire du sermon a trois époques, marquées par trois grands noms, Bossuet, Bourdaloue, Massillon. J'essaierai de caractériser ces trois époques et de peser ces trois noms.

Il y faut mettre beaucoup de candeur, et avouer tout d'abord dans quelle mesure nous sommes compétens pour apprécier l'art du sermon.

Le sermon se compose de deux parties distinctes : le dogme et la morale. Dans le dogme, il faut comprendre les mystères, la doctrine de l'église sur toutes les questions de foi, l'histoire des personnes divines, les vies miraculeuses des saints. La morale comprend à la fois la règle des mœurs du chrétien et la peinture de l'homme tel que le christianisme l'a expliqué.

Nous ne sommes pas très bons juges de la première partie, et je le dis de ceux surtout qui se croiraient le droit d'en parler légèrement. A beaucoup d'entre nous il manque la foi; il nous manque à tous la science de la religion. Nous ne sommes plus au temps où les livres de théologie étaient les lectures populaires, et où le prince de

Condé, assistant à la thèse de Bossuet, fut tenté d'argumenter avec le jeune docteur. S'il en est parmi nous qui veulent connaître l'histoire de leur foi, ou tout au moins n'ignorer pas des choses qui ont rempli tant de fortes têtes et épuisé tant de grandes vies, les occupations nécessaires, l'impossibilité de suppléer au défaut d'une première préparation, ne leur permettent pas d'y faire assez de progrès pour se rendre familière cette grande éloquence du dogme et se diriger à travers les obscurités des mystères. Les plus habiles n'en doivent juger qu'avec réserve, et quant aux ignorans, on ne leur demande que de ne pas mépriser les pensées des plus profonds parmi les hommes de génie.

Il en est tout autrement de la morale. Nous connaissons la morale chrétienne comme elle nous connaît nous-mêmes. C'est la science de notre fonds; nous en sommes à la fois les juges et les justiciables. S'il est vrai que nous ne soyons pas théologiens, du moins nous sommes chrétiens. Ceux qui ne peuvent pas l'être par la foi n'osent pas ne pas l'être par la raison, et tel qui résiste au dogme s'incline devant la plus sublime des philosophies. Tout invoque cette sainte autorité, tout veut remonter jusque-là et dater de là; toutes les rêveries honnêtes sur la perfectibilité indéfinie des sociétés humaines veulent être des applications de cette morale, et les sophismes sous lesquels se cachent les passions destructives lui rendent ce genre d'hommage que l'hypocrisie rend à la vertu. Nous sommes les sujets de ses peintures; nous avons posé pour ses portraits. Nos vies, nos passions, nos folies, qui peut mieux juger que nous de leur ressemblance avec les tableaux des prédicateurs? Si notre conscience, trop complaisante, se refuse à les reconnaître en nous, du moins nous les reconnaissons chez les autres. Et même, quand il s'agit de nous, sitôt que le trouble jeté dans notre intérieur par la passion a cessé, le sang-froid revenu nous met en présence de nous-mêmes, et nous avons d'autant moins de peine alors à nous trouver ressemblans, que nous nous croyons, dans ce moment du moins, guéris de la maladie dont le prédicateur nous a décrit les ravages.

Ainsi, soit qu'il s'agisse des règles pour la conduite, soit qu'il s'agisse des peintures de l'homme, nous sommes au premier degré juges compétens de la vérité du sermon.

Il est un autre côté par où le sermon nous touche, et dont nous ne sommes pas moins bons juges : c'est la méthode, c'est le style, non qu'on ne goûte encore mieux les beautés de l'exécution quand on ne la distingue pas du fond, mais il suffit, pour en bien juger, que nous soyons capables d'en remarquer la conformité avec le génie et la langue de notre pays, et d'en tirer des enseignemens pour la conduite de notre propre esprit.

Enfin, s'il est vrai que nous sommes trop peu familiers avec la science de la religion pour apprécier dans un sermon ce qui touche au mystère et au dogme, nous ne pouvons pas ne pas recevoir de fortes impressions des pensées d'un Bossuet, des raisonnemens d'un Bourdaloue sur ces saintes difficultés du christianisme. La preuve que nous y avons une sorte de compétence, c'est que nous serions fort choqués d'un sermon qui, soit par une complaisance mondaine pour l'auditoire, soit ignorance dans le prédicateur, omettrait les mystères et passerait en courant sur le dogme. Sans l'autorité de la doctrine, un sermon paraîtrait une morale faite sur le ton de l'homélie. Nous sommes sans doute moins touchés que les fidèles du XVIIe siècle de l'interprétation subtile ou hardie des mystères, mais nous sommes certainement plus choqués que l'auditoire de la régence de ce qui manque de cette moelle des Écritures à la plupart des sermons de Massillon.

Réserve sur ce qui est proprement la métaphysique du christianisme, compétence en ce qui regarde la peinture de l'homme et l'art du prédicateur, tel est l'esprit dans lequel j'essaierai d'apprécier les trois plus grands orateurs qu'ait eus, depuis les pères, la chaire chrétienne.

I. — BOSSUET.

Bossuet, le premier en date, en est aussi le plus excellent. Comme Corneille dans la tragédie, en créant le sermon il en a donné le modèle. Cependant un préjugé, que n'a pas pu détruire encore la critique, le met au troisième rang, après Massillon et Bourdaloue, et celui-ci au second. Ce préjugé date de loin. L'admiration excessive de Voltaire pour le *Petit Carême,* et plus tard le jugement de La Harpe, beaucoup plus lu que les sermons dont il parlait, ont persuadé à beaucoup de gens que ces rangs sont définitifs. La gloire de Bossuet est d'ailleurs si grande, qu'on ne croit pas lui faire tort en disant qu'il lui a manqué d'exceller dans une partie de l'éloquence religieuse, étant si hors de toute comparaison dans les autres. En parlant de Massillon, je dirai comment Voltaire aurait pu admirer moins le *Petit Carême* sans cesser d'être juste. Quant au jugement de La Harpe, outre que son goût est plus souvent un goût d'école que celui des esprits de choix, il est incroyable avec quelle insuffisance de lectures il décide des réputations et des rangs.

Dans un premier examen du sermon, il en admirait le plus parfait modèle dans Massillon; il mentionnait à peine Bossuet, et il omettait, ou peu s'en faut, Bourdaloue. Plus tard il rétablit Bourdaloue, mais à la suite de Massillon, et Bossuet recule au dernier rang.

J'en conclus que la première fois il n'avait lu ni Bossuet ni Bourdaloue, et que la seconde fois, s'il a pris quelque connaissance de Bourdaloue, il a persévéré à ne pas lire Bossuet. Sans doute il ne faut pas s'inquiéter de cette question des rangs; mais s'il est d'une critique éclairée de n'en pas marquer, il ne faut pas tolérer que des livres accrédités mettent au dernier celui qui doit être au premier. Une distribution des rangs, qui peut avoir pour effet d'ôter des lecteurs à Bossuet et de faire trop admirer Massillon, est une erreur préjudiciable à l'esprit français. Il y aurait presque autant d'injustice à donner aux tragédies de Voltaire le prix sur celles de Corneille qu'à mettre les sermons de Massillon au-dessus de ceux de Bossuet. Si vous voulez tenir haut les esprits, élevez les modèles; ne mettez pas l'habileté avant le génie, et préférez l'art sévère à l'art complaisant. Pour être juste envers Bossuet, il faut le faire passer du dernier rang au premier; Bourdaloue restera au second, et cet ordre des grands noms de la prédication en France indiquera la marche et les changemens de cet art où, parmi les nations chrétiennes, la nôtre est sans rivale.

Dans les sermons de Bossuet, la doctrine tient plus de place que la morale. Cette seule proportion est déjà du génie. Il est vrai que le tour d'esprit de son temps la lui indiquait. A cette époque, le sermon était prêché devant une cour religieuse et des auditeurs exercés aux matières théologiques. Au commencement du XVIIIe siècle, la chaire aura pour auditoire une cour dégoûtée de la religion par les querelles de théologie, des fidèles qui n'écoutent guère que par respect humain. La doctrine y sera éludée, et la morale prendra toute la place. Aidé par son époque, Bossuet pouvait donner au sermon son vrai caractère, qui est d'être un enseignement de foi avant d'être un enseignement de morale. Que sont en effet les prescriptions sans la loi, et quelle différence y a-t-il, en matière de morale, entre l'enseignement philosophique et l'enseignement religieux, si l'auditeur n'y voit que des conseils qu'il est libre de négliger ou de suivre? L'important, c'est le dogme, qui fait obéir à la morale. Mettez-moi d'abord en paix sur l'origine et la sanction de la morale; apprenez-moi au nom de qui vous me l'enseignez; persuadez-moi qu'une autre vie m'attend après celle-ci, où il me sera fait selon ce que j'aurai mérité. C'est par là que doit commencer le prédicateur chrétien. S'il ne trouve rien de plus fort contre mes passions que le consentement passager que lui donne ma raison naturelle au moment où il développe des maximes que j'ai déjà lues dans les livres, je risque fort de garder mon mal. Et quant à la punition qu'il m'affirme plutôt qu'il ne me la prouve, je demeure dans ce doute commode qui incline vers la croyance quand la passion est endormie, vers l'incré-

dulité sitôt qu'elle se réveille. Me convaincre que je pouvais faire mieux que je n'ai fait, c'est à peine m'apprendre un peu plus que je n'en sais déjà par la peine terrestre attachée à chaque infraction; c'est trop peu pour me corriger. Forcer ma raison à être attentive aux preuves de la foi, l'étonner, la troubler par le développement des mystères et les preuves du dogme, tel doit être l'objet principal du sermon.

On peut n'y pas réussir; il faut le vouloir du moins, et ce doit être la mâle ambition de la chaire chrétienne. Elle était digne de Bossuet, et j'admire qu'avec une science si profonde des cœurs, quand il pouvait les ouvrir, pour ainsi parler, et les étaler tout vifs sur la chaire, il aime mieux poursuivre et harceler son auditoire d'austères explications du dogme, et songe plutôt à lui faire peur de ne pas croire qu'à l'intéresser par l'imagination à bien agir. Qu'on ne s'attende pas pourtant à de la théologie en forme. Les raisonnemens, dans les sermons de Bossuet, ne s'enchaînent pas comme dans la logique de l'école, et n'est-ce pas là comme une première convenance de ce grand art? Il doit y avoir du prophète dans le prêtre. Nous voulons dans la chaire un homme inspiré plutôt qu'un dialecticien. L'autorité même du ministère, qui doit protéger le prédicateur contre les faiblesses de la personne, s'affaiblirait par la prétention trop visible de démontrer les vérités de la foi comme des propositions de l'ordre mondain. Où le raisonnement est possible sans abaisser la matière, Bossuet raisonne; mais il raisonne de telle sorte, qu'on sent le fidèle qui confesse dans le logicien qui argumente. La chaire d'où prêche Bossuet se souvient que le premier qui y monta était « ce barbare dont le discours rude et sans art était plus persuasif que toutes les harangues des Cicéron et des Démosthènes (1). » Il ne traite pas toutes les difficultés avec la même méthode; chaque difficulté a la sienne. Tantôt il regarde le mystère en face, et il se porte impétueusement au plus épais des saintes obscurités avec le généreux courage d'un soldat qui se jette dans une mêlée. Tantôt il s'arrête, étonné, ébloui, contraint de baisser la vue, et il demande « à remettre ses sens étonnés. » Ailleurs il décide d'enthousiasme, il ordonne, il enjoint, et cet « instinct qui le pousse, » plus convaincant que la logique de l'école, plus habile que toutes les adresses de la rhétorique, lui suggère des preuves inattendues et saisissantes. Enfin, si les preuves manquent, cherche qui voudra à contenter la curiosité des fidèles, s'épuise qui voudra à pénétrer les causes des secrets des jugemens de Dieu : pour lui, il chantera à jamais ses miséricordes! Logique sublime dont les impuissances mêmes servent de preuves!

(1) *Panégyrique de saint Paul.*

On ne s'engage pas impunément dans les plus ardus de ces sermons. Une impression de religion vous y saisit, et au lieu de trouver un vain plaisir à voir un si grand esprit aux prises avec des difficultés insurmontables, on est touché de cette foi qui d'avance est résolue à suppléer ce qui manque au raisonnement, et à tirer de l'insuffisance de la logique de nouveaux motifs de croire. Un raisonnement dans les formes, qui ne nous convainc pas, ajoute au doute où il nous laisse un sentiment qui blesse la charité, car il nous fait sourire des vains efforts de celui qui prétendait nous convaincre; mais le moins que fasse cette logique de Bossuet, laquelle participe à la fois de la dialectique, de l'exhortation et de l'hymne, c'est de rendre plus humble et meilleur quiconque n'est pas prévenu par entêtement ni par vanité, ou qui seulement est tendre à tout ce qui est l'œuvre du génie dans un homme de bien.

Les personnes divines ne sont pas pour Bossuet des symboles. Il les voit d'une vue claire dans le mystère de leur unité et de leur existence distincte, et ce que l'esprit par la puissance de l'abstraction peut concevoir de l'infini, il l'embrasse et le mesure de son regard. La foi, qui chez les autres hommes règne sur toutes les facultés étonnées et humiliées, semble ajouter à l'imagination et à la raison de Bossuet. Il se rend intelligible et visible tout ce qu'il croit. Notre esprit est plein des images du Dieu des *Oraisons funèbres* et du *Discours,* de ce « grand Dieu » qui tient dans les mains le fil des affaires humaines et qui fait et défait les empires. Le Dieu des *Sermons*, plus occupé de l'homme, n'est pas moins grand. Bossuet sait le rapprocher de nous sans le rapetisser, et employer l'être infini à l'œuvre de notre correction particulière sans le faire descendre. Il nous le fait voir en nous élevant vers lui; il le mêle à nous, sans le commettre, et c'est un miracle de son art que, tout en l'occupant de nos affaires, que dis-je? de l'affaire de la plus humble brebis dans le troupeau, il réussisse tout à la fois à ne pas nous enorgueillir par le prix auquel il nous estime et à rendre plus grande l'idée que nous avons de Dieu. Le Dieu des *Sermons,* c'est ce Dieu de la chapelle Sixtine que Michel-Ange fait tantôt planer sur le monde sorti de ses mains, tantôt descendre sur la terre pour tirer la première femme des flancs d'Adam endormi. On admire dans un saint respect ce miracle d'un autre art, qui, en nous montrant Dieu sous les traits de l'homme, réussit à faire naître des impressions d'humilité de ce qui semblerait si propre à enfler la nature humaine.

Cependant le Christ tient plus de place que Dieu dans les sermons. Dieu est réservé pour ce que Bossuet appelle les grands conseils. Il le laisse au sein de son éternité solitaire, séparé de sa créature par l'infini, quoiqu'il la touche par sa Providence. Le Christ

est sur la terre; il a vécu dans un lieu et dans un temps; les hommes l'ont vu et entendu; Bossuet à son tour le voit et l'entend; il lui fait cortége, comme ses autres disciples; il en est le plus attaché et le plus tendre. Quelles peintures de sa douceur et de sa bonté! Comme le divin perce sous l'humain! Le Christ de Bossuet me fait souvenir de celui que le sublime pinceau de Léonard de Vinci a tracé sur la muraille d'un couvent. L'illusion est la même; ce sont des rayons de l'essence divine que réfléchissent la page du prédicateur et la muraille dégradée où le temps a effacé les traits du visage divin sans effacer l'expression de bonté et l'auréole.

La grandeur de l'esprit de Bossuet a caché à beaucoup de gens sa sensibilité, comme la douceur des vers de Racine leur cache sa vigueur et sa force. C'est dans ces peintures du Christ que le cœur du grand prédicateur se laisse voir. Comme il l'aime, comme il souffre des rigueurs de ce mystère du Dieu homme s'offrant en victime pour nous sauver! Comme il baise ses traces, comme il boit ses paroles! Jean, le disciple bien-aimé, n'eut pas plus d'amour pour son maître. Et lorsqu'après le mystère de cette vie mortelle endurée trente ans par l'homme-Dieu, le mystère de la mort sur la croix s'accomplit, lorsqu'il faut se représenter la passion de ce « cher sauveur, » il se refuse à la décrire, non par la vaine crainte de ne pas égaler les paroles aux choses, mais parce que son cœur n'en peut pas soutenir le spectacle. « Mes frères, s'écrie-t-il, je vous en conjure, soulagez ici mon esprit : méditez vous-mêmes Jésus crucifié, et épargnez-moi la peine de vous décrire ce qu'aussi bien les paroles ne sont pas capables de vous faire entendre. Contemplez ce que souffre un homme qui a tous les membres brisés et rompus par une suspension violente, qui, ayant les mains et les pieds percés, ne se soutient plus que sur ses blessures et tire ses mains déchirées de tout le poids de son corps antérieurement abattu par la perte du sang; qui, parmi cet excès de peine, ne semble élevé si haut que pour découvrir de loin un peuple infini qui se moque, qui remue la tête, qui fait un sujet de risée d'une extrémité si déplorable (1)! »

J'ai reconnu le Dieu de Bossuet dans le Dieu de Michel-Ange, son Christ dans le Christ de Léonard de Vinci : je reconnais dans sa Marie les vierges de Raphaël. Son époux n'est que son gardien, son mariage n'est que le voile sacré qui couvre et protége sa virginité, son fils bien-aimé une fleur que son intégrité a poussée. Ailleurs, il se représente Jésus entre les bras de la sainte Vierge, « ou suçant son lait virginal, ou se reposant doucement sur son sein, ou enclos dans ses chastes entrailles. » C'est ainsi qu'il sait nous rendre la

(1) Troisième sermon sur la Passion.

croyance aimable avant de nous enseigner qu'elle est de foi. Il y emploie mille pensées hardies et chastes tout ensemble, des comparaisons, des images, soit tirées de son fonds, soit empruntées aux pères et embellies par cette main dans laquelle l'or même devient plus pur. Il n'entend pourtant pas rivaliser avec les peintres, il critique même les images qu'ils hasardent de la Vierge, « lesquelles ressemblent, dit-il, à leurs idées et non à elle. » Il n'eût pas dit cela des vierges de Raphaël, car c'est d'après le même modèle, gravé au fond de leur cœur par la foi et le génie, que le prédicateur par la beauté de ses paroles, l'artiste par les grâces de son pinceau, ont su représenter l'idéal de la plus touchante des croyances catholiques.

Tant de pensées, soit d'étonnement, soit d'admiration ou d'amour, sur les personnes divines, semblent être dans les sermons de Bossuet des impressions de leur commerce. Elle est vraie de lui, cette parole du Christ à ses disciples : « Je demeure en vous, et vous demeurez en moi. » Dieu, le Christ, la Vierge, les saints, c'était là sa compagnie durant ces longues années de retraite où il vécut abîmé dans les Écritures et les pères, s'en rendant tous les personnages présens par la puissance de l'imagination et de la foi. De là ces vives peintures des saints de l'Ancien et du Nouveau-Testament, de là ces images saisissantes de leurs vies racontées comme par un contemporain. Il semble qu'on reconnaisse un frère, un ouvrier de la même vigne dans les portraits qu'il a tracés des pères, ses prédécesseurs dans l'interprétation du dogme et dans la prédication. Il avait ressuscité toute cette élite sacrée du christianisme, prophètes qui l'ont prédit, apôtres qui l'ont prêché, martyrs qui l'ont consacré de leur sang, pères qui en ont expliqué et transmis la doctrine. Ce ne sont pas des autorités qu'il invoque, ce sont des maîtres ou des amis qui lui viennent en aide de leur personne et qui rendent témoignage de sa fidélité à la tradition.

Il sort de tout cela une première morale plus forte et plus efficace peut-être que toutes les prescriptions particulières : c'est un sentiment profond de la misère de l'homme, et de l'impossibilité pour nous de n'en pas chercher le remède, car à quoi tendent tous ces dogmes, sinon à relever le prix de l'innocence? Que cachent tous ces mystères, sinon les origines sacrées de toutes les règles des mœurs? Qu'est-ce que la religion, sinon un sublime effort de la nature humaine pour lutter contre sa corruption originelle? Et quel plus grand objet de l'éloquence que de montrer Dieu lui-même nous y aidant et s'employant à la réparation de sa créature intelligente? Produire cette impression, ce doit être l'effet d'un sermon composé selon l'esprit chrétien par un prédicateur qui n'est pas au-dessous

de sa matière. S'il ne persuade pas par cette voie, il étonnera du moins, et c'est déjà une victoire; il étonnera les plus jaloux de l'indépendance de leur raison. J'en dis trop peu, il les épouvantera par ce spectacle d'un si grand travail et depuis tant de siècles commencé, où se sont consumés une si longue suite de grands hommes pour expliquer le mal dans le monde et pour en affranchir l'homme par la vertu. L'impuissance même du prédicateur à contenter notre raisonnement ajoute à cette épouvante, car pour n'être pas convaincus, nous ne sommes pas pour cela débarrassés de ces redoutables problèmes. Et voilà notre cœur touché d'une inquiétude qui ne doit pas finir, et à défaut de la foi, nous avons ce qu'il y a de plus désirable après la foi, ce doute mêlé d'humilité, qui ne s'opiniâtre point, et qu'accompagne le franc désir de devenir meilleurs.

Tel est le premier effet des sermons de Bossuet. Pour la morale proprement dite, elle n'y forme pas une partie distincte. Bossuet n'en traite pas en philosophe et ne l'approfondit pas en moraliste. En ce qui touche la conduite, il s'en fie aux lumières de notre conscience, avertie par la foi de l'issue des bonnes ou des mauvaises actions. Il ne s'attarde pas à épier les plus secrets mouvemens de notre corruption intérieure, à rechercher les faux fuyans de notre amour-propre, à dépister les cachettes de nos passions. Ce qui lui échappe de pensées sur la nature humaine, ou de maximes sur la conduite, arrive dans le discours, non pour l'embellir ni pour éviter la sécheresse, mais parce qu'à cet endroit le précepte demandait un exemple. Soit donc qu'il s'agisse de l'homme en général ou du chrétien de son temps, agité plutôt que dirigé par la foi, et se débattant entre la religion et le monde (1), ces pensées morales, toujours rares sans être extraordinaires, toujours relevées par quelque expression de génie qui les rend inattendues même pour les plus accoutumés au tour d'esprit de ce grand homme, élèvent la morale dans ces sermons à la hauteur des dogmes, et la raison à la hauteur de la foi.

On n'en a pas fini avec les beautés de ces sermons quand on en a admiré la doctrine et la morale. Il reste ce qui n'a pas de nom dans la critique, la liberté, la force, l'enthousiasme du prédicateur; l'image visible et pourtant indescriptible de son âme, soit qu'il se laisse emporter par l'abondance des raisons, soit que, voyant les saintes ténèbres s'épaissir, il refuse d'aller plus avant, et se glorifie de ne pas comprendre. Il reste cette éloquence qui n'affecte aucune forme, la variété par l'abondance solide, nulle figure dominante, tour à tour le ton du conseil ou celui du reproche, la prière ou l'injonction véhémente, et puis de vifs retours sur lui-même, sur lui « pécheur

(1) On en voit d'admirables exemples dans le sermon sur l'*impénitence finale*.

ingrat et impudent (1). » Est-ce là un art dont on puisse enseigner les procédés, ou n'est-ce pas plutôt la nature la plus libre et la plus puissante, que l'art a corrigée de tout excès?

On n'en a pas fini encore, même en ajoutant à cette double beauté de la doctrine et de la morale une diction qui ne ressemble à aucune diction connue. Partout cette liberté si fière, partout cette fougue s'accommodent du langage le plus exact; cette abondance ne se permet pas plus une expression vague qu'une pensée vulgaire. Je m'étonne qu'on ait eu le courage d'y remarquer le manque d'une certaine correction extérieure, comme celle de Fléchier par exemple, chez qui la propriété du langage est sacrifiée à l'euphonie, et le génie de la langue à la grammaire. C'est plus qu'un style, c'est l'image même d'un homme de génie sortant du recueillement où il avait préparé son âme plutôt que ses paroles, et jetant de fougue sur le papier des pensées dont il était plein et des expressions qui vont s'y ajuster d'elles-mêmes. Ses ébauches sont aussi étonnantes que ses sermons les plus achevés. Tout le nécessaire y est, et en perfection. Le fini donnera autre chose, mais ne remplacera pas la naïve beauté de ce premier travail.

Qu'avec cette abondance sans superflu, cet éclat sans faux brillans, tant de traits hardis, de figures vives et naturelles, l'art d'attirer l'imagination aux subtilités de la théologie; qu'avec d'éminentes qualités extérieures, une physionomie noble, un regard doux et perçant, un accent passionné, un geste imposant, Bossuet, à l'apparition de Bourdaloue, ait cessé de passer pour le premier prédicateur, comment l'expliquer, sinon parce que le génie de Bourdaloue le tenait plus près de l'auditoire et que Bossuet lui parlait de trop haut? Ou, s'il faut croire que quelques parties de l'orateur lui ont manqué, nous pour qui tout le mérite de l'action oratoire est perdu, et qui, les yeux sur un livre inanimé, ne pouvons plus sentir que la muette éloquence des paroles écrites, nous n'en donnerons pas moins la première place au prédicateur qui a écrit le plus fortement. J'entends Bossuet, quand je crois le lire. De ce grand art, sorti tout entier de lui, il n'y a d'évanoui que le geste, car, pour le regard, il brille derrière tant d'expressions ou touchantes ou véhémentes, et pour la voix, si le son n'en arrive pas à mes oreilles, l'accent en pénètre jusqu'à mon cœur.

II. — BOURDALOUE.

Il y a d'autres raisons plus vraies peut-être de la popularité de Bourdaloue. Il changea l'économie du sermon. Le mystère, le dogme,

(1) Sermon pour le jour de la Pentecôte.

sauf dans quelques sermons de pure théologie, n'y tiennent que la seconde place. La morale est au premier rang. La dialectique, que Bourdaloue introduit dans la chaire, rend l'enseignement religieux plus accessible. Enfin ce que les contemporains racontent de son action achève d'expliquer son succès, un des plus éclatans et des plus soutenus qu'ait obtenus la parole humaine.

Le dogme s'impose à nous sans nous consulter. Le prédicateur moraliste se sert de nous contre nous-mêmes, et, par un de ces mille détours de l'amour-propre qui trouve son compte même aux coups qu'il reçoit, il ne peut pas nous faire voir notre fonds sans nous y intéresser, ni nous accuser sans nous flatter, par le prix qu'il met à notre innocence. Quand c'est de nous qu'il nous parle, fût-ce avec sévérité, ce n'est pas sans douceur que nous sommes mécontens de nous. Notre conscience croit se décharger en confessant la vérité de ses peintures. S'agit-il d'autrui, nous y prenons un double plaisir, celui de n'être pas dans le cas signalé par le prédicateur et celui d'y voir les autres. Un prédicateur moraliste est donc sûr du succès. A cet effet général et certain de la morale dans les sermons de Bourdaloue, il s'en joignait deux autres, la hardiesse de la censure et l'attrait des allusions.

« Jamais prédicateur évangélique, écrit Mme de Sévigné, n'a prêché si hautement et si généreusement les vérités chrétiennes (1). » Il n'y a peut-être plus de société assez forte pour entendre impunément une telle parole. Il fait beau voir comme il traite les grands, les courtisans, les riches, de quel prix il entend qu'ils paient leurs priviléges, en quels termes il leur enjoint de faire l'aumône, non par caprice, ni à leurs momens, ni après la part faite à leurs plaisirs, mais par devoir, mais selon leurs moyens qu'il évalue; avec quelle audace il va les menaçant des comptes qu'ils auront à rendre à Dieu, « le caissier des pauvres. » A la vérité, dans cette hardiesse contre les grands, il n'a pas de lâches complaisances pour les petits. Les uns et les autres sont dans l'ordre de Dieu, et si les petits ont des droits, c'est à Dieu seul qu'il appartient de les faire valoir. Ce n'est pas d'ailleurs au nom des opinions humaines que Bourdaloue condamne les riches, c'est au nom du maître commun des riches et des pauvres; la misère des uns n'est jamais autorisée à se faire justice de l'avarice des autres.

Les allusions ajoutaient à la sévérité de ces censures. « Le sermon du père Bourdaloue, dit encore Mme de Sévigné, était d'une force à faire trembler les courtisans. » Et ailleurs : « Le Bourdaloue frappe comme un sourd. » Et dans une autre lettre : « Je m'en vais en Bour-

(1) Lettre du 5 février 1674 à sa fille.

daloue. On dit qu'il s'est mis à dépeindre les gens (1). » On venait avec appréhension à ses sermons, comme à un réquisitoire de l'accusateur public. On avait peur d'être aperçu de cet œil perçant qui regardait entre ses paupières à demi fermées. Qu'on imagine l'émotion de l'auditoire quand il frappait, comme dit Mme de Sévigné, sur ces vices assis au pied de sa chaire, qui s'étaient introduits dans le temple sous les dehors de la piété et du recueillement. Nous avons vu dans les assemblées délibérantes ce silence, cette angoisse, toutes ces âmes en suspens, quand une accusation tombée de la tribune faisait rougir ou pâlir certains visages. Telle devait être, sous la parole vengeresse de Bourdaloue, l'anxiété de son auditoire, alors que la morale allait prenant un corps et se personnifiant de plus en plus. Le principal effet venait de l'attente, de l'inquiétude pour soi-même et de la maligne curiosité sur les autres; on était presque plus touché de ce que l'orateur menaçait de dire que de ce qu'il disait. Cependant la façon de dire, l'action, paraît avoir été une qualité supérieure dans Bourdaloue. Il avait à la fois de la facilité et du feu, une voix pleine, douce, harmonieuse, et cette rapidité de prononciation qui ne laisse pas à l'auditeur le temps de se *ravoir*, et le précipite hors d'haleine à la suite de l'orateur, comme les satellites entraînés dans le mouvement de rotation d'une planète.

Enfin la méthode de Bourdaloue achevait de le rendre maître de son auditoire. C'était un art tout nouveau dans le sermon. Les idées y étaient présentées sous la forme de propositions; chacune avait un nombre proportionné de preuves. Bourdaloue s'était formé à cette méthode en enseignant les sciences pendant dix-huit ans. De ses habitudes de professeur de sciences il avait retenu, outre les formules de démonstration, un penchant à donner aux idées une valeur absolue. La raison la plus droite ajoutait à la force de ce procédé, car, en même temps qu'on était assuré d'aller avec lui droit au vrai, on était charmé d'y aller si commodément. Rien d'avancé qui ne dût être prouvé, point de termes sans définition, des repos ménagés avec un art admirable, l'uniformité qui fixe l'attention préférée à la variété qui la disperse, nul scrupule de se répéter pour être plus clair, — voilà ce qui fit goûter si fort ces sermons, d'où l'on sortait avec le plaisir d'avoir été ému, tout en ne se rendant qu'au raisonnement.

La lecture nous explique l'effet de cet art-là sur l'auditoire, mais nous ne le sentons pas sur nous-mêmes. Il fallait l'action oratoire pour animer cette dialectique. Nous n'entendons plus la voix qui variait ces tours uniformes; nous ne voyons plus le geste qui pous-

(1) Le jour de Noël 1671.

sait ces idées en avant, qui les rangeait comme des pièces, ou qui achevait les peintures que les mots n'avaient qu'ébauchées. Combien ne s'est-il pas perdu d'accent et de couleur sous les voûtes des églises qui entendirent Bourdaloue?

Quant à sa méthode, nous sommes bien plus touchés de ses excès que de sa commodité. J'ai bien de la peine à me faire à un appareil de divisions comme celui-ci : « 1° Le comble de notre misère; — 2° l'excès de notre misère; — 3° le prodige de notre misère; — 4° la malignité de notre misère; — 5° l'abomination de notre misère; — 6° l'abomination de la désolation de notre misère. » Qu'un orateur rapide et véhément distingue, par des nuances dans le début, ces gradations au moins étranges, que son ton s'élève, que sa voix s'anime, que son geste se précipite, peut-être ces froides catégories ne me paraîtront-elles qu'un moyen de me rendre attentif dont je saurai gré à l'orateur; mais si j'ai à les lire, tant de soin pour me diriger me fatigue; les divisions, au lieu d'éclaircir la pensée, la dissipent; l'éloquence est étouffée sous l'appareil oratoire, et le discours trop divisé tombe en poussière.

Dirai-je aussi que la dialectique, dont l'effet est si grand du haut d'une chaire ou d'une tribune, d'où elle semble jeter sur l'auditoire comme un filet invisible, en face d'un lecteur tranquille qui en suit froidement les déductions, ne paraît le plus souvent qu'un procédé spécieux plus propre à faire tort à la vérité qu'à la servir? Je me défie de la dialectique, quand je vois tout le moyen âge enchaîné au syllogisme et l'esprit humain tournant sur lui-même pendant des siècles dans le cercle étroit d'une vaine méthode d'argumenter. C'était le tour d'esprit à la mode; les gens médiocres en tiraient du crédit; les vrais penseurs y laissaient la proie pour l'ombre. Si la vérité importe plus que le chemin qui nous y mène, je préfère un libre mélange de raisonnemens et de sentimens qui me persuade à ce filet d'une argumentation en forme qui sans cesse veut me prendre et me manque toujours. J'entends pourtant vanter les logiciens, mais je cherche quelles gens ils ont pu convaincre. Le premier des logiciens, Pascal, ne vient pas à bout de nous par ses invincibles syllogismes. Sa vraie puissance est dans son éloquence passionnée, et sa victoire, c'est de nous accabler du sentiment de nos misérables lumières.

Les sermons de Bourdaloue, sans l'action de l'orateur, sans la méthode, perdent encore, pour nous qui les lisons, l'effet des hardiesses fameuses de sa morale et de la généreuse audace de ses allusions. Cette censure des grands désordres dans de grandes conditions ne nous atteint pas dans notre obscurité et dans nos passions, bornées comme notre vie. Nous pourrions en être touchés comme de

la vérité d'une peinture historique; mais il y aurait fallu un pinceau plus vigoureux que celui de Bourdaloue. Il s'en faut en effet que sa parole soit aussi hardie que son sentiment. Ses peintures n'ont été vraies que pour ceux qui pouvaient les compléter; quant aux allusions, elles nous échappent. Il y faudrait une clé; encore cette clé pourrait-elle bien ne nous apprendre qu'une chose, c'est que le sermon a été plus timide que l'histoire. Quand on lit les *Caractères* de La Bruyère, vainement vous offre-t-on une clé; c'est ce que je lis qui vit, et quel intérêt ai-je à chercher sous ce portrait qui vit l'original qui a cessé de vivre? L'allusion d'ailleurs, dans La Bruyère, est une création; c'est une personne. Dans Bourdaloue, ce n'est qu'un peu de scandale généreux qu'autorisait la sainte liberté de la chaire. L'allusion ne va pas au-delà d'une indication; mais c'était assez pour l'effet. Des types généraux, tracés par la main d'un La Bruyère, eussent moins réussi que des esquisses, même faibles, de personnes connues, en présence d'un auditoire qui était dans le secret et où chacun en craignait autant pour lui-même. A la lecture, tout cet effet d'allusion disparaît; les esquisses n'étant plus pour nous des indiscrétions inattendues et redoutées, nous leur faisons un tort même de la charité qui a retenu le crayon du peintre.

Je ne m'étonne donc pas de l'espèce d'oubli où tomba Bourdaloue après ce grand éclat de ses prédications. Du temps de Mme de Sévigné, on allait *en* Bourdaloue; l'homme était comme une institution, comme une église à lui seul. Sitôt que la mort eut fermé cette bouche éloquente, ses sermons furent négligés. On oublia Bourdaloue pour Massillon, qui le remplaça bientôt dans cette chaire, à peine vide un moment, où se renouvelaient pour les besoins religieux de Louis XIV les grands orateurs, de même que les grands poètes s'étaient succédé pour ses plaisirs, les grands généraux et les hommes d'état pour ses affaires. Il ne reste *du* Bourdaloue que l'écrivain excellent, et fort à étudier, quoique de second ordre; il reste le plus abondant et peut-être le plus judicieux de nos moralistes.

Toute la morale chrétienne est dans ses sermons, soit la partie qui prescrit la règle, soit celle qui caractérise les infractions. Pour cette dernière en particulier, il en avait appris la science dans la longue pratique de la direction des âmes, où il était si recherché et si habile. Employant quelquefois jusqu'à six heures par jour aux confessions, et attirant à son tribunal les petits et les grands, les riches et les pauvres, dans l'égalité de la pénitence, toutes les prévarications humaines lui avaient dit leur secret. Il n'y ajoute rien du sien. Il semble qu'il ne se croie pas le droit de commenter les aveux, d'en tirer des suppositions qui pourraient être d'involontaires calomnies, et qu'il répugne à sa conscience si droite et si

pure de faire des spéculations arbitraires sur le mal dont l'homme est capable. Il ne révèle que ce que le confessionnal lui en a appris. Peut-être aussi lui manquait-il le génie qui dans la morale, comme dans les sciences, connaît, par une sorte de divination, les faits que l'observation vérifie ensuite. C'est le plus souvent à cette lumière que Bossuet lit dans notre fonds; mais nul n'a possédé plus que Bourdaloue la connaissance pratique des consciences, et s'il nous apprend peu de chose sur les singularités du cœur humain, il n'omet rien de ce qu'il nous importe de savoir du nôtre. Cette morale de direction, sans raffinement comme sans prescriptions excessives, a le mérite de n'exciter ni le découragement par trop de méfiance, ni une indiscrète curiosité de nous-mêmes par trop de découvertes ingénieuses. L'imagination n'y vient pas distraire la conscience, ni le plaisir de voir du nouveau troubler la résolution de faire le bien. On sait gré à un homme de tant d'esprit d'en montrer si peu, et à l'auteur consommé de rester toujours l'homme du saint ministère, chargé, non de nous être agréable, mais de nous corriger.

Les moralistes ont peut-être le défaut de trop se complaire à la morale; c'est un emploi si honorable de leur esprit, qu'ils ne s'en défient pas. Ils pensent sincèrement n'en avoir que pour le service des autres, et même le travers d'en montrer plus qu'ils n'en ont leur est dérobé par l'honnêteté de leur dessein. Peu s'en faut qu'ils ne croient se confesser eux-mêmes, s'immoler à l'édification des autres, et l'humilité même de cette pensée les trompe sur ce qu'ils y mêlent à leur insu de malice satirique. Il est admirable avec quelle simplicité sévère Bourdaloue moralise; le goût lui en était venu du devoir, du sentiment de l'utilité, bien plus que d'un tour d'esprit où il se plaisait. On ne rend pas gratuitement plus de services, on ne peut pas faire plus pour éviter la louange; elle lui vint pourtant, mais sous la forme de remercîmens adressés au directeur efficace par des consciences malades que ses soins avaient rétablies.

Le grand succès de Bourdaloue est d'un temps où la critique proposait aux auteurs, pour idéal commun à tous les ouvrages d'esprit, la raison. Un peu avant lui, l'idéal avait été la nature. C'est après les abus du bel esprit et par dégoût du précieux qu'on en était revenu à la nature. De la nature on en arriva bientôt à la raison, qui n'est que la nature dans sa perfection. Ce doit être en effet l'idéal des lettres, puisqu'on ne peut s'y élever qu'avec un esprit et un cœur droits : la théorie de la raison en littérature est toute une morale; mais en nettoyant le discours de toute affectation, et en voulant qu'un écrit fût d'abord la plus honorable des actions, la théorie de la raison rendait les auteurs un peu timides, et leur faisait craindre leur imagination comme une tentation du bel esprit. Dans Bourda-

loue, l'humilité du prêtre avait dû ajouter à la sévérité de cette doctrine, et de même qu'il ne montrait pas tout l'esprit qu'il avait, de même il avait plus d'imagination qu'il n'en laissait voir. Ses peintures sont plutôt des sentimens que des images. Il se souvient des choses, il ne les voit pas au moment où il en parle, ou s'il les voit, il semble qu'avant de les peindre, il les éteigne. Quant aux gens, quoiqu'il ait passé pour les *dépeindre*, je ne vois guère, au lieu de personnes, que le pécheur abstrait dans ses différentes sortes. Ce pécheur nous est trop connu; avant qu'on nous en parle, nous sommes d'accord de tout ce qu'on en va dire. La morale commune a un tort, c'est d'être commune; nous voulons bien nous amender, y tâcher du moins, pourvu qu'on nous en donne quelque raison inattendue ou d'anciennes raisons rajeunies, et en fait de peintures, nous sommes plus touchés qu'on nous montre dans notre nudité qu'à demi voilés.

La langue de Bourdaloue est comme ses peintures, exacte en perfection, mais timide. Il ne rejetait point les pensées communes, dit le père Bretonneau; mais les pensées communes accablent les langues de termes dépréciés et effacés par l'usage. Bourdaloue y est d'autant plus sujet, qu'il était plus au-dessus du ridicule travail par lequel on essaie de rendre extraordinaires par les mots les choses communes, et que, croyant ces choses communes utiles à son propos, il ne voulait pas avouer, en les ornant, que des paroles utiles peuvent n'être pas assez belles. Dans les endroits relevés, la langue est vigoureuse, mais toujours modeste.

On n'ose pas dire que le génie ait manqué à Bourdaloue, tant cette abondance substantielle, cette force de composition, cette mâle correction du discours ressemblent à du génie. Tout entier aux austères devoirs de la prédication ou de la direction, Bourdaloue ne jouissait pas de sa foi, et il pensait bien moins à contenter sa délicatesse qu'à s'approprier à l'auditoire. Il prêchait comme il eût enseigné les sciences, mettant tout son feu dans la méthode et l'enchaînement des preuves, et s'il pensa par momens à toucher dans l'auditeur autre chose que la raison, il dut s'en fier pour cela à l'action oratoire, dont le propre est d'animer les expressions les plus abstraites, de relever les plus communes, de colorer les plus générales.

La Harpe a joué de malheur avec le nom de Bourdaloue. Une première fois, parlant du sermon, en même temps qu'il omet Bossuet, il critique en quelques lignes la *sécheresse* de Bourdaloue. Plus tard il revient sur ce sujet, et plus juste cette fois envers Bourdaloue, s'il lui donne des louanges judicieuses, ne s'avise-t-il pas de préférer parmi les sermons ceux qui roulent sur les mystères, tant il lui était impossible d'avoir lu tout ce dont il parlait! Ou peut-être ne

pensait-il, en affectant cette singulière préférence, qu'à donner un gage plus significatif de son tardif retour aux croyances chrétiennes.

Les sermons sur les mystères sont en effet la partie la plus faible de l'œuvre de Bourdaloue. Sa dialectique sans enthousiasme ne convainc pas et vous laisse froids. Il ne s'agit plus là d'avoir raison; il faut toucher, étonner, ou si l'on raisonne, que ce soit avec la pensée de laisser là au besoin le raisonnement, comme trop grossier pour des vérités de l'ordre divin, et d'affirmer ce qu'on ne peut pas prouver. Pascal, qui avait appris à trop estimer le raisonnement en le voyant invincible dans les sciences, Pascal, qui raisonne avec Dieu même, semble abaisser à la fois la matière en la traitant comme un problème de géométrie, et la raison par l'impuissance du raisonnement; mais du moins son sublime effort intéresse, et c'est un grand spectacle que cette raison qui ne veut pas avouer que l'incompréhensible lui est interdit. Les efforts de Bourdaloue sentent l'école plutôt que l'angoisse du génie, et tout son discours reste au-dessous du sujet. Attaquer la raison sans la vaincre, sans l'étonner du moins, comme fait Bossuet, sans l'épouvanter, comme fait Pascal, c'est risquer de la rendre indifférente ou d'ajouter à sa superbe.

Bourdaloue n'use pas même de preuves qui lui soient propres; il ne quitte point l'école d'un pas, et il n'emploie que les raisonnemens consacrés. Et pourtant telle est la simplicité et la profondeur de sa foi, qu'à la longue on se sent touché de respect. Au lieu d'un avocat qui veut nous donner à croire ce qu'il ne croit pas, ou d'un rhéteur qui, dans la cause de la vérité, n'oublie pas les affaires de son esprit, c'est un prêtre qui n'a que la foi du troupeau, un docteur qui a conservé la docilité du disciple. Il n'est ni agité du désir de trop prouver, ni inquiet de prouver trop peu. Si son âme fut jamais troublée par les difficultés de la foi, il n'en reste pas de traces. Il n'a pas à se persuader à lui-même ce qu'il va enseigner; il transmet la doctrine telle qu'il l'a reçue, en y ajoutant l'autorité de la soumission plutôt que la nouveauté de motifs personnels. Et si nous sommes éblouis de tout ce que Bossuet met de génie dans l'explication des mystères, nous finissons par être tout au moins édifiés de voir Bourdaloue employer une raison si droite et si ferme à transmettre sur cette partie de la religion la tradition de l'église, en n'y apportant en propre que la lumière de la méthode et l'accent de la foi.

Il ne faut pas d'ailleurs chercher dans les sermons de Bourdaloue ces vives peintures des personnes divines dont Bossuet anime l'explication des dogmes. Il semble qu'il n'ait pas osé élever ses regards jusqu'à elles, et qu'il n'ait pas cru permis au chrétien de s'en faire des images trop sensibles. Bossuet conçoit Dieu comme le peuple, sous les traits d'une personne. Sur la foi de ce qu'ont dit les livres

saints de l'homme fait à l'image de Dieu, il ne craint pas de s'aider de la grossière ressemblance de la créature pour se représenter le Créateur. Pour Bourdaloue, Dieu n'est que le premier des dogmes chrétiens et le mystère des mystères. Il y croit de foi, il l'aime d'un amour qui n'ose être tendre, et dans ce double sentiment il fait taire toutes ses pensées. Il ne prend pas plus de libertés avec le Christ, malgré les touchantes invitations que nous fait l'homme-Dieu de venir à lui et de le toucher. Loin d'imiter la sainte familiarité avec laquelle Bossuet parle de Jésus, plus attiré par l'homme qu'intimidé par le Dieu, Bourdaloue a peur de trop voir l'homme dans le Dieu. Il se tient à l'écart, il le regarde de loin, dans la foule, plus ébloui qu'attiré par l'auréole lumineuse qui entoure sa tête. Enfin Marie, la médiatrice, il n'ose pas la contempler dans la dignité ineffable que le mystère lui a faite; il ne la voit pas, comme Bossuet, avec ces grâces qui rendent le mystère plus aimable; il s'en fait des images sévères et tristes, et quand il parle « de son exacte régularité, de son attention à ne se relâcher jamais sur les moindres bienséances, de sa conduite à l'épreuve de la plus rigide censure, » ne dirait-on pas qu'il s'agit de quelque pénitente ou d'une personne en religion?

Il garde la même réserve avec les saints et les pères : ce sont des autorités, des traditions, soit pour les mœurs, soit pour la doctrine; des vases d'élection, non des personnes. Bossuet les a vus et suivis dans leur passage à travers cette vie; il n'a pu les fréquenter sans faire amitié avec eux. Bourdaloue ne connaît des saints que leurs pensées; les personnes ne lui apparaissent que sous les voiles mystiques et les traits uniformes des bienheureux.

En résumé, dans la théologie comme dans la morale de Bourdaloue, il n'y a rien pour l'imagination, et c'en est peut-être le principal défaut. Je sais bien que le christianisme fait la guerre aux sens, et que l'imagination étant de toutes nos facultés la plus sujette à leur influence, il est presque d'orthodoxie de ne lui pas être complaisant; mais il y a fort loin de lui trop complaire à l'exclure tout à fait. Le christianisme ne trouve pas que ce soit trop de s'aider de toutes nos facultés pour faire pénétrer sa lumière au fond de notre âme, à travers nos doutes, nos langueurs et nos ajournemens. Il se tient à égale distance d'une spiritualité aride et du culte grossier des images. Bourdaloue ne s'adresse qu'à la raison, et par la voie du raisonnement. C'était un piége que le rationalisme protestant avait tendu au catholicisme. Une religion qui ne parle qu'à la raison risque fort de ne pas persuader, et de tourner contre elle l'arme qui ne lui a pas réussi. Les choses mal prouvées font plus d'incrédules que les choses qui s'imposent d'autorité. On a songé à réfuter Pascal, et Bossuet n'a jamais été contredit. C'est que Bossuet ne rai-

sonne pas comme l'école; il explique, à l'aide de tous les moyens du discours. Le raisonnement ne vient qu'en son lieu et semble moins un procédé qu'un mouvement de l'âme. Bossuet raisonne comme le peuple fait des figures, sans le savoir. Et pendant que le dialecticien échoue devant la raison de tel petit esprit opiniâtre qui du doute où vous l'avez laissé passera bientôt au mépris, Bossuet, en attaquant l'homme par tous les points sensibles, abat toute contradiction et jette l'âme la plus rebelle dans un trouble d'où sortira peut-être la foi, mais d'où ne sortira jamais le mépris.

III. — MASSILLON.

Si Bossuet est l'orateur de la chaire, si Bourdaloue en est le dialecticien, Massillon en sera peut-être le rhéteur.

Il ne faut pas prendre cette qualification par le mauvais côté. N'est pas rhéteur qui veut. Il y a souvent de l'orateur dans le rhéteur. Une imagination vive, une mémoire assez vaste et assez prompte pour servir comme d'une seconde intelligence, le talent d'écrire, la science du langage, on n'est pas rhéteur à moins. Pourtant ce mot signifie plus d'esprit que de génie, plus d'habileté que d'invention, plus de procédés que d'inspiration véritable. C'est un art dont l'objet est moins d'exposer des principes que de développer des lieux communs, et de persuader que de plaire. On y donne plus de soins aux mots qu'aux choses, à l'éclat du discours qu'à l'efficacité, et, dans le langage même, à l'harmonie plutôt qu'à la propriété, à ce qui brille qu'à ce qui se grave.

Il y a de tout cela dans Massillon; mais pour être juste, mettez-y le charme et comme le correctif d'une intention toujours pure, d'une foi sincère, de la raison et de la charité. S'il est rhéteur, c'est que ses procédés sont trop souvent au-dessous de son objet, et ses moyens moins bons que sa volonté.

C'est un premier trait du rhéteur que de négliger les principes qui, dans le christianisme, sont le dogme et les mystères, et de donner toute la place à l'enseignement moral. Déjà Bourdaloue avait affaibli l'autorité du sermon en y réduisant la part du dogme; Massillon, en l'omettant tout à fait, ou, ce qui est la même chose, en ne le rappelant que pour mémoire, fit du sermon une leçon de morale, où le christianisme ne paraît être que la plus sévère des philosophies humaines. Il tient les mystères pour établis, toutes les difficultés de la religion pour résolues; il craint de hérisser son discours de textes sacrés; il cite peu les pères, et pour ôter au discours l'air mondain plutôt que pour y mettre le nerf de la tradition. Enfin le christianisme dogmatique n'est redevable à ce prédicateur d'aucune de ces dé-

monstrations imposantes qui affermissent la foi ou embarrassent l'incrédulité. La force lui manquait pour les âpres méditations où Bourdaloue et surtout Bossuet avaient trouvé leur logique. Sa foi, plus douce que profonde, était facilement satisfaite, et sa vertu le menait au dogme par la morale. Il faut dire aussi que le temps où il prêchait n'était guère favorable à l'exposition théologique. Les querelles religieuses de la fin du siècle avaient lassé tout le monde. L'auditoire craignait la théologie contentieuse. Un ennemi venait de s'élever contre le christianisme : c'était la philosophie. Elle parlait aux imaginations, elle avait la faveur de la mode; il fallait que la chaire lui disputât les esprits, et comme la philosophie se piquait de n'avoir affaire qu'à la raison, la chaire s'accoutumait à retirer du débat le dogme, qui veut qu'on lui sacrifie la raison, et n'y laissait que la morale, dont les plus incrédules s'accommodent. C'est ce que fit Massillon, et je le dis plus à son excuse qu'à sa gloire : ces sortes de transactions compromettent plutôt qu'elles ne servent le principe qui a cédé. Je me fais une belle image d'un orateur chrétien se raidissant alors contre les dédains et les sourires de la philosophie, et qui se serait retiré de plus en plus dans la science du christianisme, aimant mieux rebuter la frivolité de son auditoire que de commettre le fonds de la religion. Massillon ne parut pas tenté de prendre ce rôle. Esprit facile, aimable, moraliste par vocation, il n'eut pas même la pensée de résister à son temps; il parla peu du dogme à ces oreilles superbes. Servit-il du moins la foi par la morale? J'en doute, et la vérité me force à en dire les raisons.

En ôtant au sermon l'autorité du dogme, Massillon ne se dissimulait pas qu'il affaiblissait la chaire chrétienne : pour compenser ce désavantage, il outra la morale. La plupart de ses sermons sont impitoyables. Le mot *crime*, dont il caractérise les infractions à la loi chrétienne, s'y présente en mille endroits où l'on ne s'attendait guère qu'au mot de *péché*. Le sermon sur le *petit nombre des élus*, son chef-d'œuvre, découragerait même les saints. Il n'y a pas de paix possible pour qui l'a lu avec foi. Où fuir en effet, où se cacher? Je ne sache que le quiétisme pour recueillir le fidèle épouvanté par cette impossibilité d'être sauvé, car il n'y a plus qu'à s'offrir à la maladie qu'on ne peut pas guérir, et à courir au-devant d'une condamnation qu'on voit inévitable. Qui sait si les derniers quiétistes ne se recrutèrent pas parmi les auditeurs encore tremblans du sermon sur le *petit nombre des élus* (1)?

Ces excès de la morale de Massillon parurent à beaucoup de gens

(1) Tel est le danger de ces maximes excessives, que de nos jours mêmes les hommes sages, dans le clergé, font des réserves sur Massillon. Des évêques prescrivent de n'en faire des lectures aux fidèles qu'avec précaution, pour ne pas les désespérer.

des éclats de zèle indiscret, ou, ce qui est plus fâcheux, des figures d'éloquence. Le danger d'une morale outrée, c'est de ne pas nous convaincre des crimes dont elle nous accuse, et de nous laisser dans un doute plus favorable à la rechute qu'au repentir. En nous ôtant la force de contenter une doctrine si exigeante, elle nous en ôte jusqu'à l'envie. Je vois les mondains de la régence, au sortir de ces sermons foudroyans, souriant des duretés de ce prêtre si doux, et pour ne pas se trouver aussi coupables qu'il le voulait, se trouvant moins en faute qu'ils n'étaient. Tel est l'effet de toute morale exagérée. La morale, même chrétienne, ne doit pas nous demander plus que nous ne pouvons, sous peine d'obtenir moins que nous ne devons. Ce qu'on dit de l'excès du droit, qui n'est que la suprême injustice, est vrai de la morale outrée; elle peut corrompre une âme faible en lui rendant l'innocence impossible.

N'est-il pas singulier que les grands docteurs devanciers de Massillon aient été plus doux que lui pour le pécheur? Combien qui croient le contraire, et à qui Massillon paraît à la fois un théologien plus accessible et un moraliste plus indulgent? Il ne faut pas cependant que ce nom aimable et populaire fasse tort à Bossuet ou à Bourdaloue : un titre éminent à ajouter à tous leurs titres, c'est que leur morale est proportionnée aux forces humaines. L'innocence à laquelle ils nous invitent n'est interdite à personne. Ils pensent moins à nous épouvanter qu'à nous tenir en inquiétude et en défiance sur nous-mêmes, et l'honnête homme, ne le fût-il que selon le monde, ne trouve dans leurs prescriptions rien que sa conscience ne lui ait conseillé. Bossuet et Bourdaloue se sentent si bien aidés par cette voix qui parle au fond de nous, qu'ils insistent bien plus, le premier surtout, sur la sanction de la morale, c'est-à-dire la foi, que sur le détail des prescriptions. Bossuet semble presque plus jaloux pour la foi que pour l'innocence. En tout cas, il compte plus sur la foi, qui commande à la volonté, que sur la morale, qui l'exhorte.

Ces exagérations du moraliste chez Massillon ne sont pas seulement une sorte de compensation de ce qu'il retranchait au dogme; je crains d'y voir une habitude de rhéteur. Le rhéteur n'a pas la véritable invention qui consiste dans les raisons moyennes; il veut frapper fort, et il cherche dans les choses outrées la force que l'orateur trouve dans les choses justes. S'il est homme de bien et qu'il prêche la morale, je m'attends à ce qu'il soit terrible. Il accablera les gens de son innocence, il aura des haines de tête contre les vices dont sa pureté l'a préservé, et il s'en fera des images d'autant plus affreuses, qu'il ne les aura pas même connus par la tentation. Il insultera les pécheurs, il leur jettera la malédiction et l'anathème; la chaire chrétienne retentira d'expressions violentes. Tel est souvent Massillon;

le doux évêque de Clermont ne m'apparaît qu'avec l'épée de l'ange exterminateur à la main.

Outre cette violence innocente, la composition, le langage, tout dans les sermons de Massillon trahit le rhéteur. La Harpe, qui le loue beaucoup trop (1), a cependant dit le mot qui caractérise justement sa manière de composer; ce mot, c'est l'amplification. L'amplification est l'éloquence des rhéteurs. Il ne faut pas la confondre avec le développement : développer est un art, amplifier n'est qu'un procédé.

Bourdaloue nous offre un beau modèle de l'art de développer. Il ne tire du sujet que les idées importantes; aucune qui soit de trop, ou qui n'ait avec l'objet du sermon le rapport du chemin au lieu où l'on va. Son ordre n'est pas cet arrangement artificiel qui fait passer les petites raisons avant les grandes, et qui prétend amorcer l'auditeur avant de le prendre. Il n'y a pas de raisons petites et qui ne soient en leur lieu les raisons capitales. Chacune a la force et la dignité d'une proposition nécessaire dans un raisonnement qui croulerait, si elle était fausse. Bourdaloue développe les choses par leur fond; Massillon amplifie. Le premier voit son sujet, il le circonscrit et il l'épuise; le second le cherche encore après y être entré, et, en courant un peu au hasard après ses richesses naturelles, il suscite d'autres sujets qui étouffent le principal, comme les branches gourmandes qui consument l'arbre à fruit. Il y emploie toutes les idées, petites ou grandes, et les mêmes sous des formes qui les diversifient aux dépens de l'exactitude du langage. Il y a un certain ordre, mais cet ordre est sans vie. De vaines subdivisions, pour lesquelles il a renchéri sur la subtilité de Bourdaloue (2), servent à le marquer, et sont comme des jalons plantés à l'aventure dans un terrain vague et sans limites. Cette incertitude dans le premier dessein du discours se fait sentir dans l'exécution; souvent les idées s'y pressent plutôt qu'elles ne se suivent. La plus forte vient avant la plus faible, et la même se reproduit plusieurs fois sous d'autres mots. Tantôt le discours, après avoir fait un pas en avant, recule; tantôt il tourne sur lui-même. Cependant un certain mouvement le précipite, mais c'est comme la mer dans une décoration de théâtre; ces flots-là ne vont à aucun rivage.

(1) « Un charme d'élocution continuel, une harmonie enchanteresse, un choix de mots qui vont tous au cœur, un pathétique entraînant, douceur, dignité, grâce, sévérité, onction, surprenante richesse de développemens; art de pénétrer dans les plus profonds replis du cœur humain; le Racine de la chaire et le Cicéron de la France. »

(2) Ainsi, dans le sermon sur la conception de la Vierge, il admire dans Marie « la fidélité de précaution et la fidélité de correspondance, » et dans cette seconde sorte de fidélité « une correspondance de perfection, une correspondance d'état, une correspondance de persévérance. »

Le style de Massillon a tous les défauts de l'amplification; les figures de mots y abondent, et en particulier celles qui peignent la véhémence, comme l'interrogation et l'exclamation; elles y reviennent à chaque instant, et refroidissent le discours par la fausse chaleur qu'elles y répandent. La phrase y affecte presque exclusivement la forme d'une période dont les membres se font équilibre, quelquefois par le poids des idées, trop souvent par le nombre et le son des mots. Les mots suscitent les choses, à peu près comme dans certaines poésies les rimes appellent les vers. Le bel esprit trouve à s'y mêler, et ses vaines fleurs, semées parmi tant de pieuses invectives, montrent que le désir de corriger l'auditoire ne faisait pas négliger à l'orateur le soin de lui plaire (1).

Que dans des sermons où le dogme a presque honte de se montrer, où la morale est excessive, la composition artificielle, où le prédicateur se souvient trop souvent qu'il parle devant des admirateurs de Fontenelle et de Lamotte, la langue ait fléchi, qui s'en étonnerait? Après avoir été marquée dans Bossuet de toutes les qualités du génie, dans Bourdaloue de toutes les qualités générales et d'obligation, cette langue, si hardie, si colorée dans le premier, si saine, si exacte, si irréprochable dans le second, Massillon l'a gâtée. Il y prodigue des nuances qui, pour quelques délicatesses douteuses dont elle paraît s'enrichir, la sèment d'incorrections non équivoques, qui l'étendent de la même façon que l'amplification étend le sujet en l'énervant, ou comme l'eau étend un vin généreux en lui ôtant sa force. Sans insister sur ce que la langue trouverait à y redire, ce qui importe assez peu, combien de fois ne s'y heurte-t-on pas à deux défauts communs à tous les rhéteurs dans toutes les langues, l'impropriété spécieuse et la fausse précision? Pour un esprit attentif et affamé de justesse et de vérité, ce sont des défauts bien autrement graves que les solécismes, car les solécismes ne trompent personne. La fausse précision, l'impropriété spécieuse, nous font illusion. On s'imagine que beaucoup de finesse doit se cacher sous des termes qui expriment plusieurs choses à la fois, et qu'en ces endroits-là c'est la langue qui a fait faute à l'auteur. J'y verrais plutôt le contraire. C'est pour n'être pas tombé juste sur ce qu'il avait à dire, qu'il a dit plus, ou qu'il a dit autre chose.

(1) Il dit des grands : « La nature toute seule a environné leur âme d'une garde d'honneur et de gloire. » Et quelques lignes plus haut : « Un sang plus pur s'élève plus aisément; il en doit moins coûter de vaincre les passions à ceux qui sont nés pour remporter des victoires. » Il dit de leurs craintes : « Exempts de maux réels, ils s'en forment même de chimériques, et la feuille que le vent agite est comme la montagne qui va crouler sur eux. » Et ailleurs : « Voici ce qu'on découvrait de certains héros vus de près. L'homme désavouait le héros; leur réputation rougissait de la bassesse de leurs mœurs et de leurs penchans; la familiarité trahissait la gloire de leurs succès. »

Cette corruption insensible de l'éloquence religieuse n'est nulle part plus marquée que dans le *Petit Carême*. On regarde pourtant ce petit livre comme le chef-d'œuvre de Massillon. Est-ce parce que les sermons sont plus courts? Est-ce sur la foi de l'estime qu'en faisait Voltaire, qui le copia, dit-on, plusieurs fois de sa main, et qui l'avait toujours sur sa table avec *Athalie* (1)? On lit si peu les sermons, qu'il se peut bien qu'on se prenne d'admiration pour ceux qu'on a lus jusqu'au bout. Et qui s'aviserait d'ailleurs de ne pas trouver bons des sermons recommandés par Voltaire? J'oserai pourtant dire que Massillon gagnerait à ce que le *Petit Carême* ne passât point pour son plus beau titre. Voltaire, le plus souvent d'un goût si sûr, s'est quelquefois égaré. Il s'en faut qu'il soit infaillible dans ses jugemens sur Corneille. Sur Pascal, il ne s'est pas trompé seulement par passion anti-chrétienne. Enfin n'a-t-il pas dit de Tacite que « c'est un fanatique pétillant d'esprit (2)? » Il y a bien de la rhétorique dans ses tragédies. Ne serait-ce pas complaisance secrète du rhéteur en vers pour le rhéteur en prose? Ou bien admirait-il moins dans le *Petit Carême* un modèle de véritable éloquence, qu'il n'y étudiait, avec la curiosité de l'artiste supérieur, la profonde habileté de langage et le tissu, souvent plus précieux que la matière? Les grands écrivains ont quelquefois la superstition de l'art; le bien dire les touche presque plus que le vrai, l'habileté de la main que la justesse de la pensée; ils nous laissent à nous le soin de démêler le vrai parmi ces merveilleuses adresses de l'art dont ils sont épris quelquefois jusqu'à en être dupes.

Les belles qualités qu'on peut louer dans le *Petit Carême* sont mêlées, dans l'*Avent*, de moins de défauts. A l'époque où il prêchait l'*Avent*, Massillon était plus près des exemples de Bossuet et de Bourdaloue, et la chaire d'où celui-ci venait à peine de descendre était encore remplie de cet esprit de religion sévère et de ce grand goût qui avait fait du prédicateur le directeur des esprits non moins que des consciences. Massillon avait encore à ses sermons le grand auditeur à qui successivement Bossuet et Bourdaloue avaient fait plus aimer la vérité qui corrige que le bel esprit qui amuse. Après la mort de Louis XIV, parlant à une cour occupée d'intrigues et de plaisirs, charmée des premières hardiesses de cette philosophie qui devait lui être si meurtrière, il crut qu'il devait rendre le discours agréable pour rendre la religion efficace. Dans ses duretés contre les courtisans, il laissa se glisser l'esprit de cour, et fit admirer aux grands la main habile qui leur portait des coups encore innocens.

(1) D'Alembert, *Éloge de Massillon*.
(2) Lettre à Mme Du Deffant, 30 juillet 1768.

En les accablant, il les amusa. Plus d'un de ces grands criminels, comme il les appelait, dut lui dire de ses sermons : « Mon père, il y a plaisir à être ainsi maltraité par vous. »

Mais même dans le *Petit Carême*, et plus souvent dans ses autres sermons, le rhéteur devient orateur. Au lieu de l'amplification oratoire, nous avons la vraie éloquence. Les mouvemens rendent inutiles les tours d'adresse, la chaleur descend de la tête au cœur, les fortes raisons se succèdent et s'enchaînent dans un ordre naturel, la stérile abondance du procédé fait place à la fécondité de l'invention; on est ému, on sent quelque chose de ce trouble où nous tient Bossuet tant qu'il parle; on devient attentif comme à la vigoureuse dialectique de Bourdaloue. Je reconnais là les vestiges d'un grand art. Ajoutez-y les qualités propres de Massillon, la facilité surtout qui répand tant de grâce sur les parties solides de ses discours. Par cette facilité aimable, par certains ressouvenirs de la poésie antique, Massillon ressemble à l'archevêque de Cambrai (1). Cette abondance de maximes rappelle les conseils un peu longs de Mentor à Télémaque. C'est la physionomie de l'homme, et il ne faut pas oublier que cet homme fut un des meilleurs et des plus doux de son temps. Sévère seulement du haut de sa chaire, et, comme il arrive, en proportion de ce qu'il était timide dans la conduite, celui qui avait supprimé les degrés dans les fautes, et pour qui tout était crime, consentait à consacrer l'abbé Dubois.

J'ai peur, en terminant cette étude, de n'en avoir pas assez dit sur les qualités de Bourdaloue et d'en avoir trop dit sur les défauts de Massillon. En entrant dans la vie des lettres, j'en avais ouï porter des jugemens singuliers par des écrivains qui n'étaient ni sans talent, ni médiocrement instruits; ils préféraient Bourdaloue à Bossuet, et Massillon à tous les deux. Tel était alors le souci de l'élégance, de cet ordre extérieur qui range les idées comme les pièces d'un échiquier, de l'harmonie surtout, où il leur était insupportable que les langues anciennes et les langues modernes du midi de l'Europe eussent l'avantage sur la nôtre ! C'était l'exagération de quelques bonnes idées de Voltaire, trop occupé lui-même des qualités extérieures de la langue française. La Harpe y avait renchéri, et les écrivains dont je parle étaient disciples ou avaient été amis de La Harpe. Quand je lus à mon tour les livres mêmes, je trouvai, tout au rebours de ce qu'on m'avait dit, Bossuet si au-dessus de ses deux successeurs, et Bourdaloue si supérieur à Massillon, que

(1) On rencontre souvent dans Massillon « les noirs soucis, les noirs chagrins, » et beaucoup d'autres figures de ce genre, presque prises à Fénelon, qui les avait prises lui-même à l'antiquité.

le dépit de rangs mal donnés me prévint peut-être contre les plus favorisés dans cette distribution. N'ai-je pas fait un tort à Bourdaloue d'avoir été préféré à Bossuet, à Massillon de l'avoir vu plus en honneur que Bossuet et Bourdaloue? Le goût et le savoir de ceux qui me lisent me redresseront. Mais il faut oublier ces différences, mettre fin à ces critiques où ma sincérité même me donne des scrupules à cause du sujet et de l'admirable vertu des personnes, et terminer par une dernière réflexion sur ce corps de nos sermonnaires, monument unique dans l'histoire des lettres, sans modèle comme sans égal chez les autres nations chrétiennes.

Dieu seul sait ce que tant de conseils de direction, tant de révélations sur le cœur humain, tant d'adresse et d'insinuation pour y pénétrer, tant d'autorité pour forcer les hommes à y lire et à se voir en face, tant d'éloquence ou persuasive, ou véhémente, ou tendre, ont dû raffermir de conduites, réveiller de consciences languissantes, ouvrir de mains fermées pour l'aumône, relever par le repentir d'âmes dégradées par la faute, adoucir de misères, guérir de blessures, et, le moment du dernier voyage arrivé, susciter de belles morts et envoyer d'âmes consolées à la source de toute miséricorde! Ne jugeons pas de cette morale par le mal qui a continué son cours malgré elle, mais par celui qu'elle a prévenu ou réparé. Par malheur, le mal qui se fait est le seul qui laisse un souvenir; l'histoire l'enregistre et amuse la curiosité humaine de ses scandales; le mal qui ne se fait pas n'est su que de Celui qui seul connaît le nombre des bons et des méchans et qui pèse les sociétés et les siècles. C'est faute de voir ce que le frein de la morale religieuse a empêché de mal, et pour n'avoir vu que ce qu'il n'en empêche pas, que l'homme en vient à lui préférer, comme règle des mœurs, les trompeuses lumières de la raison individuelle.

Notre société, notre temps en seraient-ils arrivés là? La morale de Bossuet, de Bourdaloue, de Massillon n'y serait-elle plus la loi des consciences? Il faudrait trembler alors, car je ne sais pas quelle force spirituelle ferait vivre et prospérer une société où l'on ne croirait plus qu'à ces deux choses : la fin de la morale chrétienne et l'impossibilité de la remplacer!

NISARD.

LES

COMMUNICATIONS INTEROCÉANIQUES

DANS L'AMÉRIQUE CENTRALE

Parmi les voies de communication projetées entre les deux océans, l'Atlantique et le Pacifique, il y en a qu'on pourrait nommer *continentales*, parce qu'elles traversent l'immense étendue de l'Amérique du Nord. L'agrandissement rapide du territoire des États-Unis, le mouvement continu de l'émigration vers l'ouest, la découverte des mines d'or de la Californie, la prospérité croissante des provinces situées sur la côte du Pacifique, ont fait naître ces projets nouveaux dont nous avons récemment cherché à apprécier l'importance relative (1); mais les espérances qui se rattachent à ces ambitieuses entreprises ne sont pas encore sorties du cercle même où elles ont pris naissance. Il y a bien longtemps au contraire que toutes les nations civilisées se préoccupent des nombreuses tentatives faites pour unir les deux océans, en traversant dans une partie quelconque l'isthme allongé et en certains points si étroit qui unit les deux Amériques. La disposition singulière de cette région du Nouveau-Monde explique très bien que les premiers efforts se soient portés de ce côté, et il est naturel qu'on ait tenté à maintes reprises, qu'on cherche encore aujourd'hui à résoudre dans l'Amérique centrale le problème de la jonction des deux mers, qui a tourmenté tant d'esprits élevés et nourri de si brillantes espérances.

Quels progrès cette question a-t-elle faits depuis quelques années? quels résultats définitifs a-t-on obtenus à la suite des recon-

(1) Voyez la *Revue* du 1er août 1856.

naissances multipliées dont les provinces de l'Amérique centrale ont été le théâtre? C'est ce que nous croyons opportun d'examiner. Dans des études si difficiles, l'intérêt, l'engouement, la rareté des renseignemens exacts n'ont que trop contribué à propager et à entretenir de fâcheuses illusions. S'il est malaisé de recueillir des données précises sur la partie en quelque sorte purement technique de ces projets, il l'est peut-être encore plus d'apprécier à leur juste valeur les changemens que l'ouverture des nouvelles voies de communication amènerait dans le mouvement général du trafic. Les courans commerciaux se déplacent ou se détournent d'après des lois parfaitement rigoureuses, mais sous des influences si complexes que les plus habiles peuvent s'y tromper. Trop souvent on s'est inquiété assez peu d'évaluer avec une rigueur suffisante ces données économiques, et l'on s'est borné à asseoir quelques calculs sur des indications statistiques incomplètes. Heureusement les projets se sont multipliés avec une telle rapidité, qu'il est aujourd'hui devenu possible de formuler un jugement à peu près définitif sur la plupart des travaux commencés ou proposés; les observations des divers explorateurs ont été soumises au contrôle sévère de leurs rivaux; les erreurs les plus graves sont dissipées; enfin les résultats connus de l'exploitation du chemin de fer de Panama permettent de fonder sur une base plus solide les conclusions relatives à l'avenir économique des projets qu'on espère encore réaliser.

Les communications continentales entre l'Océan-Atlantique et l'Océan-Pacifique se relient forcément à une œuvre future de colonisation dont il est impossible d'apprécier encore l'étendue : le développement des richesses naturelles de contrées aujourd'hui inhabitées et soustraites à l'activité humaine jette dans cette solution des élémens tout nouveaux, dont le nombre et l'importance nous échappent. Quel œil assez clairvoyant saurait distinguer dans l'obscurité de l'avenir le point précis qui doit limiter un jour les forces productives et l'expansion envahissante des États-Unis? Qui pourrait déterminer par combien de liens seront rattachés, à travers le continent même, les états baignés par les deux océans? L'établissement d'une nouvelle voie de communication dans les provinces de l'Amérique centrale est dégagé de pareilles incertitudes : cette voie n'est destinée qu'à donner des facilités de plus à un mouvement commercial dont la nature est parfaitement connue; comme elle n'amènerait aucun déplacement sensible dans les populations de l'ancien ou du nouveau continent, les conséquences qui doivent en résulter peuvent être renfermées dans des limites assez précises, et il n'est pas impossible dès à présent de les indiquer avec une exactitude suffisante. Les documens et les matériaux réunis sur les voies de communication projetées dans l'Amérique centrale sont

très nombreux. On peut en trouver une excellente analyse dans divers ouvrages, parmi lesquels je dois citer notamment celui de M. Michel Chevalier (1). Aussi ne reviendrai-je que rapidement sur les premières tentatives, et principalement afin de signaler les erreurs qui depuis ont été rectifiées : je m'étendrai de préférence sur les dernières explorations et sur la comparaison des opinions diverses émises au sujet de communications nouvelles

Dans la pensée de ceux qui ont les premiers étudié l'important problème de la jonction des deux océans, on devait le résoudre par l'établisssement d'un canal qui pût servir de passage aux plus larges bâtimens. Depuis cette époque, et sans renoncer à l'espoir de construire ce canal, on s'est attaché à étudier des tracés de chemin de fer dans l'Amérique centrale, et l'on a même achevé une ligne ferrée à travers l'isthme de Panama. Nous commencerons par nous placer dans chacune des provinces qui ont été explorées pour examiner les divers projets, soit de canal, soit de chemin de fer, et nous chercherons à en apprécier les avantages et les inconvéniens relatifs. Nous essaierons d'analyser ensuite les conséquences économiques de l'ouverture d'un canal de communication à travers une partie quelconque de l'isthme. Cet examen permettra de décider si l'achèvement du chemin de fer de Panama répond suffisamment aux exigences actuelles du commerce, ou si, pour y satisfaire, il ne convient pas d'établir de nouveaux chemins de fer dans ces contrées plutôt qu'un canal de grande communication maritime.

On s'est quelquefois étonné que les projets multipliés, les reconnaissances nombreuses faites dans l'isthme de Tehuantepec, dans ceux de Panama, de Darien, et dans le Nicaragua, n'aient jamais abouti, et que la question ne soit guère plus avancée aujourd'hui qu'autrefois. En vain les républiques de l'Amérique centrale se sont-elles montrées prodigues de concessions : les unes après les autres, les compagnies ont dû en laisser perdre le fruit, et n'ont jamais pu commencer les travaux; les capitaux européens et américains sont demeurés sourds aux appels réitérés en faveur d'un canal maritime. A ceux qui n'attribueraient une pareille inertie qu'à l'esprit de routine ou à la timidité, l'exécution du chemin de fer de Panama, accomplie au milieu de difficultés sans nombre, servirait de réponse. Pour expliquer la réserve des capitalistes en présence d'opérations aussi grandioses et qui depuis si longtemps s'annoncent avec d'aussi riches promesses, il n'est pas impossible de trouver des raisons très fortes, et l'on pourrait presque dire concluantes; il suffit d'étudier avec attention le genre de trafic dont un canal maritime

(1) Voyez aussi une étude de M. Émile Chevalier sur la jonction des deux océans dans la *Revue* du 1er juin 1852.

pourrait devenir l'artère dans l'Amérique centrale, et de chercher à se rendre compte de la condition sociale, des besoins des peuples qui se trouvent engagés dans le commerce du Pacifique, de la nature des échanges qui s'opèrent entre eux. Cet examen a d'ailleurs encore aujourd'hui un autre intérêt, en ce qu'il peut aider à découvrir l'influence qu'exercerait l'ouverture d'un canal maritime américain sur les opérations commerciales de la grande voie qui unira peut-être un jour les eaux de la Mer-Rouge à celles de la Méditerranée.

I.

L'Amérique centrale présente des contours extrêmement irréguliers; elle forme dans son ensemble un isthme allongé qui joint les deux parties du Nouveau-Monde, et qui, de Vera-Cruz à Panama, n'a pas moins de cinq cents lieues de long. Le continent de l'Amérique du Nord se resserre de plus en plus à mesure qu'on avance vers les parties méridionales de la province de Mexico : le point où il devient le plus étroit est connu sous le nom d'isthme de Tehuantepec. Au-delà, le continent s'élargit de nouveau pour former la vaste province de Guatemala et celle du Yucatan, dont la pointe avancée sépare le golfe du Mexique de la Mer des Antilles. Cette région est la partie de l'Amérique centrale qui présente la plus grande largeur, et qui est restée naturellement en dehors des explorations provoquées par les projets de jonction des deux océans. Quand on la dépasse et qu'on se dirige vers l'Amérique du Sud, on traverse successivement les états d'Honduras, de Nicaragua, de Costa-Rica, et la Nouvelle-Grenade. Le continent devient de plus en plus resserré, et cette dernière province, où se trouvent les isthmes fameux de Panama et de Darien, ne forme plus qu'une véritable langue de terre, quand on la compare aux surfaces immenses occupées par le Mexique et les États-Unis.

Les parties de l'Amérique centrale où l'on a étudié des tracés de canaux et de chemins de fer sont au nombre de cinq : l'une met l'Océan-Pacifique en rapport avec le golfe du Mexique, les quatre autres avec la Mer des Antilles. Ces divers points sont, du nord au sud, l'isthme de Tehuantepec, l'état de Honduras, l'état de Nicaragua, l'isthme de Panama, l'isthme de Darien.

Le projet d'un canal à travers l'isthme de Tehuantepec remonte jusqu'à Fernand Cortez. Le célèbre conquérant avait entendu parler des Californies, qu'il prenait pour des provinces asiatiques, et avait songé à établir une ligne de communication avec ces régions privilégiées, que l'imagination des Européens remplissait de fabuleuses richesses. Pendant l'année 1814, avant que les colonies espagnoles

eussent proclamé et établi leur indépendance, les cortès avaient décidé qu'un canal serait ouvert dans cette partie de l'Amérique; mais ce projet devait être bien vite oublié, et il ne fut repris qu'en 1842. Don José de Garay publia vers cette époque un rapport étendu sur l'établissement d'une communication interocéanique dans l'isthme de Tehuantepec (1). D'après les renseignemens qu'il avait recueillis, il considérait comme navigable sur une assez grande longueur la rivière Coatzocoalcos, qui se jette dans le golfe du Mexique, et traverse une grande partie de l'isthme. A partir du confluent du Serabia, un canal à point de partage, de 50 kilomètres de long, devait traverser la sierra, descendre le versant du Pacifique et aboutir aux lagunes de Tehuantepec.

Les inconvéniens de ce projet sont d'une nature tellement grave, qu'il a dû être complétement abandonné. Bien que le niveau de la contrée soit comparativement assez bas, le passage de la ligne de faîte nécessiterait des travaux extrêmement dispendieux. En outre l'on ne pouvait compter, pour alimenter le canal, que sur l'eau fournie par le Rio-Chicapa et ses affluens, dont le débit est incertain et sans doute insuffisant. Enfin le désavantage le plus signalé de cette ligne consiste dans l'absence de bons ports. Sur l'Océan-Atlantique, l'isthme de Tehuantepec n'en présente aucun. M. Garay proposait de faire entrer directement les navires dans le fleuve Coatzocoalcos; mais il est à peine nécessaire d'indiquer combien une pareille solution est peu satisfaisante. D'ailleurs la barre qui ferme l'embouchure ne laisserait passer que des vaisseaux de 300 tonnes. La hauteur d'eau, qui, à marée haute, est de 13 pieds, n'est à marée basse que de 11 pieds. M. Orbegozo, chargé par M. Garay de reconnaître l'embouchure du fleuve, avait indiqué une profondeur de 21 à 23 pieds. C'était là une grave exagération, qui a depuis été rectifiée par les ingénieurs d'une autre compagnie et par le commodore américain Perry. Plusieurs autres personnes expérimentées se sont positivement déclarées contre le projet, entre autres le capitaine Liot, surintendant des *steamers* anglais des Indes occidentales. Suivant lui, les vaisseaux qui chercheraient dans le Coatzocoalcos un refuge contre les vents du nord, qui descendent la vallée du Mississippi et viennent s'abattre avec violence sur l'isthme de Tehuantepec, n'éviteraient un danger que pour se jeter dans un danger plus grand à cause de la faible profondeur de l'entrée. Il n'est pas inutile de remarquer que les bateaux à vapeur employés dans le transit californien, destiné à devenir le principal sur toute ligne ouverte dans l'Amérique centrale, ont besoin d'avoir un très puissant tonnage

(1) *Reconocimiento del Istmo de Tehuantepec, practicado en los años* 1842 *y* 1843, don José de Garay, Londres 1844.

(d'environ 3,000 tonnes), et par conséquent un fort tirant d'eau. Pour les navires à voiles, il se manifeste partout une tendance de plus en plus prononcée à en augmenter les dimensions : l'expérience a démontré que ceux qui naviguent avec le plus d'économie ont de 1,200 à 1,400 tonnes, et de 20 à 24 pieds de tirant d'eau. Du côté de l'Océan-Pacifique, le port qui, dans le projet de M. Garay, devait former la tête du canal est, suivant M. de Humboldt, très mauvais. M. Michel Chevalier n'en parle pas avec plus de faveur. « Tehuantepec, dit-il, mérite à peine le nom de rade; la mer se retire journellement de ces côtes, l'ancrage y devient d'année en année plus mauvais; le sable que charrie le Chimalapa augmente la hauteur et l'étendue des bancs sablonneux placés au débouché de la première lagune dans la seconde, et de celle-ci dans la mer, et déjà Tehuantepec n'est plus accessible qu'à des goëlettes. » De fait, ce port ne peut servir à rien, et l'on a depuis songé à en faire un artificiel au moyen d'un môle de 2,000 pieds de long sur un point de la côte qu'on nomme Ventosa à cause des vents du nord-ouest qui y soufflent fréquemment. On sait quelles difficultés l'on rencontre dans l'établissement des grandes constructions maritimes, et quelles sommes énormes il faut y consacrer dans des pays où sont pourtant accumulées toutes les ressources de l'art : aussi peut-on à peine songer sérieusement à entreprendre de tels travaux dans des contrées lointaines, où le climat est meurtrier, où la main-d'œuvre ne peut s'obtenir qu'à grand'peine.

On a renoncé aujourd'hui à faire un canal maritime dans l'isthme de Tehuantepec; mais là, comme en plusieurs autres parties de l'Amérique centrale, les projets de chemins de fer ont succédé aux projets de canaux. Il est certain qu'avec Honduras et Panama, cette partie de l'Amérique centrale se prête le mieux à la construction d'un chemin de fer. Au point de vue des distances absolues, l'isthme de Tehuantepec présente même quelque avantage sur l'état de Honduras; mais cette supériorité est perdue en réalité, parce que la navigation est mauvaise et difficile dans le golfe du Mexique. D'ailleurs la compagnie qui est actuellement en possession d'un privilége dans cette partie de l'Amérique centrale, et qui se nomme la *Compaña mista,* est tenue par son cahier des charges de prendre Vera-Cruz pour port principal. De là des vaisseaux mexicains pourraient seuls transporter les marchandises et les passagers au point où l'isthme serait franchi. Sans parler de l'insalubrité du port de Vera-Cruz, attestée par M. de Humboldt, il est certain qu'on ferait ainsi un détour aussi long qu'inutile, rendu en outre dangereux par des bancs et des récifs.

L'objection tirée de l'absence de bons ports aux deux extrémités de l'isthme subsiste dans toute sa force contre ce nouveau projet. Il

est malheureux que cette région soit si peu favorisée sous ce rapport, car c'est celle où l'on pourrait trouver le plus facilement des ouvriers en nombre suffisant. Elle se rapproche de la portion la plus peuplée du Mexique, et le climat aussi semble y être plus sain que dans les autres parties de l'Amérique centrale. Toutefois ces avantages ne peuvent point racheter les inconvéniens que nous avons signalés, et l'on peut affirmer que l'isthme de Tehuantepec, placé aujourd'hui en dehors du courant commercial de la Mer des Antilles, ne deviendra jamais la grande route interocéanique de l'Amérique centrale.

Le second point qui se présente dans l'ordre des lignes de communication interocéanique est l'état de Honduras. On n'a jamais songé à y établir un canal maritime; mais avec Panama cette province est une de celles qui se prêteraient le plus facilement à l'établissement d'un chemin de fer, et tout récemment une compagnie américaine en a fait faire les études (1). La ligne proposée part de Puerto-Caballo, situé sur l'Océan-Atlantique, et aboutit, du côté du Pacifique, à la baie de Fonseca : elle suit la vallée de la rivière Numaya jusque vers sa source, puis franchit la plaine qui forme le point de partage des eaux ou plateau de Comoyagua, et redescend de l'autre côté la vallée du Rio-Guascovan, qui se jette dans la baie de Fonseca. Ces deux vallées, séparées par une crête peu élevée, forment une coupure naturelle transversale au continent, et dirigée dans le sens du nord au sud. Le chemin de fer, en la suivant, présenterait de très faibles inflexions, et joindrait le deux océans par une ligne presque droite de 160 milles de long.

Les ports des deux extrémités sont représentés comme excellens. Celui de Puerto-Caballo est très grand, d'une entrée et d'une sortie faciles, et présente partout de 4 à 12 brasses de profondeur. La disposition de la côte y permettrait l'établissement d'une grande cité. Il n'y a point aux environs de marécages qui la rendraient tout à fait insalubre : la lagune située au nord de Puerto-Caballo est formée d'eau salée, et, par une coupure de peu d'étendue, pourrait même être convertie en bassin intérieur. Ce lieu avait été autrefois choisi par Cortez pour former le grand et principal entrepôt de l'Amérique espagnole. Il n'a été abandonné que parce que le port était trop grand pour qu'on pût le défendre contre les boucaniers.

Du côté de l'Océan-Pacifique, la baie de Fonseca forme la rade la plus magnifique de toutes ces côtes. Elle a 50 milles de long, 30 milles de large, et contient trois îles qui offrent d'excellens abris et des situations admirables pour l'établissement de grandes

(1) *Honduras Interoceanic Railway. Preliminary Report*, by G. Squier; New-York 1854.

villes. La nature et la disposition du terrain ne présentent pas, suivant le rapport de M. Squier, de difficultés sérieuses à la construction d'un chemin de fer, et partout les inclinaisons des rampes pourraient être renfermées dans les limites ordinaires. Le plus grave inconvénient de ce projet est la longueur de la ligne, comparée à celle de Panama. Ce dernier chemin n'a que 50 milles de long, celui de Honduras en aurait 160. La mortalité a été très grande parmi les ouvriers qui ont été employés au chemin de fer de Panama à Aspinwall; elle serait véritablement effrayante sur la ligne nouvelle : on éprouverait non moins de difficultés à y obtenir des travailleurs, et il serait pourtant indispensable d'en réunir un nombre beaucoup plus considérable.

Le rapport américain affirme, mais cette assertion nous paraît au moins douteuse, que le trajet de New-York à San-Francisco par voie de Honduras présenterait une économie de temps sur le trajet par voie de Panama. Ce qui est certain, c'est que l'isthme de Panama est plus favorablement situé pour le commerce européen, soit avec la Californie, soit avec l'Australie.

L'état de Nicaragua a tenu depuis longtemps une bien plus grande place que celui de Honduras dans les préoccupations de ceux qui poursuivent l'établissement de lignes commerciales nouvelles. Les singuliers événemens dont cette province est aujourd'hui le théâtre, les tentatives que multiplient les Américains pour y établir leur prépondérance, les débats auxquels le traité Clayton-Bulwer a donné lieu, sont encore faits pour augmenter l'intérêt que cette province du Nouveau-Monde inspire en ce moment à toutes les nations.

Il n'est pas étonnant que cette portion de l'isthme qui joint les deux Amériques ait paru dès longtemps très favorable à l'établissement d'un canal maritime : les deux magnifiques lacs qu'elle renferme se prêtent merveilleusement à une grande navigation intérieure, et semblent appeler naturellement le mouvement commercial de ces régions. Les deux lacs de Nicaragua et de Managua étaient en effet compris dans un projet célèbre, dont l'exposé, publié à Londres en 1846, excita alors une vive sensation, tant par l'importance même du sujet qu'à cause de l'auteur, que tout le monde reconnut sous de transparentes initiales (1).

Le canal proposé devait se rapprocher du fameux canal calédonien qui traverse une partie de l'Écosse, et sert de passage aux plus gros vaisseaux marchands sur une longueur de 59 milles; 21 milles y sont formés par le canal, et le reste par les lacs Lochy, Oich et Ness. Le canal calédonien a 50 pieds de largeur à la base,

(1) *Canal of Nicaragua, or a Project to connect the Pacific and Atlantic Oceans by means of a Canal,* by N. L. B.; London 1846.

110 au niveau de l'eau, et 20 pieds de profondeur. Les écluses, au nombre de vingt-quatre, qui servent à franchir le faîte, ont des chambres de 40 pieds de large et de 172 pieds de long. Le canal de Nicaragua devait encore dépasser ces dimensions déjà colossales : la profondeur était portée à 23 pieds; la largeur, qui, à la hauteur du niveau de l'eau, devait être de 147 pieds, permettait de faire passer en même temps trois bâtimens de 1,200 tonnes. On assignait aux écluses 47 pieds de large et 210 pieds entre les deux portes, de façon à admettre en même temps deux navires de 300 tonnes.

La distance entre les deux points terminaux du canal proposé était de 278 milles; sur cette longueur, il n'y avait de travaux de canalisation à effectuer que sur 82 milles seulement. Sur la ligne qui sépare les ports des deux extrémités, San-Juan de Nicaragua ou Greytown, du côté de l'Atlantique, et Realejo sur l'Océan-Pacifique, on peut distinguer cinq sections principales : le cours de la rivière San-Juan, le lac de Nicaragua, la rivière Tipitapa, qui unit le lac de Nicaragua au lac Managua ou Leon, et la partie de l'isthme qui s'étend jusqu'à l'Océan-Pacifique et à la baie de Fonseca.

Le cours du San-Juan, qui unit la ville du même nom au lac de Nicaragua, a 104 milles de long; la navigation y est rendue fort difficile par une succession de *rapides* où le lit est peu profond, et où les eaux descendent avec une grande violence sur un fond très incliné. Ces rapides sont au nombre de quatre; on espérait les franchir et y obtenir une suffisante profondeur d'eau en enfermant chacun d'eux entre deux barrages éclusés; en d'autres points, où la profondeur d'eau n'est pas assez grande pour le passage de gros bateaux, on aurait de même établi des écluses et approfondi le lit par des travaux de curage. En tout, on aurait établi dix barrages éclusés sur le cours du fleuve. En outre, une branche, nommée le Colorado, par où se perd une quantité d'eau considérable, eût été fermée, et la rivière, ainsi grossie, aurait elle-même nettoyé son lit sur une certaine distance.

La rivière de San-Juan sort du beau lac de Nicaragua, qui n'a pas moins de 90 milles de long, et présente en plusieurs points de ses rives d'excellens emplacemens pour des ports et des villes. Le lac est uni par la petite rivière Tipitapa, qui a 20 milles de long, au lac Managua, situé à un niveau un peu plus élevé au-dessus de la mer. Dans le projet qui nous occupe, cette différence de hauteur, évaluée à 30 pieds, devait être rachetée par l'établissement de trois écluses. On proposait aussi l'entière canalisation de la rivière, qui n'est actuellement navigable en bateau que jusqu'à 12 milles du lac de Nicaragua, et dont le lit est partout encombré de rochers.

A partir du lac de Managua, la ligne suivie par le canal va encore en s'élevant à 55 pieds, pour atteindre la ligne de faîte, située

à 212 pieds au-dessus du niveau de l'Océan-Pacifique. Dans cette partie de l'isthme, on voit que le canal eût été à point de partage, et on comptait l'alimenter avec les eaux d'une rivière nommée Tosta ou Tolita; il n'aurait pas fallu moins de 29 barrages éclusés, 6 pour gravir le versant oriental, et 23 pour redescendre le versant occidental de la ligne de faîte jusqu'à Realejo, le seul port passable de la côte.

Ce projet, qui tirait parti de la disposition naturelle de l'état de Nicaragua et du merveilleux enchaînement de rivières et de lacs qui traversent l'isthme presque entièrement, devait naturellement servir de base à ceux qui l'ont suivi. On a seulement cherché à laisser le lac Managua en dehors de la ligne et à en trouver une plus directe entre le lac même de Nicaragua et l'Océan-Pacifique. Cette modification forme le trait principal d'un projet important présenté par la compagnie américaine, qui envoya récemment un corps d'ingénieurs, sous le commandement du colonel Childs, reprendre les études du canal du Nicaragua (1).

Les auteurs de ce projet ont évité le lac Managua pour diminuer la longueur du canal et le nombre des écluses. D'ailleurs la partie du canal qui joindrait le lac Managua à l'Océan-Pacifique serait, avons-nous dit, à point de partage, et il paraît qu'on n'est point sûr de pouvoir l'alimenter au niveau élevé qu'il devrait forcément atteindre. On ne pouvait obvier à cet inconvénient qu'en faisant à grands frais une coupure à travers la ligne de faîte qui domine le lac de Managua. A tous ces désavantages il faut encore ajouter la profondeur tout à fait insuffisante et l'irrégularité du lit de la rivière Tipitapa, qui joint les deux lacs. Les travaux qu'il faudrait entreprendre pour l'approfondir et la canaliser sont si considérables, qu'il serait sans doute préférable de creuser un canal latéral. Frappé de ces inconvéniens, le colonel Childs a exploré les vallées transversales qui font communiquer directement le lac de Nicaragua avec la mer. Il a choisi comme la plus favorable celle qui va de l'embouchure de la rivière Lajas à la ville de Brito, sur l'Océan-Pacifique. Le canal, dans ce projet, suivrait le cours du Lajas, et plus loin celui d'une autre rivière nommée Rio-Grande. La distance du lac à la mer sur cette ligne n'est que de 18 milles; la différence de niveau est à marée basse de 102 pieds, à marée haute de 111 pieds, et la descente se ferait par quatorze écluses placées à 8 pieds les unes au-dessus des autres. L'obstacle principal est ici l'absence d'un port

(1) *Report of the Surveys and Estimates of the cost of constructing a Interoceanic ship Canal from the harbour of San-Juan del Norte (Greytown) on the Atlantic, to the harbour of Brito, on the Pacific in the state of Nicaragua, Central America, made for the American, Atlantic and Pacific ship canal C° in the years* 1850-51-52, by Orville W. Childs; New-York 1852.

sur l'Océan-Pacifique; il serait nécessaire d'en construire un artificiellement à Brito, et d'y établir deux môles. On serait ainsi entraîné à une dépense que le colonel Childs évalue à 14 millions environ, mais qui sans doute serait bien plus considérable.

L'ingénieur américain a aussi étudié avec le plus grand soin tout ce qui se rapporte à la canalisation de la rivière San-Juan : il a mesuré partout la profondeur et la pente du lit. Les difficultés qu'on éprouverait à rendre le fleuve navigable dans toute la longueur sont de telle nature que le capitaine anglais Liot croyait plus économique de creuser un canal latéral entre le lac de Nicaragua et l'Océan-Atlantique, et d'y amener les eaux du San-Juan et du lac. M. Michel Chevalier admettait cette même nécessité au moins sur une bonne partie du cours du San-Juan. C'est à ce dernier avis que s'est en partie rangé le colonel Childs. Les écluses placées aux *rapides* ne sont point, dans son projet, établies sur le fleuve lui-même, mais, ce qui du reste est presque partout plus convenable, dans des coupures latérales formant un tronçon de canal. Du côté de l'Océan-Atlantique, on abandonne complétement le fleuve pour un canal latéral de 28 milles de long qui aboutit au port de San-Juan. Suivant M. Childs, la longueur du cours du San-Juan est de 119 milles : sur cette distance, la rivière ne serait canalisée que sur 90 milles, au moyen d'excavations faites dans le lit et de digues; le reste de la voie serait formé par le canal proprement dit. La différence de niveau entre le lac de Nicaragua et l'Océan-Atlantique est de 107 pieds à marée haute et de 108 pieds à marée basse, et M. Childs croit nécessaire d'établir quatorze écluses de ce côté comme de celui du Pacifique.

C'est peut-être ici le lieu de faire remarquer que les prétendues différences de niveau observées entre les deux océans n'étaient dues qu'à des erreurs d'observation. Le colonel Lloyd avait annoncé que la différence des deux niveaux est de 9 pieds environ, et M. Garella, d'après les mesures qu'il avait prises à Panama, avait porté cette différence jusqu'à 19 pieds. Il y a bien longtemps que l'illustre M. de Humboldt et après lui M. Arago avaient contesté l'exactitude de ces résultats, et les travaux de nivellement du chemin de fer de Panama, aujourd'hui achevé, sont venus confirmer d'une manière irréfutable la justesse de leurs observations. Les marées sont inégales des deux côtés de l'isthme : elles varient beaucoup plus fortement du côté du Pacifique que du côté de l'Atlantique. Ainsi à Panama la différence est de 18 à 24 pieds entre la marée haute et la marée basse, tandis qu'elle n'est que de 18 à 24 pouces à Chagres; mais le niveau *moyen* des deux océans est absolument le même. Les nombreuses observations recueillies des deux côtés de l'isthme de Panama n'indiquent qu'une insignifiante différence

de 0,14 à 0,15 pieds suivant les saisons; cette différence paraîtra sans doute assez faible pour qu'on puisse l'attribuer à des erreurs directes d'observation et au choix des localités où s'enregistrent les marées.

Il n'est pas inutile d'examiner combien il faudrait de temps à un bateau à vapeur et à un vaisseau à voiles ordinaire pour traverser le canal de Nicaragua. Le temps employé par un *steamer* ou un vaisseau quelconque pour franchir une écluse peut être évalué à 24 minutes environ, ce qui permet d'effectuer soixante passages en 24 heures. M. Childs estime que les bateaux à vapeur ne pourront, sans danger pour les berges, faire plus de 2 milles 1/2 par heure sur le canal; sur le lac et sur la rivière, ils pourraient, suivant lui, conserver la vitesse de 11 milles par heure qu'ils ont sur l'Océan. Les vaisseaux à voiles seraient remorqués par des bateaux à vapeur sur le lac et la rivière, et pourraient faire de 2 à 5 milles par heure; sur le canal, ils seraient remorqués par des chevaux et n'avanceraient que d'un mille par heure. En tenant compte des distances parcourues sur le canal, la rivière et le lac, et du nombre des écluses, qui est de 28, M. Childs admet qu'il faudrait, pour traverser l'isthme, deux jours à un bateau à vapeur et trois jours et demi à un navire à voiles. Le temps employé serait probablement toujours supérieur à ces chiffres à cause de l'encombrement du canal et de délais inévitables dans la pratique.

La compagnie américaine dont nous venons d'examiner les projets, et qui possède en ce moment un privilége pour l'établissement d'un canal dans le Nicaragua, a encore le droit d'exploiter les voies navigables et les lacs sous le nom de *Compagnie de transit* (1). Cette ligne de transit, établie entre San-Juan-del-Norte ou Greytown et San-Juan-del-Sur, sur le Pacifique, est, avec le chemin de fer de Panama, la seule actuellement suivie par les émigrans qui traversent l'Amérique centrale pour aller en Californie. Les voyageurs, qui arrivent dans les grands bateaux à vapeur atlantiques, les quittent pour prendre de petits bateaux de rivière qui les conduisent dans le port de San-Juan et les amènent aux premiers rapides de Castillo. En ce point, il y a un *portage*, c'est-à-dire que marchandises et passagers sont débarqués et transportés par terre au-delà des rapides. De nouveaux bateaux les reprennent jusqu'aux rapides de Toro; il faut ensuite rentrer dans les bois pour rejoindre les bords du lac, qu'on traverse en bateau à vapeur; on débarque enfin, et l'on prend des mules jusqu'à San-Juan-del-Sur. Ce simple exposé montre suffisamment combien le passage de l'isthme par cette ligne est encore long et fastidieux.

(1) Le matériel de cette compagnie a été dernièrement saisi par le général Walker.

La largeur de l'état de Nicaragua est trop considérable pour qu'on ait jamais songé à y établir un chemin de fer. D'ailleurs, tout le long du San-Juan, la contrée est un désert entièrement sauvage qu'on ne traverserait qu'à grand'peine. Arrivée au lac de Nicaragua, la ligne du chemin de fer ne pourrait pas le contourner en longeant les rives, et se trouverait forcément interrompue. Il faudrait donc traverser le lac en bateau à vapeur et reprendre le chemin de fer au-delà. On n'admet de pareils délais, avec les fréquens transbordemens de marchandises, les ennuis, les dépenses qui en sont la suite, que sur une ligne tout à fait transitoire, en l'absence d'une meilleure voie de transport.

La route actuellement suivie par l'immense majorité des passagers est le chemin de fer construit dans l'isthme de Panama. Cette entreprise, qui permet de passer d'un océan à l'autre en quelques heures, est sans doute une des plus remarquables que ces dernières années aient vu terminer. L'achèvement de cette ligne, exécutée dans des circonstances extraordinaires et toutes nouvelles, a permis de préciser les notions trop vagues et trop incomplètes qu'on possédait jusqu'ici sur les conditions où s'opère le travail dans ces lointaines contrées et sur les difficultés que le climat y oppose.

Le chemin de fer part de l'île Manzanilla, située à 7 milles environ de l'embouchure de la rivière Chagres. A la tête du chemin s'élève aujourd'hui une ville nouvelle, qui a reçu pour nom celui de M. Aspinwall de New-York, l'un des principaux commerçans engagés dans l'entreprise; cette ville comptait déjà 2,000 habitans en 1855, et grandit chaque jour avec une surprenante rapidité. Après avoir traversé l'étroit canal qui sépare l'île Manzanilla de la côte, le chemin de fer se dirige vers la vallée du Chagres, qu'il suit à peu de distance jusqu'à un affluent nommé l'Obispo. Il remonte cet affluent pour atteindre le point de partage des deux océans, à 37 milles environ de l'Atlantique et 10 milles du Pacifique. Après l'avoir dépassé, il descend la vallée du Rio-Grande et va atteindre Panama.

Du côté de l'Atlantique, la ligne traverse sur une longueur de 13 milles de profonds marécages, où il a fallu partout l'établir sur pilotis; dans les parties supérieures de la vallée de l'Obispo, la contrée est très montagneuse, entrecoupée par de profonds ravins, et l'on a dû faire partout de profondes entailles dans le roc, accumuler les travaux d'art, et adopter des courbes extrêmement fortes. Enfin, du côté du Pacifique, la descente est très rapide, et les ingénieurs ont été obligés d'admettre des rampes très inclinées.

Les ports des deux extrémités, malgré quelques inconvéniens, offrent généralement aux navires un abri suffisant. La baie de Limon, qui renferme l'île Manzanilla, forme la rade du côté de l'Atlantique :

elle a une lieue de long et presque autant de large, et présente en moyenne sept brasses de profondeur. De l'autre côté de Manzanilla est la baie qui porte le même nom, plus petite, mais défendue contre les vents du nord, auxquels la baie de Limon est exposée. Panama ne présente point de véritable port, mais les vents y sont rarement forts, et la ville est protégée par un groupe d'îles que la compagnie américaine a achetées, et où l'on trouve d'excellens abris pour les vaisseaux.

Les difficultés qu'on a rencontrées dans l'exécution du chemin de fer de Panama, indépendamment des obstacles présentés par la configuration de la contrée, sont de plus d'une espèce. Une des plus graves tient au climat tropical du pays et aux pluies torrentielles qui tombent pendant une grande partie de l'année, et sont très redoutables pour les ouvrages en terre. L'expérience acquise par les ingénieurs de la compagnie du chemin de fer de Panama leur a démontré la nécessité d'élever les remblais dans une seule campagne avant la saison des pluies. Pendant cette période, les remblais se tassent très rapidement, et ceux qui peuvent résister à l'épreuve sont garantis contre les tassemens ultérieurs par la vigoureuse végétation qui succède aux pluies et les consolide pour toujours.

Les hautes températures de ces régions amènent aussi une décomposition extrêmement rapide des traverses et des ponts en bois: on a employé partout une espèce de pin nommée le pin jaune et le *lignum vitæ*. Malheureusement il n'y a aucune essence qui résiste longtemps à l'influence du climat, et l'œil n'apercevant point le travail de la décomposition, il arrive fréquemment que des bois qui paraissent complétement sains s'en vont tout à coup pour ainsi dire en poussière. Le terrible, mais unique accident qu'on ait eu à enregistrer jusqu'ici sur le chemin de fer de Panama est dû à la rupture d'un pont au moment du passage d'un convoi. La plupart des ponts sont dès à présent construits en pierre, et sans doute ils le seront tous bientôt. On a pu aussi recueillir des données précises sur l'insalubrité de l'isthme : elles n'ont fait que fortifier la triste réputation que ces contrées ont depuis longtemps acquise sous ce rapport, et donner la certitude qu'il faudrait sacrifier un grand nombre d'existences à l'exécution de tous les grands travaux qu'on y projette. Les ouvriers blancs employés au chemin de fer de Panama étaient à peu près au nombre de 6,000. Le 28 janvier 1855, le nombre des morts s'élevait à 293, c'est-à-dire au vingtième environ. Cette proportion a été un peu moindre parmi les natifs et les ouvriers amenés de la Jamaïque, mais elle a atteint un chiffre beaucoup plus considérable parmi les *coolies*. La difficulté de trouver des ouvriers en nombre suffisant dans le pays avait engagé la compagnie

à les y amener à grands frais; on n'a pas eu lieu d'en être satisfait, et pour les travaux futurs il est probable qu'on tentera plutôt de n'attirer que des ouvriers américains ou européens.

Aujourd'hui l'exploitation du chemin de fer de Panama est en pleine activité; en 1853, avant même qu'il fût terminé, il a transporté 32,000 passagers; en 1854, le nombre s'élevait à 36,000, en 1855 à 40,000, et sans doute il ira longtemps encore en augmentant. La ligne n'a actuellement qu'une voie, mais le rapide mouvement des voyageurs et des marchandises obligera bientôt à en ajouter une seconde. Panama est en effet devenu un centre commercial de la première importance. Chaque semaine, des bateaux à vapeur américains de 1,500 à 2,500 tonnes établissent une communication régulière avec New-York et San-Francisco. Une ligne de bateaux à vapeur anglais de 1,000 à 1,200 tonnes fait deux fois par mois le service entre Panama et Valparaiso, en touchant à Callao, Aréquipa, Arica, Copiapo. Enfin une compagnie anglaise songe à établir une ligne de bateaux à vapeur de 3,000 tonnes entre l'Angleterre et l'Australie par voie de Panama; les bateaux feraient chaque mois dans l'Océan-Atlantique le trajet entre Milford-Haven et Aspinwall, — dans le Pacifique, entre Panama et Sydney ou Melbourne alternativement. Tahiti servirait d'entrepôt dans le Pacifique. Avant la guerre d'Orient, il existait une ligne de communication par bateaux à vapeur entre l'Angleterre et l'Australie, voie du cap de Bonne-Espérance. Ces bateaux ont été employés pendant la campagne au transport des troupes et des munitions en Crimée, et le gouvernement anglais s'est vu contraint de rompre tous les contrats pour le service des dépêches par bateau à vapeur pour l'Australie. Les communications régulières viennent d'être reprises sur la route ancienne du cap de Bonne-Espérance; mais depuis longtemps les colonies australiennes souhaitent vivement qu'une ligne soit établie par la voie de Panama, que beaucoup de personnes se représentent comme la plus directe. En effet, quand on jette les yeux sur une carte de Mercator, on voit qu'on peut joindre Sydney, Panama et l'Angleterre par une ligne presque absolument droite; mais on ne remarque pas toujours que cette ligne occupe à peu près les deux tiers de la circonférence du globe. On fait aussi beaucoup de bruit des avantages que l'Océan-Pacifique, presque toujours calme aux latitudes tropicales qu'on aurait à traverser entre Panama et l'Australie, et parfois tranquille comme un lac, présente à la navigation. Malheureusement les voyageurs auraient beaucoup à souffrir des chaleurs pendant presque tout le temps de la traversée. Au dire de tous les navigateurs qui ont parcouru l'Océan-Pacifique, ces chaleurs deviennent fréquemment intolérables, et affectent sérieusement la

santé pendant ces calmes prolongés, qui durent souvent plus d'une semaine, épaississent la mer et la recouvrent d'une sorte de manteau gras et épais. Il faut ajouter qu'en suivant la route de Panama, on court encore le risque, avant de quitter le port de l'Atlantique, d'être atteint de la fièvre jaune ou de l'une des fièvres malignes qui règnent pendant toute la saison des pluies.

Malgré ces inconvéniens, il a souvent été très sérieusement question d'établir un service à vapeur entre Panama et l'Australie, et si les Anglais ne se hâtent point de prendre l'initiative, il se peut qu'ils soient devancés par une compagnie américaine déjà formée dans la même intention. Jusqu'ici, le trafic entre les États-Unis et l'Australie a été extrêmement limité, mais il peut se développer considérablement, car dans les colonies australiennes il n'y a de droits que sur un très petit nombre d'articles, et tous les produits principaux que les États-Unis pourraient importer en sont entièrement exempts. Le seul avantage important que posséderait une compagnie anglaise serait la subvention que le gouvernement lui donnerait pour le transport des dépêches.

Si la ligne de communication entre Panama et l'Australie s'établit, si l'on donne quelque jour suite au projet de former entre San-Francisco et Shanghaï, par voie des îles Sandwich, un service de bateaux à vapeur américains de 3,000 tonnes, on voit quelle importance est destiné à atteindre l'isthme de Panama, devenu une des routes principales entre l'Europe, les États-Unis et la côte occidentale des deux Amériques, l'Australie et la Chine. La construction du petit chemin de fer de Panama, qui n'a que 46 milles de long, a coûté au-delà de 35 millions; mais ces sacrifices n'ont pas été inutiles, et deux ans après l'achèvement du chemin, les marchands de New-York qui l'ont fait construire ont retiré de leur capital un intérêt extrêmement élevé.

Maintenant que le chemin de fer de Panama est terminé, il semble à peine nécessaire de revenir, autrement que pour les rappeler, sur les nombreux projets de canal présentés depuis longtemps pour unir à travers cette partie de l'isthme les deux océans. Dès 1827, et sur l'avis de M. de Humboldt, Bolivar avait fait exécuter le lever topographique de la contrée par M. Lloyd, officier anglais attaché à son état-major. Depuis cette époque, plusieurs plans ont été mis en avant pour accomplir cette grande entreprise, et le chemin de fer de Panama suit même l'une des lignes étudiées pour l'établissement d'un canal. L'avantage qui résulte de la faible largeur de l'isthme est malheureusement compensé par des difficultés dont quelques-unes sont insurmontables. Les rivières de l'isthme, le Chagres et la Trinidad du côté de l'Atlantique, le Farfan et le Rio-Grande du côté de

l'Océan-Pacifique, sont trop peu profondes pour qu'on pût les canaliser sans très grands frais, au moins sur une partie de leur longueur, et il serait sans doute plus économique de creuser un canal sur toute la largeur de l'isthme; mais l'inconvénient le plus grave tient au relief du terrain : l'altitude du faîte qui sépare les deux océans atteint 170 pieds, et il paraît absolument impossible d'amener de l'eau en quantité suffisante au point de partage. M. Garella, que le gouvernement français avait, il y a quelques années, envoyé à Panama, avait hardiment admis la nécessité, pour traverser l'isthme, de creuser un tunnel gigantesque, assez grand pour que des vaisseaux mâtés pussent y passer.

Les dernières lignes que nous ayons à examiner sont celles qui traversent l'isthme de Darien. Depuis longtemps, ce point remarquable avait été signalé au gouvernement espagnol, et M. de Humboldt l'avait estimé supérieur à toutes les autres parties de l'Amérique centrale pour l'établissement d'un canal maritime. Malheureusement il a toujours été très difficile d'obtenir des renseignemens précis sur la topographie de cette partie de la Nouvelle-Grenade, habitée par des tribus d'Indiens indépendans et sauvages. On en sait pourtant assez pour avoir renoncé à quelques projets hâtivement conçus. La ligne de l'Atrato a dû être abandonnée, parce que, sur une longueur de plusieurs milles depuis la source, cette rivière est à sec pendant une grande partie de l'année. Le San-Juan, qui en est séparé par une distance de 3 milles environ, ne peut y envoyer de l'eau, comme on l'avait cru d'abord, car le lever topographique a fait voir qu'il est à 100 pieds plus bas. Une seconde ligne, proposée par voie du Napipi et du Bando, n'a pas donné de meilleurs résultats. Il semble donc impossible, comme on l'avait espéré, d'unir le golfe de Darien à la baie de Cupica. En 1850, M. Lionel Gisborne a étudié un nouveau projet de communication, dans l'isthme de Darien, entre la baie où se jette le Rio-Darien, et qui porte le nom de baie Saint-Michel, et, du côté de l'Océan-Atlantique, la baie de Calédonie. Il est à regretter que son rapport, un peu trop bref, ne permette pas d'apprécier exactement la valeur de ce nouveau plan. La ligne de faîte atteint, sur la voie qu'il propose, la hauteur de 150 pieds, la même environ qu'à Panama. M. Gisborne admet qu'on pourrait, en raison de la faible largeur de la chaîne, y faire une simple coupure, et unir les deux océans par un canal sans écluses. Il appuie, non sans raison, sur la difficulté de faire franchir des écluses à de très grands navires, sur la perte de temps qui en résulte; il serait d'ailleurs très difficile de fournir de l'eau à un canal éclusé. Il faudrait former au point de partage, avec les eaux des rivières Savannah et Caledonia, deux lacs artificiels qui se rempliraient pendant la saison des pluies, et alimen-

teraient le canal pendant le reste de l'année. Les proportions que M. Gisborne propose de donner au canal, éclusé ou non, sont tout à fait gigantesques : il offre de lui donner 140 pieds de largeur à la base, 160 pieds à la hauteur du niveau de l'eau, et 30 pieds de profondeur. Les écluses qu'il faudrait construire auraient 400 pieds de long, 90 pieds de large, et seraient placées à 30 pieds les unes au-dessus des autres. Suivant les estimations de M. Gisborne, le canal sans écluses coûterait 300 millions, et le canal avec écluses 112 millions. Tout en présentant ces deux projets à la fois, l'ingénieur anglais incline ouvertement vers le premier, et le représente comme satisfaisant seul aux conditions d'une grande communication interocéanique. Les inconvéniens nombreux de la navigation ordinaire sur canal sont bien connus, et prennent encore plus d'importance sur une voie destinée aux plus gros navires, où la moindre accident dans une écluse pourrait interrompre pendant des mois entiers un transit d'une extrême importance (1).

L'isthme de Darien est trop rapproché de celui de Panama pour qu'on songe aujourd'hui à y construire un chemin de fer : la ligne proposée par M. Gisborne pour un canal se prêterait pourtant, sans doute avec peu de modifications, à l'établissement d'une voie ferrée, s'il est vrai que la chaîne de montagnes y est interrompue par une dépression qui n'a que 150 pieds de hauteur au-dessus de la mer. En outre le chemin de fer de Darien n'aurait que 30 milles de long, ce qui lui donnerait un peu d'avantage sur celui de Panama.

II.

Le temps et la distance ne sont pas les uniques élémens qu'il faille considérer dans l'ouverture de nouvelles voies commerciales. Une partie des navires qui actuellement tournent le cap de Bonne-Espérance et le cap Horn n'abandonneront ces lignes que si une route nouvelle permet de réaliser une économie dans le transport des marchandises sur quelques-uns des marchés les plus importans du globe. Il n'y a aucun doute que l'ouverture d'un canal maritime dans les provinces de l'Amérique centrale ne permît aux navires partis de l'Europe et des États-Unis d'atteindre plus rapidement les ports de la côte occidentale de l'Amérique; mais il est non moins évident qu'ils n'auraient aucun intérêt à adopter cette route, si le péage du canal dépassait la somme qui représente la dépense du

(1) Tout récemment un ingénieur américain, M. Kelley, a visité l'isthme de Darien et a présenté des plans qui ont beaucoup d'analogie avec les précédens, pour y unir les deux océans par un canal sans écluses au moyen d'une immense coupure.

navire jointe à l'intérêt des valeurs transportées pendant le nombre des jours qui se trouveraient ainsi gagnés. Même à frais égaux, les navires ne suivraient sans doute point le canal à cause des ennuis de ce mode de navigation, par crainte de délais inattendus, d'accidens dus à la négligence ou simplement au hasard. Il faut donc qu'outre l'économie de temps une véritable économie d'argent les attire dans la voie nouvelle. La fixation des tarifs devient en quelque sorte une question vitale pour l'avenir de l'entreprise : voici de quelle manière on peut arriver à la résoudre. La dépense d'un navire comprend l'intérêt du prix d'achat et du gréement, les salaires et la nourriture de l'équipage, et les frais d'assurance. Pour un vaisseau de 1,300 tonnes, on peut évaluer cette dépense à 6,500 francs par mois ou 216 francs par jour. Dans un navire de ce tonnage, la valeur d'une cargaison ordinaire ou moyenne peut être estimée à 300,000 francs; l'intérêt de cette somme à 6 pour 100 est de 1,500 francs par mois, ou de 50 francs par jour. En ajoutant ces deux sommes, on voit que chaque jour de traversée représente une dépense totale de 266 francs. Si le vaisseau traversait un canal maritime, il faut examiner à combien de jours de traversée équivaudrait ce passage au point de vue des frais. Un navire de 1,300 tonnes aurait à payer, au prix de 3 dollars ou 15 francs environ par tonne, la somme de 19,500 francs, au prix de 2 dollars ou 10 fr. la tonne celle de 13,000 fr., au prix de 1 dollar 1/2 ou 7 francs 50 cent. la tonne celle de 11,250 fr. La première de ces trois sommes représente la dépense de 65 jours de traversée, la seconde de 43 jours, la troisième de 37 jours. En adoptant le premier de ces tarifs, on laisserait donc en dehors du mouvement commercial de l'isthme tous les navires qui, en le traversant, ne gagneraient qu'un nombre de jours inférieur à 65; en se tenant au second tarif, on perdrait encore tous ceux pour lesquels le passage par l'isthme ne permettrait pas de faire une économie de temps égale à 43 jours. Ainsi que nous le verrons, il est de toute nécessité d'adopter le second ou le troisième tarif, et il est vraisemblable qu'il serait utile d'admettre le dernier pour présenter un avantage sensible au commerce et attirer tout le trafic qui pourrait suivre la voie de l'Amérique centrale.

Le taux des tarifs est en relation directe avec l'importance du tonnage qui serait attiré par l'ouverture d'un canal maritime dans l'Amérique centrale. Une fois admis le tarif le plus convenable, il faut chercher à évaluer sur quel tonnage et par conséquent sur quel revenu l'on peut compter, en second lieu si ce revenu est assez considérable pour rémunérer suffisamment les capitaux qu'il est nécessaire d'engager dans l'entreprise. Il est bien difficile de résoudre

avec quelque précision la première de ces questions; pourtant il n'est pas impossible d'arriver à quelques conclusions fort importantes, en examinant quelle est la nature même du trafic dont cette partie du Nouveau-Monde pourrait devenir l'artère. Nous avons vu qu'en adoptant le tarif de 7 fr. 50 cent. ou 1 dollar 1/2 par tonne, on amènerait dans le canal maritime tous les navires pour lesquels l'économie de temps ainsi réalisée s'élèverait au moins à 37 jours. Examinons quel est, pour chacun des grands marchés de l'Océan-Pacifique, le nombre de jours que gagneraient, en passant par l'Amérique centrale, des navires venus soit des ports européens, soit de ceux des États-Unis.

Celui de ces marchés qui contribuerait pour la plus forte part à former le revenu du canal serait sans contredit la Californie. On sait avec quelle rapidité sans exemple cette région s'est peuplée : la soif de l'or, passion aussi vive, aussi frénétique de nos jours que du temps des conquérans espagnols, a jeté des milliers d'émigrans sur les *placers* du Sacramento. Uniquement occupée à arracher à un sol privilégié la richesse qu'il renferme, cette population, rassemblée de tous les points du globe, a dû jusqu'ici recevoir du dehors tout ce dont elle a besoin, objets de consommation et produits manufacturés de toute espèce. On ne peut comparer la Californie à une colonie ordinaire où la métropole envoie ses produits, et d'où elle tire en échange un certain nombre de matières premières que la sol ne peut fournir, et qui sont nécessaires à son industrie. Le nouvel état n'a payé jusqu'à présent ce qu'il reçoit qu'avec de l'or. Les navires à voiles qui des États-Unis ou d'Europe vont à San-Francisco ne peuvent y trouver de cargaison de retour, et sont contraints d'aller en Chine, dans l'Inde ou dans une partie quelconque de l'Océan-Pacifique; leur chemin naturel au retour est donc le cap de Bonne-Espérance. Ainsi, parmi les navires à voiles en destination de la Californie qui suivraient le canal du Nicaragua ou tel autre canal ouvert dans l'Amérique centrale, un bien petit nombre adopterait cette voie pour revenir.

Il n'est, au reste, pas douteux que ceux qui se rendent aujourd'hui en Californie en doublant le cap Horn ne préférassent suivre le canal. De New-York à San-Francisco, il n'y a pas moins de 17,063 milles par la route actuellement suivie, tandis qu'il n'y en aurait que 5,690 par la route nouvelle. Les vaisseaux à voiles mettent aujourd'hui moyennement de 150 à 140 jours à faire le voyage; par le canal, il ne faudrait que 50 ou 60 jours : il y aurait donc de 90 à 100 jours de gagnés, différence bien supérieure à celle qu'il est nécessaire d'atteindre pour que le canal devienne profitable. Néanmoins, pour la raison que nous avons indiquée, on ne prendrait cette dernière voie que pour l'aller.

Pendant que la Californie était à peine organisée et que les préoccupations de tous ceux qui venaient grossir les rangs de la société nouvelle étaient tournées exclusivement vers la recherche de l'or, il est évident que l'état naissant a dû compter uniquement sur les importations des États-Unis et de l'Europe. Cependant la Californie est destinée à avoir bientôt un commerce propre : elle ira chercher elle-même les produits qui lui sont nécessaires, et deviendra, commercialement du moins, indépendante des états de l'Atlantique. Il suffit de jeter les yeux sur un globe pour s'assurer qu'elle aura tout avantage à s'approvisionner dans la Chine, l'Inde et les îles du Pacifique, où elle trouvera en abondance le riz, le thé, les épices, le café, la soie et le coton. Aujourd'hui elle produit déjà assez de céréales pour sa consommation, et peu de contrées réunissent au même point les conditions d'un grand développement agricole.

Si, comme il n'en faut point douter, la Californie multipliait bientôt ses relations avec le Levant et s'appliquait davantage à utiliser la fertilité de son propre sol, une des principales sources du revenu du canal de l'Amérique centrale se trouverait rapidement épuisée, et les États-Unis n'auraient plus à envoyer à San-Francisco qu'une faible quantité d'objets manufacturés. Les voyageurs et les expéditeurs d'or auraient toujours intérêt à suivre cette voie comme la plus rapide; mais le chemin de fer de Panama opposerait une concurrence dangereuse au canal maritime pour le transport des espèces et des passagers. Il est bien vrai qu'un canal ouvert dans l'état de Nicaragua se trouverait situé plus au nord que l'isthme de Panama : la différence des distances entre New-York et San-Francisco par les deux voies est de 700 milles environ, si l'on ne tient pas compte du passage à travers l'Amérique centrale. Cette différence entre les distances correspond à une différence de trois jours en faveur des bateaux à vapeur qui suivraient le canal de Nicaragua; mais c'est précisément le temps qu'il faudrait pour le traverser, tandis qu'il faut quatre ou cinq heures seulement pour franchir en chemin de fer l'isthme de Panama. On voit donc qu'il n'y aurait aucun avantage essentiel à suivre une route plutôt que l'autre au point de vue du temps. Si les tarifs du canal n'étaient pas très bas, les bateaux à vapeur qui feraient le service sur cette ligne auraient un désavantage marqué sur ceux qui correspondent avec le chemin de fer de Panama. Pour un *steamer* de 2,000 à 2,500 tonnes, les droits à payer pour traverser le canal s'élèveraient à une somme considérable : les bateaux à vapeur, en allant en Californie, seraient indemnisés par le fret des marchandises qu'ils auraient à y transporter; mais ils reviendraient ordinairement presque à vide, avec de l'or et des passagers seulement, et auraient à payer la même somme au retour.

Pour évaluer dans quelle proportion la Californie doit participer au revenu d'un canal maritime, il faut donc tenir compte à la fois des importations qui y seront faites par les États-Unis et les états européens, de l'exportation de l'or et du mouvement des voyageurs. La Californie a fourni 300 millions d'or pendant l'année 1854; le nombre des vaisseaux à voiles qui sont entrés dans le port de San-Francisco pendant la même année, venant des ports des États-Unis, de la France et de l'Angleterre, a été de 280, avec un tonnage total de 261,567 tonnes. Le développement probable des relations commerciales de la Californie avec les ports de l'Océan-Pacifique ne permet pas d'admettre plus de 250,000 tonnes pour le tonnage moyen des navires à voiles venant des ports des États-Unis à San-Francisco, par la voie du canal maritime, surtout si l'on établissait, comme il serait nécessaire de le faire, un service de *steamers* d'un fort tonnage entre les États-Unis de l'Atlantique et la Californie. En admettant que ces *steamers* aient 2,000 tonnes et qu'il en parte deux par semaine de chacune des extrémités de la ligne, on ferait entrer ainsi dans les recettes du canal un droit de passage pour 416,000 tonnes.

Les navires venant des ports européens auraient aussi intérêt à traverser le canal maritime, mais, comme ceux des États-Unis, ils ne pourraient suivre cette voie au retour; on ne peut au reste compter sur plus de 50,000 tonnes pour cette branche du revenu. Le commerce proprement dit de la Californie fournirait donc 716,000 tonnes au canal de l'Amérique centrale.

Au nord de la Californie se trouvent le territoire de l'Orégon et l'île Vancouver. Les exportations qui s'y dirigent auraient aussi intérêt à profiter de la nouvelle voie de communication, mais les navires rendus à leur destination ne reviendraient point par le canal. Le tonnage total de ceux qui sont envoyés annuellement dans l'Orégon ne dépasse point 10,000; il en est de même pour ceux qui se rendent à l'île Vancouver.

Tous les ports situés sur la côte orientale de l'Amérique, Callao, Valparaiso, etc., sont, comme ceux de la Californie, des centres d'importation : les produits de l'ancien monde et des États-Unis y sont payés avec les métaux précieux. Les navires qui vont s'y vider ne trouvent généralement point de cargaison de retour, et vont en chercher en Chine, à Manille, à Singapore, Java et Calcutta. Il ne reviendrait sans doute par voie du canal qu'un certain nombre de vaisseaux qui prendraient du thé à Shanghaï, et dont le tonnage n'excéderait guère 30,000 tonnes. Les échanges opérés entre les États-Unis et les états européens dans les ports du Pérou et les petits ports du Pacifique rendraient tributaire du canal un tonnage qui

ne peut être évalué qu'à 80,000 tonnes environ. Depuis un certain nombre d'années, le guano des îles péruviennes fournit une excellente cargaison de retour; seulement le fret de cette matière est aujourd'hui très peu élevé, il faudrait un tarif suffisamment bas pour amener dans le canal 100,000 ou 150,000 tonnes de guano.

Les chiffres précédens relatifs au commerce des ports du Pacifique paraîtront peut-être un peu faibles, mais il faut remarquer que les navires européens n'auront pas intérêt à suivre le canal maritime pour se rendre dans la plupart de ces ports. Il est très important d'établir ce fait et de dissiper toutes les illusions qui pourraient encore être entretenues à cet égard. La distance entre l'Angleterre et Valparaiso par voie du cap Horn est, sur la ligne des vaisseaux à voiles, de 9,560 milles; par le canal du Nicaragua, elle serait de 8,745 milles; en tenant compte de la direction des vents et des courans, on évalue la longueur de la traversée moyenne par la route actuelle à 105 jours; en suivant le canal, la traversée serait de 104 jours : il n'y a donc qu'un jour de gagné pour aller d'Angleterre au Chili. Pour le retour, la traversée est de 108 jours par le cap Horn, et serait de 85 jours par le canal : la différence en faveur du dernier est ici de 23 jours. Ces chiffres indiquent suffisamment que tout le commerce entre l'Angleterre, la France et le Chili continuerait à suivre la route ancienne, puisque l'économie de temps nécessaire pour rendre le canal profitable doit s'élever au moins à 37 jours.

De l'Angleterre à Callao, la distance est de 11,134 milles par le cap Horn, et serait de 7,328 milles par le canal pour l'aller; pour le retour, les distances correspondantes sont de 11,035 milles et de 6,850 milles. La traversée de l'Angleterre à Callao se fait dans 114 jours pour aller et 120 jours pour revenir; par la voie du canal, elle s'effectuerait en 78 jours d'une part, en 75 jours de l'autre. L'économie de temps serait donc seulement de 36 jours dans le premier cas et de 45 jours dans le second. Dans ces conditions, les navires ne suivraient point le canal pour se rendre à Callao, et il est même douteux qu'un grand nombre le traversât au retour.

En ce qui concerne le commerce des États-Unis, il est aussi presque certain que les importations au Chili continueraient à être dirigées par la voie du cap Horn. En effet, d'après le rapport même du colonel Childs, partisan du canal de Nicaragua, la distance de New-York à Valparaiso par voie du cap Horn est de 10,643 milles, et par le canal proposé de 5,811 milles. Cette différence correspond à une économie de 42 jours seulement en faveur du canal. Comme on ne gagnera rien à le suivre tant que la différence n'excédera pas sensiblement 37 jours, on peut affirmer que dans ces conditions un nombre

considérable de navires préféreront suivre la route ancienne et éviter les ennuis du passage à travers l'Amérique centrale.

On voit que l'ouverture d'un canal dans le Nicaragua ne détournerait véritablement que le courant commercial qui se dirige sur les états de la côte orientale de l'Amérique du Nord et sur une partie seulement de ceux de l'Amérique du Sud. Celui qui aujourd'hui rayonne du cap de Bonne-Espérance vers l'Inde, l'Australie et Canton ne serait point modifié, et ceux qui prétendent le détourner au profit de l'Amérique centrale entretiennent une espérance chimérique. Qu'on nous permette de citer encore quelques chiffres plus convaincans que des raisonnemens. Les navires à voiles mettent moyennement 110 jours pour aller d'Angleterre à Sydney et 116 jours pour en revenir par voie du cap de Bonne-Espérance; la longueur de la route est de 14,118 milles en allant et de 13,704 milles en revenant. Par voie du canal de Nicaragua, ces distances respectives seraient de 13,704 et de 14,657 milles. La traversée serait, pour l'aller de 108 jours, pour le retour de 125 jours. On gagnerait donc sur un bâtiment à voiles 2 jours seulement pour se rendre en Australie, et l'on perdrait 9 jours pour revenir en Angleterre. De l'Angleterre à Canton, les mêmes évaluations font voir qu'on gagnerait seulement 10 jours par le canal; au retour, l'économie de temps serait de 20 jours. On parcourt actuellement en 126 jours les 15,740 milles qui séparent l'Angleterre de Canton; au retour, la route a 15,270 milles de longueur et se fait en 134 jours : par la voie du canal, ces distances respectives sont réduites à 14,580 et 15,700 milles, et la longueur des deux traversées à 116 et à 112 jours. Pour aller de Singapore en Angleterre, il y aurait une perte positive de temps, qui ne serait pas inférieure à 20 jours, à suivre la voie du canal. Cette traversée, qui se fait aujourd'hui en 105 jours par le cap de Bonne-Espérance, ne se ferait plus qu'en 125 jours.

Il est inutile de multiplier ces exemples, qui prouvent assez que le commerce de l'ancien monde ne serait que bien peu affecté par l'ouverture d'une voie de communication interocéanique dans l'Amérique centrale. Plus on analyse les élémens du commerce dont elle deviendrait l'artère, plus on reste convaincu que cette entreprise ne présente un intérêt immédiat qu'aux États-Unis, aux provinces mêmes de l'Amérique centrale et au Pérou. Toutes les branches de revenu que nous avons cherché à évaluer ne forment que la somme de 996,000 tonnes. Il ne reste à y ajouter que 16,000 tonnes environ pour le commerce des îles Sandwich avec l'Europe et les États-Unis, et 80,000 tonnes pour les pêcheries de l'Océan-Pacifique septentrional. Les baleiniers qui explorent cette partie du Pacifique auraient en effet seuls intérêt à suivre le canal, car ceux qui ne recherchent

que la baleine ordinaire commencent à pêcher dans l'Atlantique aussitôt qu'ils ont dépassé l'équateur, et continuent jusqu'à l'Océan-Indien; ils vont ordinairement porter de l'huile à Sydney ou à Hong-Kong, et prennent pour revenir la route du cap de Bonne-Espérance. Les pêcheries mêmes de l'Océan-Pacifique septentrional ne fourniraient sans doute pas toujours une recette également importante au canal maritime, car la Californie deviendra tôt ou tard le point de départ des pêcheurs, qui n'auront plus comme aujourd'hui à faire des campagnes de trois ans, pendant lesquelles ils perdent un intérêt considérable.

Toutes ces branches de revenu réunies forment une somme totale de 1,092,000 tonnes, qui, au tarif de 1 dollar 1/2 ou 7 fr. 50 c. par tonne, donneraient une recette annuelle de 8,190,000 fr. Il faut encore y ajouter la recette produite par le transport des voyageurs et des métaux précieux qui suivraient la voie du canal. L'Amérique centrale est aujourd'hui devenue la route principale de ceux qui vont en Californie ou qui en reviennent : en admettant même que la population continue à croître dans cet état avec la même rapidité que dans les dernières années, ce serait sans doute, à cause de la concurrence du chemin de fer de Panama, faire une hypothèse très favorable au canal que de porter à 100,000 le nombre des voyageurs qui suivraient annuellement cette route à partir de l'année 1866 ou 1870. En estimant à 25 francs par tête le prix de la traversée, la recette totale des voyageurs serait de 2,500,000 francs. Pour le transport de l'or et de l'argent, même si l'exploitation des gîtes aurifères de la Californie continuait à fournir d'aussi magnifiques résultats qu'aujourd'hui, on ne peut guère compter sur un transit de plus de 150 millions de francs, qui, à 1/2 pour 100, rapporteraient annuellement 750,000 francs. Le revenu total du canal maritime, obtenu en additionnant toutes les sommes précédentes, peut donc approximativement être évalué à 11,440,000 francs. Il reste à voir si cette somme représente un intérêt suffisamment élevé du capital qu'il est nécessaire d'appliquer à une telle entreprise. Dans la plupart des projets, l'estimation des dépenses n'est présentée que d'une manière générale et trop peu détaillée, et l'on ne tient pas toujours un compte suffisant des dépenses accessoires, constructions de réservoirs, de digues pour détourner les eaux, établissement de remorqueurs sur le canal, construction d'habitations pour les employés, etc.

Pour le canal du Nicaragua, celui de tous qui mérite le plus d'attirer l'examen, et qui a été l'objet des études les plus approfondies, toutes les estimations récentes s'accordent à porter la dépense probable à 200 millions au moins. Dans l'opinion de M. Stephenson, un

canal de San-Juan de Nicaragua à San-Juan-del-Sur, qui est aujourd'hui le port du Pacifique choisi par la *Compagnie de transit*, coûterait de 100 à 125 millions, et cette somme serait portée à 200 millions par l'accumulation des intérêts pendant les années qui seraient employées à achever une telle entreprise. Un canal aboutissant à Realejo coûterait encore plus. Les dépenses de celui qui se terminerait à Brito sur le Pacifique ont été évaluées avec beaucoup de soin et en grand détail dans le rapport intéressant du colonel Childs. Les chiffres de l'ingénieur américain nous fourniront la base la plus solide pour comparer le revenu probable du canal, tel que nous l'avons estimé, à celui qu'il serait nécessaire d'atteindre pour que l'entreprise fût suffisamment rémunérée. Suivant le colonel Childs, les travaux nécessaires pour construire un canal de 17 pieds de profondeur absorberaient une somme de 157 millions; mais pour donner au canal, comme il serait nécessaire de le faire aux termes mêmes de la concession accordée par l'état de Nicaragua, la profondeur de 20 pieds, il faudrait dépenser en plus 27 millions. Il faut ajouter à cette somme de 184 millions l'intérêt des capitaux pendant les années écoulées entre le commencement des travaux et l'ouverture du canal. Il est presque impossible que ce terme ne dépasse point huit années à cause de l'extrême rareté de la main-d'œuvre et des difficultés de toute sorte qui ne peuvent manquer de retarder les progrès d'une entreprise aussi ardue. En supposant, pour exagérer les chances favorables, que huit années seulement soient nécessaires, les intérêts, comptés à 7 pour 100 (et c'est le taux ordinaire auquel les chemins de fer, aux États-Unis, contractent leurs emprunts), s'élèveraient à 51,520,000 fr. On ne peut compter moins de 3 millions pour les premiers frais, achat de matériel, bateaux dragueurs, etc. En y ajoutant les sommes à payer à l'état de Nicaragua pour la concession et pendant l'exécution des travaux, on arrive à une dépense totale de 240 millions.

Les charges annuelles de la compagnie se composeront de l'intérêt à 7 pour 100 de cette somme, soit 16,800,000 francs, plus les frais d'entretien et d'exploitation, qu'on évalue à 1,250,000 francs, auxquels il faut ajouter 50,000 francs à payer au gouvernement de Nicaragua, et 50,000 francs pour l'amortissement du capital dans quatre-vingt-cinq ans, période à laquelle est limitée cette concession. Ces sommes réunies s'élèvent un peu au-delà de 18 millions. Comme le revenu probable ne monte qu'à la somme de 11,440,000 francs, on voit que la construction d'un canal maritime dans l'état de Nicaragua serait une ruineuse spéculation. On peut en dire autant du canal projeté dans l'isthme de Darien : aux termes mêmes du rapport de M. Lionel Gisborne, les travaux du

canal non éclusé coûteraient 300 millions, sans compter l'intérêt des capitaux jusqu'à l'entier achèvement de l'entreprise. Ainsi donc, après une longue succession de reconnaissances, de plans et de projets, on se trouve amené aujourd'hui à la conclusion que la sagacité du capitaine anglais Liot avait déjà entrevue : l'ouverture d'un canal dans une partie quelconque de l'Amérique centrale engloutirait des capitaux considérables, et n'attirerait, même en supposant que la Californie ait bientôt un million d'habitans, qu'un trafic insuffisant pour récompenser de si grands sacrifices. La construction de routes ordinaires et de chemins de fer peut seule devenir profitable dans les provinces de l'Amérique centrale.

En soumettant à une analyse attentive l'action que l'ouverture d'un canal interocéanique dans ces contrées exercerait sur la direction des courans commerciaux actuels, on s'assure que le commerce de l'Angleterre et du continent européen est presque désintéressé dans cette entreprise : les États-Unis en recueilleraient tout le fruit, et avec eux naturellement les états de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud. Par une remarquable coïncidence, dans le nouveau comme dans l'ancien monde, on tente aujourd'hui de percer les isthmes qui séparent les mers pour ouvrir au commerce des voies nouvelles; mais l'on peut dire que ces tentatives sont entièrement indépendantes, et qu'aucune d'elles ne menace l'autre. Pendant que les nations groupées autour du bassin méditerranéen songent à rendre à cette grande mer intérieure son ancienne importance, en l'unissant par l'isthme de Suez avec les mers du Levant, les états de l'Union cherchent à multiplier les voies qui peuvent les rapprocher des états occidentaux et baignés par cet immense Océan-Pacifique, qu'ils considèrent aujourd'hui déjà comme leur empire. Cependant les capitalistes américains savent bien qu'actuellement le transport rapide de l'or et des émigrans à travers l'isthme doit être leur principal objet, et que, pour l'atteindre, des routes ordinaires et des chemins ordinaires sont suffisans. Celui de Panama amène chaque année des milliers de voyageurs et des millions de dollars de San-Francisco à New-York. Une route ordinaire, qui traverse l'isthme de Tehuantepec, est sur le point d'être terminée. La *Compagnie de transit* a établi un service régulier entre San-Juan-del-Norte et San-Juan-del-Sur, et des *steamers* américains traversent le magnifique lac de Nicaragua. Enfin il est très sérieusement question de construire prochainement un chemin de fer dans l'état de Honduras.

Les projets de chemin de fer ont pris peu à peu la place des plans ambitieux de ceux qui voulaient faire passer les navires d'un océan à l'autre, et unir par la main de l'homme les eaux séparées

par la chaîne des Cordillères. Il ne faut pas trop regretter qu'une telle satisfaction ne soit point donnée à l'orgueilleuse audace de l'esprit moderne. L'ouverture d'un canal maritime dans l'Amérique centrale aurait sans doute pour principal résultat de faciliter les échanges entre les États-Unis de l'Atlantique et ceux du Pacifique; mais ces dernières provinces, qui comptent dès aujourd'hui parmi les premières de l'Union, sont destinées à voir s'accomplir de graves modifications sociales. Là est le germe, on peut le dire, d'une nation nouvelle, dont le lien politique avec les états de l'Atlantique ne sera sans doute jamais relâché, mais qui deviendra tôt ou tard commercialement indépendante. Les vaisseaux californiens couvriront le vaste Océan-Pacifique, et iront s'approvisionner directement dans les ports de la Chine, des Indes, de Java. Quand les états de l'Atlantique cesseront d'envoyer à San-Francisco les produits encombrans, qui ne peuvent se transporter que sur navires à voiles, le plus riche tribut du canal maritime sera perdu. L'avenir des chemins de fer dans l'Amérique centrale est mieux assuré; le mouvement toujours croissant des voyageurs et des émigrans, le transport de l'or et d'une quantité considérable d'objets manufacturés ou de produits d'un prix élevé venant de l'Europe et des États-Unis, sont des sources certaines de revenu.

Malheureusement la politique des États-Unis dans les provinces de l'Amérique centrale pourrait amener des obstacles à l'accomplissement des projets nouveaux de chemins de fer interocéaniques. Les événemens dont ces contrées ont été le théâtre, le bombardement de Greytown, l'invasion du Nicaragua, l'intolérable tyrannie de l'aventurier Walker, l'appui moral qui lui a été prêté un moment par le cabinet de Washington, ont éveillé la crainte et la défiance et ranimé les étincelles de l'antique esprit national. Rien n'était plus aisé pour les Américains du Nord que d'établir lentement leur influence dans les anciennes colonies espagnoles par des moyens légitimes et pacifiques, en y ouvrant de nouvelles voies de communication, en en développant les ressources, en y apportant, avec l'esprit d'entreprise, la prospérité et la richesse. Il se peut que ces contrées dégénérées ne conservent pas assez de force et d'énergie pour résister longtemps à des attaques répétées; mais en admettant même, comme le prétendent les Américains, qu'elles doivent être entraînées tôt ou tard dans ce courant qui, parti des rives de la Nouvelle-Angleterre, s'est étendu, dans l'espace d'un demi-siècle, sur presque tout le continent, ne vaudrait-il pas mieux qu'une telle absorption, au lieu d'être le prix de la violence, devînt l'œuvre naturelle du temps, et fût amenée par une véritable communauté d'intérêts?

Une conquête ainsi accomplie serait, il est vrai, trop lente au gré

de l'impatience des Américains du Nord, et chaque jour est signalé par quelque agression nouvelle. Tout seconde cette œuvre d'envahissement, les désordres politiques qui désolent les républiques de l'Amérique centrale, l'esprit de fédéralisme qui y domine, et qui, loin d'être comme aux États-Unis une garantie d'indépendance, n'est plus qu'une marque d'impuissance et un agent de décomposition. Quelques années sont à peine écoulées depuis que le chemin de fer de Panama a été inauguré, et déjà les Américains ne reconnaissent plus les autorités locales de la Nouvelle-Grenade; l'épisode sanglant du massacre de quelques émigrans, provoqué par le meurtre d'un enfant, leur a fourni un prétexte pour réclamer le droit de faire eux-mêmes la police de l'isthme et d'y entretenir une force armée. Ces prétentions, ces tentatives, toujours plus menaçantes, se rattachent à l'accomplissement de vastes projets que les organes de l'opinion démocratique la plus avancée aux États-Unis ne se donnent plus même la peine de dissimuler. En rétablissant, par un décret récent, l'esclavage dans le Nicaragua, Walker a dévoilé l'esprit qui inspire le parti dont il est l'instrument le plus hardi et le plus aventureux. Si le général américain était parvenu à faire triompher son influence dans le Nicaragua, il espérait entraîner facilement les républiques voisines. Alors le Mexique, dont la dissolution se précipite chaque jour, pressé au sud comme au nord, n'aurait eu d'autre alternative que de succomber dans une lutte inégale, ou de se livrer lui-même à son puissant ennemi.

On ne peut s'empêcher, en comparant dans cette question la conduite récente des États-Unis à celle de l'Angleterre, de remarquer combien celle-ci a apporté de modération et de sagesse dans les débats dont l'Amérique centrale est devenue l'objet. Elle a abandonné volontairement des droits dont la nature était douteuse, il est vrai, mais qu'elle eût pu facilement défendre plus longtemps : elle a restitué à l'état d'Honduras un territoire qu'elle aurait pu continuer à occuper. Cette décision, en même temps que la plus équitable, était aussi la plus rationnelle. Les intérêts les plus puissans de la Grande-Bretagne ne s'agitent pas dans l'hémisphère américain, mais dans celui qui renferme l'ancien monde, et qui, depuis Gibraltar jusqu'à la Nouvelle-Zélande, est semé de ses établissemens. Si l'Angleterre a perdu à la fin du siècle dernier un vaste empire au-delà de l'Atlantique, elle a étendu en revanche la magnifique conquête de Warren Hastings et de lord Clive jusqu'au pied même de l'Himalaya, et commence à envahir un continent nouveau où elle montre avec orgueil les colonies déjà prospères de Victoria et de la Nouvelle-Galles du Sud. Il lui importe de conserver et de multiplier les communications avec ces possessions lointaines, qui offrent des débouchés

assurés aux produits de la métropole, aux bras inoccupés, aux intelligences aventureuses, à ceux qui poursuivent la gloire comme à ceux qui recherchent la fortune. La colonie du cap de Bonne-Espérance est placée sur la route principale de l'Inde et de l'Australie; les bateaux à vapeur de la Méditerranée et de la Mer-Rouge, avec le chemin de fer d'Alexandrie, établissent une ligne de communication rapide qui met Londres à quarante jours de Calcutta, et qu'on relie déjà à Sydney et à Melbourne. Enfin il est question de construire un chemin de fer dans la vallée de l'Euphrate pour rattacher le Golfe-Persique à la Méditerranée. C'est donc cette partie du monde que l'Angleterre surveille avec le soin le plus jaloux; c'est là qu'elle tient en échec la politique russe, et sera toujours prête à épuiser toutes les ressources de la diplomatie et de la guerre pour défendre les abords de ses possessions asiatiques.

Ainsi, tandis que l'essor naturel du peuple américain le porte, au-delà des Montagnes-Rocheuses et des Cordillères, vers le grand Océan-Pacifique, les Anglais gardent les yeux ouverts sur la Méditerranée et sur l'Océan-Indien. Nations sœurs et sorties de la même famille humaine, l'Angleterre et l'Union américaine marchent dans des directions opposées. Le sentiment d'hostilité qui éclate entre elles sous les prétextes souvent les plus frivoles n'a point de fondement dans la nature de leurs intérêts véritables. Si l'Angleterre a pu faire de grandes concessions dans l'affaire de l'Amérique centrale, ce n'est pas seulement parce qu'elle cherchait à éviter une guerre qui serait une catastrophe pour le monde entier, c'est aussi parce qu'elle ne trouverait aucun avantage réel à occuper un point quelconque de cette partie du Nouveau-Monde. Ce qu'il lui reste à faire est de réveiller, s'il est possible, dans ces états remués par d'incessantes discordes, le respect de la légalité et le sentiment national, outragés par les Américains. Cette politique garantira mieux que toutes les promesses la neutralité des grandes voies qu'on veut ouvrir entre les deux océans; elle défendra l'isthme plus sûrement que tous les traités.

AUGUSTE LAUGEL.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 janvier 1857.

L'année commence à peine, ses premiers jours ont éclairé un de ces événemens sinistres qui émeuvent une société tout entière, et sont les cruelles diversions de la vie publique. Mgr l'archevêque de Paris vient de mourir d'une mort aussi terrible qu'imprévue, et dans des circonstances faites pour ajouter à l'indéfinissable impression que cause une telle fin. Au moment où il présidait à une solennité religieuse, dans l'enceinte même de l'église, à Saint-Étienne-du-Mont, il a été atteint d'un coup porté avec une sûreté effrayante, et la main qui l'a frappé était la main d'un prêtre se levant contre son évêque. Il y a huit ans déjà, un autre prélat, un autre archevêque de Paris, mû par une de ces inspirations qui sont comme une grâce dans l'âme d'un pontife, livrait son sang comme rançon de la guerre civile. Il allait porter la paix dans la bataille de juin, il recevait la mort. Le sacrifice était douloureux, mais il donnait une sorte de grandeur mystérieuse à ce drame des rues, il relevait la victime, et cette mort était si religieusement héroïque dans sa simplicité, qu'on pouvait à peine plaindre celui qui disparaissait ainsi avec tout le lustre de l'abnégation et du dévouement. Le successeur de Mgr Affre a trouvé la mort obscure, la mort préparée dans une embuscade et qui vient *sicut fur,* selon le mot sacré. Mgr Sibour n'était point encore d'un âge avancé. Il avait été appelé du siége de Digne au siége de Paris sous la république. Si par sa nature il n'avait pas toujours semblé fait pour vivre dans les temps de violentes oscillations politiques, il avait la douceur de l'esprit, la charité, la tolérance, le zèle. Il se fût exagéré à lui-même certaines faiblesses de son temps plutôt que de ne les pas comprendre. Il n'y avait rien en lui qui pût exciter l'animosité. Pourquoi donc le meurtrier s'est-il armé? Parce qu'il ne voulait pas croire, a-t-il dit, à l'immaculée conception, parce qu'il avait été l'objet des sévérités de plusieurs prélats, et notamment de l'archevêque de Paris, parce qu'enfin c'était une nature perverse cachée sous un habit de prêtre.

Certes c'est là un crime isolé autant que crime puisse l'être. Il n'a aucun lien avec la religion, et il n'a rien non plus de politique heureusement. Ce serait peut-être une erreur cependant de le séparer entièrement de l'époque où il peut se produire. Supposez l'action d'une atmosphère morale irritante, l'esprit de contention se glissant jusque dans le clergé, la haine des supériorités légitimes, des ambitions trompées, l'absence de respect née de l'habitude de tout diffamer, de tout déconsidérer : tous ces fermens couvent dans l'ombre; un jour le crime éclate, d'où est-il venu? C'est à coup sûr le fait d'un fanatisme pervers sans instigateurs et sans complices, et la société se hâte de rejeter avec honte de son sein l'être malfaisant qui a saisi le poignard, la justice accomplit son œuvre; mais en même temps, à la lumière de ces actes sinistres, quand ils surgissent, la société peut se demander comment ils naissent, comment ils sont possibles, et alors elle sent un secret, un inexprimable besoin de voir se resserrer tous ces liens de la vie morale qui n'ont jamais sans doute assez de force pour empêcher toutes les violences, qui contiennent du moins les mauvais instincts et diminuent le nombre de tous ces êtres flottans et déclassés qui commencent par le désordre pour arriver jusqu'au vice ou au crime.

Ce triste et douloureux dénouement de la vie d'un des chefs de l'église de France, voilà donc l'événement qui a pesé tout à coup sur la conscience publique au moment où s'agitaient encore les plus graves et les plus épineuses questions de politique européenne. Deux affaires principales, comme on sait, restaient en suspens il y a quelques jours : il s'agissait du règlement définitif des difficultés soulevées par l'exécution du traité de Paris et des complications, un instant menaçantes, nées entre la Suisse et la Prusse au sujet de Neuchâtel. Depuis que la conférence était réunie pour rétablir l'intelligence entre les cabinets qui ont signé la dernière paix, on ne doutait point, il est vrai, du résultat de ses délibérations; mais tant que ce résultat n'était pas inscrit dans de nouveaux actes diplomatiques, tant qu'il n'avait pas reçu la sanction définitive des gouvernemens, il ne pouvait être connu avec précision. D'un autre côté, toutes les raisons politiques s'élevaient assurément contre la possibilité d'une guerre entre la Prusse et la Suisse; seulement le terrain de la conciliation semblait se rétrécir chaque jour à un tel point qu'il restait à peine le temps et les moyens de détourner un conflit. Or il est arrivé ici ce qui arrive souvent dans la politique comme dans la vie. A mesure qu'on s'est approché de ces difficultés, on a mieux senti de toutes parts la nécessité d'un dénouement pacifique, et l'Europe voit aujourd'hui s'évanouir ces nuages qui ne laissaient pas d'inquiéter sa sécurité. La conférence en effet a terminé ses travaux, et de toutes ces divergences qui avaient rendu si pénible, si problématique même un instant l'exécution du traité de Paris, il ne reste qu'un souvenir. L'arrangement qui a été conclu résout chaque difficulté. Il attribue les points contestés, Bolgrad et Tobak, à la Moldavie, et il assigne à la Russie la vallée de Komrat avec un territoire assez étendu sur la rive droite de la rivière de Yalpuk. L'île des Serpens est considérée comme une dépendance des embouchures du Danube, et le delta du fleuve rentre sous la souveraineté directe de la Turquie. Enfin la délimitation des frontières suivant les prescriptions nouvelles devra être achevée le 30 mars prochain,

un an jour pour jour après la signature du traité de paix, et à cette époque devra aussi être accomplie la double évacuation des principautés danubiennes et de la Mer-Noire par l'Autriche et par l'Angleterre. On dit même aujourd'hui que les forces anglaises et autrichiennes se retireront avant le 15 mars. Alors il ne restera plus qu'une question, assez sérieuse encore, quoiqu'elle n'ait pas eu jusqu'ici le premier rang, celle de l'organisation des principautés. Une commission particulière, on s'en souvient, est chargée de ce travail d'organisation des provinces du Danube, et l'œuvre de la commission, une fois terminée, sera soumise à une conférence nouvelle qui se réunira à Paris pour consacrer par une convention dernière l'accord définitif entre les puissances.

Maintenant dans cet arrangement, fruit de négociations laborieuses, qui a triomphé? On peut le dire avec vérité, c'est la paix, c'est l'esprit de conciliation et de bonne harmonie; ce n'est ni la Russie, ni l'Autriche, ni l'Angleterre, bien que les journaux de Londres aient mis quelque hâte à saluer les résolutions de la dernière conférence comme une victoire pour la politique de lord Palmerston. Si l'Angleterre était tellement fondée dans les interprétations qu'elle a soutenues jusqu'à une époque récente de concert avec l'Autriche, si elle était tellement convaincue de son droit, comment a-t-elle consenti à une cession de territoire qui par le fait est pour la Russie une véritable compensation? Et si le gouvernement anglais a fait sur ce point une concession réelle, comme cela n'est point douteux, pourquoi ne pas faire honneur au cabinet de Londres de cette modération même? Lord Palmerston, il nous paraît, n'a obtenu qu'un triomphe assez réel, quoique éphémère, qui a consisté à retarder de quelques mois la solution des derniers différends européens. Il a fini par consentir à la réunion de la conférence, et s'il l'a fait, ce n'est pas uniquement peut-être par un sentiment de respect pour la paix générale; il a obéi à une considération d'un ordre tout intérieur, à une nécessité de sa situation ministérielle. Quelque détachement que montre l'opinion publique en Angleterre à l'égard des affaires étrangères, quelques ménagemens patriotiques que mettent les partis au sujet des questions dont le gouvernement est le premier dépositaire, il n'est guère douteux en effet que le refus prolongé de souscrire à un arrangement eût amené dans le parlement des discussions qui n'auraient pas laissé d'embarrasser le cabinet anglais. Peut-être même des explications seront-elles nécessaires encore. Le résultat couvre aujourd'hui lord Palmerston en face des chambres. En définitive, dans cet arrangement, qui est l'œuvre de tous, si quelqu'un avait triomphé réellement, ce serait plutôt la France. C'est la France qui l'une des premières a accueilli l'idée d'une réunion diplomatique. Dans les dernières délibérations encore, s'il est survenu des péripéties qu'il est plus facile de pressentir que de préciser, c'est la France principalement qui a mis son zèle à tempérer les froissemens, à concilier les divergences pour arriver à déterminer l'époque de l'évacuation des principautés et de la Mer-Noire, que la Russie aurait voulu voir s'accomplir plus promptement, tandis que l'Autriche et l'Angleterre eussent préféré peut-être tout d'abord ne prendre aucun engagement précis. Ainsi finit une question qui n'était que secondaire en apparence, et qui a cependant tenu tout en suspens depuis quelques mois,

qui a mis en quelque sorte à nu toutes les politiques, qui a même été une épreuve pour l'alliance de la France et de l'Angleterre. C'est une difficulté qui disparaît dans l'ensemble des affaires de l'Europe.

N'en sera-t-il point de même de la question de Neuchâtel, de cette autre complication qui était venue subitement rouvrir des perspectives de guerre sur le continent? Sans être entièrement résolue, la question de Neuchâtel vient du moins de faire un pas décisif; elle est entrée dans une voie qui ne peut que conduire à une pacification définitive. On sait comment cette singulière affaire était arrivée peu à peu, et presque sans qu'on pût y croire, au degré le plus extrême. La Prusse réclamait la libération immédiate des prisonniers royalistes, tandis que la Suisse ne consentait à cette mesure par voie de réciprocité que moyennant une reconnaissance explicite de l'indépendance de Neuchâtel. Engagés dans une route sans issue, les deux gouvernemens rompaient leurs rapports diplomatiques et se disposaient à une lutte inévitable. Le cabinet de Berlin fixait le 15 janvier comme dernière limite laissée à la possibilité d'une transaction. Jusque-là, la libération des prisonniers royalistes de Neuchâtel était considérée comme un préliminaire suffisant de négociation. Si le terme était dépassé, la Prusse entendait rester maîtresse de ses résolutions comme de ses prétentions. La Suisse, avec un ensemble imposant, se préparait à soutenir le choc : le commandement en chef de l'armée était confié au général Dufour; il restait à peine quelques jours de trève avant un éclat peut-être irréparable, lorsque la pensée d'un dernier effort de conciliation s'est offerte naturellement à tous les esprits. On n'a pas oublié que la France avait, il y a deux mois, offert en quelque sorte sa médiation à la Suisse; elle lui donnait le conseil de mettre en liberté les prisonniers royalistes, et en même temps elle promettait ses bons offices pour obtenir de la Prusse un règlement définitif garantissant l'indépendance de Neuchâtel. Le conseil fédéral déclinait cette offre. On lui proposait une intervention diplomatique amicale, et il réclamait des garanties; on lui offrait des assurances dont l'effet ne pouvait être douteux, quoiqu'elles n'eussent point le caractère d'une obligation, et il demandait des engagemens. L'assemblée fédérale, mise en présence des événemens, a sanctionné, comme on l'a vu, les actes du conseil exécutif. La vérité est cependant que le comité diplomatique de l'assemblée fédérale a été d'avis, dès le premier instant, que les offres du gouvernement français auraient dû être acceptées. Il pensait avec raison que la démarche du cabinet de Paris était inspirée par une évidente sympathie, que la France, une fois engagée dans une médiation, se trouvait, sinon diplomatiquement obligée, du moins moralement liée, et il en concluait qu'il serait encore de l'intérêt de la confédération de revenir à ces propositions, imprudemment déclinées d'abord.

C'est là ce qui s'est débattu dans ces derniers jours en Suisse; la conséquence de ces délibérations a été la mission que viennent de remplir en France le docteur Kern et l'envoyé suisse à Paris, le colonel Barman, qui s'était d'abord rendu à Berne. Les représentans de la confédération avaient à s'informer si la France était toujours dans les dispositions qu'elle avait manifestées, ou plutôt, comme cela n'était point douteux, ils étaient chargés d'accepter les propositions précédemment faites par le cabinet de Paris. Tel était donc l'objet de cette mission, dont le résultat est connu aujourd'hui. La

Suisse consent désormais à mettre en liberté les prisonniers royalistes; elle se borne, dans un intérêt de sûreté générale, à les éloigner de Neuchâtel temporairement. La France de son côté promet ses bons offices pour obtenir d'abord du roi de Prusse qu'il cesse ses armemens, et pour travailler ensuite à une solution définitive, basée sur la reconnaissance de la situation actuelle de Neuchâtel. C'est là ce qui a été soumis aujourd'hui même à l'assemblée fédérale à Berne et immédiatement sanctionné, de sorte que la question entre par le fait dans une phase nouvelle à partir de ce moment. On ne saurait cependant s'y méprendre : l'acte de la France dans ces conjonctures n'est point une médiation véritable. La Prusse est restée jusqu'ici étrangère à toutes ces négociations. Sans doute, si le gouvernement français agit comme il le fait, c'est qu'il n'ignore pas les dispositions du roi Frédéric-Guillaume; mais il n'a pu évidemment rien promettre en son nom. Il n'y a point non plus une obligation prise par la France vis-à-vis de la Suisse, ce qui constituerait le cabinet de Paris dans une attitude d'hostilité à l'égard de la Prusse; il y a seulement l'intention ferme et décidée d'arriver à une solution équitable et propre à concilier tous les intérêts en prenant toujours pour point de départ l'indépendance de Neuchâtel. Cette intention a été communiquée à la Suisse par voie de note diplomatique. Les journaux de Londres assurent que l'Angleterre dans cette circonstance a sauvé la Suisse. Il serait plus vrai de dire qu'après avoir différé d'opinion et avoir encouragé peut-être le conseil fédéral dans la résistance, l'Angleterre s'est rapprochée de la France, de telle façon que les deux puissances agissent aujourd'hui en commun à Berne comme à Berlin. Maintenant, la question la plus délicate une fois résolue par la libération des prisonniers royalistes et cette condition première réalisée, peut-on croire que la Prusse élève des difficultés sérieuses au sujet de Neuchâtel dans les négociations qui s'ouvriront nécessairement? La Prusse, on n'en peut douter, a fait dans sa pensée le sacrifice de ses anciennes prérogatives de souveraineté. Elle n'ignore pas que dans le canton même de Neuchâtel ses droits sont considérés comme abrogés. Il a pu y avoir quelques royalistes sincères et ardens qui, à un jour donné, et obéissant à un dernier mot d'ordre, ont fait un suprême effort pour le roi Frédéric-Guillaume; mais la masse des populations, les royalistes modérés eux-mêmes, acceptent la situation actuelle, qui, à leurs yeux, a un caractère définitif. Il ne s'agit donc plus pour la Prusse que d'abdiquer avec honneur des droits frappés de désuétude. Comment arrivera-t-on au règlement de cette question? Sera-t-elle déférée à une conférence nouvelle? des négociations directes seront-elles suivies entre les cabinets? Pour le moment, les armes tombent des mains prêtes à combattre, les menaces de guerre ou de conflit s'évanouissent encore de ce côté, et c'est à la diplomatie seule aujourd'hui de prononcer, de rectifier l'œuvre artificielle et arbitraire du congrès de Vienne, qui a laissé dans la situation de l'Europe bien d'autres germes de malaise et de lutte.

Ce sont là, on peut le dire, les questions actuelles les plus saillantes : elles mettent en jeu les intérêts généraux de l'Europe, et restent l'objet des délibérations des cabinets; mais la politique ne se résume pas seulement dans ces questions et dans ces faits d'un ordre général. Elle varie suivant les pays et prend toutes les formes, elle est dans les incidens qui surgissent, dans les

luttes des partis, dans les discussions législatives qui reflètent la situation intérieure de chaque peuple. Voici un moment où l'activité parlementaire renaît. Le parlement anglais reprendra bientôt ses travaux; les chambres viennent de s'ouvrir à Lisbonne et à Turin. En Portugal, c'est la première réunion du parlement depuis que les élections générales ont été faites. Il serait difficile de prévoir encore quelle sera la conduite des partis, quelles luttes pourront surgir, quelle sera la faiblesse ou la force du cabinet actuel devant les chambres et en présence de toutes les œuvres qui resteraient à accomplir. Toujours est-il que le discours prononcé par le roi dom Pedro à l'ouverture du parlement est une première expression de l'état général du pays. Politiquement, le Portugal est aujourd'hui à l'abri des crises violentes : la présence sur le trône d'un roi jeune et animé d'un esprit libéral est une garantie de stabilité et d'ordre; mais c'est surtout dans le domaine des choses matérielles que le progrès est le plus pressant et qu'il est le plus difficile à réaliser en Portugal. Le pays souffre particulièrement, depuis quelques années, de la disette, de la pénurie des récoltes. Il ne souffre pas moins de l'absence de voies de communication, et le roi, dans son discours, insiste sur la nécessité de prendre quelque résolution vigoureuse; il annonce des propositions qui seront faites par le gouvernement pour la continuation du chemin de fer jusqu'à la frontière d'Espagne et pour la construction d'une ligne ferrée de Lisbonne à Porto. Malheureusement ces travaux ne s'accomplissent pas sans sacrifices, et les finances sont une autre plaie du Portugal. Ce fut là l'année dernière, si l'on s'en souvient, le grand champ de bataille des partis. Ces luttes se renouvelleront encore sans doute; il est à souhaiter que l'activité des œuvres égale l'activité des discussions.

Dans quelles conditions l'ouverture du parlement trouve-t-elle le petit pays qui tient aujourd'hui une si grande place en Italie, le Piémont? Le discours du roi Victor-Emmanuel laisse voir l'esprit libéral qui anime le gouvernement, la fierté légitime qu'il ressent d'avoir pris part aux plus grandes affaires du monde, d'avoir pour la première fois offert le spectacle d'un état italien prenant dans un congrès la défense des intérêts de l'Italie. Au point de vue intérieur, il est bien évident que rien n'est changé dans la situation du Piémont, et que le gouvernement actuel jouit d'un ascendant complet. Il y a eu un moment où on eût dit qu'il y avait un travail d'opposition dirigé, non contre M. de Cavour principalement, mais contre certains membres du cabinet, tels que MM. Ratazzi, Lanza. Ces efforts tendaient à séparer le président du conseil de ses collègues pour amener le premier à former un ministère avec des élémens plus exclusivement conservateurs. Ce travail ne paraît point avoir eu une portée bien sérieuse. Les premières opérations des chambres ont été entièrement favorables au cabinet. L'ancien président de la chambre des députés, M. Boncompagni, a été nommé depuis la dernière session ministre à Florence. Il y avait donc à lui trouver un successeur à la présidence. Le candidat ministériel, M. Cadorna, a obtenu une majorité considérable. Dans les votes successifs qui ont eu lieu pour la nomination du président et du vice-président, les diverses fractions de la chambre ont pu montrer leurs forces, qui sont peu menaçantes. Le ministère reste donc en possession du pouvoir, et ce n'est pas le spectacle le moins curieux de voir dans un pays constitutionnel un homme rester pendant si longtemps à la

tête des affaires. M. de Cavour a eu à traverser des épreuves difficiles, il les a surmontées avec habileté. Doué d'un esprit fort libéral, il n'ignore pas qu'après tout le libéralisme ne saurait dépasser certaines limites, et que la meilleure politique pour le Piémont est celle qui maintient dans leur intégrité toutes les garanties conservatrices. Le Piémont, on s'en souvient, avait avec l'Autriche une difficulté particulère bien ancienne, celle qui était née du séquestre mis sur les biens des émigrés lombards. L'Autriche a levé le séquestre, et la difficulté diplomatique disparaît. Les rapports n'ont pas été renoués encore entre les deux gouvernemens, mais ils le seront inévitablement, et s'il n'y a pas plus d'amitié entre le Piémont et l'Autriche, il y aura du moins des relations régulières.

De quelque côté qu'on tourne son regard en Europe, n'aperçoit-on pas quelques symptômes de ce travail politique qui agite tous les pays et qui se manifeste sous les formes les plus diverses? La situation respective du gouvernement et du parlement n'a point changé en Hollande depuis les débats assez orageux du budget. La lutte est naturellement suspendue par l'ajournement des chambres, elle n'est point finie; il est facile de voir au contraire que les partis n'ont nullement abdiqué leurs ressentimens, et qu'ils attendent l'heure où la session législative recommencera. On a pu croire un instant que le cabinet, cherchant à surmonter les difficultés qui l'entourent, songeait à dissoudre la seconde chambre et à faire appel aux électeurs. Une résolution de ce genre eût été peut-être du goût des passions extrêmes. Plus circonspect et mieux inspiré, le ministère n'en a rien fait; il a vu, il a dû voir qu'une élection en ce moment pourrait accroître la force de l'opposition au lieu de la diminuer, et que les complications se trouveraient ainsi aggravées. Au fond, l'opposition garde son attitude d'expectative, toujours assez menaçante, et le cabinet reste tel qu'il était. Le ministre de l'intérieur, M. Simons, qui avait été pris tout à coup de maladie à la suite des dernières discussions, est aujourd'hui rétabli, et dans la retraite de Loo, que le roi lui a ménagée avec bienveillance, il s'est occupé de l'élaboration de la loi sur l'instruction primaire. M. Simons paraît avoir terminé son travail, qui a été soumis au conseil des ministres, et qui doit subir encore l'examen du conseil d'état avant d'être présenté aux chambres. C'est dans la discussion de ce projet sans doute que se réveilleront les luttes entre le cabinet actuel et l'opposition parlementaire. Ces luttes politiques ne sont pas tout cependant : la Hollande vient de perdre plusieurs hommes distingués; l'un d'eux est le baron de Fagel, bien connu dans la diplomatie pour la droiture et la bienveillance de son caractère. Ce digne vieillard, qui était plus qu'octogénaire, avait débuté autrefois dans la vie militaire et s'était associé à toutes les vicissitudes de la maison d'Orange avec une fidélité héréditaire dans sa famille. Il lui était arrivé un jour de combat, en Allemagne, de sauver la vie du prince d'Orange, devenu plus tard Guillaume Ier. En 1814, il fut nommé ministre des Pays-Bas à Paris, et pendant quarante ans consécutifs il mit tout son zèle à cultiver les relations amicales entre les deux pays à travers toutes les révolutions. M. de Fagel était un de ces hommes qui savent faire marcher ensemble le dévouement le plus entier à leur souverain et les principes d'une sage liberté. La Hollande a fait aussi récemment une autre perte, celle de M. le baron Melvill van Carnbee, officier de marine d'un mérite supérieur, et qui

venait d'être nommé directeur de l'établissement maritime de Batavia. M. Melvill était à peine âgé de quarante ans; il n'a eu qu'une courte carrière, tout entière dévouée à la science. Ses ouvrages hydrographiques et géographiques sur l'archipel des Indes orientales, ses travaux de statistique et de mesurage des pics les plus élevés de l'archipel indien lui avaient valu une juste réputation, rehaussée par un caractère éminent. Il venait de terminer la première partie d'un grand ouvrage, l'*Atlas général de l'Archipel*, qui se publie sous les auspices du gouvernement hollandais. Ce travail ne restera point inachevé sans doute, et les élémens rassemblés par le zèle de M. Melvill seront probablement confiés à des mains assez habiles pour terminer une telle œuvre comme on l'avait commencée. N'est-ce point la meilleure manière d'honorer la mémoire d'un homme dont la vie s'est absorbée dans tous les travaux de la science?

Une crise des plus graves, on peut s'en souvenir, pèse sur un autre pays du nord de l'Europe, sur le Danemark. Cette crise affecte en quelque sorte l'intégrité de la monarchie; elle met aux prises l'élément danois et l'élément germanique, représenté par le duché de Holstein. De plus, elle s'est compliquée dans ces derniers temps de l'intervention diplomatique de la Prusse et de l'Autriche, qui ont pris en main les droits du Holstein, considérés par elles comme lésés dans l'organisation politique nouvelle du Danemark. Le cabinet de Copenhague avait mis quelque lenteur à répondre aux communications émanées de Berlin et de Vienne; il vient, à ce qu'il paraît, de préparer une réponse, et de la nature de cette réponse peut dépendre le caractère que prendront ces complications, moins éclatantes que bien d'autres et cependant aussi graves. Toujours est-il que la lutte se poursuit entre les partis, entre les gouvernemens, et elle se reflète dans la presse de l'Allemagne comme dans la presse du Danemark. Chose singulière, les partis, dans l'entraînement de leurs désirs, ont souvent recours à une tactique qui consiste à prêter à leurs adversaires des idées et des vues qui ne seraient de la part de ceux-ci qu'une inconséquente et irréparable faiblesse. C'est ainsi que la presse allemande, malgré toutes les dénégations, s'obstine depuis quelque temps à prêter au roi de Danemark des projets d'abdication; elle se fait en cela l'écho des vœux bien connus de l'aristocratie du Holstein, qui, aspirant toujours à reconstituer le passé, n'ignore pas qu'elle trouverait dans le successeur désigné de Frédéric VII un adversaire de ses tendances moins ferme que ce loyal souverain. En réalité, il n'y a absolument rien d'exact dans ces bruits d'abdication, répandus peut-être pour en faire naître l'idée, et propres dans tous les cas à entretenir l'incertitude dans les esprits. Ce qu'il y a de plus grave dans cette crise en effet, c'est qu'elle jette partout l'incertitude, c'est qu'elle met en question non-seulement l'organisation politique du Danemark, mais encore son existence comme état indépendant; elle rouvre la carrière à toutes les discussions, et les faiseurs d'utopies ne s'arrêtent pas, ils remettent au jour d'anciens projets. L'un de ces projets consisterait tout simplement à enlever au Danemark une partie du Slesvig pour la rattacher au Holstein, et créer avec ce dernier duché, joint au Lauenbourg, un nouvel état indépendant.

Or sur quoi repose cette combinaison? Elle est évidemment dénuée de toute raison d'être, géographique, historique ou politique. De tout temps le

Slesvig a fait partie du royaume de Danemark. Tout dans cette province porte la marque d'une origine danoise. La législation du Holstein et celle du Slesvig diffèrent essentiellement, sauf en ce qui touche les lois communes à la monarchie tout entière. La législation du Holstein est l'ancien droit germanique, tandis que le Slesvig a été régi soit par des lois partielles et locales, soit par l'ancienne loi jutlandaise. Les mœurs, les usages, la manière de vivre, les costumes même, tout diffère entre les deux pays. La langue allemande est employée, il est vrai, dans la partie méridionale du Slesvig; mais c'est un usage en quelque sorte sans profondeur, et qui céderait aux premières mesures que croirait devoir prendre le Danemark. Aujourd'hui cette idée d'un partage du Slesvig, qui a déjà échoué en 1848, réussirait certainement moins que jamais; mais en outre quel serait le sens de cette création d'un nouvel état indépendant? Depuis longtemps, une juste et saine politique tend à diminuer le nombre des petits états qui ne sont souverains que de nom. Le Holstein et le Lauenbourg ont à peine ensemble six cent mille habitans. La principauté nouvelle qu'ils formeraient irait se perdre dans cette foule de principautés imperceptibles de l'Allemagne. D'ailleurs les difficultés diplomatiques ne naîtraient-elles pas aussitôt? La Prusse souscrirait sans doute à cette combinaison, car elle y trouverait bien plus de facilités pour arriver à s'emparer progressivement d'un pays qui lui donnerait des ports sur la Baltique, et dans tous les cas elle aurait dans le nouvel état un humble tributaire. Il n'en serait point de même de la Russie, qui ne livrerait pas aisément à la Prusse les moyens de devenir une puissance maritime et de lui disputer l'empire de la Baltique. De plus, par suite d'un droit de succession, la famille régnante de Russie a une certaine expectative d'héritage sur le Holstein et par voie indirecte sur le Danemark. Tant que le Holstein reste uni au Danemark, cette expectative, quoique fort problématique, a une double valeur. La Russie peut bien se prêter à toutes les stratégies de la politique allemande toutes les fois qu'il s'agit d'arrêter le développement du régime libéral dans le royaume danois; elle ne peut favoriser une idée qui porte atteinte à ses propres prétentions, si douteuses qu'elles soient. Quant au Danemark, on ne pense pas sans doute qu'il acceptât un démembrement sans combat. Il est facile de voir en définitive que toutes ces combinaisons merveilleuses rencontrent mille difficultés qui n'existeraient point aujourd'hui, si l'aristocratie du Holstein, appuyée par l'esprit germanique, ne portait pas dans les complications actuelles l'âpre persistance d'une féodalité décidée à défendre ses priviléges, fût-ce au prix de quelque tentative de scission avec le Danemark.

Si l'on ne suivait les affaires des peuples que dans ces événemens qui se nouent ou se dénouent tous les jours et composent de fugitives annales, on ne les verrait que sous un de leurs aspects. Le monde n'agit pas seulement, il pense; il a besoin de penser comme il a besoin de respirer, et dans ce travail universel, qui a ses momens de langueur et ses momens d'éclat, chaque génie se montre avec ses inclinations, ses préférences, ses instincts natifs. Sans parler aujourd'hui de la France, l'Angleterre, quoique moins brillante que du temps de Scott et de Byron, l'Angleterre porte dans les choses littéraires ce sentiment pratique qui donne une si singulière saveur à toutes ses œuvres intellectuelles, même à sa poésie et à ses romans. L'Allemagne, tout

étonnée encore de s'être vue lancée il y a huit ans dans les aventures, se réfugie dans l'étude abstraite et dans les investigations de l'histoire; elle n'est plus au même degré que par le passé un ardent foyer de prédications et de systèmes; elle est plus modeste, à ce qu'il semble, ayant ressenti toutes les déceptions de la vie active, et elle cherche de nouveaux élémens pour son génie méditatif et profond. L'Italie, non moins agitée que l'Allemagne il y a quelques années et plus malheureuse, l'Italie, qui a subi, elle aussi, tous les enivremens de l'action et toutes les amertumes des espérances déçues, revient lentement vers l'étude et vers les lettres. La politique n'a souvent d'autre effet que de cacher ce travail des esprits, qui se manifeste sous plus d'une forme. En peu de temps, on a publié la correspondance de Giordani et tout un recueil de lettres inédites de Silvio Pellico. Dante, le poète toujours étudié et toujours plein de mystères, a trouvé un nouveau commentateur en M. Tommaseo. A Florence, on rassemble les poésies populaires de l'Italie, et on écrit des œuvres d'histoire qui ont souvent plus de mérite que de retentissement. A Venise même et à Milan il ne serait point impossible de distinguer plus d'un essai où brille encore l'imagination italienne. Turin a eu pendant longtemps un genre particulier d'infériorité au-delà des Alpes, c'était peut-être la ville la moins littéraire de l'Italie; aujourd'hui la capitale du Piémont a l'avantage de la liberté politique, et c'est là surtout que les esprits sont à l'œuvre, c'est là que les tentatives se multiplient, et que la vie intellectuelle a toutes les apparences de l'activité.

Mais quelle est la direction de ces efforts? Philosophiquement, il est vrai, rien de bien nouveau n'apparaît au-delà des Alpes. L'influence philosophique la plus sérieuse et la plus active est celle de Vincenzo Gioberti, — influence qui a survécu à l'homme, qui domine les luttes actuelles, et qui semble se raviver encore aujourd'hui par la publication récente de divers ouvrages posthumes, dont l'un traite de la réforme de l'église, — *della Riforma cattolica della Chiesa*. C'est un des publicistes distingués de l'Italie, M. Giuseppe Massari, qui s'est chargé de recueillir et de mettre au jour les papiers du philosophe piémontais. Le livre de la *Riforma cattolica* n'est point évidemment un travail achevé; c'est une suite de pensées, un ensemble de fragmens où manque le sceau définitif de l'écrivain, subitement interrompu dans son œuvre par la mort. Comme le titre l'indique, Gioberti ne se proposait rien moins que de réformer l'église; seulement, qu'on y prenne bien garde, il ne songeait ni à l'atteindre dans ses dogmes, ni à la désarmer de sa puissance, ni à la révolutionner par l'autorité d'une force étrangère; c'est à l'église elle-même qu'il demandait de se réformer, de maintenir ce qu'elle avait de divin en faisant la part de l'œuvre des hommes, de ressaisir la dictature spirituelle par la formation d'un clergé intelligent et actif, par une alliance nouvelle hardiment scellée entre l'idée religieuse et toutes les idées justes de progrès civil. En un mot, il voulait modifier l'action extérieure du catholicisme sans cesser d'être catholique. Pour lui, il se disait avant tout catholique et Italien. Politique en même temps que philosophe et que patriote, il poursuivait un triple but : c'était de faire disparaître la domination autrichienne dans l'ordre national, la domination de ce qu'il appelait l'esprit jésuitique dans l'ordre religieux, la domination des idées et des habitudes françaises dans l'ordre intellectuel et moral. C'était toute une résurrec-

tion de l'individualité italienne dans le monde. L'auteur du *Primato,* on n'en peut douter, était un esprit éminent, d'une vive et forte originalité, plein de ressources. Par malheur aussi, il mêlait fort souvent la subtilité à la vigueur, les passions d'une personnalité irascible aux bonnes raisons, et la chimère à la grandeur des idées. Il était plus spéculatif que pratique, et lorsqu'il a été sommé par les événemens de mettre la main à l'œuvre, il n'a pas trop réussi, comme on sait. Ses idées sur l'église n'auront point sans doute une grande fortune là où il aurait désiré qu'elles fussent entendues et accueillies. Déjà l'un de ses plus anciens et de ses plus ardens adversaires, un jésuite napolitain, le père Curci, est revenu au combat contre ses œuvres posthumes, et en particulier contre la *Riforma cattolica*. Qu'on songe cependant que ce philosophe, ce prêtre a eu de véritables triomphes en Italie, qu'il a été plus d'une fois reçu avec affection par le pape lui-même, et que ses œuvres ont eu une popularité immense jusque dans Rome. Les temps ont singulièrement changé, cela est certain. L'auteur du *Primato*, quant à lui, s'est laissé plus d'une fois entraîner depuis cette époque par l'esprit de système, et, en croyant n'être qu'un réformateur, il a été souvent très près de devenir un révolutionnaire. Malgré tout, au milieu de cette foule d'idées que Gioberti a semées à la hâte dans sa courte vie de penseur, il en est une qui a fait sa gloire à l'origine, qui conserve toujours sa justesse et sa puissance : c'est que l'Italie ne peut trouver qu'en son propre sein le secret de sa libération et de ses progrès, et qu'elle doit tout d'abord penser par elle-même avant d'agir par elle-même.

N'est-ce point là, en effet, que tout doit tendre au-delà des Alpes, dans les lettres et dans les arts comme dans la politique? La forme importe peu; l'essentiel est de s'inspirer de la pensée nationale, d'exprimer le véritable état moral de cette brillante race, de peindre la vie italienne dans ses nuances diverses. C'est là le mérite et l'attrait de toute littérature nouvelle en Italie; c'est le meilleur moyen de renouer ces traditions qui se sont prolongées jusqu'aux dernières révolutions, et qui se sont trouvées brisées tout à coup en 1848 par des événemens qui ont dispersé tous les groupes et détourné tous les esprits. Aujourd'hui le roman italien cherche à renaître, et on pourrait rapprocher des essais de plus d'un genre où se révèle le travail des imaginations. L'un des plus jeunes écrivains de Turin, M. Vittorio Bersezio, est un inventeur habile, un conteur ingénieux qui avait publié déjà, il y a deux ans, un recueil de récits, le *Novelliere contemporaneo*, et qui vient de mettre au jour successivement de nouvelles histoires telles que *la Famiglia, Virtu ed Amore*, *Amor di patria*. M. Bersezio a surtout, il nous semble, l'heureuse pensée de se soustraire à l'imitation des romans français : il cherche à ressaisir l'ancienne forme des conteurs italiens, mais en même temps c'est la vie moderne qu'il peint; c'est dans la vie moderne que sont pris les caractères, les mœurs, les sentimens qu'il reproduit. M. Bersezio saisit avec promptitude, il observe avec finesse, il raconte avec élégance, dans une langue vive et colorée. Une idée morale anime ses récits, elle est comme le nerf de l'action. Dans *la Famiglia*, l'idée morale jaillit du double spectacle de la vie mondaine et de la vie de famille. Ici c'est un jeune homme livré aux plaisirs, oublieux des siens, tout enivré par les frivolités corruptrices; là c'est la famille, la vie simple, l'amour vrai, le dévouement obscur. Qu'est-ce qui l'emportera? Ce sera la famille; mais l'épreuve aura été nécessaire, et l'épreuve

se déroule dans une série de scènes où se reflète à ses divers degrés la vie sociale. Sans avoir le culte de la couleur locale et sans la prodiguer, l'auteur ne quitte point le Piémont pour tracer ses tableaux. M. Bersezio est donc tout à fait un peintre de la vie privée telle qu'elle apparaît aujourd'hui, et dans cette étude attentive des mœurs son talent ingénieux peut trouver les élémens de nouveaux et attachans récits.

Un autre écrivain, M. Marchese, s'est placé hors de ces sphères de la vie privée. Ce n'est pas l'homme dans les conditions de l'existence ordinaire qu'il cherche à peindre, c'est l'homme dans les orageuses agitations de la politique, l'homme ajoutant à ses passions naturelles cet autre genre de passions où l'esprit a souvent plus de part que le cœur. Une œuvre récente de M. Marchese, *Marc ou les Enfans de l'Aveugle*, est en effet, à proprement parler, un roman politique, un roman qui, par une singularité de plus, est écrit dans la langue de la France, et que l'auteur eût mieux fait sans doute d'écrire dans sa propre langue. *Marc* repose sur une donnée originale dont le développement peut devenir singulièrement fécond. Qu'on prenne un pays, — ce sera le Piémont, si l'on veut, — placé dans ce vague état de transition entre ce qui va cesser d'exister et ce qui n'existe pas encore. Un régime ancien est tout entier debout, le roi absolu est sur son trône, en apparence rien n'est changé; mais en réalité tout s'ébranle, l'air se remplit de signes précurseurs. Le roi absolu délibère avec lui-même, l'aristocratie se démembre, et quelques-uns des siens manifestent ouvertement leurs idées libérales. Dans le peuple des villes fermentent des aspirations plébéiennes. Au sein des universités, les étudians oublient leurs cours pour aller aux manifestations qui se préparent. Encore un instant, tout éclatera. Au milieu de cette fermentation publique cependant la vie humaine suit son cours. Aujourd'hui comme hier, comme il y a des siècles, des amours se nouent ou se dénouent, les hommes s'entrechoquent par leurs passions ou leurs intérêts; ils portent dans ce commencement d'agitation politique leurs mobiles généreux ou mesquins. Rassemblez tous ces élémens, ce sera là le sujet de *Marc*, et le pays où se déroule ce drame obscur sera, à ne point s'y méprendre, le Piémont, au moment où il allait se transformer et entrer dans la voie constitutionnelle. Le livre de M. Marchese n'est point sans doute une œuvre d'un dessin bien précis; tout flotte dans une assez grande confusion, la langue elle-même a ses faiblesses, et est singulièrement tourmentée, et néanmoins dans ce livre il y a des élémens d'intérêt; il y a parfois de la vie et de l'originalité. Quelques figures sont hardiment saisies. Marc est le type compliqué de ces passions populaires où l'envie se mêle à des aspirations légitimes; M. de Grosseterre représente avec vérité cette aristocratie qu'un froissement personnel jette quelquefois dans l'opposition, et qui ouvre la route pour être bientôt dépassée par ceux qui l'ont acceptée comme guide. Mais le personnage le plus curieux, c'est le roi Prime VII, dans lequel on a voulu reconnaître Charles-Albert. N'est-ce point là en effet ce roi au caractère mystérieux, chevaleresque et passionné sous un air impassible, généreux et souvent plein d'ironie, inquiet du passé, du présent, de l'avenir, cherchant à tout savoir, à pénétrer les secrets des conspirateurs, à étudier les véritables besoins de son peuple, pour retomber à chaque instant dans une incertitude poignante? Maintenant le Piémont est sorti de ces régions mysté-

rieuses où il vivait il y a dix ans, et c'est au grand jour qu'on peut étudier ses mœurs politiques pour les peindre, pour les corriger et les fortifier, de façon à ce qu'elles restent le premier fondement d'une liberté durable.

CH. DE MAZADE.

POÉSIES

AUX POÈTES.

Aux poètes je dis : Si vos cris, vos sanglots,
Si vos gémissemens ne trouvent pas d'échos,
C'est que seuls vous avez une âme désolée,
Que la grande douleur du Doute est consolée;
C'est que vous êtes vieux dans un temps rajeuni;
C'est qu'au cadran du siècle il a sonné midi,
Et que, bercés longtemps par des muses pleureuses,
Des progrès de l'esprit et du temps oublieuses,
Tandis que vous rêviez derrière vos rideaux
Des poèmes de nuit, des sonnets de tombeaux,
La foule autour de vous marchait dans la lumière,
Droit à son but, laissant les doutes en arrière,
Rallumant au flambeau des nouvelles clartés
Le flambeau mal éteint des vieilles vérités.

Plutôt que courtiser des muses étrangères,
Tristes comme le vent qui glace leurs bruyères,
Que ne renouez-vous le beau fil des amours
Que contait si gaiement la nôtre aux anciens jours?

La muse du pays, la muse souveraine!
Allez aux beaux jardins de la belle Touraine,
Aux prés de l'Angoumois où naquit ce Ronsard
Qui chanta sur un ton *si plein d'amour et d'art :*
Là vous la trouverez dormant dans une vigne,
Pour donner ses faveurs attendant le plus digne.

Fanée entre ses doigts, depuis longtemps elle a
Une rose de mai que Marot lui donna,
Simple fleur de buisson, mais qui vaut un empire.
Sachant aussi pleurer, elle aime encor mieux rire.
Elle est simple de cœur, et douce et sans fierté;
Pourtant se souvenant que durant un été,
Au temps où Primatice embellissait Amboise,
Sur les gazons fleuris et sous les toits d'ardoise,
Rieuse et répétant des vers à demi-voix,
Elle s'est promenée au bras du roi François,

Tandis que pour pleurer, compagne favorite,
Dans son grand lit sculpté l'attendait Marguerite.

Elle fut prise un jour d'un grand frisson de froid :
Elle sentait venir les pédans du grand roi.
Ils vinrent en effet, et sans le fabuliste,
Sans le comédien qu'elle trouva fort triste,
Sans le siècle poudré qui refit la chanson,
Bien sûr, elle fût morte en son bois de Chinon.

Un de ces jours derniers, un poète, un des vôtres,
Pris au piége du doute aussi comme les autres,
Autrefois byronien, poète au sombre ennui,
Qui d'avoir trop pleuré se repent aujourd'hui,
S'en alla la chercher, cette muse de France;
Mais soit qu'il eût de lui trop grande défiance,
Ou soit que, la voyant dormir sous un pommier,
Il la trouvât trop belle ainsi pour l'éveiller :
« O Muse, lui dit-il, ce n'est que moi; sommeille. »

Lui-même, on ne sait plus ou s'il dort ou s'il veille.

SOUVENIR D'UN VIEIL AIR.

C'est étrange, il ne faut qu'une simple romance,
Le souvenir lointain d'un air de notre enfance,
Pour rendre à notre cœur toute sa pureté,
Ses premières pudeurs et son honnêteté.

Refrain naïf éclos sous sa main délicate,
Fragment presque oublié d'une vieille sonate
Que Mozart a rêvée et qu'il n'écrivit pas,
Je vous répète encore, en m'endormant, tout bas.
Et vous vous réveillez, jours de mon premier âge,
Je vous vois encadrés dans un frais paysage;
Vous passez en riant, vous tenant par la main,
Foulant une herbe haute au bord d'un grand chemin.

Dû platane élevé tombe le crépuscule;
La nuit vient; vous criez : O déesse, recule,
Arrête un peu ton char, laisse-nous, laisse-nous;
N'éteins pas le soleil. Ah! nos jeux sont si doux!
Vois quel nœud d'amitié divine nous rassemble,
Quel charme de courir sous les arbres ensemble!
La pelouse est si verte, et cette heure du soir
Est si belle! Demain pourra-t-on se revoir?
On s'embrasse, on se dit adieu. Puis c'est la mère
Qui veut qu'on s'agenouille et dise une prière.
« De ces plaisirs lassés, souvenez-vous un peu,
Dit-elle, que tout bien ici-bas vient de Dieu. »

Ainsi ces chants éclos sous cette main charmante
Ont refait mon cœur pur et mon âme innocente.
Ainsi des jours anciens le chaste souvenir
Est la clé d'or qui seule a le don de rouvrir,
Talisman précieux, infaillible sésame,
L'écrin longtemps fermé des purs trésors de l'âme.

LE RENOUVEAU DES AMES.

Après les jours brumeux des froids soleils d'hiver,
Quand un rayon plus chaud descend du ciel ouvert,
Lorsque des champs en herbe et des grasses prairies
Vient le parfum nouveau des luzernes fleuries,

Des portes de la ville aux féodales tours,
Vous voyez, revêtus des habits des grands jours,
Sortir à flots pressés, foule sereine et fière,
Avides d'air plus pur, d'espace, de lumière,
Les pauvres habitans, hommes, filles, vieillards.
Le printemps a passé sur leurs tristes remparts;
Un vent tiède a soufflé dans leurs étroites rues
Et leur a conseillé d'aller aux avenues,
Aux jardins, aux vergers, aux verts chemins des champs,
Voir comme tout verdit et pousse en peu de temps.
Ils ont quitté leurs cours à la fétide haleine,
Leurs antiques logis où le jour entre à peine,
Où dans l'ombre est resté le fauteuil des aïeux,
Et voilà qu'ils s'en vont vers les arbres, joyeux.

Sous la voûte en arceaux de la porte de ville,
Comme l'eau sous le pont, ils passent, flot tranquille :
Ils quittent leurs plafonds enfumés pour l'azur,
La nuit pour le soleil, le cachot pour l'air pur;
Ils renaissent.

Ainsi les esprits et les âmes,
Ranimés on ne sait par quelles saintes flammes,
A de certains momens des siècles, quand Dieu veut,
Passent de l'ombre au jour, du ciel noir au ciel bleu,
Du blasphème à la foi, du doute à la croyance;
Du désespoir, prison, à l'espoir, délivrance.
Alors malheur à ceux qui pleurent à l'écart,
Et vers la nue encor tournent un œil hagard!

VALERY VERNIER.

V. DE MARS.

TITIEN

L'heptarchie des peintres, dont j'ai parlé plusieurs fois, n'est pas une pensée qui m'appartienne : je n'ai fait que l'affirmer avec le secours de mes études personnelles. Quant aux élémens dont cette pensée se compose, ils sont appréciés depuis longtemps par tous les hommes du métier et par tous ceux qui ont étudié l'histoire de la peinture. Le seul mérite que je revendique, et sans doute il est bien mince, c'est d'avoir développé la pensée de l'heptarchie en caractérisant d'une manière précise chacun des rois qui dominent la forme exprimée par la couleur. C'est à ces termes très modestes que j'entends réduire l'honneur de mon affirmation. Dans le domaine de la peinture comme dans les autres domaines de l'intelligence, chacun plaide pour son saint, pour son clocher. L'Espagne ne se fait pas prier pour placer Murillo au-dessus de Raphaël, Ribera au-dessus de Michel-Ange; la France ne demanderait pas mieux que de mettre Nicolas Poussin au-dessus des plus grands maîtres de l'Italie; l'Allemagne, à son tour, fait valoir ses prétentions, et parle avec orgueil d'Albert Dürer et d'Holbein. Pour estimer la valeur des protestations contre l'heptarchie que nous venons d'énoncer, il suffit de connaître l'histoire générale de la peinture en Europe. Pour l'esprit qui veut bien se placer à ce point de vue, l'impartialité n'est pas seulement facile, mais nécessaire. L'Espagne, la France, l'Allemagne, reprennent le rang qui leur appartient sans qu'il soit besoin d'appeler à son secours la pénétration. Quand on embrasse d'un regard tous les efforts de l'imagination européenne pour exprimer la beauté par la couleur, on arrive naturellement à cette conclusion, que les plus grands maîtres de l'art dans les temps modernes s'appellent Léonard de Vinci, Michel-Ange, Raphaël, Allegri, Titien, Rubens et Rem-

brandt (1). Que l'Espagne, la France et l'Allemagne tiennent dans l'histoire de la peinture une place considérable, personne ne pense à le nier : Murillo et Velasquez, Albert Dürer et Holbein, Nicolas Poussin et Claude Gelée ont laissé des traces glorieuses de leur passage; mais il n'y a dans le talent de ces artistes éminens rien qui les désigne à l'attention de la postérité comme inventeurs d'un procédé nouveau pour l'expression de la beauté par la couleur. Les puristes qui mettent la sévérité des lignes au-dessus de toutes les autres conditions de la peinture pourront s'étonner de voir Rubens et Rembrandt figurer dans l'heptarchie. Que la Toscane, patrie de Léonard et de Michel-Ange, réclame contre le rang attribué à ces deux noms et s'en afflige comme d'une impiété, il n'y a là rien qui doive nous surprendre. Malgré notre profond respect pour l'orgueil national, nous devons répudier son témoignage toutes les fois qu'il s'agit de résoudre une question qui embrasse dans ses termes toutes les nations de l'Europe. En pareil cas, la bienveillance mènerait à l'injustice.

La Toscane s'est éprise de la forme. Léonard et Michel-Ange l'ont exprimée diversement. Partis du même point, pourvus tous deux d'une science prodigieuse, ils n'ont pas envisagé la nature sous le même aspect, et le caractère de leurs conceptions s'est manifesté dans leurs œuvres. Léonard, à l'exemple des Grecs, ne séparait pas la vérité de la beauté. Il savait le nombre et la forme des muscles enveloppés par la peau; mais il ne tenait pas à montrer ce qu'il savait, ou du moins il le montrait avec discrétion. Il évitait l'ostentation comme un danger, et la postérité lui a donné raison. En s'appliquant obstinément à prouver toute l'étendue de son savoir, il n'aurait jamais réussi à créer les têtes que nous admirons comme les types de la grâce la plus exquise. Michel-Ange, aussi habile et plus ardent que Léonard, a traité la figure humaine avec plus d'énergie, avec moins de prudence. Il n'a voulu rien omettre, et la forme telle qu'il la conçoit, telle qu'il l'exprime, bien que vraie dans le sens rigoureux du mot, n'est pas toujours belle. Cependant il convient d'établir une distinction dans les œuvres de Michel-Ange. Si dans *le Jugement dernier* la forme humaine est exprimée avec une vérité qui touche à l'ostentation, il la représente sous un autre aspect dans la voûte de la chapelle Sixtine. Il me suffit de citer *la Naissance d'Ève*, dont la grâce n'a jamais été surpassée par aucun maître. L'ensemble de ses œuvres justifie néanmoins le reproche que j'ai déjà mentionné.

Raphaël, moins savant que Léonard et Michel-Ange, est demeuré

(1) Voyez sur *Léonard de Vinci, Michel-Ange, Raphaël, Rubens, Rembrandt, le Corrège*, les livraisons du 1er septembre 1850, du 1er février 1834, du 1er janvier 1848, du 15 octobre 1854, du 15 juillet 1853, et du 15 décembre 1854.

dans la mémoire de l'Europe entière le prince de la peinture. Assez vrai pour ne soulever aucune objection, assez discret pour n'exciter aucune surprise chez les spectateurs ignorans, subordonnant toujours la connaissance de la forme à l'expression de la grandeur ou de la grâce, il obtient à bon droit l'approbation des hommes du métier, et ceux qui n'ont pas étudié les détails de la forme humaine l'admirent sans restriction. Par sa fécondité, par la variété de ses inventions, il justifie sa popularité. Si la *Cène* de Sainte-Marie-des-Grâces, si la voûte de la chapelle Sixtine dominent par le savoir les chambres du Vatican, tout homme qui aime sincèrement l'expression de la beauté doit accepter avec déférence l'arrêt de la postérité, et reconnaître dans Raphaël une des natures les plus excellentes et les plus richement douées dont l'histoire fasse mention. S'il n'est pas aussi près de la vérité que Léonard et Michel-Ange, il n'oublie jamais l'harmonie linéaire, et cette constante préoccupation le place au premier rang des maîtres italiens.

Titien et Allegri, plus connu sous le nom de Corrège, viennent immédiatement après les maîtres que j'ai tâché de caractériser. La parenté du Corrège et de Léonard n'est douteuse pour personne. Pour la contester, il faut ignorer l'histoire de la peinture et n'avoir jamais vu les coupoles de Parme. Sans sortir de Paris, on peut s'assurer de cette parenté. Le *Mariage mystique de sainte Catherine* suffit à démontrer ce que j'avance. Quant aux hardiesses d'Allegri, où l'on a voulu voir l'imitation du *Jugement dernier*, il est aujourd'hui démontré qu'elles sont bien siennes, et n'ont rien à démêler avec l'œuvre du grand Florentin. Allegri n'a jamais visité Rome. Tout ce qu'il a osé, il l'a osé par lui-même, sans modèle et sans conseils. Par l'étude simultanée de la nature et de l'art antique, il était arrivé à concevoir ce que Michel-Ange avait conçu. Alors même qu'on prouverait qu'Allegri a fait le voyage de Rome, voyage dont personne jusqu'à présent n'a su trouver la trace, il faudrait encore tenir compte des dates, et se rappeler que les coupoles de Parme ont été achevées plusieurs années avant *le Jugement dernier*. Cet argument chronologique me dispense de tout autre argument. Dès que le rapprochement des dates démontre que l'imitation est impossible, il serait superflu de prouver que l'imitation est un fait imaginaire.

L'école de Venise, dont je n'ai pas encore parlé, est représentée par les noms glorieux de Giorgione, de Titien, de Paul Véronèse. Cependant la postérité a fait un choix, et son choix est tombé sur Titien. Si, dans quelques parties purement techniques, Paul Véronèse et Giorgione l'emportent sur Titien, la préférence accordée à ce dernier n'en est pas moins pleinement justifiée, et c'est de lui que je veux m'occuper aujourd'hui.

Quant à Rubens, quant à Rembrandt, leurs titres sont établis par des œuvres assez nombreuses, assez éclatantes, pour n'avoir pas besoin d'être défendus. Ils ont envisagé la nature autrement que les maîtres italiens, et la manière dont ils ont rendu leur pensée, le caractère particulier des procédés qu'ils ont employés, l'excellence des compositions signées de leur nom, marquent leur place dans l'heptarchie. Qu'on vienne me dire que Nicolas Poussin est l'égal de Rubens par l'expression poétique, je ne m'en étonnerai pas, et j'accepterai sans hésiter cette affirmation comme très légitime. Seulement le procédé de Nicolas Poussin n'a rien de nouveau; les effets qu'il produit sont des effets connus avant lui. Aussi, malgré l'élévation constante de sa pensée, malgré le choix exquis des lignes, il ne fait pas partie de l'heptarchie. Même chose à dire de Claude Gelée. Assurément les œuvres de ce maître sont au nombre des plus belles, des plus harmonieuses; mais pour ceux qui connaissent l'état de l'art avant lui, ses œuvres n'ont rien d'inattendu : c'est l'application très habile de méthodes déjà pratiquées, et pour cette raison Claude Gelée n'entre pas dans l'heptarchie.

De tous les rois que j'ai nommés, celui dont le couronnement soulève les plaintes les plus nombreuses est à coup sûr Rembrandt. Pour comprendre la valeur de ce maître, pour lui rendre justice et lui assigner le rang qui lui appartient, il faut se détacher des traditions helléniques. Si l'on veut juger les œuvres de Rembrandt en prenant pour type immuable de la beauté les bas-reliefs et les statues que la Grèce nous a laissés, on ne peut manquer de les condamner. Toute la question est de savoir si la beauté n'a qu'un aspect, si la distribution de la lumière n'offre pas autant d'intérêt que le choix des lignes, ou du moins n'excite pas un intérêt très vif et très légitime même après le choix des lignes. Le problème ainsi posé, le rang de Rembrandt ne sera plus contesté; sa place dans l'heptarchie ne saurait lui être disputée. Personne avant lui n'avait distribué la lumière avec autant de prudence et d'avarice; personne n'avait emprisonné les rayons du soleil de façon à donner, comme lui, du relief aux objets noyés dans l'ombre. C'est là ce qui a fondé son originalité, c'est là ce qui a marqué son rang. Qu'on vienne maintenant parler de la physionomie vulgaire de ses personnages, je n'accorderai pas à cette objection une valeur absolue, car il y a dans l'œuvre gravée de Rembrandt des têtes de jeunes filles vraiment charmantes, et dans ses tableaux il y a des figures qui nous émeuvent par l'énergie et l'expression. Le type de ces figures ne se recommande pas par la pureté des lignes, mais elles nous attirent et nous séduisent par le naturel, par la vérité. Et comme l'effet dont je parle est obtenu par un procédé inconnu avant Rembrandt, comme il n'est

dû ni à la sévérité du dessin, ni à la patience du modelé, mais relève tout entier de la distribution de la lumière, quelle que soit notre pensée sur la valeur comparée du type hellénique et du type hollandais, nous sommes obligé par l'évidence de placer le chef de l'école hollandaise après le chef de l'école flamande, de lui ouvrir l'enceinte de l'heptarchie. Ce n'est pas dire que nous mettons sur la même ligne, que nous admirons au même degré les figures de Raphaël et les figures de Rembrandt. Dans l'heptarchie même, les droits ne sont pas égaux : les deux Florentins dominent le chef de l'école romaine; Raphaël domine Allegri et Titien. Enfin les cinq grands maîtres de l'Italie sont revêtus d'une autorité plus imposante que Rubens et Rembrandt. C'est dans ces termes que nous défendons la légitimité de l'heptarchie. Il n'est jamais entré dans notre pensée d'y voir une assemblée de rois égaux. L'histoire protesterait contre une pareille confusion, et le respect de l'histoire nous prémunit contre une telle faute. Parlons maintenant de Titien, le seul roi qui n'ait pas encore été pour nous le sujet d'une étude spéciale.

La date de la naissance de Titien n'est pas chose indifférente quand il s'agit de juger ses ouvrages. Il est né en 1477, c'est-à-dire trois ans après Michel-Ange, six ans avant Raphaël, treize ans avant le Corrège, vingt-cinq ans après Léonard. Le rapprochement de ces dates suffit pour montrer que le chef, sinon le fondateur de l'école vénitienne, était placé dans un milieu où son talent rencontrait les plus heureux auxiliaires, et comme sa vie s'est prolongée jusqu'en 1576, c'est-à-dire pendant quatre-vingt-dix-neuf ans, il lui était donné de profiter des enseignemens des maîtres nés après lui comme des enseignemens des maîtres qui l'avaient précédé dans la carrière. Il serait difficile d'imaginer, pour un homme doué de riches facultés, un concours de circonstances plus favorable au développement du génie. Les ouvrages signés de ce nom glorieux prouvent qu'il n'a mis à profit qu'une partie des leçons qui lui étaient offertes par son temps. Pour ceux en effet qui connaissent sa biographie, il est évident qu'il n'a étudié qu'accidentellement et dans un âge très avancé les maîtres que nous venons de rappeler. Il n'a jamais visité ni Florence ni Milan, et quand il a visité Rome, il était déjà parvenu à l'âge de soixante-neuf ans. C'est dire assez clairement que son talent était formé depuis longtemps, et qu'il ne pouvait plus penser à changer sa manière. Il voyait les ouvrages de Michel-Ange et de Raphaël, et malgré la profonde estime, la sincère admiration que lui inspiraient la chapelle Sixtine et les chambres du Vatican, il avait trop longtemps vécu, trop longtemps pratiqué les leçons de ses premiers maîtres, pour songer à se réformer. La connaissance de ces faits est indispensable pour se prononcer avec équité sur le

mérite de Titien, pour marquer son rang dans l'histoire de la peinture. Celui qui les ignore, fût-il doué du goût le plus fin, de la sagacité la plus pénétrante, s'expose au danger de parler trop sévèrement d'un artiste laborieux, fertile en inventions, qui a bien mérité de la peinture, qui a introduit dans la pratique du métier des procédés nouveaux, dont les ouvrages soumis à la discussion la plus ardente charment encore aujourd'hui les connaisseurs les plus difficiles à contenter.

Venise ne pouvait lui révéler la manière dont l'art antique avait conçu, avait exprimé la beauté. Il ne faut donc pas le juger en se plaçant au même point de vue que pour Léonard et Michel-Ange, Raphaël et Allegri, qui ont connu, qui ont contemplé librement, dans les années de leur jeunesse, les débris les plus précieux de l'antiquité. Il n'avait pas à sa disposition les ressources que Rome et Florence prodiguaient à ses illustres contemporains, et si nous voulions estimer la valeur de ses œuvres en négligeant le caractère local de son éducation, nous arriverions fatalement à l'injustice. Allegri lui-même, qui n'a jamais vu ni Rome ni Florence, connaissait par le moulage les œuvres de l'art grec qui sont venues jusqu'à nous, et Titien n'a pas joui de cet avantage. Son premier maître, au témoignage de ses compatriotes, fut Sébastien Zuccato, à qui nous devons quelques mosaïques de l'église de Saint-Marc. C'est à Zuccato qu'il faut demander l'explication de Titien. Toutes les mosaïques de Saint-Marc sont loin de posséder la même valeur. Il m'est interdit de parler de celles du portail que le temps avait profondément altérées, et qui maintenant sont restaurées avec des verroteries de Murano; mais celles qui décorent l'intérieur de l'église, les prophètes et les évangélistes, composées d'un assemblage de marbre et de pierre dure, se détachent sur un fond d'or avec une splendeur qui n'a jamais été surpassée. Je ne connais que la chapelle de Roger, à Palerme, qui puisse lutter d'éclat avec les mosaïques de Saint-Marc. Or, la beauté de ces ouvrages une fois admise, et personne, je crois, ne s'aviserait de la contester, il convient de se demander en quoi cette beauté consiste, de quels élémens elle se compose. Les prophètes, les évangélistes sont surtout d'une imposante grandeur : à cet égard le doute n'est pas permis; mais il faut tenir compte des moyens dont la mosaïque dispose et ne pas s'étonner en voyant que les figures sont indiquées par des lignes pures, où sont incrustées des couleurs éclatantes, sans que les contours soient modelés. Ce dernier artifice, ou, si l'on veut, ce dernier prestige, n'est pas du ressort de la mosaïque. A quelque époque de l'histoire que l'on s'adresse, depuis Cavallini, qui a retracé la vie de la Vierge derrière le maître-autel de Sainte-Marie-in-Trastevere, jus-

qu'aux mosaïstes vénitiens, depuis la chapelle de Roger jusqu'à la basilique de Saint-Paul-Hors-des-Murs, dans la banlieue de Rome, on ne voit nulle part la mosaïque essayer de lutter avec la peinture à l'huile et tenter de modeler la forme, comme le pinceau sur la toile ou le bois. Il y a dans cette vérité, trop facile à démontrer pour que j'y insiste, un enseignement qui ne doit pas être perdu, que les historiens ne sauraient négliger sans compromettre la justesse de leurs décisions. Les premières impressions reçues par Titien avaient laissé dans son intelligence une trace profonde, et les leçons des deux Bellini, Gentile et Giovanni, n'ont pas effacé le souvenir des mosaïques de Saint-Marc. La splendeur et l'harmonie de ces admirables ouvrages se retrouvent dans les toiles de Titien. Le modelé, qui manque à ces radieuses mosaïques, manque trop souvent aussi aux plus belles conceptions, aux inventions les plus ingénieuses du maître vénitien.

L'éducation pittoresque du maître qui nous occupe mérite une attention toute spéciale. Ce n'est pas que les premières leçons qui lui ont été données présentent un caractère inattendu; mais elles ne s'accordent pas avec la nature de ses premières œuvres, et nous devons chercher ailleurs que dans ces leçons la source de son talent. Son premier maître fut Sébastien Zuccato, père de Valerio et Francesco Zuccato, à qui nous devons les plus belles mosaïques de Saint-Marc, et pour payer ce premier enseignement, Titien composa dans sa maturité des cartons qui servirent de modèles à Valerio et à Francesco : il ne pouvait reconnaître plus dignement les services qu'il avait reçus de son premier maître. De l'atelier de Sébastien Zuccato, il passe dans celui de Jean Bellini, dont la manière ne peut se confondre avec la sienne. Cependant, pour juger Jean Bellini comme la plupart des maîtres italiens, il faut l'étudier dans sa patrie. Quoique les principales galeries d'Europe possèdent des ouvrages de sa main dont le mérite ne saurait être contesté, c'est à Venise qu'on peut prendre la vraie mesure de son talent. J'ai vu dans quelques églises vénitiennes des tableaux, dont l'origine n'a jamais été révoquée en doute, qui révèlent chez Jean Bellini le sérieux désir et la sincère espérance de lutter avec le plus illustre de ses élèves. Dans ces ouvrages, le principe du dessin s'est agrandi, les extrémités sont moins grêles, et les plans du visage sont indiqués plus largement.

Bellini, si nous devons nous en rapporter au témoignage des contemporains, ne comprit pas d'abord la valeur du jeune Vecelli; il voyait avec peine, avec dépit, l'indépendance de son élève, et ne pressentait pas ses hautes destinées. Plein de confiance dans la méthode qu'il avait suivie aux applaudissemens de Venise, il n'aurait pas hésité à déclarer que Titien ne ferait jamais rien de bon. Est-il bien certain que cette parole ait été prononcée? Je me permettrai

d'en douter. Dans l'enfance de tous les hommes illustres, on trouve quelque chose de pareil. De Plutarque à Vasari, c'est comme une tradition non interrompue de grandeurs imprévues, de mérites ignorés, de talens inattendus qui déconcertent les prophéties. Je ne veux donc pas attacher trop d'importance à l'anecdote que je viens de rappeler. Ce qui me paraît probable, c'est que Jean Bellini n'a pu retenir quelques paroles d'impatience en voyant Titien peindre à sa guise, au lieu de suivre docilement les enseignemens qu'il avait reçus. C'est à ces proportions, je crois, qu'il convient de réduire l'anecdote rapportée par les biographes, et lors même que nous consentirions à l'accepter dans toute sa crudité, le bon sens et la sagacité de Jean Bellini seraient établis par ses derniers ouvrages. Il a pu se tromper dans un accès de dépit, son orgueil, blessé par l'indocilité de son élève, a pu lui dicter quelques paroles démenties par l'histoire; mais il a pris soin de les réfuter, de les effacer par les dernières œuvres de sa vie. A cet égard, Venise ne permet aucun doute.

On sait que Titien, parvenu à la maturité, avait refusé les offres du pape Léon X, et qu'il n'avait fait le voyage de Rome que sous le pontificat de Paul III. Pour expliquer son refus, les biographes se sont évertués à démontrer qu'il devait craindre la vue des ouvrages de Raphaël et de Michel-Ange, que pour lui le parti le plus sage était de persévérer dans sa manière, que l'heure du renouvellement était désormais passée, que le succès lui interdisait de tenter les aventures. Je crois que les biographes ont commis une méprise. En étudiant la vie de Titien, je suis arrivé à penser qu'il ne redoutait pas, esthétiquement parlant, le spectacle des œuvres conçues autrement que les siennes; mais il aimait passionnément le bien-être, et pensait avec raison qu'il vaut mieux être le premier à Venise que le second ou le troisième à Rome. Qui donc oserait blâmer sa prudence? En demeurant sur le terrain de l'art pur, on peut trouver qu'il a rétréci le champ de ses efforts; en songeant aux difficultés de la vie, on est obligé de lui donner raison. Quand on tient le bonheur sous sa main, quand on a devant soi une longue suite d'années prospères et joyeuses, quand on jouit dans son pays d'une popularité universellement acceptée, à quoi bon tenter le sort et déserter ce présent doré pour un avenir incertain? Il est beau sans doute de chercher la perfection, de la poursuivre par toutes les routes qui s'ouvrent devant nous; mais le bonheur est si difficile à rencontrer, si difficile à saisir, si difficile à garder, que nous devons traiter avec indulgence ceux qui redoutent l'imprévu et s'en tiennent aux biens placés dans leurs mains. C'est ainsi que j'explique le refus opposé par Titien aux offres de Léon X. Plus tard, quand il visita Rome sous le pontificat de Paul III, déjà septuagénaire il n'avait plus qu'à

jouir de son passé, et quoique sa vie se soit prolongée jusqu'en 1576, il pouvait croire, à l'âge de soixante-dix ans, que sa gloire, désormais consacrée, n'avait plus rien à redouter ni de Raphaël, mort depuis vingt-cinq ans, ni de Michel-Ange, dont la verte vieillesse gardait encore toute la vigueur de la virilité. Il paraît pourtant que ce voyage ne fut pas pour lui sans quelque amertume. Le vieux Florentin, en écoutant les applaudissemens prodigués au vieux Vénitien, ne put retenir une exclamation de regret. « Quel dommage, dit-il à ses amis, qui lui demandaient son avis, qu'un peintre si richement doué n'ait pas appris à dessiner! » C'est, à coup sûr, une parole sévère; est-ce une parole injuste? Ceux qui connaissent l'histoire de la peinture n'oseraient l'affirmer. A Venise, en effet, on savait la couleur bien mieux que la forme des choses. Michel-Ange, en prononçant les paroles qu'on lui attribue, n'avait fait que témoigner en faveur de la vérité. Le Florentin en face du Vénitien ne pouvait guère s'exprimer autrement sans manquer à la franchise.

Titien, s'il a connu les paroles de Michel-Ange, qui n'ont pas été prononcées devant lui, pouvait s'en consoler facilement en se rappelant ses belles années de Ferrare, à la cour d'Alphonse Ier. Toute cette partie de sa vie n'est qu'une suite de jours heureux. Entre l'Arioste et le cardinal Bembo, entre Alphonse d'Este et Lucrèce Borgia, qui cherchait à effacer le souvenir de ses crimes par la vivacité de son esprit et l'aménité de ses relations, il n'avait rien à souhaiter. Il était prince parmi les princes. L'autorité de son talent lui assurait une importance égale à celle des hommes de la plus haute naissance. Il n'y avait pas un courtisan qui osât le traiter comme un roturier, et la roture à la cour d'Alphonse d'Este n'avait pas le même sens qu'aujourd'hui. Malgré le développement prodigieux que l'intelligence avait pris au XVIe siècle, on n'était pas encore habitué à regarder l'épanouissement radieux des facultés intellectuelles comme une chose égale à l'antiquité d'un blason. La splendeur du talent ne tenait pas encore le même rang qu'une longue suite d'aïeux. Titien n'eut jamais à se plaindre de l'obscurité de sa naissance. Les plus hauts dignitaires de la cour de Ferrare ne lui parlaient qu'avec déférence. La célébrité de ses ouvrages lui faisait une place à part. Il n'avait pas à redouter l'impertinence des grands seigneurs. Heureux par le libre développement de son génie, heureux par le respect qui l'entourait, par les louanges qu'il trouvait sur toutes les lèvres et qu'il sentait méritées, que pouvait-il désirer? Quand il interrompait ses travaux, il avait pour se délasser la conversation de l'Arioste, et retrouvait dans cette féconde imagination toutes les idées dont il se nourrissait lui-même. Entre ces deux esprits, qui appartenaient à la même famille, c'était un échange con-

tinuel de pensées souriantes et voluptueuses; le peintre était digne du poète. Si l'on compare en effet l'œuvre de Titien à l'œuvre de l'Arioste, on est frappé de la singulière parenté qui unit ces deux beaux génies. C'est la même abondance, la même variété, la même souplesse, la même habitude d'envisager toute chose sous l'aspect le plus heureux, le plus séduisant. Pour Titien et pour l'Arioste, on dirait que le malheur n'existait pas. Ils ne voyaient dans la nature que la splendeur et le rayonnement. Tout ce qui ne souriait pas, tout ce qui ne ravissait pas les regards était pour eux comme non avenu. Ils n'avaient pas d'oreille pour les gémissemens, et ce n'était pas de leur part sécheresse de cœur, mais privilége de tempérament. Leurs yeux ne s'ouvraient que sur le bonheur, et se fermaient sur la souffrance. Leur poitrine se dilatait librement, et la douleur n'arrivait pas jusqu'à leur pensée. Leur vie était si pleine d'enchantemens, qu'ils ne pouvaient comprendre ni la prière ni la résignation. Si le sentiment chrétien les eût animés, ils n'auraient eu qu'à jeter les yeux autour d'eux pour trouver matière à compassion; mais toute leur vie était païenne. Ils étaient heureux et ne connaissaient d'autre dieu que le bonheur. C'est pourquoi le souvenir de Ferrare devait suffire à consoler Titien des paroles de Michel-Ange. La forme austère, qu'il ignorait, avait-elle pour lui la même valeur que la beauté splendide qui l'avait ébloui?

Le plus célèbre des ouvrages de Titien, *l'Assomption de la Vierge*, placée dans la galerie de Venise, suffirait à caractériser sa manière. Ce n'est pas le plus beau de ses ouvrages, mais en l'étudiant attentivement on peut marquer les qualités qu'il possède et les qualités qui lui manquent, et, n'eût-on sous les yeux que *l'Assomption*, on saurait très nettement le rang qui lui appartient dans l'heptarchie des peintres. Cette vaste composition, qui se rapporte non pas à la jeunesse, mais à la virilité de l'auteur, est divisée, par la nature même du sujet, en trois parties. Dans la partie inférieure se trouvent les apôtres témoins de l'assomption; dans la partie moyenne, la Vierge ravie au ciel par des anges; dans la partie supérieure, Dieu qui accueille la Vierge. La splendeur radieuse dont la toile est inondée éblouit d'abord tous les yeux, et pour apercevoir les défauts de cette conception il faut se recueillir pendant quelques instans et réagir par la réflexion contre l'enivrement des sens. Je n'ignore pas que les admirateurs de Titien sont loin d'admettre la légitimité de cette réaction. Le témoignage des yeux leur suffit, et tout ce qui relève directement de la pensée n'est, à leur avis, qu'un travail superflu, un travail dangereux. L'admiration contrôlée par l'étude de la tradition chrétienne, par l'intelligence intime des personnages que le peintre avait à mettre en scène, équivaut pour eux au dénigrement.

Je crois pourtant qu'il convient de négliger cette objection et de passer outre. J'admire sincèrement *l'Assomption;* mais j'ai voulu savoir pourquoi, malgré la splendeur de cet ouvrage, mon esprit n'était pas satisfait. Je crois l'avoir découvert, et l'analyse fidèle des idées qui ont servi à former mon jugement me paraît la plus sûre manière de le justifier.

Les apôtres sont très dignes d'éloges. Le caractère de leur physionomie s'accorde très bien avec le récit de l'Évangile, et ce n'est pas à mes yeux un mérite secondaire. L'auteur a compris la nécessité de les représenter selon la tradition, sans essayer de modifier le caractère qui leur appartient. Au premier aspect, c'est la chose du monde la plus simple, et pourtant en pareille occasion la tradition chrétienne a été plus d'une fois méconnue. Titien, en demeurant dans la vérité, en représentant les apôtres selon l'Evangile, a fait preuve d'originalité. J'ai entendu blâmer sévèrement le teint hâlé, le caractère rustique de ces figures; cette opinion me paraît dépourvue de toute justesse, et je ne veux pas m'y associer. Pour blâmer les apôtres de Titien, il faut oublier ou ignorer que les premiers propagateurs de la foi nouvelle appartenaient aux classes laborieuses, à la classe des artisans. C'est en se plaçant à ce point de vue qu'on doit juger les apôtres de Titien. Si l'on ne tient pas compte de cette donnée historique, on s'expose inévitablement au reproche d'injustice, et malheureusement la plupart des écrivains qui donnent leur avis sur les grands maîtres estiment leur valeur d'après des idées préconçues. Sans prendre la peine d'étudier la nature des personnages, ils ont dans la tête un type dont ils ne veulent pas se départir, et tout ce qui le contredit leur semble mauvais, inexact, incomplet. C'est ainsi qu'on est arrivé à condamner les apôtres de *l'Assomption* de Venise en cherchant sur leur visage l'expression d'une intelligence agrandie par de longues études, expression que l'histoire condamne, que l'Évangile répudie. Les apôtres sont des hommes de croyance, des hommes de foi naïve, et tout ce qui s'éloigne de cette donnée s'éloigne de la vérité.

La partie moyenne de *l'Assomption* ne possède pas à mes yeux le même mérite que la partie inférieure. La Vierge est d'une réalité trop humaine; elle est belle, mais d'une beauté plus séduisante, plus voluptueuse qu'idéale. Elle charme tous les regards, mais elle n'a rien de surnaturel. Or, en se plaçant au point de vue chrétien, et c'est la seule manière d'estimer la vérité des personnages, on arrive à reconnaître que Titien n'a pas compris toute la grandeur du sujet qu'il avait à traiter. La vierge Marie, dont la vie est racontée dans l'Évangile, ne doit pas ressembler aux belles filles de Venise. Il faut que son visage exprime autre chose que l'orgueil de la beauté, le bon-

heur de vivre et de mériter l'admiration. La beauté de Marie réduite aux proportions humaines, la beauté sans extase, la beauté qui ne parle qu'aux yeux et ne dit rien à la pensée, n'est pas ce que la peinture doit se proposer dans un pareil sujet. Sans remonter jusqu'à Giotto, jusqu'à Fra Angelico, on peut s'assurer que les grands maîtres de l'Italie ont compris autrement que Titien la beauté de la vierge Marie. Ils la voulaient belle pour le regard, mais supérieure à la nature humaine. Ils ne séparaient pas le personnage de son rôle. Tout en conservant les contours de la forme, ils se rappelaient qu'ils avaient à représenter quelque chose de plus qu'une créature séduisante. Titien ne s'en est pas souvenu, et c'est à cet oubli que nous devons attribuer le caractère incomplet de sa composition. La figure principale, malgré les mérites éminens qui la recommandent, ne réunit pas les conditions poétiques dont elle ne saurait se passer. Ici la poésie et la religion se confondent. La croyance, je veux dire l'expression de la croyance, n'est pas moins importante que la pureté des contours. La transparence de la chair, la limpidité du regard, la jeunesse empreinte dans tous les traits du visage ne sont que la moitié de la tâche : l'idéal est absent.

Quant à la figure qui occupe la partie supérieure de la toile et représente le Créateur, les admirateurs les plus fervens du maître vénitien n'oseraient la ranger parmi ses inventions les plus heureuses. On dirait que dans sa pensée cette figure ne devait avoir qu'une importance secondaire. Or je ne crois pas qu'une telle opinion puisse être soutenue. Assurément, dans un tableau de l'assomption les regards doivent d'abord se porter sur le personnage principal, sur la Vierge; mais voir dans le Créateur une figure accessoire, une figure de décoration, est un caprice très singulier, qui blesse le goût aussi bien que la foi. Si Dieu dans un tel sujet n'est pas traité avec un soin jaloux, s'il ne porte pas sur son visage l'expression de la grandeur, de la puissance, de la bonté, il devient un personnage inutile, et ne sert plus à expliquer le sens de la composition.

Les anges qui font cortége à la Vierge et la guident vers le trône éternel sont d'une jeunesse, d'une splendeur que Titien n'a jamais surpassées. Le plaisir qu'on éprouve à les contempler est de ceux qui laissent dans la mémoire une trace durable et profonde. Les voyageurs qui n'ont visité qu'une fois l'Académie de Venise se souviennent des anges de *l'Assomption*, et cette image a pour eux tant de charme, qu'ils proclameraient volontiers Titien le premier maître de l'Italie. Si le plaisir devait régler toutes les questions de goût, je consentirais à leur donner raison, car ces figures semblent pétries dans la lumière; les louanges qui leur sont prodiguées sont des louanges légitimes. Il ne faut pas oublier toutefois que si l'auteur a

rendu avec une singulière magie de pinceau les apôtres et les anges, il n'a pas traité avec le même bonheur, avec la même habileté le personnage principal, et que le visage du Créateur est dépourvu d'intérêt. Pour estimer la valeur de *l'Assomption,* il ne faut pas séparer la conception de l'exécution. Or, si le choix des couleurs et la distribution de la lumière révèlent chez l'auteur une puissance de premier ordre, la conception est loin de mériter les mêmes éloges. La partie poétique du sujet n'avait sans doute pas pour Titien la même importance que la partie matérielle. Si les preuves n'abondaient pas, l'étude seule de cet ouvrage nous autoriserait à le penser. Nulle part sa main ne s'est montrée plus habile; mais le sujet qu'il avait choisi exigeait une élévation de pensée qu'il ne paraît pas avoir possédée. Dans cette œuvre, dont le mérite n'égale pas la célébrité, il éblouit, il enchante; malheureusement le plaisir des yeux semble avoir été pour lui le but suprême de l'art. Quand il s'agit de représenter une fête populaire, il n'est pas inutile de parler à l'intelligence du spectateur en même temps qu'on réjouit son regard : pour le peintre qui se propose de traduire sur la toile un épisode merveilleux de la tradition chrétienne, c'est une condition impérative. Le choix des lignes et l'harmonie des contours n'épuisent pas sa tâche; il ne peut se dispenser d'associer l'émotion poétique à la pureté de la forme. C'est pour lui une nécessité à laquelle il ne saurait se dérober. Ne pas tenir compte de cette nécessité, croire qu'il peut à son gré s'adresser à l'intelligence ou négliger de lui parler, ce n'est pas comprendre la vraie destination des arts du dessin.

Cette croyance, que je présente ici comme une hypothèse, est, je le dis à regret, depuis longtemps répandue parmi nous. L'émotion poétique, dans les questions de peinture, est trop souvent traitée avec une légèreté dédaigneuse; on réserve pour ceux qui s'en préoccupent les plus fines railleries : ceux qui veulent émouvoir en maniant le pinceau se réfugient, dit-on, dans cette ambition parce qu'ils désespèrent d'imiter ce qu'ils ont vu. Parmi les peintres contemporains, j'en sais plus d'un qui prend cette affirmation pour une doctrine victorieuse et féconde. Plus d'une fois déjà je me suis appliqué à la réfuter, et je ne la rappellerais pas si le maître le plus illustre de l'école vénitienne ne m'obligeait à signaler de nouveau les dangers d'une telle méprise. Parmi les peintres italiens, il n'en est pas un qui puisse lui être préféré pour le choix et la splendeur des tons, et cependant les juges qui ont pris soin de puiser leur opinion dans l'étude de l'histoire ne lui assignent dans son pays que le cinquième rang. Ce n'est pas de leur part injustice ou dénigrement, c'est tout simplement respect de la vérité. Dans les coupoles de Parme comme dans la chapelle Sixtine, dans le réfectoire de Sainte-Marie-des-Grâces comme dans

la salle de la Signature, la pensée n'a pas moins d'importance que la forme et la couleur; aussi Michel-Ange et Léonard, Raphaël et Allegri, passent avant Titien. *L'Assomption*, que je viens d'étudier avec autant de sympathie que d'attention, réussirait peut-être à dissimuler l'imperfection de la forme sous la richesse de la couleur, si la part faite à l'intelligence n'était pas si indigente; mais le caractère incomplet de la conception ne permet pas de placer l'auteur sur la même ligne que les maîtres dont j'ai rappelé les noms. L'exemple de Titien devrait éclairer les peintres de notre temps. Il savait représenter ce qu'il avait vu, il rendait fidèlement ce qui avait passé sous ses yeux, et pourtant il n'est que le cinquième.

La Présentation de la Vierge au Temple, qui se trouve placée à Venise dans la même salle que *l'Assomption*, me paraît supérieure à ce dernier ouvrage. Pour la fraîcheur, la jeunesse, la virginité des tons, *la Présentation* ne laisse rien à désirer, et ce qui la recommande à mes yeux d'une manière plus décisive que le charme de la couleur, c'est que l'intelligence de l'auteur s'accorde parfaitement avec la nature du sujet. Cet épisode en effet appartient aux premières années de la vie de la Vierge, aux années que j'appellerais purement humaines, s'il était possible d'établir une distinction entre la première et la seconde moitié de cette vie prédestinée. Sans aborder cette question, qui n'est pas de ma compétence, je puis du moins affirmer que *la Présentation de la Vierge au Temple* n'exige pas la même finesse d'imagination que *l'Assomption;* aussi Titien, plus à l'aise dans *la Présentation*, a révélé plus librement l'étendue et la richesse de ses facultés. La composition occupe un espace considérable, et si par un artifice d'optique on en réduit les proportions, on croit avoir devant les yeux un tableau flamand. C'est la même simplicité, la même naïveté, et le même dédain pour l'unité rigoureuse. Les personnages qui gravissent les degrés du temple sont traités avec élégance; le prêtre qui les reçoit sous le portique paraît pénétré de la dignité de ses fonctions. Jusque-là, tout demeure dans les données purement italiennes; mais le temple est vu de profil, et sur le devant de la toile, sur le premier plan, l'auteur a placé des femmes pauvrement vêtues qui vendent des œufs et des légumes : c'est là, si je ne m'abuse, une idée toute flamande. Les femmes dont je parle intéressent le spectateur par l'éclat de leur santé, par la vérité de l'attitude, ce qui est à coup sûr un mérite toujours digne d'éloge. Elles détournent l'attention du sujet principal ou plutôt du sujet réel, de la présentation de la Vierge au temple, ce qui est un grave défaut dans le domaine de l'art pur. Ici l'épisode a presque autant d'importance que l'action, et pour s'en plaindre il n'est pas nécessaire de posséder une grande sagacité. Cependant, malgré les mar-

chandes d'œufs et de légumes qui usurpent le premier plan, ce tableau arrête longtemps les regards. On ne se lasse pas de contempler tous ces personnages qui vivent, qui marchent, qui respirent, qui vont parler, dont tous les traits expriment une piété sereine. On admire la grâce et la majesté de leurs mouvemens. Il règne dans toute cette composition une spontanéité, une abondance qui expliquent très bien pourquoi les chefs de l'école flamande et de l'école hollandaise ont choisi l'école de Venise entre toutes les écoles d'Italie. Quoique cette toile en effet porte l'empreinte du génie de Titien, on se figure sans peine Rubens ou Rembrandt traitant le même sujet dans les mêmes conditions poétiques, et attribuant aux personnages épisodiques la même importance. Il y a dans ce tableau une part faite au caprice que l'école florentine n'avait jamais acceptée, et que l'école vénitienne n'a jamais répudiée. Le voyage de Rembrandt à Venise, affirmé par quelques biographes, n'a jamais été prouvé; mais cette lacune dans les renseignemens que la postérité pourrait désirer n'enlève rien à l'évidence de la parenté qui unit l'école hollandaise à l'école vénitienne. Quant à Rubens, nous savons qu'il a fait un long séjour en Italie, et chez lui l'imitation de l'école vénitienne n'a jamais été mise en question. Si l'on ne consultait que *l'Assomption,* on aurait quelque peine à établir que les chefs de l'école flamande et de l'école hollandaise appartiennent à la même famille que Titien. L'étude de *la Présentation au Temple* ne laisse aucun doute à cet égard. Chez les deux premiers comme chez le dernier, nous trouvons le même amour pour les détails de la vie familière. Toutefois, si la Flandre et la Hollande ne viennent qu'après l'Italie dans l'histoire de la peinture, il ne faut pas croire que Rubens et Rembrandt soient placés dans l'estime des connaisseurs au-dessous de Titien. Cette opinion ne serait pas conforme à la vérité. Rubens et Rembrandt sont très loin assurément de posséder la même valeur que Léonard et Michel-Ange, Raphaël et Antonio Allegri : dans le domaine de l'invention, ils sont très supérieurs à Titien. Je n'ai pas la prétention de donner cette pensée comme nouvelle. La conversation des hommes du métier m'a mis sur la voie, et mes études personnelles m'ont affermi dans l'idée qu'elle m'avait suggérée. Ils avaient pour découvrir la vérité des moyens que je ne possède pas : le maniement du pinceau, l'habitude, la nécessité de traiter des sujets de nature très diverse, leur avaient révélé bien des secrets que la réflexion solitaire entrevoit à grand'peine. Ma tâche est d'éclairer d'une lumière abondante, de traduire dans une langue intelligible pour tous ce que les hommes du métier pensent depuis longtemps. Il s'agit pour moi d'affirmer, de démontrer ce qu'ils croient : tâche modeste assurément, et qui pourtant

n'est pas exempte de difficultés, car il y a un intervalle immense entre la pratique et l'intelligence d'une profession. Ceux qui manient le pinceau, lors même qu'ils sont doués de facultés ordinaires, apprennent chaque jour quelque vérité nouvelle, et la contemplation la plus assidue des chefs-d'œuvre de la peinture n'est pas aussi féconde en pareille matière que le choix et l'assemblage des couleurs. Je le sais depuis longtemps, et pour asseoir ma conviction, je me défie volontiers de moi-même.

Le Christ au Tombeau, que nous avons au Louvre, moins célèbre que *l'Assomption* et *la Présentation au Temple*, est considéré par les peintres les plus studieux comme un des ouvrages les plus parfaits du maître vénitien. C'est en effet une composition pleine de simplicité, et qu'on ne regarde jamais sans émotion. Ceux qui aiment avant tout la pureté de la forme, qui préfèrent l'élégance et la sévérité du dessin au choix harmonieux des couleurs, éprouvent plus d'un regret en présence de cette toile exquise; mais il est impossible de la contempler sans être frappé du caractère pathétique des figures, et ce mérite est assez rare dans les œuvres de Titien. Que le corps du Christ ne soit pas irréprochable dans toutes ses parties, je l'admets volontiers; les juges les plus difficiles à contenter n'en sont pas moins obligés de reconnaître que l'affaissement des membres glacés par la mort est traduit avec une prodigieuse habileté. Les disciples qui soutiennent dans leurs bras leur maître bien-aimé sont tout entiers à l'accomplissement de leur pieux devoir. On lit sur leur visage une douleur profonde et sincère. Un des reproches les plus accrédités, c'est que le Christ n'est pas beau, et que parmi les figures qui l'entourent il n'y en a pas une qui n'offre un type aussi élevé que le sien. Cette accusation n'est que trop justifiée par l'examen. Tout en l'acceptant comme légitime, je persiste à penser que le *Christ au Tombeau* est non-seulement une des œuvres les plus parfaites de Titien, mais encore une des plus parfaites de la peinture. Je ne parle pas de l'élégance des draperies, de l'éclat des étoffes; à propos d'un pareil sujet, l'éloge serait presque injurieux. Je veux appeler l'attention sur le visage de la Vierge, où se révèle une si cruelle angoisse. L'espérance même de la prochaine résurrection de son fils ne lui a pas enseigné la résignation. Aussi dans ma pensée cet ouvrage est très supérieur à *l'Assomption*. Le mérite de l'exécution est égal dans les deux toiles; mais si l'on se place au point de vue poétique, on est forcé d'établir entre elles une grande différence. Dans *l'Assomption*, la figure principale n'a pas l'expression que le sujet réclame; dans *le Christ au Tombeau*, tous les personnages concourent naturellement, simplement, à l'effet de la composition. Attitude, physionomie, tout est vrai; les mouvemens ont une

gravité religieuse : voilà pourquoi j'admire *le Christ au Tombeau*.

Je voudrais pouvoir dire que cette opinion est aujourd'hui populaire; mais ce serait parler contre l'évidence. La plupart de ceux qui vantent cet ouvrage comme un prodige ne puisent pas leur admiration à la même source. Les panégyristes de Titien n'attachent pas une grande importance à l'émotion, et pour eux le ton des chairs et des étoffes passe bien avant la vérité poétique. Ce qui les charme, ce qui les frappe d'étonnement dans *le Christ au Tombeau*, ce n'est pas la douleur de la Vierge, c'est l'éclat harmonieux des draperies; si l'on voulait réduire leurs louanges à leur juste valeur, on s'apercevrait qu'ils estiment cette composition comme une délicieuse tapisserie. Ils cherchent dans Titien une protestation contre les traditions de l'art antique, et lui prêtent des intentions qui l'étonneraient sans doute s'il pouvait entendre leurs paroles. Si les figures créées par son pinceau ne rappellent pas l'élégance des œuvres grecques, ce n'est pas chez lui dédain systématique pour les doctrines de l'antiquité. Comment aurait-il dédaigné ce qu'il ne connaissait pas? Il avait déjà fourni plus des deux tiers de sa carrière lorsqu'il vit pour la première fois les débris précieux réunis au Vatican et au Capitole. S'il ne s'est pas élevé jusqu'à la beauté idéale, c'est que son éducation ne lui en avait pas révélé l'importance, la nécessité dans le domaine de l'art. Il représentait ce qu'il voyait, parce que les maîtres de sa jeunesse ne lui avaient pas assigné un but plus glorieux. Pour lui attribuer les intentions dont je parlais tout à l'heure, il faut ignorer l'emploi de sa vie. Ses panégyristes le loueraient avec plus de prudence, en termes plus sensés, s'ils connaissaient l'histoire de la peinture. Malheureusement l'étude d'un tel sujet est tellement négligée parmi nous, que les louanges les plus singulières s'accréditent sans peine, et trouvent bien peu de contradicteurs. Des affirmations qui sont le contre-pied de la vérité sont acceptées comme la vérité même. Au lieu d'étudier l'histoire de la peinture, sans se préoccuper des argumens qu'elle pourra fournir, et de l'invoquer avec sécurité, sachant d'avance les preuves dont elle dispose, on trouve plus facile de ranger parmi les défenseurs d'une opinion préconçue un maître dont on ignore l'éducation; on dit hardiment : C'est un des nôtres, et quand, l'histoire à la main, quelqu'un se permet de railler cette prétention, on s'étonne d'abord, puis on simplifie la discussion en continuant d'affirmer ce qui ne peut être démontré. Voilà ce qui se passe parmi nous à propos de Titien. On demande à ses œuvres un argument contre la tradition grecque, sans savoir s'il la connaissait, ou s'il ne l'a pas connue trop tard pour en profiter.

Le Martyre de saint Pierre nous offre le talent de Titien sous un double aspect : le paysage n'a pas moins d'importance que les

figures. Ce tableau jouit en Italie d'une grande célébrité, et ce n'est que justice. Sur le premier plan, on voit saint Pierre succombant sous les coups des meurtriers; dans le fond, on aperçoit son compagnon qui prend la fuite. La figure principale, celle du martyr, n'est pas dessinée avec une grande sévérité; mais le mouvement est vrai, et les angoisses de la mort se peignent sur le visage. Ce qui explique la célébrité de la composition, c'est la beauté du paysage. Le sujet proprement dit, quoique traité avec énergie, n'exciterait pas une très vive attention; le merveilleux accord du paysage et des figures arrête longtemps le spectateur : il semble que l'action représentée n'ait pu se passer ailleurs. Or c'est assurément une des louanges les plus glorieuses qu'il soit donné aux œuvres d'art de mériter. Le paysage sans les figures serait incomplet; les figures sans le paysage offriraient moins d'intérêt. La forêt où saint Pierre expire est d'un aspect sauvage, mais d'un aspect plein de grandeur. Il y a dans les masses dont cette forêt se compose quelque chose de solennel qui prépare le cœur à l'émotion. Si l'action n'était pas tragique, elle serait inintelligible avec un tel fond. L'expression de cette sympathie mystérieuse de l'homme et de la nature, comprise de tous les esprits délicats, est un des problèmes les plus difficiles que la peinture puisse se proposer. Il y a des forêts qui éveillent chez les plus courageux des pensées sinistres; il y en a qui éveillent des pensées riantes. Ces impressions diverses, que chacun de nous a ressenties, comment les traduire par le pinceau? Ce qu'il est permis d'affirmer, c'est que le problème est résolu dans *le Martyre de saint Pierre*.

J'ai vu à Rome, dans la galerie Camuccini, un autre paysage de Titien qui offrait un caractère tout différent, et ne méritait pas une moindre attention. Les figures qui occupaient le premier plan étaient attribuées à Jean Bellini, et cette conjecture paraissait pleinement justifiée par la nature du dessin. La scène était joyeuse; le sentiment du bonheur se lisait sur tous les visages, et le paysage était si heureusement conçu, qu'il semblait s'associer à la pensée, au mouvement des personnages. Le souvenir de cette œuvre souriante suffirait pour m'obliger à compter Titien parmi les paysagistes les plus habiles. *Le Martyre de saint Pierre,* où l'accord de la nature muette avec le sentiment qui anime les personnages est compris et rendu avec une si étonnante habileté, prouve que le maître vénitien saisissait avec une égale finesse et traduisait avec une égale évidence les données les plus diverses. Dans le paysage de la galerie Camuccini, le feuillage d'automne éblouit le regard par la richesse et la variété des tons. Ce qui me charme surtout dans cet ouvrage comme dans le précédent, c'est le sacrifice des détails. Les masses sont hardiment accusées, et l'auteur a négligé avec une rare sagacité tout

ce qui pouvait distraire l'intelligence du spectateur de l'idée qu'il voulait exprimer. La méthode qu'il a suivie compte parmi nous bien peu de partisans. Ceux qui se proposent la représentation de la nature muette tiennent à prouver qu'ils ont tout vu dans un champ de blé, dans une prairie ou dans un coin de forêt. Ils n'oublient rien, n'omettent rien, et l'excellence de leur mémoire, l'exactitude de leur pinceau, loin d'ajouter à l'effet de leurs compositions, ne produit guère qu'une impression confuse. Ils étonnent par leur adresse, et n'émeuvent presque jamais. A moins que le hasard ne leur offre un paysage tout fait, d'un caractère nettement déterminé, dont ils respectent la physionomie à leur insu, ils mettent le métier, le travail de la main, au-dessus de l'art, qui relève de la pensée. Titien procède autrement : il ne se croit pas obligé de montrer tout ce qu'il a vu; il ne compte ni les branches ni les feuilles, il aperçoit les masses et les transcrit d'un pinceau fidèle. Si les masses ne s'offrent pas à lui largement divisées, il les corrige, les agrandit, et ne s'inquiète pas des détails qu'il a devant les yeux. Le paysage qui attire aujourd'hui les regards de la foule, que les amateurs encouragent comme une preuve d'habileté suprême, n'a rien de commun avec les deux toiles du maître vénitien que j'ai essayé de caractériser. Pour obtenir les suffrages des financiers qui se posent en Mécènes, les peintres mêmes qui comprennent l'importance, la nécessité du sacrifice, se résignent à ne rien sacrifier. Ils se plient sans résistance au goût des acheteurs. Tant qu'ils ne réagiront pas contre cette passion pour les détails qui s'appelle pompeusement amour de la vérité, le paysage ne sera parmi nous qu'un passe-temps puéril. Vouloir tout montrer dans la représentation de la nature muette est le plus sûr moyen de n'émouvoir personne, de ne laisser dans l'esprit du spectateur qu'un souvenir sans durée, sans puissance. Titien ne l'ignorait pas, et ses œuvres sont là pour le prouver.

Il y a dans la Tribune de Florence deux Vénus de la main de Titien. Pour estimer la valeur de ce maître dans le domaine de la beauté pure, je choisirai la plus élégante des deux, celle dont la tête est placée à la gauche du spectateur, et dont le mérite a été souvent célébré. C'est à coup sûr un des meilleurs ouvrages de l'école vénitienne. Il serait difficile d'imaginer une couleur plus séduisante et plus vraie. La souplesse de la chair ne laisse rien à souhaiter. Le mouvement du corps est plein de grâce et de volupté. La tête, par son expression, s'accorde avec le mouvement du corps. Si l'on ne cherche dans la représentation de la déesse païenne qu'une femme jeune, charmante, amoureuse du plaisir, le regard est satisfait. Si l'on se reporte par la pensée vers les traditions de la mythologie grecque, si l'on se rappelle les vers d'Homère, où la beauté d'Aphro-

dite est racontée dans toute sa splendeur, on est quelque peu désappointé. La Vénus de Titien agit puissamment sur les sens, et pourtant elle n'est pas païenne dans la véritable acception du mot, car, pour les Grecs, Vénus était quelque chose de plus qu'une femme jeune, séduisante et voluptueuse, c'était la déesse de la volupté, et Titien a négligé le côté divin du personnage. La figure qu'il a nommée de ce nom est une jeune esclave fière de ses charmes, qui attend son maître pour l'enlacer dans ses bras et le dominer par la puissance enivrante de ses caresses. Elle n'a rien d'idéal, rien qui s'élève au-dessus de la nature humaine. Pour établir ce que j'avance, je pourrais m'en tenir au visage de cette figure, dont les traits sont complétement dépourvus d'élévation; mais je veux chercher la preuve de ma pensée dans tous les argumens que me fournit cet ouvrage. Or toutes les parties du corps, quoique traitées avec une merveilleuse habileté, n'offrent pas un beau choix de lignes. Les contours des membres et du torse sont vrais, élégans, mais d'une vérité, d'une élégance qui n'ont rien de poétique. Sans posséder à cet égard aucun document précis, j'ose affirmer que la Vénus de Titien est un portrait. Le modèle choisi par l'auteur est sans contredit un des plus gracieux qui se rencontrent; mais le peintre s'est contenté de représenter ce qu'il voyait, et n'a pas songé à supprimer les détails réels condamnés par un goût pur, ou s'il y a songé, il y a bientôt renoncé pour simplifier sa tâche. Ce corps jeune, souple et charmant, n'est qu'un corps imparfait, si on le compare aux types de beauté que la Grèce nous a laissés. Le maître vénitien s'est fié à la puissance de son pinceau et s'est dispensé de corriger ce qui ne s'accordait pas avec le type de la beauté suprême.

Pour donner plus d'évidence à ma pensée, je crois utile de citer un tableau de Léonard qui représente la maîtresse de Louis le More. La figure est posée comme la Vénus de Titien. Le Florentin et le Vénitien avaient donc à résoudre le même problème. Quelle différence dans l'expression, et surtout dans le choix de la forme! Léonard, en peignant la maîtresse de Louis le More nue comme les déesses de l'antiquité païenne, a senti la nécessité d'appeler l'idéal à son aide, et sa résolution lui a porté bonheur. Que la tête soit faite d'après nature, je le veux bien. Quoique le sourire soit à peu près celui de la Joconde, je ne songe pas à contester la fidélité de la ressemblance, car nous retrouvons le même sourire dans presque toutes les figures créées par ce divin pinceau. Quant au torse, quant aux membres, j'ai peine à croire qu'ils soient l'image fidèle de la maîtresse de Louis le More. Le tableau dont je parle n'offre pas partout la même perfection : les épaules, les bras, la poitrine, le ventre et les cuisses sont d'une beauté plus pure que les jambes, différence qui me paraît devoir s'expliquer par des retouches imprudentes; mais

l'ensemble de la figure est d'une élégance que la nature n'offre jamais. Il y a dans le charme de cet ouvrage quelque chose qui ne dépend pas de l'imitation. Léonard, qui connaissait les débris de l'antiquité, et qui par la nature de ses facultés était appelé à la recherche de l'idéal, n'a pas copié ce qu'il voyait. Titien, en peignant la Vénus qu'on admire très justement dans la Tribune de Florence, n'a pas suivi le procédé de Léonard. Il a reproduit sans omission tous les détails du modèle qui posait devant lui, et quoiqu'il ait trouvé dans l'imitation les élémens d'un admirable ouvrage, la justice nous commande de reconnaître que sa Vénus n'est pas l'expression de la beauté suprême. Or, dès qu'il s'agit d'une figure divine, dès que le personnage est une déesse qui dans le polythéisme signifiait tout à la fois amour et beauté, l'intervention de l'idéal dans le choix des contours est une condition nécessaire. Titien, en négligeant cette condition, a fait un ouvrage dont le mérite se dérobe à toute contestation, mais il n'a pas touché le but de son art. Malgré ces réserves, dont la légitimité n'a pas besoin d'être justifiée, nous devons ranger la Vénus de Florence parmi les compositions les plus dignes d'étude. La contemplation de cette toile est une source inépuisable d'enseignemens. Rubens lui-même, qui excellait dans la représentation de la chair, n'a jamais surpassé cet admirable portrait, car je persiste à croire que la Vénus de Titien n'est qu'un portrait. Si sa beauté n'est pas idéale, elle se recommande par un éclat, par une souplesse qui peuvent passer à bon droit pour des prodiges. L'imitation parvenue à ce point sera toujours estimée comme la preuve d'une puissance singulière.

Toutes les grandes galeries de l'Europe possèdent des portraits de la main de Titien, et c'est peut-être le genre où il a révélé de la manière la plus excellente l'habileté de son pinceau. Ce n'est pas que le portrait puisse se passer complétement d'idéal : les maîtres de l'école romaine et de l'école florentine ont pris soin de nous démontrer le contraire; mais la représentation du modèle, traitée avec grâce, avec majesté, est une chose assez importante par elle-même pour dissimuler dans une certaine mesure l'indigence de l'invention, et Titien, dont l'imagination ne s'est jamais révélée sous une forme souveraine, étudiait avec une rare finesse les personnages qui posaient devant lui. Il vivait dans la familiarité des poètes et des princes, et son pinceau reproduisait avec une fidélité merveilleuse la physionomie de ses modèles. Ses trois portraits de Charles-Quint, son portrait de Philippe II, sont estimés comme des témoignages historiques. Le caractère de ces deux princes est si habilement saisi, si habilement rendu, qu'après les avoir longtemps contemplés, on demeure étonné de la pénétration du maître vénitien. L'histoire de

Charles-Quint et de Philippe II paraît plus claire, plus facile à comprendre. Nous avons devant nous ces deux hommes qui ont joué un si grand rôle en Europe, et l'aspect de leur visage nous explique leur conduite. Quant au portrait de l'Arioste, il s'accorde merveilleusement avec le caractère voluptueux de ses poèmes. Parmi les ouvrages du même genre que nous possédons à Paris, le plus remarquable à mon avis est celui d'une femme connue sous le nom de la maîtresse de Titien. Limpidité du regard, fraîcheur des lèvres, transparence des narines, souplesse abondante de la chevelure, largeur des épaules, développement harmonieux de la poitrine, tout se réunit pour charmer les yeux, pour exciter le désir. Je ne voudrais pas comparer la belle Vénitienne à la Joconde : la perfection du dessin est trop évidemment du côté du Florentin; mais on peut admirer la Joconde et louer sincèrement la maîtresse de Titien. Il y a dans ce portrait une éternelle jeunesse. Il est aujourd'hui, nous avons le droit de le croire, tel qu'il est sorti des mains de l'auteur. Il n'a rien perdu de sa vivacité primitive, ce qui prouve l'excellence des procédés suivis par le maître. La tête, les épaules, la poitrine et les mains, sans être dessinées comme le portrait de Monna Lisa, doivent compter parmi les morceaux les plus heureusement modelés de la peinture italienne. A côté de Léonard, c'est une indication; à côté des maîtres qui sont venus après Titien, si l'on excepte Rubens et Rembrandt, c'est la vérité même.

Cependant on aurait tort de croire que Titien, pour arriver à cette perfection dans le portrait, s'en est tenu à l'imitation littérale et prosaïque des modèles qui posaient devant lui. La main la plus habile, l'œil le plus attentif n'auraient jamais suffi à l'accomplissement d'une pareille tâche. Bien voir et bien copier sont sans doute deux choses très importantes; mais les portraits de Titien n'exciteraient pas depuis trois siècles bientôt une admiration universelle, s'ils n'étaient que la reproduction fidèle de la nature. Il y a dans ces ouvrages ce qu'il a vu, et ce qu'il a pensé après avoir vu. Non-seulement toutes les figures historiques reproduites par son pinceau ont un caractère individuel, mais chacune de ces figures exprime et résume la vie du modèle. Or, pour atteindre à cette expression, il ne faut pas s'en tenir au témoignage des yeux; l'intervention de la pensée est une condition nécessaire. Pour moi, il est hors de doute que Titien, avant de tracer les premiers contours du visage, étudiait longtemps le caractère de son modèle, et cette étude préliminaire explique l'excellence de ses portraits. Quand il prenait le pinceau, il savait par cœur les sentimens, les habitudes qu'il voulait représenter. Malgré l'importance qu'il attribuait à l'imitation réelle, il aurait pu peindre de mémoire, et l'absence du modèle ne l'aurait guère

embarrassé, car il s'attachait à représenter non-seulement ce qu'il avait vu, mais aussi ce qu'il avait conçu. Si pour lui le geste familier du personnage n'était pas indifférent, il tenait plus encore à montrer ce qui préoccupait habituellement l'esprit du personnage. Il y a donc dans les portraits de Titien, outre la vérité matérielle, une vérité plus haute, plus difficile à saisir : la vérité poétique. L'opinion que j'exprime ici n'est pas une opinion nouvelle; mais je crois utile de la rappeler aux peintres de nos jours, car ceux qui se proposent de reproduire le modèle vivant, qui ont choisi le portrait pour but unique de leurs efforts, sont habitués à croire que l'intervention de la pensée n'a rien à voir dans le genre qu'ils cultivent; c'est une erreur qu'il faut s'appliquer à réfuter en toute occasion. Titien, moins près de l'idéal que Léonard, Raphaël et Corrége, ne l'a pourtant pas négligé complétement, comme on se plaît à le répéter. Il a cherché à l'exprimer dans la mesure de ses facultés. Le portrait de sa maîtresse ne sera jamais pour moi la reproduction littérale d'une créature vivante. Le regard et le sourire de cette belle fille sont embellis par la pensée de son amant. Je consens à croire que la physionomie de Philippe II exprimait la tristesse et la dissimulation; mais je doute que ces deux sentimens fussent aussi évidens chez le modèle que dans le portrait de Titien.

Titien a laissé quelques peintures à fresque dont nous devons parler avant de porter un jugement général sur l'ensemble de ses œuvres. Celles qui datent de sa jeunesse, et qui servaient à la décoration extérieure d'un monument connu sous le nom de *Fondaco de' Tedeschi*, sont aujourd'hui perdues, ou du moins les débris qui demeurent ne permettent pas d'en apprécier la valeur. On trouve au palais ducal de Venise, au bas d'un escalier, au-dessus d'une porte aujourd'hui condamnée, un *saint Christophe* d'une très belle exécution, d'une conservation parfaite, qui suffit à donner la mesure de son talent dans ce genre de travail. Le saint est de taille colossale, comme le raconte la légende, et porte sur ses épaules le Christ enfant. Le fils de Marie resplendit et sourit. On admire sur son visage une sérénité divine. Le géant, fier de son fardeau, excite l'étonnement par la puissance de sa musculature. Titien n'eût-il signé que cette peinture murale, nous pourrions le ranger parmi les maîtres les plus habiles dans ce genre difficile; mais nous trouvons à Padoue, dans le couvent de Saint-Antoine, une série de compositions, tirées de la vie du patron de la ville, qui établissent plus clairement encore le rang qui lui appartient. On a souvent agité la question de savoir si la peinture à fresque peut lutter de précision et de relief avec la peinture à l'huile. Pour ceux qui ont étudié les œuvres dues à l'emploi de ces procédés, la solution n'est pas douteuse : les ressources

de la peinture à l'huile sont plus nombreuses, plus variées, plus puissantes; la peinture à fresque est rarement parvenue à modeler les figures comme la peinture à l'huile. Cependant la voûte de la chapelle Sixtine, *les Prophètes*, *les Sibylles*, *le Jugement dernier*, peuvent se comparer pour le relief aux ouvrages les plus parfaits exécutés par le procédé nouveau. Ce que les gens du monde ignorent généralement, c'est que la peinture à fresque, plus ancienne que la peinture à l'huile, n'admet aucun tâtonnement, aucune retouche. Tout ce qui n'est pas fait au premier coup sur le pan de muraille préparé le matin même est condamné sans pitié à la destruction. La fresque ne connaît pas de repentirs. Pour écrire sa pensée sur l'enduit calcaire appliqué le matin, il faut savoir d'avance et parfaitement ce qu'on veut dire. Si le pinceau tente de corriger le lendemain ce qui a été fait dans la journée, la muraille refuse d'accepter la correction. Le seul moyen d'amender l'expression de sa pensée, c'est d'abattre ce qui déplaît. C'est pourquoi Michel-Ange, qui ne prenait jamais le pinceau avant d'avoir contemplé en lui-même son œuvre entière, telle qu'il la voulait, telle qu'il espérait l'achever, disait de la peinture à l'huile : « C'est une besogne de femme. » Sa nature répugnait aux tâtonnemens, et le procédé nouveau lui semblait inventé pour venir au secours de la faiblesse.

Sans accepter dans toute sa rigueur le jugement prononcé par un homme dont personne ne peut songer à discuter la compétence, les gens du métier reconnaissent d'une voix unanime que la peinture à fresque ne s'accommode pas de facultés ordinaires, tandis que la peinture à l'huile admet tous les degrés d'intelligence, et se plie aux volontés les plus incertaines. Il y a tel talent très justement applaudi qui, en remaniant vingt fois une pensée d'abord incomplète, a réussi à conquérir la renommée, et qui fût demeuré obscur, si le procédé nouveau ne lui eût permis des ratures nombreuses. Titien, dans le *Saint Christophe* du palais ducal et dans le couvent de Saint-Antoine de Padoue, a prouvé surabondamment qu'il pouvait se passer de ratures. Cette dernière série de compositions, envisagée au point de vue poétique, n'est supérieure ni à *l'Assomption*, ni à *la Présentation de la Vierge au temple;* elle mérite pourtant une attention particulière pour une raison purement technique. La plupart des peintres qui ont employé ce procédé dans les églises et les couvens d'Italie n'ont pas essayé d'introduire dans leurs ouvrages des tons aussi vifs que les tons mis en usage dans l'application du procédé nouveau. La *Vie de saint Antoine de Padoue* fait exception dans l'histoire. Titien, qui ne tâtonnait pas et qui voyait toutes les figures sous un aspect radieux, n'a pas voulu, en se servant du procédé ancien, renoncer aux effets qu'il obtenait par

le procédé nouveau. Les chairs et les draperies de ses personnages sont plus vivement colorées que chez les maîtres florentins et romains. Cependant il a su s'arrêter à temps dans cette lutte périlleuse. Il n'a pas tenté sur la muraille ce qu'il pratiquait avec tant de succès sur la toile. L'empâtement lui était interdit, et la nécessité d'accepter comme définitif l'effet des teintes plates lui commandait la sobriété. Toutefois la *Vie de saint Antoine de Padoue* est, avec la voûte de la chapelle Sixtine, ce qui, parmi les peintures murales, se rapproche le plus de la peinture à l'huile. Ce que Michel-Ange a fait pour le relief, Titien l'a fait pour la vivacité des tons, et quoique le couvent de Saint-Antoine n'ait pas la même importance que la chapelle du Vatican, c'est un sujet d'étude qui ne doit pas être négligé. Titien a prouvé que la peinture murale n'est pas une méthode indigente, comme l'ignorance le répète chaque jour.

Je regrette de n'avoir pas vu les *Bacchanales* exécutées à Ferrare pour le duc Alphonse d'Este, et qui sont maintenant en Espagne, car les gravures les plus séduisantes sont trop souvent infidèles, et quand on n'a pas étudié de ses yeux l'œuvre originale, l'œuvre du pinceau, quand on ne peut pas contrôler par ses souvenirs le témoignage du burin, on s'expose à prononcer des jugemens téméraires. Les biographes nous disent que Dominiquin pleurait en voyant partir les *Bacchanales* de Ferrare. C'est là sans doute une grave autorité, mais il vaut mieux s'abstenir que de parler sur ouï-dire. Si la chose n'était pas évidente de soi, les argumens ne manqueraient pas pour étayer l'opinion que j'énonce. Les trois premiers maîtres de l'Italie, Léonard, Michel-Ange et Raphaël, ont souvent exercé le burin des graveurs les plus célèbres. Pourtant celui qui veut connaître le style de ces trois maîtres agirait très imprudemment en acceptant comme décisif le témoignage de la gravure. La *Cène* de Sainte-Marie-des-Grâces n'est guère connue en France que par Raphaël Morghen, et tous ceux qui ont visité Milan savent à quoi s'en tenir sur la valeur de cet interprète. On peut affirmer, sans exagération, que la copie travestit l'original. Le graveur, mécontent de la santé de son modèle, a refait à sa guise les têtes compromises par l'ignorance des restaurateurs, si bien que Léonard, traduit par Raphaël Morghen, est devenu un maître tout nouveau. Les têtes gravées ressemblent si peu aux têtes peintes, qu'il est impossible d'admettre chez le graveur la ferme volonté de copier ce qu'il voyait. Il est hors de doute qu'il a dessiné d'après nature les têtes que le temps n'avait pas respectées, et qui s'écaillaient déjà du vivant même de Léonard. Quant au *Jugement dernier*, gravé par le Mantouan, s'il permet aux esprits attentifs de concevoir une idée assez exacte de la composition, il ne reproduit pas le style du maître, et celui qui n'aurait pas vu la fresque du Vatican pourrait croire que

Michel-Ange attachait plus d'importance à la manière de grouper ses personnages qu'à la précision des contours. La *Salle de la Signature*, gravée par Volpato, nous offre un argument encore plus décisif. Parmi les planches publiées par la calcographie pontificale, celles de Volpato occupent à bon droit un rang très élevé, et cependant elles n'offrent qu'une image très infidèle de la pensée de Raphaël; toute grandeur a disparu; nous n'avons plus devant nous qu'un assemblage de figures coquettes; théologie, philosophie, poésie, jurisprudence, tout a subi le même sort. L'élégance est remplacée par la coquetterie; le burin a taillé le cuivre non pas timidement, mais pourtant sans hardiesse, et les figures créées par le pinceau de Raphaël se sont transformées à l'insu de Volpato. Parlerai-je des coupoles de Parme, déjà gravées plusieurs fois, et tout récemment par Toschi et ses élèves? On ne peut refuser au travail de Toschi le mérite de la pureté; mais, hélas! combien la copie est demeurée loin du modèle! Qui pourrait deviner dans ces planches, où le noir et le blanc sont si habilement distribués, la souplesse merveilleuse de la peinture? Ceux qui ont gardé dans leur mémoire le souvenir de ces divines coupoles se demandent comment l'œuvre d'Allegri, gravée à Parme par des hommes habiles, qui pouvaient chaque jour, à toute heure, consulter le modèle qu'ils voulaient reproduire, a perdu le caractère qui lui appartient.

Je n'insisterai pas plus longtemps sur les infidélités de la gravure, et chacun comprendra pourquoi je ne parle pas des *Bacchanales* de Ferrare. Le jugement que je porte sur les ouvrages vus de mes yeux est déjà soumis à des chances périlleuses, car je ne m'attribue pas une clairvoyance souveraine; ma prétention ne va pas au-delà d'une parfaite sincérité. J'ai besoin, pour soutenir cette prétention, de ne jamais accepter le témoignage d'autrui. D'ailleurs, si je regrette de n'avoir pas vu les *Bacchanales* de Ferrare, je ne crois pas que l'étude de ces compositions, si célèbres dans l'histoire de la peinture, fût de nature à modifier mon opinion sur la valeur et le rang du maître vénitien. Les *Bacchanales* en effet n'ont jamais été vantées par les contemporains comme supérieures à la Vénus qui décore aujourd'hui la Tribune de Florence. Ainsi, lors même qu'elles nous offriraient un ensemble de figures égales en beauté à la Vénus que nous avons étudiée, notre opinion ne changerait pas. C'est une lacune regrettable dans les documens dont nous pouvons disposer, mais une lacune qui ne s'oppose pas à l'accomplissement de notre tâche. Le caractère voluptueux et sensuel de la Vénus de Florence nous donne la mesure de Titien dans ce genre d'expression. Les *Bacchanales* de Ferrare n'ajouteraient rien à notre admiration pour ce merveilleux talent. Il vaut mieux n'en rien dire que d'en parler d'après des renseignemens indirects. Les œuvres

chrétiennes et païennes que nous avons pu contempler à loisir nous expliquent assez clairement la nature et la puissance des facultés qui marquent la place de Titien dans l'histoire de la peinture. Ce qu'il importe de rappeler, avant de déterminer le rang qui lui appartient, c'est l'état de l'art au moment où il est venu, les travaux accomplis pendant sa vie à Rome et à Florence, et enfin l'action qu'il a exercée sur les générations venues après lui.

Avant les premiers travaux de Titien, la peinture italienne était déjà parvenue à la virilité, et tandis qu'il poursuivait sa carrière, Florence et Rome la conduisaient à la perfection. Giotto, Fra Angelico et Masaccio s'étaient préoccupés de l'expression du sentiment religieux et de l'imitation du modèle vivant. A Padoue, dans l'église de Saint-Antoine, Giotto avait laissé des monumens impérissables de son génie, et Titien pouvait les consulter à toute heure. Quant aux fresques du couvent de Saint-Marc à Florence, rien n'autorise à croire qu'il les ait connues. On peut en dire autant de la chapelle du Carmine, commencée par Masolino da Panicale et terminée par Masaccio. Cependant cette chapelle, étudiée avec une égale ardeur par Raphaël, par André del Sarto, par Léonard et par Michel-Ange, avait opéré une véritable révolution dans la peinture italienne, car elle avait enseigné la nécessité de traiter les extrémités, les pieds et les mains, avec autant de soin que le torse et le visage. On peut dire que la chapelle du Carmine a révélé la manière de mettre les figures d'aplomb. Avant l'élève de Masolino, presque tous les personnages des meilleures compositions se tenaient sur la pointe des pieds. Après avoir vu la chapelle du Carmine, personne n'osa plus suivre cette méthode barbare, et l'étude des extrémités entra dans la tradition. Si Titien n'a pas connu les travaux de Masaccio, et nous avons le droit de le croire, il n'a pas échappé à l'action de ce maître, qui avait changé la face de la peinture. Il a profité de ses conseils sans les avoir recueillis directement. Je ne veux établir entre eux aucune comparaison, je me borne à dire que Masaccio avait frayé la voie où Titien a marché; seulement le maître florentin comprenait l'imitation autrement que le maître vénitien. Dans la chapelle du Carmine, ce qui attire surtout l'attention des connaisseurs, c'est l'expression de la forme; dans les fresques de Saint-Antoine de Padoue, comme dans *l'Assomption,* comme dans *la Présentation au Temple,* c'est le choix et l'harmonie des couleurs. Masaccio s'attachait à traduire les contours du corps par la draperie. Cette distinction suffit pour marquer l'intervalle qui sépare le maître florentin du maître vénitien. Masaccio avait montré ce qu'il fallait faire pour imiter la forme du modèle; Titien a fait un pas de plus vers la vérité en s'efforçant de donner au modèle la couleur qui lui appartient. Il est vrai qu'il a trop souvent négligé le contour pour le ton de la chair

et la splendeur des étoffes. Plus habile que Masaccio dans le maniement du pinceau, il est souvent moins vrai et ne rend pas avec autant de précision le caractère individuel des physionomies, ou du moins ne reproduit pas aussi fidèlement le côté anecdotique des figures. Quant à l'expression du sentiment religieux, il est hors de doute qu'il ne l'a jamais possédé comme Giotto et Fra Angelico. Supérieur à ces deux maîtres dans la pratique de la peinture, il n'a jamais su se pénétrer comme eux du sens intime des épisodes bibliques ou évangéliques. C'est un fait que je me contente d'affirmer sans vouloir y trouver un sujet de reproche contre le maître vénitien. A l'époque où vivait Titien, l'étude des lettres païennes, très utile sans doute au développement de l'intelligence humaine, dont les bienfaits n'ont pu être contestés que par l'ignorance et la superstition, avait profondément altéré les traditions de la peinture byzantine, et la représentation des sujets religieux était livrée à la discussion comme la représentation des sujets profanes. A Dieu ne plaise que je conseille aux peintres de nos jours un retour violent vers Giotto et Fra Angelico! Ce serait méconnaître les bienfaits de l'expérience; mais l'histoire nous enseigne, et je suis forcé d'avouer que Giotto et Fra Angelico traduisaient l'Ancien et le Nouveau-Testament avec plus de ferveur et de naïveté que les maîtres venus après eux. Le problème à résoudre ne serait pas de les imiter, mais de s'associer à leurs intentions, en tenant compte des progrès accomplis dans la partie technique de la peinture, je veux dire dans l'imitation du modèle.

Rubens et Rembrandt relèvent de Titien, les esprits les plus sceptiques ne sauraient le nier. C'est un fait acquis à l'histoire, et qui peut servir à marquer la place du maître vénitien. Comme Rubens et Rembrandt ont joué un rôle immense dans les révolutions de la peinture, il est impossible d'accepter leur importance sans accepter en même temps l'importance de leur aïeul. Toutefois, comme l'école flamande et l'école hollandaise n'ont pas la même valeur que les écoles de Florence, de Rome et de Parme, nous sommes amené à conclure que Titien, aïeul et maître de Rubens et de Rembrandt, ne peut être placé sur la même ligne que Léonard et Michel-Ange, Raphaël et Allegri. Je sais que ce jugement pourra sembler téméraire à plus d'un lecteur, et pourtant je ne fais qu'énoncer le jugement de l'histoire. Il faut nier le sens du passé, ou donner à Titien le rang que je lui assigne. Le passé, je ne l'ignore pas, est soumis à des interprétations très diverses, et chacun, en proposant un sens nouveau, croit enseigner la vérité. Cependant la comparaison des faits ne tarde pas à faire justice des paradoxes, et je crois que l'importance accordée trop souvent à l'école vénitienne est aujourd'hui singulièrement diminuée. Pour les esprits qui ont suivi en Grèce et en Italie le développement des arts du dessin, il est évident que dans

la peinture la forme domine la couleur. Or comme en Italie Florence et Rome représentent l'expression de la forme d'une manière excellente, comme les coupoles de Parme, sans pouvoir se comparer aux travaux florentins et romains du Vatican, se placent immédiatement après ces travaux pour l'imitation idéale du modèle humain, il faut bien se résigner à mettre le chef de l'école vénitienne au cinquième rang. J'admire très sincèrement *l'Assomption*, *le Christ au Tombeau;* mais il ne dépend pas de moi de changer les conditions de la peinture et ce que j'appellerai l'ordre hiérarchique de ces conditions. Pourquoi la forme domine-t-elle la couleur? C'est une question que les disciples de Titien, de Rubens et de Rembrandt n'entendent jamais poser sans sourire. A leurs yeux, les termes de cette question ne méritent pas une heure d'étude. Qu'ils me permettent de soutenir un avis contraire. La couleur charme le regard, mais ce n'est pas à la couleur qu'il est donné de parler à la pensée, et pour démontrer l'importance souveraine du dessin, je n'aurais pas besoin d'ajouter un mot, si la partie philosophique de l'art était familière à tous les esprits. Je sais depuis longtemps que les choses ne vont pas ainsi, et je comprends la nécessité d'expliquer ce qui est évident pour les lecteurs studieux. La forme domine la couleur, parce que la forme exprime le mouvement, parce que le mouvement exprime la volonté. Léonard et Michel-Ange, Raphaël et Allegri, qui rendent d'une manière excellente la forme, c'est-à-dire le mouvement, c'est-à-dire la volonté, occupent donc nécessairement un rang supérieur à celui de Titien, qui a toujours mis la couleur au-dessus de la forme. En dévoilant ainsi la route que j'ai suivie pour arriver à l'opinion que j'énonce, je ne crains pas le reproche de subtilité. Je professe pour la clarté un profond respect, mais je ne crois pas que la clarté soit inconciliable avec l'analyse la plus délicate des élémens de la pensée, et je nourris la ferme confiance que les motifs de mon opinion seront facilement compris. Je n'ai pas prononcé légèrement, j'ai longtemps délibéré, et j'ai tenu à dire pourquoi Titien n'a pas à mes yeux la même valeur que les maîtres qui ont cherché constamment l'expression de la forme. Si j'avais négligé d'expliquer le sens que j'attribue à la forme, mon jugement aurait pu passer pour un caprice. Après les explications que j'ai données, la méprise ne se comprendrait plus. Dans les arts du dessin comme dans la musique, comme dans la poésie, la valeur des œuvres est en raison directe de l'importance assignée à la pensée. C'est d'après cette loi que l'histoire a marqué le rang de Mozart et de Beethoven, de Shakspeare et de Molière. C'est ainsi que j'ai marqué le rang de Titien.

GUSTAVE PLANCHE.

SOULÈVEMENT

DE L'ALLEMAGNE

APRÈS LA GUERRE DE RUSSIE

II.

LA PREMIÈRE CAMPAGNE DE SAXE ET LE CONGRÈS DE PRAGUE.

I.

Le vice-roi d'Italie, obligé de laisser des garnisons dans les places de l'Oder, avait ramené à peine vingt mille hommes sur la rive gauche de l'Elbe; mais il y avait trouvé rassemblés de nombreux renforts venus de France, de Hollande et d'Italie, et il eut ainsi, réunie sous ses ordres, une nouvelle armée forte de 60,000 hommes, à laquelle l'empereur Napoléon donna le nom d'*armée de l'Elbe*, pour la distinguer de l'*armée du Mein*, qui achevait de s'organiser dans les environs de Hanau, de Mayence et de Francfort (1). Avec les forces dont il disposait, le vice-roi se flatta un instant de défendre toute la rive gauche du fleuve depuis Kœnigstein, qui touche à la Bohême, jusqu'à la mer, de couvrir la Franconie, la Westphalie, le département des Bouches-du-Weser, et de donner ainsi à l'empereur le temps d'arriver sur l'Elbe avec l'armée du Mein. Dans cette pensée, il divisa l'armée de l'Elbe en trois corps. Celui de droite, sous les ordres

(1) Voyez la première partie de cette étude dans la livraison du 1er janvier dernier.

du prince d'Eckmühl, fut composé des Saxons de Régnier, des Polonais de Dombrowski, des Bavarois de Rechberg, des divisions Gérard et Durutte (31e et 36e), et de six bataillons nouvellement formés à Erfurt. Toutes ces troupes présentaient ensemble un effectif de 26,000 hommes d'infanterie, de 1,000 à 1,200 de cavalerie, et de 70 bouches à feu; leur destination était d'occuper et de défendre la rive gauche de Kœnigstein à Torgau. Le centre, formé du corps d'observation de l'Elbe, et qui comptait 22,000 hommes, 2,000 chevaux et 36 pièces de canon, couvrirait l'intervalle entre Torgau et Magdebourg; le vice-roi s'en réservait le commandement direct. Enfin l'aile gauche, conduite par le duc de Bellune, forte de 15,000 hommes et de 32 pièces de canon, s'étendrait de Magdebourg jusqu'à l'embouchure de la Havel, et soutiendrait éventuellement par des colonnes mobiles les généraux Cara-Saint-Cyr et Morand, chargés de la défense du Bas-Elbe. Le vice-roi établit son quartier-général à Leipzig.

Conformément aux instructions de ce prince, Davoust remonta la rive gauche de l'Elbe, rejeta sur la rive droite toutes les bandes ennemies qui déjà menaçaient la Thuringe et la Franconie, brûla tous les ponts qu'il ne pouvait garder, notamment celui de Meissen, et arriva le 13 mars à Dresde, où se trouvaient les débris des corps de Régnier et de Rechberg. En ce même moment, les alliés se portaient en grandes masses sur l'Elbe. Le vieux Kutusov venait de mourir à Buntzlau d'épuisement et du typhus, dont son armée était atteinte. L'empereur Alexandre lui avait donné pour successeur non le plus habile de ses généraux, mais celui qui avait embrassé avec le plus de ferveur les principes du parti allemand, le comte de Wittgenstein. Le nouveau généralissime s'avançait de Berlin sur Dessau avec les divisions russes de Voronzof et les corps prussiens des généraux York et Bulow. De son côté, Blücher, à la tête de 25,000 hommes, se portait rapidement de la Silésie sur Dresde pour s'y réunir aux corps de Wintzingerode et de Miloradovitch et aux divisions russes précédemment sous les ordres de Wittgenstein. Indépendamment de ces deux colonnes principales, une troisième, commandée par le général Tauenzien, restait en arrière afin de faire le siége des places de l'Oder, et Barclay de Tolly, à la tête d'une armée dite de réserve, était en marche pour rejoindre Blücher. Enfin des nuées de Cosaques, tant réguliers qu'irréguliers, conduits par les généraux Tettenborn, Czernichef, Benkendorf et Dornberg, se dirigeaient vers le Bas-Elbe. La force de tous ces corps, qui s'accroissaient incessamment d'une multitude infinie de volontaires prussiens accourant de toutes parts à l'appel de leur souverain, pouvait être estimée de 140 à 150,000 hommes.

Déjà le roi de Saxe avait mis sa personne à l'abri des insultes des

Russes, et cherché un asile à Ratisbonne. Plus tard, cédant aux instances de l'empereur d'Autriche, douloureusement frappé des dangers de notre situation, dont il ne connaissait que très imparfaitement les ressources, il s'était laissé circonvenir et entraîner à Prague. Davoust reconnut bien vite l'impossibilité de défendre la ville de Dresde contre les masses redoutables qui s'avançaient. Il ne s'y arrêta que trois jours, coupa une arche du grand pont qui relie la vieille ville à la ville neuve, sous les yeux et au milieu des imprécations d'une population furieuse, et se replia sur le vice-roi. Régnier voulut se jeter dans Torgau; mais le général saxon Thielmann, qui y commandait, gagné déjà à la cause des Russes, refusa de lui en ouvrir les portes, alléguant les ordres du roi.

C'était une erreur de croire que nous étions en mesure de contenir les forces ennemies qui se portaient de tous côtés sur notre front et sur nos ailes. L'empereur Napoléon blâma le vice-roi d'avoir disséminé ses corps sur une ligne aussi étendue, et l'invita à les concentrer au confluent de la Saale et de l'Elbe. Abrité sous le canon de Magdebourg et de Wittenberg, ayant son front couvert par l'Elbe et sa droite par la Saale, le vice-roi pourrait attendre en toute sécurité dans ce vaste camp retranché l'arrivée de l'empereur et de son armée. Il lui était recommandé, dans le cas où les alliés feraient des progrès trop sensibles sur sa droite ou sur sa gauche, de les arrêter en prenant une offensive hardie et en simulant un mouvement sur Berlin. Docile à ces sages conseils, le prince s'empressa de rappeler à lui ses divisions éparses, et transporta son quartier-général de Leipzig à Magdebourg.

De leur côté, les alliés continuèrent de s'avancer, pleins de confiance et d'illusion, Blücher sur Dresde, qui l'acclama, Wittgenstein sur Dessau, Czernichef, Tettenborn et Dornberg vers les plaines du Bas-Elbe. A l'approche des Cosaques, la population de Hambourg s'émut, des attroupemens se formèrent, et une première tentative d'insurrection eut lieu. Le général Cara-Saint-Cyr, qui commandait dans la ville, n'avait pour la contenir que deux faibles bataillons du 152e de ligne et quelques compagnies de vétérans et de douaniers. Il réclama l'appui de la garnison d'Altona, qui voulut bien concourir à réprimer des désordres qui semblaient d'abord n'être que l'œuvre d'une populace avide de pillage; mais peu de jours après, un second mouvement ayant éclaté, les autorités d'Altona refusèrent cette fois d'intervenir, et alléguèrent la stricte neutralité de leur gouvernement. Le général se trouva donc réduit à une poignée d'hommes. Le 9 mars 1813, plusieurs centaines de cavaliers, se disant soldats de Czernichef, mais, à ce qu'il paraît, Prussiens déguisés en Cosaques, envoyés plutôt pour intimider que pour se battre, se

présentèrent à quelques lieues de Hambourg, annoncèrent que le corps dont ils faisaient partie suivait à une petite distance, et commandèrent des rations pour plusieurs milliers d'hommes et de chevaux. Cette nouvelle, à laquelle la terreur des uns, les espérances des autres, donnent des proportions exagérées, trouble Cara-Saint-Cyr. Le spectacle de la ville, en proie à une agitation convulsive, lui fait craindre de ne pouvoir résister à une attaque annoncée comme imminente. En vain le général Morand, qui accourt de Stralsund avec 5,000 soldats, lui écrit de tenir ferme jusqu'à son arrivée, que les Cosaques sont encore loin, qu'à tout prix il faut conserver Hambourg : Cara-Saint-Cyr se persuade que s'il attend davantage, c'en est fait de sa petite troupe. Le 13 mars, il évacue la ville, repasse sur la rive gauche et s'établit à Bergsdorf. Il écrit au ministre de la guerre : « Telles étaient les dispositions de la population de Hambourg, que cinquante Cosaques eussent suffi pour la soulever tout entière. Si j'y étais resté vingt-quatre heures de plus, je n'en serais jamais sorti, ni le général Morand non plus. Je n'avais pas d'autre moyen de conserver Lunebourg et Harbourg que d'évacuer la ville ! » Morand opéra le 16 sa jonction avec Cara-Saint-Cyr. L'approche des Russes provoqua une insurrection générale dans tout le pays situé entre les bouches de l'Elbe et du Weser. A Brême, à Carlsbourg, à Flexen, à Grosswarden, partout la population prit les armes, renversa les autorités françaises et envoya des députations à l'ennemi.

Napoléon, lorsqu'il apprit que Cara-Saint-Cyr venait d'évacuer Hambourg, fut très irrité, et il écrivit le 20 mars au duc de Feltre : « Le général Cara-Saint-Cyr a abandonné une ville qu'il ne fallait pas abandonner. Il l'a évacuée sans raison, sans ordre et sans esprit. » Il y avait urgence de comprimer à tout prix un mouvement insurrectionnel qui mettait en échec le trône de Westphalie et qui menaçait de s'étendre jusqu'au Rhin. L'empereur ordonna au général Vandamme de se rendre immédiatement à Wesel, d'y prendre trente bataillons qui s'y trouvaient entièrement organisés, de se porter à marches forcées sur le département des Bouches-du-Weser, et d'y réparer les fautes de Cara-Saint-Cyr en calmant ou en châtiant le soulèvement de la population. Ces ordres furent exécutés avec autant de rapidité que de précision. Vandamme avec sa colonne arriva à Brême le 31 mars, occupa successivement tous les points insurgés, et, par un mélange habile de fermeté et de douceur, il réussit à ramener la population au calme et à l'obéissance; mais un désastreux événement était accompli. Hambourg était perdu pour nous; les Russes y étaient entrés le 20 mars, et s'y étaient établis et fortifiés. Ils poussaient des reconnaissances jusqu'à Nordhausen et Langensalza, donnaient la main aux bandes détachées de Blücher et

de Wittgenstein, et remplissaient d'agitation et de trouble tout le pays arrosé par le Weser et l'Ems.

Ainsi notre situation militaire s'aggravait de jour en jour. L'ennemi, maître de Dresde et de Hambourg, débordait nos deux ailes, et menaçait à la fois la Franconie, la Westphalie et toutes nos lignes de communication entre le Rhin et l'Elbe. Le vice-roi jugea que le moment était venu d'arrêter ces progrès en frappant un coup de vigueur. Il prit avec lui les corps de Lauriston et du duc de Bellune, les divisions Fressinet et Charpentier, toute sa cavalerie, presque tous ses canons, déboucha hardiment de Magdebourg, et manœuvra comme s'il avait l'intention de se porter sur Berlin. Les Prussiens, commandés par Bulow, étaient en position et en forces à Mockern. Le 5 avril, le prince les aborda résolument sur trois colonnes, et leur livra un rude et sanglant combat dans lequel il leur tua et blessa plusieurs milliers d'hommes, et fit lui-même des pertes sensibles, celle entre autres de 422 hommes de cavalerie sur quatorze régimens engagés. Bulow alarmé informa aussitôt Wittgenstein qu'il avait sur les bras toutes les forces du vice-roi, et qu'il n'y avait aucun doute que ce prince ne marchât sur Berlin. Le généralissime russe ne crut pas devoir suspendre son mouvement sur l'Elbe, et, du 6 au 8, il passa le fleuve à Dessau avec le corps de Voronzof et les Prussiens du général York. De son côté, Blücher, avec 25,000 hommes, se porta le 8 de Dresde sur Altenbourg, et Miloradovitch sur Chemnitz, dans l'intention l'un et l'autre de se réunir à Wittgenstein. La démonstration offensive du vice-roi n'en eut pas moins les conséquences les plus heureuses pour nous; elle répandit dans l'esprit des généraux alliés beaucoup d'hésitation, et déconcerta leurs mouvemens : ils n'osèrent s'aventurer loin du bassin de l'Elbe, laissèrent échapper l'occasion, qu'ils ne retrouvèrent plus, de manœuvrer entre l'armée de l'Elbe et l'armée du Mein, et l'empereur eut le temps d'arriver.

Lorsque le vice-roi apprit que Wittgenstein avait passé l'Elbe à Dessau, il le repassa à son tour et se porta avec toutes ses forces sur Strasfurth, au confluent de ce fleuve et de la Saale. Bientôt les deux armées se trouvèrent en présence, séparées seulement par les eaux de la Saale. Wittgenstein et York remontèrent la rive droite de cette petite rivière, jetèrent 7,000 hommes dans les murs de Halle, 2,000 dans Mersebourg, et envoyèrent des partisans dans toute la Thuringe.

Le 6 janvier, l'empereur avait décrété la création de quatre grands corps d'observation, un de l'Elbe, deux du Rhin, un d'Italie, et porté leur force numérique à l'effectif de 292 bataillons. La formation de ces quatre corps était une organisation provisoire appropriée aux exigences du moment. Bientôt ce mécanisme simplifié se trouva in-

suffisant, et il fallut le remplacer par des subdivisions plus nombreuses. Un nouveau décret, rendu le 11 mars, divisa la grande armée en onze corps, mais prolongea pendant quelque temps encore sa subdivision en deux masses principales, armée de l'Elbe et armée du Mein. Dans les premiers jours d'avril, l'armée du Mein était réunie presque tout entière. Les soldats dont elle était composée avaient été tirés de toutes les parties de l'empire, et les mesures avaient été si bien calculées, que, quelles qu'eussent été les distances à parcourir, la plupart de ces hommes rassemblés provisoirement en bataillons de marche, mais avec leur numéro d'ordre, étaient arrivés ponctuellement à l'époque et sur les points désignés.

Du 10 au 15 avril, l'armée du Mein commença à s'ébranler et s'avança sur la Saale. En tête, et par la grande route de Wurtzbourg, marchait le 3e corps, précédemment le premier corps d'observation du Rhin; il était commandé par le maréchal Ney et constituait à lui seul une armée tout entière. Il ne comptait pas moins de 61,000 hommes, répartis en cinq divisions, et 92 pièces de canon, dont 15 de gros calibre. Le 6e corps (deuxième corps d'observation du Rhin), conduit par le duc de Raguse, suivait en seconde ligne et venait de Hanau. Sa force numérique était de 45,000 combattans : il formait, avec la garde et le 11e corps, l'élite de l'armée. C'est dans ses rangs que l'empereur avait versé les canonniers de la marine, tous vieux soldats; il en avait composé deux divisions sous les ordres des généraux Compans et Bonnet. Le 4e corps (corps d'observation d'Italie), commandé par le général Bertrand, était de 40,000 hommes. L'empereur en détacha deux divisions, celles des généraux Pacthod et Laurencez, auxquelles il réunit la division bavaroise du général Raglovitch, et en forma un nouveau corps, le 12e, qu'il mit sous les ordres du maréchal Oudinot. La garde impériale, commandée par le duc d'Istrie, comptait également 40,000 hommes, et, vu l'urgence des circonstances, l'empereur l'avait fait transporter en poste.

Le total des forces avec lesquelles Napoléon allait ouvrir la campagne s'élevait donc, en y comprenant les 35,000 hommes du général Vandamme, à 275,000 hommes; mais ce chiffre était l'effectif sur le papier : l'effectif réel, déduction faite des non-valeurs, des malades et des traînards, ne dépassait pas 210,000 hommes, dont 9,000 seulement de cavalerie.

Assurément cette armée était bien jeune : elle n'avait point l'expérience de la guerre, et pourtant, prise dans son ensemble, elle était digne de se mesurer avec les vieux soldats de la Russie et de la Prusse. C'est que Napoléon avait mis un art infini à la composer : il y avait introduit tout ce qui restait en France de vieux soldats, une partie notable de ceux qui combattaient en Espagne, et enfin

tout ce qu'il y avait de meilleur, de plus instruit, de plus vigoureux parmi les 400,000 hommes qu'il venait d'organiser. De tous ces élémens si divers, il avait composé une armée de choix, bien supérieure en qualité à l'armée beaucoup plus nombreuse avec laquelle il entreprit plus tard la seconde et désastreuse campagne de Saxe.

Avant de partir pour se rendre au milieu de son armée, l'empereur institua l'impératrice régente, et lui laissa pour conseil le plus expérimenté et le plus sage de ses ministres, l'archi-chancelier prince Cambacérès. Le 15 avril, il quitta Saint-Cloud et arriva le 17 à Mayence. L'un de ses premiers actes fut de confier au prince d'Eckmühl la tâche de retenir dans la soumission les populations des bouches du Weser et de l'Elbe et de reprendre Hambourg, et à cet effet il mit sous ses ordres la totalité des forces du général Vandamme. Il reçut bientôt de graves nouvelles du prince Poniatowski. Le général Frimont avait informé le prince que, le général Sacken ayant dénoncé l'armistice, le corps auxiliaire autrichien allait se retirer en Galicie, et il l'avait invité à prendre la même direction; puis il avait ajouté que si les Polonais et les Saxons traversaient la Galicie en corps d'armée et sur le pied de guerre, le général Sacken serait autorisé à les y poursuivre, que son gouvernement désirait éviter cette complication, qu'en conséquence ils devraient se dessaisir de leurs armes, les placer sur des chariots, et qu'on leur faciliterait les moyens de rejoindre le plus vite possible, sur l'Elbe, l'armée française. A la lecture de cette dépêche, le prince Poniatowski s'était indigné que l'Autriche, non contente de nous abandonner, osât infliger aux troupes polonaises et saxonnes l'humiliante condition d'un désarmement. Il avait répondu qu'il ne s'y soumettrait qu'après y avoir été formellement autorisé par l'empereur Napoléon, et il avait supplié le général Frimont de suspendre son mouvement de retraite jusqu'au 30 avril.

Napoléon ressentit amèrement l'humiliation que l'Autriche prétendait infliger à ses aigles. Le 20 avril, il écrivit au prince Berthier : « Dans aucun cas, le prince Poniatowski ne doit poser les armes; on est déshonoré dès qu'on se rend sans combat. Le major-général préviendra M. de Narbonne que l'empereur préfère la mort des 15,000 hommes qui sont à Cracovie plutôt que de les voir poser les armes. Sa majesté ne fait aucun cas de la vie d'hommes qui se seraient déshonorés. Le major-général préviendra le comte de Narbonne de ne rien dire qui puisse déplaire à la cour de Vienne. L'empereur est sûr d'elle : il ne faut point la faire rougir de la proposition qu'elle a faite au prince Poniatowski de poser les armes. »

Ces ordres arrivèrent trop tard pour être exécutés. Serré de près par les Russes de Sacken, n'ayant aucune ressource pour faire vivre son infanterie et sa cavalerie, Poniatowski fut réduit à signer une

convention qui assurait à ses troupes le libre passage de la Galicie et de la Bohême, mais sous la condition que leurs armes seraient transportées sur des chariots. Le prince insista avec tant de force pour qu'elles fussent dispensées d'une obligation aussi humiliante, que le général Frimont céda enfin à ce cri de l'honneur militaire : il fit rendre les armes au corps polonais et aux Saxons, et consentit à ce que leurs journées d'étape fussent doublées. A la demande de la Saxe, l'empereur d'Autriche autorisa les troupes polonaises et saxonnes à se diriger sur Zittau. Plus tard, Napoléon obtint que la ligne fût reportée à cinquante lieues plus bas, sur Schweidnitz.

Lorsque l'empereur eut rejoint ses corps d'armée, il jugea que la première opération à accomplir était d'effectuer sa jonction avec le vice-roi. Il ignorait complétement les intentions de l'ennemi; il savait seulement que Wittgenstein et York manœuvraient sur la rive droite de la Saale, que Blücher était à Altenbourg, Miloradovitch à Chemnitz, que tous ces généraux étaient en mesure de se réunir et d'agir en masses, et il leur supposait naturellement le dessein de se jeter entre les armées de l'Elbe et du Mein, de les attaquer et de les écraser successivement. Toute sa crainte était d'être assailli au milieu de ses mouvemens de concentration vers les rives de la Saale, et il prit des précautions infinies pour éviter une surprise. Il combina la marche de ses corps de telle manière que, sans se gêner dans le déploiement de leurs colonnes, ils fussent constamment en communication les uns avec les autres et en mesure de se soutenir mutuellement dans le cas où ils auraient été attaqués isolément par des forces supérieures. Voici quelle était le 19 avril la position des deux armées de l'Elbe et du Mein : le vice-roi avait sa gauche sur l'Elbe, à l'embouchure de la Saale, occupant Bernbourg, sa droite sur le Hartz, sa réserve à Magdebourg. Le maréchal Ney, qui ouvrait la marche de l'armée du Mein, se portait d'Erfurt sur Naumbourg; Bertrand et Oudinot s'avançaient sur Saalfeld; Marmont avait déjà dépassé Gotha, et le duc d'Istrie avec la garde se dirigeait d'Eisenach sur Weimar. Le mouvement général continua les jours suivans avec le même ordre, le même ensemble et les mêmes précautions. Tandis que l'armée du Mein descendait la rive gauche de la Saale et allait au-devant du vice-roi, l'armée de l'Elbe la remontait de son côté. Sachant que l'empereur s'approchait, elle avait redoublé d'ardeur; chacun de ses pas était marqué par un succès. Le 11e corps, composé tout entier de soldats aguerris, qui depuis deux mois avait été successivement commandé par le maréchal Gouvion Saint-Cyr et par le général Grenier, venait d'être définitivement placé sous les ordres de Macdonald. Ce maréchal, après avoir délogé les Prussiens de Querfurt, s'était porté sur Halle : les troupes ennemies qui occupaient cette ville étaient ces mêmes sol-

dats du général York qui avaient si perfidement abandonné Macdonald à Taurogen. Il les attaqua avec une extrême vigueur, les chassa de Halle, s'empara bientôt après de Mersebourg, et effectua dans cette dernière ville la jonction de l'armée de l'Elbe avec l'armée du Mein. La réunion opérée, l'empereur leur enleva leur dénomination distinctive d'armée d'Elbe et d'armée du Mein, et les confondit sous le nom générique de la grande armée.

La campagne s'ouvrait sous d'heureux auspices. Napoléon avait rejoint le vice-roi sans avoir rencontré un seul ennemi, ce qui dénotait de la part des alliés ou une extrême timidité ou une grande ignorance de nos mouvemens; il avait sous la main 180,000 hommes, et il brûlait de rencontrer Wittgenstein. Toutes les informations reçues depuis quelques jours ne lui laissaient aucun doute que la grande armée des alliés ne fût dans les environs de Leipzig : c'est donc sur Leipzig qu'il résolut de marcher. Il ordonna au vice-roi de s'y porter directement de Mersebourg par Markranstadt, tandis que lui-même, à la tête des 3e, 4e, 6e, 12e corps et de sa garde, prendrait la grande route qui passe par Weissenfels et Lutzen. Le 29 de grand matin, la division Souham, du 3e corps, débouchait de Weissenfels lorsqu'elle se trouva en présence de 6,000 cavaliers, de 1,500 fantassins soutenus par 12 pièces de canon et rangés sur trois lignes : c'était la cavalerie légère du général Lanskoï, qui venait reconnaître nos mouvemens. Nos jeunes soldats, qui se trouvaient au feu pour la première fois, s'élancèrent sur les pièces et sur les escadrons russes aux cris de *vive l'empereur!* et les obligèrent à battre en retraite. « Je n'ai jamais vu, écrivait à cette occasion le maréchal Ney au major-général (1), un enthousiasme égal à celui de ces bataillons: ce spectacle était digne des yeux de l'empereur, et doit fixer son opinion sur ces jeunes soldats, déjà vieux en un seul jour. »

Le 1er mai, à onze heures du matin, la division Souham descendit dans le vallon de Ripach, et aperçut, déployée sur les hauteurs opposées, une masse de troupes considérable composée d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie, C'était ce même corps du général Lanskoï qu'elle avait battu deux jours auparavant, mais qui était renforcé par le corps tout entier de Wintzingerode. Elle gravit la colline, aborda les lignes ennemies et les refoula en désordre sur Pegau, à travers la grande plaine qui s'étend jusqu'à l'Elster. Malheureusement ce glorieux début fut attristé par une perte cruelle. Le duc d'Istrie assistait au combat sans son corps d'armée, qui était en arrière; un boulet, lancé sur le groupe dont il faisait partie, l'atteignit et l'étendit raide mort.

(1) Dépôt de la guerre.

Les divisions du 3e corps établirent leurs bivouacs dans les villages de Rahna, de Kaya, de Gross et de Klein-Gœrschen, situés au milieu de la plaine qui sépare Lutzen de la petite rivière de l'Elster. L'empereur, ayant ainsi son flanc droit parfaitement protégé par le 3e corps, transporta son quartier-général à Lutzen, et y passa la nuit avec la garde.

Le 2 mai, l'armée continua son mouvement sur deux colonnes. En tête de celle qui venait de Mersebourg, et que commandait le vice-roi, marchait le 5e corps (naguère le corps d'observation de l'Elbe), sous les ordres de Lauriston; puis venait Macdonald avec le 11e corps. La seconde colonne, qui sortait de la Thuringe, formait une ligne immense de plusieurs lieues, couverte sur son flanc droit, à la hauteur de Lutzen, par les divisions du 3e corps. L'empereur, le quartier-général et la garde se mirent en marche de grand matin sur Leipzig; Marmont venait ensuite avec le 6e corps, se dirigeant sur Starsiedel, puis Bertrand avec le 4e. Enfin Oudinot, qui n'avait pas encore dépassé Naumbourg, fermait la marche. L'empereur s'attendait si peu à être attaqué ce jour-là, qu'il s'était rendu de sa personne à Markranstadt pour y passer en revue le 11e corps, et avait emmené avec lui le maréchal Ney. Déjà le 5e corps touchait presque à Lindenau, qui est un faubourg de Leipzig.

Les alliés avaient conçu un dessein aussi hardi qu'habile, c'était d'assaillir les 3e, 4e, 6e, 12e corps et la garde dans leur marche de flanc, d'attendre, pour frapper, le moment où les corps du centre et de la gauche seraient déjà fortement engagés sur la route de Lutzen à Leipzig, de fondre alors sur les corps de l'aile droite qui se trouveraient trop distancés du reste de l'armée pour qu'il lui fût possible de les secourir à temps, de les envelopper et de les écraser. Le théâtre qu'ils avaient choisi pour cette opération était une plaine immense, merveilleusement appropriée aux évolutions de leur nombreuse cavalerie. En cas d'échec, ils étaient assurés, ce qui était pour eux un point capital, de maintenir leurs communications avec l'Autriche.

Dans la nuit du 1er au 2 mai, Wittgenstein sortit silencieusement avec toutes ses forces de Leipzig, se glissa le long de l'Elster, et massa ses colonnes derrière le rideau formé par les escadrons de Wintzingerode et de Lanskoï, que nous avions fait la faute de laisser s'établir à Pegau. Miloradovitch se plaça à Zeist avec 15,000 hommes, afin de servir de réserve, et au besoin de recueillir l'armée de Wittgenstein.

Il était midi, et les divisions du 3e corps attendaient tranquillement dans la plaine l'ordre de défiler à leur tour, quand tout à coup d'épaisses colonnes d'infanterie et de cavalerie, soutenues par une nombreuse artillerie, passent l'Elster et débouchent sur les villages,

qu'elles couvrent de leurs feux. C'était l'armée ennemie, au nombre de plus de 120,000 hommes, dont 30,000 de cavalerie, qui démasquait son mouvement et venait fondre non sur notre aile droite, mais sur nos corps du centre, qui n'avaient pas encore bougé. L'irruption prématurée des alliés nous sauva. Si elle s'était faite trois heures plus tard et sur la queue de la grande colonne, leur plan eût certainement réussi. Les cinq divisions du maréchal Ney, réunies aux deux de Marmont, dont la tête se montrait à Poserna, présentant un effectif de 70 à 80,000 hommes, suffisaient pour résister au premier choc des alliés et donner à la garde et au 11e corps, qui formaient notre aile gauche, au 4e, qui faisait notre aile droite, le temps d'accourir et d'entrer en ligne.

Wittgenstein, manœuvrant par sa droite, dirigea ses masses principales sur les villages de Kaya, de Gross et de Klein-Gœrschen, occupés par les divisions Souham, Girard et Brenier. Son but était de déborder la gauche de ces divisions, de les couper de Lutzen, de la garde, du 11e et du 5e corps, et de les envelopper. Ces divisions étaient si peu préparées au combat, et l'irruption de l'ennemi avait été si brusque, qu'elles n'avaient pas eu le temps de se préparer à repousser l'attaque. Elles plièrent, évacuèrent les villages, et furent un instant coupées de Lutzen. La division Marchand du 3e corps, qui fut dirigée sur Elsdorf, arriva fort à propos pour arrêter sur ce point les progrès des alliés.

Sur leur gauche, ils réunirent de fortes masses de cavalerie et tentèrent un mouvement analogue à celui qu'ils venaient d'opérer sur leur droite. Déjà les nombreux escadrons de Wintzingerode et de Dolfs se déployaient dans la plaine et menaçaient sérieusement le flanc droit des divisions du 3e corps, lorsque le duc de Raguse entra en ligne, prolongea notre droite, et arrêta court les escadrons ennemis. En vain ils essaient, par des charges impétueuses et répétées, d'enfoncer nos carrés. Il y avait là réunis tous les vieux soldats de Compans et de Bonnet : avec un courage froid, inébranlable, ils reçoivent à bout portant ces attaques successives, et tous les efforts de la cavalerie russe et prussienne viennent se briser contre ces remparts de fer.

Cependant le maréchal Ney, qui était auprès de l'empereur au moment où les alliés avaient ouvert leurs feux, retourne, le cœur plein d'anxiété, vers ses divisions rompues; il les rallie, ranime du geste et de la voix tous les courages, et se précipite sur les villages. De son côté, Napoléon envoie au maréchal Soult l'ordre suivant écrit au crayon : *la garde au feu*, appelle à lui le vice-roi, Macdonald, le 11e corps, puis il vole de sa personne sur les points menacés. Au moment où il y arriva, les divisions Souham, Girard et Brenier, qui avaient un instant repris Kaya, Gross et Klein-Gœrs-

chen, venaient encore une fois d'en être dépossédées, et l'ennemi avait débordé de nouveau leur gauche. La présence de Napoléon au milieu du feu retrempe tous les cœurs. Il commande un nouvel effort et le dirige lui-même. Alors s'engage un des plus terribles combats dont les annales militaires aient offert l'exemple. Plus de 160,000 hommes se précipitent les uns contre les autres avec une inexprimable furie, et se disputent les débris fumans des trois villages. Jamais peut-être la valeur innée de notre nation n'a brillé d'un plus vif éclat. La plupart de ces jeunes gens qui bravent le danger avec tant d'héroïsme sont au feu pour la première fois. Leur impétuosité n'a de comparable que l'ardeur opiniâtre de la jeunesse prussienne. Des deux côtés, c'est une passion indicible de vaincre et un égal mépris de la mort. Enflammées par la vue de leur empereur, les divisions de Ney ont repris les villages; mais les Prussiens et les Russes combattent, eux aussi, sous les yeux de leurs souverains. Cette colonne que rien ne décourage, que nous retrouvons toujours au premier rang, ce sont les soldats du général York. Ils font un suprême effort, et nous arrachent encore une fois les débris de Kaya, de Gross et de Klein-Gœrschen. Nos colonnes abîmées faiblissent et reculent; l'instant est critique : l'empereur est à pied, au plus fort de la mêlée et au milieu de ses bataillons que décime la mitraille. L'épouvante et un grand désordre s'introduisent dans leurs rangs. Napoléon se jette au-devant d'eux, et, usant de subterfuge, il leur dit avec un calme simulé : « Où allez-vous donc? Ne voyez-vous pas que la bataille est gagnée? Allons, ralliez-vous là! » Et il leur montre un arbre placé à deux cents pas de distance. A ce moment, on signale l'approche d'une colonne profonde, c'était la garde qui arrivait. La nouvelle s'en répand aussitôt. De tous les rangs comme de toutes les poitrines s'échappe ce mot qui est un cri d'espérance : *la garde, la garde!* L'empereur met immédiatement en première ligne deux divisions fraîches de la jeune garde que commande le général Dumoustier, les fait soutenir par les cinq divisions du maréchal Ney et par la vieille garde, confie la direction de cette redoutable colonne au comte de Lobau, et la lance contre les villages. La lutte recommence alors plus acharnée que jamais. Kaya, Gross et Klein-Gœrschen sont pris et repris plusieurs fois, mais ils nous restent enfin.

Cependant la bataille était loin d'être gagnée, et un nouveau péril se dressait à notre gauche. Il était six heures du soir. Wittgenstein venait d'embrasser une résolution désespérée. Il avait dégarni sa gauche, porté sur sa droite, à Eisdorf, toutes ses troupes d'élite, le corps entier du prince Eugène de Wurtemberg, les grenadiers de Konowitzinn, la majeure partie de sa cavalerie, 80 pièces d'artillerie, et dirigé concentriquement ces masses contre le flanc gauche du

3e corps et de la garde impériale. Notre position était très périlleuse; l'empereur attendait avec une impatience fiévreuse l'arrivée du vice-roi et de Macdonald; ils paraissent, et à leur vue Napoléon ne doute plus de la victoire. Il oppose aux escadrons ennemis tout ce qu'il a de cavalerie, environ 4,000 chevaux, aux batteries russes 70 pièces de la garde sous les ordres de Drouot, aux grenadiers russes les divisions du 11e corps. Le vice-roi, Macdonald, tous se précipitent sur les masses ennemies accumulées devant Eisdorf, et les remplissent instantanément de surprise et d'épouvante. L'ardeur des troupes est telle que les hommes frappés dans les rangs ne trouvent point de soldats qui consentent à quitter le champ de bataille pour les conduire aux ambulances (1). Tous semblent comprendre qu'il y va du salut de l'armée, et qu'à eux est réservé l'honneur de gagner la victoire. Tandis que les divisions Gérard, Fressinet et Charpentier se couvrent de gloire, les batteries de la garde, habilement disposées, prennent en écharpe et foudroient les colonnes ennemies, qui reculent et nous abandonnent Eisdorf. Grâce à l'ardeur héroïque que venaient de montrer les troupes du vice-roi, la victoire était gagnée. Repoussée sur la droite par le 11e corps, écrasée au centre par les efforts réunis des divisions du maréchal Ney, de la vieille et de la jeune garde, contenue sur la gauche par la ferme attitude des soldats de Compans, menacée enfin par Bertrand, qui venait d'entrer en ligne, l'armée des alliés abandonna le champ de bataille, et se retira derrière l'Elster.

La nuit ne mit pas fin à cette sanglante lutte. Napoléon, mécontent de n'avoir pour trophées que les décombres de trois villages, venait d'ordonner au général Lefebvre-Desnouettes de fondre, avec toute la cavalerie (environ 4,000 chevaux) sur l'arrière-garde ennemie, et de lui ramener des prisonniers. Déjà il s'élançait lorsqu'un bruit sourd et prolongé se fit entendre; c'était la cavalerie ennemie qui avait conçu l'espoir de nous surprendre au milieu de la confusion inséparable d'un campement de nuit, et qui venait fondre sur celles de nos divisions les plus rapprochées de l'Elster. L'irruption des hulans occasionna du désordre dans nos premiers pelotons, mais bientôt ils se remirent; chacun courut aux armes et fit son devoir. Nos divisions se formèrent en carrés, tuèrent à bout portant un grand nombre de cavaliers ennemis, en précipitèrent une foule d'autres dans un fossé qu'ils avaient dû franchir pour arriver sur nous, et ôtèrent à Blücher l'envie de renouveler ses attaques.

Lauriston, avec le 5e corps, n'avait point bougé de Leipzig. La canonnade dont les échos retentissaient au loin lui disait assez cependant quelle terrible bataille se livrait dans les champs de Lutzen. Une vigoureuse et opportune démonstration de sa part sur les der-

(1) Rapport du chef d'état-major du 11e corps. (Dépôt de la guerre.)

rières des alliés eût très certainement accéléré leur mouvement de retraite, avancé pour nous l'heure de la victoire et diminué le nombre des victimes; mais ce général n'avait reçu aucun ordre d'agir : il n'osa prendre sous sa responsabilité l'initiative d'une manœuvre offensive, et mécontenta l'empereur, qui ne lui épargna point l'expression de son blâme.

La victoire que nous venions de remporter était un événement considérable : elle réhabilitait l'honneur de nos armes, trempait le cœur de nos jeunes soldats, nous assurait la possession de la ligne de l'Elbe, raffermissait les dévouemens ébranlés de nos alliés et retenait l'Autriche hésitante dans la neutralité. Ce succès toutefois nous avait coûté bien cher : nos pertes, surtout en blessés, étaient immenses. Le 3e corps avait perdu 19,655 hommes, dont 2,757 tués; le 11e corps, 2,000; la garde et le 6e corps, 3,000. Le chiffre total de nos pertes s'élevait ainsi environ à 25,000 tués et blessés. La division Souham n'était plus qu'un débris. Les alliés avaient perdu plus de monde encore que nous; mais ils avaient déployé, surtout les Prussiens, une fermeté et un élan inconnus dans les dernières guerres. Bien que vaincus, sensiblement affaiblis, ils n'étaient point rompus, et ils se retiraient en bon ordre, ne nous laissant pour trophées que les débris fumans des villages que les deux armées s'étaient disputés avec tant d'acharnement.

Jamais le manque de cavalerie ne se fit plus douloureusement sentir à une armée victorieuse. Si nous avions disposé de nombreux escadrons, nous eussions poursuivi l'ennemi sans relâche : nous l'eussions atteint et de nouveau frappé au passage de toutes les rivières qu'il avait à traverser, et nous l'eussions réduit à nous demander la paix ou à se retirer en déroute sur la Vistule.

C'est sur le champ de bataille même de Lutzen que Napoléon reçut la dépêche par laquelle M. de Narbonne l'informait du dernier entretien qu'il avait eu avec l'empereur d'Autriche. Il jugea que son ambassadeur s'était montré trop vif, et il le lui témoigna. Par ses ordres, le duc de Vicence écrivit le 4 mai de Pegau à M. de Narbonne : « Sa majesté est convaincue qu'à Vienne l'on ne voulait que gagner du temps; nos succès de Lutzen nous ramenaient forcément cette cour. Aujourd'hui c'est plus difficile. Cette puissance vient de faire un premier pas hors des voies de l'alliance. Sans doute cette explication précipitée a un avantage, celui de nous dégager de tous liens avec l'Autriche; mais l'empereur aurait préféré que votre réserve lui eût épargné un faux pas. Bornez-vous pour le moment à tout observer et à tout mander. Nous avons 1,200,000 hommes sous les armes. La prétention de proposer et de faire accepter une médiation armée est trop ridicule pour que l'empereur d'Autriche ne le comprenne pas, car, il faut le dire net, c'est vou-

loir mettre les intérêts de la France à la merci de l'impératrice d'Autriche et de M. de Stadion. »

Napoléon voulut annoncer lui-même à l'empereur d'Autriche la victoire qu'il venait de remporter. Il lui écrivit le 4 mai de Pegau :

« Monsieur mon frère et très cher beau-père, connaissant l'intérêt que votre majesté prend à tout ce qui m'arrive d'heureux, je m'empresse de lui annoncer la victoire qu'il a plu à la Providence d'accorder à mes armes dans les champs de Lutzen. Quoique ayant voulu diriger moi-même tous les mouvemens de mon armée et m'étant trouvé quelquefois à portée de la mitraille, je n'ai éprouvé aucune espèce d'accident, et, grâce au ciel, je jouis de la meilleure santé. J'ai des nouvelles journalières de l'impératrice, dont je continue à être extrêmement satisfait : elle est aujourd'hui mon premier ministre, et elle s'en acquitte à mon grand contentement. Je ne veux pas le laisser ignorer à votre majesté, sachant combien cela fera de plaisir à son cœur paternel. Que votre majesté croie aux sentimens d'estime et de profonde considération que je lui porte, et surtout au véritable intérêt que je prends à son bonheur. »

Les alliés s'étaient retirés : les Russes par la route d'Altenbourg et de Freyberg, les Prussiens par celle de Borna et de Colditz. Bertrand et Oudinot suivirent la colonne russe; l'empereur, avec les corps de Marmont, de Macdonald et la garde, s'attacha à la poursuite des Prussiens. Miloradovitch les avait recueillis, et, couvrant leur retraite, avait pris ses mesures pour nous arrêter au défilé de Gersdorf. Le vice-roi s'y porta, l'attaqua vivement, le défit et continua sa route.

L'armée ennemie avait le choix entre deux lignes de retraite : l'une sur les états prussiens et le Bas-Oder, l'autre par Dresde sur la Silésie et éventuellement sur la Haute-Vistule. En prenant la première, les alliés couvraient la monarchie prussienne; mais ils s'éloignaient de l'Autriche, qu'ils livraient à ses propres forces et à ses irrésolutions. L'autre ligne les rapprochait de cette puissance, qu'ils pouvaient espérer d'entraîner en lui assurant l'appui immédiat de leurs armées. Pendant plusieurs jours, Napoléon s'appliqua vainement à démêler les indices de la direction véritable que prendraient les alliés. Il lui semblait douteux que les Prussiens tout au moins sacrifiassent leur capitale à la chance incertaine d'obtenir le concours de l'Autriche, et, tout en poursuivant l'ennemi sans relâche, il prit ses mesures de manière à pouvoir le prévenir à Berlin et sur le Bas-Oder, dans le cas où, après avoir repassé l'Elbe, il effectuerait sa retraite dans cette direction (1).

Autant pour les faire reposer qu'en vue d'opérations dans le nord, Napoléon avait décidé que les cinq divisions du maréchal Ney con-

(1) *Histoire des deux Campagnes de Saxe en* 1813, par M. le général baron Pelet.

tinueraient de bivouaquer, pendant les journées du 3 et du 4 mai, sur le champ de bataille de Lutzen. A ces divisions il réunit le corps de Lauriston, qui était à Leipzig, celui du duc de Bellune (2e), qui opérait du côté du Bas-Elbe, celui de Régnier (7e), qui venait de Halle, les 4,000 chevaux du général Sébastiani : de tous ces corps il forma une seule masse de 80 à 90,000 hommes, en confia le commandement au maréchal Ney, et lui prescrivit de se porter sur la route de Berlin vers Luckau, sans trop s'y engager toutefois, et en ayant soin de se maintenir en communication avec le gros de l'armée.

Cependant les alliés se repliaient rapidement sur Dresde. L'empereur brûlait de les atteindre au passage de l'un des nombreux affluens de l'Elbe. Dans cette intention, il pressait de toutes ses forces la marche de ses colonnes, ordonnait aux chefs de corps de faire huit lieues par jour, et réprimandait ceux dont les lenteurs dérangeaient ses combinaisons; mais l'absence de cavalerie l'empêcha de prévenir l'ennemi au passage de la Mulde et des autres rivières qui se jettent dans le fleuve. Les alliés, au contraire, en avaient une aussi nombreuse que solide. A Elsdorf, à Nossen, à Wilsdruf, elle nous contint et couvrit l'arrière-garde des Prussiens et des Russes, qui repassèrent l'Elbe, les Prussiens à Meissen le 7 mai, les Russes à Dresde également le 7. Nos têtes de colonnnes arrivèrent le 8 sous les murs de cette capitale, et prirent possession de la vieille ville au moment où les souverains alliés venaient d'en sortir. Napoléon s'y rendit aussitôt. Une députation se présenta pour le complimenter; il la reçut avec un front sévère, lui reprocha les sentimens répulsifs que ses habitans avaient naguère manifestés contre les Français, et ajouta qu'il pardonnerait, si la ville envoyait sans retard au roi une députation pour le supplier de revenir dans sa capitale. L'empereur informa immédiatement le maréchal Ney de son arrivée à Dresde, et lui enjoignit de hâter son mouvement sur Wittenberg.

Les Russes semblaient décidés à nous disputer la ville neuve de Dresde, qui est bâtie sur la rive droite de l'Elbe; ils avaient coupé tous les ponts, hérissé la rive de batteries, et garni de soldats toutes les fenêtres des maisons donnant sur le fleuve. Napoléon arrêta toutes les dispositions que lui suggéra la prudence. Il fit jeter un pont entre la ville et le village de Prietwitz, et, lorsqu'il fut achevé, il se préparait à effectuer le passage, protégé par 80 pièces de la garde. Déjà deux bataillons avaient atteint la rive opposée, lorsqu'une crue subite du fleuve emporta l'ouvrage de nos ingénieurs. Nos troupes frémissantes ne se laissent point arrêter par cet accident : le grand pont de la ville est coupé, des échelles sont jetées entre les deux piles de l'arche rompue. A l'aide de ce moyen nouveau, nos soldats descendent, puis remontent sur la partie du pont qui débouche sur Neustadt. Tandis que les uns s'avancent intrépidement

sous une grêle de boulets et de balles, les autres jettent sur l'arche coupée une arche provisoire et ouvrent ainsi le passage à toute l'armée. Découragé par tant d'audace, l'ennemi n'ose pas nous attendre, et, dans la nuit du 10 au 11, il évacue Neustadt.

La faiblesse avec laquelle le roi de Saxe semblait s'être laissé aller aux suggestions de l'Autriche et entraîner à Prague, le refus du général Thielmann d'ouvrir d'abord à Régnier, plus tard au maréchal Ney, les portes de Torgau, la certitude que ce général avait eu à Dresde même de fréquentes entrevues avec les souverains alliés, — tous ces faits avaient jeté dans l'esprit de l'empereur Napoléon des doutes pénibles sur la loyauté d'un souverain qu'il aimait et qu'il avait couvert de ses bienfaits : il était impatient de les éclaircir, et à cet effet il lui envoya un de ses aides-de-camp, M. de Montesquiou. Aux premiers mots qui furent échangés, cet officier put se convaincre que le roi, un instant ébranlé par l'irruption des armées russes et le soulèvement du peuple prussien, aujourd'hui rassuré par nos succès, nous restait fidèle et dévoué. Le roi de Saxe retourna immédiatement dans sa capitale, où l'empereur se trouvait encore, lui garantit la coopération de son armée tout entière, et ordonna formellement au général Thielmann de recevoir les Français dans la place de Torgau. Thielmann obéit, mais déposa son commandement, sortit de la place et mit son épée au service des ennemis de la France.

Napoléon avait déjà bien des raisons de soupçonner l'Autriche de nourrir contre lui de mauvais desseins. Bientôt la vérité lui fut révélée tout entière. Le roi de Saxe, au moment où il était parti pour Prague, avait quitté son palais avec tant de précipitation, qu'il n'avait pas eu le temps d'emporter ses archives secrètes. La correspondance de son ministre des affaires étrangères avec M. de Metternich y était restée; l'empereur s'en saisit, la lut, et il y trouva à chaque page les preuves irrécusables que l'Autriche se présentait partout, à Dresde, à Munich, à Stuttgart, à Naples, sous les dehors empressés d'une amie de la France; qu'elle invitait toutes ces cours à se grouper autour d'elle, à constituer une ligue de puissances neutres afin d'obliger les belligérans à faire la paix, mais qu'en réalité elle s'appliquait à lui dérober un à un tous ses alliés. Si après une telle découverte quelques incertitudes avaient pu subsister encore dans son esprit, les informations du roi de Saxe auraient achevé de les dissiper. Ce prince lui confia que le nombre et l'influence des amis de la France diminuaient de jour en jour à Vienne, que pour empêcher une rupture immédiate ils en étaient réduits à conseiller la médiation armée, et qu'à moins de remporter sur les alliés de grands et décisifs succès, nous devions compter que bientôt l'Autriche ne nous laisserait d'autre alternative que de subir ses conditions, ou d'entrer en guerre avec elle.

En effet, toute l'ambition de M. de Metternich était d'imaginer un plan de pacification continentale combiné avec tant d'art, qu'il pût tout à la fois satisfaire certaines exigences de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse, et néanmoins ménager assez les intérêts de la France pour qu'elle pût sans déshonneur les accepter. La perspective d'une guerre nouvelle et à outrance avec un ennemi aussi redoutable que l'empereur Napoléon se présentait à l'esprit de ce ministre comme un parti périlleux et extrême. Homme d'expédiens plus que de résolution, et qui n'entendait rien livrer au hasard, il considérait que, s'il réussissait à faire restituer à son pays d'un trait de plume, sans brûler une amorce, toutes les provinces perdues en 1809, ce serait là de sa part un acte de suprême habileté, et pour l'Autriche un succès considérable. Mais l'œuvre entreprise par M. de Metternich était d'une difficulté infinie, insurmontable peut-être. Les alliés étaient livrés à toutes les illusions et à toutes les fureurs de l'ambition et du fanatisme. Les conseils d'une politique modérée et contenue n'étaient plus écoutés. La haine du peuple prussien contre nous, exploitée par l'ambition moscovite, présidait seule aux décisions de l'empereur Alexandre et du roi Frédéric-Guillaume. Comment, au milieu de ces désirs effrénés de vengeance et d'agrandissement, faire prévaloir des conditions de pacification d'un caractère assez modéré pour qu'elles pussent être présentées à une puissance qui était encore en ce moment maîtresse de la moitié de l'Allemagne et qui était victorieuse? Quelque épineuse que fût une semblable tâche, le cabinet de Vienne osa l'entreprendre, et il l'entreprit avec la résolution très arrêtée, dans le cas où il se mettrait d'accord avec les alliés et où l'empereur Napoléon rejetterait ses propositions, de s'unir à la Russie et à la Prusse et de nous faire la guerre. Prudent toutefois et temporisateur même dans son audace, M. de Metternich attendit, pour arrêter ces bases, les résultats des premiers chocs. La victoire, si disputée et si peu décisive, remportée par nos armes à Lutzen ne modifia point les résolutions prises. « La conduite d'une grande puissance, dit fièrement M. de Metternich, doit être invariable, et il ne faut pas faire aujourd'hui comme M. d'Haugwitz en 1805, ni tourner avec la fortune. » Si la bataille de Lutzen avait été une bataille d'Austerlitz, M. de Metternich eût tenu un langage moins superbe. Le 8 mai, il communiqua officieusement les bases suivantes de pacification au comte de Narbonne et chargea le comte de Stadion d'en donner connaissance aux souverains alliés. Voici ces bases :

Dissolution de la confédération du Rhin;

Restitution à l'Autriche des provinces illyriennes;

Renonciation de la part de la France aux villes anséatiques;

Dissolution du grand-duché de Varsovie;

Reconstitution de la monarchie prussienne.

Quelques jours après nous avoir fait connaître ces propositions, M. de Metternich fit savoir à M. de Narbonne qu'elles avaient été très mal accueillies par les alliés. Leur premier mouvement avait été de les rejeter. L'empereur Alexandre avait déclaré qu'il ne poserait les armes qu'après que la France aurait renoncé à tous les territoires qu'elle possédait en Allemagne, en Italie, en Espagne et en Hollande. M. de Metternich se montrait scandalisé que les alliés osassent élever de pareilles prétentions. Il était prêt, disait-il, à se battre contre le tiers de ces exigences.

Napoléon reçut à Dresde la note autrichienne du 8 mai. Aucune ouverture préalable, pas même la moindre insinuation, ne l'avait préparé à recevoir une pareille communication : elle le remplit de douleur et de colère. Il venait de vaincre, les alliés fuyaient; il n'avait plus qu'à les atteindre et à les battre encore pour les refouler sur la Vistule, et c'est ce moment décisif, suprême, que choisit l'Autriche pour se jeter devant lui et sous la forme d'une médiation armée lui arracher les fruits de sa victoire. Trop ulcéré dans ce premier moment pour apprécier avec un libre et froid jugement le véritable caractère des conditions proposées, il s'abandonne à l'explosion de son ressentiment. La médiation que veut exercer l'Autriche n'est à ses yeux qu'une lâche et perfide défection. Une médiation doit être impartiale et désintéressée; celle de l'Autriche n'est point impartiale, puisqu'en même temps que cette puissance nous impose de nombreuses restitutions, elle ne stipule en faveur de nos ennemis que des avantages. Elle n'est pas non plus désintéressée, car l'Autriche vient mêler ses propres exigences à celles de la Russie et de la Prusse. Elle ose nous demander, elle qui n'a pas tiré un coup de canon, que nous lui rendions le prix de tout le sang versé à Eckmühl, à Essling et à Wagram. Ainsi les rôles seraient intervertis; ce serait le vainqueur qui ferait tous les sacrifices, le vaincu et celui qui n'a pas brûlé une amorce qui auraient tous les avantages! Pour nos aigles victorieuses, les humiliations qui sont le partage de la défaite; le succès réel, les précieuses conquêtes pour nos ennemis et pour la puissance prudente et cauteleuse qui ne s'est jetée entre les belligérans que pour leur faire la loi! Napoléon s'étonne et s'irrite que le souverain qui lui fait tant de mal soit le même qui, il y a deux ans, lui a donné la main de sa fille, et qui plus tard a demandé à combattre à ses côtés contre les Russes. Toute son âme se révolte à l'idée de passer sous les fourches caudines qu'on lui prépare à Vienne. L'ennemi se retire dans la direction de Bautzen; une seconde bataille est inévitable : l'empereur compte bien la gagner, et, par ce grand coup,

bouleverser toute la trame ourdie par M. de Metternich. Révolte de son orgueil outragé, haine et vengeance contre l'Autriche, dédain au fond plus affecté que sincère des ressources de cette puissance, confiance, exagérée à dessein, dans sa propre force, tous ces sentimens se peignent douloureusement et à la fois dans une série de dépêches que le duc de Vicence écrit de Dresde à M. de Narbonne.

« Dresde, 12 mai.

« L'empereur Napoléon ne veut point tromper l'Autriche; il est mécontent d'elle, puisqu'elle a rompu le traité d'alliance. Il ne lui fera aucune proposition. Son ambassadeur à Vienne doit rester froid, observer, écouter, et ne rien dire. Cette attitude est celle de la franchise et de la dignité. »

« 14 mai.

« L'empereur a trouvé à Dresde des lettres de M. de Metternich qui prouvent sa mauvaise foi et sa parfaite connivence avec nos ennemis. Il a été jusqu'à fournir à l'envoyé russe, M. de Stackelberg, des renseignemens détaillés sur l'état de notre armée. L'Autriche veut recouvrer ce qu'elle a perdu par de petits moyens qui la déshonorent. Certes elle ne serait pas assez folle pour tenter en ce moment de se déclarer contre nous. L'empereur Napoléon pardonne à l'Autriche ce qui s'est passé, il veut même l'ignorer; il veut la paix, il n'est pas éloigné d'adopter le *statu quo ante bellum*. Quelque chose qui puisse arriver, sa majesté impériale désire rester l'ami de la maison d'Autriche, à moins que cela ne devienne tout à fait impossible. Si l'empereur Napoléon le voulait, il s'arrangerait tout de suite avec l'empereur Alexandre. Ce prince n'a point perdu ses sentimens d'amitié pour l'empereur des Français, et si nous lui offrions la Pologne, quel ne serait pas son empressement de sortir à ce prix d'embarras! Une mission au quartier-général russe partagerait le monde en deux. Ces réflexions disent à votre excellence tout ce que peut l'empereur si on le pousse à bout, et tout ce que l'Autriche doit craindre si elle ne revient pas au désir de profiter encore de son union avec la France. »

Autre lettre datée également du 14 mai.

« L'Autriche a trois partis à prendre : être *neutre*, *alliée* ou *ennemie*. Sa majesté préférerait que cette puissance restât neutre, mais sous la condition que ce serait une neutralité désarmée. Sa majesté est dans un tel état de puissance, cette puissance sera surtout si formidable dans un mois, que l'empereur préférerait d'abord la neutralité, ensuite l'alliance, à la guerre. »

Enhardi cependant par toutes les informations qu'il recevait du camp des alliés, le cabinet de Vienne se fortifiait chaque jour dans sa résolution d'intervenir en médiateur armé. Le comte de Stadion écrivait à M. de Metternich que l'échec éprouvé par les alliés à Lutzen n'avait point altéré le moral des soldats, que leurs troupes étaient dans les meilleures conditions possibles, et surtout remplies d'ar-

deur, qu'il leur arrivait journellement des renforts, qu'elles avaient une cavalerie et une artillerie excellentes, et qu'à tout prendre, elles étaient, sinon par le nombre, du moins par la qualité, très supérieures à l'armée française. En conséquence l'empereur d'Autriche jugea que le moment était venu de proposer officiellement à l'empereur Napoléon sa médiation armée, et à cet effet il lui envoya le comte de Bubna, qu'il chargea de lui remettre de sa part une lettre autographe très pressante et très amicale.

Ce négociateur arriva le 16 mai à Dresde, fut immédiatement introduit auprès de l'empereur, et lui remit la lettre de son souverain, datée du 11 mai. L'empereur François offrait à l'empereur Napoléon sa médiation, et l'invitait à s'entendre avec lui sur certains points qu'il croyait plus spécialement propres à servir de bases à un arrangement stable. « Il est impossible, écrivait-il, que votre majesté ne se convainque pas que le médiateur est son ami... Si votre majesté seconde mes efforts par cette modération qui placera son règne parmi les plus glorieux, je me féliciterai d'avoir contribué à l'œuvre la plus salutaire. »

L'empereur Napoléon lut cette lettre avec beaucoup d'attention, puis, faisant allusion aux efforts tentés récemment pour détacher de lui le roi de Saxe, il ne dissimula pas que de tels procédés étaient peu conformes à l'esprit de concorde et d'amitié qui semblaient l'avoir inspirée. M. de Bubna répliqua qu'il ignorait que des ouvertures eussent été faites au roi de Saxe, qu'en tout cas elles ne pouvaient l'avoir été que dans une pensée de conciliation générale. Il dit que son souverain était l'ami de l'empereur Napoléon, et que c'était en ami qu'il entendait remplir le rôle de médiateur. Il ajouta que l'Autriche ne pouvait plus traiter isolément ni rester neutre. Il parla des bases d'arrangement communiquées le 8 mai, opposa la modération de ces conditions aux demandes exagérées des alliés, et poussa l'abandon ou la duplicité jusqu'à dire que sa cour s'applaudissait de nos derniers succès, parce qu'ils auraient pour effet de diminuer des prétentions excessives; que si les alliés persistaient dans leurs exigences, l'Autriche saurait alors ce qu'elle aurait à faire, et que ce ne serait plus 30,000, mais 200,000 hommes qu'elle mettrait à notre disposition. Enfin il insista avec la plus grande force pour que de part et d'autre l'on préludât à l'ouverture des négociations par une suspension d'armes.

Une bataille était imminente, ce n'était point le moment de s'engager. Vainqueurs, nous dicterions la loi; vaincus, il faudrait bien la subir, et, dans le cas où nous n'obtiendrions qu'un demi-succès, il serait toujours temps d'accepter la médiation armée. Napoléon sut échapper, par des déclarations évasives, aux pressantes instances de

l'envoyé de l'empereur François. Il lui dit que l'Autriche était libre de renoncer à l'alliance, qu'il n'en serait pas blessé, mais qu'il ne pouvait reconnaître cette puissance comme médiatrice armée; que ce qu'i craignait par-dessus tout, c'étaient les moyens termes, ressources ordinaires de l'irrésolution et de la faiblesse; qu'il voulait la paix, qu'il n'était pas éloigné de conclure un armistice, et qu'il était tout disposé à envoyer des plénipotentiaires à Prague ou dans toute autre ville neutre, afin de négocier les conditions d'une paix générale ou continentale. Il rappela que les deux puissances s'étaient mutuellement garanti, par le traité qui les unissait, l'intégrité de leurs territoires, et il ajouta qu'il lui paraissait difficile de concilier des engagemens aussi précis avec le caractère de médiateur armé que prétendait prendre l'empereur d'Autriche. M. de Bubna avoua n'avoir point d'instructions pour résoudre ce point difficile, mais il insinua que certaines dispositions du traité d'alliance pourraient, d'un commun accord, rester suspendues pendant les négociations, et que de cette manière l'alliance subsisterait à côté de la médiation. Cette conférence terminée, il retourna à Vienne et fut chargé de porter à l'empereur d'Autriche deux lettres en réponse à celle que ce souverain avait écrite à l'empereur Napoléon le 11 mai. Voici la première :

« Monsieur mon frère et très cher beau-père, j'ai reçu la lettre de votre majesté. J'ai entretenu le comte de Bubna plusieurs heures. Je lui ai dit tout ce que je pensais avec franchise et vérité. Je désire la paix plus que personne : je consens à l'ouverture d'une négociation pour une paix générale et à la réunion d'un congrès dans une ville intermédiaire des séjours des diverses cours belligérantes. Aussitôt que je serai instruit que l'Angleterre, la Russie, la Prusse et les alliés ont accepté cette proposition, je m'empresserai d'envoyer un ministre plénipotentiaire au congrès, et j'engagerai mes alliés à en faire de même. Je ne fais pas de difficulté d'admettre même au congrès les plénipotentiaires des insurgés d'Espagne pour qu'ils puissent y stipuler leurs intérêts. Si la Russie, la Prusse et les autres puissances belligérantes veulent traiter sans l'Angleterre, j'y consens également. Je serai prêt à envoyer mon ministre plénipotentiaire aussitôt que je serai instruit que cette proposition a été agréée, et j'engagerai mes alliés à en faire autant dès que je connaîtrai l'époque de la réunion. Si, une fois le congrès ouvert, il est dans l'intention des puissances belligérantes de conclure un armistice, comme cela s'est fait dans plusieurs circonstances et comme il en a été question à Paris avec le prince de Schwarzenberg, je suis prêt à y adhérer. Votre majesté verra dans ce langage, qui est le même que je tiens depuis six mois, mon désir d'épargner le sang humain et de mettre un terme aux malheurs qui affligent tant de peuples.

« De votre majesté impériale le bon frère et le gendre,

« NAPOLÉON. »

La seconde lettre avait un caractère plus intime. C'était le cœur

déjà ulcéré de l'empereur Napoléon qui s'adressait au souverain qui lui avait confié le bonheur de sa fille.

« Ce que votre majesté me dit dans sa lettre sur l'intérêt qu'elle me porte m'a touché vivement. Je le mérite de sa part par les sentimens si vrais que je lui porte. Si votre majesté prend quelque intérêt à mon bonheur, qu'elle soigne mon honneur! Je suis décidé à mourir s'il le faut à la tête de tout ce que la France a d'hommes généreux plutôt que de devenir la risée des Anglais et de faire triompher mes ennemis. Que votre majesté songe à l'avenir! Qu'elle ne détruise pas le fruit de trois ans d'amitié et ne renouvelle pas des haines passées qui précipiteraient l'Europe dans des convulsions et des guerres dont l'issue serait interminable! Qu'elle ne sacrifie pas à de misérables considérations le bonheur de notre génération, celui de sa vie et le véritable intérêt de ses sujets, pourquoi ne dirais-je pas d'une partie de sa famille qui lui est si vivement attachée? Que votre majesté ne doute jamais de tout mon attachement!

« De votre majesté le bon frère et gendre,
« NAPOLÉON. »

Il était de la plus haute importance que le langage de notre ambassadeur à Vienne fût conforme à celui que l'empereur Napoléon venait de tenir à M. de Bubna, et qu'en ce qui touchait la médiation il ne dît pas un mot qui pût être interprété comme une concession prématurée. « Sa majesté a vu M. de Bubna, écrivit le duc de Vicence au comte de Narbonne en date du 18 mai; ce négociateur a été on ne peut plus mielleux et cajoleur. Il a dit que l'Autriche était prête à nous donner 200,000 hommes au lieu de 30,000. L'empereur ne peut reconnaître aucune médiation armée; il faut que l'Autriche s'explique. Que veut-elle? Quand le traité d'alliance existait, on aurait pu s'entendre; nous aurions admis l'intervention de l'Autriche, aujourd'hui nous ne pouvons admettre de médiation armée. Avec les 200,000 hommes que nous avons à Vérone et à Mayence, certes l'Autriche serait folle de nous attaquer. Cependant l'empereur désire éviter une rupture, il désirerait surtout sa coopération; mais il faut qu'elle s'explique. Que veut-elle? » M. de Narbonne, avec une louable franchise, écrivit le 19 que « certainement l'Autriche n'aurait rien de plus pressé que de nous déclarer la guerre dès que le moment serait venu, qu'elle poussait ses armemens avec une véritable furie, et qu'il fallait désespérer de l'avoir pour alliée. »

Jusqu'au 15 mai, l'empereur avait ignoré la direction qu'avaient prise les armées russe et prussienne. Le 13, il écrivait au major-général : « Faites connaître au prince de la Moskowa que mon intention est qu'il se porte avec ses cinq divisions sur Luckau, qu'il donne l'ordre au duc de Bellune d'être rendu entre Wittenberg et Luckau en menaçant Berlin, qu'il place le 7e corps entre Luckau et le duc de Bellune. » Ce même jour 13, il écrivait encore : « Il faut que je sache

positivement ce qu'est devenue l'armée prussienne; le général Bertrand pense qu'elle a pris la route de Breslau, d'autres prétendent au contraire qu'elle s'est retirée dans la direction de Berlin. » Le 15 au soir, toutes incertitudes avaient cessé. L'empereur avait appris que le gros des colonnes prussiennes s'était porté sur Bautzen, où se trouvaient déjà réunis les Russes et les souverains. Plus tard il sut non-seulement que les alliés s'y étaient arrêtés, mais qu'ils fortifiaient toutes les positions, si favorables à la défense, qui entourent cette petite ville; il le fit savoir aussitôt au maréchal Ney, lui ordonna de rentrer dans le mouvement de la grande armée et de se porter sur Hoheswerda.

L'attitude prise par l'empereur François avait aggravé singulièrement notre situation. La direction qu'avaient suivie les alliés dans leur retraite ne permettait plus de douter qu'ils ne fussent d'intelligence avec ce souverain, et les nombreux ouvrages qu'ils élevaient autour de Bautzen semblaient indiquer qu'ils voulaient moins nous livrer bataille que nous fatiguer, nous arrêter, et laisser au cabinet de Vienne le temps de compléter ses armemens. Une grande et décisive victoire remportée par nos armes déjouerait certainement toute cette trame, et ramènerait l'Autriche tremblante et soumise à nos pieds; mais comment obtenir ce triomphe? Les informations venues de tous côtés annonçaient que les positions qu'occupaient les alliés, et où ils se retranchaient, étaient formidables. Nous n'avions presque point de cavalerie, tandis que la leur était aussi nombreuse que solide. Enfin, si notre armée était brave, la leur ne l'était pas moins, et la fortune semblait s'être plu à égaliser les chances. Napoléon ne pouvait se dissimuler qu'une seconde victoire, aussi disputée que celle de Lutzen, et aussi peu décisive, à plus forte raison un échec le mettrait à la merci de l'Autriche. Toute son âme se révoltait à la pensée de laisser cette puissance arbitre suprême des conditions de la pacification. Pendant longtemps il avait caressé l'espoir que l'alliance de famille contractée en 1810 avec la maison de Lorraine pourrait conduire à une alliance politique intime. Pour cimenter une telle alliance, il n'eût reculé devant aucune concession raisonnable. Aujourd'hui toutes ses illusions étaient détruites. Il était convaincu que l'Autriche n'avait répudié ni les passions ni les ressentimens qui tant de fois, depuis dix-neuf ans, lui avaient mis les armes à la main, et que nos malheurs, en ravivant ses espérances, avaient rallumé ses haines. Les cabinets en effet ne connaissent point ces mouvemens du cœur, ces sentimens miséricordieux, qui n'appartiennent qu'aux péripéties de la vie domestique. Napoléon ne croyait plus à la bonne foi de la cour de Vienne; il croyait moins encore à son désintéressement, et il ne doutait pas que si on laissait jouer à cette puissance le rôle d'arbitre de la paix, elle en

abuserait pour lui imposer les plus douloureux sacrifices. En conséquence il adopta une résolution tranchée : ce fut de s'adresser directement à l'empereur Alexandre, de lui proposer de s'entendre avec lui, comme autrefois à Tilsitt, et de régler de concert le sort du monde. Il savait que la cour de ce prince était fort divisée, qu'un parti puissant, représenté par les chefs les plus considérés de l'armée, le blâmait d'avoir embrassé avec une passion téméraire la cause des intérêts allemands, et penchait ouvertement en faveur d'une entente directe avec la France. Napoléon se berçait de l'espoir que les sentimens d'admiration sympathique que le tsar lui avait témoignés autrefois n'étaient pas complétement éteints dans son cœur, qu'en lui montrant de la confiance, en lui offrant des conditions avantageuses, il parviendrait à le toucher, à le séparer de l'Autriche, et à conclure de nouveau avec lui une étroite alliance. Immédiatement après le désastre qui avait accablé son armée en Russie, il n'aurait pu tenter une semblable démarche; sa dignité et l'honneur le lui auraient interdit. Aujourd'hui il pouvait tendre loyalement la main au puissant adversaire sur lequel il avait pris à Lutzen une glorieuse revanche. Le 18 mai, il ordonna donc au duc de Vicence de se rendre aux avant-postes ennemis, et de demander de sa part à être admis auprès de la personne de l'empereur Alexandre.

Les instructions qu'il lui donna à cette occasion (1) sont un des documens les plus précieux de l'histoire de ce temps. Le duc, après beaucoup de mystère, de réticences, d'insinuations graduellement et habilement nuancées, devait proposer les bases d'arrangement suivantes :

« La confédération germanique serait bornée à l'Oder. On tirerait une ligne de Glogau à la Bohême. Cette délimitation nouvelle donnerait à la Westphalie une augmentation de 1,500,000 âmes, diminuerait d'autant la Prusse, qui recevrait en échange le grand-duché de Varsovie, ainsi que le territoire et la ville de Dantzig, excepté 40 ou 50,000 âmes, qui seraient données au duché d'Oldenbourg. La Prusse acquerrait 4 ou 5 millions d'habitans, Dantzig, Thorn, Modlin, toute la Vistule. De son côté, la Russie acquerrait une seconde frontière qui la couvrirait, puisque la Prusse, ayant sa capitale près d'elle, serait dans son système. La France et la Russie seraient ainsi à trois cents lieues de distance, et elles seraient séparées par une puissance intermédiaire de deux cents lieues.

« Le projet anéantirait à jamais la Pologne; il serait donc avantageux à la Russie, et même à la Prusse, qui perdrait sans rien gagner, si la guerre continuait. »

Ce n'était là qu'une première ouverture, une manière d'engager la négociation, démarche plus insidieuse que sérieuse, calculée pour

(1) Dépôt des archives des affaires étrangères.

provoquer une contre-proposition, amener des explications et une entente. Napoléon était décidé, pour obtenir l'alliance de la Russie, à lui offrir les plus grands avantages. La Pologne n'avait pu servir pour la guerre; il fallait qu'elle servît pour la paix. La pensée secrète de l'empereur se révèle tout entière dans les lignes suivantes :

« L'essentiel est de se parler : vous me ferez savoir du quartier-général russe ce qui aura été dit. En connaissant les vues de l'empereur Alexandre, on finira par s'entendre. Mon intention, au surplus, est de lui faire un pont d'or pour le délivrer des intrigues de Metternich. Si j'ai des sacrifices à faire, j'aime mieux que ce soit au profit de l'empereur Alexandre, qui me fait bonne guerre, et du roi de Prusse, auquel il s'intéresse, qu'au profit de l'Autriche, qui a trahi l'alliance, et qui, sous le titre de médiatrice, veut s'arroger le droit de disposer de tout après avoir fait la part qui lui convient. D'ailleurs, avant la bataille qui va être donnée, l'empereur de Russie ne doit pas se regarder encore comme fort engagé dans la lutte. Cette considération, que l'affaire de Lutzen ne peut détruire, doit porter ce prince à s'entendre avec moi, parce que cette bataille sera vraisemblablement très meurtrière de part et d'autre; que si les Russes la perdent, ils quitteront la partie, mais en ennemis vaincus, tandis qu'en traitant aujourd'hui et en obtenant de bonnes conditions pour son allié le roi de Prusse et sans l'intervention de l'Autriche, l'empereur Alexandre prouverait à l'Europe que la paix est due à ses efforts, au succès de ses armes. De cette façon, ce prince sortira de la lutte d'une manière honorable, et réparera noblement l'échec de Lutzen. Tout l'honneur de cette paix serait donc pour l'empereur Alexandre seul, tandis qu'en se servant de la médiation de l'Autriche, cette dernière puissance, quel que fût l'événement de la paix ou de la guerre, aurait l'air d'avoir mis dans la balance la destinée de toute l'Europe. La Russie ne peut avoir oublié la marche du contingent de l'Autriche dans la campagne précédente, et l'empereur Alexandre doit être flatté de pouvoir faire la paix sans le secours de cette puissance, qui, après avoir été si peu amie dans des circonstances difficiles, n'est entraînée que par un intérêt personnel à quitter les rangs de son alliance récente avec la France. Enfin l'empereur Alexandre doit saisir avec joie cette occasion de se venger avec éclat de la sotte diversion des Autrichiens en Russie. Ainsi, sans vous arrêter à telle ou telle partie des instructions, vous devez chercher à nouer une négociation directe sur cette base : *Une fois qu'on en sera venu à se parler, on finira toujours par tomber d'accord.*

« Harta, le 17 mai 1813. »

Le 17 mai, Napoléon était parti de Dresde, avait couché à Harta et avait rejoint le lendemain matin son armée, qui, à l'exception de la colonne du maréchal Ney, se trouvait réunie tout entière devant Bautzen. Les positions que les alliés occupaient étaient naturellement très fortes, et l'art n'avait rien épargné pour les rendre plus redoutables encore. Elles se composaient de deux lignes parallèles qui n'avaient pas moins d'une lieue et demie d'étendue. Au centre de la première était la petite ville de Bautzen, crénelée, retranchée et défendue par

un pont palissadé, jeté sur la Sprée, qui couvrait tout le front de la position; à droite, une suite de mamelons fortifiés et protégés par les marais de Malschwitz; à gauche, des collines boisées, premières assises des montagnes de la Bohème et couvertes de redoutes. La seconde ligne, où l'ennemi ne devait se retirer qu'après que la première aurait été forcée, était située à 3,000 toises en arrière, et s'appuyait à gauche sur les crêtes des montagnes, à droite à la Sprée, et sur les mamelons de Klein-Bautzen et de Kreckwitz, que l'ennemi avait reliés ensemble par des ouvrages de campagne, et dont il avait fait un vaste camp retranché. Quelque redoutables que fussent ces lignes, elles présentaient pourtant un point faible : elles pouvaient être tournées sur la droite, derrière les marais de Malschwitz, près de Klix, et, en cas de revers, il ne resterait à l'ennemi qu'une seule ligne de retraite : c'était la grande-route de Silésie, qui côtoie la Bohème et qui passe par Wurtchen et Hochkirch. Les Russes, sous les ordres du comte de Wittgenstein, occupaient toute la gauche de ce vaste champ de bataille, et les Prussiens, commandés par Blücher, formaient l'aile droite. Au centre étaient les réserves et les gardes.

Notre ligne s'étendait parallèlement aux positions de l'ennemi : sur notre extrême droite, le duc de Reggio faisait face aux collines boisées où se trouvaient les Russes. Devant Bautzen était Macdonald se liant par sa droite à Oudinot et par sa gauche à Marmont, à la garde et aux escadrons de Latour-Maubourg, qui formaient notre centre sous le commandement direct du maréchal Soult. Plus loin, sur notre gauche, se déployaient les divisions de Bertrand.

Les deux armées avaient reçu de puissans renforts : les alliés, deux belles divisions de grenadiers russes, conduites par Barclay de Tolly, et le corps prussien du général Kleist; les Français, une division de la jeune garde sous les ordres du général Barrois, et les quatre divisions de grosse cavalerie de Latour-Maubourg, présentant un effectif de 9,000 chevaux, indépendamment des 4,000 chevaux de la garde.

Le 18 mai, Napoléon écrivit au major-général : « Je désire qu'avec le général Lauriston (5e corps) et toutes ses forces réunies, le prince de la Moskowa se dirige sur Dressa. Ayant ainsi franchi la Sprée, il se trouvera avoir dépassé la position de l'ennemi, ce qui aura l'effet, ou que les alliés évacueront pour se retirer plus loin, ou de nous mettre à même de les attaquer avec avantage : je calcule que le 21 il pourra se porter sur Dressa (1). » Dressa, où le maréchal Ney devait se trouver le 21, est situé sur la rive gauche de la Sprée, fort au-delà de Klix, derrière les mamelons qu'occupaient les Prussiens. Ainsi l'intention de l'empereur était de faire arriver, le 21 au matin,

(1) Lettre de l'empereur au major-général. (Dépôt de la guerre.)

les 90,000 hommes du maréchal Ney sur les derrières de l'armée alliée, de l'obliger à évacuer toutes ses positions, et, si elle s'obstinait à les défendre, de l'envelopper dans les replis de ses nombreuses colonnes et de ne lui laisser d'autre alternative que de se jeter dans les gorges de la Bohême, pays neutre, ou de passer sous les fourches caudines. Cette grande manœuvre circulaire, une des plus belles qu'ait conçues son génie et dont les deux points extrêmes étaient Luckau et Dressa, exigeait au plus haut degré les qualités qui distinguaient le maréchal Ney, une intelligence qui s'illuminait au milieu du feu, une précision merveilleuse, et dans l'action une impétuosité irrésistible. L'affermissement de notre suprématie dans le monde, pour le moment ébranlée, devait être le prix du succès de cette opération.

Le général Bertrand, ayant reçu l'ordre de protéger le mouvement du maréchal Ney, envoya à sa rencontre la division italienne du général Pery, forte d'environ 12,000 hommes. De leur côté, les alliés, informés qu'un corps d'armée français s'approchait, détachèrent contre lui Barclay de Tolly avec 15,000 Russes, et York avec 12,000 Prussiens. Barclay de Tolly surprit à Kœnigswartha la division italienne, lui prit tous ses canons, 2,000 hommes, et mit le reste en fuite; mais à ce moment Kellermann ouvrait la marche du 5e corps et débouchait sur Barclay de Tolly. Celui-ci, ne se jugeant pas assez fort pour engager la lutte, se replia sur Klix. Lauriston continua de s'avancer, rencontra à Weissig les 12,000 Prussiens d'York, les attaqua avec une grande vigueur, leur tua ou blessa 5,000 hommes, et obligea le général prussien à rentrer dans ses lignes.

Les ordres donnés par l'empereur au maréchal Ney n'avaient été exécutés que d'une manière incomplète. Le duc de Bellune et le général Sébastiani n'avaient pu, par des causes diverses, se réunir à la colonne du prince de la Moskowa, qui se trouva dès-lors réduite de 90,000 à 65,000 hommes et divisée en trois corps : le 3e, le 5e et le 7e. Le 20 au soir, ces corps d'armée occupaient les positions suivantes : le 5e, qui ouvrait la marche, était à Weissig, le 3e à Markansdorf, et Régnier avec le 7e à une lieue en arrière.

Le 20, de grand matin, Napoléon donna le signal, et la bataille s'engagea sur toute la ligne. Oudinot, Macdonald, Marmont, Mortier, Soult et Bertrand franchirent la Sprée, Oudinot à Grabschutz, Macdonald sur le pont de pierre de Bautzen, Marmont sur un pont de chevalets jeté au-dessus de la ville. Au bout de quelques heures, toute l'armée avait franchi la rivière et chassé les Russes et les Prussiens de Bautzen et d'une partie des positions qu'ils occupaient le matin. C'était principalement sur la droite que l'empereur avait concentré ses plus énergiques efforts. Afin de mieux dissimuler aux alliés

le point où il voulait les frapper, il avait opéré comme s'il ne se proposait d'autre but que de percer à travers la ligne des Russes, sur la route de Wurtchen à Hochkirch, et de les couper de la Bohême. Oudinot, à la tête du 12e corps, dirigea ses attaques de ce côté avec une énergie extrême, gravit, sous une grêle de balles et sous la mitraille, les pentes escarpées de la montagne, en atteignit la crête, et refoula Miloradovitch sur la seconde ligne, à 2,000 toises en arrière. Cette heureuse manœuvre eut tous les effets que s'en était promis l'empereur. Les alliés se persuadèrent que le point de leur ligne le plus immédiatement menacé était celui qu'occupait Miloradovitch, et lui envoyèrent, pour le renforcer, le corps tout entier du prince Eugène de Wurtemberg.

La journée du 20 n'avait fait que préparer le combat sanglant du lendemain. Le 21, de grand matin, la lutte recommença avec une furie extrême entre les troupes de Miloradovitch et celles d'Oudinot. Au centre et à notre gauche, Marmont et Bertrand attaquèrent de front, mais sans trop s'engager, les positions qu'occupaient les généraux Kleist, York et Blücher. La garde, les escadrons de Latour-Maubourg et l'artillerie de réserve se concentrèrent derrière nos lignes du centre, qui ne devaient s'élancer que lorsque le prince de la Moskowa se trouverait en mesure d'assaillir à revers les mamelons de Klein-Bautzen. Le 21 au matin, les 5e et 3e corps débouchèrent sur Klix, puis se divisèrent. Ney, afin de couvrir sa gauche, dirigea Lauriston avec deux de ses divisions sur Gottameld et Baruth, plaça en flanqueurs derrière les marais de Malschwitz la division Maison, également du 5e corps; puis, de sa personne, il se porta sur le moulin de Glein, dans la direction de Preititz, qui était situé tout à fait sur le revers des positions qu'occupaient les Prussiens. C'est au moulin de Glein qu'il reçut une dépêche de l'empereur, écrite au crayon, à huit heures du matin, qui lui enjoignait de se trouver à onze heures au village de Preititz. L'officier chargé de porter cette dépêche ne put rejoindre le maréchal et la lui remettre qu'à dix heures. Ney n'avait encore à ce moment sous sa main que la division Souham. Les quatre autres divisions de son corps s'avançaient par échelons trop espacés. Régnier et le 7e corps ne pouvaient être rendus sur le terrain que vers une heure, et Lauriston opérait dans la direction de Baruth, où il n'y avait pas d'ennemis. Ney envoya partout des ordres à ses quatre divisions et à Régnier de hâter leur marche, à Lauriston de revenir en toute hâte sur ses pas afin de prendre part à l'attaque de Preititz, puis il détacha la division Souham, chargée de reconnaître la position de Preititz. Cette division, saisie entre les troupes de Barclay de Tolly, qui se repliaient devant la colonne du maréchal Ney, et par celles du général Kleist, envoyées au secours du général russe, n'étant pas suf-

fisamment soutenue, fut écrasée et ramenée. Ce ne fut qu'à une heure de l'après-midi que le maréchal Ney put opérer son mouvement sur Preititz et s'en emparer. Un temps irréparable avait été perdu. Blücher, averti qu'une armée tout entière débouche sur ses derrières et menace la seule ligne de retraite qu'aient les alliés, envoie au secours de Kleist et de Barclay de Tolly une partie de son infanterie, 20 escadrons et 20 pièces de canon, arrête par ce grand coup les progrès de Ney, puis il fait savoir à Wittgenstein, à Miloradovitch et au prince Eugène de Wurtemberg le danger qui les menace tous.

Dans ce même moment, l'empereur venait d'ordonner une attaque générale contre le front de l'ennemi. Tout s'ébranle en même temps : Marmont, Mortier, Bertrand, Soult, la garde, les escadrons de Latour-Maubourg s'élancent impétueusement, gravissent les hauteurs de Kreckwitz et débordent la gauche des Prussiens. Tout plie sous ces efforts concentriques. Blücher, assailli de tous côtés, rallie ses colonnes, descend précipitamment, mais sans désordre, des hauteurs qu'il vient de défendre avec une énergie héroïque, gagne Pürchwitz, puis la route de Wurtchen, qui est libre, et effectue sa retraite sur Reichenbach; il est sauvé. Ce mouvement fut opéré avec une telle précision, que Ney ne s'en aperçut pas, et lorsque ce maréchal arriva sur les mamelons de Klein-Bautzen, les Prussiens n'y étaient plus.

De leur côté, Miloradovitch et le prince Eugène de Wurtemberg avaient obtenu de grands succès sur les troupes d'Oudinot. Ils avaient pour eux la supériorité du nombre, une artillerie considérable, l'avantage de leur position, qui dominait la nôtre, et d'où leurs feux plongeaient sur nos bataillons et y semaient la mort. Après une lutte acharnée, dans laquelle la division Pacthod se couvrit de gloire, ils étaient parvenus à reprendre tous les points dont nous nous étions emparés la veille, et à nous ramener au pied de la montagne, lorsque les avis de Blücher leur apprirent qu'ils n'avaient pas un instant à perdre pour gagner Wurtchen et Hochkirch et se sauver. Barclay de Tolly, avec un courage qu'on ne peut trop admirer, se dévoua pour assurer le salut de l'armée russe. Placé sur les hauteurs de Belgern, il opposa une barrière infranchissable aux attaques successives des troupes de Lauriston et de Régnier.

La victoire que nos armes venaient de remporter à Bautzen était glorieuse, mais aussi incomplète que celle de Lutzen, et elle nous avait coûté aussi cher, environ de 20 à 25,000 hommes, tant tués que blessés.

L'opération confiée au prince de la Moskowa ne produisit point tous les résultats que s'en était promis l'empereur. Le défaut de cette belle combinaison, c'était d'avoir été conçue sur une échelle trop vaste. La distance que le maréchal avait à parcourir en trois jours

étant très grande, il en résulta que lorsque ses divisions atteignirent Kœnigswartha, elles étaient déjà harassées. Dès-lors le moindre incident devait faire échouer tout le plan. C'est précisément ce qui arriva. Les alliés, en dirigeant contre la colonne de Ney les généraux York et Barclay de Tolly, ralentirent sa marche, et les divisions des 3e et 7e corps arrivèrent trop tard sur le terrain pour porter les coups décisifs. En outre, soit qu'il ne connût pas suffisamment son champ de bataille, ou plutôt que l'empereur, qui ne put lui donner d'instructions verbales, eût laissé trop de latitude à son initiative, le maréchal Ney manqua évidemment dans cette journée de coup d'œil et de précision. La mauvaise direction qu'il donna à deux des trois divisions du 5e corps fut une faute considérable (1), et Blücher put se dérober à ses coups sans qu'il l'eût seulement soupçonné. Par une bizarrerie singulière, et qui atteste le vice d'exécution de l'opération, ce furent les 65,000 hommes du maréchal, destinés à ramasser à Klein-Bautzen les débris de l'armée prussienne, qui eurent à combattre le moins d'ennemis, et qui firent conséquemment le moins de pertes. Des trois corps dont se composait la colonne, un seul, le 3e, avait été sérieusement engagé et avait payé glorieusement sa dette; mais le 5e corps ne perdit que 261 hommes, dont 61 tués, et le 7e 400, tandis que le corps de Bertrand (4e) en perdit 6,813, dont 1,277 tués, ceux d'Oudinot (12e) et de Macdonald (11e), chacun environ 7,000.

Les alliés avaient déployé dans cette terrible journée du 21 mai une intrépidité froide et intelligente. De même qu'après Lutzen, ils se retiraient vaincus, mais non rompus, surtout les Prussiens, et dans une attitude de fermeté qui devait enhardir à Vienne les cœurs les plus timides. En définitive, le résultat le plus net de cette bataille de Bautzen, qui, si la grande manœuvre conçue par le génie de l'empereur avait été exécutée comme il l'avait conçue, eût mis encore une fois le continent à ses pieds, était de rendre l'Autriche l'arbitre suprême de la situation.

II.

Les journées du 18 et du 19 mai s'étaient écoulées sans qu'il eût été répondu à la lettre par laquelle le duc de Vicence avait sollicité l'honneur d'être introduit auprès de l'empereur Alexandre. Le 22 au matin, un parlementaire russe se présenta à nos avant-postes et remit à M. de Caulaincourt la réponse du comte de Nesselrode. Ce ministre l'informait que l'empereur Alexandre, quelque plaisir qu'il aurait eu à lui exprimer les sentimens qu'il lui conservait personnel-

(1) Rapport du général Lauriston, commandant du 5e corps. (Dépôt de la guerre.)

lement, regrettait de ne pouvoir l'admettre à son quartier-général, et l'invitait à lui faire, par l'entremise du cabinet autrichien, la communication dont il était chargé. Cette voie, lui disait-il, était la seule par laquelle il lui fût possible désormais de recevoir des communications de la France. A cette lettre officielle en était jointe une autre personnelle, datée du 21 au soir, par laquelle M. de Nesselrode s'excusait de n'avoir pu adresser plus tôt sa réponse au duc de Vicence, le combat étant déjà engagé le 20, au moment où il allait la lui expédier. M. de Caulaincourt transmit immédiatement les deux lettres à son souverain et demanda de nouveaux ordres. Napoléon lui enjoignit d'insister pour être admis : le duc fit le 26 une seconde tentative; mais elle fut aussi infructueuse que l'avait été la première. Une telle persistance à refuser de recevoir notre envoyé était un fâcheux symptôme.

Avant la bataille de Bautzen, Napoléon avait loyalement exprimé au comte de Bubna le vœu que l'on pût conclure un armistice et ouvrir des négociations. Aussitôt après la bataille, l'Autriche, avec une dextérité qui nous devint fatale, entra brusquement en scène, fit connaître aux souverains alliés le vœu de l'empereur des Français, et le 22 mai le comte de Stadion informa le major-général que l'empereur de Russie et le roi de Prusse étaient disposés à négocier une suspension d'armes et *à réunir un congrès sous la médiation de l'empereur d'Autriche*. Ainsi la négociation d'un armistice et la réunion d'un congrès se présentaient aujourd'hui concurremment avec l'offre de la médiation armée de l'Autriche. De toutes les combinaisons, il ne pouvait s'en trouver une d'un caractère plus insidieux et d'une portée plus dangereuse pour nos intérêts que celle imaginée par M. de Metternich. Les questions étaient posées dans des termes tels qu'il n'y avait pas à songer à les disjoindre : il fallait tout accepter ou tout refuser à la fois et prendre un parti immédiatement.

Les alliés étaient sortis meurtris et très affaiblis du choc de Bautzen. L'armée russe surtout était en proie à une véritable dissolution, due autant à l'incapacité administrative de son général en chef qu'à l'échec qu'elle venait d'essuyer. Le comte de Wittgenstein avait laissé dépérir tous les services, et il en était résulté une mortalité effrayante et un grand découragement parmi ses troupes. Les souverains l'accusaient en outre d'avoir négligé les avis qui lui avaient été transmis, avant la dernière bataille, sur la marche et la force de la colonne du maréchal Ney, de n'avoir donné à Barclay de Tolly, chargé de l'arrêter, qu'un corps de troupes insuffisant, et d'avoir ainsi, par son incurie, compromis le sort de l'armée. L'empereur Alexandre lui enleva le commandement, et fit un acte de réparation et de haute justice en le rendant à l'ancien ministre de la guerre, au général

Barclay de Tolly. A peine le nouveau généralissime eut-il pris connaissance de l'état des choses, qu'il déclara à l'empereur Alexandre et aux généraux prussiens qu'à moins que l'Autriche ne se prononçât immédiatement en faveur des alliés, ou que l'empereur Napoléon ne consentît à signer un armistice, il lui serait absolument impossible de tenir plus longtemps la campagne. Il manquait, dit-il, de manutentions pour nourrir ses soldats, d'ambulances pour soigner ses blessés, de cartouches pour se battre. L'Autriche paraissait animée des meilleures dispositions, mais elle ne donnait encore que des promesses; le sort d'une grande armée ne pouvait rester subordonné à la décision d'une puissance temporisatrice et méthodique par principes comme par habitude, et à la conclusion douteuse d'un armistice. En conséquence il allait prendre ses mesures pour effectuer aussitôt sa retraite sur la Haute-Vistule.

A cette déclaration, tous les généraux prussiens, Blücher, York, Kleist, Gneisenau, Müfling, témoignèrent autant de surprise que de douleur. Le général Müfling parla en leur nom comme au sien. Il représenta au généralissime russe que le sort de l'Europe dépendait du parti que prendrait l'Autriche, que selon toute vraisemblance les négociations qui allaient s'ouvrir n'aboutiraient point à la paix, et qu'à l'issue l'Autriche joindrait ses armes à celles de la Russie et de la Prusse, mais que très certainement elle ne prendrait ce parti qu'autant qu'elle pourrait compter sur l'appui immédiat de l'armée des alliés; qu'à coup sûr, si cette armée s'éloignait de ses frontières et la laissait abandonnée à ses propres forces, elle n'aurait point la témérité de se déclarer; qu'il ne lui resterait plus qu'à se faire pardonner par la France ses velléités de résistance; que dès-lors Napoléon s'attacherait à la poursuite des alliés, dégagerait aisément le grand-duché de Varsovie, et se retrouverait bientôt dans la même attitude de force et de suprématie que celle qu'il avait au commencement de 1812. Ces représentations n'ébranlèrent point la résolution prise par le général Barclay de Tolly. Avant de se dévouer aux intérêts allemands, il se devait, disait-il, à son pays; il était responsable vis-à-vis de son souverain et de la Russie entière du sort de l'armée, et à moins qu'on ne réussît à conclure un armistice, il n'y avait de salut pour elle que dans une prompte retraite sur la Haute-Vistule. Les derniers mots du général Barclay furent : « Dans six semaines, je serai de retour; en attendant, défendez-vous avec fermeté. »

La victoire remportée par nos armes à Bautzen avait donc produit un résultat considérable; elle avait constaté une fois de plus l'impuissance absolue dans laquelle se trouvaient les Russes et les Prussiens de continuer seuls la lutte avec nous. Malgré l'énergie des pas-

sions nationales qui remplissaient le cœur des chefs comme des soldats, ils s'avouaient vaincus, et venaient en suppliants conjurer l'Autriche de les sauver en réunissant ses armes aux leurs.

En définitive, le sort de nos ennemis, et, il faut bien le reconnaître, le nôtre également, allaient dépendre des décisions que prendrait l'Autriche. La question pour nous se posait dans des termes fort simples. Dans le cas où nous refuserions de négocier un armistice et de reconnaître la médiation, à quel parti s'arrêterait cette puissance? se déclarerait-elle immédiatement en faveur des alliés, ou nous laisserait-elle les poursuivre et les accabler? L'Autriche n'a dit son secret à personne, et l'on ne peut donner que des appréciations conjecturales. Il y a deux faits qui sont acquis à l'histoire : le premier, c'est qu'au moment où s'était livrée la bataille de Bautzen, l'Autriche n'avait pas encore arrêté définitivement avec les alliés les conditions de la pacification continentale; cette formalité ne fut accomplie que cinq semaines plus tard, le 27 juin, par un traité qui fut signé à Reichenbach. Le second, c'est que l'Autriche n'avait point achevé alors ses préparatifs : ses corps étaient loin d'avoir atteint leur effectif complet de guerre, et l'armée, prise dans son ensemble, avait besoin de quelques mois encore pour acquérir toute l'unité et toute la solidité désirables.

A ne juger que ces faits, il semble qu'il ne pouvait rester de doute sur le parti que nous avions à prendre, qu'il fallait pousser les alliés l'épée dans les reins et ne nous arrêter que sur le Niémen; mais d'autres circonstances très significatives méritaient également d'être prises en sérieuse considération. Depuis cinq mois, l'Autriche tendait outre mesure tous les ressorts de sa puissance militaire : elle avait rappelé tous les vieux soldats de 1809, auxquels était venue se joindre une jeunesse impatiente de concourir avec ses frères d'armes du nord à la délivrance de l'Allemagne. Elle avait une artillerie nombreuse, une cavalerie magnifique, des cadres d'officiers et des généraux qui avaient fait presque tous la grande guerre, enfin 100,000 hommes parfaitement armés, équipés, et tout prêts à déboucher de la Bohême. Nous, de notre côté, nous avions fait à Lutzen et à Bautzen des pertes énormes, et il nous fallait absolument plusieurs semaines pour combler les vides que les combats, les marches forcées et les maladies avaient opérés dans nos rangs. Des 180,000 hommes avec lesquels nous avions fait la première campagne de Saxe, il nous en restait à peine 120,000 valides. L'artillerie avait extrêmement souffert, et nous n'avions point de cavalerie. Dans un tel état de choses, était-il admissible qu'après avoir attiré les alliés sur ses frontières, qui pouvaient devenir pour eux un tombeau si elles ne s'abaissaient pour leur ouvrir un re-

fuge, l'Autriche les eût lâchement livrés au bras du vainqueur de Bautzen? A l'heure suprême, eût-elle failli à elle-même au point de laisser échapper la plus belle occasion qui se fût encore présentée de recouvrer, les armes à la main, tout ou partie de ce qu'elle avait perdu dans les dernières guerres? Le doute à cet égard était tout au moins légitime. Napoléon n'ignorait pas qu'en négociant et en signant un armistice, il allait donner à ses ennemis le temps d'appeler toutes leurs réserves, à l'Autriche d'accroître démesurément ses forces, aux trois puissances de s'entendre et de former une triple alliance contre laquelle il lui serait très difficile de lutter. Cependant tous ces périls, si grands qu'ils fussent, lui parurent moins redoutables que celui d'exposer sa jeune et bouillante armée au choc immédiat des forces réunies de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche. Une suspension d'armes lui donnerait le temps de concentrer sur l'Elbe les 180,000 soldats qu'il avait levés pendant l'hiver et qui venaient de compléter leur organisation, de renforcer ses armes spéciales, notamment l'artillerie et la cavalerie. C'était surtout le manque de cavalerie qui l'avait empêché de recueillir de grands résultats de ses dernières victoires, et il jugeait impraticable d'entrer en guerre avec l'Autriche, s'il n'était pas en mesure d'opposer à cette puissance de nombreux escadrons. Enfin l'armistice ouvrait à tous une chance de pacification. L'empereur Napoléon avait trop d'intérêt au rétablissement de la paix pour ne pas la désirer avec ardeur : il ne voulut point assumer sur lui la responsabilité d'un refus dont ses ennemis n'eussent pas manqué d'abuser pour le signaler à la réprobation de ses peuples et de l'Europe entière. Il consentit donc à négocier un armistice, et en instruisit le comte de Stadion. L'empereur de Russie nomma commissaire pour en discuter les conditions le comte de Schouvalof, le roi de Prusse le général Kleist, et l'empereur Napoléon le duc de Vicence.

Cependant les Français poussaient devant eux, l'épée dans les reins, l'armée des alliés. A chaque pas en quelque sorte, ceux-ci se retournaient, prenaient une fière contenance, comme s'ils avaient résolu d'accepter une nouvelle bataille, puis ils continuaient leur retraite, au grand dépit de Napoléon. « Comment, disait-il, après une telle boucherie aucun résultat, point de prisonniers! Ces gens-là ne me laisseront pas un clou! » C'est dans un de ces nombreux combats livrés par l'arrière-garde ennemie qu'un boulet perdu, après avoir tué roide le général Kirgener, alla frapper mortellement le grand-maréchal du palais, duc de Frioul. Un moment auparavant, il galopait à cheval sur la chaussée, à côté de l'empereur. Ce fut le duc de Plaisance qui vint annoncer à Napoléon cette triste nouvelle. « Duroc! s'écria l'empereur, mais cela n'est pas possible, il

était tout à l'heure près de moi! » Le grand-maréchal fut transporté dans une maison du village de Mackersdorf. L'empereur s'y rendit, et là il se passa une scène déchirante. L'émotion de l'empereur était très vive, et Duroc, se sentant mourir, n'avait que des paroles d'affection et d'attendrissement pour l'ami dont il allait être à jamais séparé. Il eut le courage sublime de lui demander de s'arracher de ses bras et de retourner près de ses soldats. Napoléon embrassa une dernière fois son cher et fidèle compagnon d'armes, et sortit le cœur brisé de douleur.

Duroc est, après Desaix, l'homme que Napoléon a le plus aimé. D'autres ont eu des qualités plus brillantes, ou lui ont rendu des services plus éclatans : aucun n'a porté à sa personne un attachement plus désintéressé et plus profond. Discret sans froideur, délié et ouvert tout ensemble, d'une noble simplicité dans ses manières, plein de droiture et de modération, trop modeste pour se croire le droit de donner des conseils, trop dévoué néanmoins pour se taire lorsque sa conscience lui commandait de parler, il fut constamment pour l'empereur un ami bien plus qu'un courtisan, et, sans y prétendre, il avait pris peu à peu sur son souverain un ascendant que nul, avant ni après lui, n'a égalé.

La ligne naturelle de retraite des alliés était sur l'Oder ou sur la Haute-Vistule : en suivant l'une ou l'autre de ces directions, ils maintenaient leurs communications soit avec la Prusse, soit avec la Russie; mais, au lieu de se retirer vers le nord, ils gagnèrent la Haute-Silésie, et restèrent constamment en contact avec la frontière septentrionale de la Bohême, découvrant ainsi Berlin, Kalisch, Varsovie, les lignes de l'Oder et de la Vistule. C'était se mettre entièrement à la merci de l'Autriche. Il y avait là pour nous une sinistre révélation. Comment désormais douter que le pacte fatal entre les alliés et cette puissance ne fût, sinon conclu, du moins bien près de l'être? Le 23, l'armée française passa la Neiss à Gœrlitz, la Bober le 25, et la Katzbach le 27. L'ennemi ne tenait nulle part; rivières, fleuves, montagnes, les plus belles positions défensives, il négligeait tout pour échapper au danger d'une nouvelle bataille et se serrer contre la Bohême. L'empereur Napoléon arriva le 27 à Lignitz, s'y arrêta quelques jours, et, divisant l'armée en deux grandes colonnes, dirigea celle de gauche, conduite par Ney, Lauriston et Régnier, sur Breslau, tandis qu'avec le reste de ses corps il se porta sur Schweidnitz.

Les commissaires choisis pour négocier l'armistice se réunirent d'abord à l'abbaye de Wahlstadt, près de Lignitz, et échangèrent leurs pleins pouvoirs. Les instructions des commissaires russe et prussien portaient que l'empereur de Russie et le roi de Prusse avaient consenti à un armistice « pendant lequel la puissance médiatrice ferait con-

naître les propositions destinées à servir de bases à la pacification. » Plus tard, les conférences furent transférées au village de Plesswick. Les prétentions élevées par les alliés étaient excessives, notre résistance opiniâtre, les discussions véhémentes et interminables, et plus d'une fois, après des débats de quinze et même de vingt-quatre heures, on fut sur le point de se lever et de tout rompre. Les commissaires russe et prussien ne voulaient nous laisser occuper ni Breslau, dont nous étions maîtres, ni Hambourg, dont le prince d'Eckmühl était sur le point de s'emparer, et ils refusaient de prolonger au-delà d'un mois la durée de l'armistice, tandis que Napoléon demandait qu'elle fût étendue jusqu'au 20 juillet. Il est à remarquer que dans ces conférences préliminaires, où les trois puissances laissèrent pressentir leurs dispositions, ce fut l'empereur Napoléon qui fit toutes les concessions. Les alliés ne voulurent céder sur rien. Ainsi il renonça à prolonger l'occupation de Breslau, et quant à Hambourg, il se borna à demander que cette ville restât dans la situation où elle se trouverait au moment où serait signé l'armistice; mais il exigea formellement que la durée de la suspension d'armes fût prolongée jusqu'au 20 juillet, et que les hostilités ne pussent recommencer que le 1er août. Ce fut là son ultimatum. « Il ne faut pas se dissimuler, écrivait-il de Newmarck, le 3 juin, au duc de Vicence, que l'armistice tel que je le propose n'est pas honorable pour moi. Pourquoi en effet, pour un armistice de six semaines, abandonner un pays de l'importance de Breslau? C'est moi qui abandonne tout, l'ennemi rien. L'ennemi voudrait-il m'humilier en me chassant par un armistice d'une ville dans laquelle je suis entré par le résultat d'une bataille? La neutralisation de cette ville, c'est tout ce que l'honneur peut accorder. Quant au délai de l'armistice, le terme proposé est une insulte. Ne dirait-on pas que je suis dans une place assiégée? Je veux un armistice, mais je le veux en homme d'état, en souverain. Je veux négocier la paix, et non la recevoir comme une capitulation. Les ennemis se trompent, s'ils espèrent qu'il en sera autrement que par le passé; l'expérience leur a prouvé qu'ils s'étaient trompés constamment. Prévenez-les qu'ils seront battus après la première rencontre, que je resterai maître de Breslau, où j'aurai de bons cantonnemens, que je serai maître de Berlin, que j'ai avec moi et derrière moi des forces telles que rien ne peut m'empêcher d'arriver de tous côtés sur l'Oder, que je ne fais aucun cas de tout le terrain qu'ils me donnent, et que je comprends très bien que c'est moi qui donne tout; qu'enfin j'ai été jusqu'aux limites de ce que l'honneur me permettait de faire. »

La rupture semblait imminente; les maréchaux avaient été invités à se tenir prêts à marcher au premier ordre. M. de Narbonne dut

en informer le cabinet de Vienne, afin que, dans le cas où des corps alliés voudraient chercher un refuge en Bohême, il fût pris des mesures pour les en repousser. Les choses étaient dans cet état critique, lorsque tout à coup, inspiré sans aucun doute par le désir d'assurer la conclusion d'un armistice qui seul pouvait sauver les alliés et lui épargner à lui-même le danger d'une rupture prématurée, l'empereur d'Autriche quitta Vienne et se transporta au château de Gitschinn, situé sur la frontière de Bohême. Il intervint personnellement auprès des souverains alliés et leur fit comprendre l'immense intérêt qu'ils avaient tous à gagner du temps. Grâce à ses vives instances, ils consentirent à ce que la durée de l'armistice fût étendue jusqu'au 20 juillet, que la ville de Breslau fût neutralisée, et que celle de Hambourg restât occupée par celle des deux armées qui s'en trouverait en ce moment maîtresse. La convention qui réglait ces conditions fut signée le 4 juin à Plesswick et ratifiée le 5. L'empereur Napoléon chargea le colonel de Flahaut et le marquis de Moustier d'en assurer l'exécution, puis il retourna à Dresde. En quittant Newmarck, il dit : « Si les alliés ne veulent pas de bonne foi la paix, cet armistice peut nous devenir bien fatal. » La même pensée l'a poursuivi à Sainte-Hélène. Faisant un triste retour sur cette année 1813 qui a décidé de sa destinée, le prisonnier de Sainte-Hélène a condamné le parti qu'il avait pris : « J'ai eu tort, disait-il à ses compagnons de captivité, de consentir à l'armistice, car si j'eusse continué de marcher en avant comme je le pouvais, l'empereur mon beau-père n'eût pas pris parti contre moi. » Il est entré plus d'amertume que de vérité dans cette appréciation, et les considérations d'ordre supérieur qui, dans cette phase si critique de sa vie, ont inspiré sa détermination semblent justifier complétement sa conduite.

Napoléon était à peine de retour à Dresde, qu'il reçut la visite du comte de Bubna. L'envoyé de l'empereur d'Autriche vint lui annoncer que décidément on ne pouvait plus espérer que l'Angleterre concourût à l'œuvre de la paix, qu'elle élevait des prétentions exorbitantes, qu'elle poussait l'exigence au point de trouver les conditions du traité de Lunéville trop favorables à la France, et que l'on se contenterait pour le moment de faire une paix continentale. Puis M. de Bubna exposa le mode de négociation que sa cour désirait adopter. Les plénipotentiaires de Russie et de Prusse remettraient entre les mains de M. de Metternich la substance de leurs propositions; l'empereur Napoléon lui ferait également connaître les bases sur lesquelles il était disposé à traiter, et le ministre médiateur se chargerait de porter à la connaissance des uns les propositions des autres. De cette manière, le médiateur centraliserait dans ses mains tous les travaux de la négociation. Napoléon repoussa énergiquement

ce mode de procéder. Il allégua qu'il était contraire à tous les usages pratiqués jusqu'à ce jour, qu'il n'avait été suivi qu'une seule fois, au congrès de Teschen, sous l'influence de circonstances qui n'avaient aucune analogie avec celles du moment. Il fit observer que si un tel système était adopté, l'empereur d'Autriche ne serait plus simplement médiateur, mais arbitre. Il entendait que les plénipotentiaires des puissances belligérantes pussent débattre librement, contradictoirement et en conférences verbales, devant le médiateur, les conditions de la pacification. Il espérait, et c'était son droit, profiter des chances que lui présenterait une discussion franche et animée pour jeter la désunion entre les alliés et l'Autriche et attirer à lui la Russie.

D'autres points encore furent traités avec M. de Bubna. On l'invita à indiquer le lieu où se réunirait le congrès : il désigna, sans la proposer formellement, la ville de Prague. Enfin, interrogé de nouveau sur la manière dont sa cour entendait concilier son rôle de médiatrice avec les obligations qu'elle avait contractées par le traité d'alliance, il déclara n'avoir point de pouvoirs suffisans pour signer une convention qui déterminerait celles des stipulations du traité du 14 mars 1812 dont l'exécution pourrait être suspendue. Un langage si plein de réticences, tant de lenteurs qui semblaient calculées, laissaient soupçonner qu'à Gitschinn il y avait plus d'envie de gagner du temps que de travailler sérieusement à l'œuvre de la paix. L'empereur Napoléon était impatient de dissiper ces obscurités; il ordonna au duc de Bassano d'écrire directement à M. de Metternich et de lui demander des éclaircissemens sur les points traités avec M. de Bubna.

Dans le moment où les souverains alliés acceptaient la médiation de l'Autriche, ils recevaient dans leurs camps deux envoyés de l'Angleterre, lord Cathcart et sir Charles Stuart, et prenaient avec eux des engagemens de la portée la plus étendue, du caractère le plus hostile contre la France, et qui semblaient exclure de leur part toute disposition sérieuse à la conciliation. Deux traités d'alliance et de subsides furent conclus à Reichenbach par ces plénipotentiaires le 14 et le 15 juin, l'un avec la Prusse, l'autre avec la Russie. Par le premier, l'Angleterre, afin de subvenir à l'entretien d'une armée de 80,000 hommes, s'engagea à payer au roi de Prusse, dans les six derniers mois de l'année 1813, un subside de 666,666 livres sterling et à rétablir la monarchie prussienne dans des conditions d'étendue territoriale et de population au moins égales à celles qu'elle possédait avant la guerre de 1806. De son côté, le roi promit de détacher de ses possessions en Basse-Saxe et de céder à l'électorat de Hanovre un territoire contenant une population de 300,000

âmes, nommément l'évêché de Hildesheim. Par le traité signé le 15, la Russie et l'Angleterre promirent : la première, d'entretenir constamment sur pied une armée de 180,000 hommes (article 1er), la seconde, de payer à la Russie, jusqu'au 1er janvier 1814, la somme de 1,333,334 liv. sterl., et de pourvoir, par un nouveau subside de 500,000 liv. sterl., à l'entretien des vaisseaux russes mouillés en ce moment dans ses ports, et dont elle pourrait se servir contre l'ennemi commun (art. 2 et 3). Les deux puissances convinrent d'émettre, pour une somme de 5,000,000 de liv. sterl., un papier-monnaie qualifié *argent fédératif*, et qui serait garanti par la Grande-Bretagne, la Russie et la Prusse (art. 4). Par l'art. 7, *l'Angleterre et la Russie s'engagèrent à ne point négocier séparément avec la France.*

Il fut signé le 27 juin, à Reichenbach, entre l'Autriche, la Russie et la Prusse, un troisième traité d'alliance éventuelle qui précisa dans quel esprit et quelle mesure devrait s'exercer l'action de la puissance médiatrice. Par l'article 1er, l'empereur d'Autriche s'engagea à déclarer la guerre à la France, si au 20 juillet cette puissance n'avait point accepté les conditions arrêtées par sa majesté impériale. Sauf de très légères modifications, ces conditions étaient les mêmes que celles que M. de Metternich avait communiquées le 8 mai au comte de Narbonne. La durée de l'armistice ayant été prolongée de vingt jours, les trois puissances fixèrent d'un commun accord la date de la déclaration éventuelle de l'Autriche au 10 août. Les trois puissances s'engagèrent, par l'article 5, à tenir au grand complet, pendant toute la durée de la guerre, l'Autriche 150,000, la Russie également 150,000, la Prusse 80,000 hommes. Les trois puissances se promirent mutuellement, par l'article 9, de n'écouter aucune insinuation ni proposition qui leur serait adressée directement ou indirectement par le cabinet français pendant la durée de l'armistice.

Le jour même où le comte de Stadion signait, au nom de l'Autriche, le traité du 27 juin, M. de Metternich arrivait à Dresde. Il y venait ostensiblement pour régler certains points préliminaires sur lesquels les deux cabinets n'avaient pu parvenir encore à s'entendre, et à l'occasion desquels le duc de Bassano lui avait écrit directement le 15 juin. En réalité, il venait conférer avec l'empereur Napoléon, lui faire connaître les dispositions des souverains et le presser d'accepter les bases de pacification qui allaient lui être définitivement proposées. L'un des points préliminaires à régler était de concilier les obligations du traité du 14 mars 1812, qui garantissait l'intégrité du territoire français, avec les sacrifices exigés de l'empereur. Quelques jours auparavant, M. de Bubna avait admis que certaines dispositions seulement du traité du 14 mars pourraient être réservées. A Dresde, M. de Metternich fut plus explicite : il déclara que, l'attitude du

médiateur ne pouvant se concevoir sans la plus entière indépendance, il était convenable de réserver momentanément le traité tout entier. « De cette manière, dit-il, l'alliance ne sera point rompue, mais seulement suspendue. » C'était jouer sur les mots, et, sous des artifices de paroles, dénouer l'alliance qu'on ne se sentait pas encore le courage de rompre avec éclat. Napoléon jugea indigne de lui de se prêter à de pareilles subtilités. « On ne doit, dit l'empereur à M. de Bassano, considérer ces propositions que comme une renonciation à l'alliance, et c'est ainsi que je l'entends. Répondez à M. de Metternich que nous ne voulons pas rendre notre alliance onéreuse à nos amis, et qu'en conséquence je ne fais aucune difficulté de renoncer au traité. » Le second point était de déterminer le mode de négociations qui serait adopté à Prague. A cet égard, le dissentiment entre les deux cabinets était profond. M. de Metternich insista avec la plus grande force pour que le médiateur fût seul chargé de transmettre aux alliés comme à la France leurs propositions réciproques et écrites. Le duc de Bassano combattit cette prétention avec une égale fermeté. M. de Metternich sentit que, s'il insistait trop fortement, la médiation courrait risque de n'être pas même acceptée, et comme de part et d'autre on désirait l'ouverture du congrès, on sut éviter le danger d'une déclaration trop nettement formulée. M. de Metternich, qui a toujours excellé dans l'art de voiler sa pensée sous le vague et les demi-teintes de la parole, fit des concessions qui étaient dans les mots plus que dans les choses. Il protesta que le médiateur se présenterait non comme *arbitre*, mais comme *conciliateur*. De notre côté, nous ne manquâmes point d'interpréter plus tard cette déclaration comme un engagement précis, et la difficulté fut non pas tranchée, mais simplement ajournée.

Ces discussions étaient un mauvais prélude aux ouvertures d'une nature infiniment plus délicate que M. de Metternich était chargé de faire directement à l'empereur Napoléon. L'irritation de ce souverain était au comble. L'envoyé de l'empereur d'Autriche était l'inspirateur de cette politique tour à tour cauteleuse et menaçante qui avait créé tous les dangers de notre situation, le même qui avait fait le mariage, qui plus tard avait sollicité l'alliance, et qui aujourd'hui venait en personne nous demander de nous humilier. Napoléon, dans un entretien qui ne dura pas moins de dix heures, lui reprocha avec véhémence et dureté tous les torts, toutes les duplicités de sa cour. Il lui déclara que jamais il ne se soumettrait aux conditions qu'elle prétendait lui imposer. Aux violentes sorties de l'empereur, M. de Metternich opposa un calme imperturbable; il rappela que l'empereur son maître n'avait pas cessé depuis six mois de conseiller la paix, qu'il ne pouvait ni rester neutre ni traiter uniquement

au nom de ses intérêts propres; que ses devoirs envers l'Allemagne et l'Europe lui commandaient de faire une paix générale ou continentale. Il énuméra les forces immenses dont allait disposer la coalition, et, faisant appel à la haute raison de Napoléon, il le conjura, au nom de l'humanité, des intérêts de la France et de sa propre conservation, de rendre la paix au monde. On connaît trop les circonstances qui marquèrent la fin de l'entretien, la colère vraie ou feinte de l'empereur, le trait cruel lancé à M. de Metternich. Cette fatale entrevue envenima des rapports déjà fort altérés au lieu de les adoucir; elle mit à nu les situations comme les ressentimens, et remplit tous les cœurs de déceptions, de tristesse et d'amertume.

Il restait à préciser dans un acte régulier les points dont on était convenu verbalement. Des conférences s'ouvrirent entre M. de Bassano et M. de Metternich, et il fut signé, le 30 juin, une convention par laquelle l'empereur Napoléon déclara accepter la médiation offerte par l'empereur d'Autriche (art. 1 et 2). Les plénipotentiaires français, russe et prussien et celui de la puissance médiatrice se réuniraient en congrès à Prague avant le 5 juillet. L'ouverture des négociations fut reportée au 8, et plus tard au 12 de ce mois. Vu l'insuffisance du temps qui restait à courir jusqu'au 20 juillet pour conclure la paix, l'empereur des Français prit l'engagement de ne point dénoncer l'armistice avant le 10 août; de son côté, l'empereur d'Autriche se réserva de faire contracter le même engagement à la Russie et à la Prusse.

Le 9 juillet, il y eut à Trachenberg un grand conseil de guerre auquel assistèrent le prince de Suède Bernadotte et les généraux autrichiens Wacquand et comte de Latour. Le plan de la campagne prochaine y fut discuté et arrêté. Il fut convenu qu'en cas de guerre les puissances opéreraient avec trois grandes armées : l'une, d'environ 120,000 hommes, composée de Suédois, de Russes et de Prussiens, et commandée par le prince de Suède, manœuvrerait entre l'Oder et l'Elbe, et serait chargée spécialement de couvrir Berlin. Blücher, à la tête de 100,000 Prussiens et Russes, se porterait par la Silésie sur Dresde, tandis que 80,000 Russes, sous les ordres de Barclay de Tolly, iraient se réunir en Bohême à 120,000 Autrichiens, et tous ensemble avec les souverains marcheraient également sur Dresde, soit par la rive droite, soit par la rive gauche de l'Elbe. Il fut arrêté que Blücher et Bernadotte s'attacheraient à éviter toute rencontre avec les corps d'armée commandés par l'empereur Napoléon en personne, mais reprendraient au contraire l'offensive dès qu'ils auraient la certitude de ne l'avoir plus devant eux. Napoléon était très exactement informé de tout ce qui se passait dans le camp des alliés; il sut la part qu'avaient prise aux conférences de Reichen-

bach et de Trachenberg le comte de Stadion ainsi que les généraux Wacquand et de Latour, et la violence de ses ressentimens contre l'Autriche s'en accrut.

La Russie et la Prusse nommèrent plénipotentiaires à Prague M. d'Anstett et le baron de Humboldt. La nomination de M. d'Anstett, Français d'origine, frappé à ce titre par nos lois, négociateur des derniers traités signés à Reichenbach et d'une naissance obscure, était un acte significatif qui témoignait du peu de dispositions de l'empereur Alexandre à se réconcilier avec la France. Napoléon en fut très péniblement affecté. Dans sa correspondance confidentielle avec le duc de Bassano, il y revient sans cesse comme sur un fait qui l'étonne et le trouble; il affecte d'y voir une sorte d'insulte faite à sa personne. Lui au contraire nommait pour le représenter à Vienne celui de ses grands officiers qui se recommandait au plus haut degré par ses talens, la dignité de son caractère et de ses manières, son esprit modéré et conciliant, par la haute estime que lui avait témoignée l'empereur Alexandre, le duc de Vicence, et il lui adjoignait son ambassadeur à Vienne, le comte de Narbonne.

Les plénipotentiaires russe et prussien furent exacts au rendez-vous donné : ils arrivèrent le 12 juillet à Prague, et n'y rencontrèrent point le principal plénipotentiaire; ils n'y trouvèrent que le comte de Narbonne. Napoléon avait résolu de n'y envoyer le duc de Vicence qu'après que les commissaires russe et prussien auraient, par un acte régulier, formellement adhéré à la prolongation de l'armistice. Ce n'était qu'un prétexte : l'assentiment donné par le comte de Nesselrode et le baron de Hardenberg à cette prolongation engageait moralement leurs souverains; mais l'empereur était convaincu que le congrès qui allait s'ouvrir serait un vain simulacre, que l'Autriche ne voulait l'attirer à Prague que pour lui montrer les fourches caudines, que les alliés ne s'y rendaient de leur côté que pour empêcher la conciliation et entraîner le médiateur. Toute sa crainte surtout était, en témoignant trop d'empressement pour la paix, d'encourager M. de Metternich à élever ses prétentions. Les alliés pouvaient impunément se mettre à la merci de l'Autriche : leur cause à tous était solidaire. Ils avaient une commune ennemie à abattre, des territoires à recouvrer ou à conquérir, une situation politique à réhabiliter. La France se trouvait, vis-à-vis de la puissance médiatrice, dans une position bien différente; depuis quinze ans, elle l'avait incessamment frappée, humiliée, affaiblie partout, en Italie, en Allemagne, en Galicie. Comment se livrer à sa discrétion sans lui inspirer l'irrésistible tentation d'en abuser? Napoléon pensait que le moyen le plus sûr encore d'arriver à une entente était de prendre une fière contenance, d'affecter pour la paix une sorte d'indifférence,

de se montrer prêt à croiser de nouveau le fer avec l'Autriche, d'éviter par-dessus tout de laisser s'engager aucune question de fond, de gagner du temps et d'épuiser les dernières chances de s'arranger directement avec l'empereur Alexandre. S'il devait renoncer à toute espérance de ce côté, il lui resterait le parti extrême de se retourner vers l'Autriche. Il aimait mieux céder à l'Autriche seule traitant directement avec lui qu'à l'Autriche réunie en congrès à ses ennemis. Il trouvait cette attitude plus digne et plus ferme.

Nous nous expliquons les sentimens de légitime fierté qui déterminèrent l'empereur Napoléon à adopter ce plan de conduite. On ne saurait trop le redire, ce qui venait de se passer à Reichenbach et à Trachenberg avait rempli son cœur d'amertume et l'avait jeté hors de mesure. Un tel système présentait cependant des côtés très périlleux. C'était de la diplomatie plus hautaine que fine, plus faite pour intimider que pour rapprocher. L'idée fixe de Napoléon était toujours de renouveler la scène de Tilsitt. La paix, qu'il désirait avec passion, ne lui semblait vraiment possible et honorable qu'au moyen d'une négociation directe avec le tsar. Toute son attention était concentrée sur l'espèce de congrès militaire réuni à Newmarck; c'était de Newmarck bien plus que de Prague qu'il attendait des indices significatifs des dispositions de la Russie. Malheureusement il poursuivait un fantôme : la haine contre sa personne, l'impatience d'anéantir la suprématie de la France, avaient remplacé dans le cœur de l'empereur Alexandre l'admiration et la sympathie d'autrefois.

D'un autre côté, les circonstances avaient donné à l'Autriche une grandeur de situation incomparable; elle se voyait constituée en quelque sorte le vengeur des nations opprimées. Tous les cœurs et tous les bras étaient tournés vers elle; elle était bien réellement maîtresse de la situation, et puisque nous devions toujours finir par en référer à son arbitrage, le plus sage et le plus sûr eût été de ne pas attendre le dernier moment pour nous expliquer avec elle. La conclusion de la paix était une œuvre si compliquée et si épineuse, le temps fixé pour l'accomplir tellement court, que la prudence conseillait de ne pas perdre un instant : c'était une chose très différente d'avoir vingt-huit jours pour négocier ou de n'en avoir que douze, et il ne fallait pas nous donner vis-à-vis de nos ennemis et du médiateur des torts de forme dont ils ne manqueraient pas d'abuser pour dénaturer nos intentions. Nous qui voulions la paix, il ne fallait pas nous donner l'air de la désirer moins que nos ennemis, qui ne la voulaient pas. L'important surtout était de ne point leur laisser le champ libre à Prague, de ne point nous isoler de l'Autriche, que nous avions tant d'intérêt à ménager; il ne fallait pas non plus prodiguer à la Russie des avances auxquelles elle ne répondait que par ses dédains, et ne point lui fournir par là un moyen de nous aliéner

l'Autriche sans retour. L'intimidation vis-à-vis de cette puissance n'était plus de saison, et c'était un mauvais moyen de nous la ramener que de témoigner peu de cas de ses avis et de son attitude. Depuis longtemps, elle avait compté les innombrables soldats de ses futurs alliés. Elle n'avait plus peur.

Les plénipotentiaires russe et prussien se montrèrent très irrités du retard apporté à l'envoi du duc de Vicence. Ils dirent que l'armistice ne profitait qu'à la France, que Napoléon ne voulait point la paix, et qu'en ajournant indéfiniment l'ouverture du congrès, il se jouait des souverains alliés et de l'empereur d'Autriche. M. de Metternich témoignait la plus vive affliction. Un jour, plus ému que de coutume, il dit à M. de Narbonne que, passé le 10 août, il n'y aurait aucun moyen humain de faire prolonger l'armistice. « Eh quoi! répliqua M. de Narbonne, pas même si l'on était sur le point de s'entendre? — Dans le cas, reprit le ministre autrichien, mais dans le cas seulement où les bases de pacification seraient irrévocablement posées et acceptées, j'espère que la paix ne serait pas impossible. » Napoléon fut très blessé de ce langage. « L'empereur ne veut point être brusqué, écrivit le duc de Bassano à M. de Narbonne le 23 juillet; il veut la paix, mais il n'entend pas qu'on la lui dicte. Si l'Autriche prend un parti décisif, ce sera une nouvelle scène à laquelle il faudra bien se résigner. L'empereur estime l'empereur François; mais ce serait méconnaître votre rôle et altérer votre attitude que de laisser convertir le souverain dont vous tenez les pouvoirs en courtisan de l'empereur d'Autriche. »

A Vienne et dans tout l'empire, l'exaltation guerrière était à son comble. On demandait la guerre comme une réhabilitation; on repoussait la paix comme une honte. Le prince de Schwarzenberg, désigné pour remplir les fonctions de généralissime, s'était fait comme l'interprète des passions nationales, et il n'était occupé qu'à faire oublier par l'ardeur de son zèle ses longues hésitations. Devenu, par position plus que par conviction, l'adversaire passager de M. de Metternich, il blâmait la prolongation de l'armistice, dénonçait la mauvaise foi de Napoléon et la faiblesse du premier ministre. « Triste jouet de sa vanité, disait-il, M. de Metternich ne sait rien faire à propos, et perd tout par sa funeste temporisation. » Il alla jusqu'à déclarer que si l'armistice était prolongé au-delà du 10 août, il déposerait son commandement.

Après d'interminables débats, les commissaires russe et prussien signèrent enfin à Newmarck, le 27, la convention militaire qui fixait au 10 août le terme de l'armistice, et qui réglait le mode d'approvisionnement des places de guerre. Il ne restait plus que quatorze jours pour mener à bien l'œuvre la plus délicate qui fut jamais.

Le duc de Vicence partit ce même jour 27 pour Prague. Les in-

structions qui lui furent remises le 21 sont un document historique des plus précieux. Les plénipotentiaires français devaient d'abord demander la base de l'*uti possidetis ante bellum*, puis procéder d'après ce principe que l'Autriche, en qualité de médiatrice, ne devait rien demander, ni rien obtenir. « L'intention de l'empereur Napoléon, disait M. de Bassano, est de négocier avec la Russie une paix glorieuse pour cette puissance, une paix qui fera expier à l'Autriche, par la perte de son influence en Europe, sa mauvaise foi et la faute qu'elle a commise en violant l'alliance de 1812, et en ramenant ainsi l'une vers l'autre la France et la Russie. L'empereur entend constituer un état de choses qui lui permette de n'avoir rien à démêler un jour avec la Russie. Si la Russie obtient une paix avantageuse, elle l'aura achetée par la dévastation de ses provinces, par la perte de sa capitale, et par deux années de guerre terrible, fléau dont elle se ressentira longtemps. L'Autriche au contraire n'a fait aucun sacrifice, et n'a rien mérité. Si elle tirait quelque profit de ses intrigues actuelles, elle en ourdirait d'autres pour obtenir de nouveaux avantages. *Les objets de ses prétentions sur la France sont infinis. Une concession qui lui serait faite l'encouragerait à en exiger une nouvelle. Il est donc de l'intérêt de la France qu'elle ne gagne pas un village.* Telle devra être la règle de conduite des plénipotentiaires français dans les négociations qui vont s'ouvrir, règle toutefois subordonnée à l'intérêt supérieur d'obtenir une paix honorable. »

Ces terribles instructions remplirent de douleur M. de Caulaincourt. Le 26, avant de partir, il écrivit à l'empereur qu'il considérait comme illusoires les négociations qui allaient s'ouvrir à Prague, que les instructions qui venaient de lui être remises étaient tellement différentes des arrangemens auxquels sa majesté avait paru consentir qu'il était prêt à renoncer à sa mission. « Je ne veux pas, dit-il, prendre le parti de l'Autriche, ni récompenser son abandon dans nos revers; mais cette puissance est trop compromise pour qu'il lui soit désormais possible de reculer, si la paix du continent ne la rassure pas. Ce ne sont pas même ses 150,000 baïonnettes que je veux écarter du champ de bataille, quoique 150,000 ennnemis de plus comptent bien pour quelque chose; ce qui m'alarme par-dessus tout, c'est le soulèvement de l'Allemagne, que peut produire le vieil ascendant de cette puissance, et que je supplie votre majesté d'éviter à tout prix. Tous les sacrifices faits à une prompte paix vous rendront plus puissant, sire, que ne l'ont fait vos victoires, et vous serez l'idole des peuples, dont la prolongation de la lutte ne pourrait qu'accroître le mécontentement, puisqu'elle prolongerait leurs inquiétudes. »

A peine M. de Caulaincourt eut-il mis le pied à Prague, qu'il comprit que la situation était à peu près désespérée. Il écrivit le 28 au

duc de Bassano : « On est déjà ici sur un volcan; les momens sont comptés; nos retards ont produit un mauvais effet. Tout ce que j'apprends me fait doublement regretter que l'empereur vous ait, comme à moi, lié les mains plus qu'il ne l'avait promis. »

Aussitôt après l'arrivée du duc de Vicence, les conférences s'ouvrirent. Une première difficulté s'éleva. Conformément à l'usage, les plénipotentiaires donnèrent copie de leurs pleins pouvoirs : le nom de l'*Autriche*, comme *puissance médiatrice*, était omis dans les pouvoirs du duc de Vicence et du comte de Narbonne. Nos plénipotentiaires demandèrent des pouvoirs plus réguliers. La question du mode qui serait adopté pour les négociations reparut ensuite dans toute sa force. Le langage de M. de Metternich fut cette fois aussi net qu'à Dresde il avait été vague. Il proposa formellement (note du 29 juillet) d'adopter la marche suivie au congrès de Teschen. MM. d'Anstett et de Humboldt s'empressèrent (note du 30 juillet) d'accepter le mode proposé; mais Napoléon avait prescrit formellement à ses plénipotentiaires de le repousser : il entendait qu'ils se missent en rapports directs et sympathiques avec les plénipotentiaires russe et prussien, pour tâcher de les isoler de M. de Metternich. Le but qu'il avait poursuivi vainement à l'abbaye de Whalstadt, à Plesswick, à Newmarck, il s'efforçait de l'atteindre à Prague. Conformément aux ordres qu'il leur avait donnés, le duc de Vicence et le comte de Narbonne insistèrent pour que tous les plénipotentiaires pussent traiter en *conférences verbales*. Les négociations furent ainsi arrêtées dès le début, et le duc de Vicence ainsi que le comte de Narbonne durent en référer à Dresde. Leur dépêche n'y trouva plus l'empereur; il en était parti pour se rendre à Mayence, où il avait donné rendez-vous à l'impératrice Marie-Louise. Le voile qui cachait le secret de cette entrevue tout intime n'a point encore été soulevé. Il est vraisemblable que Napoléon voulut non-seulement initier l'impératrice au péril de la situation, mais encore l'engager à écrire à l'empereur son père afin de toucher son cœur et de préparer le succès de la démarche décisive que la gravité des circonstances allait le forcer à tenter auprès de ce souverain.

L'attitude prise par les plénipotentiaires russe et prussien à Prague était systématiquement répulsive à l'égard de nos envoyés. Ils évitaient toutes les occasions de les rencontrer, et témoignaient la plus vive impatience d'en finir et de partir. M. de Metternich avait une contenance et un langage bien différens. Voulait-il alors la paix aussi fermement qu'il la désirait quelques mois auparavant? Assurément non : la bataille de Bautzen, et plus encore les revers que nos armes venaient d'essuyer en Espagne l'avaient enhardi; il se sentait irrésistiblement poussé vers la guerre par l'élan belliqueux des populations. Cependant il persistait à jouer son rôle de média-

teur pacifique avec plus d'art que de sincérité. Il disait au duc de Vicence que, jusqu'au dernier jour, rien ne serait désespéré, que ce jour-là seulement, qui serait le 10, l'Autriche saurait le dernier mot de l'empereur Napoléon. « Je vous donne ma parole, ajoutait-il, que nous arriverons à ce dernier jour sans que nous ayons le moindre engagement avec personne, et que nous sachions contre qui nous nous battrons. Nous désirons extrêmement que ce ne soit pas contre vous, mais nous avons bien de la peine à l'espérer. Ce qui est impossible, c'est que nous restions neutres : tout serait perdu, considération et sûreté, si nous laissions les alliés continuer seuls la guerre; sans aucun doute, ils seraient battus, et bientôt après ce serait notre tour, et nous l'aurions bien mérité. Quant à moi personnellement, je me suis placé dans l'impossibilité, sous peine d'être un objet d'horreur et de mépris pour tout mon pays, de signer une paix qui ne serait pas honorable. » M. de Metternich terminait toujours par cette réflexion que le terme fatal approchait, que, passé le 10 août, si la paix n'était pas signée, la mission de l'Autriche comme puissance médiatrice serait terminée, qu'il n'y avait donc pas un instant à perdre, et que si l'on voulait sérieusement la paix, il fallait procéder de la seule manière praticable, c'est-à-dire comme on avait fait à Teschen.

Le 4 août, ne recevant aucune communication de notre part, il dit au duc de Vicence, avec toutes les apparences d'un homme désolé, qu'évidemment c'était un parti pris de notre côté de ne point faire la paix, et que c'était nous qui repoussions tous les moyens de rapprochement consacrés par l'usage. Le 5 août, même silence de notre part. M. de Metternich dit à M. de Caulaincourt : « Il ne peut plus y avoir de doute sur les dispositions de votre souverain. L'empereur Napoléon n'a voulu que gagner du temps. L'armistice est tout à son avantage; il est préjudiciable aux alliés. Ils veulent sincèrement la paix, et une paix modérée; elle serait faite, si l'empereur votre maître l'avait voulu. Vraisemblablement il est trop tard maintenant. »

M. de Bassano envoyait ponctuellement à l'empereur tous les renseignemens qui lui étaient transmis de Prague par nos plénipotentiaires. Le 31 juillet, il lui écrivait : « M. de Metternich a déclaré au duc de Vicence et à M. de Narbonne que le 10 août était un terme définitif, passé lequel, si les bases de la paix n'étaient point posées, la guerre recommencerait; que l'Autriche ne resterait pas neutre, qu'elle était préparée à la guerre, qu'elle en prévoyait toutes les chances, et qu'elle croyait pouvoir la faire avec avantage. Il a dit cela sans jactance, sans prendre le ton de la menace; mais tout portait le caractère d'un parti irrévocablement pris. »

Les lettres du duc de Vicence et de M. de Narbonne n'étaient point

les seuls élémens d'appréciation qui de Prague fussent envoyés à l'empereur Napoléon. Il en était d'autres confidentiels et préparés par d'autres mains. Le duc de Bassano, trop scrupuleux et trop soumis pour oser se croire le droit de rien dissimuler à son maître, lui transmettait tout indistinctement. Voici ce qu'il lui écrivait le 2 août : « Les étrangers qui approchent les plénipotentiaires des alliés à Prague disent qu'ils sont sûrs de l'Autriche et qu'ils ne manqueront pas de rompre les négociations le 10 août, parce que, avec l'Autriche pour eux, ils aiment mieux la guerre que la paix..... L'Autriche ne peut pas rester neutre; en cas de guerre, elle ne voit rien à gagner à se mettre contre nos ennemis, et il est plus avantageux à ses intérêts de combattre contre nous que pour nous. — Tel est le langage de tout ce qui entoure M. de Metternich. »

L'empereur, après sa courte entrevue avec l'impératrice, était revenu à Dresde. La persistance des alliés à négocier comme à Teschen et l'attitude de leurs plénipotentiaires nous enlevaient tout espoir de traiter directement avec la Russie et de prolonger les négociations. A Prague comme à Newmarck, toutes nos avances avaient été repoussées; nous ne pouvions plus douter que les trois puissances ne fussent indissolublement unies pour nous faire la guerre, si elles ne pouvaient parvenir à nous imposer la paix avant le 11 août. Ce fut pour Napoléon une cruelle déception. L'amertume de son dépit se trahit dans la lettre suivante, dictée le 4 août au duc de Bassano :

« Le duc de Vicence saisira la première occasion de faire sentir à M. le comte de Metternich combien son langage est inconvenant et fait pour blesser l'oreille d'un ministre qui ne vient à Prague ni pour faire des bravades, ni pour en entendre. Il est absurde de dire que le 10 août soit le terme rigoureux de la négociation. Une négociation de cette importance, fût-elle commencée, on ne pourrait prétendre la finir en aussi peu de jours. Il faut relever de pareils discours et traiter avec le dédain qu'elle mérite cette politique qui tend à attirer la guerre chez soi, dans l'intérêt d'une puissance contre laquelle on combattait il y a quelques mois, et contre l'intérêt d'une autre puissance dont a voulu devenir l'alliée il y a une année. »

Ce n'était là pourtant que le cri d'une âme altière qui se débattait sous le poids d'une situation plus forte que sa volonté. En vain Napoléon se révoltait contre la détermination prise par les alliés et par l'Autriche. Il sentait bien que c'était là un arrêt sans appel, et que, si dur qu'il fût, il fallait s'y soumettre, ou entrer en guerre avec les trois puissances. Dans cette cruelle situation, il ne lui restait plus qu'à s'adresser à l'Autriche, à lui demander son dernier mot, et si ce mot était une paix acceptable, à la signer sur l'heure. En consé-

quence, deux dépêches furent expédiées de Dresde le même jour, 5 août. L'une, officielle, destinée à masquer la démarche qui allait être tentée, rappelait qu'avant de signer la convention du 30 juin, il avait été expressément convenu à Dresde que le médiateur ne se présenterait point comme *arbitre*, mais comme *conciliateur;* elle renfermait en outre des insinuations très amères contre la Russie, qu'elle accusait de n'avoir voulu ouvrir des négociations qu'afin de compromettre l'Autriche et d'étendre les malheurs de la guerre. La France proposait de n'exclure ni l'un ni l'autre des modes de négociation, et de traiter alternativement, soit par notes remises en séance, soit par explications verbales qui seraient ou ne seraient pas insérées au protocole, selon la demande des plénipotentiaires.

L'autre dépêche, très confidentielle, était adressée au duc de Vicence par le duc de Bassano, mais dictée tout entière par l'empereur Napoléon... « L'empereur vous ordonne, par une voie extra-ministérielle, de faire la présente démarche, ignorée du comte de Narbonne. Cette démarche a pour objet de savoir de quelle manière l'Autriche entend que la paix peut se faire, et si, l'empereur adhérant à ses propositions, l'Autriche ferait cause commune avec nous, ou si elle resterait neutre. Il n'est pas ici question de négociations, mais d'une ouverture toute de confiance, déterminée par des sentimens si évidens, que ce serait renoncer au but auquel l'Autriche dit vouloir atteindre que de n'y pas répondre sans réserve. Cette démarche restera toujours secrète, et aussitôt que l'empereur Napoléon sera certain du mot de l'Autriche, il donnera des instructions en conséquence à ses plénipotentiaires. La simplicité de cette démarche porte avec elle le cachet de l'homme qui la fait faire, et de toute sa fermeté. M. de Metternich doit donc penser qu'il faut se mettre à la dernière limite, et ne rien proposer qui soit déshonorant pour l'empereur Napoléon. M. de Metternich aura sans doute besoin de vingt-quatre heures; on désire donner ces vingt-quatre heures, et écrire les conditions sous sa dictée. Dans trois jours, notre réponse sera donnée, et par là tous les embarras du congrès et toutes les difficultés qui l'assiégent seront dissipés. L'empereur Napoléon se trouve dans un état de guerre plus brillant qu'il ne pourra jamais l'être; mais, comme il n'est pas inconséquent dans sa politique, avant de bouleverser son alliance avec l'Autriche et de détruire un système que les deux puissances avaient regardé comme devant fonder un jour leur sécurité commune, qu'elles aimaient à appuyer sur des sentimens personnels, il veut savoir la question, et en bien peser les avantages et les inconvéniens. Avant de faire cette ouverture, vous demanderez à M. de Metternich que ce que vous allez dire ne soit redit qu'à l'empereur d'Autriche, et ne soit transmis à

aucune des puissances alliées. De même vous donnerez votre parole que tout ce qui se dira dans cette entrevue sera sous la foi la plus inviolable. » Il était en outre enjoint au duc de Vicence de demander à M. de Metternich quelles seraient les mesures que les puissances continentales seraient disposées à prendre à l'égard de l'Angleterre, afin de l'obliger à reconnaître des principes plus favorables à la liberté des mers.

Les plénipotentiaires français adressèrent à M. de Metternich, en date du 6 août, une note qui reproduisait la dépêche officielle du duc de Bassano. M. d'Anstett et M. de Humboldt s'en montrèrent très offensés : ils étaient dans leur rôle; mais M. de Metternich, qui n'avait aucune raison d'être blessé, se mit du parti des alliés, et, avec un dépit simulé, il déclara qu'une note aussi acerbe semblait n'avoir été rédigée que pour rendre impossible toute conciliation.

La négociation décisive était celle dont était chargé le duc de Vicence. Le 6, ce plénipotentiaire eut avec M. de Metternich un entretien très secret dans lequel il l'instruisit de l'ouverture toute de confiance et de conciliation que son souverain s'était décidé à lui faire. Cette communication parut embarrasser plus qu'elle ne satisfit M. de Metternich. Il dit que, si une telle démarche avait été faite dix jours plus tôt, l'Autriche aurait eu le temps de consulter la Russie et la Prusse, qu'aujourd'hui il était bien tard, qu'il ne restait plus que trois jours, qu'il irait cependant prendre les ordres de son souverain, mais que sa réponse, quelle qu'elle fût, serait subordonnée à la résolution prise en commun de ne point prolonger les négociations au-delà du 10 août, et que, dans le cas où l'on ne pourrait parvenir à s'entendre, il fallait compter que l'Autriche ne resterait pas neutre. Il ajouta que le médiateur se trouvait placé dans une situation très délicate, et qu'il eût été préférable que l'empereur Napoléon proposât lui-même les bases de pacification.

M. de Metternich se transporta immédiatement à Brandeïs, où était l'empereur d'Autriche, et l'instruisit de l'entretien qu'il venait d'avoir avec le duc de Vicence. Le premier mouvement de ce prince fut de refuser le rôle d'arbitre que l'empereur Napoléon l'invitait à prendre. Cependant la réflexion, peut-être les conseils de son premier ministre, le déterminèrent à lui remettre, sous la forme d'un ultimatum, les bases sur lesquelles la paix pourrait être rétablie. Ces bases, qui n'étaient que la reproduction de la disposition fondamentale du traité signé le 27 juin à Reichenbach, auraient pu être communiquées dans les vingt-quatre heures : elles ne le furent que quarante-huit heures après, c'est-à-dire le 8 août. A peine en effet l'empereur d'Autriche eut-il donné son ultimatum qu'il voulut le retirer, et rappela à cet effet à Brandeïs M. de Metternich. Ce fut ce

ministre qui insista pour que l'ultimatum fût maintenu et remis au duc de Vicence. Il lui fit aussitôt cette communication. Il exprima sa surprise que la France eût, le même jour, présenté la note officielle qui blessait gratuitement l'Autriche en l'accusant de prendre le rôle d'arbitre, tandis que, par l'ouverture confidentielle, elle la pressait de se charger de ce rôle. Il tenait à la main un papier : c'était l'ultimatum; il en donna lecture au duc de Vicence. Il était ainsi conçu :

« Dissolution du duché de Varsovie, qui serait partagé entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. Dantzig serait réuni à la Prusse.

« Rétablissement de Hambourg et de Lubeck comme villes libres anséatiques, et arrangement éventuel, lié à la paix générale, relativement aux autres parties de la 32e division militaire.

« Renonciation au protectorat de la confédération du Rhin, afin que l'indépendance de tous les souverains actuels de l'Allemagne soit placée sous la garantie de toutes les grandes puissances.

« Reconstruction de la Prusse avec une frontière tenable sur l'Elbe.

« Cession des provinces illyriennes à l'Autriche.

« Garantie réciproque par toutes les puissances de l'état de choses fixé par le traité de paix général. »

La lecture achevée, M. de Metternich déclara que cet ultimatum était basé sur la connaissance qu'avait l'empereur d'Autriche des conditions dont les souverains de Russie et de Prusse faisaient dépendre le rétablissement de la paix, et que son souverain attendrait, dans la journée du 10, une réponse catégorique, un *oui* ou un *non*.

L'ultimatum était suivi de quelques lignes écrites de la main du ministre d'Autriche sous la dictée de l'empereur François, et dont il donna également lecture au duc de Vicence : « Si l'ultimatum n'est pas accepté par l'empereur Napoléon, je suis résolu à déclarer dans la journée du 11 que le congrès est dissous, et que je joins mes forces à celles des alliés afin de conquérir une paix compatible avec les intérêts de toutes les puissances, et que je ferai dès-lors abstraction des conditions contenues dans l'ultimatum, dont le sort des armes décidera pour l'avenir. »

Le duc de Vicence demanda des explications sur la manière dont il serait procédé pour négocier et conclure la paix maritime. M. de Metternich répondit que cette paix n'était possible qu'à la condition d'écarter la question *métaphysique* du droit des neutres et du pavillon, qui n'existait que dans l'état de guerre. « L'on poserait nettement, dit-il, les conditions de la paix; l'on traiterait d'après l'état de possession actuelle, et l'on déterminerait ce que chaque puissance devrait restituer. » Le duc de Vicence se plaignit de la dureté des conditions de l'ultimatum. M. de Metternich répliqua avec hau-

teur que l'empereur son maître allait trop franchement dans cette affaire pour marcher avec nous, et qu'il croyait avoir ménagé les intérêts de son gendre plus que ceux des autres souverains. Il dit que la Prusse était à peu près sacrifiée, « et pourtant, ajouta-t-il, la reconstruction de la monarchie prussienne sur de larges bases intéresse la France autant que l'Autriche. »

M. de Caulaincourt envoya sans perdre un moment à l'empereur Napoléon l'ultimatum de la puissance médiatrice, et, dans un langage admirable, il le conjura de l'accepter. « Votre majesté, lui dit-il, verra dans l'ultimatum de l'empereur d'Autriche quelques sacrifices d'amour-propre; mais la France n'en fera pas de réels : on n'en demande donc pas à votre véritable gloire. De grâce, sire, mettez dans la balance de la paix toutes les chances de la guerre. Voyez l'irritation des esprits, l'état dans lequel sera l'Allemagne dès que l'Autriche se déclarera, la lassitude de la France, son noble dévouement et ses sacrifices après les désastres de Russie; écoutez tous les vœux que l'on fait dans cette France pour la paix, ceux de vos fidèles serviteurs, des vrais Français, qui, comme moi, doivent vous dire qu'il faut calmer la fièvre européenne, dénouer cette coalition par la paix, et, quels que soient vos projets, attendre de l'avenir ce que les plus grands succès ne vous donneraient pas aujourd'hui. Une telle paix, faite après avoir rétabli l'honneur de nos armées dans plusieurs batailles, ne peut être qu'honorable. Après tant de temps perdu, les heures sont maintenant comptées : le rappeler à votre majesté est un des motifs de cette lettre. Trop de passions veulent la guerre pour que la modération accorde le moindre délai à la paix. Je le répète, parce que j'en ai la conviction : puisse votre majesté s'y déterminer et croire qu'en lui parlant comme je le fais, je tiens moins à l'honneur de la signer qu'au bonheur de mon pays et à celui que trouvera votre majesté dans la certitude qu'elle aura fait une chose d'une sage politique et digne de son grand caractère! »

Ce même jour 8 août, M. de Caulaincourt écrivit au duc de Bassano : « Je vois tant de passions en jeu si la guerre se fait, et tant de puissance réelle et d'avantages certains si l'empereur commande la paix, que quant à moi je n'hésiterais pas. Tout le monde a la fièvre et ne vit que par la fièvre. En la laissant se calmer, tout le monde s'endormira, pansera ses plaies, paiera ou ne paiera pas ses dettes, et la France, forte de sa propre puissance, de celle de l'Italie, d'une partie de l'Allemagne et même de l'Espagne, dont elle terminera les affaires, sera bien plus puissante qu'elle ne l'est aujourd'hui. Si je rêve, monsieur le duc, c'est en homme de bien : oubliez donc ces rêves. » Dans une seconde lettre datée du 9, également adressée au duc de Bassano, le duc de Vicence lui dit encore :

« Les questions de paix et de guerre sont bien plus fortement posées ici que l'empereur n'a l'air de le croire. Ceci est très sérieux : je le répète aujourd'hui comme je l'ai dit le premier jour, si l'empereur veut la paix, il faut toute la confiance que sa majesté a en vous, et qu'elle n'a peut-être pas en moi, pour qu'elle donne une latitude suffisante; on cédera peu si l'on cède, et il ne faut pas s'y prendre à deux fois, car on n'aurait pas le temps. »

Les conditions proposées par l'Autriche n'étaient point nouvelles, l'empereur les connaissait depuis longtemps : c'étaient les mêmes que M. de Metternich avait communiquées le 8 mai à M. de Narbonne. Alors on les avait présentées comme un maximum d'exigences, comme de simples bases, à ce titre discutables et de nature à être modifiées et adoucies. Aujourd'hui on les imposait sous la forme dure et humiliante d'un ultimatum. Napoléon avait attendu d'autres résultats de l'ouverture faite le 5 août; il était autorisé à espérer que l'empereur François, touché de sa confiance et de son abandon, ménagerait davantage sa dignité, et lui tiendrait compte de tout le sang versé à Bautzen. Aussi l'ultimatum du 8 août le remplit d'une amère douleur. Assurément, si l'on compare ces conditions aux cruels sacrifices que l'Europe victorieuse et implacable nous a imposés en 1814, on les trouvera modérées. Elles n'attaquaient aucun des élémens essentiels de notre puissance territoriale; elles nous laissaient en possession de toutes nos conquêtes sur la rive gauche du Rhin et au-delà des Alpes, et ne touchaient à aucun des établissemens que nous avions fondés en Italie; elles maintenaient également dans son intégrité le royaume de Westphalie; enfin elles nous conservaient dans la Hollande un gage précieux de restitution à l'égard des territoires dont l'Angleterre s'était emparée dans le cours de la guerre. Ce qu'on pouvait reprocher à ces conditions, ce n'était donc point de manquer de modération : c'était bien plutôt de ne présenter aucune garantie sérieuse de sincérité dans l'exécution. Tout y était obscur, incomplet et provisoire. L'ultimatum établissait le principe de la reconstitution de la monarchie prussienne, sans indiquer avec quels élémens il serait possible de l'opérer. Il ne s'expliquait pas davantage sur la mesure proportionnelle d'après laquelle s'opérerait le partage du grand-duché de Varsovie. Personne n'ignorait cependant que la Russie méditait de pousser ses limites aussi loin que possible, peut-être jusqu'à la Wartha, en tout cas certainement jusqu'à la Vistule, et que la Prusse alarmée demandait à être indemnisée avec les territoires qui composaient le royaume de Saxe. Était-ce une paix sérieuse que celle qui réservait des questions d'une telle gravité? L'observation échappée à M. de Metternich était parfaitement juste : la Prusse, dans le plan proposé, était sacrifiée. Or elle avait

fait des efforts inouis, mis sur pied toute sa population virile, prodigué toutes ses ressources : était-il admissible qu'elle se résignât au triste sort que paraissait lui destiner l'Autriche?

Lorsqu'après les grandes journées de Hohenlinden, d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, de Wagram, Napoléon dictait la paix, la véritable garantie de l'exécution de ses conditions résidait dans l'épuisement des vaincus; mais au mois d'août 1813 il n'y avait, à vrai dire, ni vainqueurs, ni vaincus. Des deux côtés, au contraire, il y avait un développement formidable d'énergie et d'armemens. La paix, si elle était signée, séparerait les combattans dans le paroxysme de leur force et de leur fureur guerrière. Parviendrait-elle à calmer les ressentimens, à désarmer les haines? Les sociétés secrètes étaient plus puissantes alors que ne l'étaient M. de Metternich et l'empereur François. Quelles facilités ne trouverait pas l'Angleterre pour envenimer toutes les inimitiés, enflammer les ambitions non assouvies, surexciter les vanités nationales blessées et rallumer partout le flambeau de la guerre! L'Autriche serait-elle assez énergique et assez loyale pour nous aider à combattre ces nouvelles tentatives d'incendie? Mais elle-même n'avait avoué dans son ultimatum qu'une bien faible partie des désirs qui la tourmentaient. Avait-elle donc renoncé à cette Italie pour laquelle, depuis quinze ans, elle avait versé tant de sang, et n'y avait-il pas, dans l'antagonisme invétéré de ses intérêts et des nôtres sur ce point du globe, un obstacle insurmontable à une longue et cordiale entente?

Maîtres d'une partie de l'Allemagne, nous retenions dans nos liens fédératifs la Saxe, la Bavière, le Wurtemberg et tous les petits états groupés sur la rive droite du Rhin; leurs contingens formaient une partie essentielle de la grande armée. Signer la paix proposée, c'était tout à la fois perdre, dans le présent, des alliances précieuses, diminuer considérablement le chiffre de nos forces et accroître dans la même proportion celles de nos ennemis futurs. Nous occupions des positions militaires incomparables : Dresde, dont nous avions fait un vaste camp retranché; Kœnigstein, où nous avions jeté un pont fortifié, et toutes les places de l'Oder et de l'Elbe. Nous avions les clefs de tous les passages et de toutes les routes; nous pouvions manœuvrer librement entre les deux fleuves, menacer Berlin et Prague, tenir divisées les trois grandes armées qui s'avançaient sur nous, les battre successivement, et suppléer ainsi, par la souplesse et la vigueur de nos coups, à notre infériorité numérique. Il avait fallu tout le génie de l'empereur, dix années d'efforts héroïques, de luttes gigantesques et de victoires pour conquérir ces positions. Renoncer à tout cela, y renoncer après avoir battu nos ennemis, et revenir en France sans même y rapporter, comme compensation, le bienfait d'une paix con-

tinentale de quelque durée, c'était là une résolution extrême qui devait répugner au fier génie qui gouvernait notre pays.

Les intérêts engagés de toutes parts étaient si grands, les passions si violentes, que nulle part il n'y avait assez de sang froid pour démêler la vérité de l'erreur. Tous se défiaient les uns des autres; toutes propositions étaient accueillies par le parti adverse avec défiance, interprétées comme des piéges, repoussées comme des dangers. La duplicité qu'avait montrée l'Autriche depuis six mois légitimait, dans l'esprit de Napoléon, les plus graves soupçons. La paix proposée n'était peut-être qu'une ruse de plus, une sorte de capitulation déguisée, un moyen de dégager l'Allemagne, de nous ravir d'un seul coup toutes les forteresses et toutes les positions que nous occupions dans ce pays et de nous rejeter au-delà du Rhin. La paix faite dans de telles conditions ne romprait point les nœuds de la coalition; elle les resserrerait au contraire. Pas un bataillon ne serait licencié, pas un escadron réformé, pas une batterie démontée. Le théâtre du champ de bataille serait simplement déplacé et reporté, dans une époque prochaine, du bassin de l'Elbe dans la vallée du Rhin.

Ce n'est pas tout : l'Autriche ne laissait à l'empereur Napoléon que quarante-huit heures pour recevoir son ultimatum, en prendre lecture et se décider. S'il l'acceptait, il fallait que ce fût sur l'heure, sans y changer un mot, et c'était à un souverain qui avait battu ses ennemis en toutes rencontres que l'empereur François, son beau-père et hier encore son allié, adressait une telle sommation!

A ne consulter que son légitime orgueil et l'audace naturelle de son génie, Napoléon n'était que trop disposé à en appeler une dernière fois à son épée. Il appartenait à cette race indomptable des héros que l'obstacle raidit et enflamme, que le péril attire et enivre, et qui se plaisent naturellement au jeu sanglant des batailles, parce qu'ils y trouvent gloire, conquêtes et grandeur. Si le salut était quelque part, n'était-ce pas dans une de ces victoires décisives qui tant de fois avaient mis l'Europe à ses pieds? Et pourquoi ne la gagnerait-il pas? Ne disposait-il pas d'une armée qui venait de battre les vieux soldats de la Prusse et de la Russie, et qui était renforcée de près de 200,000 hommes? N'avait-il pas son merveilleux génie? C'étaient là des illusions qu'au milieu du trouble des angoisses inséparables d'une situation aussi violente il se plaisait à caresser. En réalité cependant, jamais il ne s'était trouvé en présence de difficultés plus grandes : les périls qui le menaçaient étaient immenses, et sa position s'aggravait chaque jour.

L'armée qu'il avait rassemblée sur les bords de l'Elbe avait un aspect magnifique, elle ne comptait pas moins de 350,000 hommes;

mais les forces réunies de la Russie, de la Prusse, de l'Autriche et de la Suède lui étaient supérieures de plus du double. Ce n'étaient plus des armées, c'étaient des peuples tout entiers en quelque sorte que ces puissances avaient levés et enrégimentés. La Prusse à elle seule avait fait des efforts inouis : sur une population de 5 millions d'âmes, elle était parvenue à mettre en ligne environ 250,000 hommes. La Russie avait fait également d'immenses levées, et l'on évaluait à plus de 150,000 le nombre des nouveaux soldats qui étaient en marche pour rejoindre ou qui avaient déjà rejoint Barclay de Tolly. Enfin l'armée autrichienne était de 350 à 400,000 hommes, dont 120,000 étaient rendus sur le terrain et prêts à déboucher de la Bohême, soit par la rive droite, soit par la rive gauche de l'Elbe. La même disproportion se manifestait dans les armes spéciales. Napoléon avait porté jusqu'à 1,250 le nombre de ses pièces de canon attelées; mais la Russie, la Prusse, la Suède et l'Autriche allaient nous en opposer 1,800. Leur grande supériorité consistait surtout en cavalerie; elles avaient 100,000 chevaux presque tous excellens et montés par des cavaliers expérimentés, tandis que Napoléon, malgré l'activité qu'il avait déployée, les énormes dépenses qu'il avait faites, n'avait pu en rassembler que 40,000, dont beaucoup de qualité très médiocre et montés par des conscrits qui possédaient à peine les premières notions de l'équitation.

L'armée, qui venait de faire avec tant de gloire et de succès la première campagne de Saxe, était, comme nous l'avons dit, une armée de choix. Il n'en était pas de même par malheur des 200,000 hommes levés en 1813, conscrits encore imberbes et dont l'éducation militaire était à peine ébauchée, les uns arrachés avec effort aux entrailles de la France, les autres tirés de la Hollande, de la Saxe, de la Westphalie, de la Bavière, des états du Rhin, aujourd'hui encore nos auxiliaires, reçus et traités dans nos rangs comme des frères d'armes, et pourtant déjà nos ennemis de cœur, attendant impatiemment le moment de tourner contre nous leurs épées et leurs canons. Quant aux chefs de l'armée, ils mollissaient visiblement. La perte de tant de generaux morts en Russie, celle plus récente de Bessière et de Duroc, avaient attristé les plus fiers courages, et trop de bouches laissaient échapper cette parole sinistre et dissolvante : « Nous y resterons tous. » Napoléon assistait avec une tristesse inexprimable aux défaillances de ces âmes naguère si intrépides, aujourd'hui à bout d'énergie et d'héroïsme. La France elle-même, épuisée par vingt années d'efforts inouis, rassasiée d'une gloire payée trop cher, ne formait plus qu'un vœu, celui que l'empereur pût faire promptement la paix, dût-il l'acheter au prix des plus grands sacrifices. Sa jeunesse virile, moissonnée chaque année, ne lui offrait plus que de

rares défenseurs. Les citoyens les plus judicieux, consternés par le peu de résultat des victoires de Lutzen et de Bautzen, par l'attitude de l'Autriche, par nos échecs en Espagne, commençaient à douter de l'avenir; le découragement se glissait dans tous les cœurs.

Il en était autrement du côté des alliés : l'exaltation du patriotisme avait confondu dans un suprême et universel élan toutes les forces vives des peuples allemands et russes; l'ivresse guerrière, l'ardeur de haine et de vengeance contre la France enflammaient les chefs comme les soldats. Notre armée était notre dernière ressource : pour la créer, nous avions donné nos derniers enfans; elle portait avec elle toute la fortune de la France; si jamais elle venait à s'abîmer dans un grand désastre, le cœur du pays serait découvert; tout serait perdu. Fécondées au contraire par l'exaltation de leurs peuples, les forces des alliés étaient en quelque sorte inépuisables : ils pouvaient être battus plusieurs fois de suite, et reparaître toujours nombreux et redoutables.

La paix, fût-ce une paix de très courte durée, donnerait à Napoléon le temps de fortifier les points faibles de son armée : il rallierait les 100,000 vieux soldats épars dans les nombreuses places de la Vistule, de l'Oder et de l'Elbe; il augmenterait le nombre et améliorerait la quantité de ses chevaux; il remplacerait par de jeunes officiers les officiers les plus fatigués, compléterait l'instruction de ses jeunes soldats et placerait la France sur un pied de défense formidable. Ne l'avons-nous pas vu en 1814 tenir tête pendant trois mois, avec une poignée de braves, à toutes les armées de l'Europe, compter chaque jour par un triomphe, et ne succomber que sous l'épuisement de ses victoires mêmes? Comment n'être pas convaincu qu'il aurait tout sauvé, sa puissance, l'honneur de son pays et sa couronne, s'il avait pu ramener intacte, derrière le Rhin, la nombreuse armée rassemblée en ce moment dans les plaines de la Saxe?

C'étaient là de très hautes raisons, elles semblaient commander et commander sur l'heure la résignation et les grands sacrifices; elles avaient convaincu le duc de Vicence, dont elles inspiraient l'éloquence patriotique. Le courrier porteur de l'ultimatum était arrivé à Dresde dans la matinée du 8 au 9. A la rigueur, il restait assez de temps à l'empereur pour tout accepter et en informer immédiatement le duc de Vicence. Le moment est décisif, l'alternative terrible : la puissance, la couronne de Napoléon, le sort de son pays sont suspendus en quelque sorte à la décision qu'il va prendre. Modifier sensiblement l'ultimatum, c'est le rejeter, c'est appeler sur nous toutes les haines de l'Europe; l'accepter, c'est prendre l'Autriche au mot, déjouer les manœuvres des Russes et des Prussiens, c'est tout sauver peut-être. Si malgré notre abnégation la Russie et la Prusse refu-

sent la paix et entraînent l'Autriche, la mauvaise foi des trois puissances sera mise au grand jour. La France apprendra de la bouche de son empereur que, pour rendre la paix au monde, il a fait tous les sacrifices, même celui de sa dignité, puisque, étant vainqueur, il a cédé aux vaincus. Elle saura que désormais il ne lui reste plus qu'à combattre à outrance, jusqu'au dernier homme, pour sauver l'intégrité de son territoire et son indépendance.

Malheureusement la dextérité fine et souple qui sait se contenir et s'arrêter à temps n'était point une qualité de l'esprit de Napoléon, et il avait toutes les forces de l'âme hors une seule, celle de savoir s'humilier sous l'inflexible nécessité. En cette circonstance, il était résigné à traiter sur les bases proposées par l'Autriche, mais il ne voulait céder que sous une forme qui sauvât complétement sa dignité. S'il était condamné à subir les conditions de l'ultimatum, il entendait que ce ne fût qu'après les avoir discutées et avoir tenté un effort sérieux pour qu'elles fussent adoucies. Que dirait la France, que dirait le monde, s'ils voyaient le vainqueur de Lutzen et de Bautzen, à la tête de 350,000 soldats, signer, sans que ses ennemis lui aient à peine laissé le temps de leur faire connaître sa détermination, un traité qui lui arrachait le fruit de dix années de génie, d'efforts et de gloire? Les alliés avaient fixé au 10 août le terme rigoureux des négociations; mais il avait été expressément convenu que les hostilités ne recommenceraient que six jours après, c'est-à-dire le 17. L'armistice se prolongeait donc de fait jusqu'au 16 au soir. L'Autriche était plus que jamais maîtresse de la situation; elle tenait dans sa main la paix et la guerre. Si elle voulait la paix avec autant de sincérité qu'elle affectait de le dire, elle avait un moyen certain de l'imposer aux alliés: c'était de se jeter au-devant d'eux, de leur montrer Napoléon prêt à tout céder et ne cherchant plus qu'à sauver son honneur. Si l'empereur François prenait cette attitude à la fois nette, ferme, conciliatrice, il n'y avait aucun doute qu'il commanderait la paix. Ainsi raisonnait Napoléon. En conséquence il envoya au duc de Vicence deux contre-projets. Dans le premier, peu sérieux, mis en avant seulement pour ouvrir les voies et ménager un accueil favorable au second, il offrait d'indemniser le roi de Saxe de la perte du duché de Varsovie au moyen de la cession du territoire qui appartenait à la Prusse sur la rive gauche de l'Oder, y compris les places de Stettin, de Custrin, de Glogau. Berlin se trouvait ainsi en dehors de la nouvelle délimitation prussienne et était donné à la Saxe.

M. de Caulaincourt ne devait communiquer le second contre-projet qu'après avoir vainement tenté de faire accepter le premier. Voici le texte de ce second contre-projet :

« Art. 1er. Il n'y aura plus de duché de Varsovie; il sera disposé des territoires qui lui appartiennent entre l'Autriche, la Prusse et la Russie dans les proportions dont il sera ultérieurement convenu.

« Art. 2. La ville de Dantzig sera érigée en ville libre.

« Art. 3. Le roi de Saxe sera indemnisé de la perte du duché de Varsovie au moyen de la cession qui lui sera faite des territoires autrichiens et prussiens enclavés dans le royaume et d'une rectification de frontières, laquelle procurera à la Saxe un territoire de 500,000 âmes pris dans la Silésie autrichienne et la Prusse.

« Art. 4. Les provinces illyriennes seront cédées à l'Autriche depuis les frontières actuelles jusqu'à une ligne tirée de la frontière de la Carinthie jusqu'au golfe de Quarnero. Dans cette ligne ne se trouvent compris ni l'Istrie, ni Trieste, ni le comté de Gorice, ni Villach, parce que céder l'Istrie ce serait céder Venise; — Trieste, s'exposer à des discussions perpétuelles d'autorité; — Gorice, parce que la possession de l'une rend indispensable la possession de l'autre; — Villach, parce que, sans Villach, le Tyrol est compromis et nos communications interrompues. »

L'intégrité des états de sa majesté le roi de Danemark serait garantie.

La transaction resterait secrète. Quant à Hanovre, à Hambourg, à Lubeck et au protectorat de la confédération du Rhin, c'étaient là, écrivait le duc de Bassano, des questions qui ne pouvaient être traitées sérieusement aujourd'hui. La renonciation à ces territoires comme au protectorat serait une condition déshonorante pour sa majesté; le protectorat était un fait qui tenait au fond même des choses.

La journée et la nuit du 9 août avaient été consacrées à la rédaction des deux contre-projets, en sorte que malgré toute la diligence possible ils ne purent être expédiés que dans la nuit du 10 au 11 août, c'est-à-dire après l'heure fatale où avait expiré l'armistice.

Le jour même où les deux projets furent expédiés de Dresde, M. de Metternich demanda au duc de Vicence s'il aurait une réponse le soir. Le duc répondit : « Vous avez pris quarante-huit heures pour produire vos conditions; vous devez nous en laisser autant pour répondre. » M. de Metternich répliqua que ce n'était pas la faute de l'Autriche si l'on avait tant tardé, et qu'elle ne pouvait rien changer au délai convenu. Impatiens d'arriver au terme de l'armistice, les alliés voudraient hâter la marche du temps. Le 10 à minuit, leurs plénipotentiaires signifient à M. de Metternich que, l'armistice étant écoulé, leurs pleins pouvoirs sont expirés et que le congrès est dissous. L'Autriche est mise en demeure d'exécuter sans le moindre délai le pacte juré à Reichenbach. L'Autriche obéit. Des feux, signaux convenus d'avance, sont allumés sur les montagnes qui séparent Prague de Trachenberg. L'armée russe, sous les ordres de Barclay de Tolly, lève ses camps et fait irruption en Bohême.

C'est le 11 seulement dans la matinée que le duc de Vicence put communiquer à M. de Metternich d'abord le premier contre-projet, que le ministre autrichien ne daigna même pas discuter, puis le second, qui devint l'objet d'un débat sérieux. M. de Metternich s'étonna de notre prétention de conserver Hambourg et Lubeck, et de retenir Trieste. « L'empereur Napoléon, dit-il au duc de Vicence, sait bien qu'il n'y a de port qu'à Trieste, que Fiume n'en est pas un, que c'est par conséquent Trieste qu'il nous faut, non pour menacer personne, mais pour vivre. » Du reste il déclara que la situation de l'Autriche était changée depuis quelques heures, qu'hier encore elle était médiatrice, qu'aujourd'hui elle ne l'était plus, qu'elle ne pouvait plus se prêter à des ouvertures qui ne seraient pas adressées en même temps aux trois cours, mais que l'empereur d'Autriche n'en persisterait pas moins à soutenir avec le plus grand zèle la cause de la paix, que l'empereur Alexandre serait le 15 à Prague, et que l'on pourrait traiter directement avec ce souverain.

Ne sachant s'il devait rester à Prague ou partir, M. de Caulaincourt demanda le 11 de nouvelles instructions, et surtout des pouvoirs en règle; il ne cacha pas à l'empereur que sur certains points l'Autriche serait inflexible. « Elle voudra absolument Trieste. Jamais nous n'obtiendrons qu'elle donne la moindre indemnité à la Saxe. Hambourg et Lubeck seront une grave difficulté. » Le 12, il annonça qu'il ne désespérait encore de rien; mais en même temps il conjura l'empereur de ne pas insister sur des points secondaires tels que Trieste. Il ajouta que l'empereur François était soupçonneux, et lui supposait l'intention de rester à Prague pour y attendre l'empereur Alexandre et ouvrir avec ce souverain une négociation séparée. Toute la crainte du duc de Vicence était que l'empereur d'Autriche, de peur d'être pris au dépourvu, ne précipitât les événemens. L'empereur reçut cette dépêche dans la journée du 13, et il prit aussitôt ses dernières décisions. Le duc de Bassano écrivit sous sa dictée au duc de Vicence :

« Nous refusons Trieste, parce que Trieste, c'est l'Istrie, et l'Istrie pour nous ne veut pas dire l'Istrie, mais Venise. Il est de l'honneur de la France d'exiger des indemnités convenables pour le roi de Saxe. Nous demandons qu'il ne soit question ni de Hambourg ni de Lubeck. Vous pouvez donner communication à M. de Metternich de l'ultimatum de sa majesté. Nous vous envoyons les pouvoirs nécessaires pour tout signer en deux heures. C'est à l'Autriche maintenant à proposer nos conditions à ses alliés. S'ils les acceptent, vous traiterez par le canal de l'Autriche. Nous aimons mieux qu'elle négocie pour nous, étant en guerre avec nous, qu'en qualité de médiatrice. Cela est plus honorable pour elle comme pour nous. Si elle rejette notre ultimatum, il faudra en conclure, ou qu'elle ne sera pas d'accord avec nous

sur le fond, ou bien qu'elle n'aura pas convaincu ses alliés. Dans ce dernier cas, il sera évident que si vous aviez proposé vous-même ces conditions, vous n'auriez pas réussi davantage à les faire accepter. En résumé, tout dépend de l'Autriche. Il faut que tout passe par ses mains; nous ne pouvons faire des propositions patentes à des gens qui viennent de rompre avec éclat la négociation sans avoir voulu seulement nous entendre.

« Dès que vous vous serez assuré qu'il ne reste aucune chance de s'arranger, vous partirez tout de suite; sa majesté ne veut pas, monsieur le duc, que vous serviez à orner le triomphe de l'empereur Alexandre à Prague. Vous quitterez cette ville avant son arrivée.

« Du reste, sa majesté est décidée à ne point se prêter à une prolongation d'armistice, et elle est disposée à la guerre plus que l'Autriche. Elle souhaite que vous partiez bien du principe que nous ne sommes pas fâchés que cette puissance se soit mise en état de guerre avec nous. La secrète joie qu'éprouve sa majesté dans une situation digne de son génie n'a point échappé à la pénétration de M. de Bubna. Il sait que nous avons pour nous l'avantage que donne la possession de toutes les pièces de l'échiquier. Il reconnaît avec toute l'Europe que nous avons pour nous toutes les puissances du génie. Sa majesté, qui se fie à la Providence, entrevoit les grands desseins qu'elle a fondés sur elle. Ses plans sont arrêtés. Elle ne voit partout autour d'elle que des motifs de confiance. »

Ainsi l'empereur Napoléon restituait toutes les provinces illyriennes, à l'exception de Trieste. Il maintenait le principe d'une indemnité en faveur du roi de Saxe, mais sans désigner les territoires qui devraient la constituer; il entendait conserver Lubeck et Hambourg, mais rendait tous les autres territoires qui composaient la 32e division militaire. Il renonçait à la confédération du Rhin; enfin il n'insistait plus sur la garantie de l'intégrité du royaume de Danemark. C'étaient là de très larges concessions. Tous les points essentiels, sauf Trieste et Hambourg, étaient accordés. Néanmoins les nouvelles instructions contenues dans la dépêche du 13 ne répondaient qu'imparfaitement aux prières adressées à son souverain par le duc de Vicence. Celui-ci se persuadait que la paix du monde dépendait de notre renonciation à la possession de Trieste et de Hambourg. Voici ce qu'il écrivait le 14 à minuit au duc de Bassano : « Je vous avoue que j'espérais plus de latitude; quand on veut une chose, il faut vouloir les moyens de la faire; j'espère une autre dépêche cette nuit; si je n'ai rien de plus pour aller chez M. de Metternich, j'espère peu : j'aurai tout le désagrément et ne serai cependant pas en faute. Je vous parle, monsieur le duc, comme si nous habitions la même ville. Que de larmes la journée de demain peut essuyer ou faire verser! »

Exalté par l'espoir que rien n'était encore perdu, et qu'en accordant immédiatement tout ce qu'exigeait l'Autriche la paix était

possible encore, M. de Caulaincourt résolut de tenter un dernier et suprême effort, et dans la nuit même du 14 au 15 il adressa à son souverain la lettre suivante : « Pesez dans ce moment, sire, les intérêts véritables de la France, ceux de votre dynastie, ceux enfin d'une sage politique. Mettez-les dans la même balance que ceux de la gloire des combats avec ses chances, et votre majesté fera la paix. Daignez vous convaincre, sire, que cette guerre ne ressemble pas aux précédentes. Chacun a vu les fautes et, qui plus est, calculé les risques du parti qu'il a pris. L'Autriche, que je nomme encore, n'a pas préparé l'évacuation de ses archives de Vienne et fait d'autres préparatifs sans avoir prévu des revers dans cette lutte générale. La Russie ne court plus aucun risque; elle combat chez les autres. La Prusse est engagée pour elle et malgré elle. Il y va de la vie. Quant à l'Allemagne, elle suivra l'Autriche, qui sait trop que sa cause sera sans appel, si le signal est une fois donné. L'Angleterre se défend en Espagne, mais au premier coup de canon elle commandera partout, et votre majesté ne sera pas partout. Si ses armées ont le moindre revers, si même ses batailles sont comme les dernières, sans de grands résultats, qui peut prévoir les conséquences de cette réaction générale et assigner un terme à cette coalition?

« Confondez vos ennemis, sire; déjouez leurs projets; faites la paix, ne fût-ce que pour laisser passer l'orage. Elle calmera les têtes, et on ne trouvera plus dans l'avenir les mêmes moyens de les exalter. L'honneur français n'a aucun sacrifice à faire, puisqu'on ne demande rien à la France... La France, le monde vous demandent la paix. Celle proposée vous servira mieux que la plus heureuse guerre. Daignez, sire, écouter ce vœu de paix, et permettez à un bon Français, à un homme qui aime votre véritable gloire autant que sa patrie, de vous le répéter. »

Le courrier chargé d'apporter au duc de Vicence ses pleins pouvoirs arriva à Prague le 15, à une heure du matin. A ces pleins pouvoirs était jointe une nouvelle lettre du duc de Bassano, qui contenait le dernier mot de Napoléon : l'empereur concédait tout ce que lui demandait l'Autriche. « A quelques difficultés près qui n'ont point d'importance, dit M. de Metternich au duc de Vicence le 15, les propositions faites aujourd'hui par la France auraient fait la paix le 10, parce qu'alors l'Autriche aurait mis tout le poids de sa puissance contre les alliés, s'ils ne les avaient pas acceptées. Je vous le répète, le 10, l'empereur Napoléon donnait la paix au monde. Ce n'est pas une paix autrichienne que nous pouvons faire; il ne s'agit pas de nos intérêts personnels, mais de ceux de l'Europe entière. Notre marche a été droite, loyale et raisonnée. Aujourd'hui nous avons 150,000 Russes chez nous, et nous avons des engagemens avec

eux. Les Russes et les Prussiens ont fait un traité avec la Suède, ils ont des engagemens avec l'Angleterre. Nous n'en avons pas encore avec ces deux puissances, et le 10, je vous le répète, nous n'en avions avec personne. Ce n'est pas notre faute si vous n'avez pas voulu parler quand nous vous en sollicitions. L'empereur d'Autriche n'a jamais voulu commander la paix; il n'a voulu que la rendre praticable en mettant dans la balance tous ses moyens, afin d'appuyer le parti le plus modéré. »

M. de Metternich promit de porter à la connaissance de l'empereur de Russie et du roi de Prusse les dernières propositions de l'empereur Napoléon; mais il ne cacha pas que cette démarche le plaçait dans la situation la plus délicate. Il dit que plus son gouvernement désirait la paix, plus il était obligé de garder de ménagemens vis-à-vis de ses alliés; qu'ils le croyaient tout à fait Français dans cette question, et qu'il n'existait qu'un moyen d'arriver à la pacification, c'était d'avoir l'air de gens qui n'ont pas voulu écouter avant de s'être concertés avec leurs alliés.

Cependant l'empereur Alexandre venait d'arriver à Prague, et le roi de Prusse devait s'y rendre de son côté dans peu de jours. Le duc de Vicence se retira au château de Kœnigsaal, situé à une petite distance de la ville, et y attendit le résultat des communications de M. de Metternich. Le 16 août, ce ministre informa le duc de Vicence que les souverains de Russie et de Prusse n'avaient point trouvé dans les dernières propositions faites par l'empereur Napoléon les moyens d'atteindre le grand but qu'ils poursuivaient, et les jugeaient en conséquence inadmissibles. Cette déclaration mettait fin à la mission du duc de Vicence, qui partit le 16 pour retourner à Dresde; elle apprenait à ceux qui s'étaient nourris d'illusions pacifiques que pendant toute la durée de l'armistice la Russie et la Prusse n'avaient point concouru sérieusement un seul jour à l'œuvre de la pacification, et que l'Autriche elle-même avait fini par embrasser le parti de la guerre. C'en était fait : les négociations étaient rompues, et elles l'étaient surtout par la volonté du médiateur et des alliés. On sait quelles en furent les conséquences : la rupture des négociations de Prague entraîna l'effroyable guerre qui pendant huit mois a couvert la France de sang et de ruines, qui l'a livrée, vaincue et mutilée, aux implacables vengeances de l'Europe coalisée.

ARMAND LEFEBVRE.

MARTHE

DERNIÈRE PARTIE.[1]

XV.

— Pourquoi suis-je si joyeux? se dit un soir Manuel en sortant de la *tertulia* de la marquise d'Alvarez. Après tout, je n'ai pas trop à me plaindre de la destinée pour le moment. Je deviens le dieu des progressistes, et le sot acharnement avec lequel les modérés m'attaquent ne sert qu'à augmenter le bruit qui se fait autour de mon nom. On compte déjà avec moi; mais il faut que je sois député. C'est le seul moyen de faire triompher mes idées et d'arriver promptement au pouvoir. Une fois ministre...

Ici Manuel s'abîma dans des projets de perfectionnement politique et de régénération nationale au milieu desquels nous nous permettrons de ne pas le suivre; puis, par une de ces combinaisons singulières qui se produisent dans les cerveaux les mieux organisés, les blanches épaules et les sourires pleins de promesses de la séduisante marquise d'Alvarez se mêlèrent avec une telle persistance à ses plans de réforme sociale, qu'il finit par se persuader qu'il avait assez travaillé pour ce jour-là au bonheur de son pays, et s'abandonna sans résistance à de plus douces méditations.

La marquise était jeune, belle et coquette, le marquis vieux et laid. C'était une base suffisante pour édifier tout un échafaudage

(1) Voyez les livraisons du 1er et du 15 janvier.

d'espérances. A part ces considérations générales, Manuel croyait avoir ce soir-là des raisons particulières pour sourire à la fumée de son cigare en songeant à la marquise.

Le moment vint pourtant où il jugea convenable de quitter son fauteuil pour son lit. Pendant le trajet, l'idée qu'il n'avait pas reçu depuis plusieurs jours de nouvelles de Marthe surgit tout à coup dans son esprit. Il chercha à se rappeler la date de sa dernière lettre; mais la fatigue et l'influence envahissante du sommeil lui rendirent difficile tout effort de mémoire, et il remit ce calcul au lendemain.

Il dormait encore vers sept heures du matin, quand sa porte fut bruyamment ouverte par une femme qui s'avança vers son lit une lettre à la main. Il reconnut sa concierge, et l'accueillit assez rudement. Celle-ci s'excusa en disant que le commissionnaire porteur de la lettre avait recommandé de la remettre le plus tôt possible. Manuel brisa négligemment le cachet; mais, dès qu'il eut lu quelques lignes, ses sourcils se froncèrent, ses yeux devinrent fixes, et ses mains furent agitées d'un tremblement convulsif. La lettre était de Marthe. Elle lui annonçait son arrivée à Madrid. Dans la crainte d'affliger Manuel, Marthe parlait à peine des tristes scènes qui l'avaient décidée à quitter la France. Elle dissimulait ce qu'elle avait souffert, et ne l'entretenait que du bonheur qu'elle aurait à le revoir.

Manuel demeura atterré. Avec la clairvoyance de l'égoïsme, il entrevit à la fois toutes les fatales conséquences que ce coup de tête allait faire peser sur sa vie. C'était très sincèrement que sur les grèves solitaires de la Bretagne il avait chaque jour répété à Marthe que si jamais elle lui retirait son amour, il n'aurait plus la force de supporter une vie sans but et pour toujours désolée. Il se trouvait alors dans un de ces instans si rares dans la vie des hommes où une passion exclusive pour une femme n'exige d'eux aucun sacrifice de plaisir ni d'intérêt; mais six mois le séparaient de cette époque, et il y en avait trois au moins qu'il vivait parfaitement heureux loin de Marthe, sans que peut-être il se le fût avoué à lui-même.

Deux mois! Voilà donc ce qu'avait duré pour lui la douleur de la séparation. Encore n'est-il pas certain que dans tout autre pays il eût aussi longtemps souffert. A Madrid, il faut un tel concours de circonstances ou une bonne volonté si grande pour rencontrer des distractions, qu'on y a moins de mérite qu'ailleurs à renfermer sa vie dans un souvenir ou dans une espérance. Les mille inventions modernes qui nous arrachent forcément à nous-mêmes dans la plupart des capitales de l'Europe n'ont point encore franchi les Pyrénées. Sans le musée royal, l'un des plus beaux du monde, il est vrai, on oublierait aisément en Espagne que l'art de la peinture existe. La musique ne donne guère signe de vie qu'au théâtre *de Oriente*, où

une troupe italienne se fait entendre pendant l'hiver. Dans le public, le règne de la guitare est fini, et celui du piano est à peine commencé. Quant aux fougueuses danses nationales, on ne les exécute plus qu'au théâtre, et nul établissement analogue au Jardin-d'Hiver ne se découvrirait à Madrid. Ceux qui éprouvent le besoin de retremper leur âme dans la contemplation de la nature sont encore plus à plaindre dans la capitale des deux Castilles que ceux qui recherchent les jouissances intellectuelles et les joies bruyantes. Londres a ses parcs, Hampton-Court et Richmond; Paris, les bois de Ville-d'Avray, Saint-Germain et Fontainebleau. Autour de Madrid, aussi loin que l'œil peut s'étendre, il n'aperçoit que le ciel et la terre nue, qui semblent se regarder avec un solennel ennui.

Malgré tout cela, les étrangers qui visitent l'Espagne en reviennent généralement charmés, ce qui s'explique quand on réfléchit qu'en Espagne il y a les Espagnoles. Si on juge les belles péninsulaires à travers nos brumes glacées et notre élégance de convention, on les accuse volontiers d'abuser des couleurs voyantes, d'avoir une démarche accentuée à l'excès, et de pousser l'animation et ce laisser-aller des manières jusqu'à une limite peu éloignée du mauvais ton; mais cet éclat, ce mouvement, ce luxe de vie, sont tellement d'accord avec le splendide soleil de leur pays, qu'il suffit de passer les monts pour reconnaître que le type le plus ravissant de l'espèce féminine, c'est l'Espagnole en Espagne.

En quittant la Bretagne, Manuel n'était pas dans une disposition d'esprit à rendre justice aux femmes espagnoles. Jamais il n'avait jugé aussi sévèrement sa patrie : tout ce qui autour de lui se disait et se faisait lui semblait absurde et sans intérêt. Il se renferma dans sa chambre et se livra avec rage au travail. Le livre qu'il écrivit en quelques semaines eut plus de succès que ceux qu'il avait publiés jusqu'alors. Des hommes haut placés le recherchèrent, les premiers salons de Madrid s'ouvrirent pour lui. Il ne crut pouvoir se dispenser d'y paraître, et y apporta un air mélancolique et légèrement blasé qui le fit immédiatement remarquer par les femmes. Ses amis, consultés sur la cause de sa tristesse, laissèrent entrevoir qu'une grande passion conçue pendant l'exil pouvait bien y entrer pour quelque chose. La veille de cette révélation, Manuel n'était encore qu'un homme distingué pour ses belles compatriotes; le lendemain, c'était un héros de roman, c'est-à-dire le rêve, l'idéal des imaginations féminines dans tous les siècles et dans tous les pays. Il souffrait : qu'il serait doux de guérir ses blessures! Il aimait : qu'il serait flatteur pour la vanité de faire oublier une femme adorée! Les plus sensibles et les plus belles rivalisèrent de zèle, et l'amant de Marthe se vit bientôt en butte aux plus redoutables séductions. Que

fit-il dans ces périlleuses circonstances? Hélas! cher lecteur, ce que vous auriez probablement fait à sa place : il faiblit peu à peu. Il descendit, presque sans s'en apercevoir, la pente rapide qui conduit des sommets sublimes qu'habite l'amour exalté aux gracieuses oasis où s'épanouissent les fleurs éphémères du plaisir. Ce n'est pas qu'il eût oublié Marthe; non certes, il y pensait encore, il y pensait même beaucoup. Manuel avait des besoins d'imagination que des triomphes d'amour-propre et de prosaïques distractions ne pouvaient entièrement satisfaire; il n'avait pas encore atteint l'âge où l'on accepte de faciles jouissances en échange d'émotions profondes. Les lettres de Marthe lui arrivaient toujours aussi fréquentes, aussi parfumées de poésie, aussi brûlantes d'enthousiasme et de tendresse. Il les lisait avec un vif plaisir, et ses réponses, écrites sous cette impression, eussent pu faire illusion à une femme même plus experte que Mlle de Montbrun. A dire vrai, leurs amours étaient devenues pour lui une sorte de poème dans lequel il aimait à se sentir jeune, pur, ardent, dévoué, plutôt qu'une réalité de son existence. Le dénoûment qu'il avait jadis appelé de tous ses vœux lui semblait tout à fait improbable, et il ne le regrettait pas. L'indépendance illimitée de la vie de jeune homme a quelque chose de si séduisant, qu'il est presque impossible de lui dire adieu pour toujours sans éprouver un vague sentiment de tristesse. Pour un ambitieux d'ailleurs, cette indépendance est plus qu'une source de piquantes intrigues et de sensations variées, c'est une condition indispensable de succès. Cependant, si Marthe fût parvenue à vaincre les préjugés et les répugnances de Mme de Cernan, si la baronne eût consenti à lui donner sa nièce et sa fortune, Manuel se fût résigné à son bonheur. Non pas que l'ombre d'un calcul, la plus fugitive réflexion intéressée se fût mêlée au sentiment qui l'avait entraîné vers Marthe; à cette époque, il ne calculait pas, il ne réfléchissait pas, il sentait. Seulement, depuis que la vie positive avait repris sur lui ses imprescriptibles droits, depuis surtout que les passions égoïstes avaient recommencé à dominer son cœur, un instant sanctifié par les élans généreux de l'amour, il avait quelquefois pensé que dans une société organisée comme la nôtre, la fortune peut rendre moins pesantes les entraves que le mariage met inévitablement aux vastes projets, aux audacieuses entreprises; il s'était quelquefois dit que, si l'avenir, tel qu'il l'avait un instant entrevu, se réalisait, Marthe, après tout, serait assez riche pour ne pas trop gêner ses desseins. Quant à l'idée qu'elle pût abandonner famille, position, richesse, pour venir se jeter dans ses bras, jamais elle ne s'était présentée à son esprit, et il se trouvait sans force devant elle. La pauvreté en elle-même ne l'effrayait pas (il le croyait du moins);

il en était encore à poétiser son ambition à ses propres yeux, à n'y voir qu'un noble désir de créer de grandes choses, non une vulgaire convoitise des honneurs et des biens de ce monde; mais, parce qu'il s'était laissé bercer un jour par un délicieux rêve, devait-il renoncer à tout avenir, à toute espérance de gloire? Parce qu'une jeune fille s'était follement imaginé que la vie entière peut être un hymne d'amour, devait-il se résigner à voir les hautes facultés dont le ciel l'avait doué s'user, se dégrader, s'éteindre dans de mesquines préoccupations domestiques, peut-être dans des luttes hideuses avec le besoin? Ne le dissimulons pas, un homme d'une âme plus aimante, d'une imagination moins avide de bruit eût peut-être ressenti quelque effroi devant la tâche que la destinée imposait à Manuel. Lui, on l'a vu, fut atterré. Après avoir successivement maudit l'amour et lui-même, il sortit enfin pour se rendre à l'hôtel où Marthe l'attendait.

XVI.

Marthe était bien loin de soupçonner l'impression que sa lettre avait produite sur Manuel. Pour elle, tout était encore comme au jour des adieux. Des sermens échangés à la face du ciel, sous le regard du créateur des mondes, étaient à ses yeux un lien indissoluble. Elle aurait cru mériter tous les mépris de Manuel, si elle avait pu séparer un seul instant dans sa pensée sa destinée de la sienne. Ne lui avait-il pas mille fois répété que l'amour est le foyer divin d'où émanent toutes les vertus, toutes les nobles inspirations, l'échelle mystérieuse qui unit le ciel à la terre, la loi sacrée supérieure à toutes les institutions, à toutes les coutumes, à tous les préjugés humains? Pouvait-elle deviner qu'à part de rares momens d'exaltation, les hommes ne se croient liés que par ces mêmes institutions qu'ils foulent sans cesse aux pieds, et par des formules dont ils font le sujet habituel de leurs sarcasmes? Pouvait-elle imaginer qu'au bout de quelques mois d'absence, Manuel serait bien près de ranger leur affection au nombre de ces aventures de jeunesse dont le souvenir est destiné à jeter un reflet poétique sur les heures arides de l'âge mûr?

Elle arrivait le cœur rempli de joie; chaque tour de roue la rapprochait de Manuel, qu'elle croyait si impatient de la revoir. Enivrée par ses rêves, elle était insensible à tout ce qui se passait autour d'elle. Le voyage n'eut pas pour elle de fatigue, l'isolement complet dans lequel elle se trouvait ne lui causa ni étonnement ni embarras. Elle ne s'aperçut ni des sourires équivoques que sa présence excita plus d'une fois, ni des galanteries insultantes que bon nombre de ses compagnons de voyage crurent pouvoir se permettre envers une

jeune femme qui courait ainsi les routes sans protection. Elle n'éprouva pas davantage le sentiment pénible qui s'empare des âmes les mieux trempées, quand, après avoir dépassé une certaine zone de terrain, une limite imperceptible, la langue de la patrie est tout à coup remplacée par un idiome étranger. L'espagnol était la langue de Manuel; Manuel remplissait pour elle toute l'Espagne. Elle admira la tournure pittoresque et les fières allures des pâtres et des muletiers qui pendant les relais entouraient la diligence, les crêtes neigeuses des sierras ne lui parurent pas sans beauté, et peu s'en fallut qu'elle ne trouvât des charmes aux plaines désolées de la Castille.

Il était minuit quand elle arriva à Madrid, après avoir passé cinq jours et cinq nuits en voiture. Avant de prendre aucun repos, elle écrivit à Manuel et recommanda de lui faire tenir sa lettre aussitôt que le jour serait venu. Elle essaya ensuite de dormir; mais son agitation intérieure était si grande, qu'elle put à peine s'assoupir quelques instans, et quitta son lit dès six heures du matin.

Après s'être habillée, elle se regarda dans une glace et fut frappée de sa pâleur et de l'altération de ses traits. Depuis qu'elle aimait, sa beauté, à laquelle elle n'avait pendant longtemps attaché aucune importance, lui était devenue chère et précieuse. Manuel lui savait tant de gré d'être jolie! Il connaissait si bien la moindre ligne de son visage, les nuances les plus fugitives de son teint, les plus légères courbures de ses cils! Elle l'avait surpris parfois la contemplant des heures entières avec un tel ravissement, que le bonheur de son amant lui avait révélé la joie d'être belle; elle ne put donc se défendre d'une douloureuse émotion en croyant reconnaître qu'elle l'était moins qu'à l'époque où il l'avait quittée. En réalité, si elle avait perdu l'éblouissant éclat de sa fraîcheur de jeune fille, bien des charmes nouveaux s'étaient développés en elle. La souffrance avait communiqué à sa voix un accent ému et pénétrant qu'elle ne possédait pas auparavant, et l'enthousiasme du sacrifice donnait une énergie ardente et un éclat profond à son regard.

Mais tout cela, elle l'ignorait; aussi un léger nuage de tristesse voilait-il son front quand, après cet examen de sa personne, elle s'assit sur un canapé pour attendre Manuel. Elle attendit longtemps. Pendant la première demi-heure, l'exaltation qui l'avait soutenue jusque-là ne l'abandonna pas. Elle se redisait à elle-même les passages les plus brûlans des lettres de Manuel, elle entendait sa voix murmurer à son oreille de douces paroles et frémissait sous les caresses de son regard. Peu à peu cependant ces riantes visions s'effacèrent et furent remplacées par une fiévreuse impatience; le repos lui devint insupportable, et elle se mit à marcher rapidement dans

sa chambre. C'était une de ces chambres d'hôtel tristes, froides, mal meublées, assez sales, comme on en trouve beaucoup dans tous les pays du monde et particulièrement en Espagne. Elle ouvrit la fenêtre, éprouvant le besoin de respirer un air plus pur. Cette fenêtre donnait sur une cour remplie de mules, de muletiers et de diligences; un nuage de poussière, une odeur nauséabonde, un concert de cris et de voix discordantes montèrent jusqu'à elle. Son cœur se serra. Elle songea involontairement aux fraîches brises qui à cette époque de l'année entraient le matin dans sa chambre de Bretagne, lui apportant le parfum des lilas en fleurs, aux jappemens joyeux par lesquels ses chiens saluaient son apparition dans le jardin, à l'affectueux sourire qui s'épanouissait sur les lèvres de l'abbé quand elle traversait l'allée solitaire qu'il avait choisie pour lire son bréviaire. Ces insignifians détails d'un passé avec lequel elle avait rompu sans retour empruntaient au lointain du souvenir et à la situation présente un charme indicible. Quelques larmes mouillèrent ses yeux. L'heure avançait, et chaque minute devenait pour elle un siècle de torture.

Enfin la porte s'ouvrit, et Manuel entra. Le bonheur rayonna dans les yeux de Marthe, et elle se précipita vers lui. Dans ce premier moment, elle ne vit rien; mais quand Manuel se fut placé près d'elle sur le canapé, elle fut frappée de sa pâleur et s'étonna de son silence.

— Que vous êtes pâle!... Qu'avez-vous? dit-elle d'une voix inquiète.

Manuel ne savait guère dissimuler. — Rien, absolument rien, répondit-il. — Que s'est-il donc passé entre vous et votre tante? Je n'ai pas compris le premier mot de votre lettre.

Certes il y avait loin de ces paroles, prononcées avec un visible embarras, à l'explosion de joie et aux effusions de tendresse que Marthe avait rêvées. Cependant le cœur d'une femme qui aime pour la première fois renferme de tels trésors de confiance, que le doute n'y peut entrer. Marthe était d'ailleurs si émue elle-même, que le trouble de Manuel lui semblait naturel, et elle ne vit dans sa curiosité qu'une affectueuse sollicitude.

— Qu'importe ce que j'ai souffert? dit-elle. Maintenant tout est oublié.

Mais Manuel désirait que Marthe parlât, parce qu'il ne savait que lui dire. De plus il n'était pas fâché de savoir au juste où en étaient les choses. Il insista, et elle finit par lui obéir.

Manuel, le front appuyé sur sa main, paraissait l'écouter attentivement : elle put le croire très touché de ses souffrances et des insultes qu'il lui avait fallu subir. Tout cela cependant le préoccupait mé-

diocrement. Comment aurait-il pu avoir de la pitié pour les autres, quand il se trouvait lui-même si malheureux? La vue de la femme qu'il avait tant aimée avait produit sur lui une impression profonde. Il le sentait, il l'aimait toujours; mais la vie du cœur avait cessé de lui suffire, il rêvait d'autres agitations, d'autres jouissances, et la pensée qu'il lui faudrait désormais s'y renfermer exclusivement le glaçait d'épouvante. Une phrase de Marthe l'arracha pourtant enfin à ses sombres méditations.

— Vous croyez donc que votre tante ignore votre départ pour l'Espagne? dit-il en l'interrompant pour la première fois.

— Elle l'ignore certainement aujourd'hui, répondit Marthe, et elle l'ignorera probablement longtemps encore, car elle n'a jamais eu aucune relation avec la cousine de ma mère, et elle est trop irritée pour songer de si tôt à s'informer de moi.

Un éclair de joie traversa l'âme de Manuel. Sa destinée n'était donc pas irrévocable : Marthe pouvait retrouver l'affection de sa tante, sa fortune, et lui sa liberté; mais comment rompre avec Marthe? comment lui faire comprendre qu'elle devait retourner en France? L'égoïsme ne connaît pas d'obstacles. Dès que Manuel avait entrevu la possibilité de cette solution, il devait tout tenter pour y arriver. — C'est une nécessité, se disait-il; plus que cela, c'est un devoir.

Depuis quelques instans, Marthe se taisait. — Marthe, dit Manuel, croyez-vous à mon amour?

Marthe lui répondit par un regard plus éloquent que toutes les protestations.

— Eh bien! continua Manuel, je serais un égoïste, un lâche, indigne de votre amour, indigne même de votre estime, si je n'avais pas aujourd'hui la force d'immoler cet amour qui est toute ma vie.

— Que voulez-vous dire? interrompit Marthe stupéfaite.

— Que je ne puis accepter les sacrifices que vous voulez me faire, que je ne puis vous permettre de renoncer pour moi à votre famille, à l'avenir brillant qui vous était réservé. Un mot de tendresse, le moindre acte de soumission peut vous rendre l'affection de votre tante. Je dois exiger que vous disiez ce mot, que vous fassiez cette démarche. Ma vie à moi sera horrible. Je me condamne à l'éternel désespoir, à l'éternelle solitude du cœur; mais dans mes heures les plus amères, j'aurai du moins la consolation de savoir que vous êtes heureuse et que je souffre seul.

— Manuel, ne parle pas ainsi, s'écria Marthe; tu ne peux pas dire cela sérieusement. Crois-tu que j'aie oublié nos beaux rêves de vie laborieuse et cachée? Si le monde nous abandonne, qu'y perdrons-nous? Ceux qui s'aiment n'ont pas besoin de lui. Nous avons

pour frères tous ceux dont tu défends la cause, et on écoutera ta parole avec plus de respect quand tu partageras leur destinée.

Cet élan de tendresse émut Manuel beaucoup plus qu'il ne l'aurait désiré. Cependant il se dit qu'il fallait avoir du courage, que faiblir dans ce moment, c'était river à jamais sa chaîne. — Vous avez une grande âme et un noble cœur, reprit-il avec effort, je n'en ai jamais douté; mais vous ne savez rien de la vie. Votre imagination enthousiaste vous abuse sur les souffrances trop réelles qui vous attendraient près de moi. La source de bonheur qui nous semble inépuisable peut tarir un jour. N'auriez-vous pas le droit de me faire des reproches, si je vous dissimulais aujourd'hui la vérité?

Marthe n'avait aucune expérience des passions; mais une intuition soudaine lui révéla que l'amour a déjà cessé d'exister quand on prévoit qu'il peut finir. — Ah! mon Dieu! s'écria-t-elle en se renversant sur le sofa, ah! mon Dieu! il ne m'aime plus!... — Et elle enfonçait sa tête dans les coussins en sanglotant.

Devant ce désespoir sans orgueil et sans colère, le cœur de Manuel se brisa. L'amour triompha de tout en cet instant. Ce fut un malheur pour Marthe. S'il s'était montré dur et cruel, elle en fût morte ou serait partie guérie. Elle se crut aimée, et devint la victime prédestinée de la lutte que les instincts généreux et l'égoïsme se livraient dans l'âme de Manuel.

Il s'était jeté à ses pieds et couvrait de baisers et de larmes une de ses mains, qu'elle s'efforçait en vain de lui retirer. — Marthe, s'écriait-il, Marthe, tu m'as mal compris. Je t'aime plus que moi-même, je ne songeais qu'à ton bonheur. Tu as mille fois raison; elles mentent, les froides maximes de la sagesse du monde. L'amour est tout. Accable-moi, si tu veux, de ta colère : je t'ai parlé comme à une femme vulgaire; mais ne pleure pas, je t'en conjure, tu ne peux pas savoir ce que tes larmes me font souffrir.

Il parla longtemps ainsi. Peu à peu Marthe abandonna sans résistance sa main à ses caresses, puis elle finit par appuyer son front sur l'épaule de Manuel. Il lui peignait avec les plus sombres couleurs ses tristesses, le vide affreux de sa vie, l'ennui et le dégoût qui le suivaient en tout lieu depuis leur séparation. Marthe l'écoutait en silence: le bonheur était dans son cœur, et pourtant des larmes roulaient encore sur ses joues par intervalles, comme ces gouttes de pluie qui se détachent du feuillage des arbres longtemps après que l'orage a cessé.

Quand Manuel se retrouva dans sa chambre après une journée passée tout entière près de Marthe, il se demanda ce qu'il allait faire, comment il arrangerait sa vie? Cette question l'embarrassa gravement.

Manuel, nous l'avons dit, avait une imagination audacieuse dou-

blée d'un caractère faible. Une fois possédé par une passion ou par un projet, il oubliait dans la contemplation du but tout ce qui l'en séparait, et quand le moment d'agir arrivait, aucune difficulté n'ayant été prévue par lui, la plus légère le déconcertait. C'était un de ces hommes qui partent en annonçant de très bonne foi qu'ils vont renverser des montagnes, et qui, s'ils trouvent la route barrée par une toile d'araignée, reviennent sur leurs pas en disant avec une égale bonne foi qu'il leur a été impossible de passer. Un des plus grands malheurs qui puissent arriver à une femme, c'est d'aimer un homme de ce caractère, car il possède tout ce qu'il faut pour l'entraîner, et rien de ce qu'il faudrait pour la soutenir.

Manuel ne voyait que deux partis à prendre : faire de Marthe sa maîtresse ou l'épouser. Ces deux partis l'effrayaient également. A part l'espèce de terreur que lui causait le mariage, il ne pouvait supporter la pensée que sa femme ne jouerait pas dans le monde un rôle égal à celui des femmes qu'il voyait habituellement. Renoncer aux riches et brillantes relations dont il avait contracté l'habitude pour se renfermer dans une vie humble et obscure, c'était une souffrance certaine pour sa vanité et un danger probable pour ses projets ambitieux. Afficher ses relations avec Marthe, braver le monde, rien ne lui semblait plus facile de loin, mais de près il y découvrait mille inconvéniens. Ce qui l'effrayait surtout, c'est qu'il connaissait assez les hommes pour être certain que les plus vicieux de ses ennemis politiques se feraient contre lui une arme de sa vie privée.

Après avoir longuement examiné la question sous toutes ses faces, et toujours à son point de vue égoïste, il finit par faire ce qu'il faisait d'ordinaire dans les cas embarrassans, c'est-à-dire que, ne se trouvant de courage pour aucun sacrifice, il ne prit aucun parti. Les circonstances furent chargées d'arranger ses affaires.

Deux jours après son arrivée à Madrid, Marthe était installée dans un modeste appartement de la rue d'Alcalà.

Quand deux branches d'un même fleuve se rejoignent après avoir parcouru des régions différentes, l'une charrie du sable et des graviers, l'autre apporte les débris parfumés des arbustes qui bordaient ses rives, et un certain temps s'écoule avant que leurs eaux se soient confondues de nouveau. Il se passe quelque chose d'analogue entre deux amans qui se revoient après une longue séparation. Marthe et Manuel l'éprouvèrent. Pendant les premiers jours de leur réunion, Marthe s'étonna et s'affligea des changemens qu'elle croyait remarquer dans les idées de Manuel. Elle craignait de ne plus retrouver en lui cet enthousiasme pour le grand et le beau, cette exaltation de sentiment qui l'avait tant charmée : Manuel regrettait vaguement la liberté et les distractions de son existence de jeune homme; mais peu

à peu le niveau se rétablit entre leurs imaginations, leurs cœurs recommencèrent à battre à l'unisson, et tous deux s'absorbèrent dans l'immense bonheur de la vie à deux.

Pendant un an, ils furent heureux, heureux de ce bonheur enivrant, exclusif, presque absolu, qui est l'attrait, l'écueil et la condamnation des affections qui restent en dehors des devoirs de la famille et des obligations sociales. Tous doivent prendre leur part des charges et des souffrances de la vie. Nul n'a le droit de bâtir son nid si haut que les souffrances de la terre ne puissent l'atteindre. Ceux qui l'essaient sont impitoyablement brisés. D'ailleurs toute chose laissée sans contrepoids périt par son propre excès. Le bonheur basé sur l'égoïsme, — fût-ce l'égoïsme à deux, celui de l'amour, — doit périr et périt par l'égoïsme. Marthe le sentait, le disait et l'oubliait; Manuel oubliait tout aussi, même son ambition, ou plutôt, près de Marthe, son ambition devenait un rêve, comme quelques mois auparavant son amour pour elle n'était plus qu'un rêve dans sa vie d'ambition et de plaisir. Il passait toutes ses journées avec elle, l'entretenait de ses projets de travail, consacrait de longues heures à lui exposer le plan des ouvrages qu'il méditait, et n'écrivait pas une seule ligne. Marthe lui reprochait souvent sa paresse; mais au fond elle était heureuse de voir que Manuel ne vivait qu'en elle et par elle. Il faut avoir beaucoup souffert pour se défier du bonheur.

XVII.

Six mois après l'arrivée de Marthe à Madrid, Juan de Villa y était revenu avec la vicomtesse de Cernan, qu'il avait épousée quelques semaines après la soirée dont on connaît les détails. Les deux amis ne s'étaient pas revus. Manuel avait rompu avec toutes ses connaissances. Une seule personne venait quelquefois chez lui, c'était un de ses cousins, fils d'une sœur de son père, nommé don Ramon Moreno. Don Ramon était un jeune homme de vingt ans environ, ardent, naïf, fort enthousiasmé de Manuel et admirateur passionné de Marthe, dont il connaissait l'histoire, et avec laquelle il avait causé quelquefois.

Un soir don Ramon, après avoir vainement cherché Manuel chez lui et dans les promenades, monta chez Marthe pour dire à son cousin que sa mère, arrivée depuis quelques jours à Madrid après une longue absence, désirait lui parler. Manuel répondit qu'il irait le lendemain chez elle. Cette circonstance, parfaitement insignifiante en apparence, devait avoir des conséquences incalculables pour le bonheur de Marthe.

La tante de Manuel Belmar avait épousé un officier d'un grade subalterne, que les hasards des guerres civiles avaient rapidement élevé aux plus hautes dignités de l'armée. Les médisans disaient tout bas que la beauté de la señora Moreno avait beaucoup contribué à cet avancement inespéré. Quoi qu'il en fût, le général Moreno était en possession d'une considération justement méritée comme militaire, et se trouvait en relation avec tous les hommes politiques de Madrid, ce qui arrive nécessairement dans un pays où les révolutions se font presque toujours par l'armée. Mme Moreno jouissait en parvenue de sa haute position sociale, et aurait voulu faire participer toute sa famille à sa grandeur. Les succès de Manuel l'enchantaient; elle rêvait pour lui un riche mariage ou quelque brillant emploi qui pût le rattacher au parti modéré, le meilleur de tous, selon elle, parce que c'était celui auquel elle devait sa fortune. Elle fut donc désolée quand elle apprit par son fils l'amour de Manuel pour Marthe et l'existence qu'il menait depuis un an. S'exagérant beaucoup son influence sur son neveu, elle crut qu'il lui serait facile de le ramener à ce qu'elle appelait « des idées raisonnables, » et résolut d'avoir une explication avec lui.

Le résultat de son entrevue avec Manuel rendit furieuse la señora Moreno. Manuel répondit affectueusement à ses démonstrations amicales; mais quand elle voulut lui parler de Marthe, il la pria sèchement et froidement de ne jamais aborder ce sujet. Il ajouta que Marthe était tout dans sa vie, qu'auprès de son amour rien n'avait à ses yeux ni intérêt ni importance.

Le lendemain, la señora Moreno tint conseil avec trois ou quatre vieux amis, auxquels elle répéta avec désespoir que son neveu était un jeune homme perdu, que l'extravagante Française à laquelle il sacrifiait son avenir lui avait tourné la tête, qu'il était honteux pour sa famille de le voir plongé dans une situation fausse et immorale, et qu'ils devaient l'aider de tout leur pouvoir à l'en faire sortir. Ceux qui l'écoutaient étaient de fort honnêtes et excellentes gens, incapables de manquer à leur parole, ou de causer volontairement une contrariété à qui que ce fût; ils n'en crurent pas moins de leur devoir de tout faire pour séparer Manuel de la femme qu'il aimait.

Si Manuel avait vécu dans le désordre, dans la débauche, entouré des femmes les plus viles, il est assez probable que ni ses parens ni ses amis ne s'en fussent inquiétés. Le vice a sa place faite dans notre société. Depuis la prostituée vulgaire jusqu'à la grande dame dont les faveurs sont souvent un des rouages secrets de la politique, on peut être vicieux à son aise, et même avec profit et honneur, pourvu qu'on sache s'y prendre adroitement; mais la passion, telle pure, telle noble, telle grande soit-elle, et justement parce qu'elle est plus

pure, plus noble, plus grande, plus incapable d'hypocrisie et de transaction honteuse, dérange inévitablement l'ordre établi. C'est l'ennemi commun contre lequel tout est permis.

Du conciliabule domestique dont nous avons parlé sortit une conspiration contre Marthe. Un vieil avocat traça le plan de conduite à suivre. — Ne faites jamais de remontrances à votre neveu, dit-il à la señora Moreno; ne lui parlez jamais de cette femme : ce serait le meilleur moyen de la lui faire adorer jusqu'à son dernier jour; mais invitez-le souvent à venir chez vous, tâchez qu'il se rencontre dans votre salon avec des hommes politiques. Il aime le monde, il est ambitieux; il se lassera bientôt de ces éternels tête-à-tête amoureux.

Bientôt Manuel recevait de sa tante une invitation à dîner. On la lui apporta chez Marthe avec plusieurs autres lettres. — Je n'irai certes pas! s'écria-t-il en jetant loin de lui le billet d'invitation.

Marthe, qui l'avait lu par-dessus son épaule, rougit de plaisir. Certaine que Manuel désirait rester près d'elle, elle fit toutes les réflexions sensées et généreuses que nous faisons d'ordinaire quand nous ne sommes pas menacés dans notre passion dominante. Manuel semblait si peu soucieux du monde et de sa famille, qu'elle se persuada qu'il serait très mal de sa part de le tenir éloigné de sa famille et du monde. Il y a aussi dans l'âme humaine un instinct secret qui nous pousse à braver le danger. Est-ce dans l'orgueil, est-ce dans le besoin d'émotions qu'il faut chercher la racine de cet amour du péril condamné par l'Évangile, qui s'empare de presque tous les gens heureux et les entraîne vers l'abîme où doit s'engloutir leur félicité? A quelque sentiment qu'elle obéît, Marthe trouva de si excellentes raisons pour engager Manuel à aller dîner chez sa tante, qu'il finit par se laisser convaincre.

Cette fois elle n'eut qu'à se louer de son abnégation ou de sa généreuse imprudence. Les mille riens imperceptibles qui donnent du charme aux relations du monde s'étaient brisés pour Manuel pendant sa retraite. Il éprouva ce que nous avons tous éprouvé quand, après avoir longtemps vécu de la vie concentrée, âpre, intense, de la passion ou de l'étude, nous avons été rejetés dans l'agitation superficielle et les luttes mesquines des salons. Il ne vit autour de lui que banalité, niaiserie, sottise, et s'empressa de retourner près de Marthe aussitôt que le dîner fut terminé.

Rendue confiante par ce premier triomphe, Marthe vit Manuel retourner chez sa tante sans trop d'inquiétude. Pendant deux mois, ses apparitions dans le salon de la señora Moreno furent aussi courtes que rares. Malheureusement il en est de l'ambition chez certaines âmes comme des taches faites par l'eau sur les étoffes teintes de certaines couleurs : à l'ombre, les taches semblent avoir disparu;

mais si le soleil les frappe, elles reparaissent de nouveau. Le contact du monde fait l'office du soleil pour les instincts ambitieux. L'ambition politique est du reste une conséquence toute simple de la situation actuelle de l'Espagne; les *pronunciamientos* et les coups d'état s'y succèdent avec une régularité telle qu'on y peut tout rêver et tout espérer. Il faut remarquer aussi que la politique est la seule carrière ouverte à l'activité humaine dans une société où il n'y a ni grandes entreprises, ni industrie, ni commerce, ni sciences, ni arts. Être amoureux ou ambitieux, voilà l'alternative dans laquelle se trouve placé tout Espagnol assez peu espagnol pour redouter l'ennui, car chacun sait qu'un vrai fils de l'Ibérie supporte une existence comparable en monotonie à celle d'un fakir de l'Inde sans être atteint par cette maladie septentrionale.

Manuel faisait partie de la nombreuse phalange des jeunes gens élevés dans les idées étrangères, qui voudraient appliquer à leur pays les théories françaises ou anglaises, et qui s'irritent de sa résistance aux innovations, sans réfléchir que l'Espagne est peut-être dans son droit en se refusant à des réformes, à des progrès qui ne sont pas le résultat de sa civilisation propre. La Péninsule est, à tout prendre, plus infortunée que coupable, et son malheur date de loin. Pas une gloire, pas une conquête qui n'ait été pour elle une cause de décadence. Le pouvoir gigantesque de Charles-Quint, son élévation à l'empire fut le coup de mort pour elle. Le roi d'Espagne, empereur d'Allemagne, pouvait tout, et était le champion obligé de l'esprit ancien. Au commencement du XVIe siècle, au moment où toutes les nations européennes s'ébranlent, s'agitent, se précipitent vers l'avenir, l'Espagne, comprimée par une main de fer, s'immobilise et se pétrifie. L'aiguille de cette nation s'est arrêtée à la fin du moyen âge, et on voudrait aujourd'hui lui faire marquer la même heure que celle des peuples qui ont sur elle quatre siècles d'avance. La déplorable situation de l'Espagne n'a rien d'étonnant; entre les idées anciennes qui meurent et les idées nouvelles qui n'ont pas encore pris racine, il en est un peu de toutes choses en ce pays comme de la coiffure des femmes : indécise entre la mantille et le chapeau, elle ne consiste plus qu'en un voile tellement léger, qu'il équivaut à rien.

Manuel était loin de partager l'opinion que nous venons d'énoncer. Il apportait dans ses haines, dans ses espérances, dans ses croyances politiques la qualité distinctive de ses compatriotes, la naïveté. Quoi qu'on en puisse penser ailleurs, dans leurs exagérations les plus manifestes, dans leurs vanteries les plus extravagantes, les Espagnols sont naïfs. C'était de la meilleure foi du monde que Manuel rêvait de hautes destinées pour lui et pour sa patrie.

Un changement subit de ministère contribua puissamment à le re-

jeter dans la vie politique. Le ministère renversé était composé de modérés, ils furent remplacés par des progressistes. Quelques membres du nouveau cabinet avaient cependant fait cause commune depuis longues années avec le parti vaincu, et c'étaient justement ceux-là qui affectaient le plus ardent libéralisme. De ce nombre était le ministre de l'intérieur, don Antonio Espinoz, ami intime du général Moreno. Il avait quelquefois causé avec Manuel chez sa tante; l'idée lui vint de le rallier au gouvernement. C'était une conquête précieuse que celle d'un publiciste distingué qui avait soutenu jusque-là les opinions les plus avancées. Des élections devaient avoir lieu quelques mois plus tard; le ministre fit clairement entendre à Manuel que s'il voulait se mettre sur les rangs, sa candidature serait chaudement appuyée. Manuel hésita d'abord. Il voyait des abîmes entre ses théories démocratiques et la marche suivie par le ministère. Un raisonnement assez spécieux, mais inspiré au fond par l'intérêt personnel, le détermina à accepter. Il se dit que, ne pouvant pas espérer la réalisation complète de ses idées, ce qu'il pouvait faire de mieux pour son propre parti, c'était de se mettre en situation d'en faire adopter quelques-unes. Bientôt posé en candidat ministériel, recherché et flatté par ceux qui redoutaient la veille sa verve moqueuse, il recommença à rêver le pouvoir et à s'enivrer d'espérances.

Marthe souffrait cruellement. Dans l'aveuglement du bonheur, elle s'était quelquefois réjouie que la fausseté de sa position la renfermât avec Manuel dans une sorte de cercle magique où aucun bruit du monde ne pénétrait. Elle reconnaissait maintenant sa folie, elle sentait enfin ce qu'il y a de douloureux pour une femme à ne pouvoir pas s'associer ouvertement à la vie de celui qu'elle aime, à se trouver dans l'alternative de l'annuler socialement ou de le voir se créer des occupations et des intérêts tout à fait indépendans d'elle. Elle versait souvent des larmes qu'elle cachait soigneusement à Manuel. Si elle avait pu deviner à quel point le besoin de bruit, l'amour du pouvoir et du luxe contribuaient à pousser Manuel dans la carrière politique, elle se fût peut-être moins aisément résignée; mais elle le voyait encore à travers le voile de gaze d'or que la passion met sur les yeux de la femme. Elle aurait cru faire une action impie et criminelle en s'efforçant de l'absorber tout entier.

La señora Moreno commençait à espérer la guérison de son neveu, et, toujours guidée par son vieux conseiller, elle trouvait souvent moyen, sans lui parler directement de Marthe, de lui dire des mots qui portaient coup. — Avez-vous remarqué comme doña Carmen vous regarde? lui dit-elle un soir.

Doña Carmen était la fille unique du ministre don Antonio Espinoz.

— Non, dit Manuel, qui n'avait jamais eu l'idée de s'occuper des regards de doña Carmen.

— O mon cher Manuel, reprit sa tante, quel rêve j'aurais fait pour vous, si... Mais ne parlons pas de cela; c'est impossible, vous n'êtes pas libre.

Quand un homme se serait rivé lui-même et très volontairement une chaîne aux pieds et aux mains, on risquerait fort de le mettre en fureur en lui disant que ses mouvemens ne sont pas libres. Le ton de commisération avec lequel lui parlait sa tante donna des crispations à Manuel.

— Elle n'est pas belle, votre doña Carmen, dit-il en regardant la jeune fille.

— Tous n'en jugent pas ainsi. Voyez comme ce jeune secrétaire d'ambassade lui fait la cour! Puis son père est en faveur. Le mari de doña Carmen pourra arriver à tout.

En retournant chez lui, Manuel se répéta plusieurs fois à lui-même qu'il sacrifiait à Marthe un magnifique mariage.

Il n'y a guère de milieu en amour entre la reconnaissance et l'ingratitude. Dès que Marthe n'était plus tout pour Manuel, elle devait être bien près de devenir une gêne pour lui.

Un soir, il vit entrer Juan et Julia dans le salon de sa tante. La beauté de Julia avait doublé de valeur à Madrid; ses cheveux blonds, sa gracieuse nonchalance, son élégance parisienne avaient un succès étourdissant. Il en est de la beauté des femmes comme du talent des acteurs, que les applaudissemens décuplent : plus admirée, Julia était plus jolie en Espagne qu'en France. Manuel fut forcé de se l'avouer en la regardant; mais il se dit en même temps qu'il la méprisait profondément et qu'il ne lui adresserait jamais la parole.

Juan vint lui serrer la main. Ils ne se dirent pas un seul mot. Aucune explication n'était possible entre eux. Quoique Julia fût entourée des hommes le plus à la mode de Madrid, elle lançait de temps en temps un regard vers Manuel. Voyant qu'il semblait décidé à ne pas venir la saluer, elle imagina un prétexte pour s'éloigner de ses admirateurs, et se rapprochant de lui : — Est-ce ainsi, dit-elle de sa voix la plus douce, que vous oubliez vos anciens amis? suis-je donc si effroyablement changée que vous ne me reconnaissiez pas?

Manuel, tout interdit, ne put s'empêcher de répondre par un compliment. Julia répliqua par une flatterie. La conversation ainsi engagée continua. Bientôt Manuel remarqua que des regards pleins de jalousie s'attachaient sur lui; cédant à un mouvement de vanité, il se plut à prolonger son tête-à-tête avec Julia, et oublia complètement l'heure à laquelle il rentrait toujours près de Marthe. Un remords subit lui fit tourner la tête vers la pendule; il pensa à l'in-

quiétude de Marthe, et rompit brusquement l'entretien. Au moment où il s'éloignait, il vit Julia se pencher à l'oreille de sa tante, et l'entendit murmurer assez haut pour qu'il pût parfaitement l'entendre : — Pauvre esclave !

Il eut envie de revenir près de Julia et de rester jusqu'à la fin de la soirée.

A l'une des *tertulias* suivantes, la señora Moreno lui dit : — J'avais l'intention d'aller demain aux *toros* avec doña Carmen, mais mon fils est absent, mon mari et son père seront occupés; nous n'aurons personne pour nous accompagner. Il fut un temps où je vous aurais prié de nous rendre ce service; malheureusement vous n'êtes pas libre.

Ce mot produisit sur Manuel son effet habituel, et il se mit avec empressement aux ordres de sa tante.

XVIII.

Le lendemain, un éclatant soleil de juillet versait des flots de lumière et de chaleur. La *funcion* commençait à cinq heures précises; dès trois heures, une foule immense circulait dans la superbe rue d'Alcalà. Rien ne peut donner l'idée de l'animation qui s'empare de ce peuple espagnol, d'ordinaire si nonchalant et si grave, quand il s'agit de son plaisir favori. De somptueux équipages passaient rapides comme l'éclair, emportant les derniers représentans de l'aristocratie castillane. Les femmes qui suivaient à pied les trottoirs étaient encore plus coquettement parées, encore plus provoquantes dans leur démarche et dans leur regard que de coutume. On se disputait une place sur le siége d'un omnibus déjà complet, et les chevaux de ces modestes véhicules, énergiquement stimulés par leurs conducteurs, galopaient avec ardeur sous les larges cocardes de rubans rouges dont on ne manque jamais de les parer en semblable circonstance.

Une fenêtre de l'appartement occupé par Marthe s'ouvrit, et elle vint s'accouder sur le balcon. La tristesse de sa physionomie formait un contraste frappant avec la joyeuse impatience qui se lisait sur tous les visages. Elle semblait complètement indifférente au bruit et au mouvement de la rue, seulement ses regards interrogeaient avec avidité toutes les voitures découvertes qui passaient sous ses fenêtres. Quelques jeunes fats ne manquèrent pas de croire que son attention s'adressait à eux, et se retournèrent pour la lorgner longtemps après avoir dépassé son balcon; mais elle était trop préoccupée pour remarquer leur impertinence, et continuait son examen sans se lasser.

Enfin ses joues, jusque-là très pâles, se colorèrent fortement à la vue d'une calèche dans laquelle se trouvaient Manuel, sa tante et doña Carmen. Elle se pencha à demi hors du balcon; elle attendait un regard. Manuel, engagé dans une conversation animée avec doña Carmen, ne pensa pas à lever les yeux vers elle; peut-être aussi ne le voulut-il pas. Un nuage obscurcit le front de Marthe; elle rentra dans sa chambre, ferma la fenêtre, et laissa retomber les rideaux pour mettre une barrière entre elle et la gaieté du dehors; puis elle se jeta avec découragement sur un sofa, et bientôt des larmes roulèrent lentement entre ses doigts, qu'elle tenait pressés sur ses yeux.

Tandis que Marthe pleurait, Manuel installait gaiement sa tante et doña Carmen dans une des meilleures loges du cirque immense qu'on appelle la *Plaza de Toros*.

Ne possédant pas la plus légère notion de tauromachie, il nous serait impossible de donner des détails circonstanciés sur les péripéties de la course à laquelle Manuel assista. Il suffit de constater que les taureaux se comportèrent vaillamment; il y eut plus d'une demi-douzaine de chevaux éventrés, deux ou trois *picadores* blessés; somme toute, le public fut satisfait. Au moment où éclataient les premières fusées du feu d'artifice qui termine presque toujours la fête, doña Carmen dit tout à coup : — Don Manuel, voudriez-vous avoir l'obligeance de me conduire dans la loge de Mme d'Alvarez? Son mari l'emmène demain au fond de l'Estramadure, et je désirerais lui serrer la main avant son départ. — Manuel n'avait pas revu la marquise depuis l'arrivée de Marthe. Il fut vivement contrarié par cette demande; mais il n'y avait pas moyen de refuser.

La loge de Mme d'Alvarez était tous les lundis le rendez-vous des jeunes gens qui avaient quelques prétentions ou quelques droits au titre d'homme distingué. On remarquait entre tous le comte del Rio et son inévitable satellite, don José de la Encina. Le comte était cité comme l'homme le plus élégant et le plus spirituel de Madrid. Quant à don José, il était incontestablement très riche, mais non moins incontestablement vulgaire sous tous les rapports. Il avait pourtant assez de bon sens pour reconnaître la supériorité du comte, et croyait s'y associer en se montrant partout avec lui, en répétant ses bons mots, en se faisant habiller par son tailleur, et en héritant quelquefois de ses maîtresses.

Quand Manuel entra dans la loge de la marquise, elle engageait tous ses adorateurs à un souper d'adieu qu'elle voulait leur donner à la sortie de la course. Elle fit mille démonstrations affectueuses à son amie, répondit au salut de don Manuel avec une légèreté affectée, et continua ses invitations. Manuel était la seule personne à laquelle elle ne se fût pas directement adressée; il se tenait au fond

de la loge et échangeait quelques mots avec le comte del Rio, ce qui ne l'empêcha pas d'entendre la marquise dire à don José :

— Rendez-moi le service d'engager de ma part don Manuel.

— Lui? répondit don José, qui aimait à paraître au courant de toute chose, et surtout de la chronique scandaleuse, c'est parfaitement inutile; soyez certaine qu'il vous refusera.

— Et pourquoi? dit la marquise.

— Parce que c'est un homme fini, enterré, marié.

— Don Manuel est marié! dit la jeune femme avec surprise.

— Marié! c'est-à-dire, c'est selon...

— Ah! fit Mme d'Alvarez avec une moue dédaigneuse, et elle parut donner toute son attention à une gerbe lumineuse qui s'épanouissait en ce moment dans l'air.

Manuel avait tout entendu, il était au supplice, il aurait voulu pouvoir souffleter don José.

Les dernières lueurs du bouquet final s'éteignaient, on commençait à déserter le cirque. Soit méchanceté, soit politesse, en passant devant Manuel pour quitter sa loge, la jeune marquise se retourna vers lui, et lui dit gracieusement : — Mes amis veulent bien venir souper ce soir chez moi; serez-vous des nôtres, don Manuel?

Manuel fut au moment d'accepter. Il répondit cependant avec un peu d'embarras : — Je suis désespéré, madame; mais j'ai des engagemens, je ne puis avoir cet honneur.

— Je m'y attendais, dit la marquise en riant, et elle prit le bras du comte pour regagner sa voiture.

Manuel reconduisit sa tante chez elle, puis il erra au hasard dans les rues et finit par se promener à grands pas sous les arcades de la *Plaza-Mayor*. Il était peut-être plus que malheureux; il était irrité, furieux, sans savoir à qui ou à quoi s'en prendre. S'il avait refusé le souper de la marquise, c'était moins dans la crainte d'affliger Marthe que parce que, selon lui, après la conversation qu'il avait entendue, il n'y pouvait jouer qu'un rôle insignifiant ou ridicule, qui ne convenait nullement à sa vanité. C'en était donc fait : il n'y avait plus pour lui ni indépendance, ni plaisirs, ni jeunesse. Parce qu'il aimait une femme, était-il donc condamné à consumer sa vie dans un tête-à-tête sans fin? Mais ses amis aimaient aussi, du moins ils le disaient, et ils n'en menaient pas moins une libre et joyeuse existence. Pourquoi n'en était-il pas ainsi de lui? Quelle influence maligne pesait sur sa destinée? Toutes les pensées qui s'agitaient dans son cerveau l'importunaient. Il était à la fois contrarié qu'on le crût marié et profondément blessé de la légèreté avec laquelle don José avait semblé traiter ses relations avec Marthe.

Ce qu'il y a d'horriblement pénible dans les souffrances de ce

genre, c'est que pour peu qu'on ait quelque élévation dans l'âme, on est humilié de les ressentir. Les nobles et généreuses douleurs portent avec elles une sorte de consolation; mais les tortures de l'égoïsme, les angoisses de la vanité ont quelque chose de si mesquin et de si lâche, que la première punition de celui qui s'y abandonne est d'arriver inévitablement au découragement et au dégoût de lui-même.

Manuel n'était pas loin d'éprouver ces deux sentimens dans toute leur amertume, quand l'horloge de Santo-Tomas sonna dix heures. Il sembla se rappeler subitement qu'il devait être impatiemment attendu, et se dirigea vers la rue d'Alcalà. Marthe était encore sur le sofa où nous l'avons laissée. — Comme tu reviens tard! dit-elle d'un ton moitié joyeux, moitié triste, en se soulevant à demi. — Elle attendait le baiser que Manuel ne manquait jamais de lui donner quand il revenait près d'elle, leur séparation n'eût-elle duré que quelques minutes.

Dans la disposition d'esprit où il se trouvait, Manuel vit un reproche dans ces paroles. C'était pour lui la confirmation de son esclavage; sa mauvaise humeur s'en accrut. Sans embrasser Marthe, sans même lui répondre, il se laissa tomber dans un fauteuil. Une seule bougie brûlait sur une console; l'aspect de cette chambre à peine éclairée et de cette femme en larmes était presque lugubre. Manuel en fut désagréablement impressionné. Trop peu satisfait de lui-même pour n'être pas injuste envers les autres, il en fit un crime à celle qui souffrait par lui. — Pourquoi pleurez-vous? dit-il d'un ton rude en se tournant vers Marthe.

— Ai-je besoin de vous le dire? répondit-elle.

Il se fit un long silence. Manuel avait ramassé sur la natte qui recouvrait l'appartement une rose rouge qu'il avait posée lui-même le matin dans les cheveux de Marthe, et l'effeuillait machinalement.

— Daignerez-vous enfin m'apprendre pourquoi vous pleurez? dit-il en s'arrêtant devant le sofa. Est-ce parce que vous m'avez attendu quelques instans? Mais c'est de votre part une odieuse tyrannie à laquelle un homme ne peut se soumettre. Est-ce parce que vous vous êtes ennuyée dans la solitude? C'est une faiblesse bien digne d'une femme; mais vous ne devriez pas en faire souffrir les autres. Après tout, je ne vous ai pas engagée à venir ici.

Ces paroles produisirent sur Marthe l'effet d'un choc électrique. Elle se leva frémissante. — Non, dit-elle avec une amertume poignante; non, vous ne m'avez pas engagée à venir ici. Pendant six mois, vous avez employé tout ce que vous possédiez d'éloquence, de séduction, peut-être faudrait-il dire d'habileté, à allumer la passion dans mon âme. Pendant six mois, vous m'avez dit chaque jour que

l'amour est toute la vie, qu'hors de là il n'y a pour la femme ni vertu ni grandeur; vous m'avez suppliée à genoux de ne laisser jamais séparer mon existence de la vôtre; vous avez voulu enfin qu'il me fût impossible d'appartenir à un autre sans m'avilir! Mais quelques mois d'absence ont passé: j'aurais dû comprendre que ce court espace de temps rendait permis ce qui vous paraissait infâme. Que ma folie retombe sur moi seule! Vous êtes innocent, et vous pouvez vous laver les mains de mes souffrances. Le jour où il m'a fallu choisir entre l'approbation des hommes et ma propre estime, entre tous les biens de ce monde et mon amour, je n'ai pris conseil que de ma conscience et de mon cœur. Quand j'ai quitté pour toujours celle qui m'avait servi de mère, il est très vrai qu'aucun ordre formel ne m'appelait vers vous. J'étais soutenue par une illusion divine, je me croyais indispensable à votre bonheur. Le voile qui couvrait mes yeux vient de tomber. Vous venez de m'apprendre que j'étais seule heureuse. Ce que tout à l'heure je croyais être du dévouement, ma vertu, ma gloire à moi, ne m'apparaît maintenant que comme un honteux et méprisable égoïsme. Je ne vois plus qu'humiliation ici, et je n'accepterais pas le bonheur même à ce prix.

Elle était magnifique en parlant ainsi. Sa chevelure dénouée inondait ses épaules, son front rayonnait de fierté, une flamme sombre jaillissait de ses yeux. Sans jeter un seul regard sur Manuel, elle enveloppa sa tête et ses épaules d'une épaisse mantille et se dirigea vers la porte. Il y avait dans ses mouvemens une raideur automatique effrayante; Manuel les suivait d'un œil hébété. Tous les deux semblaient sous l'influence du sommeil somnambulique. Elle toucha la clé. A ce moment, Manuel s'élança aussi prompt que la pensée et posa sa main sur la sienne : — Vous ne partirez pas! cria-t-il d'une voix terrible. Au contact de cette main, sous le regard dominateur de son amant, Marthe frissonna de tout son corps et devint pâle comme un cadavre.

— Et pourquoi? murmura-t-elle d'une voix étouffée.

— Parce que je t'aime! s'écria Manuel en la serrant avec passion entre ses bras. Il y avait dans ce cri un tel accent de vérité, une si irrésistible puissance, que Marthe se sentit vaincue.

— Tu m'aimes, et tu me tortures sans pitié? tu m'aimes, et tu m'injuries? balbutia-t-elle.

— Oui, je t'aime, répétait Manuel. Que t'ai-je dit? Je n'en sais rien; j'étais fou. Si tu pouvais deviner ce que j'ai souffert ce soir à cause de toi!

Subjugué par la beauté et l'énergie de sa maîtresse, Manuel venait de se persuader que son cœur seul avait souffert dans cette fatale soirée, que les bavardages de don José et le méprisant sourire de la

marquise avaient été la cause unique du trouble qui s'était emparé de lui. — Non, continua-t-il, je ne veux plus te quitter. Combien je le hais, ce monde vil et stupide, qui a perdu la faculté de comprendre la pureté et l'héroïsme!

— Pourquoi le haïr quand on peut l'oublier? dit Marthe.

— Tu parles comme une sainte, et tu mériterais d'être adorée à genoux... Mais dis-moi, pourquoi pleurais-tu? poursuivit-il en attirant doucement Marthe près de lui.

— Je ne sais. Je me suis sentie si isolée, si malheureuse, et puis pourquoi ne m'as-tu pas regardée?

— Voulais-tu que j'attirasse sur toi l'attention de ma très sotte tante et de l'absurde coquette que j'étais obligé d'accompagner? C'est mal à toi d'avoir manqué de courage. Ne sais-tu pas qu'il y a des obligations auxquelles les hommes ne peuvent se soustraire?

— Hélas! oui, je le sais, dit Marthe; mais toi, peux-tu comprendre ce qui se passe dans l'âme d'une femme absorbée dans une pensée unique? Je sens bien que je ne peux pas être dans ta vie et que tu es dans la mienne; je ne le désire pas. N'ai-je pas aimé surtout en toi cette inquiétude éternelle, cette ardeur immense qui voudrait embrasser l'univers? Mais j'ai besoin de croire que dans les instans où tu fais trève aux soucis de la vie intellectuelle, je suis le seul être au monde qui puisse te donner quelque consolation et quelque joie.

— Tu es ma vie, mon bonheur, la plus grande et la meilleure des femmes, dit Manuel en pressant Marthe contre son cœur. Je voudrais racheter au prix d'un supplice chacune des larmes que je t'ai fait verser. Dis-moi que tu m'aimes encore, dis-moi que tu me pardonnes.

— Enfant! dit Marthe en l'embrassant et en l'enveloppant d'un regard céleste.

XIX.

Après cette scène, Marthe et Manuel crurent avoir oublié les paroles amères qu'ils avaient prononcées et s'aimer plus que jamais. Cette illusion dura quelques heures chez Manuel, quelques jours chez Marthe; puis les choses reprirent leur pente fatale.

Manuel alla tous les soirs dans le monde. Il se persuada d'abord que ses projets d'avenir l'exigeaient impérieusement; mais bientôt il ne chercha plus à se dissimuler son désir de rencontrer Julia. Ce fait, étrange en apparence, est en réalité très naturel; les femmes aussi habiles que l'ex-vicomtesse savent exploiter tous les sentimens qu'elles inspirent, même le mépris.

Les premières prévenances de Julia envers Manuel avaient été surtout inspirées par la crainte. D'un juge sévère, d'un témoin dange-

reux elle voulait faire un complice. D'autres motifs la poussèrent encore à entreprendre la conquête de son ennemi. Manuel avait résisté à ses avances; il l'avait dédaignée. C'était assez pour qu'elle désirât le voir à ses pieds, pour provoquer même une de ces violentes fantaisies qui sont les grandes passions des femmes comme Julia. Puis sa jalousie et sa haine contre Marthe étaient loin d'être éteintes; une conversation qu'elle entendit par hasard quelques jours après la course de taureaux les ranima plus ardentes que jamais.

— Comme Mme de Villa est jolie! disait don José de la Encina au comte del Rio; décidément il n'y a que les Françaises...

— Mme de Villa est assez jolie, répondait froidement le comte; mais elle n'est pas belle. Du moins elle ne me semble plus belle depuis que j'ai vu la maîtresse de don Manuel.

— Vous la connaissez? s'écria don José en jetant sur le comte un regard plein de curiosité et d'envie.

— J'ai rencontré hier don Manuel au *Retiro* avec une jeune femme, et après ce qui s'était dit dans la loge de Mme d'Alvarez, j'ai supposé que ce devait être sa maîtresse. Je comprends maintenant pourquoi on ne l'aperçoit plus nulle part. Quand on peut passer sa vie avec une pareille femme, les distractions que nous venons chercher dans les salons doivent paraître bien insipides.

Si Manuel avait pu entendre ces paroles, son amour pour Marthe eût probablement doublé, car le jugement du comte faisait autorité dans la première société de Madrid. Malheureusement ce fut Julia qui les recueillit. A l'heure même, elle résolut de tout tenter pour enlever Manuel à Marthe.

Le caractère de Manuel lui offrait de grandes chances de réussite. Il faut aimer réellement avec le cœur pour être longtemps heureux d'un bonheur que personne ne vous envie. La vanité a d'ordinaire une si large part dans l'amour, que les femmes dont les préférences sont un triomphe possèdent une immense supériorité sur celles qui ne peuvent donner qu'un obscur dévouement. Quand Julia adressait à Manuel des mots flatteurs qui faisaient pâlir de dépit quelque amoureux maltraité, il lui en avait une reconnaissance mille fois plus grande que celle qu'excitaient en lui la tendresse et l'abnégation de Marthe. Cette abnégation commençant d'ailleurs à lui peser comme un remords, il ne cherchait que des occasions de la nier. Si Marthe témoignait quelque tristesse en le voyant sortir, s'il remarquait quelques traces de larmes sur son visage en revenant près d'elle, il éprouvait une mauvaise humeur qu'il ne prenait pas toujours la peine de dissimuler.

Julia semblait avoir deviné cette disposition d'esprit quand elle lui répondit un soir qu'il l'interrogeait sur la cause d'une mélancolie

admirablement jouée : « Je suis triste, je souffre, parce que je n'ai qu'une chose à faire dans la vie, — être heureuse. Du bonheur, du plaisir,... j'en suis lasse. Je sens au fond de mon âme des instincts de dévouement inassouvis, des facultés de sacrifice que je ne sais ni pour qui, ni pour quoi dépenser. Combien j'envie les femmes qui peuvent briser leur vie pour servir les desseins de l'homme qu'elles aiment! Notre gloire, à nous, n'est-ce pas de nous annuler, de nous anéantir devant notre idole, de nous laisser écraser s'il le faut pour exhausser son piédestal? On nous traite comme des esclaves auxquelles une existence paisible, des jouissances matérielles suffisent, et nous finissons par contracter tous les vices de l'esclavage; mais il y a des instans où l'âme se réveille : alors viennent le dégoût, le mépris de soi-même... Oui, le mépris, continua-t-elle avec une amertume déchirante, et aucune espérance de se relever! — Vous me demandez pourquoi je suis triste?... » dit-elle après une pause en attachant ses yeux sur ceux de Manuel; puis elle laissa sa tête retomber sur sa main avec désespoir.

Cette tirade très préméditée eut parfaitement l'air d'une explosion involontaire de sentimens longtemps contenus. Julia connaissait Manuel et savait quelles cordes il fallait toucher pour l'émouvoir; elle se faisait aussi un point d'honneur de vaincre Marthe sur son propre terrain, avec ses propres armes. Son succès fut complet.—Personne n'a compris cette femme, se dit Manuel en la quittant.

Le rôle de Christophe Colomb, dans quelque sphère qu'il se joue, est toujours séduisant pour l'amour-propre; celui de créateur l'est encore davantage. Ou Manuel découvrait le premier les trésors de perfection féminine que renfermait l'âme de Julia, ou l'amour qu'elle ressentait pour lui créait une âme nouvelle à cette femme, jusque-là égarée, car il n'en pouvait douter, il y avait de l'amour dans le long regard que Julia avait arrêté sur le sien.

Un mois s'était à peine écoulé, que Manuel écrivait à Julia : « Merci, mille fois merci, j'aime pour la première fois. Je le sens aux extases de bonheur que tu me donnes, à cette jalousie poignante que l'admiration de tous ceux qui t'approchent développe dans mon âme. Jamais une autre femme ne m'a fait éprouver rien de pareil. Pauvre ange! comme ils te méconnaissent, ceux qui calomnient ton cœur! Ne t'afflige pas, n'aie pas de remords à cause d'*elle;* je l'estime, je la plains, mais bien avant d'avoir deviné ton amour, il m'était devenu impossible de l'aimer. »

Ce qui n'empêchait pas Manuel de se montrer plus tendre, plus affectueux que d'habitude avec Marthe. Près d'elle, il avait des remords, se reprochait son infidélité, n'était pas loin enfin de considérer Julia comme une distraction sans conséquence. Marthe ne pou-

vait donc avoir aucun soupçon de ce qui se passait. Il est cependant si difficile de se garder à soi-même son secret, qu'un éloge général des femmes blondes échappa à Manuel en causant avec elle.

— Où as-tu vu Julia? dit Marthe avec la perspicacité presque surnaturelle de la passion.

— Moi? dit Manuel en se levant brusquement pour cacher qu'il avait rougi, nulle part.

Marthe le crut, et pourtant resta inquiète. Même sans la jalousie, son existence était bien triste. Pas une des souffrances de sa position exceptionnelle ne lui fut épargnée.

— C'est clair, c'est évident, s'écria un soir don José en voyant Manuel s'approcher de Julia et lui parler à voix basse, quelle incroyable histoire! Ces choses-là n'arrivent qu'à moi...

On a déjà pu entrevoir que l'une des prétentions de don José était de faire avantageusement concurrence à la série d'articles qu'on publie chaque jour dans les journaux de Madrid sous le titre de *gacetillas*, articles qu'on pourrait à bon droit intituler *commérages*.

— J'avais résolu de n'en parler à personne, continua don José, en se tournant vers le comte del Rio, qui, à son grand dépit, l'écoutait avec la plus complète indifférence; mais pour vous je n'ai pas de secrets. Figurez-vous, mon cher, qu'en revenant ce matin à cheval de la Fuente-Castellana, j'ai passé par hasard devant la maison qu'habite don Manuel juste au moment où une dame voilée en sortait pour monter dans un fiacre qui l'attendait à quelques pas de là. Les stores étaient si soigneusement baissés, que j'ai soupçonné une aventure. J'ai suivi la voiture, elle ne s'est arrêtée qu'à la porte de l'hôtel où nous nous trouvons en ce moment. Comprenez-vous à quel point j'ai été surpris quand j'ai vu Mme de Villa en descendre? Il n'y avait pas moyen de s'y tromper, son voile était levé. Je l'ai saluée, et elle m'a rendu mon salut en souriant. Que pensez-vous de cela?

— Moi? absolument rien, répondit le comte.

— Ne devinez-vous pas qu'il se passe quelque chose entre Mme de Villa et don Manuel?

— C'est fort possible.

— Et sa maîtresse, la voilà donc abandonnée?

— S'il l'abandonne pour Mme de Villa, il a grand tort.

— Que va-t-elle devenir?

— Ce que deviennent toutes les femmes dans sa position, quelque chose comme une femme entretenue.

— Mais savez-vous que c'est une personne distinguée, appartenant à une grande famille?

— Eh! mon cher, raison de plus. Qu'une fille du peuple se laisse séduire, tout l'excuse : elle n'a pour la défendre ni famille, ni édu-

cation, ni fortune; mais quand une jeune fille protégée par toutes ces barrières sociales saute par-dessus pour courir après un amant, il est permis de supposer que chez elle les mauvais instincts l'emportent de beaucoup sur les bons. D'ailleurs, retenez bien ceci, il n'y a pas une femme sur dix mille qui sache poser le pied dans l'amour sans glisser dans le vice.

Après avoir passé plusieurs années de sa vie à envier les maîtresses du comte, don José nourrissait depuis quelque temps une idée fixe : c'était d'avoir à son tour une maîtresse que le comte pût lui envier. Marthe réunissait mieux qu'une autre les conditions désirables, puisque le comte l'admirait. Avant la conversation précédente, jamais don José n'aurait osé rêver cette conquête; dès que le comte eut parlé, il crut avoir toujours pensé qu'une femme comme Marthe est à vous aussitôt qu'on veut se donner la peine de l'acheter. Malgré cette conviction, il jugea nécessaire de se livrer à quelques manœuvres préparatoires avant d'aller mettre ses *duros* à ses pieds, et employa chaque jour plusieurs heures à se promener sous son balcon.

Marthe ne le remarqua pas; mais le comte intercepta un jour au passage un brûlant regard, dirigé vers une croisée fermée, qui le mit immédiatement sur la voie.

— Eh bien! mon cher, lui dit-il en riant, comment vont vos platoniques amours?

— Vous plaisantez, répondit don José, blessé dans ses prétentions d'homme à bonnes fortunes. Est-ce qu'on aime platoniquement ces femmes-là?

— C'est généralement une sottise, et de plus un moyen à peu près sûr de ne pas réussir, dit le comte en s'éloignant. Enfin, bonne chance. Adieu.

Le soir même, don José quitta le salon de Julia quelques instans après l'arrivée de Manuel, et se rendit chez Marthe. Bien qu'il possédât l'audace et la confiance en lui qui distinguent les gens parfaitement nuls, la manière dont il l'aborderait l'inquiétait un peu. Après de longs efforts d'imagination, il crut rencontrer un expédient excellent : c'était de lui demander, de la part de Manuel, un livre dont ce dernier venait de faire un grand éloge. Une fois la conversation engagée, don José ne doutait pas que les choses n'allassent toutes seules.

Quand il fut introduit près de Marthe, elle était plongée dans une de ces rêveries douloureuses qui remplissaient maintenant toutes ses soirées. Un grand étonnement se peignit sur son visage en apercevant don José. Elle écouta cependant son mensonge sans concevoir aucun soupçon, et lui remit le volume en question avec une simplicité si parfaite, qu'il resta devant elle tout décontenancé.

Marthe attendait évidemment son salut d'adieu, mais don José était décidé à ne pas partir. Après un silence embarrassant, il lui dit enfin : — Votre vie doit être bien triste, madame? — Cette question s'accordait si bien avec les sentimens intimes de Marthe, qu'elle rougit et regarda don José. Il était assez sot pour voir un encouragement dans cette émotion. — C'est un crime, continua-t-il, d'enfouir dans la solitude une femme aussi jeune, aussi belle, aussi distinguée que vous, une femme qui n'aurait qu'à se montrer pour éclipser toutes les autres! Vous êtes faite pour régner, pour briller, et non pour pleurer obscurément l'abandon d'un homme qui ne vous comprend pas. Combien je serais heureux, si vous me permettiez de transformer votre existence, de vous entourer de luxe, de..... — Ici don José, à bout de rhétorique, s'écria tout à coup : — Je vous adore, madame; si vous le voulez, toute ma fortune est à vous.

Marthe était si loin de l'idée de don José, qu'au commencement de ce discours, elle crut entendre d'absurdes complimens. Quand elle fut enfin obligée de le comprendre, elle ne songea même pas à se mettre en colère.

— Fallait-il encore souffrir cela pour lui? murmura-t-elle en levant au ciel des yeux pleins de larmes, sans paraître se souvenir que don José était là.

Malgré ses prétentions et ses ridicules, don José avait au fond un excellent cœur. Cette douleur si sincère et si calme lui fit complétement oublier son rôle de séducteur.

— Je vous demande mille fois pardon, madame, dit-il en balbutiant. Je ne savais pas,... j'ignorais... Vous êtes si belle, je vous ai aimée. Vous devez comprendre...

— Je comprends, monsieur, que c'est surtout ma position que je dois accuser de tout ceci. Veuillez, je vous prie, me laisser seule, dit Marthe en montrant de la main la porte à don José.

— Imbécile! faire pleurer une aussi charmante femme, se dit à lui-même don José en descendant l'escalier, qu'il avait monté dans des intentions triomphantes.

— O ma mère! ma mère! vois où en est ta pauvre fille! s'écria Marthe en tombant à genoux.

Marthe ne parla pas à Manuel de ce qui s'était passé entre elle et don José. La crainte qu'il ne voulût venger l'insulte qu'elle avait reçue fut le motif qu'elle se donna à elle-même pour justifier son silence. Celui qu'elle s'efforça de se dissimuler, c'est qu'elle redoutait d'acquérir la preuve de son indifférence, d'apprendre que l'homme auquel elle avait tout sacrifié ne savait pas ou ne pouvait pas la protéger. Non-seulement elle se sentait peu aimée, mais elle était jalouse. Don José avait parlé d'abandon. La nuit, le jour, en

rêve, ce mot terrible déchirait sans cesse son oreille. A peine parvenait-elle à l'oublier quand Manuel était près d'elle, et qu'elle lui faisait jurer à genoux qu'il l'aimait et qu'il l'aimerait toujours.

A quelques heures de distance, Manuel répétait le même serment à Julia. Sa passion pour elle n'avait cependant pas tenu ce qu'avait semblé promettre l'ardeur du début. Julia, le croyant assez fort, c'est-à-dire assez corrompu pour l'aimer telle qu'elle était, avait jeté le masque dès que son triomphe sur Marthe lui avait paru assuré. Elle se faisait gloire devant lui de son habileté, de l'audace avec laquelle elle imposait ses vices, et raillait impitoyablement la niaiserie et la sottise des gens qui se laissent arrêter par des scrupules de conscience ou effrayer par l'hypocrisie sociale. Ces maximes, débitées avec entrain et esprit, amusaient Manuel. En présence de Julia, il y applaudissait tout haut et était même quelquefois bien près de les approuver; mais loin d'elle il n'y pouvait penser sans un secret sentiment de dégoût. Cette perversité calculée lui faisait horreur. Eût-il d'ailleurs partagé la manière de voir de Mme de Villa, ses opinions seraient probablement restées les mêmes, car il n'est guère d'homme que l'affectation du cynisme ne révolte pas chez une femme. Ce qui contribua encore plus à l'éloigner de Julia, c'est que les observations de sa tante étaient justes; doña Carmen l'aimait, et, en véritable Espagnole, le lui laissait voir clairement.

Doña Carmen était une jeune fille assez sotte et médiocrement belle, qui avait en outre l'inconvénient d'être élevée à *la francesa*, c'est-à-dire qu'au lieu de savoir tout juste lire ses prières, écrire un billet à un amant, draper gracieusement sa mantille et jouer de l'éventail, ce qui constitue l'éducation à *la española*, elle dessinait d'affreux bonshommes, sous prétexte de copier Murillo et Velasquez, écorchait quelques polkas, et passait les nuits à dévorer de détestables romans français dont les jeunes filles de France ne connaissent même pas le titre. Cette éducation prétendue française, trop en vogue aujourd'hui chez nos voisins, a pour résultat d'éteindre tout ce qu'il y a de piquant, d'imprévu, de gracieux dans l'esprit des jeunes Espagnoles, d'étouffer les élans naïfs de leur ardente imagination, de transformer des femmes ingénûment passionnées et adorables dans leur simplicité native en créatures prétentieuses, corrompues de tête et de cœur.

Doña Carmen n'aurait pas trouvé de juge plus sévère que Manuel, si la position de son père ne lui avait donné, comme fille à marier, une importance sociale et une valeur positive qui ne permettaient pas à un ambitieux d'apercevoir ses défauts. La señora Moreno avait parfaitement raison en disant que le gendre du ministre de l'intérieur pourrait arriver à tout. Elle n'avait peut-être pas tort

non plus en supposant que Manuel obtiendrait sans difficulté la main de doña Carmen. Le ministre n'était pas riche, et un jeune homme intelligent et audacieux lui convenait assez pour mari de sa fille. Manuel, tel que nous le connaissons, ne pouvait manquer de songer souvent à la possibilité de ce mariage. Il se laissa peu à peu entraîner à répondre aux brûlantes œillades de doña Carmen par des déclarations d'amour, et s'habitua à considérer Marthe et Julia comme des obstacles à l'avenir brillant qu'il rêvait.

Marthe n'en sut rien, mais Julia s'aperçut bientôt qu'elle n'était pas dans le monde la préoccupation unique de Manuel. Ce qui la contraria encore davantage, c'est que beaucoup d'autres personnes le remarquèrent également. Ainsi elle avait donné à Manuel tous les droits sur elle, sans que Manuel subît la domination absolue qu'elle entendait exercer en fait et surtout en apparence sur ses amans. En fin de compte, Marthe triomphait, car Manuel lui cachait soigneusement qu'elle avait des rivales, tandis que Julia semblait accepter humblement la modeste place qu'il voulait bien lui accorder dans sa vie. Ne pouvant supporter cette pensée, Julia accabla Manuel de moqueries et de reproches. Elle devint si exigeante et si tyrannique à son égard, que son influence sur lui était bien plutôt basée sur la soumission instinctive et fatale des natures faibles envers les natures fortes que sur l'affection.

Manuel arriva donc à une situation qu'on aurait pu prendre pour une ironie de la destinée. Dans un moment où, pour assurer le succès de sa candidature, il eût volontiers donné toutes les femmes de la terre, il se voyait obligé de tromper, de calmer, de consoler successivement trois femmes, de jouer enfin un rôle qui eût fatigué don Juan lui-même. Les choses en étaient là depuis longtemps déjà, quand vint la semaine sainte.

XX.

Saint Paul a dit : *Oportet hæreses esse*. L'Espagne lui donne pleinement raison : elle est aujourd'hui la nation la moins chrétienne de l'Europe. Le clergé y ayant toujours régné sans discussion, les armes spirituelles lui étaient inutiles. Fort d'une interprétation autorisée de l'Évangile qui déclarait la raison impie et l'intelligence diabolique, il s'est efforcé d'étouffer toutes les manifestations de l'esprit, et l'esprit est mort en lui. Partout et toujours ce qui demeure stagnant se corrompt. Les confréries, les processions, les chômages éternels, sous prétexte d'honorer les saints, un grand luxe de bougies dans les églises, voilà toute la religion de l'Espagne. En revan-

che, les passions de la chair et du sang, la volupté et la cruauté, la *cachucha* et les combats de taureaux, semblent les productions naturelles du sol. Ces deux choses se tiennent. Le côté intellectuel annulé chez l'homme, restent les instincts sensuels, qu'on tolère, parce que, dit-on, ils nous inspirent l'humilité en nous obligeant à reconnaître la faiblesse de notre nature.

Il suffit de passer une semaine sainte à Madrid pour savoir à quoi s'en tenir sur la catholique Espagne. Depuis le mercredi jusqu'au samedi, les magasins sont fermés, et la circulation des voitures interdite. Le grand jour, le jeudi, la population entière se répand dans les rues et se promène d'église en église. Un mois d'avance, les dames espagnoles préparent des toilettes spéciales pour cette solennité, des toilettes de deuil d'une coquetterie si raffinée, que les mères de famille comptent sur les parures de la semaine sainte pour marier leurs filles. Il faut bien avouer que, pendant cette pieuse pérégrination, les femmes semblent n'avoir qu'une préoccupation, celle de se faire admirer, et les hommes qu'une pensée, celle de rendre aux femmes la justice qui leur est due, car on ne fait que rendre justice aux Madrilègnes en les trouvant charmantes. Le lendemain, pendant l'office du vendredi saint, les églises sont presque vides; mais vers quatre heures, quand sort la procession, les rues se remplissent de nouveau. Certaines personnes prétendent qu'à la faveur de l'encombrement et du mouvement incessant de la foule, on échange cette semaine-là aux portes des églises plus de serremens de mains et de lettres d'amour qu'il ne s'en distribue dans les promenades et dans les *tertulias* pendant le reste de l'année. Tout ce que nous savons sur ce point, c'est que doña Carmen, qui connaissait probablement les coutumes de son pays malgré son éducation *à la francesa*, et qui les suivait dans ce qu'elles lui paraissaient avoir de bon, écrivit le mercredi soir à Manuel un billet dont le *post-scriptum* disait qu'il pourrait lui remettre sa réponse à la sortie de Las Calatravas.

Manuel fut vivement contrarié de l'ardeur que mettait doña Carmen à transformer ses galanteries en grande passion, car il n'avait encore aucun parti-pris sur elle. De plus, Julia lui avait fait promettre de l'accompagner dans sa visite aux églises, et il craignait qu'elle ne découvrît la vérité. Ne voulant se brouiller ni avec l'une ni avec l'autre, il se décida à aligner quelques phrases de théorie amoureuse, comptant sur son habileté et sur son étoile pour les faire parvenir à leur adresse; puis, tout en faisant les réflexions les plus morales sur l'inconséquence de ses compatriotes, il s'achemina vers la maison de Mme de Villa.

Une autre circonstance contribuait à le rendre ce jour-là d'assez mauvaise humeur. Marthe, saisie de ce besoin contagieux d'activité

et de bruit que tous éprouvent dans les jours de réjouissance générale, l'avait prié le matin même de la conduire voir les églises. Il avait refusé en prétextant des affaires. Marthe s'était étonnée qu'à Madrid, où l'on remet si volontiers les affaires au lendemain, il en fût question le jeudi saint, et il avait été forcé de s'embarquer dans une série de mensonges et d'explications absurdes pour donner quelque vraisemblance à son assertion.

L'irritation de Manuel ne se calma que dans l'église de Las Calatravas. En apercevant doña Carmen agenouillée à dix pas de lui, près d'une vieille parente, il espéra que tout allait s'arranger pour le mieux. Après lui avoir lancé un regard à la dérobée, doña Carmen se leva et se dirigea vers la porte. Par malheur, Julia paraissait tout à fait absorbée par la prière. Manuel se pencha vers elle et lui demanda si elle comptait rester éternellement dans cette église. Elle se leva aussitôt. Doña Carmen avait si adroitement ménagé sa sortie, que Manuel arriva assez à temps pour lui glisser son billet dans la main droite, tandis qu'elle prenait de l'eau bénite de la main gauche. Il crut tout sauvé et respira librement, mais au moment où il franchissait le seuil de la porte, il vit Marthe en face de lui, au milieu d'un flot de peuple qui s'efforçait d'entrer dans l'église. Son premier mouvement fut de rentrer dans Las Calatravas. Julia, qui avait aussi reconnu Marthe, devina cette intention, et, passant son bras sous le sien, elle lui dit d'une voix moqueuse : — Prenez donc garde, doña Carmen pourrait s'apercevoir de quelque chose, ce qui nuirait infailliblement au succès de votre épître.

Manuel était furieux, mais il ne pouvait quitter Julia sans scandale. Doña Carmen et sa tante étaient toujours près d'eux. Il passa devant Marthe en baissant les yeux.

— C'est une indignité! Vous allez la tuer! dit-il tout bas à Julia.

— Soyez tranquille, on ne meurt pas de ces choses-là. Est-ce que vous ne me condamnez pas depuis trois mois à subir le partage de votre cœur?

Manuel haussa les épaules.

— Ce geste signifie probablement qu'il n'y a aucune comparaison possible entre elle et moi? dit Julia ironiquement.

— Peut-être.

— Alors vous êtes bien coupable de sacrifier un être angélique à une créature aussi imparfaite que moi — et à une doña Carmen! continua-t-elle sur le même ton.

Ils étaient arrivés au bas des marches de l'église de San-José. Manuel fit un effort pour se débarrasser du bras de Julia.

— Ne vous pressez donc pas, dit-elle; douteriez-vous que la miséricorde et la faculté d'oublier les injures fussent au nombre de ses

perfections? Pleurez un peu, mentez beaucoup, et surtout jurez que vous ne m'avez jamais aimée.

— En cela, je ne dirai que l'exacte vérité, dit Manuel en la quittant.

Il suivit de point en point le programme que lui avait tracé Julia. Il pleura, il mentit, il jura à Marthe qu'il ne s'était jamais occupé de Mme de Villa. — Il est très vrai qu'elle a tout fait pour me rendre amoureux d'elle, lui disait-il. Elle est jalouse de toi, elle te déteste. Furieuse de n'avoir pu réussir, elle a abusé des circonstances pour essayer de nous brouiller, car c'est le hasard qui m'a conduit à Las Calatravas. Me crois-tu? me pardonnes-tu? ajouta-t-il en s'agenouillant près du sofa où Marthe était couchée.

La vérité se mêlait en si forte proportion au mensonge dans cette justification, qu'elle eût pu sembler plausible à une personne indifférente. Il n'en fallait pas tant pour convaincre Marthe. Quelle femme doute longtemps de la sincérité de l'homme qu'elle adore quand il pleure à ses pieds?

Une pensée toute naturelle contribua à la rassurer. — Pourquoi mentirait-il? pourquoi tiendrait-il tant à me calmer, s'il ne m'aimait plus? se disait-elle.

Un objet de très petite dimension placé devant notre œil nous cache l'univers. La plus légère impression présente peut nous faire oublier l'état général de notre âme. C'est ainsi que l'homme trompe beaucoup en mentant peu. Manuel croyait adorer Marthe, parce qu'il était irrité contre Julia. Il voulait la calmer pour terminer une scène qui le fatiguait.

Pendant quelques jours, Marthe se crut heureuse; mais l'ambition était un écueil bien plus dangereux pour Manuel que les séductions du cœur. En le livrant tout entier à ce sentiment, sa rupture avec Julia ne pouvait que hâter l'heure fatale. Il retourna dans le monde et fit décidément la cour à doña Carmen. Son but fut surtout d'abord de vexer Julia; mais les plaisanteries et les félicitations qu'on lui adressa à ce sujet ne tardèrent pas à le familiariser avec la pensée d'abandonner Marthe pour épouser la fille du ministre. Quand l'opinion des autres nous paraît conforme à nos secrets désirs, il n'est pas besoin que les manifestations soient bien vives pour nous entraîner. Parler de ce mariage à Manuel, c'était, selon lui, l'engager à le conclure.

Dans la crise morale qu'il traversait, l'imagination et la fausse grandeur d'âme qui l'accompagne souvent sont de puissans auxiliaires pour l'égoïsme. S'il s'était dit brutalement : « Je vais briser la vie et le cœur d'une femme que j'aime pour jouer un rôle dans le monde, pour avoir de l'argent et les jouissances qu'il procure, pour habiter un bel hôtel, me promener dans d'élégans équipages, » il

eût été bien près de la vérité; mais il aurait probablement reculé avec horreur devant elle. Loin de là, il réussissait presque à élever une lâcheté à la hauteur d'une vertu. Dans les heures d'indifférence et de franchise, il allait bien jusqu'à s'avouer que c'était à son avenir, à sa gloire qu'il songeait à sacrifier Marthe; mais dans les instans où son cœur et sa conscience parlaient un peu trop haut, il avait recours pour les faire taire à la théorie de l'abnégation et du renoncement absolu, et, comme s'il avait espéré se persuader lui-même, il se répétait que « l'abandon de Marthe était une de ces nécessités fatales qui pèsent sur tous les hommes supérieurs, qu'il se devait avant tout à son pays, et qu'entre le bonheur de l'Espagne et les larmes d'une femme il ne lui était pas permis d'hésiter. » L'Espagne ne se doutait guère que sa félicité exigeât un semblable holocauste.

Marthe commençait à admettre la probabilité de tous les malheurs. Une scène qui prouvait que Manuel l'aimait toujours, ou que du moins il tenait assez à elle pour chercher à la tromper, lui avait donné quelques instans de joie. Cette joie avait bientôt fait place à une défiance sans cesse en éveil. Manuel avait menti, il pouvait donc mentir encore. Au lieu de puiser comme autrefois la vie dans ses yeux, d'ouvrir son cœur à ses moindres paroles, elle épiait ses regards, observait ses gestes, analysait ses phrases. Dès qu'il la quittait, elle se livrait aux plus désespérantes suppositions, bâtissait les romans les plus étranges. S'il tardait à revenir, sa tête s'égarait. — C'est fini! Il n'a pas osé me le dire; mais il ne m'aime plus, il ne reviendra pas, se disait-elle.

Non-seulement elle doutait de Manuel, mais elle commençait à douter d'elle aussi.

Si l'amour est tout-puissant sur les grandes âmes, c'est qu'il nous ennoblit, nous divinise presque. Être la vie d'une autre vie, donner le bonheur, n'est-ce pas participer au plus magnifique des attributs de Dieu? « Illusion! disent certaines gens, on n'aime que soi, on ne cherche dans l'amour que sa propre satisfaction. » Illusion peut-être, mais illusion si pure, si féconde, si indispensable à l'homme, que pour oser la flétrir il faut être soi-même incapable d'aimer. La pensée qu'elle seule pouvait rendre Manuel heureux avait fait tout oublier à Marthe. Le croyait-elle encore? Non. Ce n'était pas tout. Elle avait adoré dans Manuel le beau, le bien sous toutes ses formes. La base d'un grand amour est toujours hors de nous. L'être aimé n'est que l'intermédiaire entre nous et la perfection infinie, le prêtre du culte saint de l'idéal. Quoiqu'elle fût loin d'avoir jugé Manuel, elle avait perdu sa foi aveugle. Elle comprenait que les intérêts vulgaires tenaient dans sa vie une plus large place que les sentimens, les croyances et les idées. Il n'avait plus le pouvoir de la soutenir, de la

fortifier, de l'élever au-dessus d'elle-même. Dévouement, grandeur, tout manquait donc aujourd'hui à son amour. Elle le sentait, et pourtant elle aimait, elle aimait davantage à mesure qu'elle aurait dû moins aimer. Ce supplice est le plus horrible de tous ceux que doit subir la passion déçue et dédaignée. « Cette existence est intolérable! » se disait-elle chaque jour. Et ce qu'elle redoutait le plus au monde, c'était d'être obligée d'y renoncer.

La souffrance la suivait partout. Quand elle sortait avec Manuel, elle remarquait qu'il choisissait les rues les plus désertes, les promenades les moins fréquentées. De tels faits ne sont rien en eux-mêmes, on peut à peine s'expliquer pourquoi ils blessent; mais ils tuent. Ces précautions n'empêchèrent pas Manuel de rencontrer la voiture du ministre de l'intérieur au détour d'une rue étroite, un jour qu'il avait Marthe à son bras. Le ministre et sa fille étaient dans la voiture. Manuel devint pourpre et détourna la tête. Le ministre l'avait reconnu et le salua le premier avec un sourire amical. Manuel souleva gauchement son chapeau sans lever les yeux; Marthe salua aussi par habitude, sans réflexion; quant à doña Carmen, elle toisa Marthe dédaigneusement du fond de la voiture, et ne fit pas la plus légère inclination.

Marthe ne pouvait comprendre qu'une chose à cette scène muette, c'est que Manuel était humilié qu'on la vît avec lui : au bras d'un homme fier et joyeux de son amour, elle se fût sentie forte contre les mépris du monde entier; mais voir que celui auquel elle avait sacrifié l'estime de tous rougissait d'elle, c'était trop. Son cœur se gonfla à l'étouffer; elle crut qu'elle allait mourir. Manuel devina ce qui se passait en elle, comme elle avait deviné ce qui s'était passé en lui. Pas une parole, pas un regard ne fut échangé entre eux. Tous deux sentaient que ce regard ou cette parole amènerait une explication décisive, et tous deux voulaient l'éviter : lui, par un reste d'affection, par pitié et par honte; elle, par la terreur folle de la passion qui sent planer la mort au-dessus d'elle, et qui veut vivre à tout prix. Ils se quittèrent sans même se serrer la main.

— Je ne puis rester ici! Quand donc me fera-t-il assez de mal pour que je trouve le courage de le quitter? s'écria Marthe dès qu'elle fut dans sa chambre.

Un soir, sept heures sonnèrent sans qu'elle eût vu paraître Manuel: c'était la première fois qu'une semblable chose arrivait. La journée avait été remplie par des alternatives de découragement et d'espérance, de résignation et de révolte. De sept heures à sept heures et demie, elle se raidit contre le désespoir. — Il n'entendra plus parler de moi; je ne lui écrirai pas un mot, je ne ferai rien pour le revoir, murmurait-elle. — Puis tout à coup, saisie d'une de ces angoisses

délirantes que peut-être les femmes connaissent seules, elle se précipita hors de sa chambre, et courut plutôt qu'elle ne marcha jusqu'à la maison qu'habitait Manuel.

— Il est sorti depuis ce matin, lui répondit-on.

Elle entra dans sa chambre, résolue à l'y attendre. Ses regards cherchèrent autour d'elle une révélation de sa destinée. Rien n'indiquait un changement quelconque ni dans les idées ni dans la vie de Manuel. C'étaient bien les livres qu'il avait lus avec elle, les billets qu'elle lui avait écrits, les fleurs qu'elle lui avait données. Un peu rassurée, elle s'assit devant sa table de travail et parcourut un grand nombre de lettres éparses parmi ses lettres. La plupart traitaient d'affaires, de manœuvres électorales. D'autres avaient été écrites à Manuel par des camarades; elles lui parlaient de ses relations de société, de ses plaisirs, de ses projets de voyage. Pas un mot sur Marthe, pas même une allusion indirecte dans aucune d'elles. Ce silence absolu lui inspira une réflexion amère : — Je ne compte donc pas dans sa vie? se dit-elle.

Manuel n'arrivait pas; mais dans sa chambre elle se sentait moins loin de lui. Elle finit par ouvrir un buvard qu'elle-même avait brodé, vit une lettre commencée, et lut :

« Votre lettre ne m'apprend rien, ma chère tante; j'avais prévu ce qui arrive. J'étais certain que la rencontre de l'autre jour provoquerait chez doña Carmen une explosion de jalousie, quoiqu'elle doive se douter depuis longtemps de la vérité. Vous me dites qu'elle est furieuse, que tout sera perdu si je n'ai pas le courage d'en finir le plus tôt possible avec Marthe. Vous n'aviez pas besoin de me représenter si vivement ce que je dois à ma famille, à mon pays; ces réflexions-là, je les fais tous les jours. Hélas! je le sens aussi bien que vous : il faut prendre un parti, cette existence ne peut pas durer. Si en brisant ma vie, en sacrifiant mon avenir je parvenais à la rendre heureuse! Mais non, je vois qu'elle souffre et qu'elle souffrira toujours... Que deviendra-t-elle? Voilà ce qui m'arrête. Laissez-moi encore quelque temps pour la préparer à cette douleur. Employez votre influence sur doña Carmen pour la calmer, pour lui persuader que les difficultés de ma position... »

Manuel s'était arrêté là.

Marthe dévora avidement ces phrases, elle but le malheur d'un seul trait; puis, saisissant une plume et l'écrasant sur le papier, elle écrivit de cette écriture gigantesque, terrible qui se reconnaît entre toutes, l'écriture du désespoir : « J'ai lu cette lettre. Adieu! »

Elle se leva et sortit. Il lui semblait que la lettre fatale remplissait la chambre et l'en chassait.

Avant de quitter la maison, elle défendit de dire à Manuel qu'elle

y était venue. Pourquoi? Sans s'en rendre compte, elle voulait que la lettre lui apprît tout. Elle marcha longtemps dans les rues sans but, sans projet. Le monde avait perdu pour elle sa réalité; elle croyait que la vie s'était arrêtée, qu'il n'y aurait plus d'avenir pour personne, et que la nuit qui l'enveloppait et qu'elle aimait ne ferait jamais place au jour. Quelquefois aussi elle oubliait ce qui venait de se passer, s'occupait de ce qu'elle ferait le lendemain, de ce qu'elle dirait à Manuel, et poussait un gémissement d'horreur, quand, réveillée par la souffrance, elle se rappelait que pour elle il n'y aurait plus de lendemain.

Enfin elle rentra. Elle brûlait de demander si Manuel était là, s'il était venu; elle n'osa pas. On lui remit une lettre de lui. Pendant un quart d'heure, elle la tint entre ses mains sans l'ouvrir. Ses yeux s'arrêtaient sur l'enveloppe comme ceux du condamné doivent s'arrêter sur l'instrument du supplice. Par un mouvement d'énergie fiévreuse, elle la déchira. Manuel écrivait :

« Ma chère Marthe, j'ai passé toute la journée à Aranjuez: j'en arrive, et je viens de rencontrer un de mes amis qui m'a engagé à dîner. Comme beaucoup d'électeurs et d'éligibles doivent se trouver chez lui, j'ai accepté. On causera probablement beaucoup : ne t'étonne donc pas si tu ne me vois pas de la soirée.

« Ne t'ennuie pas trop. »

Jamais les plus brûlantes expressions de l'amour n'avaient aussi délicieusement ému Marthe que ce froid billet. Manuel pensait à elle; il craignait qu'elle ne s'ennuyât. Après ce qu'elle avait redouté, Manuel lui apparut un instant comme un ange sauveur; puis les mots, les phrases qu'elle avait lues quelques heures auparavant se recomposèrent dans sa tête. La lettre entière se dressa devant elle, et elle retomba anéantie.

Elle eut cependant encore quelques lueurs d'espérance. Elle se disait que Manuel ne résisterait pas à son cri de détresse, qu'il allait accourir, qu'elle le recevrait avec tant d'amour qu'il ne pourrait plus songer à se séparer d'elle. D'autres fois elle aurait voulu effacer avec son sang les mots qu'elle avait écrits. « Si Manuel acceptait cet adieu éternel!... » Faiblesse inouie de la passion : si Manuel l'aimait, que lui importeraient ces mots? — S'il ne l'aimait plus, pourquoi voulait-elle le revoir?

Toute la nuit elle attendit. Au point du jour, elle se dit qu'elle allait partir, quitter l'Espagne. A dix heures, elle était encore dans sa chambre. Aucun espoir ne pouvait lui rester; elle jeta quelques effets dans une malle et se fit conduire au bureau d'une diligence qui partait à onze heures pour la France.

— Y a-t-il des places? dit-elle.

— Deux de première berline, répondit l'employé.

Marthe fut confondue. En faisant sa question, elle était convaincue que toutes les places devaient être retenues.

— Je me déciderai, je reviendrai demain, dit-elle.

Elle ne voulut pas retourner chez elle, elle prit une chambre dans un hôtel.

— S'il le veut, il lui sera bien facile de me retrouver, pensait-elle.

Manuel ne parut pas.

— Pourquoi partir? se dit-elle le lendemain; on ne m'attend nulle part. Ne puis-je pas mourir à Madrid aussi bien qu'ailleurs?

Au fond de l'âme, elle espérait, elle voulait vivre encore, c'est-à-dire revoir Manuel.

Elle loua une chambre dans un quartier qui n'est guère habité que par des ouvriers, à l'extrémité de la rue de Toledo. Personne ne pouvait la découvrir là.

XXI.

Manuel était rentré chez lui vers minuit, la tête remplie de candidatures, de professions de foi, de listes électorales, et s'était endormi dans ces pensées. Il se réveilla tard le lendemain et écrivit longtemps avant que ses yeux rencontrassent la lettre au bas de laquelle Marthe avait tracé son adieu désespéré.

Manuel devina immédiatement ce qui s'était passé. De tous les sentimens qu'il éprouva en ce moment, le plus vrai fut un sentiment de soulagement et de satisfaction. Malgré son désir très réel, il n'aurait peut-être jamais rompu avec Marthe, s'il avait été forcé de prendre l'initiative dans cette affaire. Les circonstances lui rendaient donc un immense service.

Il erra longtemps dans les rues avant de monter chez Marthe. Ce retard avait deux causes : un mouvement de sensibilité véritable et un calcul. — En voyant que je tarde tant, elle comprendra que tout est fini, se disait-il.

La domestique qui entr'ouvrit le guichet grillé traditionnel pour voir qui sonnait parut très surprise en reconnaissant Manuel.

— Mais la señorita est partie, dit-elle.

— Partie!... — Il était libre sans avoir vu une femme se rouler à ses pieds folle de douleur, sans avoir entendu ni sanglots, ni supplications, ni reproches, sans s'être montré dur, lâche, ingrat, cruel, sans avoir souffert!

Il se passa cependant deux jours avant qu'il pût se décider à revoir sa tante et doña Carmen. Quelques efforts qu'il fit, il ne parvenait pas à étouffer ses remords. — Il m'était impossible de la rendre

heureuse, se disait-il; jamais je n'aurais pu lui donner ni les plaisirs, ni la haute position sociale dont elle jouissait en France... Il savait très bien que rien n'était plus indifférent à Marthe. D'ailleurs quelle position, quels plaisirs pouvait-elle trouver loin de lui aujourd'hui? — Si c'était une femme ordinaire, je m'inquiéterais de son avenir, se disait-il encore; mais elle a trop d'élévation dans le caractère, un esprit trop supérieur, pour ne pas reprendre aisément dans le monde la place qu'elle est faite pour y occuper.

Sa tante et ses complices ne négligèrent rien pour l'étourdir. Doña Carmen s'attribua tout l'honneur de sa prompte rupture avec Marthe, et se montra charmante pour lui. Quoiqu'il n'eût pas encore demandé officiellement sa main, leur prochain mariage paraissait tacitement convenu. Manuel fut bientôt tellement absorbé par ses projets d'avenir, qu'il oublia à peu près Marthe. Malheureusement pour lui, un *pronunciamiento* eut lieu la veille du jour où le vote devait commencer. Après la construction de quelques barricades et l'échange de quelques coups de fusil, un avantage décisif resta à l'armée. Un ministère absolutiste remplaça le ministère progressiste. Selon la coutume, les ministres disgraciés s'empressèrent de partir pour la France. Don Antonio Espinoz et sa fille furent des premiers à quitter l'Espagne.

Cet événement plaçait Manuel dans une situation des plus désagréables. Il était évident que le nouveau ministère le traiterait en ennemi, et ses anciens amis, les progressistes purs, ne pouvaient voir en lui qu'un transfuge. Toute carrière était donc fermée pour le moment à son ambition. Quant à la félicité domestique que doña Carmen persisterait peut-être à lui offrir, il était résolu à tout faire pour s'y soustraire. Il pensait sérieusement à quitter Madrid, et se demandait s'il irait en Angleterre étudier le gouvernement représentatif, ou aux États-Unis voir fonctionner la république, quand un matin, six semaines environ après la disparition de Marthe, une femme inconnue entra sans se faire annoncer dans sa chambre.

— Vous êtes bien don Manuel Belmar? dit-elle.

Manuel fit un signe d'assentiment.

— Je viens vous parler pour une *señorita francesa* qui est ma voisine. Elle est malade, elle se meurt...

Manuel tressaillit et devint pâle. — Son nom? dit-il.

L'Espagnole lui tendit l'enveloppe d'une lettre qu'il avait écrite à Marthe avant leur séparation. — Je suis allée rue d'Alcala, au numéro indiqué, dit-elle, et les gens de la maison m'ont envoyée chez vous.

— Partons, dit Manuel.

Quand il arriva près de Marthe, il la trouva exténuée par la douleur et par la fièvre, presque méconnaissable, et versa des larmes

sur ses mains brûlantes et amaigries. Elle ne parut pas le reconnaître, et cependant une expression de bien-être et de joie se répandit peu à peu sur ses traits. Le soir amena un redoublement de fièvre et le délire.

Manuel s'assit près de son lit. Lui aussi avait la fièvre. La tête appuyée sur le bord de l'oreiller de Marthe, la main sur les yeux, il revoyait la Bretagne, les rochers, les collines de sable, entendait le mugissement prolongé de la mer et les sifflemens du vent dans les sapins. Marthe passait devant lui belle, fraîche, rougissante, telle qu'elle était le jour où elle lui avait dit pour la première fois qu'elle l'aimait, à la porte de la chaumière de Catherine. Il la voyait ensuite dans le salon de Mme de Cernan, parée, éblouissante, fêtée par tous, et lui disant bien bas qu'elle n'était heureuse que par lui. Quand une plainte de la malade l'arrachait à ces divagations, il croyait faire un mauvais rêve en se retrouvant au chevet d'une femme mourante, dans une chambre froide et nue, à peine éclairée par la lueur vacillante d'une veilleuse. — Pauvre Marthe! murmura-t-il, et tout cela parce que tu m'as aimé!

Parfois il se rapprochait de Marthe pour écouter les phrases entrecoupées qui s'échappaient de ses lèvres. C'était toujours de lui qu'elle parlait; mais il n'entendit ni un reproche, ni une parole amère. Il y avait des instans où elle semblait recouvrer le sentiment de la réalité et se penchait à son oreille en lui disant d'une voix déchirante : — Tu veux donc m'abandonner pour l'épouser?

— J'étais fou! je déteste cette femme, s'écriait Manuel, comme si elle avait pu le comprendre.

— Pourquoi te défendaient-ils de m'aimer? reprenait-elle en soulevant sa tête et en regardant Manuel, comme si elle avait cherché dans ses yeux une explication qui lui échappait. Nous étions pourtant bien heureux!

— Oui, nous étions heureux, nous le serons encore, répondait Manuel en la serrant dans ses bras. J'ai trop longtemps souffert la tyrannie de ces gens-là. Je ne veux plus croire, je ne veux plus aimer que toi.

Marthe ne l'entendait pas, et continuait avec découragement : — Si tu m'avais aimée comme je t'aime, ils n'auraient jamais osé te dire cela. Ils voyaient bien que tu ne m'aimais plus.

— Je t'en conjure, ne parle pas ainsi, répondait Manuel; je suis le plus coupable et le plus malheureux des hommes. Je t'aime et je t'ai toujours aimée. Si tu veux me sauver des passions égoïstes et mauvaises, m'arracher aux honteuses influences que je rougis aujourd'hui d'avoir subies, sois indulgente comme Dieu, oublie, pardonne, laisse-moi t'aimer, aime-moi.

Certes des protestations d'amour et de repentir dans lesquelles les circonstances, l'exaltation du moment, la ruine de ses espérances ambitieuses, avaient une si large part, auraient paru bien insuffisantes à un observateur de sang-froid pour effacer de longs mois d'indifférence, suivis du plus lâche abandon; mais Marthe aimait comme aime une femme quand elle a sacrifié à son amour tous les sentimens innés ou acquis auxquels se rattachait l'idée de sa propre dignité, quand elle a abdiqué tout ce qui faisait sa force, sa vertu, sa gloire aux yeux des hommes. Puis elle venait de passer deux mois seule. Être seul, ce n'est pas être enfermé loin du monde dans une cellule, ce n'est même pas la séquestration absolue du prisonnier. Ce qui fait la base, la vie des relations humaines, ne se mesure ni ne se touche. Les liens qui nous rattachent les uns aux autres sont invisibles. On passe vingt ans au fond d'un cachot sans se trouver un instant seul, si pendant ces vingt ans on conserve la certitude que vos amis aiment, prient et gémissent en pensant à vous, et qu'ils ont besoin pour supporter votre absence de savoir que vous aimez, que vous priez, que vous gémissez en songeant à eux. Être seul! c'est avoir la conviction désespérante qu'il n'y a pas une créature sur la terre dont on puisse diminuer la tristesse ou augmenter la félicité en pensant à elle. On peut se sentir annulé à ce point par l'isolement, qu'un enfant qui vous sourit ou un mendiant qui vous implore excite dans votre âme des élans de reconnaissance. Ce sourire ou cette prière prouve que vous êtes encore quelque chose pour eux. C'était ce supplice-là que Marthe avait connu, et elle était heureuse : elle pardonna.

Deux mois après, Manuel passait presque toutes ses journées loin de Marthe. Il expliquait ses longues absences par la nécessité de se créer une position. Il voyait, disait-il, des amis qui pouvaient lui être utiles. Marthe ne le tourmentait plus ni par des questions ni par des reproches. Il y avait déjà en elle un peu de la résignation et de la timidité qui résultent d'une longue souffrance morale.

Dans les interminables méditations auxquelles elle se livrait, elle croyait trouver des mots qui devaient inévitablement aller au cœur de Manuel, et se figurait qu'il était facile de faire renaître son ancien bonheur. Dès que Manuel paraissait, le son de sa voix, un geste, cette sorte d'atmosphère indéfinissable dont nos sentimens intimes semblent nous envelopper, arrêtaient sur ses lèvres les paroles que tout à l'heure elle croyait magiques. Tremblante pour son illusion, elle évitait soigneusement l'explication qu'elle appelait de tous ses vœux quelques instans plus tôt.

Un jour cependant, en voyant entrer Manuel, elle s'aperçut qu'il était ému. — Qu'as-tu? dit-elle.

— Il est presque certain que je vais être nommé secrétaire d'am-

bassade à Rome, répondit Manuel d'un ton plus contraint que joyeux.

— Quel bonheur! s'écria Marthe. Quitter Madrid, cette horrible ville, où l'on ne trouve que du soleil, de la poussière et de l'ennui, voyager avec toi, visiter l'Italie, c'est mon rêve réalisé; mais tu n'as pas l'air heureux... Regrettes-tu Madrid?

— Madrid! dit Manuel avec amertume, je le déteste mille fois plus que je ne saurais le dire.

— Comment s'appelle ton ambassadeur?

— Don Antonio Espinoz.

Ce nom n'apprenait rien à Marthe.

— Quand partirons-nous?

— Dans quinze ou vingt jours.

Dès le lendemain, Marthe commença ses préparatifs de voyage. Manuel lui avait annoncé qu'il serait obligé d'aller à Guadalajara pour prendre congé d'un frère de sa mère. Marthe ne se laissa pas trop attrister par la perspective de deux jours de solitude. Elle vit partir Manuel sans grande émotion. Elle ne vivait plus que dans l'avenir, et remettait le bonheur au lendemain.

XXII.

Manuel la quitta vers six heures du soir. Dès qu'elle fut seule, elle s'absorba dans de délicieux rêves. Elle parcourait avec Manuel Rome, Naples, Venise, Florence, toutes ces villes dont le nom était resté associé dans sa mémoire au souvenir de sa mère et à ses premières émotions de jeune fille. Florence surtout, la vieille cité où Mme de Montbrun était née, où elle avait été jeune, aimée, heureuse, lui apparaissait comme la patrie de l'amour et du bonheur. Deux heures s'étaient déjà écoulées sans qu'elle s'en aperçût, quand elle entendit frapper à sa porte. Elle alla ouvrir et recula de surprise en reconnaissant Julia.

— C'est moi, ma chère Marthe, dit Mme de Villa; vous ne vous attendiez pas à ma visite. Je viens vous annoncer de grandes nouvelles.

Marthe frémit. Elle avait tant souffert qu'elle redoutait tout.

— Votre tante est morte, continua Julia d'un ton dégagé.

— Ma pauvre tante! s'écria Marthe.

— Morte comme elle a vécu, sans trouver l'énergie nécessaire pour faire son testament, ce à quoi vous devez probablement de posséder aujourd'hui cent mille francs de rente. L'abbé, ne sachant où vous prendre, m'a écrit pour me demander des renseignemens sur vous. Ce pauvre abbé! vous lui avez, je crois, fait comprendre l'amour, tant il trouve de motifs pour vous excuser, reprit Julia en riant et en remettant une lettre à Marthe.

Marthe ne put lire sans pleurer les mots pleins de tristesse et d'af-

fection que l'abbé avait su trouver pour parler d'elle. En remettant la lettre dans l'enveloppe, elle remarqua que le timbre de Madrid avait deux jours de date.

— Je savais que M. Belmar devait s'absenter, et je voulais avoir la certitude de vous trouver seule, dit Julia, prévenant la question de Marthe.

Marthe resta quelques instans immobile et muette. A tout prendre, il y avait plus de joie que d'affliction dans son âme. Si elle donnait quelques regrets à sa tante, elle songeait encore bien davantage au bonheur qu'éprouverait Manuel en apprenant qu'il était riche, qu'il pourrait maintenant avoir des chevaux, des voitures, tout ce luxe qu'il aimait tant.

— Eh bien! qu'allez-vous faire? dit Julia.

— Nous devons partir dans quelques jours pour Rome, répondit Marthe.

— Vous partez pour Rome, avec qui? dit Julia en regardant Marthe avec une expression singulière.

— Mais avec Manuel, dit Marthe, stupéfaite de cette question.

— Est-ce que vous comptez l'épouser?

— Je ne sais,... comme il voudra,... qu'importe? dit Marthe, de plus en plus surprise.

—Vous pouvez être certaine qu'il le voudra maintenant, et puisque, après l'indigne conduite qu'il a tenue envers vous, vous êtes capable de faire une pareille sottise, je vous dois toute la vérité. Tenez, ma chère, lisez, dit Julia en donnant à Marthe une lettre ouverte. Voyez ce qu'il m'écrivait il y a six mois.

Cette lettre était celle dont nous avons donné plus haut un fragment : « Merci de m'avoir fait connaître l'amour. Jamais aucune femme ne m'a fait éprouver rien de pareil... Ne t'afflige pas à cause d'elle. Je l'estime, je la plains; mais longtemps avant d'avoir deviné ton amour, il m'était devenu impossible de l'aimer. »

Ces phrases percèrent le cœur de Marthe d'autant de coups de poignard. — Ah! mon Dieu! s'écria-t-elle, il écrivait cela à une autre, et j'étais à lui!

Après ce cri, où était toute l'âme de la femme, sa tête s'inclina sur sa poitrine, et elle resta longtemps comme écrasée par la douleur. Julia ne la quittait pas des yeux; mais Marthe semblait avoir complètement oublié sa présence.

— Pourquoi ne m'a-t-il pas tout avoué?... Alors j'aurais peut-être pu lui pardonner, murmura-t-elle enfin.

— Lui pardonnerez-vous encore ceci? dit Julia en présentant à Marthe une seconde lettre.

Marthe la repoussa instinctivement; elle ne se sentait pas de force à supporter une nouvelle torture.

— Lisez donc, dit Julia, c'est un peu plus sérieux que sa grande passion pour moi. — Et elle mit la lettre entre les mains de Marthe.

La lettre était écrite par la señora Moreno à Julia : « Nous avons enfin triomphé, disait-elle. Mon neveu a revu hier doña Carmen, et partira avant la fin du mois pour Rome. Il va se trouver dans une situation magnifique. Ce n'est pas sans peine que nous avons obtenu ce résultat : à tout ce que nous lui disions, il objectait le désespoir que ce mariage causerait à Mlle de Montbrun. Quoi qu'il arrive, personne n'a le droit d'accuser Manuel ; ce n'est pas lui qui l'a engagée à quitter sa famille pour venir le rejoindre. Enfin l'important, c'est de le voir débarrassé de cette lourde chaîne. »

Marthe laissa tomber la lettre. Elle l'avait parcourue sans parvenir à la comprendre.

— Qu'est-ce que cela veut dire ? dit-elle en attachant sur Julia un regard égaré.

— C'est excessivement simple, dit Julia. Don Antonio Espinoz, avec son habileté ordinaire, est parvenu à séparer sa cause de celle des ministres tombés et à rentrer en faveur auprès du nouveau ministère : on l'a nommé ambassadeur à Rome. Manuel, comme vous le savez probablement, se trouvait dans une situation excessivement fausse à Madrid par suite de ses dispositions trop prononcées à marcher sur les traces de don Antonio Espinoz en fait de conscience politique. L'occasion était donc excellente pour renouer d'anciens projets. Sa tante a travaillé de toutes ses forces contre vous, et après quelques hésitations de Manuel, il a été convenu qu'il épouserait doña Carmen, qui en est plus éprise que jamais, moyennant quoi il obtiendrait le titre de secrétaire d'ambassade. Quant à vous, on devait vous laisser à Paris au passage. Comprenez-vous maintenant ?

— Ah ! c'est trop ! c'est impossible ! cria Marthe en cachant sa tête dans ses mains. Il m'aimait pourtant. Il n'est pas méchant,... reprit-elle d'une voix étouffée.

— Il vous aimait plus peut-être que les autres femmes, mais mille fois moins que son intérêt. Il est faible, vaniteux et ambitieux, cela suffit et au-delà pour rendre un homme capable de tout. Vous en avez la preuve, dit l'impitoyable Julia.

Marthe ne l'entendait pas ; elle était tombée dans un profond accablement.

Au bout de quelques instans, Julia s'approcha d'elle et lui prit le bras. — Ma chère Marthe, dit-elle, il est temps que vous appreniez à voir les choses comme elles sont. De quoi vous désespérez-vous ? Vous êtes jeune, vous êtes belle, le monde n'a à vous reprocher qu'une de ces fautes dont une femme d'esprit comme vous peut facilement se faire un piédestal, surtout quand elle est millionnaire. Retournez en France, oubliez Manuel, qui certes ne mérite pas de

longs regrets, et recommencez une vie nouvelle. Si vous savez vous y prendre, vous pouvez avoir encore la plus magnifique existence qu'une femme puisse rêver.

Au moment où Julia prononçait ces dernières paroles, Manuel parut. Il avait manqué la diligence, et remis son départ au lendemain. Il demeura stupéfait devant ces deux femmes, dont l'une le regardait d'un air moqueur, tandis que l'autre, anéantie par la douleur, n'avait pas même levé la tête au bruit de la porte.

— Qu'avez-vous? dit-il en s'avançant vers Mlle de Montbrun.

Marthe retrouva en face de Manuel la dignité et l'énergie qui l'avaient un moment abandonnée. Elle le regarda sans lui répondre.

— Vous avez dû déplorer souvent mon aveuglement et mon obstination à vous aimer, dit-elle enfin en se levant froide et calme. J'ai bien longtemps troublé votre vie; mais à partir d'aujourd'hui vous pouvez être heureux sans remords. Il n'y a plus rien pour vous ici, continua-t-elle en appuyant sa main sur son cœur, rien, ni amour ni haine.

Elle noua son chapeau, jeta un châle sur ses épaules, et partit.

Manuel, qui sentait peser sur lui le regard ironique de Julia, n'osa pas faire un geste pour la retenir, et resta confondu.

— Qu'êtes-vous venue faire ici? s'écria-t-il avec colère en se retournant vers Mme de Villa.

— Je pourrais vous répondre que vous n'avez pas le droit de m'interroger sur mes démarches, répliqua Julia en s'étalant dans un fauteuil; mais je veux bien être franche. Je suis venue chez Marthe pour lui apprendre toute la vérité sur le passé, et aussi sur l'avenir que vous lui réserviez. Je ne fais que mon devoir en m'occupant de la destinée d'une parente. Quant à vous, au lieu de m'accuser, il me semble que vous devriez me remercier du service que je vous ai rendu..., car vous ne savez pas encore que Marthe a aujourd'hui cent mille francs de rente? ajouta Julia.

Manuel la regarda avec stupeur. — Et elle est partie! murmura-t-il sans savoir ce qu'il disait.

— Cela vous étonne! dit Julia avec une intonation moqueuse. A ma connaissance, vous n'avez cependant pas fait grand'chose pour lui faire aimer l'Espagne. C'est fâcheux pour vous maintenant, j'en conviens; mais vous pouvez être sans inquiétude sur son avenir. Soyez certain qu'elle trouvera en France une foule de gens qui s'efforceront de la consoler de vos dédains, et il est peu probable que le souvenir du bonheur que vous lui avez donné les empêche longtemps de réussir.

— Je vous défends de parler d'elle ainsi! cria Manuel avec fureur.

— Comme vous vous trompiez en croyant votre amour éteint! dit

Julia en se levant. Il ne faut qu'un tout petit héritage de deux millions pour le ranimer plus ardent que jamais.

— Infâme! cria Manuel hors de lui en se précipitant vers elle.

Julia ouvrit la porte, fit à Manuel un profond salut et sortit.

Quand Manuel rentra chez lui, on lui dit que sa tante l'attendait depuis quelques instans. Dès que la señora Moreno aperçut son neveu, elle s'avança vers lui avec les plus vives démonstrations de joie.

— Tous vos chagrins sont donc finis, s'écria-t-elle; une lettre de Mme de Villa vient de nous annoncer que la baronne de Cernan est morte en laissant à sa nièce une fortune considérable. J'ai déjà dit à notre ami l'ambassadeur qu'il devait songer à se pourvoir d'un autre secrétaire. Quant à doña Carmen, je lui ai fait comprendre qu'elle n'aurait aucune chance de bonheur en épousant un homme dont le cœur ne pourrait jamais être à elle tout entier. Il ne te reste plus qu'à te marier, à voyager pendant quelques mois, et à nous ramener ta femme, que nous recevrons à bras ouverts.

Manuel resta devant sa tante stupide de désespoir. Tout lui manquait à la fois.

Le lendemain, Julia se précipita vers neuf heures du soir dans la chambre où Manuel se livrait à de sombres méditations au milieu d'une foule de lettres déchirées adressées à Marthe, que, bien entendu, il croyait adorer depuis qu'elle était à jamais perdue pour lui.

— Pardonnez-moi le mal que je vous ai fait. Je ne pouvais supporter l'idée que d'autres femmes comptaient dans votre vie. J'ai tant souffert! J'étais folle, s'écria Julia en se jetant aux pieds de Manuel.

Manuel resta impassible, bien que Julia n'eût pas négligé de rejeter en arrière l'écharpe de dentelles qui recouvrait ses magnifiques épaules.

— Il faut que vous veniez ce soir même avec moi chez Mme d'Alvarez. Ma voiture nous attend à la porte, reprit Julia sans se décourager.

— Perdez-vous la tête? s'écria Manuel en la repoussant.

— Mais vous ne savez donc pas que vous êtes la fable des salons de Madrid, qu'on vous couvre de ridicule, que tout le monde se moque de vous?

— De moi! cria Manuel, dont la figure se bouleversa. Et que dit-on?

— Demandez plutôt ce qu'on ne dit pas. Les uns vous représentent courant la poste sur la route de France, à la poursuite de votre maîtresse et surtout de son argent. D'autres soutiennent que doña Carmen vous a fait chasser par ses laquais. Plusieurs enfin prétendent que vous êtes allé cacher votre humiliation et votre désespoir au fond d'un couvent de trappistes. Enfin il n'y a pas de moqueries,

d'épigrammes, d'inventions absurdes, qui ne circulent sur vos deux mariages manqués.

— Je saurai bien les faire taire, s'écria Manuel au comble de la fureur.

— Il n'y a qu'un moyen : celui que je vous propose. Montrez-vous dans le monde, affectez le calme et l'insouciance, et vous leur imposerez silence à tous. Manuel, continua Julia d'une voix suppliante en joignant les mains, je sais bien que tu ne m'aimes plus, tu me l'as cruellement prouvé; mais moi, je t'aime plus que mon orgueil, plus que tout. Si Marthe avait eu mon cœur, tu ne serais pas seul et abandonné aujourd'hui. Laisse-toi guider par moi. Sers-toi de moi contre ceux qui t'accablent. Tu me repousseras ensuite si tu veux, quand je te serai devenue inutile.

En ce moment, un peintre eût volontiers pris Julia pour modèle d'une Madeleine agenouillée devant le Christ en croix.

Le même soir, Manuel et Julia entraient ensemble dans le salon de la marquise d'Alvarez, et on répétait tout bas autour d'eux que Manuel n'avait rompu son mariage avec doña Carmen et laissé partir Marthe que par amour pour Mme de Villa.

Julia était une de ces femmes qu'un amant ne quitte pas impunément. Avoir ruiné l'avenir de Manuel en le brouillant avec ses deux rivales, l'avoir humilié en face, ce n'était pas à ses yeux une vengeance suffisante. Pour laver l'affront qu'elle avait subi le jour du jeudi saint, il lui fallait un triomphe public et la vie entière de Manuel. Un quart d'heure et un peu d'adresse lui suffirent pour obtenir ce qu'elle voulait.

A partir de ce jour, Manuel devint son esclave très soumis. Elle sut lui inspirer la prétention de passer aux yeux du monde pour l'unique possesseur de son cœur. Sa coquetterie rendait cette domination si difficile, que la vie de Manuel se consumait dans des jalousies, des querelles, des tracasseries sans fin.

Les choses allèrent ainsi jusqu'au jour où une lettre anonyme apprit à Juan les relations de sa femme avec Manuel. Il les surveilla et surprit Julia au moment où elle entrait chez M. Belmar. Juan avait une de ces âmes droites et honnêtes dans lesquelles il n'y a pas d'alliance possible entre l'amour et le mépris. Devant la trahison d'une femme qui avait eu jusque-là toute sa confiance et d'un homme qui l'appelait son ami, un profond sentiment de dégoût s'empara de lui. — Tout est fini à jamais entre nous; je vous défends de rentrer chez moi, madame! dit-il à Julia terrifiée.

Ce fut toute sa vengeance. Les tentatives de Julia pour le revoir et le fléchir furent inutiles; Juan quitta immédiatement l'Espagne.

Cette aventure fit du bruit. L'heure de la justice sonna enfin pour

Julia; le monde la repoussa sans pitié. Manuel mit d'abord de l'amour-propre à jouer héroïquement son rôle d'amant dévoué, mais il ne tarda pas à le trouver intolérable. Julia était une de ces reines de salon dont toute la valeur, tout le charme s'évanouit quand les spectateurs leur manquent. La vie intime était pour elle ce que sont les coulisses à l'acteur. Manuel dut supporter ses regrets, ses ennuis, ses colères contre une société qui la rejetait, et dont elle ne savait pas se passer. Tout travail sérieux était impossible dans de telles conditions d'existence; Manuel vit bientôt s'évanouir jusqu'à l'espérance des succès d'ambition qu'il avait si ardemment rêvés. Perdu intellectuellement, il traîna une vie misérable sous le joug despotique d'une femme qu'il finit par détester. Au reste, même sans Julia, les aspirations de sa jeunesse seraient restées stériles. Quand le but est haut, fût-il égoïste, on ne l'atteint pas sans sacrifices. Les grands hommes ont tous su accepter la souffrance présente en vue d'un succès éloigné et incertain. Ceux que la seule pensée de l'abnégation révolte sont irrémissiblement condamnés à la nullité sociale.

XXIII.

Qu'on ne s'imagine pas que le mépris tua immédiatement l'amour dans le cœur de Marthe : les choses ne se passent pas ainsi; la passion survit souvent longtemps à la volonté d'aimer. Est-il bien sûr d'ailleurs que Marthe désirât arriver au calme et à l'oubli? Qui sait si, prise d'effroi devant la perspective d'une vie sans affection passionnée, elle ne s'efforça pas de retenir sa souffrance pour échapper quelques instans de plus au vide du cœur?

Deux mois après son retour en Bretagne, elle passait encore des nuits entières à relire les lettres de Manuel, à s'enivrer du passé. Un matin, à la suite d'une de ces veilles fiévreuses, elle quitta sa chambre dès que les lueurs bleuâtres de l'aube eurent fait pâlir sa lampe, et se dirigea vers le bord de la mer. Elle parcourut sans émotion les lieux où elle avait été heureuse. Les objets qui l'entouraient n'avaient pas de sens pour elle. Ses pensées, son âme étaient en Espagne.

Elle s'assit au fond d'une baie, sur une falaise élevée, et regarda sans le voir le magnifique spectacle qui se déroulait à ses pieds. Peu à peu cependant le charme tout puissant de la nature à son réveil agit sur elle, comme les rayons du soleil sur les vapeurs grises de la nuit qui flottaient encore à l'horizon. Son trouble se dissipa, et la lumière se fit dans son esprit. Il lui sembla qu'avec les âpres senteurs de l'Océan et le parfum des bois de sapins, le vent lui rapportait les vives et pures impressions de sa jeunesse.

Près d'elle se trouvait une touffe de lande en fleurs, enveloppée

d'une immense toile d'araignée couverte de rosée, qui étincelait au soleil comme un réseau de diamans. Elle l'admira longtemps, puis s'abîma dans ses souvenirs. Au bout d'une heure, ses yeux se reportèrent sur la lande. Les gouttelettes d'eau s'étaient évaporées. Un tissu noir et terne, voilà tout ce qui restait du brillant réseau.

Que se passa-t-il dans l'âme de Marthe pendant cette promenade? Nous l'ignorons, mais à son retour au château elle brûla depuis la première jusqu'à la dernière toutes les lettres qu'elle avait reçues de Manuel. Quand il ne resta plus de son passé qu'un peu de cendre, elle tomba à genoux devant un portrait de Mme de Montbrun.

— O ma mère! s'écria-t-elle, tu as été mille fois moins malheureuse que ta fille, tu es morte en croyant à l'amour...

— Je voudrais voyager, quitter la France, aller loin, bien loin d'ici..., dit Marthe le soir même au vieil abbé, qui était venu partager sa solitude.

— Je suis prêt à vous suivre partout, dit le prêtre.

Huit jours plus tard, Mlle de Montbrun et l'abbé étaient à bord du paquebot qui fait le service entre Marseille et Smyrne; on allait quitter le port de la Joliette, quand Marthe vit George Servet monter sur le pont.

— Vous ici? lui dit-elle.

— Mon Dieu, oui; le lendemain de votre départ, je me suis demandé pourquoi je restais en Bretagne, où rien ne me retient plus depuis que j'ai perdu ma pauvre mère. Vous m'avez souvent répété que mon amitié vous était nécessaire. « Peut-être, ai-je pensé, éprouvera-t-elle dans son long exil le besoin d'échanger ses idées, de partager ses impressions avec un frère dont l'âme est aussi malade que la sienne, » et j'ai pris la route de Marseille.

— Merci, dit Marthe en lui serrant la main.

Après deux années de voyage, Mlle de Montbrun était de retour à Marseille et gravissait, appuyée sur le bras de George, la montagne escarpée qui conduit à la chapelle de Notre-Dame-de-la-Garde.

On était en juillet. Les splendeurs de la journée s'éteignaient comme à regret. La ville s'endormait doucement entre les lauriers-roses de ses bastides et sa ceinture de navires. Les collines nues qui la dominent semblaient brûlantes encore et conservaient des tons rougeâtres, tandis que les côtes éloignées n'offraient plus à l'œil que des lignes grises et indécises. La mer, la mer immense, sur laquelle le soleil près de disparaître jetait quelques traînées de feu, servait de cadre à ce magnifique tableau.

— Nous n'avons rien vu de plus beau en Orient, dit Marthe en s'arrêtant.

— Rien, dit George.

Et ils demeurèrent quelques instans muets, immobiles, aspirant lentement le parfum des orangers qui fleurissent au pied de la montagne.

Puis Marthe, entraînant George par un mouvement plein d'insoucieux caprice et de despotisme féminin, monta en courant une pente rapide. Elle s'arrêta enfin, rouge, haletante, et regarda en souriant son compagnon.

Il est des heures, sous le ciel du Midi, où les cœurs jeunes partagent invinciblement l'ivresse de la nature, s'ouvrent à la vie, au bonheur, ou se brisent dans un sanglot. Arrivés au sommet de la montagne, George et Marthe s'assirent en face de la mer, et laissèrent longtemps errer leurs regards devant eux sans prononcer un seul mot. Peut-être leurs pensées étaient-elles les mêmes; peut-être, devant ces flots qui baignaient aussi les contrées qu'ils avaient parcourues, regrettaient-ils d'avoir touché le rivage, d'avoir fait un pas vers un monde qui devait bientôt les blesser, les emprisonner, quand ils auraient pu vivre libres sous d'autres cieux, libres avec Dieu, la nature et leurs rêves; peut-être aussi, au moment de recommencer une existence nouvelle, s'apercevaient-ils qu'ils avaient été heureux pendant les deux années qui venaient de s'écouler.

— Quand quittez-vous Marseille? dit enfin George à Marthe.

— Dans deux jours.

— Où irez-vous?

— A Paris.

Le silence recommença.

— Pourquoi suis-je revenu en France? s'écria George tout à coup avec amertume. Qu'ai-je à faire aujourd'hui parmi les hommes? La vie errante n'est-elle pas la seule possible pour celui que nul n'attend quand il rentre, que personne ne suit du regard quand il sort? Ne vaut-il pas mieux se sentir exilé de la société des hommes que de leur cœur?

— Pourquoi parlez-vous ainsi? dit Marthe. Vous pouvez être utile aux autres et heureux vous-même.

— Vous allez donc demander au monde le bonheur?... vous espérez le trouver? dit George en enveloppant Marthe d'un regard plein d'anxiété.

— Je suis une femme; tout est fini pour moi. Je ne peux pas, je ne dois pas vivre, dit Marthe sans quitter des yeux l'horizon, comme si elle eût craint que ses regards ne révélassent à George ce qu'il y avait de désespoir dans cet adieu éternel à la jeunesse et à l'amour.

La nuit venait. — L'abbé doit nous attendre, dit Marthe.

Ils descendirent sans se parler, d'un pas morne et lent, cette même montagne qu'ils avaient gravie quelques instans auparavant avec la confiance, l'abandon, la vivacité du bonheur.

Rentré chez lui, George écrivit la lettre suivante :

« Adieu, Marthe; je ne puis être ni votre ami, ni votre frère. Demain je quitte pour toujours la France. Je vous aime,... et vous ne voulez plus vivre.

« Je comprends que deux années passées ensemble n'aient rien laissé dans votre cœur, je comprends que vous puissiez oublier l'ami qui pensait tout haut devant vous et répondait à vos propres pensées avant que vous les eussiez exprimées; mais ne voyez-vous pas ce qu'il y a d'impie dans les paroles que vous avez prononcées ce soir? Vous voulez vous ensevelir à jamais, je ne dirai pas dans un souvenir, ceux du passé sont effacés depuis longtemps, je le sais, mais dans le vide, dans le néant! — Est-ce par fausse grandeur d'âme? — Vous ne pouvez cependant pas être la dupe de l'hypocrisie officielle, et vous croire abaissée quand vous sentez votre cœur pur. — Est-ce par orgueil? L'idée qu'en vous aimant, en se dévouant à vous, on aurait quelque chose à oublier, à pardonner, vous est-elle insupportable? Si vous cédez à l'un de ces deux sentimens, vous tomberez infailliblement en croyant vous élever. Ce cœur que vous voulez fermer à toutes les joies perdra la faculté du dévouement, et s'éteindra bientôt dans son égoïste isolement. Il est des hommes qui savent sortir d'eux-mêmes pour laisser leur âme ouverte aux souffrances de leurs frères, et chez qui le renoncement au bonheur personnel semble faire jaillir une inépuisable source d'amour; mais tous ne sont pas appelés à une si haute mission. Celui qui pourra dire à Dieu : « J'ai rendu une de tes créatures plus heureuse et meilleure, » celui-là aura dignement rempli sa tâche ici-bas.

« C'est le frère qui parle : relisez quelquefois ma lettre, et ne m'oubliez pas. »

Marthe resta plongée dans une méditation profonde. L'abbé la surprit ainsi. — Qu'avez-vous? lui dit-il. Marthe lui donna la lettre.

— Ma chère enfant, dit le vieux prêtre, qui devina le trouble et les hésitations de Marthe, la société est restée païenne : elle condamne sans retour celui qui tombe; mais le chrétien sait qu'entre le juste et le damné, entre le ciel et l'enfer, il n'y a qu'une parole : « J'ai failli. » George est digne de vous; si vous l'aimez, vous devez l'épouser.

Marthe écrivit quelques mots qu'elle fit porter immédiatement à George. Il arriva bientôt, pâle, tremblant, se soutenant à peine.

— Nous partirons ensemble, dit Mlle de Montbrun en lui tendant la main.

MAX VALREY.

L'OPTIQUE

ET

LA PEINTURE

Quand un voyageur arrive pendant une nuit obscure au milieu d'un pays qui lui est inconnu, il ne peut qu'avec peine apercevoir les contours douteux des édifices voisins ou la silhouette sombre des collines qui terminent l'horizon, et il reçoit une idée toujours incomplète et souvent fausse des objets qui l'entourent; mais quand il s'éveille au matin suivant, il voit la nature se développer devant ses yeux avec tous ses détails; il reconnaît les objets, juge leur étendue, estime exactement leur distance; il apprécie sans erreur les formes réelles qu'ils possèdent et les positions qu'ils occupent autour de lui. Quel a été l'agent de cette relation si rapidement établie entre les choses extérieures et l'observateur? C'est un mouvement spécial qui s'accomplit dans l'espace au moment où le soleil s'y montre : c'est la lumière. Il est une science qui a pour unique objet d'étudier la lumière, de deviner la nature intime de cet agent précieux, d'observer et de calculer les lois qui règlent son rôle, et d'en suivre minutieusement la marche, du soleil qui en est l'origine aux corps qu'elle éclaire, et jusqu'au fond de l'œil, où ils viennent se peindre comme dans un tableau : cette science est l'optique; elle touche à l'astronomie par ses côtés les plus élevés, et à nos besoins journaliers par des applications nombreuses. A la fois mathématique et expérimentale, elle a été cultivée par les plus grands génies scientifiques de tous les temps, et, grâce aux nombreuses études dont elle a été l'objet, elle est devenue la plus parfaite des sciences et la plus philosophique des doctrines. Nous savons aujourd'hui par quelle

série d'actions, que l'on peut prévoir et calculer, un rayon de lumière parcourt l'espace et revient à l'œil, comment il établit entre nous et les objets cette relation qui nous les montre; le problème de l'éclairement général du monde est résolu dans son ensemble. Si l'observateur que je viens de mettre en scène est un savant, il se préoccupera moins de la nature qu'il a devant les yeux que des phénomènes qui la rendent visible, il songera aux réflexions, aux diffusions, aux réfractions des rayons lumineux; il voudra étudier et expliquer les effets optiques complexes qui s'accomplissent dans l'espace, et dont le résultat final est la vision.

A côté de cette belle science se place le plus séduisant des arts, la peinture. Comme l'optique, elle doit son origine à la lumière; comme l'optique, elle observe les phénomènes que cet agent développe, mais elle procède à ces études à un point de vue essentiellement différent; elle ne s'inquiète pas de savoir quelle est la nature intime de la lumière, elle ne fait pas l'analyse de ses mouvemens, elle a l'habitude et le droit d'ignorer les calculs que fait l'optique : ce qui a de l'importance à ses yeux, ce n'est pas la cause, ce sont les effets; c'est la distribution harmonieuse des ombres et des clairs, c'est la dégradation des teintes que produit l'éloignement, c'est la relation des éclairemens avec les formes des objets. Et quand après une minutieuse étude elle a observé toutes ces apparences optiques, ce n'est point à les expliquer qu'elle se voue, c'est à les reproduire par un mensonge ingénieux; elle étend sur une surface polie des poudres colorées mêlées d'huile, et s'efforce d'imiter les effets lumineux qu'elle voit dans la nature. Si notre voyageur est un artiste, il songera aux contours gracieux des objets, il rêvera de clair et d'ombre, de blanc de plomb et de bitume, de glacis et d'empâtement.

Entre un opticien et un peintre il n'y a donc rien de commun, si on considère les impressions qu'ils reçoivent et le but qu'ils poursuivent : l'un imite des apparences sans les vouloir expliquer, l'autre veut analyser des effets sans chercher à les fixer; mais ils se rencontrent dans leurs études sur un terrain qui leur est commun ; ce sont les mêmes sujets qu'ils étudient, ce sont les mêmes scènes dont tous deux examinent les détails avec la même attention et le même soin, mais avec des intentions différentes. Il en résulte que leurs observations sont communes, et il est permis de penser que la science des uns pourrait bien n'être pas sans utilité à la pratique des autres, tout comme on peut croire que la précision et l'habileté des remarques de l'artiste donneraient au savant la connaissance de faits qu'il ignore et de phénomènes qui sont restés sans explication. Il semble donc qu'un besoin commun devrait réunir les peintres et les physiciens, et pourtant tout le monde sait qu'ils vivent éloignés les

uns des autres, ou qu'ils n'ont de contact qu'à la condition d'oublier leurs occupations spéciales. Cela n'a rien qui doive nous étonner; ils ne parlent pas la même langue : l'un voit la perfection dans la régularité des lois mathématiques, l'autre met son idéal dans l'harmonie des formes et des couleurs; l'un emploie le langage de l'algèbre, et il n'y a rien de plus discordant pour un artiste, l'autre a un sentiment passionné de la beauté, et il n'est rien que le savant comprenne si peu. Mais si acceptant la même langue, oubliant les divergences de but qui les séparent, les artistes et les savans se souvenaient un peu plus qu'ils sont soumis à cette nécessité commune d'observer les apparences optiques des objets naturels, ils mettraient en commun, pour en profiter séparément, une nombreuse série de faits qui les intéressent au même degré.

Si je restais dans ces termes généraux, on répondrait que l'inspiration qui donne la vie aux arts ne peut se plier aux nécessités de précision qui sont demandées aux sciences exactes, et que, loin d'enfermer l'artiste dans les limites de la réalité physique, il faut laisser à son imagination toute liberté d'interpréter pour la rendre plus poétique la scène qu'il veut représenter. Je suis loin de le nier, mais il y a sur ce point une distinction importante à établir. Que Raphaël peigne *la Sainte Famille*, Corrège *le Mariage de sainte Catherine*, Murillo ses vierges enveloppées d'anges et baignées dans une lumière mystique, ils font des œuvres où la réalité n'a pas à se montrer, dans lesquelles le sentiment religieux domine au point d'effacer du tableau comme de l'esprit des spectateurs tout souvenir de la terre et toute pensée d'imitation servile. La même observation s'applique à toutes les toiles où les artistes, poètes sans être imitateurs, philosophes et non copistes, ont écrit sur la figure humaine les faiblesses du cœur ou les orages des passions, les grandeurs de l'âme ou les misères de l'humanité, avec le seul désir d'inspirer aux spectateurs les pensées qui les dominent, ou de fixer dans une image raisonnée les vers des poètes et les récits de l'histoire; la vérité que cherchent ces artistes n'est point la vulgaire vérité des yeux, c'est la réalité des sentimens et des pensées, et ils l'atteignent en se maintenant dans des conditions optiques qu'ils choisissent à volonté, et où les effets de lumière et d'ombre sont subordonnés à un sentiment plus élevé, sans être assujettis aux règles de la physique. Cependant auprès de ces peintres philosophes il s'en trouve qui n'ont point donné à leur art un but aussi spiritualiste. A côté des toiles qu'ils ont signées, on voit des tableaux exécutés dans une intention toute différente : ce sont les souterrains de Granet, c'est *la Cuisine* de Drolling, ce sont les intérieurs flamands ou les paysages modernes, dans lesquels la figure humaine n'intervient que comme un accessoire souvent maltraité. Ici tout est subordonné au désir de copier la vérité

matérielle, et il n'y a d'autre but que de reproduire les effets de la lumière et des ombres. Il s'est même trouvé des hommes de talent qui, dédaignant les sublimités morales, se montrent indifférens dans le choix des sujets pour se condamner exclusivement à la tâche plus ingrate qu'utile de poursuivre la réalité partout où elle est accessible, quelles que soient d'ailleurs les conditions de laideur ou de beauté qu'elle affecte. On les voit même traiter de préférence les vues les moins pittoresques ou les figures les plus désastreuses, et les peindre par leurs plus mauvais côtés, afin qu'il soit bien entendu qu'ils ne veulent que copier servilement, et ils se montrent satisfaits quand ils croient avoir réussi. J'ai l'espoir que ceux qui visent ainsi à une reproduction exacte verront sans déplaisir qu'un physicien leur dise : « Vous observez les jeux de la lumière, et je les étudie comme vous; vous le faites avec vos yeux, dont le témoignage vous égare quelquefois; moi, j'utilise des instrumens précis qui ne peuvent faillir; ces instrumens peuvent vous être utiles, je vais vous les prêter; les connaissances accumulées dans la science, je vais vous les communiquer, et j'ai la confiance que la pratique de votre art y gagnera quelque chose, et que vous pourrez approcher davantage de la perfection que vous poursuivez. »

Avant d'analyser les apparences que nous offrent les objets extérieurs, il est nécessaire de nous rendre un compte exact du mouvement de la lumière qui nous les rend visibles, et pour réduire cette question à ses principes les plus simples, il faut suivre par la pensée un des rayons lumineux que nous envoie le soleil. Il part de la surface de cet astre, traverse en ligne droite et en 8 minutes 13 secondes l'espace de 40 millions de lieues qui sépare la terre du soleil, et parvient aux limites de l'atmosphère; il s'y engage en changeant un peu sa direction et prenant une vitesse un peu moindre, et il continue de se mouvoir jusqu'au moment où il rencontre un point de la surface d'un objet. Alors une action spéciale se produit : arrêté subitement dans sa marche, le rayon se divise en une infinité de faisceaux moins intenses qui rebondissent sur l'objet interposé, et sont renvoyés dans toutes les directions. Cette décomposition du rayon primitif est la *diffusion*. Tout corps éclairé directement par le soleil acquiert dès lors la propriété d'envoyer de la lumière vers tous les points de l'espace, et il devient visible comme s'il était lumineux par lui-même; mais cette propriété, il la doit aux rayons qu'il a reçus, et quand ceux-ci viennent à lui manquer, il perd la faculté d'éclairer aussi aisément et aussi promptement qu'il l'avait acquise.

Dès-lors, aussitôt que les rayons solaires viendront rencontrer les divers objets disséminés au milieu d'un paysage, ils seront diffusés par toutes les surfaces qu'ils auront frappées, et chaque point de ces

surfaces sera subitement transformé en un centre éclairant. Tous les corps possèdent cette propriété, bien qu'à des degrés divers; l'air atmosphérique lui-même la partage, et chacune des molécules qui le compose s'illumine au moment où la lumière la traverse; la voûte céleste qui s'étend au-dessus de nos têtes et qui se termine à l'horizon devient dès lors un immense luminaire qui nous envoie de tous ses points une lumière mêlée de bleu et de blanc; les nuages qui sont répandus au milieu de l'air nous éclairent, et enfin chaque objet terrestre, arbres, terres, montagnes, maisons ou rochers, végétaux ou animaux, tout devient une source de lumière.

Voilà donc les rayons solaires une première fois déviés de leur route, une première fois diffusés par les corps qu'ils frappent directement, et voilà un soleil unique dont la seule présence allume pour ainsi dire une infinité d'autres luminaires. A leur tour, tous ces rayons, une première fois diffusés, se propagent dans l'espace et rencontrent des surfaces qui les diffusent une seconde fois. Une maison éclaire la maison voisine, un arbre illumine le sol qu'il couvre, le ciel verse de la lumière sur tous les détails du paysage, tous ces rayons de seconde main subissent ensuite une troisième diffusion, qui peut en produire une quatrième, et ce mouvement une fois commencé ne s'arrêterait jamais, s'il n'y avait à chaque réflexion nouvelle une perte progressive de lumière. Telle est, dans ses circonstances générales, la marche des rayons solaires : c'est un croisement perpétuel de faisceaux qui se mêlent sans se détruire, qui se renvoient de tous les points vers tous les points, pénètrent jusqu'aux forêts les plus sombres et aux eaux les plus profondes, et qui ne laissent dans la nature aucun lieu inaccessible à la lumière émanée d'abord du soleil. Aussitôt que cet astre se montre, tout s'illumine; aussitôt qu'il disparaît, tout rentre dans l'obscurité.

Si l'on veut, après avoir étudié dans son ensemble le mécanisme général de l'éclairement du monde, entrer dans un examen plus circonstancié des détails, on est conduit bientôt à une remarque capitale, on reconnaît que les différentes substances possèdent, à des degrés très divers, la faculté de diffuser la lumière. Une feuille de papier blanc renvoie la presque totalité des rayons qu'elle a reçus, pendant qu'une étoffe noire absorbe et ne réfléchit pas les faisceaux qui la rencontrent. Les corps se classent et s'échelonnent depuis ceux qui s'éclairent le mieux jusqu'à ceux qui ne s'illuminent pas, et l'on passe par une gradation continue des premiers aux derniers; de là résulte dans la nature cette variété d'illumination, ces oppositions d'éclat entre des objets voisins, ces différences d'éclairement qui tracent les contours des uns sur le fond des autres, et qui contribuent à rendre visibles les détails infinis dont les ensembles sont composés.

J'ai omis jusqu'à présent une particularité qui joue dans les arts un rôle capital, aussi bien qu'elle tient dans nos industries et dans nos goûts une place importante. Je veux parler de la couleur. Les corps se distinguent les uns des autres non-seulement par la proportion plus ou moins grande de lumière qu'ils renvoient, mais encore par la teinte spéciale que cette lumière affecte. Comment se fait-il qu'une étoffe soit rouge ou jaune, qu'un feuillage soit vert, et que le ciel nous paraisse bleu? Nous dirons à ce sujet ce que les physiciens savent et aussi ce qu'ils ignorent.

Il est à peine utile de rappeler que Newton a prouvé par les expériences les plus décisives que chacun des rayons émanés du soleil est composé, et qu'il est formé par la réunion d'une infinité de radiations qui suivent une route commune. Quand on sépare ces radiations, elles offrent des couleurs qui varient depuis le rouge jusqu'au violet, en passant, comme on le voit dans l'arc-en-ciel, par toutes les teintes intermédiaires : séparées, elles affectent nos organes d'impressions très variées; réunies, elles nous donnent la sensation du blanc. On peut maintenant combiner ces diverses lumières deux à deux, trois à trois, etc., et l'on formera des rayons qui offriront des couleurs très différentes. La conséquence générale qui ressort de ces expériences et de la règle de Newton, c'est qu'il n'y a dans la nature aucune couleur, aucun ton qui ne soit le résultat d'un mélange en proportions bien définies des divers rayons simples que l'on observe dans le spectre solaire.

Cette connaissance du mélange des couleurs une fois acquise, et la science de les combiner étant ainsi ramenée à une question de calcul, nous pouvons revenir à notre but, qui est d'analyser les conditions générales de l'éclairement des objets. Nous pouvons choisir une étoffe rouge et diriger sur elle les rayons rouges du spectre solaire : elle les diffusera très énergiquement, et, sous leur influence, recevra une illumination très éclatante; mais si on essaie de l'éclairer avec les autres couleurs simples, qu'elles soient jaunes, ou bleues, ou vertes, on la verra demeurer très sombre, et ne renvoyer que des proportions minimes des lumières qu'elle aura reçues. Cet exemple n'est qu'un cas particulier d'une action générale; nous pouvons la résumer en disant que les objets divers de la nature ont la propriété d'éteindre et de renvoyer très inégalement les rayons simples, et quand ils recevront la lumière blanche, qui est la superposition de toutes les couleurs, ils choisiront certains rayons pour les réfléchir, certains autres pour les éteindre, et nous renverront non pas toute la lumière blanche, mais un mélange de diverses lumières en des proportions qui pourront varier à l'infini. Cette loi n'est que l'énoncé d'un fait observé, et ce fait résume toutes les connaissances que la physique possède sur cette matière : elle ne sait pas la cause

de cette propriété élective des corps, elle a cherché depuis Newton quelle en est la raison théorique sans la pouvoir trouver. Il faut d'ailleurs remarquer que si la solution de ce problème était connue, elle ne profiterait qu'à notre curiosité sans servir dans l'étude que nous poursuivons aujourd'hui. Le fait seul nous intéresse et nous suffit.

Tous les mouvemens lumineux que nous venons de décrire sont exécutés en dehors de nous, et nous n'y avons aucune part : que nous y assistions ou que nous y restions étrangers, ils s'accomplissent de la même manière; la mise en scène est invariable, qu'elle ait ou non des spectateurs pour la juger. Mais au moment où nous ouvrons les yeux, nous entrons en communication avec les détails de la nature : voyons comment cette communication s'établit. Puisque tous les points des objets, grâce aux réflexions de lumière dont ils sont le siége, deviennent de véritables corps éclairans, et qu'ils lancent des rayons dans toutes les directions possibles, quelques-uns de ces rayons rencontrent notre œil, traversent les liquides et les solides qui le remplissent, et ne s'arrêtent que sur le fond de l'orbite. Pour étudier leur mouvement dans l'organe de la vision, nous sommes obligés de faire un peu d'anatomie. L'œil est constitué comme les chambres obscures des daguerréotypes, que tout le monde connaît aujourd'hui. Il a comme elles un trou antérieur, la pupille, qui regarde les objets; une lentille convexe, solide, parfaitement formée, est disposée derrière ce trou, et enfin une membrane mince, la rétine, tapisse le fond de l'œil et arrête la lumière comme le verre dépoli qui termine à sa partie postérieure la chambre obscure des physiciens. Tout nous porte dès lors à penser que les mêmes effets se développeront dans ces deux instrumens identiques. Or, dans un daguerréotype, on voit distinctement se former un tableau en raccourci des objets qu'il regarde. Les contours y sont parfaits, les couleurs y sont très régulièrement reproduites. Tous les accidens d'ombre et de lumière y sont mathématiquement représentés avec une particularité singulière, c'est que tout y est renversé. Dans ce petit tableau, les pieds se voient en haut et les têtes en bas; mais à cette différence de situation près, c'est une parfaite miniature de la nature extérieure. Quoique plus difficile à faire, l'expérience réussit de la même manière avec un œil de bœuf frais et même avec un œil humain. Ainsi nous portons avec nous une chambre obscure, ainsi il se forme sur notre rétine un tableau renversé des objets que nous regardons. Une fois qu'elle a constaté cet effet optique, la physique s'arrête; elle a suivi la lumière depuis le soleil jusqu'au fond de l'œil, elle a montré que les objets extérieurs se dessinent sur la rétine : alors son rôle cesse et celui de l'anatomie commence. L'anatomie nous apprend que la rétine est composée de filets nerveux qui tapissent l'œil, qui se réunissent ensuite en un tronc com-

mun, lequel se rend au cerveau; mais entre ces deux sciences il y a une immense lacune à combler : la première nous montre une image optique, la seconde nous apprend qu'il y a des nerfs pour la recevoir; aucune ne peut nous dire comment cette impression physique se transforme en une sensation psychologique. Ici se place une question éternellement insoluble, celle des rapports de la matière à l'âme.

De l'examen général et tout scientifique que nous venons de faire découlent plusieurs conséquences. Si nous portons spécialement notre attention sur un objet, nous sommes amenés à reconnaître qu'il nous envoie plus ou moins de lumière suivant que sa faculté de diffusion est plus ou moins élevée. Il nous apparaît conséquemment avec un degré d'éclairement qui dépend de sa nature propre, et la quantité de lumière qu'il nous envoie constitue ce que l'on appelle son *éclat;* de plus, la nature des rayons qu'il émet n'est pas toujours la même : il est rouge ou bleu, il possède une teinte spéciale, il a une *couleur* qui lui est particulière. La réunion de ces propriétés, l'éclat et la couleur, la quantité et la qualité des lumières qu'il émet, s'exprime dans les arts par un mot qui résume l'apparence de l'objet; c'est le *ton.* Le rôle des physiciens est de le mesurer, celui des peintres de l'imiter, et c'est une question aussi difficile pour les uns que pour les autres, car le ton change avec toutes les conditions qui déterminent l'éclairement.

Une deuxième remarque qu'il faut faire, c'est que nous apprécions la nature par la lumière qui nous arrive. S'il était possible de supprimer les objets, mais si le mouvement lumineux qu'ils déterminent continuait à se produire, si les rayons lumineux arrivaient encore dans l'œil après cette suppression comme ils y arrivent avant qu'elle ait lieu, l'image sur la rétine continuerait à se former sans subir la moindre altération, et puisque c'est à cette condition unique qu'est dû le jugement que nous portons, nous persisterions à penser que les objets existent. Ce ne serait plus qu'une illusion, mais elle serait complète; ce ne serait plus qu'une fantasmagorie, mais elle aurait tous les caractères de la réalité. Supposons par exemple que l'on étale devant nos yeux une toile impénétrable, et que l'on ait d'avance étalé sur cette toile des couleurs disposées avec un art tel qu'elle puisse nous envoyer les mêmes rayons que la nature qu'elle cache, nous n'aurons aucune connaissance de cette toile; on pourra l'enlever ou la remettre sans que nous puissions le deviner, sans que les conditions de la vision soient altérées, sans que les jugemens que nous portons sur la nature extérieure soient changés. C'est là le problème que poursuit la peinture d'imitation, c'est là qu'elle rencontrera d'insurmontables difficultés. Elle combine avec un admirable talent des couleurs préparées à l'avance, elle les distribue sur les toiles et nous rend l'image de la nature; mais jusqu'à quel degré

de précision peut-elle le faire? Est-ce la réalité qu'elle nous montre, ou bien n'est-ce qu'une vérité conventionnelle et admise? C'est ce que nous allons examiner.

La nature a constitué nos organes de telle façon qu'ils peuvent reconnaître si les impressions qu'ils reçoivent et nous transmettent sont égales; mais elle leur a refusé la faculté de les comparer si elles sont inégales. Notre œil nous apprend aisément quand deux objets voisins ont le même éclat; mais il ne peut nous dire si un corps est deux ou trois ou quatre fois plus éclairé qu'un autre. Je prends un exemple simple : je suppose une feuille de papier blanc exposée en plein soleil; elle nous paraît éclairée d'une manière parfaitement uniforme; alors je place entre elle et le soleil un objet opaque, un bâton par exemple, et celui-ci projette sur le papier une ombre qui en couvre une partie. On voit immédiatement que l'ombre portée est moins lumineuse que les parties voisines, l'inégalité des éclats est évidente; mais personne n'est capable d'en apprécier la différence et de nous dire si les points éclairés directement par le soleil sont deux, trois ou cent fois plus lumineux que les parties couvertes par l'ombre. Cela peut se généraliser : une maison placée dans un paysage projette une ombre sur le sol, et dès-lors le sol, qui a cependant dans toutes ses parties une teinte uniforme, s'éclaire inégalement : notre œil le constate; mais quel est le rapport des éclats entre les points éclairés et ceux qui ne le sont pas? C'est ce que nous sommes absolument incapables de juger sans une mesure spéciale exécutée au moyen d'un instrument fait exprès. Prenons maintenant un paysage avec un ciel, des montagnes lointaines et des objets échelonnés graduellement depuis l'horizon jusqu'à nos pieds : chaque partie qui s'y voit a son éclat propre; mais quel est-il? On l'ignore. C'est avec ce degré de précision que nous apprécions l'éclairement de la nature.

Maintenant qu'un artiste veuille copier une scène naturelle avec des masses inégalement distribuées de lumière et d'ombre, le voilà placé dans la nécessité d'attribuer à chacune d'elles la valeur qu'elle a réellement; il faut dès-lors qu'il mesure, ou au moins qu'il copie l'éclat des différens plans, qu'il les gradue suivant la même échelle que dans le modèle, et, pour arriver à remplir cette difficile tâche, il a son œil, un œil très exercé sans doute, à qui l'habitude et un long exercice ont communiqué un supplément de qualités, mais qui n'en est pas moins par sa nature même, chez un artiste comme chez un autre homme, un appareil impuissant à comparer les éclats, incapable d'en assigner les rapports, un instrument tout à fait au-dessous de la mission qu'on lui confie.

Cette difficulté inhérente aux impuissances de l'œil se complique encore d'une impossibilité qui vient de l'imperfection des ressources

de la peinture. La nature a dans la plupart de ses parties un éclat absolu qu'aucune couleur ne peut rendre. Transporter sur la toile l'éclat du soleil, ou même celui d'une lampe, l'éblouissante clarté des nuages, ou seulement l'éclairement d'une nature exposée à la libre lumière du ciel, est une tâche chimérique; ce serait de plus une inutilité, car les tableaux destinés à nos musées ou à nos appartemens sont condamnés à ne recevoir qu'une lumière affaiblie, que l'influence du temps vient encore assombrir. Aussi n'est-ce point là ce que l'on demande à la peinture. Ce qu'on doit exiger d'elle, c'est qu'elle ne fasse pas un ciel plus sombre et des objets terrestres plus brillans, c'est qu'elle maintienne l'harmonie et la relation des éclairemens, c'est qu'elle affaiblisse toutes les lumières également, et qu'elle conserve entre les éclats des objets les mêmes proportions que celles qui existent dans le modèle. Telle est la double nécessité à laquelle il faut se plier, d'assombrir tout le tableau parce qu'on ne peut le faire aussi brillant que la nature, et d'affaiblir proportionnellement tous les éclats; cette règle est absolue, elle est indiquée par le bon sens, elle a été acceptée par toutes les écoles, et toute dérogation transformerait la vérité en convention.

Or, pour résoudre ce double et redoutable problème, un artiste, je le répète, n'a qu'un seul guide et un seul juge, son œil. Il distribue les lumières et les ombres par grandes masses sur la toile qu'il couvre, s'étudiant soigneusement à leur conserver le rapport vrai des tons qu'ils lui montrent, et à distribuer proportionnellement la lumière dans chaque plan et dans chaque groupe d'objets; puis, quand il a réussi à déterminer ces effets d'ensemble, il arrive aux détails qu'il place au milieu des masses, et qu'il reproduit l'un après l'autre. C'est dans ces détails qu'il brille et qu'il nous charme. Ce n'est pas là que nous voulons le suivre, c'est dans les effets généraux que nous voulons l'apprécier.

L'opticien, comme l'artiste, étudie dans la nature ces grands effets des ombres et de la lumière. Plus heureux que lui, mieux avisé peut-être, et se préoccupant surtout de la précision des moyens, il a bientôt reconnu tout ce qui manquait à l'œil, et, voulant suppléer à un organe impuissant, il a imaginé des appareils dont le but spécial est de comparer les éclats d'objets voisins. Ces appareils sont des photomètres. On peut, grâce à leur secours, combler la lacune que nos organes laissent subsister dans nos jugemens. On peut savoir par exemple que l'ombre portée par un bâton sur une feuille de papier blanc a 20 fois moins d'éclat que les parties éclairées par le soleil. On commence à voir que ces appareils, si précieux à un physicien, pourraient bien n'être pas sans utilité à un peintre.

Je ne puis, je n'ose ici décrire ces photomètres dans toutes leurs particularités : je serais obligé, si j'en voulais faire la théorie com-

plète, d'entrer dans des considérations aussi longues qu'arides; mais il m'est heureusement facile d'en faire connaître la forme apparente, et cela suffira pour l'emploi que l'on en peut faire. On se sert tous les jours de lunettes sans les comprendre, on peut bien aussi utiliser un photomètre sans savoir les principes sur lesquels il est fondé. On peut dès-lors se figurer une lunette assez semblable à une lorgnette de spectacle; en mettant l'œil au bout antérieur, on voit qu'elle est intérieurement séparée en deux par une cloison. A travers un des compartimens, on regarde un objet; par l'autre on voit l'objet voisin, et, en la tournant convenablement sur elle-même, on peut diriger la cloison vers la ligne de séparation de ces deux objets. Tout près de l'œil, il y a sur l'instrument un cercle qui l'enveloppe comme un anneau, et que l'on peut faire tourner comme une roue sur son essieu. Telle est la forme extérieure de l'instrument; quant aux verres ou aux cristaux qu'il renferme, je les passe sous silence, désespérant d'en pouvoir décrire les propriétés. Voici maintenant le jeu singulier de l'appareil. Je regarde par son intermédiaire une feuille de papier blanc également éclairée, j'en vois une partie à travers le premier compartiment et une autre à travers le second, puis je fais tourner l'anneau, et je remarque que l'une des parties s'éclaire peu à peu, tandis que l'autre s'obscurcit progressivement. La feuille de papier semble gagner de l'éclat d'un côté et en perdre de l'autre, absolument comme si une lumière d'une part et une ombre de l'autre se projetaient sur elle. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que tous les détails continuent d'être visibles; s'il y a des caractères tracés sur sa surface, ils restent distincts. Enfin, en faisant tourner le cercle de plus en plus, l'action s'exagère, et le compartiment le plus sombre devient entièrement noir, pendant que l'autre atteint son plus grand éclat. A cet appareil est adaptée une graduation calculée d'avance : elle porte des chiffres gravés qui indiquent la proportion de lumière qui est éteinte dans chaque partie de l'appareil pour une situation quelconque de l'anneau tournant.

Cela posé, je vais par un exemple faire comprendre l'utilité de cet appareil pour un physicien. Je me place devant une muraille uniforme, je la suppose peinte avec une couleur quelconque, jaune, si l'on veut, et je l'examine au moment où l'ombre d'une maison voisine, se projetant sur elle, la divise en deux parties dont l'une est éclairée et l'autre ombrée. Il est évident qu'il n'y a pas de différence dans la couleur des divers points, qu'il n'y en a que dans leur éclat, et si je venais à éteindre progressivement la lumière des portions éclairées, j'arriverais à leur donner la même apparence qu'aux portions ombrées. Je dirige alors ma lunette sur cette maison; je regarde la lumière à travers un des compartimens et l'ombre à travers

le second, puis je tourne convenablement l'anneau divisé, et arrivé à une position déterminée, je vois un mur également éclairé partout : les deux parties ont pris un même éclat. Je regarde alors la graduation, elle m'apprend que j'ai rendu la lumière vingt fois plus faible, et j'en conclus qu'avant cette extinction artificielle les points du mur éclairés par le soleil étaient vingt fois plus brillans que les parties placées dans l'ombre portée. Si le mur avait été jaune ou bleu, j'aurais exécuté la même épreuve et trouvé le même résultat, si j'avais supposé l'ombre projetée par un arbre sur le sol, et en général si j'avais étudié l'opposition d'éclat entre un coup de soleil et une ombre portée, j'aurais opéré de la même manière. J'aurais vu d'ailleurs que le rapport varie depuis les jours d'hiver jusqu'aux époques de l'été, qu'il change avec les heures de la journée, l'état du ciel, et avec beaucoup d'autres circonstances que je n'ai pas besoin d'énumérer.

On pourra me dire que cette expérience peut intéresser les gens de la science, mais qu'elle ne regarde pas les artistes, qu'ils ont pour but de copier et non de calculer. Je l'avoue volontiers; je persiste néanmoins à penser qu'une semblable mesure a pour eux une importance extrême, s'ils veulent être vrais. On l'admettra aisément, si l'on veut bien se rappeler qu'il y a de très nombreux tableaux où l'on a reproduit de semblables effets de soleil et d'ombre portée, et où on les a très inégalement accentués. Certains artistes les peignent timidement, comme si le soleil était affaibli; certains autres les montrent avec un éclat quelquefois exagéré. D'où vient cette différence? Elle vient de ce qu'ils jugent très inégalement les mêmes apparences. Et que prouve-t-elle? C'est qu'il y a dans les reproductions une large place laissée à une interprétation conventionnelle et à des erreurs matérielles inévitables. Mais je vais aller plus loin : je reprends mon appareil, et je m'approche d'un artiste occupé à peindre dans un paysage le mur jaune dont j'ai supposé l'existence avec la lumière et l'ombre qui le divisent. Je commence par regarder l'objet réel à travers mon instrument. Je tourne le cercle divisé et je m'arrête quand j'ai rendu uniformes les éclairemens des deux parties du mur; puis, sans rien changer à l'appareil, je le dirige vers le tableau, et si la copie est exacte, je dois voir avec le même éclat la partie éclairée et la partie ombrée. Ainsi je mesure en premier lieu le rapport des éclats dans la nature, et ensuite je cherche si, dans la reproduction que l'artiste essaie, ce rapport a conservé la même valeur. Il y a bien peu de tableaux qui résistent à cette épreuve décisive. On reconnaît généralement qu'il y a deux espèces d'erreurs qui se commettent à la fois : la première, c'est que l'ombre portée n'est pas assez foncée, la deuxième vient d'une autre cause et n'est pas moins grave. L'artiste a employé, pour représenter les portions éclairées, un jaune pur éclatant, et, pour

figurer l'ombre, il a choisi une ocre plus ou moins mélangée de tons foncés : ce sont ainsi des couleurs différentes qui servent à peindre un même objet inégalement éclairé, et souvent il arrive que les tons employés sont inharmoniques. Alors le photomètre montre qu'on ne peut, en éteignant la lumière, la rendre égale à l'ombre dans le tableau, parce qu'on leur a attribué des colorations qui ne correspondent pas, et l'ombre n'a pas la même teinte que la lumière. On ne fait ici aucune appréciation mathématique, on ne détermine point quel est le rapport de deux éclats, mais on possède un instrument qui peut avertir le peintre des erreurs qu'il commet et qui lui fournit le moyen de les corriger.

Voyons maintenant si réellement la peinture représente fidèlement les scènes naturelles, ou bien si elle n'atteint qu'une vérité de convention. Nous avons à suivre une marche bien simple : étudions avec soin dans la nature les conditions de l'éclairement, mesurons-les, puis entrons dans les musées, soumettons les tableaux que l'on y conserve à la même analyse, et comparons les résultats de ces deux études. Si nous ne voyons que de légères différences, nous admettrons que la peinture est la fidèle image de la nature; mais, si nous venons à constater des divergences considérables, nous aurons à la fois prouvé que les reproductions sont incomplètes et qu'il est utile de donner aux arts un instrument qui puisse les aider.

Je continue l'exemple d'un coup de soleil frappant un corps et d'une ombre portée sur lui. Je mesure le rapport des deux éclats; je l'examine pendant l'été ou durant l'hiver, aux diverses heures de la journée, par des temps inégalement beaux et dans des circonstances très différentes. Je trouve, on le conçoit, des résultats extrêmement différens; mais, en résumant toutes les mesures prises, on voit que ce rapport est compris entre des limites qu'il ne dépasse jamais, entre 10 et 20, c'est-à-dire que les parties frappées par le soleil sont dix fois au moins et vingt fois au plus aussi lumineuses que les ombres portées. L'extrême variabilité de ce rapport laisse, comme on le voit, une très large latitude à la peinture à laquelle nous ne demanderons qu'une chose, c'est de rester entre les mêmes valeurs extrêmes, 10 et 20. Or, quand on étudie successivement les coups de soleil dans les tableaux et qu'on récapitule ensuite les valeurs du rapport cherché, on voit qu'elles sont comprises généralement entre 2 et 4, c'est-à-dire que la puissance du soleil y est plus petite que dans les paysages vrais, et qu'elle se trouve diminuée de 80 pour 100. On a peine à concevoir comment l'œil peut laisser passer sans les apercevoir des inexactitudes aussi considérables.

Cependant tous les paysagistes sont loin de mériter au même degré ce reproche que je leur adresse, les artistes de l'école moderne ont fait un énorme progrès dans le sens de l'exactitude; tout le monde a

remarqué que leurs tableaux contiennent des ombres plus foncées et des lumières plus vives, et il y a tels tableaux de Decamps, par exemple, où l'effet du soleil mesuré par le photomètre est compris dans les limites de la vérité naturelle. Si donc d'autres artistes, et c'est le plus grand nombre, se sont écartés de la nature, cela ne tient pas, pour le cas que j'examine, à une impossibilité d'atteindre la vérité, mais à une habitude mauvaise qu'il est possible de corriger.

Je vais citer un second exemple simple et étudier un autre effet de lumière. Quelques peintres ont eu comme la spécialité de reproduire des scènes de nuit, et c'est presque toujours une lampe blafarde qui, placée au milieu de la toile, éclaire un intérieur où l'on voit les objets avec des clairs vifs et des ombres très obscures. Je compare la lumière de la lampe à celle des points les mieux éclairés, et je trouve généralement un rapport compris entre 20 ou 30; puis je reproduis une scène semblable : je place dans une chambre une bougie, j'en approche une feuille de papier; celle-ci s'illumine, et je cherche le rapport de l'éclat de la bougie à celui que reçoit la feuille. Il est égal à 1,500, la bougie est donc quinze cents fois plus lumineuse que le papier dans la réalité; elle est trente fois seulement aussi éclairée dans les tableaux, et on ne peut nier qu'il n'y ait là une convention.

Bien que je ne veuille pas mettre des noms propres en cause, je ne puis m'empêcher de citer Granet, et si je veux analyser ses toiles, c'est qu'il a produit des effets qui ont frappé tout le monde : « Monsieur Granet, disait Louis XVIII, on m'assure qu'un de vos capucins vient d'éternuer. » Granet avait accompli une espèce de révolution; il avait forcé les lumières, exagéré les ombres, et l'on ne se lassait pas d'admirer, à cause de l'illusion qu'ils produisaient, des tableaux peu variés d'ailleurs, si ce n'est par leur titre ou leurs accessoires. Une salle obscure et voûtée, cloître, église ou souterrain, une fenêtre au fond qui laisse voir le ciel et éclaire la salle, des personnages bien éclairés, de grandes ombres projetées, tels sont les tableaux de Granet : une vive lumière sur la partie du ciel qu'on aperçoit, une grande obscurité dans tout le reste, tels sont les moyens employés pour produire l'illusion. J'ai étudié chacun de ses tableaux, j'ai en particulier comparé l'éclat du ciel aux châssis de la fenêtre : le ciel est de quatre à six fois plus éclairé que les châssis.

Désirant apprécier la vérité de ces tableaux, j'ai cherché des scènes analogues; j'ai choisi un cabinet éclairé par une fenêtre centrale, dont les châssis nouvellement peints présentaient une grande analogie avec les exemples de Granet, et me plaçant en face de la fenêtre avec un photomètre, j'ai trouvé que le ciel avait quatre cents fois plus d'éclat que les châssis. La vérité des tableaux de Granet est donc entièrement illusoire.

J'aurai la naïveté d'avouer l'idée que cette comparaison m'inspira. Voyant toute l'illusion produite par des tableaux si peu exacts, je pensai qu'on arriverait à des effets plus saisissans encore, si l'on s'astreignait à maintenir rigoureusement des rapports égaux d'éclairement dans la nature et dans les tableaux, et je résolus de peindre ma fenêtre avec le secours d'un photomètre, comme si j'avais été Granet, et que mon cabinet eût été le cloître des capucins de Florence. Je fis le ciel nuageux avec une couleur irréprochablement blanche, et les châssis furent d'abord représentés de sentiment avec un gris passablement foncé. Puis je voulus me juger moi-même. Je pris mon photomètre, et je reconnus que je m'étais trompé : mon châssis était trop brillant; j'y remis du noir. Je recommençai l'épreuve, et le résultat fut le même. Je fus successivement amené à obscurcir le châssis, et je m'aperçus bientôt qu'il était impossible d'arriver à la vérité. Le noir le plus pur n'y aurait pas suffi. La reproduction était radicalement impossible, et quand même j'aurais réussi à trouver une couleur assez foncée pour le châssis, il m'aurait fallu des tons nouveaux et bien moins lumineux encore pour tous les détails encore moins éclairés de l'intérieur.

Sans la crainte de tourner trop longtemps dans le même cercle d'idées, je pourrais multiplier mes critiques et prouver par de nouveaux exemples que la peinture ne réussit pas mieux à reproduire les éclats que l'œil ne suffit à les estimer. Je ne ferais que développer cette vérité déjà évidente, qu'il existe entre les effets de la lumière naturelle et ceux qui la représentent dans les tableaux une divergence qui n'excite ni étonnement, ni répulsion, et dont rien ne faisait soupçonner l'étendue. Je veux aller plus loin : je veux prouver que ni les photomètres, ni le talent des artistes, ni la science, ni le savoir-faire ne peuvent sauver la peinture de ces inexactitudes, qu'elle est irrévocablement condamnée aux mêmes erreurs à moins d'inventer des procédés nouveaux, et que ceux des effets naturels qui lui sont accessibles sont compris entre des limites étroites que je vais fixer.

Dans une vue de la nature, il y a nécessairement des points plus sombres que tous les autres, comme il y a des parties qui nous envoient la lumière la plus intense, et c'est entre ces éclats extrêmes que se classent et se graduent les divers objets qui composent le paysage. Nous voyons d'abord auprès de nous des terres, des arbres ou des édifices; leurs détails sont précis, leurs contours nets, leurs lumières vives, leurs ombres foncées : c'est dans ces ombres que nous découvrons les parties les plus obscures du paysage. Plus loin sont placés d'autres arbres et d'autres maisons, et nous les voyons à travers la couche d'air qui nous sépare d'eux, couche qui affaiblit les rayons qu'ils nous envoient, et qui, étant elle-même illu-

minée par le soleil, mêle à la lumière qui nous vient des objets celle qu'elle réfléchit; il y a donc comme un voile lumineux interposé entre l'observateur et les plans éloignés, et dès lors les contours s'amollissent, les ombres s'éteignent, les couleurs se confondent et les éclats augmentent dans le lointain jusqu'aux montagnes qui limitent l'horizon et se confondent presque complétement avec le ciel par leur apparence et leur éclat. En général, on voit donc les points les moins brillans dans les parties les plus rapprochées; puis en s'éloignant les plans s'illuminent, et l'on observe une gradation croissante des éclats jusqu'à l'horizon, jusqu'aux nuages du ciel qui dépassent tous les objets terrestres, et enfin jusqu'au soleil qui illumine la scène tout entière et se présente avec une intensité incomparable que nos yeux ne peuvent supporter. Prenons maintenant un photomètre, mesurons les rapports de la lumière dans tous les tons de cette gamme chromatique qui commence à des éclats à peine sensibles, et finit à l'éblouissante clarté du soleil; nous reconnaissons aisément que la distance entre les termes extrêmes est incommensurable, et qu'il est aussi impossible d'exprimer la lumière solaire par un nombre que la distance d'une étoile à la terre : elle est infinie. Si, dans l'impossibilité de continuer nos mesures jusqu'à l'éclat du soleil, nous arrêtons nos déterminations aux nuages les plus brillans, nous leur trouvons encore une intensité plusieurs mille fois au moins et souvent plusieurs millions de fois égale à celle d'un arbre voisin de nous, il y a donc dans la nature toutes les intensités possibles d'éclairement, depuis celles que l'on peut à peine percevoir jusqu'aux éclats que l'on ne peut supporter, depuis l'obscurité absolue jusqu'à la lumière infinie.

En est-il de même dans la peinture? Évidemment non. Il y a encore, cela est vrai, une gamme continue; mais elle s'étend entre deux termes limités dont le plus sombre est fourni par la couleur la plus foncée, le plus éclatant par la couleur la plus brillante, et pendant que l'échelle naturelle est infinie, l'échelle des peintres est courte, beaucoup plus courte qu'on ne le croit : nous allons le prouver. Étendons sur l'une des moitiés d'une toile une couche épaisse et uniforme de blanc d'argent; déposons sur l'autre partie du noir d'ivoire, mêlé, si vous le voulez, de bitume et de bleu indigo; laissons sécher, vernissons avec soin, et nous aurons un tableau offrant sans intermédiaire d'une part la plus vive lumière, de l'autre la plus grande obscurité qu'un peintre puisse produire, c'est-à-dire les deux limites entre lesquelles la peinture est nécessairement enfermée. Exposons cette toile à une belle lumière, cherchons le rapport des deux éclats, nous le trouverons égal à 90. Admettons, pour être généreux, qu'il soit égal à 100, et nous concluons qu'il ne sera pas possible de représenter sur un même tableau à la fois des plans

très rapprochés et des nuages dans le ciel, pas plus qu'il n'est possible d'enfermer dans un verre le contenu d'un tonneau ou de boire la mer. Si un artiste, abandonnant pour un instant les pratiques judicieuses de son art, veut copier un paysage avec ses éclats vrais, sans les affaiblir ou les exagérer, et en leur conservant les mêmes rapports que dans la nature, il pourra commencer par les premiers plans, auxquels il attribuera une valeur aussi exacte que possible; puis, se défiant des jugemens de son œil, et les corrigeant avec un photomètre, il passera d'un objet à l'autre, des plans voisins aux plus éloignés; il arrivera ensuite à l'horizon et enfin aux nuages. Il sera ainsi conduit à employer des tons progressivement plus brillans, et un moment viendra nécessairement où, ayant dépensé ses lumières les plus vives sans avoir atteint la limite des éclats naturels, il ne trouvera plus de tons assez clairs pour achever son œuvre. S'il avait eu l'imprudence de poser un habit noir sur le premier plan, il ne pourrait pas figurer un mur blanc exposé au soleil, et en général il serait arrêté toutes les fois qu'il aurait à représenter une lumière cent fois plus vive que la plus grande ombre possible. Or presque toujours cette impossibilité se présenterait, l'instrument serait à sa limite, les notes les plus hautes seraient épuisées, et l'artiste se trouverait dans la situation d'un musicien qui ne peut achever un air trop élevé pour sa voix. S'il arrive que le peintre soit décidé à bannir toute convention de ses tableaux, s'il persiste à vouloir rester dans la stricte vérité naturelle, il sera forcé de reconnaître qu'il y a des scènes qu'il ne doit pas essayer de reproduire, ce sont celles qui embrassent une variété d'éclats plus étendue que l'échelle de sa palette. Il devra se restreindre, bannir le ciel de ses tableaux, choisir des intérieurs, et ne jamais aborder de paysages complets avec des nuages brillans. A ces conditions, il pourra rester exact; encore faudra-t-il qu'il se défie de son œil, qu'il tienne la brosse d'une main et le photomètre de l'autre, qu'il mesure à chaque instant, comme le fait un arpenteur. Et ce qu'il aura gagné, en fin de compte, ce sera d'avoir considérablement réduit le champ de la peinture, transformé un art de sentiment en un métier vulgaire, dans la pensée d'atteindre à une précision dont on ne tiendrait aucun compte, puisque l'œil ne la reconnaîtrait pas.

Mais ce n'est point ainsi que les artistes procèdent. Sans doute ils mettent à leurs places la lumière la plus vive et l'obscurité la plus grande, et ils échelonnent entre ces extrêmes opposés les intermédiaires qui les lient; mais ils le font à leur gré, suivant leur sentiment et leur inspiration. Pour eux, il n'y a que certaines règles pratiques de perspective auxquelles ils obéissent; mais les éclats, ils les comprennent et les expriment sans chercher à les graduer autrement que par l'impression plus sentie que raisonnée qu'ils éprouvent : un

effet de lumière séduit leur esprit plus encore que leur vue; ils le développent ou l'exagèrent, l'éteignent ou l'affaiblissent sans aucune préoccupation d'exactitude, et l'imagination plus que l'œil, l'interprétation plus que la réalité font naître un tableau où la nature apparaît avec une ressemblance fictive, non pas absolument telle que le soleil la montre et telle que la voit un daguerréotype, mais avec un charme d'intelligence et de vie que l'artiste seul lui donne. Si nous disséquons ensuite ces lumières et ces ombres, nous y découvrons toutes les inexactitudes que nous avons signalées. Tous les tons sont affaiblis; ce n'est point la vérité, c'est une convention acceptée, et, pour continuer la comparaison précédente, les artistes ressemblent à un chanteur qui diminuerait tous les intervalles d'un air étendu, afin de le comprendre entre les notes les plus hautes et les plus basses de la voix; seulement l'œil n'est pas construit comme l'oreille, et ce qui ne le blesse pas doit nous être indifférent.

Je ne veux pas terminer cette étude sans en tirer quelques conclusions, bien qu'elles s'adressent à des questions qui dépassent ma compétence. J'ai fait, pour satisfaire une curiosité scientifique légitime, un examen comparatif des éclairemens dans la nature et dans les tableaux. Je crois qu'il est toujours utile de se rendre un compte exact de ce que l'on fait, et de ne conserver aucune illusion sur ce que l'on produit. Il est résulté de cet examen une première remarque de fait : c'est que la peinture n'est pas, comme on le suppose souvent, une reproduction de la nature, mais une fiction admise, dont les procédés sont conventionnels, et qui produit des œuvres sans réalité physique. Il en découle une autre vérité, tout aussi incontestable : c'est que si l'on tentait de donner à la peinture ce caractère de réalité qui lui manque, on rencontrerait une impossibilité matérielle contre laquelle il est inutile de lutter. Ces conclusions ne sont pas des idées préconçues ou l'expression d'une opinion personnelle : ce sont des vérités de fait, des résultats d'observations précises, attentives et prolongées, et qui, obtenus par la méthode expérimentale des sciences, ont le même degré de certitude que les lois de la physique. Et puisque ces inexactitudes sont une des conditions obligées de la peinture, il faut se résigner à les accepter sans se plaindre et sans critiquer, puisqu'on ne peut y porter remède.

Or les artistes les plus éminens, bien que restant toujours dans certaines limites qu'il ne faut pas trop étendre, n'ont jamais montré pour la vérité matérielle un respect bien marqué. Ils ont choisi leurs formes, leurs couleurs et leurs lumières, se sont donné toute liberté dans l'interprétation, et ont spécialement dirigé leur attention, les uns vers la couleur, les autres vers le dessin, aucun ne se rendant l'esclave de ce qu'il voyait. De là sont venues des écoles nombreuses,

distinguées chacune par une tendance spéciale et s'accordant toutes sur ce point commun, qu'elles inventent, poétisent et interprètent au gré de leur imagination les scènes qu'elles représentent. Puis l'observation de ces résultats divergens a suscité des remarques critiques. On a, en étudiant les œuvres, résumé les caractères communs que l'on y découvrait, et l'on a posé en principe que le but de la peinture est plus philosophique que réaliste, qu'il y entre autant d'invention que d'imitation, et qu'elle cherche, par des conventions consacrées, non la copie réelle, mais la reproduction arrangée de la nature. La physique vient à son tour mettre son œil curieux dans un domaine qui lui est étranger, et c'est pour justifier cette manière de voir par le plus irréfutable de tous les argumens : il faut bien laisser aux artistes les libertés qu'ils ont prises, puisqu'ils ne peuvent s'en passer; il faut bien leur permettre de ne pas faire des copies vraies, puisqu'ils ne le pourraient pas s'ils le voulaient.

En même temps qu'elle est amenée à justifier les pratiques de la peinture d'imagination, l'optique se trouve dans la rigoureuse nécessité de remplir un devoir vis-à-vis de l'école réaliste, celui de lui dire qu'elle poursuit une chimère. Il y a eu dans tous les temps des hommes qui ont tenté des recherches impossibles : des alchimistes ont cherché l'or, des médecins le remède universel, des savans le mouvement perpétuel; il faut à cette liste ajouter aujourd'hui le nom des réalistes. Puisqu'ils veulent obtenir la vérité, ils provoquent l'examen de la science. Du moment que l'exactitude est leur but, le photomètre devient leur juge, et il ne trouve dans leurs tableaux absolument rien qui ne ressemble à tous les autres. Le réalisme n'a point étendu les limites des éclats que la peinture peut aborder ni rapproché celles que la nature nous offre. Il a fait ce que tout le monde avait produit avant lui; il a fait moins vrai que Decamps, qui avait à la fois plus de modestie et plus d'habileté. Ce n'était pas la peine d'afficher si haut une si grande prétention qui se justifie si peu, et de prendre comme titre celui de tous les noms qu'il est le plus impossible de mériter. Non, la peinture n'est pas la vérité, le réalisme est un but qu'il ne faut pas chercher, parce qu'on ne peut l'atteindre. Il en est un autre dont il faut se contenter, mais qui, étant plus philosophique et plus moral, place la peinture plus haut dans notre estime que ne le ferait l'exactitude scientifique, si on pouvait l'obtenir. Je m'estime heureux d'être arrivé à cette conclusion, et de n'avoir introduit la physique dans ces questions que pour lui faire jouer un rôle qu'on n'attendait pas d'elle, celui de rappeler au spiritualisme la peinture qui tend à l'oublier.

JULES JAMIN.

LA RENAISSANCE

ET

LA RÉFORMATION

I. *Renaissance*, 1 vol. in-8°; — II. *Réforme*, 1 vol. in-8°; — III. *Guerres de Religion*, 1 vol. in-8°; — IV. *La Ligue et Henri IV*, 1 vol. in-8°, par M. Michelet, Paris, 1855-57.

I.

Il n'est pas toujours aisé, même aux esprits les plus dénués de préjugés, de rendre strictement justice à tout le monde, et l'homme qui mérite le mieux nos éloges n'en obtient pas toujours la meilleure part. Il y a des intelligences qui ont des facultés embarrassantes, propres à troubler le jugement ou à déconcerter les opinions reçues, trop d'imagination, trop de subtilité, une passion excessive, de l'audace dans la pensée, de la témérité dans le style. Ces esprits à outrance ont très heureusement presque toujours un ou plusieurs côtés faibles qui nous permettent de retenir sur nos lèvres la louange prête à s'échapper, et de répondre aux admirateurs excessifs avec un sourire à la fois indulgent et ironique. Oui, pouvons-nous dire, c'est un talent original, passionné, coloré, mais combien tourmenté, bizarre, heurté! Oui, il trouve des choses nouvelles, il est ingénieusement hardi, mais avec quelle rapidité il passe du lyrisme le plus subtil au langage le plus trivial! Il est plein d'élan, mais il n'a pas le style soutenu; il nous amuse, il nous intéresse, il nous émeut, mais il fait tout cela par bonds, par éclairs, par accès. Ah! s'il avait l'art de nous ennuyer d'une manière sereine et uniforme, à la bonne heure!

Parlez-nous de tel illustre rhéteur qui, pendant quatre cents pages, va semant d'une main toujours égale ses phrases et ses fleurs, de tel écrivain célèbre qui n'a qu'une note, il est vrai, mais si claire et si sonore, et qui, deux volumes durant, vous la fait résonner sans pitié comme un battant d'acier qui frapperait sur une surface de cuivre! Voilà ce que nous pouvons louer sans réserve!

M. Michelet a fait en partie cette expérience; ses qualités ne lui ont pas moins nui que ses nombreux défauts. Il n'est pas mis, selon nous, à son véritable rang. Bien des causes ont contribué à accomplir cette demi-injustice. Il a trouvé à ses débuts des gloires établies devant lesquelles il s'est prosterné comme un disciple devant un maître, qu'il n'a pas songé à détrôner, et qui, fières de recevoir un encens aussi parfumé, lancé par une main aussi délicate, l'auraient volontiers conservé comme thuriféraire officiel. Longtemps il a vécu dans la solitude, se mêlant peu au monde, vivant de sa vie intime et la répandant dans de lyriques soliloques : nouveau malheur qui lui valut la réputation de visionnaire. Le titre assez singulier de hiérophante de l'histoire lui avait été décerné; il s'en contentait trop modestement à notre avis, lorsque, dernière et irréparable infortune, il s'est compromis dans une des plus tristes querelles que les mauvais génies puissent envoyer à un homme. Une querelle avec un clergé quelconque, dans une époque aussi chancelante que la nôtre, et où tant de prudence est nécessaire, est pleine de périls et doit être évitée à tout prix. Si vous êtes attaqué, le mieux est de filer rapidement, ailes déployées, comme le cygne pacifique, au lieu de défier l'orage et de l'appeler par vos cris, comme un oiseau des tempêtes; sinon, vous serez sûr d'être isolé; les politiques vous abandonneront, et votre parti lui-même vous soutiendra de mauvaise grâce. C'est là ce que ne comprit pas ou ne voulut pas comprendre M. Michelet. Une fois réveillé de sa quiétude mystique et arraché à ses contemplations solitaires, sa nature nerveuse, impressionnable, imaginative, qui l'avait trop préservé jusque-là du contact du monde, le jeta dans la polémique, où il s'engagea avec une ardeur fiévreuse. Ses témérités eurent le résultat qu'il en pouvait attendre : il ne fut pas soutenu, il se vit même délaissé, et cet abandon ne fit qu'augmenter encore son irascibilité. Il chercha des appuis, et il en trouva dans les partis extrêmes. A sa fougue anti-catholique vint donc se joindre bientôt la fougue démocratique, et dès-lors il ne trouva plus pour son talent que des juges partiaux, et auxquels pesait la louange. Ainsi à toutes les phases de son existence il a rencontré un obstacle : d'abord les réputations établies, puis la solitude, enfin une querelle malheureuse et des passions politiques excessives.

A ces causes principales, qui donnent comme une sorte d'excuse

à l'animosité de certains critiques, viennent encore s'ajouter une foule de causes secondaires : l'inégalité de ce talent, la multiplicité rapide des aperçus, qui laisse dans l'imagination du lecteur une sorte d'éblouissement; le mélange et le contraste heurté de tous les tons et de tous les styles, depuis le style lyrique le plus élevé jusqu'au langage le plus vulgaire et quelquefois le plus cynique (1), les sons de la trompette épique remplacés brusquement par les mélodies du cornet à bouquin, les soudaines rencontres d'analogies et d'images qui vous saisissent d'étonnement, la nécessité d'avoir recours à la mémoire pour renouer le fil des événemens, à chaque instant brisé et perdu dans un récit haletant, et la nécessité d'avoir recours à la réflexion pour pénétrer la pensée réelle de l'auteur. Toute cette macédoine piquante et excentrique de qualités qui deviennent facilement des défauts, et de défauts qui ont souvent tout le charme de qualités véritables, justifie également les opinions les plus contradictoires. On peut admirer, on peut blâmer, mais la nature même de ce talent est plus facile à critiquer qu'à admirer. Pour l'admirer, il faut l'expliquer et le sentir, faculté réservée aux très rares tempéramens qui ont quelque rapport avec le sien. Pour le condamner au contraire, vous n'avez qu'à lire, et si vos nerfs sont plus énergiques que délicats, si votre tempérament est un peu sanguin et grossier, si vous avez plus de goût pour les lieux communs du bon sens ordinaire que pour les raffinemens de la pensée, les motifs de sévérité ne vous manqueront point. Puéril, affecté, tourmenté, toutes ces épithètes malveillantes viendront d'elles-mêmes se présenter à votre esprit, et chacune de ces expressions sera méritée. Si vous avez l'intention d'être injuste, sachez qu'il n'est pas d'écrivain avec lequel il soit moins périlleux d'employer la mauvaise foi, car ses défauts sont de ceux qui frappent tous les yeux, et ses qualités sont de celles qui ont besoin d'être dégagées et mises en lumière.

Il est donc très facile au critique malveillant d'employer à l'égard de M. Michelet les restrictions mentales, de ne le louer qu'avec une réserve proche parente de l'injustice, de tempérer l'éloge par la rail-

(1) Les expressions vulgaires et cyniques abondent dans les derniers écrits de l'auteur, qui semble même les rechercher avec une avidité tout à fait inexcusable. Ainsi on lit en toutes lettres cette phrase incroyable sur Marie Stuart : « Cette fille publique traînée par des soldats dans les rues d'Édimbourg. » Il parle des *yeux provoquans de catin* de la reine Marguerite, la première femme d'Henri IV. Dans un des nombreux portraits qu'il a tracés de Catherine de Médicis, il insiste particulièrement sur le *mufle* traditionnel des Médicis, sur leur forte face intelligente et *bestiale*. Ailleurs, pour expliquer par une raison physique l'horreur qu'Henri II ressentait pour sa femme, il écrit cette phrase cruelle et insultante : « Il en avait horreur comme d'un ver né du tombeau de l'Italie. »

lerie. Telle est d'ailleurs la nature embarrassante de ce rare talent, que les malveillans peuvent être injustes à plaisir, tandis que les admirateurs ne peuvent accorder leurs louanges que sous conditions. Un panégyrique sans réserve des écrits de M. Michelet serait une insulte pire que la plus malicieuse critique, et rendrait un triste témoignage des facultés de celui qui l'aurait conçu. Je n'ai jamais lu une page de ses adversaires qui exprimât un jugement véritablement équitable sur cet écrivain, mais je n'ai jamais lu non plus un éloge de ses admirateurs qui eût une valeur bien sérieuse et qui fût autre chose qu'un compliment banal. Ses amis lui sont presque aussi nuisibles que ses détracteurs. — M. Michelet, disent ces derniers, est avide de louanges et n'épargne aucun moyen pour les obtenir. — S'il en est ainsi, il joue de malheur; il n'y a pas de réputation qui doive moins de remerciemens à la presse; il n'y a pas d'écrivain que ses panégyristes ou ses adversaires donnent moins envie de connaître. Heureusement ses livres sont là, ses livres qui parlent mieux pour ou contre lui qu'amis et ennemis; on les ouvre, on lit, et on sort de cette lecture troublé, ébloui, indigné, ravi.

Indigné et ravi! oui, les deux choses à la fois. Ce mot d'indignation a besoin d'être expliqué, et notre commentaire ne sera pas inutile, car il nous donnera la dernière raison du demi-silence qui depuis dix ans surtout accueille les productions du célèbre historien. M. Michelet a l'art de mettre en colère un grand nombre de personnes. S'il exaspère ses lecteurs, ce n'est pas tant par le fond de sa pensée que par mille petits détails, mille nuances insaisissables, et par le ton léger et dégagé avec lequel il s'exprime. M. Michelet possède un triste don, privilége funeste des natures très nerveuses, lequel consiste à trouver l'insulte qui va le mieux au cœur d'un homme, d'un parti, d'une caste sociale, et à exprimer cette insulte avec le ton le plus blessant. L'insulte qui nous va le plus au cœur n'est pas celle qui s'attaque à notre nature apparente, mais à notre nature cachée, ou celle qui s'empare d'un détail imperceptible et qui le grossit de manière à rendre ridicule l'homme le mieux doué, et à faire que, pour un instant au moins, on ne lui tiendra compte d'aucune de ses qualités. Autre détail à observer : plus l'insulte est inattendue, imprévue, paradoxale, et plus elle est blessante. Reprochez, par exemple, à un honnête bourgeois d'être honnête, ou à un duc et pair de ne pas représenter personnellement son titre, l'un et l'autre se riront de vous; mais insinuez à votre bourgeois qu'il a raison d'être sévèrement honnête, parce que la qualité de son âme le condamne aux vertus maussades, ou à votre duc et pair qu'un aristocrate doit être un objet de luxe sous peine de ne pas exister et d'être moins que le plus vulgaire roturier : vous êtes sûr de blesser un point sensible

inconnu même à votre victime avant la minute où vous aurez lancé votre injure. Vous lui découvrez une infériorité qu'il ignorait, malice que les hommes ne pardonnent jamais. Or toutes les publications de M. Michelet depuis dix ans sont écrites avec cet esprit et de ce ton acerbe et blessant. Son pamphlet du *Prêtre, de la Femme et de la Famille*, la moitié de son livre du *Peuple*, bon nombre de chapitres de son *Histoire de la Révolution* sont faits pour exaspérer les partis contre lesquels ils sont dirigés. L'attaque est d'autant plus désagréable, que, ne portant jamais sur un ensemble de faits ou sur des questions de principe, mais sur des détails personnels, la réfutation est presque impossible. En outre, grâce à sa vive imagination, M. Michelet ne s'en tient pas aux faits réels; il invente des faits possibles, tout psychologiques, que l'on ne peut cependant pas affirmer faux, car on sent qu'ils peuvent exister avec un concours particulier de circonstances. Pour avoir une idée de cette satire psychologique, on n'a qu'à comparer ses chapitres sur la confession, par exemple, au pamphlet de Paul-Louis Courier. Paul-Louis expose brutalement les faits connus et qui peuvent se produire naturellement. M. Michelet va plus loin; il décrit les émotions probables, les ruses problématiques, les égaremens hypothétiques. L'auteur sort du terrain des faits et poursuit ses adversaires dans le domaine mystérieux du possible.

Ses écrits sur le XVIe siècle ont la même dangereuse qualité. L'historien ne se contente pas de reprocher aux personnages qu'il n'aime pas leurs défauts et leurs crimes connus, il s'attaque à leur nature même et renchérit encore sur leurs vices. Catherine est plus basse et plus intrigante encore que ne la représente la tradition historique. Marie Stuart est bien toujours la dangereuse sirène que nous connaissons, mais elle a cessé d'être touchante; sous ses dons brillans l'historien nous montre une âme presque abjecte, perfide et menteuse comme le vice galant, intrigante comme une aventurière, adonnée à des galanteries où le choix même ne préside pas. La draperie royale a été enlevée, et la nature nue montrée : c'est bien toujours Marie Stuart; cependant il manque un détail qui enlève au portrait sa ressemblance, précisément cette draperie royale qui faisait aussi partie de sa personne, et sans laquelle nous ne pouvons voir la nièce des Guise telle qu'elle fut réellement. Le duc François de Guise est peint sous son aspect le plus sombre et le plus révoltant; tous les côtés violens de cette âme cruelle et ferme sont impitoyablement accusés; nous reconnaissons bien le fourbe superbe qui, au contraire du gai cardinal de Lorraine, savait si bien cacher ses mensonges sous une apparence de colérique franchise et sous des dehors impérieux : où est cependant ce fier homme d'épée qui commandait à

Metz et qui gagna Calais à la France? Henri le Balafré est peint relativement avec plus de justice; néanmoins les défauts déplaisans de son héroïque et coupable famille y mettent trop dans l'ombre ses dons aimables et séduisans. Voilà pour les grands acteurs. Avec les acteurs secondaires, M. Michelet y met encore moins de façons et les traite avec un mépris familier et des épithètes grotesques dont le pamphlet seul pourrait s'accommoder, et ce ne sont pas seulement ses ennemis qu'il cherche à ridiculiser ou dont il montre avec passion les défauts secrets; les personnages même qu'il respecte le plus n'échappent pas à sa verve maligne. Qui n'a deviné, par exemple, sur le visage du chancelier de L'Hôpital tout un monde de douleurs, la tristesse qu'inspire la vue du mal, l'impuissance de la bonne volonté, la lassitude, conséquence inévitable d'une vie d'épreuves et de chagrins? Cette impression que fait éprouver la vue des portraits de L'Hôpital, M. Michelet l'a ressentie; seulement il la traduit ainsi : « Le malheur et l'exil l'avaient fort *aplati*, au dehors seulement, car le cœur était admirable. » C'est se montrer bien rigoureux pour quelques actes d'une trop grande circonspection, et pour une certaine timidité de caractère que n'expliquent que trop d'ailleurs les violences du temps. Dans un autre passage, parlant des ducs d'Épernon et de Joyeuse, qui, à un moment donné, furent les uniques soutiens de la monarchie contre les factions, M. Michelet s'exprime ainsi : « Nous voilà donc venu à ce point de défendre Épernon, Joyeuse. Dans la faiblesse actuelle du petit roi de Navarre, en attendant qu'il grossisse et soit Henri IV, ces deux *drôles*, contre les Lorrains et le parti espagnol, se trouvent les gardiens de la nationalité. Confessons cet avilissement et cette extrême misère. » Le langage est un peu vif appliqué à des hommes que M. Michelet déclare les meilleures épées de leur temps, et qu'il justifie lui-même de certaines infamies que la tradition leur a toujours libéralement prêtées. D'un bout à l'autre de ses quatre volumes, ces boutades de langage, ces caprices de passion, ces outrages de pamphlétaire surabondent; plaisanteries, bouffonneries, quolibets pleuvent sur tous les partis à la fois : catholiques, monarchiques, tiers-parti, politiques, protestans même; c'est une Saint-Barthélemy générale de toute la France du XVIe siècle. Si M. Michelet a eu, comme nous l'avons reconnu, à se plaindre quelquefois de l'injustice des partis et de la critique (et il s'en plaint surtout dans une note très acerbe contre les doctrinaires), il doit reconnaître qu'en manquant lui-même de justice, il a dû provoquer bien des ressentimens.

Pour nous, qui n'avons aucune loi du talion à appliquer, et qui préférons insister sur les mérites d'un écrivain qui nous est sympathique, nous allons bien vite nous débarrasser des derniers reproches

que nous ayons à lui adresser. A la fin de son quatrième volume sur le XVIe siècle, M. Michelet dit hardiment : « Cette histoire n'est pas impartiale. » Soit, si l'auteur veut dire par là que son histoire est écrite en faveur de l'un des grands partis qui se disputèrent à cette époque le gouvernement du monde. Malheureusement ce n'est pas la seule partialité qu'on ait à lui reprocher. M. Michelet n'est pas seulement injuste de parti pris, il l'est encore par légèreté. Il se met maintes fois en contradiction avec lui-même, et lance des accusations qu'il se charge de réfuter cent pages plus loin. Ainsi, dans le portrait très nouveau et très original qu'il a tracé de Charles IX, il fait ressortir la pureté relative des mœurs de ce malheureux roi. « Il n'eut rien, dit-il, des infâmes amours des Valois, des *égouts* de son frère. » Les *égouts* d'Henri III, ce mot doit avoir un sens; M. Michelet pense donc que les commérages du temps n'ont point menti. Dans le volume suivant, l'historien, après avoir analysé avec une finesse psychologique admirable le caractère d'Henri III et expliqué très judicieusement ses goûts féminins, le lave complétement des infamies dont on l'accuse. Pourquoi donc alors se presser autant de prononcer ce vilain mot d'*égouts*? D'autres fois la force de la vérité l'emporte malgré lui sur ses passions et l'oblige à se démentir lui-même. Ainsi il n'a pas assez d'expressions méprisantes pour le règne de Louis XII, ce roi des bourgeois, cette dupe, ce Cassandre, ce triste mari, cet allié des Borgia, et cependant, lorsque vient le moment de résumer ce règne, il est obligé de convenir qu'il fut pour la France «une halte heureuse entre les gaspillages de Charles VIII et les prodigieuses dépenses de François Ier. » Sous l'administration de ce roi, peu brillant, il est vrai, mais sage et prudent, la France fut prospère, le trésor public toujours bien garni, les dettes de l'état rigoureusement payées, les impôts réduits. La justice fut réformée, les coutumes fixées en loi, et les petits eurent dès-lors un recours contre les grands. Pour trouver une administration comparable à celle de Louis XII et de George d'Amboise, il faudra passer par bien des années de famine, de banqueroute, de misère, et aller jusqu'à Henri IV et à Sully. N'est-ce donc rien que tout cela, et le roi à qui la France dut et cette prospérité temporaire et ces réformes durables n'a-t-il pas droit à une autre récompense que des épithètes bouffonnes?

D'autres fois encore, M. Michelet, ne tenant aucun compte de la difficulté des situations, juge les personnages politiques non d'après ce qu'ils ont fait, mais d'après ce qu'ils auraient dû faire; il les juge avec le *criterium* politique du XIXe siècle, et les condamne ou les absout en vertu d'idées philosophiques qu'aucun d'eux ne soupçonnait. Il les mesure d'après l'idéal de 1789, et contemple le XVIe siècle du point de vue de la révolution française. Sous sa plume,

le grand Coligny, dont il parle du reste en termes touchans et avec une émotion grave et morale, dont aucune dissonance ne vient cette fois troubler l'accent digne et pieux, deviendrait presque un précurseur de la révolution! Quand il doit juger Calvin, le bûcher de Servet et les persécutions des libertins l'épouvantent; dans ce terrible chrétien, il hésite justement à voir un ancêtre des conventionnels, et il se fait un peu prier avant de dire brusquement : « N'importe, ce fut un des nôtres. » Les protestans choisissent pour chef un prince du sang, Condé; M. Michelet, au nom de ses idées démocratiques de 1856, s'en indigne : « Foule idiote qui brisait les mortes idoles, adorait les vivantes! guerre absurde de *la liberté au nom d'un prince du sang,* au nom d'un roi captif des Guise! » Cette préoccupation du temps présent dans le récit des choses du passé l'entraîne dans des jugemens précipités qu'il est ensuite obligé de réviser lui-même et de casser. Il a beau faire, son érudition historique l'emporte sur ses passions, et l'amène malgré lui à formuler un jugement impartial. A chaque instant, il se hâte trop de déclarer que la France a touché le fond de l'abîme, et cependant il est obligé, quelques pages plus loin, de regretter ce qu'il avait condamné. L'administration d'Henri III le rend juste pour l'administration de Charles IX; les intrigues des Guise et du parti espagnol l'obligent, quoi qu'il en ait, à être indulgent pour Henri III. Après avoir conspué la cour corrompue des derniers Valois, il est contraint de chercher un abri même dans cette cour contre la tyrannie des factions, et, malgré ses préférences démocratiques, de se raccrocher à la monarchie comme à la dernière planche de salut au milieu de la tempête où la France faillit sombrer. La première fois qu'il rencontre Henri IV, il le juge défavorablement, et se presse trop vite de déclarer qu'il ne sera jamais son héros; mais, chemin faisant, le cours des événemens l'entraîne à juger moins sévèrement et l'amène à voir tel qu'il fut cet homme ferme et fin qui mit un terme à l'anarchie, et fonda la France sur les bases qu'elle devait occuper deux siècles.

Est-ce à dire cependant qu'il faille pousser ce reproche de partialité aussi loin que le font certains critiques, et condamner l'historien parce qu'il a des préférences de partis et d'opinions? Nous avons inventé de nos jours une doctrine d'impartialité historique qui serait immorale, si elle pouvait être mise en pratique, mais dont nos dernières révolutions se sont heureusement chargées de nous corriger. Les événemens de février, en faisant détourner notre histoire de sa ligne directe et en changeant sa logique apparente, nous ont amenés insensiblement à réviser nos jugemens sur le passé. Les faits les plus lointains, ceux qui semblaient avoir le moins de rapports avec notre vie moderne, ont été soumis à un nouvel interrogatoire.

Les chefs de parti, les souverains, les grands ministres ont été attaqués et défendus avec un entrain, une vigueur, une passion et quelquefois une injustice tout actuelles. Charles-Quint, Richelieu, Mazarin, Louis XIV, sont devenus nos contemporains; nous les accusons de nos malheurs, nous trouvons en eux le principe de nos désastres. Si l'esprit politique manque à notre nation, la faute en est à Richelieu. Si nous avons trop de penchant à être gouvernés à tout prix, la faute en est à Louis XIV. De même qu'autrefois, grâce à notre système d'impartialité, nous ne nous sentions avec le passé qu'une solidarité de bienfaits, nous commençons aujourd'hui à ne voir en lui que les germes des maux dont nous souffrons. Nous pensions volontiers que l'histoire avait eu pour mission de nous mettre au monde en accumulant pour nous à travers les siècles une riche moisson de bienfaits et de libertés; aujourd'hui nous penserions presque qu'elle n'a eu d'autre mission que de grossir pour nous, avec chaque génération nouvelle, les fatales conséquences du péché originel. Nous faisons un peu subir à l'histoire, pour le quart d'heure, le traitement que les Italiens, au xe siècle, firent subir au cadavre du pape Formose, lequel fut exhumé, jugé et condamné pour les crimes et trahisons qu'il avait commis alors que l'étincelle de la vie l'animait. Cette disposition actuelle à la partialité historique n'est pas particulière seulement à M. Michelet, elle est propre à tous les écrivains de tous les partis, depuis le parti ultramontain jusqu'au parti ultra-radical. Nous pouvons donc excuser M. Michelet du reproche de partialité : il ne fait que suivre en cela le courant qui nous entraîne tous; tout ce qu'on doit lui demander, c'est que ses préférences ne le rendent pas volontairement aveugle, ne l'amènent pas sciemment à cacher la vérité. Or la passion peut bien l'emporter souvent au-delà de la vérité, jamais la perfidie froide et préméditée de l'esprit de parti. Sauf certains détails tels que ceux que nous avons relevés, sa partialité n'a d'ailleurs rien qui ne se puisse avouer. Ses conclusions sont celles qu'ont adoptées bien des esprits qui peuvent passer pour modérés et équitables. Il prend hardiment parti pour les réformés et regrette que le protestantisme n'ait pas triomphé au xvie siècle. C'est une conclusion contestable si l'on veut, mais c'est la conclusion de bien d'autres. Il avoue sa préférence pour la renaissance sur la réformation : c'est une préférence qui a été celle de bien des hommes illustres depuis Érasme jusqu'à Voltaire. L'événement contre lequel il a déployé le plus de passion, c'est la ligue. Il a pris le contre-pied des paradoxes contemporains par lesquels a été réhabilitée cette machine meurtrière et de dangereux exemple, il a flétri comme elle le méritait cette première apparition de la *canaillocratie* sur la scène de l'histoire. C'est un service dont nous lui sommes reconnais-

sans et dont tous les gens de bien doivent lui savoir gré. Il n'y a qu'un point sur lequel nous ne puissions être d'accord avec lui dans cette déclaration de guerre à la ligue, c'est la différence qu'il essaie d'établir entre les *ligueurs* du XVIe siècle et les *sans-culottes* du XVIIIe. Ici les théoriciens qu'il combat reprennent tout leur avantage; oui, les uns sont bien les ancêtres des autres; oui, les uns et les autres ont été formés à la même école, ont reçu les mêmes leçons, et sont sortis de la même putréfaction. Seulement nous nous empressons de reconnaître que tout l'avantage reste aux ancêtres, qui avaient eu des maîtres bien plus retors et bien mieux exercés.

Ainsi cette partialité tant reprochée à M. Michelet n'a rien en définitive qui puisse effaroucher beaucoup nos consciences. Il n'est pas plus partial que tout autre écrivain qui démolit ingénieusement le système de la vieille monarchie, et qui trouve moyen de se faire applaudir même des partisans de l'ancien régime. Ses conclusions sont parfaitement avouables, ses préférences légitimes. D'où vient donc cette accusation de partialité en vertu de laquelle on le condamne? Nous l'avons déjà dit, des détails malicieux dans lesquels il se complaît et du ton blessant et injurieux avec calcul qu'il affectionne. Ce sont là de très graves défauts, pas assez graves cependant pour qu'on se refuse à voir ce qu'il y a de talent sérieux, de fines pensées, de qualités éminentes, chez cet écrivain. C'est pour remplir ce devoir en toute conscience que nous avons si longuement insisté sur ses défauts.

Les dons que M. Michelet a reçus sont des plus heureux que la nature puisse accorder à un homme, car ce sont les dons qui rendent aimables les labeurs les plus fatigans, attrayantes les plus lourdes tâches, et qui seuls sont capables de transformer une vie de travail en une vie de volupté. Certains écrivains, on le voit trop en les lisant, sentent surtout ce qu'il y a de pénible et d'austère dans la science; lui, au contraire, ressent surtout ce qu'elle peut donner de charme et de bonheur. D'autres font taire volontairement leur cœur, et se refusent le plaisir de comprendre et d'expliquer les faits et les doctrines qui n'ont pas un rapport direct avec le but qu'ils se sont marqué; lui, au contraire, est avide de pénétrer les secrets et d'extraire la poésie de toute chose. Pour comprendre et saisir, il fait appel à son imagination, une des plus fortes de l'époque actuelle; pour juger, il fait appel à sa sympathie, qui est singulièrement éveillée, et qui, en dépit de ses passions politiques et religieuses, est bien une des plus tolérantes que nous connaissions. La curiosité, l'imagination, la sympathie, voilà ses trois grands moyens d'étude et de travail, les trois clés magiques avec lesquelles il ouvre les arcanes de l'histoire et nous en décrit les tré-

sors. Que d'autres se servent d'instrumens plus précis et se vantent de leur talent d'analyse, M. Michelet fait appel à l'intuition, et l'intuition le sert mieux que l'instrument d'analyse le plus fin et le plus aiguisé. Quand il décrit un personnage, il s'efforce de pénétrer dans les secrets de cet organisme vivant, de surprendre s'il le peut le jeu caché des passions, les pensées enveloppées de l'âme, en un mot tout le monde mystérieux que recouvrent l'apparence trompeuse des actes extérieurs et le masque dissimulé du visage humain. Il porte dans la science historique des allures de magicien ou de magnétiseur et la seconde vue d'un illuminé. A la suite de cette muse tout instinctive, prime-sautière et passionnée qui s'appelle l'imagination, il arrive à d'étranges aberrations, mais aussi à des profondeurs que ne lui auraient jamais montrées les microscopes les plus grossissans. Quoiqu'il n'use pas des procédés les mieux connus et les plus certains de l'analyse, ses aperçus et ses explications des caractères humains sont la plupart du temps d'une finesse psychologique surprenante, ils étonnent par leur subtilité et en même temps par leur précision.

Si nous voulions définir M. Michelet et le distinguer nettement de tous les autres écrivains de notre époque, nous dirions, malgré tout ce que ce mot a de matérialiste, que c'est par excellence une *organisation*. C'est une nature toute spontanée, toute personnelle, qui ne doit rien aux choses du dehors. L'originalité de la plupart des hommes se forme avec la vie et l'étude. Ni l'expérience ni l'étude ne semblent lui avoir donné une faculté de plus, ou une méthode de diriger ses facultés. Il n'y a rien d'acquis en lui. L'étude n'a fait qu'assembler une plus grande quantité de matériaux pour fournir à son imagination de nouveaux moyens de répandre ses couleurs; l'expérience n'a pas modifié, mais développé ses facultés préexistantes. L'imagination était déjà très forte à l'origine; l'étude, qui d'ordinaire lui donne pour contrepoids la circonspection et la timidité, l'a au contraire doublée. La fibre sympathique était très vive : l'expérience, qui d'ordinaire la rend moins sensible, l'a surexcitée au contraire, et lui a donné une susceptibilité inouie. La réflexion, la comparaison, le jugement, toutes ces mécaniques spirituelles que l'âme se construit pour elle-même avec les matériaux extérieurs, semblent lui avoir été toujours inconnus. Il ne rend que ce qu'il sent, et s'il fait quelquefois effort sur lui-même, ce n'est que par la difficulté de rendre son impression exacte. Il pense avec sa nature tout entière, avec son âme, avec son imagination, avec ses nerfs; son style devient haletant ou lâché selon que les mouvemens du cœur chassent et reçoivent le sang avec rapidité ou lenteur. Il n'est pas de ces écrivains dont la pensée domine tellement la vie, qu'on ne sent en les lisant

ni leur tempérament, ni leur bonheur, ni leurs infortunes. Dans la trame de son style et dans les couleurs de sa pensée sont entrées toutes les émotions de la journée, tous les caprices de l'heure présente, les mille rapides impressions fugitives, les petites influences de la nature ambiante. On pourrait presque noter page par page, ou plutôt deviner ces influences et ces émotions. Cette page acerbe et violente a été écrite un soir où la mauvaise humeur politique l'emportait sur la réflexion; cette page mélancolique témoigne d'une journée grise et nuageuse; cette autre, tout illuminée comme un visage reluisant d'une douce fièvre, a été le résultat de vives impressions musicales. Bref M. Michelet est une individualité avant d'être un historien ou un publiciste; on sent en le lisant une nature particulière, avec ses goûts, ses singularités, ses humeurs. C'est là son grand charme, et c'est là aussi sa faiblesse : quand il nous blesse et qu'il nous ravit, il nous blesse et nous ravit *personnellement*, absolument comme le font chaque jour les personnes vivantes que nous rencontrons, et pour lesquelles nous éprouvons, selon les lois des affinités mystérieuses, une sympathie ou une antipathie invincible.

Cette personnalité si accusée facilite singulièrement et entrave néanmoins la tâche de M. Michelet. Elle rend facile la tâche du narrateur et de l'artiste, presque impossible celle du juge. M. Michelet est incapable de dominer sa nature et de se placer en dehors de lui-même. Le défaut principal de son talent apparaît surtout lorsqu'il s'engage dans les idées abstraites. Dès qu'une idée cesse de se manifester à lui sous une forme sensible, elle lui échappe, et il s'épuise en efforts infinis pour la conquérir. En vain il l'appelle dans des phrases pleines d'une émotion quasi mystique, en vain il la poursuit de ses désirs ardens et l'interpelle presque avec des larmes, elle refuse de se laisser saisir. Aussitôt qu'il pose le pied sur le domaine des idées générales, tout devient confusion, désordre et chaos. Quand on vient de lire ses quatre volumes sur le XVIe siècle, on est rempli d'impressions laissées par le spectacle des événemens. On a assisté à la représentation en quelque sorte de l'époque, on en revient comme d'un voyage, d'une longue excursion, plein de souvenirs, d'éblouissemens, d'anecdotes curieuses. On a vu les fêtes des Borgia, le martyre de Savonarole, la cour de Fontainebleau, le sombre intérieur de l'Escurial, les voûtes de la chapelle Sixtine et l'atelier d'Albert Dürer, et cependant on n'a aucune idée générale et bien précise du XVIe siècle. La renaissance et la réformation nous ont en grande partie livré le spectacle de leurs tumultueux mouvemens, mais ne nous ont pas dit leur secret. Qu'est-ce que la renaissance? Qu'est-ce que la réformation? En mille passages de son livre, on croit saisir l'explication désirée, une boutade vient à la traverse et nous en

éloigne. Ces deux grands faits ne nous apparaissent jamais en eux-mêmes, mais à travers les personnages illustres qui ont rempli cette époque, à travers Michel-Ange, Luther, Albert Dürer, Marguerite de Navarre, Coligny. Leur lumière n'est pas réfléchie dans une glace unie qui puisse en assembler les rayons et nous en renvoyer une image nette et fidèle, mais comme dans un miroir à facettes qui décolore, brise et multiplie les rayons. Nous avons là en un mot les *avatars* et les métempsycoses successives de la renaissance et de la réforme, nullement l'âme elle-même et la personnalité abstraite de ces deux faits. Nous voyons bien, si nous pouvons parler ainsi, les incidens et les aventures, les orages successifs de leur vie; nulle part nous n'embrassons cette vie elle-même, et nous ne la contemplons dans son unité et en dehors de ses vicissitudes.

Mais comme ce talent prend sa revanche aussitôt qu'il s'agit de peindre, et comme cette nature impressionnable, qui le rend impropre à lutter avec les idées abstraites, le sert bien lorsqu'il s'agit d'introduire un personnage, d'éclairer un paysage, de rendre le charme moral d'une œuvre d'art! Alors il trouve en lui des ressources inattendues et une surabondance luxueuse d'images, de comparaisons, d'analogies. Il prodigue à pleines mains ces images et ces analogies, avec excès et sans choix; mais, avec le sentiment instinctif du véritable artiste, il se trompe rarement sur celles qu'il doit employer. Il y en a trop, et il fallait choisir; toutes néanmoins expriment bien sincèrement l'impression reçue : il y en a de bizarres et d'étranges, jamais aucune qui soit choquante et vulgaire. De même, pour les couleurs qu'il jette avec profusion : elles peuvent être parfois trop *voyantes*, trop éclatantes, elles ne sont jamais fausses. Les dernières ressources du langage ont été mises parfois à contribution pour exprimer telle impression qui par sa nature échappe à l'art de l'écrivain. Cette organisation d'artiste, qui semblerait lui interdire les facultés d'observation, l'entraîne plus loin que là où ces facultés pourraient le conduire. Grâce à la rêverie, à l'imagination, il découvre accidentellement certains traits de moraliste que les maîtres eux-mêmes ne désavoueraient pas. Quant à ses portraits, on peut dire hardiment que, lorsqu'ils sont parfaits, personne depuis Saint-Simon n'en a peint d'aussi vivement colorés et d'aussi francs. Il y en a de toute sorte dans ses livres : grands portraits en pied, officiels et d'apparat, portraits en buste de la même personne aux différens âges de la vie, esquisses, légers pastels, croquis à la plume, simples profils tracés en deux traits rapides, et d'une main hardie, tous d'une ressemblance frappante, car le trait caractérisque de la physionomie a été cherché avec curiosité et saisi avec bonheur.

Je ne sais pourquoi les portraits tracés par la plupart des historiens

me semblent presque toujours de convention. Rarement ils me donnent du personnage l'impression que me laisse la lecture des témoignages contemporains. A force de vouloir être majestueux et noblement classiques, de viser au grand art et de vouloir s'en tenir aux grandes lignes, la plupart des historiens oublient de nous donner la physionomie véritable du personnage qu'ils veulent représenter. Il me semble souvent que le portrait de tel personnage pourrait être celui de tel autre et pourrait servir plusieurs fois. Cependant les traits généraux d'une physionomie ne sont point ceux qui la caractérisent. Ce qui caractérise l'individu extérieurement, c'est un trait, le plus souvent délicat et fin, une nuance insaisissable, un pli, une ride, et moralement, c'est une combinaison naturelle et unique de vertus et de vices qui ne s'est rencontrée qu'une fois et qui ne se rencontrera plus. Si vous voulez me faire comprendre telle individualité, ne me dites pas qu'elle avait tel vice et telle vertu, faites-moi comprendre à quelle dose ce vice et cette vertu existaient en elle. Faites-moi assister à la formation de ce mélange, dites-moi comment et sous l'empire de quelle nécessité cette alliance des contraires a pu se produire; dites-moi l'allure particulière de tel personnage, sa démarche, son attitude lourde ou gracieuse, ses gestes, que sais-je? sa manière de saluer. Ne craignez pas d'être trivial; le cure-dents que Coligny mâchait avec une fureur concentrée aux heures de péril m'éclaire plus sur la nature de cet homme que toutes les phrases générales. Ne cédez point non plus à la crainte trop commune aux esprits scolastiques d'insister sur la personne physique; la mâchoire inférieure de Charles-Quint m'en dit plus sur son ambition que de longues dissertations sur ses plans et ses conquêtes. Enfin ne craignez même pas d'être puéril, et si vous me parlez de Cromwell, n'oubliez pas sa ceinture de cuir et ses bottes à genouillères; elles font partie de sa physionomie robuste, bourgeoise et militaire.

C'est ainsi que fait M. Michelet; il excelle à nous peindre ses personnages, à les replacer dans le milieu où ils vécurent, avec tous les détails accessoires qui firent partie de leur vie, et il sait trouver pour chacun le procédé qui peut le mieux le faire saisir et comprendre. Il varie à l'infini ses procédés, il emploie indifféremment le trait sec et minutieux d'Albert Dürer ou le crayon savant d'un maître italien, et passe d'un portrait étudié à la Van-Dyck à une esquisse légère et rapide à la Callot. Voici Maximilien par exemple : le trait principal de son caractère, c'est d'être chimérique; mais de quelle manière l'était-il et dans quelle mesure? Comment et pourquoi? L'était-il à la manière de son beau-père, le sombre Téméraire, ou l'était-il avec âpreté et gravité comme le sera tel illustre Espagnol dans le siècle qui va s'ouvrir? Écoutons M. Michelet : « Le profond Albert Dürer, dans son

portrait de Maximilien, l'a buriné pour l'avenir au complet, et l'histoire n'ajoute pas deux mots au portrait du maître. Cette grande figure osseuse, fort militaire, d'un nez monumental, est un don Quichotte sans naïveté. Le front est pauvre, comme l'âpre rocher du Tyrol que l'on voit dans le fond; aux corniches des précipices errent les chamois que Max mettait toute sa gloire à atteindre. Il était chasseur avant tout, et secondairement empereur; il eut la jambe du cerf et la cervelle aussi. Toute sa vie fut une course, un *hallali* perpétuel. On le voyait, mystérieux, courir d'un bout de l'Europe à l'autre, gardant d'autant mieux son secret qu'il ne le savait pas lui-même. Du reste, les coudes percés, toujours nécessiteux autant que prodigue, jetant le peu qui lui venait, puis mendiant sans honte au nom de l'empire. On le vit, à la fin, gagnant sa vie comme *condottiere* dans le camp des Anglais, empereur à cent écus par jour. » Voilà un portrait minutieux, détaillé à la manière des maîtres allemands de la renaissance. Les portraits des deux premiers Guise, au contraire, semblent peints avec le pinceau d'un Flamand de l'école d'Anvers. « Ce qui alarme en tous les deux, dans François et son frère, le cardinal de Lorraine, c'est la mobilité nerveuse de la face, qu'on ne retrouve à ce degré nulle part. Le cardinal, d'un teint infiniment délicat, transparent, tout à fait grand seigneur, évidemment spirituel, éloquent, d'un joli œil de chat gris pâle, étonne par la pression colérique du coin de la bouche, qu'on démêle sous sa barbe blonde : elle pince, elle grince, elle écrase... François, d'un teint grisâtre, plutôt maigre, d'un poil blond-gris, d'une mine réfléchie, mais basse, malgré sa nature fine et sa décision vigoureuse, n'a rien d'un prince : figure d'aventurier, de parvenu, qui voudra parvenir toujours. Plus on le regarde longtemps, plus il a l'air sinistre. Sa sœur, Marie de Guise, l'accusait de tirer tout à lui. Son frère, Aumale, ne recevait rien du roi, que François n'en fût triste, ne l'en chicanât. Son visage dit tout cela. » D'autres fois le personnage est caractérisé d'un trait rapide et net. « Le duc d'Albe, dit M. Michelet, emportera tout. Il suffit de le voir dans les portraits et dans les documens pour comprendre son ascendant. C'est un génie médiocre, mais fort par la netteté du parti pris, par la simplicité des vues et par la passion. » Pour quiconque connaît le duc d'Albe, ce jugement est admirable; il n'a dû de rester le modèle des persécuteurs qu'à la précision de sa haine, qui lui tint lieu d'intelligence, à cette effrayante intensité de colère qui lui tint lieu de caractère, et lui donna la faculté rare d'être à toute heure et en toute occasion déterminé à tout.

Artiste lui-même, M. Michelet sent excellemment les œuvres d'art, et réussit souvent à nous en faire saisir les plus délicates

beautés. Un livre, un tableau, une statue, décrits par sa plume, se présentent à nous avec leur physionomie propre, et nous révèlent les rêves secrets auxquels ils ont dû le jour. L'historien poursuit le sens des œuvres d'art avec une subtilité enfantine souvent, mais ingénieuse et rusée. Ses explications sont trop détaillées ou trop fantasques, mais l'impression qu'il cherche à rendre est généralement forte et profonde. M. Michelet n'est pas un critique grammairien capable de vous démontrer comment telle œuvre pèche contre les lois techniques du métier, ni un esthéticien soucieux de comparer l'œuvre qu'il analyse aux lois abstraites du beau : non; il nous fait goûter le charme particulier de cette œuvre, saisir le sentiment qui inspira l'artiste, le rêve intérieur qui guida sa main. La beauté intime et secrète des œuvres d'art nous est dévoilée, s'évapore pour ainsi dire et court comme un frisson de lumière ou comme une ondulation musicale. Dans les pages qu'il consacre aux arts ou à la littérature, il ne faut pas s'arrêter à tel détail évidemment fantasque. Le chapitre sur Michel-Ange, malgré ce qu'il y a d'arbitraire dans le développement logique de son explication, est étincelant de beauté, et le sentiment général est de la plus grande vérité. Ceux qui liront ce chapitre sans prévention y retrouveront bien des impressions senties confusément; ils ne se feront pas prier pour reconnaître que dans les œuvres de ce grand homme il y a une préoccupation visible de l'idée de justice, et que le sentiment religieux qui les a inspirées ne ressemble pas précisément à celui qui s'exhale avec une délicatesse si exquise des pages du Nouveau-Testament. Je n'oserais soutenir que M. Michelet interprète exactement la *Melancolia* d'Albert Dürer; cependant on est forcé d'accepter quelque chose de cette interprétation, si l'on veut avoir une explication raisonnable du sentiment qui inspira cette œuvre incompréhensible pour l'époque où elle parut. J'en dirai autant de ses ingénieuses fantaisies sur la *Diane* de Jean Goujon et sur le *tombeau de Valentine Balbiani* de Germain Pilon. Le mystère de cette belle nymphe nue et pourtant parée nous est ingénieusement expliqué. Quant au monument de Pilon, il marque bien une date en effet, le moment de transition affligeant où le grand art se transforme et fait place à l'art grimacier et coquet. Le charme magnétique des tableaux du Vinci est peint en quelques mots pénétrans; mais le triomphe de M. Michelet en ce genre d'aperçus, c'est l'explication qu'il nous donne du génie de Corrège. « C'était le moment d'une grande révélation pour l'Italie. Aux pures madones florentines que déjà Raphaël anime, l'étincelle pourtant manque encore; mais voici une race nouvelle, avivée de souffrance, qui grandit dans les larmes! Un trait nouveau éclate, délicat et charmant, le sourire maladif de la douleur timide qui sourit pour ne pas pleurer. Qui saisira ce trait? Celui qui l'eut

lui-même et qui en meurt; le paysan lombard du village de Correggio, l'artiste famélique qui ne peut nourrir sa famille. Il saisit ce qu'il voit, cette Italie nouvelle, toute jeune, mais souffrante et nerveuse. C'est la petite sainte Catherine du mariage mystique, pauvre petite personne qui ne vivra pas ou restera petite. Plus que maladive est celle-ci; on le voit aux attaches irrégulières des bras qu'il a strictement copiées. Et avec tout cela, il y a là une grâce douloureuse, un perçant aiguillon de cœur qui entre à fond, fait *tressaillir de pitié, de tendresse, d'un contagieux frémissement.* Telle était l'Italie à ce moment, amoindrie et pâlie, et Corrège n'eut qu'à copier. Il puise à la source nouvelle, à ce *sourire étrange entre la souffrance et la grâce.* » L'exquise finesse de cet aperçu échappera peut-être à bien des gens prévenus; mais ceux très nombreux, j'aime à l'espérer, qui ont souvent rêvé devant *le Mariage de sainte Catherine* retrouveront là, je le crois, leur impression et le *contagieux frémissement* qu'ils ont sans aucun doute éprouvé.

Ce talent d'artiste et de peintre, ces échappées perpétuelles sur l'art et la littérature composent en grande partie l'originalité de M. Michelet. C'est assez pour qu'il ait une place très élevée parmi les individualités les plus fines et les plus fortes de ce temps. L'homme de talent est incontestable, ses adversaires l'admettent eux-mêmes; mais ils prennent leur revanche sur l'historien. Quel est donc le mérite de M. Michelet comme historien? A-t-il innové en histoire, ou bien ses livres ne contiennent-ils autre chose qu'une série infinie d'ombres chinoises vivement découpées et de figurines vivement peintes? Oui, il a innové, à notre sens, et même d'une manière originale et heureuse. S'il ne sait pas, comme M. Guizot, faire l'analyse d'une institution politique et démonter pièce à pièce tous les ressorts compliqués d'un état social donné, s'il n'a pas au même degré que M. Augustin Thierry le sentiment du génie des races, s'il n'a pas cette faculté de généralisation qui permet à l'historien d'embrasser la destinée de tout un peuple d'un point de vue fixe et ferme sans se laisser troubler par les différences transitoires des époques, et de surprendre l'unité cachée de la vie d'une nation, — personne en revanche ne sait mieux saisir l'aspect des temps, l'esprit, l'allure, la physionomie de chaque génération successive, la *chimère* des époques, ce ressort secret, profondément caché dans l'âme de chacun de nous et qui nous dirige à notre insu. Désirs, vagues tourmens d'imagination, regards tournés vers un idéal obscur et mal défini, appétits sensuels pour les belles choses terrestres, espérances et regrets, toutes ces vaines ombres poursuivies avec une agitation si acharnée à travers les batailles, les massacres, les fêtes populaires, M. Michelet sait les atteindre et les fixer sur sa toile historique avec leurs plus fugitives nuances. Ce n'est pas là un simple mérite d'ar-

tiste, comme on pourrait le croire; c'est aussi un mérite de philosophe. Ceux qui aiment à rêver sur la nature humaine ont pu mille fois faire cette remarque, qu'une bonne partie de nos actions sont l'œuvre d'agens obscurs et indéfinissables que la psychologie n'a pas classés et ne classera jamais dans son catalogue des facultés de l'âme, agens qui semblent se confondre avec le principe même de notre vie et être unis aux formes essentielles de notre organisme. Il en est dans l'histoire comme dans la vie individuelle, et la moitié au moins des événemens découlent d'autres sources que celles que nous pouvons tous nommer : liberté, religion, droit et devoir, doctrines philosophiques. Si nous ne comprenons pas les chimères qui faisaient le tourment des âmes à telle époque, nous ne connaissons pas ces agens insaisissables dont j'ai parlé, qui varient avec chaque génération, et qui non-seulement engendrent une grande partie des faits historiques, mais encore leur donnent à tous leur forme et leur couleur originale. C'est là vraiment l'innovation historique de M. Michelet, innovation qu'il doit d'ailleurs en partie à sa nature imaginative, qui lui permet de toucher, avec un tact de femme, à mille choses délicates qu'une raison plus mâle n'apercevrait jamais. Qui n'a lu son tableau du moyen âge, où le récit participe en quelque sorte du génie visionnaire de cette étrange époque? C'est le chapitre des *Guerres religieuses*, consacré à l'Espagne, qui donne surtout une idée nette et précise de cet art de pénétrer ce que nous appelons la *chimère* des époques : sauf quelques injustices dans l'expression, jamais le génie de l'Espagne n'a été pénétré avec une telle finesse et une telle profondeur. Qu'on lise aussi le chapitre consacré à Genève, ce *séminaire héroïque*, si l'on veut saisir le caractère véritable de cette Rome du calvinisme. M. Michelet, si souvent hors de la raison lorsqu'il s'agit de juger une idée abstraite, fait preuve au contraire d'un bon sens plein de fermeté lorsqu'il s'agit de juger la valeur relative de tous ces occultes mobiles d'action qui entraînent les peuples à leur insu. Ainsi il ne se laisse pas éblouir par l'éclat menteur de l'Espagne du XVIe siècle, et il n'hésite pas à décerner à son génie le nom de romanesque. En regard de cet esprit romanesque, qui passe aux yeux de tous pour poétique, il place hardiment comme représentant de la poésie le protestantisme, que je ne sais quels honteux préjugés regardent comme un triomphe de la prose. Ces aperçus profonds, abondans et rapides, où palpite l'âme de toute une génération, en disent plus long sur le sens des événemens que bien des savantes considérations historiques.

Cependant ce talent a ses défauts, défauts très accusés, très sensibles, et qui frappent tellement les yeux, que nous nous dispenserons d'insister. Le plus considérable, c'est le dilettantisme. M. Michelet semble prendre plaisir à l'histoire comme on prend plaisir à

la représentation d'un opéra. Il n'a pas toujours pour les idées et pour les faits le respect sévère et calme que tout penseur doit porter en lui. Contemplateur par nature, il n'a pas cette impassibilité sérieuse et humble qui est l'apanage des organisations mystiques; il jouit du spectacle des choses, il assiste avec une volupté frémissante à cette représentation du drame passionné de l'histoire; il s'enivre de sa pensée ou plutôt de ses impressions, qu'il double par l'effet de son imagination. Il cherche, dirait-on, parfois dans l'histoire et dans la nature un breuvage qui puisse lui donner les plus riches visions. Sa nature nerveuse vibre comme un clavier qu'une main invisible a touché; il s'écoute vibrer avec ravissement, et prolonge à plaisir l'émotion qu'il tire de lui-même. Quand on lit certaines de ses pages, il vous semble entendre une musique d'autant plus séduisante que la mélodie n'est pas dans la phrase et dans le style, ni même dans la pensée, mais dans le mouvement imprimé à l'âme de l'écrivain. On écoute enchanté, et la page finie, lorsqu'on retombe dans le terre-à-terre des faits, on se frotte les yeux comme si l'on sortait d'un rêve, et alors l'enchantement n'aidant plus, on se demande parfois si c'est bien ainsi qu'on doit approcher des choses qui touchent de si près à la vérité elle-même.

II.

L'histoire que racontent les derniers volumes de M. Michelet est celle du XVIe siècle, la plus belle que contiennent les annales humaines. En bien, en mal, le XVIe siècle reste grand entre tous; rien n'y est mesquin, même la bassesse; rien n'y est futile, même le caprice. Les hommes de cette époque étonnent par leur surabondance de force, par la hardiesse et l'originalité de leurs conceptions, par la fermeté de leur caractère. Jamais aussi, il faut le dire, siècle ne fut mieux placé pour être facilement grand. La nature humaine s'était pour ainsi dire reposée comme une terre en friche pendant de longues générations, sauf le grand moment du XIIIe siècle, qui fut plutôt un produit forcé des institutions et de l'état social qu'un produit spontané des forces intimes de l'âme. N'ayant jamais essayé de marcher seul, l'esprit humain avait pour ainsi dire la naïveté de l'ignorance; encore à ses premiers essais, et n'ayant rien enfanté, il ignorait aussi les miévreries et les petitesses que le besoin de la nouveauté fait inventer aux peuples vieillis. Dans de telles conditions, également loin de la présomption et de la corruption, il devait facilement trouver le grand, et dès ses premières tentatives il le trouva.

Le premier coup d'œil jeté sur la nature est toujours le plus vif,

celui qui, dans le moment le plus rapide, embrasse le plus d'objets; la première impression est la plus large, celle qui trouve l'expression la plus forte et la mieux appropriée, sans vaine délicatesse, sans vaine subtilité. Ce phénomène s'est produit aussi au XVIe siècle. Le premier regard jeté sur la nature et sur le monde fut aussi le plus large et le plus vif. Les hommes d'alors n'eurent pas besoin de faire effort sur eux-mêmes pour inventer: le premier lieu commun leur suffisait pour être éloquens et élevés. Rien non plus n'ayant encore été débrouillé, classé, rien n'étant connu en un mot, l'esprit n'était pas surchargé du fardeau des découvertes antérieures, et l'imagination, n'ayant pas dû céder, comme dans nos temps, la place à la mémoire (véritable maîtresse de toutes nos facultés, et qui nous défend de rien faire sans elle), pouvait se donner libre carrière dans le vaste domaine des conjectures et des hypothèses. La curiosité n'était pas émoussée, et, au lieu de s'attaquer aux petites choses, elle s'attaquait au contraire aux grandes. D'un autre côté, sous l'empire des fortes émotions que faisait naître cette soudaine révélation du monde, sous le chaud rayon des premières lueurs de la civilisation nouvelle, les âmes s'éveillaient et s'ouvraient aiguillonnées d'une insatiable avidité de vivre et de sentir : de là les débordantes passions, les grandes vertus et les crimes gigantesques de cette époque. Il y avait encore assez de barbarie pour que les caractères n'eussent rien perdu de leur force primitive, il y avait assez de civilisation déjà pour que ces caractères pussent s'attacher à un but politique ou religieux digne d'être poursuivi. La grandeur du XVIe siècle apparaît surtout quand on le compare aux siècles suivans : dès qu'on entre dans le majestueux XVIIe siècle, on sent que la nature humaine s'est rapetissée, on respire moins librement. Les conceptions sont moins profondes et moins larges, les sciences ont déjà subi une classification et sont désormais séparées de l'homme, l'art s'éteint et l'artifice apparaît; les conventions sociales tiennent plus de place que les passions naturelles, et le règne de l'abstrait envahit le domaine de l'esprit. Adieu aux œuvres naïves, adieu aussi aux caractères ardens! Voici venir les œuvres savantes et les caractères diplomatiques, dont la sécheresse et la froideur sont les vertus principales et estimées.

Mais le XVIe siècle n'est pas grand seulement parce qu'il a produit tant de glorieuses individualités et tant de hautes conceptions; il est grand parce qu'il a lancé les deux mouvemens qui maintenant, jusqu'à la fin des temps, dirigeront sous des formes diverses les destinées humaines, et parce qu'on lui doit les deux découvertes les plus importantes que l'homme puisse faire : la découverte du genre humain et la découverte de l'individu. L'une de ces découvertes s'appelle renaissance, l'autre réformation. Nous ne pouvons essayer en

quelques pages de déterminer la portée de ces deux mouvemens; tout ce que nous voudrions faire, c'est de rechercher pourquoi l'un a malheureusement avorté, l'autre si bien réussi, et ce qu'ils représentent aujourd'hui pour nous, hommes du XIXe siècle.

Quelle est la signification précise du mot renaissance, et quel est le sens de ce grand mouvement? Rien n'est plus difficile à définir exactement. C'est en apparence un mouvement sans unité, qui a revêtu une variété de formes infinies et qui a compté dans ses rangs des hommes de tous les partis. Sa complexité embarrasse le logicien, qui ne peut la résumer à son gré dans une formule satisfaisante. Légère, aimable, grave, studieuse, passionnée, frivole, novatrice jusqu'au cynisme et conservatrice jusqu'à la persécution, la renaissance a pris tous les masques et a servi toutes les causes. Elle a compté dans ses rangs des ministres de l'église établie, des laïques lettrés, des hommes d'épée, des magistrats, des aventuriers. Elle a servi la réforme, et elle l'a abandonnée; elle a été protégée par la vieille église, et elle l'a bafouée. A proprement parler, il n'y a pas une renaissance, il y en a vingt. C'est un homme de la renaissance, ce docteur Rabelais, ce protégé des grands et des cardinaux, qui secoua d'une main si hardie la vieille société; c'est un homme de la renaissance, ce Montaigne, qui traverse cette même société d'un pas prudent et léger, comme s'il avait peur d'être écrasé par quelque colonne chancelante. Ce sont des hommes de la renaissance, ces Estienne, si dévoués à la science; ce sont aussi des hommes de la renaissance, ces Arétin, ces Panormita, ces Castiglione, bouffons et entremetteurs des princes, ingénieux fabricans de priapées. Le spirituel, le savant, le sceptique Cornélius Agrippa, d'équivoque mémoire, désireux avant tout de faire fortune et d'être en faveur auprès des puissans, peut-il bien être placé dans les mêmes rangs que le bon Bernard Palissy, tout absorbé dans son humble travail, insouciant de la fortune et de la protection des grands? Ulrich de Hutten, l'ennemi des moines et l'ami de Luther, Érasme, si timide, mais si humain, comptent parmi les promoteurs de cette grande révolte. Cependant, parmi leurs successeurs, nous allons rencontrer des suppôts de tyrannie et des panégyristes de l'assassinat : par exemple, ce protégé d'Érasme, ce président Viglius, l'instrument docile du cardinal Granvelle, et cet élégant latiniste Muret, qui célébra en phrases cicéroniennes le guet-apens de la Saint-Barthélemy. Je vois la renaissance brûlée à Genève par Calvin dans la personne de Michel Servet; je la vois massacrée à Paris dans la personne de Ramus, comme suspecte de protestantisme. Où donc est réellement le parti de la renaissance? Y en a-t-il un, et sommes-nous dupes d'une mystification? Et son génie, où le trouverons-nous? Ses œuvres ne sont pas moins nombreuses que ses représentans; quelle est celle qui pourrait exprimer

ce génie avec exactitude, les pamphlets de Hutten et les colloques d'Érasme contre les moines, ou les conceptions semi-catholiques, semi-païennes des artistes italiens? La renaissance sera-t-elle un joyeux enterrement du passé qui s'éteint, célébré par la poésie fantasque et gaie de l'*Orlando* et par la prose du *Don Quichotte?* Si c'est au contraire une préparation de l'avenir, où la chercherons-nous? Dans les utopies bouffonnes du novateur Rabelais, ou dans les graves utopies du conservateur Thomas Morus? Quant à son idéal de sagesse, où le trouver? Dans Montaigne, ou dans son jeune et impétueux ami, La Boëtie? Plus nous multiplierions les noms propres, plus nous rencontrerions de contrastes, de différences, d'anarchie. Jamais armée n'a été plus indisciplinée, moins commandée que cette foule confuse d'hommes de toutes couleurs et de tous partis qui compose ce qu'on peut appeler l'armée de la renaissance.

Telle est donc la renaissance,—une énigme inexplicable si on essaie de la dégager du tumultueux tourbillon de la vie qui fut propre au XVIe siècle, si on essaie de la voir seule et d'en chercher le sens propre. Aussi toutes les explications qui ont été données de ce mouvement sont-elles singulièrement incomplètes; pour les uns, c'est une révolte de l'esprit laïque contre l'esprit ecclésiastique; pour les autres, c'est l'avénement de la raison sur la scène de l'histoire; pour le plus grand nombre, ce n'est rien que l'antiquité retrouvée et la substitution du latin de Cicéron au latin scolastique. Quelques personnes enfin ont de nos jours anathématisé la renaissance comme un retour au paganisme. Ces explications insuffisantes, la renaissance les contient toutes et les dépasse encore, car la renaissance, ce n'est pas une doctrine, c'est un phénomène; ce n'est pas un parti, c'est une époque tout entière, avec ses contrastes et les accidens de sa vie. Si l'on veut lui donner un sens précis, il est impossible de trouver un mot plus profond et plus heureux que son nom même, *renaissance*, nouvel enfantement de la nature, nouveau printemps de l'âme. La renaissance, prise dans son ensemble, c'est donc le point de départ, le recommencement de la vie après une civilisation épuisée. Dès-lors s'expliquent tous ses contrastes et tous ses tâtonnemens. Les vieilles institutions tombent en poussière et les nouvelles n'existent plus; chacun va pour son propre compte en avant, un peu à l'aventure, interrogeant tous les faits, se mêlant à tous les partis.

M. Michelet déplore l'avortement de la renaissance, triste avortement en effet, mais très explicable. Il note la décadence rapide de ce grand mouvement, et gémit sur la mort des espérances qu'il avait fait naître. La distance est grande entre le commencement du siècle et la fin, mais il ne pouvait en être autrement. La renaissance, n'étant pas un système, un enchaînement logique d'opinions, ne put jamais songer à se transformer en parti politique, et se contenta de

se mêler au tourbillon général de la vie. Plus ce tourbillon est fort et rapide, et plus la renaissance est animée et puissante; mais à mesure qu'il diminue, elle baisse aussi; chaque fois qu'un parti est vaincu, une portion d'elle-même est pour ainsi dire mise au tombeau. Lorsque le parti protestant, qui l'avait mainte fois repoussée comme suspecte d'hérésie, décline en France, l'esprit humain, tout à l'heure si hardi et si puissant, va retomber sous un joug traditionnel et étroit, dont il ne se sauvera qu'en acceptant l'appui des demi-mesures et des compromis prudens. Lorsque le catholicisme monte avec Thomas Morus sur les échafauds de l'Angleterre, l'esprit de tolérance et d'humanité que la renaissance avait mis au monde périt en même temps. La victoire ou la défaite de n'importe quel parti lui sont également funestes; elle est frappée au siége de Rome, elle reçoit le coup mortel à la Saint-Barthélemy. Dépassant tous les partis et ayant par conséquent besoin de tous, elle se partage et s'affaiblit par ses alliances. En outre, ainsi que nous l'avons dit, elle fut un *renouveau*, une explosion de l'esprit humain, au moment où une civilisation en train de disparaître n'a pas encore été remplacée. A mesure que les institutions se forment, à mesure que les événemens se précisent, l'explosion se calme et le métal en fusion se refroidit; la hardiesse, l'esprit de conjecture, les systèmes arbitraires deviennent plus difficiles, la vie politique et sociale a déjà trouvé des règles extérieures qui la dirigent ou la tyrannisent. Plus on avance dans le siècle, plus on s'éloigne de ce printemps de la renaissance, de même que chaque pas dans la vie nous éloigne de la jeunesse. C'est la marche fatale de la nature et de la vie humaine, et ce dut être la marche de la renaissance, ce phénomène vague, multiple, ondoyant, insaisissable comme la nature qu'elle aima tant, comme la vie dont elle fut non pas une des manifestations, mais la manifestation elle-même.

Il y a encore une autre raison qui a paralysé le génie de la renaissance et l'a empêché de tenir toutes ses promesses. La renaissance est un mouvement à la fois très large et très restreint : très large parce qu'il n'est pas borné à un ou plusieurs peuples, mais qu'il embrasse tout le monde chrétien; très restreint, si l'on considère les classes auxquelles il s'adressait et sur lesquelles il eut action. Au contraire de la réforme, la renaissance ne fut jamais populaire et ne chercha jamais à s'établir sur un terrain populaire; elle s'adressa exclusivement au petit nombre, c'est-à-dire aux privilégiés de la richesse et de la lumière, aux dignitaires de l'église, aux laïques éclairés ou ayant le loisir de l'être. L'esprit de la renaissance, quoique très humain, fut donc toujours très aristocratique, et, quoique très cosmopolite, fut toujours très individuel. Quoique ayant pour but suprême et lointain le bonheur du genre humain, cette rénovation fut faite à

l'origine par des individus et pour des individus, nullement à l'aide des masses et pour les masses. Les classes éclairées de l'Europe en profitèrent seules; de là principalement cette impuissance absolue de la renaissance à former un parti, que M. Michelet déplore et que nous déplorons avec lui. Ce ne furent ni les principes, ni le souffle inspirateur, ni l'art et les ouvriers qui manquèrent, ce fut la matière première, autrement dit les masses populaires. Le peuple, qui comprit si vite et si bien les docteurs protestans, vit passer devant lui sans les comprendre, et la plupart du temps ignora même ces grands publicistes, ces artistes, ces philosophes et ces savans. Leurs enseignemens étaient pour lui et trop individuels et trop abstraits; il n'y avait là rien de traditionnel et de familier. Aussi dès les premiers jours se tint-il fermement attaché au passé, et se partagea-t-il dans toute l'Europe entre les dépositaires antiques de la tradition, c'est-à-dire le clergé catholique, et les interprètes nouveaux de la tradition, c'est-à-dire les docteurs protestans. La victoire du protestantisme en Allemagne et en Angleterre, sa défaite en France sont des faits contradictoires en apparence seulement; dans l'un et l'autre cas, c'est le même phénomène qui se produit, le triomphe de la tradition au moyen des classes populaires. Voilà la grande et véritable cause de la décadence prématurée de la renaissance. D'autre part, son génie, tout cosmopolite à l'origine et tout européen, dut se scinder à mesure que les années s'écoulèrent. Bien qu'elle doive peu de chose à la tradition, bien qu'elle soit surtout l'œuvre des individus, la renaissance, lorsqu'elle éclata à la fin du XVe siècle, fut en un certain sens cependant le produit du passé. Elle hérita de cet esprit général que la communauté de religion et d'institutions avait répandu au moyen âge chez toutes les nations de l'Europe; elle fut la république des esprits, comme l'Europe du moyen âge avait été la république chrétienne. Mais lorsque les derniers liens de cette antique confédération furent brisés, l'idée de patrie domina désormais pour un temps celle de chrétienté, et par conséquent le génie de chaque peuple s'accusa plus vivement, d'une manière plus exclusive et plus égoïste. Au lieu d'un esprit européen, il y eut désormais un esprit italien, un esprit français, un esprit anglais, un esprit allemand; l'ère des évolutions successives et partielles de la pensée humaine remplaça ce grand mouvement du XVIe siècle, si spontané, si universel, et le génie de la renaissance diminua en se scindant.

L'histoire de la renaissance peut se résumer d'un seul mot : ses conséquences intellectuelles, abstraites, scientifiques, furent immenses, son action politique fut à peu près nulle. M. Michelet constate le fait avec raison, et cependant nous devons faire ici une petite restriction. Nous ne pouvons constater exactement le rôle que

la renaissance joua dans le combat du XVIe siècle, parce que ce rôle fut tout moral et indirect, parce qu'il n'y a pas de statistique qui puisse nous apprendre le nombre des bons conseils qu'elle donna, des inspirations humaines qu'elle souffla à l'oreille des puissans, parce qu'en un mot elle n'eut pas de moyens matériels de lutte, c'est-à-dire une armée, un budget, une administration régulière, une hiérarchie; mais son influence, pour être latente, n'en fut pas moins sensible : si elle n'a pas beaucoup agi, elle a sans doute beaucoup empêché. La mêlée sanglante du XVIe siècle aurait été sans elle beaucoup plus horrible et plus longue. Son esprit ayant pénétré partout, quoique irrégulièrement et capricieusement, dans les cours, dans les camps, chez les hommes d'église et les hommes de justice, il se forma un petit noyau d'hommes bien faible sans doute pour la résistance, quand on songe au débordement furieux des passions à cette époque, qu'on peut appeler le parti des hommes éclairés. Le combat s'engagea malgré eux et sans eux; mais leur neutralité ne fut pas inutile, et l'humanité de ce petit nombre suffit pour donner de la prudence aux plus ardens et de la circonspection aux plus féroces. Ils eurent aussi un autre avantage : ils furent tous à peu près des hommes choisis et d'élite, des publicistes comme Érasme, des politiques comme L'Hôpital, des magistrats comme Séguier, Harlay et De Thou. Après tout, ce sont eux, au moins en France, qui ont fini par triompher; ce sont les parlementaires, les hommes du tiers-parti, les monarchistes de la *Ménippée*, qui l'ont emporté avec Henri IV et l'édit de Nantes. Cette conclusion très modérée, trop modérée peut-être de la grande lutte du XVIe siècle n'est pas sans doute du goût de tout le monde; elle n'est pas surtout du goût de M. Michelet, qui n'a pas assez de dédain pour ce triomphe de l'esprit bourgeois sur l'esprit héroïque. Nous aurions pu avoir mieux sans doute, mais nous aurions pu avoir pire, et puisque la renaissance n'a pu nous donner ni la république de La Boëtie, ni la monarchie du bon Pantagruel, il faut lui savoir gré d'avoir contribué pour sa part à nous donner la monarchie de Henri IV et à nous débarrasser de la république des ligueurs.

Mais la renaissance eut une signification bien plus élevée que toutes celles que nous lui avons données, un sens prophétique qui dépasse le XVIe siècle, et que nous commençons à apercevoir seulement aujourd'hui. La renaissance ne se présente plus à nous sous la forme où elle se présentait à nos pères, comme la rénovation des lettres et la substitution des bonnes méthodes naturelles aux méthodes artificielles de la scolastique. Elle fut un mouvement *catholique* dans tous les sens. Quoiqu'elle ait servi la réforme par ses pamphlets, par son érudition, par ses traductions des Écritures, elle ne s'allia jamais étroitement avec le protestantisme, et resta tou-

jours à son égard dans une stricte neutralité; dans la lutte des deux religions, elle ne vit guère dès les premiers jours qu'un moyen de faire triompher un de ses principes, la liberté d'adorer Dieu selon sa raison et son inspiration intime. Impartiale et éclairée, elle dépassait la réforme, et était plus capable de comprendre la tradition chrétienne dans son intégrité; de là, malgré ses attaques et ses invectives, sa modération relative en matière d'orthodoxie. Tout en sapant bien plus que la réforme les bases du christianisme, elle n'avait pas les mêmes haines opiniâtres et aveugles contre l'église romaine; elle pouvait l'attaquer pour ses abus, la dédaigner même pour sa doctrine : elle la respectait jusqu'à un certain point comme institution politique, nécessaire en raison des temps, et comme forme traditionnelle de religion. Catholique par cet esprit d'impartialité un peu froide et hypocrite, la renaissance le fut aussi par les nations chez lesquelles elle exerça surtout son empire, la France et l'Italie. Là son influence fut surtout sensible; là, patronée par le clergé lui-même, qui cherchait dans ses rangs des apologistes et des défenseurs, elle *infecta*, si l'on peut se servir de cette expression, l'église de son esprit. Par une sorte de franc-maçonnerie entre tous les esprits cultivés, les classes privilégiées ou éclairées s'arrogèrent le droit de penser d'une manière indépendante, et arrachèrent à l'église la première charte de la liberté de penser, charte tacite, mais qui a eu des effets réels et durables. Elle n'eut pas d'action sur les masses, il est vrai, comme la réformation, et ne transforma pas le sentiment populaire, mais elle eut action sur les individus, et forma ce qu'on a nommé depuis la société des honnêtes gens. On eut ainsi dès le XVIe siècle l'esprit du XVIIIe, qui n'est, bien considéré, que la continuation de ce mouvement, restreint aux individus, et la confirmation bruyante de cette charte tacite et silencieusement octroyée. De bonne heure les grandes nations catholiques, la France et l'Italie, tout en restant soumises à la lettre des institutions, s'arrogèrent donc, grâce à la renaissance, le droit que réclama plus tard Voltaire, le droit aristocratique de penser autrement que son tailleur ou sa blanchisseuse. Catholique enfin est la renaissance dans le sens le plus élevé et le plus philosophique du mot, dans le sens d'universel. L'unité matérielle du monde rêvée par Rome, la réconciliation des gentils et des Juifs réalisée par le christianisme, sont dépassées par la renaissance, sinon en fait, au moins en espérance. L'idée de l'unité spirituelle du genre humain, à laquelle n'avait songé ni l'antiquité grecque et romaine dans son horreur des barbares, ni le moyen âge dans sa haine des païens, apparaît pour la première fois au XVIe siècle, confuse et vague encore, il est vrai, plongée dans les limbes de l'érudition, souvent enveloppée de pédantisme. La découverte et la publication des ma-

nuscrits de l'antiquité reconstituèrent pour ainsi dire la tradition humaine, et renouèrent la chaîne des temps que la barbarie avait brisée. Grâce aux efforts des savans, il n'y eut plus de lacune dans l'histoire, et le genre humain put reconnaître son identité. Est-ce là, comme on l'a dit de nos jours, un retour au paganisme? C'est bien plutôt, j'ose le croire, le présage d'une nouvelle évolution de la pensée, et, pour tout dire, une préparation d'un catholicisme plus compréhensif, d'une église moins exclusive que celle du passé; c'est la promesse d'une église catholique qui n'exista pas dans le passé même pour les meilleurs esprits, mais que nous commençons à sentir de nos jours, et qui est destinée à renfermer dans sa vaste enceinte les hommes bons et sages de tous les pays et de tous les temps. Dans cette réconciliation de toutes les sagesses se trouve le dernier mot des destinées humaines et l'accomplissement de toutes les promesses et de toutes les prophéties. Or la renaissance a été la première promotrice de cette église universelle et vivante qui durera jusqu'à la fin des temps et qui dira le dernier mot de l'histoire: elle ira donc, elle aussi, jusqu'à la fin des temps et durera autant que l'histoire. Ses destinées sont certaines comme celles du genre humain, que pour la première fois elle eut la gloire de découvrir.

L'ambition de la réforme fut moins éclatante, mais son but fut plus pratique et plus direct, et ses résultats furent immédiats. Elle s'adressa à l'individu au nom du sentiment chrétien traditionnel, et l'individu répondit; les masses populaires comprirent son appel menaçant et sonore : il n'y avait rien là qui fût étranger à leurs instincts, à leur éducation, à leurs habitudes. La réforme réussit par les moyens qui avaient manqué précisément à la renaissance. Si elle n'avait compté que sur la force spirituelle des idées, si elle avait dû s'en tenir à la prédication, à la controverse, si elle n'avait pu employer d'autre glaive que le glaive de la parole, nul doute qu'elle n'eût péri. Elle n'eût été qu'une simple opinion philosophique et religieuse, soumise au caprice des générations successives; elle n'aurait jamais formé une civilisation. Elle eût péri, parce qu'elle se fût trouvée désarmée en face d'un pouvoir qui avait à son service tous les moyens matériels de compression. Elle vécut au contraire parce qu'elle put former, ce que la renaissance ne put faire, un parti, qui trouva pour complices des peuples entiers chez lesquels elle eut le bonheur de remuer de vieilles animosités, de vieilles rancunes traditionnelles, et des intérêts de race endormis, mais non éteints. Elle put trouver des princes pour protéger ses docteurs, des magistrats pour punir ses adversaires du glaive séculier, des rois pour la proclamer, du haut des trônes, religion de l'état. Elle put contracter des emprunts, fondre des canons, solder des cavaliers. Le plus grand homme de la renaissance n'aurait pu soulever une paille; le dernier

docteur protestant put compter sur les intrigues des princes et sur la sédition des peuples. Par ce moyen, la réforme devint, presque à son apparition, non-seulement une doctrine religieuse, mais une institution politique. L'église réformée obtint rapidement ce grand avantage que l'église romaine avait mis des siècles à conquérir, et qu'elle avait conquis par des apparitions historiques extraordinaires, par la conversion d'un Constantin, par l'épée d'un Charlemagne, par les foudres d'un Grégoire VII. Ce fut là le triomphe véritable de la réforme sur la renaissance; c'est par là qu'elle put durer d'une vie matérielle; c'est par là aussi, si l'on y regardait de près, qu'elle est inférieure à la renaissance et plus limitée,

M. Michelet inclinerait volontiers à ne voir dans la réforme qu'un grand mouvement philosophique sous une forme chrétienne. Il salue en elle l'apparition des libertés de l'âme, des garanties politiques, en un mot, des principes de 89. Nous croyons qu'il y a là une erreur : l'historien voit plutôt ce mouvement dans ses conséquences que dans son essence. La réforme ne fut ni un mouvement libéral ni un mouvement philosophique, ce fut un mouvement chrétien. Elle se souciait surtout de Dieu, et sa seule haine politique, celle de la cour de Rome, est encore à demi religieuse. Les protestans demandaient le christianisme de l'Évangile et non pas celui de la cour de Rome; voilà, au fond, à quoi se bornaient primitivement toutes leurs réclamations. Parce qu'elle a engendré ou plutôt rejoint, par une suite d'évolutions singulières, les principes politiques les plus hardis, parce que partout où elle s'est établie, la liberté civile s'est établie avec elle, ce n'est point une raison pour ne pas la voir telle qu'elle fût à l'origine, dans la pensée de ses fondateurs et dans les instincts de ses fidèles. Telles sont les singularités de la logique secrète qui régit les destinées humaines, que les doctrines produisent les résultats les plus opposés à la pensée de leurs auteurs. L'histoire offre mille exemples de ce phénomène; Locke était un excellent protestant, il suffit de lire la préface de son fameux livre pour voir qu'il croyait sincèrement travailler à la plus grande gloire de l'Évangile, et pourtant il écrit le traité métaphysique d'où est sorti le XVIIIe siècle tout entier. La révolution française a débuté par faire appel à la liberté, et s'est attaqué à la monarchie : son résultat le plus clair jusqu'à ce jour a été de transformer précisément ce principe monarchique et de donner à l'autorité plus de moyens d'action qu'elle n'en eut jamais sous l'ancien régime. C'est pour la même raison que les descendans de Luther et de Calvin, qui étaient loin d'être tolérans et libéraux comme nous l'entendons aujourd'hui, et qui auraient fait de grand cœur rouer et brûler leurs petits-fils, sont arrivés, sous les nécessités de cette logique secrète, à établir la liberté et la tolérance. Oui, la réforme fut un grand mouvement

chrétien, et pour s'en convaincre il suffit de jeter les yeux sur les origines et sur la doctrine particulière d'où elle sortit.

Quelle est cette doctrine? La doctrine de la grâce. M. Michelet, qui depuis quelques années poursuit l'idée chrétienne de la grâce comme antipathique à l'idée de justice, et qui aime à opposer le christianisme à la révolution, rencontre cette doctrine sur son passage, et la rejette avec légèreté. « Ce ne fut pas, dit-il, un verset de saint Paul, un vieux texte si souvent reproduit sans action, qui renouvela le monde. » J'en demande pardon à l'éloquent historien, mais c'est précisément ce vieux texte interprété d'une manière profonde qui contient tout le secret des destinées de la réforme, et qui explique toute son histoire. Au fond, que signifie le verset *la foi suffit sans les œuvres,* sinon que les actes matériels comptent moins et doivent moins compter pour le salut de l'homme que la libre impulsion de l'âme et sa véritable nature? Mais qui nous tiendra compte de notre nature cachée, si nous n'avons pas les œuvres apparentes? Ce ne seront point les hommes, ce sera Dieu seul. Qu'est-ce que l'idée de la grâce divine, même sous sa forme la plus terrible, celle de la prédestination, si ce n'est un triomphe de la liberté? L'homme soumis directement à l'action de la grâce divine n'a plus à compter sur le secours ou sur les entraves que peuvent lui apporter les hommes; il n'a plus à espérer ni à redouter d'intermédiaire entre lui et Dieu, il est absolument libre du côté de la terre, et, débarrassé de tous les esclavages mondains, il ne sent plus d'autre esclavage que celui de la volonté divine. Bien loin d'être *illibérale* (qu'on nous permette ce triste mot moderne), l'idée de la grâce est dans ses conséquences extrêmement favorable à la liberté, comme dans son principe elle est favorable à toutes les grandeurs de l'âme, à la résignation, à la patience, à l'héroïsme, à la constance du martyre. Si Luther, comme M. Michelet le remarque fort bien, eut cette belle joie héroïque qui brille dans ses paroles et dans sa vie, il la devait, croyez-le bien, surtout à son texte chéri : sa forte nature n'eût pas suffi à lui donner l'idée de la grâce; cette idée fut le roc inaccessible contre lequel tous les accidens de sa vie vinrent se briser; elle donna à son imagination violente et à son tempérament inquiet la sérénité qu'il n'aurait sans cela jamais connue; elle lui donna enfin la confiance inaltérable dans son œuvre qu'aucun autre homme n'a jamais eue à ce degré. Vous étonnez-vous maintenant de ces conséquences de liberté civile et politique engendrées par la réforme? Elles sont toutes contenues dans ce principe de l'action directe de la grâce divine dans l'homme sans le secours d'aucun intermédiaire, et dans la force de volonté et de constance qu'engendre le sentiment incessant de cette action sur nous.

Oui, ce fut bien ce vieux texte qui fit la fortune de la réforme,

car ce fut lui qui brisa le pouvoir du clergé catholique partout où le protestantisme réussit à vaincre. Par lui, le pouvoir religieux passa du prêtre au laïque; par lui, la réforme fut la seconde étape historique du christianisme; par lui fut continuée la tradition chrétienne, et furent accomplies en partie les promesses de l'église. Qu'est-ce que la réforme en effet? Est-ce une révolte contre la tradition établie, un retour à l'église primitive, une rupture violente avec un passé récent pour arriver à la conquête d'un passé plus lointain? Luther le pensait lorsqu'il s'imaginait revenir à l'église primitive, et qu'il croyait restaurer et non innover. Au fond, il ne restaurait et n'innovait; il continuait sans en avoir conscience et d'instinct la tradition véritable, depuis des siècles arrêtée et immobilisée. Qu'était l'église catholique en effet au temps de Luther, si l'on fait abstraction de son développement extérieur, de sa puissante hiérarchie, de ses colléges de cardinaux, de ses légions monastiques? Il semble qu'elle était bien loin du point de départ du christianisme; au fond, son développement était tout extérieur, et la doctrine chrétienne, avec toutes les espérances qu'elle renferme, en était restée à sa première forme et à sa première étape. Comme au temps des catacombes et des premiers docteurs, l'église représentait essentiellement le christianisme de la prédication. Quinze cents ans d'enseignement n'avaient pas suffi, paraissait-il, pour faire passer la religion dans les âmes. Le prêtre, comme au temps des apôtres, possédait seul tout le pouvoir divin. Dépositaire de la grâce, il la répandait ou la retenait selon ses inspirations propres; l'homme n'avait de relations directes avec Dieu que par un intermédiaire. La parole de Luther mit fin à l'immobilisation de ce premier état du christianisme, et rouvrit la tradition. « Sommes-nous donc encore des païens et des gentils non convertis? s'écria-t-il, et est-ce pour la première fois que nous entendons la parole divine? Le Christ est-il mort pour nous tous, ou seulement pour les prêtres? Et s'il est mort pour nous tous, de qui devons-nous espérer notre salut, si ce n'est de lui seul? C'est donc lui qu'il nous faut entendre, c'est de sa parole directe qu'il faut nous abreuver, c'est lui qui est le seul maître de l'église. » C'est ainsi que Luther fit passer à l'individu le don de la grâce conservé jusque-là au prêtre. Par là il transporta le christianisme dans la vie humaine, au foyer domestique; il le tira du temple et le mêla à tous les actes de l'homme. Les conséquences de cette évolution religieuse étaient faciles à prévoir : si l'homme ne doit plus attendre son salut que du Christ et de lui-même, il doit croire au Christ, et pour cela il faut nécessairement qu'il ait en main le moyen de croire. De là la lecture de la Bible, et par suite la libre interprétation des Écritures et le triomphe de la liberté de l'esprit. Si l'homme ne peut être sauvé que par la croyance et qu'il

n'ait pas les moyens de croire, quelle responsabilité ne pèse pas sur les chrétiens qui ne viennent pas au secours de son ignorance! De là les écoles populaires, l'enseignement protestant, le zèle et l'activité des associations laïques dans tous les pays réformés. Ainsi cette doctrine de la grâce qui paraît si tyrannique à M. Michelet non-seulement dans son principe contient la plus complète liberté individuelle, mais dans ses conséquences devient un stimulant de liberté sociale singulièrement actif.

Nous ne pouvons tout dire sur ces deux grands mouvemens et sur leur histoire. Résumons en quelques mots les deux points essentiels que nous avons voulu mettre en lumière. Le XVIe siècle, qui a engendré ces deux grands mouvemens, la renaissance et la réforme, contient en germe toute l'histoire moderne et toute l'histoire future. Rien n'a pu arrêter, rien n'arrêtera jamais plus l'impulsion qu'il a donnée. Loué, anathématisé, ce qu'il a fait ne peut désormais être remis en question sans nous remettre en question nous-mêmes, nous, nos intérêts, nos mœurs, nos idées. Ce sont divertissement frivole et vain dilettantisme de parole que de rechercher si la réforme est une révolte ou la renaissance un retour au paganisme. A la distance où nous sommes du XVIe siècle, nous n'apercevons plus aucune de ses imperfections, et nous ne ressentons plus aucun de ses maux. Où sont maintenant les guerres de religion, les massacres sanglans, les guet-apens? Que nous importent les orgies anabaptistes et les persécutions de Calvin? Nous ne souffrons point de toutes ces misères (nous avons assez des nôtres), mais nous jouissons des bienfaits que la réforme a conquis pour nous, de la liberté de conscience, de la tolérance, de tous les sentimens de responsabilité et de toutes les émotions élevées et nobles qu'une religion librement interprétée a fait passer en nous. Nous n'avons plus à rougir des orgies de l'Italie, des mascarades pédantesques de l'érudition, des priapées renouvelées de l'antique, des bouffonneries et des platitudes grossières des savans du XVIe siècle; il ne nous reste de la renaissance qu'une grande idée d'humanité et le pressentiment sublime de la réconciliation des tribus humaines. Le XVIe siècle vit donc épuré en nous, et il vivra jusqu'à la fin des temps. Berceau éternel de l'avenir, fut-il la tombe du passé? Non; nous l'avons trouvé deux fois d'accord avec la tradition elle-même, d'accord par la renaissance avec la tradition du genre humain renouée par elle, d'accord par la réforme avec la tradition chrétienne et les promesses de l'Évangile. Il n'a rien détruit; il a rouvert les sources obstruées et recommencé la vie, une vie qui ne s'éteindra plus!

ÉMILE MONTÉGUT.

LA PRISE D'HÉRAT

ET

L'EXPÉDITION ANGLAISE

DANS LE GOLFE-PERSIQUE

Hérat vient d'être pris par les Persans, et les Anglais, par représailles, occupent aujourd'hui Bender-Bouchir, dans le Golfe-Persique. Le royaume d'Irân est loin de l'Europe; il n'y touche par aucun point; cependant, si peu soucieuse qu'elle soit des destinées des Kadjârs (1), l'Europe ne peut rester indifférente à la lutte engagée entre les deux grandes puissances que les Persans ont séparées jusqu'à ce jour, mais qui finiront par se rencontrer face à face. Tôt ou tard les populations de l'Asie centrale, dispersées, écrasées, refoulées dans un sens ou dans l'autre, laisseront en présence l'Angleterre et la Russie, et l'immense territoire asiatique deviendra la proie du plus fort.

En quoi les velléités guerrières du jeune châh ou les *fantasias* de ses cavaliers, chercheurs d'aventures et de butin, peuvent-elles inquiéter le gouverneur de l'Inde anglaise? Peu lui importe au fond qu'Hérat soit une ville indépendante ou tributaire du roi de Perse; il lui importe encore moins que les *chyas* (2), fanatisés par leurs *mollahs*, fassent triompher leur schisme par le glaive, en exterminant les *sunnites* du Khorassan oriental : ce qui est pour l'Angleterre du plus grand intérêt, c'est de maintenir la barrière qu'elle a si laborieuse-

(1) C'est le nom dynastique des princes qui règnent aujourd'hui sur la Perse.

(2) On nomme ainsi les dissidens qui, dans la religion mahométane, ont soutenu Ali comme successeur de Mahomet au lieu d'Omar. Les *sunnites* ou *sunnies* sont ceux qui, comme les Turcs, reconnaissent au contraire Omar pour l'héritier du prophète.

ment établie entre elle et la Russie, à l'ouest de son empire hindou. Hérat était un des arcs-boutans de cette barrière; l'Angleterre veut, à tout prix, le ressaisir et le consolider de nouveau. Aujourd'hui Hérat est entre les mains des Persans, il n'est pas probable qu'ils le rendent : si c'est la Russie qui a suggéré l'idée de s'en emparer, elle emploiera tous les moyens pour qu'ils le gardent.

Il s'ouvre ainsi de ce côté du globe un champ nouveau aux conjectures, une nouvelle carrière à l'ambition des gouvernemens, et, il faut bien le dire, aux animosités nationales. A peine la paix est-elle signée au congrès de Paris, que la guerre, terminée en Europe, menace de se rallumer en Asie entre deux des puissances belligérantes : la Russie fait, au moyen des Persans, la campagne d'Hérat contre l'Angleterre; celle-ci fait en Perse une invasion dirigée en réalité contre la Russie. En attendant que des faits nouveaux se produisent, on peut apprécier les causes et conjecturer les résultats des événemens accomplis.

I.

Nasr-ed-din-Châh prétend que Hérat lui appartient, il appuie ses prétentions sur l'histoire : voyons ce que l'histoire nous apprend.

Quand on veut remonter le cours des siècles et interroger les anciennes annales de la Perse ou des pays limitrophes, on se perd dans un obscur dédale de faits incertains. Il est très difficile de savoir par quelles vicissitudes Hérat était devenue autrefois la conquête des Persans. On peut seulement distinguer, à la faible lueur des documens orientaux antérieurs à la grande époque des Sophis, qu'Hérat commença vraisemblablement à partager les destinées de la Perse au moment où Taïmour-Lenk, autrement dit Tamerlan, se rua sur ses voisins pour fonder cet immense empire qui ne reposait que sur son glaive. Sa première conquête fut celle du Khorassân, qui entraîna l'annexion d'Hérat à la Perse par la soumission de ce pays vers le milieu du XIVe siècle. Taïmour partagea ses vastes états entre plusieurs chefs, et Châh-Rokh, son fils, eut dans son gouvernement la Perse et le Khorassân avec Hérat, qu'il fit rebâtir. Ici on commence à voir un peu plus clair : la province d'Hérat et la Perse sont un seul et même royaume. Bientôt on retombe dans l'incertitude, et le fil conducteur à travers ce labyrinthe de faits, de guerres, d'assassinats et d'usurpations se rompant tout à coup, on perd la trace d'Hérat. Cependant après quelques années on retrouve cette ville, ainsi que l'Irân, entre les mains de Onzoûn-Hassân-Châh, que la guerre et le crime firent succéder au descendant de Taïmour. Après ce prince, les discussions et les combats se renouvelèrent si bien, que tout ce qui restait de l'empire et de l'héritage du conquérant tartare s'en

alla en pièces, jusqu'au moment où le fondateur de la dynastie des Sophis réunit quelques-uns de ces débris et reconstitua le royaume de Perse. Une fois installé sur le trône, Châh-Ismaïl s'occupa de faire rentrer sous sa loi tous les pays possédés par ses prédécesseurs. Hérat fit partie du nouveau royaume et ne s'en détacha qu'à l'époque où, la puissance des Sophis déclinant, chaque province chercha à se rendre indépendante. Les Hératiens brisèrent leur chaîne, mais pour en porter une autre, car ils tombèrent au pouvoir de Mahmoûd-Khân, chef du Kandahâr. Ce prince, impatient de s'illustrer, aventureux autant que brave, s'en alla à travers les déserts salés du Khorassân, suivi de quelques mille hommes, mettre le siége devant Ispahan. Hérat fournit un contingent important à cette troupe d'aventuriers. On sait comment leur chef, parvenant sans obstacle sur les bords du Zendèhroud (1) et dans le palais même des rois de Perse, arracha violemment de son trône chancelant l'indigne représentant de la grande famille des Sophis. Mahmoûd-Khân, après avoir reçu la *tourâh* (2) des mains mêmes du monarque qu'il contraignit à cette humiliation, s'assit imperturbablement sur le trône de Châh-Abbas le Grand, et le transmit à son successeur, qui fut chassé par Châh-Thamas, descendant des Sophis. Ce prince envoya peu après contre Hérat, qui avait suivi la fortune des vaincus, son général Nadir-Kouli-Khân, qui s'en empara et le garda. Ce soldat de fortune, devenu roi, fit la conquête de tout l'Afghanistan. Les historiographes de Nadir-Chah racontent même que, de retour de sa grande expédition dans l'Inde, il voulut entrer en triomphateur dans Hérat, et qu'il y fit exposer tous les trésors qu'il avait enlevés à Delhi, notamment ce fameux trône de l'empereur hindou, orné de pierreries de la plus grande beauté et fait en forme de paon, ce qui l'avait fait surnommer *Tâkht-i-Taoûs* ou *Trône du Paon*. Pendant plusieurs jours, le peuple d'Hérat put contempler ces riches trophées d'un vainqueur dont sa défaite avait inauguré la fortune.

A la mort de Nadir, son empire se démembra, faute d'un homme qui pût le tenir d'une main aussi vigoureuse. L'Afghanistan, qui, avant l'invasion de l'Inde par les Persans, avait fait partie de l'empire mongol, se déclara indépendant et reconnut pour chef Ahmet-Khân, l'un des généraux de Nadir. Ahmet-Khân se fit couronner roi à Kandahâr. Hérat tomba au pouvoir du nouveau monarque. La Perse était alors divisée entre plusieurs petits princes qui s'étaient partagé les dépouilles de Nadir, et aucun d'eux n'était en état de revendiquer Hérat. L'Afghanistan fut longtemps fort agité. Zeman-Châh, petit-fils du fondateur de ce royaume, entreprenant et belli-

(1) Rivière d'Ispahan.
(2) Aigrette royale de Perse.

queux, poussa ses incursions jusque dans l'Inde, où il inquiétait sérieusement la puissance anglaise. Pour se débarrasser de ce voisin incommode, l'Angleterre décida la Perse à guerroyer contre Zeman-Châh. Ce fut alors, en 1800, que sir John Malcolm fut envoyé à Téhéran, avec de pleins pouvoirs pour accorder des subsides au monarque persan. Le représentant de la Grande-Bretagne exhortait à cette époque le châh à s'emparer d'Hérat; il déclarait, au nom de son gouvernement, que l'Angleterre « n'entendait prétendre à aucune part des conquêtes ou du butin qui pourrait être acquis par la Perse (1). »

Après des discussions interminables, des guerres intestines qui désolèrent l'Afghanistan, et pendant lesquelles l'Angleterre respira plus à l'aise de ce côté, le châh de Perse vit la province d'Hérat se ranger de nouveau sous son autorité. Le prince afghan Khamrân-Mirza, qui était en possession d'Hérat en 1829, craignant la puissance du souverain de Kaboul, se fit vassal du roi de Perse pour avoir un protecteur. Il vint à Téhéran recevoir son investiture des mains mêmes de Feth-Ali-Châh, le reconnut pour son seigneur suzerain, et s'engagea à lui payer un tribut annuel. Cela se passait sous les yeux de l'Angleterre et sans aucune opposition de sa part : elle trouvait sans doute son avantage dans cette union du prince d'Hérat et du roi de Perse, qui tenait l'Afghanistan en échec.

Les Persans paraissent avoir toujours eu une grande prédilection pour Hérat, car voici comment leurs écrivains s'expriment à son sujet dans leur langage métaphorique : « Le monde est une mer au sein de laquelle le Khorassân est une huître à perles; Hérat est la perle renfermée dans cette coquille. » — Et encore : « Si l'on te demande quelle est la ville la plus excellente, et si tu veux répondre la vérité (restriction toute persane), tu diras que c'est Hérat. » — Voilà sans doute d'excellentes raisons pour que le châh ait cherché à rattacher à sa *tourâh* cette perle qui en était tombée.

Hérat est une grande ville contenant environ cent mille âmes. Les habitans diffèrent des Persans par le type physique et par la religion. Ces différences se rencontrent également chez d'autres peuplades qui ne s'en reconnaissent pas moins comme sujettes du châh, les Arabes du Golfe-Persique ou les Kurdes, par exemple, qui sont sunnites de religion et parlent une langue toute différente du persan, ou bien encore les Arméniens, qui sont chrétiens et ont conservé leur langage national. On ne saurait prétendre non plus qu'Hérat soit une ville afghane, car elle est située dans le Khorassân oriental, qui est séparé de l'Afghanistan par une chaîne de montagnes. D'ailleurs existe-t-il réellement une nation afghane? De l'étude des documens que l'on possède sur ces contrées encore peu connues, il ressort que, par le

(1) Correspondance de lord Wellesley, gouverneur des Indes, publiée en Angleterre.

nom d'Afghans, on a dans le principe désigné spécialement la portion noble de la population, celle qui portait les armes, qui combattait pour l'indépendance nationale, par opposition au surnom de *Tadjiks*, qui indiquait la classe des commerçans et des artisans. L'Afghanistan s'est aussi appelé tour à tour royaume de Kaboul ou de Kandahâr, suivant celle de ces villes où un usurpateur heureux faisait sa résidence. Ce pays se décompose en un certain nombre de districts qui se sont souvent séparés; bien loin de former un corps de nation, on a vu ces districts, obéissant à des chefs différens, s'armer les uns contre les autres. Cette division, qui fait leur faiblesse, a dû encourager les prétentions de leurs voisins. Aussi l'Angleterre, qui comprend bien que l'Afghanistan est une barrière naturelle entre elle et la Russie, a-t-elle voulu y établir son influence. Ses tentatives n'ont pas été toujours heureuses; elle n'a pu donner de la cohésion aux diverses parties de ce pays, et réunir sous le même pouvoir Kandahâr, Kaboul et Hérat. Le naturel sauvage des Afghans, leur caractère remuant, *hâassi*, comme disent les Persans, le morcellement de l'autorité entre plusieurs petits princes également jaloux de leur indépendance, et que sert merveilleusement la nature batailleuse des habitans, ont été plus forts que toutes les menées de la politique anglaise. La prise récente d'Hérat a pour effet d'affaiblir la puissance afghane, que l'Angleterre protége aujourd'hui.

C'est la seconde fois, en quelques années, qu'Hérat amène une rupture entre l'Angleterre et la Perse. En 1836 déjà, le châh Mohammed, successeur de Feth-Ali-Châh, voulut s'en emparer. Il donnait deux prétextes à son expédition : d'abord il voulait venger une injure faite à sa couronne et à ses sujets par les Hératiens, coupables d'être venus, jusque sous les murs de Meched, enlever douze mille Persans, qu'ils avaient vendus comme esclaves (1); ensuite il voulait châtier le prince d'Hérat, ce même Khamrân-Mirza, qui, tenant son fief de Feth-Ali-Châh comme vassal et tributaire, s'était parjuré en se déclarant de nouveau indépendant, en insultant chaque jour son suzerain, en bravant sa puissance de toute façon. Fallait-il reconnaître dans cette détermination une pensée russe? La main de la Russie présida-t-elle aux préparatifs de la campagne projetée en 1836? On n'en saurait guère douter. Voyons comment les menées de cet ennemi invisible et présent modifièrent l'attitude des ministres anglais qui se succédèrent alors à la cour de Téhéran.

(1) A ce propos, on rapporte une réponse assez piquante du châh à l'ambassadeur anglais, qui lui faisait des observations sur son attitude vis-à-vis des Afghans. Le châh lui dit qu'il s'étonnait d'être ainsi admonesté par le ministre d'un gouvernement qui employait tous les moyens en son pouvoir pour empêcher la traite des nègres. Quant à lui, il ne voyait pas la différence que l'Angleterre pouvait faire entre le commerce de la chair noire et celui de la chair blanche.

En 1836, M. Ellis reconnaît que le prince d'Hérat « a manqué à ses engagemens, » et que le châh « est en droit d'exiger satisfaction par la force des armes. » Puis, rappelant que l'Angleterre, en diverses négociations, avait confirmé le droit de la Perse « d'agir envers l'Afghanistan en toute liberté, » il ajoute « qu'il lui paraît difficile d'empêcher l'expédition d'Hérat (1). » M. Ellis est rappelé, et M. Mac-Neil lui succède. La politique anglaise suivie à Téhéran va-t-elle changer de langage? Point du tout. Voici comment M. Mac-Neil s'exprimait dans une dépêche qu'il adressait à lord Palmerston en 1837 : « Je suis porté à croire que le prince d'Hérat étant l'agresseur, il ne saurait exister de doute quant à la justice de la guerre que le châh veut entreprendre... »

Cependant il était difficile que M. Mac-Neil se fît illusion, et qu'il ne reconnût pas la main de la Russie, qui, poussant le châh contre Hérat, cherchait à gagner, derrière elle, une grande étape sur la route des Indes. Sans doute il ne croyait pas au succès des armes persanes, ou peut-être se réservait-il de le paralyser suivant les circonstances. Après avoir assez mollement travaillé à dissuader Mohammed-Châh de cette expédition, M. Mac-Neil se résigna à l'accompagner, pensant qu'au besoin sa présence pourrait servir la cause des Hératiens, qui commençait à devenir celle même de l'Angleterre. Il était bien inspiré, car le cabinet de Saint-James et le gouvernement de l'Inde anglaise lui firent parvenir, tous deux à la fois, des instructions portant qu'il devait tout faire pour empêcher la prise d'Hérat. L'Angleterre, changeant de tactique, oubliant les termes du traité de 1800, se décidait à désarmer le bras dont elle avait été fort aise de se servir pour tenir tête aux princes afghans dans le temps où ceux-ci lui paraissaient redoutables.

La campagne était déjà commencée : elle fut longue. La persévérance des Persans égala le courage des Hératiens. Le récit de cet épisode militaire ne sera peut-être pas sans intérêt, aujourd'hui que les mêmes lieux ont vu reparaître les mêmes adversaires.

Mohammed-Châh avait réuni ce qu'il avait de meilleures troupes, ses *serbâs* (2) formés à l'européenne; il avait fait appel aux contingens irréguliers de toutes les provinces de son royaume, et, quoique impotent, il se mit à leur tête. Les marches furent longues et pénibles. Il fallait traverser les plaines arides et désertes du Khorassân; quarante jours y suffirent à peine. L'armée traînait à sa suite une foule innombrable d'artisans de toute sorte, d'industriels de tout genre, faute de quoi elle eût manqué des choses de première nécessité. On s'établit devant Hérat; on enserra la ville d'un vaste

(1) Dépêche de M. Ellis à lord Palmerston, avril 1836.

(2) Infanterie organisée à l'européenne. Voyez, sur l'armée persane, la *Revue des Deux Mondes* du 15 novembre 1851.

camp, qui avait ses tentes de toute forme, ses rues, ses bazars, ville improvisée, ville de toile, mais véritable cité par le chiffre de la population et la diversité des métiers qui s'y exerçaient. On eût dit l'immigration d'un peuple venant s'établir dans une patrie nouvelle. L'attaque, commencée avec l'ardeur naturelle aux Persans, eut plus d'audace que de succès : l'artillerie était peu nombreuse. Composée de pièces de campagne ou de petits canons portés à dos de chameau, elle ne parvint pas à faire brèche; puis les munitions manquèrent, et malgré le dévouement des soldats, qui couraient ramasser les boulets pour les rapporter aux canonniers, elles s'épuisèrent. On ne s'avise jamais de tout, surtout en Perse, et l'on ne s'était pas avisé que cet *infâme repaire de sunnites* tant méprisés oserait résister au *châh-chya*, au *châh-in-châh*, au *vicaire d'Ali*, au *roi des rois*.

Avec le temps s'épuisaient aussi les ressources de l'armée. L'avenir était incertain et la famine en perspective; le vizir prit un singulier moyen pour lui donner de la confiance : il lui fit labourer le sol. Elle ensemença, et les affaires des Hératiens allèrent si bien, qu'elle put faire la moisson. La persistance des assiégés n'était surpassée que par l'entêtement des assiégeans. Les canons étant reconnus trop faibles, on improvisa une fonderie; on y coula une énorme pièce d'un calibre monstrueux, et comme cette idée était éclose sous le bonnet du premier ministre, qui de mollah s'était, de son chef, institué généralissime, il ne doutait pas que la ville ne succombât. Par malheur, ce canon fut loin de produire l'effet espéré. Pour surcroît, un général entretenait des intelligences avec la place : il paya de sa tête sa trahison; mais le ministre anglais excitait perfidement la résistance des assiégés par ses encouragemens, par son or, par les avis qu'il leur porta lui-même (1). Enfin des officiers anglais entrèrent dans la place, soutinrent le moral des Hératiens et rendirent la défense plus efficace. Malgré toutes ces causes d'échec, les troupes du châh se signalèrent par une grande bravoure : elles livrèrent plusieurs assauts, et combattirent souvent à l'arme blanche jusque sur le sommet des remparts. Chaque fois repoussées, elles n'en étaient que plus animées. Un jour les bataillons de l'Azerbaïdjân, les meilleurs de l'armée, s'emparèrent d'une partie du rempart; ils allaient pénétrer dans la ville, si le désespoir et la rage des Hératiens n'étaient parvenus à en faire un affreux carnage. L'ambassadeur anglais, témoin inquiet de cette attaque, qui avait failli réussir, commença à s'émouvoir sérieusement. Craignant que la ténacité du châh et la valeur de ses *serbâs* ne finissent par triompher, redoutant un autre assaut plus heureux, M. Mac-Neil somma brusquement le châh

(1) M. Mac-Neil avait pénétré lui-même dans Hérat pendant un armistice, avec le consentement du châh, qui pensait que le ministre anglais y userait de son influence pour obtenir par un traité ce qu'il voulait arracher par la force des armes.

de lever le siége, sous peine d'une déclaration de guerre et d'une invasion dans ses provinces du sud. Mohammed-Châh reçut mal cette injonction, mais il se sentit ébranlé. Quant au vizir, il ne savait plus que faire. L'ambassadeur de Russie, le général Simonitch, qui était aussi dans le camp, profitant du ressentiment du roi, fit alors prévaloir son influence, et de nouveaux préparatifs furent commencés pour une attaque décisive. Le ministre d'Angleterre plia ses tentes et partit en proférant des menaces violentes. A ce moment sans doute, il pensait qu'Hérat succomberait, mais il n'en fut point ainsi. Ce que le courage obstiné, le patriotisme, le fanatisme religieux des assiégés n'eussent peut-être point obtenu, un stratagème bizarre réussit à le faire. Les habitans d'Hérat, déguisés sous les longs voiles que portent les femmes, garnirent les remparts, puis firent savoir au camp persan que toutes les femmes se réunissaient pour implorer la miséricorde du vainqueur, qui n'avait plus qu'à se présenter pour recevoir leur hommage. Mohammed-Châh s'avançait déjà avec sécurité vers les portes, lorsque les vêtemens féminins furent rejetés en arrière, montrant à l'armée persane stupéfaite les terribles défenseurs d'Hérat. Les troupes royales surprises ne purent soutenir le choc, et la déroute fut complète. Le châh leva le siége.

Pendant que Mohammed-Châh retournait dans sa capitale, M. Mac-Neil, qui s'était arrêté près de la frontière turque, revenait aussi à Téhéran. Il attribuait peut-être le retour du châh à l'effet de ses remontrances, ou tout au moins pensa-t-il que, le but étant atteint, rien ne l'empêchait de renouer ses relations avec la cour de Perse; mais le roi était d'un autre sentiment, il n'accorda pas même une entrevue. La légation anglaise, obligée de quitter le pays, repassa en Arménie et alla à Erzeroum attendre les nouvelles instructions de son gouvernement (1). La Russie triomphait, son influence l'avait emporté; elle était désormais seule à Téhéran, sans rivale, sans adversaire.

Cependant le représentant de l'Angleterre avait parlé trop haut pour que les effets de sa colère se fissent attendre. La tentative des Persans contre Hérat eut pour première conséquence d'amener des troupes anglaises sur le territoire de la Perse. Un petit corps de troupes de l'Inde remonta le Golfe-Persique, occupa l'île de Karrak, et prit Bouchir sans coup férir. Les relations entre l'Angleterre et la Perse restèrent interrompues pendant plusieurs années. Bientôt, il est vrai, les maladies amenèrent l'évacuation de Bouchir; mais les Anglais ne partirent qu'après avoir répandu dans le pays de l'ar-

(1) C'est à Erzeroum que l'ambassade de France allant en Perse, en 1839, trouva les membres de la mission anglaise, ayant alors pour chef M. le colonel Sheil, depuis ministre à Téhéran.

gent, des armes, des munitions, et semé les germes de la rébellion contre l'autorité du châh (1).

La seconde conséquence de l'attaque dirigée par le châh contre Hérat fut l'entrée d'une armée anglaise dans l'Afghanistan en 1838, et sa marche sur Kandahâr. Il ne paraît pas que cette campagne, qui fut fort blâmée en Angleterre, ait eu une grande influence sur le sort d'Hérat, car le même Yaar-Mohammet qui avait défendu cette ville contre les Persans, s'il *recevait de grosses sommes des Anglais,* n'était nullement disposé à leur vendre, même à ce prix, son indépendance. Son fils lui succéda; mais, ne se sentant pas de force à tenir tête aux périls qui le menaçaient tout à la fois à l'intérieur et du côté de l'Afghanistan, il crut ne pouvoir mieux faire que de se jeter dans les bras de la Perse. Il renouvela le traité de 1829, et se reconnut, lui aussi, vassal du châh, que ce nouveau lien engagea à envoyer quelques troupes à Hérat, sous prétexte de contenir l'esprit turbulent de ses habitans.

Après tous les efforts que l'Angleterre avait faits pour détacher complétement le Khorassân oriental de la Perse, elle ne pouvait manquer de voir d'un très mauvais œil la réunion des deux pays, et surtout la permanence d'une garnison persane dans Hérat. Elle s'inquiéta de l'ascendant chaque jour croissant de l'autorité du châh, qui en était la conséquence naturelle. Ce fut, à la cour de Téhéran, l'objet de remontrances réitérées de la part de M. le colonel Sheil, qui, après plusieurs années d'interruption, avait renoué les relations entre l'Angleterre et la Perse. Le gouvernement persan fit d'abord la sourde oreille. Obsédé enfin et mis au pied du mur, il déclara qu'il était de son devoir de continuer les traditions de la couronne de Perse et de maintenir le pouvoir du châh sur le Khorassân oriental, qui d'ailleurs ne demandait pas mieux que de le reconnaître pour souverain. Cependant, après des menaces violentes de la part du ministre anglais, le châh lui fit proposer un arrangement par lequel il s'engageait à ne plus intervenir à Hérat, si, de son côté, l'Angleterre voulait remplir la même condition. Cette neutralité réciproque que demandait le châh avait une très grande valeur à ses yeux, car, si l'Angleterre n'agissait pas ouvertement et militairement, il était notoire qu'elle entretenait sans cesse dans la province d'Hérat des agens dont les intrigues tendaient à attirer ce pays sous son influence exclusive. C'était même là le meilleur argument que le châh pût opposer aux remontrances du ministre anglais. Ces intri-

(1) Nous avons vu en 1840 presque tous les habitans du pays autour de Bouchir porteurs d'armes anglaises de toute espèce. Voyez la *Revue des Deux Mondes* du 15 novembre 1851 pour tout ce qui concerne le district de Bouchir, la nature de ce port et l'île de Karrak.

gues en effet avaient obligé le prince d'Hérat à se ranger sous la protection de la Perse, comme à lui demander l'assistance de ses troupes. Quelque fondé que fût le gouvernement persan à réclamer la réciprocité, l'Angleterre s'arrangea de façon à éluder toute promesse, et il n'existe aucun traité signé d'elle par lequel elle ait pris l'engagement écrit qui lui était demandé (1).

Malgré la situation qui lui était faite, Seïd-Mohammet, le prince d'Hérat, n'en continua pas moins à se considérer comme le vassal de la Perse, et il exprima hautement cette conviction. Le châh de son côté, satisfait de la reconnaissance de sa suzeraineté, s'abstint de tout acte qui eût pu être considéré comme hostile par l'Angleterre. Les choses restèrent dans cet état du mois de janvier 1853 jusqu'à la fin de l'année 1855, et ainsi se passèrent les longs mois durant lesquels le châh, assiégé de démarches contraires, réussit à se maintenir neutre pendant la guerre de Crimée, ce dont les alliés devraient lui savoir gré, car il eût pu singulièrement compliquer la question en Asie.

M. Murray avait remplacé M. le colonel Sheil à Téhéran, lorsqu'un nouvel incident fit renaître la querelle entre le représentant de la Grande-Bretagne et le gouvernement persan. Le prince d'Hérat avait été assassiné; un neveu de Châh-Khamrân, l'ancien chef de cette principauté, Yousouf-Khân, prit sa place. Nasr-ed-din-Châh eut naturellement le désir, si même ce n'était son devoir, de venger la mort de son vassal, qu'il attribuait aux intrigues anglaises. Il se crut donc en droit d'envoyer au printemps de 1856 une armée devant Hérat. A la même époque, Kandahâr était tombé au pouvoir de Dost-Mohammet, prince afghan dont le caractère entreprenant faisait craindre qu'il ne poussât ses soldats victorieux jusque sous les murs d'Hérat. Dans ces conjonctures, Yousouf-Khân, qui, dans l'intérêt de sa sûreté personnelle, s'était confié à la Perse et lui avait demandé assistance, se vit, par une insurrection soudaine des Hératiens, dans la nécessité de fermer les portes de sa capitale aux troupes persanes, qui durent en faire le siége. Circonvenu et menacé, il manqua à ses sermens de vasselage vis-à-vis du châh, et, cherchant un autre point d'appui, il se retourna vers l'Angleterre, qui encouragea aussitôt l'émir de Kandahâr à porter secours aux Hératiens, et lui envoya même à cet effet des officiers, de l'argent et des armes, en attendant mieux.

Pendant que ces événemens se passaient du côté de l'Afghanis-

(1) Voici ce qu'on lisait récemment dans un important organe de la presse anglaise : « ... Ce n'était pas une convention bilatérale. L'Angleterre, elle, ne s'engageait à rien. Les engagemens de la Perse reposaient, il est vrai, sur la condition que l'Angleterre n'interviendrait pas à Hérat; *mais une condition n'implique pas une obligation positive.....* »

tan, une nouvelle complication s'était produite à Téhéran. A la suite d'une affaire ridicule, où une femme musulmane s'est trouvée compromise, M. Murray avait cru devoir amener son pavillon et quitter la Perse. Ce pays restait donc livré à ses propres inspirations ou conseillé par la Russie; mais, ainsi qu'il était arrivé à chaque rupture ou même à chaque difficulté entre la Perse et l'Angleterre, celle-ci avait menacé le châh d'une invasion dans le Golfe-Persique. Les choses suivaient leur cours de part et d'autre, l'armée persane entrait dans Hérat le 25 octobre 1856, et un corps expéditionnaire anglais partait de Bombay le 11 novembre suivant. A la suite de ces événemens, dont le résultat pouvait se faire longtemps attendre, un personnage élevé de la Perse, Farouk-Khân, partait de Téhéran, envoyé en ambassade auprès de l'empereur des Français. Cette mission, toute de courtoisie, répondait à celle qu'avait remplie notre ministre, M. Bourée, auprès du châh. Arrivé à Constantinople, Farouk-Khân se mit en rapport avec lord Stratford de Redcliffe, et, en vue d'ôter à l'Angleterre tout prétexte sérieux de faire la guerre à la Perse, il laissa entrevoir des chances de conciliation. Les démarches de l'ambassadeur persan ne manquaient pas d'habileté. Il n'était peut-être pas d'une mauvaise politique de se montrer tout prêt à faire des sacrifices qui pourraient être repoussés, mais qui devaient mettre l'adversaire dans son tort. Les ouvertures de Farouk-Khân n'eurent aucun succès auprès de l'ambassadeur anglais. Celui-ci se montra d'une hauteur telle qu'il n'y eut pas moyen de traiter avec lui. Cependant, et pour mettre tout le bon droit de son côté, sous peine même d'être taxé de faiblesse et de versatilité, d'après les conseils que lui avaient donnés les représentans de la France à Constantinople et à Téhéran, l'ambassadeur persan alla jusqu'à offrir l'abandon d'Hérat, en échange de la suspension des hostilités dans le Golfe-Persique. Cela ne faisait pas le compte de l'Angleterre, qui aspirait à autre chose encore, qui avait à cœur de faire ses frais de guerre, et qui ne voulait pas rentrer à Bombay sans avoir, par un grand coup, terrifié pour l'avenir la cour du châh. Farouk-Khân quitta Constantinople sans avoir pu, malgré ses protestations et ses concessions, rien arracher à lord Redcliffe.

L'attitude de l'Angleterre doit-elle s'expliquer uniquement par les intérêts particuliers qui ont amené la rupture entre cette puissance et la Perse, ou bien par des intérêts plus généraux auxquels se rattache l'expédition préméditée du Golfe-Persique? On en jugera. Les provinces méridionales de la Perse semblent depuis longtemps exciter la convoitise de l'Angleterre. Le sol en est fertile, bien arrosé, et les productions sont de la nature de celles qui font la richesse de l'Inde. L'indigo, le coton, la canne à sucre y viennent facilement. Ce territoire, qui avoisine le golfe, est habité par des populations qui,

sous différens noms et à cause de la diversité de leurs origines, supportent impatiemment le joug du roi de Perse; elles sont même fréquemment en état de rébellion. L'insurrection est presque l'état normal du Louristân, pays montagneux peuplé par les tribus indomptables des Lours, des Baktyaris et des Mamacenis. Il en est de même du Khouzistân. Dans l'Arabistân se trouve une population mixte, au sein de laquelle vit un grand nombre de tribus arabes. Il est facile aux Anglais d'agir sur ces tribus en raison de leur nationalité et de leur religion, qui les sépare de la Perse, car les Arabes sont sunnites pour la plupart. Ce sont principalement ces familles d'origine arabe qui occupent le littoral; elles s'étendent jusqu'à la frontière du pachalik de Bagdad. Dans le Fars sont les tribus des Karatchâders ou *tentes noires,* descendans des anciens Perses et souche de la nation persane. Elles sont nomades en grande partie, à peu près indépendantes, et ne reconnaissent d'autorité que celle de leurs khâns. Le châh les cajole plutôt qu'il ne les domine; il sait qu'il ne peut se fier à elles ni compter sur leur appui pour défendre une couronne portée par un prince d'origine turque (1). L'état de ces peuplades, sans homogénéité entre elles, sans adhérence à la monarchie des Kadjârs, hostiles même à son gouvernement, excite les convoitises et les espérances des Anglais. Ils l'ont prouvé à plusieurs reprises par l'envoi d'agens chargés d'attirer leurs sympathies du côté de l'Angleterre, par des relations clandestines avec les chefs de tribus, par des tentatives pour les détacher du châh et les pousser à l'indépendance. Il n'est sorte d'efforts que l'Angleterre n'ait faits pour prendre pied dans ces contrées. Jusqu'à présent, il faut le dire, le succès n'a pas égalé les efforts. En effet, quelque peu de goût que les populations du sud de la Perse professent pour le gouvernement du châh, la main de l'étranger, du chrétien, leur serait bien plus odieuse, et, tout en refusant foi et hommage à Nasr-ed-din-Châh, les Lours, les Baktyaris, les Arabes, repousseront toute domination venant de l'Angleterre ou d'une puissance quelconque de l'Europe.

II.

On connaît à peu près la force numérique de l'expédition partie de Bombay pour le Golfe-Persique : elle se monte à 5,000 hommes, commandés par un brigadier-général. Cette armée occupe, dit-on, l'île de Karrak et Bouchir. Cette première opération ne présentait aucunes difficultés, ce sont deux points tels que le châh ne pouvait songer à les défendre. Que vont faire les Anglais maintenant? Ils

(1) La famille des Kadjârs, qui règne en Perse depuis 1794, est issue d'une tribu d'origine turque établie sur les bords de la Mer-Caspienne au XVIe siècle.

sont à Bouchir, mais ils ne doivent pas compter sur les ressources du pays. Bouchir est la ville la plus pauvre en denrées; la campagne d'alentour ne produit presque rien et ne présente que des plages sablonneuses ou des marécages salins. Entre la côte et les montagnes qui séparent absolument le pays plat de la Perse proprement dite, on ne rencontre qu'un petit nombre de villages, habités par des populations défiantes qui émigrent facilement. Pour peu qu'elles ne soient pas aussi *charmées* de voir les habits rouges ou les cipayes qu'on se plaît à le croire en Angleterre, elles auront bien vite plié leurs tentes et cherché un refuge dans les gorges de la montagne voisine.

La Perse se soumettra-t-elle à l'Angleterre, comme on l'annonçait dernièrement? En acceptant même comme certains des bruits visiblement prématurés, il y aurait encore opportunité à discuter les chances d'une expédition anglaise en Perse. Fût-il même rayé de l'ordre des éventualités présentes, un pareil événement devrait toujours être compté parmi les éventualités futures. Admettons qu'aucun incident inattendu ne vienne modifier la situation créée par le débarquement des Anglais à Bouchir : que fera la petite troupe partie de Bombay? Si elle se cantonne à Bouchir et y demeure dans l'expectative, elle ne troublera guère sans doute le repos du châh. Le plus redoutable ennemi pour les Français en 1812 a été, comme le disait l'empereur de Russie, l'hiver moscovite; de même l'adversaire qu'auront le plus à craindre les Anglais dans le Guermsir ou *pays de la chaleur*, ce sera cette chaleur même. L'ardeur du soleil et le vent du désert, un vent qui asphyxie, le *vent de la mort*, comme on l'appelle, attaqueront l'armée anglaise sans paix ni trêve, la décimeront par les maladies, par l'atonie, et souvent frapperont les soldats comme la foudre. De plus, la presqu'île de Bouchir est séparée de la terre ferme par des marais, elle est privée d'eau potable; les tortures de la soif se joindront aux maladies qu'apporte une atmosphère embrasée et saturée de miasmes délétères. Le châh pourra, sans brûler une cartouche, voir du haut de ses montagnes les rangs de ses ennemis s'éclaircir rapidement. Nous sommes encore loin, il est vrai, de l'époque où ces fléaux du Golfe-Persique se répandent le long des côtes; mais les choses traîneront en longueur, soit à cause du caractère indécis et temporisateur des Orientaux, soit par suite d'une ruse de guerre qui engagera les Persans à attendre tranquillement les effets de la saison chaude dans le Guermsir.

Sera-t-il plus sûr pour l'armée anglaise de se porter en avant? On a supposé que, dans ce cas, elle gagnerait la petite ville de Kazèroûn, qui, mieux située que Bouchir, offrirait de meilleures conditions hygiéniques. Seulement, pour arriver à Kazèroûn, pour atteindre même un point quelconque qui soit plus salubre que le bord de la

mer, il faut nécessairement traverser les montagnes au nord de Bouchir. Or, entre la plage et Kazèroûn, les montagnes sont très profondes; elles forment plusieurs chaînes qui se relient les unes aux autres, où l'on ne passe que par des gorges étroites, et qui, très peu praticables pour des muletiers, ne le seraient pas du tout pour une armée. Il est un de ces défilés, entre autres, où un général ne saurait avoir la témérité d'aventurer ses troupes. On n'y marche que sur des roches où les fers des mules ont çà et là marqué une légère trace de sentier, mais où la main des hommes n'a jamais cherché à ouvrir un chemin. Entre des rocs gigantesques, dont la cime semble soutenir le ciel, le vide se rencontre à chaque pas. On a construit en quelques endroits de petits murs en pierres sèches qui servent de chaussées, qui s'accrochent aux saillies, et sur lesquels on passe alternativement d'un bord à l'autre par-dessus l'abîme, qu'on enjambe tantôt au moyen d'un petit pont, tantôt sur une roche jetée en travers. Entre ces masses de pierres entassées, oubliées de Dieu dans le chaos, se creuse un gouffre dont l'œil ne mesure pas le fond, et c'est au-dessus de cette crevasse béante, produite par un des craquemens de notre croûte terrestre, qu'il faudrait passer un à un, à pied, avec la lenteur imposée par l'ascension, doublée par les inévitables embarras d'une troupe marchant sur une seule file. L'art a certes bien peu fait là; mais, si inhabile et insouciant qu'il y apparaisse, il a néanmoins fourni le moyen de traverser ce passage, qui sans lui serait infranchissable. Comment ferait l'armée anglaise, si, par une prévoyance bien simple, le châh donnait l'ordre de rompre les ponts et de précipiter au fond de l'abîme tout ce qui permet à peine au fantassin le plus intrépide de poser un pied incertain?

Si par hasard les Persans oubliaient de couper le chemin, une armée européenne pourrait vaincre probablement ces obstacles naturels, quels qu'ils fussent; mais une troupe anglo-indienne peut-elle être assimilée à une armée européenne? Escortée d'un nombre considérable de serviteurs, de bêtes de somme, de femmes même, sa marche se trouve entravée d'une façon funeste dans les momens de péril. Il faut se rappeler que l'armée anglaise qui pénétra dans l'Afghanistan en 1838 comprenait 22,000 hommes, parmi lesquels on ne comptait que 12,000 combattans, dont 3,000 Européens, et que cette armée avait à sa suite, pour ses bagages, provisions, etc., 27,000 chameaux. Avec une pareille organisation, on conçoit que le passage d'un défilé devienne fort embarrassant et fort dangereux, par suite de l'encombrement et du peu de facilité qu'auraient à se mouvoir les soldats, seuls instrumens actifs au milieu d'une multitude sans défense. Il suffirait de quelques hommes déterminés, — et il s'en trouverait beaucoup, — qui du haut des rochers fissent simplement rouler des pierres, pour écraser toute une armée; il suffirait

d'une poignée de ces *tuffekjis*, qui sont bons tireurs, pour tuer un à un tous ceux qui s'engageraient dans cet étroit défilé. Et si les défenseurs de ces Thermopyles persanes, par une de ces ruses qu'inspirent les pays de montagnes, laissaient l'armée anglaise s'avancer tout entière dans ces gorges pour l'y décimer plus sûrement, elle pourrait bien y trouver un nouveau Djellalabad. Cet horrible désastre n'est pas assez éloigné pour que l'Angleterre en ait perdu le souvenir. Les passes qui mettent en communication la vallée de l'Indus avec le plateau de l'Afghanistan sont analogues à celles qui conduisent de Bouchir à Kazèroûn. Ce sont les mêmes lenteurs, les mêmes difficultés. Au siècle dernier, Nadir-Châh, voulant pénétrer dans le royaume de Delhi, fut arrêté court devant ces défilés. Il y perdit un grand nombre de ses soldats, et ne put les franchir qu'en achetant au prix de sommes énormes le droit de passe. En 1838, l'armée anglaise fut plus heureuse, mais alors un parti nombreux souhaitait son arrivée dans l'Afghanistan : elle y ramenait un souverain dépossédé par une guerre civile et regretté par les populations. Les Anglais étaient à cette époque les alliés des Afghans, et n'avaient pour adversaires que les rares partisans d'un prince qui s'était aliéné l'esprit et le cœur de la nation : il ne restait que les obstacles naturels, et ceux-là, on finit toujours par les vaincre. Dans la campagne de 1842, ce fut autre chose : les populations ne favorisaient plus l'arrivée des Anglais. Les défilés des monts Khaybers, au lieu de s'ouvrir devant leur armée, se trouvèrent fermés et garnis d'intrépides défenseurs. On sait le carnage qui se fit près de Djellalabad. Chose inouie, les troupes anglo-indiennes y furent presque entièrement anéanties! Exemple terrible, qui prouve qu'on ne peut passer de pareils défilés sans avoir pour soi ceux qui pourraient les défendre!

Dira-t-on qu'il y a d'autres chemins pour gagner les hauteurs, échapper aux vapeurs pestilentielles de la côte et menacer la cour de Téhéran de plus près? Sera-ce du côté de Darâbgherd, à l'est, ou vers Bebahân, à l'ouest? Les difficultés sont les mêmes. La chaîne de montagnes, avec ses ramifications qui s'enchevêtrent à l'infini, est fermée partout, ou ne présente que des défilés impénétrables à une armée marchant en pays ennemi. Nous sommes allé de Bouchir à Darâbgherd; nous avons pénétré au cœur des montagnes par l'anfractuosité qui s'ouvre près d'Ahram, la seule qui existe dans cette direction : voici les obstacles que nous y avons rencontrés.

Entre deux murs de rochers à pic, droits et resserrés, on marche lentement dans le lit d'un petit torrent. Il faut escalader la montagne de roche en roche et y disputer, à chaque instant, le passage aux eaux furieuses qui bondissent d'une cascade à l'autre. Les chevaux perdent pied sur la pierre, ou glissent sur une vase verdâtre qu'entretient l'eau jaillissante. Ce n'est qu'en mettant pied à terre

qu'on peut avancer dans ces assemblages confus de rocs et de broussailles. Montés, les chevaux ne pourraient s'élancer d'un roc sur l'autre, comme ils sont forcés de le faire à chaque instant. Cependant les chevaux de Perse, aussi adroits que sûrs et agiles, ne sont pas difficiles en fait de chemin. Nos muletiers, perdant une à une toutes les houris promises dans le paradis de Mahomet par leurs imprécations et leurs blasphèmes, se désespéraient et s'arrachaient les poils de la barbe. Armés d'un long bâton, nus jusqu'à la ceinture, ils sondaient la rivière, cherchaient un passage, évitaient un gouffre caché sous le niveau trompeur des eaux, et, malgré ces précautions, que de fois n'ont-ils pas dû décharger un mulet tombé dans l'abîme et incapable de se relever! Ou bien il leur fallait mettre à terre toutes les charges et jusqu'à nos selles, pour les enlever à dos d'homme, afin que mules et chevaux pussent sauter sur une roche élevée et glissante. Il faut de douze à quinze heures pour sortir de ce défilé, qui n'est, à vrai dire, qu'une crevasse formée dans la montagne par un ébranlement volcanique. Mettez là des embuscades, quelques centaines de *serbâs* abrités derrière des rochers et fusillant d'en haut, à coup sûr, sans être vus, la troupe engagée, qui ne peut ni avancer ni reculer, et dites si une armée peut passer là avec son attirail?

Sera-ce donc du côté de Bebahân, en remontant la côte, que le général anglais cherchera son chemin? Mais il rencontrera les mêmes périls, et les chances de surprises, d'attaques inattendues se multiplieront encore, car il sera en plein pays des Lours, des Baktyaris, des Mamacenis, tribus guerrières, fanatiques et sanguinaires. En dépit de l'or des Anglais, ces peuplades, quoique peu attachées au gouvernement persan, résisteraient-elles au plaisir de massacrer des étrangers, des chrétiens? Ces montagnes du Louristân sont celles-là même où Alexandre, sortant de la Suziane et assailli à l'improviste par les Mardes, dut battre en retraite : il ne parvint à s'y frayer un passage, pour atteindre Persépolis, qu'en y perdant ses plus intrépides soldats. Les cipayes trouveraient de même les Baktyaris ou les Lours armés pour l'indépendance de leur pays, sentiment qui a toujours été le trait caractéristique de leur race. Il nous paraît donc aussi difficile pour le corps expéditionnaire de faire une pointe dans l'intérieur de la Perse que de rester inactif à Bender-Bouchir.

Supposons même que l'expédition ait réussi à pénétrer dans le pays, qu'elle se soit rendue maîtresse d'une partie du Fars, et qu'elle se soit ouvert, de gré ou de force, la route de Bouchir à Téhéran : les partisans que l'or de l'Angleterre a pu lui faire dans le sud de la Perse amèneraient peut-être quelques esprits à espérer un pareil succès. On suppose donc que les premiers défilés ont été franchis, et que le châh n'a pas su profiter des avantages naturels du sol

pour arrêter les Anglais, qu'il a même poussé l'insouciance jusqu'à leur permettre de retourner contre lui, en les fortifiant et en s'en faisant un rempart, les obstacles que la nature a amoncelés dans les montagnes qui séparent le nord et le sud. Certes nous admettons bien gratuitement à leur profit une ineptie qui n'est guère admissible de la part des Persans, aussi intelligens que braves. En tout cas, croit-on que ce soit avec un faible corps de 5,000 hommes que les Anglais pourraient, nous ne dirons pas s'emparer de la Perse, mais seulement s'y installer sur un point d'une manière solide? Ce serait en conscience faire trop bon marché du patriotisme persan et des ressources militaires du châh. La Perse fût-elle prise au dépourvu par une attaque soudaine, l'invasion anglaise ferait certainement disparaître parmi les peuplades du royaume les dissentimens que les différences de race y entretiennent en temps de paix, et réunirait en un faisceau toutes les forces nationales. Que deviendrait la petite armée anglo-indienne, si elle se trouvait cernée de tous côtés, et que les communications avec ses vaisseaux fussent coupées?

Il y a peut-être un autre plan dont les publicistes anglais ne nous ont pas fait la confidence, et qui consisterait, après avoir pris Bouchir pour centre d'opérations, à occuper la Suziane, aujourd'hui le Khouzistân, pour de là commander à tout l'Arabistân, principalement au pays qui borde la mer, et s'étend, en remontant le golfe, jusqu'au Chatt-el-Arab et à Bagdad. Ce plan ne surprendrait pas ceux qui connaissent ces contrées et qui ont assisté au cheminement lent, mais progressif, de l'Angleterre. On peut le croire préparé de longue main, car voici bien des années déjà que les bateaux à vapeur que la compagnie des Indes entretient à Bassorah et à Bagdad ont exploré tous ces rivages, et que l'Angleterre prépare dans ces parages la domination qu'elle ambitionne. Grâce à ces bâtimens, il n'existe plus pour elle, depuis long-temps, de point inconnu, soit dans les eaux du golfe, soit sur le cours des deux grands fleuves qui se confondent et viennent y déboucher. Ce n'était même point assez des deux grandes artères qui forment la Mésopotamie et vivifiaient jadis l'opulente Chaldée : il fallait encore connaître tous les points attaquables, tous les côtés faibles, et pénétrer partout où les couleurs anglaises pourraient se faire voir. Dans cette intention, un bâtiment à vapeur se présenta, il y a quinze ou seize ans, à l'embouchure du Karoûn. Après avoir, non sans difficulté et à la faveur des hautes eaux, franchi la barre, il remonta jusqu'à Chouchter, la Suze de l'antiquité, qui est sur le bord du fleuve. Lorsque l'aventureux officier qui commandait ce bâtiment eut pris connaissance de la localité et des moyens d'y arriver, il voulut opérer son retour dans le golfe; mais il trouva des difficultés plus grandes aux abords de la barre, qui cette fois faillit lui être fatale. Toutefois il avait

réussi à s'assurer que le Karoûn était navigable jusqu'à Chouchter.

Afin d'entrer dans les derniers détails de cette étude de la politique anglaise au sud de la Perse, nous citerons un fait qui se rattache à cette exploration navale. Un agent anglais se trouvait dans le pays : c'était un de ces enfans perdus que l'Angleterre répand dans toute l'Asie pour nouer ou entretenir à leurs risques et périls les intrigues au moyen desquelles elle corrompt et entraîne les uns afin de vaincre et asservir les autres. On les soutient, on les encourage autant qu'on peut. Échouent-ils? Comme ils ne sont revêtus d'aucun caractère officiel, on les désavoue. S'ils réussissent au contraire et gagnent à l'Angleterre quelque population ou quelque territoire, la mère-patrie les récompense, les accrédite, et leur succès suscite des imitateurs. On peut dire que ces agens volontaires sont les nœuds qui serrent les mailles du vaste réseau sous lequel l'Angleterre retient une si grande partie du globe. Cette diplomatie inavouée étend sourdement ses racines dans le sol, et finit par le couvrir de rejetons qu'il est souvent difficile d'extirper.

Pendant qu'un bateau à vapeur remontait le Karoûn, il y avait donc dans le pays un de ces agens occultes de l'Angleterre qui y était entré au mois de juillet 1840 et s'y trouvait encore à la fin du mois de janvier suivant. Il pouvait s'entendre avec l'officier chargé de voir par quels accès il était possible de pénétrer au cœur du Khouzistân. Leur action réciproque et simultanée devait être plus efficace. Pendant que l'un s'assurait des moyens d'arriver et au besoin d'amener un corps d'armée, l'autre travaillait l'esprit des populations, leur présentant les Anglais comme des libérateurs. Tout fut mis en œuvre pour détacher cette province de son obéissance au roi de Perse, si bien que le châh, ému du danger qui menaçait sa couronne, envoya un corps de troupes au mois de janvier 1841. Il en confia le commandement à Manoutcher-Khân, gouverneur d'Ispahan, l'un des hommes les plus énergiques et les plus dévoués qu'il pût compter parmi les khâns du royaume. Les menées anglaises avaient mis le Khouzistân dans une telle agitation, que le général Duhamel, ministre de Russie à Téhéran, les prit également au sérieux. Il donna à son premier secrétaire, baron Bode, conseiller d'ambassade, l'ordre de se rendre dans la province de Chouchter, par Chiraz et Bebahân, avec mission de prendre une connaissance exacte des intrigues anglaises, d'en apprécier la portée, et de s'assurer jusqu'à quel point elles étaient de nature à exciter la sollicitude du gouvernement persan. Il devait en outre assister de ses conseils, et de l'influence que pouvait lui donner son titre d'envoyé russe, le chef de l'expédition militaire chargée de rétablir l'autorité du châh. Lorsque les troupes royales parurent, les partisans que la cupidité pouvait avoir acquis momentanément à l'Angleterre s'empressèrent de faire leur soumis-

sion; quant à l'agent qui avait fomenté cette insurrection avortée, il s'échappa. L'autorité du châh fut raffermie, et de toute cette émotion il ne resta que deux faits qui survivent et doivent éclairer l'avenir : le dessein sérieux de l'Angleterre de prendre pied dans le sud de la Perse, et le dessein sérieux de la Russie de s'y opposer.

Il est certain que le lit du Karoûn est une porte ouverte par laquelle l'Angleterre peut, au moyen de sa marine, pénétrer en Perse et porter au royaume d'Irân un coup sensible; mais si elle parvient à faire cette pointe dans les états du châh, lui sera-t-il possible de s'y maintenir, de s'y affermir, et les sentimens des habitans du pays, hostiles à tout Européen, leur caractère farouche et leur naturel belliqueux n'empêcheront-ils pas, du moins pour le moment, tout établissement permanent?

Les vues ambitieuses de l'Angleterre sur ces contrées ne sont point de date récente; mais on voyage si peu en Asie, que l'on n'en connaît guère que ce qu'en veulent bien dire les Anglais eux-mêmes. Aussi ne sait-on peut-être pas qu'il y a quelques années la compagnie des Indes ou le cabinet de Saint-James, car leurs intérêts et leur but sont les mêmes, a hasardé auprès du gouvernement ottoman une insinuation pour l'amener à vendre à l'Angleterre tout le territoire ou pachalik de Bagdad, c'est-à-dire un pays beaucoup plus vaste que l'Angleterre. Bagdad est sans contredit l'un des points les plus importans du continent asiatique. Sa position sur un grand fleuve qui descend vers l'Océan indien, sa situation à l'extrémité de l'empire turc et presqu'à la limite de celui des Anglais, touchant à la frontière de Perse et à celle de l'Arabie, lui donnent une importance incontestable comme centre d'action politique. De plus, Bagdad est au milieu d'un territoire dont la fécondité serait incalculable, si l'on y faisait revivre l'industrie des Babyloniens, et si l'on y rajeunissait l'antique civilisation chaldéenne par celle de l'Europe moderne. Des monts Kardouks au Golfe-Persique, de la chaîne des Zagres à l'Euphrate, s'étend une contrée immense, arrosée par cent rivières, traversée par les canaux de Sémiramis, dont les Romains se servirent les derniers. Partout la terre généreuse appelle la culture, et ne demande que des bras pour égaler les richesses de l'Inde ou de l'Arabie-Heureuse. Là, l'indigo, le sucre, le café, le coton, le plus beau froment, enrichiraient des milliers de colons qui y apporteraient leur science agricole, les arts d'une civilisation que le Bédouin, maître de ce pays, ne méprise que parce qu'il n'en sent pas le prix. Pour s'approprier ce pays si vaste et si beau, il faudra sans doute que longtemps encore l'Angleterre ait recours aux artifices de sa diplomatie, car il ne paraît pas probable que la fierté ottomane s'abaisse jusqu'à le vendre à prix d'or.

On se demande si l'expédition que l'Angleterre dirige contre la

Perse ne cacherait pas un projet longtemps mûri, celui de profiter de la première circonstance favorable pour s'emparer d'un littoral nouveau, convoité depuis bien des années. D'un côté, la prise d'Hérat ne balancerait-elle pas pour le châh la perte de l'Arabistân? de l'autre, la possession de tout le pays qui s'étend le long du Golfe-Persique ne serait-elle pas beaucoup plus avantageuse à l'Angleterre que la perte d'Hérat, comme boulevard, ne lui serait préjudiciable?

Une autre considération se présente. Voici longtemps que l'Angleterre cherche, par tous les moyens, à abréger la distance qui sépare la Méditerranée de ses possessions indiennes. Elle ne se contente pas du service régulier de bateaux à vapeur qu'elle a établi, par la Mer-Rouge, entre Suez et Bombay; elle a tenté déjà la voie de l'Euphrate. La proximité de ce fleuve, qui n'est qu'à trois jours de marche d'Alexandrette, offrait de grands avantages; mais le cours capricieux de ses eaux et les récifs ou cataractes qui empêchent la navigation l'ont forcée de renoncer à sa tentative, après avoir perdu un de ses bâtimens et quelques marins. Sans se décourager, elle a cherché ailleurs la ligne la plus courte pour arriver aux Indes. Aujourd'hui elle médite l'établissement d'un chemin de fer qui traverserait la Syrie, couperait la Mésopotamie, enjamberait l'Euphrate et le Tigre, pour aller déboucher quelque part sur le Golfe-Persique. On comprend combien cette voie serait avantageuse au commerce et à tous les intérêts de la compagnie des Indes, et si ce premier projet réussissait, de quelle importance ne serait pas pour l'Angleterre la possession du littoral du Golfe-Persique, qui est un pays plat, semblable aux rives du Tigre! Les rails se prolongeraient alors jusqu'à Bender-Abassi ou Ormus. De ce point extrême jusqu'à Bombay, le trajet ne serait plus que de quatre ou cinq jours par bateaux à vapeur; on pourrait réellement dire que la Grande-Bretagne et les Indes sont réunies. Sans vouloir abuser du droit d'interpréter les motifs qui font agir les gouvernemens, on arrive à soupçonner que l'occupation de l'Arabistân par le corps expéditionnaire anglo-indien est un des résultats cherchés par l'Angleterre, et qu'ainsi cette guerre se rattacherait au projet d'un chemin de fer dont les points extrêmes seraient à Alexandrette et à Ormus.

Cette nation si ambitieuse, il n'est pas étonnant de la voir méditer, élaborer, toute gigantesque qu'elle soit, une entreprise qui mettrait en communication directe la Méditerranée et la Mer des Indes. Peut-être même entre-t-il dans ce dessein quelque intention d'annihiler une entreprise rivale et française, le percement de l'isthme de Suez. Malheureusement le plus difficile n'est pas d'enfanter des projets, mais de les faire réussir, et pour qui connaît ces contrées, il est douteux que celui-ci se réalise bientôt. Comment faire passer une voie ferrée à travers des pays déserts, sans culture, par suite sans alimens,

sans eau, sans aucune des ressources que réclame une exploitation de ce genre, et où une population errante, composée de tribus nomades, hostiles, fanatiques, verra un chemin de fer avec d'autant plus d'horreur que cette création lui paraîtra plus merveilleuse? Les Bédouins n'y verront-ils pas une profanation sacrilége de ce sol que foula Mahomet et où reposent les membres de sa famille (1)? S'ils s'opposent, les armes à la main, à cette domination de la vapeur, il faudra une armée pour protéger les travailleurs, des caravanes chargées de vivres pour les alimenter. Quand les rails seront posés, il faudra, pour en assurer la conservation, maintenir en permanence cette armée, et l'échelonner sur une longueur de 1,500 à 2,000 kilomètres. Les stations devront être des postes fortifiés, et les cantonniers, même si on les enferme dans des blockhaus, ne seront pas en sûreté. Il suffit de si peu de chose pour entraver la marche d'un convoi et exposer ceux qu'il transporte aux plus grands dangers, qu'il est douteux que l'exécution de ce projet soit possible. On ne saurait invoquer en sa faveur ni les chances de succès que promettent au canal de l'isthme de Suez des études attentives, ni une sécurité pareille à celle qui règne sur la route carrossable menant du Caire à Suez, ni enfin la brièveté du parcours. Le canal et la route de Suez ont une longueur de 100 kilomètres environ : c'est la vingtième partie de la distance qui sépare Alexandrette d'Ormus, la quinzième partie de celle qui s'étend entre Alexandrette et Bassorah, si l'on veut ne pas anticiper sur l'avenir et ne prendre que la partie avérée du projet. Les Égyptiens ont l'habitude des usages ou des entreprises des Européens, qui sont nombreux dans leur pays. Méhémet-Ali, qui a donné à l'Egypte une vie nouvelle, et appelé à lui, pour l'aider dans son œuvre de régénération, les ingénieurs, les industriels, les militaires ou les négocians de l'Europe, a familiarisé les Égyptiens avec leurs travaux. Une voie quelconque peut donc être établie sans opposition dans une contrée assez rapprochée d'ailleurs du siége de son gouvernement pour que la volonté du pacha s'y fasse sentir efficacement. En serait-il de même dans les vallées du Tigre et de l'Euphrate, qui sont à des distances énormes de Constantinople, où l'autorité très contestée des chefs turcs ne s'exerce guère au-delà des villes qui leur servent de résidence? Que pourra être, dans les plaines du Djezirèh, la protection du pacha d'Orfa ou du pacha de Mossoul, exposés eux-mêmes à être tenus en échec dans les murs de ces deux villes par les Arabes ou les Kurdes? Le gouverneur de la province de Bagdad sera-t-il plus puissant sur les tribus nombreuses qui campent dans les plaines de la Mésopotamie, lui que nous avons vu, malgré les forces dont il dispose, cerné dans son pa-

(1) Dans les mausolées magnifiques de Kerbelâh, au bord de l'Euphrate.

lais et incapable de tenir la campagne? Ce chemin de fer deviendrait au contraire une source nouvelle d'embarras pour les pachas, en suscitant, parmi les populations sauvages qu'ils gouvernent, des causes de troubles et un aliment de plus au fanatisme qui les anime.

L'Angleterre, en ce moment, cherche à profiter de son alliance avec la Turquie pour l'attirer du côté de ses intérêts. On dit que la Porte est sur le point d'accorder la concession sollicitée. Céder à l'étranger une portion de territoire et d'autorité, se créer le grave embarras d'une responsabilité que les populations indépendantes de ces contrées rendraient impossible, voilà des inconvéniens qui semblaient devoir la déterminer à éluder cette demande par des moyens dilatoires, ou même à la refuser péremptoirement. On se demande quelle pourrait être l'intervention du gouvernement turc dans les complications qui naîtraient infailliblement de l'exécution de ce *rail-way* au milieu des populations de la Syrie, du Kurdistan et de l'Arabistân turc. Dans notre opinion, ou la protection de la Porte serait illusoire, ou la concession obtenue équivaudrait à une prise de possession de la Turquie d'Asie par l'Angleterre. C'est peut-être ce que cette puissance désirerait; mais est-ce à cette fin que voudrait arriver le ministère de Rechid-Pacha? Quelques esprits défians avaient vu là un moyen de faire ajourner indéfiniment ou même repousser par la Porte la sanction qu'elle doit donner au percement de l'isthme de Suez. Depuis longtemps, en Égypte, les intérêts français et les intérêts anglais sont en rivalité. Dans cette lutte toujours vive, on aimerait à ne trouver qu'une émulation utile à l'Europe. La France, à qui été octroyée par le pacha la concession du grand canal rêvé depuis tant d'années, pourrait acquérir une augmentation d'influence par ce travail gigantesque. Qui sait si l'Angleterre, en adressant à son tour au gouvernement turc une demande de concession douteuse, n'a pas l'arrière-pensée de peser ainsi sur le divan, en lui faisant de ce refus une obligation d'opposer un refus semblable à l'entreprise française? Malgré leur alliance, qui subsiste dans la politique générale de l'Europe, la France et l'Angleterre se livrent en Orient, surtout à Constantinople, un combat continuel sur le terrain des intérêts matériels.

Jusqu'à présent, nous avons toujours supposé que les Persans se défendraient seuls contre le corps expéditionnaire venu de Bombay. Cependant, si la partie était vraiment sérieuse, l'armée anglaise pourrait bien rencontrer en face d'elle d'autres adversaires que les *serbâs* du châh tout seuls. La prise d'Hérat n'aurait sans doute donné lieu à aucune objection de la part du ministre anglais à Téhéran, si la Russie ne se trouvait derrière l'armée persane, et si Hérat n'était pas considéré à Londres comme devant fournir plus

tard un avant-poste à l'armée russe. Dans le cas où l'expédition anglaise obtiendrait des avantages notables dans le sud de la Perse, la Russie enverrait peut-être au secours de celle-ci un corps d'armée qui viendrait facilement réparer ses fautes ou ses échecs. Si l'Angleterre peut sans difficulté envahir le littoral du Golfe-Persique, il faut mettre en balance la facilité plus grande encore avec laquelle, de son côté, la Russie peut faire avancer ses troupes dans la Perse, soit par la Géorgie, soit par le Khorassân. Indépendamment du cours de l'Araxe, dont la Russie est maîtresse, elle règne exclusivement sur la Mer-Caspienne. Elle y entretient une marine qui peut, à un moment donné, transporter un corps d'armée, soit à Recht, soit à Asterabad. Soit en passant l'Araxe, soit en débarquant dans le Mazenderân, la Russie n'a qu'à vouloir pour arriver en très peu de jours dans la Perse ou dans l'Afghanistan. Par terre ou par mer, elle se porterait facilement, avec tout l'attirail de guerre nécessaire, au-devant d'une armée anglo-indienne, soit au sud, soit à l'est, car les obstacles qu'elle rencontrerait n'ont rien de comparable à ceux qui arrêteraient l'armée anglaise débarquée à Bouchir.

C'est là, du reste, ce qui explique la persévérance avec laquelle l'Angleterre, qui sait si bien apprécier ses côtés faibles, cherche depuis tant d'années à établir solidement la barrière qui doit la protéger contre une rivale qui a l'avantage de la situation. Si l'on consulte en même temps la carte du nord de l'Asie et la série des événemens qui s'y sont accomplis au profit de la Russie depuis quelques années, on voit cette puissance s'accroître, s'élargir, se fortifier, sans s'arrêter jamais. En moins de trente ans, elle a conquis la Géorgie; ses navires sont devenus maîtres de la Mer-Caspienne; par là elle domine la Turcomanie, s'étend jusqu'à Khiva, en menaçant Bokhara et l'Afghanistan. Plus à l'est, elle a porté ses soldats et ses navires jusqu'aux frontières du Japon; elle a fondé un arsenal maritime sur les bords de la mer d'Okhotsk. L'expérience qu'elle a faite dans la dernière guerre lui a appris l'importance de Petropolausk, et elle travaille aujourd'hui à le rendre imprenable. Tout le cours du fleuve Amour, qui est navigable, lui appartient, et elle vient, par un traité avec l'empereur de la Chine, d'acquérir un territoire plus grand que la France, la Daourie, au nord du Céleste-Empire, ainsi que l'archipel des îles Kuriles, qui ferme la mer d'Okhotsk. La Russie, au nord du continent asiatique, forme donc un immense arc de cercle qui va de la Mer-Noire jusqu'à celle du Japon, et qui pèse sur tout le sud. L'Angleterre voit le danger, et c'est pour le conjurer, en rétablissant un équilibre qui lui échappe, qu'elle voudrait ouvrir une grande voie, non-seulement à son commerce, mais à ses forces militaires.

La partie peut s'engager d'un jour à l'autre entre deux grands peuples de l'Europe. La continuation pacifique de leurs envahissemens

progressifs ne dépend que de leur habileté à s'éviter. Malheureusement pour la Grande-Bretagne, le rôle que joue en Orient sa diplomatie et l'irritable orgueil de ses agens diminuent ses chances de succès dans une lutte où son adversaire apporte une politique non moins exigeante, mais plus polie, plus douce, plus persuasive, plus adroite. La Russie, depuis une vingtaine d'années, a gagné pied à pied dans l'Asie centrale tout le terrain que l'Angleterre y a perdu. En Perse notamment, celle-ci tenait pour ainsi dire le châh dans sa main : elle était dans ses conseils, elle avait ses officiers dans son armée; on sentait son influence partout. Un jour elle a décidé la Perse à faire la guerre à la Russie, elle l'y a aidée de son or et de ses officiers; mais elle n'a pu la rendre victorieuse, ni empêcher qu'elle ne perdît la Géorgie. Ce triste résultat a fait tomber le prestige qui l'avait jusqu'alors entourée à la cour de Téhéran. Le traité funeste de Turkmân-Tchaï se dresse toujours entre elle et le châh. D'autres causes s'ajoutent à celle-là. En suivant pas à pas la politique de l'Angleterre, en étudiant les instrumens qu'elle a mis en œuvre, en voyant les moyens acerbes, les reviremens d'opinion qui l'ont poussée à déchirer des traités, la hauteur de ses représentans, les intrigues incessantes de ses agens, on comprend comment elle a perdu peu à peu le crédit dont elle jouissait autrefois auprès du châh. Pendant ce temps, la Russie avançait; elle s'est arrêtée, l'arme au bras, sur la rive gauche de l'Araxe et sur le bord méridional de la Mer-Caspienne. Après avoir vaincu, elle s'est montrée sous des apparences généreuses : après avoir imposé à la Perse un pacte qui lui arrachait une de ses plus belles provinces, elle a paru clémente et a eu l'air de se contenter de peu, puis elle s'est retirée; mais le châh la savait près de lui, forte, attentive, amie ou ennemie, selon ses actes. C'en était assez pour qu'il inclinât de son côté et tournât le dos à l'Angleterre, qui avait failli le jeter dans les défaites les plus désastreuses. La diplomatie russe acheva à Téhéran, par ses armes courtoises, la conquête d'une cour où elle règne aujourd'hui.

Que ferait la Russie en présence d'une tentative sérieuse de l'Angleterre? Nous ne chercherons pas à le prévoir. Ce qui semble certain, c'est que la Perse ne serait pas allée prendre Hérat, si la Russie ne l'avait voulu. Cette puissance est l'alliée et la conseillère du châh, elle ne l'abandonnerait pas à la vengeance de l'Angleterre. Qu'une trève même survienne, la lutte peut renaître tôt ou tard avec des proportions redoutables. Il y a là une situation pleine de périls pour l'Orient, et bien digne aussi de l'attention de l'Europe.

EUGÈNE FLANDIN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 janvier 1857.

Telle est la marche des choses : les grandes affaires ont d'inévitables et périodiques intermittences. Elles se pressent tout à coup, elles créent une sorte de fiévreuse animation, puis elles s'effacent, elles se dispersent pour ainsi dire, et le monde rentre dans le repos après quelques jours passés à voir s'agiter les plus graves intérêts. La politique générale ne se concentre plus dans un congrès, dans une négociation; elle est un peu partout, reprenant son allure indépendante, se dissimulant souvent sous une fête, se retrouvant toujours dans l'effort de tous les peuples, de tous les gouvernemens, pour arriver à des combinaisons qui s'élaborent lentement, qui sont loin d'être réalisées encore. Un fait visible et reconnu plus que jamais aujourd'hui, c'est l'influence qu'a eue la dernière guerre sur l'ensemble des relations européennes. Il y a toujours sans doute des rapports réguliers, empreints de bienveillance, arrivant peut-être parfois à l'intimité ; il n'y a plus d'alliances permanentes érigées en dogme et réglant les mouvemens des cabinets. On le disait il y a peu de jours en Autriche, tout est devenu possible dans l'ordre des relations internationales en Europe, et c'est ce qui fait qu'on hésite, on cherche à deviner, parmi tant de choses possibles, celles qui deviendront réelles. En attendant, il y a des rapprochemens accidentels, des antipathies mal déguisées, des intérêts qui se heurtent. Il en résulte une situation générale des plus compliquées, assez curieuse à observer en elle-même, et qui reparaît toutes les fois que l'Europe est jetée en présence de quelque incident nouveau : elle s'est montrée encore dans ces derniers débats diplomatiques dont le bruit expire en ce moment à peine. Il est évident, en effet, que dans les questions qui viennent de s'agiter, il y a ce qu'on peut appeler la part des causes générales réagissant sur la politique des divers cabinets, et l'intérêt local, restreint, propre aux affaires mêmes qui étaient en jeu.

Tout l'art de la diplomatie consiste à dépouiller de telles questions de ce

qu'elles ont de général et par conséquent de plus périlleux, pour les ramener à ce qu'elles ont de particulier ou de pratique. La question d'Orient est donc sortie heureusement encore une fois de la région des complications. Ce n'est plus à Paris qu'elle s'agite; après bien des détours et des voyages, elle est revenue à Constantinople. C'est là qu'une conférence spéciale vient de préparer, d'accord avec le gouvernement du sultan, l'exécution d'une autre partie du traité du 30 mars. Des délibérations de cette conférence est déjà sorti le firman qui doit convoquer les divans dans les provinces de Moldavie et de Valachie. En un mot, c'est ici la question de la réorganisation des principautés qui commence. Une chose à remarquer dans ce firman, préparé par les commissaires européens et adopté par la Porte, c'est qu'il ne préjuge rien sur le principe de l'organisation des provinces du Danube; il n'interdit aucune combinaison, pas même celle de l'union des deux principautés. Des règles assez libérales présideront aux élections pour la composition des divans. De plus, bien que cela ne soit point spécifié dans le firman, le grand-vizir s'est engagé à respecter l'expression de tous les vœux, les manifestations électorales des candidats, et ici la surveillance de l'Europe sera, on doit le croire, assez forte pour maintenir l'efficacité pratique de cette garantie contre le mauvais vouloir trop évident des caïmacans actuels, qui n'ont d'autre pensée que de se transformer en hospodars définitifs. Cela ne signifie point assurément que la Turquie ait renoncé à combattre le principe de l'union des provinces danubiennes; mais la question reste entière en ce qui touche la libre expression du vœu des populations, et c'est là le point principal. La solution définitive appartient à la conférence qui se réunira à Paris, et prononcera en dernier ressort. Ce n'est point sans luttes, on le conçoit, que le dernier firman a été adopté dans sa forme assez large; il a rencontré notamment la résistance de l'internonce autrichien. Il n'est pas moins vrai que si le débat s'est particulièrement animé et même irrité, c'est surtout entre lord Stratford, qui continue à ne pas comprendre que sa volonté puisse trouver des limites, et le commissaire spécial anglais, sir Henry Bulwer, dont l'humeur ne paraît point s'accoutumer au joug de l'irascible ambassadeur. Bref, les deux représentans de l'Angleterre ont échangé des paroles assez dures, et le firman qui convoque les divans dans les deux principautés a fini par sortir intact de ces discussions.

Du reste, dans cette phase nouvelle où elle vient d'entrer, la question d'Orient s'agitera plus d'une fois encore à Constantinople, non-seulement parce que c'est là surtout que s'élèvent les luttes d'influences, mais encore parce que du gouvernement ottoman dépend l'exécution d'une des clauses les plus essentielles de la paix, celle qui concerne l'émancipation civile des populations chrétiennes de l'empire. Le chef actuel du cabinet turc, Rechid-Pacha, se montrera-t-il à la hauteur de cette œuvre? C'est là un autre problème. On a dit à l'origine que l'avénement de Rechid-Pacha avait été une défaite pour la France : il n'en était rien. Le prédécesseur du grand-vizir actuel, Aali-Pacha, ne tombait si facilement que parce qu'il avait hésité à se prononcer sur l'occupation des principautés et du Bosphore, et que dès-lors l'appui de la France lui manquait. Si Rechid-Pacha montait au pouvoir par le concours de lord Stratford de Redcliffe, cette intervention du ministre britannique ne rencontrait nullement l'opposition de la France. En réalité,

cet appui trop ostensible de lord Stratford n'a cessé depuis de peser sur le grand-vizir. C'est ce qui a expliqué dès le premier instant la peine qu'a eue Rechid-Pacha à former son ministère; c'est ce qui a le plus contribué à le placer dans la situation difficile où il se trouve vis-à-vis du sultan, dont le choix a été contraint, vis-à-vis du corps diplomatique, qui fait peser sur lui des soupçons souvent immérités, vis-à-vis des personnages les plus considérables de l'empire, tels que Aali-Pacha, Fuad-Pacha, Méhémet-Ali-Pacha, Méhémet-Kiprisli-Pacha et bien d'autres, qui ne veulent point se résigner à subir l'influence de l'ambassade d'Angleterre, et sans le concours desquels il n'est point cependant de combinaison politique possible. Il s'ensuit que Rechid-Pacha est réduit à mesurer chacun de ses pas, à calculer ses actes; telle est même la force des choses, qu'il semble plus soumis à l'influence de lord Stratford qu'il ne peut l'être réellement, car c'est une loi de sa position de ne point incliner exclusivement vers l'une des deux grandes puissances qui ont préservé en commun la Turquie. La tâche n'est point facile, elle deviendra plus épineuse encore lorsqu'il s'agira d'appliquer le firman qui règle les conditions nouvelles des chrétiens. Rechid-Pacha a toujours travaillé soigneusement à sa popularité en Europe; il a passé pour l'homme de la civilisation en Turquie. Il reste à traduire en réalités ces hommages si fréquens au génie, aux mœurs, à la civilisation de l'Occident. Voilà la difficulté. C'est là, il est vrai, une affaire d'avenir. Pour le moment, la question d'Orient entre dans une phase d'enquêtes, de consultations et de vérifications. Pendant quelque temps encore, elle va être à Bucharest, à Jassy, avant de revenir à Paris, où sera souverainement décidé le sort des principautés.

Maintenant où en est cette autre question qui a également agité l'Europe, la question de Neuchâtel? Elle est dans le demi-jour diplomatique, entre une crise qui finit et une négociation qui n'est point encore commencée. Quelle forme prendra cette négociation? aura-t-elle le caractère d'une entente directe entre la Suisse et la Prusse, ou d'une délibération collective à laquelle toutes les puissances prendront part? Dans ce dernier cas, où se réunirait la conférence européenne? Ce sont des points sur lesquels rien ne semble encore résolu. La Prusse tiendrait à ce que la conférence se réunît à Paris; la Suisse partage aussi cette opinion. Le choix de Paris semble devenir de jour en jour plus probable, quoique les antécédens de la question eussent pu naturellement désigner Londres. L'essentiel pour le moment, c'est que l'assemblée fédérale de Berne a sanctionné l'acte du pouvoir exécutif de la confédération, mettant en liberté les prisonniers royalistes de Neuchâtel et acceptant les bons offices de la France pour le règlement définitif de l'affaire. La Suisse, on ne peut le nier, s'est montrée animée de l'esprit patriotique le plus résolu durant toute cette crise. Elle n'a point hésité à accepter d'avance les rudes chances de la guerre, et elle s'y est préparée avec une singulière unanimité. Il est pourtant une chose qui s'est trouvée subitement aussi populaire que la guerre, c'est la paix, parce qu'après tout, le peuple suisse s'est senti délivré d'une lourde difficulté. Les seuls mécontens ont été quelques radicaux, parmi lesquels est M. James Fazy, qui a mis tout son zèle à rendre impossible cette issue si naturelle et si simple. Le jour où les conseils délibéraient à Berne, M. Fazy a eu la fantaisie bizarre de faire réunir une assemblée populaire à Genève pour attendre la décision qui serait adoptée et juger

si elle était conforme à la dignité helvétique. Les pouvoirs publics de la Suisse ont été mieux inspirés que M. Fazy. Par un acte de bon vouloir, par la libération de quelques prisonniers, ils ont rattaché la France à leur cause, et ils ont mis la Prusse en demeure de montrer le même esprit de paix, de mettre le sceau de sa propre sanction à l'indépendance définitive de Neuchâtel. Si c'est à ce but qu'aspire M. de Gasparin dans deux brochures qu'il a successivement publiées, s'il veut arriver à la consécration irrévocable de l'indépendance du canton suisse, le résultat répond à sa pensée. Pourquoi demander alors à une politique cassante et belliqueuse ce qu'on peut obtenir par la paix et par des négociations qui n'ont certes rien d'humiliant pour la fierté de la Suisse?

Un des côtés les plus curieux à observer dans cette affaire de Neuchâtel, qui a été sur le point de devenir une affaire européenne, c'est le rôle de l'Allemagne. Parmi les états à qui la Prusse avait à demander le droit de passage pour son armée, il en est qui ont déféré aussitôt à cette demande. Le grand-duc de Hesse offrait même d'aller au-devant des Prussiens quand ils entreraient sur son territoire. Les états plus voisins de la Suisse, et qui pouvaient devenir le théâtre de la guerre, y ont mis plus de réserve; ils ont attendu avant de se prononcer, et l'événement leur a donné raison. Quant à l'Autriche, elle a ressenti, dit-on, quelque froissement de voir la France exercer cette sorte de médiation à laquelle elle se croyait peut-être quelques titres. Du reste, on ne peut pas dire que le cabinet de Vienne soit venu en aide à la Prusse en cette conjoncture; il lui a plutôt créé des embarras, tout comme la Prusse créait des difficultés à l'Autriche pendant la guerre d'Orient. Une bonne manière d'arriver à ses fins en Allemagne quand on veut tout arrêter, c'est de vouloir mettre en mouvement la confédération tout entière, représentée par la diète. C'est ce qu'a essayé de faire l'Autriche, bien moins certes par un sentiment de libéralisme ou de protection à l'égard de la Suisse que par un sentiment de rivalité à l'égard de la Prusse, et pendant ce temps la crise se précipitait, l'affaire marchait à son dénoûment.

Voilà donc deux questions qui disparaissent à la fois et qui ne se survivent en quelque sorte que par ces suites inévitables qu'ont tous les incidens diplomatiques d'une certaine importance. Or, dans cette éclipse des grandes affaires, c'est la vie intérieure des peuples qui passe au premier rang. L'activité de la diplomatie, en se ralentissant, laisse apparaître cet ensemble d'institutions, de mœurs, de faits ou d'idées dont le travail incessant remplit et anime l'existence d'un pays. Quant aux faits en eux-mêmes, ils sont d'habitude peu nombreux en France, et, même quand ils se multiplient, ils conservent encore le plus souvent aujourd'hui un caractère administratif ou économique; ils touchent à des intérêts spéciaux, quand ce ne sont point des faits exceptionnels qui troublent et attristent le cours simple des choses. Politiquement, dans quelques jours le corps législatif va se réunir; ce sera la sixième session législative depuis l'établissement des institutions régnantes et la dernière de la législature actuelle. Puisque, dans un délai prochain, des élections nouvelles doivent avoir lieu pour la formation d'un nouveau corps législatif, puisque le pays ne peut rester indifférent à un acte de la vie publique aussi grave, il est tout simple aussi que bien des esprits se soient préoccupés d'une affaire déjà soumise à divers tribunaux, et qu'on

a appelée l'affaire des bulletins électoraux. Les bulletins d'élections portant le nom des candidats peuvent-ils être librement distribués avant le scrutin? Doivent-ils au contraire être soumis à l'autorisation préalable des pouvoirs administratifs? La loi de 1850, qui prescrit cette autorisation pour la distribution et le colportage des livres, écrits et brochures, a-t-elle voulu comprendre dans ce mot d'*écrits* de simples bulletins de vote contenant un nom ou plusieurs noms, et rien de plus? Voilà la question litigieuse qui a été déjà l'objet de plusieurs arrêts, qui a divisé la magistrature elle-même, que des jurisconsultes éminens ont traitée avec une grande force dans une lumineuse consultation, et que la cour de cassation à son tour vient de trancher souverainement dans le sens de la nécessité d'une autorisation préalable pour la distribution des bulletins électoraux. La difficulté que cette jurisprudence éprouve à s'établir indique assez la gravité de ces débats, auxquels s'attachait un intérêt politique de premier ordre, puisqu'il s'agissait de tracer les limites de la liberté électorale et de l'action discrétionnaire du pouvoir administratif.

La vie publique est un composé de bien des élémens dissemblables, de tous les faits qui se groupent, se succèdent et passent. A travers cette succession de choses qui ont un sens profond, qui sont le produit d'un esprit général, et qui finissent par former l'histoire d'une époque, n'y a-t-il pas un moment où on est tenté de se demander d'où on vient, quel chemin on a parcouru, où on est arrivé, et vers quel but on se dirige? Le difficile est parfois de faire la réponse. — *Où en sommes-nous?* C'est la question que M. le docteur Véron s'adresse à lui-même dans un livre auquel il a donné cet autre titre de *Quatre ans de Règne,* sans doute pour circonscrire ses recherches et leur donner un but précis. M. Véron est un homme heureux, qui protége la politique et les lettres, et qui se sent trop porté peut-être à donner des consultations avant qu'on ne les lui demande. Ces consultations ont du reste le mérite d'être désintéressées et de venir d'un praticien d'expérience. Où en sommes-nous? se dit à lui-même M. Véron, et il promène son regard sur ces quatre années. Il compte les choses accomplies, il énumère les lois votées. La presse, le corps législatif, le sénat, le conseil d'état, les ministères, M. Véron passe tout en revue. On a là un résumé de la situation actuelle avec la biographie des hommes, avec le degré de température de chaque corps public, avec la décomposition du mécanisme des institutions et des lois. L'auteur de *Quatre Ans de Règne* décrit surtout, pour les avoir éprouvées, les anxiétés d'un directeur de journal, toujours obligé de savoir ce qui est permis et ce qui n'est point permis. Ces esquisses sont assez curieuses par un certain mélange d'optimisme et d'indépendance. Le livre de M. Véron eût peut-être fait moins de bruit sans une bonne fortune qu'il doit apprécier : il se trouve tout à coup l'objet des railleries et des critiques, qui lui arrivent parfois des points les plus imprévus. Pourquoi donc ces rigueurs inexpliquées? Est-ce parce que M. Véron a écrit un livre de plus, un chapitre de plus de ses *Mémoires d'un Bourgeois de Paris?* Ce n'est pas probable; c'est peut-être alors parce que dans ces pages de *Quatre Ans de Règne* le bourgeois de Paris exprime respectueusement l'opinion que, toute garantie laissée à l'ordre public, il n'y aurait qu'avantage à alléger les conditions de la presse, à donner un peu de jour aux discussions du corps législatif. C'est là en définitive la

moralité de ces pages, et M. Véron n'a écrit son livre, selon toute apparence, que pour dire ces quelques mots. Qui sert le mieux le gouvernement, de M. Véron, qui parle ainsi, ou de ses contradicteurs, qui, sans aller droit à la difficulté, l'attaquent parce qu'il a ainsi parlé? C'est certainement M. Véron. La liberté, non la liberté licencieuse et violente, mais la liberté réglée par les lois, dirigée par un sévère sentiment moral, et invoquée un jour par l'empereur lui-même comme le couronnement de tout édifice social, — cette liberté a un grand mérite, elle fortifie le pouvoir qui s'appuie sur elle. La liberté politique mesurée selon les temps a un autre avantage : elle assainit l'air, elle donne un but aux esprits, qu'elle relève à la hauteur des nobles spéculations. Quand elle disparaît, les esprits, ou du moins une multitude d'esprits, se laissent aller à toute sorte de malsaines occupations. Ils ne touchent pas à la vie publique, aux hommes publics, il est vrai; ils se tournent vers la vie privée, vers tout ce qui est du domaine le plus intime. On se repose de la fatigue de penser par la facilité de la diffamation et de l'injure. Il se propage on ne sait quel goût de travestissemens, de biographies équivoques, de divulgations hasardeuses qui ne respectent rien, et la morale publique n'est pas moins atteinte à coup sûr par ce travail injurieux appliqué à la vie privée que par une injustice dans la discussion des intérêts politiques.

C'est là un point que M. Véron a oublié de traiter dans son livre. *Où en sommes-nous?* Cette question que l'auteur de *Quatre ans de Règne* s'adresse à lui-même en matière politique, on pourrait l'étendre et l'appliquer à d'autres faits. On ne connaîtrait point au juste certains phénomènes contemporains, si on ne voyait de temps à autre surgir quelques-uns de ces petits livres qui montrent comment certaines idées, filles des révolutions, survivent à travers tout, excellent à prendre toutes les formes, à saisir toutes les occasions de se produire, et en viennent à se croire inoffensives, parce qu'elles ne parlent plus le langage de la violence. *Pourquoi des propriétaires à Paris?* Voilà une autre question qu'on se faisait récemment dans une brochure de quelques pages. Pourquoi des propriétaires à Paris effectivement? pourquoi même des propriétaires en France ou ailleurs? La propriété suppose du travail, de la prévoyance, elle est la source de mille ennuis. Elle met la haine entre celui qui possède et celui qui ne possède pas, elle crée l'antagonisme du locataire et du propriétaire. L'organisateur social inconnu a un remède bien simple pour tous ces maux. Il propose l'expropriation universelle de tous ceux qui possèdent à Paris. C'est la ville qui sera désormais l'unique propriétaire. Elle aura une légion d'architectes, d'entrepreneurs, de constructeurs. Les concierges seront élevés au rang de fonctionnaires publics. Les anciens propriétaires seront indemnisés au moyen d'obligations immobilières et seront ainsi délivrés de tout souci. Le prix des loyers baissera immédiatement, parce qu'il est bien clair que la ville de Paris se hâtera de mettre la main à l'œuvre et de loger chacun suivant ses ressources, et tout le monde sera content! Ne dites point que c'est là un petit livre obscur, venu on ne sait d'où, écrit on ne sait par qui, et lancé un jour à l'aventure dans le tourbillon des billevesées humaines. Le mérite involontaire et très relatif de ce petit livre, c'est qu'il laisse voir cette tendance universelle à tout absorber dans un pouvoir collectif anonyme, à chercher toujours un refuge dans l'état. Y a-t-il

une crise monétaire, on demanderait volontiers au gouvernement de décréter le cours forcé des billets de la Banque. Les chemins de fer font-ils parfois trop sentir le poids de leur monopole, on en vient à penser que l'état devrait s'emparer de toutes les voies de communication. Si la vie devient difficile à Paris, c'est encore à l'état qu'on demande de décréter un maximum de location, ou, ce qui est bien mieux, de devenir le propriétaire universel. En tout cela, que devient la pauvre individualité humaine? Elle disparaît dans une subordination vulgaire; elle perd la conscience de son être, de ses droits et de son pouvoir, aliénant une à une toutes ses facultés. Et l'état lui-même, que gagnerait-il, si cette transformation pouvait se réaliser? Ayant la responsabilité universelle, il deviendrait le point de mire de toutes les haines, de toutes les passions faméliques, qui lui demanderaient compte des souffrances qu'il n'aurait point épargnées. L'état a ses droits, qui sont des droits de gouvernement, et l'individu a les siens par le travail, par la prévoyance, par la pensée, qui constituent l'indépendance et la noblesse de la personnalité humaine.

Il y a depuis quelques jours en Italie un double et curieux spectacle. L'empereur d'Autriche a parcouru les états vénitiens, la Lombardie; il est en ce moment à Milan. D'un autre côté, le Piémont vient d'avoir il y a peu de temps une brillante discussion parlementaire où les divers orateurs se sont efforcés d'expliquer de nouveau le rôle de leur pays au-delà des Alpes. Le voyage de l'empereur François-Joseph en Italie a cela de caractéristique qu'il a commencé gravement, froidement même, si l'on veut, et qu'il s'achève dans des conditions bien meilleures. A quoi cela est-il dû, si ce n'est au sentiment libéral dont le jeune souverain a laissé à chaque pas quelque témoignage, et qui vient de s'attester par une amnistie entière et complète? En entrant en Italie, François-Joseph avait accordé quelques grâces partielles : il levait le séquestre mis il y a quelques années sur les biens des émigrés lombards. Arrivé à Milan, il a fini par promulguer cette dernière amnistie, qui dissout la cour spéciale établie à Mantoue et annule toutes les condamnations, toutes les poursuites pour causes politiques. Cette mesure semble avoir produit sur l'opinion une influence aussi soudaine que favorable, une influence qui serait sans nul doute plus durable, si l'empereur d'Autriche profitait de son séjour à Milan pour accomplir quelques réformes dans l'administration de la Lombardie. Rien ne peut faire certainement que l'Autriche ne soit point l'Autriche en Italie; mais si les impériaux n'ont point la popularité, ils peuvent du moins désarmer dans une certaine mesure les susceptibilités nationales par un système d'administration équitable et intelligent. C'est un à-propos singulier assurément qui a mis en regard du voyage de l'empereur François-Joseph à Milan les discussions parlementaires récemment agitées dans le parlement de Turin. Une interpellation d'un député radical, de M. Brofferio, a provoqué le gouvernement à s'expliquer. Il ne s'agissait de rien moins que d'établir la position du Piémont après la guerre d'Orient. Le rôle qu'a joué le Piémont a-t-il été sans avantages pour lui? Il a eu sa part dans la gloire commune, il a acquis le droit de se faire entendre sur les intérêts italiens, il s'est fait une grande situation. N'est-ce donc rien? Il est vrai qu'après avoir parlé pour l'Italie, le Piémont n'a rien fait, c'est-à-dire que le cabinet de Turin est resté un gouvernement conser-

vateur. Voilà justement ce que M. Brofferio lui reproche. — Quoi! dit le député radical, une échauffourée a lieu à Modène, une insurrection éclate en Sicile, une souscription est ouverte pour offrir dix mille fusils à la première province qui s'insurgera, et vous ne faites rien pour appuyer ces manifestations! M. de Cavour n'a rien fait vraiment pour seconder tout cela, et c'est justement pour cette raison que le cabinet de Turin reste un pouvoir conservateur dévoué à l'indépendance nationale, non à la révolution. Les dernières mesures adoptées en Lombardie, la levée du séquestre sur les biens des émigrés, semblaient rendre possible un rapprochement de convenance entre l'Autriche et le Piémont. Par malheur, un dernier incident est survenu : un sénateur piémontais, M. Plezza, a été expulsé de Milan. Cette rigueur outrée n'a point manqué d'être ressentie à Turin, et c'est ainsi que les nuages se succèdent entre les deux états.

L'Espagne à son tour rentre ou va décidément rentrer dans l'ordre constitutionnel. Après bien des épreuves, elle se replace par degrés dans les conditions où elle a vécu durant dix années jusqu'à la dernière révolution. Il y a quelques jours encore, une indéfinissable incertitude semblait peser sur toutes les situations au-delà des Pyrénées, et cette incertitude avait cela de grave, qu'elle pouvait entretenir les espérances des partis extrêmes. Le chef du cabinet espagnol, le général Narvaez, a senti la nécessité de ne plus laisser les esprits en suspens, et, avec autant de coup d'œil politique que de décision, il a proposé à la reine une mesure de premier ordre dans les circonstances présentes, la convocation des cortès. Le décret, qui a paru récemment, fixe au 1er mai la réunion des chambres. Si l'on remarque que les listes électorales qui servent à la nomination des députés doivent être en partie l'œuvre des municipalités, et que ces municipalités elles-mêmes n'existent pas encore, qu'elles vont être élues seulement d'ici à peu de jours, il sera facile de voir que l'époque fixée pour la réunion des cortès ne pouvait guère être plus prochaine, et cela seul indique à travers quelles difficultés le cabinet du général Narvaez a dû marcher depuis quelques mois. Il a fallu réorganiser l'administration publique, faire revivre en tous ses détails une légalité disparue, rajuster les pièces d'une machine mise en lambeaux par la révolution. Dans la pensée du gouvernement, la convocation des chambres n'est que le couronnement d'une série d'actes tendant à replacer l'Espagne dans un ordre régulier. Le sénat revient à la vie tel qu'il était en 1854, la veille de la révolution. C'est la loi électorale de 1846 qui va régler les prochaines opérations du scrutin pour la nomination des députés.

Qu'on ne croie pas que cette loi à laquelle on revient aujourd'hui soit une œuvre de réaction. En général, toute cette législation politique et administrative qui se rattache aux années 1845 et 1846, c'est-à-dire à l'une des périodes les plus actives du règne des opinions modérées, cette législation, disons-nous, est d'un esprit libéral autant que sage. La loi électorale en particulier n'est nullement restrictive. Il faut avoir vingt-cinq ans et payer 1,000 réaux de contributions pour pouvoir être nommé député. Un cens de 400 réaux ou 100 francs confère le droit d'élection, et ce cens est réduit de moitié pour les docteurs, licenciés, magistrats, professeurs, employés, officiers, en un mot pour tout ce qu'on nommait autrefois les capacités dans la langue politique.

Le congrès se compose de trois cent quarante-neuf députés élus par districts, non par provinces. C'est sous l'empire de cette loi que va se rouvrir le scrutin. Ainsi, dans un court intervalle, les municipalités vont être reconstituées, l'élection des députés est fixée au 25 mars, peu après la session législative s'ouvrira à Madrid, et l'Espagne se retrouvera avec une représentation légale, régulière. La meilleure preuve que cette mesure répondait à une nécessité publique réelle et profonde, c'est que le décret de convocation des cortès a été en quelque sorte un soulagement pour tout le monde; il a été universellement considéré comme un gage de raffermissement et de sécurité. On ne doutait point de la pensée véritable du général Narvaez, on croyait aux embarras de sa situation et aux difficultés qu'il rencontrait; ces difficultés, le président du conseil les a tranchées en homme d'état qui sait prendre une résolution au moment voulu.

Maintenant est-ce à dire qu'il ne reste plus rien d'épineux et de problématique dans les affaires actuelles de l'Espagne? Le gouvernement a pris une heureuse initiative en faisant appel aux conseils légaux du pays pour donner une sanction définitive au rétablissement de toute une légalité brisée par la dernière révolution; mais cette situation, il est évident qu'elle ne peut s'affermir et redevenir durable que si elle s'appuie sur une force politique compacte, sur un parti puissant et organisé. En un mot, c'est ici la question de l'union de toutes les forces conservatrices de l'Espagne. Malheureusement il n'est point certain que cette union existe. Toutes les divisions accumulées depuis quelques années dans le sein du parti modéré semblent au contraire se faire jour de temps à autre par de curieuses polémiques. Récemment un journal qui passe pour être inspiré par M. Gonzalez Bravo entreprenait la plus singulière campagne contre ce qu'il appelait le *santonismo*, les *santones*, ou en d'autres termes les *burgraves*, qui ne sont autres que les anciens, les hommes les plus considérables du parti. Cette diversion assez excentrique, tentée au profit de ce qu'on nommait, il y a quelque dix ans, *la Jeune-Espagne*, paraît avoir été motivée par la crainte de voir le général Narvaez se rapprocher trop intimement des anciennes notabilités du parti conservateur, de M. Mon par exemple. Il s'est élevé il y a peu de jours, dans la presse modérée de Madrid, une polémique bien plus sérieuse. Il ne s'agit ici de rien moins que de la réforme de la constitution de 1845, de cette constitution à peine rétablie depuis quelques mois. Toutes les fractions de l'opinion modérée ont pris part à cette polémique, et sous les paroles des journaux, à travers leurs indications ou leurs réticences, il est facile de distinguer les tendances et les vues des principaux hommes publics. Si les mêmes luttes ont existé au sein du ministère, elles se sont dénouées au profit des idées constitutionnelles par la réunion des chambres. Il est vrai que, dans l'exposé des motifs qui précède le décret de convocation des cortès, le gouvernement parle de la nécessité d'adopter, d'accord avec les chambres, diverses mesures qui touchent à la législation politique actuelle. Ces mesures auraient pour objet de rehausser l'éclat du trône, de garantir la conservation des noms illustres de l'Espagne, de régulariser les discussions parlementaires sans en affaiblir l'efficacité. Quelque vagues que soient ces indications, ce serait évidemment en outrer le sens naturel que d'y voir la pensée d'une réforme constitution-

nelle complète, que rien ne nécessite dans l'état de la Péninsule, et qui serait la contradiction de tous les antécédens des membres les plus importans du ministère. En définitive, ce qui paraît le plus clair en tout cela, c'est que les règlemens intérieurs des chambres seront modifiés de façon à empêcher des discussions oiseuses et des interpellations trop fréquentes. Il est possible aussi que l'élément de la grandesse soit fortifié dans le sénat, ce qui n'a certes rien de contraire à la liberté vraie. Ces modifications, dans tous les cas, ne seront faites qu'avec le concours des chambres : là est l'essentiel. En procédant ainsi, le général Narvaez compte sans doute offrir une satisfaction aux partisans d'une réforme tout en maintenant dans leur intégrité le principe et les garanties du régime constitutionnel. S'il réussit, il aura eu le mérite une fois de plus de rallier toutes les fractions du parti conservateur sur un terrain commun, dans une œuvre commune. Cette union des forces modérées est aujourd'hui la première condition de l'affermissement d'un régime régulier au-delà des Pyrénées.

Les grandes questions ne sont point certainement absentes dans l'histoire contemporaine du Nouveau-Monde, mais elles disparaissent tellement dans les petites convulsions, dans les mille péripéties de conflits obscurs, qu'elles semblent ne plus exister; elles ne se font jour qu'entre deux révolutions, entre deux éruptions d'anarchie. Pendant quelque temps, on n'a vu dans les affaires de l'Amérique centrale que la querelle survenue tout à coup entre les États-Unis et l'Angleterre. Cette querelle s'est apaisée comme tant d'autres, des traités ont été signés, l'Angleterre vient de renouer ses rapports diplomatiques avec les États-Unis par la nomination d'un nouveau ministre à Washington, et la pauvre Amérique centrale reste avec son désordre, ses guerres civiles, surtout avec cette domination étrange qui est allée s'établir au cœur du pays, il y a bientôt deux ans. Depuis deux ans, il n'y a point d'autre question que celle de savoir comment se dénouera cette bizarre aventure de William Walker. Au demeurant, en plein XIXe siècle, à la lumière de la civilisation moderne, c'est une de ces invasions de bandits comme on n'en vit jamais au temps de la découverte de l'Amérique. Voici en effet quelques hommes qui, sans motif, sans mandat, poussés par leur seule audace, tombent sur un petit état, et lui font subir tous les outrages de la conquête sans être des conquérans. Walker, on s'en souvient, se glissait dans le Nicaragua comme auxiliaire de l'un des partis intérieurs; bientôt il levait le masque, il procédait à un simulacre d'élection populaire qui lui décernait la présidence et il restait seul avec ses compagnons d'aventures au milieu du pays, dominant par la force, abandonné des quelques nationaux auxquels il avait d'abord fait illusion. C'est alors que la résistance a commencé. Costa-Rica a déclaré la guerre aux flibustiers campés au milieu de l'Amérique. Les autres états, Guatemala, Salvador, n'ont point tardé à joindre leurs armes à celles de Costa-Rica. Dans le Nicaragua même, des insurrections se sont organisées, et si cette situation se prolonge encore, cela ne s'explique que par les difficultés qu'éprouvent ces petits états à combiner leurs mouvemens, à faire agir leurs forces avec ensemble pour frapper un coup décisif sur l'ennemi. Dans cette lutte où des armées de cinq cents hommes sont occupées à se poursuivre, Walker n'a évidemment montré aucune espèce de talent supérieur, il n'a

montré que de la ténacité et une certaine habileté à réparer ses pertes, à dissimuler ses faiblesses. Ses compagnons eux-mêmes ne se font point illusion sur sa capacité; mais ils sont associés à sa fortune, ils sont cernés au centre de l'Amérique, et ils sentent qu'ils n'ont d'autre moyen de salut que la discipline sous cet étrange chef. Quant à la nature de cette domination, elle se laisse voir dans tous les actes de la dictature *yankee*. Walker, resté seul maître, a rétabli l'esclavage au Nicaragua. Il fusille ses adversaires et il confisque leurs propriétés. Il s'empare des fermes qui sont à sa convenance pour les livrer à quelques spéculateurs américains qui lui fournissent des ressources; il livre le reste au pillage, et il ne peut demander, on le conçoit, plus de scrupules à ses soldats qu'il n'en montre lui-même. Quelle était la pensée de Walker dans cette violente entreprise? On a cru qu'il n'avait d'autre dessein que de s'emparer du Nicaragua pour l'annexer aux États-Unis. Voici cependant que d'indiscrètes révélations d'un de ses complices le laissent voir préoccupé d'idées beaucoup plus personnelles. Il aurait songé à créer sous sa domination une république intermédiaire avec l'Amérique centrale et Cuba, qu'il s'agissait toujours bien entendu d'enlever à l'Espagne. « Non, disait-il assez bizarrement en parlant de Cuba, cette belle contrée n'est pas faite pour ces barbares *Yankees*. Qu'est-ce que ces chanteurs de psaumes feraient de cette île? » Les chanteurs de psaumes n'ont point goûté beaucoup la révélation, et il est certain que Walker est tombé dans un notable discrédit aux États-Unis, tandis que d'un autre côté cette incroyable aventure semble toucher à sa dernière période sur le sol même de l'Amérique centrale. Les forces coalisées des divers états centro-américains ont occupé successivement les principales positions, les villes de Leon, de Rivas, de San-Juan del Sur. Walker s'est vu bientôt cerné de toutes parts; il a essayé de briser le cercle en marchant sur Masaya, où il comptait rencontrer les armées alliées; mais il a été battu, et il a été obligé de se replier vers Granada, le seul point qui lui reste. Il s'est enfermé dans une sorte de citadelle, après avoir brûlé la ville elle-même par un dernier acte de vandalisme, et c'est devant les ruines de Granada que semble devoir se décider aujourd'hui la question. Il est douteux que Walker parvienne à se relever des défaites successives qui l'ont frappé, et qui ont déconsidéré sa cause aux yeux de ceux-là mêmes qui ne voient que le succès. Quant à l'Amérique centrale elle-même, il y a toujours un fait à noter : jamais, à coup sûr, une entreprise de ce genre n'eût été possible sans la misérable anarchie qui désole et énerve ces contrées. Maintenant, que Walker disparaisse, cette anarchie ne se montrera-t-elle pas de nouveau? Cette incurable faiblesse de populations incohérentes ne restera-t-elle pas l'éternel appât des envahisseurs?

C. DE MAZADE.

REVUE MUSICALE

Si, comme le dit un vieux proverbe, — et tous les proverbes sont vieux, — *tout ce qui brille n'est point de l'or*, on peut affirmer également que tout

ce qui retentit et résonne dans les théâtres lyriques de Paris n'est pas toujours de la musique. Ce mot de musique, sous lequel les Grecs entendaient tant de choses, c'est-à-dire presque l'ensemble des connaissances humaines, a aussi chez les peuples modernes des significations très diverses. Il en est de la musique comme de la poésie, sa sœur; il y en a pour tous les âges, pour toutes les conditions et pour toutes espèces d'oreilles. Tel qui se délecte aux flons flons d'un pont-neuf restera insensible à une symphonie de Beethoven, et celui qui s'extasie à une représentation du *Trovatore* de M. Verdi pourra bien n'éprouver qu'un mortel ennui à écouter *Guillaume Tell* de Rossini, le *Freyschütz* de Weber, ou mieux encore les beautés suprêmes du plus parfait des chefs-d'œuvre, nous avons nommé le *Don Juan* de Mozart. Et pourtant, sous la diversité de ces goûts mobiles, il y a un goût permanent; sous ces sensations transitoires de la nature humaine, il existe une loi du beau qui ne vit pas, comme la rose, seulement l'espace d'un matin. C'est donc avec raison, dit La Bruyère, qu'on dispute des goûts, car il ne peut pas y avoir de vérité sans erreur, et le beau suppose l'existence de son contraire, monseigneur le laid. C'est ce que les philosophes appellent la simultanéité du fini et de l'infini, dualité inévitable dans l'esprit humain, clair-obscur qu'on retrouve dans toutes les manifestations de la vie. Pour nous qui supportons le poids du jour à travailler humblement à la vigne du Seigneur, sans méconnaître le prix des choses qui passent et qui durent plus d'une semaine, nous ne cachons pas que nous avons un grand faible pour ce genre de musique et de poésie qui, comme dit la chanson, « est de toutes les saisons. »

Voulez-vous des succès? Nous en avons les mains pleines. Depuis l'Opéra jusqu'aux Bouffes-Parisiens, où M. Offenbach vient de donner une nouvelle édition de *Robert le Diable*, approprié à la taille de ses *fantoccini*, on n'entend qu'applaudissemens, ovations triomphales, où les virtuoses et les compositeurs sont traînés à la barre de l'admiration publique. Heureux pays, heureuse époque qui ne sait plus à quel chef-d'œuvre se vouer! Mais procédons avec ordre, et puisque c'est M. Victor Massé qui est venu le premier au moulin, prenons d'abord son sac portant l'étiquette de *la Reine Topaze*. Qu'est-ce donc que la reine Topaze? D'où vient-elle? quels sont ses faits et gestes pour faire tant de bruit dans le monde? Elle vient du fond de l'Orient, et c'est l'une des mille métamorphoses d'un type de bohémienne suffisamment connu, qui a été créé et mis au monde par Cervantes dans une charmante nouvelle, que M. Victor Hugo a baptisé du nom d'Esmeralda, et que M. Scribe a reproduit ensuite sous toutes les formes. Dans *les Diamans de la Couronne*, elle se nomme Catharina, et M. Clapisson l'a particulièrement connue sous le nom de Fanchonnette. La reine Topaze est comme le *solitaire* de feu M. d'Arlincourt, elle voit tout, elle entend tout, elle est partout. Elle règne en souveraine dans *Venezia la bella* à la barbe de l'inquisition et du conseil des dix. Recueillie et protégée par un certain capitaine d'aventure qui se nomme Rafaël, elle lui a voué une reconnaissance si vive que cela peut bien passer pour de l'amour. Sur ce fond de légende ajoutez tous les incidens et toutes les intrigues que vous pourrez imaginer pour égayer le public pendant trois mortels actes, et vous connaissez l'histoire de la reine Topaze, qui n'est rien moins que la dernière des Salviati, grande famille vénitienne. Elle épouse, comme vous le pensez bien, le capitaine Rafaël, au grand déplaisir

d'une méchante rivale, la comtesse Filomèle de Vicence. Tel est le conte bleu de MM. Lockroy et Léon Battu, qu'on assure être des gens d'esprit.

Il y a longtemps que M. Victor Massé joue du chalumeau le long des ruisseaux limpides, et qu'il fait retentir les bois d'alentour de ses rustiques roucoulemens. Il y a longtemps qu'il aspire à l'honneur de pouvoir s'écrier avec le poète de Mantoue :

> Ille ego, qui quondam gracili modulatus avena
> Carmen.....

et tout ce qui s'ensuit. L'auteur gracieux de *la Chanteuse voilée*, de *Galathée*, des *Noces de Jeannette*, de *la Fiancée du Diable* et des *Saisons* a-t-il enfin réussi à courir pendant l'espace de trois actes sans perdre haleine? La musique de *la Reine Topaze* est-elle plus neuve et d'une distinction moins maniérée que celle qui lui a valu déjà tant de jolis succès tempérés par un peu d'ennui? C'est ce qu'il nous reste à voir.

Passons vite sur l'ouverture, qui n'a rien qui mérite de fixer notre attention. Aussi bien ce qu'on appelle la jeune école moderne en est arrivé à ne plus pouvoir écrire une de ces petites préfaces de musique instrumentale qui disposent l'auditeur à écouter patiemment l'ouvrage qu'on lui a promis. Six jeunes seigneurs qui, par un beau matin de printemps, débusquent sur une petite place de Venise, chantent un léger sextuor : *Ah! quelle fête! ah! quel plaisir!* d'une harmonie suave, et que nous préférons au morceau qui vient après, un chœur à deux parties, dont la cadence à l'unisson soulève l'enthousiasme prémédité du parterre :

> Nous sommes six seigneurs qui, pour la même femme,
> Brûlons des mêmes feux...

Après cette introduction, heureusement disposée, le capitaine Rafaël, qui vient à la rencontre des beaux seigneurs vénitiens, raconte son histoire sur un rhythme saillant : *Je suis capitaine d'aventure!* La réponse du chœur et l'accompagnement de l'orchestre encadrent ces couplets de manière à en atténuer la vulgarité. Nous préférons la romance que chante encore le capitaine Rafaël :

> Beau cavalier, marche toujours!

dont la mélodie et l'accompagnement sont très recherchés, comme tout le premier acte. La prière nasillarde des deux bohémiens dont la reine Topaze se fait suivre ne manque pas d'une sorte de caractère. Il y a dans l'accompagnement une spirale dessinée par le basson qui est d'un effet piquant. La fantaisie vocale où la reine Topaze donne une définition allégorique du vol de l'abeille est charmante, finement accompagnée et bien supérieure aux vocalises prodigieuses que Mme Miolan débite sur l'air du *Carnaval de Venise*. Le trio syllabique entre les deux bohémiens et la reine Topaze, dont ils viennent d'exécuter un ordre difficile :

> Il est là, le voilà,

est ingénieux, bien en situation et toujours élégamment accompagné. Dans ce premier acte, qui est le plus long et le mieux réussi de l'ouvrage, nous

pouvons encore signaler quelques jolis détails d'un duo de soprano et ténor entre Rafaël et la reine Topaze, le chœur des gondoliers, qui se chante derrière les coulisses, et qui ne vaut pas certes celui de *la Reine de Chypre*, un vrai chef-d'œuvre, et l'*andante* plein de distinction de l'air de soprano que chante toujours la reine Topaze :

Adieu, rêve de bonheur!

et dont l'*allegro* pourrait être supprimé sans grand dommage pour la gloire du compositeur.

Le second acte s'ouvre par un dialogue en deux couplets :

Rira bien celui-là
Qui le dernier rira,

que la reine Topaze et Rafaël chantent tour à tour en exprimant leur gaieté par des éclats de rire heureusement enchâssés dans quelques notes chromatiques bien choisies. Le duo pour soprano et baryton entre Annibal, un viveur riche, sot et prétentieux, qui sert de pivot à toute l'intrigue de la pièce, et la comtesse Filomèle, une franche coquette dont il est amoureux, ce duo pourrait être aussi supprimé, ce qui ferait ressortir d'autant l'espèce de septuor syllabique pour voix d'hommes, et qui est détaillé avec beaucoup d'adresse. C'est au milieu de la fête que donne le vaniteux Annibal dans un palais magnifique, où l'on reconnaît l'imitation du tableau de Paul Véronèse qui est au musée du Louvre, que Mme Carvalho chante les variations sur l'air du *Carnaval de Venise*, où elle jette toutes les notes de son gosier et plus encore. Dans la troisième de ces variations, la cantatrice oppose avec un art infini les quelques notes de poitrine qu'elle possède avec celles qui forment le registre supérieur. C'est par ce jeu de bascule que se termine ce divertissement vocal au milieu d'applaudissemens frénétiques. Ce que c'est que de nous pourtant! Enfin le finale du second acte, beaucoup trop long, commence par un chœur de bohémiens qui envahissent le palais du fastueux Annibal. On ne remarque dans cet ensemble un peu confus que la complainte des deux bohémiens qui sont les *loustics* de la pièce. Au troisième acte, on peut encore signaler la scène originale entre les deux bohémiens qui se dévoilent aux yeux de l'imbécile Annibal, et le duo pour soprano et ténor entre Rafaël et la reine Topaze, duo chaleureux, mais décousu et trop long.

Assurément la musique de *la Reine Topaze*, dont nous avons signalé les morceaux importans, n'est pas un chef-d'œuvre et ne renferme rien qui ne fût déjà plus ou moins connu d'avance; mais c'est une partition distinguée, écrite avec un très grand soin, et qui mérite en partie le succès réel qu'elle obtient au Théâtre-Lyrique. M. Massé a fait de louables efforts pour agrandir la sphère de son talent, et souvent il a atteint le but qu'il se proposait. Il y a dans l'opéra de *la Reine Topaze* plus de relief dans les idées et plus de souffle dramatique que dans les autres ouvrages du même auteur. L'éclat de la mise en scène, l'ensemble de l'exécution et surtout le talent de Mme Carvalho ont puissamment contribué au succès de *la Reine Topaze*.

Il y a longtemps que nous avons signalé ici les qualités remarquables de Mlle Miolan, devenue depuis Mme Carvalho. Mme Carvalho représente le triomphe

vivant de l'art sur la nature. D'un physique grêle où respire l'intelligence honnête, elle possède une voix de soprano non moins fragile que sa personne. Cette voix pointue, d'un timbre peu agréable, est coupée en deux tronçons d'inégale longueur qu'elle est obligée de souder ensemble *per fas et nefas*. Industrieuse comme une fée, Mme Carvalho jette sur ce précipice de son organe un pont suspendu qu'elle traverse aussi légèrement qu'une abeille. Il n'y a que les malins qui frissonnent en la voyant s'exposer de gaieté de cœur à un danger de mort. Mme Carvalho possède deux qualités qu'on trouve rarement réunies dans le même talent : une flexibilité merveilleuse et du style quand elle chante la musique des maîtres. Mme Carvalho, Mme Frezzolini et Mme Duprez-Vandenheuvel sont les trois seules cantatrices de Paris qui connaissent cet art de phraser, qui est pour l'oreille ce que l'horizon est pour la vue. Comme il faut que la critique ait toujours son petit mot à dire sur toutes les choses de ce monde, nous ferons à Mme Carvalho une observation. Dans ces mille broderies vocales qu'elle dessine si délicatement sur le thème du *Carnaval de Venise*, la cantatrice ne dépasse-t-elle pas le but? Est-il prudent de laisser apercevoir aux indiscrets qu'on leur donne tout ce qu'on a, et que la plus belle fille du monde ne peut pas donner davantage? C'est plus qu'une témérité de tarir par des prodigalités folles la source du désir. A part ces petites chicanes de puriste, Mme Carvalho mérite certainement qu'on aille l'entendre dans *la Reine Topaze*, dont elle fait la moitié du succès.

Enfin le théâtre de l'Opéra s'est passé l'envie qu'il avait depuis longtemps d'entendre *il Trovatore* de M. Verdi. Ce merveilleux chef-d'œuvre a été accommodé au goût de la scène française par un homme d'esprit, M. Émilien Pacini, et la première représentation du *Trouvère* a eu lieu devant une nombreuse et brillante assemblée. Le compositeur n'a ajouté que fort peu de chose à la partition originale : un divertissement qui est au-dessous du médiocre, et un petit air pour Azucena au troisième acte. Nous n'avons point à faire notre profession de foi sur le talent de M. Verdi, ni à nous prononcer sur le mérite particulier de la partition du *Trouvère*. Nous l'avons apprécié ici, il y a quelques années, avec un scrupule d'équité qui ne nous permet pas de changer d'avis. Il ne nous en coûte même pas de dire que *le Trouvère* a été accueilli à l'Opéra presque aussi favorablement qu'au Théâtre-Italien. Le contraire nous eût fort étonné. La musique de M. Verdi a toutes les qualités qu'il faut pour réussir dans ce temps-ci : elle est violente, grossière, passionnée, et produit sur la masse d'un public affairé cet ébranlement nerveux qu'on cherche aujourd'hui à la bourse, comme on la cherchait autrefois dans un cirque du bas-empire.

Les œuvres de l'esprit ont leur destinée, et les succès qu'obtiennent certains opéras de M. Verdi sont d'autant plus légitimes qu'ils sont en parfaite harmonie avec tout le reste. Il ne manque plus à Paris qu'un combat de taureaux pour achever le tableau de l'art contemporain. Il faut convenir aussi que l'exécution du *Trouvère* est presque aussi bonne à l'Opéra qu'au Théâtre-Italien. Il n'est pas nécessaire de savoir chanter pour rendre les effets de la mélopée dramatique de M. Verdi. Avec une voix forte, un tempérament sanguin et de grands poumons, on parvient à satisfaire le public et le compositeur. Autrefois, avant que la loi du progrès continu de l'esprit humain fût aussi démontrée que de nos jours, il fallait passer dix ans dans une

école de chant pour qu'un virtuose pût aborder le théâtre sans craindre des mésaventures. Nous avons heureusement changé tout cela, comme dit Sganarelle, et, après six mois de leçons, c'est-à-dire un peu plus qu'il n'en faut pour apprendre la charge en douze temps, on peut lancer sur la scène le premier paysan venu qui aura de la voix et une bonne santé. Toutefois M. Bonnehée, qui chante dans *le Trouvère* la partie du comte de Luna, crie bien plus fort que M. Graziani, dont l'admirable voix de baryton est si goûtée au Théâtre-Italien, et il est vraiment impossible de ne pas préférer M. Mario, dans le rôle de Manrique, à M. Gueymard. Les chœurs, le spectacle et la mise en scène sont naturellement plus soignés à l'Opéra qu'aux Italiens.

L'apparition du *Trouvère* sur la scène de l'Opéra, qui ne s'en tiendra pas là, car on assure qu'on prépare déjà la traduction d'*Attila* de M. Verdi, cette apparition aura servi à mettre en évidence une jeune cantatrice belge, Mme Lauters, dont nous avons des premiers loué ici la belle voix et l'heureuse nature. Nous l'avions même signalée à l'attention de Meyerbeer et de la précédente administration de l'Opéra, tandis que M. Berlioz, avec le goût et le jugement qu'on trouve aussi bien dans sa littérature que dans sa musique, n'a eu que de mauvaises paroles pour la jeune débutante. Toutefois, si la critique propose, messieurs les directeurs disposent seuls de l'avenir des théâtres lyriques. Quoi qu'il en soit, la voix de Mme Lauters est un *mezzo soprano* d'un timbre ravissant et d'une étendue presque de deux octaves. Cette voix, d'une égalité parfaite et assez flexible, rayonne facilement et répand dans la salle un parfum de jeunesse qui enchante l'oreille. Ménagez-la, dieux immortels! cette voix qui ne saurait résister longtemps à ce pugilat de l'art moderne! Mme Lauters déploie dans le rôle de Léonor, que M. Verdi lui a fait étudier lui-même, une intelligence et un sentiment dramatique dont on ne la croyait pas capable. Elle chante fort bien l'air du premier acte, *la Nuit calme et sereine*, la belle scène du *miserere*, ainsi que le duo vigoureux qui vient après, et où elle est bien secondée par M. Bonnehée. Le succès de Mme Lauters a été si spontané et si général qu'il a fait pâlir l'étoile de Mme Borghi-Mamo. Mme Borghi-Mamo, qui joue le rôle d'Azucena, qu'elle a créé en Italie, est une artiste d'un vrai talent qui se trouve là dans une position difficile. Elle est obligée de lutter contre les souvenirs de sa langue maternelle pour balbutier une langue étrangère qu'on lui a apprise de la veille. Il en résulte un déplacement d'accent qui gêne l'articulation de la cantatrice, dont on n'entend pas un mot. Cependant Mme Borghi-Mamo a repris, dans les représentations suivantes, une partie de son ascendant, et tout va au mieux pour le meilleur des trouvères connus.

Rendons justice aussi au Théâtre-Italien, qui fait tout ce qu'il peut pour varier le thème de nos plaisirs. S'il n'y réussit pas toujours, ce n'est ni la faute de Voltaire, ni celle de Rousseau. M. Calzado, le chef actuel de cette entreprise difficile, n'avait jamais manié les ressorts d'une direction de théâtre. Il ne savait pas ce qu'il en coûte de toucher aux vanités de ces êtres maladifs qu'on nomme des virtuoses. Puis l'art de nos jours est tellement enchevêtré dans les filamens de l'industrie et dans les subtilités du droit commun, que le Théâtre-Italien ne peut faire un pas sans rencontrer un procès. M. Calzado en a déjà subi et gagné plusieurs, et il est plus que probable qu'il finira par déblayer le terrain de tous les obstacles dont on cherche

à entraver son exploitation privilégiée. En attendant, on peut demander à M. Calzado pourquoi il a cru devoir souscrire aux caprices de Mme Grisi, d'antique mémoire, qui nous est apparue dans *Il Trovatore* et dans la *Norma* sans que personne eût manifesté le désir de l'entendre! Mme Grisi se tromperait beaucoup si elle prenait au sérieux les ovations de politesse que lui ont préparées quelques intrépides chevaliers. Il faut savoir accepter avec résignation les irréparables outrages dont parle le poète. Si, comme on nous en menace, Mme Grisi devait faire partie l'année prochaine de la troupe de chanteurs italiens, nous aurions à lui dire alors explicitement et tout haut ce que le public qui paie dit tout bas. La direction du Théâtre-Italien a été mieux inspirée en engageant un jeune ténor plein de grâce, M. Solieri, que le public a accueilli avec faveur. M. Solieri possède, avec un physique agréable, une voix douce et *flebile* qui ne demande qu'à être encouragée. Par le temps qui court, un artiste intelligent et docile, comme l'est M. Solieri, est une excellente acquisition.

Enfin le Théâtre-Italien vient de porter un grand coup, et de répondre à l'administration de l'Opéra, qui lui a enlevé traîtreusement le plus beau fleuron de sa couronne, par la première représentation de *Rigoletto,* qui a eu lieu le 19 janvier 1857. On dirait que M. Calzado, pénétré de cette vérité de la ballade allemande : « les morts vont vite! » se hâte d'exploiter la veine de M. Verdi, comme s'il était convaincu que cela ne peut être de longue durée! Si telle est l'opinion de M. le directeur du Théâtre-Italien, nous devons avouer que nous la partageons entièrement. De vingt et quelques opéras qu'on doit déjà à la plume trop féconde de M. Verdi, huit seulement ont été représentés à Paris. Ce sont : *Nabucco*, *Ernani*, *I Due Foscari*, *Luisa Miller*, *I Lombardi* (*Jérusalem*), *les Vêpres siciliennes*, *la Traviata* et *Il Trovatore*. Parmi ces ouvrages, dont nous ne voulons pas médire pour le moment, un seul, *Il Trovatore*, a complétement réussi. *Les Vêpres siciliennes* n'ont obtenu qu'un succès de circonstance qui n'a pu se maintenir devant un public moins avide de plaisirs que celui qui fréquentait l'exposition universelle. Qu'on essaie de reprendre au Théâtre-Italien l'un des opéras que nous avons mentionnés plus haut, *Il Trovatore* excepté, et l'on s'apercevra de l'immense différence qu'aura à constater le caissier du théâtre. Si nous parlons ce langage digne de Turcaret, c'est pour répondre à cette horde de courtiers marrons qui, faute d'un meilleur métier, se sont faits entrepreneurs de succès lyriques. Il semble vraiment qu'ils ont tout dit d'une œuvre de l'art, quand ils ont proclamé à son de trompe qu'elle obtient les faveurs de la foule! Eh! mon Dieu, nous ne dédaignons pas le succès, mais nous tenons avant tout à en apprécier la valeur. Il y a des chutes glorieuses, comme il y a des victoires qui avilissent celui qui les remporte. Nous ne faisons pas, nous, de cette critique d'aventure qui s'incline devant tous les faits accomplis, et qui s'écrie au moindre buisson de la route : « Voilà le jardin des Hespérides! » Nous avons des principes, *et les principes obligent*.

Parlons enfin de *Rigoletto,* l'événement de la saison, qui a donné lieu à un procès que le Théâtre-Italien vient de gagner. On devine que le sujet de l'opéra italien est tiré du *Roi s'amuse* de M. Victor Hugo, drame plus fameux dans l'histoire de la politique et de la justice commerciale que dans celle du théâtre. *Le Roi s'amuse* n'a été représenté qu'une seule fois à la Comédie-

Française, en 1832, et fut suspendu le lendemain, bien moins par l'initiative du gouvernement de Louis-Philippe que par les protestations énergiques du public. Alors comme aujourd'hui, le drame de M. Hugo fut la cause d'un procès devant le tribunal de commerce, où le poète parut en personne et prononça un discours pour réclamer la liberté indéfinie de la fantaisie. Dès cette époque, M. Hugo faisait partie de l'école géométrique de M. Émile de Girardin.

Libera nos, Domine, à malo.

L'arrangeur du *libretto* italien, M. Piave, ne s'est pas mis en grands frais d'invention. Il a pris tout simplement les principales situations de l'œuvre du poète français, qu'il a distribuées en quatre actes, en se tenant aussi près que possible du texte original. François Ier est devenu un duc de Mantoue quelconque, Triboulet s'est transformé en Rigoletto, et sa fille Blanche a pris le nom de Gilda. Il n'y manque rien, pas même le personnage équivoque de Saltabadil, sous le nom de Sparafuccile, et sa digne sœur Maguelonne, qui s'appelle Maddalena. L'opéra italien commence et finit absolument comme le drame français.

Il n'y a pas d'ouverture à *Rigoletto*, pas plus qu'au *Trovatore*. Ces sortes de hors-d'œuvre ne sont plus accessibles à l'école moderne. Après un prélude symphonique de quelques mesures, le rideau se lève sur une scène de bal qui a lieu dans le palais du prince. Le duc, entouré de toutes les beautés de sa cour, exprime, comme don Juan, le plaisir qu'il trouve à courir de belle en belle dans une ballade légère qui ne manque pas d'agrément :

Questa o quella
Per me pari sono.

La situation où se trouve le duc de Mantoue ressemble tellement à celle du premier finale de *Don Juan* de Mozart, que M. Verdi en a copié le délicieux *menuetto*. C'est tout ce qu'on peut signaler dans cette introduction, où abondent les unissons et les contrastes heurtés du mélodrame. Le second acte représente la plage déserte où se trouve la petite maison de Rigoletto, c'est-à-dire la scène du second acte du *Roi s'amuse*, dans *le recoin le plus désert du cul-de-sac Buci*. Rigoletto, sous le coup de la malédiction que lui a lancée M. de Saint-Vallier, rencontre Sparafuccile qui lui fait ses offres de service; il en résulte un duo pour basse et baryton, où M. Verdi a visé à la profondeur et n'a produit que de la confusion; on y remarque un accompagnement de violoncelle qui est un souvenir de Meyerbeer. Le duo qui vient après, entre Rigoletto et Gilda, sa fille, est beaucoup plus heureux. La phrase de l'*andante* en *la bémol* que chante Rigoletto :

Deh! non parlar al misero
Del suo perduto bene,

est touchante et appartient bien à M. Verdi, car on la trouve déjà dans *Nabucco*. L'ensemble de l'*andante* est trop tourmenté, surtout pour le soprano, qui est presque toujours juché dans les notes élevées, où Mme Frezzolini a de la peine à se maintenir. Le second mouvement de ce même duo,

Donna questo fiore
Che a te puro confidai,

accompagné en accords plaqués, formule d'accompagnement de guitare dont M. Verdi ne peut se dépêtrer, et pour cause, ce mouvement *moderato,* sans avoir rien de saillant, achève de compléter le duo, qui est en situation. Un autre duo pour soprano et ténor, entre le duc de Mantoue, qui, sous un nom inconnu, s'est introduit nuitamment dans la maison de Rigoletto, et sa fille Gilda, succède aux duos précédens. Le premier mouvement n'est qu'un récit tourmenté qui rend assez bien la surprise de Gilda et la fausse tendresse de son séducteur. L'*andante*, qui forme la seconde partie du morceau, est à *trois-huit*, rhythme qu'affectionne beaucoup M. Verdi, car presque toute la partition de *Rigoletto* est écrite dans ce mouvement.

È il sol dell' anima
La vita è amore, etc.

Ces paroles ont inspiré au compositeur un chant heureux, plein de jeunesse et de passion, que M. Mario rend à merveille, surtout le passage qui précède immédiatement la réponse de Gilda, qui est aussi remplie d'élan, et qui exprime avec délicatesse le délicieux abandon d'un cœur virginal. L'accompagnement de cet *andante* est ingénieux et plus varié que d'ordinaire. L'*allegro : Addio, addio, speranza ed anima*, nous plaît moins, mais il est en situation, et forme un contraste nécessaire avec le chant suave qui précède. L'air de Gilda qui vient après est fort difficile à chanter, et c'est là son principal mérite. Les courtisans du duc de Mantoue ont résolu de se venger des railleries insolentes du bouffon Rigoletto; ils se réunissent devant la porte de sa maison pendant la nuit. Rigoletto survient, comme s'il était averti par son cœur paternel qu'il se trame quelque complot infâme contre l'honneur de sa fille chérie. Cette scène donne lieu à un chœur assez original : *Zitti, zitti, moriamo vendetta,* qui termine le second acte.

Le troisième nous introduit dans un salon du palais ducal. Le prince se rappelle avec bonheur son entrevue avec Gilda, et il exprime son ravissement en chantant un air que nous mentionnons seulement pour ne rien omettre. Surviennent les courtisans qui racontent au duc comment ils ont enlevé à Rigoletto une jeune femme qu'ils croient être sa maîtresse. Après ce chœur de voix d'hommes presque toujours à l'unisson, mais très incidenté de rhythme, nous arrivons à la grande scène où Rigoletto, ayant connaissance de l'enlèvement de sa fille Gilda, cherche à deviner dans quel lieu les suborneurs ont pu cacher son cher trésor. Cette situation éminemment dramatique, où Rigoletto dérobe aux yeux des lâches courtisans sa douleur profonde sous le ricanement hébêté d'un bouffon, est vigoureusement rendue, particulièrement l'indignation du pauvre père désespéré :

Cortigiani, vil razza dannata,
Per qual prezzo vendeste il mio bene!

Cela forme un récit plein d'agitation fiévreuse que M. Corsi exprime avec talent, mais non pas avec la puissance et l'énergie qu'il faudrait. Dans une matinée musicale que M. Duprez a donnée sur le théâtre qu'il a fait construire dans sa maison pour aider à l'éducation dramatique de ses nombreux élèves, nous avons entendu le grand artiste chanter et jouer la scène que nous venons d'analyser avec une supériorité d'accent qu'aucun virtuose ne saurait

égaler. Le troisième acte se termine par un duo de soprano et basse non moins vigoureux que la scène précédente. Rigoletto a trouvé sa fille qui s'échappe tout effarée, comme Zerlina dans le finale de *Don Juan,* des appartemens du duc. Le père la questionne avec une anxiété douloureuse, et Gilda lui raconte alors son amour pour un jeune inconnu qu'elle rencontrait tous les dimanches à l'église :

Tutte le feste al tempio
Mentre pregava iddio,
Bello e fatale un giovane,
Offriassi al guardo mio.

Après ce récit touchant de Gilda, Rigoletto et sa fille expriment leur mutuelle douleur dans un ensemble un peu tourmenté, mais qui produit de l'effet. Le duo s'achève par une *stretta* encore plus énergique :

Si vendetta,
Tremenda vendetta, etc.

La phrase musicale qui traduit ces paroles que chante Rigoletto indigné rappelle sans doute le duo du second acte d'*Otello,* mais elle n'en est pas moins belle et bien appropriée à la situation du personnage, et l'ensemble du morceau est vivement applaudi par le public ému.

Le quatrième acte renferme la scène la plus intéressante et le morceau le plus remarquable de l'ouvrage. Le théâtre est divisé en deux compartimens. A droite du spectateur, on voit l'intérieur d'un bouge, *une masure misérablement meublée,* comme l'indique M. Hugo. C'est un cabaret, la demeure de Sparafuccile et de sa sœur Maddalena. Il fait une nuit sombre et orageuse. Le duc de Mantoue entre joyeusement dans l'auberge et demande

Deux choses sur-le-champ;

une chambre et du vin, dit le *libretto* italien, qui ne brave pas l'honnêteté comme le texte du poète français. En attendant qu'on le serve, le duc chante une jolie ballade légère comme un caprice :

La donna è mobile,
Qual penna al vento,
Muta d'accento
E di pensiero...

et dont voici l'exacte traduction :

Souvent femme varie,
Bien fol est qui s'y fie!
Une femme souvent
N'est qu'une plume au vent.

Après avoir exhalé sa bonne humeur par cette agréable cantilène que M. Mario chante à ravir, le duc se met à courtiser gaillardement Maddalena, une plantureuse commère. Le duc lui fait une déclaration en bonne forme en lui donnant un gros baiser dont le bruit fait tressaillir le cœur de Gilda, qui observe, de la rue où elle se trouve avec son père, cette scène désolante.

C'est alors que commence un quatuor pour soprano, mezzo soprano, ténor et basse, qui est un vrai chef-d'œuvre. Le duc continue sa déclaration à Maddalena par une phrase délicieuse :

Figlia dell' amore,
Schiavo son de' vezzi tuoi, etc.

Maddalena lui répond en riant qu'il veut se moquer d'elle, et sa réponse forme un contraste piquant avec la belle phrase du ténor. Gilda et Rigoletto, qui écoutent au dehors ces propos de basse galanterie, expriment la douleur qu'ils en éprouvent, et ces quatre voix, groupées avec un art qu'on n'est pas habitué à trouver dans les partitions de M. Verdi, forment un ensemble parfait où la diversité des caractères est rendue par une variété de dessins qui ne trouble pas l'unité de l'impression. Après ce morceau, le meilleur peut-être qu'ait écrit M. Verdi, viennent un orage et un trio entre Sparafuccile, Maddalena et la pauvre Gilda, qui, habillée en homme, se dispose à pénétrer dans le bouge pour sauver la vie de son indigne amant. Cette scène est accompagnée d'un chœur invisible qu'on entend de loin. Rigoletto, qui a formé le projet de faire assassiner le duc par le bandit Sparafuccile, vient réclamer le cadavre de son ennemi qu'il a payé à beaux deniers comptans, et il reçoit en sa place le corps de sa fille expirante. Cette scène dialoguée termine l'ouvrage.

Nous croyons avoir signalé tout ce que renferme de remarquable, selon nous, la partition de *Rigoletto*, qui a été composée à Venise et représentée sur le théâtre de la Fenice le 11 mars 1851 : au premier acte, une jolie ballade de quelques mesures et le menuet qu'il faut restituer à Mozart; au second acte, le duo entre Rigoletto et sa fille, celui pour soprano et ténor entre Gilda et le duc, et le chœur qui le termine; la scène de Rigoletto avec les courtisans au troisième acte, le duo qui suit entre Rigoletto et sa fille; la cavatine et le beau quatuor de la fin.

C'est par le style que vivent les œuvres de l'esprit, et c'est par la forme que durent aussi les œuvres de l'art. Prenez un motet de Palestrina, un madrigal de Scarlatti, un air de Jomelli, une scène de Gluck, une fugue de Bach, un oratorio de Handel, ou bien une symphonie de Beethoven; pénétrez jusqu'au fond de ces œuvres, aussi diverses que les génies qui les ont conçues, et vous trouverez facilement que c'est par la forme qui recèle l'esprit divin qu'elles sont arrivées jusqu'à nous. La passion éternelle dans sa source, mais variable dans son objet, le sentiment, sont des élémens précieux et comme la matière première dont se créent les chefs-d'œuvre; mais il faut la main de l'ouvrier pour façonner la coupe qui doit contenir et conserver l'essence, le souffle passager d'un cœur ému. Entre une oraison funèbre de Mascaron et un chef-d'œuvre de Bossuet, entre une tragédie de Pradon, qui a eu du succès dans son temps, et l'*Athalie* de Racine, il n'y a souvent que la différence du style, c'est-à-dire de l'homme tout entier, un abîme! Le malheur de la musique, c'est que le public qui en jouit n'admet pas que ce caprice d'un matin puisse être soumis aux mêmes lois de perpétuité que les autres arts. Presque aussi ignorant dans ces matières délicates que ceux qui se donnent la mission de l'éclairer, le public, tout entier à la sensation présente, traite la musique comme il traite les femmes : plus elles

sont jeunes, et plus elles lui plaisent. Cependant on voudra bien nous accorder que les sensations que procure la musique peuvent être aussi différentes que celles que nous donnent la poésie, la peinture et les autres arts. On ne confondra jamais l'émotion réelle qu'on éprouve à un bon mélodrame de la Gaîté avec celle qu'on emporte d'une représentation de *Polyeucte*, quand une artiste comme Mlle Rachel prête son talent au personnage de Pauline. Eh bien! la même hiérarchie d'émotions se produit également dans l'art musical, et il ne faut pas être un bien profond connaisseur pour ne pas sentir quelle prodigieuse distance sépare un morceau comme le finale du troisième acte de *Moïse* que nous avons entendu exécuter dimanche dernier au concert du Conservatoire, où il a excité des transports d'enthousiasme; quelle distance, disons-nous, sépare cette conception sublime de la scène touchante, mais médiocre, du *miserere* au quatrième acte du *Troratore*. On ne discute pas avec les marchands de fausses notes qui peuvent confondre dans leur sotte admiration un mélodrame de M. Bouchardy avec le *Don Juan* de Mozart ou le *Guillaume Tell* de Rossini.

L'opéra de *Rigoletto*, qui est exécuté avec soin au Théâtre-Italien par MM. Mario et Corsi, par l'Alboni, qui est aussi bonne à entendre qu'à voir dans le rôle de Maddalena, mais surtout par Mme Frezzolini, qui déploie dans le personnage de Gilda la grâce d'une créature d'élite qui survit à l'affaiblissement de ses organes, *Rigoletto* n'est pas de nature à modifier l'opinion que nous avons émise ici depuis dix ans sur l'œuvre de M. Verdi. Ce n'est point une école nouvelle que le compositeur lombard est venu inaugurer, comme l'écrivent étourdiment ses sectateurs; ses ouvrages témoignent plutôt de l'absence d'une école quelconque. Sans vouloir contester le moins du monde le succès qu'obtiennent en Europe certains opéras de M. Verdi, nous nous efforçons d'en peser la valeur, et les acclamations de la foule ne suffisent pas pour ébranler notre conviction. On assure que M. Verdi, dans ses momens d'épanchement, a l'habitude de s'écrier avec bonhomie : *Io sono un paesano*. Nous serions presque tenté de prendre M. Verdi au mot, tant ce cri de la conscience nous paraît significatif et vrai. Oui, le compositeur qui pendant un interrègne du génie est venu surprendre la sensibilité oisive de l'Italie est une nature agreste et fortement trempée, qui a importé sur la scène lyrique d'un peuple délicat les accens passionnés, mais frustes, de son village. On dirait que l'inspiration de M. Verdi a quelque chose de la sève âcre du sauvageon. On sent que la main d'un jardinier habile fait défaut dans ces étranges partitions, remplies de grands coups d'épée et de sonorités grossières, mais souvent pittoresques. M. Verdi possède à un très haut degré le sentiment des situations dramatiques; seulement l'art suprême de les préparer, de les développer et d'économiser les effets de la passion lui est inconnu. Ses amoureux sont comme les amoureux de village, ils se font la cour à coups de poing, et au moindre mot équivoque, ses héros tirent le couteau et s'éventrent comme des Calabrais. Aucune flexibilité de style, point de grâce et d'imagination, des mélodies courtes, mais colorées et très expressives, des ensembles vigoureux qui rendent avec puissance la mêlée des passions violentes, des chœurs bien rhythmés, une instrumentation bruyante et vide tout à la fois, remplie de grosses couleurs et de placages d'écolier; enfin les qualités et les défauts d'un Claudien et

d'une œuvre de transition. Pour mettre le comble à notre confusion, nous dirons encore que le beau quatuor de *Rigoletto*, dont le modèle existe depuis longtemps dans l'inimitable chef-d'œuvre du premier acte de *Don Juan :*

Non ti fidar,
O misera,
Di qual ribaldo cor;

que ce beau quatuor, qui est fort bien chanté au Théâtre-Italien, est pour nous la première page de bonne musique que nous entendons de M. Verdi.

Voulez-vous voir ce que deviennent les succès brillans qui, par un beau jour d'été, s'élèvent dans la bonne ville de Paris, allez entendre Mme Cabel dans *la Fille du Régiment*. Mme Cabel n'est pas changée, elle est tout aussi jolie femme et chante aussi bien aujourd'hui qu'il y a six ans, alors qu'elle faisait courir tout Paris dans *le Bijou perdu* de ce pauvre Adam! Les temps seuls sont changés, ainsi que le goût du public. Cependant l'Opéra-Comique vient de donner tout récemment un nouvel ouvrage en trois actes, *Psyché*, dont la musique est de M. Ambroise Thomas. Le sujet de la pièce est suffisamment connu, ce nous semble, et comme MM. Jules Barbier et Michel Carré n'ont ajouté au mythe adorable d'Apulée que le personnage comique de Mercure, qui vaut son pesant d'or, nous jetterons un voile charitable sur tout le reste. La musique de *Psyché* renferme des choses délicieuses qui ne peuvent être sorties que de la main d'un maître : au premier acte, un hymne à Vénus, un chœur de femmes d'un très beau style; un autre chœur pour voix de femmes au second acte, où les éclats d'un rire discret de nymphes sont rendus avec un bonheur extrême; une chanson bachique de Mercure :

Le nectar qu'on verse aux dieux,

un troisième chœur pour voix de femmes invoquant la protection de Vénus, de jolis détails dans la première partie du duo entre Psyché et l'Amour; enfin l'invocation au sommeil :

Sommeil, descends des cieux!

que Mme Ugalde, qui représente l'Amour dans le goût du XIXe siècle, chante avec beaucoup de sentiment. On peut encore signaler au troisième acte un trio plus distingué par la manière dont il est écrit que par l'abondance des idées. Si, malgré la fraîcheur des costumes, l'éclat de la mise en scène, la beauté des décors et la distinction de la musique, l'opéra de *Psyché* n'obtient pas tout le succès que nous lui souhaitons, ce ne sera pas non plus la faute de Voltaire ni celle de Rousseau. Terminons cette chronique, comme nous l'avons commencée, en disant que le petit théâtre des Bouffes-Parisiens se débat comme un Robert le Diable dans un bénitier. Affirmons aussi, envers et contre tous, que *l'Orgue de Barbarie*, opérette de M. Alary, renferme un charmant quatuor.

P. Scudo.

V. de Mars.

LES

ANGLAIS ET L'INDE

IV.

L'ARMÉE ANGLO-HINDOUE. — MŒURS ET SCÈNES MILITAIRES DANS L'INDE.

I.

Aux deux grands pouvoirs qui se partagent le gouvernement de l'Inde (1) correspondent deux catégories très distinctes de forces militaires : l'armée de la compagnie, où domine l'élément natif, et l'armée royale, exclusivement composée de troupes anglaises.

C'est sur l'armée native, c'est sur les cipayes que doit se porter d'abord notre attention, comme sur une des institutions les plus remarquables de l'Inde anglaise. Les hommes compétens, nous le savons, sont loin d'accorder tous la même valeur au cipaye considéré comme homme de guerre. Quiconque cependant étudiera impartialement les faits accomplis devra reconnaître que l'armée indienne est admirablement adaptée soit aux ennemis qu'il s'agit de combattre, soit aux pays dont il faut protéger la tranquillité. Les conquêtes faites par elle depuis cent ans en font foi : l'on n'accomplit pas avec une armée défectueuse au triple point de vue de l'organisation, de l'instruction et du courage des soldats, ainsi que quelques-uns des

(1) Voyez sur le service civil de l'Inde, sur l'instruction et le système pénal, sur le commerce et le budget, la *Revue* du 15 novembre, 15 décembre 1856, et 15 janvier 1857.

détracteurs de l'armée native la représentent, les immenses travaux militaires qui ont réuni sous le sceptre de la compagnie le vaste empire qui s'étend du cap Comorin à Peshawer.

L'armée anglo-indienne est commandée par des officiers anglais, dont il faut en premier lieu examiner la condition. Et d'abord comment y obtient-on une commission? Le patronage des directeurs de la compagnie distribue les brevets d'officier; pour toutes garanties préliminaires, il suffit de prouver qu'on a reçu une éducation de collége, qu'on est âgé de seize ans au moins et de vingt ans au plus. Suivant un tableau récemment publié, il a été délivré, du 1er janvier 1836 au 9 décembre 1843, 1,976 commissions dans l'armée indienne. Ces commissions ont été ainsi réparties : à des fils d'officiers du rang de capitaine et au-dessous, 128; à des fils de majors et de lieutenans-colonels, 143; à des fils de généraux, 77; à des fils de membres du service civil de l'Inde, 105; à des fils d'officiers de l'armée et de la marine royale, 383; à des fils de membres du clergé, 295; à des jeunes gens dont les pères appartiennent au commerce, au barreau, etc., 938. Ce total énorme de brevets d'officiers distribués en moins de huit années est digne de fixer l'attention de quiconque veut se rendre un compte exact de la société anglaise. Là est une des soupapes de sûreté par lesquelles s'échappe, comme nous avons eu déjà occasion dans ces études de le faire remarquer bien des fois, la vapeur impure des élémens révolutionnaires qui bouillonnent au sein de l'Angleterre aussi bien qu'au sein des autres états de l'Europe. Que l'on prenne en effet les promotions des écoles militaires françaises pendant la période correspondante, et l'on reconnaîtra que le contingent d'officiers fourni par Saint-Cyr et l'École polytechnique est loin d'égaler le chiffre que nous avons donné plus haut. Et de cela ne doit-on pas logiquement conclure que bien des médecins sans malades, des avocats sans causes, des journalistes sans journaux, qui sont devenus la plaie et la honte de la société française, auraient pris place sous le drapeau avec honneur, si la France avait pu leur assurer des chances d'avancement convenables dans les rangs d'une autre armée de l'Inde? Nous ne pousserons pas plus loin ces considérations, sur lesquelles nous nous sommes arrêté à plusieurs reprises; nous tenions seulement à indiquer de nouveau de quel poids pèse dans la balance des destinées de l'Angleterre ce prodigieux empire de l'Inde dont elle est redevable à l'habileté de ses hommes d'état, au courage de ses officiers et de ses soldats, et, disons-le aussi, à cette heureuse étoile qui depuis cent ans n'a pas cessé de veiller sur ses destinées.

Ce n'est pas qu'il faille s'exagérer la brillante fortune pécuniaire ou militaire réservée aux élus qui reçoivent des commissions des

directeurs de la compagnie. Les épaulettes de capitaine, au plus celles de major, sont des limites de carrière que nul, même le plus ambitieux, ne saurait se flatter de franchir. C'est peu de chose sans doute pour satisfaire des rêves de vingt ans, bien qu'au débarqué, le *griffin,* c'est le nom familier sous lequel on désigne dans l'Inde le jeune officier, n'apporte avec lui qu'un léger bagage de connaissances militaires, le plus souvent un sabre, des épaulettes et le *red coat.* Après quelques semaines de résidence au fort William, le nouveau-venu est dirigé sur un régiment, remis entre les mains d'un sergent instructeur, et au bout d'un an il a reçu toute l'instruction militaire que la compagnie exige de ses officiers. L'on voit tout de suite ce qu'un pareil système d'éducation militaire a de vicieux : c'est déjà officier et sous la direction d'un inférieur que le *griffin* commence ses études spéciales, trop courtes d'ailleurs, et cela sous un climat qui porte à la paresse, entouré comme il l'est des tentations du *sport,* de la *mess* et du billard, si attrayantes pour un jeune homme. Aussi ne croyons-nous pas avancer une opinion erronée en affirmant que bien peu d'officiers de l'armée anglo-indienne, ceux-là seuls qui ont une vocation spéciale, arrivent à une parfaite connaissance des secrets de l'art militaire. Le gouvernement lui-même semble peu s'inquiéter de cet état de choses, car les primes d'encouragement qu'il accorde aux esprits studieux de son armée ne portent qu'indirectement leurs études sur les sciences militaires. Ainsi les langues orientales, les connaissances topographiques, les études de jurisprudence, qui conduisent à des positions lucratives dans les états-majors ou dans les emplois civils, se rattachent bien à l'art militaire, mais n'en sont après tout que des corollaires assez éloignés. On peut donc affirmer qu'en fait de sciences militaires, à l'exception toutefois de l'artillerie et du génie, corps fort remarquables, dont les officiers subissent tous des examens sévères au collége de Sandhurst, les officiers de l'armée de l'Inde ne sauraient soutenir la comparaison avec les officiers d'aucune armée européenne. Faisons observer aussi, pour être juste, qu'au jour du combat ils ont toujours montré un mépris du danger, un dévouement au drapeau écrit en lettres sanglantes et glorieuses sur le *butcher's bill* (la liste des morts), qui rachète et au-delà, au point de vue militaire, ce qui peut leur manquer en fait de connaissances spéciales (1).

(1) L'opinion que nous venons d'émettre sur l'insuffisance des officiers anglo-indiens est, nous le savons, loin d'être populaire en Angleterre, où l'on a vu l'organe le plus important de la publicité proposer sérieusement de mettre à la tête de l'armée de Crimée des officiers du service de l'honorable compagnie, qui, s'ils ont reçu du ciel le génie militaire, n'ont pas encore trouvé l'occasion d'en donner la preuve. Nous n'en persistons

Les conditions d'admission et d'instruction de l'officier de l'armée anglo-indienne étant connues, il reste à se demander quelles sont ses chances d'avancement. Il y a quelques années, la liste des lieutenans-généraux de l'armée de l'honorable compagnie semblait destinée à détruire certains préjugés assez accrédités en Europe sur l'insalubrité du climat de l'Inde et la brièveté de la vie du soldat. Ce n'étaient que nonagénaires et octogénaires, et si les septuagénaires y figuraient, c'était seulement par exception et dans l'attitude de timides jeunes gens devant une auguste assemblée de patriarches. Les choses ont bien changé depuis les derniers événemens dont l'Orient a été le théâtre, et l'armée de l'Inde compte dans ses rangs non-seulement des brigadiers, mais même des lieutenans-généraux qui réunissent l'expérience aux forces physiques nécessaires pour soutenir la vie des camps sous ces climats meurtriers. Ces rapides avancemens ne sont encore, il est vrai, que la minime exception, et tout jeune homme qui entre dans le service de la compagnie, pour rester dans les limites du probable, ne doit rien rêver au-delà des épaulettes de major. En effet, les majors comptent en moyenne plus de vingt-huit ans de service, et bon nombre de capitaines ont figuré plus de vingt-cinq ans sur les cadres de l'armée de l'Inde. Parmi les capitaines, il s'en trouve cependant qui, par suite de bonnes chances, n'ont attendu ce grade que neuf ou dix ans.

Il faut, pour compléter ces aperçus, dire quelques mots du brevet : le système de l'avancement à l'ancienneté exclusivement, — loi fondamentale du service indien, — a été modifié dans ces dernières années par l'introduction du brevet, qui sert de récompense aux actions d'éclat et de compensation aux officiers malheureux dans leurs promotions. Le lieutenant, après seize années de service, devient de droit *capitaine par brevet,* et après vingt-deux ans le capitaine devient major. Remarquons toutefois que le brevet n'est à peu près qu'une distinction honorifique, qu'il ne confère aucun avantage pécuniaire, et que les priviléges du grade par brevet ne peuvent s'exercer qu'en campagne, lorsque plusieurs régimens sont réunis.

L'avancement dans l'armée native a lieu à l'ancienneté dans le régiment jusqu'au grade de lieutenant-colonel, et, à partir de ce grade, à l'ancienneté encore, mais sur un cadre qui comprend les officiers-généraux des trois armées indiennes : Bengale, Madras et Bombay. Le système de *purchase,* en vigueur dans l'armée royale, est proscrit par les règlemens indiens; il arrive cependant chaque

pas moins à croire que l'homme de guerre a des occasions plus nombreuses d'acquérir et de montrer des talens militaires dans le service de la reine que dans celui de la compagnie, et qu'en demandant de choisir le successeur de lord Raglan parmi les officiers indiens, le *Times* obéissait à un sentiment de patriotisme inquiet et peu raisonné.

jour, sans que l'autorité y mette obstacle, que les officiers d'un régiment se cotisent pour acheter la retraite d'un supérieur, lieutenant-colonel, major ou capitaine. Les sommes données en ces occurrences, variables d'ailleurs, s'élèvent dans l'infanterie environ à 25,000 roupies pour un capitaine, et 30,000 pour un major. Les contributions des officiers pour parfaire ce paiement sont à peu près les suivantes : le *senior-capitaine* qui, par la retraite du major, devient officier supérieur, 12,000 roupies, le *senior-lieutenant* qui devient capitaine, 3,500 roupies, le *senior-enseigne* qui devient lieutenant, 1,200 roupies, etc.

L'on se fait en Europe une idée si magnifique de l'Inde et des trésors que les Européens sont appelés à s'y partager, qu'il convient d'entrer dans quelques détails sur la solde des officiers anglo-indiens. Un enseigne au régiment touche 202 roupies par mois, un lieutenant 256, un capitaine 415, un major 780, un colonel 1,032. Le commandement d'un régiment procure une augmentation de solde de 400 roupies, et celui d'une compagnie, de 50 par mois. Ce dernier supplément est fort important, car, comme on le verra plus tard, les régimens de cipayes sont fort dépourvus d'officiers, et il arrive souvent qu'un lieutenant ait le commandement de plusieurs compagnies, et un capitaine celui d'un régiment. La solde d'un brigadier en commandement est de 2,500 roupies. Quant aux retraites, elles sont variables, suivant que l'officier, après vingt-deux ans de service, s'il est capitaine par exemple, passe dans l'*Invalid Establishment,* ou prend sa retraite définitive. Dans le premier cas, il touche sa solde entière, mais il est tenu de résider dans l'Inde; dans le second, il peut quitter le pays, mais il perd environ un tiers de sa solde.

Les pensions des veuves et des enfans des officiers ne sont pas payées directement par l'état, mais par des caisses de prévoyance subventionnées assez largement. Le *Military Fund* de l'armée du Bengale, la plus remarquable de ces institutions, fondé en 1805, ne reçut tout son développement qu'en 1823. Ce fonds d'assurance mutuelle reçoit une subvention de 22,000 roupies de la compagnie et compte près de trois mille souscripteurs, qui, moyennant une retenue variable suivant les grades, assurent une pension suffisante à leurs veuves et à leurs enfans. Ces retenues s'élèvent annuellement à 22 livres sterling 10 sh. pour un colonel, 18 liv. st. pour un lieutenant-colonel, 14 liv. st. 8 sh. pour un major, 9 liv. st. 9 sh. pour un capitaine, etc. Le taux des pensions servies par le *Military Fund* est le suivant : 342 liv. st. à la veuve d'un colonel, 273 liv. st. à la veuve d'un lieutenant-colonel, 205 liv. st. et 136 liv. st. aux veuves de majors et de capitaines. Les enfans des souscripteurs dé-

cédés touchent jusqu'à six ans une pension de 30 liv. st. A partir de cet âge jusqu'à dix-sept ans, les garçons reçoivent 40 liv. st. La pension des filles, fixée à 45 liv. st., est payée jusqu'à leur mariage. En 1850, les recettes du *Military Fund* s'élevaient à 1,788,629 roupies, et ses dépenses à 1,748,371 roupies,

Après avoir examiné les conditions de solde des officiers du service indien et vu que les capitaines touchent au moins 1,000 francs par mois, et les lieutenans-colonels plus de 4,000, il ne faut pas une longue étude de la paie des grades correspondans dans les armées européennes pour être à même d'affirmer que l'état-major anglo-indien est l'état-major le plus splendidement rétribué du monde, et cependant les appointemens militaires, surtout dans les grades inférieurs, sont à peine suffisans pour vivre. La faute première en est aux habitudes mêmes du pays, au nombre exorbitant de domestiques qu'à l'armée comme à la ville il faut traîner avec soi et payer de sa bourse. Il est d'autres raisons encore des difficultés pécuniaires qui embarrassent la majorité des officiers du service de la compagnie, par exemple les mariages dans les grades subalternes, les facilités de crédit que rencontre quiconque porte l'épaulette, les sommes considérables qu'il faut souvent fournir pour acheter la retraite d'un supérieur, etc. Heureusement pour les officiers, il en est bien peu, parmi ceux qui donnent des gages de capacité et de bonne conduite, qui n'arrivent point à des emplois civils ou d'état-major dont le riche traitement dépasse souvent du double la solde de leur grade: ainsi les fonctions diplomatiques, les emplois d'ingénieur civil, du commissariat, les commandemens des corps irréguliers, des milices locales, etc. Ce mode de récompense entraîne toutefois de sérieux inconvéniens, et pour en juger, ouvrant au hasard l'*Annuaire* de l'armée du Bengale, qu'on examine les cadres du 55e régiment d'infanterie. Sur six capitaines, deux ont des emplois civils, un troisième est en congé; des dix lieutenans, quatre sont pourvus de fonctions administratives, deux sont attachés à des corps irréguliers; deux enseignes sont en congé. Et il arrive le plus souvent que l'effectif des officiers présens au corps est moindre que celui porté au livre officiel. Aussi nous assure-t-on qu'il n'est pas rare de voir des enseignes commander des régimens, et l'on cite l'exemple d'un docteur ayant fait fonction de chef de corps pendant plusieurs mois. Les officiers de l'armée du Bengale au-dessous du grade de colonel s'élèvent à 2,250. On distribue parmi eux 530 appointemens civils ou d'état-major, que l'on peut classer ainsi : emplois civils 136, d'état-major 44, du commissariat 130, commandemens de corps irréguliers et de milice 220; total, 530.

De tout ceci il faut conclure que dans l'armée anglo-indienne

l'ambition des officiers n'est point stimulée par la perspective d'un avancement rapide, d'honneurs militaires. La seule récompense qu'un bon et éminent serviteur puisse espérer de recevoir de ses chefs est un emploi civil ou d'état-major, qui ajoute 1,000 ou 1,500 roupies à sa solde de chaque mois. Sans doute l'argent est aujourd'hui chose précieuse, comme il l'a d'ailleurs toujours été; nous croyons cependant qu'en faire presque exclusivement le prix du sang n'est pas le vrai moyen d'entretenir dans une armée les saines traditions militaires, et que si les troupes de la compagnie devaient un jour rencontrer des ennemis maîtres des secrets de la tactique européenne, on serait forcé de modifier un système dont les inconvéniens frappent tous les yeux, et dont le plus grave est sans contredit d'amener à la tête des régimens des officiers qui ont passé leurs années d'énergie dans les emplois civils, et qui, lorsqu'ils rentrent au corps après vingt et vingt-cinq ans d'absence, sont souvent incapables de faire manœuvrer quatre hommes sans un caporal.

Il nous reste à dire quelques mots du caractère public et privé des officiers de l'armée de l'Inde. Et à ce sujet, tout en parlant avec respect et sympathie d'un corps de braves gens qui a toujours noblement fait son devoir devant l'ennemi, qu'il nous soit permis de dire que l'histoire de l'armée de l'Inde, étudiée même à la surface, fournirait de nombreux et trop significatifs argumens à opposer aux philippiques contre la corruption française dont la presse de Londres a si longtemps et avec tant d'amour rempli ses colonnes; mais l'héroïsme des soldats d'Inkerman et de Balaclava a fait apprécier à leur juste valeur de niais préjugés, et nous ne croirions pas faire acte de bon Français et d'écrivain sensé en entamant, ne fût-ce même que d'apparence, la ritournelle usée de l'air de *l'anglophobie*. Aussi, passant au plus vite du sérieux au comique, demanderons-nous au lecteur la permission de lui raconter une petite anecdote, fort authentique, qui donne une juste idée du mélange d'égalité et de hiérarchie qui caractérise les rapports des officiers anglais entre eux. La scène se passe à la *mess* d'un régiment d'infanterie. Il est dix heures, la table est présidée par le major A..., et le *claret* circule librement. Sous l'excitation du rouge liquide, l'enseigne B... se laisse entraîner à d'interminables discours, et le major A... le rappelle à l'ordre en ces termes : *Hold your tongue, sir* (taisez-vous; littéralement : tenez votre langue, monsieur.) Immédiatement l'enseigne B... fait sortir un énorme bout de langue rouge de ses lèvres vermeilles, le saisit entre l'index et le pouce, et demeure imperturbable au port de la langue comme s'il eût été au port d'armes, à la grande joie des convives et à la plus grande colère du major A... Sur la requête de ce dernier, une cour martiale fut convoquée, et

sérieusement et sévèrement réprimanda l'enseigne B... pour *conduct unbecoming an officer and a gentleman,* sans toutefois ajouter dans le jugement comme elle l'aurait pu : « Pour avoir exécuté un mouvement non prévu dans le manuel du soldat. »

Cette petite scène nous amène tout naturellement à parler des *messes* des régimens natifs. Quiconque a un peu vécu parmi les Anglais a dû être nécessairement frappé de la parfaite intelligence avec laquelle ils comprennent et pratiquent la vie en commun entre hommes, et nous ne connaissons rien en Angleterre de plus propre à frapper un étranger que le luxe bien entendu de la *mess* d'un régiment de l'armée de la reine, lorsque dans le pays voisin, il faut bien le dire, les officiers sont réduits à vivre dans des taudis de la manière la plus mesquine. Les Spartiates, il est vrai, se nourrissaient de brouet noir, mais, Dieu merci, leur temps est passé, et l'on pourrait peut-être introduire quelques améliorations heureuses dans l'armée française, non pas en imitant les *messes* des *blues* et des régimens fashionables, trop somptueusement montées, mais bien celles de l'armée indienne, dont le bien-être ne sort pas des limites du comfortable. Les *messes* de l'armée indienne se distinguent de celles de l'armée de la reine en ce qu'elles ne sont pas fournies au tarif. Le corps d'officiers administre lui-même sa table et entretient généralement une basse-cour, des vaches pour le lait et le beurre, souvent même des moutons et des bœufs. Au bout du mois, la dépense est partagée parmi les officiers. Pour les vins, bières et spiritueux, à la fin de chaque dîner, on fait circuler un papier divisé en colonnes, en tête desquelles sont inscrits les noms des divers vins servis, et chacun s'inscrit à la colonne des liquides qu'il a consommés. La *mess* ne fournit point de déjeuner, chaque officier déjeune généralement chez lui; mais un repas froid, composé des restes du dîner de la veille, est préparé d'ordinaire l'après-midi dans la *mess-room.* A l'exception des temps de marche, où l'on dîne au jour, le dîner est servi à la nuit tombante. Dans une *mess* bien organisée, les dépenses mensuelles d'un officier qui vit sobrement et ne boit à son ordinaire que du sherry et de la bière, laissant pour les grandes occasions le champagne et le bordeaux, d'un prix toujours exorbitant dans l'Inde, les dépenses mensuelles, disons-nous, d'un officier peuvent ne s'élever que de 80 à 100 roupies par mois. La *mess* a généralement chaque semaine un grand dîner *on public nigth* auquel chaque officier peut inviter ses amis. Outre les dépenses de la *mess,* chaque officier doit payer à un fonds commun 5 roupies par mois, souscription qui sert à payer le loyer de la maison de la *mess,* les souscriptions aux journaux et *revues,* l'entretien de la vaisselle et de l'argenterie.

Les règlemens des *messes* de l'armée anglo-indienne sont à peu près les mêmes que ceux de l'armée royale. La table est présidée à tour de rôle par chaque officier, et ce rôle de maître de maison, que remplissent même les plus jeunes, sert à développer dans les états-majors sans aucun doute ces manières élégantes que l'on remarque chez la plupart des officiers anglais. Les jeux de hasard sont prohibés dans l'établissement de la *mess;* mais on y trouve généralement un billard.

En regard des officiers anglais employés dans l'armée de la compagnie, plaçons maintenant les soldats et les officiers natifs. La compagnie des Indes, en donnant pour base à sa puissance une armée native, a dû prendre soin que les armes des cipayes ne pussent jamais se tourner contre elle. A cet effet, des règlemens d'une haute sagesse politique prescrivent de composer les régimens d'hommes des deux religions qui divisent la population de l'Inde, et y forment deux nations rivales. Dans l'infanterie, la proportion réglementaire est de deux tiers d'Hindous et un tiers de musulmans. Depuis la conquête du Punjab, on admet les Sicks dans la proportion d'un dixième, soit une compagnie par régiment. Les soldats d'infanterie appartiennent aux castes des *brahmes, rajpoots, choutries, gwallahs* ou pasteurs; ces derniers donnent des soldats fort estimés pour leur docilité et leur bravoure. La grande majorité des cipayes de l'armée du Bengale, dont nous nous occupons ici spécialement, est fournie par les populations des provinces nord-ouest et du royaume d'Oude. Dans la cavalerie, les régimens sont invariablement composés mi-partie de musulmans, mi-partie d'Hindous. Le recrutement s'opère sans l'intervention du gouvernement. Lorsqu'un vieux soldat revient au régiment après un congé passé dans ses foyers, il ramène souvent avec lui un ou plusieurs jeunes gens de son village qui désirent prendre du service dans l'armée native, où ils sont admis après avoir présenté leurs certificats de caste et passé la visite du médecin. Il n'y a pas de limite d'âge, et l'on comprend que parmi ces populations primitives il soit impossible de vérifier exactement l'âge des recrues. L'on peut toutefois fixer approximativement, sans grandes chances d'erreur, à dix-huit ans et à vingt-deux ans les limites d'âge minimum et maximum des conscrits.

La solde des cipayes varie de 7 à 9 roupies par mois, suivant le nombre d'années qu'ils ont servi. Si l'on remonte l'échelle des grades accessibles aux cipayes, on rencontre d'abord le *naïck,* qui touche par mois 12 roupies, le *havildar,* qui en reçoit 14. Le *jemmadar* et le *soubadar* (1) ont une solde mensuelle, le premier de 40, le se-

(1) *Native commissioned officer,* c'est le grade le plus élevé auquel puisse atteindre un soldat natif.

cond de 60 roupies. La paie est un peu plus élevée dans la cavalerie. La compagnie des Indes ne fournit rien autre chose à ses soldats que leur paie et des huttes dans les cantonnemens. Le cipaye avec sa solde doit pourvoir à sa nourriture et à son entretien, savoir : renouveler de deux années l'une son habit et son pantalon de drap, payer ses cols, souliers, tenue blanche, etc. L'habit est livré aux soldats au prix de 3 roupies 4 anas, et le pantalon au prix de 3 roupies 2 anas. La dépense d'un équipement d'infanterie complet est évaluée de 15 à 16 roupies. L'on ne saurait apprécier exactement les dépenses que sa tenue coûte à un soldat, cela dépend du plus ou moins d'économie du sujet. Cependant plusieurs officiers nous ont affirmé qu'en prenant une roupie par mois pour base de calcul, on aurait une moyenne presque exacte. La nourriture d'un Hindou coûte environ 3 roupies par mois; le soldat natif, après avoir défrayé les dépenses de son entretien et de sa nourriture, peut donc économiser ou envoyer à sa famille, ce qu'il fait le plus généralement, à peu près 36 roupies par an. Pour les musulmans, moins sobres et moins économes que les Hindous, la chose est différente, et non-seulement les soldats qui professent l'islamisme ne font pas d'économies, mais encore la plupart sont endettés. En campagne, le gouvernement est tenu de livrer l'*otta* (farine de blé) aux cipayes au prix de une roupie par quinze *seers* (1). La perte, s'il y en a, est supportée par le trésor public. Nous ajouterons que les cipayes peuvent envoyer sans frais leurs économies à leurs familles, au moyen de bons tirés par le capitaine de la compagnie sur la caisse de la station où résident les parens du militaire.

Le soldat natif une fois engagé doit servir trois ans; au bout de cette période, il est libre de rentrer dans ses foyers. Il n'existe pas de temps réglementaire pour que le soldat puisse être admis au bénéfice de la pension de retraite, mais il ne peut l'obtenir qu'après avoir passé quinze ans dans les rangs, et lorsqu'il a été déclaré impropre au service par un conseil de santé. Les pensions allouées aux soldats, sous-officiers et officiers natifs sont les suivantes : *cipaye* 4 roupies par mois, *naïck* 7, *havildar* 9, *jemmadar* 13, *subadar* 25, *subadar*-major 90. Les pensionnaires sont tenus de résider dans certains districts, et touchent leurs pensions à la caisse du *paymaster*. Le Bengale est divisé en cinq districts de pensionnaires, savoir : ceux de Barrackpore, Bénarès, Dinapore, Oude, Punjab. En 1844, 22,381 soldats et 1,730 familles touchaient des pensions militaires du gouvernement du Bengale.

L'avancement dans les régimens natifs dépend entièrement du

(1) Le *seer* équivaut à 2 livres anglaises.

colonel jusqu'au grade de *havildar* exclusivement. Les grades de *jemmadars* et *soubadars* (*native commissioned officers*) sont conférés par le commandant en chef sur la proposition du colonel. Il est au reste excessivement rare que les promotions sortent des conditions d'ancienneté, et la très grande majorité des officiers natifs ont dépassé de beaucoup la soixantaine. Nous ne croyons pouvoir mieux apprécier la position de l'officier natif qu'en le comparant à un homme qui joue un rôle considérable dans la marine royale anglaise, le *master*. De même que le *master* répond de la bonne route du navire, l'officier natif répond de la bonne tenue et de la bonne conduite du régiment, et au jour du combat s'efface pour laisser le commandement à l'officier européen, comme le *master* à l'officier de la marine royale. Cette position d'officier sans espoir d'avancement ultérieur, qui n'est jamais celle de l'égalité avec les officiers européens, même avec le plus jeune enseigne, offre, il faut en convenir, bien peu d'aliment à l'ambition du soldat; mais l'ambition, la soif du commandement et des honneurs existe-t-elle à un haut degré parmi les hommes dociles et résignés qui remplissent les rangs de l'armée de l'Inde? Les soldats de la compagnie demandent-ils plus au sort qu'une position qui assure libéralement leur pain de chaque jour et celui de leur famille? Il est permis d'en douter, et à l'appui de cette opinion on peut citer le fait qu'il est presque sans exemple qu'un officier ou sous-officier natif ait pris part aux rébellions, d'ailleurs peu nombreuses, qui ont agité l'armée de l'Inde. Remarquons aussi en passant que les diverses révoltes avaient en grande partie pour point de départ des atteintes plus ou moins graves portées par l'autorité supérieure aux préjugés religieux des natifs.

Deux ordres militaires servent à récompenser les soldats méritans du service indien : le premier, *l'ordre du mérite*, ne s'accorde que pour fait de guerre, et quoique le nombre des décorés ne soit pas limité par les statuts, il ne s'accorde que bien rarement. L'ordre se divise en trois classes qui doivent chacune s'acheter par une action d'éclat. Les insignes de la première classe sont une étoile d'or avec ces mots, *the reward of valour*, portée à un ruban bleu liseré de rouge. L'étoile est d'argent pour les deux autres classes. La première donne double paie, la seconde et la troisième deux tiers et un tiers; mais telle est la parcimonie avec laquelle cet ordre est distribué, que des officiers supérieurs du service indien m'ont assuré avoir à peine rencontré quelques étoiles d'argent sans jamais avoir vu une étoile d'or. L'ordre du *British India* se divise en deux classes de cent croix chacune : la première, affectée aux *soubadars* et *ressaldars*, et donnant le titre de *sirdar bahadoor* et 2 roupies par jour d'extra-paie; la deuxième, dans laquelle tous les officiers natifs sont admis,

qui donne le titre de *bahadoor* et une roupie d'extra-paie. Cette récompense par le fait ne s'accorde qu'à l'ancienneté, et la plupart des membres de l'ordre sont retirés du service.

Quoique l'on puisse lire dans tous les comptes-rendus des grandes expositions de Londres et de Paris que les produits de l'Inde y attiraient l'attention générale, quiconque a vécu au Bengale conviendra sans peine que le produit le plus curieux de cette terre exotique manquait à ces fêtes industrielles : ce produit, c'est le cipaye. Avoir donné à un Indien l'apparence d'un soldat européen, c'est là une œuvre d'admirable patience que peut seul apprécier celui qui dans un contact de chaque jour a reconnu les abîmes de préjugés infranchissables qui séparent la race indienne de nous, de nos habitudes, celui qui a compris par expérience qu'il est dans l'Inde une chose plus fâcheuse que son soleil de plomb fondu, ses moustiques dévorans, ses fièvres empestées, — les domestiques natifs!

L'éducation militaire du cipaye demande environ neuf mois; au bout de ce temps, la métamorphose est complète, la chenille est devenue papillon! L'on peut presque dire que la tenue du cipaye ne laisse rien à désirer; seulement on s'aperçoit aisément, à une certaine gêne dans la démarche, qu'il n'est pas habitué à porter le soulier; l'habillement est le même, à très peu de chose près toutefois, que celui des troupes royales; au lieu d'un col de cuir, le cipaye porte un col formé de grains de verroterie blanche; il y a aussi quelque différence dans les boutons et la plaque des buffleteries; de plus, le schako est remplacé par un bonnet rond de laine. En somme, la tenue extérieure du cipaye laisse bien peu de chose à désirer; mais il lui manque, on le devine au premier coup d'œil, le sentiment de la dignité de l'habit qu'il porte. Rien dans sa contenance ne rappelle l'air martial de nos pantalons rouges, ou la tournure d'homme, carrée par la base, du soldat anglais. L'humilité, l'esprit de servitude de la race indienne perce sous l'uniforme : regardez fixement un cipaye, et vous pouvez parier cent contre un qu'immédiatement il vous rendra un salut militaire, ou un port d'arme s'il est en faction. C'est qu'en effet le cipaye n'a rien perdu de ses habitudes natives, et pour démontrer cette vérité, que le lecteur veuille bien nous accompagner aux tentes d'une compagnie d'infanterie venue récemment de l'intérieur avec un convoi d'argent, et campée sur les glacis du fort William, à Calcutta.

Le camp est formé de trois grandes tentes; un seul homme en habit rouge, une baguette de fusil à la main, en garde l'approche; quant aux soldats, ils ont dépouillé l'uniforme et revêtu le costume indien dans toute sa simplicité : les plus couverts en chemise! Et quelles fantaisies de coiffures! celui-ci la tête complète-

ment rasée, celui-là avec des nattes de six pieds, cet autre à front monumental fait à coups de rasoir; ce soldat sick enfin, ses cheveux relevés et noués en chignon comme une demoiselle chinoise. Les officiers natifs se distinguent par un collier de boules de bois doré. Du reste une tranquillité parfaite, un ordre profond. Chaque homme fait sa petite cuisine, dans son petit pot, à son petit feu, ou s'occupe de soins de propreté. C'est que la main des siècles, l'influence civilisatrice de la discipline militaire ont glissé sur la nature immuable de l'Indien comme l'huile sur le marbre. Trois coups de baguette, deux mots, et ces sauvages à demi nus, le fusil à piston à la main, l'habit rouge sur le dos, offriront des spécimens très respectables des soldats de l'honorable compagnie des Indes; toutefois rien n'est changé dans leurs instincts, leurs habitudes : ce sont les hommes, les mêmes hommes qui, sous les drapeaux du roi Porus, combattaient, il y a deux mille ans, les guerriers d'Alexandre.

L'infanterie native de l'armée du Bengale se compose de soixante-quatorze régimens de ligne, uniformes quant aux cadres et à la force numérique, et d'un certain nombre de régimens locaux et de milice (1). Les cipayes sont armés d'un fusil à piston semblable en tous points au modèle dont se servent les soldats de l'armée de la reine. Six régimens (les 9e, 25e, 57e, 65e, 67e, 68e) comptent une compagnie armée de la carabine à sabre baïonnette, équipée et organisée sur le modèle de la brigade des *riffles*. Pour compléter cet aperçu des forces d'infanterie de l'armée du Bengale, on doit citer encore les noms des régimens de Khelat-Y-Ghizie, Ferozepore, Loodianah, les deux bataillons d'infanterie d'Assam, etc., dans lesquels l'élément natif est à peu près le même que dans les régimens de ligne, mais dont l'état-major européen, beaucoup moins nombreux, est composé d'officiers détachés de ces derniers. Les soldats de ces corps sont soumis aux mêmes conditions de service que ceux de la ligne, sauf toutefois ceux des régimens locaux et des milices, tels que la milice de Calcutta, le bataillon d'Arracan, etc., qui ne peuvent être employés activement en dehors de leur province.

Les commandemens et les mots d'ordre sont donnés en anglais, et il existe, nous a-t-on assuré, dans le Punjab un régiment formé des anciens soldats de Runjet-Singh, où les commandemens sont faits en

(1) Chaque régiment d'infanterie comprend 1 colonel, officier-général, qui, comme dans l'armée de la reine, n'a de rapport avec le corps que pour toucher un certain bénéfice sur l'habillement et l'équipement des hommes; 1 lieutenant-colonel, 1 major, 6 capitaines, 10 lieutenans, 5 enseignes, 1 chirurgien-major, 1 aide-major et 1 sergent-major, tous Européens. L'effectif natif se compose de 10 *soubadars* et 10 *jemmadars* (*native commissioned officers*), 3 docteurs, 1 *quarter-master* (sergent), 60 *havildars*, 60 *naicks*, 20 tambours et 1,000 soldats.

français, car loger dans la tête du soldat natif quelques mots de langue européenne est l'une des parties les plus ardues de son éducation militaire. Étranger comme nous le sommes aux choses militaires, nous nous croyons pourtant autorisé à dire que l'instruction des régimens natifs qu'il nous a été donné de voir manœuvrer laissait peu de chose à désirer. Il y a toutefois une mollesse dans la marche, une indécision dans le maniement d'arme qui frappe *à priori* même des yeux inexercés, et révèle que ces corps si bien habillés, si complets sur le champ de parade, ne sauraient soutenir le choc des baïonnettes européennes. Aussi, pour résumer notre opinion sur l'*efficience* du cipaye comme homme de guerre, dirons-nous que la discipline, l'éducation du régiment, l'art militaire a donné le dernier mot de sa puissance en faisant le cipaye tel qu'il est, mais qu'il n'appartient pas à la science et à la patience humaine de créer un rival au soldat européen avec l'homme de l'Inde. Non pas que des traits pleins de fierté militaire manquent entièrement aux annales de l'armée native, témoins ces grenadiers qui, condamnés à mort pour rébellion dans le siècle dernier, s'appuyèrent de leur privilége de monter les premiers à l'assaut pour réclamer le droit d'être attachés les premiers à la bouche des canons, et montrer à leurs compagnons d'infortune à *bien mourir,* ou encore ce Scévola hindou, qui, tenant son bras en manière de défense devant la figure de son officier occupé à pointer un canon dans une embrasure de redoute, se contenta d'engager son supérieur à se dépêcher, lorsqu'une balle lui eut brisé la main; mais cette résignation, ce mépris de la mort qui forment d'ailleurs un des traits caractéristiques du moral de l'homme de l'Inde ne compensent pas ce qui manque au soldat natif de force physique, d'énergie musculaire, de rudes appétits. Aussi, tout en rendant justice aux bonnes qualités qui distinguent le cipaye, à sa douceur, à sa sobriété, à son respect pour la discipline, ses apologistes même les plus passionnés n'ont jamais osé prétendre qu'il pût être opposé avec succès au soldat européen.

Les cantonnemens des troupes natives sont uniformément placés. dans les stations indiennes, aux limites du champ de manœuvre. Sous d'épais ombrages sont groupées les huttes où les cipayes vivent par couple, habitations primitives aux toits de chaume, aux murs de bambous croisés de natte, ou mieux de boue. L'intérieur ne le cède pas en simplicité à l'extérieur : deux places à feu, deux lits grossiers, des pots de cuivre, composent tout l'ameublement de ces demeures, dignes des meilleurs jours de Sparte. Les habitations des officiers et des sous-officiers natifs se distinguent à peine de celles des autres hommes. Aux limites des cantonnemens et du champ de manœuvre s'étend une ligne de petits pavillons en maçon-

nerie, où les cipayes, après le service, vont déposer leurs armes. Ce qui frappe surtout le visiteur, c'est l'incroyable mélange des habitudes natives et des habitudes européennes qu'il retrouve chez tous les habitans de ces demeures. Quelle métamorphose, quelle dualité plus complète que celle de ce grenadier de six pieds dont vous avez admiré la bonne tenue et la tournure martiale sur le champ de manœuvre, et que vous retrouvez à cinq minutes de distance vêtu d'un mouchoir de poche et accroupi comme un singe à la porte de sa cabane, aussi différent en un mot du grenadier de la parade que le fidèle ami de Robinson! De plus, certains détails de la vie intime du soldat natif ne manquent pas d'originalité; presque dans chaque rue du cantonnement se trouvent des espèces de hangars sous lesquels les cipayes s'exercent à la lutte, exercice qu'ils aiment passionnément. L'arène, creusée à trois pieds au-dessous du sol environ, est recouverte d'un toit de chaume soutenu par des piliers. Pour toute décoration, elle renferme uniformément une figure ornée de bras et de jambes surabondans, qui représente sans doute l'Hercule de l'olympe de Wishnou. Dans quelques régimens, les officiers encouragent avec raison les hommes à pratiquer ce salutaire exercice, et accordent à certains jours des prix de lutte assez considérables. Faisons remarquer en terminant ce croquis que les cantonnemens des troupes natives, quelque mesquins qu'ils soient, imposent une grande dépense au trésor de l'Inde, car toutes les fois que le cipaye arrive à une nouvelle station, il reçoit pour se bâtir une hutte une indemnité de 2 roupies 1/2.

La cavalerie native de l'armée du Bengale comprend dix régimens de cavalerie régulière (1). La tenue de cette cavalerie est ainsi déterminée par les règlemens : un shako sans visière, une veste ronde et un pantalon de drap gris clair (*french grey*). Le harnachement du cheval et la selle sont les mêmes que dans la cavalerie légère de l'armée royale. Les hommes sont armés du sabre recourbé et de deux pistolets; de plus, dans chaque escadron, quinze cavaliers portent la carabine. La taille moyenne des soldats est de 5 pieds 9 pouces anglais, et leur poids, quand ils sont armés, équipés, prêts à se mettre en marche, s'élève à environ 18 *stones* (à peu près 125 kilog.).

La question de la remonte de la cavalerie a longtemps préoccupé

(1) Chaque régiment de cavalerie régulière native se compose de 1 colonel, 1 lieutenant-colonel, 1 major, 6 capitaines, 8 lieutenans, 3 enseignes, 1 chirurgien, 1 vétérinaire, 1 maître d'équitation et 1 sergent-major, tous Européens; 6 *subadars*, 6 *jemmadars*, 2 docteurs indigènes, 1 *quarter master sergeant*, 27 *havildars*, 25 *naicks*, 7 trompettes, 9 maréchaux ferrans et 428 cavaliers. A ce personnel il faut ajouter un *syce* (palefrenier) par deux chevaux et un *grass-cutter* (coupeur d'herbe) par cheval.

les chefs du gouvernement de l'Inde, et des haras ont été établis il y a longues années dans le pays. Ces établissemens sont au nombre de trois, savoir : celui de Ghazepoor dans le Bengale, et les haras de Hissar et Hanpur dans les provinces nord-ouest. Chacun de ces établissemens est dirigé par un officier supérieur ayant sous ses ordres un assez nombreux état-major européen. Le système d'élevage est le suivant dans le haras de Ghazepoor : chaque année on distribue les jumens aux fermiers environnans qui peuvent, par tête d'animal, donner une caution de 200 roupies. Il est interdit au fermier de soumettre la jument qui lui est temporairement cédée aux travaux des champs, et chaque mois des officiers du *stud* parcourent le district et s'assurent que les animaux sont bien traités. Le fermier garde le poulain pendant un an après sa naissance, et au bout de cette période le jeune animal est soumis à l'inspection du vétérinaire du *stud,* qui fixe le prix d'achat. Ce prix varie de 70 à 200 roupies; il est en moyenne de 120 roupies, et sert d'indemnité au fermier pour les dépenses et l'entretien de la jument et de son poulain. Le poulain une fois accepté par le vétérinaire est placé dans les écuries du haras, où il reste deux ans et demi, au bout desquels il passe devant un comité avant d'être déclaré propre au service de l'armée. Au cas où le poulain à l'âge d'un an n'est pas accepté par le vétérinaire, il devient la propriété du fermier qui l'a élevé. En général les pouliches sont refusées; mais lorsque par exception on les achète pour le service public, elles sont dirigées sur le district du Tirhoot, où le prix du grain est moindre que dans le voisinage de Bénarès. Le haras de Ghazepoor compte plus de deux mille jumens poulinières. Le système de reproduction n'est pas le même dans les haras de Hissar et de Hanpur. Là le gouvernement ne possède pas les jumens, mais les vend aux fermiers au prix de 300 roupies, payables par versemens annuels de 50 roupies. Malheureusement la race chevaline dépérit dès la seconde génération sous le climat débilitant de l'Inde, et ce n'est qu'en renouvelant les souches incessamment et à grands frais que l'on peut obtenir des sujets de taille et de force propres au service militaire. Un instant l'on avait espéré pouvoir supprimer les haras indiens et remonter les troupes exclusivement à l'aide de chevaux importés d'Australie; mais la découverte de l'or en ces contrées, en enlevant tous les bras à l'agriculture, a élevé à un prix si excessif le prix des chevaux en Australie même, que la remonte de la cavalerie de l'Inde y est devenue impossible, et que les haras du Bengale, quelque défectueux que soient leurs produits, doivent être conservés. Pour donner une idée des sommes énormes que le service de la cavalerie et de l'artillerie coûte à la compagnie des Indes, il suffira de dire qu'en 1846, après les batailles des

premières guerres du Punjab, une remonte de plusieurs centaines de chevaux destinés à l'armée de l'Inde fut faite dans la colonie du cap de Bonne-Espérance. Chaque étalon admis par le comité de remonte était payé 36 livres sterling, et chaque cheval hongre 30 livres sterling. En ajoutant à ce prix 30 livres sterling pour le passage de l'animal du Cap à Calcutta, les frais d'assurance, de débarquement, etc., l'on trouve que chaque cheval rendu au corps coûtait au trésor public au moins 80 livres sterling!

Outre la cavalerie de ligne, il existe dans l'armée du Bengale 18 régimens de cavalerie irrégulière (1). Il est à remarquer que les trois grandes puissances européennes, la France, l'Angleterre, la Russie, comptent dans les cadres de leurs armées des corps de cavalerie irrégulière commandés par des officiers européens, et sans vouloir établir une comparaison entre les spahis d'Alger, les irréguliers de l'Inde et les cosaques du Don, ce fait est assez important pour nous autoriser à nous étendre quelque peu sur la cavalerie irrégulière du Bengale. Les corps de cavalerie irrégulière, corps où la discipline, sans nuire au bien du service, peut être plus relâchée que dans la cavalerie de ligne, attirent de préférence dans leurs rangs des hommes habitués à une vie errante et libre. D'un autre côté, le régiment irrégulier, étant susceptible d'être employé en temps de paix pour la police et coûtant moins cher au trésor public que la cavalerie régulière, offre au gouvernement un double avantage qui explique la place importante que ces forces, d'une création assez récente, ont prise dans l'armée indienne.

L'influence du système féodal en vigueur dans le Haut-Bengale se fait sentir dans l'organisation des régimens irréguliers, qui, pour attirer dans les rangs des hommes de haute caste, permet qu'un simple soldat puisse être entouré de ses parens ou de ses vassaux. L'irrégulier s'engage avec le gouvernement à pourvoir à tous les frais de son entretien et de celui de son cheval moyennant un salaire de 20 roupies par mois. Chaque officier a le droit de fournir 5 chevaux, et chaque sous-officier un. Ce privilége, nommé *assami*, s'exploite de la manière suivante : l'officier qui en jouit entretient dans les rangs un soldat désigné sous le nom de *bargir*, qu'il paie 7 roupies par mois, et garde 13 roupies pour défrayer l'entretien du cheval, somme sur laquelle il peut faire un léger bénéfice. Ce privilége n'appartient pas exclusivement aux officiers et sous-officiers,

(1) Un régiment de cavalerie irrégulière du Bengale se compose de 3 *russaldars*, 3 *resaïdars*, 6 *naïcks russaldars*, 6 *jemmadars* (*native commissioned officers*), 6 *kote duffadars*, 48 *duffadars*, 6 *nishamburdars*, 3 trompettes, 3 *nugagarchis* et 500 soldats. L'état-major européen pris dans les régimens de ligne, infanterie ou cavalerie, est formé de 1 officier commandant, 1 commandant en second, 1 adjudant et 1 chirurgien.

car les réglemens ne leur attribuent que 160 chevaux ou *assamies* par régiment; les autres sont possédés par des vétérans, des veuves, des orphelins, ou des soldats eux-mêmes, qui reçoivent alors le nom de *kudurpar*.

La remonte et la réforme des chevaux dépendent exclusivement de la volonté de l'officier commandant, qui peut rejeter ou réformer tout cheval qui lui semble impropre au service. Le gouvernement ne fait acte d'intervention dans la remonte que dans le cas de chevaux tués en combattant, et alloue alors une indemnité de 125 roupies au cavalier. Afin de pourvoir au remplacement des chevaux morts de fatigue ou de maladie, sans laisser cette dépense exclusivement à la charge du propriétaire d'*assamie*, on a organisé dans les corps irréguliers des assurances mutuelles d'une incontestable utilité. Ainsi il existe dans chaque compagnie une tontine qui doit fournir les fonds nécessaires pour remplacer les chevaux morts, et à laquelle chaque soldat de la compagnie verse, en cas d'accident, une somme de 1 roupie 10 anas. Le produit de ces retenues est affecté à l'achat d'un nouveau cheval, dont le prix, variable suivant les temps et les quartiers, peut être toutefois estimé en moyenne à 150 roupies. On comprend facilement tous les avantages de ce système. Utile au soldat, qu'il empêche d'être ruiné par la mort d'un cheval, il rend en même temps chacun solidaire de la bonne nourriture des chevaux, ce qui est d'une grande importance dans des régimens où les hommes pourvoient eux-mêmes à l'entretien de leurs montures.

Cette institution de crédit n'est pas la seule qui soit organisée dans les régimens irréguliers : chaque régiment a une banque qui fournit les fonds nécessaires pour acheter les fourrages et grains, lorsque le régiment reçoit un ordre inattendu de départ, et qui fait tenir leur paie aux soldats envoyés en détachement. La banque fait aussi des avances au corps pour la remonte, l'habillement, et fournit aux hommes en congé les moyens de pourvoir à la nourriture du cheval qu'ils laissent au corps, car ces derniers ne touchent leur paie qu'au retour.

Aucun règlement ne détermine l'uniforme des régimens irréguliers. Leur équipement se compose ordinairement d'une tunique de couleur tranchée, rouge, jaune, vert clair, ouverte sur le devant, d'un pantalon collant, et de la grande botte. Dans certains corps, l'on a adopté pour coiffure le casque d'acier poli, dans d'autres le chapska ou le turban. Les cavaliers sont armés de sabres, de pistolets et de longs fusils fabriqués dans le pays sur l'ancien modèle indien, et quoique ces armes ne soient pas très perfectionnées, ils s'en servent avec une grande adresse. La selle réglementaire est la selle hindostani commune, qui, très comfortable pour l'homme, a le très

grand inconvénient de blesser le dos du cheval. Des ordonnances prescrivent aux commandans de laisser aux soldats le soin de fournir leurs équipemens et leurs armes; mais ce règlement n'est pas suivi, et dans l'intérêt de l'uniformité de la tenue et du bon marché des fournitures, le commandant, à la demande des hommes, passe directement des contrats avec les fabricans de Londres ou de Calcutta.

Les irréguliers coupables de crimes sont soumis à la juridiction des cours martiales ordinaires; mais en cas de mauvaise conduite, d'infraction à la discipline, le délinquant est traduit devant un conseil qui s'assemble immédiatement sur le lieu du délit, et se compose de 5 officiers natifs. Ce conseil ne peut au reste infliger une punition plus sévère que le renvoi du corps. Le tarif des pensions de retraite pour les irréguliers est à peu près le même que celui de l'armée régulière.

L'armée de la compagnie se complète par un corps qui a joué le rôle le plus important dans toutes les guerres de l'Inde, celui de l'artillerie. La première force d'artillerie qui fut organisée dans le Bengale fut formée en 1749 de marins tirés de l'escadre de l'amiral Boscawen; mais ce corps ne prit d'abord que peu d'extension, car les hommes d'état qui dirigèrent aux premiers jours les affaires de la compagnie se montrèrent surtout préoccupés de l'idée d'empêcher les princes natifs d'introduire dans leurs armées les perfectionnemens de l'artillerie moderne. A cet effet, on se refusa pendant longtemps à admettre les indigènes dans les rangs de l'artillerie de la compagnie, dans la crainte que des déserteurs n'allassent porter aux souverains voisins les secrets de cette arme redoutable. Les précautions étaient poussées si loin, que les règlemens primitifs défendaient à un catholique ou à un homme marié à une femme catholique de faire partie de l'artillerie indienne. Cette susceptibilité était exagérée à tous égards, et les leçons de l'expérience ont démontré que si les finances dilapidées des états natifs ne pouvaient supporter les lourdes dépenses qu'entraîne un corps d'artillerie bien organisé, une artillerie inférieure qui gêne les mouvemens des armées, et donne une fausse confiance à des généraux inexpérimentés, est plus nuisible à ceux qui s'en servent qu'à leurs ennemis.

L'artillerie de l'armée du Bengale se compose de trois brigades d'artillerie à cheval et de neuf bataillons d'artillerie à pied. L'équipement et l'armement des hommes sont à peu près les mêmes que dans l'armée de la reine. La première et la troisième brigade d'artillerie à cheval (1) sont formées de trois batteries européennes et

(1) Les cadres d'une batterie à cheval sont les suivans : 1 sergent-major, 6 sergens, 6 caporaux, 6 bombardiers (premiers canonniers), 2 *rough-riders*, 2 maréchaux ferrans, 2 trompettes, 2 élèves trompettes, 80 canonniers et un détachement de 28 *lascars*.

d'une batterie native, la deuxième de quatre batteries européennes. Les six premiers bataillons d'artillerie à pied sont recrutés d'Européens, les trois autres de natifs.

Le matériel d'une batterie à cheval consiste en cinq pièces de six et un obusier de douze, plus six caissons traînés par des chevaux; un chariot de forge, un chariot de provisions et un caisson de rechange, tous trois traînés par des bœufs, sont de plus attachés à l'établissement de chaque batterie, dont le complément réglementaire en bêtes de monture et d'attelage s'élève à 169 chevaux et 14 bœufs. Nous devons ajouter, pour donner une idée à peu près complète du personnel si nombreux d'une batterie légère, qu'un *syce* et un *grass-cutter* sont attachés à chaque cheval. L'organisation de l'artillerie légère de l'armée du Bengale diffère de l'organisation de l'artillerie de l'armée de la reine et des armées de Madras et de Bombay. Les chevaux des caissons et des canons sont montés, et dans l'action les soldats des chevaux de gauche mettent pied à terre pour servir les pièces, et sont secondés dans la manœuvre par des *lascars* montés sur l'avant-train des canons et des caissons. Ce système, plus économique et qui expose moins d'hommes en action, permet, dit-on, d'ouvrir le feu plus promptement, avantages que nous nous contenterons de signaler avec toute réserve.

Les six bataillons d'artillerie européenne à pied sont formés de 4 compagnies, et les 3 bataillons d'artillerie native de 6 compagnies ou *gondaulaz*, total 42 compagnies, qui desservent 14 batteries de siége et 19 batteries de campagne. De ces dernières, 10 sont traînées par des chevaux, 8 par des bœufs, et à la 19e est attaché un parc de chameaux. Le matériel de la batterie de campagne se compose de cinq pièces de 9, d'un obusier de 24, et du même nombre de caissons et de chariots que la batterie légère.

Sans prolonger ces détails, déjà suffisans pour donner une idée du corps d'artillerie de l'armée native, bornons-nous à remarquer que l'expérience condamne de plus en plus le système de traction par les bœufs. Ces attelages rendent les manœuvres si lentes et si difficiles, qu'un général à qui un officier se plaignait un jour de la rareté des provisions, en ajoutant que l'on se verrait bientôt forcé de manger les bœufs du parc d'artillerie, répondit en toute sincérité qu'il verrait de grand cœur tous ses bœufs passer à l'état de *roast-beef*, parce qu'alors au moins il serait autorisé de fait à les remplacer par des chevaux.

La compagnie compte enfin dans son armée du Bengale quelques forces d'infanterie européenne proprement dite. Ce sont trois régimens équipés et organisés comme les régimens de l'armée de la reine, dont le personnel est entièrement européen, et qui sont désignés

sous le nom de 1er, 2e, 3e *European Bengal fusiliers*. Le dernier de ces régimens est de formation toute récente; mais les deux premiers ont joué le rôle le plus glorieux dans toutes les guerres de l'Inde (1).

II.

A côté de l'armée de la compagnie, une autre catégorie de forces militaires représente, nous l'avons dit, la puissance anglaise dans l'Inde : ce sont les régimens de l'armée royale. Nous ne croyons pas être loin de la vérité en disant que si la cour des directeurs ne devait compter que sur ses troupes natives pour maintenir dans sa dépendance les populations de son vaste domaine asiatique, la puissance anglaise dans l'est aurait bientôt vu luire son dernier jour. Aussi est-ce un grand et illustre récit dans les fastes de l'armée royale que celui qui commence à la bataille du Plassey pour finir à celle de Chillianwallah, et si un Français ne peut se défendre d'un profond sentiment de tristesse en pensant que sans les honteuses faiblesses du règne de Louis XV et les guerres de la révolution française, son pays eût sans doute partagé avec l'Angleterre la couronne de l'Inde, un écrivain loyal doit rendre hommage à la discipline, au courage indomptable qui ont permis à une poignée de baïonnettes européennes de conquérir et de maintenir dans l'obéissance le plus grand empire du monde. Nobles annales militaires que celles où sont écrites de grandes pages comme cette terrible bataille de Fero-

(1) Pour montrer dans tous ses détails l'organisation de l'armée du Bengale, nous aurions encore à parler du corps des ingénieurs, du corps médical, de l'état-major du commissariat de l'armée; mais quelques indications essentielles sur ces divers corps peuvent seules trouver place ici. — Le corps des ingénieurs de l'armée du Bengale se compose de 3 colonels, 4 lieutenans-colonels, 4 majors, 20 capitaines, 72 lieutenans, et d'un régiment d'indigènes de 12 compagnies. Presque tous les officiers du génie remplissent des fonctions civiles et dirigent les travaux publics, routes, canaux, opérations trigonométriques, etc., que le gouvernement fait exécuter dans la présidence. — Le corps médical européen attaché aux forces de la compagnie dans le Bengale ou les provinces nord-ouest comprend 26 *senior-surgeons*, 102 *surgeons*, 242 *assistants-surgeons*. Tous ces officiers sont susceptibles d'emplois civils ou militaires, et attachés soit à des régimens, soit à des stations. Jusqu'à ces dernières années, les commissions du service médical étaient distribuées par les directeurs sous la seule condition d'un brevet de docteur émané d'une faculté européenne. Aussi l'on compte dans le service de santé de l'armée du Bengale plusieurs officiers qui ont fait leurs études pathologiques à la faculté de Paris. La nouvelle charte de 1853 a mis fin à cet état de choses, et les brevets du service médical indien s'obtiennent maintenant dans des concours publics. — L'état-major du commissariat de l'armée du Bengale est formé d'officiers détachés des régimens, dont l'avancement court à la fois dans le régiment et dans le corps administratif. Il faut toutefois, pour entrer dans cette branche de service, subir des examens sévères sur les langues orientales et les règlemens militaires.

zeshah, l'une des plus décisives et des plus disputées de l'histoire de l'Inde! Avant d'étudier l'armée royale dans sa vie sédentaire, qu'on l'observe un moment en présence de l'ennemi.

Attaquée au déclin du jour le 21 décembre 1845, la position fortifiée des Sicks, protégée par plus de 150 pièces de canon et une armée de 60,000 hommes de troupes dévouées, avait victorieusement résisté à l'assaut des troupes anglaises. La défense avait été digne de l'attaque. Tel était le courage indompté des soldats sicks, qu'on les voyait sortir un à un des retranchemens, armés d'un sabre et d'un bouclier, et venir de propos délibéré chercher sur les baïonnettes anglaises une mort inutile et glorieuse. Décimés par la mitraille, les braves régimens de la reine et de la compagnie étaient arrivés jusqu'à la ligne des retranchemens; mais là un feu formidable de mousqueterie opposa une barrière infranchissable à leurs efforts. L'obscurité vint mettre un terme à la lutte, et les deux armées bivouaquèrent en présence, sur le théâtre même du combat. Le commandant en chef, sir Hugh Gough, et le gouverneur général, sir Henry Hardinge, s'élevèrent à la hauteur de leurs devoirs, et acquirent des droits éclatans à la reconnaissance de l'Angleterre et au respect de la postérité, dans cette nuit d'angoisses dont nous esquisserons seulement quelques traits : des ténèbres épaisses enveloppant les deux armées; les soldats anglais, couchés dans la boue, sur leurs armes, grelottant sous une pluie glacée, sans nourriture et sans eau depuis plus de vingt heures; les gémissemens des mourans et des blessés; dans le lointain, le camp des Sicks en feu, d'où partait une immense canonnade qui semait la mort dans les rangs de l'armée anglaise. Pendant ces heures d'anxiété, les deux vieux guerriers parcouraient les bivouacs des divers régimens pour relever le courage des hommes et leur promettre de les conduire le lendemain à la victoire. Cette promesse devait être noblement tenue. A la pointe du jour, sir Hugh Gough et sir Henry Hardinge, à trente pas en avant des rangs anglais, l'épée à la main, forcèrent la position des Sicks, qui se retirèrent en pleine déroute, laissant 99 pièces de canon entre les mains de l'ennemi. Ce succès fut chèrement acheté. L'armée anglaise, forte de 16,700 hommes, comptait 2,721 hommes hors de combat; parmi ces derniers, 37 officiers tués et 78 blessés. Des dix officiers attachés à l'état-major de sir Henry Hardinge, un seul avait échappé sain et sauf, son fils, *dear little Arthur,* comme il l'appelle avec une familiarité touchante dans une de ses lettres, un enfant de seize ans qui avait parcouru à côté de son père toutes les phases de ce terrible combat. Notons parmi les morts de cette grande journée le major Sommerset, officier d'une bravoure chevaleresque et fils aîné de ce digne lord Raglan dont le nom se trouve si intimement

lié à l'une des pages les plus glorieuses de l'histoire militaire de la France.

Mais ce n'est pas seulement par sa bravoure sur le champ de bataille, c'est par son énergie patiente dans les épreuves du service ordinaire que l'armée royale de l'Inde mérite toute notre attention. La position pécuniaire des officiers de l'armée de la reine dans l'Inde est loin d'être aussi avantageuse que celle des officiers de la compagnie, car les règlemens s'opposent à ce qu'ils soient appelés aux emplois civils et diplomatiques, qui doublent souvent et au-delà les appointemens des officiers de l'armée native. La solde des officiers de l'armée royale en service dans l'Inde se compose de leur paie anglaise, plus d'un supplément donné par la compagnie, qui porte leur paie au niveau de celle des officiers du grade correspondant du service indien lorsqu'ils sont présens au corps, et nous avons déjà fait remarquer que c'était là la position d'argent la plus défavorable pour les officiers de l'armée native. L'Inde toutefois est d'une grande ressource pour l'armée royale. Les officiers sans fortune, ceux qu'ont atteints des revers pécuniaires, trouvent en s'exilant dans l'Inde les moyens de vivre convenablement. Aussi est-il certain que la constitution de l'armée anglaise, le système de promotion par *purchase*, devrait subir de grands changemens, si les régimens de l'armée royale n'étaient plus envoyés dans les trois présidences. Disons aussi que les guerres constantes que le gouvernement de l'Inde est obligé d'entreprendre à chaque instant sous des climats meurtriers activent singulièrement l'avancement dans les troupes royales. Si malgré le système de promotion à l'ancienneté l'armée anglaise compte dans ses rangs des officiers supérieurs dans toute la force de l'âge et de l'énergie, presque tous ces derniers ont gagné leurs grades dans l'Inde. De plus les grandes positions d'argent faites au commandant en chef, aux officiers-généraux en service dans l'Inde, sont à la fois de magnifiques récompenses offertes à de vieux services et des appâts bien dignes d'exciter l'ambition des jeunes officiers de l'armée royale.

L'armée royale et l'armée de la compagnie sont parfaitement distinctes et indépendantes l'une de l'autre. Un officier des troupes de la reine ne saurait passer dans les régimens de cipayes et réciproquement. Lorsque des détachemens des deux armées sont en campagne, en cas d'égalité de grade, le commandement appartient au plus ancien officier. L'envoi des troupes entraîne des dépenses si considérables, que l'on avait d'abord fixé à vingt ans le temps que chaque régiment devait servir dans l'Inde. Des dispositions récentes ont réduit à quinze ans la période de service des régimens anglais dans les

trois présidences. Pour acclimater les hommes aux chaleurs, les régimens ne sont dirigés vers les Indes qu'après avoir passé par les garnisons intermédiaires de Malte, de Gibraltar, du Cap, ou d'Australie.

La paie du soldat de l'armée de la reine dans l'Inde est de 15 roupies par mois (1); il reçoit de plus une ration libérale de pain, viande fraîche, thé, sel, bois, rhum et bière. Dans certains cas, au lieu de la ration, on accorde aux soldats une indemnité désignée sous le nom de *batta*. Grâce à cette paie élevée, les soldats anglais peuvent, dans ces pays où la main-d'œuvre est au plus bas prix, s'entourer d'un bien-être inconnu dans les armées européennes. Ils entretiennent autour d'eux des domestiques pour faire la cuisine, pourvoir aux soins de propreté des casernes, conserver leur fourniment, etc. Qu'on ne s'exagère pas trop cependant les délices de ce *dolce far niente*. Ainsi l'on prête cette définition de l'Inde à un sol-

(1) Les dépenses de l'armée du Bengale, dépenses qui ont peu varié depuis, ont été réglées de la manière suivante dans le budget de l'honorable compagnie pour l'année 1851 :

Armée de la reine.

Cavalerie	114,889 liv. st.	597,422 l. st.
Infanterie	482,533	

Armée de la compagnie.

Artillerie	297,265 liv. st.	4,672,194
Ingénieurs	25,462	
Cavalerie	472,145	
Infanterie native et 2 régimens européens	1,828,908	
Ordonnance, Commissariat, Service de santé	1,828,414	
Total		5,269,616 l. st.

Ces dépenses comprenaient l'établissement militaire suivant : troupes de la reine, 180 officiers, 899 sous-officiers, 15,960 soldats; armée du Bengale proprement dite : officiers, 2,957; sous-officiers européens, 961; soldats européens, 5,310; officiers natifs, 2,555; sous-officiers natifs, 6,068; soldats natifs, 120,162, soit un total d'environ 150,000 hommes.

Les dépenses des régimens, variables suivant les garnisons, peuvent être évaluées en moyenne ainsi qu'il suit :

Armée royale.	Régiment de cavalerie fort de 700 hommes	80,000 liv. st.
	Régiment d'infanterie fort de 1,000 hommes	60,000
Régiment d'infanterie européenne au service de la compagnie, fort de 814 hommes		54,800
Régiment d'infanterie native, 1,000 hommes		28,300
Régiment de cavalerie native, 500 hommes		37,200
Régiment d'infanterie native irrégulière, 800 hommes		25,800
Régiment de cavalerie irrégulière, 500 hommes		18,000

dat irlandais : « L'Inde, beau pays où l'on a toujours soif; seulement l'on va au lit bien portant, et l'on est très étonné de se réveiller mort! » Triste spectacle en effet que celui qu'une caserne de troupes européennes dans l'Inde présente au visiteur : ce ne sont que visages hâves et décolorés, yeux ternis par l'ennui et par la fièvre; pauvres gens, qui ne savent tromper les longues heures d'une vie pleine d'oisiveté et de monotonie que par les plaisirs mortels de la bouteille d'eau-de-vie.

Les maladies, en effet, déciment chaque année d'une manière terrible les rangs européens. L'on estime que sur 1,000 hommes il y en a toujours 129 à l'hôpital, et que tout soldat figure trois fois par an sur la liste des malades. Quant à la mortalité, qui est en Angleterre de 15 pour 1,000, elle est au Bengale de 7 pour 100. Heureux encore les régimens qui restent dans les limites de cette moyenne, car il en est d'autres qui voient se renouveler tout leur personnel en quelques années! Ainsi le 98e régiment, dont l'effectif au débarquement s'élevait à 718 hommes, ne comptait plus après huit ans de résidence que 109 hommes du personnel primitif. Quelque effrayant que soit ce chiffre, il ne saurait se comparer à celui de la mortalité parmi les enfans de troupe, dont les générations entières disparaissent, ne laissant après elles que de rares et chétifs survivans (1). L'on ne doit pas exonérer le gouvernement de toute responsabilité dans ce déplorable état de choses si contraire aux intérêts du trésor et du service. En effet les casernes sont souvent construites dans des endroits malsains, sans que l'on ait accordé toute l'attention nécessaire aux conditions de ventilation et de renouvellement de l'air, si indispensables sous ces climats délétères. De plus, dans quelques stations particulièrement malsaines, à Agra, Calcutta, Dinapore entre autres, la force

(1) Le tableau suivant, emprunté aux documens officiels et pris sur une moyenne de vingt ans, donnera une idée assez exacte de la mortalité annuelle parmi les armées des trois résidences :

	Bengale.	Madras.	Bombay.
Officiers européens. . . .	2,9 pour 100		
Soldats européens. . . .	7,38 pour 100	3,846 pour 100	5,078 pour 100.
Soldats natifs.	1,79 pour 100	2,095 pour 100	1,291 pour 100.

L'on voit par ce tableau que la résidence de Madras est celle où les soldats européens sont le moins éprouvés par le climat, tandis qu'au contraire la moyenne de mortalité des soldats natifs est double de celle des armées de Bombay et du Bengale. Pour expliquer ce fait assez singulier, il suffira de faire remarquer que les régimens de Bombay et du Bengale sont recrutés parmi les *rajpoots* et hommes de haute caste, qui s'abstiennent rigoureusement de toucher aux liqueurs fermentées, tandis que les soldats de l'armée de Madras, pris parmi les plus basses castes, se livrent avec passion à tous les excès de l'intempérance.

de la routine a fait conserver, sans nécessité urgente, des garnisons européennes.

Un général éminent de l'armée royale a ainsi défini le bagage d'un officier en campagne dans l'Inde : « une tente, un lit, une cantine, deux paires de souliers, deux paires de pantalons, deux gilets de flanelle, quatre serviettes, une demi-douzaine de chemises et un morceau de savon. » Nul n'est prophète en son pays, et sir Charles Napier n'a point échappé aux rigueurs de la loi commune, car encore aujourd'hui le luxe de bagages et de suivans d'une armée indienne ne le cède en rien à ce que l'histoire raconte des armées de Xercès et de Darius. L'on peut dire que le nombre de domestiques, hommes de peine, détaillans, que le devoir ou l'appât du gain attache à une armée en campagne dans les Indes, est dix fois plus considérable que celui des combattans. Comme le chiffre pourrait sembler exagéré, nous allons tenter de dresser une liste approximative des milliers d'individus qui suivent les pas de toute force militaire un peu considérable. Dans ces contrées barbares, où les ressources même les plus simples échappent au voyageur, un corps d'armée ne saurait se mouvoir sans être accompagné de plusieurs centaines d'éléphans qui rendent les plus importans services pour le transport des tentes, des munitions, des bagages, même de l'artillerie. S'agit-il de tirer une pièce embourbée dans un terrain difficile ou de faire monter à un obusier une côte escarpée, l'éléphant de la batterie est là qui du pied et de la trompe travaille avec une intelligence presque humaine. L'on cite même l'exemple d'un éléphant qui, indigné de la mollesse avec laquelle un attelage de bœufs répondait au fouet du conducteur, alla cueillir dans la jungle voisine un petit arbre, et revint gravement appliquer aux bêtes cornues si belle volée de bois, que Figaro ne rêva jamais la pareille pour le dos de don Basile, et que la pièce atteignit, à une allure inconnue jusque-là des *syces*, le sommet des hauteurs.

Pour revenir au dénombrement des non-combattans qui accompagnent une armée indienne, il faut ajouter que chaque éléphant réclame les soins d'un palefrenier et d'un *mahout* ou conducteur. Les chevaux sont traités avec moins de luxe; cependant tout cheval, qu'il appartienne à la cavalerie ou à l'artillerie, est toujours accompagné d'un domestique. Pour procéder conformément aux lois de l'étiquette zoologique, nous parlerons des domestiques attachés aux chameaux. Dans une armée indienne, les chameaux sont toujours en aussi grand nombre que les chevaux, et le règlement accorde un domestique à chaque triade de ces utiles animaux. Il en est de même pour les bœufs qui font le service des ambulances, des bagages, de l'artille-

rie. Nous avons déjà atteint un nombre considérable de non-combattans, et nous n'avons pas encore parlé du personnel si nombreux de domestiques dont les usages et aussi les nécessités de ces impitoyables climats forcent les Européens de s'entourer. Comme il a été dit, chaque plat de soldats européens dans l'Inde a son cuisinier, son marmiton, son porteur d'eau, son blanchisseur, etc. Enfin tout officier anglais est suivi en moyenne de dix domestiques. En effet, l'on reste au-dessous du chiffre réel en disant que les officiers supérieurs doivent traîner à leur suite 20 domestiques, les capitaines 10 ou 12, les subalternes de 7 à 9. De plus, il y a des *lascars* pour piquer les tentes, porter les palanquins destinés aux malades et aux blessés, etc. Enfin il faut tenir compte des professions si diverses, marchands, artisans, bayadères et voleurs, qui s'attachent à la fortune d'une armée en campagne dans l'Inde, et font d'un camp européen un des spectacles les plus extraordinaires qu'il soit possible de rencontrer.

Au signal donné, en un clin d'œil, le camp s'organise. Il sort de dessous terre une manière de Babylone, où les tentes bien alignées des soldats forment un contraste frappant avec les abris si divers que les natifs s'improvisent avec une industrie sauvage. Aux abords du camp, fument dans des chaudrons homériques des quartiers de bœuf et de mouton destinés au repas du soir de la troupe européenne. Les soldats natifs, éparpillés plus loin devant des milliers de petits feux, suivent d'un œil plein d'intérêt la cuisson de leur riz ou de leur gruau. A quelque distance est le bazar, où s'élèvent des boutiques de changeurs, d'habillemens, de comestibles, de liqueurs surtout, dont le noir détaillant vend à prix d'or le claret aux jeunes gens, le porto aux hommes, l'eau-de-vie aux héros. L'art même, l'art indien, est représenté dans cette cité d'une heure. Voici des équilibristes, des jongleurs, qui avalent d'excellentes épées et font commerce d'amitié avec les serpens *les plus à sonnettes*. Voulez-vous même varier vos plaisirs, à quelques pas de là, des bayadères livrent en plein vent à l'admiration publique leur chorégraphie monotone et leurs chants mélancoliques. Et l'étonnement de ce spectacle n'est pas seulement pour les yeux : le grondement des éléphans, le hennissement des chevaux, le gloussement des chameaux, le bêlement des moutons, le chant du coq, le bruit confus de mille voix humaines qui parlent à la fois anglais, persan, indostani, urdu, arabe, bengali, composent une symphonie babélique dont un autre Mezzofanti seul pourrait apprécier les mérites.

On voit maintenant quelle est l'organisation des forces militaires dans l'Inde anglaise. Ce que nous avons dit de l'armée de la compagnie et de l'armée de la reine dans le Bengale s'applique exac-

tement à ces mêmes armées dans les présidences de Madras et de Bombay (1), et il ne nous reste plus, pour terminer cette étude, qu'à rendre une dernière fois hommage à la discipline et au courage avec lesquels les forces anglo-indiennes ont soutenu dans les jours les plus difficiles l'honneur et les intérêts de l'Angleterre. Les revers et les victoires de l'Afghanistan, l'expédition de la Chine, les deux guerres du Punjab, la guerre de la Birmanie, ont ajouté de nobles pages à cette histoire, commencée il y a cent ans, et où brillent les Clive, les Munro et les Wellesley. De dignes héritiers ont recueilli dans l'Inde la tradition de ces hommes illustres. Sale, Curelon, Broadfoot, morts au champ d'honneur, ont laissé des souvenirs de gloire qui ne périront pas, et si les noms d'Outram, de Chamberlain, de Mayne, n'ont pas encore acquis en Europe toute la popularité que méritaient leurs exploits militaires, ils n'en ont pas moins des titres éclatans à la reconnaissance de l'Angleterre, à l'estime de quiconque respecte le courage et le culte du devoir.

M^or^ FRIDOLIN.

(1) Voici, d'après les documens officiels, quel était à une date récente le chiffre des forces de l'Angleterre dans l'Inde.

État général de l'armée indienne en janvier 1856, *comprenant les forces militaires de sa majesté et de l'honorable compagnie, ainsi que les contingens et corps irréguliers commandés par des officiers anglais.*

PRÉSIDENCES.	Officiers au service de la compagnie.	Régimens de cavalerie royale.	Régimens d'infanterie royale.	Batteries d'artillerie à cheval européenne.	Batteries d'artillerie à cheval native.	Bataillons d'artillerie à pied européenne.	Bataillons d'artillerie à pied native.	Régimens d'infanterie européenne de la compagnie.	Régimens d'infanterie native.	Régimens d'infanterie irrégulière.	Régimens de cavalerie régulière.	Régimens de cavalerie irrégulière.
Bengale.....	2,907	1	14	9	4	6	3	3	74	41	10	31
Madras.....	2,019		4	6		4	2	3	52	6	8	4
Bombay.....	1,289	1	4	4		2	2	3	29	8	3	6
Total des corps.		2	22	19	4	12	7	9	155	55	21	41
Moyenne des corps.....		700	1,100	140	110	337	640					
Total.....	6,215	1,400	24,200	2,660	440	4,044	4,480	9,000	170,000	51,150	9,450	23,780

En tenant compte de quelques corps peu importans, tels que les *lascars* attachés à l'artillerie, les sapeurs et mineurs, les vétérans européens et natifs, le service médical en sous-ordre, l'on obtient l'effectif exact des forces militaires des Anglais dans l'Inde: le chiffre considérable de 323,823 hommes et 516 canons.

L'HISTOIRE ROMAINE

A ROME

V.

DOMITIEN.

Air de famille des Flaviens; ce qu'a Domitien de cette famille. — Sa femme Domitia, sa nièce Julie. — Ame et visage de Domitien. — Sa statue équestre, topographie du Forum. — Les Janus et les trophées. — Réparation de la voie Appienne. — Agrandissement du palais impérial. — Temples de Jupiter gardien et de Jupiter conservateur, platitudes de Martial et de Stace. — Monumens de famille, temple de Vespasien, temple des Flaviens. — Martial, peintures locales de Rome et des environs. — Villa de Domitien, amphithéâtre et collége de prêtres à Albano. — Cirque à Rome. — La place Navone. — Le Colisée, la férocité romaine, les Juifs, les chrétiens, spectacles de Domitien.

Domitien a, dans ses portraits, avec son père Vespasien (1) et son frère Titus un air de famille, quelque indigne qu'il soit de leur ressembler. Cependant il leur ressembla en quelque chose : il eut de son père l'avidité, de son frère l'esprit, — Suétone cite de lui plusieurs mots spirituels, — de l'adroite famille des Flaviens la ruse. Domitien est une bête féroce intelligente; il fut, je crois, le plus pervers des empereurs romains, oui, plus pervers que Caligula et Héliogabale, parce qu'il était moins fou.

Sans doute s'enfermer pour tuer des mouches est d'un maniaque de cruauté, donner dans un appartement où tout est peint en noir un festin servi par des esclaves dont on a noirci les traits pour les faire ressembler à des génies infernaux, n'y parler que de mort et

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier et les autres parties de cette série dans les livraisons du 15 octobre, 1er novembre et 15 décembre 1856.

s'amuser ainsi de la terreur des convives, c'est une fantaisie extravagante; mais habituellement Domitien portait un grand sens dans ses atrocités, y mettait même un certain artifice. Je l'ai rangé parmi les empereurs insensés, je lui dois une réparation. S'il était d'une cruauté absurde de mettre à mort Pompusianus, parce qu'il avait dans sa chambre une carte géographique du monde, il était plus intelligent de le punir de lire les harangues républicaines de Tite-Live, et de faire tuer l'écrivain Maternus, qui déclamait contre les tyrans.

Domitien était féroce et hypocrite, hypocrite par goût, car il n'avait pas besoin de l'être; mais il trouvait du plaisir à tromper, même sans profit, à faire accomplir par d'autres les meurtres qu'il eût pu ordonner lui-même, et à leur en laisser l'odieux, qui ne l'eût pas embarrassé pour son propre compte. C'est ce que nous lisons dans Dion Cassius. Nous y voyons aussi qu'il se plaisait à rassurer ceux qu'il allait perdre. Cette comédie l'amusait. Ce qui caractérise Domitien, c'est ce que Suétone appelle *callida sævitia*, la ruse dans la cruauté.

Il avait pour Minerve une dévotion particulière. Chaque année, il célébrait par des jeux magnifiques la naissance de la déesse; il lui éleva un temple dans le *forum* qu'il construisit et que termina Nerva. Minerve n'était pas pour Domitien la déesse de la sagesse, mais la déesse de l'astuce, celle qui, dans l'Odyssée, admire tant Ulysse au moment où il vient de lui débiter les mensonges les plus circonstanciés et les plus gratuits. C'est cette Minerve-là que devait honorer Domitien. Si elle inspira souvent ses actes et ses paroles, elle ne lui fit pas éviter une mort tragique, car Domitien périt dans une conspiration subalterne de palais, égorgé par ses eunuques et ses valets de chambre, à l'instigation de sa femme Domitia, qui avait vu son propre nom sur les tablettes où son mari prenait note de ceux qu'il voulait faire mourir. Domitien, moins aveugle que Caligula ou Néron, pressentait sa fin terrible et cherchait contre elle des précautions inutiles; il avait tapissé les murs des portiques où il se promenait habituellement d'une pierre spéculaire, sorte de miroir où devait se réfléchir tout ce qui se ferait derrière lui; mais il fut tué dans sa chambre à coucher.

Domitia était fille et fille très indigne du brave et malheureux Corbulon : c'était la dépravation même. Ses bustes indiquent assez bien la résolution dont elle fut capable pour se sauver; elle semble en effet ruminer quelque chose; ses lèvres sont serrées, elle a perdu patience et dit intérieurement : « Il faut en finir! »

Une autre femme, bien peu intéressante aussi, et qui partagea avec Domitia le cœur de Domitien, c'est Julie, fille de Titus, dont la maussade figure vous poursuit dans les galeries de Rome. Cette

princesse, de la nouvelle et bourgeoise race des Flaviens, n'offre plus rien du noble profil et de la fière beauté des Agrippines : elle a un nez écrasé et l'air commun. Le meilleur portrait de Julie à Rome est la statue en pied qui, au Vatican, fait pendant à celle de son père Titus; elle a de même un remarquable caractère d'individualité. D'autres bustes, qui du reste ressemblent beaucoup à cette statue, ont évidemment un peu idéalisé les traits de la fille de Titus. La coiffure de Julie achève de la rendre disgracieuse : c'est une manière de pouf assez semblable à une éponge. Comparé aux coiffures du siècle d'Auguste, le tour de cheveux ridicule de Julie montre la décadence du goût, plus rapide dans la toilette que dans l'art, parce que celle-là est plus docile aux caprices de la mode et plus prompte à les suivre.

Il semble qu'avec un tel visage et une telle coiffure, Julie eût dû être à l'abri de la séduction; cependant Domitien séduisit sa nièce. Il avait refusé de l'épouser; mais, quand elle fut mariée, il en fit sa maîtresse. Les portraits de Julie ne laissent à Domitien aucune excuse, et son intrigue avec elle ne peut s'expliquer que par l'envie de chagriner Titus. Domitien détestait son frère; il fallait haïr beaucoup Titus pour aimer Julie. Au Capitole, le buste de Julie placé à côté de celui de son oncle semble le regarder d'un certain air penché; lorsqu'on est si laide, on ne devrait pas être coquette. Du reste, la pauvre princesse fut bien punie de sa faiblesse : elle mourut des suites d'un avortement exigé par Domitien. Il y a dans Juvénal des vers terribles sur ce sujet, qui flétrissent l'odieuse prétention de l'incestueux empereur à venger par la sévérité de ses lois les mœurs que sa vie outrageait. Pour Domitien lui-même, il est beau, il est sans comparaison le plus beau des trois Flaviens; mais c'est une beauté formidable, avec un air farouche et faux. Je songe surtout à un buste de la collection Campana. Ce Domitien-là est foudroyant: il a l'air de dire aux Romains : « Misérables, je vous punirai d'avoir fait empereur un monstre tel que moi. »

Sa statue du Vatican est une caricature terrible. Domitien fronce le sourcil; il grince des dents, il va mordre. L'artiste l'aura vu dans un de ses momens de fureur, quand, effrayé de la foudre qui semblait le menacer, il s'écriait : « Eh bien! frappe qui tu voudras! » Cette statue porte le costume militaire, car, comme Caligula, Domitien avait la prétention d'être un guerrier, et ne faisait pas la guerre. Après être allé jusque sur les bords du Danube combattre les Daces, il resta dans une ville de Mésie, se livrant à toutes les débauches, ce qui ne l'empêcha pas de venir triompher deux fois à Rome, où il fit porter dans la pompe triomphale des objets précieux, non point enlevés à l'ennemi, qu'il n'avait pas vu, mais pris dans le trésor impé-

rial, qu'il avait sous sa main. Nous savons par Martial, qui n'oublie rien, qu'un arc de triomphe fut élevé à Domitien près de la porte Flaminienne : on y voyait deux chars pour ses deux campagnes, sa statue en or et des éléphans. Il n'est pas surprenant qu'on ait de nombreuses statues de Domitien : le sénat en décréta, dit Dion, de quoi remplir l'empire. La plus célèbre de toutes était la statue équestre et colossale qui regardait le Forum, placée vers l'endroit où s'éleva depuis l'arc, encore intact, de Septime-Sévère. La platitude est vraiment bonne à quelque chose. Si le poète Stace (le louangeur le plus déhonté de Domitien, n'était Martial) n'avait pas consacré une de ces improvisations ampoulées qu'il a appelées des *sylves* à célébrer longuement cette statue et celui qu'elle représentait, nous serions moins sûrs que nous ne le sommes de la place véritable de plusieurs monumens importans et de la désignation à donner aux principales ruines qu'on voit aujourd'hui dans le Forum et au pied du Capitole.

Heureusement encore Stace poussait jusqu'à l'excès le goût du genre descriptif qui s'introduisait dans la littérature latine depuis qu'elle marchait vers sa décadence. A cette manie de décrire minutieusement, de faire de la topographie en vers, nous devons des renseignemens précieux sur la situation respective des monumens et des ruines. Stace, s'adressant à Domitien perché sur son énorme cheval, lui dit : « Tu embrasses le Forum, ta tête brille au-dessus des temples voisins. » Il y a là un peu d'exagération, quelle que fût la hauteur évidemment prodigieuse du piédestal; mais il fallait bien rapprocher Domitien du ciel. Le reste est d'une scrupuleuse exactitude. « En face de toi semble t'ouvrir son temple celui qui le premier de nos dieux monta au ciel... » Il s'agit du petit temple élevé à César par les triumvirs, et qui faisait face à la statue de Domitien, à l'extrémité opposée du Forum. Il ne reste rien de ce temple; seulement les vers de Stace confirment ce que l'on sait de l'emplacement. Stace continue : « D'un côté, tu vois la basilique Julia, de l'autre l'Emilia. » En effet, en se plaçant près de l'arc de Septime-Sévère et en se tournant vers le Forum, on avait à sa droite la première de ces basiliques, dont le sol a été retrouvé il y a quelques années, et à sa gauche la basilique construite par Emilius Paulus, qu'a remplacée l'église de Saint-Adrien. « Derrière toi, ajoute Stace, s'adressant toujours à Domitien, derrière toi, ton père et la Concorde au doux visage te contemplent. » La statue de Domitien avait derrière elle, il est vrai, le temple de la Concorde, dans lequel se rassembla le sénat, à portée, comme je l'ai dit ailleurs, de la tribune aux harangues, d'où Cicéron prononça les *Catilinaires*, et dont la base existe encore à côté de l'endroit où s'éleva depuis

l'image de Domitien. Tout le monde est d'accord sur la position de ce temple de la Concorde. Il n'en est pas de même du temple de Vespasien; l'indication fournie par Stace démontre, ce me semble, évidemment qu'il faut le reconnaître dans les trois colonnes voisines du temple de la Concorde, et qu'on appelle encore quelquefois le temple de Jupiter tonnant, bien que ce temple ait été bâti par Auguste sur le Capitole, et non pas au pied du Capitole.

Je me suis un peu arrêté à ces vers de Stace sur la statue équestre de Domitien, car ils sont décisifs pour qui veut s'orienter avec certitude dans la partie la plus intéressante de l'ancienne Rome. Je passe maintenant aux monumens élevés par Domitien et aux souvenirs historiques qui s'y rattachent.

Domitien était un grand bâtisseur. Il embellit Rome, il en élargit les rues. « O Germanicus (Martial l'appelle ainsi à cause de ses exploits en Germanie), tu as ordonné aux rues étroites de s'élargir, et ce qui était un sentier est devenu une voie. » Domitien améliora ce que nous appellerions la police de la voirie. Les petits marchands avaient envahi la voie publique : ce n'étaient partout que cabaretiers, cuisiniers, bouchers; Rome semblait une grande boutique. Domitien fit disparaître ce désordre : cela était sensé. Ce qui l'était moins, c'était d'élever partout des arcs avec des quadriges et des trophées, toujours par suite de ses goûts de triomphateur. Il remplissait aussi la ville de nombreux *Janus*. Ceux-ci avaient une destination plus pacifique : c'étaient des édifices ouverts et voûtés; ceux du Forum, autour desquels on se rassemblait pour faire les marchés d'argent, pour prêter et emprunter, étaient célèbres; ils tenaient lieu de bourse. Celui du Marché-aux-Bœufs se voit encore à Rome. Domitien avait construit une si grande quantité de ces Janus, qu'un plaisant écrivit un jour en grec sur l'un d'eux : « C'est assez. »

Le frère de Titus fit une chose plus utile en réparant la voie Appienne. La portion de cette voie qu'on trouvait après les Marais-Pontins était en très mauvais état. Sénèque, que la mer avait effrayé, regrettait d'avoir pris la route de terre, et disait qu'en la suivant il lui semblait avoir navigué. En effet, il avait pu retrouver les ennuis de la traversée et jusqu'au mal de mer sur une telle route, car, comme nous l'apprend Martial, « les roues y enfonçaient dans la boue, le Vulturne qui l'inondait forçait à faire un long détour; le voyageur, cahoté, était comme en croix, et au milieu des champs latins il éprouvait les inconvéniens d'une *navigation*. — Maintenant, ajoute-t-il, ce qui prenait un jour tout entier se fait en deux heures. » Et dans son admiration pour cette œuvre de Domitien il s'écrie que sur ce chemin on pourra désormais égaler la vitesse des oiseaux.

Martial anticipait sur l'avenir, il devançait par ses éloges un temps qui n'est pas venu encore. Ces expressions ne seront justes que lorsqu'il y aura, et quand l'aura-t-on? entre Rome et Naples un chemin de fer.

Les détails sur l'établissement de la route, dans lesquels Martial entre ensuite, sont très précis et très curieux, et donnent une idée fort exacte de ce que l'on apportait de soins et de travail à bien asseoir une voie romaine. Seulement Domitien eut encore cette fois le tort d'élever là un arc de triomphe. Ici Martial est vrai, mais l'hyperbole l'entraîne quand il parle des additions faites par Domitien à cette demeure impériale du Palatin, à laquelle chacun voulait ajouter. « O César! dit-il, ris des merveilles royales des Pyramides! que la barbare Memphis avec son œuvre orientale se taise!... Ton palais s'élance dans l'éther de manière à s'aller cacher parmi les astres; le sommet, qui dépasse les nuées, nage dans la lumière et se rassasie de la splendeur du soleil encore caché pour nous, avant que Circé ait vu le visage de son père, » c'est-à-dire avant que le Monte-Circello ait été éclairé par le soleil. L'exagération est forte dans ce qui précède; Martial ne s'en tient pas là, il ajoute bravement : « Et cependant, Auguste, cette demeure qui frappe du front les astres, égale au ciel, est moins grande que celui qui la possède. » On me permettra de ne pas chercher dans ces vers un renseignement précis sur l'élévation à laquelle Domitien porta le palais impérial et de n'y trouver d'autre mesure que celle des énormes sottises que la rage de flatter peut faire dire à un homme d'esprit.

Stace aboutit à la même conclusion que Martial, mais il la fait précéder de quelques considérations qui ont leur prix. « La demeure de Jupiter, voisine de la tienne, est frappée de stupeur; pourtant les dieux se réjouissent de te voir logé à leur niveau, de peur que tu ne sois tenté d'escalader le ciel. » Il est vrai que Stace avait eu l'honneur de dîner dans ce palais impérial sur lequel il écrivait de si belles choses.

Le Palatin ne rappelait rien de glorieux dans la vie de Domitien, mais le Capitole lui offrait de fâcheux souvenirs. Pendant le siége soutenu contre les Vitelliens par son oncle Sabinus, le futur empereur s'était caché, tandis qu'on se battait, chez le gardien du temple, y avait passé la nuit et s'était échappé le lendemain, déguisé en prêtre d'Isis. D'autres auraient négligé ce souvenir, mais Domitien érigea, à l'endroit de la cachette, un petit temple qu'il dédia à Jupiter gardien, et où il fit placer un bas-relief représentant sa mésaventure. Il éleva aussi sur le Capitole un édifice plus considérable et le dédia à Jupiter conservateur, toujours en mémoire de l'incident peu honorable qu'il eût mieux fait de laisser oublier. Son salut

lui tenait au cœur, et il ne croyait pouvoir trop prouver sa reconnaissance au dieu à qui il le devait après lui-même. Les Romains, délivrés des Gaulois, avaient autrefois élevé aussi sur le Capitole un temple à Jupiter conservateur pour avoir sauvé Rome : Domitien en élevait un à Jupiter qui l'avait conservé. Au sujet de ces temples, Stace, qui s'était déjà signalé à propos du palais, semble avoir voulu se surpasser : « Si tu redemandes aux dieux, César, ce que tu leur as donné, et si tu veux être leur créancier, quand on ferait dans l'Olympe une vente à l'enchère, et quand les dieux seraient forcés de se défaire de tout leur avoir, comment pourraient-ils s'acquitter de ce qu'ils te doivent pour les temples du Capitole? »

Domitien avait élevé ou réparé plusieurs temples : parmi ces derniers, celui de Castor et de Pollux, celui d'Isis et de Sérapis; parmi les premiers, deux monumens de famille, le temple de Vespasien et le temple des Flaviens.

Auguste et Tibère faisaient encore quelques difficultés pour se laisser rendre les honneurs divins. Caligula, moins timide, s'était bâti un temple, dont il s'était institué le desservant en compagnie de son cheval. Claude avait eu besoin, pour arriver aux honneurs divins, des champignons d'Agrippine. Galba, Othon et Vitellius n'avaient pas eu le temps de se faire adorer. Vespasien et Titus avaient trop d'esprit pour prétendre à ce ridicule honneur. Domitien, qui se faisait appeler *seigneur*, reprit la tradition de l'apothéose où Caligula l'avait laissée. Il se la donna d'abord à lui-même, en daignant, selon l'expression de Stace, s'abaisser jusqu'à prendre les traits d'Hercule dans un temple élevé à ce dieu, à quelques milles de Rome, sur la voie Latine; puis il érigea un autre temple à son père, et enfin donna ce nom au monument sépulcral qu'il fit construire pour sa famille. Auguste s'était contenté d'un mausolée, il fallut à Domitien un temple. Vespasien, se sentant malade, s'écriait : « Voilà que je deviens dieu ! » Il aurait ri de ce rire ironique qui semble toujours près d'éclore sur ses lèvres, s'il avait su qu'il disait si vrai et qu'un temple lui serait consacré, à lui, ancien maquignon et fils d'usurier.

Domitien transforma l'humble demeure paternelle en *temple des Flaviens*. Les maisons des particuliers obscurs étaient souvent désignées par le voisinage d'une statue, d'un édifice remarquable, ou d'une enseigne de boutique. Domitien était né dans le quartier de *la Grenade,* sur le mont Quirinal; c'est là qu'il construisit le temple de sa famille. On sait que les cendres de la fille de Titus, Julie, y furent déposées avec celles de son père et de son grand-père. Pour Domitien, il ne devait pas reposer dans le temple qu'il avait destiné à ses restes. Après qu'on l'eut tué, les soldats, furieux de sa mort, voulurent immédiatement le faire déclarer dieu. Le peuple était in-

différent, mais les sénateurs, ces sénateurs qui avaient respectueusement délibéré sur le plat qui pourrait contenir le turbot impérial, montrèrent une lâche joie. Ils se rassemblèrent aussitôt, et déchirèrent par les plus violentes invectives celui qu'ils avaient flatté. Ils firent abattre ses trophées, renverser et briser ses statues, et déclarèrent sa mémoire abolie. Ce fut là son apothéose. Sa nourrice Phyllis, pour lui donner une sépulture cachée, fut obligée, Dion le dit expressément, de voler son cadavre.

Il faut parler des deux poètes qui ont si brillamment figuré dans cette histoire des monumens érigés par Domitien. Stace nous a donné peu de détails sur lui-même, si ce n'est sur sa manière de composer par ordre, dans un très court délai, des pièces de vers pour lesquelles le maître ne lui donnait souvent qu'un ou deux jours, et l'on ne pouvait faire attendre Domitien. Nous savons par Juvénal que les lectures de *la Thébaïde* de Stace étaient fort courues, mais qu'après il ne s'en trouvait pas plus riche, et ne se tirait d'affaire qu'en vendant une tragédie à Pâris, l'auteur à la mode et le favori de Domitia; ce qui prouve, pour le dire en passant, que les pièces de théâtre s'achetaient comme les livres. Cette pauvreté de Stace n'est pas une excuse de ses bassesses, mais c'est une circonstance atténuante.

Il en est à peu près de même pour Martial, on le voit par les lettres de Pline le Jeune. Martial adressait des vers, dont le ton est très respectueux, à Pline, qui lui donnait quelque argent. Celui-ci ne rendait pas assez de justice au talent de son protégé, et en parlait un peu légèrement. « Ces vers qu'il a faits sur moi n'iront pas à l'immortalité, dites-vous? Peut-être bien (Pline se trompait); cependant il les a écrits comme s'ils devaient y arriver. » Martial pourtant n'était pas tout à fait pauvre. Si à Rome il demeurait au troisième étage, et dans une rue tellement étroite, qu'il pouvait toucher la main au locataire d'en face, il avait une petite maison de campagne ou ferme à quelques milles, près de Nomentum, dans un canton, il est vrai, peu fertile. Il nous a donné assez de renseignemens sur ce qui le concerne pour que nous puissions facilement retrouver son habitation de ville. Martial nous a laissé son adresse aussi bien que celle de ses libraires : il logeait dans le quartier du Poirier ou de la Poire, sur le Quirinal, près du temple de Quirinus et du cirque de Flore, et depuis son arrivée à Rome il y avait toujours vécu. Aujourd'hui l'habitation du poète s'élèverait dans les environs du palais Barberini, un peu plus haut que ce palais sans doute, car Martial semble aussi avoir été voisin du temple des Flaviens, et il voyait par sa fenêtre du troisième les lauriers qui croissaient autour du portique d'Agrippa, près de la voie Flaminienne, à présent le *Corso*.

Outre ce que Martial nous apprend de sa propre demeure, il nous a

laissé quelques vers précieux sur la *villa* d'un de ses amis qui avait le même surnom que lui, Martialis, mais qui n'était pas pour cela son parent, car le nom de cet ami était Julius, et le sien Valerius. Ce Julius était possesseur d'une villa sur le Janicule; elle devait être à peu près où est aujourd'hui la villa Mellini, au sommet de ce prolongement du Janicule qu'on appelle le Monte-Mario, et du haut duquel on a une vue de Rome dont, avant tous les touristes, Dante paraît avoir été frappé. Cette vue admirable, et qu'on ne saurait oublier, est décrite par Martial. « Les toits élégans de la villa, dit-il, s'élèvent doucement vers le ciel. De là tu vois les sept collines souveraines, et tu embrasses l'opulente Rome tout entière, les montagnes d'Albe, celles de Tusculum, la campagne qui domine Rome, Fidènes, l'antique Rubræ, et les voitures des promeneurs sur la voie Sacrée et la voie Flaminienne. » Martial, continuant sa description, place dans le paysage le pont Milvius et les bateaux qui descendent le Tibre. Tout cela est indiqué avec une extrême fidélité dans des vers bien faits; mais, il faut le dire, on n'y trouve point la grandeur, la sublimité, la poésie de ce spectacle incomparable. Moi aussi, comme tous ceux qui ont vécu à Rome, je suis allé bien des fois, là où était la villa de Julius Martialis, embrasser de mon regard et Rome et surtout cette campagne, si imposante dans sa solitude, si majestueuse dans son abandon. Je voyais les calèches des promeneurs sur les routes dont parle Martial, et qui existent encore; je voyais comme lui les bateaux sur le Tibre et, ce qu'il n'a point vu, un bateau à vapeur s'avancer, singulier spectacle, à travers ce désert, venant de la Sabine. Je voyais Fidènes et le pont Milvius. Seulement moi, moderne, je recevais de ce spectacle une impression que le poète romain ne paraît pas avoir soupçonnée. Ce qu'il indique brièvement par ce vers :

Albanos Tusculosque colles,

les collines albaines et tusculanes, ce sont les deux groupes de montagnes qui forment l'admirable fond du paysage romain, l'un arrondissant ses suaves contours que domine la cime volcanique de Monte-Cavo, et qui, par une pente insensible, vont mourir vers la mer; l'autre, d'un aspect abrupt et fier, quoique enchanteur aussi par la pureté des lignes et les prestiges de la couleur, étalant sous un soleil radieux, de Tivoli jusqu'au mont Soracte, ses masses sombres et lumineuses, l'azur, la pourpre et la neige de ses sommets. Martial aimait à regarder cela comme nous, mais, on le voit, il ne le sentait pas comme nous. La nature, que les anciens savaient goûter sobrement et rendre d'un trait rapide, plein de précision et de vé-

rité, nous l'adorons, nous la pénétrons, elle nous dit mille choses qu'elle ne leur disait pas. Voilà ce que je comprenais en présence de la campagne romaine; alors je fermais Martial, et je relisais dans Chateaubriand la lettre à M. de Fontanes.

En présence de la campagne de Rome, que m'ont rappelée les vers de Martial, j'ai eu le bonheur d'oublier un moment Domitien. Cependant même cette charmante montagne d'Albano que je contemplais si délicieusement aurait pu évoquer son souvenir, car c'est à Albano qu'il avait institué des jeux annuels où figuraient et concouraient, singulier mélange! des orateurs, des poètes et des gladiateurs. Stace triompha dans ces concours à côté d'un rétiaire armé de son trident, ou de quelque Germain qui venait d'étouffer un ours monstrueux. Néron en était encore à la sévérité classique, il séparait les genres; Domitien les confondait et faisait figurer à la fois dans ses plaisirs les vers, l'éloquence et le sang. Il était le romantique de l'amphithéâtre.

Domitien avait en effet à Albano un amphithéâtre qui dépendait de sa villa. Les particuliers même eurent quelquefois des cirques dans leurs maisons de campagne. La villa de Domitien paraît s'être étendue sur la colline occupée aujourd'hui par le couvent des capucins, d'où l'on a une si ravissante vue de la campagne et de la mer. Ces capucins sont certainement de beaucoup plus honnêtes gens que les singuliers prêtres de Minerve, transformée par Domitien en Cybèle, qu'il avait établis à Albano. Ces prêtres efféminés se peignaient les sourcils, portaient des colliers, emprisonnaient dans un réseau d'or leurs longs cheveux, et n'avaient de commun avec les capucins qu'une chose : ils ne permettaient pas aux femmes d'entrer dans leur couvent.

Albano était la résidence favorite de Domitien : il demandait au lac charmant un repos que les agitations de son âme violente et ténébreuse n'y pouvaient trouver. Quand, par un beau jour de printemps, on contemple le lac endormi dans une coupe de verdure et réfléchissant les gracieuses ondulations de ses bords, à la pensée de Domitien, on voit apparaître le bateau où Pline le Jeune nous le montre troublé du bruit des rames, dont chaque coup le fait tressaillir. Il fallait cesser de ramer et le remorquer. « Alors, dit Pline, immobile dans ce bateau muet, il semblait traîné comme à une expiation. »

Ce fut dans la villa impériale d'Albano qu'eut lieu cette mémorable discussion si comiquement racontée par Juvénal, dans laquelle, sous la présidence de Domitien, opinèrent, sur le fameux turbot, les favoris d'un maître qui les faisait trembler :

> In quorum facie miseræ magnæque sedebat
> Pallor amicitiæ.....

« Et plût aux dieux, s'écrie avec raison le poète, qu'il eût donné à de telles puérilités tout le temps qu'il donna à ses barbaries! Il put frapper impunément bien des têtes illustres que personne ne vengea; mais il périt le jour où les derniers des citoyens commencèrent à le craindre. »

Domitien ne se contenta pas des plaisirs sanglans de l'amphithéâtre assaisonnés de littérature. Il y voulut joindre les amusemens plus innocens du cirque, et pour cela il en construisit un dans le Champ-de-Mars, et lui donna le nom grec de Stade. La figure de ce cirque est encore aujourd'hui indiquée par la configuration de la place Navone, un des endroits de Rome qui ont une physionomie à eux. C'est un marché de ferrailles et d'herbages, de vieux pots et de vieux livres. Tout différent qu'est ce lieu de ce qu'il était quand les diverses *factions* s'y disputaient la palme de la course en char au milieu des cris d'une multitude passionnée, plusieurs détails en rappellent la première destination. On voit très clairement, à l'une des extrémités de la place Navone, la courbe formée par les maisons qui la bordent s'infléchir et dessiner le contour du cirque. Au milieu se dresse un obélisque que le Bernin, avec cette témérité de goût qui arrivait parfois à un certain grandiose, a planté sur les rochers artificiels de sa bizarre fontaine. On croirait que cet obélisque est celui qui servait, selon l'usage romain, de *meta* au cirque de Domitien, d'autant plus que, par un singulier hasard, son nom s'y lit, écrit en hiéroglyphes, aussi bien que les noms de Vespasien et de Titus. Cependant on sait que cet obélisque a été apporté là du cirque de Maxence; mais il n'est pas impossible qu'il ait été pris par Maxence dans le cirque de Domitien et y ait été reporté. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il y est très à sa place.

Les maisons de la place Navone sont assises sur la base des anciens gradins du cirque. Sous ces gradins étaient des voûtes habitées par des femmes perdues. Je ne dirai pas quel mot biblique et devenu français tire son étymologie de ces voûtes (*fornices*), mais je citerai un fait assez curieux qui se rapporte à l'histoire du cirque de Domitien. Un des antres hideux qui se cachaient sous les gradins passe pour avoir été le théâtre du miracle qui préserva la pudeur de sainte Agnès, qu'on avait condamnée à subir les derniers outrages. En mémoire de ce miracle, on a conservé avec soin et l'on montre sous l'église de Sainte-Agnès un reste du lieu infâme que le cicérone nomme très crûment par son nom italien. Dante, au reste, a employé le mot.

A Rome, pendant l'été, l'usage veut que tous les dimanches on se promène en voiture dans la place Navone remplie d'eau. Cette habitude bizarre serait-elle un souvenir d'anciens divertissemens imagi-

nés par Domitien? « Tu nous as fait voir, dit Martial, des chars courir au milieu des eaux. »

C'est à propos de Domitien que je parlerai du Colisée : il ne l'a point bâti, mais il l'a terminé. Commencé par Vespasien, le Colisée fut dédié par Titus; Domitien, qui l'acheva, mérite seul qu'on rattache à son nom ce monument admirable, car c'est, hélas! un monument de férocité. Il est triste que la plus grande, la plus imposante ruine de Rome soit un amphithéâtre. Les peuples et les temps se peignent, je l'ai dit, par leurs monumens; le passé nous est enseigné par ses débris. Que nous a laissé la vieille Égypte? D'abord les pyramides, c'est-à-dire des tombes royales, puis d'autres sépultures gigantesques creusées dans les montagnes, des temples souterrains, des palais immenses, des édifices à la fois temples et palais, comme il convenait à un peuple dont la grande préoccupation était l'existence après la mort, et pour qui ses rois étaient des dieux. La Grèce antique vit dans la merveille du Parthénon, cette expression sans rivale du beau; le moyen âge, dans ses religieuses cathédrales; la renaissance, dans ses élégans palais, créés pour célébrer au milieu des fêtes le réveil radieux de l'esprit humain. Si Paris n'était plus qu'un monceau de ruines, sur ces ruines s'élèverait notre colossal Arc-de-Triomphe, symbole de cette grandeur militaire, la seule à laquelle nous ne renonçons jamais. Le plus magnifique reste de la civilisation romaine est un amphithéâtre, c'est-à-dire une boucherie.

Oui, le Colisée est un monument gigantesque de la férocité romaine, et la férocité fut, il faut le reconnaître, un trait fondamental et permanent de la physionomie du peuple romain. Aucun peuple civilisé ne méprisa plus la douleur qu'il infligeait et n'eut moins pitié de la mort. La loi des *douze tables* permettait aux créanciers d'un débiteur insolvable de le couper en morceaux. On égorgeait les vaincus pendant le triomphe. Un Gaulois et une Gauloise furent enterrés vivans dans le Forum. Quand le maître était tué, on mettait à mort tous ses esclaves. Cette dureté farouche est incarnée dans la tradition romaine. Si l'on remonte jusqu'aux fabuleuses origines de la cité de Mars, une louve allaite son fondateur et sera son symbole et son image. Un fratricide brutal, et qui ressemble à ces coups de couteau qu'on s'y donne encore aujourd'hui avec tant de facilité, ouvre sa légende. Il y a du sang dans le sillon qui fut l'enceinte sacrée de la Rome primitive, et le Capitole doit son nom à une tête coupée. Puis vient l'époque de l'histoire, et l'histoire est aussi sanglante que la légende. Chacune des phases de la république romaine est marquée par un meurtre accompagné de circonstances sinistres. On voit intervenir à chaque révolution tour à tour la hache qui abat sous les yeux de leur père la tête des enfans de Brutus, le

couteau de boucher que Virginius plonge dans le cœur de sa fille, les vingt-trois poignards dont les uns frappèrent le corps de César debout, les autres le cadavre de César tombé; mais tant que la liberté subsiste, la grandeur se mêle à la férocité : quand la liberté n'est plus, la férocité paraît seule.

L'avénement de cette férocité sans grandeur s'annonce par l'assassinat des Gracques, elle se continue par les proscriptions plébéiennes de Marius et les proscriptions patriciennes de Sylla; elle sera le génie de l'empire. Le premier empereur romain a commencé par se baigner dans le sang, le second s'y complaît, le troisième s'y vautre. La scandaleuse barbarie de Caligula, de Néron, de Domitien, n'a pu se produire que chez un peuple foncièrement cruel. Le pouvoir absolu permettait à cet instinct sanguinaire de se développer sans limites, et avec un excès dont nous nous étonnons plus que ne semblent s'en être étonnés les Romains eux-mêmes.

Chez un tel peuple, les amusemens aussi devaient être féroces, et dès les temps de la république les Romains se divertirent à voir combattre des hommes contre des hommes, ou des hommes contre des animaux. J'ai parlé, dans la première partie de ces études, des mosaïques du palais de Saint-Jean-de-Latran et de la villa Borghese, qui nous représentent dans toute leur hideuse vérité ceux qui étaient voués à ces ignobles combats (1) et ces combats mêmes. Quelquefois aussi on faisait combattre les animaux entre eux : c'était moins intéressant, mais cela avait son prix; on voyait souffrir et mourir. Nous pouvons nous former une idée de ces luttes bestiales par un groupe expressif dont le sujet est un cheval dévoré par un lion, et qu'on a placé dans la cour du palais des Conservateurs. C'est probablement une scène de l'amphithéâtre d'après nature et rendue avec fidélité : le lion mord bien.

Quant aux gladiateurs, ils étaient de deux sortes. Les uns avaient embrassé librement ce métier. Ils étaient dressés dans des établissemens qu'on appelait, comme les écoles littéraires, *ludi*. Le professeur portait le nom de *lanista*, voisin de *lanius*, boucher, et de *lanio*, bourreau. C'est là qu'on préparait et, si j'ose ainsi dire, qu'on *entraînait* les futurs concurrens de l'arène. Une de ces écoles de gladiateurs était située sur le Cœlius, dans le voisinage de l'amphithéâtre. Une inscription qu'on a trouvée en ce lieu-là parle d'un médecin attaché à l'établissement. La santé d'hommes destinés à

(1) J'ai dit aussi qu'on y voyait la preuve que les combats de taureaux avaient une origine romaine. Ce qui achève de le démontrer, ce sont des épigrammes de Martial, qui les mentionne parmi d'autres divertissemens de l'amphithéâtre. On sait aussi que des cavaliers thessaliens poursuivaient des taureaux furieux dans l'arène, et finissaient par les atteindre et les abattre.

amuser le peuple par le spectacle de leurs blessures et de leur mort était précieuse et méritait qu'on en prît soin. Il y a des vétérinaires pour les ménageries et les haras; dans les plantations d'Amérique, des médecins pour les esclaves.

D'autres gladiateurs figuraient dans les jeux seulement pour y mourir : c'étaient les condamnés, qui n'étaient pas toujours des coupables. Le plaisir du peuple romain ressemblait alors tout à fait à celui qu'en tout pays une partie de la population trouve aux exécutions capitales. Ainsi le Colisée est une manifestation dans l'art de l'un des instincts les plus profonds et les plus durables du peuple romain : tel est son sens historique général. Suivons maintenant son histoire particulière, du moins le commencement de cette histoire, car nous la retrouverons plus tard et la suivrons à travers celle de l'empire, à laquelle elle est liée, à travers les annales du moyen âge et jusqu'à nos jours.

La première pensée du Colisée fut conçue par Auguste. Jusqu'à son temps, les combats de gladiateurs avaient eu lieu dans le Forum. A son instigation, Statilius Taurus construisit un amphithéâtre en pierre, mais d'une médiocre grandeur. Élever un édifice assez vaste pour recevoir la multitude toujours croissante du peuple romain, c'était une immense entreprise, dont l'idée ne pouvait venir qu'à l'époque où l'architecture prenait à Rome ces vastes proportions que la république n'avait pas connues, et qui allaient mieux à un pouvoir maître de tous les bras comme de toutes les volontés, quand la grandeur passait des âmes aux édifices. Un monument plus vaste encore que ne devait l'être l'amphithéâtre projeté par Auguste existait, il est vrai, sous la république : c'était le Grand-Cirque; mais d'abord il datait de la tyrannie des rois étrusques, puis, dans l'origine, il ne se composait que d'une enceinte entourée de gradins appuyés à deux collines. Ce fut César qui le premier lui donna toute son extension, toute sa magnificence, et César, c'était déjà l'empire.

Après Auguste, le projet d'élever un grand amphithéâtre paraît avoir été abandonné. Tibère bâtissait peu, Caligula bâtissait vite : il construisit son amphithéâtre en bois, car il avait le goût des monumens improvisés, et il n'avait pas le talent de Pantagruel, qui, on n'en peut douter, puisque Rabelais l'affirme, fit l'amphithéâtre de Nîmes et le pont du Gard en trois heures. Claude, tout Claude qu'il était, songeait, dans ses constructions, à l'utilité publique : il créait le port d'Ostie et l'émissaire du lac Fucin, il amenait à Rome l'eau Claudia par un aqueduc de vingt lieues. Il y eut là de quoi occuper tout son règne. Néron ne songeait qu'à sa Maison-Dorée. Puis vint un temps de troubles, vinrent les règnes éphémères et agités de Galba, d'Othon, de Vitellius. Aucun de ces empereurs de passage

n'eut le loisir de bâtir un amphithéâtre. Pendant cette période de guerres civiles ou plutôt de luttes militaires, ce fut l'empire lui-même qui fut l'arène où se combattaient, comme des gladiateurs condamnés à mort, quelques rivaux ambitieux, non pour amuser le peuple, mais pour le conquérir, car il était le prix du combat.

Il fut réservé aux Flaviens d'accomplir le dessein d'Auguste. Une famille nouvelle avait besoin de faire de grandes choses pour se fonder, et puis il fallait plaire à la multitude, il fallait lui faire oublier Néron, qu'à sa honte elle aimait toujours, opposer un monument grandiose aux splendeurs de la Maison-Dorée : on bâtit le Colisée. Martial, le flatteur outré de Domitien et le premier chantre du Colisée, ne s'est pas trompé sur la pensée qui l'avait fait construire, quand après avoir insulté, comme on l'a vu, les œuvres de Néron, et reproché à sa Maison-Dorée d'envahir les propriétés des pauvres citoyens, il s'est écrié : « Que tout cède à l'amphithéâtre de César! » Le Colisée est l'œuvre des Flaviens; tous trois travaillèrent à l'élever, et il figure sur les médailles de tous trois. Il s'appelait l'*amphithéâtre flavien;* c'est son nom historique, son vrai nom. Celui de *Colosseum,* dont nous avons fait Colisée, qui a l'inconvénient d'être trop doux pour désigner ce monument sanguinaire et cette masse formidable, ne lui fut donné qu'après qu'Adrien eut transporté dans son voisinage le colosse de Néron, déjà déplacé une fois par Vespasien. Je pense avoir expliqué pourquoi le grand amphithéâtre n'a pas été construit avant Vespasien, et pourquoi il l'a été par lui et par ses fils. Le lieu où il fut bâti me fournira la matière d'une remarque que je crois importante. « Vespasien, dit Suétone, bâtit l'amphithéâtre *au milieu de la ville,* comme il savait qu'Auguste avait eu l'intention de le faire. » Ces mots, *au milieu de la ville,* étonnent : le Colisée est très loin du centre de la ville actuelle, on peut presque dire qu'il est à une de ses extrémités, et ce passage de Suétone n'est pas isolé. Tite-Live dit que la prison Mamertine était au-dessus du Forum et *au milieu* de la ville; il y place également le quartier des Carines, Denys d'Halicarnasse le mont Palatin, et Martial le temple de la Paix. Le Forum, le mont Palatin et le temple de la Paix sont très proches les uns des autres et voisins des Carines et du Colisée. Ce fait, qui n'avait, que je sache, frappé personne, m'a beaucoup frappé, car il se lie à un problème curieux et difficile, le chiffre de la population de Rome.

Les opinions sur le chiffre vrai de cette population sont très diverses. Les uns la portent à plusieurs millions, d'autres la restreignent considérablement. Rome, dit-on, s'étendait jusqu'à Ostie, qui est à une distance de sept lieues, ou à Otricoli, qui est encore plus loin. Cela ne peut s'entendre que du prolongement indéfini

d'habitations allant des portes de Rome jusqu'à Ostie ou à Otricoli. A ce compte, on pourrait dire aussi que Londres s'étend à plusieurs lieues, parce que rien n'indique aux yeux la limite légale, la seule qui détermine l'étendue de ce qu'on est convenu d'appeler la ville de Londres. Rome était dans le même cas pendant les trois premiers siècles de l'empire; elle n'avait aucune limite matérielle, et la limite légale, nous l'ignorons. Sur quoi pourrions-nous donc établir nos calculs relativement à sa population? Rome n'eut point de limites matérielles avant Aurélien, c'est-à-dire avant le moment où elle allait cesser d'être la capitale de l'empire. Il y avait bien la vieille muraille des rois, et l'on a pris en général, ainsi que l'a fait M. de Tournon dans son très intéressant ouvrage, cette enceinte comme la base des calculs sur la population romaine; mais cette base est entièrement illusoire, car la vieille enceinte étrusque avait, sous les premiers empereurs, entièrement cessé d'être une enceinte véritable, elle ne comptait pour rien. Denys d'Halicarnasse nous apprend qu'elle était comme perdue dans les maisons et les jardins, et les deux morceaux du mur des rois que l'on a depuis peu retrouvé sur l'Aventin ont montré la vérité de ce témoignage. On voit en effet des murs de maison rencontrer obliquement le vieux rempart ou s'appuyer sur lui. Ailleurs des chambres sont situées des deux côtés de la muraille sur laquelle la maison était bâtie. Dans le jardin des dominicains de Sainte-Sabine, on avait fait servir de parois à l'une de ces chambres l'antique mur de Rome, on l'avait percé pour passer d'un appartement à un autre. Évidemment ce mur était comme s'il n'avait pas été, et ne pouvait pas plus servir à limiter l'étendue de Rome que ne limitent l'étendue de Paris les anciens remparts dont on aperçoit des traces en plusieurs quartiers. Il y avait bien à Rome comme à Londres une limite légale et arbitraire, il y avait des faubourgs qui ne faisaient point partie de la ville. Nous savons que le Champ-de-Mars était dans ce cas, puisque les triomphateurs, auxquels la loi ne permettait pas d'entrer dans Rome avant le jour du triomphe, y attendaient ce jour. Nous ne pouvons dire cependant d'une manière générale où finissait la ville et où commençaient les faubourgs. Nous n'avons d'autre renseignement vrai sur l'étendue de Rome qu'un passage de Pline, qui fait voir que sous Vespasien elle avait treize milles de tour : c'est à peu près l'étendue de la Rome actuelle, qui ne contient pas deux cent mille âmes; mais la population de la Rome antique devait être beaucoup plus considérable. L'univers y affluait sous l'empire. Au temps de Trajan, il y avait 250,000 places dans le cirque. Il fallait trouver moyen d'y faire tenir cette multitude, que la difficulté qu'on avait à la nourrir montre avoir été immense. Or on ne l'aurait pu, si l'enceinte de la Rome

ancienne n'eût pas dépassé l'enceinte de la Rome de nos jours (1). En effet, la plus grande partie de la Rome moderne occupe l'ancien Champ-de-Mars, où il ne se trouvait aucune habitation privée, mais seulement des édifices publics, temples, théâtres, basiliques. Des sept collines, quelques-unes, il est vrai, qui ne sont presque point habitées, l'étaient autrefois : nous le savons pour le Cœlius, où il y avait des *isles*, c'est-à-dire des agglomérations de maisons qui brûlèrent sous Tibère, et qu'il fit rebâtir; mais d'autres collines étaient dès lors couvertes presque entièrement de jardins, l'Esquilin par exemple, la plus considérable par son étendue des sept collines. L'espace qui s'étend des pentes de l'Esquilin au Forum était, j'en conviens, très peuplé, mais seulement dans le quartier populaire de la Suburra, où la foule indigente qui le remplissait n'avait pas besoin de beaucoup de place, et s'entassait sans doute comme il arrive dans nos faubourgs de Paris, auxquels ressemblait la Suburra. Il ne pouvait en être de même dans l'élégant quartier des Carines, dont les habitations opulentes devaient occuper plus de place et ne pas contenir autant d'habitans. Le Palatin avait été envahi tout entier par la demeure impériale, qui, sous Néron, s'était prolongée jusqu'à des points fort éloignés. Le quartier toscan, entre le Forum et le Tibre, était fort populeux, mais tout cela réuni ne donne pas encore un espace assez vaste pour pouvoir y placer la population romaine. Cette difficulté m'avait toujours embarrassé à Rome, et comme poursuivi, jusqu'au jour où tombèrent sous mes yeux les passages des auteurs anciens qui prouvent que le milieu de Rome était dans la région où s'élève le Colisée. Il me fut alors démontré que la ville devait s'étendre fort loin au sud par-delà le mur d'Honorius, où elle s'arrête aujourd'hui, hors des portes Saint-Jean-de-Latran et Saint-Sébastien, et se prolonger le long des voies Latine et Appienne autant qu'elle se prolongeait au nord, à la droite de la voie Flaminienne. Désormais j'étais tranquille, j'avais trouvé le centre de Rome, et je pouvais loger le peuple romain.

Après avoir satisfait ma curiosité par cette recherche topographique, je reviens au Colisée et à sa signification dans l'histoire. D'abord il se lie à la prise de Jérusalem par Titus, s'il est vrai que des prisonniers juifs ont été employés à le bâtir. Étrange destinée de ce peuple d'avoir mis la main au plus grand édifice de l'Occident, comme ses pères aux palais de Thèbes ou de Memphis! Par une singulière rencontre, qui fut peut-être intentionnelle, un pèlerin du moyen âge a tracé au-dessus de l'entrée actuelle, en de-

(1) De laquelle il faut encore retrancher la cité Léonine, bâtie par les papes dans l'*Ager Vaticanus*. Un lieu qui s'appelle un *champ* était nécessairement hors de la ville.

dans de l'amphithéâtre, une espèce de panorama de Jérusalem. Mais c'est surtout le souvenir des martyrs chrétiens qui consacre cette grande ruine et console un peu des barbaries qu'elle rappelle par un souvenir de dévouement et d'héroïsme. Je ne m'y arrêterai pas en ce moment, j'espère retrouver un jour cette page touchante et sublime de l'histoire du Colisée lorsque j'écrirai les annales de la Rome chrétienne, quand ce ne serait que pour me délasser de ces tristes peintures de la Rome impériale. Dès aujourd'hui pourtant, je veux faire remarquer que, même à un point de vue purement terrestre et sans sortir de l'histoire politique pour entrer dans l'histoire religieuse, les chrétiens, vieillards, enfans, jeunes femmes et jeunes filles, qu'on amenait là sous la dent des lions, étaient les seules créatures humaines qui résistassent dans l'empire à une tyrannie devant laquelle tout ployait. Ils ne conspiraient point, ils laissaient frapper ces maîtres du monde, qui en étaient aussi la honte, par la main de leurs soldats et de leurs affranchis, ou du moins, s'ils conspiraient, ce n'était pas en tuant, mais en mourant, *non occidendo sed moriendo*, selon la belle expression de saint Hilaire de Poitiers. Obéissant aux lois tant que leur conscience pouvait y obéir, ils attendaient le jour où on leur demandait de brûler un grain d'encens devant l'image de l'empereur : alors, sans haine, sans violences, que l'empereur fût bon ou mauvais, ils refusaient, et la dignité humaine était sauvée.

Le temple de Mars vengeur, bâti par Auguste, avait marqué l'avénement du grandiose dans l'architecture romaine : le Colisée y montra l'apparition du colossal, encore avec une grande pureté dans les détails, bien qu'avec un soin déjà moins heureux et une perfection moins exquise. Cependant la différence est bien loin d'être aussi forte qu'entre un vers de Virgile et un vers de Stace. L'architecture résiste mieux que la poésie à la décadence de l'âme; c'est qu'elle tient moins immédiatement à l'âme.

Il me reste à considérer l'amphithéâtre des Flaviens dans son rapport avec le troisième empereur de cette famille, avec Domitien. C'est lui qui l'inaugura réellement par une foule de spectacles variés et souvent monstrueux. L'amphithéâtre était une œuvre cruelle : Domitien avait dans ses instincts tout ce qu'il fallait pour faire accomplir complétement au Colisée sa destination de cruauté. Le fils de Vespasien était un génie inventif en ce genre. S'il s'amusait parfois à des spectacles qui ne violaient que la pudeur romaine, comme lorsqu'il faisait courir des jeunes filles dans son stade, s'il se contentait des égorgemens ordinaires de la naumachie et de l'amphithéâtre, exécutés en grand, il est vrai, car il mettait aux prises des flottes, des bataillons et des escadrons entiers de gladiateurs à pied et à che-

val, il trouvait moyen, même ces jours-là, de raffiner sur sa barbarie accoutumée par quelque ingénieuse espiéglerie. Ainsi un jour, pendant un de ces spectacles, une grande pluie étant survenue, il ordonna que personne ne sortît, et, tout en changeant lui-même d'habit, interdit aux autres d'en changer, ce qui augmenta un peu le nombre des victimes de l'arène. Ou bien il ordonnait à Glabrio, qui avait été dans une magistrature collègue de Trajan, de combattre un lion monstrueux, et le faisait ensuite mettre à mort pour s'être déshonoré par ce combat. Du reste, il était bon prince : un jour les spectateurs s'étant partagés, ceux-ci demandant un gladiateur, ceux-là un autre, Domitien mit tout le monde d'accord en les faisant combattre tous deux. « Pouvait-on mieux, dit Martial, terminer cette plaisante altercation? » et il ajoute : « O doux génie de notre invincible empereur! » Pline le Jeune parle sur un autre ton de Domitien à l'amphithéâtre : « Il y trouvait à moissonner des crimes de lèse-majesté; il se croyait méprisé, si on ne respectait ses gladiateurs; il disait qu'en les maudissant on le maudissait, qu'on violait sa divinité. L'insensé! il voulait qu'on le traitât comme un dieu, et qu'on traitât ses gladiateurs favoris comme lui-même. » Mais ce qui plaisait surtout à Domitien, c'était de faire représenter en sa présence des scènes dans lesquelles les souffrances et la mort étaient vraies. On ne voit pas que personne s'en fût avisé avant lui.

Nous connaissons cette préférence par les louanges que lui adresse à ce sujet Martial, qui a consacré un livre entier de ses épigrammes à célébrer les spectacles donnés par Domitien, et dont l'enthousiasme pour ces innovations dramatiques serait comique, s'il n'était révoltant. Martial, par exemple, parle d'un mime où le personnage principal, qui s'appelait Laureolus, était mis en croix. Ordinairement on se bornait à simuler le supplice. Juvénal, voulant flétrir l'acteur chargé du rôle de Laureolus, déclare qu'il avait mérité d'être crucifié en effet : on ne le crucifiait donc point réellement; mais Domitien faisait mieux les choses, il était pour l'illusion complète au théâtre, et Martial aussi, car il trouve admirable « qu'on ait abandonné aux dents d'un ours de Calédonie la poitrine du personnage qui cette fois était crucifié pour tout de bon. »

Nuda Caledonio sic pectora præbuit urso,
Non falsâ pendens in cruce Laureolus.

Un autre jour, on donnait une représentation d'*Orphée*. C'était une pièce à machines, il y avait des effets de scène merveilleux : les rochers marchaient, la forêt semblait courir, on avait rassemblé des animaux de toute espèce, des oiseaux perchés sur les arbres parais-

saient écouter le chantre du Rhodope. Le plus beau pourtant, c'est qu'à la fin il fut déchiré par un ours malhonnête.

Ipse sed ingrato jacuit laceratus ab urso.

Quel magnifique dénoûment et quelle agréable plaisanterie! Ces représentations fournissent au poète des réflexions piquantes. Dédale ayant été, à la fin de son rôle, livré à une bête féroce, Martial s'écrie finement : « Ah! Dédale, en ce moment tu voudrais bien avoir eu tes ailes! » Les faits héroïques de l'histoire romaine n'étaient pas oubliés dans ces tableaux, ou plutôt dans ces drames et ces meurtres vivans. Domitien faisait représenter au naturel l'action de Mucius Scévola livrant sa main aux flammes. Ici Martial célèbre les vieux temps, bien inférieurs, il est vrai, à ceux où il vit, « car, dit-il, ce qui fut la gloire de l'âge de Brutus est un spectacle et un jeu dans l'arène de César. »

Pour reposer de ces drames pathétiques, il y avait des intermèdes. On voyait paraître dans l'amphithéâtre toute sorte d'animaux féroces apprivoisés par les *mansuetarii*, dont l'industrie avait devancé les merveilles qu'on admirait il y a quelques années à Paris. C'étaient des léopards sous le joug, des tigres qui recevaient patiemment des coups de fouet, des cerfs souffrant le mors, des ours la bride, des sangliers la muselière, enfin des éléphans qui dansaient. Les animaux eux-mêmes figuraient dans des représentations mythologiques. On fit servir un taureau à mettre en scène d'une manière complète l'aventure de Pasiphaé, et Martial transporté s'écria : « O César, tout ce que chante la renommée, tu le trouves dans ton amphithéâtre! » J'en suis bien fâché, mais voilà les souvenirs du Colisée. Heureusement le Colisée est une ruine, et une admirable ruine. Il faut oublier tout ce qui s'y est passé, excepté la constance des martyrs, et le contempler comme un objet naturel, comme une montagne, comme quelque chose de grand et de pittoresque qui n'aurait point d'histoire.

Chaque siècle a fait tour à tour l'essai de sa barbarie sur ce monument, qui n'a résisté que par sa masse et son immensité. Le Colisée a été une forteresse au moyen âge, à l'époque de la renaissance une carrière où l'on est venu chercher des pierres pour bâtir des palais; il a même été un magasin, car Sixte-Quint voulut le transformer en manufacture de laine et placer des boutiques sous les arcades : on ne ferait pas mieux de nos jours. Clément XI y établit une fabrique de salpêtre. Il n'est pas vrai que ce soit la religion qui l'ait conservé, et c'est bien tard qu'on s'est avisé d'en faire un lieu de dévotion. Benoît XIV, le premier, a eu cette idée au XVIIIe siècle. Néanmoins les profanations de la plus grande ruine de l'antiquité romaine con-

tinuent de nos jours sous une autre forme. Pendant la *saison* de Rome, une foule élégante et désœuvrée va porter là sa curiosité frivole, son admiration de commande et ses phrases apprises dans les livres. Certains soirs, quand le temps est beau et que la lune éclaire bien le Colisée, il ressemble tout à fait à un salon, et il y a presque autant de voitures à son entrée qu'à la porte de l'Opéra. Le jour, autre inconvénient, on a placé tout proche l'école de tambour. Du temps de Sénèque, on essayait là des flûtes : il affirme que ce bruit ne troublait point ses réflexions; mais je ne sais si elles auraient été à l'épreuve des tambours. Les tambours passeront; ce qui ne passera point, c'est le luxe de réparations par lequel on ôte au Colisée tout son caractère. Hors ce qui était nécessaire pour l'empêcher de tomber, je désapprouve toutes ces constructions modernes qui font tache sur l'antique et le déparent. Vraiment, en procédant ainsi, on semble être de l'avis du savant et spirituel, mais peu poétique président De Brosses, qui aurait voulu qu'on abattît une moitié du Colisée pour restaurer l'autre; « car, disait-il, il vaudrait mieux avoir une moitié d'amphithéâtre en bon état qu'un amphithéâtre entier en ruines. » Ceux qui trouvent le côté délabré le plus pittoresque ne peuvent être de l'avis de l'aimable président, car ils pensent que le plus grand mérite d'une ruine est de ressembler à une ruine.

On a dépouillé les murs à demi écroulés du Colisée des plantes et des arbustes qui en accompagnaient si bien la vieillesse. En revanche, on vient de planter des arbres le long du Forum pour masquer autant que possible le grand débris. Jusqu'ici ce sont des manches à balai entourés d'épines qui ne font que couper désagréablement la vue; s'ils grandissent, on sera parvenu à la gâter tout à fait. Espérons qu'un jour de bon sens on se ravisera, et que l'on en fera des fagots.

Les étrangers se donnent parfois l'amusement d'éclairer le Colisée avec des feux de Bengale. Cela ressemble un peu trop à un finale de mélodrame, et on peut préférer comme illumination un radieux soleil ou les douces lueurs de la lune. Cependant j'avoue que la première fois que le Colisée m'apparut ainsi, embrasé de feux rougeâtres, son histoire me revint vivement à la pensée. Je trouvais qu'il avait en ce moment sa vraie couleur, la couleur du sang.

J.-J. Ampère.

Mme ROSE

PREMIÈRE PARTIE.

I.

Parmi les villages que les jeux de la fantaisie et de la spéculation ont élevés aux environs de Paris, il n'en est peut-être pas de plus joli et de plus frais que Maisons. La mode l'a un peu gâté en multipliant les jardins et les cottages, mais elle n'a pu détruire ni la beauté de la Seine qui le côtoie, ni la majesté royale des avenues qui l'entourent. De longues allées bordées de grands arbres percent le parc dans toutes les directions, et laissent voir, derrière un rideau tremblant de feuillage, des pavillons et des villas dans lesquels le luxe des propriétaires, gens de finance pour la plupart, a prodigué mille recherches coûteuses; mais aux premiers souffles de la bise, les hôtes frileux de ces habitations coquettes disparaissent : on ne voit plus personne à Maisons, si ce n'est dans le village, qu'un pli de terrain dérobe aux oisifs de l'été.

Cependant une de ces villas était encore habitée vers la fin du mois de novembre 184.... Cette villa, située en plein champ à l'extrémité du parc et du côté de la Seine, se composait d'un seul corps de logis bâti au milieu d'un jardin clos de haies vives. Tout blanc et percé de fenêtres à persiennes vertes, ce corps de logis était élevé d'un étage sur rez-de-chaussée. Il avait l'air propre et honnête, et semblait destiné au logement de quelque bon rentier retenu à Maisons par l'énergie de ses goûts champêtres. Le jardin, planté de lé-

gumes et d'arbres fruitiers assez mal venus, était divisé en petits compartimens, dont le buis dessinait les contours anguleux. Une tonnelle, un banc de bois et quelques peupliers encore jeunes en complétaient la décoration.

Ce petit domaine était connu dans le pays sous le nom de *la Maison-Blanche*. Il pouvait bien avoir en tout une étendue d'un demi-arpent; mais la porte de son jardin poussée, le propriétaire de la Maison-Blanche avait autour de lui des promenades à fatiguer les jambes d'un écolier. Une grande prairie le séparait de la Seine; le parc de Maisons, avec ses bois épais, était là-bas, derrière la tonnelle, et plus loin, fermée par un grand mur qui court sous un bouquet d'ormes et de tilleuls, la forêt de Saint-Germain.

L'hôte de la Maison-Blanche était alors un jeune homme qui pouvait avoir une trentaine d'années, et qu'on appelait George de Francalin. Le personnel de la maison se composait d'une vieille servante qui répondait au nom de Pétronille et grondait toujours, d'un vieux domestique grisonnant nommé Jacob, qui ne parlait jamais, et d'un chien de chasse de la race des épagneuls à robe blanche et feu : tout le monde à Maisons connaissait *Tambour*.

Quel motif avait pu engager George de Francalin à prolonger son séjour à Maisons bien au-delà du moment où chacun s'empresse de regagner Paris? C'est ce que personne ne savait. Était-ce pour échapper à l'agitation fiévreuse qui tourmentait alors la France entière? Avait-il été ruiné, comme tant d'autres, à la suite des événemens de février? Cette retraite avait-elle pour cause un malheur domestique ou quelqu'une de ces infortunes printanières qui font verser tant de larmes, et dont plus tard on se souvient en souriant? Jacob aurait peut-être pu le dire; mais Jacob, on le sait, ne parlait pas. George était arrivé à la Maison-Blanche vers la fin d'avril avec Pétronille, Jacob et Tambour. Trois ou quatre grandes caisses remplies de livres l'avaient suivi; il avait acheté un canot, un fusil, des vareuses, tout cet attirail de chasse et de pêche sans lequel les jours à la campagne peuvent paraître longs, même les jours d'hiver, et bientôt on avait vu s'élever dans le bûcher une pile de bois propre à braver les neiges de décembre et les pluies de janvier.

On sait qu'à Paris un changement de domicile met dans les relations des barrières plus infranchissables que n'en mettait jadis entre les Capulet et les Montaigu la haine héréditaire de deux familles : en partant pour la campagne, George était donc parti pour l'exil. Deux ou trois de ses amis se souvenaient seuls qu'il habitait Maisons. Il vivait avec Tambour et causait avec ses livres. Ses habitudes étaient les plus régulières du monde; il ne savait jamais la veille ce qu'il ferait le lendemain. Il se couchait tard ou tôt, selon le temps, un

jour avec le soleil, et le jour d'après avec la lune. S'il partait avec l'intention de lire dans quelque coin du bois, on le surprenait ramant sur la Seine avec l'ardeur inquiète d'un contrebandier. Il déjeunait tantôt chez lui, tantôt à l'auberge, ce qui, pour le dire en passant, faisait le désespoir de Pétronille, obligée de l'attendre auprès d'une côtelette qui noircissait sur le gril. Personne n'était plus actif ou plus paresseux; il battait la campagne comme un chasseur, ou restait étendu dans l'herbe comme un lazzarone; mais presque toujours Tambour était de la partie. Il faut dire cependant que Tambour, sauf les jours de chasse, avait des mœurs un peu bien vagabondes; il ne demeurait au logis que les jours de pluie et n'y rentrait qu'au moment des repas; il employait le reste du temps à courir de tous côtés, poussant toutes les portes et s'occupant des affaires d'autrui avec une indiscrétion qui ne redoutait ni les remontrances ni les rebuffades. Aussitôt qu'on voyait apparaître quelque part un museau couleur d'orange, on s'écriait : « Voilà Tambour! » Il donnait un coup d'œil par-ci, un coup de dent par-là, jouait avec les enfans, effrayait les poules, câlinait la cuisinière et disparaissait.

On était alors, on le sait, vers la fin du mois de novembre; la campagne avait ces teintes pâles et voilées qui plaisent quelquefois plus que les couleurs vives et l'éclat joyeux de l'été. Il n'y avait presque plus de feuilles aux arbres, si ce n'est aux chênes, tout couronnés de rameaux que les premiers froids avaient enduits de rouille. Le soleil se montrait à peine. A toute minute, de grands vols de corbeaux traversaient le ciel gris et remplissaient l'espace de leurs cris sinistres. George ne rencontrait plus dans ses promenades que le piéton chargé de distribuer les lettres et les pêcheurs avec lesquels il avait fait connaissance; mais cette solitude et l'âpreté de la saison les lui rendaient plus chères, et jamais peut-être il ne les avait faites ni si longues ni si fréquentes.

Un matin donc, George était sorti d'assez bonne heure; il portait son fusil et traversa la prairie dans la direction de la Seine. La chasse est prohibée en tout temps dans le parc et les dépendances de Maisons; mais les chasseurs s'amusent quelquefois pendant l'hiver à tirer les oiseaux de passage qui s'abattent parmi les joncs du rivage, ou qu'on surprend dans les criques formées par le lit du fleuve. Telle n'était pas l'intention de George ce jour-là; il avait un fusil, parce que ce fusil s'était trouvé sous sa main au moment de quitter la Maison-Blanche. Tambour avait regardé son maître, et, comprenant au mouvement de ses yeux qu'on n'avait nul besoin de lui, il était parti la queue en l'air à la recherche d'un certain taureau noir auquel il avait déclaré la guerre. Le taureau, qui était jeune et de bonne mine, avait accepté le défi, et, en preux chevalier, il mettait

autant d'empressement à courir au-devant de Tambour que Tambour en mettait à courir au-devant de ses cornes. Le taureau, ayant levé son mufle, avait flairé le chien et était parti au galop; les deux adversaires se rencontrèrent à mi-chemin, et le combat s'engagea sur-le-champ dans la prairie.

George laissa l'épagneul aux prises avec le taureau, et atteignit bientôt les bords de la Seine. Deux corbeaux, qui creusaient l'herbe à coups de bec, cherchant leur pâture, partirent à sa vue; George les mit en joue et fit feu. Les deux corbeaux battirent de l'aile et s'enfoncèrent dans le ciel. — Diables d'oiseaux! il est écrit que je les manquerai toujours! dit George en frappant du pied.

Une bande de corbeaux s'éleva du bord de la rivière au bruit de cette double détonation, et se mit à voleter de tous côtés. Les uns passaient au-dessus de la tête de George allant et venant, d'autres fuyaient à tire d'aile du côté de la forêt; quelques-uns, les plus hardis ou les plus jeunes, s'abattaient dans la prairie et couraient çà et là. M. de Francalin rechargea son fusil et se mit à leur poursuite; mais les oiseaux vigilans s'éloignaient bientôt, et quelle que fût son activité à les tirer, il ne put en atteindre aucun. Le chasseur s'entêta, et, remarquant que les corbeaux traversaient le fleuve à toute minute, il pensa qu'il serait peut-être plus heureux en canot.

Il courut vers une sorte d'anse que la Seine avait creusée dans le sable et qu'une petite pointe de terre protégeait contre le remou. Un joli petit bateau peint en noir avec une raie blanche y flottait, la proue retenue aux racines d'un saule par une chaîne cadenassée. Le nom du canot, *la Tortue,* était écrit en belles lettres rouges sur l'arrière auprès du gouvernail. George ouvrit le cadenas, sauta dans le canot et poussa au large. Malgré son nom, *la Tortue* filait sur l'eau comme une flèche, et, poussée par l'impulsion vigoureuse des rames, elle eut bientôt gagné le milieu du courant, qu'elle remonta dans la direction de l'éperon boisé qui sépare le parc de Maisons des *tirés* de Saint-Germain. Comme il ramait, George entendit le bruit d'un corps tombant dans l'eau : c'était Tambour, que tout ce tapage de coups de fusil avait attiré sur la rive, et qui venait bravement de se mettre à la nage pour rejoindre le canot. Son maître l'attendit, l'enleva lestement et continua sa route, guettant de l'œil les corbeaux qui voletaient sur les deux rives.

Une légère brume, qui depuis le matin flottait sur la campagne, se dissipa en ce moment, et un clair rayon de soleil égaya le paysage. Parvenu à la hauteur d'Herblay, George laissa glisser *la Tortue* au courant de l'eau, et, accroupi à l'arrière, comme un pêcheur qui tend ses filets, il attendit, la main sur son fusil, qu'un des oiseaux passât à sa portée. Tambour, assis à l'autre bout du bateau,

imitait sagement la complète immobilité de son maître. Il grelottait, mais on voyait quelquefois frétiller le bout de sa queue.

La ruse de M. de Francalin réussit. Bientôt un corbeau arriva lourdement et passa au-dessus du canot. Le chasseur épaula et fit feu. Au premier coup, le corbeau s'enleva; au second, il pirouetta sur lui-même, effleura l'eau du bout de ses ailes noires, et alla tomber dans l'herbe à quelques pas du rivage.

— Enfin! s'écria M. de Francalin.

Comme il se mettait debout pour bien reconnaître la place où l'oiseau se débattait, il entendit crier du côté d'Herblay. Il tourna la tête et aperçut un enfant qui venait de glisser dans la rivière et se tenait cramponné à un bout de corde qui pendait le long d'un bateau. Une petite fille penchée sur le bord de ce bateau s'efforçait de retirer son camarade et appelait au secours de toutes ses forces.

— A vous! à vous! cria un homme dont la barque était en aval du côté de La Frette.

M. de Francalin sauta sur les avirons et fit voler *la Tortue*. L'eau jaillissait autour de la proue; à tout instant, il retournait la tête pour voir quelle distance le séparait encore des enfans.

— Tiens bon! disait-il, tiens bon, petite!

Il n'était plus qu'à quelques brasses du bateau lorsque les mains de l'enfant, engourdies par la fatigue et le froid, lâchèrent prise. La petite fille se pencha brusquement en le voyant disparaître et passa par-dessus le bord. Le courant les prit tous deux et les emporta. George lâcha les rames, et, ôtant sa vareuse, se jeta dans la rivière. Tambour sauta après lui.

En quatre brassées, le chasseur eut atteint la petite fille, que ses gros jupons de laine maintenaient à la surface de l'eau. Il la saisit vigoureusement par le bras, et nageant d'une main, il la déposa à bord du bateau.

— Tiens-toi tranquille à présent, dit-il, et il rentra dans l'eau, cherchant de tous côtés.

On ne voyait rien que la surface du fleuve, çà et là rayée par un souffle de vent.

— Cherche! cherche! cria George à Tambour, qui nageait auprès de lui.

Un léger bouillonnement, qu'il aperçut à quelque distance au-dessus de l'eau, lui indiqua la place où le petit garçon avait sombré. Il y poussa de toutes ses forces; mais déjà Tambour l'avait devancé, et, plongeant tout à coup, il reparut bientôt tenant dans sa gueule le pan d'une veste. Deux jambes inertes et deux bras sans mouvement pendaient aux deux côtés de son museau. George saisit l'enfant et le souleva hors du fleuve sans que Tambour voulût lâcher prise, et

tous deux arrivèrent sur le rivage, où sauveurs et sauvés trouvèrent la petite fille, qui pleurait à chaudes larmes.

— Ah! mon Dieu! disait-elle, voilà mes jupons perdus!... Maman va me battre!

George était fort embarrassé entre ces deux enfans, dont l'un sanglotait, tandis que l'autre ne donnait aucun signe de vie.

— C'est bon! dit-il à la petite fille, on te donnera d'autres jupes; marche devant, et mène-nous chez ta mère.

Mais, tandis qu'il parlait, l'homme à la barque aborda près de lui, et sauta sur le sable.

— Ah! dit-il, ce sont les petits à la Thibaude... Elle va drôlement les arranger, la brave femme!

Il souleva l'enfant que George frictionnait.

— Bon! reprit-il, le cœur bat; il en sera quitte pour la peur.

— Bien sûr, Canada? dit George.

— Eh! oui. Tenez, le voilà qui souffle déjà... Ajoutez un rhume à la peur, si vous voulez, et ce sera tout.

Le pêcheur dépouilla l'enfant de ses habits tout trempés d'eau, et l'enveloppa d'un caban de grosse laine.

— Il ne faut pas qu'il refroidisse, reprit-il. Si mon caban en souffre, on verra à s'arranger, et maintenant en route... Je me charge du petit, suivez la petite... Vous me semblez un peu pâle; avec ce vent-là, il ne fait pas bon pour vous ici.

Le fait est que M. de Francalin grelottait; l'eau dont ses vêtemens ruisselaient était glacée, et le vent qui soufflait en rendait l'impression plus froide encore. Il ne répondit pas, et se mit à marcher fort vite. Quant à Tambour, à qui sa conscience de chien rendait un bon témoignage, il courait en avant avec force gambades, et fourrait son museau curieux dans tous les buissons.

Au bout d'une centaine de pas, la petite fille s'arrêta court : — Voilà maman! s'écria-t-elle. Et, toute tremblante, elle se réfugia entre les jambes de M. de Francalin.

Un groupe de femmes et d'enfans au-devant desquels courait une paysanne en jupon rouge parut au milieu du chemin. Toutes les femmes parlaient à la fois; seule, celle qui marchait la première était muette. Les enfans faisaient grand bruit.

— Ce n'est rien! maman, ce n'est rien! il est en vie! cria la petite.

La Thibaude l'écarta de la main et sauta sur le petit garçon comme une louve.

— C'était donc vrai ce que m'a dit la fille à Claude? s'écria-t-elle... Jacques était tombé à l'eau!

— Eh! oui, répondit Canada, et il n'en est pas mort!

La Thibaude n'avait d'yeux que pour le petit garçon, et le retour-

nait dans tous les sens. La violence des baisers maternels et la chaleur du gros caban avaient rendu la vie à l'enfant : il ouvrit les yeux et se mit à pleurer. Sa mère, qui était toute blanche comme un linceul, devint rouge comme son jupon; elle le coucha brusquement sur ses genoux, et du revers de sa main lui appliqua une demi-douzaine de tapes vigoureuses qui sonnaient sur les chairs nues.

— Voilà qui t'apprendra à tomber dans la rivière, mauvais garnement! dit-elle.

Le petit Jacques ne pleurait plus, il criait.

— Et toi, que faisais-tu dans le bateau? poursuivit la Thibaude en cherchant sa fille du regard; mais la petite fille se tenait blottie entre les genoux de M. de Francalin, et n'avait garde d'approcher.

— Eh! pardine! elle jouait, répondit Canada... Est-ce que vous voulez empêcher des enfans de jouer à présent?.. Ça court après les morceaux de bois qui descendent la rivière, ça veut pêcher à la ligne avec des bâtons, c'est jeune, c'est étourdi, et ça roule dans l'eau... Ça m'est arrivé dix fois...

— On ne vous parle pas, dit la Thibaude.

— On ne me parle pas, mais je réponds... Au lieu de battre votre petit bonhomme, il m'est avis que vous feriez mieux de remercier monsieur que voilà, et de caresser un peu ce brave chien, sans qui vous n'auriez pas eu la chance de revoir l'enfant.

La Thibaude, un peu confuse, se tourna vers M. de Francalin. Elle avait les yeux pleins de larmes.

— C'est donc vous, monsieur! dit-elle... Si j'osais, je vous embrasserais de bon cœur.

— Qu'à cela ne tienne, embrassons-nous, répondit George en joignant l'action aux paroles, et à présent que nous voilà bons amis, laissez-moi solliciter la grâce de cette petite fille, qui a grand'peur d'être grondée.

— C'est qu'aussi elle le mérite bien... Toujours dans les bateaux! Voyez comme elle est faite.

— Oh! cela me regarde! reprit George... J'ai promis de l'aider à changer de jupes, et voici de quoi y pourvoir.

Il tira un louis de la poche de son gilet; mais en le donnant il devint tout pâle, et s'appuya contre un tronc d'arbre. Il lui semblait que tout tournait autour de lui.

— Diable! est-ce que vous auriez quelque idée de vous trouver mal? dit Canada.

— J'ai froid, répondit George.

En ce moment, une femme qu'on n'avait pas encore vue s'approcha du groupe. Elle était couverte d'une robe fort simple toute noire et d'une pelisse de drap.

— Ah! voici Mme Rose! s'écria la petite fille, qui, sans prendre garde à l'eau dont elle était inondée, courut vers la dame en robe noire, et se jeta dans ses jambes.

— Il n'est pas arrivé malheur à son frère? demanda Mme Rose à la Thibaude.

— Oh! non, madame, le voilà, et voici monsieur qui l'a tiré de l'eau.

Mme Rose regarda M. de Francalin. George voulut saluer, mais il chancela; un nuage passa devant ses yeux, et il tomba au pied de l'arbre.

Quand il revint à lui, M. de Francalin était assis dans un grand fauteuil devant un bon feu. Il lui sembla que ses membres avaient retrouvé leur élasticité et leur chaleur. Canada était debout devant lui, tenant à la main un morceau de flanelle imbibé d'eau-de-vie avec lequel il venait de le frotter vigoureusement.

— Où sommes-nous? dit George en jetant les yeux de tous côtés.

— Pardine! vous n'êtes pas chez moi! Il faudrait chercher dans bien des maisons pour trouver ces beaux fauteuils et ces pendules avec des dames tout en or!... Il n'y en a pas deux comme ça dans tout Herblay! Et comme ça sonne!... hein? On dirait une petite cloche...

— Midi! s'écria George!... Bon!... Pétronille va bien me recevoir!

Il fit un mouvement, la couverture dont il était enveloppé s'entr'ouvrit, et il s'aperçut qu'il avait les jambes nues.

— Dame! dit Canada en répondant au regard de M. de Francalin, il a bien fallu vous déshabiller de la tête aux pieds! Est-ce que vous ne vous avisez pas de vous évanouir comme une demoiselle! Il y a une heure que je vous frotte. Voilà le flacon, et voilà la flanelle. Le flacon y a passé tout entier, une eau-de-vie qui ressusciterait un mort, et dont j'ai goûté pour voir. Mme Rose ne marchande pas sur la qualité.

— Mme Rose?... cette jeune femme en noir?... Est-ce que par hasard je serais chez elle?

— Tiens! vous n'avez donc pas regardé la pendule? A peine étiez-vous par terre qu'elle a exigé qu'on vous conduisît dans sa maison. Je vous ai pris sur mes épaules, et ne me suis arrêté qu'après vous avoir mis dans ce fauteuil. Eh! eh! la côte est raide; c'est en haut seulement que je m'en suis aperçu.

— Pauvre Canada!... Ah çà! mais je ne puis pas rester dans ce costume chez Mme Rose,... une couverture et rien dessous!

— Ne vous mettez pas en peine! On n'est pas riche, mais on a deux habits complets. Voilà des souliers où vous serez comme dans

un bateau, et une vareuse qui vous tiendra chaud sans vous étouffer; mettez-moi ça.

Il étala les vêtemens sur une chaise et se frotta les mains. — Eh! eh! reprit-il d'un air sournois, ça fait une bonne course et une heure de friction. La fatigue n'est rien; c'est la matinée qui est perdue.

George, qui connaissait Canada de longue main, sourit. — Bon! on vous revaudra cela, dit-il.

— Oh! je ne parle de rien, s'écria Canada, je sais qu'avec vous on joue à qui perd gagne... Passez-moi cette chemise de laine; c'est chaud comme une toison.

George s'habilla en toute hâte; il lui tardait de s'excuser auprès de Mme Rose et de la remercier.

— Elle m'a semblé jolie, reprit-il tout en bouclant le vaste pantalon de Canada.

— Jolie! s'écria le pêcheur avec l'expression du dédain le plus marqué... Jolie! en voilà une idée! mais vous ne l'avez donc pas vue! Il y a de jolies filles dans le pays, la Louison, la Catherine, la Pierrette! mais Mme Rose! elle leur ressemble comme un pied d'œillet à un brin d'oseille!

— Diable!

— Ah! vous riez! C'est peut-être parce que je l'aime; mais je m'imagine que les reines des contes de fée devaient être faites comme Mme Rose... Il faut que l'eau de la rivière vous ait aveuglé pour dire de Mme Rose qu'elle vous a semblé jolie!

Un petit coup frappé à la porte interrompit Canada.

— Qu'est-ce? dit-il.

— Je venais savoir des nouvelles du malade; comment va-t-il? demanda une voix d'un timbre doux et argentin.

Canada courut à la porte et l'ouvrit.

— Oh! vous pouvez entrer; il est debout et tout grouillant comme un brochet, dit-il.

Mme Rose salua George en souriant.

— Vous n'avez plus froid; peut-être avez-vous faim; voulez-vous déjeuner? dit-elle.

M. de Francalin donna un coup d'œil à son costume, puis la regarda.

— Oh! à la campagne! reprit-elle avec un joli mouvement d'épaules.

La connaissance était faite; George accepta. Comme il suivait Mme Rose dans une pièce voisine où le couvert était dressé, Canada se pencha à son oreille.

— Eh bien! dit-il, trouvez-vous toujours qu'elle soit jolie?

— C'est vrai, répondit George; jolie n'est pas le mot : elle a je ne sais quoi qui n'est pas cela et qui est mieux que cela!

— Tiens, dit Canada, elle a son cœur dans les yeux.

II.

C'était la première fois que George voyait Mme Rose, et maintenant qu'il l'avait regardée, il s'expliquait très nettement le sentiment bizarre de Canada. On ne pouvait pas dire de Mme Rose qu'elle eût une taille de déesse, la chevelure de Cypris, un profil de camée, et toutes ces perfections que les poètes accordent volontiers à leurs divinités. Était-elle belle? était-elle jolie? On ne le savait pas. Elle séduisait par un charme singulier qui était en elle et qui vous enveloppait doucement comme la chaleur pénétrante d'un foyer où brille un feu clair. Ce charme ne provenait ni de la pureté de ses traits, qui n'étaient pas d'une extrême régularité, ni de la grandeur et de l'éclat de ses yeux, qu'on pouvait voir sans en être ébloui : il provenait de l'harmonie, ce don si rare et si précieux. Il était impossible de désirer qu'elle eût le nez plus fin ou la bouche plus petite; il semblait que chacun de ses traits fût précisément ce qu'il devait être, et qu'on les avait faits exprès pour elle; le son de la voix répondait à l'expression du regard, le sourire était bien tel qu'on l'espérait de ses lèvres, et quand on l'avait quittée, on ne pensait pas qu'elle pût être mieux ou autrement qu'on l'avait vue.

Le lendemain de cette première rencontre, George n'aurait pas pu dire si Mme Rose était brune ou blonde : il lui semblait bien, en cherchant, qu'elle avait les cheveux châtains clairs et les yeux d'un bleu foncé; mais il n'en était pas sûr, il se rappelait seulement qu'elle avait une grande apparence de jeunesse avec un air réfléchi qui augmentait la grâce de sa physionomie. Quand elle parlait, elle vous regardait bien franchement dans les yeux; un joli sourire égayait le coin de sa bouche, qui semblait faite pour la vérité; elle était naturellement joyeuse et vive, et cependant un voile de mélancolie était répandu sur son front, et son regard avait parfois quelque chose de triste et de plaintif comme celui d'une colombe blessée. C'était moins une lueur qu'un éclair fugitif; mais il n'en fallait pas davantage pour comprendre que Mme Rose avait souffert, comme ces petites gouttes d'eau suspendues aux pétales d'un lis indiquent qu'il a plu.

M. de Francalin avait demandé à Mme Rose la permission de la revoir, ne fût-ce que pour la remercier de son hospitalité, et elle la lui avait accordée sans hésitation. Il retourna donc à Herblay dès le lendemain; mais ce jour-là Mme Rose était à la promenade.

— Elle y va souvent quand il fait clair, dit une bonne femme qui avait soin du ménage : si vous voulez rencontrer Mme Rose, il faut venir vers onze heures ou midi.

Comme il descendait la côte d'Herblay, M. de Francalin aperçut Canada qui ramassait du sable dans la rivière. En trois coups de rame, il fut auprès de lui.

— Si vous m'aviez hélé tout à l'heure quand vous avez passé avec *la Tortue*, je vous aurais évité la peine de monter là-haut, lui dit Canada.

— Vous saviez donc que Mme Rose n'était pas chez elle?

— Pardine! puisque je viens de la conduire à la ferme, de l'autre côté de l'eau...

— Et qui la ramènera?

— Moi donc! Est-ce que je n'ai pas des bras et un bateau? est-ce qu'il ne faut pas qu'on gagne sa pauvre vie?

George alluma un cigare à la pipe de Canada. — Dites donc, mon vieux, si vous laissiez de côté votre perche et votre sable?... J'ai là mon épervier, et nous prendrions bien de quoi faire une friture en remontant la rivière.

Le pêcheur regarda George en dessous et secoua d'un air fin les cendres de sa pipe.

— C'est-à-dire, monsieur George, que vous avez envie de me parler de Mme Rose... Vous vous êtes dit comme ça, je ne connais pas la rose d'Herblay; Canada la connaît, faisons causer le vieux.

George sourit.

— Eh bien! je suis bon diable, reprit Canada, laissez-moi amarrer mon sabot à quelque pied de saule, et je passerai à bord de *la Tortue*... Nous ramènerons Mme Rose de compagnie... Ça n'empêche pas, grommela-t-il en s'approchant du rivage, que cette conversation va me faire manquer ma journée... Ce sable que je pêche est plein de ferraille, et il y a profit à le ramasser.

— Est-ce qu'on ne sait pas que tout travail mérite salaire? Venez toujours, dit George.

La barque attachée, George prit les rames, Canada l'épervier, et ils remontèrent la Seine dans la direction des tirés de Saint-Germain.

— Çà, que vous plaît-il de savoir? reprit le pêcheur.

— Un peu tout.

— Voulez-vous que je vous dise ma pensée, moi? poursuivit Canada sans s'arrêter à la réponse de M. de Francalin. Vous m'avez tout à fait la mine d'un homme qui va devenir amoureux de Mme Rose.

George haussa les épaules.

— Oh! il ne faut pas faire le dédaigneux; vous l'avez été certainement de personnes qui ne la valaient pas... On ne vient pas s'enfermer comme un ours à Maisons, par la bise et par la neige, sans qu'il y ait une femme là-dessous.

George rougit.

— Bon! votre visage m'a répondu... Bah! les feuilles vertes remplacent les feuilles mortes, et Mme Rose vous guérira; mais, vrai Dieu! si je croyais qu'il dût lui arriver malheur à cause de vous, aussi vrai que voilà Tambour, je culbuterais le canot et vous enverrais au fond de la rivière.

— Merci! dit George.

— Oh! c'est une manière de parler. D'ailleurs vous êtes un brave garçon, et je ne vous veux pas de mal, au contraire. C'est seulement pour vous faire voir ce que c'est que Mme Rose pour moi.

Cela dit, Canada assura son pied sur l'avant de *la Tortue,* souleva l'épervier lestement et le lança dans l'eau.

— Il faut vous dire, reprit-il en retirant les petits poissons qui grouillaient au cœur du filet, que Mme Rose habite Herblay depuis un an ou quinze mois. Elle y est arrivée au temps qu'on se fusillait dans les rues de Paris. Cette bonne femme que vous avez vue chez elle l'accompagnait. J'ai pensé d'abord que c'était une dame de là-bas qui avait peur des émeutes. — Bien sûr, me disais-je, son mari va venir, et ils attendront que tout ça finisse. — Le mari n'est pas venu.

— Ah! fit George.

— Oh! il n'y a pas de *ah!* répliqua le pêcheur en secouant la tête. Mme Rose est une brave femme du bon Dieu, et il n'y a rien à dire sur elle... Si l'envie vous prend de vous marier, je vous en souhaite une qui lui ressemble... Eh! ramez plus fort, il n'y a que de la *blanchaille* par ici,... approchez-vous du bord... J'ai idée que nous trouverons des perches de ce côté.

— Bon! voilà Mme Rose installée à Herblay.

— Mais attendez donc! vous allez plus vite que les violons... Elle descendit à l'auberge et chercha une maison à louer. Il y en avait une justement sur la hauteur avec un jardinet. Le propriétaire venait de mourir, et sa veuve la céda tout de suite à Mme Rose. Or que pensez-vous que fit Mme Rose? Elle s'en alla chez M. le curé, et, lui mettant un beau rouleau de pièces de cent sous dans la main : « Monsieur le curé, lui dit-elle, voilà ce qui me reste sur l'argent que j'avais destiné au loyer de la maison. Il faut que les pauvres profitent de ce que je gagne. » Il y en avait pour trois cents francs... Trois cents francs dans un temps où les écus étaient si rares, que c'était comme des objets de curiosité! Et comme elle s'en allait, elle ajouta:

« Vous leur direz de prier pour moi. » Çà, c'était de trop. Comme si Mme Rose avait besoin qu'on priât pour elle !

George regarda Canada. Cette chaleur et cette conviction de la part d'un homme qui avait un peu les mœurs d'un bohémien de rivière l'étonnaient beaucoup; mais le pêcheur, accroupi au bord du canot, n'y prenait pas garde, et contemplait la surface de l'eau, au-dessus de laquelle venaient crever de petits globules.

— Je vous dis qu'il y a des barbillons par là!... Chut à présent! murmura le pêcheur.

Il amorça la rivière en y jetant deux ou trois poignées de grains, et apprêta silencieusement son filet. Quand il crut le moment convenable, il jeta l'épervier, et découvrit, au premier effort qu'il fit pour le ramener, deux ou trois poissons qui se débattaient entre les mailles.

— Hein! sont-ils beaux! dit-il.

— Çà, vous l'aimez donc bien? dit George en aidant Canada à retirer l'épervier.

— Mme Rose? Il faudrait avoir un cœur de pierre pour ne pas l'aimer!... Est-ce qu'on ne s'est pas avisé de me chercher chicane pour quatre mauvais lapins que j'avais pris au collet dans les bois du gouvernement? On disait aussi que je pêchais en dehors des règlemens. Et les lois, où étaient-elles dans ce moment-là? On en avait démoli la moitié, et le reste ne valait guère mieux. Et les autorités d'alors, avaient-elles consulté les règlemens pour entrer aux Tuileries?... Je m'entête et je jette le papier timbré au nez des gendarmes, après quoi je vais sur l'eau tendre mes lignes de fond. Tout ça me conduisit en prison. Il n'y avait pas trente sous au logis, et ma pauvre femme avait la fièvre... Quand j'y pensais la nuit, j'avais des sueurs dans le dos. Enfin je sors au bout d'un mois.— Bien sûr, me disais-je tout en marchant, je vais trouver la baraque toute pleine d'huissiers, et sans un clou pour pendre mes filets. — Ah! bien oui, on n'avait pas dérangé une chaise, et ma pauvre vieille raccommodait mes chemises sur la porte!... C'était Mme Rose qui avait payé l'amende et pris soin de tout... Quand je vis ça, je courus tout droit chez elle. Mme Rose était dans son jardin avec un grand chapeau de paille sur la tête. J'avais arrangé un beau discours pour la remercier; j'oubliai tout et je sautai sur ses mains pour les baiser... Dame! j'ai failli les casser... J'étais comme fou et je pleurais comme une bête. « Ah! me dit-elle, vous m'avez fait peur! » Je vis bien que mes gros vilains doigts lui avaient fait mal. Je me jetai à ses genoux : — Battez-moi comme un chien, lui dis-je, je ferai ce que vous voudrez! — Eh bien! reprit-elle en riant, il ne faut plus prendre de lapins.

— Et vous n'en avez plus colleté?

— Moi! jamais!... Ah! par exemple, les gendarmes n'y auraient rien fait, mais Mme Rose!... Elle me l'a défendu, c'est fini!... Ça n'empêche pas que si je pouvais leur jouer quelque tour, à ces gens qui m'ont mis en prison!... Ça jette un gouvernement par terre, et ça ne veut pas que le pauvre monde s'amuse un peu!... Ça m'a mis du levain dans l'estomac; mais suffit, je m'entends, et si l'occasion vient, on saura la prendre.

— Çà! comment donc s'appelle-t-elle, Mme Rose? reprit George après qu'il eut laissé Canada exhaler sa colère.

— Cette bêtise!... Elle s'appelle Mme Rose... Est-ce que ce nom ne vous paraît pas joli?

— Très joli, mais c'est un petit nom; elle doit en avoir un autre?

— C'est possible; mais personne ne le lui a demandé. Elle a dit qu'elle s'appelait Mme Rose, et tout le monde l'appelle Mme Rose. Au commencement, il y avait des curieux qui faisaient des questions comme vous; à présent on n'y pense plus. Elle ne voit jamais personne, si ce n'est un monsieur qui est venu deux ou trois fois en un an.

— Quel monsieur? dit George vivement.

— Un monsieur comme vous, un monsieur qui paraît de la ville. Ah! quels yeux! Quand il vous regarde, on dirait que ça vous entre dans le corps comme une vrille. Ce doit être quelqu'un de ses parens. Il arrive vers midi et s'en va le soir. Par exemple il ne part pas sans faire un tour sur la rivière, après quoi il me donne vingt francs; c'est un homme très bien.

George éprouva comme un sentiment de malaise; ce monsieur de la ville lui gâtait Mme Rose.

— Quelquefois encore, assez souvent même, poursuivit Canada, le piéton remet des lettres à Mme Rose. J'ai remarqué qu'elle souriait de moins bon cœur ces jours-là. L'autre matin, il lui en a apporté une au moment où elle se rendait à la messe; elle l'a lue chemin faisant, et j'ai vu qu'elle devenait fort pâle. Elle est restée longtemps dans l'église à prier, et quand elle est sortie, elle avait les yeux humides comme ceux d'une personne qui a pleuré. Cependant cette lettre ne lui annonçait la mort d'aucun de ses parens; elle était cachetée de rouge. Ce jour-là, elle a vidé sa bourse entre les mains des pauvres; moi, j'aurais volontiers battu tout le village, tant j'enrageais de la voir pleurer.

Canada donna un coup d'aviron contre un arbre.

— Faire du chagrin à une si bonne créature! faut-il qu'il y ait de méchantes gens! reprit-il.

— Qui sait? dit George, la lettre venait peut-être d'un amoureux.

— Elle est dans l'âge où ces maladies vous prennent, répliqua le

pêcheur en branlant la tête, et cependant je n'y crois pas, à vos amoureux. Mme Rose n'a jamais reçu d'autres visites que celles que je vous ai dites, et ces sortes de fous ont des jambes pour courir. Et puis, si Mme Rose a des secrets, ce serait mal reconnaître sa bonté que de chercher à les pénétrer. A présent, monsieur George, vous en savez autant que moi.

— Mais comment se fait-il que je ne l'aie jamais rencontrée, moi qui cours le pays du matin au soir, et que jamais vous ne m'en ayez parlé?

— Vous n'allez pas beaucoup du côté d'Herblay, monsieur, et c'est à Herblay que Mme Rose demeure. Quant à vous en parler, pourquoi l'aurais-je fait? Vous êtes dans la saison où le cœur est de paille, et je ne voulais pas vous exposer à prendre feu.

Canada jeta un coup d'œil sur la rive.

— Bon! dit-il, vous me faites bavarder, voilà l'ombre des peupliers qui coupe la rivière, il va être quatre heures; il faut nous hâter si vous ne voulez pas que nous fassions attendre Mme Rose.

George et Canada prirent chacun une paire d'avirons et firent voler *la Tortue*. En quelques minutes, ils furent par le travers des tirés de Saint-Germain; un long sillage marquait la course du canot.

— Ramez toujours, dit Canada. Je vais voir si Mme Rose est sur la rive.

Il se mit debout, et aperçut Mme Rose assise sur un tronc d'arbre.

— Ah! c'est vous, dit-elle en saluant George, je comprends à présent pourquoi Canada arrive si tard.

Elle se leva et s'approcha du canot.

— Voyons, reprit-elle, donnez-moi la main pour que je saute dans cette coquille de noix.

Mme Rose portait ce jour-là une robe de drap bleu, un grand camail et un chapeau rond de feutre gris à larges bords; l'animation de la marche et le grand air avaient coloré son teint; les boucles de ses cheveux tombaient le long de ses joues et sur son cou. Elle était charmante.

— Vous êtes donc venu me voir? reprit-elle en caressant de la main Tambour, qui frottait familièrement sa tête contre la jupe de drap bleu.

— Je vous dois bien cela pour le déjeuner que vous m'avez donné, répondit George gaiement.

— Il était un peu maigre pour un homme qui sort de l'eau; aussi ne me prendrez-vous plus au dépourvu, et s'il vous plaît encore de sauter dans la rivière, au moins trouverez-vous des côtelettes.

— Prenez le gouvernail, dit Canada à M. de Francalin, moi je ramerai.

George prit place à l'arrière, et Mme Rose s'assit auprès de lui.

— Je vous remercie d'avoir poussé jusqu'aux tirés, dit-elle alors; la présence de votre canot me prouve que vous ne faisiez pas, en remontant à Herblay, une simple visite de politesse. Ce que vous avez fait hier m'a donné de vous une bonne opinion, et j'aurais été fâchée de ne plus vous revoir.

Tout cela était dit avec un air de simplicité et de bonne humeur qui surprenait George et le charmait. Il regardait les yeux brillans et doux de sa compagne, et il se demandait quel mystère enveloppait cette florissante vie et retenait tant de séductions dans la solitude d'Herblay.

En ce moment, Mme Rose avait les yeux tournés du côté de l'horizon où le soleil se couchait.

— Que c'est beau! dit-elle en montrant le ciel et le fleuve tout brillans des clartés mourantes du jour.

George fit signe à Canada, qui suspendit le mouvement des rames et laissa *la Tortue* descendre au fil de l'eau. Le canot était alors par le travers de La Frette. On sait de quelles grâces mélancoliques et de quelles beautés se revêtent souvent les soirs d'automne. Le silence n'était interrompu que par le babil et les rires de quelques petites filles qui jouaient autour de bateaux échoués sur la rive. Le vent se taisait. Il n'y avait d'animation que dans la prairie voisine, où des troupeaux de bœufs regagnaient l'étable, poussés par un berger. Mille couleurs éclatantes se fondaient dans le ciel.

Mme Rose, tout entière à la magie de ce spectacle, promenait ses regards sur la campagne toute en feu. George regardait Mme Rose, et Canada regardait George. Tambour s'était endormi, bercé par le balancement insensible du bateau. Un dernier rayon glissa sur le fleuve, et la lumière s'éteignit; les teintes d'or firent place aux teintes violettes, le village disparut dans la brume, on ne vit bientôt plus que cette clarté douteuse qui précède la nuit et flotte à la surface de l'eau; les contours de la rive s'effacèrent doucement, et quand Mme Rose tourna son visage vers M. de Francalin, elle montra des yeux inondés de larmes.

Par un mouvement plus subit que la pensée, George lui prit la main. — Qu'avez-vous? lui dit-il.

Elle la lui laissa une seconde, puis, la retirant sans affectation :

— Rien, dit-elle; je ne sais pas à quoi je pensais.

Elle essuya sa paupière en souriant.

— Vous ne savez peut-être pas, dit-elle en le regardant, que la petite Jeanne a la fièvre?

— Jeanne? répéta George.

— Eh oui! Jeanne, la fille de la Thibaude, celle que vous avez tirée

de l'eau... Comment! vous ne savez pas le nom des gens que vous sauvez, et vous n'allez pas seulement prendre de leurs nouvelles!

— Je ne voulais pas, par ma présence, faire croire à la Thibaude que j'avais un droit perpétuel à sa reconnaissance.

— Eh bien! vous avez eu tort. Pourquoi enlever à cette pauvre mère la seule chance qu'elle ait de s'acquitter? La petite a pris froid dans l'eau; ce matin, elle a dû rester au lit; le médecin est venu et lui a fait avaler de la tisane. Pour la consoler, j'ai dit à la Thibaude de lui acheter une poupée, et je lui ai donné un louis. Ça servira pour la tisane, et c'est dix francs que vous me devez. Je n'ai pas le droit de guérir toute seule les enfans qui vous doivent la vie.

Cette manière délicate de le faire entrer pour moitié dans sa charité toucha M. de Francalin. Il fouilla dans ses poches pour en tirer dix francs; mais il eut beau chercher partout, il ne trouva rien.

— Bon! dit-il, cet imbécile de Jacob a vidé mes poches!

— Eh bien! vous m'apporterez cet argent demain chez la Thibaude... Me voici chez moi.

En effet, *la Tortue* approchait du rivage; un élan vigoureux la fit s'engager dans le sable assez loin pour que Mme Rose pût sauter à terre sans craindre de se mouiller les pieds.

Comme elle allait s'éloigner, Canada la retint par le bras. — C'est que j'ai aussi quelque chose à vous dire, moi, balbutia-t-il en roulant sa main au fond de sa vareuse.

Puis Canada s'arrêta court la bouche ouverte.

— Eh bien! quoi? demanda Mme Rose.

— Au fait, vous ne me mangerez pas!... C'est que j'ai grande envie de vous prier, ainsi que M. George, d'ajouter ces dix sous aux vingt francs que vous avez donnés à la petite. Ils sont en cuivre..... Bien sûr, ils ne tiendront pas entre vos doigts.

— Donnez toujours, mon brave Canada. Voilà dix sous qui rachèteront bien des lapins! dit Mme Rose.

Et, après avoir serré la main calleuse du pêcheur, Mme Rose disparut dans la nuit.

— Est-ce un cœur de femme, ça? dit Canada quand il ne la vit plus. Vous voyez, elle me ferait donner tout mon bien!

— Oui, oui, répondit George tout bas, et vous pourriez bien avoir raison.

Canada cligna de l'œil. — C'est à propos de ce que je vous ai dit ce matin que vous me dites cela. Eh! prenez garde, monsieur! de moins jeunes que vous se sont pris à ces hameçons, et quand on a mordu, c'est trop tard.

Canada et M. de Francalin se séparèrent sans plus parler : l'un rejoignit sa barque, portant sur son épaule l'épervier plein de pois-

sons; l'autre regagna la crique où il avait l'habitude d'amarrer le canot.

Dès les premiers bonds que Tambour fit sur le sable, il fureta comme un chien qui cherche une piste, flaira quelques touffes d'herbe et prit sa course à travers la prairie. George le suivit lentement; ses jambes le portaient à la Maison-Blanche, son esprit était à Herblay. Comme il approchait du chemin qui séparait son domaine de la prairie, il entendit de grands aboiemens; il releva la tête et aperçut de la lumière chez lui. Au même instant, la porte du jardin s'ouvrit, et un jeune homme en sortit, caressant de la main Tambour, qui faisait des bonds extravagans.

— Comme Thémistocle à la cour du roi des Perses, je viens te demander l'hospitalité, dit le nouveau-venu.

— Valentin! s'écria George.

Et les deux amis échangèrent une vigoureuse poignée de main, tandis que le chien, émoustillé par ce témoignage d'affection, sautait sur les jambes de l'un et sur les bras de l'autre, leur marquant à sa manière toute la joie qu'il éprouvait de cette réunion.

— Çà, dit George, Jacob a-t-il préparé la *chambre du Désespoir?*

— Elle est prête! répondit la voix de Jacob.

— Alors entrons et dînons... Tu pourras gémir ici tant que tu voudras.

III.

Une heure après cette rencontre, George et Valentin étaient assis en face l'un de l'autre devant une cheminée où flambait un grand feu de souches et de fagots. La pièce dans laquelle ils se trouvaient était vaste, haute et formée de sept fenêtres qui ouvraient sur le midi, le levant et le couchant. Les murs en étaient garnis de casiers emplis de livres presque jusqu'au plafond; un panneau était réservé aux fusils et aux divers ustensiles de chasse, tels que carnassières, sacs à plomb et poires à poudre. Dans un coin à droite, on voyait tous les engins de pêche; l'angle voisin, à gauche entre deux fenêtres, était occupé par un établi de menuisier chargé d'outils. Au milieu même de la pièce s'allongeait une table ovale couverte d'un tapis de drap vert et tout obstruée de journaux, de revues, de brochures et de dictionnaires, amoncelés autour de deux mappemondes entre lesquelles on avait placé des plumes, des crayons et des encriers. Une grande lampe, suspendue au plafond et couverte d'un immense abat-jour de tôle, éclairait la table. Quelques peaux de renard dentelées de drap rouge étaient dispersées çà et là sur le parquet. Des oiseaux de proie empaillés étendaient leurs ailes au-des-

sus des casiers, et sur la cheminée une magnifique pendule représentant un char d'Apollon d'un beau modèle sonnait les heures avec majesté. Cette pendule avec son quadrige de chevaux dorés était comme un souvenir de Versailles perdu à la campagne. Quelques armes, telles que yatagans, sabres et pistolets brillaient dans les intervalles ménagés entre les corps de bibliothèque. Ajoutez à cette réunion d'objets de toute sorte une peau de tigre couchée devant le foyer, quelques chaises de cuir disposées autour de la table, trois ou quatre grands fauteuils de tapisserie, et on aura tout le mobilier de cette pièce, qui servait à la fois de salon, de cabinet de travail, de bibliothèque et de fumoir aux hôtes de la Maison-Blanche. Les deux jeunes gens fumaient, et Tambour dormait devant le feu, le museau entre les pattes.

— Ainsi donc elle t'a trahi? dit George en poursuivant un entretien dont les premiers épanchemens avaient été échangés pendant le dîner.

Valentin soupira et se mit à raconter à George, qui ne l'écoutait que médiocrement, une de ces histoires parisiennes dont le dénoûment ne varie jamais. Le soir où son infortune lui avait été révélée, Valentin, saisi d'indignation et de surprise, avait eu la pensée un instant de provoquer son rival. Une réflexion l'avait retenu : pouvait-il rendre à son cœur ses illusions perdues? Il était monté chez la perfide, et dans cette chambre où tant d'heures charmantes s'étaient envolées, il avait laissé sa carte avec ces trois mots : « adieu! soyez heureuse. »

— C'est un peu vieux, répondit George avec un sourire; mais enfin cela vaut mieux qu'un coup d'épée.

— Tu ris!... Ah! on ne meurt pas de douleur, puisque tu me vois encore.

Valentin se leva et fit quelques tours en soupirant: puis, appuyant sa main sur l'épaule de George :

— C'est fini, dit-il d'un air sombre, je ne crois plus à rien... Je renonce à ces trompeuses créatures,... je m'enferme avec toi;... nous lirons les moralistes qui ont écrit contre les femmes; nous les embellirons de commentaires enrichis du récit de nos désastres personnels, nous ferons un cours de misanthropie, et si quelqu'une de nos anciennes connaissances se hasarde à venir frapper à notre porte, nous la recevrons à coups de fusil... Tu ne vois personne au moins?

— Personne, dit George en hésitant un peu.

— Bien. Je prétends vivre ici en cénobite. Si tu voyais quelque être vivant en dehors de Tambour, j'émigrerais.

— A propos, dit George, qui n'était pas fâché de détourner la conversation, es-tu toujours dans les affaires?

— Moi? Fi donc! Il y a six mois que je m'en suis tiré. Je n'y entendais rien. J'ai bien vu que ma vocation m'appelait dans la presse. Tu te souviens de quelle force j'étais sur la polémique au collége; j'ai fondé un journal; il est mort au plus fort de son succès. J'allais poursuivre ma candidature à la députation, quand la trahison que tu sais a tout brisé. Je n'ai de cœur à rien. Cependant je sens bien que je suis né pour la politique.

Valentin Des Aubiers était l'un des plus vieux amis de George. Ils s'étaient rencontrés au collége, et n'avaient pas cessé de se coudoyer dans la vie, au milieu de laquelle Valentin marchait un peu comme ces écoliers qui, répandus dans les bois, oublient qu'ils ont des broussailles entre les jambes et des racines sous les pieds; chaque nouvelle chute lui semblait la première; il s'écriait avec candeur que ces choses-là n'arrivaient qu'à lui. C'étaient alors de grands découragemens qui duraient six jours ou six semaines, après quoi il n'y pensait plus, et repartait d'un pied léger avec la même espérance et la même sécurité. Le prochain accident amenait une nouvelle surprise qui ne le guérissait pas davantage. Ses amis disaient de lui qu'à cinquante ans il en aurait vingt-cinq, et que s'il arrivait à la centaine, il faudrait certainement le renvoyer à l'école.

Avec une fortune qui lui aurait permis de vivre à sa guise, Valentin avait bravement mis le pied dans toutes les carrières, et s'en était retiré impétueusement au premier obstacle. La dernière qu'il embrassait était toujours la meilleure et celle qui répondait le mieux à ses instincts. A peu près riche et maître de son temps, Valentin n'avait pas traversé Paris sans y faire de ces rencontres qui font ressembler la vie à des routes semées d'auberges où des cœurs de toute sorte se tiennent en embuscade, pareils à ces hôteliers fameux dont Guzman d'Alfarache raconte les prouesses. Toutes les fois que le hasard le faisait entrer dans une de ces auberges, il ne manquait pas de croire qu'il s'y reposerait jusqu'à la fin de ses jours, et il faisait ses préparatifs en conséquence. Si quelqu'un de ses amis s'aventurait à lui dire que ce petit coin du paradis, dans lequel il comptait savourer des délices toujours nouvelles, n'était qu'une méchante halte entre deux étapes, il s'indignait et prenait le ciel à témoin du serment qu'il faisait de ne plus partir; mais le cœur volage qu'il adorait accueillait-il un autre voyageur, Valentin tombait dans un morne désespoir, et demandait naïvement au ciel comment tant de perfidie pouvait être éclairée par la lumière du soleil. Désormais il n'y avait plus pour lui ni paix, ni bonheur; la nuit se faisait dans son âme, et il parlait sérieusement de passer le reste de ses jours dans une thébaïde où jamais le pied d'une femme ne pût arriver. La même bonne foi qu'il avait apportée dans son ivresse, il l'apportait dans son

affliction, et celle-ci lui semblait éternelle, comme il avait cru l'autre impérissable.

C'était donc au plus fort d'une de ces catastrophes périodiques qu'il venait demander à George de l'abriter dans sa solitude. Valentin ne venait pas pour la première fois à Maisons, et ainsi s'expliquait le sobriquet de *chambre du Désespoir* qu'on donnait à la pièce qui lui était réservée.

Le lendemain, au petit jour, Valentin frappa à la porte de son ami.

— Tu dors, toi; tu es bien heureux! Que fais-tu aujourd'hui? dit-il.

— Rien.

— Eh bien! si tu veux, nous irons déjeuner à Saint-Germain; c'est là que j'ai connu Clotilde! Nous traverserons la forêt, et cette promenade matinale me rendra peut-être l'appétit que j'ai perdu.

— Soit.

George s'habilla en toute hâte et descendit; mais au bas de l'escalier il se souvint que Mme Rose l'attendait chez la Thibaude. S'il voulait être exact, il n'avait pas le temps d'aller à Saint-Germain et d'en revenir; pour rien au monde cependant, il n'aurait consenti à manquer ce rendez-vous.

— Viens-tu? lui cria Valentin.

Tambour, qui était du voyage, appuya la sommation d'un aboiement. George cherchait un prétexte et n'en trouvait pas. Il savait Valentin très curieux, et il ne se souciait pas de le mettre dans sa confidence. Quel beau thème à de longs discours! Cependant il était résolu à ne pas le suivre jusqu'à Saint-Germain.

— Ah! mon Dieu! s'écria-t-il après qu'il eut fait une centaine de pas, j'ai oublié que j'ai affaire de l'autre côté de l'eau,... à Herblay.

— Chez qui? demanda Valentin.

— Chez le curé! répondit George étourdiment.

— J'irai avec toi.

George comprit que Valentin était décidé à ne pas le quitter. — Veux-tu pêcher? dit-il brusquement.

— Tu pêches donc?

— Toujours; c'est très amusant. On a une ligne à la main; on pense à ce qu'on veut, et le poisson mord. C'est ce qu'il y a de mieux quand on a du chagrin.

— Donne-moi une ligne, répondit Valentin.

George courut dans sa bibliothèque, et redescendit avec tout un appareil de pêche. On partit pour le bord de la rivière, et George installa Valentin au pied d'un massif de saules qui masquait la vue de tous côtés. — L'endroit est excellent; il fourmille de goujons,

dit-il; en un quart d'heure, on en prend deux douzaines. Reste là; moi je vais un peu plus loin, derrière ce gros peuplier.

Et George se mit à courir dans la direction du peuplier; mais à vingt pas plus loin il se glissa derrière le rideau des saules, gagna la crique où se balançait *la Tortue,* sauta dedans, et passa la rivière à grands coups de rames. Cinq minutes après, il gravissait la côte d'Herblay à toutes jambes, et entrait chez la Thibaude.

— Enfin! s'écria Mme Rose, j'ai cru que vous n'arriveriez jamais.

— C'est que j'avais un ami, et qu'il ne me quittait pas.

— Il fallait l'emmener avec vous.

George ne répondit rien; il eût été fort en peine d'expliquer pourquoi il n'avait pas voulu que Valentin l'accompagnât dans sa visite, et cependant il eût renoncé au plaisir qu'il en attendait plutôt que de le partager avec son ami. Mme Rose le regarda; un peu troublé, il s'assit et passa un mouchoir sur son front, baigné de sueur.

— Bonté du ciel! faut-il que vous ayez couru! reprit-elle.

Et, furetant dans tous les coins de la cabane, elle prépara un verre d'eau rougie qu'elle lui présenta.

— Maintenant, dit-elle après qu'il eut bu, c'est dix francs que vous me devez. Je me suis mis en tête d'assurer une dot à cette enfant. Cela l'aidera à trouver un mari et vous apprendra à tirer de l'eau les personnes qui se noient.

George vida sa poche dans la bourse de Mme Rose, qui en versa le contenu sur le lit de la petite fille.

— Es-tu riche! hein? dit-elle.

L'enfant tout étonné prit les grosses pièces blanches entre ses doigts.

— Oh! mère, un sou tout jaune! s'écria-t-elle en tirant un louis du milieu de son trésor.

Mme Rose embrassa l'enfant.

— Mère Thibaude, dit-elle, ramassez tout cet argent sans oublier le sou jaune. Vous en userez pour les besoins de votre fille, et s'il vous manque quelque chose pour le ménage, Jeanne vous prêtera bien tout ce qu'il faut.

M. de Francalin se rapprocha de Mme Rose, et leurs têtes se rencontrèrent au-dessus du petit lit où l'enfant jouait avec une poupée de carton qui lui semblait magnifique.

— Jeanne a la fièvre, dit Mme Rose à demi-voix... Voyez.

George prit la main de l'enfant.

— Et Jacques? dit-il.

— Oh! Jacques trotte comme une souris. C'est le garçon qui a failli se noyer, et c'est la fille qui est malade. Il faudra un médecin tous les jours.

— En avez-vous parlé à la Thibaude?

— Je m'en suis bien gardée; elle aurait peur de la dépense. Qui sait si ce pauvre ménage n'a pas de dettes? Regardez cette couverture; il y a plus de trous que de laine. On enverra le médecin sans prévenir personne. Il faut aussi des hardes et du linge. Nous écornerons la dot, et nous remplirons les armoires. Cela vous va-t-il?

— Volontiers. Je serai votre débiteur.

— Alors nous allons chercher le médecin et tout acheter. Avez-vous *la Tortue* par là?

— Le canot? Il est au bas de la côte.

— Eh bien! vous allez me conduire jusqu'à Maisons. et avant ce soir le ménage aura tout ce dont il a besoin.

Mme Rose caressa Jeanne, dit bonjour à la Thibaude, et sortit d'un pied leste.

— Est-ce donc ainsi que vous passez toutes vos journées? lui dit George tandis que *la Tortue* glissait au fil de l'eau.

— Quand l'occasion s'en présente, on la saisit; il n'y a pas beaucoup de distractions à Herblay, on prend celles qui se trouvent.

— Mais si j'en crois le peu que j'ai vu, au train dont vont les distractions, les malheureux doivent vous bénir.

— Ils sont bien bons!... Que voulez-vous que je fasse les jours de pluie? On entre un peu partout, un jour par-ci, un jour par-là, et au lieu d'acheter des robes qu'on ne mettrait guère, on achète des couvertures et des jaquettes qui servent toujours... Cela occupe.

— N'importe, amusement ou charité, les pauvres perdront beaucoup quand vous retournerez à Paris.

— A Paris? oh! je n'y retournerai pas de si tôt, si même j'y retourne jamais.

— Alors voulez-vous me mettre de moitié dans vos distractions?

— Vous comptez donc passer l'hiver à Maisons?

— Oui.

La réponse vint si vite, et le regard qui l'accompagna fut si franc, que Mme Rose ne put s'empêcher de sourire en rougissant. Un léger brouillard qui courait sur l'eau les enveloppait. A quelques pas du bateau, on ne voyait rien : ils étaient comme seuls au monde. Un peu d'embarras se glissa entre eux. Mme Rose ramena sa mante autour d'elle et regarda dans la brume, où l'on voyait par intervalles se dessiner la silhouette grise des peupliers. George pressa le mouvement des rames pour arriver plus vite. Peut-être pensaient-ils tous deux aux circonstances inconnues qui les avaient contraints, si jeunes l'un et l'autre, à chercher la solitude dans la campagne et à s'y renfermer pendant la froide saison.

De longs aboiemens les tirèrent de cette rêverie, qui les unissait

à leur insu, et en abordant sur le rivage ils virent Tambour, qui, pour distraire son ennui, guerroyait contre des vaches qu'on menait à l'abreuvoir.

— Ah! mon Dieu! s'écria George, pourvu que mon ami n'ait pas suivi le chien!

Mme Rose le regarda gaiement.

— Voilà un ami qui vous fait grand'peur, dit-elle.

— Oh! je l'aime beaucoup, dit George, qui venait de s'assurer par un coup d'œil de l'absence de Valentin.

Il siffla Tambour, qui laissa là ses vaches et vint tout courant se jeter sur Mme Rose.

— Ah! madame, reprit George, il faudra que vous vous y fassiez. A présent qu'il vous met au nombre de ses connaissances, il ira partout vous dire bonjour.

Mme Rose caressa le chien et prit le bras du maître.

L'ombre était venue quand M. de Francalin quitta Mme Rose. Il ne lui semblait pas qu'il eût passé plus d'une heure avec elle. A son retour, il aperçut Valentin, qui se promenait devant la Maison-Blanche à pas précipités. Le bout de son cigare brillait comme un phare. On voyait qu'il fumait avec rage.

— Ah! te voilà! cria Valentin, qu'un bond de Tambour avait surpris dans sa promenade. Et ce peuplier sous lequel tu paraissais si impatient de t'asseoir, l'as-tu trouvé?

— Je t'ai fait attendre? répondit George.

— Attendre!... c'est-à-dire que voilà trois heures que je n'attends plus!

George passa son bras sous celui de Valentin.

— Voyons, ne te fâche pas, reprit-il. Qu'aurais-tu fait chez le curé?... Et puis il y a des heures où j'ai besoin d'être seul. C'est une manie. Est-ce que ça ne te prend jamais, ces idées-là?

— Oh! si! répondit Valentin d'un air tragique.

— Eh bien! faisons une convention. Quand l'un de nous aura ses humeurs noires, il mettra une feuille d'arbre à son chapeau. La feuille mise, il sera en quarantaine. Nous économiserons ainsi les frais d'explication. Cela te va-t-il?

— Cela me va. Seulement tu aurais dû penser à la feuille plus tôt.

— Les bonnes idées ne viennent pas tout de suite. Ainsi c'est convenu : la feuille arborée, c'est la cocarde du silence et de l'isolement. Si je la mets quelquefois, tu ne te fâcheras pas?

— Oh! ne te gêne pas; je la mettrai souvent. Dès demain j'en aurai une, et je vais la cueillir.

Le lendemain matin, George et Valentin ne purent s'empêcher de sourire en se regardant : ils avaient tous deux une feuille d'arbre at-

tachée à leur chapeau; mais, fidèles à la foi jurée, ils se saluèrent de la main sans se parler. George allait rejoindre Mme Rose, Valentin allait se promener avec son désespoir.

IV.

Ils vécurent ainsi quelque temps; les feuilles allaient et venaient. Valentin jurait ses grands dieux qu'il ne ferait plus à aucune femme l'honneur de l'apercevoir, mais souvent déjà il retournait à Paris et y demeurait un jour ou deux, quelquefois trois ou quatre. C'était comme de petites vacances qu'il donnait à sa douleur. George trouvait tout bien, pourvu qu'on lui permît de gravir la côte d'Herblay chaque matin. Quand un hasard s'opposait à ce qu'il vît Mme Rose, la journée lui semblait vide. Malgré l'humeur égale de sa voisine et la sérénité qu'on voyait en elle, on sentait qu'il y avait un chagrin dans sa vie, comme on devine à certains bouillonnemens qui rident la surface des lacs que des sources invisibles s'épanchent dans leurs secrètes profondeurs; mais ce chagrin, M. de Francalin ne se l'expliquait pas, et Mme Rose n'en parlait jamais. Elle avait une manière de regarder bien en face, avec des yeux limpides et chastes, qui rendait toute question presque impossible, et ce n'était pas George qui aurait eu l'intrépidité de lui en adresser.

On sait que Mme Rose vivait seule avec une vieille servante dans une petite maison où jamais elle ne recevait personne si ce n'est M. de Francalin, le curé d'Herblay et quelques notables du village qui venaient lui demander des secours pour leurs pauvres. Cette solitude profonde avec toutes les apparences des habitudes les plus élégantes n'était pas déjà tout à fait ordinaire. On sait en outre que le piéton lui remettait souvent des lettres qu'elle lisait avec avidité et qui la jetaient dans un grand trouble. George l'avait quelquefois surprise après ces lectures, et il voyait sur ses joues comme des traces de larmes. Il ne pouvait alors s'empêcher de penser à cet inconnu qui deux ou trois fois avait paru à Herblay et qu'il n'avait pas vu. Était-il pour quelque chose dans ces larmes secrètement versées? Quel titre avait-il au souvenir de Mme Rose, et quelle place tenait-il dans son intimité? Canada avait raconté à M. de Francalin que, dans les premiers temps du séjour de Mme Rose à Herblay, on avait épluché sa conduite jour par jour, heure par heure. Les plus méchantes langues n'avaient pu rien découvrir qui prêtât aux médisances. On en vint à penser que, si elle avait quelque sujet d'être malheureuse, c'était un grand crime de la part de ceux qui en étaient la cause. Quelques indices pouvaient faire croire qu'elle était de Paris, ou que du moins elle l'avait longtemps habité, puisqu'elle

y allait encore de temps à autre; mais on ne pouvait tirer aucune conséquence de ces voyages, qui étaient d'ailleurs fort rares et fort courts. Mme Rose rappelait, dans sa retraite d'Herblay, ces beaux oiseaux qu'un coup de vent a jetés sur des rives lointaines et qui s'y arrêtent quelque temps. On ne sait d'où ils viennent, on ne sait où ils vont.

Au plus fort de l'hiver, après deux mois de séjour à Maisons, et quand les branches de houx avaient remplacé les feuilles jaunes ramassées chaque matin et dont se paraient les jeunes gens, Valentin laissa voir une grande négligence dans la toilette de son chapeau. Souvent même il faisait de longues absences de plus en plus renouvelées; mais quand il était à la Maison-Blanche, George était à peu près sûr de le trouver sur son passage aussitôt qu'il mettait le pied dehors. Un matin qu'il avait oublié de se couvrir de l'emblème protecteur, Valentin l'aborda résolument.

— Je connais ta solitude, lui dit-il; elle a les cheveux châtains et les yeux bleus.

George se mordit les lèvres.

— Après? dit-il d'un ton bourru.

— Oh! ne te fâche pas! Tu as le goût bon, et je comprends qu'on passe l'hiver auprès d'elle; tu aurais dû seulement me prévenir plus tôt : je ne t'aurais pas si longtemps dérangé.

George frappa du pied. — Mais que crois-tu donc? s'écria-t-il.

— Parbleu! c'est assez clair. Tu habites le parc de Maisons, elle demeure à Herblay; la Seine vous sépare, mais l'amour a jeté un pont sur l'eau, et vous faites à vous deux la plus jolie pastorale qu'on puisse voir! Je m'explique à présent pourquoi tu courais si souvent chez le curé.

— Ne va pas plus loin! s'écria George en saisissant le bras de Valentin; je n'ai pas même baisé la main de Mme Rose.

Valentin partit d'un grand éclat de rire. — Ah! elle s'appelle Mme Rose, et tu en es là! dit-il.

George regarda Valentin tout surpris. — Tu la connais donc? reprit-il.

— Point du tout, mais à quoi bon? Raisonnons un peu, s'il te plaît. Voilà une femme à qui on ne voit ni père, ni frère, ni mari, — j'ai bien pris mes renseignemens, — qui demeure toute seule à Herblay, et qui s'appelle Mme Rose! Est-ce assez de preuves ou de symptômes, si le mot te paraît trop vif?

Valentin continua quelque temps sur ce ton de persiflage. Les argumens ne lui manquaient pas pour détruire les objections de George à mesure que celui-ci les produisait. La bonne réputation de Mme Rose ne témoignait qu'en faveur de son adresse; cette charité

inépuisable qu'elle montrait prouvait qu'elle avait la main prodigue. Ce mystère dont elle s'entourait n'indiquait-il pas suffisamment qu'elle avait une vie antérieure à cacher? Quelque jour on découvrirait qu'elle s'appelait de son vrai nom Mme de Saint-George ou Mme de Saint-Pierre.

Il arrive souvent que les choses qui impressionnent le plus douloureusement sont précisément celles auxquelles on s'arrête le plus volontiers. Chaque parole de Valentin blessait George au cœur, et il en gardait l'empreinte profondément. Il faut dire aussi que tous ces raisonnemens présentés sous une forme railleuse, il se les était faits à lui-même bien des fois. Il ne croyait pas beaucoup aux vertus cachées comme les violettes au fond des bois, à ces âmes blessées qui ensevelissent leurs larmes dans le silence et la retraite, pareilles aux biches qui meurent sous l'ombre muette des taillis. Le motif qui l'avait conduit à Maisons le rendait peu propre à ces chères croyances qui sont l'apanage des jeunes esprits. Il ne pouvait pas non plus oublier les visites de l'inconnu qui payait si généreusement à Canada une promenade en bateau; que de fois ce souvenir cruel ne l'avait-il pas troublé dans son bonheur! Mais en présence de Mme Rose il subissait le charme et ne voyait plus qu'elle. A la voix moqueuse de son ami, les soupçons lui revenaient en foule. Certainement ce que Valentin disait dans ce moment était en parfaite contradiction avec ce qu'il avait fait lui-même toute sa vie et ce qu'il était prêt à faire le lendemain; mais en quoi la logique paraît-elle dans les actions humaines? Ce n'était pas d'ailleurs un motif pour amoindrir l'effet de ses remontrances. George allait et venait, et mâchait avec fureur un cigare qu'il finit par jeter violemmment. En tirant de sa poche un étui pour lui en offrir un autre, Valentin fit tomber une lettre couverte d'une écriture fine qu'il s'empressa de ramasser.

— Qu'est-ce que cela? dit George.

— Une lettre d'affaires qui me force à retourner à Paris, mais pour quelques jours seulement, répondit Valentin un peu troublé.

George le regarda. — Une lettre d'affaires sur papier rose! bon, voilà que ta maladie te reprend, s'écria-t-il, heureux d'exercer des représailles.

— Accompagne-moi, et tu verras que Mathilde ne ressemble pas à toutes les autres! répondit Valentin avec une exaltation inaccoutumée.

Ce cri était comme le chant de la résurrection; adieu le chagrin, le désespoir n'était plus de saison. George haussa les épaules, mais l'impression que Valentin avait éveillée resta dans son cœur. Il n'alla pas à Herblay ce jour-là ni le jour suivant; il gronda Pétronille et repoussa Tambour, qui ne savait à quoi attribuer ces accès de mau-

vaise humeur et s'en vengeait en disparaissant jusqu'au soir. Quand Valentin partit, George l'assura qu'il ne tarderait pas à le rejoindre et le quitta pour préparer sa malle; mais il tourna du côté de la rivière et monta sur *la Tortue*. Il n'avait pas donné dix coups de rames, qu'il aperçut Mme Rose sur la rive opposée et Tambour auprès d'elle. Il salua la dame et siffla le chien sans s'arrêter. Le cœur lui battait à l'étouffer. Tambour arriva à la nage en rechignant, et son maître le jeta au fond du canot d'un coup de pied. Il rentra le soir mécontent de lui et mécontent des autres; le dîner que Pétronille servit lui parut détestable; il prit un livre, s'enferma et ne put lire. Les plaintes du vent qui soufflait lui rappelèrent une soirée qu'il avait passée auprès de Mme Rose, à Herblay, au coin du feu. Jamais soirée ne lui avait semblé si courte. Avec quel plaisir ne regardait-il pas la lumière qui brillait derrière les vitres de la maisonnette, tandis qu'il descendait la côte au bas de laquelle son canot l'attendait! — Ah! pourquoi Valentin est-il venu? murmura-t-il.

Le lendemain, il passa la rivière sans y penser; il n'avait pas dormi de la nuit. Il monta chez la Thibaude et poussa la porte. Mme Rose était assise au pied d'un petit lit dans lequel Jeanne était couchée. Elle mit un doigt sur sa bouche en le voyant.

— Ne faites pas de bruit, dit-elle, la petite repose.

— Qu'est-il donc arrivé? demanda George en apercevant la Thibaude, qui pleurait dans un coin.

— Jeanne a failli mourir depuis qu'on ne vous a vu, répliqua Mme Rose en parlant tout bas; elle a eu un transport au cerveau. Elle s'est endormie ce matin, et le médecin pense qu'elle est hors de danger; mais il a recommandé beaucoup de repos et de précautions. J'ai voulu l'emmener chez moi, sa mère n'a pas voulu.

— Mais, non! dit la Thibaude en se rapprochant du lit de Jeanne d'un air farouche comme une louve dont on menace les petits.

Cette mère si rude, qui frappait son garçon au moment où on le retirait de l'eau, avait des larmes dans les yeux en regardant dormir sa fille. Elle se baissa et embrassa les draps qui la couvraient. George, qui regardait tour à tour la Thibaude et Mme Rose, s'aperçut alors que celle-ci avait les yeux fatigués et le teint battu comme une personne qui a longtemps veillé. Il se rapprocha d'elle.

— Qu'êtes-vous devenu? lui dit-elle; si je n'avais pas vu Tambour tous les jours, j'aurais cru que vous étiez malade.

— Vous en seriez-vous informée seulement? dit M. de Francalin.

— Certainement; vous me croyez donc bien peu attachée à mes amis? Pourquoi ne vous êtes-vous pas approché de moi hier, quand vous êtes passé sur la rivière avec *la Tortue?* Je vous ai fait signe avec la main; vous avez détourné la tête.

— J'étais fou, répondit George.

Si la présence de la Thibaude ne l'avait pas retenu, il se serait jeté aux pieds de Mme Rose et lui aurait baisé les mains avec transport. Rien ne lui restait plus dans l'esprit de tout ce que Valentin lui avait dit. Ces soupçons qu'il avait vaguement conçus et ce dédain que la veille il avait montré lui semblaient le plus grand des crimes.

— Ainsi vous avez veillé auprès de ces pauvres gens? reprit George attendri. Vous ne craignez pas que la fatigue vous rende malade?

— Moi? Qu'ai-je de mieux à faire? dit Mme Rose.

La nuance de tristesse qui perçait dans ces paroles ne pouvait échapper à George; son émotion s'en augmenta. Sous prétexte de caresser Tambour, qui venait brusquement de se jeter entre eux, il se baissa et embrassa le bas de la mante qui enveloppait Mme Rose. Il avait le cœur gonflé. Comme il arrive toujours, la réaction victorieuse le poussait plus loin qu'il n'était jamais allé. Si Valentin se fût présenté à la porte, il l'aurait battu.

Faut-il ajouter que George resta toute la journée à Herblay, et qu'il ne manqua pas d'y retourner le lendemain? Tambour n'était pas le plus leste à partir. Jeanne étant la protégée de M. de Francalin comme elle était celle de Mme Rose, les prétextes ne lui manquaient pas pour entrer chez la Thibaude à toute heure; d'ailleurs, à vrai dire, il n'en cherchait plus. Il lui avait été impossible de taire à Mme Rose le motif de cette absence qu'elle avait remarquée : si une force secrète le poussait à s'en confesser, peut-être espérait-il aussi tirer d'elle quelque explication; mais de ce côté-là son espoir fut déçu. Mme Rose écouta son aveu avec un sourire où une sorte de mélancolie se mêlait à l'étonnement. — Si vous me connaissiez mieux, dit-elle, rien de semblable ne vous serait venu à l'esprit; mais je suis seule : ce n'est donc pas votre faute si vous m'avez mal jugée.

Cette résignation toucha M. de Francalin plus que ne l'auraient fait mille protestations d'innocence. Quand la petite Jeanne fut tout à fait rétablie, George pria Mme Rose d'accepter à dîner à la Maison-Blanche pour lui bien prouver qu'elle ne lui en voulait pas.

— J'y consens, dit Mme Rose, mais à une condition : c'est qu'au lieu de dîner nous déjeunerons; quand on est seule, les choses qu'on fait, il faut les faire au grand jour.

Le matin du jour convenu, George et Tambour allèrent prendre Mme Rose dans sa petite maison d'Herblay. *La Tortue*, que ce poids nouveau semblait alléger, traversa lestement la rivière. Tambour manifestait sa joie par mille cabrioles; pour ne pas s'éloigner de la main caressante de Mme Rose, il négligea le taureau noir, dont il en-

tendait au loin les mugissemens. La table était dressée dans une petite pièce qui donnait sur la prairie et qu'éclairait un gai soleil. Pétronille s'était surpassée dans l'ordonnance du menu, et Jacob avait trouvé des fleurs pour égayer le service. Pendant le déjeuner, George se montra plus embarrassé que Mme Rose. Mille choses lui venaient aux lèvres qu'il ne disait pas. Il était heureux, mais inquiet; il lui semblait que les aiguilles de la pendule en marchant lui dérobaient une part de son bonheur. Le repas fini, ils visitèrent ensemble le jardin et la maison. La bibliothèque surtout les retint longtemps. Elle était ouverte au jour de tous côtés; l'éclat d'un feu pétillant se mêlait aux rayons du soleil qui entraient joyeusement par les fenêtres. Mme Rose avisa dans un coin, au-dessus de la cheminée, un portrait de femme en médaillon. Elle le prit et l'examina.

— C'est une bien jolie femme, dit-elle.

— Je l'ai cru quelque temps, répondit George.

Il s'empara du médaillon que Mme Rose avait posé sur la cheminée et le jeta dans le feu.

Tout le visage de Mme Rose devint rouge. Elle avança la main pour le retirer; George la saisit. — Il est trop tard à présent, dit-il. — Il sentait que la main de Mme Rose tremblait entre les siennes, tandis que la flamme dévorait le médaillon; elle la dégagea doucement et regarda par la fenêtre, ne sachant comment dissimuler son trouble. George gardait le silence. Il s'était fait comprendre tout d'un coup, en quelque sorte malgré lui, et craignait de parler de peur d'offenser sa compagne. Ils restèrent ainsi l'un près de l'autre quelque temps, immobiles et tremblans. Tambour, qui jouait entre eux, les poussait gaiement de son museau; ils le caressaient quelquefois de la main, mais évitaient de se regarder.

— Voilà que le soleil se couche, dit enfin Mme Rose.

— Déjà! s'écria George naïvement.

Ils retournèrent à Herblay par le même chemin qu'ils avaient pris pour venir, et Tambour fut encore du voyage. — Au revoir, dit Mme Rose doucement quand elle fut devant sa porte.

George descendit la côte d'Herblay en bondissant. Lorsqu'il fut au bord de la rivière, il se retourna et vit au loin dans la nuit une lumière qui brillait à la fenêtre de Mme Rose. — Ah! dit-il à demi-voix, elle m'aimera peut-être un jour... peut-être m'aime-t-elle déjà!

Il sauta dans son canot et le laissa descendre au fil de l'eau; il regardait le ciel plein d'étoiles; il avait le feu dans le cœur; il lui semblait qu'il avait vingt ans.

— Oh! hier! oh! mes chagrins! où êtes-vous? dit-il.

A quelque temps de là, il reçut un billet de Valentin, dont il n'avait

pas eu de nouvelles depuis son départ de la Maison-Blanche. Par ce billet orné de quelques plaisanteries sur l'amour de George pour la solitude, Valentin prévenait son ami qu'il se proposait de lui rendre visite le lendemain avec quelques personnes de ses amies, et qu'on lui demanderait à déjeuner. Un post-scriptum plus long que le billet ajoutait que Mathilde serait de la partie. Elle avait désiré faire la connaissance de M. de Francalin, et Valentin n'avait rien eu de plus pressé que de céder à ce vœu. — Pourquoi n'y a-t-il pas deux Mathilde sur la terre? Tu serais heureux! disait-il en finissant.

George sourit et donna ordre à Jacob de tout préparer pour le déjeuner; mais le lendemain, quand Pétronille lui demanda où il faudrait dresser le couvert, l'idée que tout ce monde tapageur et vagabond s'abattrait dans cette même pièce que Mme Rose avait traversée lui devint tout à coup insupportable; il lui sembla que ce serait une profanation, et que rien ne pouvait l'excuser. Tout ce bruit, tous ces rires, toutes ces chansons, ces robes de soie équivoques, ces dentelles frelatées dans cette maison où la chasteté avait laissé son parfum, révoltaient sa pensée. Son cœur en avait comme le dégoût. Il appela Jacob et lui cria de courir au *Petit-Havre,* et d'y retenir bien vite la chambre la plus grande. Pétronille fut invitée à renverser ses fourneaux et à transporter tout le produit de sa science dans la cuisine de l'auberge. — Après quoi, reprit-il, vous fermerez la porte, et si l'on vous interroge, vous direz que je ne rentrerai pas de quinze jours, parce que les cheminées fument.

Pétronille gronda, Jacob obéit sans répondre, comme c'était son habitude, et George alla bravement se poster sur la grande avenue de Maisons pour attendre ses convives, qu'il mena tout droit à l'auberge.

— Quoi! ce n'est pas chez toi que nous allons? dit Valentin.

— La cuisine est en réparation.

— Bon! tu nous feras voir la bibliothèque.

— Les maçons l'ont ravagée.

— Alors nous nous promènerons dans le jardin.

— Il est tout effondré.

Valentin regarda George sournoisement. — Je vois ce que c'est, reprit-il, la *solitude* demeure à la Maison-Blanche.

— Écoute, répondit George en pressant le bras de Valentin avec un accent où le rire se mêlait à la colère, tu as du vin de Bordeaux et du vin de Champagne, des volailles exquises et des pâtés délicieux, bois et mange; mais si tu me parles encore d'elle, ici surtout, il faudra que je te tue, aussi vrai que tu es mon ami.

— Je te comprends, répliqua Valentin en regardant Mathilde. C'est comme moi, tu aimes!

George lui tourna le dos. Jamais journée ne lui parut plus longue. Toute son intelligence s'appliqua à conduire ses convives loin de la Maison-Blanche; toute sa crainte était que le hasard ne lui fît rencontrer Mme Rose. Chaque fois qu'il apercevait une robe de femme au détour d'une allée, il tressaillait. Parler d'elle ou la laisser voir par une telle compagnie lui paraissait un sacrilége. Cet amour né dans la retraite, et que le monde ignorait, lui avait comme rendu toutes les délicatesses et toutes les susceptibilités charmantes des premières émotions. Il n'entendait rien de ce qu'on disait autour de lui; c'était comme si l'on se fût exprimé en une langue étrangère. Les propos les plus extravagans et les rires les plus vifs n'y faisaient rien.

— C'est donc là ce qu'on appelle de la gaieté, disait-il, et il ne comprenait pas qu'il eût jamais pu être gai de la même manière. Après le déjeuner, on dîna, et il fallut mettre le village à sac pour trouver un menu présentable. Au dessert, on fit grand bruit. Tous ces cris, toutes ces plaisanteries, qui avaient la prétention d'être spirituelles, jetèrent M. de Francalin dans une mélancolie singulière; il regardait les convives tour à tour avec étonnement. — Sont-ils malheureux de s'amuser ainsi? répétait-il.

Le dîner fini, on voulut se promener en bateau. Les bords de la Seine retentirent de chants. George trouva qu'on lui gâtait sa rivière. Combien elle était plus belle quand *la Tortue* y passait seule avec Mme Rose!

Quand la compagnie songea à se retirer, le dernier convoi du chemin de fer était parti. On dut mettre en réquisition toutes les voitures du pays pour trouver des moyens de transport. Quelques tours de roue emportèrent enfin la dernière chanson et le dernier adieu. George prit sa course du côté d'Herblay. Il était à bout de patience et avait besoin de respirer un peu le même air que respirait Mme Rose pour se rafraîchir. Le temps était magnifique. Le croissant de la lune montait au-dessus de la forêt de Saint-Germain. Les premières senteurs de la verdure nouvelle remplissaient l'atmosphère. George cueillit dans les haies de gros rameaux de branches fleuries; il en fit un bouquet qu'il posa sur l'appui d'une fenêtre derrière laquelle Mme Rose travaillait souvent. — Elle le verra demain, dit-il, et il faudra bien que sa première pensée s'adresse à moi! — Quand il rentra à la Maison-Blanche, Jacob lui remit une lettre timbrée de Beauvais. — Tiens! de ma tante! dit George.

La baronne Alice-Augustine de Bois-Fleury priait en quelques lignes son neveu de la venir voir à Beauvais, où elle avait découvert une jeune fille d'extraction noble qu'elle désirait lui faire épouser: elle ajoutait que jamais occasion meilleure ne se présenterait, et fai-

sait entendre qu'une bonne moitié de sa fortune récompenserait la soumission de son beau neveu.

— Bonsoir! dit George en jetant la lettre. Il souffla la bougie et s'endormit en pensant à Mme Rose.

Lorsque M. de Francalin se présenta le lendemain vers dix heures chez Mme Rose, elle n'y était déjà plus. Gertrude lui annonça qu'elle avait dû se rendre à Paris de grand matin; elle ne savait pas à quelle heure sa maîtresse rentrerait. — La lettre qui l'a fait partir l'a rendue bien triste, reprit Gertrude.

— Ah! c'est une lettre! dit George.

Ce seul mot réveilla en partie les doutes que Valentin avait excités déjà; il se souvint de l'inconnu. George se promena devant la maison sans parler jusqu'à midi. Il craignait d'interroger la bonne femme, et à chaque instant il ouvrait la bouche pour le faire. Afin de ne pas succomber à la tentation, il s'éloigna. Tambour le suivait; mais, habitué qu'il était aux rêveries de son maître, il ne se gênait pas pour courir un peu de tous côtés. Quelle était donc cette lettre mystérieuse qui appelait si précipitamment Mme Rose à Paris? Quel lien l'attachait encore à un passé mystérieux dont elle subissait l'influence? pourquoi n'en parlait-elle jamais? pourquoi même évitait-elle avec une sorte d'attention inquiète tout ce qui pouvait en rappeler le souvenir? N'était-elle donc pas sûre de l'ami qu'elle avait rencontré, et craignait-elle de s'ouvrir à un cœur qui lui appartenait tout entier? Cette crainte ne l'autorisait-elle pas à croire qu'il y avait quelque fondement de vérité dans les soupçons émis par Valentin? George se débattait vainement contre toutes ces réflexions; elles le poursuivaient sans relâche, avec l'obstination de ces insectes qui assaillent un voyageur en été. Pour se délivrer de cette obsession tyrannique, il résolut de parler franchement à Mme Rose, et retourna à pas rapides vers Herblay. Elle n'y était pas encore arrivée. Il s'assit sur un banc à quelques pas de la maison et regarda devant lui. Il n'avait fallu qu'une minute pour changer en trouble la profonde quiétude où il vivait. Mme Rose s'était peut-être éloignée pour ne plus revenir. Maintenant il la croyait capable de toutes les fautes dont son esprit, la veille encore, aurait repoussé la pensée avec horreur. Cette existence retirée qu'elle menait dans un village écarté n'était certainement qu'une expiation ou peut-être même qu'un entr'acte entre deux équipées. Par un de ces reviremens subits dont les âmes passionnées connaissent l'empire, les mêmes choses qui hier lui faisaient croire à l'innocence de cette vie chastement abritée sous un toit modeste lui semblaient autant de preuves de la perfidie et de la corruption de Mme Rose; il s'étonnait seulement de la place qu'elle pouvait tenir dans son cœur. Il avait été la dupe et le jouet d'une coquette; com-

ment se refuser à l'évidence? C'était bien la peine d'avoir trente ans sonnés pour tomber dans des piéges auxquels les écoliers ne se prenaient plus! — Paris me guérira! — dit-il, et il se leva brusquement. Au même moment, il aperçut Mme Rose qui montait la côte; il courut au-devant d'elle: — Ah! qu'il me tardait de vous revoir! dit-il. — Craintes, soupçons, colères, tout avait disparu comme par enchantement; il ne pensait plus qu'au bonheur de voir Mme Rose et de lui parler. Elle lui prit le bras et le pressa silencieusement contre le sien. Elle avait quelque chose de grave et de recueilli dans la physionomie qu'il ne lui connaissait pas. Elle regarda la campagne, où les premières chaleurs du printemps avaient semé les parfums de la violette.

— Si vous n'êtes pas fatigué, nous nous promènerons un peu, dit-elle, j'ai besoin d'air.

Ils prirent par un sentier qui descendait vers la rivière. Mme Rose paraissait absorbée par une pensée intérieure.

— Ne pourriez-vous pas me dire ce qui vous préoccupe? demanda George timidement. Si vous avez un chagrin, ne puis-je en prendre la moitié?

Mme Rose secoua la tête. — Non, dit-elle, c'est une lettre qui a causé cette tristesse, cette agitation où vous me voyez, et si je ne l'avais pas reçue, peut-être serais-je plus triste et plus agitée encore.

Un sentiment de jalousie se glissa dans le cœur de George. — Celui qui a écrit cette lettre a donc une bien large part d'influence dans votre vie? dit-il avec amertume.

— Laissons cela, répondit Mme Rose.

Elle tourna la tête du côté de la brise qui soufflait, et l'aspira avec délices. — Ah! qu'il fait bon ici! reprit-elle, et que vous êtes heureux de pouvoir y demeurer toujours!

Cet impénétrable mystère dont Mme Rose s'enveloppait, cette volonté qu'elle montrait de ne pas permettre qu'on en soulevât un seul côté, irritèrent M. de Francalin. — Oh! toujours, c'est incertain, reprit-il d'un ton léger. Moi aussi, j'ai reçu une lettre d'une tante que j'ai dans le département de l'Oise, à Beauvais; elle veut me marier avec une riche héritière qui fait l'ornement de ce chef-lieu.

— Ah! fit Mme Rose.

— Oui; ma tante, la baronne Alice-Augustine de Bois-Fleury prétend que je ne saurais rester plus longtemps célibataire sans compromettre la dignité et l'éclat de mon nom. Il faut vous dire que cette excellente baronne, — baronne je ne sais pourquoi, — a pris son titre au sérieux, et assure que mon nom de Francalin vient de *franc-aleu*, ce qui démontrerait tout au moins que mes ancêtres étaient les compagnons d'armes de Mérovée et de Clodion le Che-

velu. Une si noble descendance ne saurait se perdre sans forfaire à l'honneur. C'est pourquoi madame ma tante s'est mise en quête d'une personne à qui je puisse m'allier. Elle l'a trouvée, à ce qu'il paraît, et, bien que ma fiancée ne puisse prétendre à une origine aussi glorieuse, elle est de bonne souche et comtesse de son chef. Ma tante a souligné ces derniers mots dans un post-scriptum où, pour donner plus d'éclat à cette union des Francalin et des Valpierre, elle y ajoute l'appoint d'un demi-million.

Tout cela fut dit avec une extrême volubilité et d'un ton de persiflage sous lequel M. de Francalin espérait dissimuler sa colère.

— Et qu'avez-vous répondu? demanda Mme Rose.

— Moi? j'ai refusé.

— Pourquoi?

Ce mot, dit simplement, fit tomber la verve factice de M. de Francalin, comme le plus léger choc abat un château de cartes.

— Mais, dit-il embarrassé, j'ai refusé parce que...

Il ne put aller plus loin, et s'arrêta court.

— Parce que vous m'aimez! poursuivit Mme Rose.

George tressaillit à ce mot.

—Est-ce bien cela, et me démentirez-vous? reprit-elle avec émotion.

— Non, répondit George, qui ne ricanait plus.

Mme Rose s'appuya doucement sur son bras. — Écoutez-moi, reprit-elle, et au risque de vous faire de la peine, laissez-moi tout vous dire. Ce mariage qu'on vous propose, il ne faut pas le refuser. Pourquoi me sacrifier votre avenir et m'offrir un dévouement que je ne puis pas récompenser?

George vit bien, à l'air de Mme Rose, que l'entretien était sérieux. Il n'y avait en elle ni colère ni dépit, bien moins encore de coquetterie. Il en fut tout bouleversé.

— Mais, dit-il, que vous importe que je me marie?... Pourquoi m'y contraindre?... Je ne vous demande rien, et suis heureux comme cela.

— Croyez-vous que je ne souffre pas du chagrin que je vous fais? Mais tout m'y force, reprit-elle. Bien plus même, quelles que soient vos résolutions à l'égard de ce mariage, il faudra que vous quittiez la Maison-Blanche... Vous tressaillez, mon ami? Si vous ne partiez pas, c'est moi qui partirais. Vous m'estimez assez pour que je vous parle franchement. Cette solitude où nous vivons est dangereuse pour tous deux. Croyez-vous donc que je n'aie pas tout compris depuis longtemps? Le jour où vous m'avez engagée à déjeuner, je savais si bien que vous m'aimiez, que je suis allée seule à la Maison-Blanche, sans vouloir que Gertrude m'accompagnât. Qu'avais-je à craindre auprès de vous?

Ce mot, qui mettait Mme Rose à des hauteurs où le désir ne pouvait atteindre, toucha M. de Francalin. Il prit la main de sa compagne et la porta à ses lèvres avec un mouvement où la tendresse se mêlait au respect.

— Peut-être alors aurais-je dû m'éloigner, ou vous prier de ne plus me voir, ajouta Mme Rose; je n'en ai pas eu le courage : là est mon tort, il rend l'épreuve plus difficile.

— Mais enfin ne puis-je rester près de vous? dit George. Je vous verrai aussi peu souvent que vous le voudrez.

— Non, reprit Mme Rose avec une force persuasive. Si je vous ai bien jugé, je puis vous avouer sans rougir que je ne suis pas d'un caractère à braver un danger de tous les jours, isolée surtout comme je le suis. Les conditions de ma vie ne sauraient changer : elles sont telles que je ne dois plus vous voir. Le hasard nous a fait nous rencontrer aux abords d'un village; une même jeunesse, un même isolement nous rapprochaient; j'ai rempli votre vie plus peut-être qu'il n'aurait fallu. Séparons-nous, afin qu'un jour, si Dieu le permet, nous puissions nous retrouver sans trouble. Le voulez-vous, et m'aimez-vous assez pour me faire ce sacrifice?

— Croyez-vous donc que je vous oublie, étant loin de vous?

— Je ne sais si je le désire, mais je l'espère. Il y aurait déloyauté à moi d'accepter toute une vie en échange des quelques heures que je puis vous donner, quand demain peut-être la dernière de ces heures aura sonné. Partez donc, allez à Beauvais, voyez cette jeune fille qu'on vous destine; peut-être lui trouverez-vous des qualités que vous ne lui supposez pas, et un moment de sagesse vous décidera à en faire la compagne de votre vie.

— C'est vous qui me le conseillez?

— Je fais plus, je vous le demande. Je ne veux pas qu'un jour vous me demandiez compte de votre jeunesse perdue. Vous savez si je vous ai tendu la main le jour où pour la première fois vous m'êtes apparu pâle et défaillant. Si j'étais libre, je vous dirais : « Gardez-la, c'est la main d'une honnête femme; » mais je ne m'appartiens plus, partez.

L'accent de cette voix tout à la fois ferme et tremblante pénétra le cœur de M. de Francalin. Il leva sur Mme Rose des yeux remplis de larmes : — Que votre volonté soit faite! dit-il.

Une heure après, George suivait lentement le bord de la rivière comme un homme qui ne sait où il va. Sur le chemin de halage, il rencontra Canada, qui portait une paire d'avirons. — Je les ai pris dans un canot qui s'en allait à la dérive et que j'ai amarré, dit le pêcheur en s'arrêtant. Je crois bien avoir vu ce canot hier du côté de Conflans; il était attaché par un méchant bout de corde à un

arbre. Je me suis dit : « Voilà une corde qui cassera bien sûr, » et elle a cassé. Je ramènerai le bateau à son propriétaire, et ça me vaudra une pièce de dix francs.

Le coup d'œil de Canada semblait dire : « Je connais la main qui a aidé la corde à casser; je la tiens au bout de mon bras. » Il allait rire quand il s'arrêta devant le visage décomposé de M. de Francalin. — Qu'avez-vous? reprit-il.

— Je pars, répondit George; j'ai déjà fait mes adieux à Mme Rose.

— C'est elle qui le veut? s'écria le pêcheur, qui comprit tout.

M. de Francalin inclina la tête.

— Dame! si elle le veut, il faut obéir; mais c'est dur. J'avais comme ça l'espoir que vous pourriez bien vous marier ensemble quelque jour...

George tourna la tête du côté d'Herblay. — Sais-je seulement si je la reverrai jamais! dit-il.

Canada frappait la terre à coups de sabot. — La vie est la vie, reprit-il, il ne faut pas se désespérer... Moi, qui vous parle, je me suis vu trois fois au fond de la rivière, un certain soir surtout, par un temps à faire peur aux poissons. Eh bien! me voilà sur mes pieds, bien vivant et bien grouillant. Demain est un fameux médecin, allez!

Comme George s'éloignait tristement après lui avoir donné une poignée de main, Canada le retint par le bras et fouilla dans sa poche.

— J'ai là, monsieur George, un morceau de ruban que Mme Rose portait à son cou avec une espèce de médaille au bout,... une médaille en argent, ma foi... Elle l'a laissé tomber hier, et je l'ai ramassé, je ne sais pourquoi. J'avais idée de le lui rapporter demain... Elle m'en aurait bien donné vingt francs, tant elle y tient! Le voulez-vous?

— Si je le veux! s'écria George, qui tira un louis de sa poche.

— J'imagine que Mme Rose ne m'en voudra pas si elle sait que c'est vous qui l'avez, reprit-il; ce sera comme un souvenir que vous aurez d'elle. Sentez!... il a cette odeur qui fait qu'on reconnaîtrait Mme Rose la nuit.

George sauta sur le ruban et embrassa Canada.

— L'aime-t-il, mon Dieu! l'aime-t-il! dit le pêcheur en le regardant s'éloigner.

Le soir même, M. de Francalin quittait la Maison-Blanche et partait pour Paris.

AMÉDÉE ACHARD.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

LOUIS XIV

ET SES HISTORIENS

II.

LE DUC DE SAINT-SIMON. [1]

I.

De toutes les œuvres de l'esprit, l'histoire est celle qui comporte les formes les plus diverses, lors même qu'elle s'applique à un fonds commun d'événemens. Les historiens diffèrent plus que les poètes, parce que le cœur a dans ses émotions, et jusque dans ses orages, quelque chose de permanent qui manque à l'intelligence dans l'éternelle mobilité de ses croyances, de ses systèmes et de ses appréciations. Quelquefois l'historien s'absorbe dans son récit, souvent aussi sa personnalité s'en dégage. Tandis qu'Hérodote et Froissart, tout pénétrés de la vie des siècles dont ils ont reproduit la physionomie héroïque, disparaissent en quelque sorte dans leurs écrits, Thucydide et Commines, formés par la longue pratique des hommes et des affaires, s'efforcent de rattacher les effets aux causes, en liant aux événemens les motifs qui les expliquent et les conséquences qui en ressortent. Si plusieurs écrivains ont imité la première manière, en accomplissant par système ce qu'Hérodote et les chroniqueurs avaient fait par naïveté, la plupart des historiens, suivant la voie tracée par l'auteur de la *Guerre du Péloponèse,* et plus large-

(1) Voyez la livraison du 1er novembre 1856.

ment ouverte depuis par Machiavel et par Guichardin, ont fait prédominer de nos jours, contrairement au précepte et à la définition du rhéteur latin (1), l'histoire qui juge sur l'histoire qui expose.

Cependant, si différentes que soient ces œuvres, il est une préoccupation qu'on retrouve, à un degré à peu près égal, chez les esprits puissans qui les ont crées : tous se sont placés pour écrire en présence du public ou de la postérité; ils ont travaillé dans la pensée préconçue de faire partager leurs croyances, leurs préférences ou leurs haines; aucun n'a écrit pour sa satisfaction personnelle, en se désintéressant du succès. Cela n'est guère moins vrai pour l'humble frère qui, dans l'obscurité d'un cloître, inscrivait sur un cartulaire les annales de son temps que pour l'historien des guerres médiques, jetant ses narrations à l'admiration d'un peuple entier dans l'ardente poussière d'Olympie.

S'il en est ainsi pour les histoires générales, à combien plus forte raison pour les autobiographies préparées à loisir afin de s'arranger sa place devant la postérité! Les mémoires ne sont-ils pas d'ordinaire des lettres de change tirées sur celle-ci, au risque d'être protestées, et ne faut-il pas les considérer comme le genre dans lequel il entre le plus de calcul et le moins de sincérité? Voici pourtant que parmi ces monumens, qui sont à la fois l'honneur et la surcharge de nos bibliothèques, se sont produits pour la première fois il y a trente ans, dans leur intégralité, des mémoires qui, en ressemblant par la matière à ceux qui les ont précédés comme à tous ceux qui doivent les suivre, en diffèrent autant par l'inspiration originale de l'auteur que par la parfaite liberté d'esprit qu'il a conquise en se préoccupant moins de réussir auprès du public que de se satisfaire pleinement lui-même. En recueillant dans sa retraite les souvenirs de sa longue vie, le duc de Saint-Simon a plus recherché un âpre plaisir qu'une importance littéraire à laquelle il ne se soupçonnait aucun droit, ou qu'une importance politique incompatible avec le secret profond dans lequel était ensevelie son œuvre. L'auteur y exprime à chaque page les doutes certainement les mieux fondés sur une publicité même très lointaine, car il n'a fallu rien moins qu'une immense révolution sociale pour décider l'impression complète d'un livre auquel manquent jusqu'aux plus simples ménagemens commandés par la prudence. C'est en ne s'inquiétant point de la fortune de ses *Mémoires* que l'écrivain l'a faite; un succès sans exemple a été le résultat de cette entreprise sans précédent.

Si Saint-Simon avait suivi les routes battues et pris les précautions ordinaires en rassemblant les souvenirs d'une carrière qui com-

(1) « Scribitur ad narrandum, non ad probandum... Historia est rei gestæ expositio. » *Instit. Orator.*, lib. III, c. 4.

mence aux dernières splendeurs de Louis XIV pour s'achever sous le gouvernement de Mme de Prie et des frères Pâris, s'il s'était préoccupé de rendre et la publication de son livre plus facile et le succès plus certain, il aurait laissé une œuvre qui frapperait probablement par une disproportion sensible entre le temps que l'on consacre à la lire et le profit qu'on en recueille. On y remarquerait à la fois et la multitude des détails et la rareté des grands événemens : Saint-Simon ne connaît guère en effet que par ouï-dire la plupart de ceux qu'il expose. Étranger au gouvernement de Louis XIV, puis, sous la régence même, jouissant plutôt de l'estime que de la confiance du duc d'Orléans, il apprend peu de choses qu'on ne sache déjà, et son cœur est trop passionné pour que son esprit ne soit pas souvent crédule. Avec plus de souci du public et de sa renommée, on peut donc croire qu'il aurait passé pour un rêveur d'un caractère honorable et d'un commerce fatigant, et que son livre serait allé prendre place entre le *Journal de Dangeau* et les *Souvenirs de Madame de Caylus*. Si Saint-Simon est passé de plein saut au rang des maîtres, si, sous l'empire d'une irrésistible fascination, l'on oublie ses inexactitudes, ses longueurs, ses redites, si on lui passe toutes les fantaisies d'un esprit malade et parfois les colères d'un cœur pétri de fiel, c'est que ce livre n'est ni un monument d'histoire ni une œuvre d'art; c'est l'image même d'une vie humaine qui palpite de ses pensées et de ses émotions quotidiennes. Nous n'avons pas devant nous des mémoires habilement calculés pour la perspective, mais un drame prodigieux dont l'écrivain lui-même est le héros. Celui-ci y laisse en effet déborder ses passions plutôt pour se soulager de la contrainte forcée que lui imposent ses contemporains qu'avec l'espérance de mettre la postérité de moitié dans ses convictions et dans ses haines.

Comment Saint-Simon aurait-il entretenu un tel espoir, lui que sa propre génération s'était obstinément refusée à comprendre, et qui n'avait recueilli jusque dans les rangs des siens qu'amertumes et ironies pour les entreprises que son indomptable persévérance le portait à tenter dans l'intérêt de leur importance commune? En plein XVIIIe siècle, lorsque déjà régnaient Voltaire et Rousseau, l'atrabilaire vieillard, retiré à La Ferté, n'était plus que l'inoffensif chevalier de causes perdues, dont les assauts contre les *bonnets* rappelaient ceux de don Quichotte contre les moulins. En défendant rétrospectivement des idées qui n'avaient même jamais été admises par la majorité des vingt seigneurs laïques revêtus de duchés-pairies, Saint-Simon savait fort bien qu'il n'arrêterait ni le cours de l'opinion ni celui des événemens; il n'ignorait pas davantage qu'une admiration alors générale en Europe pour Louis XIV associait à la gloire de cette grande époque, dans la mesure de leur importance

respective, Luxembourg, Vendôme, Villars, Louvois, Noailles, Harlay, Lamoignon et beaucoup d'autres dont il se complaît à contester les services, à dénigrer les talens et jusqu'à la probité. Au terme d'une vie qu'avaient troublée tant de chimères, il protestait seul cependant contre le sentiment de tous, moins soucieux de sa renommée que de sa vengeance. Caché dans son château comme un franc-juge dans l'ombre d'un tribunal wehmique, il évoquait tous ses ennemis, depuis Mme de Maintenon, qui avait dédaigné sa jeunesse, jusqu'au cardinal Dubois, dont l'habileté avait obtenu sur son vieux dévouement un triomphe facile. C'est dans cette satisfaction sans calcul comme sans mesure donnée à ses sentimens personnels que gît l'originalité véritable des *Mémoires* de Saint-Simon.

Il est plus ordinaire d'admirer ceux-ci que de se rendre un juste compte des motifs de son admiration. Saint-Simon n'a ni l'art profondément calculé de Tacite ou de Salluste, ni la splendeur littéraire de Tite-Live, ni la vérité sévère de Thucydide; le cardinal de Retz l'emporte sur lui par l'éclat en quelque sorte métallique qu'il imprime à ses maximes; il reste loin de Voltaire pour l'élégante facilité du style; ses narrations brillantes, mais diffuses, ne sont pas, comme celles de Mme de Sévigné, toutes pailletées de mots immortels. Il est grand peintre sans être toujours dessinateur exact; le génie abonde chez lui plus que la vérité; esprit moins juste que puissant, de plus de passion que de culture, sa langue a quelque chose d'ardent comme sa pensée et d'inexpérimenté comme sa conduite, et on serait presque autorisé à dire qu'il a doté la France d'un chef-d'œuvre sans avoir fait un bon livre.

Un mot qui a réussi comme réussissent d'ordinaire les jugemens tout faits, c'est que Saint-Simon a créé le style *grand seigneur*. S'il faut entendre par là des allures dégagées, relevées par une certaine pointe de fatuité, les *Mémoires* du chevalier de Grammont et plusieurs écrits du XVIIIe siècle correspondent bien mieux à ce type que le livre à la fois très sérieux et très incorrect de Saint-Simon. Que si l'on veut parler de la belle langue formée à l'hôtel de Rambouillet et à l'hôtel de Carnavalet, langue que l'on continuait à parler à Versailles chez le roi et chez Mme de Maintenon, à Paris dans les salons de la haute magistrature, l'écho en est assurément plus affaibli dans les écrits de Saint-Simon que dans les *Mémoires* de La Rochefoucauld et de Mme de La Fayette, dans les lettres de Mme de Sévigné et de Fénelon ou dans les discours de d'Aguesseau. L'aristocratique dédain de Saint-Simon pour la renommée littéraire lui fait traiter la langue en bourgeoise, et son ardent jansénisme n'exclut pas moins la mesure que la charité; son style libre et presque déshabillé sent bien moins son cordon bleu et ses

talons rouges que ses pantoufles et sa robe de chambre : c'est, s'il est permis de le dire, un instrument de la vie domestique plutôt que de la vie publique de l'écrivain. Si ce style est merveilleux et cette œuvre incomparable, c'est qu'ils révèlent, avec une vérité qui ne s'était peut-être jamais produite, l'âme humaine au plus haut paroxysme de toutes ses passions. C'est une sorte de *divine comédie* dans laquelle le courtisan, non pas proscrit, mais méconnu, étale, avec une joie d'autant plus ardente qu'elle est tardive, les vices ou les faiblesses de tous ceux qui l'ont distancé dans la faveur royale ou dans la faveur publique. C'est une ronde immense où, à côté de quelques figures charmantes, tournoie la troupe innombrable des fâcheux et des ennemis personnels, colorés par un pinceau que n'aurait désavoué ni Rembrandt ni Rubens.

Impitoyable comme Dante, Saint-Simon est en même temps comique comme Molière dans le merveilleux drame dont il est demeuré toujours le centre véritable par l'inépuisable abondance de sa passion. Alceste n'a pas pour flétrir les misères de son temps des accens d'une éloquence plus forte et plus naturelle, et lorsqu'on touche à la marotte de la pairie, Harpagon ne trouve pas pour maudire les voleurs de sa cassette des cris plus farouches et plus brutalement pittoresques. Saint-Simon est donc le personnage principal de son œuvre, et c'est l'originalité du peintre qui a fait celle du tableau. Il est le point où viennent se concentrer l'attention et l'intérêt entre tant d'hommes inconnus qui, dans cet obituaire d'un demi-siècle, se succèdent pour disparaître. Rien de plus curieux que d'observer cette nature sincère jusque dans ses plus grands excès, et de contempler la lutte désespérée qu'elle engage contre les institutions et les idées de son siècle avec les seules armes que celles-ci puissent lui fournir. Jamais en effet on n'a plus haï son temps, et jamais on n'en a plus été. Chez Saint-Simon, la grandeur native de l'âme était comme emprisonnée dans un cercle d'airain que les maximes et les respects universels lui interdisaient de franchir : aussi ce perpétuel désaccord se révèle-t-il par des soubresauts et par des mouvemens qui remuent tout son être jusqu'à ses dernières profondeurs.

Deux hommes ont pris simultanément le soin d'enregistrer leurs impressions sur les événemens journaliers dans lesquels ils furent acteurs ou témoins aux levers solennels de Louis XIV et à la cour licencieuse du régent. Deux volumineuses collections livrées aujourd'hui à une publicité complète sont venues lever pour nous les derniers voiles qui enveloppèrent si longtemps le sanctuaire de la royauté et les mystères de cette vie de cour que la nation n'entrevoyait que des grilles du château de Versailles. Ce que raconte le

marquis de Dangeau (1) lui paraît si beau, qu'il s'interdirait toute réflexion par admiration, si ce n'était par prudence. Si incolore que soit l'œuvre de ce béat de cour, écrite avec la précision mathématique d'un journal de bord, on y sent comme la présence d'un point d'exclamation continue. Il éprouve une plénitude de bonheur que sa sincérité fait pardonner en transmettant aux générations futures les consignes des garçons bleus, les programmes des maîtres de cérémonies, et jusqu'aux ordonnances médicales de Fagon. C'est bien l'homme dont « le visage promettait ce qu'il tenait, une fadeur à faire vomir; » c'est bien aussi ce journal, « maigre, sec, précautionné, littéral, à n'écrire que des écorces de la plus repoussante aridité, mémoires utiles toutefois parce qu'ils sont remplis de faits que taisent les gazettes, qui gagneront en vieillissant et serviront beaucoup pour l'exactitude de la chronologie et pour éviter confusion (2). »

A côté du marquis de Dangeau, que sa nature mettait à l'aise dans les idées et les adorations de son temps, se présente le duc de Saint-Simon, plus grandement posé que le chevalier d'honneur de Mme la dauphine, mais bien moins avancé dans l'intimité des personnes royales. Si l'un ne respire à pleins poumons « que dans les antichambres et sur les escaliers (3), » l'autre est lassé de sa nullité, sans se rendre d'ailleurs un compte précis de la torture continuelle que le vide de sa vie lui impose. Né avec des facultés éminentes dont il ne trouve point l'emploi, il appartient en tout et pour tout à l'opposition, et à défaut d'un aliment sérieux que les institutions lui refusent, il se repaît de chimères en se préparant dans l'ombre une vengeance terrible.

On peut toujours compter sur l'attention publique en venant parler de Saint-Simon, au risque de rencontrer devant soi des souvenirs et des concurrences redoutables. L'édition complète et vraiment définitive donnée aujourd'hui avec le concours de M. Cheruel (4) m'en fournirait une occasion très opportune, s'il n'était naturel et presque nécessaire de commencer l'étude des historiens de Louis XIV par l'appréciation de l'œuvre gigantesque qui est devenue pour les générations nouvelles comme le dernier mot des annales de ce temps. Toutefois, contrairement à ce qui s'est d'ordinaire pratiqué, je m'occuperai moins du livre que de l'auteur, par la double raison qu'on ne sau-

(1) *Journal du marquis de Dangeau*, publié pour la première fois par MM. Soulié, Dussieux, de Chennevières, Mantz, de Montaiglon, avec les additions inédites du duc de Saint-Simon, publiées par M. Feuillet de Conches. Firmin Didot, 1855.

(2) Le duc de Saint-Simon.

(3) La Bruyère.

(4) Paris, chez Hachette.

rait comprendre l'œuvre que par l'écrivain, et que si toutes les opinions concordent pour admirer l'un des monumens les plus originaux des lettres françaises, les meilleurs esprits ont été et demeurent divisés d'opinion sur la personne de Saint-Simon. A quoi bon recommander la lecture de l'écrivain le plus lu de nos jours, et de quel commentaire a-t-on besoin pour parcourir cette immense galerie où des flots de lumière et de couleurs versent la vie, la force et la grâce sur tout un monde soudainement évoqué? Ce que j'estime être un devoir plus sérieux pour la critique, devoir qu'elle ne me paraît pas avoir encore pleinement accompli, c'est d'expliquer les singularités de cet esprit à la fois puissant et chimérique en le replaçant dans le milieu véritable au sein duquel il s'est développé, et dans lequel ses instincts sont demeurés en contradiction permanente avec ses idées. Me dégageant donc d'une admiration littéraire que personne ne professe à coup sûr plus franchement que moi, je voudrais faire voir ce que le système de Louis XIV vieillissant et l'air de Versailles aux premières années du XVIIIe siècle ont fait de cet homme, dont la vie fut stérile, et qui, né cent ans plus tôt ou cent ans plus tard, aurait eu une importance personnelle au moins égale à celle qu'il a rencontrée dans les lettres sans la vouloir et sans la soupçonner.

II.

Le jeune Louis de Saint-Simon était entré dans la vie avec un titre et une dignité dont l'éclat faisait ressortir davantage son isolement sur le terrain de la cour, où l'avait implanté la récente fortune de son père. Claude de Saint-Simon, issu d'une maison sans illustration, mais dont l'ancienneté ne fut contestée que durant l'ardeur des luttes imprudemment engagées par son fils (1), avait été l'un de ces favoris élevés par la fugitive amitié d'un prince qui, de toutes les prérogatives de la couronne, n'avait guère retenu que le droit de toucher les écrouelles et d'improviser de grands seigneurs. Page de la petite écurie, il avait imaginé un procédé pour faciliter à

(1) En 1716, au plus fort de la querelle engagée entre les magistrats du parlement et les ducs et pairs pour les questions du salut et du bonnet, une brochure anonyme, universellement attribuée au président Potier de Novion, avait rappelé l'origine récente et parfois honteuse de plusieurs familles ducales. On y lisait le passage suivant : « Le duc de Saint-Simon est d'une noblesse et d'une fortune si récentes, que tout le monde en est instruit. Un de ses cousins était presque de nos jours écuyer de Mme de Schomberg. La ressemblance des armes de La Vacquerie, que cette famille écartèle avec celles de Vermandois, lui a fait dire qu'elle vient d'une princesse de cette maison. Enfin la vanité de ce petit duc est si folle, que, dans sa généalogie, il fait venir de la maison de *Bossu* un juge de Mayence nommé *Le Bossu*, qui a épousé l'héritière de la branche aînée de sa maison. »

Louis XIII, durant le cours de ses chasses, le moyen de passer d'un cheval sur un autre sans mettre pied à terre. Lorsque des services de vénerie avaient suffi pour faire un connétable, il était naturel qu'une telle innovation fît un premier écuyer. Claude de Saint-Simon s'éleva de plus en plus dans la faveur royale, tant qu'enfin le faible monarque, contraint de céder aux exigences de son frère d'Orléans et de créer duc et pair Puylaurens, le ministre assidu de toutes ses trahisons, voulut, pour adoucir l'amertume d'un tel choix, le compenser par un autre, en revêtant aussi son ami personnel de cette dignité. Si aucun service éclatant n'avait provoqué cette élévation, le nouveau duc s'en montra digne par un dévouement à toute épreuve à la personne de son bienfaiteur. Le respect pour la mémoire du prince auquel il devait tout devint pour Claude de Saint-Simon une sorte de culte qui chez son fils ne manqua pas de dégénérer en fanatisme paradoxal. Celui-ci fit carrément de Louis XIII un autre saint Louis, en le plaçant au niveau de Henri IV pour le génie et fort au-dessus du roi son fils pour le courage.

Relégué dans son gouvernement de Blaye, où il garda à Louis XIV une stricte fidélité durant les temps orageux de la minorité, le vieux duc de Saint-Simon ne fut plus pour la nouvelle cour que le serviteur oublié d'un roi disparu. Il était à peu près inconnu des ministres de Louis XIV et sans relations de famille ou d'alliance avec les seigneurs revêtus de ces grands emplois héréditaires devenus pour la haute aristocratie une sorte de portion de son patrimoine. Un seul fils lui était né de son union avec la nièce de l'ancien garde des sceaux Châteauneuf, union de laquelle ce jeune homme ne voulut tirer aucun secours, quelle que fût la situation élevée de plusieurs des membres de sa famille maternelle dans la haute magistrature et les ambassades. L'importance de la maison de Laubépine-Châteauneuf ne rendait que plus notoire son origine de *robe longue*, et rappelait au jeune duc sa récente initiation à la haute noblesse de cour, secret qui fut l'obsession assidue de sa pensée et le stimulant de ses humeurs, quoiqu'il l'ait soigneusement caché au public et peut-être à lui-même.

Le jeune Saint-Simon ne répondit pas, par son goût pour l'étude, aux soins dévoués de sa mère; mais il suppléa à une froideur naturelle pour les lettres par un amour passionné de l'histoire, dans laquelle, nous dit-il avec la sincérité d'un homme qui n'a pas même pressenti la gloire, « si on lui en eût fait faire une étude sérieuse, il aurait pu devenir quelque chose. »

Fort las de ses maîtres et ayant terminé en 1691 le cours de ses études classiques, il entra dans l'une des deux compagnies de mousquetaires où se faisait alors le noviciat militaire de la no-

blesse. Sa vie devint, à partir de ce jour, celle de toute la jeune aristocratie, c'est-à-dire un mélange des devoirs militaires et des devoirs du courtisan, relevé par les émotions du champ de bataille et par des plaisirs ruineux. En avril, on partait pour son régiment après avoir fait, pour monter ses équipages, des dépenses extraordinaires auxquelles les plus grandes familles ne suffisaient qu'en puisant dans les coffres du roi, réputés inépuisables comme ses bontés; en octobre, on revenait en poste à Versailles reprendre la série monotone des mêmes assiduités, en attendant qu'un regard de Louis XIV ou une parole de Mme de Maintenon vous tirât de la foule pour vous faire compter. Aux débuts du règne, la campagne se composait ordinairement ou d'un grand siége conduit par le roi en personne, ou d'une bataille dont la fortune du jeune monarque garantissait d'avance l'issue; mais à l'époque où Saint-Simon entra dans l'armée, la face des choses était déjà près de changer. Le maréchal de Luxembourg, sous les ordres duquel il servait, n'obtenait plus que des succès chèrement achetés contre une coalition assez solidement cimentée par la communauté des haines pour puiser des forces jusque dans ses défaites. L'on touchait aux temps où les estafettes expédiées des armées, qu'elles arrivassent des bords du Pô ou des bords du Rhin, n'apportaient plus qu'annonces de défaites et de périodiques humiliations, jours sinistres où les hôtes de Versailles, frappés dans leurs plus chères affections, étaient partagés entre l'appréhension d'irriter le monarque en dérogeant à la ponctuelle exactitude dont ne dispensait aucune souffrance et celle de le blesser en paraissant devant lui avec un front chargé de tristesse et des yeux pleins de larmes.

Capitaine et bientôt après propriétaire d'un régiment de son nom, Saint-Simon s'était fait remarquer au siége de Namur, il avait fait à Nerwinde trois charges brillantes dont il reçut mille complimens au retour; mais il n'ignorait pas qu'à ce point-là s'arrêterait sa fortune militaire. Aussi complétement *esseulé* qu'il l'était alors, presque inconnu du roi et de ses ministres, n'ayant aucun accès possible chez Mme de Maintenon, il n'avait rien à la cour pour occuper la dévorante activité de son esprit, qu'il trompait du moins à l'armée en écrivant les notes sur lesquelles a été composée la première partie de ses *Mémoires*. Il ne lui restait, pour élever l'édifice de sa fortune, que ce duché-pairie qui, en l'assimilant par le rang aux plus hauts personnages, le laissait dans une humiliante infériorité, puisqu'il n'avait pour s'appuyer ni établissement lucratif ni alliance considérable. Le contraste entre l'éclat de son titre et l'obscurité de sa position personnelle décida de la destinée et du caractère de Saint-Simon. Il consacra toutes les forces en même temps que toute la

subtilité de son esprit à rehausser l'importance de la dignité dont il était revêtu, en même temps aussi il déploya une souplesse, qui n'est jamais plus manifeste que lorsqu'il la dissimule, pour lier des relations utiles avec les principaux personnages du drame qui se déroulait autour de lui, et dont aucun incident, si frivole qu'il fût, n'échappait à sa pénétrante sagacité.

Une circonstance inattendue le servit à souhait dans cette double poursuite, et vint, en étendant le cercle, jusqu'alors fort restreint, de ses relations, lui offrir tout à coup l'occasion d'une lutte qui semblait pouvoir servir les intérêts de son ambition comme ceux de sa vanité. Le maréchal de Montmorency, créé duc de Piney-Luxembourg par suite de son mariage avec l'héritière de cette maison, prétendit un droit de préséance sur ses collègues, et l'obtint en faisant remonter sa pairie à la première érection du duché-pairie de Piney par Henri III. Cette érection, qui avait eu lieu en 1581, l'élevait du dernier rang, parmi les dix-huit pairs laïques, au second, puisqu'il ne rencontrait plus devant lui que le duché-pairie d'Uzès. Il est fort digne de remarque en effet que la pairie, transformée par l'imagination de Saint-Simon en institution fondamentale de la monarchie, était, à la fin du règne de Louis XIV, représentée par dix-huit ducs qui, en presque totalité, avaient reçu leur titre de la faveur royale dans les dernières années du XVIe siècle ou durant la première moitié du XVIIe.

Admis aux conférences de collègues qu'il connaissait à peine, le jeune duc saisit aux cheveux l'occasion, et ne tarda pas à les dépasser tous par l'ardeur de ses poursuites et de ses recherches aussi bien que par la fécondité merveilleuse de ses inventions procédurières. Il trouvait des ressources et des échappatoires que n'auraient pas levés les plus rusés procureurs; il se fit érudit en même temps que légiste, et parla bientôt la langue de la chicane avec autant d'abondance qu'une plaideuse de Molière. M. de Luxembourg gagna son procès au parlement après des incidens multipliés. Cette grande affaire, dans laquelle Louis XIV paraît avoir conservé la réserve qu'il s'imposait toujours en matière judiciaire, ne servit guère que Saint-Simon. Elle fit de ce jeune homme le boute-en-train et plus tard le boute-feu de la pairie.

Quelque importance qu'un pareil résultat eût à ses yeux, il fut loin d'adoucir pour lui l'amertume de l'échec subi en commun. Ce n'est pas après les vingt-quatre heures données à tout plaideur pour maudire ses juges, ce fut après plus de quarante ans que Saint-Simon se vengea du premier président de Harlay en traçant le portrait de ce magistrat « d'une autorité pharisaïque, soutenu en tout par la cour, dont il était l'esclave; homme sans honneur effectif, sans mœurs

dans le secret, sans probité qu'extérieure; hypocrite parfait, sans foi, sans loi, sans Dieu et sans âme; cruel mari, père barbare, frère tyran, ami uniquement de soi-même, méchant par nature, se plaisant à insulter, à outrager, à accabler, et n'en ayant de sa vie perdu une occasion. » Qu'est-ce que le pilori de la place du palais auprès d'un tel poteau dressé dans l'histoire par la main d'un plaideur désappointé?

Pendant qu'il commençait contre la magistrature la rude guerre dans laquelle il allait user sa vie, Saint-Simon déployait une habileté plus fructueuse pour s'introduire à la cour dans un cercle où il était assuré de trouver, avec des sentimens conformes aux siens, des auxiliaires puissans pour avancer l'œuvre de sa fortune. Le duc de Beauvilliers était le centre d'une coterie dont les duchesses de Beauvilliers, de Chevreuse et de Mortemart, filles de Colbert, avaient formé le premier noyau, et qui s'était resserrée autour de l'abbé de Fénelon au point d'affecter les allures d'un parti et bientôt après d'une secte. Le précepteur du duc de Bourgogne goûta peu le jeune homme, qui paraît avoir fait de longs et vains efforts pour forcer la porte du cénacle. On peut l'inférer du moins de l'amertume avec laquelle Saint-Simon, dont les jugemens sont presque toujours déterminés par un contact personnel, parle au début de ses *Mémoires* de « cet esprit coquet qui cherche à être goûté et à plaire depuis les personnes les plus puissantes jusqu'aux laquais; » on doit le croire surtout d'après les contes ridicules qu'il accueille sur l'archevêque de Cambrai, au point d'accuser Fénelon, lorsque s'ouvre la querelle du quiétisme avec Bossuet, de s'être confessé à ce prélat afin de lui fermer la bouche.

Saint-Simon fut plus heureux auprès de M. de Beauvilliers, frappé sans doute de la solidité de ses croyances religieuses et de la pureté constante de sa vie dans un monde où des exemples si différens étaient donnés à la jeunesse. Or, de tous les hommes considérables de la cour, Beauvilliers était celui dont le patronage paraissait alors le plus précieux, car il semblait disposer de l'avenir plus encore que du présent. Premier gentilhomme de la chambre et gouverneur des princes fils du dauphin, ce seigneur était en même temps chef du conseil des finances. A la mort de Louvois, il avait été fait ministre d'état par une exception à peu près unique sous ce règne de *vile bourgeoisie*, durant lequel l'accès aux affaires publiques fut constamment refusé aux hommes d'une haute naissance, Louis XIV ne réservant en effet à ceux-ci que deux ou trois ambassades sans importance politique.

Saint-Simon voua dès sa jeunesse à ce noble personnage et au duc de Chevreuse, son beau-frère, une fidélité qui, avec sa ten-

dresse presque filiale pour l'abbé de Rancé, forme l'attachement le plus long et le plus chaleureux dont la trace se rencontre dans ses *Mémoires*. Pour se rapprocher davantage de M. de Beauvilliers, il aspira, avec l'ardeur qu'il portait dans toutes ses poursuites, à la main de l'une de ses filles, projet qui paraît n'avoir échoué que par la résolution commune à ces jeunes personnes d'embrasser la vie religieuse. A la passion qu'il porte dans cette affaire, au désespoir qu'il exprime lorsqu'un premier refus lui est signifié, aux torrens de larmes que ce refus lui fait répandre, à la longue retraite qu'il va faire à la Trappe pour rentrer en possession de lui-même, on pourrait se croire en présence de l'un de ces attachemens exaltés qui embrasent et empoisonnent toute une vie, et l'on ne sort d'inquiétude qu'en entendant Saint-Simon, sur la résistance de l'aînée des filles de M. de Beauvilliers, déclarer que, n'ayant jamais vu aucune d'entre elles et ignorant jusqu'à leur âge, il prendra aveuglément celle qu'on voudra bien lui donner, « n'ayant passion que pour son alliance, tellement que forcer *sa vocation* sur ce point-là, c'est l'exposer à vivre mal avec la femme qu'il épouserait. » L'écrivain ajoute que « la duchesse de Beauvilliers fut surprise de la force de ce raisonnement et de la prodigieuse ardeur de son alliance qui le lui faisait faire. » Toutefois cette surprise n'alla pas jusqu'à sacrifier la vocation de ses filles à la vocation de M. de Saint-Simon. Après avoir pris cette affaire avec un entraînement passionné, il dut donc chercher ailleurs les points d'appui qu'il attendait de ce mariage, « car rien ne pouvait le tenter d'une mésalliance, ni la mode ni ses besoins le contraindre à s'y ployer. »

La Providence ne tarda pas à lui envoyer une compensation dont il sut se montrer digne par la reconnaissance profonde qu'il en exprima toute sa vie envers Dieu. En épousant la fille aînée du maréchal de Lorges, nièce du maréchal de Duras et petite-nièce de M. de Turenne, il trouva l'appui d'une grande et nombreuse maison, et profita de la haute considération personnelle acquise à M. de Lorges à la cour et surtout aux armées. A la même époque fut célébrée avec la seconde fille du maréchal l'union du duc de Lauzun, qui voulut finir par un mariage contracté à soixante-trois ans avec une jeune fille de quinze le fade roman de sa vie. D'autres alliances, moins éclatantes, mais plus précieuses encore pour Saint-Simon, quoiqu'il se garde bien de le confesser, l'introduisirent bientôt dans l'intimité de Chamillart et du chancelier de Pontchartrain, en lui donnant ainsi près du pouvoir le seul accès que comportât le système politique de Louis XIV.

Entre tant de figures que cette galerie fait passer sous les yeux, il n'en est pas de plus discrètement esquissée que celle de Mme de

Saint-Simon. Par un sentiment de parfaite convenance, l'époux se tait sur les grâces de l'épouse et les laisse deviner sans les décrire; mais cette douce image pénètre jusqu'aux pages où elle n'apparaît point. A chaque incident de la vie de M. de Saint-Simon, à chaque crise provoquée par ses humeurs, on sent à ses côtés l'action latente, mais continue, d'un esprit tout tempéré de douceur et de mesure. Est-il devenu suspect au roi par sa réputation de science et de hauteur, à Mme de Maintenon par les ressentimens du duc du Maine, au duc et à la duchesse de Bourgogne par les indignes calomnies répandues lors de la malheureuse campagne de Lille : un génie tutélaire, toujours présent, bien qu'invisible, dissipe les préventions, calme les ressentimens et parvient à retenir M. de Saint-Simon à la cour, moins pour y demeurer auprès de lui que pour ne pas l'exposer, jeune encore, à l'épreuve d'une longue retraite qu'il aurait été manifestement incapable de supporter.

Peu d'années après son mariage, un changement notable s'opéra dans la vie de M. de Saint-Simon, changement qui, en le dérobant au joug de la discipline militaire, ouvrit un cours plus libre aux inquiétudes d'une imagination stimulée par l'oisiveté. Après quatre campagnes, qu'il a décrites avec une entente remarquable, Saint-Simon se détermina à quitter le service, résolution grave pour un homme de sa condition, mais provoquée par des mesures que des juges compétens paraissent avoir reconnues outrageantes, quelque difficulté que nous puissions éprouver aujourd'hui à leur attribuer un tel caractère. Après la paix de 1697, le régiment de Saint-Simon fut réformé, comme beaucoup d'autres, et il arriva que M. de Barbézieux, successeur de Louvois, fidèle aux traditions paternelles, exigea de tous les colonels deux mois par an de présence à la suite d'un autre corps. « Cela fut trouvé fort sauvage; » mais voici que, pour combler la mesure, Saint-Simon vit son nom omis dans une promotion de brigadiers qui comprenait plusieurs de ses cadets « et quatre gentilshommes particuliers, ce qui lui parut insupportable. » Perdant ainsi tout espoir d'une prompte carrière militaire en même temps qu'il se tenait pour outragé dans sa dignité de duc et pair, le jeune colonel renonça au service, « malgré la réflexion d'abandonner toutes les espérances du métier, l'ennui de l'oisiveté et la douleur des étés à ouïr parler de guerre, de départs et d'avancemens. »

Abandonner l'armée, c'était s'attirer la disgrâce à peu près certaine de Louis XIV, qui appelait cela *le quitter;* c'était renoncer d'ailleurs à la seule situation vraiment honorable que fît à la noblesse française la constitution de l'ancienne monarchie; c'était enfin, pour un homme de la qualité et du caractère de M. de Saint-Simon, retomber de tout son poids dans les périls de cette vie de cour que

n'alimentaient ni la participation aux affaires publiques, ni le mouvement de la pensée, et qui se réduisait au jeu des intrigues croisées autour de la personne du roi comme des tranchées autour d'une place dont on fait le siége.

Il est impossible en effet de n'être pas frappé de la stérilité d'esprit dont les monumens de la dernière partie du règne ont porté jusqu'à nous l'authentique témoignage, stérilité qui se reflète dans les conversations, les correspondances et la vie quotidienne de l'époque. On y surprend rarement une préoccupation ou une idée qui dépasse le cercle des agitations souterraines où le haut clergé comme la haute aristocratie venaient s'étioler faute de séve et faute de soleil. Les observateurs les plus sagaces ne trouvent guère à signaler que les liaisons nouées entre quelques personnages soit pour conserver la faveur royale, soit pour conquérir celle de la seule personne qui en dispose. A cette étude vient s'en joindre une autre qu'on pourrait appeler de second plan, c'est celle des manœuvres opérées dans l'ombre pour s'assurer des chances d'avenir par la bienveillance du dauphin en se rapprochant de la coterie de Meudon et en nouant de secrets rapports avec Mlle Choin, qui jusqu'à la mort de ce prince parut destinée à prolonger sous le règne suivant la fatale influence des unions clandestines. La stratégie savante employée soit pour ménager de loin ce prince en flattant sa bonhomie vulgaire, soit pour pénétrer jusqu'au sanctuaire de Mme de Maintenon, gardé par l'escadron des *dames familières,* le travail des diverses factions ecclésiastiques afin d'enlacer la conscience du monarque beaucoup moins par l'autorité des argumens que par l'influence des relations, la diplomatie au petit pied des jansénistes modérés, des sulpiciens et des jésuites pour conquérir le pouvoir, en confondant très sincèrement d'ailleurs cet intérêt avec celui de l'église elle-même, ce sont là les traits principaux d'un tableau dont la pâleur n'est relevée que par la passion du peintre et les mille rayons qui en jaillissent.

Cependant la fortune change, les mauvais jours sont proches, les événemens calamiteux se pressent, la mort frappe toutes les familles, la ruine même de l'état semble imminente; mais il faut tout subir sans rien discuter, car l'opinion publique n'a plus d'organe, l'opposition même des salons a péri, et l'on peut dire que depuis l'érection de Versailles ces salons n'existent plus. Les événemens littéraires tiennent une bien moindre place encore que les événemens politiques dans le casernement de cette existence de palais, où l'on est partout sous l'œil du maître, où les plus grandes races ont été amenées à renoncer à ce qui fait le charme et la dignité de la vie, la sainte liberté du foyer domestique.

Ce ne sont plus, comme aux jours de la jeunesse royale, les fan-

taisies d'esprit de Mme de Sévigné, alimentées chaque jour par des chefs-d'œuvre; ce ne sont plus ses héroïques admirations pour Corneille, ses charmans paradoxes contre Racine, ses hardis commentaires sur saint Augustin, ses transports de bonheur ou de colère à chaque livre nouveau qu'elle parcourt avant de le transmettre en Provence. Ouvrez le journal de M. de Dangeau, et vous verrez que, tout membre de l'Académie française qu'il est, il ne s'inquiète guère plus des œuvres que de la personne de ses collègues : deux ou trois fois il constate la présence de Racine chez Mme de Maintenon et chez Mme la duchesse de Bourgogne, afin d'y lire des fragmens de cette histoire de Louis XIV dont la postérité n'a pas même déploré la perte; il annonce la mort de La Fontaine, *connu par ses fables*, du ton dont *le Moniteur* a pu de nos jours annoncer la mort de M. Bouilly; il parle enfin de quelques sermons prêchés en présence du roi par le père Bourdaloue et par Massillon, prêtre de l'Oratoire, mais en s'y arrêtant bien moins longtemps que sur les ordonnances de Fagon et les opérations chirurgicales de Maréchal.

Saint-Simon, de son côté, ne s'inquiète d'aucune œuvre littéraire en dehors de celles qui sont de nature à modifier la situation des partis religieux à la cour; il paraît à peine à Paris, où d'ailleurs la pensée n'a plus ni stimulant ni grands centres depuis que le roi a logé tout son gouvernement dans son palais, il ne va jamais au théâtre, si ce n'est au spectacle du château, et prononce rarement le nom des grands hommes encore vivans qui remplissent l'Europe du bruit de leur renommée. Les luttes de M. de Meaux contre M. de Cambrai, du cardinal de Noailles contre les jésuites, le touchent singulièrement, il est vrai; mais ce qui saisit son esprit, ce qui en entretient la bouillante ardeur, ce n'est ni *la Gnose de l'abbé de Fénelon*, ni les problèmes du probabilisme, ni la valeur théologique des raisons données par les jansénistes ou par leurs adversaires : ce qu'il voit dans le quiétisme, c'est la situation compromise de MM. de Beauvilliers et de Chevreuse, ses nobles amis. S'il est janséniste, c'est qu'il est mécontent, et que le jansénisme tend à devenir de plus en plus, à l'insu même de ses sectateurs, une doctrine et un instrument d'opposition; il y verse par une pente plus sociale que théologique, fort peu soucieux d'en défendre les dogmes et d'en approfondir les mystères, à ce point qu'à juger par le ton général de ses écrits, il n'est guère plus instruit en ces matières que le roi Louis XIV, dont il gourmande si amèrement l'ignorance.

Le principal élément de succès porté par Saint-Simon à la cour fut une assiduité que ne découragèrent pas les froideurs les plus marquées. La haute considération assurée à la maison de Durfort, dans laquelle il était entré, le tact exquis et l'esprit de conduite de

sa jeune femme, conjurèrent les premiers mécontentemens du roi : il pénétra dans les cercles de l'abord le plus difficile, à l'exception toutefois de celui de Mme de Maintenon. Il fut de la plupart des voyages de Marly, et eut deux ou trois fois, en vingt années d'une résidence à peine interrompue, l'honneur de tenir le bougeoir au coucher, faveur qui se comptait beaucoup, « tant le roi avait l'art de donner l'être à des riens; » mais ces distinctions clairsemées ne donnèrent point le change à Saint-Simon sur une indifférence qui, de toutes les tortures, était peut-être la plus sensible à son orgueil. L'état habituel du duc à Versailles était une contrainte déguisée à laquelle correspondait de la part de Louis XIV une réserve allant parfois jusqu'à la suspicion relativement à ce jeune homme, qui passait pour fort savant en histoire, qu'il soupçonna peut-être de jansénisme malgré des liaisons très habilement cultivées avec les pères Lachaise et Tellier, et dont il entendait parler à propos de toutes les querelles cherchées sur les rangs et des fastidieuses discussions des ducs avec les présidens à mortier.

La nullité dans laquelle s'écoulait sa vie, le vide au sein duquel se débattait sa forte intelligence, avaient donné à Saint-Simon, malgré la parfaite élégance de ses manières, quelque chose de l'âpreté querelleuse du gentillâtre gascon et de la verve processive du Bas-Normand. Il était arrivé, par une série d'idées que nous apprécierons bientôt, à croire représenter à peu près seul en France, en face du despotisme, un grand principe modérateur oublié, et s'était fait par conscience le procureur de la pairie jusqu'à emprunter aux suppôts de la basoche leur humeur acariâtre et leur hargneuse subtilité.

Saint-Simon n'entretint le roi que trois ou quatre fois dans sa vie, et ce fut toujours à propos de ces difficultés de préséance, où son nom ne manquait jamais d'être cité tout le premier. Ces entretiens furent courts et bienveillans, mais de cette bienveillance banale qui laisse comprendre qu'on est encore plus éloigné de la faveur que de la haine. Éloigné des affaires publiques malgré son intimité avec Chamillart, il s'efforça de se créer une importance de second rang en devenant, faute de mieux, intermédiaire entre les personnages les plus comptés de la cour, et *le rare*, pour lui emprunter un de ses mots, fut qu'il joua toute sa vie sans efforts et sans répugnance, paraît-il, le rôle le moins conforme à sa fière nature. On le voit travailler avec ardeur à la réconciliation du duc de Beauvilliers et du chancelier de Pontchartrain, qui, bien qu'assis tous deux au conseil du roi, ne se parlent jamais hors de la présence du monarque. Il ne déploie pas moins d'activité pour raccommoder MM. de Beauvilliers et de Chevreuse avec le duc de Noailles, en attendant l'heure d'ouvrir, sous la régence, contre le neveu de Mme de

Maintenon une guerre qui, par ses fureurs de mauvais goût, est restée l'une des taches de ses écrits comme de sa vie. Lorsque personne n'ignore que le pouvoir est concentré dans un cabinet où il ne trouve aucun accès, il s'agite pour empêcher la retraite de Chamillart et pour faire donner les finances à Desmarets, à ce point qu'aux jours de crise ministérielle la galerie de Versailles devient pour lui ce qu'a été longtemps la salle des conférences pour les mouches du coche parlementaire. Saint-Simon prépare pour la mort prévue du roi d'innombrables projets de gouvernement; à chaque ministre, il donne des plans de sa main, dans lesquels apparaissent, avec des développemens chaque jour plus hardis, les idées qui l'obsèdent.

Un moment il parut près de toucher au but de ses plus chères espérances. Le duc de Bourgogne avait remarqué, au milieu du bruyant essaim des courtisans, ce seigneur grave et laborieux dont l'estime de son gouverneur lui garantissait l'inviolable discrétion. Il lui demanda des notes pour aider au développement des pensées réparatrices qui fermentaient dans son noble cœur; mais c'est ici qu'éclate l'amortissante influence des institutions sur les êtres les mieux doués, et qu'on reste stupéfait de rencontrer un homme si fort au-dessous de lui-même. Admis à quelques entretiens secrets, Saint-Simon n'en profita guère que pour relever l'importance de la dignité ducale et pour attaquer le rang des maisons de Lorraine, de Rohan et de Bouillon, ses trois bêtes noires. Ce commerce devenait plus étroit chaque jour, lorsque la mort se prit à frapper au palais de Versailles ces grands coups dont l'écho ne retentit nulle part avec un éclat plus funèbre et plus magnifique que dans le volume consacré aux catastrophes de 1712. C'est là que coulent de source ces *lacrymæ rerum* qui ne jaillissent pas moins du fond des choses que d'une douleur personnelle où viennent s'abîmer tant de rêves ardemment poursuivis.

Après la mort de l'*incomparable dauphin*, Saint-Simon n'a plus dans la maison royale qu'une seule affection. Lié de jeunesse avec le duc d'Orléans, dont il fut le conseiller sévère autant que le serviteur fidèle, il lui adresse chaque jour en Italie et en Espagne des projets et des observations qu'une correspondance secrète développe et corrobore. Saint-Simon triomphe avec une sorte de modestie personnelle des premiers succès du prince; mais lorsqu'a sonné pour le brillant neveu de Louis XIV l'heure de l'épreuve, quand des trépas mystérieux semblent le pousser vers le trône, et que le soupçon s'élève contre lui à mesure qu'il en monte les degrés, au moment où une étoile fatale paraît le vouer à la fois à la royauté et à l'horreur publique, demeuré seul près du malheureux prince dans ce palais où l'épouvante arrête jusqu'aux empressemens de l'ambition,

Saint-Simon le couvre par sa probité contre la calomnie, tout en flétrissant des vices dont ses ennemis aspirent à faire sortir la démonstration de tous les crimes. Ce fut assurément le plus grand jour de la vie du jeune duc et pair, car il eut l'honneur et le courage de faire ce qu'aucun autre n'aurait osé sans se perdre.

Personne n'eut plus que Saint-Simon l'aperception vive et continue des maux de la France aux dernières années de Louis XIV. Quoiqu'il vive dans un monde pour lequel les libéralités royales atténuent sensiblement l'effet des misères publiques, il n'ignore pas que la population s'épuise, que les terres restent en friche, que l'impôt dévore le capital et dépasse dans la plupart des généralités les forces des contribuables; il pressent donc et va parfois jusqu'à prédire de prochaines perturbations. Seulement, lorsqu'à la gravité de ces maux on oppose la futilité des remèdes qu'il propose d'y appliquer, on éprouve un étrange étonnement, pour ne pas dire une sorte de confusion douloureuse. Humilier les présidens à mortier, obtenir le droit de traverser diagonalement le parquet et ramener les légitimés à leur rang de pairie, retirer à trois maisons les honneurs usurpés de princes étrangers, rendre enfin à vingt familles des honneurs sans pouvoir, en concédant tout à leur vanité sans rien réclamer pour leur légitime importance, si ce ne sont pas là les seules vues politiques développées par Saint-Simon, elles sont du moins les seules qui aient puissance de le passionner, et dont il rêve la réalisation au jour prochain des réparations et des grandes justices.

Ainsi ne procède pas un homme qui se plaçait dans le même temps à un point de vue assez conforme à celui de Saint-Simon. Lorsque le comte de Boulainvilliers déplore l'abaissement de l'aristocratie conquérante des Gaules, et qu'il l'impute à crime à la complicité des rois avec les serfs qu'elle a vaincus, lorsque, dans sa langue quasi factieuse, il revendique pour « les seuls maîtres légitimes du sol » la plénitude du pouvoir politique et administratif, dont la création des intendances a fait disparaître jusqu'à l'ombre, c'est à Richelieu, à Henri IV, à Louis XI et jusqu'à saint Louis qu'il fait remonter ses anathèmes. L'auteur de l'*Ancien Gouvernement de la France* ne croit pas que tant et de si vieilles questions puissent être résolues par quelques humiliations infligées à M. du Maine et par certaines réformes du cérémonial. Les spasmes que fait éprouver à Saint-Simon un carreau déplacé à la chapelle, un siége changé à la grand'chambre, la vue d'un tabouret à dossier ou d'une voiture drapée, cette ardeur effrénée avec laquelle il poursuit tous les signes extérieurs de la puissance sans s'inquiéter jamais de ses attributions effectives, rien de ce drame humoristique ne se retrouve dans les didactiques écrits du rude gentilhomme normand; mais lorsqu'on prononce le nom

d'un intendant, quand sa pensée se reporte sur ces gouverneurs de cour, étrangers aux provinces qu'ils pressurent sans jamais les visiter, lorsqu'il expose enfin ce grand système royal qui a eu pour résultats simultanés de faire de la France la plus forte et la mieux armée des nationalités, et des Français les plus faibles et les plus mal défendus des citoyens, alors la furie lui tient lieu d'éloquence, et son style monotone emprunte quelques lueurs aux ardentes convictions qui l'inspirent.

D'où vient qu'un aussi vigoureux esprit que celui de Saint-Simon soit incapable de donner quelque consistance à ses vues politiques, et que, confondant les symboles avec les réalités, il ne touche jamais qu'aux écorces, comme il le dit lui-même si heureusement du marquis de Dangeau? Comment se fait-il que lorsque sous la régence et dans les conditions les plus favorables qu'ait jamais souhaitées un réformateur, il fut mis en mesure d'appliquer des projets médités durant vingt-cinq ans, il n'ait pu répondre à la confiance de son royal ami qu'en lui proposant des tentatives extravagantes? D'où vient enfin qu'il n'y eût d'égale à l'ambition de Saint-Simon que son incapacité pour gouverner? La chose vaut la peine d'être examinée.

III.

Le trait saillant de cette physionomie originale, c'est que chez Saint-Simon les idées étaient presque toujours en désaccord avec les tendances. Par celles-ci, il était d'ordinaire de l'opposition et touchait presque à l'esprit factieux; par celles-là, il appartenait à l'école qui voyait dans la royauté la source unique des pouvoirs et des droits, et se trouvait ainsi conduit à envisager comme criminelles toutes les tentatives antérieures que son caractère l'aurait cependant porté à seconder. Fils d'un père qui avait puisé dans sa reconnaissance pour son bienfaiteur le culte de la monarchie, Saint-Simon avait été conduit par ses traditions domestiques à répudier tous les souvenirs de la fronde; il ne parle jamais qu'avec la plus grande haine des temps de la ligue en les enveloppant dans une commune réprobation, et ne rappelle les résistances opposées en d'autres siècles aux progrès de la puissance royale que pour les condamner autant que Boulainvilliers les honore. A ses yeux, les états-généraux ont été des instrumens aussi dangereux qu'inefficaces; il leur dénie nettement d'ailleurs toute puissance législative et ne leur réserve, selon les théories historiques qui prévalaient de son temps, qu'un simple droit de conseil et de remontrance subordonné à la volonté royale. Pour les parlemens, ils ne sont pas seulement des corps factieux, ils sont encore et avant tout d'insolens usurpateurs. Nul n'a pris plus de

soins que Saint-Simon pour signaler leurs empiétemens dans le domaine des affaires d'état; personne n'a consacré une érudition plus piquante à montrer comment les légistes, introduits aux parlemens par les barons à titre de secrétaires, ne tardèrent pas à s'y asseoir comme conseillers, et comment, après s'être émancipés de leurs maîtres, ils finirent par faire sortir du fait de l'enregistrement un droit souverain de vérification. Ainsi, repoussant d'une part les états-généraux, liés dans l'histoire à des souvenirs que sa fidélité désavoue, haïssant de l'autre les parlemens de la haine d'Alceste pour Oronte, trouvant sa plus douce jouissance à voir le chancelier et les magistrats parler à genoux devant le prince, « en témoignage perpétuel de la bassesse de leur condition, » Saint-Simon ne sait quelle digue élever contre l'omnipotence dont il déteste les effets sans en répudier jamais le principe, parce qu'il est à la fois et le plus indiscipliné des hommes et le plus monarchique des sujets. Dévoré du besoin de participer aux affaires publiques et tout plein de la crainte d'ébranler l'édifice de l'autorité royale, ayant devant lui l'aristocratie anglaise au comble de la grandeur, parce qu'elle est un pouvoir sans être une caste, et la grandesse espagnole alors écrasée sous le pied d'Alberoni parce qu'elle n'a qu'un rang sans puissance, lui aussi bâtit Chalcédoine avec le rivage de Byzance devant les yeux, et s'efforce de rattacher la pairie créée par lettres-patentes à la pairie féodale, dont l'existence remontait au berceau de la monarchie. Il identifie quelques hommes de cour revêtus par les derniers rois du titre de ducs et pairs avec des princes dont la souveraineté directe sur leurs propres vassaux ne fut jamais contestée par leur suzerain; il altère enfin les faits avérés afin de changer le caractère de cette création récente, dont le but principal, ne dit pas sans quelque raison Boulainvilliers dans son rude langage, fut « de détruire l'égalité naturelle entre gentilshommes, et de venir en aide à l'œuvre des anoblissemens en attaquant à la fois la noblesse par la tête et par la queue (1). »

Les cours souveraines avaient assurément des titres plus spécieux pour remplacer les parlemens de Philippe-Auguste et de saint Louis que les favoris de Henri III et de Louis XIII pour se porter héritiers des ducs de Bourgogne et de Normandie. Aucune attribution propre n'appartenait d'ailleurs à la pairie; elle tenait de sa participation facultative aux séances du parlement ses seuls pouvoirs effectifs, et l'argumentation qui allait à dénier tout caractère politique à celui-ci ne portait pas moins sur elle-même. Bien loin d'user de ses prérogatives judiciaires, celles-ci lui paraissaient d'ailleurs parfaitement

(1) *Histoire de l'ancien Gouvernement de la France, avec quatorze lettres sur les états-généraux.* La Haye, 1727, tome II, p. 165.

ridicules, et si de hasard il arrivait à un duc et pair de les prendre au sérieux, c'était révéler le secret d'une origine bourgeoise, *cela sentait son Lescalopier*. L'inaptitude aux affaires et le dédain pour l'étude des plus grands intérêts étaient devenus, sous l'influence des idées régnantes, le caractère même de l'aristocratie. Nul n'a décrit d'une manière plus piquante que Saint-Simon la lassitude et le quasi désespoir que faisaient éprouver à ses collègues les séances du parlement lorsque la convenance les contraignait à s'y montrer. Il nous a conservé la bonne histoire de l'un d'entre eux, dont le suprême bonheur était de rendre les délibérations nulles en partageant également les suffrages, et c'est de ses meilleures couleurs qu'il a peint le duc de Richelieu *frétillant* durant trois mortelles heures, et menaçant ses voisins, si la séance se prolongeait, de toutes les conséquences d'un lavement appuyé d'une large dose de casse.

Transformer en grand pouvoir politique une institution sans attributions définies et qui ne touchait guère que la vanité de vingt familles, c'était une tentative dont l'auteur était fort exposé à supporter le contre-coup. La noblesse non titrée se souleva avec toute la furie française contre l'homme dont le travail incessant consistait à rendre plus profonde la séparation qu'elle prenait elle-même tant de soin pour faire disparaître, et Saint-Simon rencontra des ennemis non moins implacables parmi les gentilshommes que dans les rangs des magistrats. L'isolement séyait d'ailleurs à cette singulière nature qu'en toutes choses le combat préoccupait plus que la victoire.

On touchait cependant au moment où l'ami éprouvé du duc d'Orléans allait être mis en demeure d'appliquer aux intérêts de l'état cette disposition d'esprit agressive et théorique développée par l'inexpérience générale de son temps. Le prince qui, sans être un grand homme, sut être un si grand roi, venait de rendre à Dieu cette âme qui, durant cinquante ans, avait été celle de la France. Il faut suivre dans Saint-Simon les progrès de cette agonie et le jeu des innombrables intrigues nouées autour de l'auguste moribond dans l'intérêt du prince auquel appartient la régence et dans celui des bâtards, dont la tendresse paternelle s'efforce en vain de garantir l'avenir; il faut assister avec lui à ces conciliabules qui remplissent Versailles, depuis les cabinets du roi jusqu'aux combles du palais, et où les hommes que leur chef nommera demain les *roués* débattent déjà le sort de la monarchie et s'en partagent moins le gouvernement que les dépouilles. Cette admirable lecture laisse une double impression singulièrement pénible. Si d'une part on découvre la fébrile impatience avec laquelle la nation, fatiguée d'une dictature semi-séculaire, s'élance vers toutes les nouveautés, de l'autre on

entrevoit trop distinctement la frivolité le disputant à la corruption, l'audace stimulée par l'ignorance. On sent que la France touche à des jours où la hardiesse des tentatives ne sera dépassée que par la honte des avortemens.

Lorsque le régent ouvrait l'oreille à tous les aventuriers de l'Europe, il ne pouvait la fermer au fidèle conseiller initié à tous les mystères de sa vie domestique, et qui venait d'être tout récemment le négociateur, sinon le plus influent, du moins le plus actif du mariage de la princesse sa fille avec le petit-fils de Louis XIV. Avant la mort du roi, Saint-Simon fut donc mis en mesure de choisir dans le nouveau gouvernement la position qui lui conviendrait et de faire prévaloir ses vues dans les conseils du duc d'Orléans. Le début de la régence fut en effet l'heure décisive de sa vie, le point culminant de sa carrière : c'est là que nous acquérons tout à coup une révélation d'impuissance qui ne nous éclaire pas moins sur son temps que sur lui-même, c'est là que nous sommes conduits à constater le désordre profond introduit jusque dans les consciences les plus honnêtes par la longue durée d'un pouvoir sans contrôle.

Une double tâche était dévolue au pouvoir nouveau : pourvoir à une crise financière issue de l'épuisement de la nation et d'une dette de près de 3 milliards contractée pour faire face aux périls de la guerre et pour solder les prodigalités de la paix; instituer un gouvernement qui sût éviter les écueils contre lesquels s'était brisée la fortune de Louis XIV, à ce point que le miracle de la paix d'Utrecht avait pu seul conjurer la ruine de la monarchie. Invité à prendre la direction des finances à cause d'une probité devenue trop rare, Saint-Simon refusa ce témoignage de confiance, préférant à ces difficiles fonctions une place au conseil de régence, à côté du prince son ami. Il repoussa cette offre moins faute d'une spécialité qu'aucun homme qualifié ne possédait alors que parce qu'il ne se crut pas l'énergie nécessaire pour appliquer aux embarras financiers de la France le seul remède qu'il conseille avec autant d'ardeur que de persévérance.

La nature de ce moyen est si étrange, qu'il signale une perturbation visible dans les idées et la conscience publique, perturbation à laquelle ne se dérobent pas en certains momens les consciences les plus honnêtes, surtout dans le régime du silence et de l'asservissement de la pensée. La vue de tant de misères contraint Saint-Simon de remonter au fait qui les explique; il en trouve la cause dans l'entraînement des passions du grand roi, odieusement stimulées par les calculs personnels de Louvois et les intérêts des courtisans. Cependant l'autorité monarchique inspire à Saint-Simon un tel respect, il entretient une suspicion si vive contre les états-géné-

raux, une horreur si profonde pour les parlemens et les exemples de la factieuse Angleterre, que le seul remède licite et efficace à opposer, selon lui, aux abus trop certains du pouvoir absolu des rois, c'est, en leur maintenant durant leur vie l'intégrité de leur puissance, de ne pas permettre que celle-ci leur survive un seul jour dans aucun acte de nature à engager après eux l'avenir. En conservant la plénitude du pouvoir absolu, il le transforme en pouvoir viager, et ne dénie pas moins aux monarques le droit de passer des traités perpétuels que celui de contracter, au détriment des générations nouvelles, des obligations financières destinées à leur survivre. La couronne n'est selon lui qu'un fidéicommis, absolu dans son usage, mais limité dans sa durée par la vie même du prince qui l'exerce. « Conséquemment, tout engagement pris par le roi prédécesseur périt avec lui et n'a aucune force pour le successeur, et nos rois paient le comble du pouvoir qu'ils exercent durant leur vie par l'impuissance entière qui les suit dans le tombeau... Ces raisons prouvent avec évidence que le successeur à la couronne n'est tenu de rien de tout ce dont son prédécesseur l'était, et que, par le fidéicommis et la substitution, la couronne lui a été réservée pure, nette, franche, libre, et quitte de tout engagement précédent. »

Si cette naïve théorie du despotisme périodiquement tempéré par l'anarchie présente pour Saint-Simon quelques légères difficultés en matière d'engagemens internationaux, elle n'en suscite aucune dans son esprit en matière de finances. La banqueroute lui apparaît comme une solution aussi légitime que radicale. Cependant, comme une pareille mesure doit affecter d'innombrables intérêts, il n'aimerait pas à en laisser peser sur la régence la responsabilité tout entière. Les états-généraux sont à la fois très puissans et très redoutables : double motif pour s'en servir et pour les compromettre. L'occasion lui semble donc unique pour les convoquer, afin qu'ils aient eux-mêmes à prononcer solennellement la banqueroute en vertu du grand principe de la substitution monarchique. Il ne doute ni de leur empressement ni du succès, pourvu que le régent soit résolu à mépriser toutes les clameurs, « car les états-généraux sont presque tous composés de gens de province des trois ordres, surtout du premier et du dernier; presque tous ceux sur qui porte cet immense fardeau des dettes du roi sont de Paris; la noblesse des provinces n'en a point ou presque point fait hors de son pays, et ne tient point aux créanciers du roi, qui sont tous financiers établis à Paris et roturiers richards de la même ville, gens à n'être point députés pour le tiers-état. Par conséquent la grande pluralité des trois ordres aura un intérêt personnel, et pour leurs commettans, à préférer la banqueroute à la durée et à toute augmen-

tation possible des impositions, et comptera pour peu les ruines et les cris que causera la banqueroute, en comparaison de la délivrance de toute sorte d'impôts qui ruinent les familles avec les particuliers. L'aise de se voir au courant leur fera voir une nouvelle terre et de nouveaux cieux, et ne les laissera pas balancer entre leur propre bonheur et le malheur des créanciers. C'est donc à la banqueroute, si flatteuse par elle-même pour le gros, qu'il faudrait tourner les états avec adresse. »

Sans s'incliner devant les mœurs de notre temps, il est permis de constater que si Saint-Simon vivait de nos jours, il ne tiendrait pas un pareil langage. Au milieu d'embarras plus graves encore, des hommes moins honnêtes assurément se refuseraient à penser ce qu'il n'hésite pas à dire. Ajoutons que, quelle qu'ait été parfois l'étrangeté de nos expérimentations politiques, personne aujourd'hui n'imaginerait non plus un plan de gouvernement aussi manifestement impraticable que celui que fit accepter au régent sa confiance d'ailleurs fort naturelle dans les lumières de son ami.

Tout entier à la pensée d'appeler la noblesse aux affaires, dont l'accès lui avait été si longtemps fermé « par les efforts qu'on avait faits pour persuader au roi que mieux valait pour le servir des gens de rien qu'au moindre mécontentement on réduisait au néant en leur ôtant leur emploi, » tout plein de haine contre le pouvoir ministériel, « issu de l'élévation de la plume et de la robe, » Saint-Simon se propose de « renverser le monstre qui avait dévoré la noblesse. » Or, comme il ne lui vient pas même à l'esprit de réclamer pour celle-ci, non plus que pour le tiers-état, l'usage d'aucun droit politique, il n'imagine rien de mieux que de diviser les fonctions administratives de manière à constituer une centaine de ministres au petit pied. De là la substitution aux départemens ministériels de six conseils particuliers relevant tous du conseil de régence, et qui durent exercer collectivement les fonctions des anciennes secrétaireries d'état auxquelles ils correspondaient par leur titre. Ces corps bruyans et nombreux se mirent à l'œuvre avec aussi peu d'unité que de secret, avec une inexpérience aussi complète des hommes que des choses, et l'anarchie gouvernementale la plus ridicule fut le résultat presque immédiat des mesures chaudement recommandées par Saint-Simon. Aussi le pouvoir du régent, qui avait commencé par une cohue de grands seigneurs, se trouva-t-il au bout de quatre ans concentré aux mains du fils d'un apothicaire limousin, devenu premier ministre à force de complaisances et cardinal à force d'obsessions.

Durant son court ministère, Dubois exerça l'autorité suprême sans résistance comme sans contrôle. Saint-Simon, à peu près supplanté dans la confiance politique du régent par l'active habileté d'un homme

qui, lui du moins, a mérité toutes ses injures posthumes, ressentit ce qu'ajoutent d'aiguillons à la haine les apparences obligées du dévouement. Il accepta ce supplice, parce qu'en demeurant inébranlable dans ses antipathies et bien plus encore dans ses idées, ce seigneur portait dans sa conduite une souplesse dont, contrairement à l'opinion commune, il y aurait à signaler dans le cours de sa vie l'excès plus que le défaut. Il fut l'ennemi le plus implacable, mais certainement aussi le plus prudent du cardinal. Rien ne trahit dans leurs rapports quotidiens le dégoût profond que ne pouvait manquer d'inspirer au duc cette fortune aussi humiliante pour le prince qui en était l'auteur que pour la société qui la voyait s'élever; il est même permis de penser que Dubois pouvait se croire autorisé à compter de la part de Saint-Simon sur des sentimens très différens. L'une des scènes les plus piquantes de cette longue comédie est assurément celle où l'écrivain nous montre Bellisle, émissaire de Dubois, attendant avec anxiété dans l'antichambre du régent la sortie de Saint-Simon, qui s'est fait fort près du cardinal, sur les pressantes instances de celui-ci, de lever les dernières hésitations du duc d'Orléans relativement au titre de premier ministre, et qui, après avoir vainement employé deux longues heures à détourner le prince de cette résolution dont il lui signale la honte et les périls, ouvre la porte du cabinet, avise Bellisle et lui coule dans l'oreille « qu'enfin l'affaire est faite et tout sur le petit bord d'être déclarée. »

Pour assouplir à ce point la hauteur du duc et pair et la loyauté du gentilhomme, il fallait à coup sûr que Saint-Simon eût, en désespoir de cause, transigé avec sa propre ambition en acceptant un rôle subalterne. Il fut en effet peu compté dans les principales affaires de cette époque si féconde en tentatives, en avortemens et en ruines. Beaucoup moins important dans l'administration intérieure que le duc de Noailles, chef du conseil des finances, peu initié aux intérêts diplomatiques, réservés au maréchal d'Uxelles jusqu'à ce que Dubois, grandi par son ambassade en Angleterre, en eût pris seul la direction, Saint-Simon n'eut d'action sensible ni dans les transactions qui fixèrent alors le sort de l'Europe, ni dans les crises financières amenées par les premières applications du crédit. Si l'on excepte une pompeuse mission en Espagne pour y signer le double contrat de mariage de la jeune infante avec Louis XV et de la fille du régent avec le prince des Asturies, son rôle politique durant la régence se réduisit aux agitations parlementaires provoquées par la querelle du bonnet et par la lutte des princes du sang contre les légitimés. La brillante sinécure de Madrid lui fut accordée pour le mettre en mesure de réaliser l'un de ses vœux les plus chers en obtenant de Philippe V une grandesse pour son second fils. Le

régent et son ministre paraissent d'ailleurs avoir maintenu l'ambassadeur extraordinaire dans la plus singulière ignorance des négociations très délicates qui précédèrent l'accord important qu'il fut appelé à l'honneur de revêtir de son nom.

Un double mariage de famille qui, par une sorte de changement à vue, fit, à la surprise générale de l'Europe, passer tout à coup l'Espagne d'une hostilité acharnée contre le régent à la plus étroite intimité, c'était là un événement assez grave pour qu'un homme dont la discrétion ne fut point la qualité dominante ne manquât pas d'en révéler à la postérité les motifs véritables, s'il les avait connus ou seulement soupçonnés. Et s'il est vrai, comme des documens plus récemment publiés paraissent l'avoir établi, que la principale clause de cette transaction préparée entre le cardinal Dubois et le père d'Aubenton, confesseur du roi catholique, ait été la substitution prochaine d'un jésuite à l'abbé Fleury dans la direction de la conscience de Louis XV, quel transport de joie n'aurait pas éprouvé Saint-Simon en révélant un pareil fait! Il ne fut guère mieux renseigné sur la conspiration du prince de Cellamare, qui avait précédé les mariages, et ce n'est pas sans étonnement qu'on trouve dans les documens judiciaires recueillis par Lémontey (1) des faits authentiques qui font évanouir la plupart des bruits sans consistance recueillis par un écrivain pourtant si investigateur. Si les innombrables intrigues nouées par Alberoni en France contre le duc d'Orléans, en Angleterre contre la dynastie régnante, en Italie, en Allemagne et jusqu'au fond du Nord contre la paix du monde, fournissent au membre du conseil de régence de longs chapitres, cette partie de son œuvre, incolore, obscure et diffuse, est si peu conforme à ses vives et libres allures, qu'on y devine, avant même qu'il ne le confesse, un remplissage étranger. On sait en effet qu'elle se compose de la copie à peu près textuelle des lettres interceptées par M. de Torcy, alors surintendant des postes, qui se consolait chaque matin par la violation du secret des correspondances de ne plus disposer du secret des affaires étrangères. C'est de la main de ce ministre en non activité qu'émane le contingent suspect fourni à Saint-Simon par *l'art d'amollir les cachets*.

IV.

Dans le déclin de plus en plus marqué de son importance politique, Saint-Simon se consolait de l'échec qu'éprouvaient la plupart de ses idées par le triomphe de la plus inextinguible de ses passions.

(1) *Histoire de la Régence*, tome II, pièces justificatives.

Si, malgré l'appréhension que lui faisaient éprouver le titre de premier ministre et son dédain pour le gouvernement des parvenus, il voyait Law nommé contrôleur-général des finances et le plus vil des hommes élevé à la plus haute dignité dans l'église comme dans l'état, ces contrariétés avaient eu pour compensation l'inexprimable bonheur d'entendre prononcer par le régent l'exil du parlement à Pontoise et de voir un moment les deux princes légitimés privés du droit de le précéder. La suppression du rang intermédiaire attribué par Louis XIV à ses enfans naturels entre les pairs et les princes du sang avant qu'il les identifiât pleinement avec ceux-ci, telle est l'unité fondamentale de la vie de Saint-Simon, le lien qui réunit tous les actes du drame immense auquel il nous fait assister. Durant trente ans, il avait éprouvé des tortures quotidiennes à chaque faveur nouvelle accordée au duc du Maine et au comte de Toulouse par la faiblesse de leur père et par l'active insistance de Mme de Maintenon, leur protectrice infatigable. Il avait vu conférer successivement aux deux frères le gouvernement de la Guyenne et du Languedoc, l'amirauté, l'artillerie, le commandement général des Suisses et des mousquetaires; mais lorsqu'ils étaient venus prendre siége au parlement après les princes du sang et dans un rang supérieur à celui des ducs et pairs, le fier champion de la pairie s'était étonné que la terre ne s'entr'ouvrît point jusqu'aux abîmes pour engloutir ces indignes profanateurs de la première dignité du royaume. Cependant, lorsque bientôt après le roi eut élevé les fils de l'adultère jusqu'au trône, quand, en vertu de son autorité suprême, il les eut déclarés princes du sang et revêtus d'un droit de successibilité à la couronne, la révolution la plus inattendue, quoiqu'au fond la plus logique, s'opéra dans les sentimens et dans l'attitude de M. de Saint-Simon.

Bien loin de partager la rage du président de Maisons, qui vient lui annoncer la résolution royale, encore secrète, il en témoigne une joie qui soulève chez son interlocuteur autant de surprise que d'indignation; il court des premiers porter ses félicitations au duc du Maine et au comte de Toulouse, et montre un empressement de nature à lui mériter pour la première fois un regard bienveillant de *la vieille fée*. C'est que la résolution royale qui assimile les légitimés aux princes du sang et leur ouvre après ceux-ci des droits à la couronne, si odieuse qu'elle lui paraisse d'ailleurs en elle-même, a pour effet de supprimer le rang intermédiaire, devenu le tourment de sa pensée; c'est que les ducs et pairs ne verront plus personne entre eux et les héritiers du trône, et que, tout honnête homme que soit Saint-Simon, il a été bien plus ému de l'attentat contre le droit de la pairie que de l'attentat contre le droit de la société : il poursuit plutôt dans M. du Maine le compétiteur que le bâtard.

On comprend qu'avec de tels sentimens, Saint-Simon dût être exaspéré de la politique suivie par le duc d'Orléans envers les légitimés aux premiers jours de sa régence, politique fort raisonnable cependant, et dont l'abandon temporaire suscita devant son gouvernement les seuls embarras graves qu'il ait rencontrés. Le régent ne pouvait aimer le duc du Maine, qui l'avait poursuivi avec acharnement durant la vieillesse du feu roi; il avait d'ailleurs de justes motifs pour le redouter, puisque le testament de Louis XIV, en maintenant à son fils légitimé ses immenses établissemens, lui avait conféré, par une précaution injurieuse, la surintendance de l'éducation du jeune roi avec une autorité illimitée sur toute la maison royale. Toutefois, en se prémunissant contre ces périls et en donnant à l'opinion publique soulevée contre le droit de successibilité déféré aux bâtards une satisfaction légitime, le régent ne pouvait oublier que ceux-ci jouissaient depuis trente ans d'une situation princière, et que les frapper dans leur état, c'était atteindre ses propres enfans dans la personne de leur mère. Usant donc d'une politique de tempérament en rapport avec la bienveillance de son caractère et la rectitude naturelle de son esprit, il leur retira par édit enregistré le droit éventuel à la succession royale, tout en leur conservant l'intégrité de leurs établissemens et les honneurs dont ils jouissaient à la suite des princes du sang. Or c'était là précisément rétablir ce rang intermédiaire dont la suppression par Louis XIV avait valu à M. du Maine l'amnistie si soudainement octroyée par M. de Saint-Simon. Ce rétablissement frappa donc celui-ci dans sa fibre la plus sensible, et son cœur saigna longtemps de cette blessure infligée par la main d'un ami. Tout à coup, et lorsqu'il attendait le moins une réparation dont le sens droit du duc d'Orléans n'admettait aucunement la nécessité, Saint-Simon la reçut plus complète qu'il n'aurait osé l'attendre.

Le duc du Maine, stimulé par la princesse qui, dans l'olympe de Sceaux, s'était ménagé une place à part entre les déesses et les poupées, entama avec les chefs du parlement des intrigues aussi misérables par elles-mêmes que par la qualité des agens qui s'offraient pour les servir. Dans le même temps, le prince avide qui portait alors si tristement le grand nom de Condé se prit, sous l'aiguillon de la cupidité plus que sous celui de l'ambition, à entamer une guerre acharnée contre les légitimés. M. le duc voulait enlever à ceux-ci une portion de leurs établissemens pour les faire attribuer aux membres de sa branche; il était résolu surtout de se faire attribuer à lui-même et à tout prix la surintendance de l'éducation et de la maison du roi, qui, outre ses avantages lucratifs, lui paraissait nécessaire pour assurer son influence à la majorité prochaine du monarque.

Le régent, irrité de manœuvres sans portée, mais non sans imprudence, exaspéré d'ailleurs par les bravades de Mme du Maine, cessa de repousser les vues naïvement cyniques de M. le duc, et celui-ci, connaissant la haine proverbiale de M. de Saint-Simon pour les bâtards, s'empressa de rechercher son concours. Il s'ouvrit secrètement à lui de sa résolution touchant l'éducation royale en réclamant près du régent l'active intervention de Saint-Simon. A sa grande surprise pourtant, ce dernier se refusa d'abord, avec une énergie qu'on aurait pu croire invincible, à seconder toute entreprise contre les légitimés : il fit valoir la nécessité de respecter le testament du feu roi et insista plus vivement encore sur le danger d'exposer l'état à une guerre civile, guerre que les légitimés, disposant de deux grandes provinces et des forces de la maison militaire, pouvaient avoir tout au moins la tentation d'allumer. Le cours de la conversation ayant bientôt fait comprendre très clairement au prince que M. de Saint-Simon, qui entrevoyait de si grands périls à dépouiller le duc du Maine de l'éducation royale, n'en trouverait plus aucun dans une mesure plus décisive qui aurait pour but de l'anéantir, M. le duc, peu scrupuleux sur les moyens, finit par promettre que la réduction des bâtards à leur rang de pairie serait comprise dans le programme du coup d'état pour lequel il avait réclamé si vainement jusqu'à ce jour l'appui de son interlocuteur. Alors s'opéra dans l'attitude et le langage de celui-ci une évolution dont le haut comique n'a jamais été dépassé sur aucune scène. Devant cette perspective enivrante, le crime et l'imprudence de toucher aux dispositions prises par le feu roi pour la sûreté de son successeur, les chances d'agitations et de luttes disparurent comme par enchantement; l'horizon devint couleur de rose, et le politique timoré de la veille dépassa bientôt l'auteur principal de l'entreprise en sécurité comme en audace. Toutefois Saint-Simon, connaissant fort bien le prince égoïste avec lequel il traitait, entendait ne s'engager qu'à bon escient; avant de se jeter dans la mêlée, il lui fallait un projet de déclaration sur le rang des bâtards libellé en bonne et due forme pour être lu et imposé en lit de justice. L'un des agens de M. le duc le lui porte enfin, rédigé par le secrétaire d'état La Vrillière, et se dit de la part de son maître pleinement d'accord avec le régent, en mesure de répondre que la déclaration passera le lendemain. « Jamais baiser donné à une belle maîtresse ne fut plus doux que celui que j'appuyai sur le gros et vieux visage de ce charmant messager. Une embrassade étroite et redoublée fut ma première réponse, suivie après de l'effusion de mon cœur pour M. le duc, et pour Millain même, qui nous avait si dignement servis dans ce grand coup de partie. »

Si la seule espérance causa de tels transports à Saint-Simon, on peut juger de l'extase dans laquelle le jeta l'accomplissement d'un vœu devenu l'obsession de ses jours et de ses nuits. Les momens qui précédèrent la convocation du lit de justice secrètement préparé aux Tuileries au-dessus de l'appartement occupé par la victime, dont l'immolation se préparait dans l'ombre, furent à coup sûr les plus délicieusement occupés de sa vie. Rendez-vous mystérieux, courses en manteau couleur de muraille, vagues insinuations à ses collègues de la pairie en style de Joad annonçant à Abner quelque grand coup de la justice divine, plaisirs confondus de l'ambition et de la vengeance, voilà ce qui remplit l'âme de Saint-Simon d'une joie qu'il se déclare à peine capable de supporter. Que n'éprouva-t-il pas lorsqu'il vit de ses propres yeux, lorsqu'il entendit de ses propres oreilles la voix du régent imposant au parlement consterné, mais soumis, l'enregistrement d'une déclaration royale qui, en annulant tous les arrêts de cette compagnie rendus en matière politique ou financière, attribuait à M. le duc la surintendance de l'éducation royale, et dépouillait le duc du Maine de tous ses honneurs princiers pour le ramener au dernier rang de la pairie! « Je gouvernais mes yeux avec lenteur, et ne regardais qu'horizontalement pour le plus haut. M. le duc m'avait jeté un regard triomphant qui pensa démonter tout mon sérieux, qui m'avertit de le redoubler et de ne m'exposer plus à trouver ses yeux sur les miens. Contenu de la sorte, attentif à dévorer l'air de tous, présent à tout et à moi-même, compassé de mon corps, pénétré de tout ce que la joie peut imprimer de plus sensible et de plus vif, du trouble le plus charmant, d'une jouissance la plus démesurément et la plus persévéramment souhaitée, je suais d'angoisse de la captivité de mon transport, et cette angoisse même était d'une volupté que je n'ai jamais ressentie ni devant ni depuis ce beau jour. Que les plaisirs des sens sont inférieurs à ceux de l'esprit, et qu'il est véritable que la proportion des maux est celle-là même des biens qui les finissent! »

Il y a dans ces paroles du Tibère et du saint Augustin. De tels enivremens sont trop vifs pour le cœur des faibles mortels. Aussi Saint-Simon en épuisa-t-il promptement les voluptés ardentes. Les résolutions sévères arrachées aux répugnances du duc d'Orléans furent promptement rapportées. M. du Maine fut plus humilié que puni, et la princesse, tombée du haut de son ciel d'opéra dans le silence d'un château-fort, ne tarda pas à dénoncer ses complices, en sollicitant, pour prix de ses tristes aveux, un pardon qu'elle n'eut que la peine de demander. Le régent, qui était le meilleur et qui aurait été le premier des princes de son siècle, s'il n'en avait été le plus corrompu, comprit qu'il ne pouvait lui convenir de te-

nir rigueur à son beau-frère et au fils chéri du vieux roi repentant et abattu. Aussi peu de mois se passèrent-ils avant que celui-ci ne fût rétabli dans tous ses honneurs, au premier rang desquels figurait celui de voir le premier président à l'appel de son nom soulever ce terrible bonnet que les longs efforts des ducs et pairs n'étaient pas parvenus à ébranler sur sa base. Martyr vivant du cérémonial, Saint-Simon s'épuisa dans une lutte inutile contre des formes qui, très respectables lorsqu'elles conservent le fond en représentant des droits dont elles sont le symbole, touchent au ridicule lorsqu'elles n'ont d'autre prétention que de se conserver elles-mêmes. Pendant que les légitimés passaient leurs jours dans les splendeurs princières, le vieux duc, retiré à La Ferté sans cesser de se montrer à la cour et d'y tenter la faveur, continuait sous le cardinal de Fleury son rôle d'homme à projets; il prétendait avoir donné le premier à celui-ci la salutaire pensée de garder la Lorraine, et se consolait de l'effacement de son rôle en peignant de ses plus chaudes couleurs le portrait du vieux ministre dans sa longue galerie des incapables et des ingrats.

Tel m'apparaît ce grand esprit faussé par le despotisme dont il accepta le principe en en répudiant les conséquences, et qui jeta des regards si profonds sur les maux de son temps, en demeurant aussi incapable de contribuer à les guérir qu'il était sagace pour les pénétrer. Homme d'une grande honnêteté naturelle, quoique singulièrement assouplie par l'ambition, auquel une ténacité sans exemple dans les idées fit perdre tous les profits d'une extrême souplesse dans la conduite, inférieur à Boulainvilliers comme publiciste aristocratique, à d'Harcourt, à Noailles et à la plupart de ses rivaux comme homme de gouvernement, il n'aurait pas laissé de souvenir dans l'histoire, si, sans prévoir une immortalité littéraire qui fut le prix de son indifférence, il n'avait légué à sa patrie ce monument unique auquel sied, autant qu'à l'œuvre de Montesquieu, l'épigraphe *proles sine matre creata*. Saint-Simon n'a pas seulement photographié son siècle, comme on l'a dit, il l'a évoqué devant nous dans le coloris de sa vie, et ses *Mémoires* sont devenus tout à coup pour la vieille société française ce que fut pour la société romaine l'exhumation de Pompéia.

C'est principalement dans ce livre que les générations nouvelles iront étudier l'époque où tant de misères succédèrent à tant de grandeurs. Quelque valeur qu'aient les travaux entrepris de nos jours sur les diverses parties du gouvernement et de l'administration de Louis XIV, quelle que soit l'importance des monumens inédits récemment publiés ou complétés, ces documens n'auront qu'une action fort secondaire sur un public enivré des émotions du long drame où il

voit passer sous ses yeux tout un règne ressuscité. Il faut donc bien reconnaître que Saint-Simon a préparé pour la postérité les élémens d'un arrêt définitif. Cet arrêt, quel sera-t-il, et en quels traits se résume la physionomie générale de cette époque dans l'œuvre dont nous venons d'apprécier l'auteur?

V.

Je suis frappé d'une analogie singulière entre le caractère personnel de Saint-Simon et celui de son temps. Cette époque fut, comme cet homme, douée d'admirables qualités natives rendues stériles par l'influence fatale des maximes dominantes. Parcourez la longue galerie de Saint-Simon, et vous n'aurez pas assez d'anathèmes pour les institutions qui par un effet certain, quoique à peine soupçonné, préparent la ruine de cette société sur laquelle la nature avait versé comme à pleines mains les dons les plus délicats et les plus nobles. Mettez en regard de tant de belles facultés, de tant de dispositions heureuses, la dépendance universelle dans l'église et dans l'état, la déplorable condition de toute l'aristocratie française systématiquement confinée dans un palais sans air et sans horizon, l'extinction de tout esprit public et la cessation presque absolue du mouvement de la pensée, qui ne se réveille que par les plus tristes stimulans de la corruption; contemplez ces hommes si spirituels et si braves même aux plus mauvais jours, ces femmes pieuses encore et toujours charmantes, et en comparant les fils avec les pères, demandez-vous ce qu'ils auraient pu faire et ce qu'ils ont fait : vous verrez ensuite si, par la main des révolutions, Dieu n'a pas exercé de lentes, mais nécessaires justices!

Il est une autre observation déjà présentée au début de ce travail, et qui retrouve ici une application importante. J'ai rappelé que le règne de Louis XIV, dans sa double fortune et sous son double aspect, se trouve en quelque sorte coupé en deux parties par la génération antérieure à ce prince et qui disparaît tout entière de 1685 à 1690, et par celle qu'il éleva à l'ombre de son pouvoir et sous l'empire de ses maximes. La lecture de Saint-Simon corrobore à chaque page cette distinction qui suffit à elle seule pour résoudre bien des problèmes. Les hommes qui disparaissent sont en effet de tout point infiniment supérieurs à ceux qui survivent, qu'on les contemple dans l'église, dans la politique, dans les lettres ou dans la guerre, ou qu'on se borne à les étudier au point de vue des qualités privées. Au moment où tombe le rideau, il ne reste plus sur la scène que des personnages anonymes qui semblent la dernière expression

d'un ordre social condamné, et dont on peut tout attendre dans le vice comme dans la bassesse.

A la période d'exposition qu'il faudrait nommer le prologue du drame, aux jours déjà lointains de l'enfance et des confus souvenirs, appartiennent au contraire des figures presque consacrées par les respects populaires : c'est l'austère Montausier refusant à son royal élève le titre de monseigneur, attendu, disait-il, « qu'il n'était pas devenu évêque; » c'est M. de Turenne, « qui acheva sa vie avec la même gloire et la même autorité, dont la majestueuse sépulture fut la récompense de ses vertus militaires et de la mort qui la couronna d'un coup de canon à la tête de l'armée. » Cette grande mémoire dompte jusqu'à la haine de Saint-Simon pour la maison de Bouillon et sa *princerie*, et c'est avec les rayons empruntés à cette auréole qu'il couronne le neveu du grand homme auquel il se trouve rattaché par le lien le plus cher à son cœur. « Jamais un plus honnête homme que M. de Lorges, plus droit, plus égal, plus uni, plus aise de servir et d'obliger; d'ailleurs la vérité et la candeur même, sans humeur, sans fiel, et toujours prêt à pardonner avec une hauteur naturelle qui ne se faisait jamais sentir qu'à propos, mais que nulle considération ne pouvait faire rabattre; dédaignant les routes utiles, si elles n'étaient pas frayées par l'honneur le plus délicat; ménagé du roi, hardi à rompre pour les malheureux et pour la justice des glaces qui auraient fait peur aux plus favorisés, ne s'étant jamais souillé les mains, et ayant, disait-il, appris cette leçon de M. de Turenne. »

Lorsque Saint-Simon est parvenu à l'âge viril, ces traditions de grandeur morale et de probité militaire ne sont plus guère continuées que par Catinat et Vauban. Celui-ci meurt en pleine disgrâce, parce qu'en lisant le livre du savant maréchal sur la dîme royale, le monarque « oublia ses services, sa capacité militaire, ses vertus, l'affection qu'il y avait mise, jusqu'à croire se couronner de lauriers; en l'élevant, il ne vit plus en lui qu'*un insensé pour l'amour du public.* » Catinat s'éteint obscurément dans sa petite maison de Saint-Gratien, « déplorant les fautes signalées qu'il voyait se succéder sans cesse, l'extinction de toute émulation, le luxe, le vide, l'ignorance, la confusion des états, l'inquisition mise à la place de la police, voyant tous les signes de destruction et prédisant qu'*il n'y avait qu'un comble très dangereux de désordre qui pût enfin rappeler l'ordre dans le royaume.* »

A ces grands hommes de guerre enlevés par la mort sous le coup de leurs sinistres et trop véridiques prophéties, il faut joindre, dans l'œuvre de Saint-Simon, de graves et saintes figures qui semblent appartenir encore au temps des Bérulle, des Vincent de Paul, des

Olier et des Condren. Au premier rang, c'est « le sublime Rancé qui, dans un jour aussi heureux pour lui que triste pour l'église et pour ses amis, s'éteignit à soixante-dix-sept ans, après quarante ans de la plus prodigieuse pénitence, et auquel le monde même rendit justice. » Autour du célèbre abbé de la Trappe se groupent, avec une nuance de rudesse janséniste qui semble les vieillir de près d'un demi-siècle, ce du Charmel, exilé de la cour et du plus grand monde, et « devenu homme de cilice à pointes de fer, à toutes sortes d'instrumens de continuelle pénitence. » C'est encore ce M. de Saint-Louis, « l'un de ces preux militaires pleins de droiture, qui la mettent à tout, sans s'en écarter jamais, et à qui le cœur et le bon sens servent d'esprit et de lumière. »

A la cour et sur le plus éclatant théâtre, les vieilles traditions se conservent chez ces deux beaux-frères si rapprochés par leurs idées, si dissemblables par leur physionomie, mais dont les mâles et discrètes vertus se confondent pour pénétrer de leur parfum les plus belles pages de Saint-Simon. C'est d'abord le duc de Chevreuse « offrant tout à Dieu qu'il ne perdait jamais de vue, et possédant son âme en paix qu'il portait, dit le psalmiste, dans sa main, amoureux par nature des voies obliques en matière de raisonnemens, mais toujours de la meilleure foi du monde, qui se livra avec un abandon qui dura autant que sa vie aux prestiges de la Guyon et aux fleurs de M. de Cambrai. » A côté de ce seigneur et dans une intimité qui confondit jusqu'à leur dernière heure ces nobles existences, apparaît le duc de Beauvilliers « dont la vie était entièrement partagée entre les exercices de piété, les fonctions de ses charges et les affaires qui ne lui laissaient que de courts délassemens dans le plus intime intérieur de sa famille. » Beauvilliers avait été profondément atteint par la mort de tous ses enfans; il sut toutefois en offrir héroïquement à Dieu le sacrifice, et, surmontant le sentiment de sa douleur par celui de ses devoirs, il parut reprendre un calme qui ne tarda pas à l'abandonner, lorsque la Providence le frappa d'un coup plus terrible, il n'hésite pas à le confesser, que la perte de son propre fils. « Toute la tendresse de M. de Beauvilliers s'était réunie en effet sur le duc de Bourgogne, dont il admirait l'esprit, les talens, le travail, les desseins, la vertu, les sacrifices et la métamorphose entière que la grâce avait opérée en lui et y confirmait sans cesse; il était sensiblement touché de sa confiance sans réserve et de leur réciproque liberté à se communiquer, à discuter et à résoudre toutes choses; il était pénétré de l'amour de l'état, de l'ordre, de la religion qu'il allait voir refleurir et comme renaître sous son règne. »

La mort du duc de Bourgogne n'est dans l'histoire de cette époque une date aussi importante que parce qu'elle fit évanouir les der-

nières espérances entretenues par les hommes qui se rattachaient encore par leurs habitudes aux fortes traditions de la génération disparue. Ce jeune prince voyait avec un effroi qui n'est pas contestable, lorsqu'on a lu Saint-Simon, l'abîme que la politique du règne avait creusé sous ses pas, et sans qu'il soit possible de pressentir quelle eût été la direction d'un gouvernement dont Beauvilliers et Fénelon fussent devenus les principaux conseillers, il est manifeste que le dauphin aurait tenté autre chose que ce qui depuis plus d'un siècle avait si tristement réussi. Cette réaction était attendue et souhaitée par tout ce qui dans la nation n'avait pas désappris à penser ou à espérer, et c'est en s'inspirant du sentiment public que, dans la plus magnifique partie de son œuvre, Saint-Simon a pu s'écrier en parlant de ce prince, qui, « comme l'abeille, recueillait la plus parfaite substance des meilleures fleurs : Quel amour du bien! quel dépouillement de soi-même! quelles recherches! quels fruits! quelle pureté d'objets! quel reflet de la Divinité dans cette âme candide, simple, forte, qui, autant qu'il est donné ici-bas, en avait conservé l'image! »

Toutes les perspectives changent donc à la mort du duc de Bourgogne, et dans le courage avec lequel le vieux roi soutint un tel coup, il entra peut-être quelque vague satisfaction de n'avoir plus à redouter une réaction contre son ouvrage. C'est alors, en effet, que s'emparent vraiment de l'avenir ces hommes depuis si longtemps façonnés à n'être plus eux-mêmes, qui n'auront qu'à renier Dieu et à prendre une maîtresse à l'Opéra pour se mettre du jour au lendemain au niveau des mœurs nouvelles, et qu'on verra porter au Palais-Royal l'obséquieuse nullité qu'ils traînèrent si longtemps à Versailles, à Marly et à Saint-Cyr.

Le ciel voulut que la génération nouvelle reçût pour lui commander un chef dont les vices avaient été le résultat nécessaire, encore qu'imprévu, d'une politique très persévéramment suivie. Louis XIV avait humilié la jeunesse du duc d'Orléans en lui imposant de force l'obligation de couvrir de son nom royal le fruit d'un double adultère. Il avait tenu peu de compte des promesses par suite desquelles cet hymen inégal avait été, non pas conclu, mais subi; le duc d'Orléans végétait à la fois dans l'oisiveté, où le retenait le refus obstiné de l'appeler à la tête des armées malgré d'éminentes qualités militaires, et dans la débauche, qu'expliquait, sans la justifier, la froideur d'une union où son cœur était aussi froissé que son orgueil. Certains hommes auraient pu trouver quelques consolations dans les jouissances vulgaires qu'on pouvait attendre d'une affectueuse prodigalité. Malheureusement pour lui-même, et peut-être aussi pour la France, le duc d'Orléans fut l'un des princes les plus riche-

ment doués qui se soient jamais assis sur les marches d'un trône. Aussi se trouva-t-il conduit, par l'effet d'une situation contrainte et violente, à refouler toutes ses qualités sous des vices dont il affecta l'apparence, lorsqu'il ne parvint pas à s'en inculquer la réalité. Cet homme, que Saint-Simon nous représente passant de longues nuits à évoquer le diable, avait la prétention de ne pas croire en Dieu; il répudia la foi pour la nécromancie, se consolant un peu de sa nullité politique et militaire par l'étude des sciences occultes et le commerce des plus hardis coquins; il rechercha la mauvaise compagnie parce que la bonne croyait complaire au maître en l'évitant, et que, dépassant en cela les ordres du roi, elle allait jusqu'à joindre l'insulte au délaissement, en attendant le jour où il fallut « se prosterner le front dans la poussière devant ce soleil levant. »

Le régime de la régence sortit donc du gouvernement de Louis XIV, comme la corruption du fruit succède à sa maturité. Si, durant les dernières années du vieux monarque, les progrès de cette corruption demeurèrent cachés sous une sorte de majestueux appareil, c'est que cette société vivait de la vie même de son roi, et que l'attitude du prince ne fut jamais plus imposante que lorsqu'il eut absorbé toutes les forces vives de la nation, et qu'il demeura seul debout au sein de la prostration universelle.

Il faut remarquer en effet que si, dans les *Mémoires* de Saint-Simon, le gouvernement de la France, passé aux mains de Voysin et de Desmarets, et miraculeusement sauvé par le caprice de la reine Anne, apparaît infime et misérable, nulle part la dignité personnelle du roi ne resplendit plus éclatante que dans ces grandes fresques historiques. Quel mélange de faiblesse et de puissance dans l'incomparable peinture du règne de ce prince « despotique et jaloux de tout faire, qui, aux jours les plus désastreux, semblait se dédommager du mépris du dehors par le tremblement que la terreur redoublait au dedans, prince heureux s'il en fut jamais, en figure unique, en force corporelle, en santé égale et ferme, en sujets adorateurs, prodigues de leurs biens, de leur sang, de leurs talens, quelques-uns même de leur honneur!... » Que dire après de telles paroles! Comment ne pas voir que la fascination exercée par le prince fut à la fois et le principe et l'excuse de cette grande abdication nationale, si désastreuse qu'elle ait été? Comment ne pas demeurer convaincu que, sans le vouloir et sans y songer, Saint-Simon a dans son œuvre grandi la personne de Louis XIV dans la mesure même où il a rabaissé et flétri son gouvernement?

Cette flétrissure demeurera indélébile : elle suivra de siècle en siècle les hommes au front desquels sa plume d'acier l'a imprimée, comme les anathèmes de Tacite pèsent sur des mémoires condam-

nées et maudites. Peut-être même l'action de Saint-Simon sera-t-elle dans la postérité plus irrésistible que celle de l'auteur des *Annales*. Si grand en effet que soit le génie de Tacite, on sent trop bien qu'il a consacré de longues veilles à composer ses tableaux, en y faisant contraster les couleurs et les ombres, et en les élevant à force d'art à la hauteur de châtimens immortels. Aussi est-on tenté de se demander quelquefois s'il n'a pas inventé ses tyrans afin d'inspirer l'horreur de la tyrannie, comme il a loué les vertus des Barbares pour flétrir les vices de Rome. Chez Saint-Simon, on n'est arrêté par aucune hésitation semblable. Dans ce livre, écrit par l'auteur, non pour le public, mais pour lui-même, le calcul n'est guère plus de mise que l'habileté, et lorsque l'écrivain satisfait sa passion, il ne croit satisfaire que sa conscience. En ne s'inquiétant point d'une publicité pour lui fort incertaine, en profitant de la pleine liberté qu'assurent l'ombre et le secret, Saint-Simon s'est donné un avantage refusé à quiconque écrit l'histoire contemporaine en présence des acteurs qui remplissent encore la scène. Tout animée d'ailleurs qu'ait été sa vie et quelque amertume qu'il ait portée parfois dans ses jugemens, il règne dans ses tableaux une vérité d'ensemble au sein de laquelle les erreurs de détail se perdent et se confondent, comme des taches et des ombres devant les rayons du soleil. Il a donc dit pour nous le dernier mot sur cette société conduite au scepticisme par l'hypocrisie, à tous les excès de l'anarchie morale par tous les excès du pouvoir. Saint-Simon a porté à l'époque à laquelle est restée la qualification d'*ancien régime* des coups dont elle n'a plus aucune chance de se relever dans l'opinion des générations nouvelles. Il a plus contribué que personne à élargir l'abîme qui sépare en France le passé de l'avenir. Cet homme, qui en poursuivant les distinctions du rang n'a rencontré que celles de l'esprit, a eu pour ses œuvres la même fortune que pour sa vie : elles ont profité aux idées les plus contraires aux siennes, et peu d'écrivains démocratiques ont autant servi la cause de la révolution que le plus fier des grands seigneurs. Celui-ci l'a servie, non pas devant ce public dressé de temps immémorial à considérer les cours comme des sentines de vices, — à l'instruction de ce public-là M. Dulaure devait suffire, — mais au sein de la portion de la société française liée au culte d'un passé où plongent ses propres racines; il a suscité ces hésitations et ces doutes qu'on ne saurait manquer de provoquer lorsqu'on entr'ouvre le sanctuaire des dieux devant leurs plus fervens admirateurs. Les plus redoutables instrumens sont ceux qui s'ignorent.

L. DE CARNÉ.

LE

CHEVALIER SARTI

HISTOIRE MUSICALE

VII.

LE DERNIER CARNAVAL DE LA RÉPUBLIQUE DE VENISE.[1]

I.

L'armée française s'avançait à grands pas en Italie, et, par une suite de combats miraculeux, elle jetait l'épouvante parmi les puissances coalisées contre le génie de la révolution. Venise, menacée d'un côté par l'Autriche, qui gardait les portes du Tyrol, et de l'autre par les phalanges de Bonaparte, qui touchaient déjà à ses provinces de terre ferme, était toujours indécise, et prétendait faire respecter sa neutralité douteuse par de si puissans adversaires. Ses hommes d'état, blanchis dans les conseils, nourris dans les arcanes de la vieille politique de l'Europe, s'ingéniaient à ourdir des ruses diplomatiques, lorsque l'ennemi était aux portes Scées. Ils ne se doutaient pas, ces pères conscrits du *Livre d'Or,* que des germes de ruine étaient depuis longtemps introduits dans la ville chère à Vénus, dans la cité glorieuse des doges!

Parmi les étrangers que protégeait un caractère public, il y avait alors à Venise un nommé Villetard, secrétaire de l'ambassade fran-

(1) Voyez les livraisons des 1er janvier et 15 août 1854, 1er et 15 août 1855, 15 avril et 15 juin 1856.

çaise. Lallemand, qui était l'ambassadeur en titre, avait succédé à d'Henin, qui fut le premier représentant de la république française auprès de la seigneurie de Saint-Marc. Jeune, ambitieux, ardent propagateur des idées nouvelles, qu'il croyait destinées à changer la face du monde, Villetard avait les qualités et les défauts d'un brouillon fanatique. Il avait attiré et groupé autour de lui tous les esprits mécontens et s'était constitué le chef d'une opposition sourde qui, grâce aux progrès de l'armée française, devenait chaque jour plus redoutable. On n'a pas oublié ce personnage mystérieux que Lorenzo avait rencontré dans un café de la place Saint-Marc, à son arrivée à Venise en 1790, et qu'il avait revu à Padoue, la veille de la révolte des étudians : c'était un noble vénitien, nommé Zorzi. Ami d'enfance d'Angelo Querini, sénateur et érudit fort distingué dont il partageait les sentimens politiques, Zorzi était de ce petit nombre d'esprits éclairés qui, avec Paul Renier, l'avant-dernier doge de la république, avaient essayé en 1762 de réformer la vieille constitution et surtout de limiter la puissance du conseil des dix. Leurs efforts furent combattus avec succès par l'éloquence de Marco Foscarini, le doge alors régnant et l'une des illustrations de Venise. Doué d'une grande intelligence, Zorzi avait beaucoup voyagé, et de ses courses aventureuses à travers l'Europe il avait rapporté dans sa patrie des vues hardies et une fortune délabrée. Il avait connu le père du chevalier Sarti, et s'était lié avec Villetard, dont il servait les projets.

Zorzi était sincère dans l'opposition qu'il faisait au gouvernement de la seigneurie, et s'il désirait ardemment une réforme de la vieille constitution de la république patricienne, il était loin de vouloir qu'on touchât à l'indépendance de sa patrie. C'était un esprit généreux, très convaincu de la nécessité d'une transformation des vieilles sociétés humaines. La philosophie du XVIIIe siècle et la révolution française, conséquence de cette philosophie, étaient, pour Zorzi comme pour Villetard, l'avénement d'un nouvel idéal de justice qu'il fallait réaliser par la persuasion ou par la force. Les menées de Villetard et de ses partisans n'avaient point échappé à la vigilance des inquisiteurs d'état. Plusieurs fois le conseil des dix avait été au moment de les faire arrêter, ainsi que Zorzi et les jeunes gens qu'ils avaient embauchés; mais on craignait la colère de la France, qu'on voulait ménager pour mieux la tromper. On n'attendait qu'une occasion favorable, un revers de l'armée victorieuse, pour mettre la main sur ce groupe de factieux, qu'on ne perdait pas un instant de vue.

Le chevalier Sarti s'était heureusement tiré du danger qu'il avait affronté lors de son entrevue nocturne avec Beata. Nageur inexpérimenté, il n'avait écouté que son amour en se précipitant du haut du balcon dans le Grand-Canal, et il aurait inévitablement succombé dans ses efforts pour gagner la rive opposée sans la ren-

contre d'un batelier, marchand de fruits, qui vint à son secours et le transporta presque mourant à son appartement *della Giudecca*. Remis, après quelques jours de repos, de la secousse violente qu'il venait d'éprouver, le chevalier se trouva dans l'une des situations les plus pénibles de sa vie. Non-seulement il pouvait craindre que le sénateur Zeno, en apprenant qu'il avait osé s'introduire dans la chambre de sa fille, ne le fît jeter dans un cachot sans autre forme de procès, comme cela se pratiquait à Venise dans les conjonctures difficiles; mais il comprenait que Beata était perdue pour lui, si les événemens politiques qui se compliquaient à l'extérieur ne venaient contrarier les projets d'alliance formés entre les deux nobles familles. Décidé à n'abandonner l'espoir de posséder la femme qu'il adorait qu'avec le dernier souffle de la vie, Lorenzo ne se laissa pas décourager par les difficultés qui le pressaient de toutes parts. Il résolut de revoir Beata d'une manière ou d'une autre, de pénétrer encore une fois dans le palais de son père et de l'enlever même, si cela lui était possible. Un seul doute l'arrêtait; était-il assez aimé de la *gentildonna* pour obtenir son consentement à un parti aussi extrême? N'avait-il pas eu lieu de se convaincre tout récemment que cette âme si belle et si charmante, qui était capable des plus grands sacrifices de résignation, n'avait pas assez d'énergie et avait trop de hauteur pour braver ouvertement l'opinion des hommes et manquer aux devoirs de sa position? La nature d'esprit du chevalier Sarti, sa jeunessse et la passion dont il était enivré ne lui permettaient pas de tenir compte de ces diverses nuances du caractère de Beata. Pour une imagination exaltée qui, s'inspirant de Platon, de Dante et de Rousseau, considérait l'amour comme la source de toute grandeur et de toute félicité, pouvait-il exister un autre devoir que celui d'obéir à l'instinct du cœur?

Lorenzo se promenait un jour sur le quai des Esclavons (*riva dei Schiavoni*), rêvant à sa triste position et aux moyens de revoir Beata, quand il fut heurté par une espèce de *facchino* ou de commissionnaire qui lui dit en s'excusant : — *Perdono, eccellenza.* — Et il continua son chemin en murmurant entre ses dents le refrain d'une vieille chanson populaire :

Sulla riva dei Schiavoni
Là si mangia i bon bocconi (1).

Absorbé dans ses réflexions, le chevalier avait à peine fait attention à cet incident, lorsqu'il fut poussé de nouveau par le même individu, qui était revenu sur ses pas. — *Balordo!* lui dit alors le chevalier avec humeur, tu ne vois donc pas clair?

(1) « Sur le quai des Esclavons, on mange de bons morceaux. »

— *Eh! eccellenza,* je pourrais vous en dire autant, répliqua le *facchino* en fronçant de gros sourcils d'un air mystérieux.

Arrivé sur le pont de la Paille (*ponte della Paglia*), l'homme se retourna comme pour s'assurer si on l'avait suivi. Le chevalier connaissait trop bien les mœurs de Venise pour ne pas deviner que cet homme avait quelque chose à lui communiquer. L'ayant rejoint sur le pont de la Paille, qui est l'un des plus anciens de Venise et où le *facchino* l'attendait en faisant semblant de regarder le pont des Soupirs, qui rattache le palais ducal aux prisons : — Que me veux-tu? lui dit le chevalier à voix basse.

— Je regarde cette arche si bien nommée *ponte dei Sospiri,* répliqua l'homme du peuple sans paraître avoir compris la question du chevalier, sombre et court passage qui sépare la vie de la mort, et à l'entrée duquel on devrait écrire en lettres de bronze :

Per mé si va nella citta dolente,
Per mé si va nell' eterno dolore!

— Je vois que tu me connais, reprit le chevalier; parle, qu'as-tu à me dire?

— Je n'ai rien à vous dire, *eccellenza,* si ce n'est que la vie est courte, et qu'il vaut mieux la passer en liberté, *passarsela in libertà,* qu'à l'ombre de ce vieux palais mauresque.

— Crois-tu donc parler à *una spia,* à un familier du conseil des dix, pour t'exprimer ainsi comme un oracle? répondit le chevalier avec impatience. Qui t'envoie vers moi, et quelle est ta mission?

— Ma mission est de vous avertir de prendre garde aux griffes du lion, qui est d'autant plus irritable qu'il se sent vieillir. Par le temps qui court, il fait bon avoir des amis.

— Je ne suis pas plus avancé, répondit Lorenzo d'un air un peu soucieux, et tes énigmes sont toujours impénétrables.

— Si vous êtes curieux d'en savoir davantage, *signor cavaliere,* répliqua le *facchino* d'un ton résolu, vous n'avez qu'à me suivre.

Étonné de l'invitation, Lorenzo ne sut d'abord que répondre. Il descendit le pont de la Paille, suivant machinalement les pas du *facchino,* dont le langage réservé et la citation, faite si à propos, décelaient une éducation supérieure à celle d'un homme du peuple. Ce pouvait être un émissaire de l'inquisition chargé de lui tendre un piége, ou bien un partisan déguisé des ennemis de la république qui, connaissant la position difficile du chevalier, voulait l'engager dans quelque entreprise ténébreuse et coupable. Ces idées traversaient rapidement l'esprit de Lorenzo, lorsqu'il vit cet individu prendre une gondole au *traghetto* du pont de la Paille, et y entrer en lui faisant signe de prendre place à côté de lui. Le chevalier hésita, parut se consulter un peu, puis, réfléchissant aux deux vers de *la Divine*

Comédie que l'inconnu ne lui avait cités évidemment que pour gagner sa confiance, il eut foi en sa bonne étoile et se glissa dans la gondole du *facchino.*

La gondole s'enfuit rapide comme un oiseau, en rasant les eaux silencieuses et *torbide* des canaux étroits. Après s'être éloignée à tire d'aile du pont des Soupirs et avoir fait un grand nombre de circuits, comme une hirondelle qui, ayant longtemps poursuivi sa proie, cherche un lieu sûr pour s'abattre, la gondole vint aborder devant une petite porte basse que couronnait un sarment de vigne. A un signal donné, la porte s'ouvrit discrètement, et tous deux, Lorenzo et son compagnon, montèrent un escalier de marbre assez mal éclairé, dont les dalles étaient usées par le temps. Ils furent introduits dans un salon de modeste apparence au milieu duquel était une grande table recouverte d'un tapis à ramages, chargée de livres et de papiers. Quelques vieux fauteuils armoriés, qui accusaient une somptuosité éclipsée et des prétentions à une origine historique, étaient rangés autour de la table. Des cartes de géographie et plusieurs portraits de personnages illustres, parmi lesquels on remarquait celui de Fra-Paolo, le célèbre historien du concile de Trente, étaient suspendus aux murs lambrissés, et complétaient l'intérieur d'un homme studieux et jadis opulent, qui avait dû subir des revers de fortune.

— Asseyez-vous là un instant, monsieur le chevalier, dit le *facchino* en avançant un fauteuil, et vous ne tarderez pas à vous assurer que je méritais la confiance que vous m'avez accordée en me suivant jusqu'ici.

En parlant ainsi, il souleva une portière en velours et disparut. Resté seul, Lorenzo interrogeait du regard les différens objets qui composaient l'ameublement du salon, cherchant à deviner le caractère de la personne chez laquelle il se trouvait et l'issue de l'aventure où il était engagé, lorsque la portière s'entr'ouvrant de nouveau, il vit apparaître un personnage qui lui dit avec une cordialité empressée :

— Ah! vous voilà enfin, mon cher chevalier. Savez-vous qu'il y a au moins dix jours que je vous cherche dans tous les coins de Venise? Vraiment, je commençais à être inquiet de vous, car nous sommes dans un temps où le canal Orfano est le meilleur instrument politique de nos illustrissimes seigneurs. *Ma, pazienza,* dit-il un peu plus bas en tendant la main au chevalier, qu'il pria de se rasseoir.

L'individu qui s'exprimait avec si peu de retenue contre le gouvernement de la république était ce noble vénitien nommé Zorzi, dont nous avons parlé plus haut et que Lorenzo n'avait pas revu depuis l'événement de Padoue. C'était un homme d'une soixantaine d'années, d'une figure très noble, dont l'expression annonçait une volonté ferme et une intelligence peu commune. Des lèvres minces

et serrées, un front étroit et plissé par l'habitude de la réflexion, de beaux yeux noirs dont la flamme tourbillonnait sous une arcade proéminente, une taille nerveuse et souple, des manières distinguées, formaient un ensemble qui saisissait, qui donnait l'idée d'un homme politique peu disposé à s'en rapporter à la Providence pour le gouvernement des choses de ce monde.

— Je vais sans doute au-devant de votre pensée en vous expliquant la démarche que je fais auprès de vous, dit Zorzi à Lorenzo, qui l'écoutait en effet avec une certaine anxiété. Ami d'enfance de votre père, dont le dévouement à sa patrie n'était égalé que par l'ardeur de son esprit pour les idées grandes et généreuses que nous sommes à la veille de voir triompher sur le vieux monde qui s'écroule, je vous porte un intérêt d'autant plus vif, mon cher chevalier, que j'ai peut-être contribué, sans le vouloir, à précipiter la crise au milieu de laquelle vous vous débattez. Je sais tout ce qui vous arrive, votre séparation de la famille Zeno et la tentative que vous avez faite récemment pour voir la *gentildonna* qui vous captive, et qui sera dans quelques jours l'épouse du chevalier Grimani.

Lorenzo fit un mouvement de surprise mêlée d'indignation auquel Zorzi répondit immédiatement : — Vous êtes jeune, chevalier, et vous êtes amoureux, deux grands défauts qui empêchent l'esprit de bien voir ce qui se passe dans le cœur humain. Le temps vous corrigera de l'une de ces infirmités, mais je doute que vous puissiez jamais vous guérir de la noble folie qui caractérise toute une classe d'intelligences qu'on nomme les poètes. Votre père, à qui vous ressemblez beaucoup, est mort victime de ses propres illusions sur les prétendues vertus héréditaires qu'il prêtait aux aristocraties. Ce qui est plus certain, c'est que, loin d'avoir quelque indulgence pour le fils d'un homme qu'il a sacrifié à l'ambition de sa maison, le sénateur Zeno a résolu de vous faire arrêter, ou tout au moins de vous expulser de Venise. Voilà ce que j'ai appris par une voie sûre et ce dont je tenais à vous instruire. Il y a dix jours que mon domestique, tantôt sous un déguisement et tantôt sous un autre, cherche à vous rejoindre, car je n'ai pas voulu, par prudence, l'envoyer à votre domicile, où il aurait pu être remarqué par quelque émissaire de l'inquisition.

— Que faire, monsieur, dans la position où je me trouve? répondit Lorenzo, à qui la perspective de quitter Venise était cent fois plus douloureuse que la crainte de la prison.

— N'être ni la dupe ni la victime de vos ennemis.

— Des ennemis! c'est beaucoup dire. Hors le sénateur Zeno, dont j'ai pu blesser les préjugés et alarmer la tendresse paternelle, à qui donc fais-je obstacle? Je ne possède rien qui soit de nature à exciter l'envie de personne.

— Je m'aperçois que vous êtes encore plus amoureux et plus poète que je ne le pensais, dit Zorzi en souriant. Vous vous imaginez donc que les hommes ont besoin de bonnes raisons pour se haïr cordialement? Que faisait Abel à son frère Caïn pour être si détesté? Il était plus beau, plus jeune et plus agréable au Seigneur. Le cœur humain est un foyer de passions, c'est-à-dire de forces qui s'attirent, se repoussent, s'équilibrent et se combinent de mille manières. Mettez seulement deux hommes en présence, et il se dégagera de leur contact, comme de celui de deux corps, une sorte d'attraction ou de répulsion qu'on nomme sympathie et antipathie, deux mots qui expriment admirablement cette action aveugle et fatale de la nature matérielle. L'éducation et les institutions sociales peuvent sans doute donner à ces forces une direction utile, comme on resserre entre deux rives un fleuve impétueux; mais il n'est heureusement dans le pouvoir de personne de les anéantir. Il n'y a que les imbéciles ou les hypocrites qui s'indignent contre les passions, qui sont à l'homme ce que les vents sont à la voile du vaisseau qui traverse l'océan. Dans tous les temps, un jeune homme intelligent qui, comme vous, chevalier, a su se frayer un passage dans une société gouvernée par le destin, je veux dire par le privilége de la naissance, aurait excité l'envie des heureux de ce monde; mais à l'heure où nous sommes, en face des événemens qui se préparent, vous devez être considéré comme un ennemi de l'ordre public, parce que les idées que vous professez et les sentimens qui vous animent troublent le repos de ceux qui occupent les meilleures places au banquet de la vie. Il en est de l'ordre comme de Dieu, chacun le définit et le conçoit dans les limites de son égoïsme intellectuel et moral. Mais revenons à l'objet qui vous touche, continua Zorzi après un instant de silence. Vous savez ce qui se passe en Italie, et sûrement vous avez entendu parler des affaires de Montenotte, de Millesimo et de Lodi. Ce sont là les premiers épisodes d'une iliade qui ne durera pas dix ans, et qui pourrait bien se terminer, comme celle des poèmes homériques, par la prise de Troie. Ce qui n'est pas douteux, mon cher chevalier, c'est que la lutte est engagée entre le vieux monde et le nouveau, et si Venise, la ville de Neptune, la citadelle du patriciat, comme l'ont heureusement qualifiée vos condisciples de Padoue, ne se soumet pas à la loi du temps en modifiant sa politique et ses institutions, elle succombera, comme Ilion, sous la colère d'un nouvel Achille, qui vaut bien, je crois, le fils de Pelée. Voulez-vous épouser la belle Hélène et l'enlever au blond Ménélas que lui destine son père? ajouta Zorzi en laissant errer sur ses lèvres un léger sourire. Joignez-vous à nous. Nous formons un parti déjà puissant qui a des ramifications dans le grand conseil et dans le sénat, et qui compte sur le concours de la jeunesse éclairée et de tous ceux qui

souffrent. Nous voulons l'indépendance et la grandeur de notre pays, nous voulons que la vieille république de Saint-Marc s'allie à la jeune république française, qui lui offre l'appui de ses armes victorieuses pour s'enrichir de la moitié de la péninsule. Joignez-vous à nous qui sommes les précurseurs de l'avenir, et nous vous protégerons contre la haine du sénateur Zeno, l'un des partisans les plus obstinés des erremens du passé.

Lorenzo ne répondit pas immédiatement à cette ouverture, qui le surprit encore plus qu'elle ne le flatta. Il se demandait, dans son for intérieur, de quelle importance pouvait être à un parti politique l'adhésion d'un jeune homme sans fortune, sans illustration personnelle et d'une naissance modeste. Il comprenait que Zorzi, ayant été l'ami de son père, cherchât à lui donner de bons conseils pour le tirer de la position difficile où il se trouvait vis-à-vis d'une famille puissante; mais entre une démarche qui lui paraissait si simple et une sorte de conciliabule à la manière de Catilina, il y avait une différence que saisit le bon sens du chevalier. Cependant le noble vénitien avait de bonnes raisons pour agir comme il le faisait et pour attacher un véritable intérêt à s'emparer de l'esprit du chevalier. Depuis la révolte des étudians de Padoue, où il avait joué le rôle d'un tribun, Zorzi avait été dénoncé au conseil des dix comme un factieux. Déjà son arrestation avait été ordonnée lorsqu'on avisa qu'il serait prudent de ménager encore l'agent de la France, qu'on savait être l'ami et le protecteur du noble vénitien. Zorzi, qui était parfaitement édifié sur les intentions du gouvernement à son égard, n'ignorait pas non plus que le sénateur Zeno avait conseillé la plus grande rigueur contre tous ceux qui avaient des opinions inquiétantes pour la sécurité de l'état. Il avait insisté d'une manière particulière sur la nécessité de faire un exemple qui imprimât la terreur aux sujets de la république, en sacrifiant un personnage tel que Zorzi, qui jouissait d'une grande influence, grâce à ses idées connues, à ses lumières et à ses nombreuses relations dans le populaire et dans la *cittadinanza*. On comprend maintenant que Zorzi eût besoin de s'entourer de mystère, et que, par haine contre le sénateur Zeno, par affection peut-être pour le fils d'un ancien ami qu'il avait compromis, autant que pour se faire un mérite auprès de Villetard en augmentant le nombre des partisans de la France, il eût le plus vif désir d'attirer Lorenzo Sarti dans une faction peu nombreuse qui se donnait comme l'expression des nouvelles générations. D'ailleurs la propagande est la première condition de l'existence des partis qui aspirent à la domination, et la position critique du chevalier Sarti, son amour pour la fille d'un patricien, pouvaient le rendre un instrument très utile entre les mains d'hommes aussi avisés que Zorzi et Villetard.

Zorzi était un esprit trop pénétrant pour ne pas démêler la cause du silence et de la réserve que gardait Lorenzo, et, allant au-devant des scrupules qui retenaient sa confiance, il lui dit : — Vous êtes surpris, chevalier, de la démarche que je fais auprès de vous, et vous cherchez à comprendre quels peuvent être les vrais motifs de ma conduite? Ils sont bien simples, je vous assure : c'est l'intérêt, c'est le plaisir de la vengeance, les deux plus puissans ressorts du cœur humain. Comme vous, je hais le sénateur Zeno, et comme vous, je suis menacé d'aller finir mes jours dans un puits ou sous les plombs du palais ducal. Vous voyez que ce n'est point une générosité d'enfant qui me porte à rechercher votre amitié. En vous offrant l'appui de mon expérience et celui de mes amis pour vous aider à sortir du pas difficile où vous vous trouvez, j'entends moins accomplir un devoir que satisfaire une passion; c'est ce qui doit vous garantir la solidité de l'alliance que je vous propose. Je suis un homme politique, je ne suis ni un saint, ni un philosophe spéculatif en quête d'un futur contingent. Ce n'est point à mon âge qu'on se paie de chimères et qu'on court après la palme du martyre. Tenez-vous à la fille du sénateur Zeno, et voulez-vous empêcher qu'elle devienne la femme de ce fat de Grimani, aux lèvres de rose et au sourire vainqueur? Je vous offre les seuls moyens par lesquels vous puissiez atteindre le but de vos désirs. Croyez-moi, chevalier, mettez-vous sous la protection d'un parti qui, d'un jour à l'autre, peut gouverner Venise et régénérer l'Italie. Vous n'avez pas d'autre espoir d'échapper à la colère du sénateur et de surmonter les obstacles qu'on oppose à votre amour.

Ces dernières paroles, prononcées avec l'accent de la sincérité, ébranlèrent le chevalier Sarti, qui répondit avec un reste de bon sens bien rare dans un jeune homme de dix-huit ans, chez qui l'imagination et le sentiment étaient les qualités dominantes : — J'accepte avec reconnaissance l'offre de votre amitié; mais il me reste toujours à connaître, monsieur, ce que vous attendez de moi, et par quels services je puis aider au triomphe de la cause qui vous est si chère. Depuis que j'ai quitté le palais Zeno, vous ne l'ignorez pas, je n'ai plus aucune relation avec les familles patriciennes qui, avant ma disgrâce, m'accueillaient comme l'un des élus du Livre d'Or. Isolé, pauvre, en butte à la haine d'un homme puissant, je n'ai à vous offrir que ma jeunesse et l'ardeur de mes espérances.

— *Eh! per Dio santo!* s'écria Zorzi, ce sont les âmes qui gémissent dans le purgatoire qui aspirent au paradis, et des mécontens comme vous et moi peuvent seuls désirer des changemens, sinon des révolutions. N'est-ce pas à la race maudite de Caïn qu'on doit l'invention des arts utiles et même celle de la musique, qui nous console dans nos peines? Si vous étiez le fils du sénateur Zeno, un

membre de la minorité satisfaite qui nous opprime, je n'aurais pas plus songé à vous ouvrir ma pensée que vous n'auriez été disposé à m'entendre; mais vous êtes amoureux, et cela nous suffit, car c'est l'amour qui perdit Troie, a dit un poète charmant. Dans quelques jours, ajouta Zorzi en se levant, je vous mettrai en relations avec un de mes bons amis, dont vous n'aurez qu'à vous louer, je l'espère. Si la signora Beata a pour vous l'affection dont vous êtes digne, il ne dépendra pas de nous que vous ne puissiez mettre à l'épreuve son dévouement.

Telles furent les circonstances fortuites qui rapprochèrent le chevalier Sarti du parti des mécontens, dont Villetard et Zorzi étaient les chefs. Ce parti, peu nombreux encore, ne pouvait se recruter que parmi les jeunes gens d'une certaine distinction qui n'appartenaient pas à l'aristocratie, parmi les citadins éclairés et mécontens, et surtout parmi les nobles de terre ferme, qui désiraient une réforme des vieilles institutions de la république. Par sa position singulière entre l'aristocratie, qui l'avait admis dans ses rangs, et les opinions qu'il avait puisées autant dans les traditions de sa famille que dans ses propres instincts, le chevalier Sarti n'était point une conquête à dédaigner pour les meneurs. Or le moyen le plus sûr et le plus honorable d'arriver au but qu'ils avaient en vue, c'était de pousser le gouvernement de la seigneurie à une alliance avec la France, dont le contact aurait pénétré Venise de l'esprit de la révolution. C'est là précisément ce que ne voulait pas l'aristocratie, qui depuis six cents ans tenait dans ses mains la destinée de l'état. Presque unanime à résister aux innovations qu'on voulait essayer à l'intérieur, elle était divisée sur le choix de la politique à suivre pour se préserver du mal qu'elle redoutait le plus. Tandis qu'une majorité considérable croyait échapper à l'orage en gardant la neutralité, une fraction énergique voulait participer à la lutte en s'appuyant sur l'Autriche, qui était la puissance la plus intéressée à défendre les institutions du passé. On peut affirmer toutefois qu'aucun des partis qui divisaient alors cette république de patriciens, si miraculeusement conservée au milieu des vicissitudes de l'histoire moderne, ne mettait au nombre des éventualités possibles de la guerre qui désolait l'Italie la chute d'une ville merveilleuse qui avait tant contribué à la civilisation de l'Europe. Villetard lui-même était sincère dans ses machinations contre le gouvernement oligarchique, et Zorzi ne lui aurait jamais prêté son concours, s'il lui avait soupçonné des intentions hostiles à l'indépendance de sa patrie. Le peuple, très attaché au gouvernement de son pays, qui lui rendait la vie douce, n'était point susceptible d'être remué par la pensée d'une émancipation et d'une égalité dont il n'éprouvait pas le besoin. Dans une pareille

situation, les partisans de la France ne pouvaient prendre trop de précautions pour se dérober à la vue d'un pouvoir jaloux qui connaissait le danger dont il était menacé.

Venise en effet se trouvait alors dans un de ces momens solennels où les opinions politiques ont la gravité et l'importance des sentimens religieux, car elles impliquent une affirmation de l'ordre moral tout entier, comme le disait très bien Zorzi au chevalier Sarti. Il en est toujours ainsi dans les grandes crises de l'histoire, telles que l'avènement du christianisme, la réforme et la révolution française. On ne peut toucher à l'économie des pouvoirs politiques d'une manière aussi profonde que l'a fait la révolution de 89 sans s'appuyer sur une nouvelle notion du droit, qui ne peut être lui-même qu'une manifestation de la pensée religieuse. Au fond des principes qui ont fait la révolution française, et qui la caractérisent éminemment, se trouvent les élémens d'une véritable théodicée. L'église ne s'y est pas plus trompée que les philosophes du XVIIIe siècle, qui, pour accomplir l'œuvre de notre régénération politique et morale, ont dû frapper l'arbre à sa racine, et ce qui prouve qu'ils ont eu raison d'agir comme ils l'ont fait, c'est que toutes les réactions qui ont essayé depuis cinquante ans d'anéantir la liberté politique en Europe ont trouvé dans le pouvoir religieux, et principalement dans le catholicisme, de zélés coopérateurs. Il est en effet aussi impossible aux religions de ne point s'immiscer dans l'ordre matériel des sociétés humaines qu'aux philosophes politiques de se passer d'un idéal divin, source du droit dont ils poursuivent la réalisation. Tout ce qui a été dit depuis Descartes, Leibnitz et Montesquieu jusqu'à nos jours sur les prétendues limites de la raison et de la foi, de la religion et de la société civile, sont de vaines et subtiles paroles qui n'ont convaincu ni le prêtre, ni le libre penseur, ni les suppôts du despotisme, ni les amans de la liberté.

Le sénateur Zeno était, on le sait, avec François Pesaro, un des hommes les plus importans du parti de la guerre. Éclairé par une longue expérience du pouvoir, par une connaissance profonde des annales de son pays et des gouvernemens de l'Europe, qu'il avait vus fonctionner de près, il ne s'était pas fait d'illusion sur la gravité de la lutte que les novateurs avaient engagée contre l'ordre des sociétés existantes. Plusieurs années avant que la révolution de 1789 ne vînt dessiller les yeux des plus aveugles, le sénateur Zeno, dans une longue conversation avec l'abbé Zamaria (1), avait apprécié avec une grande sûreté de jugement le caractère de la crise politique qu'il voyait approcher. Depuis surtout que la monarchie française

(1) Voyez la première partie de cette histoire, livraison du 1er janvier 1854.

avait succombé, autant par les fautes de ses défenseurs que par l'audace de ses ennemis, le sénateur Zeno avait prévu que l'Italie ne tarderait pas à devenir le théâtre d'une guerre pour laquelle il fallait se tenir prêt. Homme des vieux jours, imbu des idées du patriciat, qui avait fait la force de Venise, et dont il possédait plus que personne les grandes traditions et les sentimens élevés, le sénateur Zeno aurait voulu qu'en résistant avec vigueur au tumulte des passions contemporaines, l'aristocratie se montrât plus digne de l'autorité dont elle était investie pour le bien de la nation. Il n'était point éloigné de consentir à quelques réformes partielles de la constitution de l'état, à faire la part des nécessités du temps en corrigeant les abus reconnus par l'expérience, et en laissant introduire dans l'administration tous les changemens qui seraient compatibles avec la nature de la souveraineté. Depuis que l'armée française avait franchi les Alpes, le sénateur avait compris, au langage impérieux du chef qui la commandait, que la destinée de Venise se trouverait inévitablement engagée dans la lutte qui commençait dans des circonstances si extraordinaires! Il avait donc conseillé au gouvernement de son pays de s'allier à l'Autriche et de courir les chances de la guerre, qui ne pouvaient pas être plus désastreuses, disait-il, que celles d'une lâche neutralité, qu'on n'était pas sûr d'ailleurs de faire accepter par les deux puissances belligérantes. Il s'était efforcé de convaincre la seigneurie que jamais la république de Saint-Marc ne s'était trouvée en face de plus grandes difficultés, et qu'il fallait bien se garder de confondre la guerre actuelle avec celles dont l'Italie avait été le théâtre depuis la fin du XIVe siècle. — Vous êtes dans une erreur profonde, dit-il un jour en plein sénat après avoir longuement plaidé en faveur de l'alliance avec l'Autriche, si vous pensez que l'armée de bandits qui est à vos portes, et qui traîne après elle le souffle empesté d'une révolution perverse, ressemble à aucune de celles qui ont envahi la péninsule depuis Charles VIII, Louis XII, François Ier, jusqu'à Louis XIV! Vous n'avez plus à traiter avec une vieille monarchie dont les traditions ambitieuses étaient contenues par un droit public qui obligeait tous les peuples de l'Europe. Que vous soyez les amis de la république française ou ses adversaires déclarés, le danger n'est pas moins grand pour la stabilité de cet état et des institutions qui le régissent. Menacés de périr par la conquête ou de voir cette ville glorieuse devenir la proie d'idées subversives de toute autorité, ne vaut-il pas mieux courir les hasards de la guerre en défendant l'œuvre de nos pères et la civilisation qui l'a consacrée? Le sénat étant resté insensible à ces sages et patriotiques paroles, le père de Beata s'était écrié en s'appropriant avec bonheur un passage de l'Iliade : « La divine Pallas les prive de la raison. Ils approuvent qui

les conseille mal; *aucun n'applaudit à Polydamas, qui leur donnait un avis salutaire* (1). »

Le père de Beata était certainement une des plus nobles personnifications de l'ordre social contre lequel s'était élevée la révolution française. Ses idées, ses sentimens, ses vertus aussi bien que ses erreurs tenaient par les racines les plus profondes à l'état de choses qui allait subir une si grande transformation. Son âme forte et vraiment patricienne, qui s'était identifiée avec le sort de son pays, dont il avait fait la préoccupation constante de sa vie, n'aurait pu concevoir que cette Venise qui lui était si chère trouvât le bonheur et l'indépendance sous une autre forme de gouvernement que celle que depuis six cents ans elle possédait. Toucher à ce gouvernement de minorités choisies qui avait élevé le genre humain et fait la gloire de sa patrie, admettre la plèbe dans les conseils de l'état, étendre à la société civile et politique cette égalité mystique proclamée par l'Évangile comme une vision de la vie future, c'était pour le sénateur Zeno plus que le renversement de vérités éprouvées par l'expérience des siècles, c'était une impiété dans le sens rigoureux de ce mot. Enfermée dans la période historique où elle avait pris son essor, la haute intelligence du sénateur Zeno ne pouvait comprendre l'évolution de l'esprit humain qui avait amené la révolution française, et qui allait détruire ce culte des dieux lares qui, pour l'aristocratie vénitienne comme pour le patriciat romain, était le gage de la grandeur héroïque de la cité terrestre. L'ordre politique et la société civile étaient donc inséparables, pour le sénateur Zeno comme pour les novateurs, de ce fonds d'idées, de notions et de sentimens qui constituent la vie morale d'un peuple, c'est-à-dire sa religion. Il ne peut pas en être autrement dans les grandes périodes de l'histoire, et ceux qui, après cinquante ans d'essais infructueux de conciliation, en sont encore à s'imaginer que les principes qui ont amené la révolution de 89 ne dépassent pas l'ordre politique et la société civile n'ont jamais compris le sens profond de cette révolution, et n'étaient pas dignes de la conduire à ses fins dernières (2).

Après la république, sa fille était l'objet le plus cher des affections du sénateur. Il l'aimait d'une tendresse profonde, mais calme et pleine de sécurité. Jamais il n'intervenait dans les actes de sa vie intérieure, et Beata était libre d'y ordonner toutes choses selon ses goûts et ses convenances. Excepté dans les grandes solennités qui rappelaient le souvenir d'un événement national ou celui d'un épisode glorieux des annales domestiques, le sénateur Zeno n'avait de

(1) L'Iliade, chant XVIII.

(2) Il y a là une erreur à relever dans le livre, d'ailleurs si remarquable, de M. de Tocqueville, *l'Ancien Régime et la Révolution*. Voyez chapitre XIV, p. 227.

volontés que celles de sa fille, qui gouvernait d'une manière absolue son palais et ses nombreux serviteurs. Lorsqu'il vit Beata prendre intérêt à l'avenir d'un jeune enfant qui tenait déjà à sa famille par les liens d'un antique patronage, il fut heureux de cet incident, qui venait jeter un peu de variété dans l'isolement moral où l'avait laissée la mort de sa mère. Quelques années plus tard, Lorenzo s'étant montré digne des soins qu'on lui avait prodigués, le sénateur crut devoir achever l'œuvre de sa fille en adoptant le chevalier Sarti. La révolte des étudians de Padoue, où le chevalier se trouva si malheureusement impliqué, vint rompre l'enchantement du vénérable sénateur. Il n'apprit pas sans un étonnement mêlé de tristesse qu'un jeune homme qui avait été élevé dans sa maison, et qu'il avait comblé de ses bienfaits, avait pu s'oublier jusqu'à tremper dans une manifestation contre le gouvernement de Venise. Les circonstances étaient trop graves pour que le sénateur ne jugeât pas sévèrement un acte qui blessait ses croyances les plus vives. Il ordonna d'éloigner immédiatement de son palais le jeune téméraire qui avait donné un si funeste exemple d'insubordination morale, et défendit à sa fille ainsi qu'à l'abbé Zamaria et à toute sa maison d'avoir désormais aucun rapport avec le chevalier Sarti. On ne sait précisément à quelle cause attribuer la visite tout à fait imprévue que fit le sénateur à sa fille dans la nuit où Lorenzo s'était introduit dans la chambre de Beata. La tristesse et la langueur de la noble *signora* qui frappaient tout le monde, la résistance passive qu'elle opposait à la conclusion de son mariage avec le chevalier Grimani avaient-elles enfin éveillé des soupçons dans l'esprit de son père, ou bien fut-il averti par quelque subalterne de la présence de Lorenzo? On l'ignore. Ce qui est certain, c'est qu'après la scène nocturne dont nous avons raconté les détails, le vieux sénateur, qui venait de s'écrier : « Ma fille, vous voulez donc me faire mourir de douleur? » releva Beata, qui s'était précipitée à ses pieds, en essuyant ses larmes, et lui dit d'un ton sévère, mais paternel : « Je suis bien sûr, ma fille, que vous serez toujours digne de ma tendresse, et que vous n'oublierez jamais le nom que vous portez! » Ils se séparèrent silencieusement sans autres explications.

Quelle que fût l'impression réelle que gardât le sénateur d'un événement domestique dont il ne pouvait pas deviner toute la gravité, il résolut cependant de presser le mariage de sa fille avec le chevalier Grimani et de renvoyer Lorenzo Sarti à sa mère. Cette dernière résolution ne lui était point inspirée par une crainte personnelle qui était bien loin de son esprit, mais par une pensée toute politique : il voulait donner un exemple de sévérité qui imprimât le respect, au besoin la terreur, à la jeunesse de Venise, dont l'autorité commençait à s'inquiéter. L'intention du sénateur étant parve-

nue, on ne sait comment, à la connaissance de Zorzi, celui-ci voulut en profiter pour se venger de l'homme éminent qui était le plus opposé au parti de la révolution. C'est alors qu'il chercha à s'emparer du chevalier Sarti, dont la passion pour la fille du sénateur Zeno pouvait faire un instrument précieux entre les mains des meneurs.

Beata, après cette nuit d'angoisse et d'inexprimables félicités, était tombée dans un abattement de sinistre augure. Aucune illusion n'était plus possible pour son âme désolée. La volonté de son père et, plus encore, le spectacle de sa douleur lui enlevaient tout espoir de se soustraire à la rigueur de son sort. Dominée par un sentiment profond qui l'avait envahie tout entière et qu'elle savait désormais inconciliable avec la piété filiale, il ne lui restait plus qu'à se résigner au sacrifice de ses espérances. La vie se fermait devant elle. Son rêve de bonheur s'était dissipé au contact d'une réalité poignante, et de quelque côté qu'elle dirigeât ses regards, elle n'apercevait qu'un avenir désenchanté et plein de ténèbres.

Nulla fugæ ratio, nulla spes, omnia muta,
Omnia sunt deserta, ostentant omnia letum.

« Point de salut, point d'espoir! Partout le silence, le désert, la mort (1). »

Cependant une douceur secrète lui restait au fond du cœur, celle de se savoir aimée! Lorenzo avait tout bravé pour la voir, il avait tout risqué pour lui sauver l'honneur! Rassurée, dès le lendemain, sur le sort de son amant, qu'elle savait hors de danger, Beata trouvait dans le souvenir de cette entrevue suprême un charme qu'elle ne pouvait définir. Elle pardonnait au chevalier Sarti jusqu'à ses propositions téméraires, jusqu'au baiser qu'il avait imprimé insolemment sur ses lèvres endormies, tant la femme est indulgente pour tout ce qui lui révèle le désir de la posséder! Son âme naïve et vierge de tout grossier désir avait conservé comme un frémissement plein de volupté de l'étreinte où l'avait tenue, pour la première fois, celui qui avait grandi à ses côtés comme un frère adoré. Accoudée sur le balcon et la tête entre ses mains, il lui semblait entendre encore la voix de Lorenzo lui racontant l'épopée divine de l'amour, évoquant de son imagination, nourrie de la lecture des poètes et des philosophes, les rêves d'or du genre humain et lui apprenant à lire dans le grand livre des cieux, où les âmes bienheureuses chantent les louanges du souverain maître de la vie et de la mort. — Ces fictions de la fantaisie inspirée, ces images de béatitude venant illuminer les ténèbres d'une nature imparfaite et misérable, ne seraient-elles pas en effet des pressentimens d'un monde mystérieux promis à nos désirs infinis, et se dévoilant chaque jour davantage à nos faibles

(1) Catulle.

regards? Telle était la question que s'adressait Beata, se souvenant des paroles de Lorenzo. C'est ainsi qu'avec son sens si droit, plus apte à bien juger les choses et les rapports de la vie qu'à s'élever dans les régions des poétiques chimères, Beata était pourtant conduite, par le sentiment, jusqu'au seuil de problèmes redoutables; puis, retombant de ces visions célestes, mais éphémères, dans la triste réalité de sa position, elle rapportait de son ravissement le besoin d'un aliment plus solide pour son cœur affligé. Elle se prit alors d'un goût plus prononcé pour les cérémonies de l'église et les pratiques de la religion, qui n'avaient été pour elle jusqu'ici que des objets d'une pieuse et noble distraction, et lisant les livres saints, non plus à *la lumière sèche de l'esprit,* selon la belle expression d'un saint personnage, mais *à la clarté de l'âme,* Beata se sentit pénétrée peu à peu d'une force et d'une onction dont les effets lui étaient inconnus. Elle priait, chantait des hymnes, mêlait ces soupirs à la grande douleur de tous, et, remontant la chaîne des promesses sanctionnées par le divin sacrifice, elle fut étonnée de retrouver au bout de ses aspirations un monde idéal aussi beau, mieux défini et plus consolant que celui qu'elle avait entrevu dans le mirage de l'amour.

Un jour de solitude et de recueillement où Beata, pour mieux confondre sa vie intérieure avec celle de Lorenzo, parcourait d'un œil distrait le poète de l'enfer et du paradis, son attention fut arrêtée par ces trois vers qu'elle n'avait pas remarqués :

O voi ch'avete gl'intelletti sani,
Mirate la dottrina che s'asconde
Sotto 'l velame delli versi strani (1).

« O vous qui avez l'esprit sain, admirez la doctrine qui se cache sous le voile de ces vers étranges! »

Surprise d'abord par le sens mystérieux qui se dérobe en effet sous l'image transparente de la poésie, Beata se sentit bientôt comme éblouie par une clarté subite. Il lui semblait qu'un voile était tombé de ses yeux, et que pour la première fois elle comprenait le sens attaché aux belles créations de l'esprit humain. Beata aurait pu s'écrier alors avec un philosophe non moins sublime que le poète catholique : « Où a passé l'amour, l'intelligence n'a que faire (2)! » Ce travail intérieur de la conscience, cette condensation, dirons-nous, des aspirations du sentiment en une croyance plus ferme et plus pratique se fit avec le calme et la mesure qui étaient les traits distinctifs du caractère de Beata; mais elle sortit de cette épreuve lente et laborieuse avec une résolution dont on verra bientôt les suites.

(1) *Enfer,* chant IX, *terzina* 21.
(2) Plotin.

II.

Le chevalier Sarti avait déjà fait plusieurs tentatives infructueuses pour revoir Beata et pénétrer de nouveau dans le palais de son père. Courant les théâtres, les églises et les casinos, il n'avait pu réussir à la rencontrer nulle part. Il s'était rendu plusieurs fois à Murano dans l'espoir qu'un heureux hasard y conduirait aussi la noble *gentildonna*. Il passait des nuits entières sous son balcon à épier le moindre signe d'intelligence, et toujours son attente avait été trompée. Il lui écrivit alors, mais ses lettres restèrent toutes sans réponse. Dans cette cruelle situation, Lorenzo, ne sachant quel parti prendre, passait tour à tour de l'abattement à la colère, du désespoir à l'indignation. Tantôt il voulait aller se jeter aux pieds du sénateur, implorer son pardon et renoncer à la folle ambition de posséder la main de Beata, pour avoir le bonheur de la voir et de passer humblement ses jours à côté d'elle; tantôt il s'abandonnait aux pensées les plus téméraires, il allait jusqu'à concevoir un projet d'enlèvement.

L'abbé Zamaria, qui était venu le voir clandestinement et qui avait toujours pour lui la même affection, ne l'avait point encouragé à suivre la première impulsion; il lui avait fait comprendre que le sénateur Zeno n'était pas homme à revenir d'une détermination qu'il avait prise. — Tu ferais mieux, mon cher enfant, lui dit-il d'un ton sérieux et paternel, d'aller passer quelque temps auprès de ta mère et de te livrer entièrement à l'étude de ton art. Dans les conjonctures difficiles où se trouve la république, il pourrait t'arriver un malheur plus grand, et qui serait peut-être irréparable. — Ces dernières paroles de l'abbé Zamaria, que Lorenzo avait trouvé d'ailleurs moins expansif qu'autrefois et comme attristé lui-même de l'état général des esprits, le confirmèrent dans l'opinion que Zorzi lui avait dit la vérité sur le danger dont il était menacé de la part du sénateur. Alors, ne voyant d'autre moyen de sortir de la position qu'on lui avait faite que la protection de ses nouveaux amis, il se jeta résolûment dans leurs bras. Il s'abandonna sans contrainte à la fougue de son âge et de son caractère, à l'attrait de ses illusions, où les idées de transformation politique et d'ambition personnelle se mêlaient confusément dans une vague aspiration de vie nouvelle, d'amour et de poésie. Son imagination ardente, surexcitée par les événemens et par la passion sincère et profonde qu'il nourrissait pour la fille du sénateur, déploya ses voiles à tous les vents de l'horizon. Il vit plusieurs fois Zorzi et Villetard, qui flattèrent sa vanité en paraissant attacher un grand prix à son adhésion au parti de la France, fortifié chaque jour de nouveaux prosélytes. On lui fit espérer, non sans quelque raison, que le sénateur Zeno serait bientôt dans l'im-

puissance de lui nuire, et qu'alors le chevalier Sarti aurait le pouvoir de réaliser le plus cher de ses vœux.

Venise se remplissait de plus en plus de bruit, de trouble et de terreur. Cerné par les armées ennemies, voyant son territoire envahi, ses provinces de terre ferme agitées par les novateurs et quelques-unes prêtes à s'insurger contre la cité souveraine et la domination du patriciat, le gouvernement de la sérénissime seigneurie était acculé dans le labyrinthe de ses ruses diplomatiques. Il croyait toujours pouvoir échapper à la nécessité de faire la guerre, dont il subissait déjà tous les inconvéniens, par un coup du sort ou quelque stratagème de politique ténébreuse. Quand il aurait pu avoir de l'or, des soldats et un général digne de ce nom pour se défendre, il laissait tomber de ses mains débiles ces précieux instrumens de l'indépendance nationale pour se livrer à des intrigues de cabinet. La bataille de Castiglione, livrée le 5 août 1796 aux portes de la république, vint accroître les perplexités de la seigneurie et encourager l'audace des partisans de la France. Le nom de Bonaparte commençait à circuler dans les classes populaires et à exciter la haine des uns, l'enthousiasme des autres, la curiosité de tous. Le chevalier Sarti se prit d'une grande admiration pour le héros de la démocratie française, sur lequel Villetard lui avait donné des renseignemens encore peu connus à une époque où la figure épique du général républicain ne faisait que se dégager du fond merveilleux des événemens contemporains.

— C'est l'homme des temps nouveaux, s'écria un jour le chevalier au milieu d'un groupe de jeunes gens qui l'écoutaient avec déférence, c'est l'incarnation puissante de la révolution française, qui, selon de saintes prophéties, doit faire le tour du monde. Comme Achille dans l'âge héroïque et comme Alexandre au sein de la Grèce florissante, Bonaparte est fils de la chair et de l'idée divine du progrès, dont il est le bras séculier. Il vient aussi de l'Occident au pays de l'aurore propager avec son épée les germes d'une civilisation plus humaine. Tandis que nos vieillards, « assis au-dessus des portes Scées, babillent comme des cigales sur la cime d'un arbre (1), » les Grecs envahissent la plaine lumineuse qui touche à nos rivages et menacent de pénétrer jusqu'à nos lagunes, dernier refuge de la race de Priam. Eussent-ils d'ailleurs un Hector pour les défendre, nos illustres patriciens devront livrer la beauté suprême qui est le sujet de la lutte, et qui s'appelle aujourd'hui la liberté de l'esprit humain, car

> Vuolsi così colà ove si puote
> Ciò che si vuole (2)....

(1) Homère, *Iliade*.
(2) Dante, *Inferno*, chant III.

— *Bravo, caro maestrino mio*, s'écria tout à coup une jeune femme qui passait sur la place Saint-Marc, tout près du groupe au milieu duquel se trouvait Lorenzo. Tu parles vraiment comme un ange, et, bien que je ne comprenne guère mieux ton beau langage métaphysique que la doctrine de saint Augustin dont nous entretenait le vieux Pachiarotti, notre maître, j'applaudis à tes idées, que je partage avec toute la brillante jeunesse dont tu es, ce me semble, devenu l'oracle. *Viva la Francia, viva la liberta!* dit-elle d'une voix argentine en se perdant dans la foule, suivie d'un cortége d'adorateurs.

C'était la Vicentina, revenue depuis peu de temps à Venise d'une excursion qu'elle avait faite dans les principales villes de l'Italie. Protégée par un grand personnage de l'armée française, dont elle avait fait la conquête sur le théâtre de Bologne, elle s'était lancée dans le courant des opinions du jour avec l'étourderie d'une *prima donna* et d'une jolie femme habituée à régner sur la terre et sur l'onde. Coiffée à la Titus, ses beaux cheveux noirs parsemés de rubans qui simulaient, avec un savant artifice, les couleurs que portait son amant, le sein orné d'une rosette éclatante qui attirait les regards, et qu'on aurait pu prendre aussi pour un symbole séditieux, cette frivole et charmante créature qui s'en allait droit devant elle, écartant les indiscrets d'un coup de son éventail, était l'expression vivante de ce monde curieux d'hommes de plaisir et de fantaisie, de poètes, d'artistes et d'ambitieux de toute sorte, de soldats sans fortune, de femmes à la mode, de citadins éclairés, de rêveurs et de néophytes ardens qui, placés entre l'aristocratie et le peuple insouciant des lagunes, voyaient dans la révolution française une source d'événemens merveilleux, un grand spectacle de la vie qui frappait leur imagination et donnait l'essor à leurs plus douces chimères.

— Quel avenir s'ouvre devant nous! disait un officier d'un régiment d'Esclavons alors en garnison à Venise, en laissant traîner son sabre sur les dalles de la place Saint-Marc, pour imiter la désinvolture soldatesque des officiers français qu'il avait eu occasion de voir sur la terre ferme. De la gloire, de l'or, des femmes et la conquête de la vieille Italie, voilà ce qui est au bout de notre épée, si le gouvernement de la seigneurie se décide enfin à accepter les propositions que lui fait l'homme du destin, comme dit M. le chevalier Sarti!

— Déjà la trompette sonne, les escadrons s'ébranlent, les panaches et les aigrettes d'or se balancent dans les airs, et je vois poindre à l'horizon d'azur l'armée française conduite par le génie de la victoire, s'écria un jeune écrivain qui visait à la poésie dramatique, où il avait eu des succès. Venise renaîtra plus charmante et plus belle sous le dogat de M. le chevalier Sarti, qui sera élevé à la dignité suprême par la jeunesse et la démocratie triomphantes. Que dites-vous, *signori*, de ma prophétie?

— Qu'elle est plus vraisemblable que ton dernier drame historique, répliqua un critique de la presse vénitienne, qui commençait alors à s'émanciper; mais il faut la compléter en nous faisant tous membres du sénat, à la place des vieillards impuissans qui ont usurpé les droits du peuple souverain.

— Il s'agit bien de Venise et de sa constitution décrépite, dit un élégant citadin d'un esprit hardi et très cultivé, il s'agit de l'Italie tout entière, dont il faut relever la nationalité au milieu de cette grande régénération des peuples qui se prépare. On ne redonne pas la vie à un corps épuisé. La destinée particulière de Venise est accomplie, elle ne peut plus être désormais qu'un fleuron historique de la patrie commune, *alma parens.*

— Mais que deviendront les princes qui, au nom du droit public, règnent aujourd'hui dans les différentes parties de la péninsule? répondit un avocat qui se préocupait beaucoup plus de la lettre que de l'esprit de la révolution.

— Ce qu'est devenu le duc de Modène, qui s'est enfui de ses états avec d'immenses trésors qu'il est venu cacher au fond de nos lagunes, répondit le premier interlocuteur.

— Et le pape, qu'en ferez-vous?

— Le grand aumônier de la république universelle, ou bien nous l'enverrons à Constantinople convertir le Grand-Turc et le consoler de n'avoir pu épouser la reine de l'Adriatique, répliqua le citadin avec une froide ironie. Aussi bien son règne n'est plus de ce monde. Qu'en pensez-vous, chevalier?

— *Le secret de l'avenir repose sur les genoux de Jupiter,* a dit *il poeta sovrano* que j'invoquais il y a quelques instans, répliqua Lorenzo. Sans prétendre donner mon avis sur des questions aussi graves, il est certain qu'un nouvel idéal de la vie morale s'élève dans l'humanité, et que la destinée de l'Italie est dans les mains de l'homme providentiel qui est aux portes de Venise. Si son âme est à la hauteur de son génie, il peut relever cette nation glorieuse, *ove il bel si risuona,* dont il parle la langue, dont il porte le sang dans ses veines.

Ainsi allait devisant cette brillante jeunesse, sur laquelle le chevalier Sarti avait acquis un très grand ascendant. Excité par Zorzi et Villetard, et plus encore par le sentiment qui remplissait son cœur, Lorenzo avait secoué cette sorte de rêverie tendre et contemplative qui était sa disposition habituelle et pour ainsi dire la grâce de son esprit. Son caractère ouvert et généreux, son enthousiasme pour les belles choses, ses connaissances variées, la tournure romanesque et un peu métaphysique de son imagination, toutes ces qualités diverses, jointes à l'ardeur de ses convictions et à une volonté impérieuse, lui avaient donné une prépondérance marquée sur cette

portion de la population vénitienne qui formait le parti de la France. Le chevalier avait été signalé à la police de l'inquisition, son arrestation avait été ordonnée et allait s'effectuer, lorsqu'on apprit la nouvelle de la bataille d'Arcole, puis de la victoire de Rivoli, remportée le 13 janvier 1797. Ces événemens prodigieux, qui achevaient la déroute de l'Autriche, excitèrent à Venise une émotion profonde. Le gouvernement fut atterré, et les novateurs, au comble de la joie et de l'enivrement, levèrent la tête, menaçant hautement l'aristocratie d'une prochaine déchéance.

Quelques jours après ce glorieux épisode de la campagne d'Italie, qui amena la reddition de Mantoue, Zorzi arriva un matin de bonne heure chez le chevalier Sarti, *alla Giudecca*. — *Vittoria, vittoria!* s'écria-t-il à peine introduit dans la chambre à coucher de Lorenzo. Nous serons bientôt les maîtres de Venise, et il vous sera fait une bonne part, chevalier, dans le triomphe des amis de la liberté; mais en attendant que ce fait inévitable s'accomplisse, je viens vous apprendre une nouvelle qui vous intéresse particulièrement. La fille du sénateur Zeno épouse dans trois jours le chevalier Grimani. Il s'agit d'empêcher cet odieux sacrifice, et je viens vous en offrir les moyens. Il y a demain une grande fête au casino du *Salvadego*, où doivent se trouver les Grimani, le sénateur Zeno avec sa fille Beata, et leurs amis les Badoer et les Dolfin. Vous irez aussi, chevalier, et entouré de vos amis, qui vous accompagneront sous un déguisement qu'autorise le carnaval, vous enlèverez la belle Hélène et vous partirez à l'instant pour la terre ferme. Villetard vous donnera pour le général en chef de l'armée française une lettre qui vous mettra à l'abri de toutes recherches.

— Êtes-vous bien certain, monsieur, répondit Lorenzo abattu, que la signora Beata ait donné son consentement au mariage dont vous m'apportez la triste nouvelle?

— Puisque tout est préparé pour la cérémonie nuptiale, jusqu'à l'appartement que doivent habiter les deux époux! répliqua Zorzi avec impatience. Voulez-vous attendre que le fruit d'or ait été cueilli au jardin des Hespérides pour vous décider à prendre un parti?

— Eh bien! répondit Lorenzo tout à coup, je me rends à vos conseils et j'accepte l'offre de mes amis.

III.

Le carnaval qui précéda de quelques mois la chute de la république de Venise ne fut ni moins gai ni moins bruyant que ceux des années précédentes. Cette ville unique, monument admirable d'un peuple industrieux qui, sans l'initiative d'un législateur suprême et sans l'aide d'un conquérant, s'était élevé, par ses propres

efforts, du sein de la pauvreté et de l'ignorance au comble de la fortune et de la civilisation, allait s'éteindre et disparaître de la scène du monde sans se douter presque qu'elle assistât au dernier banquet de sa vie nationale. Et voyez quelles combinaisons du sort! un état indépendant consacré par les siècles, par les traités et le droit public de l'Europe chrétienne, une puissance catholique qui avait été le boulevard de l'église contre l'islamisme et la barbarie des Turcs, une république italienne qui fut une des merveilles de la civilisation et l'alliée de la France dès le XIIe siècle, va être anéantie et vendue à l'encan par un général républicain qui parle la langue de Dante et de Machiavel, par le représentant d'une grande et généreuse nation qui avait proclamé la fraternité des peuples et le respect des nationalités! Et lorsque l'Europe indignée se soulève contre le formidable génie qui avait voulu l'enchaîner, lorsqu'elle le relègue par-delà les mers comme un perturbateur du repos public, les rois de la sainte-alliance, en manquant à leurs promesses de liberté, infirment aussitôt la portée de l'acte accompli. Ils relèvent et restaurent tous les anciens pouvoirs qui avaient disparu dans la tourmente révolutionnaire; mais cette glorieuse république de Venise, qui fut le premier holocauste de l'ambition fatale de Bonaparte, reste entre les mains de l'Autriche. Et on s'étonne ensuite de l'instabilité des sociétés modernes et des secousses incessantes qui viennent ébranler les gouvernemens les mieux affermis! La révolution de 89 a posé des principes qui ont pénétré dans les entrailles de la terre, et qui la soulèveront sous les pas des audacieux qui essaieraient d'en étouffer la virtualité. Ce ne sont ni des soldats aux gardes ni des vœux à la madone qui peuvent conjurer ces principes, et empêcher la conscience moderne d'organiser le monde à son image.

Pendant que les destinées de la république étaient l'objet des douloureuses préoccupations d'un petit nombre d'esprits clairvoyans, pendant que le palais ducal était rempli de soucis, d'ombres gémissantes et de pâles terreurs, et que le bélier de l'ennemi battait les murs de la ville sacrée, jusqu'alors invulnérable, le peuple s'enivrait du bruit de ses grelots et de ses douces chansons. S'il connaissait les événemens extérieurs par la rumeur des gazettes et les propos mystérieux qui échappaient aux partisans de la révolution, il avait une trop grande confiance dans la sagesse de ses maîtres pour s'inquiéter sérieusement du sort de son pays. D'ailleurs le carnaval était à Venise une fête véritablement nationale, et plus les circonstances politiques étaient menaçantes pour le gouvernement de l'aristocratie, plus celle-ci mit de soin à cacher ses inquiétudes aux yeux de la foule étourdie. Aussi voyait-on les lagunes, *il canalazzo*, la place Saint-Marc, les casinos et jusqu'aux

pieux réduits de la pénitence qui étaient si nombreux à Venise, se remplir de lumières discrètes, de mouvement et de masques joyeux et bizarres qui offraient le spectacle d'un rêve magique s'épanouissant au-dessus d'un abîme où allait disparaître bientôt ce monde frivole et charmant.

Nos delubra deûm miseri, quibus ultimus esset
Ille dies, festa velamus fronde per urbem (1).

« Et nous, nous, malheureux, dont c'était le dernier jour, nous parons de guirlandes, comme un jour de fête, les temples de Troie (1). »

Le soir où devait avoir lieu au *Salvadego* la brillante réunion dont Zorzi avait parlé au chevalier Sarti, Beata remontait le Grand-Canal dans une gondole avec son père, son fiancé et le sénateur Grimani. Vaincue par les prières du sénateur Zeno et par la crainte qu'une plus longue résistance de sa part n'accrût les dangers dont elle savait que Lorenzo était menacé, Beata avait fini par se laisser arracher une sorte de consentement tacite au mariage qui allait s'accomplir sous d'aussi tristes auspices; mais en faisant le sacrifice de sa vie au repos de son vieux père, qu'elle voyait accablé d'une si grande douleur, en s'inclinant humblement sous la main de la destinée qui s'appesantissait sur elle, Beata n'avait point perdu l'espoir de retarder encore, sous un prétexte ou sous un autre, le jour funeste où il lui faudrait renoncer aux félicités que l'amour lui avait fait entrevoir. Elle conservait au fond du cœur je ne sais quelle force secrète et quel pressentiment d'heureux augure qui lui faisaient affronter son malheur sans rien perdre de la dignité de sa contenance. Elle souffrait mortellement, mais sans trahir par aucun signe extérieur l'émotion de son âme et le secret de sa vie. Les deux sénateurs étaient silencieux dans la gondole, tandis que le chevalier Grimani, qui était assis à côté de Beata, lui témoignait, par son empressement et des paroles délicates, combien il était heureux de partager le sort d'une femme accomplie dont il n'avait pas été facile de vaincre les scrupules et la pudique résistance.

— Que voulez-vous, chevalier? lui disait Beata d'une voix timide. Il y a des natures faibles que le bonheur effraie, et qui semblent en redouter l'approche comme si elles devaient y trouver le terme de leur courte existence. Peut-être ne suis-je pas digne de toutes les félicités dont il a plu à Dieu de me combler.

Le chevalier, qui ne pouvait voir dans ces paroles de Beata que l'expression d'une douce tristesse et d'une chaste inquiétude faciles à comprendre en pareille circonstance, s'efforçait de rassurer la *gen-*

(1) Virgile, *Énéide*, livre II.

tildonna sur l'avenir qui les attendait en protestant de son amour et de sa soumission aux moindres désirs qu'elle pourrait manifester. La gondole s'avançait vers la *Piazzetta* au milieu d'un cortége de barques toutes éclairées par des lanternes de couleurs diverses projetant sur l'eau profonde du *canalazzo* une lumière mystérieuse qui frappait l'imagination en lui ouvrant des perspectives infinies. Des cris, des éclats de rire, des instrumens, des voix mélodieuses retentissaient au fond de ces méandres de la ville enchantée. Arrivés au *traghetto*, les quatre personnages descendirent sur la *Piazzetta*, dont la foule encombrait tous les abords. Ils étaient revêtus d'un domino noir, qui était le déguisement le plus commode et celui que préféraient les gens de qualité. Beata, donnant le bras au chevalier Grimani, suivait tristement les deux sénateurs, qui avaient de la peine à se frayer un passage à travers les flots de la multitude qui se précipitait sur la grande place.

Quel spectacle offrait alors ce grand et magnifique théâtre de la grandeur vénitienne où tous les siècles, tous les styles et toutes les civilisations du monde se trouvent représentés! L'histoire de Venise n'est-elle pas écrite sur ces monumens qui racontent les vicissitudes d'un peuple admirable par sa patience, son activité, par son génie des arts et de la vie politique? Quelle gaieté, quelle folie charmante, quel enivrement de l'heure qui passe et quelle insouciance du lendemain on voyait éclater au milieu de cette place, où les masques et les costumes les plus bizarres donnaient un échantillon de toutes les conditions de la société, mêlées aux caprices d'une fantaisie adorable : paysans, gentilshommes, docteurs enfarinés de théologie, médecins courbés sous une large perruque et le front armé de lunettes redoutables, *cicisbei*, *monsignori* élégans, turcs, *zingari*, chinois, soldats du pape portant un parapluie à la main, charlatans, devins, moines de tous les ordres suivis et raillés par la nombreuse famille des Arlequins, des Pierrots, des Colombines et des Pantalons, ces types de la vieille comédie italienne qui forment un monde à part dont on ignore l'histoire! D'où viennent-ils en effet, ces beaux Léandres, ces Lindors à l'habit bleu céleste, ces Scaramouches, ces Brighella et ces princesses à la robe de pourpre, à la voix d'ange et au cœur de colombe qu'on voit danser et rire au clair de la lune et s'ébattre dans un carrefour enchanté comme des ombres bienheureuses? Qui donc a pu imaginer ces *brigate* joyeuses d'hommes et de femmes de loisir, ces chœurs de farfadets et d'*innamorati* courant sur la pointe des pieds à un rendez-vous promis sous une fenêtre bénie où ils restent jusqu'à l'aurore? Est-ce un rêve, une fiction de la poésie, un ressouvenir du passé, ou bien un pressentiment de l'avenir? C'est tout cela ensemble, c'est de la féerie et de l'histoire,

de la poésie et de la réalité, c'est le carnaval de Venise aux derniers jours de son indépendance. Pendant que ce festin de Balthazar déroule ses pompes et ses folles mascarades sur cette place de Saint-Marc, qui est une des merveilles du monde, le destin de la république siége au palais ducal dans la personne du faible Louis Manini, qui pleure en s'écriant devant quelques conseillers aussi faibles que lui :

..... Divûm, inclementia divûm
Has evertit opes, sternitque a culmine Trojam.

« C'est le courroux, l'impitoyable courroux des dieux qui renverse cet empire, et qui précipite du faîte Ilion (1). »

Beata traversait avec peine cette cohue bruyante, l'âme remplie d'une tristesse inconsolable. Enveloppée dans un domino noir qui laissait apercevoir l'élégance et la souplesse de sa taille divine, ses beaux yeux abrités sous un masque de velours qui lui permettait de tout voir sans trahir sa propre émotion, elle s'appuyait légèrement sur le bras du chevalier Grimani, prêtant l'oreille aux *lazzi* de la foule, aux *à parte* des couples heureux. Au détour du *campanile*, au moment d'entrer dans la grande place, Beata fut assez rudement poussée par un flot de masques venant dans le sens contraire, et se trouva tout à coup séparée du chevalier Grimani. Elle voulut ressaisir immédiatement le bras de son fiancé; mais, heurtée par les divers courans de cette foule innombrable, elle fut comme enfermée dans un cercle qu'elle ne put franchir. Ce cercle, allant toujours se rétrécissant autour d'elle, la poussait vers la *Piazzetta* et le Grand-Canal malgré les efforts qu'elle faisait pour résister à cette impulsion. La liberté dont on jouissait à Venise pendant le carnaval était si grande, le masque était si respecté et le déguisement autorisait tant d'intrigues et d'espiégleries innocentes, que Beata ne fut pas trop alarmée d'un incident qui n'avait rien de bien extraordinaire, au milieu d'une multitude qui se soulevait et s'apaisait comme les vagues de l'Adriatique. Cependant son inquiétude devint un peu plus vive lorsqu'elle se sentit prendre le bras par un des masques qui l'approchaient et qu'il lui dit à l'oreille :

— Où vas-tu, *anima affannata?* et que cherches-tu dans ce tourbillon de folies et de vaines paroles? Est-ce la paix, la lumière et l'idéal de ta noble vie?

..... *Beata,* i tuoi martiri
A lagrimar mi fanno tristo e pio....

Si tu veux me suivre, je te conduirai dans les bras de celui que tu adores et qui est digne de ton amour.

(1) *Énéide,* livre II.

En prononçant ces mots, qui trahissaient un ami de Lorenzo, le masque inconnu pressait les pas de la *gentildonna* et l'entraînait de plus en plus vers le *traghetto* où sans doute devait se trouver une gondole prête à les recevoir. Éperdue, indécise, ne sachant comment échapper à la contrainte dont elle se voyait l'objet, Beata fit de nouveaux efforts pour remonter le courant de la foule en repoussant la main qui étreignait son bras. Le masque, reprenant alors son bras avec plus de violence, lui dit : — Pourquoi veux-tu fuir ton bon génie, qui te parle par ma voix? Sais-tu bien l'avenir qui t'attend, ô noble fille de Venise!

Amor ch' a nullo amato amar perdona

te suivra comme une ombre jusque dans le lit nuptial où tu ne pourras étouffer des souvenirs vengeurs de la foi trahie! Le temps presse, l'heure est propice; écoute les conseils d'un ami, car dans quelques jours peut-être il sera trop tard.

Le masque n'avait pas achevé de prononcer ces dernières paroles, que le cercle qui enfermait Beata fut rompu par un courant de nouveau-venus qui remontait la *Piazzetta*. Libre alors, la pauvre *gentildonna* s'éloigna rapidement du lieu où elle avait été entraînée et se perdit dans la foule. Elle tremblait et regardait sans cesse derrière elle pour s'assurer si personne ne la suivait. Son trouble, qui était grand, provenait bien moins du danger qu'elle avait couru d'être enlevée, pensait-elle, que des paroles mystérieuses qu'on lui avait adressées. Ce ne pouvait être évidemment qu'un ami de Lorenzo, qui, pour se faire connaître de la fille du sénateur, lui avait appliqué les vers de *la Divine Comédie* que nous avons cités, et que Beata savait par cœur. Que voulaient dire surtout ces mots sinistres : *Dans quelques jours il sera peut-être trop tard?* Lorenzo serait-il menacé d'un grand malheur, comme elle avait tout lieu de le craindre? Cette pensée était la plus amère de toutes au cœur de la noble *signora*. Ce n'est qu'au *Salvadego* que Beata retrouva les siens et le chevalier Grimani, qui l'avait cherchée vainement au milieu de la foule, et qui commençait à s'inquiéter de son absence. Elle se garda bien de parler à son fiancé de l'aventure qui la troublait, et, attribuant son éloignement à la violente pression de la multitude qui l'avait arrachée au bras du chevalier, elle contint son émotion et refoula dans son âme ses tristes pressentimens.

La célèbre *osteria* du *Salvadego* (le Sauvage) était située au fond de la grande place, à l'angle à main droite lorsqu'on a tourné le dos à la basilique de Venise. Elle avait deux issues, l'une sur la place même, l'autre par derrière, ouvrant sur un petit canal. L'*osteria* était plus particulièrement fréquentée par l'aristocratie, qui,

dans les dernières années de la république, y donnait souvent des fêtes où elle pouvait se rencontrer avec les ambassadeurs des puissances étrangères sans éveiller les soupçons des inquisiteurs d'état. Pendant le carnaval, les vastes et somptueux appartemens du *Salvadego* étaient transformés en un *casino* public, dont chaque salle avait une destination particulière. On dansait dans l'une, on jouait au pharaon dans l'autre, on soupait ici, on tenait la *conversazione* plus loin, et, toutes ces pièces, communiquant de plain-pied, formaient un grand et bel ensemble où l'on pouvait circuler facilement. Des *camerini* étaient mis à la disposition des personnes qui voulaient s'isoler de la foule et jouir de la fête sans en subir les inconvéniens. Le salon qui avait été choisi pour la réunion de la noble compagnie était l'un des plus spacieux de l'établissement et dominait toutes les autres pièces. Quatre de ses fenêtres avaient jour sur la place, et du fond d'un cabinet de repos qui en était la partie extrême on pouvait plonger le regard dans une longue enfilade d'appartemens lumineux, ou bien contempler du haut de la fenêtre qui s'y trouvait le spectacle unique qu'offrait la place Saint-Marc. C'étaient les Dolfin qui avaient organisé cette fête au *Salvadego* pour y célébrer la prochaine alliance des deux nobles familles. Un souper de cinquante couverts avait été commandé pour une heure du matin. L'abbé Zamaria, retenu dans son lit par une indisposition assez grave, n'était point au nombre des convives.

Comme il était encore de bonne heure, les personnes qui se trouvaient déjà réunies eurent le désir de se mêler un instant à la foule qui emplissait les différentes salles du casino. On se rendit d'abord à la salle de jeu, où plusieurs tables chargées de *zecchini* d'or excitaient la convoitise des passans. Un personnage masqué, assis au centre de chaque table et entouré de deux associés qui partageaient sa fortune, remplissait les fonctions de banquier. Un rateau d'ivoire à la main, ce banquier, qui était presque toujours un membre de l'aristocratie, renvoyait aux gagnans ou ramenait à lui des piles de *zecchini* d'or sans proférer un mot. Les ponteurs, debout autour de la table et non moins silencieux que le banquier et ses deux associés, chargeaient la carte qu'ils avaient devant eux de la somme qu'ils voulaient risquer, gagnaient ou perdaient, s'en allaient ou revenaient, sans qu'on pût lire sur leur visage les émotions diverses qu'ils devaient éprouver. A voir ces costumes variés, ces masques impénétrables qui représentaient différens types de la nature humaine, moins la vivacité du regard et ces tressaillemens involontaires de la physionomie qui accusent la vie, à les voir groupés silencieusement autour d'un tapis vert où présidait une sorte de Rhadamante un sceptre à la main, on eût dit un troupeau de larves évoquées un

instant sur la terre pour y goûter encore le plaisir qui leur avait coûté si cher !

La fille du sénateur, donnant le bras au chevalier Grimani, s'était arrêtée devant l'une de ces tables de jeu. Tout émue encore de l'épisode de la place Saint-Marc dont elle craignait les suites, elle regardait avec distraction les joueurs qui se disputaient l'or amoncelé sur le tapis, lorsqu'elle remarqua un masque qui semblait l'observer avec une attention particulière. Elle détourna la tête pour échapper à l'obsession dont elle se voyait l'objet, mais le masque inflexible suivait tous ses mouvemens sans lui laisser de répit. Beata fit alors un effort pour quitter la salle où elle se sentait mal à l'aise, quand le masque dont elle cherchait à éviter le regard scrutateur, ayant été favorisé par la fortune, étendit une main blanche et délicate sur le tapis vert pour ramasser l'or qu'il venait de gagner. A la vue de cette main, Beata se troubla si fort que le chevalier Grimani s'en aperçut et lui demanda avec sollicitude : — Qu'avez-vous, *signora?* — Allons-nous-en, répondit-elle d'une voix étouffée, ces joueurs me font mal. — Ce n'étaient pas les passions des joueurs qui avaient ému la jeune fille, mais la présence de Lorenzo, dont elle avait cru reconnaître la main.

Beata entraîna le chevalier dans la salle de danse, contiguë à celle qu'on venait de quitter. C'était la plus grande et la plus magnifique du casino. Un orchestre nombreux était placé dans une galerie élevée, où il planait au-dessus de la foule qu'il enivrait de ses rhythmes agaçans. Les *suonatori* étaient masqués et déguisés comme tout le monde, et le costume dont chacun était revêtu formait un contraste plus ou moins comique avec l'instrument qu'il jouait. Celui qui donnait du cor représentait un ours, les violons des singes, les contrebasses des arlequins, le hautbois était un berger des Abruzzes, la flûte un polichinelle, la clarinette le docteur Pandolfo de la comédie italienne, le basson un loup, et le trompette un soldat de l'armée vénitienne. De beaux lustres chargés de bougies, qui étaient contenues dans des globes de couleurs joyeuses, jetaient une lumière adoucie que de nombreuses glaces de Murano réfléchissaient à perte de vue. Le coup d'œil était d'un effet magique, et un étranger qui serait entré dans cette salle splendide sans posséder aucune notion du pays qu'il aurait visité pour la première fois aurait eu de la peine à distinguer s'il assistait à une scène de la vie réelle, ou si son esprit etait le jouet d'une fascination étrange. L'homme éprouve un si grand besoin d'échapper à sa condition ordinaire, quelque élevée qu'elle puisse être, de franchir les limites du monde connu où il s'agite sous le regard de tous, que le masque et le déguisement sous lesquels il peut se dérober un instant à son esclavage sont pour lui une transformation de son être, une métamor-

phose qui semble lui prêter des facultés nouvelles et le faire participer aux jouissances de l'infini, où il aspire par le sentiment et la connaissance. Le sommeil qui nous arrache aux soucis de la réalité, le rêve qui nous transporte sur ses ailes divines, l'ivresse qui multiplie nos illusions, le jeu qui déchaîne dans notre âme les passions terribles de la convoitise, l'ambition, la gloire, la religion, la poésie et l'amour qui nous transfigurent, ne sont-ils pas des modes différens par lesquels un être borné dans sa substance, mais grand par ses désirs, essaie de trouver une issue au fini qui l'étouffe, comme l'oiseau vient frapper de la tête aux barreaux de la cage où il pleure sa liberté native? Un bal comme celui qui avait lieu au *Salvadego* à l'heure suprême où était arrivée Venise, ces tourbillons d'esprits frivoles et sérieux que soulevait une musique enchanteresse, ces masques et ces costumes de toutes les formes, ces carrés de danseurs éperdus où le patricien coudoyait le gondolier, où le pauvre était aussi libre que le riche, et le prince souverain soumis à la même loi de sociabilité polie que le dernier *facchino* de ses états, où l'amour, le caprice et la curiosité trouvaient un aliment qui se renouvelait toujours sans s'épuiser jamais, c'était comme une vision de ce monde d'enchantemens et d'éternels loisirs que les contes de fées, qui ne sont pas ce qu'un vain peuple de philosophes pense, nous ont fait entrevoir dès le berceau.

En entrant précipitamment dans la salle du bal, Beata regardait de tous côtés avec anxiété, craignant d'être suivie. La rencontre qu'elle avait faite sur la place Saint-Marc, le nouvel incident qui venait de se passer à la table de jeu où elle était certaine d'avoir reconnu Lorenzo, lui faisaient redouter quelque catastrophe dont elle et son jeune amant pourraient être les victimes. Si elle eût osé communiquer au chevalier Grimani ses appréhensions sans mettre à jour la source de ses peines, elle se serait retirée du milieu de cette foule, dont la gaieté turbulente et le contact la faisaient tressaillir jusqu'au fond de l'âme. Cependant, ne pouvant résister plus longtemps au trouble qui s'était emparé de son esprit, Beata feignit d'être inquiète de l'absence de son père, qui était resté à causer avec le sénateur Grimani dans le salon où devait avoir lieu le souper, et manifesta le désir d'aller le rejoindre. Elle allait revenir sur ses pas, lorsqu'elle fut abordée par trois masques, représentant les trois rois mages de l'Évangile avec l'encens, l'or et la myrrhe. L'un des mages, ayant une guitare suspendue à son cou, en fit jaillir quelques accords, et tous trois se mirent à chanter la complainte naïve dont on a pu lire le texte dans la première partie de cette histoire (1). C'était la reproduction exacte de la scène charmante qui s'était passée à la

(1) Voyez la livraison du 1er janvier 1854.

villa Cadolce, pendant la nuit de Noël où le jeune Lorenzo fut accueilli avec tant de grâce par la fille du sénateur Zeno. Aux sons de la guitare et de ces trois voix harmonieuses qui s'élevèrent tout à coup au-dessus du bruit général, le bal fut comme suspendu, et tout le monde s'approcha du groupe qui entourait les mages. Beata, de plus en plus troublée par cette scène dont elle ne pouvait méconnaître la signification, voulut faire un effort pour échapper à ce spectacle douloureux, et tomba évanouie dans les bras du chevalier Grimani. On s'empressa d'ôter le masque à la *gentildonna,* mais, pendant que le chevalier Grimani était allé chercher du secours, les trois mages enlevèrent Beata dans leurs bras comme pour la transporter dans une pièce plus convenable à sa situation. Quand ils furent parvenus à la porte du casino qui ouvrait sur le petit canal, il y eut un effroyable tumulte et des cris douloureux dont les personnes qui étaient restées dans la salle du bal ne pouvaient s'expliquer la cause. C'est que les mages venaient d'être arrêtés et l'un d'eux presque tué sur place d'un coup de stylet. Beata, toujours évanouie, fut transportée dans le cabinet de repos qui touchait au salon du banquet. Là, étendue sur un canapé, entourée de son père, de son fiancé et de ses amis, elle reprit lentement ses sens. Fatiguée de l'horrible secousse qu'elle venait d'éprouver, Beata, ayant auprès d'elle sa caméristé Teresa, qu'on avait envoyé chercher, pria qu'on la laissât seule un instant, et tout le monde se retira.

Que s'était-il donc passé dans la salle du bal depuis l'apparition des trois mages? Beata l'ignorait complétement. Elle interrogea Teresa pour savoir si elle avait entendu parler de Lorenzo, et la caméristé ne put rien lui apprendre de précis. Un bruit vague s'était seulement répandu dans le casino qu'on avait fait des arrestations et qu'un nommé Zorzi avait été tué d'un coup de stylet par un sbire. Le nom de Zorzi était bien connu de la *signora,* mais elle ne soupçonnait pas les relations qui s'étaient établies entre ce personnage politique et le chevalier Sarti. Cependant l'épisode de la place Saint-Marc, celui de la table de jeu, la scène du bal et les pressentimens de son propre cœur lui faisaient craindre que Lorenzo ne se trouvât impliqué dans quelque complot sinistre dont elle ne s'expliquait pas la nature. Aurait-il voulu l'enlever pour empêcher l'odieux mariage qui allait briser toutes ses espérances? Cela était d'autant plus probable, qu'à la dernière entrevue qu'il avait eue avec Beata sur le balcon de son palais, Lorenzo avait osé lui conseiller de quitter son père et sa patrie et de s'enfuir avec lui sur la terre étrangère. Cette idée avilissante, qu'elle n'aurait pas pardonnée à tout autre, émanée de la bouche du chevalier Sarti, lui devenait presque un titre de plus à l'affection profonde de cette admirable créature. Pour

apaiser l'inquiétude de sa maîtresse autant que pour satisfaire sa propre curiosité, Teresa demanda la permission d'aller se mêler à la foule, qui emplissait plus que jamais les salles du casino, afin d'y recueillir quelques détails sur les événemens de la soirée.

Restée seule dans le cabinet, dont la porte entr'ouverte lui permettait de plonger un regard furtif dans cette longue suite de salles lumineuses, Beata, brisée par les vives émotions qu'elle venait d'éprouver et par la crainte toujours persistante d'un plus grand malheur, s'affaissa sur elle-même, et fut saisie d'une espèce d'engourdissement physique et moral qui n'était plus la vie et n'était pas le sommeil. Étendue sur le canapé, le coude appuyé sur un coussin de velours, les yeux à demi fermés, et plongée dans cet état indéfinissable où l'âme survit encore à la défaillance des organes matériels, Beata entendait bruire au loin les flots de la gaieté populaire. Les sonorités joyeuses de l'orchestre, qui lui parvenaient adoucies par l'espace qui la séparait de la salle du bal, l'enivrement de la foule que la danse emportait dans un tourbillon infini, les jets de lumière qui pénétraient furtivement dans le réduit où elle s'était réfugiée, les cris qui s'élevaient de la place Saint-Marc, les masques qui passaient devant la porte du cabinet, y dessinant leur ombre fugitive, ces incidens, ces bruits, ces harmonies de la vie heureuse et insouciante formaient un contraste si douloureux avec la situation de Beata, qu'elle se réveilla en sursaut, se mit à sangloter amèrement et s'écria : — Oh! mon Dieu, mon Dieu, ayez enfin pitié de moi! — Après un de ces instans de silence qui succèdent d'ordinaire aux crises violentes : — Ah! dit-elle, les yeux inondés de larmes et son beau visage caché entre ses deux mains selon son habitude de recueillement, qu'elle est vraie et profonde, cette pensée du poète de l'amour, que mon cher Lorenzo m'a appris à admirer :

..... Nessun maggior dolore
Che ricordarsi del tempo felice
Nella miseria.....

Concentrée ainsi sur elle-même et pleurant comme un ange de lumière égaré dans un lieu de ténèbres (*in un luoco d'ogni luce muto*), elle se rappelait avec ravissement les doux souvenirs de sa courte et noble vie, l'arrivée de Lorenzo à la villa Cadolce, le duo chanté avec Tognina aux bords de la Brenta, la promenade à Murano, la nuit du balcon, et *il disiato riso... baciato da cotanto amante*, l'ineffable baiser cueilli sur ses lèvres innocentes, qui en conservaient encore un chaste frémissement. Beata était plongée dans ce mirage d'un bonheur à jamais évanoui, lorsque Teresa entra précipitamment dans le cabinet, et lui dit avec une émotion qu'elle ne sut pas contenir :

— Signora, Lorenzo est arrêté, et l'on croit qu'il est enfermé sous les plombs du palais ducal!

A cette triste nouvelle, que son cœur pressentait depuis longtemps, Beata se leva brusquement, prit son masque, et quitta le casino sans prendre congé de la compagnie. Le sénateur Zeno et les Grimani se retirèrent aussi peu d'instans après en laissant les autres convives fort préoccupés de ce qui venait de se passer.

Dès le lendemain matin, Beata se rendit chez le chevalier Grimani. Elle lui raconta sa vie, son amour, son désespoir, en lui manifestant sa ferme résolution de ne point contracter une alliance dont elle ne se croyait pas digne. — Dieu a disposé de mon cœur, lui dit-elle avec une énergie qui contrastait singulièrement avec sa réserve ordinaire, et je vous estime trop, chevalier, pour vous donner les restes d'une existence vouée au malheur. Non-seulement, ajouta-t-elle, je viens vous conjurer de m'aider à rompre le nœud qui devait nous unir, mais j'attends plus encore de votre générosité : je vous demande à genoux d'employer votre crédit et celui de votre puissante famille pour faire mettre en liberté le chevalier Sarti. Je vous aurai une reconnaissance éternelle de cet acte d'abnégation, qui n'est pas au-dessus de l'idée que je me suis faite de votre caractère.

Vaincu, touché par les larmes de Beata et par l'expression d'un sentiment si profond, dont il apprenait l'existence pour la première fois, le chevalier Grimani se montra digne de la confiance qu'il avait inspirée. Il promit son concours à tout ce que désirait la noble fille du sénateur Zeno. — Quelque pénible que soit le sacrifice que vous exigez de moi, signora, répondit le chevalier Grimani avec une émotion qu'il ne chercha point à contenir, j'obéirai à vos ordres, comme j'eusse été heureux de le faire toute ma vie. Malheureusement les obstacles que rencontrera votre désir dans la volonté de votre père et du mien ne sont pas les seuls qu'il faille prévoir. J'ignore quelle est l'accusation portée contre le chevalier Sarti, et, dans les circonstances graves où se trouve la république, il se peut que la seigneurie soit peu accessible à la clémence.

— Sauvez-le! sauvez-le! s'écria avec exaltation la *gentildonna*, si vous avez encore quelque pitié pour une femme qui vous fut destinée, et qui ne peut vous donner, hélas! que son estime et son amitié.

Et tendant au chevalier une main qu'il baisa avec respect, la fille du sénateur se retira.

P. Scudo.

(*La suite au prochain n°.*)

UNE

MISSION MÉDICALE

A L'ARMÉE D'ORIENT

I.

LE CAMPEMENT.

La guerre d'Orient, si féconde en enseignemens pour la science militaire, n'a pas été stérile pour la science médicale. Elle a offert un champ d'observations bien vaste, souvent bien triste aussi; elle a fourni l'occasion de soumettre à une épreuve décisive, quelquefois même de résoudre de graves problèmes d'hygiène, de médecine, de chirurgie, restés incertains jusqu'alors. L'armée a profité de découvertes nouvelles qui ont allégé les douleurs des malades et des blessés; elle a vu ses maux supportés et combattus tout ensemble par ses chirurgiens, dont le dévouement sans relâche et le zèle infatigable ont mérité à plusieurs reprises les vifs éloges du commandant en chef et du ministre de la guerre. Leur tâche se divisait en trois parties distinctes : la prophylaxie, c'est-à-dire l'emploi des moyens qui préviennent les maladies, — le traitement des blessures de guerre, — enfin le traitement des maladies, et l'on sait si elles ont exercé de terribles ravages. A cette triple tâche correspondaient trois grands centres d'expériences, les camps, les ambulances et les hôpitaux.

Le 25 juillet 1855, je fus désigné pour inspecter le service de

santé de la Corse, de l'Italie et de l'armée d'Orient. Après avoir inspecté l'Italie et la Corse, je partis pour la Crimée vers la fin du mois de septembre. J'allais ainsi me trouver, après la prise de Sébastopol, sur le théâtre de la guerre d'Orient. Cette guerre présente à l'esprit deux images : l'une glorieuse et composée de brillans faits d'armes, l'autre morne et composée de souffrances obscures. La première, tous la connaissent dans ses moindres détails; quant à la seconde, on n'en a que de vagues notions. Ces souvenirs pourront l'éclaircir, et l'on verra que ce n'est pas dans les assauts et les batailles que nos soldats ont déployé toujours le plus de courage.

I. — TOPOGRAPHIE MÉDICALE DE LA CRIMÉE.

Le bateau à vapeur sur lequel je m'embarquai avait à bord un bataillon du 11e léger. Quand nous arrivâmes à Malte, trente hommes étaient déjà atteints du choléra. Ils furent remis aux mains des sœurs de charité et transportés au lazaret. On y avait installé un petit hôpital destiné aux militaires de passage qui, atteints de maladies graves, ne pouvaient continuer leur route sans danger pour eux ou leurs compagnons. Il eût été utile de former à Malte un grand établissement hospitalier pour l'armée d'Orient; mais les ressources manquaient, même pour les Anglais. Malgré le peu de lits que contenait le lazaret, cette étape sanitaire a rendu de grands services. A la fin de la guerre, quand le typhus importé de Crimée menaçait de sévir dans le midi de la France et sur les équipages de la flotte, on put éviter les dangers de l'infection en déposant à Malte un certain nombre de typhiques. Le gouverneur de l'île, ainsi que le consul de France, M. Henri Fourcade, ne négligèrent rien. Non-seulement on admit dans l'île des soldats étrangers, contre les usages traditionnels et les instructions données; mais les entraves de la quarantaine furent levées pour nous, et il n'y eut pas à s'en repentir : ni le choléra, ni le typhus ne se sont établis à Malte, quoique l'hôpital ait reçu plus d'une fois des cholériques et des typhiques.

Malte est séparée de Smyrne par deux jours de navigation. Le choléra persistait à bord; quatre morts furent jetés à la mer. L'inquiétude, l'alarme commençaient à se répandre. Tous ces jeunes soldats qui encombraient le pont du navire n'avaient d'autre abri que le ciel, et leurs vêtemens étaient imprégnés de l'humidité que des nuits froides et chargées de vapeurs faisaient succéder aux chaleurs tropicales du jour. D'après mes prescriptions, on leur distribua du vin chaud à neuf heures du soir et une infusion de thé à quatre heures du matin. Une réaction salutaire fit cesser les progrès du

mal et renaître la gaieté et les chants. Quelques cholériques, déjà froids et cyanosés, furent rappelés à la vie par ces mêmes excitans. Les douze cholériques qui restèrent furent débarqués à Smyrne, dans le petit hôpital de la marine française.

On trouve à Smyrne une magnifique caserne, pouvant contenir six mille soldats, que le maréchal Saint-Arnaud avait eu la pensée de transformer en hôpital pour nos troupes. Un célèbre établissement d'eaux thermales, qu'on appelle *les Bains d'Agamemnon*, est situé à quelques kilomètres de Smyrne. La route qui y mène passe sur l'emplacement d'un ancien temple d'Esculape, dont les vastes débris révèlent un édifice gigantesque que remplace un cimetière juif, sans ombre ni monumens. Cette route est commode et rend les communications très faciles entre la ville et les Bains d'Agamemnon. Le projet du maréchal était donc excellent; il n'y fut pas donné suite, parce que l'on conçut sur la salubrité du pays des craintes sans fondement. Pendant qu'on hésitait, les Anglais, moins irrésolus, établirent à Smyrne un très grand hôpital. Dans l'hiver de 1856, n'ayant plus de malades, ils y mirent une brigade d'infanterie.

En quittant Smyrne, nous passâmes près de Ténédos, non loin des tombeaux d'Ajax, d'Hector et d'Achille, en vue du mont Ida et *des champs où fut Troie*. Chaque nom de ville ou de pays réveillait un souvenir classique. Nous entrâmes dans les Dardanelles, et, les yeux fixés sur la côte d'Asie, nous venions de dépasser Abydos, lorsque, quatre milles plus loin, nous vîmes succéder au silence une grande animation. Les Anglais construisaient un hôpital pouvant contenir trois mille malades. Le site était heureusement choisi, répondant à la fois aux exigences de l'hygiène et à celles de la stratégie. Plus loin, on trouvait encore deux hôpitaux : l'un était anglais et pouvait contenir trois cents malades, l'autre était français et possédait 420 lits. Ce dernier avait été établi dans un lazaret turc; malheureusement on avait bâti quatre grandes salles au milieu même de la cour centrale, au lieu de les placer en dehors sur une petite colline qui descendait en pente douce vers le lazaret; cette faute empêchait l'aération, et l'on a dû la regretter, surtout au moment où sévirent les maladies infectieuses et la pourriture d'hôpital.

Quand nous descendîmes à Gallipoli, je visitai l'hôpital français, et j'y trouvai aussi un vice d'installation. Pour utiliser un pan de muraille assez étendu, on avait commencé par élever des baraques en contre-bas au pied d'une colline, sans songer à la ventilation du sol. On reconnut bientôt, lorsque survint le choléra, les inconvéniens de cet emplacement. Par malheur, ces erreurs ne sont pas rares, et le plus souvent on les éviterait, si l'on consultait les médecins. Connaissant l'action efficace d'un air sans cesse renouvelé, le

médecin recherche surtout dans les pays chauds, où l'on n'a pas à redouter les rigueurs de l'hiver, les sites élevés et non dominés; mais la commission de casernement n'a pas toujours des préoccupations de ce genre, parce qu'en France, il faut bien le dire, on apprend tout, excepté l'hygiène. Si les élèves de Saint-Cyr consacraient seulement douze heures à écouter douze leçons d'hygiène, ils apporteraient dans l'armée quelques principes d'une science dont les soldats eux-mêmes sentiraient bien vite les bienfaits; les conseils des médecins seraient mieux écoutés, et les dangers d'épidémie auxquels l'armée est sans cesse exposée seraient plus souvent conjurés. L'organisation des hôpitaux était du moins irréprochable; le mobilier, les lits, l'alimentation, les fournitures, ne laissaient rien à désirer; le service médical était parfaitement dirigé. Tout témoignait d'un zèle actif et d'une sollicitude éclairée.

Nous traversâmes de nuit la mer de Marmara, et dès l'aube le splendide panorama de Constantinople et la pointe du Sérail se montrèrent à nos regards. Vers un ciel d'azur s'élancent les flèches des minarets, rangés comme une garde d'honneur autour des grandes mosquées que domine Sainte-Sophie. L'atmosphère était vaporeuse, et ce paysage, peuplé de kiosques, couvert d'une forêt de cyprès, était comme un rêve réalisé des *Mille et une Nuits*. Il est fâcheux que le charme s'évanouisse dès qu'on met le pied dans le dédale de ces rues étroites, boueuses, pleines de fondrières, parcourues par des porte-faix de force herculéenne, sorte de chameaux bipèdes qu'on appelle *hamals*, par des chiens et par des ânes chargés de madriers. Les maisons sont en bois; elles ont un aspect misérable, et l'on n'y trouve ni architecture, ni style, ni caractère.

Je visitai sans retard les hôpitaux. Les malades qui venaient de Crimée étaient pour la plupart atteints d'affections intestinales, de fièvres intermittentes ou rémittentes, et surtout de scorbut. Chez les blessés atteints du scorbut, le sang appauvri, devenu plus fluide, suintait des plaies avec une grande abondance; les procédés les plus énergiques de la science ne pouvaient triompher de ces hémorrhagies, qui étaient assez souvent mortelles. Un mal plus redoutable encore, la pourriture d'hôpital, exerçait d'affreux ravages. Beaucoup de blessés l'apportaient de Crimée, et ceux qui avaient été jusque-là épargnés s'en trouvaient atteints après un court séjour dans les hôpitaux. Des blessures presque fermées, considérées comme guéries, se rouvraient, envahies par la gangrène. Ce fléau, qui n'avait sévi que très rarement en Algérie, se trouvait déjà très répandu, au moment de mon départ pour l'Orient, dans nos hôpitaux de Marseille et du midi, qui recevaient des blessés de Crimée. Il est contagieux, et se transmet, par l'air, d'une plaie à une autre. Une salle

de malades qu'il a imprégnée de ses miasmes devient fort difficile à assainir.

C'est le 5 octobre 1855 que je partis de Constantinople pour la Crimée, à bord de la frégate à vapeur *le Descartes*, commandée par le capitaine Darricau. Je n'abordai pas sans une vive émotion à Kamiesch. Je me rendis immédiatement au quartier-général, auprès du maréchal Pélissier, et je me mis à étudier les grandes questions d'hygiène qu'il importait de résoudre à l'approche de l'hiver. Je montai à cheval et visitai les diverses positions occupées par l'armée, les camps et les ambulances. En même temps je voulais me rendre compte de la topographie médicale du pays.

La partie qu'occupaient les Russes est presque partout inculte, couverte de steppes immenses et privée d'eau. Celle où s'étaient établies les armées alliées était, au moment de leur arrivée, parsemée d'oasis et de vignobles assez renommés. Le sol est de terre végétale et brune, facilement détrempée par les pluies : les boues de Crimée défient toute description. L'épaisseur de la couche végétale varie de 1 mètre à quelques centimètres. Le sous-sol est un calcaire que la pioche entame aisément. Les régimens campés sur des terrains où le sous-sol affleurait y creusaient des enceintes circulaires pour enterrer leurs tentes de 80 centimètres et les préserver du froid, surtout des coups de vent, qui sont continuels et parfois désastreux en Crimée. Il ne faudrait pas médire cependant de la violence du vent de Crimée. Sans le vent, le sol serait resté constamment boueux, faute d'écoulement. C'est le vent qui renouvelait l'air dans les camps et chassait les gaz méphitiques dont les vêtemens étaient imprégnés; c'est le vent qui emportait les miasmes des cadavres d'hommes ou d'animaux qu'on enterrait par milliers, et qui ne pouvaient, quoique enterrés, se décomposer impunément. Si le vent ne nous a pas préservés du typhus, il en a certainement ralenti les développemens et diminué les effets; peut-être lui devons-nous d'avoir été exempts de la peste.

La partie occupée par les alliés mesurait huit kilomètres en largeur et vingt-quatre en longueur. C'est l'ancienne Chersonèse taurique dont Hérodote et Strabon ont laissé des descriptions. Là comme dans la Troade se retrouvent des souvenirs des âges héroïques. C'est en Tauride que Diane transporta Iphigénie arrachée au feu du sacrifice, et en fit une prêtresse; c'est sur cette terre inhospitalière que la tempête jeta Oreste et Pylade, et qu'Iphigénie manqua sacrifier son frère. Désormais d'autres souvenirs effaceront ces souvenirs antiques, et les noms de nos victoires feront tort à ceux d'Oreste et de sa sœur.

La rade de Sébastopol frappe l'imagination par son étendue et son

aspect majestueux. Elle était, pour ainsi dire, galonnée par les mâts des vaisseaux submergés, qui élevaient leurs pointes comme pour marquer la place d'une grande destruction. En s'enfonçant dans la rade, on rencontre la petite baie du Carénage; à quatre kilomètres plus loin est l'embouchure de la Tchernaïa, qui coule sur un terrain marécageux, parmi les roseaux, et dont les eaux sont en partie détournées pour alimenter les docks de Sébastopol. La belle route de Simphéropol traverse la Tchernaïa sur un pont de bois, serpente sur les monts derrière lesquels campait le corps d'armée du général Bosquet, et aboutit à Sébastopol. Elle passe sur l'emplacement où s'étaient établis les Anglais quand les Russes leur livrèrent la bataille d'Inkerman. Après ce combat, on la coupa de distance en distance par d'énormes tranchées, afin de rendre plus difficile toute surprise nouvelle. D'autre part, les Russes détruisirent le pont pour protéger leur retraite. Au pied de la montagne du haut de laquelle des bataillons russes furent précipités par les baïonnettes que commandait le général Bosquet, on voyait un véritable ossuaire. Les cadavres avaient été dévorés par les vautours, et tous ces squelettes humains attendaient la sépulture. Ils avaient appartenu à des hommes dont la taille n'était pas très élevée, mais dont la charpente osseuse était remarquablement forte. La grosseur du fémur ou du tibia fait aisément distinguer un Russe d'un Français ou d'un Anglais.

La vallée de la Tchernaïa remonte à l'est vers la forêt de Baïdar; elle est large de quatre cents mètres en moyenne. L'air qu'on y respire est malsain, cependant il n'a pas été possible de s'en écarter pendant toute la durée de la guerre. Du haut des montagnes qui bordent la vallée, les camps ennemis s'observaient mutuellement. Après la prise de Sébastopol, quelques soldats des postes avancés établirent entre eux des conférences au moyen de mouchoirs blancs qu'ils hissaient au bout des baïonnettes. Aux entretiens succédèrent les échanges. Les Russes avaient de l'eau-de-vie, les Français du pain et du tabac : ils eurent bientôt fraternisé, et cette façon amicale de faire la guerre prit une telle extension, que le général Camou, commandant le 2e corps, dut refroidir par des punitions la chaleur de ces effusions.

En cheminant dans la vallée, on aperçoit à gauche les rampes de Mackensie, véritables murailles droites et inacessibles. Au centre, une dépression semblerait permettre l'assaut, si elle n'était protégée en arrière par trois soulèvemens de terrain superposés. Les Russes avaient hérissé de canons ces escarpemens; c'est de là que tonnaient les batteries surnommées par nos soldats *Bilboquet* et *Gringalet*, et qui se sont tristement signalées après la bataille de Traktir en tirant sur les médecins et les infirmiers occupés à panser et à relever les

blessés russes. Le même fait s'était déjà produit après la bataille d'Inkerman. Le gouvernement russe a hautement désapprouvé ces actes de barbarie; le général Lüders, tout en les atténuant, les a flétris dans sa correspondance avec le général Canrobert et le général Pélissier. On rendrait ces méprises impossibles si, par une entente commune entre les nations, les médecins et le personnel hospitalier portaient un signe distinctif, le même dans toutes les armées et dans tous les pays, qui les fît reconnaître aisément des deux partis.

Plus loin se trouve le pont par lequel les colonnes russes avaient débouché le 18 août. Il est dominé par les monts Fédouchine, qu'occupait le corps du général Mac-Mahon. Tout le côté gauche de la vallée a été constamment gardé par l'armée française, et même après la prise de Sébastopol, les divisions du 1er corps, commandées par le général de Salles, s'étendirent jusque dans la forêt de Baïdar. Le changement des bivouacs, l'installation au milieu des bois a été très favorable à la santé des soldats. La forêt de Baïdar est d'une riche végétation et d'un aspect sévère; elle a pour cadre de majestueuses montagnes coupées par de beaux et frais vallons; des villages pittoresques où tout respire l'aisance s'échelonnent sur les pentes; çà et là on rencontre d'élégans rendez-vous de chasse, comme le château de Pérouski; des cours d'eau frais et limpides y forment la source de la Tchernaïa. C'est bien là le meilleur bivouac qu'on puisse rêver : aussi la division d'Autemarre, bien que sur trois nuits elle en passât une de grand'garde, est-elle restée dans d'excellentes conditions de santé pendant le rude hiver de 1856.

Si de la forêt de Baïdar on se dirige vers l'est et le sud, on arrive, par une série de montagnes sur la croupe desquelles était campée l'armée sarde avec ses ambulances, au petit port de Balaclava, caché dans l'anfracture sinueuse d'un immense rocher. C'était autrefois une retraite assurée pour les pirates. On y voit encore les ruines d'un fort bâti au XIIIe siècle par les Génois. Balaclava ne contenait plus que quelques familles de pêcheurs quand les Anglais sont venus le métamorphoser. Ils y ont apporté leur industrie, ils y ont construit un chemin de fer, cent navires y ont versé sans interruption tous les produits de la civilisation. Les camps de nos alliés ont été largement pourvus de tous les bienfaits du comfortable : aussi les Anglais ont-ils été préservés en 1856 du scorbut et du typhus. Quand on compare les conditions où se trouvèrent les Anglais au début de la guerre, qui les prenait au dépourvu, et celles où ils s'étaient placés en 1856, on est forcé de reconnaître la grandeur de la nation britannique.

Le quartier-général de l'armée sarde, placé à Kadikeuï, village grec situé à l'entrée de la plaine de Balaclava, était envahi pour le

moment par une population de marchands cosmopolites. Le général La Marmora m'invita à visiter les ambulances de l'armée piémontaise : le service et le personnel ne me parurent mériter que des éloges.

En gagnant au sud les hauts plateaux qui s'étendent le long de la mer à partir de Balaclava, on arrive au cap Parthénon, le cap Fiolente des Génois, où l'on trouve quelques assises du temple de cette Diane tauropolitaine à laquelle le roi Thoas immolait les étrangers. Non loin de ces ruines, dans un pli de rocher, à l'abri des vents du nord, paraît le beau monastère Saint-George, asile des aumôniers retraités de la flotte russe. Quoiqu'on pût établir là un magnifique hôpital, les armées alliées ont respecté religieusement ce monastère; les cérémonies du culte ne furent jamais troublées; elles s'accomplissaient chaque jour sous les yeux d'un public hétérodoxe attiré par la beauté du paysage et par le carillon des cloches qui rappelait la patrie absente. L'élévation du sol, la douceur des pentes, la ventilation qu'y entretient sans cesse la brise de mer, font de cette contrée une excellente position pour les bivouacs d'un camp. Entre Saint-George et Kamiesch était cantonnée la cavalerie française. Elle a été beaucoup moins éprouvée par les maladies que l'infanterie, parce que les endroits qu'elle habitait étaient plus sains, parce que le cavalier, comparé au fantassin, est plus soigneux de sa personne, vit plus en plein air et ne se blottit pas sous la tente pendant une grande partie du jour.

La plaine de Kamiesch s'arrête au cap Chersonèse et a pour limites deux baies jumelles, dont l'une s'appelle Kazak et l'autre Kamiesch, baies que notre marine ne connaissait que très vaguement, et dont la découverte a été un bonheur providentiel. Elles étaient sans cesse encombrées de vaisseaux qui venaient ravitailler l'armée française. Sur cette plage nue, d'un abord facile, d'immenses magasins d'approvisionnemens ont été élevés; des baraques de marchands plus ou moins honnêtes se sont groupées, chaque jour plus serrées, autour de nos établissemens militaires. En peu de mois, une ville entière a été comme improvisée; elle avait ses rues, larges et bien alignées, ses cafés, son théâtre, sa police, son église catholique, et même son temple protestant. Je n'ai à parler que de l'hôpital : il était bien installé, largement pourvu; le service médical y était habilement dirigé. On pouvait y réunir mille malades; c'était là que s'arrêtaient les hommes qui se trouvaient trop souffrans au moment du départ pour les hôpitaux de Constantinople.

Huit kilomètres environ séparent Kamiesch de Sébastopol. A mesure qu'on avançait, le sol, bouleversé par les travaux d'approche, était couvert d'une plus grande quantité de projectiles. Ils étaient littéra-

lement accumulés dans le ravin de Carabelnaya et dans la petite vallée où s'étend le cimetière de Sébastopol, tant de fois pris et repris. Des colonnes de marbre brisées, des urnes funéraires mises en pièces, les croix de bois mutilées, les monumens tumulaires renversés, tout marquait la dévastation. C'est le canon seul qui a fait ces ravages; malgré l'intensité du froid, les soldats ont respecté les croix de chêne qui surmontaient les tombes.

Rien n'est émouvant comme de parcourir les alentours d'une ville emportée après un siége long et meurtrier. Près de Sébastopol on voyait çà et là d'immenses trous en entonnoir qu'avait faits le jeu des mines, des contre-mines et des camouflets; partout des fosses d'embuscade. C'est là que les francs-tireurs se mettaient à l'affût; c'est de là que de la pointe du jour jusqu'à la nuit ils guettaient les soldats, les officiers de tranchée, les artilleurs, qui apparaissaient sur les fortifications, ou qu'on apercevait par les embrasures des canons : aussi les Russes fermaient-ils ces embrasures par des portières faites avec les cordages de la flotte, artistement tressés et à l'épreuve de la balle. Parfois les francs-tireurs, séparés de leurs ennemis par une cinquantaine de mètres seulement, liaient conversation avec eux. Les Russes, chaussés d'excellentes demi-bottes dont ils savaient nos soldats très friands, leur montraient le bout du pied et leur criaient en bon français : « Venez les prendre. » Les nôtres, on le pense bien, n'étaient en retard ni de répliques, ni de bons mots. D'autres fois même on hissait, d'un côté ou de l'autre, au-dessus de l'épaulement des embuscades, une bouteille ou une casquette, et le premier qui atteignait le but était chaudement applaudi par tous les francs-tireurs. Entre Russes et Français il n'y avait point de haine : si l'on ne s'était tué, on se serait embrassé.

En entrant dans Sébastopol par le bastion du Mât, je rendis un hommage tacite à l'habileté du général Todtleben. Je visitai les fortifications de Malakof, véritable labyrinthe d'*s* italiques dessinés en relief par des terres rapportées au-dessus des souterrains blindés. Les soulèvemens artificiels, chaque jour plus hauts, dépassèrent la tour même. Dans les derniers jours qui précédèrent l'assaut, les assiégeans lançaient sur le bastion 6,000 bombes en 24 heures. Les Russes ne pouvaient sortir : pour enterrer un mort, ils perdaient deux vivans; aussi laissaient-ils les cadavres sans sépulture. Cependant leurs blindages, soutenus par d'énormes mâts retirés de la flotte et recouverts de plusieurs mètres de terre, n'ont pu être effondrés par cette pluie énorme de projectiles. Le bastion planait comme une île aérienne en face du Mamelon-Vert. Nos soldats, le 8 septembre, y sont entrés par un élan irrésistible. Rien n'a pu les arrêter, ni la profondeur du fossé d'enceinte, ni la hauteur des parapets

hérissés de baïonnettes et de canons, ni la fermeté héroïque des défenseurs. Loin d'attendre les échelles, ils se sont précipités dans le fossé, et ils ont escaladé le parapet en montant les uns sur les épaules des autres. Ces positions une fois emportées, ils les ont victorieusement défendues pendant cinq heures consécutives contre les retours offensifs et acharnés des masses russes. Pendant l'absence du général Todtleben, retenu par une blessure loin des travaux de défense, les Russes avaient commis la très grande faute de fermer Malakof à la gorge, du côté de la ville, et de n'y laisser qu'un passage étroit. C'est dans ce passage que les colonnes russes, ne pouvant se déployer, se brisèrent inutilement sur les baïonnettes de nos soldats, devenus aussi inébranlables qu'ils étaient tout à l'heure ardens et emportés. L'ennemi comptait aussi sur le fil électrique qui devait mettre le feu à 60,000 kilogrammes de poudre et écraser sous les ruines du bastion l'armée assiégeante. On sait que, par le hasard le plus heureux, un coup de pioche fit découvrir ce fil : il fut coupé. Quelques instans plus tard, il faisait sauter les forts Paul et Alexandre pour couvrir la retraite des Russes.

La contrée occupée par les armées alliées avait environ seize lieues de circonférence. Le sol, généralement ondulé, est coupé de distance en distance par de profonds ravins, dont les eaux sont de bonne qualité; il offre partout des emplacemens favorables pour les bivouacs et les positions militaires. Sur le flanc des montagnes se dessinaient la ligne fuyante et la perspective pittoresque des tentes des armées alliées. De belles routes macadamisées, établies et entretenues par nos soldats, les traversaient, facilitaient l'approvisionnement et le transport du matériel. Les baraques des marchands formaient de véritables villages, que les soldats, pour reconnaître la probité de ces industriels, appelaient Filouville, Coquinville, etc. Cependant une police bien faite inspectait les vins et l'eau-de-vie, et l'on se plaignit rarement qu'ils fussent sophistiqués.

Le climat de la Crimée, sauf quelques localités marécageuses dont l'assainissement serait facile, est d'une remarquable salubrité. A part les cantonnemens que la nécessité de la défense exposait aux influences paludéennes de la Tchernaïa, tout était dans une bonne situation hygiénique. Les chaleurs d'été, tempérées par une brise de mer, ne dépassent guère celles du midi de la France. Les hivers sont rudes; le thermomètre centigrade descend à 20 degrés et même au-dessous; la violence du vent rend le froid très difficile à supporter.

Nos armées n'ont pas trouvé de ressources dans le pays. Les Tartares n'ont pu vendre que quelques bœufs, quelques moutons, des poules et des œufs. Ils étaient aussi avides que les marchands dont nous avons parlé; j'en ai vu qui demandaient 5 francs d'un cent de noix, et ils trouvaient des acheteurs. Nous avons scrupuleusement

respecté leurs villages; rien n'a troublé nos bons rapports avec eux. Le bois qui couvrait les collines a été vite enlevé; dès l'hiver de 1856, *la forêt souterraine* elle-même avait disparu : c'est le nom que nos soldats donnaient aux souches restées en terre après la coupe des arbres. On s'épouvante en Orient du passage des sauterelles; la présence d'une armée est un fléau bien plus dévastateur : les sauterelles du moins ne dévorent que ce qui est sur le sol. Une distance de vingt kilomètres empêchait qu'on ne mît à profit les richesses forestières de Baïdar; l'administration trouvait plus aisé et plus court de tirer ses bois de Varna. Après la prise de Sébastopol, les bois employés dans les fortifications ont largement alimenté les cuisines des régimens, et les troupes voisines de Baïdar ont seules continué à prendre du bois dans la forêt, à l'aide des *arabas* et des bœufs que l'administration mit à leur disposition. Les arabas sont des chariots du pays, grossiers et tout en bois, sans une parcelle de fer; la route de Voronzof en était encombrée. Le bruit criard de leurs roues pesantes réjouit l'oreille du Tartare. Ce sont des arabas traînés par des bœufs qui apportaient aux Russes leurs approvisionnemens. A l'arrivée, les bœufs étaient dépecés, et le bois des chariots servait à les faire cuire.

A dix kilomètres environ de Kamiesch, sur un monticule, au centre de l'armée française, était placé le grand quartier-général. On y remarquait la petite et modeste tente où le général Canrobert avait passé l'hiver de 1855. Il avait donné au service des hôpitaux la baraque destinée au commandant en chef, voulant partager avec le soldat les rigueurs de la saison. L'exemple de l'abnégation parti d'en haut propageait l'héroïsme dans tous les rangs; ce ne fut là du reste qu'un des mille moyens honorables et ingénieux dont le général en chef se servit pour soutenir le moral de l'armée à travers les plus rudes épreuves. Sur le point culminant du grand quartier-général, on avait bâti un clocheton en pierre; le fronton encadrait l'horloge enlevée au beffroi de Sébastopol, horloge qui servait de régulateur à toutes les montres. Autour de la baraque du maréchal Pélissier se groupaient les bureaux de la poste et du trésor, le télégraphe électrique, l'aumônier en chef et la petite église improvisée où il disait la messe, enfin tous les grands services.

J'examinai bientôt dans tous leurs détails les camps, les régimens, les infirmeries régimentaires, les ambulances, les hôpitaux. Je consultai les généraux, les intendans, les chefs de corps, les médecins pour connaître les besoins du soldat, et fixer mes idées sur les mesures relatives au régime alimentaire, aux abris, aux vêtemens. Sur ces importantes questions, les opinions sont contradictoires; j'ai dû chercher la vérité par moi-même, et l'on va voir quels furent les premiers résultats de mon enquête.

II. — LES ALIMENS.

Dans mes recherches sur l'alimentation de l'armée d'Orient, quatre divisions principales étaient indiquées par la nature même des denrées alimentaires. J'avais à m'occuper successivement du pain, de la viande, des végétaux et des boissons.

Le biscuit, qui est le pain des marins, a été une grande ressource pour l'armée de Crimée. Il est de bonne conservation et ne craint que l'humidité. Le transport en est facile; à poids égal, il est beaucoup plus nutritif que le pain de munition. L'eau que le pain contient en augmente le poids d'un tiers; il ne reste rien de cette eau dans le biscuit. La farine transformée en biscuit s'allége dans une proportion de 5 pour 100. Le biscuit de France était bon, celui de Constantinople n'a pas toujours été d'une qualité ou d'une manutention irréprochable; quelquefois il y avait des traces de moisissure.

La ration ordinaire de biscuit est de 550 grammes, non compris 185 grammes comme pain de soupe. Dès le début de la campagne, cette ration a été portée à 650 grammes. Quand les troupes travaillaient aux tranchées, elles recevaient par homme et par jour, outre une haute paie de 50 centimes, une augmentation de 250 grammes de biscuit. Cependant le soldat préfère au meilleur biscuit le pain de munition, même lourd et grossier. Le pain, se digérant moins vite, leste mieux l'estomac; il ne provoque jamais la satiété et le dégoût. Le biscuit, privé de levain, est d'une extrême siccité. Il agit dans l'estomac comme une éponge; après avoir épuisé les glandes salivaires pendant la mastication, il absorbe les sucs gastriques, qui deviennent ainsi insuffisans pour une bonne digestion. Afin de le ramollir, on le fait macérer un instant dans l'eau, puis on l'expose au feu; il est alors pâteux, fade et indigeste. Le biscuit ne doit donc être distribué qu'à défaut de pain. Assez souvent on donne moitié pain, moitié biscuit. Pendant la campagne de Crimée, sur sept distributions, quatre étaient de biscuit. Il n'est pas facile de pourvoir de pain frais une armée de 140,000 hommes quand il faut tout tirer d'outre-mer, les farines, le bois, les pétrins, les fours, etc.

A Paris, la taxe de la boulangerie civile a pour base la proportion de 130 kilogrammes de pain pour 100 kilogrammes de farine. Ce rapport entre la farine et la quantité d'eau qu'elle doit absorber a été reconnu nécessaire pour la bonne manutention du pain. Le département de la guerre n'impose aucune limite : le plus fort rendement est le meilleur. On obtient avec le blé tendre 144 kilogr., et avec le blé dur 150 kilog. pour 100 kilog. de farine. Or le pain trop saturé d'eau se cuit mal; la croûte brûle et noircit; il se ramollit

vite, reprend sa fermentation, et donne un aliment plus ou moins défectueux. Peut-être devrait-on fabriquer pour les armées en campagne du pain biscuité à demi ou au quart, et peu chargé de levain; la ration serait moins forte, mais tout aussi nutritive, et l'on éviterait en grande partie les inconvéniens du biscuit.

Le blutage du pain de munition a été porté depuis quelques années jusqu'à 20 pour 100 d'extraction de son pour les blés tendres. On pensait que moins le pain contient de son, plus il est nutritif, et que de plus, en devenant plus blanc, il pourrait remplacer le pain de soupe acheté aux boulangeries civiles et fait avec des farines blutées à raison de 40 pour 100 d'extraction. Cette innovation ne paraît pas heureuse. Le prix de revient de la ration s'est élevé sans compensation réelle. Le nouveau pain se digère trop vite, et ne trempe pas bien dans la soupe. Il n'est pas démontré que le son, dans de certaines limites, n'apporte pas des principes réparateurs assimilables. En temps de disette ou de guerre, ce n'est pas une chose indifférente que de porter l'extraction du son à un blutage aussi élevé pour une armée de 500,000 hommes. D'ailleurs nos soldats sont pour la plupart des gens de campagne et préfèrent le pain de qualité inférieure auquel ils sont habitués au pain plus blanc de nos manutentions militaires. De même les prisonniers russes, accoutumés à un pain extrêmement grossier, ne se trouvaient pas assez nourris avec le pain de nos soldats : on a dû leur donner un supplément de ration.

La meilleure viande fraîche est le bœuf. Seul, il fait une bonne soupe, et, d'après un dicton aussi vrai que vulgaire, *la soupe fait le soldat*. Les bœufs n'arrivaient en Crimée qu'après de longues vicissitudes et dans un tel état, qu'on eût dit les vaches maigres du roi Pharaon. Pour que la quantité suppléât à la qualité, on avait porté la ration de 250 grammes à 300; mais les os y entraient pour un poids énorme. Je conseillai de broyer les parties dures ayant déjà servi au pot-au-feu, de les concasser, et de les faire bouillir de nouveau pour en extraire la gélatine. Ce moyen, employé dans les hôpitaux de Constantinople, a très notablement amélioré le bouillon des malades; on pourrait l'ordonner comme prescription réglementaire aux cuisiniers des régimens et des hôpitaux. En France, il est vrai, les os se vendent; mais n'y aurait-il pas plus de profit à les garder?

Quand la viande fraîche manquait, on la remplaçait par des conserves de bœuf cuit, contenues dans des boîtes de fer-blanc hermétiquement fermées. Comme la chair était désossée, la ration était réduite à 120 grammes. Ces conserves étaient d'excellente qualité; mais le soldat n'aime pas à changer d'habitude : il apprécie le poids et le volume plus que la qualité. Quoique ces 120 grammes le nour-

rissent réellement davantage, il les trouvait insuffisans, et préférait la viande fraîche, même médiocre. Quelquefois la ration était de saucisson et de lard. On avait recours par exception aux paquets de poudre-viande. Cette viande en poudre était peu goûtée; elle se prête à la sophistication, et conserve une odeur suspecte; on craint toujours qu'elle n'ait été faite avec toute sorte d'animaux. Quand la troupe en avait fait usage pendant quelques jours, elle manifestait du dégoût et une grande répugnance.

Les moutons, trouvant encore à brouter quelques brins d'herbe insuffisans pour la nourriture des bœufs, se maintenaient en bon état. Ils étaient fort appréciés. Un grand nombre de chevaux ont péri dans les hivers de 1855 et 1856. Suivant l'exemple d'un savant distingué, M. Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, je prêchais pour qu'on mangeât du cheval, mais je fis peu de conversions. Cependant le cheval est herbivore comme le bœuf; nul animal n'est plus propre, il est lavé, pansé tous les jours, et sa chair, pour être plus ferme, n'en est pas moins réparatrice; elle peut faire d'excellentes soupes. En Allemagne, le cheval dépecé est vendu publiquement à l'étal du boucher. Les deux batteries d'artillerie de la division d'Autemarre, campée à Baïdar, se nourrirent de chevaux réformés, et n'eurent pas à le regretter; elles furent épargnées par la mortalité et les maladies qui sévissaient si cruellement dans le reste de l'armée. Des expériences faites par des savans fort compétens ont prouvé que la chair des chevaux même malades et atteints du charbon, purifiée par le feu, pouvait être mangée sans danger. Je n'osais pourtant conseiller de manger les chevaux malades. Je savais que la viande de bœuf flasque, décolorée et gluante, qu'on avait été parfois contraint de distribuer dans les momens de pénurie, avait déterminé des flux diarrhéiques.

Le poisson, principalement le turbot bouclé, était très abondant sur la côte de Crimée. Tandis que la viande de boucherie, même médiocre, se vendait à Kamiesch 3 fr. le kilog., un turbot de dix livres ne coûtait que 4 ou 5 fr. Après la prise de Sébastopol, les officiers faisaient dans la baie de Stréteska, avec des filets trouvés à Sébastopol, des pêches miraculeuses. Je regrette qu'on n'ait pas établi de vastes pêcheries pour faire contribuer cette précieuse ressource à la nourriture de l'armée et varier un peu son alimentation. On trouvait aussi beaucoup de gibier, des cailles, des bécasses, au moment de leur passage, et des lièvres, des faisans, des chevreuils dans la forêt de Baïdar. On y a fêté la Saint-Hubert. Il va sans dire pourtant que cette nourriture de luxe n'allait pas à la table du soldat. Quelques officiers élevaient des poules pour avoir des œufs.

Le manque de légumes frais a été une grande privation pour

l'armée. Les conserves n'ont jamais fait défaut; les juliennes, dont on a fait des distributions assez régulières, étaient de toutes les plus goûtées. A la fin de la campagne, ces conserves étaient de mauvaise qualité; elles se trouvèrent quelquefois tellement altérées par la fermentation, que les soldats les jetaient. L'avidité des commerçans n'était pas retenue par les misères de l'armée, qu'elle grossissait encore. Les sacs de pommes de terre qu'on recevait de temps en temps étaient une bonne fortune. L'administration les livrait à raison de 35 cent. le kilog.; dans les boutiques de Kamiesch, la même quantité coûtait de 1 à 3 fr. Des choux ont été payés jusqu'à 10 fr. L'homme a besoin cependant de légumes aussi bien que de viande. Les physiologistes modernes séparent les alimens en deux genres : alimens azotés, qui, selon M. Dumas, satisfont aux besoins de l'assimilation, et alimens non azotés, qui donnent les produits combustibles consommés par la respiration, et que M. Liebig appelle *respiratoires*. L'absence des légumes, alimens privés d'azote, gêne donc l'exercice de la fonction respiratoire et nuit à l'hématose. Il est démontré que la conséquence assez prochaine de ce régime serait la mort.

Les légumes conservés, ayant perdu leur eau de végétation et peut-être d'autres élémens gazeux que l'analyse n'a pu découvrir, ne remplacent pas suffisamment les légumes frais. A l'armée d'Orient, l'imperfection de l'hématose s'est traduite par des suffusions sanguines et par le scorbut. Pour ce qui regarde l'alimentation et même l'habitation, l'expédition de Crimée peut être comparée à un voyage au long cours; l'armée était comme confinée sur un vaste navire et subissait les influences d'une grande navigation. L'habitation en commun prolongée a déterminé le méphitisme d'abord et plus tard le typhus. L'invasion du scorbut a été retardée par la présence d'une plante aussi précieuse qu'elle était commune, le *terrassacum* de Linné, ou, s'il faut l'appeler par son nom vulgaire, le pissenlit. Quand les arbres et les racines des arbres eurent disparu du sol de la Crimée, le pissenlit y fut le roi de la végétation. La Crimée est la terre promise du pissenlit; il y résistait vaillamment à la guerre destructive que lui faisaient nos soldats; arraché sans relâche, il renaissait plus abondant. On en faisait une salade de digestion facile, qui avait une amertume douce et bienfaisante. La salade de pissenlit paraissait tous les jours sur la table du maréchal Pélissier, qui s'en montrait très friand. Malheureusement, au cœur de l'hiver et au cœur de l'été, les grands froids et les grandes chaleurs arrêtaient la végétation de cette bienheureuse plante, et la diminution du pissenlit se trahissait par le développement du scorbut. Le ministère de la guerre fit acheter sur le marché de Constantinople de grandes quantités de

légumes frais; je lui disais dans un de mes rapports : « 100,000 fr. dépensés en légumes frais, c'est 500,000 fr. d'épargnés sur les frais que suscite l'entrée des malades aux hôpitaux. » Vers la fin de notre séjour, on avait fait des jardins potagers dont on a pu récolter les primeurs. Ces jardins promettaient de grandes ressources pour l'avenir, si nous avions dû rester plus longtemps dans un pays dénué de tout. Je m'étonne qu'on n'ait pas approvisionné l'armée avec de la choucroûte, dont la conservation est si facile. Les lentilles ont été rares, les haricots abondans.

Les acides végétaux, c'est-à-dire les pommes, les citrons, les oranges, faisaient défaut. Les acides sont, comme on sait, anti-scorbutiques. Les Anglais recevaient par ration du jus de citron conservé en barriques; ils en faisaient des grogs en y ajoutant du rhum et du sucre. Nos ambulances et nos infirmeries régimentaires en ont bien été pourvues vers la fin de la campagne; mais les expériences, quoique donnant de bons résultats, ne furent pas assez prolongées pour être absolument concluantes. Les médecins anglais accordent au jus de citron une grande vertu anti-scorbutique; c'est à lui en grande partie, disent-ils, que l'armée anglaise a dû d'être préservée du scorbut pendant l'hiver de 1856. Le jus de citron conservé est depuis longtemps apprécié par les marins comme anti-scorbutique; ils en embarquent dans les voyages au long cours.

La soupe est par excellence l'aliment du soldat, mais la qualité de la soupe dépend beaucoup du cuisinier. Chaque soldat fait la cuisine comme il monte sa garde, à tour de rôle: c'est un tort. Dans le même régiment, telle compagnie mange de mauvaises soupes et telle autre de bonnes. En général, les officiers de l'armée de terre ne se préoccupent pas assez de ces détails, qui sont importans, car la première condition de la santé, c'est la satisfaction de l'estomac. En Crimée, les troupes qui ont le mieux résisté aux privations et aux fatigues étaient celles que commandaient des colonels soigneux de leurs soldats. Voici un exemple : de deux régimens partis du camp de Saint-Omer à la même époque, arrivés ensemble en Crimée (au mois d'octobre 1855), campés à côté l'un de l'autre, ayant subi les mêmes vicissitudes atmosphériques et fait un service pareil, l'un avait conservé, au 1er avril 1856, 2,224 soldats sur un effectif de 2,676 hommes; l'autre, sur un effectif de 2,327 hommes, n'en comptait plus que 1,239. Dans ce compte, il n'est question que des maladies et non des blessures de guerre. — Dans l'armée navale, le commandant du vaisseau surveille la composition du repas de l'équipage, et de plus il respecte religieusement l'heure du déjeuner et celle du dîner; jamais elle n'est retardée, avancée ou interrompue. Il faudrait souhaiter que les mêmes scrupules pénétrassent dans l'armée

de terre, et que ces sages mesures d'hygiène ne fussent jamais enfreintes sans une nécessité bien démontrée et absolue. On donne des récompenses aux colonels de cavalerie dont les escadrons conservent le plus de chevaux, et ces récompenses entretiennent une excellente et profitable émulation. On aurait des résultats semblables, mais plus importans et plus heureux encore, si l'on accordait des faveurs analogues aux colonels dont les bataillons conservent le plus d'hommes en état de santé.

Le vin n'entre dans la ration ordinaire du soldat qu'en temps de campagne. Celui qu'on distribuait à l'armée d'Orient était généralement bon; chaque soldat avait un quart de litre. Les officiers étaient autorisés à prendre chaque jour dans les magasins, en sus de la ration, un litre de vin qu'ils payaient 80 centimes. Le commerce privé vendait le vin trois fois plus cher. En temps d'épidémie, le maréchal Pélissier a doublé la ration. Nous avions même pour nos malades des vins généreux que l'administration nous donnait libéralement. L'eau-de-vie alternait avec le vin; la ration était d'un seizième de litre. Prise avec intempérance, l'eau-de-vie est très dangereuse en hiver, et expose les ivrognes à périr congelés; prise avec modération, elle provoque une réaction salutaire. Un lieutenant de vaisseau, M. Laurent, chargé avec ses marins du service de jour et de nuit d'une batterie sous Sébastopol, a conservé pendant l'hiver la santé de ses canonniers en leur donnant à intervalles égaux, pendant la nuit, trois grogs chauds faits avec l'eau-de-vie de distribution; l'organisme acquérait ainsi une grande force pour résister au froid.

Le café remplaçait souvent le vin et l'eau-de-vie. La ration se composait de 16 grammes de café et de 21 grammes de sucre. Pendant les premières campagnes d'Algérie, les colonnes expéditionnaires recevaient d'avance leurs rations d'eau-de-vie pour huit jours, et ces rations étaient consommées avant le départ. L'ivresse préludait d'une façon déplorable aux fatigues et aux privations de la guerre; au moment de l'expédition de Mascara en 1834, elle avait déterminé l'entrée dans les ambulances d'une foule de soldats atteints de dyssenterie. Quand on repartit pour l'expédition de Tlemcen, je conseillai la substitution du café à l'eau-de-vie, et l'essai fut décisif. Le café est devenu pour nos soldats en campagne une boisson hygiénique et préférée. Il prévient les relâchemens intestinaux si fréquens dans les pays chauds. Les Arabes prennent chaque jour plusieurs infusions légères de café. Transportés dans leur pays, nous devions nous laisser guider par leurs habitudes traditionnelles, qui avaient leur raison d'être. Le café contient des principes azotés qui sont des élémens nutritifs. Le soldat, en y trempant

quelques morceaux de biscuit, se fait à volonté un potage réparateur dont il ne se dégoûte jamais. On comprend les avantages du café dans les haltes, les tranchées, partout où le soldat n'a pas le temps de faire sa soupe. Cette liqueur, qui le délasse et l'égaie, ne l'empêche pas de dormir, après une journée de fatigues au grand air. Au point de vue administratif, le café est de transport et de conservation faciles. On le livrait d'abord en poudre; mais il perdait ainsi ses principes volatils aromatiques; on l'a distribué ensuite en grains torréfiés, et on donnait aux troupes de Crimée de petits moulins cylindriques pour le moudre. La noix de ces moulins finit par s'user, et le soldat s'ingénia à trouver des moyens dont quelques-uns avaient plus d'originalité et même un côté moins prosaïque. J'ai vu dans les camps écraser le café avec un boulet promené dans une moitié de bombe. — Les Anglais remplacent le café par le thé; leurs troupes en prenaient deux fois le jour, le matin et le soir, aromatisé avec du rhum. Quelques morceaux de pain trempés dans ce grog constituent un aliment tonique et bienfaisant. Ainsi se retrouvaient au bivouac les usages séculaires des familles britanniques.

En résumé, la nourriture du soldat français n'a pas manqué un seul jour. Les distributions ont été aussi régulières que dans une ville de garnison, aussi variées qu'elles pouvaient l'être dans un pays sans ressources, et placé à huit cents lieues de la France, qui devait tout envoyer. Je voudrais cependant présenter de courtes observations sur les améliorations qui me paraissent possibles dans le régime alimentaire du soldat. Sans sortir des étroites limites de la solde budgétaire, on pourrait, je crois, diminuer le chiffre des maladies et par conséquent les frais d'hôpitaux, en instituant un troisième repas, en variant l'alimentation, en la rendant plus abondante. Les soldats font deux repas, l'un à dix heures du matin, l'autre à quatre heures de l'après-midi. Dix-huit heures séparent le repas du soir de celui du matin. Un homme fait, occupé d'un travail intellectuel, peut bien ne se nourrir que deux fois dans un jour; mais le jeune soldat, qui n'est pas encore arrivé au terme de son développement physique et qui est exposé à faire une grande dépense de forces corporelles, doit manger plus souvent. Avant de servir, soit qu'il fût paysan, soit qu'il fût ouvrier, il pratiquait cet adage populaire, qu'il ne faut pas travailler à jeun, et mangeait au saut du lit. Quand il entre au régiment, ce repas matinal, qu'il prend depuis son enfance et qui est pour lui un besoin, est supprimé brusquement, sans transition. Le vieux soldat, dont l'estomac est pourtant moins impérieux, a soin de manger un morceau de pain et de boire un petit verre d'eau-de-vie avant d'aller à l'exercice. Le conscrit pourrait faire comme lui;

mais, encore tout ahuri, forcé de régler sa vie d'après les roulemens du tambour, trouvera-t-il toujours un moment pour faire un repas non reconnu? Si ce repas a son utilité, pourquoi ne pas le réglementer et lui donner sa place déterminée dans la distribution de la journée, par exemple à sept heures du matin? Une soupe au café, un morceau de fromage ou un oignon, un peu de pain avec un verre de vin seraient suffisans.

Quand l'alimentation de l'homme n'est pas variée, sa santé s'altère vite : M. Magendie l'a démontré. Les marins que la durée d'un voyage au long cours réduit au biscuit et à la viande salée contractent aisément le scorbut, la fièvre typhoïde, quelquefois le typhus. Le soldat mange invariablement deux soupes par jour, du bœuf bouilli et des légumes dont la quantité varie selon le prix. Souvent, pour rompre cette monotonie, des hommes vendent du pain pour acheter des fruits ou du fromage. Cependant la ration de pain est calculée sur les besoins de l'économie, et la vente d'une partie de cette ration affaiblit le corps sans donner à l'alimentation une sérieuse variété. Ces deux soupes éternelles sont une des plus fortes raisons, — j'en ai acquis la certitude, — qui empêchent le soldat libéré de se réengager.

En 1847, la cherté des vivres a doublé le nombre des malades; le cinquième des effectifs régimentaires était dans les hôpitaux et les infirmeries, 92 scorbutiques sont entrés au Val-de-Grâce, et quoique les congés de convalescence fussent littéralement prodigués, le nombre des décès s'est élevé à 29 sur 1,000, au lieu de 14. Pendant cette même année, les corps d'élite, la garde municipale, les sapeurs-pompiers, qui pouvaient reporter sur leur nourriture une partie de leur haute-paie supplémentaire, ont échappé aux maladies qui sévissaient sur la troupe de ligne, réduite à la simple solde. De même en 1855 le scorbut a pris au camp de Saint-Omer des proportions assez graves pour nécessiter la présence d'un médecin inspecteur, et n'a cédé que devant des améliorations exceptionnelles dans le régime alimentaire. On a constaté en Algérie et en France que les soldats occupés à un travail manuel, au nivellement ou à l'empierrement des routes, étaient mieux portans : outre l'influence efficace et incontestable du travail physique sur la santé, le fait s'explique par la rétribution que les soldats recevaient pour ces travaux, et dont une partie profitait à l'alimentation.

On dit communément que le soldat est mieux nourri au régiment que dans sa famille : cela n'est pas d'une vérité aussi générale qu'on le pense. D'ailleurs ne faut-il pas que la somme de nourriture s'accorde avec la somme des forces dépensées? Les ouvriers anglais qui ont commencé nos chemins de fer, et dont la vigueur infatigable

étonnait nos ouvriers, mangeaient par jour 2 livres de viande. La chair nourrit la chair. Le soldat français, défalcation faite des os, reçoit tout au plus 120 grammes de viande par jour. J'admets qu'il en mangeait moins chez lui, surtout s'il vient des contrées pauvres : du moins avait-il à discrétion du pain, des choux, des légumes, du lard, des oignons. Le beurre variait son alimentation. Le lait, le cidre, à tout le moins la piquette, valaient mieux que l'eau qu'il boit au régiment. Il travaillait plus librement sans la contrainte disciplinaire, il ne faisait pas de marches forcées, portant un équipement dont le poids en campagne n'est pas moins de vingt-cinq kilogrammes; il se reposait quand il était fatigué, il mangeait quand il avait faim; la nuit, au lieu de faire faction, il dormait, et en dormant, fût-ce dans une écurie, il aspirait à pleins poumons une quantité d'air qui n'était pas rationné comme dans les chambrées de la caserne.

Le budget alimentaire d'une compagnie de 80 hommes est pour un mois de 860 francs, qui se décomposent ainsi : 840 fr., total des 35 centimes pris chaque jour sur la paie de chaque homme; 20 fr. au moins, provenant de la vente des eaux grasses ou apportés par les soldats qui travaillent en ville et par les ordonnances dont les services payés profitent à la masse. La compagnie consomme chaque jour du pain de soupe pour 6 fr. 50 cent., de la viande pour 18 fr., des légumes pour 1 fr. 50 c., du sel et du poivre pour 55 c. Ces 26 francs par jour font au bout du mois 793 fr. 50 c., qui se grossissent de 53 fr. 70 c. affectés au blanchissage, à l'éclairage, au cirage, aux balais et aux honoraires du perruquier. Il reste donc 12 fr. 50 c. d'excédant pour quelques frais éventuels. Beaucoup de capitaines commandans ont une fâcheuse tendance à réaliser des économies sur les dépenses de l'ordinaire, économies qui se traduisent finalement par une mortalité plus grande. Je m'étonne aussi qu'on confie à un caporal le soin d'acheter les vivres. Un caporal est rarement insensible aux séductions d'un petit verre d'eau-de-vie, et les marchands, qui connaissent sa faiblesse sur ce point, la font tourner à leur avantage et au détriment de la compagnie. Il vaudrait mieux qu'une commission spéciale fût chargée de la nourriture du régiment. Elle pourrait s'aboucher directement avec les producteurs et, par la suppression des intermédiaires, faire bénéficier le régiment tout entier des profits prélevés par les revendeurs de deuxième et de troisième main. Achetée sur pied, la viande serait moins chère et pourrait être de meilleure qualité; les soldats la dépèceraient eux-mêmes et s'initieraient ainsi à la vie des camps. On objecte que le soldat est soupçonneux et qu'il faut le laisser disposer à sa guise des fonds destinés à sa nourriture; mais la commission

pourrait renfermer dans son sein un membre et un représentant de chaque compagnie. D'ailleurs l'état, son bailleur de fonds, réserve dans toute son intégrité ses droits de contrôle; ses intérêts et ceux des soldats sont identiques.

III. — LES CAMPS ET LES ABRIS.

Les trois camps de l'armée française étaient placés sur des sites élevés, dans d'excellentes conditions hygiéniques. L'air y circulait librement, la constance de la ventilation les purifiait. Toutefois l'enceinte en était trop exiguë; les tentes se touchaient presque. Il eût fallu au contraire laisser entre elles un espace suffisant pour les changer souvent de place et assainir le sol, infecté par l'habitation. Pour les baraques, le mal était fait et restait irrémédiable. C'est une funeste habitude que d'agglomérer dans un petit espace les tentes et les baraques. En Crimée, l'intérêt de la défense pouvait nécessiter cette agglomération; mais à Constantinople, loin du théâtre de la guerre, les baraques des camps, celles des hôpitaux, étaient trop rapprochées, et c'est à ce resserrement, qui entretenait le méphitisme, que l'on doit la persistance du choléra, les ravages de la pourriture d'hôpital et du typhus. Au médecin qui demande de l'espacement, on répond qu'il faut avant tout faciliter le service, et pour ménager quelques pas on viole les lois les plus simples et les plus importantes de la prophylaxie.

Le médecin trouve aussi que la situation des camps, même quand rien ne gène la liberté du choix, n'est pas toujours heureuse. A Constantinople, un camp baraqué avait été établi à un kilomètre d'une plaine marécageuse. L'invasion de la fièvre intermittente l'a fait abandonner. On peut remarquer de plus que jamais deux camps, deux casernes, deux hôpitaux, ne sont créés sur le même modèle; souvent un perfectionnement réel est remplacé par une innovation malheureuse. Il serait pourtant assez logique d'imposer un plan tracé par une commission qui se composerait d'officiers du génie et de membres du corps médical.

La permanence des camps amène rapidement l'infection. On ne peut toujours en changer l'assiette : en hiver, le sol trop détrempé empêche souvent d'opérer un déplacement; d'autres fois les camps occupent des positions militaires qu'on ne saurait abandonner. Ce ont là des nécessités qu'il faut subir, mais à la condition de s'y soustraire dès qu'on le peut. La signature de la paix a permis de porter nos camps le long de la vallée de la Tchernaïa, sur un sol neuf, élevé, exposé à la brise de mer. Les officiers n'étaient pas con-

tens de déménager et de quitter l'installation définitive que chacun s'était faite; mais le maréchal Pélissier commanda, et fut obéi.

Quand on ne peut changer de bivouac, il faut redoubler de vigilance pour chasser les miasmes organiques et purifier l'air en arrosant le sol des tentes avec un lait de chaux, en plaçant dans un coin un petit baquet rempli de chlorure de sodium, en abattant les tentes quand le temps le permet, ou tout au moins en relevant le tablier circulaire, pendant une grande partie du jour, à la hauteur de 80 centimètres. Les soldats ont si peu de souci de leur santé, qu'il fallait les forcer de sortir de leurs tentes, où ils restaient blottis même par le beau temps, et les contraindre à sécher au soleil leurs vêtemens et leurs couvertures imprégnés d'humidité. Les cavaliers étaient plus dociles que les fantassins (les zouaves exceptés) à ces simples prescriptions, qui furent mises à l'ordre de l'armée. Aussi l'infanterie a-t-elle été la plus éprouvée.

Les cimetières ont été placés assez loin des camps pour que le rayonnement délétère en fût inoffensif. Toutes les recommandations du conseil de santé des armées ont toujours été observées à l'égard des cimetières. On y a répandu largement de la chaux vive et des chlorures dont l'armée n'a jamais manqué. Il en était de même pour les abattoirs. On a dit et écrit que les cadavres d'animaux empoisonnaient l'atmosphère de nos camps. C'est une erreur : ils étaient immédiatement enterrés. Le général Canrobert, dans les commencemens, encourageait par une prime ces sépultures, qui furent bientôt régularisées.

Les habitudes de propreté qui distinguent l'armée anglaise devraient bien s'introduire dans nos camps. Les Anglais lavaient à l'eau chaude leur linge de corps et en changeaient deux fois par semaine. Nos soldats étaient loin de prendre de tels soins. La malpropreté empêche les fonctions de la peau et engendre la vermine. Quand un malade arrivait à Constantinople, on commençait par tremper ses habits dans un bain d'eau bouillante. Au jour d'une revue, nos soldats montrent des habits neufs et bien brossés, un équipement militaire irréprochable; cependant ces beaux bataillons laissent sur leur passage une odeur de caserne bien connue : la propreté est-elle incompatible avec le métier de soldat? Le Turc trouve moyen, même en campagne, de faire chaque jour, à plusieurs reprises, les ablutions prescrites par sa religion; la discipline militaire serait-elle moins puissante que la loi de Mahomet? Si elle remportait un triomphe si méritoire, l'éducation militaire introduirait peu à peu dans les familles des ouvriers et des paysans ces bonnes habitudes qu'il faut envier aux Anglais; ce serait une réforme nationale qui tournerait au profit de la santé publique. Nos casernes reluisent d'une crasse sé-

culaire. Il est défendu (le croirait-on?) de gratter les parquets, les bancs et les tables de peur de les user. Pourquoi la caserne ne serait-elle pas tenue aussi proprement qu'un vaisseau? Pourquoi des parquets, cirés et frottés par les soldats, ne remplaceraient-ils pas le carrelage si défectueux des chambrées? Ce luxe est parvenu enfin à s'introduire dans les hôpitaux militaires malgré les résistances de la routine. Il peut entrer dans nos casernes, et quand il y sera, on se demandera avec étonnement pourquoi une réforme si utile a tardé si longtemps.

Les abris de l'armée d'Orient étaient de diverses sortes. A défaut de maisons, on se procurait des habitations plus primitives. En Crimée, il y avait des *huttes,* des *tentes-abris,* des *tentes coniques.* Les huttes, que les soldats appelaient des *taupinières,* étaient creusées à un mètre au moins de profondeur; c'étaient des carrés longs de sept mètres, larges de trois, hauts de deux mètres et demi. Le sol et les parois étaient garnis de pierres, quand on pouvait s'en procurer. On élevait des murs au-dessus du sol avec de jeunes branches tressées qu'on recouvrait d'une épaisse couche de terre argileuse; sur ces murs se plaçait une toiture à double pente composée des mêmes matériaux. Un ou deux trous pratiqués dans la toiture donnaient passage à la lumière. S'il venait à pleuvoir, on les bouchait avec du gazon. Partout où le combustible manquait, ces huttes étaient dangereuses à habiter. Les Piémontais, qui habitaient des huttes, ont fourni beaucoup de malades. En revanche, la division cantonnée dans la forêt de Baïdar ne pouvait trouver de meilleures habitations, parce qu'ayant du bois en abondance, elle faisait du feu jour et nuit. Rien ne réjouit autant qu'un grand feu de bivouac; le bois en campagne, c'est la moitié de l'existence. Pendant qu'il se chauffe en plein air, le soldat échappe aux émanations de l'habitation en commun; de même, avec du feu, il peut se bien porter dans une hutte. Un jour à venir peut-être il faudra compter avec les rhumatismes; mais à la guerre on n'est pas si prévoyant.

J'ai visité un camp russe. Toutes les troupes vivaient dans des huttes construites de même, mais beaucoup plus longues et plus larges que les nôtres et enterrées plus profondément, avec des morceaux de papier huilé en guise de vitres. Le bois étant devenu rare, l'atmosphère, non purifiée par le feu, y était lourde, humide, nauséabonde; le scorbut et le typhus s'y répandirent.

C'est le maréchal Bugeaud, on le sait, qui a trouvé l'ingénieux système de la tente-abri, faite avec le sac de campement du soldat. Il a remplacé les coutures du sac par des boutonnières, et l'on peut ainsi le convertir à volonté en une pièce de toile carrée. Quand on a boutonné ensemble deux sacs ainsi déployés, on les maintient, avec

un bâton, soulevés à un mètre de terre; les angles sont attachés par de petits piquets, et les deux possesseurs des deux sacs ont un abri sous toile. Ainsi s'est trouvé résolu un grand problème; on a évité le double inconvénient de trop charger les épaules du soldat, ou de transporter les tentes derrière l'armée par des moyens dispendieux et souvent impraticables. Nos soldats sont devenus mobiles et nomades comme les Arabes qu'ils poursuivaient. Cette tente a rendu de grands services en Crimée; cependant elle a peu servi au milieu des rigueurs de l'hiver. Placée à la surface du sol, elle est trop froide; ensevelie sous une couche de neige, elle est trop chaude, et l'air s'y corrompt trop rapidement.

La tente conique est faite pour seize hommes. Un seul montant, placé au centre, en soutient la voûte; dans toute sa circonférence, elle est très solidement fixée au sol par deux systèmes de cordages. L'un est à demeure, l'autre est mobile et permet de soulever de 80 centimètres le tablier circulaire pour aérer l'intérieur. Ces tentes résistent victorieusement à la violence du vent. Les Turcs les préfèrent à toutes les autres; ils y emploient un tissu très serré. Le sultan nous en a livré un très grand nombre, qui étaient excellentes. Les nôtres étaient faites d'une toile à mailles ouvertes qui laissait tamiser la pluie. Moins chaudes et plus hygiéniques en été parce qu'elles étaient perméables à l'air, elles étaient froides en hiver; pour remédier à cet inconvénient, on en mettait deux l'une sur l'autre.

Les tentes-marquises sont d'un établissement plus compliqué que les tentes coniques, et résistent mal aux coups de vent : c'est pourquoi on ne s'en est pas servi en Crimée pour abriter les soldats. Cependant elles sont plus hygiéniques et plus agréables à habiter. Les parois verticales des tentes-marquises cubent une masse d'air bien plus considérable; elles sont extrêmement faciles à aérer, et l'on s'y meut comme dans une chambre ordinaire : aussi en a-t-on fait usage pour les malades. Les Anglais avaient dressé en été, pour leurs infirmeries régimentaires, des tentes-marquises de grande dimension. Chacune contenait vingt-quatre lits en fer et autant de tables de nuit. Le plancher était mobile et d'une extrême propreté. Chaque malade avait une descente de lit et un costume d'hôpital. Malheureusement une armée en marche ne pourrait traîner un matériel si lourd. Pour transporter une de ces tentes avec son mobilier, il eût fallu au moins vingt-cinq mulets. En hiver, ces tentes ont été remplacées par des baraques.

Le choix de l'emplacement pour une tente est d'une extrême importance. Il faut chercher l'air et éviter l'humidité, se porter sur des lieux élevés et non dominés, faire des canaux de dérivation pour les eaux. Si en hiver, pour se préserver du froid, on entoure la tente

d'un mur de pierres sèches, il faut l'abattre dès qu'arrivent les beaux jours. C'est une faute d'enterrer les tentes à une certaine profondeur pour les rendre plus chaudes; elles sont alors difficiles à purifier et humides. En Crimée, dans un certain nombre de tentes, le sol a été boueux pendant tout l'hiver.

Pour se coucher, chaque soldat doit, aux termes du règlement, recevoir une botte de paille tous les quinze jours; il est bien rare en campagne que ce règlement soit exécuté. Peut-être vaudrait-il mieux remettre à chaque homme un morceau de toile imperméable dont il ferait un manteau quand il pleut et un préservatif contre l'humidité de la terre pendant les nuits de bivouac. La peau de mouton, qu'on a donnée au lieu de botte de paille, s'imprègne d'humidité, la conserve, et propage la vermine. Les ambulances et les infirmeries régimentaires avaient des planchers mobiles et des espèces de lits de sangle. Après la prise de Sébastopol, quelques colonels couvrirent le sol des tentes avec des morceaux de bois rapportés de la ville; on le couvrait aussi avec des claires-voies faites de branches de noisetiers, dont la forêt n'était pas avare.

Le camp du 81e régiment était un vrai modèle d'installation. Les tentes, très espacées, s'alignaient sur de larges rues en pierre, bordées de sapins qu'avait plantés le régiment. Elles étaient toujours ouvertes pendant le jour, et contenaient un lit de camp circulaire dont les planches articulées étaient relevées dans la journée contre les parois et se rabattaient le soir à l'heure du coucher. La plus grande propreté y régnait. Rien ne faisait défaut. On voyait même à l'entrée des décrottoirs faits de sabres brisés. Dans l'infirmerie, le régiment, avec ses seules ressources, avait improvisé cinquante lits; des ventouses bien ménagées renouvelaient l'air, et une bonne cheminée entretenait une chaleur de 14 à 16 degrés centigrades. La visitant à l'improviste, j'y trouvai le colonel, M. de Clonard, qui présidait à une distribution d'oranges achetées pour les scorbutiques. Sous un hangar, j'ai compté trente ou quarante pièces de vin mises en réserve pour les jours de grande fatigue. Des champs d'orge, de blé, de pommes de terre, étaient ensemencés pour les besoins communs; on avait même fabriqué au bivouac des charrues à la Dombasle! Chaque jour, la musique du régiment faisait entendre des airs joyeux sur une belle esplanade plantée d'arbres par les soldats et ornée d'un joli café rustique. Sur le front de bandière se déployaient de petites cases en pierre; les boîtes de légumes conservés avaient fourni la toiture et s'étaient même façonnées en tuyaux de poêle : c'étaient les cuisines des compagnies. M. de Clonard a su faire tourner au profit de son régiment les milliers de bras qui étaient à sa disposition quand la guerre les laissait inoccupés; il a su éloigner la

nostalgie et les maladies, entretenir la gaieté et la santé. Son effectif est resté presque intact.

L'armée anglaise tout entière a passé l'hiver de 1856 sous des baraques bien closes. Chaque matin, le plancher sur lequel les soldats couchaient était saupoudré de sable fin qu'on balayait le soir. Un poêle sans cesse bourré de charbon de terre permettait de tenir les ventouses toujours ouvertes. Deux baraques servaient de cabinets de lecture. On y trouvait des livres, des bancs, une table, des plumes, du papier et de l'encre. Seulement le soldat anglais, qui se plie mal aux corvées, brûlait les ordures, tandis que les nôtres les enterraient. En hiver, ces tas d'ordures brûlaient difficilement, et une fumée noire, infecte, se répandait autour des cantonnemens.

Les matériaux de construction enlevés des ruines de Sébastopol ont été d'abord partagés également entre les Anglais et les Français, ensuite répartis entre les divers régimens. Sans ces matériaux, l'armée eût souffert bien plus cruellement pendant l'hiver de 1856. Il fallait voir avec quel entrain les soldats cherchaient le bois sous les décombres et le chargeaient sur leurs épaules ou sur les *arabas*. Planches, poutres, fenêtres, portes brisées, briques, tuiles, tout était bon. Les Russes, les voyant si ardens, essayaient de les inquiéter à coups de canon; nos soldats ne se dérangeaient pas pour si peu. J'en ai vu grimper sur la toiture d'un haut bâtiment pour arracher les feuilles de zinc; les Russes tiraient sur eux comme à la cible, ils répondaient par un geste moqueur bien connu des gamins de Paris.

IV. — LES VÊTEMENS.

De même que les guerres de l'Algérie ont apporté dans le costume militaire certaines modifications qui l'ont approprié au climat, de même dans la guerre de Crimée on a emprunté aux indigènes tartares certains vêtemens qui prémunissaient mieux nos soldats contre les rigueurs de l'hiver.

La *criméenne* est une ample et longue capote à capuchon et à petit collet, tombant jusqu'à mi-jambe. Le drap en est grossier, mais chaud et presque imperméable. Sauf les officiers généraux, qui se couvraient d'un pardessus garni de fourrure, tout le monde portait la *criméenne :* elle remplaçait le burnous et le caban africains. Ce vêtement a été fort utile, et peut-être sera-t-il définitivement adopté. Il préservait le soldat des maladies qu'il gagne si souvent en passant brusquement de la haute température du corps-de-garde au froid de l'air extérieur pour monter sa faction de nuit. Le capuchon garantit la tête et le cou contre le froid, le vent, l'humidité; il prévient les engorgemens des glandes cervicales et les bronchites

engendrées par les refroidissemens. Une préparation de caoutchouc rendrait facilement imperméable le petit collet qui recouvre les épaules. La *criméenne* remplacerait avantageusement la couverture que le soldat porte sur son sac et qui y fait une figure si disgracieuse. Cette couverture, si mal aisée à placer sur le sac, sèche très difficilement quand elle est mouillée et devient alors d'un poids écrasant. Non mouillée, elle pèse déjà 2 kilog. 650 grammes. Aussi, en été, pour ne pas trop charger les épaules du soldat ne lui donne-t-on qu'une demi-couverture; l'autre moitié lui est remise à l'approche de l'hiver. L'emmagasinage de ces demi-couvertures est très difficile, et l'armée risque d'en être privée si les magasins ne peuvent la suivre. La *criméenne* n'a pas ces inconvéniens; elle est moins lourde, on pourrait même en réduire encore le poids. Le sac serait déchargé de la différence.

Le goût français, qui se trompe quelquefois, a souvent dénaturé ce vêtement. Pour le plaisir de le rendre plus élégant, les officiers l'ont porté moins long, moins ample, sans collet ou sans capuchon. Ce n'était plus la *criméenne;* elle perdait ainsi son caractère particulier, et perdait aussi ses qualités utiles. La seule modification qui paraîtrait convenable serait d'y mettre une patte en arrière, comme à nos anciennes capotes de fantassin, afin de lui donner à volonté plus ou moins de largeur, sans lui retirer ces grands plis tombans qui drapent noblement nos braves soldats et les rendent presque majestueux. La *criméenne* composerait avec la tunique l'habillement d'hiver. La tunique me paraît étriquée, serrant la taille d'une façon prétentieuse. L'ampleur de l'uniforme est à la fois plus hygiénique et plus militaire; le costume des zouaves en est un exemple.

Les Russes, officiers et soldats, portent une capote grise, d'un tissu assez grossier, mais chaud et résistant bien à la pluie, qui descend jusqu'au bas de la jambe. Des rubans à coulisse, qui permettent d'en diminuer l'ampleur à volonté, la font froncer dans le dos, et ce froncement ne lui donne pas une grâce extrême. J'aime mieux la patte que nous avions, et qu'ont encore les Autrichiens. La capote de l'officier et même du général ne diffère de celle du simple soldat que par un petit galon étroit placé sur l'épaule. Le galon du général est orné de deux ou trois étoiles, selon le grade.

Les Anglais n'ont pas pris la *criméenne*, ils nous ont emprunté la tunique, et ont adopté comme pardessus un long spencer de tricot brun, protégeant efficacement la poitrine et les reins, laissant aux mouvemens une parfaite liberté. La liberté des mouvemens est un grand avantage, mais qui ne compensait pas les qualités de la *criméenne*. Nos alliés y ont suppléé par diverses pièces d'habillement. Au lieu du capuchon, ils portaient une casquette de loutre rabattue

sur les oreilles et les joues, et ne laissant voir que les yeux et la bouche; le collet était remplacé par une grande toile de caoutchouc imperméable, qui servait de drap de lit dans les nuits de bivouac. Nos soldats portaient aussi, au commencement de la guerre, des espèces de spencers à manches, faits de peaux de mouton. La laine était en dedans, en contact avec le corps. Ce costume était peu gracieux, et, ce qui est plus grave, il donnait souvent une chaleur trop grande et entretenait la peau en transpiration. Quand le grand froid cessait, il y avait danger à le quitter, le corps s'étant habitué à cette moiteur. La laine retenait l'humidité, le suin crassait le second vêtement, la vermine s'y mettait. On y a renoncé.

La ceinture de flanelle est le meilleur préservatif contre les flux diarrhéïques, précurseurs des dyssenteries, si fatales aux armées. Les vieux soldats habitués à la guerre d'Afrique n'ont garde de la quitter. Les conscrits n'en connaissent pas encore les bienfaits; ils la perdent ou la laissent dans leur sac. Dans ce cas, le blâme doit remonter aux commandans et aux médecins du corps. Une mesure étant prescrite par le ministre, c'est à eux de la faire exécuter.

Les soldats anglais avaient chacun deux chemises de flanelle. Rien n'est plus hygiénique que la laine; en hiver, elle donne une douce chaleur et entretient les fonctions cutanées; en été, elle prévient les arrêts de transpiration. L'Arabe ne porte guère que des vêtemens de laine. Nos soldats de marine en font usage sous toutes les latitudes. Deux chemises de laine ne sont guère plus pesantes qu'une chemine ordinaire de soldat; elles pourraient en prendre la place dans le sac. Quand le soldat serait mouillé, il en mettrait une, et éviterait les bronchites si fréquentes, les pneumonies si souvent mortelles. En attendant qu'on adopte la chemise de laine pour les soldats en campagne, je demande qu'on la donne à tous les malades des hôpitaux et des ambulances.

L'armée tout entière a été pourvue de grandes guêtres bulgares. Faites en gros drap bien chaud, elles montaient jusqu'au-dessus du genou, à peu près comme celles des soldats de l'empire. Cette guêtre soutenait la jambe suffisamment pour faciliter la marche et prévenir les varices. La guêtre de cuir actuellement usitée se durcit par l'humidité, par la gelée, et excorie les malléoles. Elle est froide en hiver, trop chaude en été. De son côté, la guêtre de drap, outre qu'elle s'use plus vite, conserve quand il pleut l'humidité, et fait sur le bas de la jambe l'effet d'une éponge. Le soldat, n'en ayant qu'une paire, ne pouvait pas toujours la faire sécher. Il y avait aussi des guêtres en peau de mouton, la laine en dedans; mais elles conservaient également l'humidité, et, séchant devant le feu, se racornissaient et devenaient dures et cassantes. On eût difficilement

deviné un soldat à voir un homme portant un spencer et des guêtres de peau de mouton, avec des sabots aux pieds. Du reste, cet accoutrement, qui n'était qu'un expédient temporaire, a été promptement abandonné.

Les bas de laine, excellens quand ils sont bien secs et bien propres, restaient souvent humides quand les soldats étaient privés de feu au bivouac, et beaucoup d'hommes ont eu les pieds congelés pour s'être endormis avec des bas de laine et des souliers mouillés. Les chaussons de laine contenus dans les sabots restaient toujours secs, et les sabots étaient souvent nécessaires, même dans les fortes gelées, quand les souliers, longtemps humides, avaient été tellement durcis par le froid qu'ils ne pouvaient être remis avant que le dégel les eût attendris. Le soulier ordinaire, couvert de la guêtre de cuir, était insuffisant en des contrées sans routes et profondément détrempées. Les Anglais, après les tristes expériences de l'hiver de 1855, ont donné à leurs troupes de grandes et fortes bottes de cuir jaune, souple, imperméable, montant au-dessus du genou, de vraies bottes de chasseur au marais. C'était un luxe exagéré; des demi-bottes eussent même été préférables pour la marche.

Les Russes, qui connaissaient le pays, avaient adopté la demi-botte. La solidité et l'imperméabilité du cuir de Russie permettaient à nos ennemis de passer dans les bois taillis sans se déchirer et dans l'eau sans se mouiller. La tige de la demi-botte était assez large pour qu'on pût y enfermer le pantalon. Cette chaussure devrait être donnée à nos soldats. Le fourniment actuel comporte deux paires de souliers : l'une pourrait servir en été avec des guêtres de toile blanche; l'autre serait remplacée par une demi-botte qui serait portée en hiver. Quand on a vu l'empressement que mettaient nos soldats à dépouiller de leurs demi-bottes les cadavres des Russes, on peut assurer que cette réforme serait de leur goût; ils se laissaient guider par un instinct qui ne les trompait pas.

En temps de paix, le sac contient les objets de toilette et quatre cartouches sans balles; le poids total est de 7 kilog. 550 grammes. Si l'on ajoute la couverture, la tente-abri, la petite gamelle, le petit bidon, la serpe, la veste, la cartouchière, le sabre, le fusil et la baïonnette, le pain pour deux jours, on trouve un poids de 24 kilog. 260 grammes. En campagne, ce poids, déjà considérable, s'élève encore, et va parfois jusqu'à 30 kilog. au moment du départ. Dans les guerres d'Afrique, le soldat emporte six paquets de cartouches et des vivres pour huit jours. En outre le grand bidon, la grande gamelle et la marmite doivent être répartis sur le dos des huit hommes d'escouade.

On ne contestera pas l'opportunité des études de détail auxquelles

je me livrais en Crimée, si l'on se rappelle que l'armée entrait dans la saison rigoureuse, qu'elle avait beaucoup souffert pendant l'hiver précédent, et qu'il s'agissait de lui épargner, autant que faire se pourrait, de nouvelles épreuves, en mettant à profit les leçons de l'expérience et les conseils de la science hygiénique. A la suite de cette recherche des meilleurs moyens de préserver la santé de notre armée, je résumai mes vues dans le rapport suivant, écrit le 10 novembre 1855, soumis au ministre de la guerre :

« Monsieur le maréchal,

« Ma mission me préoccupe vivement au triple point de vue de la nourriture, des abris et des vêtemens.

« L'armée n'aura plus, il est vrai, à supporter les misères des tranchées; mais au lieu de vieux soldats elle compte aujourd'hui un tiers, sinon moitié, de recrues, de jeunes soldats imberbes, ayant au plus un an de service. L'hiver dernier, chaque homme recevait une haute paie de 50 cent. par jour pour travaux de siége. Cette ressource fera défaut en grande partie au préjudice des ordinaires. L'armée a été nourrie l'hiver dernier avec une rare sollicitude, et cependant le chiffre des malades pour les cinq premiers mois de l'hiver (1) était élevé. Il est donc urgent d'aviser, et de ne pas perdre de vue que l'armée, bien plus nombreuse que l'an dernier, dépasse en ce moment 140,000 hommes.

« 1° *Des abris.* — Aux troupes campées dans la forêt de Baïdar, je conseille de construire des huttes creusées dans le sol à une profondeur de 1 mètre 50 cent. avec toit à double pente fait à l'aide de branches recouvertes de terre tassée, ou mieux gazonnée. Au fond de la chambre doit être une cheminée opposée à la porte. Cette cheminée, sans cesse alimentée par le bois de la forêt, renouvelle l'air, même dans ses couches inférieures, sèche les parois, et fait d'une habitation qui, faute de bois, engendrerait des fièvres typhoïdes et le scorbut, un logement chaud et hygiénique. Là où l'eau et le bois abondent, le soldat est heureux. Au lieu de transporter dans les cantonnemens éloignés de Baïdar du pain, on y porterait des sacs de farine, et en faisant le pain sur place on économiserait le bois qui à Kamiesch arrive de Varna. La forêt est, au point de vue de l'hygiène, un campement de prédilection. Les six semaines que viennent d'y passer trois divisions du 1er corps ont été on ne peut plus favorables à la santé des soldats, surtout à celle des recrues.

« Les camps assis sur les plateaux accidentés de la Crimée sont dans des

(1) Voici l'état sanitaire de l'hiver 1854-55 :

Mois.	Effectif.	Malades.
Octobre.....	46,000 hommes.	3,200 hommes.
Novembre...	55,000	5,000
Décembre....	65,000	6,000
Janvier.....	75,000	9,000
Février.....	86,000	8,000

Dans ces chiffres ne sont pas compris les malades des infirmeries régimentaires.

conditions parfaites de salubrité. Malheureusement il n'y a plus un seul arbre : les ressources de la forêt souterraine, c'est-à-dire les racines des arbres coupés il y a un an, vont manquer; le défrichement est presque partout terminé. Il ne faut pas songer à faire ici des huttes, mais à installer simplement des tentes. Quand le sol est calcaire, on creuse une plate-forme circulaire profonde de 80 centimètres où la tente est établie. On fait à l'entour une large rigole pour l'écoulement des eaux pluviales; les pierres extraites servent à bâtir en dehors un mur circulaire haut de 60 centimètres, de sorte que le soldat, quand il est couché, se trouve parfaitement abrité du vent et de la neige. Cet abri serait complet, si on y installait une cheminée comme dans la tente de l'officier. Si le sol n'est pas calcaire, l'installation marche plus vite, mais elle est moins bonne; les terres disposées circulairement en forme de parapet au dehors de la tente ne valent pas le mur de pierres sèches, et la rigole, dans ce cas, doit être pavée, pour empêcher l'infiltration des eaux dans l'intérieur de la tente. Il est urgent de procurer aux hommes, pour les préserver du contact immédiat du sol, soit une peau de mouton, soit un plancher (des planches de caisses à biscuit suffiraient), soit une simple toile cirée qu'on pourrait convertir en manteau, forme roulière, pour les jours de pluie.

« La tente-abri est tout à fait insuffisante pour l'hivernage; elle est d'ailleurs trop courte, et laisse passer les pieds des hommes; on la remplace avantageusement par la tente conique, modèle turc, de toutes les tentes la plus chaude et la plus solide contre les coups de vent. Les tentes doivent toujours être assez espacées pour qu'on puisse, quand le temps le permet, les changer de place tous les quatre jours au moins. Quand le soleil paraît, les effets doivent être exposés au grand air. Les tentes elles-mêmes devraient être abattues; malheureusement pas une de ces prescriptions si essentielles n'est exécutée, même dans les ambulances. Elles devraient être indiquées par le son du tambour, dont le roulement est toujours écouté du soldat.

« La baraque en bois vaut mieux que la tente, pourvu toutefois que les joints des planches de la toiture soient hermétiquement fermés. Cet abri, tout exceptionnel, est réservé presque exclusivement aux malades des hôpitaux, ambulances, et des infirmeries régimentaires.

« Si l'on aidait un peu le soldat, il s'aiderait lui-même. La pierre abonde presque partout, il ferait facilement les quatre murs de sa maison; il n'y aurait qu'à lui fournir des planches pour la toiture : ainsi serait construite rapidement et à peu de frais une salle-chauffoir par bataillon, destinée à abriter les hommes contre la persistance des pluies et à sécher leurs vêtemens imprégnés d'humidité. Faute de feu, ils les portent quelquefois humides pendant plus d'une semaine. C'est là une cause de maladies nombreuses, dont il faut au plus vite exonérer l'armée. A défaut de pierres, je conseille de faire des murs avec les gabions, les sacs à terre des tranchées, les tonneaux et les caisses à biscuit.

« Depuis trois jours, on distribue à l'armée des matériaux de construction provenant de Sébastopol. On va tirer un admirable parti de cette cité que dévaste chaque jour davantage le canon des Russes. J'ai examiné ces ressources en détail : j'ai trouvé une quantité très considérable de planches, de bois de charpente et de tuiles; il y a même une grande quantité

d'énormes marmites en fer : nous les utiliserons pour faire la soupe dans les ambulances. Ces ressources, réparties avec sagesse, seront un immense bienfait, et dans un mois, si le beau temps continue, les camps, où règne une incroyable activité, seront complétement transformés.

« 2° *Des vêtemens.* — La capote criméenne a rendu les plus grands services; il est urgent d'en pourvoir tous les soldats. Ils ont toutefois eu le tort de la porter pendant l'été, au lieu de la réserver pour les mauvais jours d'hiver. Cet abus les rend impressionnables au froid, et les livre désarmés à l'influence des intempéries. — La ceinture de flanelle est indispensable pour prévenir et arrêter les diarrhées si fréquentes et qui dégénèrent si facilement en dyssenteries ou autres maladies souvent très graves. Elle doit être appliquée directement sur l'abdomen. Les vieux soldats expérimentés en font usage, mais il n'est pas aisé de la faire porter aux recrues. J'appelle sur cette infraction toute la vigilance des chefs de corps et des médecins de régiment.

« On distribue aux soldats pour l'hiver une deuxième demi-couverture, afin de compléter la demi-couverture laissée à leur disposition l'été. Cette demi-couverture charge beaucoup le soldat en route. Dès qu'elle est mouillée, ce qui arrive aux premières pluies, elle ne se sèche pour ainsi dire plus de tout l'hiver. J'ai la conviction qu'elle serait avantageusement remplacée par une chemise de laine rouge comme en portent les Anglais. La chemise de flanelle entretient une chaleur douce et uniforme. Il en faudrait deux par homme à 4 fr. l'une, total 8 fr., à peu près le prix d'une demi-couverture. L'homme serait moins chargé, il aurait constamment sur la peau un vêtement chaud et sec parfaitement hygiénique. Ces chemises de flanelle devraient être d'un usage général dans nos infirmeries et ambulances : elles préviendraient et guériraient bien des maladies.

« Les sabots, que le soldat met en rentrant pour quitter ses souliers mouillés, sont indispensables dans ce pays, où la terre se détrempe à des profondeurs considérables. L'hiver dernier, des hommes dont la chaussure est restée congelée pendant plusieurs jours n'auraient pu sortir, s'ils n'eussent eu des sabots. Les chaussons sont bien utiles; ils ne sont pas seulement le complément indispensable de la chaussure en bois, ils ont en outre le précieux avantage, pendant la nuit, de préserver les pieds du froid et de prévenir les congélations. Il serait peut-être difficile d'en pourvoir toute l'armée, mais M. le général Bazaine m'a assuré que dans chaque compagnie on trouverait facilement des soldats qui en tricoteraient pour leurs camarades, moyennant un léger salaire. Du reste, avec une de ces ingénieuses mécaniques dont on a vu des modèles à l'exposition universelle, on n'en manquerait jamais.

« 3° *Nourriture.* — On ne saurait trop louer l'intendance militaire pour avoir si heureusement résolu le difficile problème de faire vivre l'armée à huit cents lieues de la France. A aucune autre époque de notre histoire militaire, les distributions journalières de vivres n'ont été faites avec une plus grande régularité. Elles n'ont pas manqué un seul jour; la rotation entre le pain frais et le biscuit d'une part, entre le café, le vin et l'eau-de-vie d'autre part, et en troisième lieu entre la viande fraîche, la viande conservée et le lard, a facilité les approvisionnemens, rompu l'uniformité de l'alimentation, et profité à la santé générale.

« Ce qui manque, ce sont les légumes frais. C'est à l'absence de légumes frais, au froid humide des habitations, aux nuits d'insomnie passées dans les tranchées, qu'est due l'apparition du scorbut, dont l'armée se débarrasse si difficilement. Pour suppléer au défaut de légumes, il faut envoyer en abondance des conserves juliennes, les meilleures de toutes les conserves légumineuses pour l'usage du soldat; de la choucroûte, des pommes de terre et des oignons. Des graines pour ensemencer des jardins potagers, surtout des graines de radis, devraient être distribuées aux compagnies.... Il conviendrait de pourvoir les ordinaires de condimens, clous de girofle, poivre long, muscade, feuilles de laurier. Le thym est ici abondant; je le recommande pour aromatiser la soupe.... Des chargemens de citrons et d'oranges, dirigés sur la Crimée, seraient nécessaires pour combattre et même pour prévenir les affections scorbutiques. Les acides végétaux font depuis longtemps défaut à l'armée d'Orient... »

J'avais adressé copie de ce rapport au maréchal Pélissier et à l'intendant général de l'armée, M. Blanchot. Dans la réponse que l'intendant général m'adressa, il me disait : « J'ai vu avec satisfaction que la plupart des mesures hygiéniques que vous recommandez sont celles qui s'exécutent... Nous allons même plus loin que vos désirs en ce qui concerne les vêtemens : vous pensez qu'il serait difficile de pourvoir toute l'armée de chaussons; je suis heureux de pouvoir vous dire que, dès que l'hiver sera venu, chaque soldat aura non-seulement une paire de chaussons, mais encore une paire de bas de laine et une paire de guêtres bulgares. » Mes observations hygiéniques concordaient parfaitement, on le voit, avec les projets de l'intendant général de l'armée. La suite de ces études montrera aussi que mes appréciations médicales et chirurgicales n'ont pas cessé d'être sanctionnées également par le ministre de la guerre et par le maréchal commandant l'armée d'Orient. On ne se fera jamais une trop haute idée des services que la science médicale peut rendre à une armée en campagne, de l'influence qu'elle peut exercer sur les vicissitudes d'une guerre. Ses conseils, qui ne sont pas toujours demandés ni écoutés tant que la souffrance et la mort n'en font pas cruellement sentir l'utilité, sauveraient bien des hommes qui perdent ou compromettent par imprudence une vie dont le pays a besoin. Conserver ses soldats, transportés à grand'peine, est le premier intérêt d'une nation qui fait une guerre lointaine; c'est aussi le meilleur gage d'un succès définitif. Les maladies tuent plus d'hommes que le fer et la poudre, et il est souvent facile de les prévenir par de simples précautions hygiéniques.

L. Baudens.

LE DROIT MARITIME

SELON

LE CONGRÈS DE PARIS.

Lorsque des intérêts ou des ressentimens collectifs ont fait éclater la guerre entre plusieurs puissances, que d'autres se sont rattachées plus ou moins directement à la lutte, il arrive souvent que les grandes réunions diplomatiques appelées à rétablir la paix ne se bornent pas à en régler les conditions; reconnaissant leur impuissance à prévenir sans retour les sanglantes collisions qui sont dans les destinées sociales de l'homme, elles s'appliquent à resserrer, au moins autant qu'il est possible, le cercle des misères que l'état de guerre entraîne toujours à sa suite. A cet effet, elles cherchent à faire passer du domaine du droit naturel dans celui du droit positif certains grands principes d'humanité et de civilisation qui deviennent dès-lors un frein salutaire imposé aux passions et aux ressentimens nationaux. C'est fidèle à cette noble tradition que le congrès de Paris, par sa déclaration du 16 avril 1856, a introduit de notables modifications dans le droit maritime international, modifications qui, des puissances qui les ont proclamées et reconnues comme faisant désormais entre elles partie de ce droit, ne peuvent manquer de s'étendre à toutes les autres par voie d'adhésion, tant elles répondent aux idées et aux besoins de notre époque. Aussi cette déclaration sera-t-elle considérée à juste titre comme l'œuvre capitale du congrès de Paris, lorsque le temps aura diminué l'importance des intérêts transitoires que la conférence avait avant tout mission de régler.

Parmi les cabinets appelés à donner leur adhésion à la déclaration du 16 avril 1856, il en est un qui prit, il y a plus de soixante-dix ans, dans une transaction particulière, il est vrai, l'initiative sur la question qui fait l'objet de l'article le plus saillant de cet acte, l'abolition de la course. Le 10 septembre 1785, les États-Unis d'Amérique,

puissance bien jeune à cette époque et encore placée sous l'empire des généreux principes qui présidèrent à sa naissance, signèrent avec la Prusse un traité d'amitié et de commerce remarquable par les théories vraiment philanthropiques sur lesquelles il s'appuyait. Les droits des neutres y étaient proclamés de la manière la plus nette et la plus large; non-seulement il y était reconnu que le pavillon couvre la marchandise, mais on y interdisait la saisie sur les neutres de ce qu'on appelle la *contrebande de guerre,* et on accordait seulement au belligérant la faculté soit de s'approprier cette contrebande, à la condition de la payer au prix courant des marchandises de même nature, soit de retenir, moyennant une juste indemnité, le navire qui en serait chargé le temps nécessaire pour que l'ennemi ne pût pas en tirer avantage. Enfin, chose bien plus digne d'attention, ce traité établissait que dans le cas, peu présumable, il est vrai, où les parties contractantes viendraient à se faire la guerre, les navires de commerce seraient mutuellement respectés, et que la *course* ne serait jamais autorisée.

Le traité de 1785, qui n'était que d'une durée limitée, fut renouvelé le 11 juillet 1799. On en supprima les dispositions relatives à l'hypothèse de guerre entre les parties, mais toutes les clauses favorables aux neutres furent maintenues. Il y fut dit de plus que « ces principes n'ayant pas été suffisamment respectés dans les deux dernières guerres, surtout dans la guerre actuelle, les deux parties contractantes se proposaient, au retour de la paix générale, de concerter soit entre elles en particulier, soit d'accord avec d'autres puissances qui y seraient également intéressées, des arrangemens tels avec les grands états maritimes de l'Europe que des principes durables pussent servir à consolider la liberté et la sûreté de la navigation et du commerce dans les guerres à venir. »

En 1828 eut lieu un second renouvellement du traité. Quoique cet acte soit moins explicite que les deux autres, par suite des nombreuses suppressions qui furent faites aux premiers textes, il y est dit que « les parties contractantes, désirant toujours pourvoir entre elles, ou conjointement avec d'autres puissances maritimes, à des stipulations ultérieures qui puissent servir à garantir une juste protection et la liberté au commerce et à la navigation des neutres, et à aider la cause de la civilisation et de l'humanité, s'engagent *ici comme alors* (cet *alors* se rapporte à la déclaration de 1799) à se concerter à ce sujet à quelque époque future et *convenable.* »

L'époque prévue dans l'acte de 1828 est venue. Quelle circonstance en effet pourrait être plus favorable et plus *convenable* pour aider la cause de la *civilisation* et de l'*humanité* que celle qui est offerte à l'Union américaine par la déclaration du congrès de Paris du 16 avril 1856? Eh bien! elle s'y rallie sans doute? A cela on peut ré-

pondre oui et non. Elle ne refuse pas péremptoirement d'y accéder: mais elle répond à l'invitation qui lui en a été faite par une contre-proposition, à laquelle elle subordonne son acceptation. Nous devons ajouter qu'elle le fait avec des manières absolues et une raideur de parti-pris dont elle aurait pu d'autant plus aisément se dispenser qu'aux débuts de la guerre qui vient de finir, elle avait elle-même proclamé de nouveau l'opportunité d'une réforme.

Une grave question se pose ainsi devant les nations, et peut-être n'est-il pas sans à-propos aujourd'hui de montrer comment le droit maritime a été compris et pratiqué jusqu'à l'ère nouvelle ouverte par la déclaration du 16 avril 1856. L'histoire de ce droit est la meilleure défense qu'on puisse présenter de l'œuvre du congrès de Paris.

La déclaration du 16 avril 1856 a pour objet d'abolir la course et d'établir en général le droit maritime sur ces bases justes et libérales que la première puissance maritime du monde a méconnues trop longtemps, mais qu'elle adopte enfin avec un éclat et une plénitude de conviction qui doivent faire oublier le passé (1). La course était la sœur de la piraterie : il n'y avait entre elles d'autre différence que celle de leurs actes de naissance, la première étant légitime, ou au moins reconnue, et l'autre ne l'étant pas. Du reste, le degré de moralité était, à peu de chose près, le même dans l'une et dans l'autre. Il s'agissait toujours en effet de la prise du bien d'autrui au profit de particuliers, avec accompagnement souvent obligé de meurtre et d'incendie.

Faire du mal à l'ennemi en tournant ce mal à son propre avantage est un droit que donne l'état de guerre; mais à mesure que les sociétés humaines se sont perfectionnées, ce droit s'est modifié et restreint. D'abord l'exercice même de la guerre fut soumis à certaines règles qui, en lui ôtant ce qu'il avait de trop personnel pour chaque individu, en fit l'affaire de cette grande abstraction qu'on appelle l'état. Puis on fixa des bornes à la nature des hostilités : certaines choses restèrent permises, d'autres furent réprouvées. D'ailleurs l'intérêt des parties belligérantes fut dans tout cela consulté autant que la morale, car, soumises toutes aux caprices de la fortune, elles durent, en s'abstenant de faire tout le mal qu'il était en leur pouvoir de commettre, chercher à diminuer celui que d'autres pouvaient leur causer. Elles trouvèrent en outre des avantages directs à ne pas toujours user du plus terrible des droits que leur donnait la guerre, le droit de destruction, car il est évident qu'il est plus profitable de s'approprier que de détruire. Au lieu de tuer et de brûler, on s'habitua donc, après la victoire, à s'approprier et les choses et les personnes. De là naquit l'esclavage, mais ici il est permis de se deman-

(1) Voyez les paroles de lord Clarendon dans le protocole XXII du congrès de Paris.

der si le palliatif ne fut pas pire que le mal, l'esclavage ayant été non-seulement une dégradation pour l'humanité, mais encore une excitation à la guerre par cet appât de butin vivant offert aux cupidités de certaines races de proie.

Quoi qu'il en soit, ce droit de réduire en servitude les prisonniers de guerre fut effacé du code des nations, chez les peuples de l'Europe devenue chrétienne, par des causes où la religion eut bien quelque part, mais moins qu'on est assez généralement disposé à le croire. La guerre prit dès ce moment un caractère autre que celui qu'elle avait eu chez les anciens, et l'esprit chevaleresque remplaça cet antique héroïsme dont les manifestations, souvent terribles, nous font croire, bien à tort, que nous ne valons pas sous ce rapport les hommes du paganisme. Lorsque nous nous représentons ces hommes se laissant écraser sous les ruines de leurs demeures embrasées, après avoir égorgé leurs femmes et leurs enfans, plutôt que de se rendre au vainqueur, il nous semble que les anciens aimaient plus que nous la patrie, à qui ils faisaient ces sanglans et sauvages sacrifices. En réalité, c'est que la patrie était pour eux bien plus qu'elle n'est pour nous. La patrie, c'était la liberté non-seulement politique, mais civile, c'était la propriété du foyer, c'était l'autorité paternelle, la sauve-garde de l'honneur et de la pureté des femmes et des filles, car on perdait souvent tout cela en tombant entre les mains de l'ennemi. Dans les sociétés modernes au contraire, le changement de domination ne modifie pas la position civile de l'individu. Il n'est donc pas surprenant qu'on éprouve moins de répugnance à s'y soumettre.

Quoique la guerre s'exerçât chez les anciens avec plus de rigueur que chez les modernes, les grands principes du droit des gens ne leur étaient pas inconnus. Ils savaient les définir et les expliquer, même aux époques les plus reculées. On peut invoquer à ce sujet le témoignage d'Homère, le grand peintre de tant de faits, de tant de choses et de tant de mœurs. Plus tard le divin Platon, dans le cinquième livre de sa *République,* posa d'une manière fort nette les bases de ce même droit des gens dont les modernes ont fait une science. A Rome, il était connu et pratiqué avec un louable scrupule dans les beaux temps de la république. Cicéron, dans le premier livre du *De Officiis*, où il en explique les règles, fait ressortir le grand et fécond changement que les Romains introduisirent dans les conséquences de la conquête, en substituant, dans bien des circonstances, l'annexion à l'assujettissement. Il rappelle leur vieux droit fécial, qui ne reconnaît de guerre juste que celle qui est précédée de demandes en réparation et régulièrement déclarée.

Les Arabes, ces rapides et brillans conquérans qui auraient peut-être subjugué le monde, s'ils n'étaient pas venus se heurter contre la puissance des Francs, marchaient à la victoire sous l'ombre d'une

véritable déclaration de droit des gens, la proclamation du calife Omar, si souvent citée. Dans le moyen âge, le clergé parmi nous fit de généreux efforts pour faire respecter les principes de ce droit par la foule de petits souverains batailleurs qui se partageaient alors le sol de l'Europe sous les titres de duc, comte, margrave, et ne laissaient à l'autorité centrale qu'un pouvoir nominal et contrarié. L'institution de la chevalerie, secondant les efforts du clergé, les rendit souvent fructueux. Enfin, l'anarchie féodale ayant fait place à un système plus régulier, si ce n'est toujours meilleur, le droit des gens reçut des garanties qu'il n'avait pu avoir jusque-là. Un de ses plus importans triomphes fut la distinction que l'on établit entre la propriété de l'état avec lequel on était en guerre et celle des particuliers. Longtemps tout ce qui appartenait à un membre quelconque de la nation ennemie fut considéré comme de bonne prise partout où l'on pouvait s'en emparer. Le système des représailles s'étendait à tout et sur tous, et souvent des voyageurs parfaitement inoffensifs étaient dépouillés par suite de quelque querelle survenue depuis leur départ de leur patrie, et à laquelle ils étaient complétement étrangers. On conçoit quel dommage et quelles entraves un pareil régime apportait au commerce. Aussi ce fut un petit état commerçant, la ville de Marseille, véritable république indépendante au moyen âge, qui introduisit dans cette matière importante les premières améliorations relatives à la propriété privée (1), que peu à peu on s'habitua à respecter partout sur terre, sauf les désordres inséparables de la guerre. Des contributions méthodiques, levées sur la masse de la population selon les besoins de l'armée victorieuse, remplacèrent, à l'avantage de tous, le pillage et la dévastation. Les rigueurs des anciennes barbaries ne s'exercèrent plus, légalement du moins, que sur les villes prises d'assaut, et de nos jours ces rigueurs, quoiqu'encore autorisées par le droit de la guerre, ne sont que rarement pratiquées. On peut donc établir que le droit des gens moderne considère sur terre la propriété privée comme inviolable, de même qu'il n'applique qu'aux combattans l'action du glaive et la captivité temporaire, qui n'a plus rien de commun avec la réduction en servitude.

Cependant, par une anomalie qui peut paraître choquante et sauvage, ce respect pour les choses et les personnes privées ne les protégeait pas en mer. Là, la propriété privée était de bonne prise, et de pacifiques passagers, sans armes et sans intentions hostiles, pouvaient être faits prisonniers non-seulement par la marine militaire des parties belligérantes, mais encore par ces pirates patentés

(1) Voyez livre v, chapitre 35 des *Statuts de Marseille*, souvent cités par M. Pardessus, qui les a publiés en grande partie dans sa collection des lois maritimes avant le XVIIIe siècle.

que l'on appelle corsaires. C'est à ce dernier abus que, sur l'initiative du premier plénipotentiaire de la France, le congrès de Paris a mis fin par ce premier article de la déclaration du 16 avril : « La course est et demeure abolie. »

Le brigandage de mer ou la piraterie paraît avoir été aussi ancien chez les Grecs que celui de terre l'a été chez les Arabes. Chacun de ces deux peuples a poétisé le sien, et parmi les héros classiques figure plus d'un chef de forbans. L'idée de faire de ces pirates des auxiliaires utiles dans les guerres régulières, c'est-à-dire de les convertir en ce que nous appelons corsaires, n'est pas moderne. On voit par un assez curieux passage de Démosthène, dans le fameux discours de la *Couronne*, que les Athéniens en employèrent dans leurs guerres contre Philippe. Les modernes non-seulement les ont lancés contre des ennemis déclarés, mais jusque dans le XVIIe siècle on trouve des exemples de lettres de marque données en pleine paix, pour exercer des représailles propres à établir la compensation de certains griefs dont on n'avait pas pu obtenir la réparation par la voie des négociations, et que l'on ne trouvait cependant pas assez graves pour motiver une déclaration de guerre ouverte. Ces lettres de marque étaient le titre légal de l'armateur, celui qui établissait sa position auprès de son gouvernement, et qui préservait les corsaires d'être traités en pirates par l'ennemi, s'ils venaient à tomber entre ses mains.

Les captures maritimes devaient singulièrement se multiplier sous l'empire de pareils principes. Aussi la manière dont doit être exercée la saisie de la propriété ennemie avait soulevé plusieurs questions importantes et célèbres dans l'histoire de la diplomatie, celle-ci d'abord : — Un navire ennemi peut-il être légalement capturé partout où on le trouve? Non, sans doute, car il est évident qu'il ne peut l'être dans des eaux soumises à la domination d'une puissance neutre: mais jusqu'où s'étend cette domination? Cette seconde question fut le texte d'une controverse célèbre où figurent en première ligne les noms de Grotius et de Selden. Le premier, dans un petit livre portant pour titre *Mare liberum*, soutint que la mer, commune à toutes les nations, n'était pas susceptible d'appropriation particulière: le second, dans un ouvrage subtil, mais très pédantesque, intitulé *Mare clausum*, chercha à faire prévaloir le principe contraire au profit de l'Angleterre, à laquelle, en digne Breton, il attribuait généreusement la domination des mers qui baignent ses côtes jusqu'aux rivages opposés (1). Des prétentions analogues ou peu différentes furent mises en avant par les Génois pour la mer de Ligurie, par les Véni-

(1) Selden, le grand adversaire de la liberté des mers, avait, par un contraste qui m'a paru assez piquant, adopté pour devise cette maxime grecque : Περὶ παντὸς τὴν ἐλευθερίαν, la liberté par-dessus tout.

tiens pour la mer Adriatique, que, comme on sait, le doge épousait tous les ans en grande cérémonie, — par les Espagnols pour les mers de l'Amérique du Sud et du Mexique, et enfin par les Portugais pour celles des Indes. Ce fut même contre ces derniers que fut écrit le *Mare liberum* de Grotius. De nos jours, ces énormités ne sont plus soutenues par personne. Chacun convient que la haute mer est un domaine commun ouvert à toutes les nations, et que les états riverains n'ont droit de souveraineté que sur la zone resserrée qui borde leurs côtes. Quelques publicistes ont voulu déterminer d'une manière précise la largeur de cette zone : Barthole l'étend à 100 milles, et Bodin à 60; mais ce ne sont là que des opinions de théoriciens. La raison et la pratique n'admettent pas que la souveraineté sur les eaux puisse s'étendre au-delà de la portée de la défense matérielle et permanente du littoral. Sans doute des conventions particulières peuvent interdire aux belligérans tout acte de guerre dans des limites plus éloignées des côtes des neutres (1); mais on ne serait pas plus fondé à en exciper le droit de souveraineté en-deçà de ces limites que ne l'étaient Selden et ceux de son école à tirer de certains traités, par lesquels des états ont été forcés de renoncer à naviguer dans des parages déterminés, des argumens en faveur de leurs idées touchant l'appropriation de la haute mer.

De ce que la souveraineté des riverains s'étend sur toute la zone de défense, il s'ensuit que des états peuvent être maîtres et possesseurs de certains passages étroits, quelque besoin qu'en ait d'ailleurs la navigation commune des peuples. C'est ainsi que le sultan est souverain incontestable du Bosphore et des Dardanelles, et le Danemark maître du Sund; mais comme ces passages conduisent à des mers intérieures, la Baltique et le Pont-Euxin, où tous les peuples ont le droit naturel de commercer, la propriété de ces détroits est grevée d'une servitude semblable à celle que supporte un champ enclavant à l'égard du champ enclavé, c'est-à-dire celle du droit de passage. Il est bien entendu néanmoins que ce droit ne doit nuire en rien à la puissance riveraine, laquelle reste autorisée à prendre toutes les précautions que réclame sa sûreté. C'est à ce titre que la Turquie a le droit de fermer ses détroits aux navires de guerre, et que le Danemark pourrait légalement en faire autant pour le Sund (2).

(1) Ces limites avaient été fixées à dix lieues dans nos anciens traités avec les états barbaresques.

(2) Il le fit en mai 1780 et déclara que, la Baltique étant une mer fermée, incontestablement telle, par sa situation locale, où toutes les nations peuvent et doivent naviguer en paix, sa majesté danoise ne saurait admettre l'entrée de vaisseaux armés dans cette mer pour y commettre des hostilités contre qui que ce soit. — Il y a toutefois dans ce droit de fermer les détroits aux navires de guerre une exception à prévoir. Supposons que la Russie, étant en guerre avec la France et la Prusse, aille attaquer par mer les provinces maritimes de cette dernière puissance : il est clair que le

Nous voilà donc fixés sur les portions de mer où les parties belligérantes ne peuvent se combattre sans violer les droits des neutres. En dehors des étroites limites qui viennent d'être indiquées, tout navire ennemi est de bonne prise. Les navires toutefois ne sont pas les seules propriétés ennemies que l'on puisse trouver en mer : il y a encore le chargement. Or ici se présentent trois cas : ou le navire et la marchandise sont également ennemis, et alors point de difficulté, l'un et l'autre sont de bonne prise, ou le navire est ennemi et la marchandise neutre, ou enfin le navire est neutre, et la marchandise ennemie. C'est sur ces deux derniers cas que le droit maritime a varié jusqu'à la déclaration du 16 avril 1856.

D'après le *Consulat de la Mer des Catalans,* compilation des lois et usages qui, dans le moyen âge, réglaient la matière, la marchandise neutre restait neutre dans toute position, et la marchandise ennemie restait ennemie également dans toute position. Ainsi le pavillon neutre ne couvrait pas la marchandise ennemie, mais en revanche la marchandise neutre ne pouvait pas être saisie, quoique sous pavillon ennemi (1). La première modification à cette règle se trouve dans un traité de 1417, entre Henri V, roi d'Angleterre, et Jean sans Peur, duc de Bourgogne : il stipule que la marchandise neutre sera de bonne prise sous un pavillon ennemi. En 1543, une ordonnance de François Ier, allant beaucoup plus loin, régla que la présence de marchandises ennemies à bord d'un navire neutre entraînerait la confiscation de la marchandise neutre qui pourrait aussi s'y trouver, et même celle du navire. Ces dispositions sauvages se retrouvent dans l'édit sur la marine de 1584. Ce fut la Hollande qui la première introduisit le principe d'après lequel le pavillon couvre la marchandise. On conçoit de quelle importance était ce principe pour des gens qui étaient alors les facteurs du commerce de l'Europe : il fut d'abord admis entre la Hollande et la France par le traité du 18 avril 1646, mais pour quatre ans seulement, puis alternativement repoussé ou admis de nouveau, toujours à court terme, jusqu'au traité d'Utrecht, depuis lequel il fut toujours maintenu dans nos rapports avec les provinces néerlandaises. Dès 1650, ces provinces l'avaient d'ailleurs fait admettre par l'Espagne dans un traité qui établissait (art. 13) que la marchandise hollandaise serait de bonne prise sur les vaisseaux ennemis de l'Espagne, et qu'en revanche (art. 14) les marchandises des ennemis de l'Espagne ne seraient pas saisis-

Danemark ne pourrait, sans se déclarer en état d'hostilité, refuser le passage à la France qui voudrait envoyer sa flotte au secours de son allié. On peut supposer un cas analogue pour la Mer-Noire.

(1) D'après le chap. 276 du *Consulat de la mer,* on pouvait forcer un navire neutre chargé de marchandises appartenant à l'ennemi non-seulement à livrer ces marchandises, mais même à les transporter en lieu de sûreté à la charge de payer le fret.

sables sur les navires néerlandais. On voit que ces dispositions étaient juste le contrepied de celles du *Consulat de la Mer*. Ainsi que le fait très bien observer Schœll, elles étaient doublement avantageuses à la marine hollandaise, à qui elles assuraient les chargemens des ennemis de l'Espagne, en détournant les citoyens néerlandais de la pensée de charger sur d'autres navires que les siens.

L'Angleterre, qui dans plusieurs traités du xve siècle avait adopté le principe contraire à la liberté du pavillon neutre, admit cette liberté dans le xviie par les traités de 1642 et 1654 avec le Portugal, de 1655 et 1677 avec la France, de 1667 et 1670 avec l'Espagne, de 1667 et 1674 avec la Hollande.

Par le traité de 1677, il avait été établi bien positivement que le pavillon couvrait la marchandise entre la France et l'Angleterre; mais la France entendait si peu alors donner à ce principe un caractère général, que c'est le contraire qui fut posé comme règle dans la fameuse ordonnance de 1681, rendue au temps de la plus grande puissance de Louis XIV et dans tout l'épanouissement de son orgueil. Dans la guerre de la succession d'Espagne, le gouvernement de ce monarque alla encore au-delà de l'ordonnance de 1681 : il adopta pour maxime que la marchandise doit être considérée comme ennemie, non-seulement par la qualité du propriétaire, mais aussi par l'origine de la propriété. Le traité ou plutôt les traités d'Utrecht consacrèrent de nouveau la liberté du pavillon neutre entre la France d'un côté et la Grande-Bretagne et la Hollande de l'autre; mais la France était si loin de vouloir, comme aujourd'hui, en faire la base du droit maritime international, que, dès l'année 1716, elle passa avec les villes anséatiques un traité où elle maintenait en grande partie les principes du xvie siècle; c'est ce qui fut encore démontré par le règlement de 1744 (1) et par le traité de 1769 avec la ville de Hambourg, qui rejetaient l'un et l'autre la maxime que le pavillon couvre la marchandise (2).

Ce ne fut que pendant la guerre de l'indépendance de l'Amérique que la France adopta enfin le principe de la liberté du pavillon neutre, non plus comme concession faite à titre particulier, mais comme base du droit maritime, d'abord indirectement par le règlement du

(1) Ce règlement rendit cependant générale la modification apportée aux anciennes rigueurs par la dérogation exceptionnelle mentionnée au traité de 1716; mais il contient, à l'égard des navires de fabrique ennemie devenus propriétés des neutres, des dispositions sévères qui soulevèrent des réclamations.

(2) Dans un rapport du 16 mars 1812, adressé à l'empereur et inséré au *Moniteur*, le duc de Bassano, alors ministre des relations extérieures, avance que les droits maritimes des neutres ont été réglés solennellement par le traité d'Utrecht, *devenu la loi commune des nations, loi textuellement renouvelée par tous les traités subséquens*. On voit que c'est là une grande erreur : les conventions d'Utrecht n'eurent nullement le caractère général que le duc de Bassano leur prête, puisque la France s'en écarta trois ans après.

26 juillet 1778, puis formellement et directement par son adhésion à la célèbre déclaration de la Russie de 1780, base de la neutralité armée du Nord; mais à cette époque l'Angleterre avait adopté d'autres maximes. Dans le courant de la guerre qui se termina par le traité d'Aix-la-Chapelle en 1748, cette puissance avait déjà usé assez durement envers les neutres de sa supériorité maritime; elle dépassa toutes les bornes dans celle de 1756. La France, connaissant son infériorité sur mer, avait ouvert aux étrangers le commerce de ses colonies, dont elle sentait qu'elle ne pouvait exercer le monopole; mais l'Angleterre, prétendant qu'un état n'a pas le droit, à l'occasion d'une guerre, de changer son régime commercial pour se soustraire par ce moyen à certaines chances désavantageuses, fit saisir sur les bâtimens neutres les denrées provenant de nos colonies. Dans la guerre d'Amérique, où elle avait contre elle la France et l'Espagne, bien que sa suprématie maritime eût reçu plus d'une atteinte, elle se rendit fort incommode par ses exigences aux états du Nord, et chercha seulement à ménager un peu la Russie. Or il arriva que, par une de ces complications qui trompent tous les calculs, ce fut précisément de cette cour qu'elle ménageait que lui vint le désagrément diplomatique le plus sensible qu'elle pût éprouver. Elle avait envoyé à Catherine II le chevalier Harris, depuis lord Malmesbury, pour tâcher d'attirer à son alliance la Russie, dont elle aurait consenti à appuyer les vues sur l'Orient. M. Harris, n'ayant pas trouvé le comte de Panin, ministre de la tsarine, bien disposé pour son système, s'adressa à Potemkin, favori émérite de Catherine, qui fut sur le point d'en assurer le triomphe auprès de cette princesse. Le comte de Panin cependant renversa toute cette intrigue à l'occasion d'un fait qui semblait au contraire devoir en assurer la réussite : des navires russes avaient été saisis assez irrégulièrement par les Espagnols, et la tsarine en était fort irritée; Panin en profita pour lui faire entendre qu'il serait digne d'elle et glorieux pour la Russie de proclamer et d'imposer pour jamais aux belligérans, quels qu'ils fussent, un système maritime qui consacrât définitivement les droits des neutres. De là la fameuse déclaration du 28 février 1780, dont les effets frappaient directement sur l'Angleterre, contrairement à la pensée primitive de Catherine, qui n'en recueillit pas moins toute la gloire d'un acte estimé avec raison le plus honorable de son règne, mais dont Panin avait seul apprécié la portée. C'est ce qui fit dire un jour à l'impératrice Marie-Thérèse, parlant de Catherine au baron de Breteuil : « Il n'y a pas jusqu'à ses vues les plus mal combinées qui ne tournent à son profit et à sa gloire, car vous savez sans doute que la déclaration qu'elle vient de faire pour sa neutralité maritime avait d'abord été arrêtée dans des termes et dans des vues absolument favorables à l'Angleterre. »

Bien que la déclaration de la Russie eût été fort pénible au cabinet de Londres, celui-ci y répondit avec modération, et, sans prendre d'engagemens généraux, il protesta de sa ferme intention de respecter le pavillon et le commerce russes. La France et à peu près toutes les puissances continentales y adhérèrent complétement, de sorte que l'on put dès-lors considérer cet acte comme la base fondamentale d'un nouveau droit international plus libéral et plus humain que l'ancien. La déclaration du 28 février 1780 laissait cependant encore plus d'un point indécis : elle consacrait bien la maxime que le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, mais elle ne disait pas que la marchandise neutre ne serait pas saisie avec le navire ennemi sur lequel elle serait chargée; cette seconde maxime, au contraire, est formellement reconnue par l'acte du 16 avril 1856. « Le pavillon neutre, y lisons-nous, articles 2 et 3, couvre la marchandise ennemie à l'exception de la contrebande de guerre. La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi. » On entend par contrebande de guerre les armes et les munitions propres à la guerre, et, selon les traités particuliers et les opinions des écrivains spéciaux, la nomenclature des objets signalés comme propres à la guerre est restreinte ou étendue. Il semble qu'on ne doive considérer comme tels que les armes et les engins confectionnés, la poudre et les projectiles : c'est l'opinion de M. de Rayneval dans son excellent ouvrage sur *la liberté des mers*. Valin et Vattel ne pensent pas de même, car ils veulent que l'on regarde comme contrebande de guerre les munitions navales. Or, en poussant jusqu'à leurs dernières conséquences les raisonnemens que l'on peut faire pour autoriser la saisie des matières propres à la construction des vaisseaux, propres eux-mêmes à la guerre, il n'est rien qu'on ne pût saisir : le blé par exemple, parce qu'on en fait du pain pour les soldats; le drap, parce qu'on leur en fait des habits; le cuir, parce qu'on leur en fait des souliers, et même le papier, parce qu'on en fait des cartouches. La déclaration de la Russie s'en référait, quant à la fixation des objets de contrebande, à l'énoncé qui se trouve dans son traité de commerce avec la Grande-Bretagne du 20 juin 1766, où ne figurent pas les munitions navales (1): enfin elle établissait pour les blocus la même doctrine que le quatrième et dernier article de la déclaration du 16 avril 1856, article dont voici la teneur : « Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral à l'ennemi. »

(1) Les objets énoncés sont les munitions de guerre, canons, mortiers, armes à feu, pistolets, bombes, boulets, balles, fusils, pierres à feu, mèches, poudre, salpêtre, soufre, cuirasses, piques, épées, ceinturons, gibernes, selles et brides.

Ce fut dans la guerre de 1756 que l'Angleterre enfanta la monstrueuse doctrine du blocus fictif, c'est-à-dire du blocus que les neutres seraient tenus de respecter, quoique n'existant que sur le papier. On voit que la Russie fit en 1780 bonne justice de cette prétention, renouvelée dans la guerre d'Amérique et remise depuis en avant dans la guerre contre la France républicaine, que l'Angleterre semblait vouloir mettre au ban des nations.

Nous voici arrivés aux guerres et à la diplomatie de la révolution. Dans cette période de confusion, la France, provoquée par des excès inouis, fut réduite à chercher à se défendre par les mêmes armes que l'on employait contre elle. Il résulta de cette lutte des énormités qui plongèrent le droit maritime dans une barbarie pire que tout ce que l'on avait vu jusqu'alors. Les Anglais ayant empêché plusieurs navires neutres chargés de grains à destination de France d'entrer dans nos ports, le gouvernement républicain riposta par la loi du 9 mai 1793, qui autorisa les bâtimens de guerre et les corsaires français à arrêter et à conduire en France les navires neutres chargés soit de comestibles à destination ennemie, soit de marchandises ennemies. Les dernières devaient être confisquées, et les comestibles payés sur le pied de leur valeur, y compris le fret. Le cabinet anglais riposta par l'ordre de conduire dans les îles britanniques les neutres qui se trouveraient dans ce même cas à l'égard de la France; mais ce qui établit une immense différence morale entre la conduite de l'Angleterre et les représailles de la France, c'est que la première présentait ses actes comme parfaitement légitimes contre une nation qui, selon elle, ne méritait aucun ménagement, et que l'on devait affamer si l'on pouvait (1), tandis que le gouvernement français ne donnait les siens que pour ce qu'ils étaient, c'est-à-dire pour des représailles. En effet, il existe un arrêté du 14 messidor an IV (2 juillet 1796) qui notifie aux neutres que le pavillon de la république en usera envers eux comme ils souffriront que l'Angleterre en use à leur égard. Malheureusement pour nous, l'avantage dans cette lutte n'était pas de notre côté, tant à cause de l'infériorité de notre matériel maritime que par les fâcheuses conséquences de l'émigration, qui nous avaient fait perdre nos meilleurs officiers de mer. On crut alors en France qu'on pourrait faire indirectement à l'Angleterre, en proscrivant l'introduction et la vente de ses marchandises, le mal que nous étions impuissans à lui faire directement. Cette proscription fut prononcée par la loi du 10 brumaire an IV (31 octobre 1796), point de départ de ce fameux *blocus continental* qui reçut plus tard une si colossale et si fâcheuse extension. Cette première loi eut pour co-

(1) Cette horrible doctrine est textuellement avouée dans une note du 17 juillet 1793, remise par le ministre anglais à Copenhague au comte de Bernstorf, qui y répondit très noblement.

rollaire celle du 29 nivôse an VI (18 janvier 1798), qui régla l'état des navires d'après l'origine de la cargaison. En conséquence, tout navire chargé en tout ou en partie de marchandises anglaises fut de bonne prise. C'était revenir aux maximes brutales de Louis XIV.

Toutes ces violences réciproques étaient fort déplaisantes pour les neutres; mais ce fut l'Angleterre qui, disposant de plus de moyens d'action que nous, mit surtout leur patience à l'épreuve. Le droit d'arrêter la contrebande et celui de saisir la marchandise ennemie sur les neutres, quand on n'admet pas la liberté de leur pavillon, impliquait le droit de visite. Le traité d'Utrecht avait soumis l'exercice de ce droit entre la France et l'Angleterre à des formes assez douces, qui se bornaient à l'exhibition des papiers de bord. Depuis, on était à peu près convenu partout que, lorsque des bâtimens de guerre convoient des navires du commerce, la déclaration du commandant militaire sur l'état de ceux-ci et sur la nature de leur chargement devait être admise et tenir lieu de toute visite; mais à l'époque des guerres de la révolution, les Anglais exercèrent le droit de visite d'une manière dure et vexatoire, n'admettant pas même la déclaration des chefs militaires. Il est peu de personnes qui ne connaissent l'histoire de la frégate danoise la *Freya*, qui, le 25 juillet 1800, soutint un combat honorable contre des forces supérieures plutôt que de laisser visiter six navires marchands qu'elle escortait. Cet événement fit une très grande sensation et provoqua la seconde neutralité armée du Nord entre la Russie, la Suède et le Danemark, publiée le 27 février 1801. Aux clauses de la déclaration de 1780 on ajouta naturellement celle qui naissait de la circonstance, savoir que « il suffit que l'officier qui commande un ou plusieurs vaisseaux de guerre convoyant des bâtimens marchands déclare que son convoi n'a pas de contrebande, pour qu'il ne s'y fasse aucune visite. »

La seconde neutralité du Nord, à laquelle la Prusse avait accédé, fut mise au néant par la puissance de la flotte anglaise, qui, après une victoire chèrement payée, força le Danemark à s'en détacher, et surtout par la mort terrible et inopinée de l'empereur Paul. Cependant le successeur de ce prince, quelque hâte qu'il eût de se jeter dans les bras de l'Angleterre, ne pouvait avouer qu'il abandonnait purement et simplement la cause des neutres. De là le congrès de Saint-Pétersbourg, où fut signée, le 17 juin 1801, une convention par laquelle les intérêts les plus généraux des neutres étaient consacrés en termes assez vagues, la question du blocus jugée dans un sens qui se prêtait à d'assez complaisantes équivoques sans qu'on y reconnût néanmoins positivement le blocus fictif, mais d'où le grand principe du pavillon couvrant la marchandise était formellement écarté. Quant à la visite, il fut établi qu'elle pouvait avoir lieu même pour

des navires convoyés par des bâtimens de guerre, mais que dans ce dernier cas le droit de visite ne pourrait être exercé par des armateurs. Dans le fait, l'empereur Alexandre Ier déserta, dès le début de son règne, les principes que son aïeule et son père avaient si hautement proclamés. Ainsi, comme le dit Schœll avec raison, la Grande-Bretagne, en consentant à quelques modifications exigées par la justice et en renonçant à la prétention de ce qu'on appelle le *blocus sur le papier*, obtint la reconnaissance de deux principes auxquels elle attachait la plus haute importance, savoir : 1° que le pavillon ne couvre pas la marchandise, 2° que la visite peut se faire sur des bâtimens sous convoi.

La courte paix d'Amiens suspendit un instant la grande affaire des neutres, que le congrès de Saint-Pétersbourg, on vient de le voir, était loin d'avoir réglée d'une manière satisfaisante. A la reprise des hostilités, elle se présenta aussi formidable, aussi difficile que jamais, et un échange de mesures violentes et attentatoires au droit des gens recommença entre la France et l'Angleterre, mais toujours avec le même caractère d'initiative de la part de celle-ci et de représailles de la part de celle-là, représailles quelquefois excessives il est vrai. Je n'ai pas du reste la prétention de donner ici l'histoire du *système continental*, dont l'origine, les développemens et les résultats ne sont que trop connus. Je me borne à rappeler que le fameux décret du 21 novembre 1806, dit *décret de Berlin*, qui le constitua, fut provoqué par la déclaration du blocus de tout le littoral compris entre les bouches de l'Elbe et Brest, et que celui de Milan du 17 décembre 1807, qui mit à la disposition du système une arme terrible, le fut par la mesure qui imposait à tous les neutres chargés pour les ports placés sous la dépendance de la France une station forcée aux îles britanniques, et qui les soumettait à une contribution. Je ne dis rien du décret de Fontainebleau, peu facile à justifier.

Au surplus, quelles qu'aient été les violences accidentelles et provoquées du système continental, qu'on ne perde pas de vue que la France de l'empire pas plus que la France de la république ne prétendait les ériger en principes de droit. Que dit en effet le préambule du décret de Berlin? Il reproche à l'Angleterre de ne pas admettre le droit des gens accepté universellement par tous les peuples policés, et par suite de faire prisonniers de guerre les équipages des navires de commerce, les négocians et les simples voyageurs, d'étendre aux bâtimens et marchandises de commerce et aux propriétés particulières le droit de conquête, qui ne peut s'appliquer qu'à ce qui appartient à l'état ennemi, enfin d'étendre à tout un pays des déclarations de blocus. En conséquence, l'empereur des Français annonce qu'il a résolu d'appliquer à l'Angleterre les usages qu'elle a consacrés dans sa législation maritime, attendu qu'il est

de droit naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert; il ajoute que les dispositions du décret auront leur cours jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu que *le droit de guerre est un et le même sur terre et sur mer, qu'il ne peut s'étendre ni aux propriétés privées, ni à la personne des individus étrangers à la profession des armes*, et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies par des forces suffisantes.

Certainement il y a des erreurs historiques dans ce préambule, mais les principes qu'il proclame sont d'une largeur que la déclaration du 16 avril elle-même, plus pratique et plus acceptable pour tout le monde, n'égale pas, puisqu'elle ne détruit point, au moins explicitement, le droit de capturer les navires marchands ennemis, lorsque ce droit est exercé par des navires de l'état : elle n'ôte ce droit qu'aux corsaires; n'importe, la réforme est faite, et toutes les conséquences logiques en seront certainement déduites. Le vœu de voir le droit de la guerre reconnu le même sur terre et sur mer, généreusement formulé en 1806, peut être considéré comme accompli en 1856, et si même l'on devait s'en tenir strictement à la lettre des quatre articles de la déclaration du 16 avril, cet acte, dont la France a pris l'honorable initiative, n'en serait pas moins un des titres les plus glorieux de la diplomatie contemporaine, et c'est comme tel qu'on doit le soutenir en face de l'Amérique récalcitrante.

Il nous reste à examiner le caractère de cette résistance des États-Unis à une transaction qui, bien évidemment, ouvre une ère nouvelle au droit international et dépouille l'avenir de la rouille du passé. Il y a quelques mois, une dépêche du ministre des affaires étrangères de l'Union américaine était livrée à la publicité. M. Marcy annonçait, sans trop s'arrêter sur les derniers articles de la déclaration du 16 avril, que le gouvernement américain repoussait formellement le premier, c'est-à-dire celui qui prononce l'abolition de la course. Il ajoutait cependant que « les États-Unis consentiraient à l'abolir, si les puissances voulaient adopter, d'un commun accord, le grand principe de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer comme sur terre. » Telle est la contre-proposition de ce gouvernement.

Sans doute le principe invoqué par le ministre américain est des plus respectables. Il a dû rencontrer et il a rencontré en effet de nombreuses sympathies en France. C'est celui que, dans le préambule du décret de Berlin, Napoléon déclarait vouloir faire triompher, et qui ressortira logiquement, tôt ou tard, de la déclaration du 16 avril 1856. Cependant comme en pareille matière il faut ne s'engouer systématiquement de rien, pas même de ce que l'on considère comme vrai et juste, comme il faut au contraire tourner et retourner les questions afin de les examiner sous toutes les faces, voici une observation qui peut expliquer l'espèce de réserve avec laquelle j'ai

parlé jusqu'ici de l'inviolabilité de la propriété privée maritime. Qu'est-ce que la guerre? Une pression douloureuse exercée par un état sur un autre pour en obtenir ce que la persuasion est impuissante à faire accorder. Or il est évident qu'en pillant et brûlant la maison d'un pauvre homme, on n'exerce qu'une pression individuelle dont l'état ennemi ne se ressent pas. On fait donc, en dehors du grand but de la guerre, un mal particulier et gratuit, ce qui est toujours aussi absurde que méchant. Il n'en est pas de même lorsqu'on s'attaque à de grands intérêts collectifs qui, quoique ne se rattachant pas directement à une propriété de l'état ennemi, peuvent cependant, quand ils sont en souffrance, affaiblir son crédit et diminuer ses ressources matérielles. Une armée envahissante arrive dans la capitale d'un pays dont les forces occupent encore les provinces. Dans cette capitale, il y a une banque de circulation. Nul doute que le général qui commande cette armée n'ait le droit de fermer cette banque, pour peu qu'il croie qu'elle peut procurer des fonds à l'ennemi. Cependant cette mesure peut ruiner les actionnaires, qui sont des hommes privés. C'est un malheur, mais qu'y faire? Le commerce maritime est un de ces grands intérêts collectifs dont l'état ressent immédiatement les souffrances. Par conséquent on peut croire, sans vouloir retourner à la barbarie, que le droit des gens ne saurait, d'une manière absolue, interdire de le frapper. Des théories philanthropiques s'y opposent, il est vrai. Ces théories, je ne les combattrai pas, car je me sens personnellement entraîné vers elles, et j'ai la conviction qu'elles prévaudront un jour. Je n'ai d'autre but ici que d'expliquer en vertu de quels principes l'opinion contraire peut être logiquement et consciencieusement soutenue, et d'indiquer avec quelle prudence et quelle circonspection il faut marcher dans ce sentier de la diplomatie, où l'on vient se heurter à chaque pas contre le *sic* et *non*.

Les Américains ont d'autres erremens : ils abordent les questions les plus délicates et les plus sujettes à controverse avec des façons absolues que la plume habile et polie de M. Marcy ne parvient pas toujours à dissimuler. Ils auraient été plus fidèles sans doute à l'esprit qui leur dicta les traités de 1785, de 1799 et 1828, s'ils eussent d'abord accédé aux trois derniers articles de la déclaration du 16 avril, articles contre lesquels ils n'élèvent aucune objection, afin de donner avant tout une preuve de la sincérité de leur désir d'aider la cause de la civilisation et de l'humanité. Ils auraient pu ensuite faire les réserves qu'ils auraient jugées convenables, et provoquer amicalement de nouvelles conférences pour la discussion de leur contre-proposition. Certes ils pouvaient la soutenir par des argumens moins personnels que ceux qu'ils ont employés jusqu'à présent. Ils pouvaient dire que, dans un temps de diffusion commer-

ciale comme le nôtre, les perturbations dans les fortunes, parcourant, ainsi que l'étincelle électrique, un vaste cercle de solidarité, peuvent revenir frapper la main qui les provoque. Une prise faite en mer sur des marchands de France par les Anglais supposés ennemis peut fort bien amener une faillite à Hambourg ou à New-York, et par contre-coup une à Londres même.

Quant à l'accusation d'inconséquence adressée au congrès de Paris, parce que, après avoir aboli la course, il laisse aux marines militaires régulières des belligérans la faculté de capturer les navires de commerce, elle ne nous paraît pas fondée. Il y a en effet une énorme différence entre l'action régulière des navires de l'état agissant en vertu d'instructions précises, commandés par des officiers responsables, et celle de corsaires abandonnés à leur impulsion individuelle, animés par le seul appât de l'or, et pouvant se livrer, presque toujours impunément, aux plus déplorables excès.

Reste l'argument tout américain par lequel M. Marcy croit avoir prouvé que le gouvernement de l'Union ne pourrait renoncer à la course sans se dépouiller de son seul moyen de défense contre les puissances européennes, attendu qu'il n'entre pas dans les convenances des Américains d'avoir des flottes et des armées permanentes. J'avoue que je vois ici plus de logomachie que de véritable logique. Renoncer à la course ne serait pas renoncer à la faculté de n'avoir que des flottes et des armées temporaires pour les besoins du moment. Que les armées ne soient formées que de volontaires, que les flottes ne se composent que de navires nolisés, dès l'instant qu'elles auront reçu une organisation hiérarchique, qu'elles auront à leur tête des chefs constitués, responsables et en tout dépendans de leur gouvernement, il n'y a pas de puissance européenne qui pût refuser, avec une ombre de raison, de reconnaître en elles une force régulière et nationale devant être traitée comme telle. Supposer le contraire, c'est tout simplement chercher une occasion de déclamer contre les armées permanentes, dont on est sans doute fort heureux de pouvoir se passer, ce qui cependant n'autorise pas les gens qui ont un tel bonheur à faire des applications désobligeantes pour ceux qui ne l'ont pas.

Au surplus, il est certain qu'aujourd'hui la contre-proposition des États-Unis, bien que la forme donne lieu à des objections légitimes, trouve faveur auprès de la plupart des cabinets, et qu'aucun ne lui est manifestement hostile. Aussi ne sommes-nous point surpris de lire dans le dernier message présidentiel qu'aucune puissance ne l'a péremptoirement repoussée, et qu'une d'elles, la Russie, l'a formellement acceptée. Si nous sommes bien informé, il y aurait eu à ce sujet quelque divergence d'opinions dans les conseils du gouvernement français; mais le débat a été circonscrit sur le terrain où nous le plaçons plus haut, c'est-à-dire sur le terrain vrai d'une discussion

grave où l'on cherche sans passion et de bonne foi à s'éclairer. C'est l'avis favorable à la contre-proposition américaine qui aurait prévalu; seulement on devra régler les cas d'exception que nous avons laissé entrevoir, c'est-à-dire les limites à donner au principe du respect de la propriété privée pour que le droit de la guerre n'en soit pas entravé. Si l'Angleterre et la France sont d'accord sur cette question et veulent marcher du même pas, on peut regarder comme moralement obtenu un grand résultat, l'application sérieuse et complète des nouveaux principes de droit maritime proclamés par le congrès de Paris, augmentée de la contre-proposition des États-Unis d'Amérique, c'est-à-dire d'une clause proclamant le respect de la propriété privée sur mer au même titre et dans les mêmes limites que sur terre. Si le couronnement de cette grande œuvre n'est pas encore un fait matériellement accompli, la faute n'en est point à la France. On ne peut s'en prendre non plus au gouvernement anglais, qui doit naturellement, sur une affaire qui touche à tous les intérêts de l'Angleterre, se rattache à toutes ses traditions, consulter l'opinion publique, et par conséquent donner à celle-ci le temps de se fixer. Or on sait que la question des prises maritimes est fortement controversée chez nos voisins. Bien des gens parmi eux trouvent que l'Angleterre a beaucoup fait, trop peut-être, en consentant à l'abolition de la course, et qu'elle ne doit pas aller jusqu'à abdiquer pour ses navires de guerre le droit de faire des prises sur le commerce des nations qui seraient en guerre avec elle. D'un autre côté, il existe aux États-Unis un parti qui ne considère pas comme suffisante la condition d'où le gouvernement de la république fait dépendre son adhésion au système destructif des corsaires, et qui voudrait en outre le renoncement au blocus des ports commerçans. Cette prétention peut amener de nouvelles discussions, de nouvelles lenteurs; néanmoins les quatre articles de la déclaration du 16 avril, par lesquels sont déjà liées les unes à l'égard des autres les puissances qui ont pris part au congrès de Paris, peuvent être considérés dès à présent comme la base du droit international sur mer, tel que l'ont fait les progrès de la civilisation moderne. En effet, admis généralement par les cabinets secondaires, ils sont, non pas repoussés, mais soumis à une condition qui serait elle-même un nouveau progrès, par une seule puissance. Cette condition, acceptée déjà par la Russie, accueillie avec faveur en France, nous permet d'espérer que si les quatre articles doivent être modifiés, ce sera dans un sens libéral et non dans un esprit de retour vers un ordre de choses complétement répudié. Il faut donc le répéter en finissant : c'est là un des plus beaux triomphes de la diplomatie contemporaine.

PELLISSIER DE REYNAUD.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 février 1857.

Les affaires de l'Europe, après l'étrange commotion qu'elles ont subie, et qui aurait pu devenir plus périlleuse encore, ont quelque peine à retrouver cet équilibre qui est le signe heureux du rétablissement des situations régulières. Même quand les orages sont dissipés, il reste des troubles vagues qui peuvent prendre une multitude de formes, et par une compensation singulière, des puissances qui ont marché d'intelligence dans les plus grandes entreprises ne réussissent pas toujours à s'entendre dans les suites de ces entreprises ou dans les affaires nouvelles qui s'élèvent. C'est ce qui s'est vu et c'est ce qui se verra sans doute encore. Il y a eu un moment où la diplomatie européenne, à peine débarrassée d'un grand poids, a eu tout à la fois à tourner ses regards vers bien des points. En Orient, elle se débattait autour d'une ville, autour d'un îlot, sans pouvoir arriver à tracer la véritable limite de la Turquie et des possessions russes, et pendant ce temps les vaisseaux anglais restaient dans la Mer-Noire, les Autrichiens gardaient leurs positions du Bas-Danube, l'organisation nouvelle des principautés demeurait en suspens. La Grèce, toujours occupée par les soldats de la France et de l'Angleterre depuis plus de deux ans, offrait une autre difficulté à résoudre. Dans un rayon plus rapproché, l'Italie, agitée de secrets et profonds malaises, attirait les cabinets dans tous les embarras de la plus délicate intervention diplomatique. Comme si cela ne suffisait pas, au même instant surgissait la plus vive querelle entre la Prusse et la Suisse. C'étaient autant de questions propres à susciter les luttes et les divergences, ou tout au moins à laisser apparaître des dissentimens inévitables.

Certainement tout n'est point éclairci et absolument simplifié dans la situation de l'Europe. A un point de vue général surtout, plus d'un problème plane sur les peuples. Il est vrai pourtant de dire que de ces difficultés diverses qui se sont élevées depuis quelques mois il en est que la diplomatie a heureusement dénouées, et qui tendent en ce moment même à disparaître, ou à rentrer

dans le domaine des plus pacifiques débats. La question de Neuchâtel n'est-elle point de ce nombre? Elle n'est pas résolue encore sans doute : il ne paraît y avoir jusqu'ici qu'un point bien acquis, c'est que la conférence appelée à régler irrévocablement la situation de Neuchâtel devra se réunir à Paris. Le roi Frédéric-Guillaume s'est évidemment trouvé soulagé de n'avoir point à disputer par les armes un droit qu'il est disposé à abdiquer; mais quelles conditions met-il à la cession entière et définitive de ce droit, dont il s'est montré peut-être plus jaloux que son peuple? Le cabinet de Berlin demande, dit-on, que le drapeau prussien continue à couvrir le château de Neuchâtel; il voudrait assurer au roi la libre possession de ses domaines dans le canton; il tiendrait enfin à la conservation de ce qu'on nomme les *bourgeoisies*, sortes de corporations féodales de création prussienne. Si c'est une entrée en négociation, rien n'est plus simple. Comment cependant le roi Frédéric-Guillaume attacherait-il un grand prix à voir flotter le drapeau prussien sur le château de Neuchâtel, au risque d'exposer ce drapeau, signe d'une puissance qui n'existe plus, à des manifestations populaires également compromettantes pour la Suisse et pour la Prusse? Dans l'affaire des domaines, il ne peut y avoir une difficulté très sérieuse, s'il s'agit des biens possédés à titre privé par le roi. S'il s'agit des domaines de l'état, personne n'ignore que ces biens ne sont pas la propriété particulière du prince : ils restent attachés à la souveraineté, dont ils suivent la loi et avec laquelle ils se transmettent. Quant aux bourgeoisies, leur existence est peu importante, pourvu qu'elle ne soit pas en contradiction avec le droit public de la Suisse. Au fond, le roi Frédéric-Guillaume dispute avec lui-même pour se dessaisir d'un pouvoir qui n'existe plus en fait, et même, en cédant ses droits, il en voudrait peut-être retenir au moins l'ombre. C'est la politique de son imagination. Sa raison doit lui montrer qu'une complication de ce genre, une fois ramenée dans le domaine de la diplomatie, n'en peut plus sortir, et qu'une cession de souveraineté, admise en principe, a ses conséquences logiques, naturelles et inévitables.

La question de Neuchâtel a eu cela de particulier, qu'elle a été une diversion au moment où s'agitaient toutes les questions qui se rattachent à l'exécution du traité du 30 mars, aux destinées de l'Orient, et qui sont entrées elles-mêmes dans la voie des solutions régulières. Depuis que la conférence dernièrement réunie à Paris a prononcé sur tous ces différends obscurs, nés d'interprétations divergentes, il ne pouvait plus y avoir de doute. Le résultat des dernières décisions de la diplomatie se montre aujourd'hui : la Russie vient d'abandonner les points contestés soit à l'embouchure du Danube, soit sur la frontière de la Bessarabie; l'Angleterre rappelle ses vaisseaux de l'Euxin, tandis que les Autrichiens vont quitter les principautés, et au même instant a été promulgué le firman de la Porte qui convoque les divans de la Moldavie et de la Valachie pour préparer l'accomplissement des dernières stipulations de la paix, c'est-à-dire l'organisation des deux provinces du Danube.

Ce n'est pas seulement la Turquie d'ailleurs que les troupes étrangères vont quitter en ce moment; elles sont sur le point de se retirer aussi de la Grèce. Chose étrange, sans avoir pris part à la guerre, le royaume hellénique, pour une triste aventure, pour un oubli de ses intérêts et de sa vraie politique, est resté un des pays le plus longtemps occupés par des armées

étrangères, par les forces de la France et de l'Angleterre. Le poids de l'occupation n'a point été lourd pour la prospérité et la tranquillité du pays, que nos soldats ont bien plutôt protégées; il l'était peut-être pour la fierté nationale, et ce n'est point d'aujourd'hui que le gouvernement grec a cherché un moyen de faire cesser une protection qu'il subissait. Dès l'an dernier, il faisait une proposition, bizarre en apparence, mais qui était du moins dictée par une bonne intention : il offrait aux cours de Londres et de Paris d'affecter une somme annuelle fixe au service de l'emprunt grec; seulement il demandait en même temps que cette somme restât entre ses mains pour être consacrée à des travaux d'utilité générale. Cette proposition n'a point été repoussée; mais les gouvernemens y ont ajouté un complément : ils ont demandé à leur tour qu'une commission mixte fût instituée à Athènes par les trois cours protectrices de la Grèce pour veiller à l'emploi de la somme stipulée, pour voir de près l'organisation financière du pays et indiquer les réformes désirables, ce qui a été accepté par le cabinet du roi Othon. En se prêtant à cet arrangement, les gouvernemens de France et d'Angleterre ne s'étaient pas précisément engagés à faire cesser l'occupation; ils rappellent spontanément leurs troupes aujourd'hui pour rendre à la Grèce son entière liberté, et pour mettre fin à une vieille difficulté qui ne saurait plus longtemps survivre aux événemens qui l'ont fait naître.

Ainsi disparaissent l'un après l'autre les vestiges de la guerre. Les occupations cessent, les complications s'effacent; il ne reste plus qu'une question, la plus sérieuse, il est vrai, et la plus difficile peut-être, celle de l'organisation des principautés danubiennes. C'est dans cette question, intimement liée aux destinées de l'Orient, que vont se concentrer désormais tous les efforts de la diplomatie. Une note officielle du *Moniteur* est venue marquer la position que le gouvernement français entend conserver dans une affaire où toutes les politiques sont en présence, où il s'agit de concilier les besoins des populations roumaines et les droits de suzeraineté de la Porte, où se débat enfin un grand problème, celui de l'union des deux principautés, c'est-à-dire de la création d'un état assez compacte et assez fort pour garantir par son poids l'intégrité de l'Orient et les intérêts de l'Occident. La politique de la France s'est prononcée ouvertement pour l'union des deux provinces. Quels sont les termes précis de cette question? Comment s'est-elle déroulée depuis qu'elle existe? comment s'est-elle trouvée engagée en particulier dans la conférence qui a été tenue récemment à Constantinople, et qui a préparé le firman de convocation des divans de la Valachie et de la Moldavie? C'est une histoire qui a peut-être quelques côtés curieux. Qu'on le remarque bien : tout a son point de départ ici dans les transactions du 30 mars 1856. Le traité de Paris assure aux principautés la jouissance de leurs anciens priviléges, une armée nationale, une administration indépendante sous la suzeraineté de la Porte, et il prescrit la révision des statuts organiques des deux provinces. Une commission était instituée pour s'enquérir de l'état réel de ces contrées et préparer au nom de l'Europe les élémens d'une organisation nouvelle. En même temps des divans devaient être convoqués dans la Valachie et la Moldavie pour que les populations pussent librement faire connaître leurs besoins et leurs désirs. Dans ces dispositions, on le voit, il y a trois faits essentiels : la suzeraineté de la Porte est seule garantie, tout le reste est permis;

la participation de l'Europe est une condition obligatoire; aucune limite autre que celle qui dérive de la suzeraineté de la Porte n'est imposée à l'expression des vœux des populations. — Dès l'été dernier, le cabinet turc, mû sans doute par la pensée d'exécuter le traité le plus tôt possible, se hâtait d'élaborer le firman de convocation des divans et d'expédier des circulaires où il repoussait d'avance l'idée d'une réunion des principautés, interdisant même aux divans l'expression de tout vœu à ce sujet. La Turquie oubliait qu'elle n'était plus seule désormais, que cette question appartenait à l'Europe, et qu'il existait une commission instituée pour intervenir dans tous les actes relatifs aux provinces danubiennes. Ces tentatives provoquèrent de péremptoires protestations, sous le poids desquelles a fini par tomber Aali-Pacha, le grand-vizir de cette époque. Il en est résulté un travail nouveau, qui est l'œuvre de la conférence récemment tenue à Constantinople.

On a aujourd'hui sous les yeux les deux firmans, l'ancien et le nouveau; on peut voir en quoi ils diffèrent, juger les modifications qui ont été accomplies. Ces modifications ont un objet essentiel, c'est de mettre plus de vérité et de liberté dans la représentation publique au sein des divans. Il y avait sans doute des intentions excellentes, même avec des vues étroites, dans le travail primitif de la Porte. Seulement ces intentions se produisaient confusément et sans précision. Des abus traditionnels étaient en quelque sorte consacrés; des questions graves étaient passées sous silence, et celle de l'union des principautés était pour ainsi dire évincée. La position respective des commissaires ottomans et des autres commissaires européens se trouvait assez inexactement définie. Les premières améliorations introduites dans le projet portent sur deux points principaux qui touchent à la représentation du clergé et des boyards. Le firman primitif, en donnant au métropolitain et aux évêques le droit de siéger dans le divan, et aux administrateurs des biens ecclésiastiques, ainsi qu'aux simples prêtres, le droit de choisir trois représentans, — ce firman, disons-nous, oubliait une distinction essentielle. Il y a dans la Moldavie et dans la Valachie deux classes de maisons religieuses : il y a les monastères dédiés aux saints lieux et à des fondations qui relèvent soit des patriarches grecs de Constantinople et de Jérusalem, soit du mont Athos, et il y a ce qu'on nomme les monastères non dédiés, appartenant en propre au clergé régulier de la Moldavie et de la Valachie. Ces derniers sont soumis à un impôt qui consiste dans la retenue d'une somme fixe sur leurs revenus. Les monastères dédiés jouissent d'une fortune considérable, qu'ils ont souvent employée à entretenir la propagande russe dans le reste de la Turquie, et ils sont exempts de toute contribution. Le trésor des principautés a toujours réclamé et réclame encore contre cette exemption; il n'a rien obtenu. La contestation s'est prolongée jusqu'à ce moment; elle devra être abordée et réglée dans les divans, et c'était un motif de plus de faire intervenir d'une façon spéciale les monastères dédiés, qui ont d'ailleurs assez d'administrateurs indigènes pour se faire représenter. La distinction des deux classes de maisons religieuses a donc été rétablie. Une autre difficulté consistait dans la représentation des simples prêtres : on se trouvait placé entre l'obligation de laisser aux évêques le choix des délégués du bas clergé, ce qui n'eût conduit à rien, et la nécessité de mettre en mouvement, pour les élections, dix ou douze mille popes, ce qui devenait une complication. On a décidé alors

que les prêtres exerçant leur ministère dans les chefs-lieux des évêchés et réputés les plus capables, choisiraient parmi eux un représentant par diocèse. Ainsi le clergé sera représenté dans la Valachie par quatre évêques, dont un métropolitain, par quatre députés des monastères dédiés et des monastères non dédiés, et quatre délégués des simples prêtres. Le clergé ne compte que dix représentans dans la Moldavie, où il n'y a que trois diocèses.

Le mode de représentation des boyards soulevait des questions plus graves, et au milieu desquelles il n'est pas toujours facile de se reconnaître. Le firman primitif de la Porte faisait une position toute spéciale aux boyards de première classe, et leur attribuait un droit particulier de représentation. La Turquie obéissait à une tradition. Lord Stratford de Redcliffe lui-même peut-être s'était laissé prendre à cette idée. Il croyait voir dans les grands boyards, formant un comité spécial au sein du divan, une sorte de chambre des pairs; mais il est évident que la Turquie ne faisait que consacrer un abus, et que l'ambassadeur d'Angleterre caressait une illusion fondée sur une appréciation inexacte de la boyarie telle qu'elle existe dans les principautés. Cette boyarie en effet n'a nullement le caractère d'une aristocratie véritable ayant l'illustration de la naissance : elle ne constitue pas une qualité transmissible par voie d'hérédité; elle n'est qu'une fonction, un rang viager. Les enfans peuvent arriver à leur tour à occuper les positions que leurs pères ont acquises; ils n'y ont point essentiellement droit. D'ailleurs, si on admettait à la représentation les boyards de première classe, comment repousser les boyards des classes suivantes? Ceux-ci participent à la nomination des hospodars; le droit de se faire représenter au divan n'était pas assurément moins important et moins précieux. Il s'ensuit que les boyards de première classe n'ont aucun titre particulier pour exprimer en leur qualité de boyards les vœux du pays; mais s'ils n'ont pas le caractère d'une grande et sérieuse aristocratie, ils sont les propriétaires les plus considérables, et à ce point de vue ils ont droit à une part notable, prépondérante même si l'on veut, dans les divans. C'est de ces considérations qu'on est parti pour arriver à une nouvelle combinaison qui admet tous les boyards indistinctement à la représentation. En même temps le cens électoral a été réduit. Il fallait d'abord, d'après le premier firman, posséder cinq cents falches de terre pour être électeur, il ne faut plus posséder aujourd'hui que cent falches. Le cens d'éligibilité est attribué à la possession de trois cents falches de terre cultivable. Cette combinaison n'était pas seulement dictée par la justice, elle était très politique. Restreindre la représentation aux seuls boyards de première classe, c'était évidemment livrer la place à l'esprit de caste. Comme tous les grands boyards sont plus ou moins candidats à l'hospodarat, ils se seraient hâtés, on le comprend, de rejeter l'idée de l'union des principautés. En élargissant la représentation dans le comité des boyards, on a offert au pays un moyen, sinon infaillible, du moins plus facile de manifester ses vœux.

Le grand-vizir Rechid-Pacha et le ministre des affaires étrangères turc, Ethem-Pacha, ont d'abord hésité un peu devant ces innovations, qu'ils n'ont point tardé cependant à accepter, et lord Stratford, après avoir demandé à réfléchir, a fini lui-même par se rendre de bonne grâce. Si on les examine bien, les autres dispositions relatives à la représentation des autres classes de propriétaires, des villes, et même des paysans soumis à la corvée, ont

subi des modifications analogues dictées par un libéralisme compatible avec l'état et les mœurs du pays. Il n'y a certes aucune raison pour dissimuler la haute et sérieuse influence qu'a exercée dans ces délibérations l'ambassadeur de France, M. Thouvenel, dont l'esprit net et décisif s'est heureusement employé à faire prévaloir les solutions les plus larges et les plus équitables.

Ce n'était pas tout cependant. Dans les travaux préliminaires de la réorganisation des principautés, il y avait à résoudre une difficulté qui était dans l'esprit de tout le monde, parce qu'elle conduisait en quelque sorte au seuil de la grande question, celle de l'union possible de la Valachie et de la Moldavie. Dans son firman primitif, le cabinet turc interdisait aux divans de s'occuper de toute matière contraire aux droits de suzeraineté de la Porte-Ottomane ou aux anciens priviléges des deux provinces, ce qui voulait dire qu'on ne devait pas s'occuper de la fusion des deux principautés. En outre le commissaire ottoman à Bucharest était chargé de veiller à l'efficacité de cette interdiction, et il lui était assigné une place à part entre l'administration des provinces et la commission européenne. A quel titre le commissaire ottoman eût-il exercé une action toute spéciale? Le traité de Paris ne la lui attribue pas; il ne lui confère pas un droit et un rang particuliers dans la sa commission européenne. Cette prétention était donc inadmissible. Quant à l'interdiction formulée dans le premier firman, la France s'était trop nettement prononcée pour qu'il fût possible de laisser subsister quelque ambiguité, et la conférence de Constantinople n'a point hésité à accepter une rédaction nouvelle qui ne prescrit rien, qui n'interdit rien, qui laisse toute liberté. C'était là l'essentiel. On a dit que le nouveau firman semblait contenir encore une prohibition dissimulée, qu'il y avait tout au moins une défense par prétérition. Il n'en est rien certes, et Rechid-Pacha lui-même a admis la pleine liberté des divans dans l'expression de tous leurs vœux. Le grand-vizir s'est borné à réserver son opinion sur le fond de la question, et les représentans des autres puissances ont adhéré à cet avis, ajournant tout débat jusqu'aux délibérations du congrès qui s'ouvrira après les travaux de la commission européenne des principautés. La question demeure donc intacte; elle est renvoyée au seul juge compétent, à la population roumaine. On a fait quelque bruit de l'article publié par *le Moniteur* à la suite du dernier firman, et même cet article a retenti jusque dans le parlement anglais. Quel est cependant le sens de cet article? Il reconnaît la juridiction souveraine de l'Europe; il publie une opinion professée par la France dès l'origine, et il dit aux populations des principautés : Vous avez le droit de faire connaître vos besoins et vos vœux dans toute leur extension, même le vœu de la réunion de la Moldavie et de la Valachie. Toute la question est de savoir si cette réunion est conforme aux intérêts des principautés aussi bien qu'aux intérêts de l'Europe, et si elle est possible. Quelques journaux étrangers ont affecté de ne voir dans cette combinaison que la pensée de placer un prince étranger sur un trône indépendant. Rien de semblable n'a été proposé et n'est soutenu. — Mais alors, objecte-t-on, comment trouver un prince national pour commander à cet état nouveau? On nous permettra de faire observer que s'il est difficile de trouver un prince, il doit être plus difficile encore d'en trouver deux. Apparemment, si l'Europe adoptait une telle combi-

naison, elle prendrait les moyens de la rendre sérieuse et durable. Il a été fait, nous le savons, une objection à double face, pour ainsi dire. — D'un côté, l'union porterait atteinte aux droits de suzeraineté de la Porte; de l'autre, elle serait une infraction aux anciens priviléges des provinces, priviléges parmi lesquels serait celui d'une existence séparée. — Les droits de suzeraineté de la Porte ont été au contraire expressément réservés, et on ne peut voir sérieusement en quoi ils seraient affaiblis parce qu'ils s'exerceraient sur un seul état, au lieu de s'exercer sur deux provinces. Quant aux anciens priviléges des principautés, les populations roumaines sont les mieux placées pour se prononcer. C'est là qu'il faut toujours en revenir. La France n'a point voulu autre chose; elle a voulu assurer aux principautés les moyens d'exprimer sincèrement et librement leurs vœux. Que si les populations de la Moldavie et de la Valachie se montrent contraires à l'union, la France ne peut évidemment se montrer plus roumaine que les Roumains eux-mêmes.

C'est dans ces circonstances que le parlement d'Angleterre vient de s'ouvrir. Chose étrange, les grands conflits de l'Europe se sont apaisés, et jamais l'Angleterre n'a été engagée dans un plus grand nombre d'affaires, dont quelques-unes sont des plus graves. La Grande-Bretagne soutient une guerre avec la Perse; ses flottes sont dans le Golfe-Persique, et elle vient de prendre Bushir. D'un autre côté, en Chine, un de ses amiraux vient de bombarder Canton à la suite d'une violation de traité par les autorités chinoises. Sur le continent même, une certaine obscurité plane sur la politique anglaise, dont on recherche les affinités et les tendances. Le discours de la reine se ressent nécessairement de cette situation. Il constate les conflits, il est réservé sur la politique générale. Déjà des débats se sont élevés dans le parlement; il est visible cependant que les grandes discussions n'ont pas commencé : elles se préparent, elles s'ouvriront sans doute à l'occasion de tous ces démêlés, qui sont nés à la fois. Parmi les premiers incidens parlementaires, il en est un assez curieux, quoiqu'il n'ait qu'un intérêt rétrospectif. Le chef de l'opposition dans la chambre des communes, M. Disraeli, est venu révéler qu'il y aurait eu, il y a deux ans, un traité secret signé entre l'Autriche, la France et l'Angleterre, traité garantissant à la première de ces puissances l'intégrité de ses possessions en Italie. Lord Palmerston a contesté le fait d'abord; puis, toute information prise, il l'a avoué en ajoutant que la convention signée avait un caractère purement militaire, et n'aurait eu de valeur que dans le cas où l'Autriche aurait pris part à la guerre. Il ne paraît point douteux en effet qu'il y a eu des engagemens de cette nature entre les trois états, et même l'Autriche avait, dit-on, demandé non-seulement la garantie de ses possessions italiennes, mais encore l'entrée d'un corps auxiliaire français en Allemagne. Un article du *Moniteur* de cette époque indiquait suffisamment ces combinaisons secrètes. Si lord Palmerston l'a oublié, c'est qu'il n'y portait point alors un grand intérêt, et que l'état actuel de ses relations avec le cabinet de Vienne l'empêche peut-être de se souvenir d'un temps où il avait plus de sévérité pour l'Autriche. Maintenant quelle sera l'attitude des partis dans les luttes qui s'ouvriront sur la politique étrangère? On ne peut guère le pressentir encore. Toujours est-il qu'à ces démêlés qui embarrassent la politique anglaise se lie une question intérieure très sérieuse, celle de l'*income-tax*, qui a provoqué une sorte d'agitation. La situa-

tion économique de l'Angleterre est encore aggravée aujourd'hui par la misère qui affame des masses d'ouvriers, et les jette dans les rues de Londres sans travail et sans pain.

N'est-ce point un trait des plus caractéristiques? Au sein des prospérités réelles ou apparentes, il survient parfois un fait qui montre ce qu'il y a d'inquiétant, d'irrégulier ou de fragile dans ces vastes déploiemens extérieurs de la force d'un peuple, qui laisse apercevoir des faces obscures et moins rassurantes de la civilisation moderne. On invoque souvent la statistique pour montrer la richesse dans son essor, et la statistique ne peut mieux faire que d'offrir complaisamment ses chiffres grossissans. Quelquefois aussi la statistique se charge elle-même de rectifier des chiffres par des chiffres et de les opposer les uns aux autres, en laissant les esprits en suspens devant tous ces problèmes de l'économie publique : c'est ce qui vient d'arriver en France à l'occasion du dernier recensement de la population. De toute façon, il est bien clair que le développement de la population se ralentit en France. En 1846, le recensement présentait un accroissement de près de 1,200,000 âmes dans la période quinquennale qui expirait; en 1851, l'augmentation tombe à près de 400,000 âmes; en 1856, elle n'est plus que de 257,000. Plus de cinquante départemens ont vu diminuer leur population dans ces cinq années. L'Isère perd 26,000 âmes; la Haute-Saône a perdu 36,000 habitans, assez pour peupler une grande ville, et d'après ce calcul la Haute-Saône devrait avoir aujourd'hui un député de moins. La diminution est de 25,000 âmes dans la Meuse, de 7,000 dans l'Oise, de 4,000 dans la Somme, de 10,000 âmes dans les Basses-Pyrénées, de 15,000 âmes dans l'Ariége, de 5,000 âmes dans la Manche, de 3,000 âmes dans l'Aisne. Ce ne sont là que des chiffres, peu faits pour passionner, et qui n'ont, si l'on veut, aucun caractère politique. Tels qu'ils sont, ils ont plus d'importance peut-être qu'un fait politique; ils ont eu assez de gravité pour retentir à l'Académie des Sciences morales, où cette question du dénombrement de la population a été soulevée par M. de Lavergne; ils ont été discutés au sein de la Société d'économie politique. Dans les départemens surtout, les esprits commencent à se préoccuper de cette décroissance, qui atteint principalement les campagnes, et dont les progrès deviennent sensibles d'année en année. Un député des Basses-Pyrénées, M. O'Quin, sans généraliser ses recherches, en se bornant au contraire à son pays, a publié des études minutieuses, pleines d'observations précises, et telles qu'il serait utile d'en faire dans chaque département.

La guerre, les épidémies qui se sont succédé, les émigrations peuvent sans doute avoir leur part dans ce ralentissement de la population; mais en dehors de ces faits, dont quelques-uns sont accidentels et d'autres purement locaux, comment expliquer ce phénomène, qui apparaît avec un caractère trop général et trop permanent pour n'être pas dû à des causes plus profondes? Si ce n'était qu'un effet de cette loi bien connue qui tend à maintenir ou à rétablir un certain équilibre entre la population et les moyens d'existence, rien ne serait absolument extraordinaire. La population, étant moins nombreuse, jouirait d'une plus grande aisance. En est-il ainsi aujourd'hui? N'est-il pas sensible au contraire que depuis quelques années une misère d'une espèce particulière sévit de toutes parts? Les difficultés de vivre s'accroissent. On multiplie les preuves de l'augmentation inouie de la ri-

chesse et du bien-être, on montre que la proportion de la mortalité est bien moins forte qu'elle n'était autrefois; puis voici tout à coup un chiffre qui prouve que la population est au moins stagnante. Cela ne laisse-t-il pas comprendre qu'il y a beaucoup de factice dans ces supputations, ou qu'il y a ici quelque cause inconnue agissant par des voies secrètes sur les générations contemporaines? Observés dans leurs détails, ces chiffres du dénombrement de la population en France révèlent un fait qui n'est pas moins grave, et que les esprits réfléchis remarquent depuis longtemps avec tristesse. Évidemment cette diminution, qui est sensible en certains départemens, n'est pas le résultat d'un appauvrissement de l'espèce humaine dans ces contrées. Les populations se déplacent, et elles se déplacent chaque jour davantage, comme le montre le dernier recensement. Quelles sont les populations qui s'accroissent? Ce sont celles des villes, celles de Paris, de Lyon, de Lille. Paris, avec sa banlieue, selon un rapport même de M. le préfet de la Seine, a gagné plus de 300,000 âmes depuis cinq ans, Lyon en a gagné 50,000. En quelques années, la population accumulée dans les principales villes de France a augmenté de plus d'un million d'habitans. Quels sont au contraire les départemens où la décroissance se fait sentir? Ce sont en particulier les départemens agricoles. Les campagnes se dépeuplent au profit des villes, l'agriculture est sacrifiée à l'industrie ou à d'autres travaux. La question serait de savoir si ces déplacemens sont le résultat d'un mouvement naturel tendant à transporter des bras là où ils sont nécessaires en les retirant des contrées où ils sont inutiles, s'ils ont pour effet de donner du bien-être à ceux qui mènent cette vie vagabonde en augmentant la puissance de la société tout entière, si en un mot cet accroissement de population dans certains foyers industriels, et notamment à Paris, correspond à un mouvement semblable de richesse réelle et productive. Il est douteux qu'il en soit ainsi. Les malheureux qui sont allés s'entasser dans les grands centres y ont vécu peut-être, ils y campent; ils ont contribué à la gêne universelle sans améliorer leur condition, et ils ont laissé un vide dans les contrées qu'ils ont quittées. C'est, à ce qu'on dit, une loi de la civilisation d'attirer les populations vers les villes, et on invoque l'exemple de l'Angleterre, où l'agriculture, quoique plus florissante, emploie beaucoup moins de bras. On oublie que l'agriculture anglaise est toute différente, et il faudrait n'avoir pas mis le pied dans les campagnes de France pour ignorer que la difficulté des travaux de culture s'accroît tous les jours. Les populations obéissent à une sorte d'enivrement: elles trouvent la culture de la terre ingrate lorsqu'elles peuvent gagner davantage dans des travaux publics ou dans l'industrie; elles vont dans les villes, où elles se laissent entraîner par les séductions d'une vie artificielle, et les personnes aisées donnent elles-mêmes l'exemple de cet abandon de la campagne. Qu'importe? dit-on; c'est le progrès! Peut-être faudrait-il rendre à ce mot sa signification primitive. Le siècle marche, *progreditur,* il va même en avant, si l'on veut; mais où va-t-il? Est-ce vers l'amélioration véritable de la condition morale et matérielle des hommes? Là est la question. C'est dans un ordre supérieur qu'il faudrait aller chercher les causes, les secrets de tant de mouvemens obscurs, inexpliqués, souvent contradictoires, et qui peuvent prêter à toutes les interprétations de l'intelligence.

Au milieu des diffusions de notre temps, l'Académie française est assuré-

ment un des refuges naturels de l'esprit. Parmi tant de choses qui passent, elle a l'avantage de ne point passer et de rester une représentation toujours vivante, toujours présente, de l'intelligence. On peut la railler parce qu'elle met de l'éclectisme dans ses choix, de la diplomatie dans ses combinaisons, parce qu'elle fait trop de politique ou n'en fait pas assez, selon le point de vue où l'on se place. L'Académie à la fin a raison de tout; elle est patiente parce qu'elle a le temps devant elle et derrière elle, parce qu'elle dure : elle ne meurt pas, elle se renouvelle sans cesse. Il y a quelque temps, elle perdait un homme d'une généreuse nature et d'un esprit élevé, que les lettres avaient donné à la politique, que les révolutions avaient rendu aux lettres, M. de Salvandy, dont le fauteuil resté vide est déjà l'objet de plus d'une ambition. Bientôt viendra la réception de M. de Falloux, l'heureux élu de l'an dernier. L'autre jour, l'Académie recevait M. Biot, un savant de premier ordre, succédant à M. Lacretelle. C'est M. Guizot qui était chargé de répondre au discours de M. Biot. Rien ne pouvait donc manquer à cette fête nouvelle, où se retrouvait toute une réunion choisie attirée par la science et l'éloquence. Ces séances académiques ont parfois d'ailleurs plus d'un genre d'intérêt. Ce n'est que là désormais, en certains jours, qu'on peut entendre des hommes rappelant avec autorité tout un passé dont ils ont été les témoins. On se sent porté à faire silence et à écouter de plus près lorsqu'un de ces hommes, d'une voix affaiblie par l'âge, évoquant ses souvenirs sur la première assemblée constituante, sur Mirabeau ou sur Robespierre, peut ajouter : « J'ai vu cette époque et j'ai vu ces hommes, moi qui vous parle! »

Le prédécesseur de M. Biot, M. Lacretelle, datait déjà lui-même du XVIIIe siècle; il avait vécu sous tous les régimes, depuis l'ancienne monarchie jusqu'au second empire, non sans avoir eu ses jours d'épreuve et sans avoir risqué sa vie comme journaliste à côté d'André Chénier. Peu tenté par l'ambition, il y a longtemps qu'il s'était réfugié dans les lettres; il y avait trouvé la paix de l'esprit et une vieillesse heureuse. Ses histoires du XVIIIe siècle, de la révolution et de l'empire sont moins des œuvres de science et de jugement définitif que le témoignage sincère d'un contemporain exprimant cette impression spontanée des honnêtes gens sur les événemens qui s'accomplissent. Le nouvel académicien, M. Biot, est également de cette époque ancienne. Il y a plus de cinquante ans qu'il entrait à l'Institut comme membre de la section des sciences. Il a eu le général Bonaparte pour juge de ses premiers travaux. Il a connu de près ces savans éminens du commencement du siècle ou de la fin du siècle dernier, Monge, Bertholet, Laplace, dont il a été l'élève avant d'être à son tour ce que M. Guizot a appelé un des législateurs de la science, un de ces esprits qui mettent de l'ordre dans les grandes découvertes. Le grand âge de M. Biot se faisait sentir l'autre jour dans sa voix et donnait plus d'autorité à sa parole, car ils ne sont plus bien communs, ceux qui, rassemblant tous leurs souvenirs, peuvent ajouter ce que M. Biot disait après une longue expérience : « Combien n'avons-nous pas bâti de statues de neige au pied desquelles nous avons écrit *esto perpetua !* » mot charmant, qui commence, hélas! à n'être plus seulement le mot des vieillards. Ce que l'Académie française a voulu évidemment honorer en M. Biot, c'est le dévouement d'une longue vie à la science à travers les événemens les plus propres à troubler une vocation scientifique ou à la détourner. C'est là le sens de

cette nomination de M. Biot, et c'était aussi l'intérêt de cette derni ère fêt académique, où était scellée de nouveau l'alliance des sciences et des lettres Voilà bien des années déjà qu'il se propage des idées singulières; ces idées ne tendraient à rien autre chose qu'à faire descendre les sciences de leur sphère pour les réduire à des applications pratiques et industrielles. Il semblerait qu'on dût être plus savant parce qu'on est moins lettré, comme le disait spirituellement M. Biot. D'un autre côté, on n'est pas loin de penser peut-être qu'on est plus homme de gouvernement et d'action parce qu'on a moins de connaissances générales et qu'on cultive moins son intelligence. M. Biot, ainsi que M. Guizot, — et c'est le mérite des discours qu'ils ont prononcés, — ramènent les esprits vers des régions plus élevées. L'un et l'autre ont voulu montrer ce qu'il y a de salutaire et de fécond dans l'alliance des lettres et de l'esprit scientifique, dans le désintéressement de l'étude, dans l'indépendance de la pensée. Aux yeux des générations contemporaines, souvent éblouies par les spectacles matériels, ils ont relevé l'image des grandeurs intellectuelles.

La grandeur intellectuelle! c'est la seule chose qui n'ait point péri au milieu de ces catastrophes de la fin du premier empire que le duc de Raguse raconte à son tour dans le sixième volume de ses *Mémoires*. C'est M. de Salvandy, si nous ne nous trompons, qui disait un jour que les lettres françaises n'avaient point subi de traités de 1815. Au moment où la France était violemment rejetée dans ses frontières, l'esprit littéraire mûrissait en quelque sorte et se préparait à rayonner de nouveau sur l'Europe, à reconquérir par l'influence de la pensée le terrain perdu par les armes. M. Guizot a dit quelque chose de semblable dans la dernière séance académique en montrant que Napoléon, par le rétablissement des études classiques, avait préparé une génération qui devait lui échapper et lui survivre en faisant prévaloir d'autres influences. Telle est la loi secrète des œuvres humaines au milieu des plus grandes catastrophes. L'auteur des nouveaux *Mémoires*, le maréchal Marmont, jette-t-il quelque lumière inattendue sur cette terrible année 1814? Il se montre dans ce volume ce qu'il est dans les précédens, vif et coloré dans ses récits, tranchant dans ses assertions, frondeur et injuste à l'égard de ses compagnons de guerre, dur pour Napoléon, et il cherche avant tout à se justifier, car cette année 1814 fut, on le sait, un des défilés de sa vie. Une chose est certaine, c'est que Marmont ne se ménagea point dans ces dernières luttes de l'empire. Il fit la campagne blessé, obligé souvent de mettre l'épée à la main pour sa défense personnelle. En quatre-vingt-dix jours, il eut à livrer soixante-sept combats. Et avec quels moyens d'action fallait-il soutenir cette lutte? Le major-général prince de Neuchâtel avouait en confidence à Marmont qu'il fallait armer les gardes nationales avec de vieux fusils peu propres au service, parce qu'il n'y en avait plus de neufs. Des corps d'armée étaient réduits à deux ou trois mille hommes, et des divisions à six cents hommes. C'étaient des troupes mal liées, tirées des divers corps et rassemblées à la hâte sous le coup d'une nécessité suprême. — Cela, dira-t-on, ne fait que rehausser les miracles de cette défense. Le génie du chef et l'héroïsme des soldats suppléaient au nombre, il est vrai; mais cela n'annonçait-il pas en même temps que tout était fini, qu'on ne se battait plus que pour payer une dernière dette au *sol sacré*, comme l'appelait

Napoléon? Marmont lui-même brûlait la dernière poudre sous Paris le 30 mars. Ici commence pour lui le passage périlleux. Pour dire le grand mot en effet, le duc de Raguse à cette extrémité a-t-il trahi l'empereur? est-il coupable de la défection de son corps d'armée campé à Essonne, et en définitive ce mouvement militaire lui-même a-t-il hâté la chute de l'empire? Marmont se justifie de son mieux. On aime souvent à placer sur une seule tête la faute d'événemens qui sont bien au-dessus d'une responsabilité individuelle, et qui sont le fruit de tout un ensemble de circonstances. Sans doute Marmont et bien d'autres dans l'armée s'étaient refroidis pour Napoléon. Ils ne doutaient point de son génie militaire, ils jugeaient ses conceptions, et ils les servaient mal, parce qu'ils les condamnaient, parce qu'ils étaient las de la guerre comme tout le monde. Qu'on remarque de plus que leur caractère, trempé dans toutes les luttes de la vie militaire, était peu fait pour se mesurer avec des circonstances politiques toutes nouvelles pour eux; c'est ce qui explique bien des mouvemens qui ressemblent à des défaillances, ou, si l'on veut, une certaine facilité de résignation en présence de l'irréparable. Napoléon lui-même avait préparé leur défense le jour où il avait cessé d'être le vrai et inattaquable souverain de la France pour se faire le chef d'un vaste système dont la France n'était plus qu'une partie, de telle sorte qu'il est arrivé un moment où les intérêts de l'homme et du pays n'étaient plus identifiés. Napoléon défendait Dantzig lorsque le sol de la France était envahi; il tournait encore ses regards vers la Vistule, quand l'ennemi était sur la Marne; il mettait son orgueil de dominateur de l'Europe à ne point traiter, et peut-être ne le pouvait-il pas, lorsque la France ne demandait pas mieux que de retrouver la paix, même au prix de conquêtes trop anormales pour être durables. Dès-lors Napoléon devenait un obstacle. Il était trahi par lui-même, non par ses lieutenans, et c'est ce qui couvre ce rôle ingrat que des soldats ont toujours à jouer dans la chute d'un empire et d'un homme qui ont eu leur dévouement. Ce serait là peut-être la moralité à tirer des *Mémoires* du maréchal Marmont. CH. DE MAZADE.

REVUE DRAMATIQUE

LA QUESTION D'ARGENT, de M. A. Dumas fils.

Si notre génération ne devient pas le modèle des générations futures, ce ne sera pas la faute des poètes dramatiques. Dieu merci, les avertissemens, les leçons ne lui auront pas manqué. Comment la cupidité, qui s'est emparée de notre société, sortirait-elle victorieuse de la guerre engagée contre elle en prose et en vers? M. Ponsard, on s'en souvient, a écrit deux comédies contre ce vice honteux, qui n'est pas encore aussi méprisé qu'il devrait l'être, *l'Honneur et l'Argent* et *la Bourse;* c'est une seule et même pensée remaniée que le public a bien voulu prendre pour deux pensées diverses. Les amis de la morale, et surtout ceux qui préfèrent l'excellence des intentions à la finesse du dialogue, ont applaudi *les Pièges dorés,* qui ne laisseront certainement aucune trace dans notre littérature. Jusqu'ici pourtant, je suis

forcé de l'avouer, la cupidité a tenu bon, elle a fait tête contre tous ses adversaires; mais sa défaite et sa mort ne sauraient tarder, car voici contre elle un nouvel ennemi qui lui assène de rudes coups. Ni M. Ponsard, ni M. de Beauplan n'avaient songé à traiter le côté comique des nouveaux enrichis. M. Dumas fils, en écrivant *la Question d'Argent*, s'est préoccupé du ridicule négligé par ses devanciers, et tous les hommes de goût lui en sauront gré. La comédie en effet, telle que l'entendent les moralistes de nos jours, devenait lugubre à force de vouloir se montrer sérieuse. Elle prêchait, elle enseignait, et trouvait à grand'peine dans une soirée trois ou quatre mots plaisans. M. Dumas fils, dont la gaieté ne s'était pas encore révélée d'une manière éclatante, paraît aujourd'hui décidé à ne pas séparer l'enseignement de la raillerie. Il a pris le bon parti, et je m'empresse de l'en féliciter.

La Dame aux Camélias, Diane de Lys et *le Demi-Monde* sont plutôt des drames que des comédies. Dans *la Question d'Argent*, la ferme volonté de frapper le ridicule en même temps que le vice donne à l'ouvrage entier un double attrait. Cependant je ne pense pas que *la Question d'Argent* obtienne le même succès que *le Demi-Monde*. Ce n'est pas qu'il y ait dans le nouvel ouvrage moins de talent, moins d'esprit; seulement le talent et l'esprit ne sont pas aussi heureusement employés. Je rends pleine justice aux intentions comiques de l'auteur, je crois très sincèrement qu'il a compris son sujet beaucoup mieux que M. Ponsard; mais en écrivant *la Question d'Argent* il s'est trop souvenu du *Demi-Monde*, et comme il se proposait de peindre un monde sérieux, régi par le devoir, par les traditions, par les affections de famille, l'obstination de ses souvenirs a jeté de la confusion dans le tableau qu'il vient d'achever. Si tous les éloges prodigués au *Demi-Monde* sont l'expression de la vérité, si tous les personnages de cette comédie sont dessinés d'après nature, comme l'affirment les initiés, il est difficile d'accepter comme des portraits fidèles toutes les figures réunies dans *la Question d'Argent*. Entre le demi-monde et le monde sérieux, il n'y aurait donc que l'épaisseur d'un cheveu; franchement je répugne à le croire. Ceux qui traitent avec un dédain superbe tout ce qui s'appelle devoir, obligation morale, qui sourient lorsqu'on parle du respect des aïeux et des leçons données aux vivans par les morts, ne peuvent ressembler aux esprits timides qui sont encore infatués de ces vieilles idées. La différence morale qui les sépare doit se traduire dans leurs discours, et je crains que M. Dumas ne soit pas assez vivement pénétré de cette vérité. Il paraît penser que, dans le monde des honnêtes gens comme dans le demi-monde, l'esprit sert d'excuse et de passe-port aux idées les plus dangereuses, à celles même qui blessent tous les cœurs délicats. C'est une méprise que je suis obligé de signaler, et qui explique pourquoi *la Question d'Argent*, malgré la sympathie bien légitime qui entoure l'auteur, n'a pas été accueillie avec autant de faveur que *le Demi-Monde*. Il y a des plaisanteries fort spirituelles qui sont déplacées dans la société des honnêtes gens, et qui sont applaudies dans une société où le luxe et le plaisir tiennent le premier rang. M. Dumas a trop de bon sens pour le contester, mais il écrit comme s'il l'ignorait. Ses premières études ont peut-être duré trop longtemps. Maintenant qu'il s'est résolu à tenter des études nouvelles, le souvenir des modèles qu'il voudrait oublier ne lui permet pas de peindre fidèlement les modèles d'une autre nature qui posent devant lui. Réussira-t-il à se dégager? pourra-

t-il reconquérir la liberté de son esprit? Je me plais à l'espérer; mais s'il fallait juger de l'avenir par le présent, il serait condamné à peindre éternellement le demi-monde. Je ne veux pas accepter un si fâcheux présage. Le présent sera démenti par l'avenir. L'auteur comprend dès aujourd'hui et prouvera plus tard qu'il comprend le vrai caractère de la société sérieuse. Le silence gardé par l'auditoire pendant les trois quarts de la soirée doit lui prouver qu'il n'a pas touché le but, et que pour obtenir les applaudissemens il faut absolument changer de langage. L'avertissement ne sera pas perdu. Le public écoute *la Question d'Argent* avec une attention qui ne languit pas un seul instant; mais il demeure immobile, il s'étonne au lieu d'applaudir, toutes les fois que l'auteur, égaré par ses souvenirs, prête à ses personnages une expression qui ne s'accorde pas avec leur caractère, et les auditeurs les plus indulgens sont obligés d'avouer que cette méprise se renouvelle bien souvent.

Dans le monde des honnêtes gens, l'esprit n'est pas une mise de fonds impérieusement exigée; mais les bons mots déjà connus, qui circulent depuis quelques années comme une monnaie courante, n'obtiennent pas grande faveur : on aime assez les bons mots nouveaux, les plaisanteries originales. Le demi-monde n'est pas si exigeant; il s'accommode volontiers des vieilles plaisanteries. Un instinct mystérieux lui dit qu'il aurait tort de se montrer difficile, qu'il doit accueillir avec empressement les railleries qui ne sont plus neuves. Et puis l'affaiblissement des idées morales entraîne l'affaiblissement du goût, et le demi-monde, en applaudissant comme neuves des vieilleries qui ont fait leur temps, qui souvent même sont effrontées plutôt que spirituelles, ne fait pas preuve de générosité. Il ne souhaite, il ne conçoit rien de mieux; pour tromper son ennui, pour rompre la monotonie de son désœuvrement, il prend de toute main les distractions qui lui arrivent. M. Dumas, en écrivant *la Question d'Argent*, a méconnu la distinction que je viens de rappeler, et que sans doute il n'ignore pas; il a réchauffé de son haleine des mots qui semblaient morts à tout jamais. Pour plaire au monde qu'il a voulu peindre, il eût mieux fait d'imaginer à ses frais. Le conseil que je lui donne pourrait passer pour une ironie, si l'auteur n'avait prouvé en mainte occasion qu'il est en mesure de le suivre. Il a bien assez d'esprit par lui-même pour se dispenser d'emprunter l'esprit d'autrui; c'est une faiblesse dont il se corrigera sans effort. Si je croyais qu'elle fît partie de sa nature, je me contenterais de l'indiquer. J'insiste à dessein, parce que l'auteur de *la Question d'Argent* peut renoncer aux emprunts sans tomber dans le dénûment. J'espère qu'il ne prendra jamais au sérieux l'opinion accréditée parmi les fournisseurs habituels de nos théâtres, qu'il ne choisira pas comme excellentes pour la scène les pensées qui lui sembleraient trop vieilles pour réussir dans un livre. Qu'il écoute un peu moins ce qui se dit autour de lui, ce sera pour lui un profit tout net. En négligeant l'exercice de sa mémoire, il retrouvera la liberté de son intelligence. Dans *la Dame aux Camélias*, dans *le Demi-Monde*, l'abus des souvenirs était déjà facile à découvrir, mais il se pardonnait sans peine; dans *la Question d'Argent*, il se révèle avec la même évidence et n'obtient pas une indulgence pareille. Nous avons devant nous d'autres personnages, nous voulons qu'ils parlent une autre langue, qu'ils se montrent plus sévères dans le choix de leurs maximes.

Si les personnages mis en scène par M. Dumas ne s'expriment pas toujours

comme ils devraient le faire, je m'empresse de reconnaître qu'ils sont heureusement inventés, et demeurent fidèles au caractère que l'auteur leur a prêté, ce qui n'est pas, à mon avis du moins, un médiocre mérite. J'avouerai que je n'ai pas réussi à deviner ce qui a déterminé le choix du titre imposé à cette comédie. J'aurais compris : *Monseigneur l'Argent;* je ne comprends pas : *la Question d'Argent.* C'est une expression qui ne devrait pas quitter les études de notaire. Que les pères de famille discutent la question d'argent quand ils marient leurs enfans, c'est un terme consacré; dans la comédie nouvelle, je ne vois rien de pareil. Je n'aperçois qu'une course au clocher vers la richesse. Ce n'est là pourtant qu'un détail sans importance, et si je l'ai signalé, c'est que M. Dumas réussit habituellement à nommer les choses d'une façon claire, intelligible pour tous. Je reviens aux personnages.

René représente le désintéressement; il n'est pas riche, et ne souhaite pas la richesse. Les principes qui gouvernent sa vie ne sont pas contagieux. C'est ce qu'on appelle dans le monde un original. Un modeste revenu suffit à ses besoins, et jamais il ne songerait à l'augmenter par le travail, si le bonheur d'une affection partagée ne le tentait comme une légitime ambition. Assez riche pour vivre seul, il est trop pauvre pour soutenir une famille, et le travail, je veux dire le travail lucratif, qu'il avait d'abord dédaigné, devient pour lui un devoir impérieux. Si son langage se maintenait à la hauteur de son caractère, René prendrait place parmi les meilleurs types du théâtre moderne; malheureusement il lui arrive plus d'une fois de laisser échapper des railleries qui semblent inspirées par la paresse plutôt que par un sentiment de dignité personnelle. Un homme qui embrasse le travail avec ardeur pour ne pas s'enrichir par un mariage ne devrait jamais donner à penser qu'il confond le loisir avec l'oisiveté. Cependant René a réuni de nombreux suffrages, et c'était justice.

Durieux exprime fidèlement ce mélange ridicule de défiance et de crédulité que la bourgeoisie appelle tantôt habileté, tantôt bonhomie, et qui n'a pour les esprits sensés qu'un seul nom : niaiserie. Pour rattraper trente mille francs qu'il a perdus à la Bourse dans une spéculation qui dépassait les bornes de son intelligence, il confie cent cinquante mille francs à un homme qu'il connaît depuis quelques jours et qui ne lui offre aucune garantie. Puis, à peine engagé dans une affaire dont il ne sait pas le premier mot, il s'inquiète, il s'étonne, il s'attache comme une ombre à celui qu'il prenait tout à l'heure pour son sauveur : il espérait s'enrichir, il craint d'être dépouillé. Ce personnage, dont le type n'est pas difficile à rencontrer, fait honneur à M. Dumas, qui l'a très nettement dessiné. Il est si vrai, qu'il dessillerait bien des yeux, si la fièvre de l'or n'enflammait l'imagination et ne troublait le bon sens de ceux mêmes qui par la médiocrité de leurs facultés semblaient prémunis contre un tel danger.

Jean Giraud le financier, qui sert de pivot à la comédie entière, tient à la fois du portrait et de la caricature. Tant qu'il demeure dans la vérité, tant qu'il parle de ses millions avec orgueil, avec ivresse, et propose à ceux qui l'écoutent de les enrichir, comme s'il voulait se faire pardonner sa richesse, il intéresse l'auditoire, et ses moindres paroles sont recueillies avidement; mais quand il exprime lui-même sur son compte la pensée qu'il devrait éveiller tout en l'ignorant, quand il prend plaisir à signaler ses ridicules, il sort

de la comédie pour tomber dans la farce. M. Dumas, qui jusqu'à présent a toujours ménagé ses forces, qui ne produit qu'à son heure, et comprend le rôle du temps dans les créations littéraires, s'est laissé tenter, en dessinant la figure de Jean Giraud, par le désir d'égayer les ignorans; il n'a pas eu le courage de renoncer à la caricature, et de s'en tenir à l'approbation des esprits délicats. Il a jeté sur le dialogue quelques poignées de gros sel qui pétillent et amusent la foule. Il y avait dans le personnage, dégagé de toute enluminure, de quoi égayer toute la soirée. L'admiration naïve de Durieux, qui l'écoute comme un homme supérieur, qui le croit doué de seconde vue, son profond respect pour le fils du jardinier qui est venu à Paris en sabots et qui maintenant remue l'or à la pelle, sont des traits heureux, et plairaient encore plus sûrement, si Jean Giraud, dont les spectateurs se moquent volontiers, ne s'avisait de se moquer de lui-même. Que le personnage mis en scène par M. Dumas soit ou ne soit pas tracé d'après un modèle réel, que nous pouvons rencontrer chaque jour, c'est une question sans intérêt pour la littérature dramatique. Si le modèle manque d'unité, s'il n'est pas logique dans ses ridicules, s'il touche au bon sens par les railleries qu'il s'adresse, à la probité par la franchise de ses aveux, s'il pousse la bonhomie jusqu'à la témérité, il appartient au poète d'effacer ou d'amoindrir ces contradictions, afin de mettre en relief ce que j'appellerai les ridicules harmonieux, les ridicules qui se donnent la main, et se groupent pour composer un caractère vraiment comique. Rire de soi-même n'est pas le moyen d'exciter le rire. Si Jean Giraud était plus sérieusement sot, il serait dix fois plus gai.

Le personnage de M. de Roncourt est peut-être un peu trop idéalisé. La conviction qui l'anime est excellente, mais il pratique la probité avec une confiance qui va jusqu'à l'imprudence. Qu'il s'engage à payer toutes les dettes de son frère, dont il pourrait décliner la responsabilité, je le conçois, s'il est seul; je m'en étonne dès qu'il ruine sa fille pour sauver le nom de son frère. Personne ne songerait à le blâmer s'il partageait son avoir entre les créanciers, qui n'ont aucun droit contre lui, et sa fille, que la pauvreté va livrer sans défense à tous les dangers. La vertu poussée à ce point dépasse les limites de la vraisemblance, et pour la faire aimer il ne convient pas de la présenter sous un aspect aussi rigide. Entre le dévouement au nom de famille et la tendresse paternelle, le cœur peut hésiter sans être accusé de faiblesse. Qu'il fasse une part égale à ces deux sentimens également honorables, et l'estime publique ne lui manquera pas. Le plus sûr moyen de propager les idées morales, c'est de les rendre acceptables, et la conduite de M. de Roncourt, excellente en elle-même, a de quoi décourager les plus hardis. Est-il bien sûr d'ailleurs qu'il n'obéisse qu'au sentiment de la justice et de la probité? est-il bien sûr que l'orgueil soit étranger à sa conduite? On me permettra d'en douter. Ce qui s'appelle pauvreté pour un homme bien élevé, à qui toutes les carrières sont ouvertes s'il a du courage, armé contre les chances mauvaises de l'avenir par les études de sa jeunesse, s'appelle misère et dénûment pour une femme à qui le mariage peut seul assurer le bonheur et la paix morale. Je crois donc que la plupart des spectateurs, en écoutant M. de Roncourt, ont ressenti presque autant d'étonnement que d'admiration. Les caractères conçus tout d'une pièce ne séduisent guère que les intelligences enfantines.

M. de Cayolle représente l'esprit de progrès et de philanthropie. Je rends pleine justice au but qu'il se propose. Il souhaite, il espère le bonheur de la société tout entière. Cependant je ne crois pas que son projet de conscription civile réunisse de nombreux partisans. En admettant avec les moralistes que l'oisiveté soit mère de tous les vices, que le travail soit la source de toutes les pensées généreuses, on peut ranger parmi les rêves le programme de M. de Cayolle. Qu'il ait raison dans le domaine purement théorique, j'y consens; qu'on arrive à établir la conscription civile aussi régulièrement que la conscription militaire, j'ai grand'peine à le croire. La société se porterait-elle mieux, si les oisifs enrichis par le hasard de la naissance fournissaient des remplaçans pour l'agriculture, pour l'industrie? Les âmes les plus candides peuvent mettre en doute l'efficacité d'un tel remède, et ceux qui ont appris par la pratique de la vie ce que valent les théories absolues dans le gouvernement des sociétés ne s'en tiendront pas à la raillerie. D'ailleurs, si les oisifs étaient obligés de fournir des remplaçans pour l'agriculture et l'industrie, pourquoi les professions libérales seraient-elles traitées moins généreusement? Pourquoi la magistrature, le barreau, la littérature, la peinture, la statuaire, ne s'adresseraient-elles pas à leur tour à la conscription civile? Ou le projet de M. de Cayolle ne signifie rien, ou il doit pouvoir s'appliquer à toutes les professions dont se compose l'activité sociale : l'agriculture et l'industrie n'épuisent pas les facultés humaines.

Mme Durieux nous offre un type finement observé. Mariée sans dot à un homme riche, elle s'est habituée à croire qu'elle n'avait plus le droit de penser, ou du moins de penser tout haut. Elle confond sa condition avec celle d'une femme de charge. Elle administre son ménage sans s'attribuer aucun pouvoir, aucune autorité, et quand son mari dans un jour d'embarras lui demande conseil, elle se trouve désorientée, son intelligence hésite, sa langue balbutie. Elle ne sait plus ni penser, ni parler. Bien des femmes qui se disaient heureuses en signant leur contrat se reconnaîtront dans le portrait de Mme Durieux.

Mlle Élisa de Roncourt, fière et digne dans sa pauvreté, n'est pas aussi heureusement dessinée que le personnage dont je viens de parler. Elle a aimé une fois en sa vie, et son espérance a été trompée. Tout entière à ses souvenirs, on a peine à comprendre qu'elle accepte un riche mariage après avoir porté sa pauvreté avec tant de courage. Espère-t-elle adoucir la vieillesse de son père en donnant sa main à un homme qu'elle n'aime pas? Son père, à qui elle doit sa détresse, ne peut lui imposer un tel sacrifice. La générosité de ses sentimens la prémunit contre les offres périlleuses de Giraud. Le luxe et l'opulence n'ont pour elle aucun attrait, et sa résignation ressemble trop à un coup de tête.

Mathilde Durieux est une espiègle charmante, pleine de grâce, de coquetterie et de bon sens. Ce n'est pas une fille passionnée, mais une fille capable d'aimer, et que tout le monde aimerait; spirituelle et maligne, elle réjouirait les plus moroses, et si elle ne parlait pas des terrains de la Sologne comme un élève de l'École des Mines, elle ne soulèverait aucune objection. Malgré ce péché véniel, c'est une des créations les plus ingénieuses et les plus vraies de M. Dumas.

Quant à la comtesse Savelli, qui possède des villas aux quatre coins de

l'Europe, dont le patrimoine s'élève à dix millions, j'avouerai qu'elle me semble un peu dépaysée dans son opulence, et que son langage, très bien placé dans la rue de Bréda, étonne chez une femme dont la vie se partage entre Gênes et Palerme, entre Naples et Florence. Si la richesse héréditaire n'agrandit pas l'intelligence, elle interdit du moins certaines réponses qui ne conviennent qu'aux femmes enrichies par une aventure bien menée.

L'action imaginée par l'auteur n'est pas aussi vraie que les caractères attribués aux personnages qu'il a mis en scène. Au premier aspect, je ne l'ignore pas, cette distinction paraîtra singulière, et pourtant je la crois facile à justifier. A quoi se réduit en effet la fable dramatique dont nous avons à parler? M. Durieux, qui par son étourderie a entamé sa fortune à la Bourse, confie à Giraud cent cinquante mille francs. Une fois engagé dans la spéculation, qui pour lui demeure lettre close, il n'a plus un seul instant de repos, et serait ruiné sans rémission, si Giraud ne trouvait son compte à ne pas sortir de la probité, car pour Giraud la probité même est une spéculation. Les angoisses de Durieux pourraient nous égayer, s'il n'essayait de jouer au fin avec l'homme habile qui tient dans ses mains le sort de sa dupe. Ses efforts impuissans pour deviner les projets du financier qu'il appelait tout à l'heure son ami, et qui n'est plus maintenant que son adversaire, nous inspirent plus de pitié que d'hilarité. Pour être vraiment comique, Durieux devrait se montrer plus crédule; dès qu'il trahit sa défiance, dès qu'il veut faire la partie de Giraud, dont il n'a pas mesuré les forces, il sort de la comédie, et ne peut plus amuser que les compères de Giraud, je veux dire ceux qui agissent d'après les mêmes principes et se proposent la richesse à tout prix. Et ce n'est pas chez moi une opinion purement théorique : toutes les fois que l'argent est en cause au théâtre, on est sûr de trouver à l'orchestre des juges parfaitement étrangers aux questions littéraires, mais en mesure de contrôler toutes les témérités d'un banquier ou d'un agent de change, toutes les imprudences d'un bourgeois qui se fait actionnaire. Cette fois-ci encore mon espérance n'a pas été déçue : j'ai entendu discuter derrière et devant moi d'une manière très pertinente la conduite de Durieux et de Giraud. Des hommes dont j'ignore le nom, mais devant qui je dois m'incliner, qui connaissent bien mieux que moi la question des primes et des reports, qui n'ont pas cru à l'éternelle prospérité des chemins de fer autrichiens, et ne s'engageraient pas légèrement dans le réseau russe, trouvaient Jean Giraud un peu trop déboutonné à l'endroit des garanties. Un homme vraiment habile ne livre pas ainsi son secret : il peut penser ce qu'il dit, il ne doit pas dire ce qu'il pense. La défiance de Durieux n'est que trop justifiée par les aveux étourdis de Giraud. Ce n'est pas mon avis personnel que j'exprime ici, c'est l'avis des hommes du métier, qui en savent plus long que moi sur cette matière délicate. A la Bourse comme ailleurs, pour faire de bonnes affaires, il faut se montrer discret; une parole de trop équivaut à l'offre exagérée d'une valeur : la dépréciation devient inévitable. Voilà ce qu'on disait autour de moi, et ces argumens m'ont paru assez clairs pour mériter d'être exposés. En pareils cas, l'étude des plus grands modèles ne vaut pas la conversation des financiers patentés ou non patentés.

La scène du contrat entre Mlle de Roncourt et Giraud, d'abord très bien conduite, soulève une objection du même genre. Que le fils du jardinier, en-

richi par des spéculations de bourse, donne à sa future une corbeille de vingt-cinq mille francs, un écrin de cent mille francs; qu'il lui reconnaisse dans le contrat un apport imaginaire d'un million, rien de mieux, rien de plus naturel; mais à l'étonnement de sa future il ne devrait pas répondre par un aveu imprudent. Lui dire que ce million qu'elle ne voit pas, qu'elle n'a jamais tenu, qu'elle ne tiendra jamais dans ses mains, doit lui servir de garantie contre les héritiers de son mari, si elle devenait veuve, c'est déjà bien hardi, car Mlle de Roncourt, élevée dans les principes d'une austère morale, doit refuser une telle garantie, qui repose sur un mensonge; mais que Giraud, pressé de questions, s'oublie au point d'avouer que ce million, en cas de ruine, lui offrira le moyen de refaire sa fortune, voilà ce que j'ai peine à comprendre, ce que les compères de Giraud ne comprendront jamais. Il y a des vérités honteuses qu'on doit garder pour soi, et quand Mlle de Roncourt, effrayée de cette confidence, se lève, déchire le contrat et répond froidement : « Pour qui me prenez-vous? » le financier malavisé n'a pas le droit de se plaindre. Amasser six millions par des procédés plus ou moins légitimes peut passer pour une preuve d'intelligence; attribuer d'un trait de plume à la femme qu'on épouse, et qui n'a pas un sou de dot, un de ces bienheureux millions dont l'origine échappe à toute investigation, c'est peut-être une finesse; mais pour que cette finesse garde sa valeur, il ne faut pas s'en vanter, et Giraud s'en vante.

René, qui d'abord nous intéresse par la générosité de ses pensées, déconcerte un peu notre admiration par la mobilité de ses sentimens. Il aime Mathilde, il aime Mlle de Roncourt, pendant un moment il paraît aimer la comtesse Savelli, si bien qu'il n'aime personne. C'est Mathilde qui lui enseigne la nécessité du travail, et il épouse Mlle de Roncourt à la requête de Mathilde. Que les choses se passent ainsi dans le demi-monde, je ne dis pas non; qu'elles se passent ainsi dans le monde sérieux, je me permettrai d'en douter. La comtesse Savelli, qui devrait tourner le dos à Jean Giraud quand il lui offre pour rien un hôtel aux Champs-Élysées qu'il a payé cinq cent mille francs, se contente de lui répondre que c'est trop cher, ou quelque chose d'équivalent. Dans la rue de Bréda, cette réponse sera peut-être applaudie comme très spirituelle; rue de Varennes, je crois que les femmes seront d'un autre avis. Mais pourquoi nous étonner, puisque Jean Giraud demande si la vertu de Mlle de Roncourt est encore *au pair?* En présence d'une telle question, toutes les hardiesses pâlissent; la réponse de la comtesse Savelli est presque timide, si nous la comparons à la curiosité de Giraud.

Je n'ai pas à démontrer la faiblesse de cette fable dramatique. Giraud rapporte à Durieux cent cinquante mille francs, à la comtesse Savelli cinq cent mille francs, et chacun d'admirer sa probité, car le bruit de sa fuite s'était répandu; mais ce bruit même n'était qu'un coup de bourse imaginé par le financier. Tandis qu'on le croyait parti pour Le Havre, c'est-à-dire pour les États-Unis, il attendait à Paris l'effet de cette nouvelle; il profitait de la baisse opérée par sa déconfiture imaginaire et réalisait un beau bénéfice sur son infamie supposée. On n'est pas plus ingénieux. Durieux et la comtesse Savelli, gens de vertu romaine, refusent avec indignation un profit de 50 pour 100 : ils ne veulent accepter que 5. C'est un bel exemple, qui trouvera sans doute de nombreux imitateurs.

Le succès de cette comédie, sans être éclatant, mérite cependant qu'on en tienne compte. Si la fable n'est pas nouée aussi habilement que dans *le Demi-Monde*, elle a réussi, et l'auditoire, sans témoigner sa joie par de bruyans applaudissemens, a paru satisfait. Nous sommes donc amené à penser que, pour le public, *la Question d'Argent* a toute la valeur d'une véritable invention. Qu'il nous soit permis de ne pas nous associer à cette opinion. Il y a deux manières d'écrire un livre ou une pièce de théâtre. La première consiste à raconter, à mettre en dialogue ce que le public sait déjà depuis longtemps. Les écrivains qui suivent cette méthode profitent des idées qui circulent autour d'eux, sans le vouloir, sans le savoir, comme de l'air qu'ils respirent. Leurs ouvrages réussissent d'autant plus facilement qu'ils ne peuvent rencontrer aucune résistance, puisqu'ils sont l'écho de la pensée générale et ne suscitent aucune pensée nouvelle. Personne ne s'avise de contester un sentiment que tout le monde partage. Les auditeurs applaudissent d'autant plus volontiers ou approuvent avec d'autant plus d'indulgence qu'ils retrouvent sur la scène les traits d'esprit qui leur sont familiers. La seconde manière, qui ne compte pas d'aussi nombreux partisans, exige une plus grande dépense d'intelligence et de volonté. Les écrivains qui la professent, au lieu de profiter des idées en circulation, se proposent d'enseigner à la foule des idées nouvelles; ils essaient d'incarner dans une fable vivante la vérité qu'ils ont découverte par une étude laborieuse. Leur ouvrage rencontre souvent une résistance tumultueuse. La foule, en écoutant les pensées qu'ils prêtent à leurs personnages, se trouve dépaysée, et n'accepte pas le premier jour la vérité, qui plus tard deviendra populaire quand elle aura subi le contrôle du temps. Les vingt premières représentations sont pleines d'orages, les protestations se multiplient, souvent même les sifflets répondent aux applaudissemens; mais, la lutte épuisée, l'auteur a pris rang parmi les athlètes de l'intelligence, il a marqué sa place dans l'histoire, et son nom laisse une trace profonde dans la mémoire humaine. Entre ces deux manières, M. Dumas a choisi la première : il rend au public ce que le public lui a donné, et le public, émerveillé de tout l'esprit qu'il avait sans le savoir, accepte la restitution comme un vrai cadeau. Il ne faut pourtant pas que l'auteur s'abuse sur la durée d'un tel succès. Les idées prises dans la foule et renvoyées à la foule sous la forme de roman ou de comédie sont bientôt oubliées, parce qu'elles étaient connues d'avance, ou plutôt, pour parler plus exactement, l'œuvre s'efface, et les idées dont l'œuvre est faite s'éparpillent et redeviennent ce qu'elles étaient la veille, la monnaie courante de la conversation. *La Question d'Argent*, qui révèle chez l'auteur une excellente mémoire, n'est pas une création poétique dans le vrai sens du mot, et quand le modèle qui a posé devant lui n'occupera plus la curiosité publique, la caricature ingénieuse du financier aura le même sort que le financier même. Les fortunes qui poussent comme les champignons étonnent les badauds, et tout le monde en parle; la ruine est l'affaire d'un coup de rateau, et personne ne se souvient de Jean Giraud.

Si M. Dumas veut marquer sa place dans la littérature contemporaine et conquérir une solide renommée, il abandonnera la méthode qu'il a suivie jusqu'ici et ne mettra plus en œuvre les idées qui appartiennent à tout le monde. Aura-t-il le courage de suivre ce conseil? Je le souhaite sincèrement,

je n'ose dire que je l'espère. Il aurait écrit *les Femmes savantes*, qu'il ne compterait pas un plus grand nombre de courtisans. Ses bons mots sont répétés comme s'il s'appelait Rivarol, et souvent on lui attribue des mots qui ne sont pas bons et qu'on vante à outrance comme des merveilles. Pour résister à la flatterie, il faut une forte dose de bon sens. M. Dumas est-il armé contre ce danger, qui se renouvelle chaque jour? Saura-t-il dire à ceux qui recueillent ses moindres paroles : Si vous avez pour moi une amitié sincère, ne m'applaudissez pas en toute occasion, ne me prêtez pas tant d'esprit, ou je croirai que vous voulez vous moquer de moi? Ce serait le seul parti sage, mais peut-être aujourd'hui est-il bien tard pour le prendre. L'auteur de *la Question d'Argent*, comme la plupart des écrivains applaudis, que la foule traite en enfans gâtés, s'est habitué à vivre en public, et la retraite, qui lui serait nécessaire pour produire des œuvres originales, l'obligerait à renoncer aux applaudissemens, aux sourires complaisans. L'air qu'il respire est plein de bruit. Il distingue à grand'peine ce qu'il dit de ce qu'il écoute. S'il veut mériter le nom de poète comique, qu'il fasse deux parts de sa vie : qu'il se mêle au monde pour l'observer, et qu'il se recueille pour transformer ses souvenirs par la méditation.

GUSTAVE PLANCHE.

ÉTUDES LITTÉRAIRES ET MORALES DE RACINE, publiées par M. le marquis de La Rochefoucauld (1). — Une des salles les plus curieuses et les moins fréquentées du musée du Louvre est celle où se trouvent réunis les esquisses et les cartons des grands maîtres. Ces ébauches incomplètes, à demi effacées par le temps, ces coups de crayon jetés à la hâte dans le feu d'une première inspiration ou dans un quart d'heure de loisir et de fantaisie, réminiscences d'autrefois ou promesses pour l'avenir, offrent un riche sujet d'étude à l'amateur et à l'artiste. Tel est le genre d'attrait qui s'attache aux deux volumes publiés par M. de La Rochefoucauld. A l'aide des documens qu'il a recueillis, rien n'était plus facile que de composer un véritable ouvrage, une thèse en règle avec prémisses, développemens et conclusion. Il ne l'a pas voulu. Plus soucieux de la gloire de Racine que de la sienne propre, il s'est contenté de vider devant nous le portefeuille du poète, et dans ce curieux inventaire pas une phrase, pas un mot, pas un bout de papier égaré n'a été omis : il a recueilli, annoté, étiqueté toutes ces reliques littéraires avec la fidélité scrupuleuse, nous dirions presque avec la touchante superstition d'un fervent adorateur. C'est un musée d'esquisses, de copies, de notes manuscrites qu'il étale à nos yeux. Ne nous en plaignons pas; il y a là encore de quoi nous intéresser.

De ces deux volumes, le premier contient l'histoire intellectuelle, le second l'histoire morale de Racine, écrite par lui-même et recueillie çà et là par son studieux compilateur. Avec cet esprit d'ordre et de discipline particulier aux écrivains du XVIIe siècle, Racine s'était habitué de bonne heure à tenir note de ses lectures, à les résumer en peu de mots comme l'écolier laborieux qui rédige le soir la leçon du maître. Chemin faisant, il amassait des richesses pour l'avenir, *ut magni formica laboris,* recueillant çà et là dans Homère les traits de son Achille, puisant auprès de la Déjanire de Sophocle, de l'Hippolyte d'Eu-

(1) 2 vol. in-8°, imprimerie Dondey-Dupré.

ripide, de la Didon de Virgile, son rôle incomparable de Phèdre. Dans ce travail tout personnel et tout intime, son admiration n'est jamais ni bruyante, ni prolixe : elle se ramasse, se condense pour ainsi dire dans une courte note ou dans une épithète expressive. Ainsi il écrira à la hâte : « Entretien *divin* d'Andromaque et d'Hector. » *Divin,* ce mot seul dit tout. Ou bien, à propos de l'*Ajax* d'Euripide : « Ceci est fort beau. — Cela est fort pathétique. » Ailleurs c'est un jugement général comme celui-ci, qui eût pu servir de texte à tout un développement : « L'Iliade est pour les actions publiques, l'Odyssée pour les affaires domestiques. » Plus bas, une légère épigramme dont il s'égaie tout seul dans son cabinet : « Jupiter fit l'amour à Protogénée, femme de Locrus, de peur que Locrus ne mourût sans enfans. Cette charité de Jupiter est fort plaisante. » Ou bien encore un parallèle délicat entre l'amour d'Andromaque et d'Hector et celui d'Hélène et de Pâris : « Hélène est obligée de prêcher son devoir à Pâris, tandis qu'Andromaque fait tout ce qu'elle peut pour retenir Hector. Pourquoi? Andromaque était possédée par Hector à la différence d'Hélène, dont Pâris dépend. » Puis viennent des traductions de certains vers remarquables, des comparaisons, des discussions grammaticales.

Ces notes rapides nous expliquent comment Racine lisait et comprenait les anciens; elles nous révèlent en même temps à quelle source il est allé puiser. Les Grecs furent ses premiers maîtres. Il trouvait chez eux les qualités les plus conformes à son génie tendre et subtil, la flexibilité, la richesse, les grâces fines et délicates, et par-dessus tout un parfum d'atticisme mêlé à l'*heureuse simplicité du monde naissant.* Virgile aussi l'enchantait; mais Virgile n'est-il pas lui-même un élève des Grecs à Rome? Ainsi Racine est un enfant d'Athènes au milieu des splendeurs monarchiques de Versailles : on le rangerait volontiers parmi cette belle et poétique jeunesse des *Dialogues* de Platon, à la voix douce, au front rêveur et charmant, entre Phèdre et Agathon, et près d'Alcibiade dans ses jours de vertu. A l'étude des Grecs vint se joindre celle de l'Écriture. Homère et la Bible furent les deux livres chéris de son enfance et de son âge mûr : l'un l'initia à la poésie; l'autre le nourrit, le fortifia, le consola durant ces douze années d'exil passées loin du théâtre, et lui inspira ses deux derniers chefs-d'œuvre, *Esther* et *Athalie.*

La seconde partie du premier volume est intitulée *Études de Racine sur ses propres ouvrages.* Ici encore le titre promet plus que le livre ne donne. On pourrait croire qu'il s'agit d'examens comme ceux que Corneille a composés sur ses propres pièces : il n'en est rien. Cette partie, du reste fort remplie et fort attachante, contient l'histoire des deux premières et des deux dernières tragédies de Racine, de son éducation poétique et de ses progrès, avec un recueil de notes, de variantes et de documens précieux pour la critique. Entouré d'un formidable arsenal de manuscrits et d'éditions de toutes les époques et de tous les formats, M. de La Rochefoucauld attaque vigoureusement les commentateurs, les éditeurs, les libraires, les acteurs, et toute cette bande d'officieux maladroits qui depuis bientôt deux siècles ont pris à tâche d'interpréter, de corriger, c'est-à-dire de défigurer Racine. Il restitue d'abord au poète un *de* peut-être aussi problématique que celui dont Béranger se moquait si gaiement en disant de lui-même :

Je suis vilain et très vilain.

Quoi qu'il en soit, il paraît que les éditions publiées du vivant de l'auteur portent réellement : *la Thébayde par M. de Racine*. Cette question de gentilhommerie intéresse peu la gloire de l'auteur de *Phèdre*. Une autre discussion, plus sérieuse et plus amusante, est celle qui roule sur ce malheureux page de Jocaste, presque aussi célèbre que celui d'une complainte populaire trop connue : Geoffroy s'en est longtemps diverti; M. Aimé Martin a cru devoir le rétablir dans son édition de Racine comme un trait curieux d'anachronisme. Or qu'y a-t-il de vrai dans tout cela? C'est que le page en question est de l'invention des éditeurs et des acteurs. « Le plus ancien, dit spirituellement M. de La Rochefoucauld, est né trente-six ans après la mort de Racine. » Il a donc bien le droit d'en répudier la paternité. Une fois en veine de réfutation, l'infatigable critique ne s'arrête plus : armé de sa terrible édition *princeps*, il met à néant toutes les objections, les chicanes grammaticales soulevées contre Racine, et démontre, preuves en main, que la plupart du temps les éditeurs semblent s'être donné le mot pour altérer le texte, afin d'avoir plus tard à le corriger. Tout en vengeant la gloire de son cher poète, il n'oublie pas non plus ses devanciers. Ainsi, à propos d'*Esther*, il répare une grosse ignorance de La Harpe et une petite ingratitude de Racine, en rappelant que ce même sujet, si attaqué au XVIIIe siècle, avait été déjà traité non-seulement par Du Ryer, mais par un autre vieux rimeur assez estimé de son temps, Antoine de Montchrétien. Pour être juste envers tout le monde, M. de La Rochefoucauld aurait pu rappeler aussi qu'une tragédie latine d'*Athalie* avait été jouée quelques années auparavant au collége des jésuites. Loret en fait mention dans sa *Muse historique*. Les variantes d'*Athalie*, les observations de l'Académie sur cette pièce et le discours prononcé par Fénelon au sein de cette savante société pour en provoquer l'examen terminent la première série de ces documens inédits ou peu connus.

Avec le second volume, nous arrivons aux *Études morales*. Ces études ne sont guère plus l'œuvre d'un moraliste proprement dit que les *Études littéraires* ne sont celle d'un critique de profession. Cependant elles ont leur valeur; elles forment pour ainsi dire les *confidences* de Racine, l'histoire intime de ses pensées les plus secrètes, même de celles qu'il n'a jamais avouées tout haut. De bonne heure Racine s'était composé un petit cours de morale privée que venaient grossir incessamment ses lectures et les leçons de l'expérience. Dès l'âge de quinze ans et demi, il écrivait en tête de ce recueil confident de toute sa vie : « O mon esprit, la matière est assez belle,... mais dans quelle navigation étrangère t'engages-tu? » Cri de colombe solitaire et plaintive qu'on croirait échappé à l'un des auteurs de l'*Imitation*. Son âme tendre et mystique s'abreuve aux sources les plus pures de la philosophie et de la religion, les conciliant l'une et l'autre sans effort et sans violence. « L'âme a besoin d'un philosophe..... » Elle garde sa douce sérénité, transparente et limpide comme ce beau lac de Port-Royal auprès duquel s'écoula son enfance. Dans cette même enceinte, un autre élève des solitaires avait senti s'éveiller les premiers orages de sa pensée. Racine n'a jamais connu comme Pascal ces rudes combats de la raison et de la foi, ces effroyables terreurs de la justice divine, ni ce mépris superbe et désolant de l'humanité. Il croit à la bonté de Dieu : « Si Dieu était auteur du mal, il ne serait plus Dieu. » Il croit à la bonté de l'homme : « L'homme n'est pas méchant. »

Peut-être M. de La Rochefoucauld exagère-t-il un peu et prête-t-il à Racine ses propres idées philanthropiques, quand il voit dans les strophes naïves composées à Port-Royal une protestation instinctive et anticipée contre la guerre et le luxe des constructions royales, deux passions ruineuses où Louis XIV faillit engloutir la fortune de la France, et dont il se repentit trop tard. Cependant, il faut l'avouer, ces pensées de Racine portent l'empreinte d'un sincère amour de l'humanité, et parfois même d'une certaine indépendance. Comme beaucoup d'esprits honnêtes et timides, il dut plus d'une fois se dédommager, par quelque trait de hardiesse clandestine, des servitudes et des complaisances que lui imposait la cour. Quand il n'est plus sous l'œil sévère de Mme de Maintenon, il s'émancipe : sa pensée, naturellement vive et moqueuse, prend un tour épigrammatique à la façon de La Bruyère. Il se permet sur les flatteurs, sur la congrégation de l'Index, sur la superstition et l'hypocrisie, des phrases qui l'auraient fait passer en certains lieux pour un frondeur et un libertin. « Il y a autant de flatteurs à la cour des princes que de mouches dans leurs jardins... Les fils de grands seigneurs n'ont besoin que d'apprendre à monter à cheval... La superstition est la cause de l'athéisme. » Sa piété douce et éclairée répugne aux violences d'une religion impitoyable, qui damne au lieu de pardonner. « Il n'est permis aux prêtres de maudire personne. » Dans le prologue d'*Esther*, il pourra se croire obligé de célébrer les victoires du roi sur l'*affreuse hérésie;* mais quand il oublie les voix du dehors pour n'écouter que celle de son cœur, il laisse échapper cette apostrophe miséricordieuse : *O prêtres, prêtres, priez sur eux! O prêtres, soyez doux et modérés envers ceux à qui Dieu n'a pas donné la grâce d'une véritable pénitence.* Ces aspirations libérales de son esprit, ces cris du cœur, Racine dut bien souvent les étouffer par crainte et par sagesse de courtisan. Une fois pourtant, enhardi par les malheurs publics, il osa les laisser éclater; on sait quelles en furent les suites : un coup d'œil du maître le foudroya.

Comment de ces études morales passons-nous subitement aux fragmens sur l'histoire de France et du règne de Louis XIV, aux notes et aux corrections de la correspondance? La transition est un peu brusque et difficile à expliquer; mais, nous l'avons déjà dit, M. de La Rochefoucauld ne s'est pas tracé de plan bien déterminé. Renonçant à l'amour-propre d'auteur, il a voulu seulement nous faire part de ses richesses, sans nous indiquer toujours, il est vrai, d'où il les tire, et préparer une édition complète et authentique de Racine qu'il nous donnera peut-être un de ces matins. « Ces deux volumes sont, dit M. de La Rochefoucauld en terminant, un hommage qu'il a voulu rendre à la mémoire du poète et à l'ancienne Académie. » Racine, si sensible aux fines jouissances de l'amour-propre, n'eût pas souhaité de témoignage plus flatteur, ni venant d'une plus digne main. La nouvelle, nous n'osons dire la jeune académie, ne peut manquer d'être touchée de tant de respect pour les arrêts de son aînée. De notre côté, nous remercions sincèrement l'auteur du plaisir qu'il nous a procuré, de la peine qu'il épargne aux futurs éditeurs de Racine, et du bon exemple qu'il donne à tous. CH. LENIENT.

V. DE MARS.

TABLE DES MATIÈRES

DU

SEPTIÈME VOLUME.

SECONDE PÉRIODE. — XXVIIe ANNÉE.

JANVIER — FÉVRIER 1857.

Livraison du 1er Janvier.

SOULÈVEMENT DE L'ALLEMAGNE APRÈS LA GUERRE DE RUSSIE. — I. — YORK ET STEIN, LE CABINET DE BERLIN ET LE CABINET DE VIENNE, d'après des documens inédits, par M. ARMAND LEFEBVRE, de l'Institut..... 5

MARTHE DE MONTBRUN, première partie, par M. MAX VALREY..... 65

ÉTUDES SUR L'INDE ANCIENNE ET MODERNE. — III. — LES HÉROS PIEUX, RAMA, par M. THÉODORE PAVIE..... 115

SIR ROBERT PEEL ET SON HISTORIEN (*Sir Robert Peel, Étude d'histoire contemporaine,* de M. Guizot), par M. LÉONCE DE LAVERGNE, de l'Institut..... 140

ROMANCIERS ANGLAIS. — WILLIAM THACKERAY, SON TALENT ET SES ŒUVRES, par M. H. TAINE..... 165

DE L'AIMANT ET DU MAGNÉTISME TERRESTRE, par M. BABINET, de l'Institut.... 201

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE..... 214

ESSAIS ET NOTICES — LA CRÉATION ET LES QUATRE GRANDS PRINCIPES DE LA NATURE, par M. BABINET, de l'Institut..... 228

PUBLICATIONS ALLEMANDES SUR LA FRANCE, par M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER... 234

Livraison du 15 Janvier.

MARTHE DE MONTBRUN, seconde partie, par M. MAX VALREY..... 241

L'ITALIE, SON AVENIR, SES PARTIS ET SES PUBLICISTES, d'après le *Rinnovamento* de Gioberti et les *Istorie* de M. Ranalli, par M. CHARLES GOURAUD..... 289

L'HISTOIRE ROMAINE A ROME. — Seconde série. — IV. — GALBA, OTHON, VITELLIUS, VESPASIEN ET TITUS, par M. J.-J. AMPÈRE, de l'Académie Française. ... 333

LES ANGLAIS ET L'INDE. — III. — LE COMMERCE, LES FINANCES ET LES TRAVAUX PUBLICS SOUS LE GOUVERNEMENT DE L'HONORABLE COMPAGNIE, par M. le Mor FRIDOLIN..... 357

Les Trois grands Sermonnaires français, par M. NISARD, de l'Académie Française. 410

Des Communications interocéaniques dans l'Amérique centrale, par M. Auguste LAUGEL..... 436

Chronique de la quinzaine, histoire politique et littéraire..... 466

Poésies. — Préludes. — Aux Poètes, par M. Valery VERNIER..... 478

Livraison du 1er Février.

Titien, sa Vie et ses Œuvres, par M. Gustave PLANCHE..... 481

Le Soulèvement de l'Allemagne après la guerre de Russie. — II. — La première Campagne de Saxe et le Congrès de Prague, dernière partie, par M. Armand LEFEBVRE, de l'Institut..... 510

Marthe de Montbrun, dernière partie, par M. Max VALREY..... 574

L'Optique et la Peinture, par M. Jules JAMIN..... 624

La Renaissance et la Réformation. — M. Michelet et ses Œuvres récentes, par M. Émile MONTÉGUT..... 643

La Prise d'Hérat et l'Expédition anglaise dans le Golfe-Persique, par M. Eugène FLANDIN..... 674

Chronique de la quinzaine, histoire politique et littéraire..... 698

Revue Musicale. — *La Reine Topaze, le Trouvère, Rigoletto, Psyché*, par M. P. SCUDO..... 708

Livraison du 15 Février.

Les Anglais et l'Inde. — IV. — L'Armée anglo-hindoue. — Moeurs et Scènes militaires dans l'Inde, par M. le Mor FRIDOLIN..... 721

L'Histoire romaine a Rome. — Seconde série. — V. — Domitien, par M. J.-J. AMPÈRE, de l'Académie française..... 749

Madame Rose, première partie, par M. Amédée ACHARD..... 770

Louis XIV et ses Historiens. — Le Duc de Saint-Simon et ses Mémoires, par M. L. de CARNÉ..... 807

Le Chevalier Sarti. — VII. — Le Dernier Carnaval de la République de Venise, par M. P. SCUDO..... 844

Souvenirs d'une Mission médicale a l'Armée d'Orient. — I. — Le Campement des alliés devant Sébastopol, par M. L. BAUDENS..... 876

Le Droit maritime selon le Congrès de Paris, par M. PELLISSIER de REYNAUD..... 909

Chronique de la quinzaine, histoire politique et littéraire..... 927

Litterature Dramatique. — *La Question d'Argent*, de M. Alexandre Dumas fils, par M. G. PLANCHE..... 938

Essais et Notices. — Études littéraires et morales de Racine..... 947

Paris. — Imprimerie de J. CLAYE, rue St-Benoît, 7.

AP
20
R5
per.2
t.7

Revue des deux mondes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY